

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DÉBATS

TABLES DE LÉGISLATURE

CINQUIÈME LÉGISLATURE

2 avril 1973 - 2 avril 1978

TABLE NOMINATIVE

TOME I

A à C

ABRÉVIATIONS

DÉNOMINATION DES GROUPES POLITIQUES

- U.D.R. . . . { Groupe d'union des démocrates pour la République (1).
 puis
R.P.R. . . . { Groupe du rassemblement pour la République.
- P.S.R.G. . . Groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.
- C. Groupe communiste.
- R.I. { Groupe des républicains indépendants (2).
 puis
R. { Groupe républicain.
- R.C.D.S. . . Groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.
- R.D.S. . . . Groupe des réformateurs, démocrates sociaux.
- U.C. Groupe union centriste.
- N.I. Députés n'appartenant à aucun groupe.

(1) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe du rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249).

(2) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe républicain [25 mai 1977] (p. 3043).

AVANT-PROPOS

Les Tables de législature de l'Assemblée Nationale, dont la périodicité est en principe quinquennale, comportent deux parties : la **Table des Matières** et la **Table Nominative**. Par référence au compte rendu intégral des séances publié par le *Journal officiel*, elles donnent l'ensemble des informations sur l'Assemblée Nationale et sur l'activité parlementaire des députés et des membres du Gouvernement.



La **Table des Matières** est une table de rubriques présentées selon l'ordre alphabétique.

Pour chaque texte, l'exposé de la procédure précède l'analyse du débat.

Tous les débats sont analysés avec l'indication de leurs références (dates et pages) au compte rendu sténographique publié par le *Journal officiel* (Edition des Débats).

Les documents parlementaires sont identifiés par le nom de leur auteur, la date et le numéro de leur dépôt.

Ces numéros de dépôt (projets, propositions de loi et de résolution, rapports et avis) constituent pour l'Assemblée Nationale une série unique pour toute la durée de la législature. Au Sénat, en raison du régime électoral de cette Assemblée, ils sont accompagnés, entre parenthèses, de l'indication de l'année de la session ; par exemple : 1970-1971.

A l'issue de chaque adoption par l'une ou l'autre Assemblée figure le numéro du document de transmission dit « petite loi », appelé, selon les cas, projet ou proposition de loi.

La Table permet ainsi de retrouver :

1° tous les textes déposés à l'Assemblée Nationale avec l'indication des différentes étapes de la procédure parlementaire (adoption en première lecture, transmission au Sénat, lectures successives, commissions mixtes paritaires et date de promulgation au *Journal officiel* (Edition Lois et Décrets) ;

2° toutes les questions auxquelles il est répondu oralement : questions d'actualité, questions orales avec ou sans débat. Les questions écrites font l'objet d'une table particulière, la Table des Questions ;

3° toutes les interventions qui se caractérisent surtout par la procédure utilisée : déclarations du Gouvernement, ordres du jour, rappels au Règlement, etc. ;

4° les pétitions.

Lorsqu'il est fait référence au *Journal officiel* (Lois et Décrets), les lettres J.O. précèdent la date de celui-ci.

D'autre part :

— la rubrique « Assemblée Nationale » groupe toutes les informations sur le Bureau, les dates de session, etc. ;

— la rubrique « Elections » donne les résultats des élections générales et partielles ;

— les rubriques « Commissions » et « Groupes politiques » indiquent leur composition et leurs modifications ;

— la rubrique « Députés » renseigne sur les décès, les démissions ou les remplacements, etc. ;

— la rubrique « Gouvernement » donne la composition des différents ministères et les modifications intervenues.

Afin de faciliter les recherches et de conserver la continuité nécessaire avec les Tables précédentes, de multiples rappels ont été introduits. De nombreux termes génériques facilitant les recherches de synthèse ont été utilisés sans préjudice de l'emploi des termes spécifiques usuels ; des correspondances ont été établies entre les rubriques qui visent des matières connexes ; c'est la signification du mot « voyez » (voy.).

La Table des Matières comporte en annexe un tableau de concordance indiquant, pour chaque numéro de document, le titre de la rubrique sous laquelle il figure et le numéro qu'il occupe à l'intérieur de cette rubrique.

Le choix des rubriques a donné lieu à un effort d'harmonisation entre les services intéressés de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

EXPLICATION DES SIGLES

A.F.P.	Agence France-Presse.
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.M.E.X.A.	Assurance maladie des exploitants agricoles.
A.M.G.	Assistance médicale gratuite.
A.N.V.A.R.	Agence nationale de valorisation de la recherche.
A.V.T.S.	Allocation aux vieux travailleurs salariés.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.I.C.	Bénéfices industriels et commerciaux.
B.I.T.	Bureau international du travail.
B.R.G.M.	Bureau des recherches géologiques et minières.
B.U.M.I.D.O.M.	Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.
B.U.S.	Bureau universitaire de statistiques.
C.A.P.	Certificat d'aptitude professionnelle.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.E.	Communauté économique européenne.
C.E.G.	Collège d'enseignement général.
C.E.R.N.	Centre européen de recherches nucléaires.
C.E.S.	Collège d'enseignement secondaire.
C.E.T.	Collège d'enseignement technique.
C.G.I.	Code général des impôts.
C.H.U.	Centre hospitalier universitaire.
C.I.I.	Compagnie Internationale pour l'informatique.
C.I.R.A.	Centre interministériel de renseignements administratifs.
C.N.C.E.	Centre national du commerce extérieur.
C.N.E.J.	Centre national d'études judiciaires.
C.N.E.S.	Centre national d'études spatiales.
C.N.E.X.O.	Centre national d'exploration des océans.
C.N.P.F.	Centre national du patronat français.
C.N.R.S.	Centre national de la recherche scientifique.
C.O.D.E.R.	Commission de développement économique régional.
C.O.F.A.C.E.	Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur.
C.R.E.D.O.C.	Centre de recherches et de documentation sur la consommation.
C.S.T.B.	Centre scientifique et technique du bâtiment.
C.U.M.A.	Coopérative d'utilisation en commun de matériel agricole.
C.U.C.E.S.	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.G.R.S.T.	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
D.O.M.	Départements d'outre-mer.
E.D.F.	Electricité de France.
E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
F.A.C.	Fonds d'aide et de coopération.
F.A.S.A.S.A.	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
F.D.E.S.	Fonds de développement économique et social.
F.E.O.G.A.	Fonds européen d'organisation et de garantie agricole.
F.I.A.T.	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
F.I.D.E.S.	Fonds d'investissement et de développement économique et social.
F.I.D.O.M.	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
F.N.A.F.U.	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.

F.N.A.H.	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
F.N.A.T.	Fonds national d'aménagement du territoire.
F.O.R.M.A.	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
F.R.O.M.	Fonds régionaux d'organisation des marchés.
G.D.F.	Gaz de France.
H.L.M.	Habitations à loyer modéré.
I.D.H.E.C.	Institut des hautes études cinématographiques.
I.D.I.	Institut de développement industriel.
I.L.M.	Immeubles à loyer moyen.
I.L.N.	Immeubles à loyer normal.
I.N.S.A.	Institut national des sciences appliquées.
I.N.S.E.E.	institut national de la statistique et des études économiques.
I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I.P.E.S.	Institut de préparation aux enseignements du second degré.
I.R.A.P.	Instituts régionaux d'administration publique.
I.R.I.A.	Institut de recherche, d'informatique et d'automatique.
I.R.P.P.	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
I.U.T.	Institut universitaire de technologie.
I.V.D.	Indemnité viagère de départ.
J.O.	Journal officiel (lois et décrets).
O.C.D.E.	Organisation de coopération et de développement économique.
O.C.O.R.A.	Office de coopération radiophonique.
O.E.C.E.	Organisation européenne de coopération économique.
O.M.S.	Organisation mondiale de la santé.
O.N.E.R.A.	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
O.N.I.C.	Office national interprofessionnel des céréales.
O.N.I.S.E.P.	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
O.N.S.E.R.	Organisation nationale pour la sécurité routière.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.R.S.T.O.M.	Office de la recherche scientifique et technique outre-mer.
O.R.T.F.	Office de radiodiffusion - télévision française.
O.T.A.N.	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
O.T.A.S.E.	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
P.A.D.O.G.	Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
P.L.R.	Programmes à loyer réduit.
P.M.E.	Petites et moyennes entreprises.
P.M.U.	Pari mutuel urbain.
P. et T.	Postes et télécommunications.
P.S.R.	Programmes sociaux de relogement.
R.A.T.P.	Régie autonome des transports parisiens.
R.C.B.	Rationalisation des choix budgétaires.
R.I.V.P.	Régie immobilière de la ville de Paris.
R.T.L.N.	Réunion des théâtres lyriques nationaux.
S.A.F.E.R.	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.A.I.F.	Sociétés agricoles d'investissement foncier.
S.D.E.C.E.	Service de documentation et de contre-espionnage.
S.E.I.T.A.	Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S.I.B.E.V.	Société interprofessionnelle du bétail, de l'élevage et de la viande.
S.I.C.A.	Société d'intérêt collectif agricole.
S.I.C.O.M.I.	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
S.I.E.C.A.	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
S.M.A.G.	Salaire minimum agricole garanti.
S.M.I.G.	Salaire minimum interprofessionnel garanti.
S.M.I.C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S.N.C.F.	Société nationale des chemins de fer français.
S.N.E.C.M.A.	Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion.
S.N.E.P.	Société nationale des entreprises de presse.

S.N.I.A.S.	Société nationale industrielle aérospatiale.
S.O.F.I.R.A.D.	Société financière de radiodiffusion.
S.S.	Sécurité sociale.
T.O.M.	Territoires d'outre-mer.
T.P.S.	Taxe sur les prestations de services.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.E.O.	Union de l'Europe occidentale.
U.G.C.	Union générale cinématographique.
U.N.E.S.C.O.	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
U.N.E.D.I.C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U.R.S.S.A.F.	Union pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et d'allocations familiales.
V.R.P.	Voyageurs, représentants, placiers.
Z.A.D.	Zones d'aménagement différé.
Z.U.P.	Zones à urbaniser en priorité.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS

ayant exercé leur mandat pendant la quatrième Législature

A

MM.

ABDOULKADER MOUSSA (Ali), Territoire français des Afars et des Issas.
ABELIN (Pierre), Vienne.
ACHILLE-FOULD (Aymar), Gironde.
AILLIÈRES (Michel d'), Sarthe.
ALDUY (Paul), Pyrénées-Orientales.
ALLONCLE (Michel), Charente.
ANDRIEUX (Maurice), Pas-de-Calais.
ANSQUER (Vincent), Vendée.
ANTHONIOZ (Marcel), Ain (1).
ARNAUD (Henri), Bouches-du-Rhône (2).
ARNOULD (Léon), Moselle.
AUBERT (Emmanuel), Alpes-Maritimes.
AYMAR (Robert), Isère.
Mme AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE (Marie-Magdeleine), Deux-Sèvres.

B

BAILLY (Jean), Territoire de Belfort (3).
BALLANGER (Robert), Seine-Saint-Denis.
BARBEROT (Paul), Ain.
BARBET (Raymond), Hauts-de-Seine.
BAREL (Virgile), Alpes-Maritimes.
BARILLON (Georges), Yonne (4).
BARROT (Jacques), Haute-Loire.
BAS (Pierre), Paris.
BAUDIS (Pierre), Haute-Garonne.

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Joseph Comiti, nommé membre du Gouvernement.

(3) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jean Chamant, nommé membre du Gouvernement, donne sa démission de son mandat de député le 16 septembre 1969. Entré en fonction le 8 février 1971, en remplacement de M. Chamant nommé membre du Gouvernement.

MM.

BAUDOIN (Henri), Manche.
BAUMEL (Jacques), Hauts-de-Seine (5).
BAYLE (Marcel), Var.
BAYOU (Raoul), Hérault.
BEAUGUITTE (André), Meuse.
BEAVERGER (Auguste), Ille-et-Vilaine (6).
BECAM (Marc), Finistère (7).
BÉGUE (Guy), Lot-et-Garonne.
BELCOUR (Henri), Corrèze (8).
BÉNARD (François), Oise.
BÉNARD (Mario), Var.
BENNETOT (Michel de), Finistère.
BENOIST (Daniel), Nièvre.
BÉNOUVILLE (Pierre de), Paris (9).
BÉRARD (Jacques), Vaucluse.
BÉRAUD (Marcel), Pas-de-Calais.
BÉRGER (Henry), Côte-d'Or.
BERNARD-REYMOND (Pierre), (Hautes-Alpes (10).
BERNASCONI (Jean), Paris.
BERTHELOT (Marcellin), Seine-Saint-Denis.
BERTHOVIN (Fernand), Indre-et-Loire.
BETTENCOURT (André), Seine-Maritime (11).
BEUCLER (Jean-Jacques), Haute-Saône.
BEYLOT (Pierre), Dordogne.
BICHAT (Jean), Meurthe-et-Moselle.
BIGNON (Albert), Charente-Maritime.
BIGNON (Charles), Somme.

(5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.

(6) Entré en fonction, le 8 février 1971, en remplacement de M. Michel Colinat, nommé membre du Gouvernement. Décédé le 14 septembre 1972.

(7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Michelet, nommé membre du Gouvernement.

(8) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jacques Chirac, nommé membre du Gouvernement.

(9) Elu le 14 juin 1970.

(10) Elu le 5 décembre 1971.

(11) Nommé membre du Gouvernement, les 12 juillet 1968, 22 juin 1969, 6 juillet 1972.

MM.

BILLECOCQ (Pierre), Nord (1).
BILLÈRES (René), Hautes-Pyrénées.
BILLOTTE (Pierre), Val-de-Marne.
BILLOUX (François), Bouches-du-Rhône.
BISSON (Robert), Calvados.
BIZET (Emile), Manche.
BLARY (Henri), Nord.
BLAS (René), Côte-d'Or (2).
BOILEAU (André), Vosges (3).
BOINVILLIERS (Jean), Cher.
BOISDÉ (Raymond), Cher.
BOLO (Alexandre), Loire-Atlantique (4).
BONHOMME (Jean), Tarn-et-Garonne.
BONNEL (Pierre), Pas-de-Calais.
BONNET (Christian), Morbihan (5).
BORD (André), Bas-Rhin (6).
BORDAGE (Augustin), Deux-Sèvres.
BOROCCO (Edmond), Haut-Rhin.
BOSCARY-MONSSERVIN (Roland),
 Aveyron (7).
BOSCHER (Michel), Essonne.
BOUCHACOURT (Jacques), Nièvre.
BOUDET (Roland), Orne.
BOUDON (Paul), Maine-et-Loire (8).
BOULAY (Arsène), Puy-de-Dôme.
BOULIN (Robert), Gironde (9).
BOULLOCHE (André), Doubs.
BOURDELLES (Pierre), Côtes-du-Nord.
BOURGOIS (Georges), Haut-Rhin.
BOURGES (Yvon), Ille-et-Vilaine (10).
BOURGOIN (Pierre), Paris (11).
BOUSQUET (Raymond), Paris (12).
BOUSSEAU (Marcel), Vendée.
BOUTARD (Jacques), Haute-Vienne.
BOYER (Jean), Isère.
BOZZI (Jean), Corse.

(1) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(2) Entré en fonction, le 8 février 1971, en remplacement de M. Robert Poujède, nommé membre du Gouvernement.

(3) Entré en fonction, le 4 avril 1972, en remplacement de M. Poncelet, nommé membre du Gouvernement.

(4) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Rey, nommé membre du Gouvernement.

(5) Nommé membre du Gouvernement le 6 juillet 1972.

(6) Nommé membre du Gouvernement, les 12 juillet 1968, 22 juin 1969 et 6 juillet 1972.

(7) Elu sénateur le 26 septembre 1971.

(8) Entré en fonction, le 22 avril 1971, en remplacement de M. Rivain, décédé.

(9) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(10) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(11) Se démet de son mandat de député le 6 mai 1970. Décédé le 11 mai 1970.

(12) Entré en fonction, le 11 août 1968, en remplacement de M. Couve de Murville, nommé Premier Ministre.

MM.

BRESSOLIER (Henry), Tarn.
BRETTES (Robert), Gironde.
BRIAL (Benjamin), îles Wallis et Futuna.
BRIANE (Jean), Aveyron (1).
BRICOURT (Edmond), Aisne.
BRIOT (Louis), Aube.
BROCARD (Jean), Haute-Savoie.
BROGLIE (Jean de), Eure.
BRUGEROLLE (André), Charente-Maritime.
BRUGNON (Maurice), Aisne.
BUFFET (Romain), Saône-et-Loire (2).
BUOT (Henri), Calvados.
BURON (Pierre), Mayenne.
BUSTIN (Georges), Nord.

C

CAILL (Antoine), Finistère.
CAILLAU (Georges), Lot-et-Garonne.
CAILLAUD (Paul), Vendée.
CAILLE (René), Rhône.
CALDAGUÈS (Michel), Paris.
CALMEJANE (Robert), Seine-Saint-Denis.
CAPELLE (Jean), Dordogne.
CAPITANT (René), Paris (3).
CARPENTIER (Georges), Loire-Atlantique.
CARRIER (Michel), Ain (4).
CARTER (Roland-Charles), Paris.
CASSABEL (Jean-Pierre), Aude.
CASSAGNE (René), Gironde (5).
CATALIFAUD (Albert), Aisne.
CATRY (Benjamin), Pas-de-Calais.
CATTIN-BAZIN (Maurice), Isère.
CAZENAVE (Franck), Gironde.
CERMOLACCE (Paul), Bouches-du-Rhône.
CERNEAU (Marcel), La Réunion.
CÈSAIRE (Aimé), La Martinique.
CEYRAC (Charles), Corrèze (6).
CHABAN-DELMAS (Jacques), Gironde (7).

(1) Elu le 5 décembre 1971.

(2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Philippe Malaud, nommé membre du Gouvernement.

(3) Nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968. Donne sa démission de Ministre de la Justice, le 28 avril 1969.

(4) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Anthonioz, nommé membre du Gouvernement.

(5) Décédé le 12 novembre 1968.

(6) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Jean Charbonnel, nommé membre du Gouvernement.

(7) Nommé Premier Ministre le 20 juin 1969. Elu le 20 septembre 1970. Il est mis fin à ses fonctions de Premier Ministre le 5 juillet 1972.

MM.

CHABRAT (Jacques), Gironde (1).
 CHALANDON (Albin), Hauts-de-Seine (2).
 CHALOPIN (Jean), Maine-et-Loire (3).
 CHAMANT (Jean), Yonne (4).
 CHAMBON (Jean), Pas-de-Calais.
 CHAMBRUN (Charles de), Lozère.
 CHANDERNAGOR (André), Creuse.
 CHAPALAIN (Jean-Yves), Sarthe.
 CHARBONNEL (Jean), Corrèze (5).
 CHARIÉ (Pierre), Loiret (6).
 CHARLES (Arthur), Côtes-du-Nord.
 CHARRET (Edouard), Rhône.
 CHASSAGNE (Jean-Baptiste), Loiret (7).
 CHAUMONT (Jacques), Sarthe.
 CHAUVET (Augustin), Cantal.
 CHAZALON (André), Loire.
 CHAZELLE (René), Haute-Loire.
 CHEDRU (Georges), Seine-Maritime (8).
 CHIRAC (Jacques), Corrèze (9).
 Mme CHONAVEL (Jacqueline), Seine-Saint-Denis (10).
 CLAUDIUS-PETIT (Eugène), Loire.
 CLAVEL (Georges), Hérault.
 CLOSTERMANN (Pierre), Yvelines (11).
 COINTAT (Michel), Ille-et-Vilaine (12).
 COLIBEAU (Raymond), Paris (13).
 COLLETTE (Henri), Pas-de-Calais.
 COLLIÈRE (André), Hérault.
 COMITI (Joseph), Bouches-du-Rhône (14).

(1) Entré en fonction, le 21 juillet 1969, en remplacement de M. Chaban-Delmas, nommé Premier Ministre. Décédé le 28 juillet 1970.

(2) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969. Il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 5 juillet 1972.

(3) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Foyer, nommé membre du Gouvernement.

(4) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969. Nommé membre du Gouvernement le 7 janvier 1971, il est mis fin à ses fonctions de Ministre le 5 juillet 1972.

(5) Nommé membre du Gouvernement, le 6 juillet 1972.

(6) Décédé le 12 mars 1973.

(7) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Henri Duvillard, nommé membre du Gouvernement.

(8) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Bettencourt, nommé Ministre.

(9) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

(10) Entrée en fonction, le 5 septembre 1968, en remplacement de M. Jean Lollive, décédé.

(11) Donne sa démission de son mandat de député, le 19 septembre 1969.

(12) Nommé membre du Gouvernement, le 7 janvier 1971, il est mis fin à ses fonctions de ministre, le 5 juillet 1972.

(13) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Kaspereit, nommé membre du Gouvernement.

(14) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

MM.

COMMENAY (Jean-Marie), Landes.
 CONTE (Arthur), Pyrénées-Orientales (1).
 CORMIER (Paul), Loir-et-Cher (2).
 CORNET (Pierre), Ardèche.
 CORNETTE (Maurice), Nord.
 CORRÈZE (Roger), Loir-et-Cher.
 COUDERC (Pierre), Lozère.
 COUMAROS (Jean), Moselle.
 COUSTÉ (Pierre-Bernard), Rhône.
 COUVE DE MURVILLE (Maurice), Paris (3).
 COUVEINHES (René), Hérault.
 CRESPIN (Roger), Marne (4).
 CRESSART (Jacques), Ille-et-Vilaine.

D

DAHALANI (Mohamed), Territoire des Comores (5).
 DAMETTE (Auguste), Nord.
 DANEL (Liévin), Nord (6).
 DANILO (Philippe), Rhône.
 DARCHICOURT (Fernand), Pas-de-Calais (7).
 DARDE (Jean), Haute-Garonne.
 DARRAS (Henri), Pas-de-Calais.
 DASSAULT (Marcel), Oise.
 DASSIÉ (Albert), Loire-Atlantique.
 DEBRÉ (Michel), La Réunion (8).
 DECHARTRE (Philippe) (DUPRAT-GE-NEAU, dit —) Charente-Maritime (9).
 DEFFERRE (Gaston), Bouches-du-Rhône.
 DEGRAEVE (Jean), Marne.
 DEHEN (Albert), Charente-Maritime (10).
 DELACHENAL (Jean), Savoie.
 DELAHAYE (André), Eure.
 DELATRE (Georges), Seine-Maritime.

(1) Nommé Président-directeur général de l'Office de radio-diffusion-télévision française, le 19 juillet 1972. Démissionnaire de son mandat de député.

(2) Décédé le 13 avril 1972.

(3) Nommé Premier Ministre, le 10 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Premier Ministre, le 20 juin 1969.

(4) Entré en fonction, le 8 février 1971, en remplacement de M. Taittinger, nommé membre du Gouvernement.

(5) Elu le 12 juillet 1970.

(6) Décédé le 2 janvier 1970.

(7) Décédé le 23 décembre 1968.

(8) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 5 juillet 1972.

(9) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, démissionnaire le 15 mai 1972.

(10) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Philippe Dechartre, nommé membre du Gouvernement.

MM.

DELELIS (André), Pas-de-Calais.
 DELHALLE (Jacques), Aube (1).
 DELIAUNE (Gérard), Gironde.
 DELMAS (Louis-Alexis), Aveyron (2).
 DELONG (Jacques), Haute-Marne.
 DELORME (Claude), Basses-Alpes.
 DENIAU (Xaxier), Loiret (3).
 DENIS (Bertrand), Mayenne.
 DENVERS (Albert), Nord.
 DEPREZ (Charles), Hauts-de-Seine.
 DESANLIS (Jean), Loir-et-Cher (4).
 DESTREMAU (Bernard), Yvelines.
 DIDIER (Emile), Hautes-Alpes (5).
 Mlle DIENESCH (Marie-Madeleine), Côtes-du-Nord (6).
 DIJOU (Paul), Hautes-Alpes.
 DOMINATI (Jacques), Paris.
 DONNADIEU (Louis), Tarn (7).
 DOUZANS (Jacques), Haute-Garonne.
 DRONNE (Raymond), Sarthe.
 DUBOSQ (Franz), Basses-Pyrénées (8).
 DUCOLONÉ (Guy), Hauts-de-Seine (9).
 DUCOS (Hippolyte), Garonne (10).
 DUCRAY (Gérard), Rhône.
 DUHAMEL (Jacques), Jura (11).
 DUMAS (Pierre), Savoie (12).
 DUMORTIER (Jeannil), Pas-de-Calais.
 DUPONT-FAUVILLE (Hubert), Pas-de-Calais.
 DUPUY (Fernand), Val-de-Marne.
 DURAFFOUR (Paul), Saône-et-Loire.
 DURAFFOUR (Michel), Loire.
 DURBET (Léopold), Savoie (13).
 DURIEUX (Jean), Nord.

-
- (1) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Robert Galley, nommé membre du Gouvernement.
 - (2) Décédé le 4 février 1973.
 - (3) Nommé membre du Gouvernement, le 6 juillet 1972.
 - (4) Entré en fonction, le 13 avril 1972, en remplacement de M. Cormier, décédé.
 - (5) Elu sénateur le 28 septembre 1971.
 - (6) Nommée membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
 - (7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Limouzy, nommé membre du Gouvernement.
 - (8) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Michel Inchauspé, nommé membre du Gouvernement.
 - (9) Election annulée, le 3 octobre 1968, par le Conseil constitutionnel. Elu le 15 décembre 1968.
 - (10) Décédé le 14 novembre 1970.
 - (11) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 7 janvier 1971, le 5 juillet 1972.
 - (12) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969.
 - (13) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Pierre Dumas, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969.

MM.

DUROMÉA (André), Seine-Maritime.
 DUSSEAU (Roger), Seine-Maritime.
 DUVAL (Michel), Puy-de-Dôme.
 DUVILLARD (Henri), Loiret (1).

E

EHM (Albert), Bas-Rhin.

F

FABRE (Robert), Aveyron.
 FAGOT (Alban), Isère.
 FAJON (Etienne), Seine-Saint-Denis.
 FALALA (Jean), Marne.
 FANTON (André), Paris (2).
 FAURE (Edgar), Doubs (3).
 FAURE (Gilbert), Ariège.
 FAURE (Maurice), Lot.
 FAVRE (Jean), Haute-Marne.
 FEÏT (René), Jura.
 FEIX (Léon), Val-d'Oise.
 FEUILLARD (Gaston), La Guadeloupe.
 FIEVEZ (Henri), Nord.
 FIGEAT (Robert), Loiret (4).
 FLORNOY (Bertrand), Seine-et-Marne.
 FONTAINE (Jean), La Réunion.
 FONTANET (Joseph), Savoie (5).
 FORTUIT (Jean-Claude), Essonne.
 FOSSÉ (Roger), Seine-Maritime.
 FOUCHET (Christian), Meurthe-et-Moselle.
 FOUCHIER (Jacques), Deux-Sèvres.
 FOYER (Jean), Maine-et-Loire (6).
 FRAUDEAU (Maurice), Essonne (7).
 FREY (Roger), Paris (8).
 FRYS (Joseph), Nord.

-
- (1) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de ministre, le 5 juillet 1972.
 - (2) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.
 - (3) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969, nommé membre du Gouvernement, le 7 juillet 1972.
 - (4) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Xavier Deniau, nommé Ministre.
 - (5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
 - (6) Nommé membre du Gouvernement, le 8 juillet 1972.
 - (7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Hamon, nommé membre du Gouvernement.
 - (8) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 5 juillet 1972.

G

MM.

GABAS (François), Haute-Garonne (1).
GABRIAC (Jean), Aveyron (2).
GAILLARD (Félix), Charente (3).
GALLEY (Robert), Aube (4).
GARCIN (Edmond), Bouches-du-Rhône.
GARDEIL (Robert), Bouches-du-Rhône.
GARETS (Bertrand des), Gironde (5).
GASTINES (Henri de), Mayenne.
GAUDIN (Pierre), Var.
GENEVARD (Christian), Doubs (6).
GEORGES (Maurice), Seine-Maritime.
GERBAUD (François), Indre.
GERBET (Claude), Eure-et-Loir.
GERMAIN (Hubert), Paris (7).
GERNEZ (Raymond), Nord.
GIACOMI (Pierre), Corse.
GIRARD (Gaston), Loiret (8).
GISCARD D'ESTAING (Olivier), Alpes-Maritimes.
GISCARD D'ESTAING (Valéry), Puy-de-Dôme (9).
GISSINGER (Antoine), Haut-Rhin.
GLON (André), Côtes-du-Nord (10).
GODEFROY (Pierre), Manche.
GODON (Gérard), Yvelines.
GORSE (Georges), Hauts-de-Seine.
GOSNAT (Georges), Val-de-Marne.
GRAILLY (Michel de), Paris.
GRANDSART (Raymond), Charente-Maritime (11).
GRANET (Paul), Aube.
GRIMAUD (Jean), Morbihan (12).

- (1) Entré en fonction, le 14 novembre 1970, en remplacement de M. Hippolyte Ducos, décédé.
 (2) Entré en fonction, le 5 février 1973, en remplacement de M. Louisa-Alexis Delmas, décédé.
 (3) Décédé le 9 juillet 1970.
 (4) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
 (5) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Robert Boulin, nommé membre du Gouvernement.
 (6) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969. Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement.
 (7) Nommé Ministre le 6 juillet 1972.
 (8) Entré en fonction, le 13 mars 1973, en remplacement de M. Charié, décédé.
 (9) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
 (10) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de Mlle Marie-Madéleine Dienesch, nommée membre du Gouvernement.
 (11) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jean de Lipkowski, nommé membre du Gouvernement. Décédé le 9 novembre 1971.
 (12) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Raymond Marcellin, nommé membre du Gouvernement.

MM.

GRIOTTERAY (Alain), Val-de-Marne.
GRONDEAU (Jacques), Gironde.
GRUSSENMEYER (François), Bas-Rhin.
GUENA (Yves), Dordogne (1).
GUICHARD (Claude), Dordogne (2).
GUICHARD (Olivier), Loire-Atlantique (3).
GUILBERT (Raymond), Manche.
GUILLE (Georges), Aude.
GUILLERMIN (Henri), Rhône.

H

HABIB-DELONCLE (Michel), Paris.
HALBOUT (Emile), Orne.
HALGOUET (Yves du), Morbihan.
HAMELIN (Jean), Ille-et-Vilaine (4).
HAMON (Léo), Essonne (5).
HAURET (Robert), Maine-et-Loire.
 Mme **HAUTECLOCQUE** (Nicole de), Paris.
HÉBERT (Jacques), Manche.
HÉLÈNE (Léopold), La Guadeloupe.
HERMAN (Pierre), Nord.
HERSANT (Robert), Oise.
HERZOG (Maurice), Haute-Savoie.
HINSBERGER (Etienne), Moselle.
HOFFER (Marcel), Vosges.
HOGUET (Michel), Eure-et-Loir.
HOUEL (Marcel), Rhône.
HUNAUT (Xavier), Loire-Atlantique.

I

ICART (Fernand), Alpes-Maritimes.
IHUEL (Paul), Morbihan.
INCHAUSPÉ (Michel), Basses-Pyrénées (6).

J

JACQUET (Marc), Seine-et-Marne.
JACQUET (Michel), Loire.
JACQUINOT (Louis), Meuse.

- (1) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 20 juin 1969.
 (2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Yves Guena, nommé membre du Gouvernement.
 (3) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
 (4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Yvon Bourges, nommé membre du Gouvernement.
 (5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.
 (6) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 20 juin 1969.

MM.

JACSON (William), Meurthe-et-Moselle.
JALU (Pierre), Gard.
JAMOT (Michel), Yvelines.
JARRIGE (Maurice), Moselle (1).
JARROT (André), Saône-et-Loire.
JEANNENEY (Jean-Marcel), Isère (2).
JENN (Alphonse), Haut-Rhin.
JOANNE (Louis), Charente-Maritime.
JOUFFROY (Henri), Jura (3).
IOUSSEAUME (Claude), Charente-Maritime (4).
JOXE (Louis), Rhône.
JULIA (Didier), Seine-et-Marne.

K

KASPEREIT (Gabriel), Paris (5).
KEDINGER (Pierre), Moselle.
KRIEG (Pierre-Charles), Paris.

L

LABBÉ (Claude), Hauts-de-Seine.
LACAGNE (Henri), Saône-et-Loire.
LACAVÉ (Paul), La Guadeloupe.
LA COMBE (René), Maine-et-Loire.
LAFAP (Bernard), Paris (6).
LAFON (Jean), Charente (7).
LAGORCE (Pierre), Gironde.
LAINÉ (Jean), Eure.
LAMPS (René), Somme.
LARUE (Tony), Seine-Maritime.
LASSOURD (Henri), Ille-et-Vilaine.
LAUDRIN (Hervé), Morbihan.
LAVERGNE (Robert), Hauts-de-Seine (8).
LAVIELLE (Henri), Landes.

- (1) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Pierre Messmer, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969. Entré en fonction, le 26 mars 1971, en remplacement de M. Messmer, nommé membre du Gouvernement.
- (2) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat, le 20 juin 1969.
- (3) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Duhamel, nommé membre du Gouvernement.
- (4) Entré en fonction, le 13 janvier 1972, en remplacement de M. de Lipkowski, nommé Ministre.
- (5) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.
- (6) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.
- (7) Entré en fonction, le 10 juillet 1970, en remplacement de M. Gaillard, décédé.
- (8) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Albin Chalandon, nommé membre du Gouvernement. Décédé le 13 août 1972.

MM.

LEBAS (Bernard), Nord.
LE BAULT DE LA MORINIÈRE (René)
Maine-et-Loire.
LEBON (André), Ardennes.
LECAT (Jean-Philippe), Côte-d'Or (1).
LE DOUAREC (François), Ille-et-Vilaine.
LEHN (Gérard), Bas-Rhin.
LEJEUNE (Max), Somme.
LE MARC'HADOUR (Alain), Nord (2).
LELONG (Pierre), Finistère.
LEMAIRE (Maurice), Vosges.
LEPAGE (Pierre), Indre-et-Loire.
LEROY (Roland), Seine-Maritime.
LEROY-BEAULIEU (Pierre), Hérault.
LE TAC (Joël), Paris.
LE THEULE (Joël), Sarthe (3).
L'HUILLIER (Waldeck), Hauts-de-Seine.
LIMOUZY (Jacques), Tarn (4).
LIOGIER (Albert), Ardèche.
LIPKOWSKI (Jean-Noël de), Charente-Maritime (5).
LOLIVE (Jean), Seine-Saint-Denis (6).
LONGUEUE (Louis), Haute-Vienne.
LUCAS (Henri), Pas-de-Calais (7).
LUCIANI (Emile), Somme.

M

MACQUET (Benoît), Loire-Atlantique.
MADRELLE (Philippe), Gironde (8).
MAGAUD (Charles), Paris (9).
MAINGUY (Paul), Hauts-de-Seine.
MALAUD (Philippe), Saône-et-Loire (10).
MALÈNE (Christian de La), Paris.
MARCELLIN (Raymond), Morbihan (11).

- (1) Nommé membre du Gouvernement, le 15 mai 1972, le 6 juillet 1972.
- (2) Entré en fonction, le 2 janvier 1970, en remplacement de M. Liévin Danel, décédé.
- (3) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969.
- (4) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.
- (5) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, élu le 12 décembre 1971. Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat le 5 juillet 1972.
- (6) Décédé le 5 septembre 1968.
- (7) Entré en fonction, le 7 avril 1970, en remplacement de Mme Prin, décédée.
- (8) Entré en fonction, le 12 novembre 1968, en remplacement de M. René Cassagne, décédé.
- (9) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Roger Frey, nommé membre du Gouvernement.
- (10) Nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
- (11) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.

MM.

MARZENET (Albert), Paris.
 MARCUS (Claude), Paris.
 MARETTE (Jacques), Paris.
 MARIE (Bernard), Basses-Pyrénées.
 MARQUET (Michel), Paris (1).
 MARTIN (Claude), Paris.
 MARTIN (Hubert), Meurthe-et-Moselle.
 MASSÉ (Jean), Bouches-du-Rhône.
 MASSOT (Marcel), Basses-Alpes.
 MASSOUBRE (Jean-Louis), Somme.
 MATHIEU (Gilbert), Côte-d'Or.
 MAUGER (Pierre), Vendée.
 MAUJOUAN DU GASSET (Joseph), Loire-Atlantique.
 MAZEAUD (Pierre), Hauts-de-Seine.
 MÉDECIN (Jacques), Alpes-Maritimes.
 MENU (Robert), Nord.
 MERCIER (Jacques), Essonne.
 MESSMER (Pierre), Moselle (2).
 MEUNIER (Lucien), Ardennes.
 MICHEL (Henri), Drôme (3).
 MICHELET (Edmond), Finistère (4).
 MIOSSEC (Gabriel), Finistère.
 MIRTIN (André), Landes.
 MISSOFFE (François), Paris.
 MITTERRAND (François), Nièvre.
 MODIANO (Henri), Paris.
 MOHAMED (Ahmed), Comores.
 MOINE (Henri), Côte-d'Or (5).
 MOLLET (Guy), Pas-de-Calais.
 MONDON (Raymond), Moselle (6).
 MONTALAT (Jean), Corrèze (7).
 MONTESQUIOU (Pierre de), Gers.
 MORELLON (Jean), Puy-de-Dôme (8).
 MORISON (Pierre), Rhône.
 MORON (Jacques), Haute-Garonne.
 MOULIN (Arthur), Nord.
 MOUROT (Jean-Paul), Indre.
 MURAT (Guy), Lot (9).
 MUSMEAUX (Arthur), Nord.

-
- (1) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Fanton, nommé membre du Gouvernement.
 (2) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 20 juin 1969. Elu le 19 octobre 1969, nommé membre du Gouvernement, le 26 février 1971, et Premier Ministre, le 5 juillet 1972.
 (3) Elu le 5 décembre 1971.
 (4) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969. Décédé, le 9 octobre 1970.
 (5) Entré en fonction, le 16 juin 1972, en remplacement de M. Lecat, nommé membre du Gouvernement.
 (6) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969. Décédé, le 31 décembre 1970.
 (7) Décédé, le 22 septembre 1971.
 (8) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Giscard d'Estaing, nommé membre du Gouvernement.
 (9) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Pons, nommé membre du Gouvernement.

N

MM.

NARQUIN (Jean), Maine-et-Loire.
 NASS (Armand), Moselle (1).
 NESSLER (Edmond), Oise.
 NEUWIRTH (Lucien), Loire.
 NILÈS (Maurice), Seine-Saint-Denis.
 NOILOU (Louis), Alpes-Maritimes (2).
 NOTEBART (Arthur), Nord.
 NUNGESSER (Roland), Val-de-Marne.

O

ODRU (Louis), Seine-Saint-Denis
 OFFROY (Raymond), Seine-Maritime.
 OLLIVRO (Edouard), Côtes-du-Nord.
 ORNANO (Michel d'), Calvados.
 ORTOLI (François), Nord (3).

P

PAILLER (René), Sarthe (4).
 PALEWSKI (Jean-Paul), Yvelines.
 PAPON (Maurice), Cher.
 PAQUET (Aimé), Isère.
 PASQUA (Charles), Hauts-de-Seine.
 PEIZERAT (Georges), Savoie (5).
 PERETTI (Achille), Hauts-de-Seine.
 PERONNET (Gabriel), Allier.
 PERROT (Gaston), Yonne.
 PETIT (Camille), Martinique.
 PEUGNET (Alfred), Pas-de-Calais (6).
 PEYREFITTE (Alain), Seine-et-Marne.
 PEYRET (Claude), Vienne.
 PHILIBERT (Louis), Bouches-du-Rhône.
 PIANTA (Georges), Haute-Savoie.
 PIC (Maurice), Drôme (7).
 PIDJOT (Roch), Nouvelle-Calédonie et dépendances et Nouvelles-Hébrides.

-
- (1) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Mondon, nommé membre du Gouvernement.
 (2) Entré en fonction, le 18 décembre 1971, en remplacement de M. Ziller, décédé.
 (3) Nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Ministre, le 5 juillet 1972.
 (4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Joël Le Theule, nommé membre du Gouvernement. Donne sa démission de son mandat de député, le 16 septembre 1969.
 (5) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Fontanet, nommé membre du Gouvernement.
 (6) Entré en fonction, le 26 décembre 1968, en remplacement de M. Darchicourt, décédé.
 (7) Elu sénateur, le 26 septembre 1971.

MM.

PIERREBOURG (Olivier Harty de), Creuse.
PLANNEIX (Joseph), Puy-de-Dôme.
PLANTIER (Maurice), Basses-Pyrénées.
PLEVEN (René), Côtes-du-Nord (1).
Mme PLOUX (Suzanne), Finistère.
POIRIER (Jean-Marie), Val-de-Marne.
POMPIDOU (Georges), Cantal (2).
PONCELET (Christian), Vosges (3).
PONIATOWSKI (Michel), Val-d'Oise.
PONS (Bernard), Lot (4).
POUDEVIGNE (Jean), Gard.
POUJADE (Robert), Côte-d'Or (5).
POULPIQUET (Gabriel de), Finistère.
POUYADE (Pierre), Var.
PREAUMONT (Jean de), Paris.
Mme PRIN (Jeannette), Pas-de-Calais (6).
PRIVAT (Charles), Bouches-du-Rhône.

Q

QUENTIER (René), Nord.

R

RABOURDIN (Guy), Seine-et-Marne.
RABREAU (Michel), Loire-Atlantique (7).
RADIUS (René), Bas-Rhin.
RAMETTE (Arthur), Nord.
RAYNAL (Pierre), Cantal (8).
REGAUDIE (René), Haute-Vienne.
RENOUARD (Isidore), Ille-et-Vilaine.
RETHORÉ (Raymond), Charente.
REY (Henry), Loire-Atlantique (9).
RIBADEAU-DUMAS (Roger), Drôme.
RIBES (Pierre), Yvelines.
RIBIÈRE (René), Val-d'Oise.
RICHARD (Jacques), Val-d'Oise.
RICHARD (Lucien), Loire-Atlantique.

-
- (1) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(2) Elu Président de la République, le 15 juin 1969.
(3) Nommé membre du Gouvernement, le 6 juillet 1972.
(4) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
(5) Nommé membre du Gouvernement, le 7 janvier 1971, le 6 juillet 1972.
(6) Décédée, le 6 avril 1970.
(7) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Olivier Gulchard, nommé membre du Gouvernement.
(8) Elu le 21 septembre 1969.
(9) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969. Nommé membre du Conseil constitutionnel, le 24 février 1971.

MM.

RICHOUX (Robert), Meurthe-et-Moselle (1).
RICKERT (Ernest), Bas-Rhin (2).
RIEUBON (René), Bouches-du-Rhône.
RITTER (Georges), Bas-Rhin.
RIVAIN (Philippe), Maine-et-Loire (3).
RIVES - HENRÏYS (André), (RIVES DE LAVAYSSE, dit —) Paris (4).
RIVIÈRE (Joseph), Rhône.
RIVIÈRE (Paul), Loire.
RIVIEREZ (Hector), Guyane.
ROBERT (Paul), Territoire de Belfort (5).
ROCARD (Michel), Yvelines (6).
ROCCA-SERRA (Jean-Paul de), Corse.
ROCHET (Hubert), Nord (7).
ROCHET (Waldeck), Seine-Saint-Denis.
ROGER (Émile), Nord.
ROLLAND (Hector), Allier.
ROSSI (André), Aisne.
ROUCAUTE (Roger), Gard.
ROUSSET (David), Isère.
ROUX (Claude), Paris.
ROUX (Jean-Pierre), Vaucluse.
ROUXEL (Ernest), Côtes-du-Nord (8).
ROYER (Jean), Indre-et-Loire.
RUAIS (Pierre), Paris.

S

SABATIER (Guy), Aisne.
SABLÉ (Victor), La Martinique.
SAID IBRAHIM (Adeham), Comores (9).
SAINT-PAUL (André), Ariège.
SALLÉ (Louis), Loiret.
SALLENAVE (Pierre), Basses-Pyrénées.
SANFORD (Francis), Polynésie française.
SANGLIER (Jacques), Paris (10).
SANGUINETTI (Alexandre), Haute-Garonne.

-
- (1) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jacques Trorial, nommé membre du Gouvernement.
(2) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. André Bord, nommé membre du Gouvernement.
(3) Décédé le 21 avril 1971.
(4) Démissionnaire de son mandat de député, le 16 mai 1972.
(5) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Bailly, nommé membre du Gouvernement.
(6) Elu le 28 octobre 1969.
(7) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Billecocq, nommé membre du Gouvernement.
(8) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Pieven, nommé membre du Gouvernement.
(9) Elu président du Conseil du Gouvernement du Territoire des Comores. Donne sa démission de son mandat de député, le 15 avril 1970.
(10) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Lafay, nommé membre du Gouvernement.

MM.

SANTONI (Georges), Vaucluse.
SARNEZ (Olivier de), Seine-Maritime.
SAUZEDDE (Fernand), Puy-de-Dôme.
SCHLOESING (Edouard), Lot-et-Garonne.
SCHNEBELN (Maurice), Moselle.
SCHUMANN (Maurice), Nord (1).
SCHWARTZ (Julien), Moselle.
SERS (Henry), La Réunion (2).
SERVAN - SCHREIBER (Jean - Jacques),
 Meurthe-et-Moselle (3).
SIBEUD (Gérard), Drôme.
SOISSON (Jean-Pierre), Yonne.
SOUCHAL (Roger), Meurthe-et-Moselle
 (4).
SOURDILLE (Jacques), Ardennes.
SPENALE (Georges), Tarn.
SPRAUER (Germain), Bas-Rhin.
STASI (Bernard), Marne.
STHLIN (Paul), Paris.
 Mme **STEPHAN** (Yvonne), Morbihan (5).
STIRN (Olivier), Calvados.
SUDREAU (Pierre), Loir-et-Cher.

T

TAITTINGER (Jean), Marne (6).
TERRENOIRE (Alain), Loire.
TERRENOIRE (Louis), Orne.
THILLARD (Paul), Hautes-Pyrénées.
 Mme **THOME-PATENOTRE** (Jacqueline),
 Yvelines.
THORAILLER (Edmond), Eure-et-Loir.
TIBERI (Jean), Paris (7).
TISSANDIER (Maurice), Indre.
TISSERAND (André), Territoire de Belfort.
TOMASINI (René), Eure.
TONDUT (Paul), Gard.
TORRE (Henri), Ardèche.
TOUTAIN (Jean-Marie), Hauts-de-Seine
 (8).
TREMEAU (Bernard), Saône-et-Loire.
TRIBOULET (Raymond), Calvados.

-
- (1) Nommé membre du Gouvernement le 12 juillet 1968, le 22 juin 1969, le 6 juillet 1972.
 (2) Entré en fonction, le 14 août 1968, en remplacement de M. Debré, nommé Ministre.
 (3) Elu le 28 juin 1970.
 (4) Sa démet de son mandat de député, le 19 mai 1970.
 (5) Entrée en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Christian Bonnet, nommé membre du Gouvernement.
 (6) Nommé membre du Gouvernement, le 7 janvier 1971.
 (7) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. René Capitant, nommé membre du Gouvernement.
 (8) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Baumel, nommé membre du Gouvernement.

MM.

TRICON (Emile), Hauts-de-Seine.
 Mme **TROISIER** (Solange), Val-d'Oise.
TRORIAL (Jacques), Meurthe-et-Moselle
 (1).
TURCO (Jean), Paris (2).

V

Mme **VAILLANT - COUTURIER** (Marie-
 Claude), Val-de-Marne.
VALADE (Jacques), Gironde (3).
VALENET (Raymond), Seine-Saint-Denis.
VALLEIX (Jean), Gironde.
VALLON (Louls), Paris.
VALS (Francis), Aude.
VANCALSTER (Gabriel), Nord (4).
VANDELANOITTE (Robert), Nord.
VEDRINES (Henri), Allier.
VENDROUX (Jacques), Pas-de-Calais.
VENDROUX (Jacques - Philippe), Saint-
 Pierre-et-Miquelon.
VER (Antonin), Tarn-et-Garonne.
VERKINDERE (Adrien), Nord (5).
VERNAUDON (Roland), Val-de-Marne (6).
VERPILLIÈRE (Guy de la), Ain.
VERTADIER (Pierre), Vienne.
VIGNAUX (Paul), Gers.
VILLON (Pierre), Allier.
VINATIER (Jean), Corrèze (7).
VITTER (Pierre), Haute-Saône.
VITTON (Roger de), Morbihan.
VIVIEN (Robert-André), Val-de-Marne (8).
VOILQUIN (Albert), Vosges.
VOISIN (Alban), Nord.
VOISIN (André-Georges), Indre-et-Loire.
VOLUMARD (Pierre), Isère (9).

-
- (1) Nommé membre du Gouvernement, le 12 juillet 1968, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 20 juin 1969.
 (2) Entré en fonction, le 7 août 1972, en remplacement de M. Germain, nommé membre du Gouvernement.
 (3) Entré en fonction, le 20 octobre 1970, en remplacement de M. Chaban-Delmas, Premier Ministre.
 (4) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. François Ortoli, nommé membre du Gouvernement.
 (5) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Maurice Schumann, nommé membre du Gouvernement.
 (6) Entré en fonction, le 23 juillet 1969, en remplacement de M. Robert-André Vivien, nommé membre du Gouvernement.
 (7) Entré en fonction, le 23 septembre 1971, en remplacement de M. Montalat, décédé.
 (8) Nommé membre du Gouvernement, le 22 juin 1969, il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, le 5 juillet 1972.
 (9) Entré en fonction, le 13 août 1968, en remplacement de M. Jean-Marcel Jeanneney, nommé membre du Gouvernement.

W

MM.

WAGNER (Robert), Yvelines.
WEBER (Pierre), Meurthe-et-Moselle.
WEINMAN (Jacques), Doubs.
WESTPHAL (Alfred), Bas-Rhin.

Z

MM.

ZILLER (Pierre), Alpes-Maritimes (1).
ZIMMERMANN (Raymond), Haut-Rhin.

(1) Décédé le 17 décembre 1971.

LISTE DES DÉPUTÉS

PAR DÉPARTEMENTS

(Elections législatives des 23 et 30 juin 1968.) ⁽¹⁾

I. — DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

Circonscription

AIN

- 1^{re} .. MM. BARBEROT (Paul).
 2^e .. { ANTHONIOZ (Marcel) nommé membre
 du Gouvernement le 22 juin 1969.
 3^e .. { GARRIER (Michel) (remplaçant).
 de la VERPILLIÈRE (Guy).

AISNE

- 1^{re} .. MM. SABATIER (Guy).
 2^e .. BRICOUT (Edmond).
 3^e .. BRUGNON (Maurice).
 4^e .. CATALIFAUD (Albert).
 5^e .. ROSSI (André).

ALLIER

- 1^{re} .. MM. ROLLAND (Hector).
 2^e .. VEDRINES (Henri).
 3^e .. Villon (Pierre) (GINSBURGER Roger
 dit VILLON).

ALPES (BASSES-)

- 1^{re} .. MM. MASSOT (Marcel).
 2^e .. DELORME (Claude).

ALPES (HAUTES-)

- 1^{re} .. MM. DIDIER (Emile) élu sénateur
 le 26 septembre 1971.
 2^e .. DIJOU (Paul).

ALPES-MARITIMES

- 1^{re} .. MM. BAREL (Virgile).
 2^e .. MÉDECIN (Jacques).
 3^e .. ICART (Fernand).
 4^e .. AUBERT (Emmanuel).
 5^e .. GISCARD D'ESTAING (Olivier).
 6^e .. { ZILLER (Pierre) décédé le
 17 décembre 1971.
 { NOILLOU (Louis) (remplaçant).

Circonscription

ARDÈCHE

- 1^{re} .. MM. CORNET (Pierre).
 2^e .. TORRE (Henri).
 3^e .. LIOGIER (Albert).

ARDENNES

- 1^{re} .. MM. MEUNIER (Lucien).
 2^e .. LEBON (André).
 3^e .. SOURDILLE (Jacques).

ARIÈGE

- 1^{re} .. MM. FAURE (Gilbert).
 2^e .. SAINT-PAUL (André).

AUBE

- 1^{re} .. MM. BRIOT (Louis).
 2^e .. { GALLEY (Robert) nommé membre
 du Gouvernement le 12 juillet 1968.
 3^e .. { DELHALLE (Jacques) (remplaçant).
 GRANET (Paul).

AUDE

- 1^{re} .. MM. GUILLE (GEORGES).
 2^e .. VALS (Francis).
 3^e .. CASSABEL (Jean-Pierre).

AVEYRON

- 1^{re} .. MM. BOSCARY-MONSSERVIN (Roland)
 élu sénateur le 26 septembre 1971.
 2^e .. { DELMAS (Louis) décédé
 le 4 février 1975.
 3^e .. { GABRIAC (Jean) (remplaçant).

(1) Voir ci-après la liste alphabétique des députés élus aux élections partielles. Voir aussi la rubrique « Elections ».

Circonscription

BOUCHES-DU-RHONE

- 1^{re} .. MM. { COMITI (Joseph) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
- 2^e .. { ARNAUD (Henri) (remplaçant).
- 3^e .. LUCAS (Pierre).
- 4^e .. DEFFERRE (Gaston).
- 5^e .. BILLOUX (François).
- 6^e .. GARDEIL (Robert).
- 7^e .. GARCIN (Edmond).
- 8^e .. CERMOLACCE (Paul).
- 9^e .. MASSE (Jean).
- 10^e .. PHILIBERT (Louis).
- 11^e .. RIEUBON (René).
- 11^e .. PRIVAT (Charles).

CALVADOS

- 1^{re} .. MM. BUOT (Henri).
- 2^e .. BISSON (Robert).
- 3^e .. d'ORNANO (Michel).
- 4^e .. TRIBOULET (Raymond).
- 5^e .. STIRN (Olivier).

CANTAL

- 1^{re} .. MM. CHAUVET (Augustin).
- 2^e .. { POMPIDOU (Georges) élu Président
de la République le 15 juin 1969.
- (1)

CHARENTE

- 1^{re} .. MM. RETHORE (Raymond).
- 2^e .. MM. { GAILLARD (Félix) décédé
le 9 juillet 1970.
- 3^e .. { LAFON (Jean) (remplaçant).
- ALLONCLE (Michel).

CHARENTE-MARITIME

- 1^{re} .. MM. { DECHARTRE (Philippe) (DUPRAT-
GENEAU dit DECHARTRE) nommé
membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
- 2^e .. { DEHEN (Albert) (remplaçant).
- 3^e .. BIGNON (Albert).
- 4^e .. BRUGEROLLE (André).
- JOANNE (Louis).
- 5^e .. { de LIPKOWSKI (Jean-Noël) nommé
membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
- GRANDSART (Raymond) (remplaçant)
 décédé le 9 novembre 1971.

Circonscription

CHER

- 1^{re} .. MM. BOISDE (Raymond).
- 2^e .. BOINVILLIERS (Jean).
- 3^e .. PAPON (Maurice).

CORRÈZE

- 1^{re} .. MM. { MONTALAT (Jean) décédé
le 22 septembre 1971.
- { VINATIER (Jean) (remplaçant).
- 2^e .. { CHARBONNEL (Jean) nommé membre
du Gouvernement le 6 juillet 1972.
- { CEYRAC (Charles) (remplaçant).
- 3^e .. { CHIRAC (Jacques) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
- { BELCOUR (Henri) (remplaçant).

CORSE

- 1^{re} .. MM. BOZZI (Jean).
- 2^e .. GIACOMI (Pierre).
- 3^e .. de ROCCA SERRA (Jean-Paul).

COTE-D'OR

- 1^{re} .. MM. { POUJADE (Robert) nommé membre
du Gouvernement le 7 janvier 1971.
- { BLAS (René) (remplaçant).
- 2^e .. BERGER (Henry).
- 3^e .. { LECAT (Jean-Philippe) nommé membre
du Gouvernement le 15 mai 1972.
- { MOINE (Henri) (remplaçant).
- 4^e .. MATHIEU (Gilbert).

COTES-DU-NORD

- 1^{re} .. MM. CHARLES (Arthur).
- 2^e .. { PLEVEN (René) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
- { ROUXEL (Ernest) (remplaçant).
- 3^e .. Mlle. DIENESCH (Marie-Madeleine) nommée
membre du Gouvernement le 12 juillet 1968.
- 4^e .. MM. GLON (André) (remplaçant).
- 5^e .. OLLIVRO (Edouard).
- BOURDELLES (Pierre).

CREUSE

- 1^{re} .. MM. HARTY de PIERREBOURG (Olivier).
- 2^e .. CHANDERNAGOR (André).

(1) M. Raynal (Pierre) : voir p. 29.

Circonscription

DORDOGNE

- 1^{re} .. MM. { GUENA (Yves) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
GUICHARD (Claude) (remplaçant).
2^e .. CAPELLE (Jean).
3^e .. BEYLOT (Pierre).
4^e .. JANOT (Pierre).

DOUBS

- 1^{re} .. MM. WEINMAN (Jacques).
2^e .. BOULLOCHE (André).
3^e .. { FAURE (Edgar) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
GENEVARD (Christian) (remplaçant).

DROME

- 1^{re} .. MM. RIBADEAU-DUMAS (Roger).
2^e .. { PIC (Maurice) élu sénateur
le 26 septembre 1971 (1).
3^e .. SIBEUD (Gérard).

ESSONNE

- 1^{re} .. MM. FORTUIT (Jean-Claude).
2^e .. BOSCHER (Michel).
3^e .. MERCIER (Jacques).
4^e .. { HAMON (Léo) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
FRAUDEAU (Maurice) (remplaçant).

EURE

- 1^{re} .. MM. de BROGLIE (Jean).
2^e .. LAINÉ (Jean).
3^e .. DELAHAYE (André).
4^e .. TOMASINI (René).

EURE-ET-LOIR

- 1^{re} .. MM. GERBET (Claude).
2^e .. THORAILLER (Edmond).
3^e .. HOGUET (Michel).

FINISTÈRE

- 1^{re} .. MM. { MICHELET (Edmond) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
BÉCAM (Marc) (remplaçant).
2^e .. de BENNETOT (Michel).
3^e .. de POULPIQUET (Gabriel).
4^e .. LELONG (Pierre).
5^e .. CAILL (Antoine).

Circonscription

- 6^e .. Mme PLOUX (Suzanne).
7^e .. MM. MIOSSEC (Gabriel).
8^e .. PETIT (Jean-Claude).

GARD

- 1^{re} .. MM. TONDUT (Paul).
2^e .. POUDEVIGNE (Jean).
3^e .. ROUCAUTE (Roger).
4^e .. JALU (Pierre).

GARONNE (HAUTE-)

- 1^{re} .. MM. SANGUINETTI (Alexandre).
2^e .. BAUDIS (Pierre).
3^e .. MORON (Jacques).
4^e .. DARDÉ (Jean).
5^e .. DOUZANS (Jacques).
6^e .. { DUCOS (Hippolyte) décédé
le 14 décembre 1970.
GABAS (François) (remplaçant).

GERS

- 1^{re} .. MM. VIGNAUX (Paul).
2^e .. de MONTESQUIOU (Pierre).

GIRONDE

- 1^{re} .. MM. VALLEIX (Jean).
CHABAN-DELMAS (Jacques) nommé
Premier ministre le 20 juin 1969.
2^e .. { CHABRAT (Jacques) (remplaçant)
décédé le 26 juillet 1970 (2).
3^e .. GRONDEAU (Jacques).
4^e .. { CASSAGNE (René) décédé
le 12 novembre 1968.
MADRELLE (Philippe) (remplaçant).
5^e .. ACHILLE-FOULD (Aymar).
6^e .. BRETTE (Robert).
7^e .. CAZENAVE (Franck).
8^e .. LAGORCE (Pierre).
9^e .. { BOULIN (Robert) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
des GARETS (Bertrand) (remplaçant).
10^e .. DELIAUNE (Gérard).

HAUTS-DE-SEINE

- 1^{re} .. MM. L'HUILLIER (Waldeck).
2^e .. { CHALANDON (Albin) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
LAVERGNE (Robert) (remplaçant).
3^e .. TRICON (Emile).
4^e .. PASQUA (Charles).
5^e .. DEPRES (Charles).

(1) M. Michel (Henri) : voir p. 29.

(2) M. Valade (Jacques) : voir p. 29.

Circonscription

- 6^e .. PERETTI (Achille).
 7^e .. BARBET (Raymond).
 8^e .. { BAUMEL (Jacques) nommé membre
 du Gouvernement le 22 juin 1969.
 TOUTAIN (Jean-Marie) (remplaçant).
 9^e .. LABBÉ (Claude).
 10^e .. GORSE (Georges).
 11^e .. DUCOLONE (Guy) [annulation de son
 élection par le Conseil constitution-
 nel le 3 octobre 1968] (1).
 12^e .. MAZEAUD (Pierre).
 13^e .. MAINGUY (Paul).

HÉRAULT

- 1^{re} .. MM. COUVEINHES (René).
 2^e .. CLAVEL (Georges).
 3^e .. COLLIÈRE (André).
 4^e .. LEROY-BEAULIEU (Pierre).
 5^e .. BAYOU (Raoul).

ILLE-ET-VILAINE

- 1^{re} .. MM. CRESSARD (Jacques).
 2^e .. LE DOUAREC (François).
 3^e .. LASSOURD (Henri).
 4^e .. RENOARD (Isidore).
 5^e .. { COINTAT (Michel) nommé membre
 du Gouvernement le 7 janvier 1971.
 BEAUVERGER (Auguste) (remplaçant).
 6^e .. { BOURGES (Yvon) nommé membre
 du Gouvernement le 12 juillet 1968.
 HAMELIN (Jean) (remplaçant).

INDRE

- 1^{re} .. MM. GERBAUD (François).
 2^e .. TISSANDIER (Maurice).
 3^e .. MOUROT (Jean-Paul).

INDRE-ET-LOIRE

- 1^{re} .. MM. ROYER (Jean).
 2^e .. LEPAGE (Pierre).
 3^e .. BERTHOUIN (Fernand).
 4^e .. VOISIN (André).

ISÈRE

- 1^{re} .. MM. PAQUET (Aimé).
 2^e .. { JEANNENEY (Jean-Marcel) nommé
 membre du Gouvernement le 12 juil-
 let 1968.
 3^e .. { VOLUMARD (Pierre) (remplaçant).
 AYMAR (Robert).

Circonscription

- 4^e .. FAGOT (Alban).
 5^e .. ROUSSET (David).
 6^e .. BOYER (Jean).
 7^e .. CATTIN-BAZIN (Maurice).

JURA

- 1^{re} .. MM. FEIT (René).
 2^e .. { DUHAMEL (Jacques) nommé membre
 du Gouvernement le 22 juin 1969.
 JOUFFROY (Henri) (remplaçant).

LANDES

- 1^{re} .. MM. MIRTIN (André).
 2^e .. LAVIEILLE (Henri).
 3^e .. COMMENAY (Jean-Marie).

LOIR-ET-CHER

- 1^{re} .. MM. SUDREAU (Pierre).
 2^e .. CORRÈZE (Roger).
 3^e .. { CORMIER (Paul) décédé
 le 13 avril 1972.
 DESANLIS (Jean) (remplaçant).

LOIRE

- 1^{re} .. MM. DURAFOUR (Michel).
 2^e .. NEUWIRTH (Lucien).
 3^e .. CHAZALON (André).
 4^e .. CLAUDIUS-PETIT (Eugène).
 5^e .. TERRENOIRE (Alain).
 6^e .. RIVIÈRE (Paul).
 7^e .. JACQUET (Michel).

LOIRE (HAUTE-)

- 1^{re} .. MM. BARROT (Jacques).
 2^e .. CHAZELLE (René).

LOIRE-ATLANTIQUE

- 1^{re} .. MM. { REY (Henry) nommé membre
 du Gouvernement le 22 juin 1969.
 BOLD (Alexandre) (remplaçant).
 2^e .. DASSIÉ (Albert).
 3^e .. MACQUET (Benoît).
 4^e .. MAUJOUAN du GASSET (Joseph).
 5^e .. HUNAUT (Xavier).
 6^e .. CARPENTIER (Georges).
 7^e .. { GUICHARD (Olivier) nommé membre
 du Gouvernement le 12 juillet 1968.
 RABREAU (Michel) (remplaçant).
 8^e .. RICHARD (Lucien).

(1) Réélu. Voir p. 29.

Circonscription

LOIRET

- 1^{re} .. MM. } DUVILLARD (Henri) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
CHASSAGNE (Jean-Baptiste)
(remplaçant).
2^e .. SALLÉ (Louis).
3^e .. } CHARIE (Pierre) décédé
le 12 mars 1973.
GIRARD (Gaston) (remplaçant).
4^e .. } DENIAU (Xavier) nommé membre
du Gouvernement le 6 juillet 1972.
FIGEAT (Robert) (remplaçant).

LOT

- 1^{re} .. MM. FAURE (Maurice).
2^e .. } PONS (Bernard) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
MURAT (Guy) (remplaçant).

LOT-ET-GARONNE

- 1^{re} .. MM. CAILLEAU (Georges).
2^e .. BEGUE (Guy).
3^e .. SCHLOESING (Edouard).

LOZÈRE

- 1^{re} .. MM. COUDERC (Pierre).
2^e .. de CHAMBRUN (Charles).

MAINE-ET-LOIRE

- 1^{re} .. MM. NARQUIN (Jean).
2^e .. } FOYER (Jean) nommé membre
du Gouvernement le 6 juillet 1972.
CHALOPIN (Jean) (remplaçant).
RIVAIN (Philippe) décédé
le 21 avril 1971.
3^e .. } BOUDON (Paul) (remplaçant).
4^e .. HAURET (Robert).
5^e .. LE BAULT de la MORINIÈRE (René).
6^e .. LA COMBE (René).

MANCHE

- 1^{re} .. MM. GUILBERT (Raymond).
2^e .. BIZET (Emile).
3^e .. BAUDOUIN (Henri).
4^e .. GODEFROY (Pierre).
5^e .. HEBERT (Jacques).

Circonscription

MARNE

- 1^{re} .. MM. } TAITTINGER (Jean) nommé membre
du Gouvernement le 7 janvier 1971.
CRESPIN (Roger) (remplaçant).
2^e .. FALALA (Jean).
3^e .. DEGRAEVE (Jean).
4^e .. STASI (Bernard).

MARNE (HAUTE-)

- 1^{re} .. MM. FAVRE (Jean).
2^e .. DELONG (Jacques).

MAYENNE

- 1^{re} .. MM. BURON (Pierre).
2^e .. de GASTINES (Henri).
3^e .. DENIS (Bertrand).

MEURTHE-ET-MOSELLE

- 1^{re} .. MM. SOUCHAL (Roger) se démet de son
mandat de député le 19 mai 1970 (1).
2^e .. JACSON (William).
3^e .. WEBER (Pierre).
4^e .. BICHAT (Jean).
5^e .. FOUCHET (Christian).
6^e .. MARTIN (Hubert).
7^e .. } TRORIAL (Jacques) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
RICHOUX (Robert) (remplaçant).

MEUSE

- 1^{re} .. MM. JACQUINOT (Louis).
2^e .. BEAUGUITTE (André).

MORBIHAN

- 1^{re} .. MM. } MARCELLIN (Raymond) nommé mem-
bre du Gouvernement le 12 juil-
let 1968.
GRIMAUD (Jean) (remplaçant).
2^e .. } BONNET (Christian) nommé membre
du Gouvernement le 6 juillet 1972.
3^e .. Mme } STEPHAN (Yvonne) (remplaçant).
4^e .. MM. LAUDRIN (Hervé).
de POULPIQUET du HALGOUET (Yves).
5^e .. de VITTON (Roger de PEYRUS).
6^e .. IHUEL (Paul).

Circonscription

MOSELLE

- 1^{re} .. MM. \ MONDON (Raymond) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
(NASS (Armand) remplaçant).
- 2^e .. KÉDINGER (Pierre).
- 3^e .. ARNOULD (Léon).
- 4^e .. SCHNEBELEN (Maurice).
- 5^e .. SCHVARTZ (Julien).
- 6^e .. COUMAROS (Jean).
- 7^e .. HINSBERGER (Etienne).
- 8^e .. \ MESSMER (Pierre) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
(JARRIGE (Maurice) remplaçant).

NIÈVRE

- 1^{re} .. MM. BENOIST (Daniel).
- 2^e .. BOUCHACOURT (Jacques).
- 3^e .. MITTERRAND (François).

NORD

- 1^{re} .. MM. \ ORTOLI (François) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
(VANCALSTER (Gabriel) remplaçant).
- 2^e .. \ BILLECOCQ (Pierre) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
(ROCHET (Hubert) remplaçant).
- 3^e .. \ DANEL (Liévin) décédé
le 2 janvier 1968.
(LE MARC'HADOUR (Alain)
remplaçant).
- 4^e .. MENU (Robert).
- 5^e .. NOTEBART (Arthur).
- 6^e .. VANDELANOITTE (Robert).
- 7^e .. FRY (Joseph).
- 8^e .. HERMAN (Pierre).
- 9^e .. BLARY (Henri).
- 10^e .. \ SCHUMANN (Maurice) nommé membre
du Gouvernement le 12 juillet 1968.
(VERKINDÈRE (Adrien) remplaçant).
- 11^e .. DENVERS (Albert).
- 12^e .. CORNETTE (Maurice).
- 13^e .. DAMETTE (Auguste).
- 14^e .. ROGER (Emile).
- 15^e .. RAMETTE (Arthur).
- 16^e .. GERNEZ (Raymond).
- 17^e .. DURIEUX (Jean).
- 18^e .. BUSTIN (Georges).
- 19^e .. MUSMEAUX (Arthur).
- 20^e .. FIEVEZ (Henri).
- 21^e .. MOULIN (Arthur).
- 22^e .. LEBAS (Bernard).
- 23^e .. VOISIN (Alban).

Circonscription

OISE

- 1^{re} .. MM. DASSAULT (Marcel).
- 2^e .. NESSLER (Edmond).
- 3^e .. HERSANT (Robert).
- 4^e .. QUENTIER (René).
- 5^e .. BÉNARD (François).

ORNE

- 1^{re} .. MM. TERRENOIRE (Louis).
- 2^e .. BOUDET (Roland).
- 3^e .. HALBOUT (Emile).

PARIS

- 1^{re} .. MM. KRIEG (Pierre-Charles).
- 2^e .. DOMINATI (Jacques).
- 3^e .. \ CAPITANT (René) nommé membre du
Gouvernement le 12 juillet 1968.
(TIBERI (Jean) remplaçant).
- 4^e .. BAS (Pierre).
- 5^e .. CALDAGUES (Michel).
- 6^e .. \ COUVE de MURVILLE (Maurice).
nommé Premier ministre le 10 juillet 1968.
(BOUSQUET (Raymond) remplaçant).
- 7^e .. \ KASPEREIT (Gabriel) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
(COLIBEAU (Raymond) remplaçant).
- 8^e .. MARCUS (Claude).
- 9^e .. \ FANTON (André) nommé membre du
Gouvernement le 22 juin 1969.
(MARQUET (Michel) remplaçant).
- 10^e .. MARTIN (Claude).
- 11^e .. \ FREY (Roger) nommé membre du
Gouvernement le 12 juillet 1968.
(MAGAUD (Charles) remplaçant).
- 12^e .. BOURGOIN (Pierre) se démet de son
mandat le 6 mai 1970 (1).
- 13^e .. MODIANO (Henri).
- 14^e .. \ GERMAIN (Hubert) nommé membre du
Gouvernement le 6 juillet 1972.
(TURCO (Jean) remplaçant).
- 15^e .. de GRAILLY (Michel).
- 16^e .. de la MALENE (Christian LUNET).
- 17^e .. MARETTE (Jacques).
- 18^e .. Mme de HAUTECLOCQUE (Nicole).
- 19^e .. MM. ROUX (Claude).
- 20^e .. HABIB-DELONGLE (Michel).
- 21^e .. STEHLIN (Paul).
- 22^e .. \ LAFAY (Bernard) nommé membre du
Gouvernement le 22 juin 1969.
(SANGLIER (Jacques) remplaçant).
- 23^e .. de PREAUMONT (Jean).
- 24^e .. MISSOFFE (François).

(1) M. de Bénouville : voir p. 29.

Circonscription

- 25^e .. VALLON (Louis).
 26^e .. LE TAC (Joël).
 27^e .. BERNASCONI (Jean).
 28^e .. RUAIS (Pierre).
 29^e .. RIVES de LAVAYSSE (André) dit
 RIVES-HENRYS.
 démissionnaire de son mandat de
 député le 16 mai 1972.
 30^e .. CARTER (Roland-Charles).
 31^e .. MARCENET (Albert).

PAS-DE-CALAIS

- 1^{re} .. MM. MOLLET (Guy).
 2^e .. CHAMBON (Jean).
 3^e .. BONNEL (Pierre).
 4^e .. BERAUD (Marcel).
 5^e .. DUMORTIER (Jeannil).
 6^e .. COLLETTE (Henri).
 7^e .. VENDROUX (Jacques).
 8^e .. CATRY (Benjamin).
 9^e .. DUPONT-FAUVILLE (Hubert).
 10^e .. ANDRIEUX (Maurice).
 11^e .. Mme } PRIN (Jeannette) décédée
 le 6 avril 1970.
 MM } LUCAS (Henri) (remplaçant).
 12^e .. DARRAS (Henri).
 13^e .. DELELIS (André).
 14^e .. { DARCHICOURT (Fernand) décédé
 le 23 décembre 1968.
 PEUGNET (Alfred) (remplaçant).

PUY-DE-DOME

- 1^{re} .. MM. BOULAY (Arsène).
 { GISCARD d'ESTAING (Valéry) nommé
 membre du Gouvernement le 22 juin
 1969.
 2^e .. { MORELLON (Jean) (remplaçant).
 3^e .. PLANEIX (Joseph).
 4^e .. SAUZEDDE (Fernand).
 5^e .. DUVAL (Michel).

PYRÉNÉES (BASSES-)

- 1^{re} .. MM. SALLENAVE (Pierre).
 2^e .. PLANTIER (Maurice).
 3^e .. { INCHAUSPÉ (Michel) nommé membre
 du Gouvernement le 12 juillet 1968.
 DUBOSQ (Franz) (remplaçant).
 4^e .. MARIE (Bernard).

PYRÉNÉES (HAUTES-)

- 1^{re} .. MM. BILLERES (René).
 2^e .. THILLARD (Paul).

Circonscription

PYRÉNÉES-ORIENTALES

- 1^{re} .. MM. ALDUY (Paul).
 2^e .. CONTE (Arthur) nommé Président-
 Directeur général de l'Office de
 radiodiffusion-télévision française le
 19 juillet 1972.

RHIN (BAS-)

- 1^{re} .. MM. RADIUS (René).
 2^e .. { BORD (André) nommé membre du
 Gouvernement le 12 juillet 1968.
 RICKERT (Ernest) (remplaçant).
 3^e .. RITTER (Georges).
 4^e .. EHM (Albert).
 5^e .. LEHN (Gérard).
 6^e .. WESTPHAL (Alfred).
 7^e .. GRUSSENMAYER (François).
 8^e .. SPRAUER (Germain).

RHIN (HAUT-)

- 1^{re} .. MM. BOROCCO (Edmond).
 2^e .. BOURGEOIS (Georges).
 3^e .. JENN (Alphonse).
 4^e .. ZIMMERMANN (Raymond).
 5^e .. GISSINGER (Antoine).

RHONE

- 1^{re} .. MM. CAILLE (René).
 2^e .. GUILLERMIN (Edouard).
 3^e .. CHARRET (Edouard).
 4^e .. JOXE (Louis).
 5^e .. COUSTE (Pierre-Bernard).
 6^e .. HOUEL (Marcel).
 7^e .. DANILLO (Philippe).
 8^e .. MORISON (Pierre).
 9^e .. RIVIERE (Joseph).
 10^e .. DUCRAY (Gérard).

SAONE (HAUTE-)

- 1^{re} .. MM. VITTER (Pierre).
 2^e .. BEUCLER (Jean-Jacques).

SAONE-ET-LOIRE

- 1^{re} .. MM. { MALAUD (Philippe) nommé membre
 du Gouvernement le 12 juillet 1968.
 BUFFET (Romain) (remplaçant).
 2^e .. DURAFFOUR (Paul).
 3^e .. LACAGNE (Henri).
 4^e .. JARROT (André).
 5^e .. TREMEAU (Bernard).

Circonscription

SARTHE

- 1^{re} .. MM. CHAPALAIN (Jean-Yves).
 2^e .. CHAUMONT (Jacques).
 3^e .. DRONNE (Raymond).
 4^e .. { LE THEULE (Joël) nommé membre
 du Gouvernement le 12 juillet 1968.
 PAILLER (René) (remplaçant).
 5^e .. d'AILLIERES (Michel).

SAVOIE

- 1^{re} .. MM. DELACHENAL (Jean).
 2^e .. { FONTANET (Joseph) nommé membre
 du Gouvernement le 22 juin 1969.
 PEIZERAT (Georges) (remplaçant).
 3^e .. { DUMAS (Pierre) nommé membre du
 Gouvernement le 12 juillet 1968.
 DURBET (Léopold) (remplaçant).

SAVOIE (HAUTE-)

- 1^{re} .. MM. BROCARD (Jean).
 2^e .. PIANTA (Georges).
 3^e .. HERZOG (Maurice).

SEINE-MARITIME

- 1^{re} .. MM. DUSSEAUX (Roger).
 2^e .. LARUE (Tony).
 3^e .. LEROY (Roland).
 4^e .. de SARNEZ (Olivier).
 5^e .. { BETTENCOURT (André) nommé mem-
 bre du Gouvernement le 12 juillet
 1968.
 CHEDRU (Georges) (remplaçant).
 6^e .. GEORGES (Maurice).
 7^e .. DUROMEA (André).
 8^e .. FOSSE (Roger).
 9^e .. OFFROY (Maurice-Raymond).
 10^e .. DELATRE (Georges).

SEINE-ET-MARNE

- 1^{re} .. MM. JACQUET (Marc).
 2^e .. RABOURDIN (Guy).
 3^e .. FLORNOY (Bertrand).
 4^e .. PEYREFITTE (Alain).
 5^e .. JULIA (Didier).

SEINE-SAINT-DENIS

- 1^{re} .. MM. FAJON (Etienne).
 2^e .. BERTHELOT (Marcelin).
 3^e .. ROCHET (Waldeck).
 4^e .. NILES (Maurice).

Circonscription

- 5^e .. CALMEJANE (Robert).
 6^e .. { LOLIVE (Jean) décédé
 le 5 septembre 1968.
 Mme CHONAVEL (Jacqueline) (remplaçant).
 7^e .. ODRU (Louis).
 8^e .. BALLANGER (Robert).
 VALENET (Raymond).

DEUX-SÈVRES

- 1^{re} .. Mme AYMÉ de la CHEVRELIÈRE
 (Marie-Madeleine).
 1^{re} .. MM. FOUCHIER (Jacques).
 3^e .. BORDAGE (Augustin).

SOMME

- 1^{re} .. MM. LAMPS (René).
 2^e .. MASSOUBRE (Jean-Louis).
 3^e .. BIGNON (Charles).
 4^e .. LEJEUNE (Max).
 5^e .. LUCIANI (Emile).

TARN

- 1^{re} .. MM. BRESSOLIER (Henry).
 2^e .. { LIMOUZY (Jacques) nommé membre
 du Gouvernement le 22 juin 1969
 DONNADIEU (Louis) (remplaçant).
 3^e .. SPENALE (Georges).

TARN-ET-GARONNE

- 1^{re} .. MM. BDNHOMME (Jean).
 2^e .. VER (Antonin).

VAL-DE-MARNE

- 1^{re} .. Mme VAILLANT-COUTURIER (Marie-Claude).
 2^e .. MM. DUPUY (Fernand).
 3^e .. GOSNAT (Georges).
 4^e .. GRIOTTERAY (Alain).
 5^e .. BILLOTTE (Pierre).
 6^e .. NUNGESSER (Roland).
 7^e .. { VIVIEN (Robert-André) nommé mem-
 bre du Gouvernement le 22 juin
 1969.
 VERNAUDON (Roland) (remplaçant).
 8^e .. POIRIER (Jean-Marie).

VAL-D'OISE

- 1^{re} .. MM. PONIATOWSKI (Michel).
 2^e .. RICHARD (Jacques).
 3^e .. FEIX (Léon).
 4^e .. RIBIERE (René).
 5^e .. Mme TROISIÈRE (Solange).

Circonscription

VAR

- 1^{re} .. MM. GAUDIN (Pierre).
- 2^e .. BENARD (Mario).
- 3^e .. POUYADE (Pierre).
- 4^e .. BAYLE (Marcel).

VAUCLUSE

- 1^{re} .. MM. ROUX (Jean-Pierre).
- 2^e .. SANTONI (Georges).
- 3^e .. BERARD ((Jacques).

VENDÉE

- 1^{re} .. MM. CAILLAUD (Paul).
- 2^e .. BOUSSEAU (Marcel).
- 3^e .. MAUGER (Pierre).
- ANSQUER (Vincent).

VIENNE

- 1^{re} .. MM. VERTADIER (Pierre).
- 2^e .. ABELIN (Pierre).
- 3^e .. PEYRET (Claude).

VIENNE (HAUTE-)

- 1^{re} .. MM. REGAUDIE (René).
- 2^e .. BOUTARD (Jacques).
- 3^e .. LONGUEUE (Louis).

Circonscription

VOSGES

- 1^{re} .. MM. HOFFER (Marcel).
- 2^e .. LEMAIRE (Maurice).
- 3^e .. { PONCELET (Christian) nommé membre
du Gouvernement le 6 juillet 1972.
BOILEAU (André) (remplaçant).
VOILQUIN (Albert).

YONNE

- 1^{re} .. MM. SOISSON (Jean-Pierre).
- 2^e .. { CHAMANT (Jean), nommé membre du
Gouvernement le 12 juillet 1968.
BARILLON (Georges) (remplaçant).
- 3^e .. PERROT (Gaston).

YVELINES

- 1^{re} .. MM. JAMOT (Michel).
- 2^e .. PALEWSKI (Jean-Paul).
- 3^e .. GODON (Gérard).
- 4^e .. { CLOSTERMANN (Pierre) démission-
naire le 19 septembre 1969 (1).
- 5^e .. DESTREMAU (Bernard).
- 6^e .. WAGNER (Robert).
- 7^e .. RIBES (Pierre).
- 8^e .. Mme THOME-PATENOTRE (Jacqueline).

TERRITOIRE DE BELFORT

- 1^{re} .. MM. TISSERAND (André).
- 2^e .. { BAILLY (Jean-Marie) nommé membre
du Gouvernement le 22 juin 1969.
ROBERT (Paul) (remplaçant).

II. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Circonscription

GUADELOUPE

- 1^{re} .. MM. HELENE (Léopold).
- 2^e .. LACAVE (Paul).
- 3^e .. FEUILLARD (Gaston).

GUYANE

RIVIEREZ (Hector).

Circonscription

MARTINIQUE

- 1^{re} .. MM. PETIT (Camille).
- 2^e .. CESAIRE (Aimé).
- 3^e .. SABLE (Victor).

LA RÉUNION

- 1^{re} .. MM. { DEBRÉ (Michel) nommé membre du
Gouvernement le 12 juillet 1968.
SERS (Henry) (remplaçant).
- 2^e .. FONTAINE (Jean).
- 3^e .. CERNEAU (Marcel).

(1) M. Rocard (Michel) : voir p. 29.

III. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Circonscription

COMORES

1^{re} .. MM. MOHAMED (Ahmed).

2^e .. SAID IBRAHIM (Adeham) élu Président
du Conseil du Gouvernement du
Territoire des Comores le 15 avril
1970 (1).

**TERRITOIRE FRANÇAIS
DES AFARS ET DES ISSAS**

M. ABDULKADER (Moussa Ali).

Circonscription

**NOUVELLE-CALÉDONIE
ET DÉPENDANCES
ET NOUVELLES-HÉBRIDES**

M. PIDJOT (Roch).

POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. SANFORD (Francis).

ILES WALLIS ET FUTUNA

M. BRIAL (Benjamin).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

M. VENDROUX (Jacques-Philippe).

(1) M. Dahalani : voir p. 29.

A

ABADIE (François)

*Député des Hautes-Pyrénées
(2^e circonscription)
(PSRG).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [11 octobre 1974] (p. 5012).

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Conséquences de certains redressements fiscaux** [20 novembre 1974] (p. 6788, 6789) ; application de la taxe sur la valeur ajoutée aux quinzaines commerciales.

ABELIN (Pierre)

*Député de la Vienne
(2^e circonscription)
(R.D.S.).*

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Ministre de la coopération du 28 mai 1974 au 12 janvier 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Elu vice-président de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

Ministre de la coopération (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [J.O. du 29 mai 1974] (p. 5851).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 28 juin 1974, de son mandat de député [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

Elu le 19 octobre 1975 (en remplacement de M. Robert Gourault, décédé).

L'Assemblée prend acte de cette élection [21 octobre 1975] (p. 7135).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 19 novembre 1975, de son mandat de député [19 novembre 1975] (p. 8694).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la coopération (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [J.O. du 13 janvier 1976] (p. 395).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

DÉPÔTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant à instituer pour les élections à l'Assemblée nationale un

scrutin uninominal à un tour, avec répartition proportionnelle des sièges dans le cadre régional (n° 624) [30 juin 1973].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier les articles L.O. 119, L.O. 176, L.O. 177 et L.O. 178 du **code électoral** (n° 626) [30 juin 1973].

En qualité de ministre de la Coopération :

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal**, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° 1882) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** en matière de sécurité sociale, signée à Paris le 29 mars 1974 et complétée par cinq protocoles (n° 1883) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord en matière d'enseignement supérieur entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal**, ensemble ses annexes, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° 1884) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** relative au concours en personnel apporté par la **République française** au fonctionnement des services publics de la **République du Sénégal**, ensemble ses annexes et un protocole d'application, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° 1885) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** relative à la circulation des personnes (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1886) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention d'établissement** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1887) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention de coopération en matière judiciaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la

République du Sénégal, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1888) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention consulaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal**, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1889) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation : de l'accord de **coopération en matière de défense** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble deux annexes signés à Paris le 29 mars 1974 ; et de la signé à Paris le 29 mars 1974 ; de la **convention sur l'évolution de la direction** des **vernement de la République française** et le **Gouvernement de la République du Sénégal** (ensemble une annexe), signée à Paris le 29 mars 1974 ; du **protocole sur les missions et les modalités d'intervention des formations de la gendarmerie nationale française au Sénégal**, entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble une annexe), signé à Paris le 29 mars 1974 ; du **protocole de financement** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** (ensemble une annexe), signé à Paris le 29 mars 1974 (n° 1890) [2 octobre 1975].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— n° 6909 : **Problèmes monétaires** [19 décembre 1973] (p. 7190) : mise en place progressive d'une monnaie européenne ; recommandations de la commission économique européenne tendant à accroître les pouvoirs du Fonds européen de coopération monétaire (p. 7191, 7192) ; achats et ventes d'or par les banques centrales ; contrôle du marché des euro-dollars (p. 7198).

Réponses en qualité de ministre de la coopération :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bas : Libération de prisonniers du Tchad** [13 novembre 1974] (p. 6279).

— **M. Flornoy : Otages français au Tchad** [21 mai 1975] (p. 2937) : les démarches du

Gouvernement pour obtenir la libération de ces otages.

— **M. Xavier Deniau : Ratification de la convention de Lomé** [18 juin 1975] (p. 4366) : ratification de cette convention dans le courant de la session d'automne.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Barel (n° 23716) : Crimes contre l'humanité** [12 décembre 1975] (p. 9762, 9763) : raisons pour lesquelles la chambre d'accusation de la cour de Paris a estimé que l'action publique contre Paul Touvier, ancien chef de la milice de Lyon, était éteinte par la prescription ; attente de la décision de la cour suprême sur le cas Paul Touvier.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de vice-président :

— Répond au **rappel au règlement de M. Cressard** [25 avril 1973] (p. 890).

— Répond au **rappel au règlement de M. Flornoy** sur les **propos de M. Le Foll** [12 juin 1973] (p. 2057).

— Observations sur la **déclaration du ministre de l'économie et des finances et sur l'organisation d'un débat** [6 décembre 1973] (p. 6700).

— Souhaite la **bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale de la République unie du Cameroun** [6 décembre 1973] (p. 6706).

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Première partie : Discussion des articles** [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** : répond à M. Marette : interprétation donnée par le président de la commission des Finances selon laquelle l'article 42 de la loi organique n'est pas applicable à l'amendement de M. Brocard, justifie cette interprétation par la jurisprudence, indique à M. Fanton que cette question ne relève pas de la Constitution (p. 4789) ; répond au **rappel au règlement de M. Stehlin**, renouvelle auprès du Gouvernement sa demande de communication sur la situation internationale (p. 4791).

En qualité de député :

— **Déclaration sur la politique générale du Gouvernement (n° 9)** [12 avril 1973] (p. 838) : annonce que, dans sa grande majorité, son groupe ne votera pas la confiance ; rappelle les promesses faites par le Premier ministre, en particulier sur le plan social ;

rappelle qu'une majorité de Français a voulu le changement ; estime que l'opposition peut aider le Gouvernement à marquer des progrès sur le plan social ; (p. 839) : évoque le discours de M. Chalandon, y voit une condamnation de la politique antérieurement suivie ; demande un changement de politique ; estime que le Premier ministre n'a indiqué aucun moyen de changement ; constate l'absence de réformes de structures ; émet des doutes sur le succès de la politique du Gouvernement ; exprime sa déception devant les réponses faites aux orateurs par le Premier ministre ; évoque certaines propositions faites par les Républicains indépendants ; estime que le pays trouve la continuité et non le changement.

— **Projet de loi modifiant le Code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (Droit de licenciement) (n° 197). Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1451) : caractère essentiel de l'entreprise dans toute démocratie économique et sociale ; participation des travailleurs et des cadres à une communauté solidaire ; prudence du Gouvernement ; non-communication du motif de licenciement pendant la phase de conciliation ; non-assistance du salarié ; contrôle judiciaire et charge de la preuve ; (p. 1452) : ses réserves sur la procédure confiant cette tâche au juge ; avis du Conseil économique et social ; aspect sociologique et psychologique de la productivité ; sanction du licenciement ; possibilités de réintégration par décision du tribunal ; son accord sur l'exclusion des petites entreprises du champ d'application du projet ; caractère différent des relations humaines dans ces entreprises ; son vœu que la loi soit étendue aux personnels non titulaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des services publics ; état des rapports sociaux en France ; coordination des législations sociales ; Europe sociale ; non-discussion des propositions de loi concernant la législation sociale ; propositions de loi à caractère social votées par le Sénat ; demande d'inscription de ces textes à l'ordre du jour de l'Assemblée ; motion de renvoi en commission.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971 (n° 189). Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Après l'Article 20** (p. 1935) : ses arguments en faveur de l'amendement de son groupe, défendu par M. Servan-Schreiber : création d'une commission spéciale de contrôle des fonds publics.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avan-**

tages fiscaux (n° 687). Discussion générale [11 octobre 1973] (p. 4276) : exonérations fiscales ; simplification du régime fiscal ; impôt permettant d'assimiler les plus-values à des revenus ou retour à des impôts plus ou moins catégoriels.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution (n° 639). Explications de vote de son groupe** sur le projet de loi constitutionnelle [16 octobre 1973] (p. 4439).

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Discussion générale** [24 octobre 1973] (p. 4712) : propos de M. Debré et de M. Barrot ; hausse des prix ; ses observations sur la neutralité du budget : « banalité » du budget ; budget et planification ; (p. 4713) : action des commissions parlementaires ; crédits militaires ; abattoirs de La Villette ; ses observations sur la fiscalité ; TVA et impôt direct ; taxation de l'épargne en formation et taxation des biens acquis ; épargne populaire ; impôt sur les successions ; actionnariat ; logements familiaux ; ses propositions concernant l'encouragement à la formation de patrimoines modestes ; taxation des capitaux non productifs ; impôt sur les sociétés ne déclarant pas de bénéfices ; taxe sur les terrains à bâtir.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail (n° 636). Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6365) : ses arguments en faveur de l'adoption de l'amendement de M. Zeller relatif aux modifications des cadences et des normes de travail.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973 (n° 781). Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6647) : plan de lutte contre l'inflation et hausse des prix ; éléments structurels de l'inflation et crise pétrolière ; ses observations sur l'attitude des gouvernements face aux événements ; (p. 6648) : positions de MM. Debré et Chalandon ; mesures de lutte contre l'inflation ; limite de la consommation publique dans les secteurs non productifs autres que les équipements collectifs ; politique des revenus ; prix agricoles ; non-application des recommandations de la commission de Bruxelles à l'égard des positions dominantes et des ententes ; politique monétaire et création d'une unité monétaire européenne ; emploi de l'argent public ; régulation des dépenses d'équipement ; inadéquation du budget aux circonstances ; politique du crédit, politique contractuelle et programmation ; nécessité de mesures structurelles ; fiscalité touchant les revenus et les plus-values ; emprunt ; dotations du FIAT et du

FDES ; rôle du Parlement ; nécessité de la création d'un Fonds d'action conjoncturelle européen ; (p. 6649) : solidarité européenne ; souhaite un débat de fond ; (p. 6651) : répond au Secrétaire d'Etat ; situation économique à l'époque du Gouvernement Pinay et situation actuelle.

En qualité de ministre de la Coopération :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Coopération [18 novembre 1974] (p. 6616) : la coopération avec les pays francophones d'Afrique et de l'océan Indien ; les inégalités entre les différents pays ; les pays du Sahel ; la zone franc ; adapter notre politique à la situation nouvelle ; la révision des accords de coopération ; la cohérence de nos actions ; la programmation des actions ; les missions de dialogue ; l'ouverture ; la coopération européenne et internationale ; l'action concertée avec le Canada ; favoriser le regroupement tenté par les Etats africains francophones ; le renouvellement de la convention de Yaoundé ; la conférence de Kingston ; (p. 6617) : le fonds de développement européen ; la stabilisation des recettes d'exportation ; la réorganisation du ministère de la Coopération ; la coordination avec le ministère des Affaires étrangères ; le fonds d'urgence des Nations unies ; un budget de transition ; l'assistance technique ; l'africanisation des emplois ; les investissements du fonds de coopération ; les investissements privés coordonnés avec l'action publique ; la garantie aux investissements ; les bourses d'enseignement ; l'aide culturelle ; les émissions de radio et de télévision vers l'Afrique ; l'aide aux organismes de recherche ; (p. 6618) : la fidélité des Africains à notre langue et à notre culture ; (p. 6621) : les coopérants du service national ; les émissions françaises vers l'Afrique ; le néocolonialisme ; le mondialisme ; (p. 6622) : les investissements privés ; l'aide publique par rapport au produit national brut ; l'approvisionnement en uranium du Niger ; les crédits de l'ORTF pour les émissions vers l'Afrique.

1975

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, autorisant l'approbation d'accords de coopération et d'une convention consulaire entre la France et le Cameroun (n°s 1578, 1579, 1580, 1581). Discussion générale commune** de coopération militaire franco-camerounaise [6 mai 1975] (p. 2400) : utilité de la grande commission, subs-

titution du concept de coopération à celui d'assistance ; **accord général de coopération technique franco-camerounaise en matière de personnel** (p. 2400) : nombre élevé des coopérateurs au Cameroun ; leur régime de sécurité sociale.

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux conventions et accords franco-congolais** (n^{os} 1583, 1584, 1585, 1586), **Discussion générale commune** [6 mai 1975] (p. 2402) : inciter la coopération entre les deux pays ; le rôle de la grande commission ; le sort des otages français au Bardai ; la négociation conduite depuis la prise de Mme Claustre et de M. Combe le 21 avril 1974 ; (p. 2403) : les conditions posées par M. Habré ; la libération des prisonniers politiques ; **convention relative au concours en personnel apporté au Congo** (p. 2403) : le nombre de coopérateurs français ; hommage aux « volontaires du progrès » ; **accord en matière de marine marchande avec le Congo** (p. 2404) : l'assimilation entre les deux marines marchandes et l'étroitesse des relations entre les deux pays.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n^o 1880). *Deuxième partie* :

Coopération [30 octobre 1975] (p. 7597) : réponses aux orateurs : la nécessité d'une coordination entre l'aide française et l'aide communautaire ; (p. 7598) : s'élève contre les propos de M. Forni relatifs à l'affaire Claustre ; la zone franc ; le développement rural ; l'aide de la France aux pays les plus défavorisés ; l'augmentation des crédits de la recherche ; la dénonciation des accords de défense.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté** (Bruxelles, 11 juillet 1975) (n^o 1990). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9803) : la volonté de la Communauté économique européenne de laisser les pays ACP développer leur industrie ; l'originalité et la générosité de la convention ; (p. 9804) : l'importance pour les pays ACP du débouché que constitue la Communauté européenne ; l'importance de l'effort financier accompli par la France ; ne pas exagérer les dangers que présenterait la convention ; chercher à augmenter la participation du tiers monde au commerce international ; l'absence de menace directe sur les bananes produites par les DOM ; l'utilisation de la clause de sauvegardes en ce qui concerne le rhum ; (p. 9805) : l'étape importante que constitue la convention.

ACHILLE-FOULD (Aymar)

Député de la Gironde
(5^e circonscription)
(UC, puis app. RCDS).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, chargé des transports du 1^{er} mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications du 31 janvier 1975 au 12 janvier 1976.

Député de la Gironde du 21 novembre 1976 au 2 avril 1978

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [J.O. du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [J.O. du 28 février 1974] (p. 2316).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, chargé des transports (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1^{er} mars 1974 [J.O. du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, chargé des transports (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [J.O. du 28 mai 1974] (p. 5796).

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (Gouvernement Chirac). Décret du 31 janvier 1975 [J.O. du 1^{er} février 1975] (p. 1420).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [J.O. du 13 janvier 1976] (p. 395).

Élu le 21 novembre 1976 en remplacement de M. Antoune, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [23 novembre 1976] (p. 8568, 8605).

S'apparente au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [1^{er} décembre 1976] (p. 8887).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [24 novembre 1976] (p. 8671).

Est chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre, décret du 29 novembre 1976 [J.O. du 1^{er} décembre 1976] (p. 6885) [1^{er} décembre 1976] (p. 8849). Cette mission prend fin le 29 mai 1977 [31 mai 1977] (p. 3211).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Delorme** : Arrêt des expériences nucléaires [2 mai 1973] (p. 963, 964).

— **M. Baudis** : Emploi dans l'industrie aéronautique [11 mai 1973] (p. 1214) : la situation de la société Latécoère ; les difficultés rencontrées sur le marché international de l'aéronautique rendant souhaitable la diversification des fabrications. 1973] (p. 1214).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Chevènement** (n° 440) : Liberté d'expression des élèves de l'Ecole polytechnique [11 mai 1973] (p. 1299, 1230) : les règles générales de la discipline militaire auxquelles les élèves de Polytechnique sont soumis ; le rôle et les obligations des délégués des élèves, membres du conseil d'administration ; la libre impression du journal des élèves.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ginoux** : Taxation des communications téléphoniques [21 mai 1975] (p. 2941) : taxation des communications locales à la durée.

— **M. Maujoui** du Gasset : Développement du téléphone en zone rurale [11 juin 1975] (p. 3974) : automatisation de huit régions supplémentaires ; accroissement de la densité téléphonique.

— **M. Lucas** : Améliorations techniques dans le domaine des télécommunications [11 juin 1975] (p. 3976) : volonté du Gouvernement d'utiliser au maximum les systèmes E 10 et E 12, systèmes de commutation les plus avancés du monde, sur le plan intérieur et à l'étranger ; rôle du CNET.

— **M. Houteer** : Station radio-maritime de Saint-Lys [8 octobre 1975] (p. 6651 et 6652) : monopole des postes et télécommunications ; concurrence d'une station radio-maritime à Monaco.

— **M. Méhaignerie** : Suppression des avances remboursables pour les candidats au téléphone [12 novembre 1975] (p. 8162) : installation de lignes en zones rurales.

— **Mme de Hauteclocque** : Installation prioritaire du téléphone pour les personnes âgées [12 novembre 1975] (p. 8164) : détermination des priorités en fonction des considérations sociales.

En qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— Aménagement de la côte Aquitaine [30 novembre 1977] (p. 8052, 8053) : l'opposition de l'association Espace pour demain.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées :

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national (n° 360). Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2035) : ses consultations auprès des organisations concernées ; limites de sa mission ; organisations consultées ; audition des représentants de tous les groupes de l'Assemblée, des délégués désignés par les élèves aux conseils d'administration des lycées ; participation du ministère de l'éducation nationale ; difficultés d'application de la loi de 1970 ; nécessité reconnue d'une défense nationale reposant sur une armée de conscription ; points de convergence et de divergence ; contraintes ; techniques imposées par le libre choix de l'incorporation ; règlement des problèmes posés par l'application de la loi de 1970 ; facilités accordées aux bacheliers pour achever un cycle d'études ; situation particulière des jeunes de condition modeste ; difficultés plus grandes que celles des lycéens et étudiants ; égalité réelle de tous les jeunes Français devant le service national ; problème du raccourcissement du service national ; formation militaire et tâches du service public de la défense nationale ; armée de métier ; ambi-

guité et inquiétude ressenties par les jeunes ; (p. 2036) : l'armée au centre des préoccupations de la jeunesse, nécessité d'une réflexion (p. 2037). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article 2** (p. 2085) : ses observations sur les commissions régionales ; bureau départemental d'information. **Après l'Article 2** (p. 2099) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Chinaud : accomplissement du service national avant la scolarité pour les jeunes admis par concours dans une école. **Après l'Article 3** (p. 2102) : accepte l'amendement de M. Moine : modalités d'incorporation et d'utilisation dans l'armée des vétérinaires diplômés.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Dépenses militaires (art. 20 et 21). — **Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46** [8 novembre 1973] (p. 5428) : sa réponse à M. Rivière ; position du Gouvernement sur les écoles du service de santé des armées ; sa réponse à MM. Rivière, Max Lejeune et Jacquet sur le problème du logement de la gendarmerie ; sa réponse à M. Stehlin sur les logements de la SOGIMA (société immobilière des armées) ; (p. 5429) : sa réponse à M. Frédéric-Dupont sur le logement de la Garde républicaine ; commission du conseil supérieur de la fonction militaire sur la révision du classement dans les échelles de soldes, pensions du taux du grade ; sa réponse à M. Commenay sur le problème de l'insertion de la jeunesse dans son armée ; commission armée-jeunesse ; concertation avec les organisations de jeunesse ; promotion civique professionnelle et sportive au sein des armées.

1975

En qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8555) : le montant des crédits pour 1976 ; le budget de 1976 amorce une grande politique de communication ; (p. 8556) : la croissance des moyens nécessaires aux PTT. Les PTT, premier investisseur de la nation ; les agences commerciales de télécommunication ; l'augmentation des dépenses d'équipement et de fonctionnement ; la politique de concertation menée à tous les niveaux ; (p. 8557) : l'application du « relevé de propositions » du 5 novembre 1974 ; les mesures indemnitaires et catégorielles nouvelles ; la réunion de tables rondes ; le transfert en province d'établissements parisiens ; le budget social ; les améliorations à apporter

aux conditions de travail ; (p. 8558) : la formation professionnelle ; le renforcement de la présence des postes sur le territoire national ; le rôle humain joué par le facteur en milieu rural ; le système de distribution CIDEX ; la réalisation de soixante centres de tri automatique ; la mise en informatique des centres de chèques postaux de Paris et de Lyon ; (p. 8559) : la transformation des méthodes de travail dans les centres de tri ; le retour progressif à l'orthodoxie budgétaire en ce qui concerne la poste ; le problème des tarifs préférentiels de la presse ; la situation des chèques postaux et de la caisse nationale d'épargne ; la situation du réseau téléphonique français ; (p. 8560) : donner un téléphone à tous les Français ; réaliser l'égalité de tous les Français devant le service public ; améliorer la qualité du réseau ; (p. 8561) : la construction de la démocratie libérale avancée par le biais d'une politique de la communication ; (p. 8578) : la nécessité de trouver 9 milliards 600 millions pour financer le budget ; dément toute hausse de tarifs ; la nécessité des sociétés de financement ; les améliorations apportées en faveur du personnel ; l'importance et la sincérité de l'effort entrepris ; (p. 8579) : le renvoi en province des établissements non techniquement nécessaires à Paris ; la faiblesse des erreurs dans le domaine des factures de téléphone ; la priorité donnée aux investissements ; l'accélération du nombre d'installations en milieu rural ; (p. 8580) : le respect des priorités de raccordement ; sa réponse à M. Lucas relative à l'exécution du protocole d'accord ; la poste en zone rurale ; le système de distribution CIDEX ; les mesures prises en faveur des receveurs ; le calcul de la prime de rendement ; la popularité des postiers ; (p. 8581) : l'unité des PTT ; la situation des auxiliaires.

En qualité de député :

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9694) : son amendement n° 119, soutenu par M. Briane, tombe ; (p. 9695) : son amendement n° 120 non soutenu. **Article 29** (p. 9738) : son amendement n° 122 non soutenu. **Article 34** (p. 9743) : son amendement n° 123 non soutenu.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité civile et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures** (n° 2200). **Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1799) : demande

que le débat sur la mer n'intervienne qu'après la remise du rapport du GICAMA au Gouvernement.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2242) : l'éventuelle victoire de la gauche en 1978 ; la nature du débat ; la rigueur du plan gouvernemental ; la difficulté d'être convaincant sans être convaincu ; l'unité de la majorité ; les conditions dans lesquelles sera accordée la confiance du groupe RPR ; (p. 2243) : les conditions de la victoire de la majorité ; l'organisation de la diversité de la majorité dans le pluralisme ; refuser la modification de la loi électorale.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [7 juin 1977] (p. 3424) : le GICAMA ; ses missions ; (p. 3425) : la prévention et la lutte contre la pollution ; la catastrophe du *Boehlen* ; les moyens d'intervention ; la constitution d'un organisme de chercheurs et de spécialistes ; les « pompiers de la pollution » ; les moyens d'assumer les responsabilités dans le cadre de la loi sur la zone économique des deux cents milles nautiques du territoire maritime français ; l'avenir maritime ; le groupe parlementaire de la mer ; organiser le foisonnement des idées et des responsabilités ; l'ampleur de la tâche de coordination à accomplir ; (p. 3426) : les moyens de la politique maritime ; la nouvelle dimension donnée par la mer aux espérances et aux efforts des concitoyens ; la création d'un comité interministériel de la mer ; la mise en œuvre d'un « plan océan » ; la constitution d'un comité des usagers de la mer ; la mer, sauvegarde de l'humanité.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche** [19 octobre 1977] (p. 6334, 6335) : la vocation maritime de la France ; la mission du GICAMA ; le caractère prioritaire des questions maritimes ; la situation de la recherche océanographique ; le pourcentage du produit intérieur brut consacré par la France à la recherche océanographique ; l'exploitation des nodules polymétalliques ; l'objectif d'autonomie de l'approvisionnement en manganèse ; l'insuffisance de la dotation prévue pour le CNEXO ; la valorisation maritime des départements et territoires d'outre-mer ; l'organisation structurelle de la recherche océanologique ; les missions du comité de la recherche océanologique (CRO) ; la nécessité de sérier les responsabilités ; (p. 6336) : donner à la France les moyens de la dignité de sa vocation maritime.

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [9 novembre 1977]

(p. 7252) : la mission confiée par le Premier ministre au GICAMA ; (p. 7258) : les déclarations du Président de la République à Brest ; le projet de budget ; la création du sixième SNLE ; l'équipement de la flotte de surface ; l'article 34 de la Constitution ; les missions de la représentation nationale en matière de défense ; l'adhésion populaire ; (p. 7259) : l'éventualité d'un recours au référendum ; la nature des choix en matière de défense ; le rôle du Parlement ; l'équilibre entre le titre III et le titre V ; la lettre du Premier ministre relative à la poursuite de la mission du GICAMA ; l'étude au sein du conseil de défense d'un programme d'équipement de la marine. **Examen des crédits. Après l'Article 38** (p. 7277) : le texte du SGDN relatif à la responsabilité du ministre de la défense en matière de surveillance de la zone économique des deux cents milles ; la mission du GICAMA dévolue par le Premier ministre ; la participation du ministère de la défense à la surveillance de la zone économique des deux cents milles.

Equipement et aménagement du territoire.

— **Transports.** — V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7636) : le GICAMA ; la place occupée par la France en raison de la superficie de sa zone économique marine ; les missions de police maritime ; action des CROSS ; le repérage des pollueurs par télé-détection ; les missions de la SNSM ; la prise en charge des frais engagés pour le secours des personnes par la sécurité sociale ; la politique de la sécurité maritime ; les problèmes de la pêche maritime et de la culture marine ; l'action du FIOM (Fonds d'intervention et d'orientation des marchés) ; le FEOGA ; (p. 7637) : la soumission des pêcheurs à des restrictions dans leurs activités de prises ; l'effort de la Communauté économique européenne ; le développement de la pêche dans les DOM et TOM ; la conchyliculture ; la place de l'ostréiculture française ; le schéma national conchylicole ; le schéma d'aptitude et d'utilisation de la mer (SAUM) ; le développement du naviplane ; le statut des gens de mer ; la suppression du cours de préparation aux brevets de chefs de quart de Saint-Jean-de-Luz.

AILLIÈRES (Michel d')

Député de la Sarthe
(5^e circonscription)
(RI puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

A donné sa démission de membre de cette commission [4 octobre 1977] (p. 5811).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [8 juin 1973] (p. 1992).

DÉPÔTS

— Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — II. Dépenses en capital (n° 684) [10 octobre 1973].

— Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1973 (n° 781) (n° 818) [5 décembre 1973].

— Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110) (n° 1116) [3 juillet 1974].

— Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — I. Dépenses en capital (n° 1233) [11 octobre 1974].

— Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1340) (n° 1368) [5 décembre 1974].

— Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Tome I : Dépenses en capital des services militaires (n° 1919) [10 octobre 1975].

— Rapport, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 2268) portant appro-

bation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2292) [13 mai 1976].

— Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Tome I : Dépenses en capital (n° 2532) [12 octobre 1976].

QUESTIONS

• question orale sans débat :

— (n° 1441) : Apprentissage rural [15 juin 1973] (p. 2233).

• questions au Gouvernement :

— Conséquences du règlement sucrier de la CEE [23 octobre 1974] (p. 5350).

— Restructuration dans le secteur de l'informatique [14 mai 1975] (p. 2644) : fusion projetée entre la CII et Honeywell-Bull.

• question orale avec débat :

— (n° 19568) : Problèmes de défense [21 mai 1975] (p. 2943) : la difficile mobilisation de l'opinion publique en période de paix ; l'actualité du malaise des cadres et la contestation du service ; la nécessité d'une défense ; la précarité de la paix ; l'effort d'armement de l'Union soviétique ; le retrait de la France de l'organisation intégrée de l'OTAN ; la déclaration d'Ottawa ; la solidarité des nations occidentales ; la dissuasion nucléaire, moyen d'éviter les conflits importants ; l'atout économique représenté par les armements nucléaires ; le potentiel de destruction représenté par la force nucléaire stratégique ; une défense fondée sur un système de forces équilibrées faisant face à toutes les menaces ; la modération de l'effort militaire de la France ; la condition militaire ; les périodes très difficiles sur le plan moral traversées par les personnels militaires ; (p. 2944) : les nouveaux statuts des officiers et des sous-officiers ; obtenir une revalorisation indiciaire ; le rôle du conseil de la fonction militaire ; la remise en cause du service national ; le faible nombre des vrais contestataires ; maintenir le système de la conscription ; la non-conformité de l'armée de métier avec les traditions démocratiques du pays ; la courte durée du service national ; améliorer les conditions de vie et de travail des appelés ; le fonctionnement et la modernisation des armées ; disposer des moyens nécessaires à l'instruction ; revoir certaines méthodes de commandement traditionnel ; remplacer les matériels périmés ; respecter le plan naval ; compléter les dotations en chars et en artillerie ; la diminution du potentiel de l'armée de l'air ; soumettre au Parlement une nouvelle loi de pro-

gramme ; donner aux armées des moyens financiers accrus ; informer nos concitoyens sur les problèmes de défense ; ne plus tolérer les attaques injustifiées dont l'armée est l'objet.

• *question orale sans débat* :

— (n° 17753) : **Calcul des bénéfices agricoles** [10 octobre 1975] (p. 6793).

• *questions au Gouvernement* :

— **Conséquences de la sécheresse** [30 juin 1976] (p. 4948) : mesures envisagées par le Gouvernement pour pallier les conséquences de la sécheresse particulièrement dans les départements de l'Ouest.

— **Situation de l'élevage hippique** [27 avril 1977] (p. 2215) : la concurrence entre le loto et le PMU s'exerce aux dépens de l'élevage.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national (n° 360)**. **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2046) : devoir de l'Etat en matière de défense ; inopportunité de confier cette mission à quelques techniciens ou professionnels ; devoirs des citoyens envers la nation ; imperfection des textes régissant le service national ; révision de certaines dispositions ; inconvénients du régime antérieur des sursis ; égalité de tous devant le service national ; difficultés de conciliation du rétablissement des sursis avec le maintien du choix de la date d'incorporation ; rigidité de la loi de 1970 ; importance du problème des cycles d'études ; améliorations apportées par le projet de loi ; scolarité dans les écoles d'ingénieurs et de techniciens ; mesures permettant la reprise des études pour les étudiants à revenu modeste ; sa déception devant les mesures annoncées par le ministre de l'éducation nationale ; problème des bourses ; leur caractère d'assistance et de soutien complémentaires ; nécessité de consacrer la notion de salaire ou de présalaire étudiant ; ses réserves sur les commissions régionales chargées d'apprécier le bien-fondé des demandes de report supplémentaire ; son amendement adopté par la commission tendant à l'examen de ces dossiers dans le cadre départemental ; nécessité du maintien du service national ; instabilité législative le concernant ; caractère évolutif du service national ; incidences financières et économiques des modifications apportées. **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article 2** (p. 2084) : son amendement tendant au remplacement des commissions régionales par des commissions départementales ; (p. 2105, 2106) : explique le vote de son groupe en faveur de l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646)**. *Deuxième partie* :

Dépenses militaires (art. 20 et 21). — **Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46**, rapporteur pour avis [8 novembre 1973] (p. 5391) : analyse l'évolution des crédits militaires et leur répartition ; application de la loi de programme d'équipement militaire ; son accord sur la politique de défense ; potentiel de nos forces armées ; souhait de la commission de la défense nationale d'être associée à l'élaboration des plans à long terme concernant chaque armée ; moyens des armées de terre, de l'air et de la marine ; ses observations sur l'armement nucléaire et sur son efficacité ; (p. 5392) : sous-marins nucléaires, problème des expérimentations ; ses réserves sur les demandes d'accroissement du pourcentage des dépenses militaires par rapport à l'ensemble du budget ; incidences économiques de la politique de défense ; son insertion dans le contexte international ; concertation au niveau européen, Eurogroupe et UEO.

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [20 novembre 1973] (p. 6081) : institutions régionales ; suggère que les réunions se tiennent dans la ville la mieux placée géographiquement, calendrier des sessions des conseils régionaux ; critères de sélection des investissements dans les secteurs programmés, composition des comités économiques sociaux et culturels ; sa demande de précision sur la subvention globale d'équipement ; transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales ; suppression de services administratifs dans les communes et les cantons et ses conséquences sur l'activité des zones rurales.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 637)**. **Discussion des articles** [4 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6573) : ses réserves sur l'amendement de M. Bernard-Reymond : correctifs apportés aux révisions cadastrales dans les zones de montagne.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative (n° 1110)**, rapporteur [4 juillet 1974] (p. 3298) : analyse les conséquences d'une politique économique rigoureuse sur le budget des armées.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180)**. *Deuxième partie* :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5557) : grands progrès accomplis

mais problèmes d'utilisation rationnelle des crédits ; la carte sanitaire ; (p. 5558) : l'hébergement des personnes âgées ; hôpitaux psychiatriques ; financement des équipements ; nous voterons les crédits.

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5648) : une politique tributaire de l'effort des collectivités locales ; l'amélioration de la qualité de la vie ne dépend pas uniquement de considérations financières ; (p. 5649) : la protection de la nature ; éviter la prolifération des parcs nationaux et régionaux et prévoir les crédits nécessaires ; approuver rapidement la charte constitutive du parc Normandie-Maine ; l'aménagement des espaces verts auprès des villes ; souhaite un débat sur les pollutions ; nécessité de coordonner les initiatives et de prendre éventuellement des sanctions ; moduler les aides accordées par les agences de bassin ; se réjouit de la création d'une agence nationale des déchets ; les hésitations des responsables locaux devant les diverses formules d'élimination et de récupération des déchets ; la routine, le manque de goût et d'imagination à l'origine d'erreurs profondes : forêts rasées, concentrations industrielles, remembrements inconsidérés ; nécessité de moyens financiers mais aussi de persuasion et de formation.

Dépenses militaires. — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur pour avis [12 novembre 1974] (p. 6171) : la situation internationale ; les forces américaines en Europe ; un budget de rigueur ; (p. 6172) : la force nucléaire stratégique ; les expérimentations souterraines ; l'armée de terre ; la défense opérationnelle du territoire ; la marine ; l'armée de l'air, l'industrie aéronautique ; la SNIAS ; les exportations, les lois-programmes ; les crédits d'études ; la politique de défense. **Avant l'Article 50** (p. 6212) : son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 83 ; devenu sans objet ; (p. 6213) : émet des réserves sur l'amendement n° 84 de M. Papon ; retiré.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour le titre V [30 octobre 1975] (p. 7606) : un budget de stagnation ; les effets de l'insuffisance budgétaire sur les trois armées ; le cas de l'avion de combat futur ; (p. 7607) : l'activité des arsenaux ; souhaite l'existence d'une programmation précise ; l'acceptation du budget par la commission de la défense nationale sous réserve de la présentation d'un

plan des objectifs poursuivis par le Gouvernement. **Examen des crédits. Après l'Article 64** (p. 7640) : son amendement n° 38 : présentation par le Gouvernement d'une quatrième loi-programme avant le 31 mars 1976 ; retiré au profit de l'amendement n° 174 du Gouvernement.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268), rapporteur. **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3279) : la demande présentée par le Parlement d'une « reprécision » des objectifs de la défense nationale ; les éléments nouveaux et qui sont intervenus dans le domaine de la défense ; le problème du service militaire et le malaise qui s'est révélé au sein des personnels de carrière ; le ralentissement des équipements des forces conventionnelles ; les nombreux foyers de tension qui existent de par le monde ; la cohérence du système de défense mis en œuvre depuis 1958 ; les caractéristiques de la programmation présentée par le Gouvernement : son caractère global, la volonté d'augmenter le volume des crédits consacrés à la défense, une programmation fondée sur des crédits de paiement ; les objectifs de la programmation ; maintenir le seuil de crédibilité de notre dissuasion nucléaire ; (p. 3280) : préciser le rôle et les conditions d'utilisation de l'arme nucléaire tactique ; la réaffirmation du principe de la conscription ; l'impasse qui a été effectuée en ce qui concerne le renouvellement des matériels terrestres ; les lacunes qui subsisteront à l'issue du Plan ; les préoccupations relatives à l'armée de l'air ; le vieillissement rapide de notre flotte ; l'impact industriel de la programmation ; le caractère imprécis du document présenté au Parlement ; l'accord de la commission de la défense nationale pour une défense qui respecte nos engagements atlantiques et européens ; (p. 3281) : les amendements de la commission de la défense nationale ; assainir la situation financière actuelle des armées ; (p. 3288) : fait valoir que la commission de la défense nationale a jugé qu'il serait regrettable que, par un juridisme excessif, le débat sur la défense nationale soit refusé — s'oppose en conséquence à l'exception d'irrecevabilité proposée par M. Longequeue. **Discussion de l'Article unique** [25 mai 1976] (p. 3456) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Chevènement ; précise que la commission de la défense nationale considère que l'arme nucléaire tactique ne peut être considérée comme une super-artillerie ; (p. 3457) : accepte l'amendement n° 16 de M. Cressard ; (p. 3458) : est favorable à l'amendement n° 5 de M. Le Theule ; (p. 3459) : s'oppose à l'amendement n° 9 de

M. Longequeue et à l'amendement n° 7 de M. Le Theule ; l'amendement n° 7, en retrait des prévisions gouvernementales ; (p. 3460) : son amendement n° 12 prévoyant les pourcentages plancher du budget de la défense dans le budget de l'Etat ; réservé ; (p. 3461) : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 15 du Gouvernement ; dépôt en 1979 n° 15 de loi actualisant la programmation militaire ; réservé ; indique que la commission trouverait normal que le Parlement puisse évoquer les nouveaux objectifs et moyens de la politique de défense pour les trois dernières années de la programmation. **Après l'Article unique** (p. 3462) : son amendement n° 3 : dépôt chaque année d'un compte rendu d'exécution ; réservé ; ses observations sur le titre du projet de loi. **Explications de vote** [25 mai 1976] (p. 3464) : le vote favorable du groupe des républicains indépendants.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4196) : son amendement n° 105 qu'il retire ; est sensible aux observations de M. Charles Bignon quant à son amendement n° 105 ; (p. 4197) : retire son amendement n° 106 ; son amendement n° 103 défendu par M. Bertrand Denis. **Article 6** (p. 4221) : son amendement n° 107 tendant à supprimer la référence à l'expropriation ; souhaite que le projet se limite aux opérations effectuées à la suite d'une déclaration d'utilité publique ; (p. 4222) : souhaite avoir l'assurance que l'abattement de 75.000 francs jouera même si la procédure ne va pas jusqu'à l'expropriation et si l'acquisition se fait par accord amiable ; retire son amendement n° 107 ; (p. 4227) : retire son amendement n° 273 ; soutient l'amendement n° 263 rectifié de M. Serge Mathieu ; considère qu'il a le même objet que l'amendement n° 81 de M. Pinte ; retiré ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4284) : soutient les amendements n°s 108 et 109 de M. Bertrand Denis qu'il serait disposé à retirer si M. Fourcade acceptait à l'article 10 l'amendement n° 259 qui exclut le problème financier du champ d'application de la loi ; retirés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6508) : l'apurement de la situation financière des armées ; l'endettement des armées depuis 1976 ; la réduction du passif grâce au blocage de 1.550 millions de francs d'autorisations de programme, grâce à la réduction de volume de certains chapitres ; le passif subsistant qu'il faudra couvrir par un autre collectif ; insatisfaction devant la gestion de l'équipement

des armées en 1976 ; l'insuffisance d'autorisations de programme ; émet un avis favorable au vote du collectif.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [8 novembre 1976] (p. 7723) : la programmation des dépenses militaires et des équipements des forces armées ; l'indépendance de notre défense et ses objectifs ; la dissuasion nucléaire ; la ligne définie par le général de Gaulle ; budget et loi de programmation militaire ; le problème des pensions ; l'augmentation des crédits de fonctionnement du titre III ; l'insuffisance des autorisations de programme qui risque d'entraîner des retards ; les forces conventionnelles ; l'armée de terre ; l'armée de l'air ; l'accroissement des missions de la marine ; l'industrie d'armement ; les industries aéronautiques et les établissements de la marine ; les arsenaux ; (p. 7724) : les exportations ; la nécessité d'une prévision et d'une planification à moyen terme ; service national et armée professionnelle ; les Mirage F 1 et les AMX 30 ; avis favorable de la commission de la défense nationale.

ALDUY (Paul)

Député des Pyrénées-Orientales

(1^{re} circonscription)

(PSRG puis NI, puis App. RCDS).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'appartenir au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1976] (p. 1277).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1976] (p. 1277).

S'apparente au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [28 avril 1977] (p. 2287).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973]

(p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales (n° 301)** [10 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Annexe n° 9 : Tourisme** (crédits du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme) (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Annexe n° 28 : Tourisme** (crédits du ministère de la qualité de la vie) (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Budgets civils. — Qualité de la vie. — **Annexe n° 28 : Tourisme (n° 1916)** [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi sur l'indemnisation des rapatriés (n° 3081)** [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Antoune (n° 19001), Maurice Cornette (n° 19006) : Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2020) : importations de vins italiens ; (p. 2021) : les vins transitant par l'Italie ; contrôle communautaire des procédés de vinification et sur l'origine des vins.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de vice-président :

— Intervention dans le débat sur le conflit de compétence entre la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et la commission de la production et des échanges, pour l'examen de la proposition de loi de M. Lafay tendant à **mettre à la disposition du public les espaces verts publics et privés du territoire de la ville de Paris et à assurer leur protection définitive** [15 mai 1973] (p. 1248).

— Donne lecture d'une **communication de M. le président du Sénat** : conditions de dépôt et de transmission des textes [14 juin 1973] (p. 2128).

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire japonaise** [11 octobre 1973] (p. 4270).

— **Répond aux rappels au règlement de MM. Ducray et de Poulpiquet** [17 octobre 1973] (p. 4476).

— **Fixation de l'ordre du jour** [17 octobre 1973] (p. 4496) : possibilité pour les commissions de siéger avant la séance.

— **Répond au rappel au règlement de M. Alain Vivien** (pouvoirs de contrôle des rapporteurs pour avis) [31 octobre 1973] (p. 5129) : ses observations sur la forme et sur le fond ; demande à M. Vivien de retirer sa demande de réunion immédiate du bureau de l'Assemblée, insistera auprès du président pour que la prochaine réunion du bureau se tienne le plus rapidement possible.

— **Répond au rappel au règlement de M. Gilbert Faure relatif à l'inscription des questions orales à l'ordre du jour** [19 décembre 1973] (p. 7190).

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Tourisme, rapporteur spécial** [15 novembre 1973] (p. 5806) : nomination d'un secrétaire d'Etat au tourisme ; apport du tourisme à l'économie nationale ; absence de moyens d'une politique de contrôle parlementaire ; ses observations sur l'administration de la commission des finances ; ses observations sur le montant du budget du tourisme ; souhaite la création d'un ministère du tourisme à part entière ; (p. 5807) : son analyse des crédits ; hôtellerie : taux de la TVA acquittée par l'hôtellerie de luxe (7,50 %) et taux acquitté par l'hôtellerie de préfecture et de plein air (17,6 %) ; juge inadmissible cette disparité fiscale ; grands aménagements touristiques et information du rapporteur de la commission des finances ; stations intermédiaires de moyenne montagne ; promotion commerciale et ses résultats ; situation de la balance des paiements ; observations formulées par la commission des finances ; politique globale du tourisme ; insuffisance des moyens des bureaux à l'étranger et des délégations régionales ; impératifs sociaux et politiques de développement des moyens d'hébergement ; tourisme social, fiscalité indirecte frappant le camping et le caravaning ; souhaite une majoration de la dotation prévue pour ce secteur ; réduction de la dotation du chapitre des primes d'équipement hôtelier et crédits affectés aux TOM ; crédits destinés aux sta-

tions thermales, aux ports de plaisance et aux routes touristiques ; (p. 5808) : grands aménagements régionaux et mise en valeur de l'arrière-pays ; nécessité d'un effort supplémentaire pour le tourisme en milieu rural, développement de la moyenne montagne ; inquiétude de la commission devant le retard pris par le tourisme dans les DOM-TOM ; coût trop élevé des tarifs des transports aériens à destination des zones touristiques ; loi d'orientation du tourisme.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole (n° 725).** **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6489) : effort de qualité des viticulteurs du Roussillon et prolifération des appellations d'origine simple ; (p. 6490) : vocation des vins des côtes du Roussillon à l'appellation d'origine contrôlée ; demande des assurances au Gouvernement sur les possibilités de promotion des vins de table de qualité ; soutient l'amendement de M. Bayou.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** *Première partie* :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 10** (p. 5420) : son amendement n° 37 relatif à l'épargne-vacances ; repoussé.

Deuxième partie :

Culture [30 octobre 1974] (p. 5628, 5629) : le classement des centres historiques ne peut être arrêté qu'en pleine concertation avec les municipalités ; il risque d'empêcher les opérations de rénovation ; nécessité pour les architectes des monuments historiques à l'esprit parfois trop technocratique de recueillir l'accord préalable des élus locaux.

Qualité de la vie. — III. **Tourisme**, rapporteur spécial [31 octobre 1974] (p. 5707) : un secrétaire d'Etat à nouveau chargé du tourisme ; l'importance économique du tourisme ; (p. 5708) : les campagnes de promotion ; les transferts des charges ; les concours au tourisme social : villages de vacances, terrains de camping et de caravaning ; l'aide à l'hôtellerie ; les hôtels de préfecture ; le tourisme de montagne ; le tourisme vert ; l'aménagement du littoral breton ; l'opération Languedoc-Roussillon ; l'Aquitaine et la Corse ; l'effort budgétaire insuffisant ; la propagande à l'étranger ; les moyens d'hébergement, la petite hôtellerie rurale ; la politique tarifaire des transports ; l'aide aux routes touristiques et ports de plaisance ; le nautisme ; l'étalement des vacances ; (p. 5709) : les prix de pension

et de restauration ; la TVA sur les hôtels de préfecture ; l'aide à la personne : création d'un système d'épargne-vacances ; les établissements thermaux ; les eaux minérales ; l'hôtellerie dans les DOM ; la commission approuve le budget.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).** *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — III. **Tourisme** [12 novembre 1975] (p. 8148) : la faiblesse des crédits affectés au tourisme ; les motifs de satisfaction que renferme le projet ; les nécessités qui s'imposent au Gouvernement : regroupement des crédits, abaissement de la taxation sur l'hôtellerie non classée, amélioration de la propagande à l'étranger ; (p. 8149) : l'infléchissement de la politique des loisirs dans un sens plus social par le jeu d'une aide à la personne ; la relance du thermalisme français ; la prise en compte des intérêts régionaux et locaux ; la meilleure répartition des aménagements entre les régions.

Economie et finances. — I. **Charges communes** [19 novembre 1975] (p. 8701) : la rapidité du débat sur l'indemnisation des rapatriés ; la lenteur avec laquelle il est procédé aux indemnisations ; (p. 8702) : la faiblesse de la revalorisation annoncée.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** **Commission mixte paritaire** [15 décembre 1976] (p. 9432) : la taxation de l'aviation de tourisme ; les vins doux naturels.

1977

— **Projet de loi portant dérogation, en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française, à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938 (n° 2554).** **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1712) : indique qu'il votera le texte du Gouvernement, qu'il approuve l'amendement de M. Alain Vivien relatif au maintien du niveau des prestations sociales ; la similitude de situation dans laquelle se trouvent les marins méditerranéens, et notamment ceux de Port-Vendres, demande l'institution par le Gouvernement d'une indemnité compensatoire entre le salaire réel et le salaire forfaitaire.

ALFONSI (Nicolas)

*Député de la Corse
(1^{re} circonscription)
(PSRG).*

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité consultatif des lignes de Corse [29 novembre 1973] (p. 6499).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Concours financier des pouvoirs publics à l'industrie automobile** [4 décembre 1974] (p. 7374).

— **Salaire de la mère au foyer** [21 mai 1975] (p. 2935).

INTERVENTIONS**1973**

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. **Après l'Article 45** (p. 6127) : défend l'amendement de M. Zucarelli : transfert au conseil régional de la Corse des attributions du comité de gestion du fonds d'expansion économique de la Corse.

1974

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° 1179). **Discussion générale** [10 octobre 1974] (p. 4961) : ampleur décidément limitée du changement en matière constitutionnelle ; le Gouvernement a dû accepter le report dans le temps de l'application de la réforme ; (p. 4962) : du fait de la réforme l'article 23 de la Constitution perd le peu de substance qui lui restait ; désormais il y aurait deux catégo-

ries de suppléants, les « suppléants consolidés » et les « suppléants légers », ceux-ci en votant la censure se priveront de leur siège. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 4967) : sur l'amendement n° 2 du Gouvernement : les suppléants des sénateurs doivent aller au bout de leur mandat. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5162) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de la commission présenté par M. Donnez.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6746) : la protection civile ; les crédits ; l'achat d'un canadiar ; (p. 6747) : les charges des collectivités locales ; l'explosion d'une bombe à la préfecture d'Ajaccio ; le vote par correspondance.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° 1413) [3 avril 1975]. **Discussion générale** (p. 1249) : l'unité nécessaire de la Corse ; l'ampleur du mouvement autonomiste ; (p. 1250) : le projet de loi : l'aveu de vingt années d'erreur ; le vrai problème : apporter une solution au sous-développement de l'île ; la solution : renforcer les moyens de l'administration ; trouver un statut original dérogeant au droit commun. **Discussion des articles** [3 avril 1975]. **Après l'Article 13** (p. 1259) : son amendement n° 9 désignant au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle quarante-cinq conseillers régionaux.

— **Projet de loi portant réforme sur le divorce** (n° 1560). **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier** : **Article 255 du code civil** (p. 3392) : son amendement n° 293 : audition des enfants mineurs ; retiré ; [30 mai 1975] : **Article premier (suite)** : **Article 267 du code civil** (p. 3479) : défend l'amendement n° 305 de M. Brun : réserver l'hypothèse d'un accord des époux ; repoussé ; [3 juin 1975] : **Article premier (suite)** : **Article 237 du code civil** (p. 3499) : son amendement n° 208 : ramener de six à trois ans la durée de rupture de la vie commune ; repoussé. **Explications de vote** [4 juin 1975] (p. 3648) : le groupe socialiste votera le texte malgré sa faible portée et révisera éventuellement sa position si le Sénat le dénature par trop. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1975]. **Article 238 du code civil** (p. 4686) : son amendement n° 2 revenant au texte de l'Assemblée et retenant une notion de préjudice ; adopté. **Après l'Article 289 du code civil** (p. 4691) : retire son amendement n° 4 au profit de l'amendement n° 33 de M. Donnez prévoyant également la collabora-

tion effective des parents en matière d'entretien et d'éducation. **Article 351-2 du code de la sécurité sociale** (p. 4695) : sur l'amendement n° 42 de M. Donnez se prononçant en faveur du partage des pensions de réversion au prorata de la durée respective de chaque mariage.

— **Rappel au règlement** [9 septembre 1975] (p. 6057) : les problèmes fondamentaux de la Corse ; les événements d'Aléria ; inscription d'un débat sur la question corse dès la rentrée parlementaire.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Première lecture. Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6613) : le droit de l'urbanisme révèle un exceptionnel désordre normatif incapable de surmonter la contradiction fondamentale entre l'appropriation privée du sol et les nécessités de l'aménagement de l'espace collectif ; la valeur du sol ne s'apprécie plus que lorsqu'il change de mains ; les tentatives de réforme menées depuis dix ans conduisent à un sentiment d'échec ; un texte qui souffre des mêmes contradictions que les efforts précédents ; la portée limitée du plafond légal de densité qui ne s'appliquera qu'à la cinquante-cinquième millième partie de la France ; la vie urbaine suppose parfois une forte densité d'occupation ; (p. 6614) : le texte proposé risque d'avoir en ce domaine des effets incontrôlables ; le plafond légal de densité ne touche pas aux structures et donne simplement une nouvelle jeunesse au droit de propriété ; les possibilités d'intervention des communes dans les zones foncières seront déterminées par le prix du marché ; il eût été plus sage de geler la valeur foncière au niveau correspondant à l'usage effectif du terrain au jour de la création de la zone ; le texte laisse de côté de nombreuses zones qui représentent une part importante du cadre de vie nationale ; l'affirmation du droit de propriété ne peut faire disparaître les multiples contraintes dans lesquelles on l'enserme ; rappel des propositions de loi du groupe socialiste relatives au rapport de l'homme et du sol. **Discussion des articles** [15 octobre 1975] : **Article 20** : **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6949) : estime qu'il faut renoncer à l'expression contenue dans le sous-amendement n° 505 de M. Lauriol à l'amendement n° 188 de M. Fanton. **Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6953) : ses observations sur l'amendement n° 190 de M. Fanton ; (p. 6954) : sur l'amendement n° 190 de M. Fanton, se rallie à la position du Gouvernement ; [16 octobre 1975] : **Article 20 (suite)** : **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6977) : estime que l'amendement n° 520 du Gouvernement creuse une brèche dangereuse dans le système du droit de préemption ; l'attitude

hostile du groupe des socialistes et des radicaux de gauche. **Après l'Article 24** (p. 6981) : souhaite que la discussion commence par les amendements les plus avancés. **Explications de vote** [17 octobre 1975] (p. 7071) : ne conteste pas l'intérêt de dispositions telles que celles relatives au PDL et aux ZIF ; la faible importance des décisions prises, notamment du fait du rejet de l'impôt foncier ; (p. 7072) : le vote négatif du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 8 quater** (p. 9041) : considère que l'amendement n° 20 de M. Masson est inutile.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale (n° 1981). Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9376) : possibilité de compléter encore le catalogue de fraudes établi par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur ; le caractère opportun de la suppression du vote par correspondance ; la nécessité d'élargir la liste des personnes autorisées à voter par procuration ; le caractère trop restrictif du projet sur ce point particulier. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 9381) : apporte son soutien à l'amendement n° 9 défendu par M. Limouzy. **Article 3** (p. 9382) : son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 12 de M. Limouzy : exiger que les personnes concernées par cet amendement possèdent leur résidence hors du département d'inscription ; adopté ; (p. 9384) : juge que l'amendement n° 15 de M. Limouzy a une importance décisive. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10087) : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Fanton et les propositions de M. Foyer.

1976

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2257). Discussion générale** [6 juillet 1976] (p. 5076) : un débat étranger aux préoccupations du moment ; sa déception devant l'attitude de M. Poniowski ; l'absence d'argumentation dans le projet de loi ; le caractère excessif de la barre à 15 % accentuant les inconvénients de la bipolarisation ; ses artifices électoraux, le maintien d'un découpage archaïque des circonscriptions, moyen pour le Gouvernement de consolider sa majorité ; (p. 5077) : les contradictions de la majorité ; les déclarations de MM. Lecanuet et Duhamel ; indique que les radicaux de gauche et socialistes ne voteront pas un texte qui n'est guère démocratique. **Discussion des articles** [6 juillet 1976] : **Article 2** (p. 5086) : s'étonne de la position du Gouvernement ; demande si l'on s'oriente vers une diversification des seuils. **Article 3** (p. 5089) : critique les propos de M. Baudis

sur la ville de Toulouse [7 juillet 1976] : **Article premier (suite)** (p. 5132) : rend hommage à la sagacité de M. Poniowski qui a senti ce qu'une décimale allait apporter pour lutter contre les combinaisons électorales. **Explications de vote** [7 juillet 1976] (p. 5135) : sa déception ; une atteinte à la majorité et aux institutions ; un débat d'un caractère déprimant et mystérieux ; le vote des socialistes et des radicaux de gauche contre le projet.

— **Rappel au règlement** [7 juillet 1976] (p. 5131) : suspension de séance avant la discussion du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (n° 3199). Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 8970) : les conditions d'examen du texte ; les procédures applicables définissant les responsabilités des constructeurs ; le régime prévu par la loi du 3 juillet 1967 ; (p. 8971) : l'assurance des dommages ; l'amendement du groupe du PSRG relatif à l'action directe ; le coût de l'assurance ; ne pas aggraver la situation des sous-traitants ; le rôle de la jurisprudence ; l'avis favorable du groupe du PSRG sur le projet de loi. **Discussion des articles. Article 2 : Article 1792-1 du code civil** (p. 8978) : distinguer la notion de vente de celle de construction ; la couverture de la responsabilité du vendeur constructeur. **Article 1792-3 du code civil** (p. 8979) : son amendement n° 72 ; suppression des dispositions relatives à l'inclusion dans les contrats d'une garantie d'une durée supérieure ; devenu sans objet. **Article 1792-4 du code civil** (p. 8980) : son amendement n° 73 : responsabilité solidaire du fabricant d'un ouvrage des obligations à la charge du locateur d'ouvrage ; repoussé. **Article 1792-6 du code civil** (p. 8982) : la nature de l'acte de réception ; le maintien du texte du Sénat ; (p. 8983) : l'absence d'intérêt d'une intervention du juge au moment de la réception. **Article 3** (p. 8986) : les confusions dont pourrait être à l'origine l'expression « obligations contractuelles » ; son amendement n° 75 : nouvelle rédaction de l'article 2270 du code civil relatif au délai de prescription ; retiré ; (p. 8987) : le problème posé par le caractère suspensif du délai des demandes en justice ; la nécessité de préciser que les demandes en justice interrompent la prescription ; (p. 8988) : la régression par rapport au droit actuel de l'adoption du caractère suspensif de la prescription des demandes en justice. **Article 6** (p. 8989) : les amendements

adoptés par le groupe du PSRG ayant trait à l'isolation phonique ; (p. 8990) : son amendement n° 76 : suppression de la référence à la réception des travaux ; indique qu'il proposera de porter d'un mois à un an le délai de garantie ; adopté ; (p. 8991) : son amendement n° 77 : fixation du délai de garantie à un an ; la nécessité d'un délai suffisamment long pour apprécier le respect des règles d'isolation phonique ; adopté. **Article 11 : Article L 241-1 du code des assurances** (p. 9000) : son amendement n° 78 : souscription de la prise de responsabilité obligatoire avant l'ouverture des chantiers ; la transformation de l'amendement n° 78 en un sous-amendement à l'amendement n° 60 de M. Gilbert Mathieu ; ce sous-amendement est retiré. **Article L 242-1 du code des assurances** (p. 9002) : son amendement n° 79 : dispositions de coordination ; retiré ; (p. 9003) : la nécessité de ne pas créer un système de versement de provision. **Article L 243-6 du code des assurances** (p. 9005) : son amendement n° 80 : action directe des victimes des dommages contre l'assureur au cas où le responsable se trouve en règlement judiciaire ou en liquidation de biens ; l'article L. 124-3 du code des assurances ; adopté. **Article 14** (p. 9009) : son amendement n° 81 : conditions d'application de la loi ; devenu sans objet. **Seconde délibération du projet de loi. Explications de vote** (p. 9010) : le vote favorable du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1977]. **Article premier** (p. 9170) : la notion de « présomption de responsabilité ». **Article 11** (p. 9174) : son avis favorable sur l'amendement n° 11 de M. Richomme.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés (n° 2516). Troisième lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1977]. **Article 6** (p. 9177) : la pression du Sénat sur le Gouvernement ; son avis favorable sur l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; son vote hostile sur l'ensemble du texte.

ALLAINMAT (Yves)

Député du Morbihan
(5^e circonscription)
(PSRG).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prendra acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 211) tendant à **incorporer des appelés dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris (n° 600)** [28 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1347) tendant à créer un contingent spécial de **croix de la Légion d'honneur** et de **l'ordre national du Mérite** pour le 30^e anniversaire de la victoire et le 30^e anniversaire de la libération des camps de concentration (n° 1549) [11 avril 1975].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Arrestations et interpellations en Guyane** [11 décembre 1974] (p. 7675, 7676).

— **Mesures disciplinaires à l'école polytechnique** [21 mai 1975] (p. 2934).

• question orale sans débat :

— (n° 24685) : **Ingénieurs du ministère de l'agriculture** [12 décembre 1975] (p. 9761, 9762) : arbitrage demandé pour le règlement des problèmes statutaires et indiciers des trois corps d'ingénieurs du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, des travaux des eaux et forêts, des travaux ruraux).

• question au Gouvernement :

— **Personnels des caisses du régime des non-salariés** [10 novembre 1976] (p. 7884) : les difficultés existant entre la CANAM et divers organismes conventionnés ; les risques de licenciements.

• questions orales sans débat :

— (n° 36298) : **Salaires des ouvriers des armées** [22 avril 1977] (p. 2110, 2111) : le décret du 28 mars 1977, mesure d'autorité, aboutissant à une baisse du pouvoir d'achat ; nécessité pour le Gouvernement d'élaborer un plan de sauvegarde des établissements d'Etat.

— (n° 37793) : **Interdiction de soumissionner pour des marchés d'Etat faite à trois**

entreprises [6 mai 1977] (p. 2550, 2551) : les conséquences pour l'emploi en Bretagne des sanctions prises contre les entreprises Reveto, Sacer et Via France ; les normes salariales avaient seulement été conseillées aux entreprises ; le risque de mettre en cause la politique contractuelle.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). Discussion des articles [25 mai 1977]. **Article 2** (p. 3012) : **réponse au rappel au règlement de M. R.-A. Vivien** ; temps de parole des orateurs.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

— **Équipement et aménagement du territoire.** — **Équipement, aménagement du territoire et urbanisme** [16 novembre 1977] (p. 7522) : précise à M. Hamel qu'en raison du retard pris dans le débat budgétaire, il est impossible de suspendre la séance pour permettre de suivre le match de football France-Bulgarie.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116). Discussion des articles [7 décembre 1977]. **Avant l'Article premier. Réponse au rappel au règlement de M. Briane** (p. 8382) : la mise en distribution des amendements non encore distribués. **Réponse au rappel au règlement de M. Briane** (p. 8383) : les conditions de distribution régulière des amendements relatifs au projet de loi sur les SAFER (p. 8384) ; les conditions de distribution des amendements par les services. **Réponse au rappel au règlement de M. de Poulpiquet** : la distribution très prochaine des amendements non encore distribués.

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1162) : évoque l'œuvre de M. Jean Le Coutaller, ancien sous-secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; demande une application loyale du rapport constant, la création d'une commission tripartite comprenant des représen-

tants du Parlement ; demande le retour à l'égalité des droits à la retraite du combattant ; (p. 1163) : l'amélioration du sort des veuves de guerre et de leurs ascendants ; souhaite le retour à la proportionnalité des pensions d'invalidité inférieures à 100 % ; l'abrogation des forclusions ; demande que le 8 mai soit une journée nationale fériée, que le contentieux des anciens d'Algérie soit réglé.

— **Projet de loi relatif au service national** (n° 360). Discussion des articles [13 juin 1973]. **Article premier** (p. 2077) ; son amendement : libre choix pour les jeunes gens âgés de dix-huit ans de la date de leur incorporation ; (p. 2105) : jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, extension de la fourchette des âges d'incorporation ; explique le vote de son groupe contre l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (art. 20 et 21). — **Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46** [8 novembre 1973] (p. 5420) : personnels civils des arsenaux ; décisions prises par la délégation ministérielle à l'armement ; fermeture d'établissements d'Etat ; liquidation d'établissements et déflation des effectifs ; diminution des effectifs à statut à Lorient ; sous-traitance accrue avec les entreprises privées ; (p. 5421) : profits réalisés sur la fabrication des armements ; contentieux sur les salaires ; souhait de concertation de ces personnels ; problème de remboursement aux retraités du 1 % de cotisation supplémentaire (art. 46 du projet de loi de finances) ; insuffisance des crédits d'entretien programmés et d'entretien des immeubles ; insuffisance des mesures prises en faveur des personnels ; sujétions du personnel embarqué.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645) [13 juin 1974]. **Article L 617-3 du code de la santé publique** (p. 2663) : son amendement n° 88 relatif au renouvellement tacite de l'autorisation ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [14 juin 1974] (p. 2720) : inscription en tête de l'ordre du jour d'une séance des projets de portée limitée.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° 1058). Discussion des articles [20 juin 1974]. **Article 13** (p. 2850) : sur l'article : amnistie des personnels civils des armées.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires. — **Budgets annexes du service des essences et du service des poudres**

[12 novembre 1974] (p. 6187) : l'austérité ; les matériels ; l'armée et la nation ; les propositions du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; le règlement de discipline générale ; (p. 6188) : l'accès des militaires à des fonctions civiles ; les socialistes ne voteront pas le budget. **Avant l'Article 50** (p. 6210) : son amendement n° 125 : rapport du Conseil supérieur de la fonction militaire sur la situation indiciariaire des militaires ; rejeté.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171). **Discussion des articles** [10 avril 1975] (p. 1530). **Article 18** : son amendement n° 116 ; supprimer l'article 18 ; ne pas admettre l'officialisation des pas de porte ; repoussé ; **Après l'Article 21** (p. 1531) : son amendement n° 122 ; en cas de conflit résultant d'un contrat de vente d'herbe, assimiler ce contrat à un contrat de fermage ; (p. 1532) : remédier à l'insécurité absolue de certains agriculteurs ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° 1555). **Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Article 11** (p. 2079) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. de Poulpiquet.

— **Rappel au règlement** [17 octobre 1975] (p. 7073, 7074) : inscription à l'ordre du jour prioritaire du projet de loi relatif au statut général des militaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° 1907) [17 octobre 1975]. **Discussion générale** (p. 7077) : approuve le principe de la réforme qui rend à l'armée sa place dans la nation ; la réduction du Parlement à un rôle subalterne compte tenu de la procédure utilisée par le Gouvernement ; les lacunes que comprend le projet ; le caractère insatisfaisant de la création du corps des sous-officiers majors ; la déception des retraités ; procéder à un relèvement indiciariaire de tous les grades actuels ; sa réponse au ministre de la défense ; (p. 7078) : regrette que les dispositions sur le congé spécial ne soient pas applicables aux ingénieurs militaires. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7093) : son intervention sur la situation des sous-officiers retraités et sur celle des officiers à certains échelons ; son amendement n° 34 : remplacer l'expression « état militaire » par celle de « fonction militaire » ; repoussé ; (p. 7095) : son amendement n° 35 : supprimer le troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article premier ; améliorer la situation des sous-officiers sans allonger la liste des grades ; supprimer les grades

de sergent et de second maître ; demande au ministre si les propositions relatives à la seule création du grade des majors auront une incidence pour les retraités ; repoussé ; (p. 7097) : son amendement n° 37 : insérer un nouvel alinéa réaffirmant le principe de la liberté d'opinion et de croyance pour les militaires ; repoussé ; son amendement n° 38 : abroger l'article 8 de la loi du 13 juillet 1972 ; repoussé ; son amendement n° 39 : possibilité pour les militaires d'adhérer à des groupements ou des associations à caractère politique ; s'élève contre l'impossibilité qui lui a été faite de soutenir son amendement ; repoussé ; (p. 7098) : son amendement n° 40 : donner aux militaires la faculté d'adhérer à des groupements professionnels spécifiques ; repoussé ; sur l'amendement n° 4 de M. Mourot, rappelle que les sous-officiers de gendarmerie souhaitent avoir des échelles de soldes spécifiques ; (p. 7099) : son amendement n° 41 : préciser que la notation annuelle devra être communiquée à l'intéressé et signée par lui ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 27 de M. Mourot. **Article 3** (p. 7106) : son amendement n° 42 : dans le texte proposé pour l'article L. 12 du code des pensions, substituer aux mots « dont la limite d'âge de grade est inférieure à cinquante-huit ans » les mots « non officiers généraux » ; retiré. **Article 7** (p. 7110) : son amendement n° 43 : supprimer l'expression « sur proposition du ministre de la défense après avis du conseil supérieur de l'armée intéressée ou du conseil correspondant » ; repoussé. **Après l'Article 9** (p. 7111) : son amendement n° 44 : faciliter la rédaction éventuelle des décrets d'application ; repoussé ; son amendement n° 45 : prévoir un décret pour assurer la transition entre l'ancienne législation et celle découlant de la présente loi ; retiré ; son amendement n° 46 : consultation obligatoire du conseil supérieur de la fonction militaire sur tous les textes d'application de la présente loi ; repoussé. **Seconde délibération du projet de loi. Discussion des articles. Article premier** (p. 7114) : son amendement n° 2 : abroger l'article 8 de la loi du 13 juillet 1972 ; supprimer la censure sur les publications dans les enceintes militaires ; repoussé ; son amendement n° 3 : permettre aux militaires d'adhérer à des groupements politiques et de se porter candidats à des fonctions publiques électives ; repoussé. **Explications de vote** (p. 7114) : l'amélioration de la situation de certains militaires apportée par le projet ; les lacunes de celui-ci ; l'abstention du groupe socialiste.

— **Proposition de loi relative à la prolongation pour certains volontaires de la durée du service militaire dans la marine** (n° 1544). **Discussion générale**

[17 décembre 1975] (p. 9950, 9951) : n'apporte son approbation à la proposition que dans la mesure où elle ne s'applique qu'à la marine.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille (n° 2220). Discussion des articles [19 mai 1976].** Après l'Article 19 (p. 3235) : son amendement n° 5 concernant la transmission des demandes tendant à obtenir une libération anticipée sous couvert du chef de corps et du préfet ; retiré ; son amendement n° 6 n'a plus d'objet.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268). Discussion générale [25 mai 1976]** (p. 3425) : l'amélioration de la condition militaire et le malaise régnant au sein des armées ; (p. 3426) : le déficit considérable entre les commandes prévues au titre de la marine et les livraisons effectuées ; le vieillissement de la flotte en service ; le sacrifice de la flotte de surface ; l'absence d'engagement formel en ce qui concerne les crédits en dépit de la nouvelle loi de programmation ; l'absence de hiérarchie entre les objectifs et la disparition des « noyaux durs » ; l'incohérence du projet avec le VII^e Plan ; le sacrifice de certains programmes prioritaires et la baisse de la crédibilité de notre marine de surface.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7747) : la marine ; les retards apportés dans les commandes ; la chute du tonnage ; les crédits de paiement en régression pour la flotte conventionnelle ; le sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; (p. 7748) : le plan de charge ; les programmes avisos et corvettes ; la réduction des crédits pour les munitions et engins classiques ; les réductions et les abandons ; les commandes aléatoires d'exportation ; la crédibilité de notre flotte ; l'indépendance nationale.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement (n° 2387). Discussion des articles [7 avril 1977].** Article 3 : Après l'Article 102-1 du code du travail maritime (p. 1617) : son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 7 de M. Brocard ; repoussé. Article 102-4 du code du travail maritime (p. 1618) : son amendement n° 39 soutenu par M. Le Pensec ; repoussé ; (p. 1619) : son amendement n° 40 soutenu par M. Le Pensec ;

adopté. Article 102-6 du code du travail maritime (p. 1620) : son amendement de suppression n° 41 ; adopté. Article 102-9 du code du travail maritime (p. 1621) : son amendement n° 42 soutenu par M. Le Pensec ; devenu sans objet ; son amendement n° 43 : suppression des dispositions relatives à la localisation de réalisation des formalités de licenciement ; devient sans objet. Article 102-12 du code du travail maritime : son amendement n° 44 soutenu par M. Le Pensec ; devenu sans objet. Article 102-14 du code du travail maritime (p. 1622) : son sous-amendement n° 45 soutenu par M. Le Pensec à l'amendement n° 23 de M. Brocard ; repoussé. Article 102-19 du code du travail maritime (p. 1623) : son amendement n° 46 soutenu par M. Le Pensec ; adopté ; (p. 1624) : son amendement n° 47 soutenu par M. Le Pensec ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels (n° 2844). Discussion des articles [16 juin 1977].** Article 3 (p. 3898) : la surveillance de la route les dimanches après-midi.

— **Proposition de loi tendant à accorder la qualité de pupille de la nation aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix (n° 1526). Discussion générale [28 juin 1977]** (p. 4375) : la proposition de loi de M. Lucien Pignion ; le champ d'application de la proposition de loi ; les conclusions du rapport ; la non-attribution de la qualité de pupille de la nation ; les formules de protection proposées ; l'extension des mesures de protection particulière à des fonctionnaires ou travailleurs autres que les militaires ; (p. 4376) : les limites quant à la notion de services ; le contenu de la protection particulière ; les aides prévues.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [9 novembre 1977]. Après l'Article 66 (p. 7233) : son amendement soutenu par M. Darinot : institution d'une taxe sur l'ensemble des marchés militaires et des marchés publics ; repoussé.

ALLONCLE (Michel)

*Député de la Charente
(3^e circonscription)
(UDR puis RPR).*

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre du travail [18 décembre 1974] (p. 3040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le ministre du travail [20 juin 1975] (p. 4568).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article L 310 du code de la sécurité sociale afin d'assouplir les conditions d'attribution de l'indemnité correspondant à l'assistance d'une tierce personne (n° 102) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux conseils généraux de créer des caisses départementales d'aide à l'accession à la propriété, en faveur des personnels des collectivités locales (n° 597) [28 juin 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — IX. **Protection de la nature et de l'environnement** (n° 682) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1177) relatif à la protection sociale commune à tous les Français et instituant une compensation entre régimes de base de sécurité sociale obligatoires (n° 1227) [10 octobre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — XI. **Qualité de la vie**. — I. **Environnement** (n° 1231) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi n° 1298 modifié par le

Sénat, relatif à la protection sociale commune à tous les Français et instituant une compensation entre régimes de base de sécurité sociale obligatoires (n° 1375) [6 décembre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Tome IX : **Qualité de la vie : Environnement** (n° 1917) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Tome X : **Qualité de la vie : Environnement** (n° 2530) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Tome VI : **Culture et environnement : Environnement** (n° 3148) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Importation de moteurs électriques de la République démocratique allemande** [11 décembre 1974] (p. 7673).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Protection de la nature et de l'environnement, rapporteur pour avis [19 novembre 1973] (p. 6040) : ampleur et rapidité de l'urbanisation et ses conséquences ; dégradation du milieu naturel ; difficultés de contrôle de l'expansion industrielle et urbaine ; urgente nécessité des plans d'occupation des sols ; coût affectif et économique de l'exode rural ; résidence secondaire et ségrégation sociale ; (p. 6041) : espace rural et protection de la nature ; ramassage des ordures ménagères ; accidents de la route, nuisances de la route ; situation du réseau des transports en commun et gratuité ; réorientation totale de l'appareil de production dans les pays industrialisés ; législation française dans le domaine des nuisances ; associations de défense ; son analyse des crédits budgétaires ; environnement et action administrative quotidienne ; participation des citoyens ; politique européenne de l'environnement.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale**

(n° 1177), rapporteur. **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5047) : accord des députés sur le principe de la compensation démographique ; la disparité des régimes sociaux est un premier obstacle à la compensation démographique ; l'équité du système proposé et solidarité des actifs et des inactifs ; (p. 5048) : il faut égaliser les « taux d'effort » des différents régimes ; transferts prévisibles et équilibre financier du régime général ; le projet gouvernemental est l'objet d'un procès d'intention ; la commission a marqué sa volonté de voir le Parlement se prononcer chaque année sur le budget social de la nation. **Discussion des articles. Article 2** (p. 5105) : son amendement n° 14 : égalité de tous les assurés devant la compensation ; retiré ; son amendement n° 15 : information des parties à la compensation ; retiré ; son amendement n° 16 ; retiré. **Deuxième lecture** [12 décembre 1974] (p. 7744) : trois amendements importants proposés par la commission des affaires sociales du Sénat se sont vu opposer l'article 40 de la Constitution ; approbation de la disposition votée par le Sénat supprimant la référence aux droits sur les alcools ; la commission propose d'adopter le texte du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — I. **Environnement**, rapporteur pour avis [30 octobre 1974] (p. 5641) : le maintien des acquis précédents ; (p. 5642) : progression moindre que l'ensemble du budget de l'Etat ; reconduction des priorités en faveur de la lutte contre les pollutions et nuisances et de la protection de l'espace naturel ; tenir compte de l'apport des agences financières de bassin ; réconcilier environnement et industrie ; l'industrie ne peut se développer contre la population : cas des centrales nucléaires ; constitution d'un grand marché de l'anti-pollution ; l'application de la loi de 1917 sur les établissements classés ; nécessité d'incitations financières ; les contrats de branches ; les ateliers régionaux des sites et paysages ; l'assistance technique aux municipalités des villes moyennes ; (p. 5643) : le remembrement rural ; avis favorable de la Commission.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — I. **Environnement**, rapporteur pour avis [7 novembre 1975] (p. 8079) : la nouvelle présentation des crédits de l'environnement ; avoir une connaissance plus précise des phénomènes à combattre ; (p. 8080) : le renforcement des services du ministère ; la création d'un bureau de l'en-

vironnement dans chaque préfecture ; la stagnation des crédits du FIANE.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — I. **Environnement**, rapporteur pour avis [3 novembre 1976] (p. 7463) : le FIANE ; les crédits affectés au fonctionnement des services ; le « traitement des agressions » ; l'amélioration du cadre de vie ; (p. 7464) : le département de l'environnement ; les délégués régionaux ; les régions des Antilles et de la Guyane ; l'action, l'information au niveau départemental ; la politique de l'eau ; l'effort d'équipement ; un programme à long terme de développement et de réalisation de la qualité des ressources en bourse ; le PAP n° 24 : « défendre le patrimoine naturel » ; ses trois éléments : la protection et la gestion du patrimoine naturel, la lutte contre les nuisances, le tourisme social ; le traitement des déchets ; la loi sur la protection de la nature.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 28** (p. 6252) : son amendement n° 45 : suppression de la suspension de la perception de la taxe du fonds forestier national sur les importations de produits d'exploitation forestière et de sciage d'essences feuillues ; non soutenu.

Deuxième partie :

Culture et environnement. — II. **Environnement**, rapporteur pour avis [20 octobre 1977] (p. 6427) : l'évolution de la politique de l'environnement ; la mise en place d'une véritable politique de gestion de l'environnement ; les projets de loi de finances de 1972 et 1973 ; la progression considérable du budget de l'environnement en 1978 ; les dotations du FIANE ; la stagnation des moyens en personnel ; (p. 6428) : le faible nombre des ateliers régionaux de sites et paysages ; les moyens financiers des parcs nationaux ; l'ouverture d'une ligne de crédit permettant une participation permanente de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des parcs naturels régionaux ; l'évolution des dépenses en capital ; les crédits affectés aux espaces verts ; la mise en place du « plan Bleu » ; les interventions dans le domaine de l'eau ; la création d'un fonds d'intervention contre les pollutions massives accidentelles ; l'avis favorable de la

commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Examen des crédits [20 octobre 1977]. **Etat C - Titre V** (p. 6444) : son amendement n° 155 : diminution des autorisations de programme du titre V ; le financement du plan de recherche scientifique avec les Etats riverains de la Méditerranée ; l'inscription budgétaire des crédits affectés au plan de recherche scientifique avec les Etats riverains de la Méditerranée ; amendement n° 155 retiré.

ANDRIEU (Maurice)

Député de Haute-Garonne
(3^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **V. Aménagement du territoire, équipement et logement : logement, problème social** (n° 682) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la composition des conseils d'administration des offices publics d'HLM (n° 1359) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** portant exonération du paiement des cotisations dues par les retraités au titre des assurances maladie, maternité, invalidité, décès (n° 1706) [5 juin 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome VII : Equipement : logement, problème social** (n° 1917) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome VIII : Equipement et aménagement du territoire : logement, problème social** (n° 3148) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Extension du camp militaire du Larzac** [26 juin 1974] (p. 2968).

— **Situation des personnels de l'ORTF** [27 novembre 1974] (p. 7101).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° 18971), **Falala** (n° 19360), **Ducloné** (n° 19428), **Coulais** (n° 19952), **Gau** (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3693) : gravité de la crise dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, particulièrement dans la ré-

gion Midi-Pyrénées, à la suite de la réduction des crédits pour le logement social ; (p. 3694) : nécessité de mener une autre politique conforme à d'autres choix économiques.

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciement de deux médecins du travail à Toulouse** [15 octobre 1975] (p. 6917) : illégalité de ces licenciements : protection des médecins du travail contre les pressions patronales.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Bayou (n° 484) : Situation des veuves civiles chefs de famille**, en qualité de suppléant [9 avril 1976] (p. 1607, 1608) : les difficultés rencontrées par les veuves pour se réinsérer dans la vie professionnelle ; l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; l'augmentation du taux de réversion ; demande l'octroi aux veuves du cumul intégral.

• *questions au Gouvernement :*

— **Respect de la liberté de la presse** [12 mai 1976] (p. 2925) : perquisitions dans les locaux de journaux de Toulouse ; réquisition de clichés et de films relatifs aux manifestations d'étudiants.

— **Modernisation du canal du Midi** [19 mai 1976] (p. 3194) : rentabilité de la modernisation du canal du Midi de Toulouse à Sète et Port-la-Nouvelle, possibilité d'un financement complémentaire par les collectivités locales et régionales.

• *question orale sans débat :*

— (n° 29658) : **Enseignement de l'architecture** [18 juin 1976] (p. 4379, 4380) : la situation de l'université de Toulouse ; l'insuffisance du nombre des professeurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Université de Toulouse - Le - Mirail** [27 octobre 1976] (p. 7102, 7103) : retenue effectuée sur les traitements de certains professeurs.

— **Amélioration de la circulation dans la ville de Toulouse** [29 juin 1977] (p. 4423) : absence de voie de contournement à la périphérie de la ville, inconvénients de la rocade Sud.

— **Office interdépartemental d'HLM de la région parisienne** [5 octobre 1977] (p. 5839) : sauvegarde des intérêts des locataires ; participation des locataires à la gestion des offices.

— **Abattage d'arbres et protection de l'environnement** [9 novembre 1977] (p. 7222) : platanes bordant le canal du Midi, à Toulouse.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [18 mai 1973] (p. 1407) : propos du ministre et moyens de financement ; problème de la politique foncière ; nécessité d'aboutir à une véritable maîtrise des sols urbains utiles sans aucune spoliation des propriétaires ; dispositions de la proposition de loi de son groupe relative au problème foncier ; insuffisance des moyens financiers des collectivités publiques pour constituer des réserves foncières ; proposition de taxe foncière assise sur la valeur vénale des propriétés bâties et non bâties ; interdiction faite aux collectivités publiques de céder des terrains en pleine propriété, sauf aux collectivités locales ou aux offices fonciers départementaux dont la création est préconisée ; cas de la ZUP de Toulouse-Rangeuil ; (p. 1408) : sa référence à une note de l'inspection des finances du 18 janvier 1971 sur la fiscalité foncière ; souhaite que le développement urbain et rural ne soit plus entre les mains d'une classe dominante ; ségrégation sociale au centre des villes ; construction de logements sociaux et moyens financiers des municipalités ; type de construction pour personnes seules, pour handicapés et pour personnes âgées ; rénovation du quartier Saint-Georges à Toulouse ; ses observations sur le principe de rentabilité ; sa référence aux propos de M. Christian Bonnet sur le problème foncier au congrès des HLM à Vittel.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement, rapporteur pour avis [14 novembre 1973] (p. 5757) : aspects du problème social du logement ; nécessité de mesures pour alléger le financement des constructions HLM et pour augmenter l'allocation de logement ; soutien de la commission des Affaires culturelles à l'amendement du rapporteur de la commission des finances (construction de 13.000 PLR) ; problème de la qualité de l'habitat social ; plan construction et politique des modèles ; label « acoustique » ; problème de l'environnement ; intégration des ensembles et dimension des programmes ; équipements socio-culturels ; financements spéciaux pour la construction de parkings souterrains ; ségrégation dans le logement social ; aide à la prime et ses conséquences ; aide à la personne et modulation des loyers en fonction des ressources des occupants ; personnels spécialisés auprès des organismes HLM pour résoudre les problèmes d'intégration ; réforme de l'allocation de logement ; intégration des charges locatives

communes dans le montant du loyer ; lutte contre la ségrégation au niveau de l'implantation et problème de la charge foncière ; lutte contre l'habitat insalubre et restauration des immeubles anciens ; (p. 5758) : moyens de concertation et d'animation au niveau des organismes gestionnaires et des usagers dans l'habitat social ; nouvelles structures des OPAC ; souhaite une majoration rapide des prix plafonds construction dans les HLM ; révision des plafonds de ressources et des barèmes des surloyers ; [15 novembre 1973] (p. 5787) : création des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ; ses observations sur le décret du 22 octobre 1973 précisant ces nouvelles structures ; allègement des règles de gestion, composition des conseils d'administration, procédure budgétaire et régime financier, dispositions relatives au personnel ; (p. 5788) : pouvoirs du directeur général et garanties du personnel, modalités du licenciement ; demande au secrétaire d'Etat la suppression du droit de licenciement du projet de règlement ; situation des gérants, concierges et gardiens d'immeubles ; ses observations sur les rémunérations du personnel ; souhaite que le règlement du personnel soit reconsidéré, garantie de l'emploi. **Examen des crédits. Article 37** (p. 5803) : son amendement (redistribution des crédits HLM) : nécessité des PLR pour les catégories les moins fortunées, qualité de ces logements ; (p. 5805) : irrecevabilité, se rallie à l'amendement de M. Ligot.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1161). Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3730) : lock-out constitutionnel ; sort des agents statutaires ; destin des orchestres parisiens de l'ORTF ; risque de déqualification des personnels de l'audio-visuel. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3745) : son amendement n° 113 : rôle de l'établissement public de diffusion dans la fixation des normes techniques ; repoussé. **Article 22** (p. 3802) : amendement n° 60 : intégration des personnels du service de la redevance dans les services des impôts ; repoussé. **Article 25** (p. 3810) : amendement n° 62 : suppression de toute date limite pour l'élaboration des conventions collectives ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie (n° 1178). Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4820) : problèmes de gestion posés par le projet aux différentes sociétés de HLM ; financement des compteurs individuels ; (p. 4821) : l'année 1973-1974 constitue une mauvaise base de référence.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5647) : la rentabilité tient lieu trop souvent de cadre de vie ; ce département mériterait un grand ministère ; aucun droit de regard sur l'aménagement du territoire ; exemple de la rocade sud de Toulouse ; mettre un terme à de tels errements ; (p. 5648) : la participation des élus et des populations ; les impératifs de la qualité de la vie dans le logement social ; l'implantation des centrales nucléaires ; imposer des mesures aux compagnies pétrolières pour éviter la pollution des mers ; la lutte contre la pollution en Suède et aux Etats-Unis ; les agences financières de bassin ; les économies indirectes de la lutte contre les nuisances ; conclure des accords internationaux mettant les entreprises à égalité ; dans ces actions antipolluantes le plan devra procéder à des choix tenant compte de la protection et du bon usage des biens naturels ; une action immense avec un budget dérisoire ; les études confiées à des organismes extérieurs ; le comité national écologique ; le développement des prises de conscience ; la lutte contre la pollution en Méditerranée est une urgence.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Première lecture. Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7842, 7843) : évoque le problème du logement, celui des transports, celui des aménagements indispensables dans les écoles ; demande que les familles soient informées sur les risques héréditaires ; demande le développement de la prévention ; demande également l'utilisation des moyens audio-visuels pour informer les personnes handicapées et pour éduquer les autres. **Discussion des articles : Article premier** (p. 7855) : défend l'amendement n° 120 de M. Saint-Paul : garantie des ressources suffisantes ; repoussé ; défend l'amendement n° 121 de M. Saint-Paul prévoyant expressément la responsabilité de l'Etat ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 7856) : défend l'amendement n° 15 de M. Saint-Paul tendant à créer un fonds national en faveur des handicapés ; repoussé. **Article 4** (p. 7865) : défend l'amendement n° 140 de M. Saint-Paul concernant une allocation de surcoût ; repoussé ; défend l'amendement n° 141 de M. Saint-Paul concernant la décision de prise en charge ; retiré ; [17 décembre 1974] : **Article 6** (p. 7933) : son amendement n° 154 : contribution du complément indépendamment de l'allocation ; rejeté. **Article 9** (p. 7936) : son amendement n° 154 ; concertation avec les associations spécialisées ou non ; retiré. **Article 10** (p. 7937) : son amendement n° 158 ; adaptation du code du travail pour faciliter l'intégration des handica-

pés ; retiré. **Article 11** (p. 7938) : son amendement n° 163 : composition tripartite de la commission ; représentation des collectivités locales ; retiré ; (p. 7939) : son amendement n° 160 : la commission donne son avis sur l'orientation, la décision restant aux organismes de sécurité sociale ; retiré. **Article 16** (p. 7946) : amendement n° 208 : refus du clivage entre les établissements relevant du ministère du travail et ceux placés sous la tutelle du ministère de la santé ; éviter les classifications arbitraires réunies sous le vocable « établissements de travail protégé » ; l'ensemble de ces établissements ; rejeté par scrutin ; [18 décembre 1974] (p. 8026) : ses observations sur l'amendement n° 80 ; l'utilité du recensement des équipements indispensables aux ateliers protégés ou aux centres d'aide par le travail ; [19 décembre 1974]. **Après l'Article 38** (p. 8100) : son amendement n° 193 : dépôt d'un projet de loi de programme (le manque d'équipement et de personnel qualifié) ; rejeté. **Article 47** (p. 8106) : son amendement n° 204 : mise en œuvre des dispositions de la présente loi au plus tard le 31 décembre 1975 ; (p. 8107) : rejeté par scrutin public. **Deuxième lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2717) : observe que les modifications proposées par les socialistes se sont vu opposer l'article 40 ; la volonté des socialistes de voir les handicapés devenir des travailleurs salariés comme les autres ; (p. 2718) : regrette que l'Etat n'ait pas assuré la mise en œuvre du principe de la solidarité nationale et souhaite un réexamen du régime fiscal des handicapés, un effort d'information et une campagne de sensibilisation au problème.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1974] (p. 7959) : l'absence de réponse à sa question écrite relative à la rocade sud de Toulouse.

1975

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 1480). **Discussion des articles** [29 avril 1975]. **Titre** (p. 2225) : extension de la sécurité sociale à certaines catégories de citoyens ; désillusions de l'opinion du fait de l'emploi du terme « généralisation » ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1570). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article 9** (p. 2579) : s'associe aux propos de M. Canacos : relever les prix plafonds des logements sociaux ; le plafond des réserves foncières. **Après l'Article 10** : son amendement n° 21 : abroger les deux premiers alinéas de l'article 72 de

la loi du 30 décembre 1974 portant loi de finances pour 1975 ; absence de publication du décret de répartition de la redevance ; retirer au Gouvernement la délégation législative ; (p. 2580) : les difficultés qui surgissent à la faveur de la répartition des crédits ; retiré.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s 1588 et 1881). **Discussion des articles** [14 octobre 1975]. **Article 8** (p. 6828) : ne pas déduire le versement de l'aide normale de l'Etat. **Article 2 (suite)** (p. 6844) : ses observations sur l'exemption des organismes d'H.L.M. ; [15 octobre 1975] : **Article 20** (p. 6932) : pose une question relative au rôle des domaines en matière d'estimation. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10098) : s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). **Deuxième partie** :

Equipement. — Logement, rapporteur pour avis [24 octobre 1975] (p. 7388) : un projet présenté en valeur et non en volume ; la diversité excessive des types de logements ; la rénovation des logements anciens ; le caractère trop élevé des loyers dans les HLM ; (p. 7389) : alléger les charges du financement de la construction ; le sort des exclus du logement social ; décentraliser la politique du logement social ; l'avis défavorable de la commission des affaires culturelles quant à l'adoption des crédits. **Discussion des articles** [28 octobre 1975]. **Après l'Article 52** (p. 7426) : ses observations sur l'amendement n° 136 de M. Michel.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8505) : la situation désastreuse des bibliothèques universitaires ; leur donner un statut d'établissement public ; demande des précisions sur le transfert de la lecture publique au secrétariat d'Etat aux affaires culturelles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation** (n° 1512). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1975]. **Article 6** (p. 10100) : juge que l'amendement n° 10 de M. Fanton constitue une meilleure protection des occupants que le système imaginé par le Sénat.

— **Proposition de loi relative à la sous-traitance** (n° 1449). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1975]. **Article 3 bis** (p. 10130) : est partisan des contrats types à condition qu'ils ne soient pas obligatoires. **Article 4 B** (p. 10131) : estime

que l'engagement *a priori* est une garantie indispensable. **Article 9 A** (p. 10135) : propose une modification à l'amendement n° 21 de M. Lauriol. **Explications de vote** (p. 10137) : le vote favorable du groupe socialiste.

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès des salariés à la propriété des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel et à la construction d'immeubles locatifs d'entreprise (n° 1534).** **Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10147) : juge la proposition « dérisoire » ; rappelle le caractère paternaliste de cette proposition et les obstacles qui s'opposent pour les travailleurs à l'accès à la propriété. **Discussion des articles.** **Article 5** (p. 10149) : son amendement n° 7 : mettre à la charge de l'employeur la rémunération des experts ; retiré. **Deuxième lecture.** **Discussion générale** [13 mai 1976] (p. 2966) : trouve la proposition de loi inconsistante ; souligne que ce qui manque aux salariés n'est pas l'information mais les moyens indispensables pour accéder à la propriété d'un logement ; souligne que les suggestions du rapport Barre sont inquiétantes ; (p. 2967) : la nécessité de rechercher une solution plus simple pour donner aux moins favorisés le toit dont ils ont besoin ; les socialistes et radicaux de gauche voteront la proposition en discussion tout en invitant le Gouvernement à prendre des mesures propres à résoudre le problème du logement.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels (n° 2017).** **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975]. **Explications de vote** (p. 10169) : indique que le groupe socialiste s'abstiendra dans le vote.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (n° 1949).** **Deuxième lecture** [20 décembre 1975]. **Article unique** (p. 10167) : souhaite une collaboration efficace entre les travailleuses familiales et les aides ménagères ; se prononce en faveur de l'amendement n° 1 de M. Pinte.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme (n° 1881).** **Discussion des articles** [13 avril 1976]. **Article 41** (p. 1667) : son amendement n° 61 défendu par M. Dubedout.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** **Deuxième partie :**

Équipement, logement [27 octobre 1976] (p. 7138) : la réhabilitation du logement ancien ; le rapport Nora ; le difficile accès au logement ; l'action des PME ; les occupants

des logements du centre des villes ; la paupérisation ; les moyens de mettre en œuvre la politique menée par les communes ; les taux très élevés de l'aide ; les difficultés de financement ; l'aide à la personne indexée ; (p. 7139) : la nécessité d'une décentralisation au niveau de la région et de la commune ; (p. 7139) : le rôle des HLM.

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7287) : les personnes handicapées ; les propositions du PSRG ; le complément de l'allocation spéciale ; le système de planification permettant de tenir compte du travail effectivement fourni par le handicapé ; (p. 7288) : les frais d'enseignement et de formation professionnelle ; les retards de fonctionnement des commissions techniques d'orientation, de reclassement professionnel ; l'insertion des handicapés dans les secteurs publics et para-publics ; la représentation des handicapés au sein du conseil économique et social ; la profession de masseur-kinésithérapeute ; les fauteuils roulants à moteur ; l'exonération de la redevance sur les postes de télévision en couleur ; la myopathie.

Éducation. Examen des crédits [18 novembre 1976]. **Après l'Article 70** (p. 8247) : son amendement n° 264 : proposant un rapport sur l'état d'exécution de la loi d'orientation du 30 juin 1975 ; l'aide aux personnes handicapées ; les commissions de circonscription du deuxième degré et dans l'enseignement préscolaire et élémentaire ; le recrutement ; les groupes d'aides psychopédagogiques ; le bilan des actions ; le droit de contrôle des assemblées ; (p. 8248) : la période souhaitable pour suivre l'application d'une loi ; retire son amendement n° 264.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631).** **Discussion générale** [15 décembre 1976] (p. 9447) : les doutes des socialistes quant aux intentions réelles du Gouvernement ; les mécanismes prévus ; le pari du financement de l'APL ; les nouvelles conditions contestables de financement du logement locatif ; l'insuffisance des prêts prévus pour les acquisitions foncières ; l'attitude des organismes d'HLM ; ses doutes quant à l'efficacité du système du tiers payant ; l'amélioration de la qualité ; les difficultés du Gouvernement avec le Conseil d'État ; un texte allant à l'encontre de l'égalité ; le conventionnement ; (p. 9448) : un texte porteur de dangereuses illusions. **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'article premier** (p. 9458) : l'importance de la mobilité résidentielle ; (p. 9466) : son amendement n° 2, deuxième rectification, soutenu par M. Dubedout ; son amendement n° 13 soutenu par M. Dubedout ; repoussés ; [16 décembre 1976] : **Article 3** (p. 9489) :

son amendement n° 1 rectifié : soumission du barème à l'approbation du Parlement à l'occasion de l'examen de la loi de finances ; repoussé. **Article 7** (p. 9509) : les craintes des organismes d'HLM. **Article 9** (p. 9512) : préserver la dignité des locataires ; se soucier des préoccupations des organismes d'HLM ; le caractère vague de la notion de non-paiement prolongé ; éviter l'expulsion quand le locataire fait appel au bureau d'aide sociale ; (p. 9517) : son amendement n° 7 tendant à faire bénéficier de l'APL les occupants ou les résidents de logements-foyers qui n'ont pas le statut juridique de locataire ; retiré. **Après l'Article 16** (p. 9521) : son amendement n° 129 défendu par M. Dubedout ; retiré. **Après l'Article 17** (p. 9532) : son amendement n° 10 défendu par M. Dubedout ; retiré. **Article 28** (p. 9541) : son amendement n° 45, deuxième rectification, défendu par M. Dubedout. **Après l'Article 28** : son amendement n° 46, retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion générale** [18 décembre 1976] (p. 9668) : déplore les méthodes de travail de fin de session ; le morcellement pratiqué pour procéder à la révision d'une disposition législative ; la réforme foncière ; un projet se bornant à réglementer la profession d'architecte ; art et liberté ; le caractère trop restrictif de ce projet ; l'utilisation par le grand capital du cadre de vie sans souci de la qualité architecturale ; un projet négligeant totalement l'enseignement de l'architecture ; assurer des débouchés aux jeunes architectes ; redonner sa place à l'architecture dans notre société ; l'absence de mise en cause du système de production capitaliste. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9675) : l'affirmation de la pratique sociale de l'architecture ; s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Claudius-Petit ; (p. 9676) : accepte le terme de création architecturale ; tient à la mise en évidence du caractère social ; son amendement n° 2 devenu sans objet ; (p. 9678) : votera l'amendement n° 68 de M. Chambaz ; le caractère urgent de la réforme de l'enseignement. **Article 4** (p. 9697) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Mesmin ; son amendement n° 3 : la saisine pour avis du conseil d'architecture dans le cas où le maître d'ouvrage s'est vu refuser un permis de construire pour des raisons de qualité architecturale ; la venue devant le conseil pour solliciter un avis et non pour exercer un recours dans le cadre de son amendement n° 3 ; repoussé. **Article 5** (p. 9708) : soutient l'amendement n° 41 de M. Bolo tendant à éviter toute référence à une politique officielle de l'architecture et de l'habitat ; adopté. **Article 6** (p. 9711) : soutient l'amendement n° 47 de M. Bolo tendant à permettre aux collecti-

vités locales et aux administrations publiques de demander au conseil d'architecture d'effectuer des études se rapportant à sa mission sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre ; repoussé. **Article 7** (p. 9712) : son amendement n° 4 retiré. **Article 13** (p. 9727) : son amendement n° 5 soutenu par M. Josselin ; adopté. **Article 17** (p. 9732) : son amendement n° 6 soutenu par M. Josselin ; repoussé. **Article 19** (p. 9733) : son amendement n° 7 soutenu par M. Josselin ; repoussé. **Article 20** (p. 9735) : ses amendements n° 9 et n° 10 soutenus par M. Josselin ; amendement n° 9 retiré ; amendement n° 10 repoussé. **Article 22** (p. 9736) : son amendement n° 11 soutenu par M. Josselin ; repoussé. **Article 29** (p. 9739) : son amendement n° 12 soutenu par M. Josselin ; repoussé.

1977

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° 2830). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3858) : un texte limité, insuffisant et parfois même dangereux ; un texte qui relève davantage de la politique de l'emploi que de la politique familiale ; (p. 3859) : l'inégalité entre l'homme et la femme ; la proposition de loi du parti socialiste et des radicaux de gauche ; l'extension du congé au père ; les modalités de prise du congé ; l'absence de prévision de sanction contre l'employeur se soustrayant à ses obligations ; les effets sur l'emploi ; les modalités de bénéfice de la sécurité sociale ; la limitation de l'application du texte aux enfants adoptifs et à ceux qui sont âgés de moins de trois ans ; la prise en compte intégrale de l'ancienneté ; la réservation de l'obligation des dispositions aux entreprises de plus de 200 salariés ; les conséquences de la non-rémunération du congé ; le manque de réalisme et l'incompréhension des problèmes de la vie familiale dont fait preuve le Gouvernement ; la politique familiale gouvernementale ; les propositions socialistes en matière de politique familiale. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-28-1 du code du travail** (p. 3865) : son amendement n° 1 : conditions et modalités d'obtention du congé parental pour les pères et mères de famille ; repoussé ; l'exclusion d'un des deux conjoints en cas de demande par l'autre d'un congé ; (p. 3867) : son amendement n° 2 de coordination ; adopté ; (p. 3868) : possibilité d'étendre par décret d'application les mesures en question. **Article L 122-28-2 du code du travail** (p. 3869) : son amendement n° 4 : maintien pour les bénéficiaires du congé parental des avantages acquis au moment de leur départ ; retiré. **Après l'Article L 122-28-3 du code du travail** (p. 3870) : son amendement n° 7 rectifié : conditions de bénéfice et

d'organisation d'un stage de perfectionnement professionnel ; retiré. **Article L 122-28-5 du code du travail** (p. 3871) : son amendement n° 5 de suppression ; adopté. **Article 4** (p. 3874) : son amendement n° 8 de suppression : la suppression des critères fondés sur la taille de l'entreprise ; adopté. **Explications de vote** : le vote favorable du groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Equipement et aménagement du territoire.

— **Logement**, rapporteur pour avis [17 novembre 1977] (p. 7570) : la situation du logement social ; le secteur locatif ; le montant des loyers ; le régime de l'accession à la propriété ; la connaissance des mécanismes des prêts dans le secteur diffus ; (p. 7571) : l'obligation du profil « qualitel » dans le secteur groupé ; les modalités de calcul du prêt aidé ; la construction d'HLM ; les conséquences du blocage des loyers sur la gestion des organismes d'HLM ; l'amélioration de l'habitat HLM ; la réhabilitation des logements anciens ; l'aide personnalisée ; le taux d'effort réel des familles ; cite des cas concrets relatifs à l'accession à la propriété ; les inégalités devant la réforme ; la création d'habitats spécifiques pour le sous-prolétariat ; (p. 7572) : les observations de la commission ; l'abandon de toute généralisation de la réforme en 1978 ; le blocage résultant du système des prix plafonds ; améliorer l'autonomie des organismes d'HLM ; assortir les mesures de blocage des loyers d'un différé d'amortissement pour le remboursement des emprunts contractés par les organismes d'HLM ; associer les locataires à la gestion des organismes d'HLM ; augmenter les crédits pour le logement des immigrés ; l'avis favorable de la commission. **Examen des crédits. Article 56** (p. 7597) : son hostilité à toute ségrégation en matière de logement.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° 2417). **Lettre rectificative** (n° 2779). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8235) : soutient la question préalable de M. Alain Vivien ; la non-soumission du projet à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ; l'article 74 de la Constitution ; le mépris dans lequel sont tenus les élus de la Polynésie française ; les raisons juridiques à la consultation de l'assemblée territoriale ; (p. 8236) : la nature de la question préalable ; repoussée. **Discussion des articles. Après l'article premier** (p. 8241) : soutient l'amendement n° 54 de M. Alain Vivien : application des dispositions du code des communes relatives à la protection des agents communaux ; repoussé. **Après l'Article 38** (p. 8245) : soutient l'amendement n° 56 de M. Alain Vivien : sauvegarde par l'application de la loi des attributions statu-

taires de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement de la Polynésie française ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8246) : le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° 3177). **Discussion des articles** [2 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8254) : soutient l'amendement n° 15 de M. Claude Michel : substitution de la notion de gratuité à celle d'allègement du coût de la justice ; retiré.

ANDRIEUX (Maurice)

Député du Pas-de-Calais
(10^e circonscription)
(C).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative à la sécurité sociale des lycéens de plus de vingt ans** (n° 333) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à assurer la rénovation des cités et de l'habitat miniers du bassin du Nord et du Pas-de-Calais** (n° 564) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi tendant à assurer la construction et la gestion démocratique des foyers de jeunes travailleurs** (n° 911) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi tendant à permettre aux mères de famille exerçant une activité professionnelle de déduire, lors du calcul de leur revenu net imposable, le montant des frais résultant de la garde de leurs enfants** (n° 1207) [9 octobre 1974].

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les accidents du travail et les maladies professionnelles** (n° 1571) [24 avril 1975].

— **Proposition de loi visant à assurer la sécurité du travail** (n° 2367) [9 juin 1976].

— **Proposition de loi tendant à promouvoir des mesures urgentes en faveur des chômeurs et de leur famille** (n° 3094) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Réduction du nombre des délégués à la sécurité dans les mines** [28 mai 1975] (p. 3290).

— **Résorption de l'habitat vétuste et insalubre** [12 novembre 1975] (p. 8166) : incident dans une « courée » du Nord ; dégagement des crédits nécessaires à la rénovation de l'habitat vétuste.

— **Aide aux chômeurs** [17 décembre 1975] (p. 9909) : nécessité d'assurer aux chômeurs le minimum vital ; suppression de l'abattement de 10 % du montant de l'aide publique après un an.

— **Ressources des personnes âgées** [2 juin 1976] (p. 3635) : caractère illusoire des mesures annoncées par le Président de la République en faveur des personnes âgées ; baisse effective du pouvoir d'achat des vieux.

— **Allocation supplémentaire d'attente** [23 juin 1976] (p. 4545) : les déclarations du Premier ministre sur l'indemnisation de chômage ; sa crainte de voir réaménager le système en vigueur et s'organiser une « chasse » aux chômeurs.

— **Aide publique en faveur des demandeurs d'emploi** [11 mai 1977] (p. 2642) : lutte contre le chômage ; nécessité de fixer l'allocation d'aide publique à la moitié du SMIG.

— **Attentat de Reims** [8 juin 1977] (p. 3496, 3497) : les exactions menées par les membres de la CFT ; le dépôt par le groupe communiste d'une proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les menées de la CFT.

— **Application de la loi du 5 juillet 1977 sur l'emploi des jeunes** [2 novembre 1977] (p. 6837, 6838) : usage astucieux de cette loi fait par le baron Empain, PDG de Creusot-Loire (cas de Roger Gervois se voyant proposer un poste de travail avec une rémunération moindre payée par les contribuables).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1977

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire** [31 mai 1977] (p. 3211).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2686). Discussion des articles [27 juin 1977]. Après l'Article 7 (p. 4257) : l'opportunité de procéder à un vote par division de l'amendement n° 51 de M. Aubert.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° 3007). Discussion des articles [28 juin 1977]. Article 2 : Article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974 (p. 4297) : la réserve des premiers alinéas du texte proposé pour l'article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974.

— **Hommage de bienvenue à une délégation de la chambre des représentants de Belgique** [6 octobre 1977] (p. 5911).

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. Recherche [19 octobre 1977]. Réponse au rappel au règlement de M. Schloesing (p. 6329) : la possibilité pour M. Schloesing de s'inscrire dans le débat.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Ribes** [7 novembre 1977] (p. 7101) : discussion de l'amendement n° 159 de M. Destremeau et du sous-amendement n° 202 de M. Masson.

— **Question orale sans débat de M. Fanton** (n° 42051) : **Alimentation en eau de la région parisienne** [25 novembre 1977] (p. 7966) : choix du ministre compétent pour répondre aux questions orales sans débat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154). Discussion des articles [9 décembre 1977]. Réponse au rappel au règlement de M. Mexandeau (p. 8553) : le respect de l'ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement.

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif (n° 241). Discussion des articles [9 mai 1973].** Après l'Article 6 (p. 1093) : son sous-amendement à l'amendement de M. Delong, sur les possibilités de relogement ; (p. 1094) : ses observations sur les différents amendements et leurs conséquences.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1400) :** cité du Calvaire dans les environs de Bruay-en-Artois ; sa référence à Emile Zola ; corons d'Haillicourt ; ses observations sur l'urbanisme des cités minières ; présence de ministres communistes au Gouvernement après la Libération ; nationalisation des houillères ; programmes de logements et d'équipements collectifs pour le bassin du Nord - Pas-de-Calais ; liquidation de l'industrie charbonnière accélérée par les gouvernements de la V^e République ; conditions de vie des mineurs ; situation de délabrement des corons ; affirme que le développement économique du bassin minier est étroitement dépendant d'une rénovation des milieux urbains ; ses observations sur l'opération de rénovation « rentabilisée » par l'entremise d'une société à statut privé ; remise en cause du principe de la gratuité du logement ; opposition de la population du bassin minier ; ses questions au Gouvernement sur le droit statutaire des mineurs à la gratuité du logement rénové ; la modernisation des cités minières ; le dégagement des crédits spéciaux hors enveloppe régionale pour le financement de ces opérations ; association des élus, des habitants et de leurs représentants syndicaux ; sa proposition de loi déposée en décembre 1970 et de nouveau déposée.

— **Projet de loi sur le droit de licenciement (n° 197). Discussion des articles [29 mai 1973]. Article 5 :** Après l'Article 24 m du code du travail (p. 1617) : son amendement : licenciement pour compression d'effectifs, reclassement des salariés par l'employeur. **Article 24 r (p. 1632) :** ses observations sur l'article.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles [18 octobre 1973]. Article 41 (p. 4548) :** son amendement de suppression (p. 4549) ; son amendement : limite aux entreprises artisanales du champ d'application du pré-apprentissage ; (p. 4550) : son sous-amendement : substitution aux mots « milieu professionnel » des mots « milieu artisanal ».

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5667) : enseignement préscolaire ; nécessité de crédits et d'emplois ; nécessité de réviser le taux de participation de l'Etat à la construction des écoles maternelles ; corps d'enseignants pour les écoles maternelles ; norme des vingt-cinq élèves ; équipes pédagogiques, menace de fermeture de l'école normale du Bourget ; (p. 5668) : enseignement privé.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail (n° 636). Discussion générale [22 novembre 1973] (p. 6267) :** conditions de vie des mineurs du Nord, des travailleurs parisiens ; misère des conditions de travail ; ses exemples ; « scandale général des temps modernes » ; problème posé en termes de classe et en termes de lutte ; cadences et rythmes imposés par le patronat ; (p. 6268) : choix existant dans la répartition des tâches ; crise profonde de l'organisation du travail industriel ; exploitation du travail ; accidents du travail et leur coût social annuel ; se prononce pour une politique sociale démocratique ; allègement du travail ; protection de la santé des travailleurs ; salaires et classifications ; visite du Premier ministre aux usines Renault à Flins ; (p. 6268) : sa référence à Karl Marx (p. 6269). **Discussion des articles [27 novembre 1973]. Article 3 (p. 6369) :** son amendement relatif à l'association des salariés aux travaux de la commission spéciale ; (p. 6371) : son amendement tendant à la non-amputation du crédit d'heures dont disposent les délégués syndicaux lorsqu'ils siègeront à la commission spéciale ; (p. 6374) : son amendement : distinction entre les fonctions de délégué syndical du personnel et de membre de la commission spéciale.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale (n° 1177). Discussion générale [15 octobre 1974] :** (p. 5056) : défend la question préalable opposée par les membres du groupe communiste ; l'opposition au projet des vingt-trois organisations représentant les assurés sociaux ; le projet traduit la convoitise du grand capital à l'égard des ressources du régime général ; reprise d'un effort de liquidation déjà écarté lors du vote de la loi de finances pour 1974 ; (p. 5057) : le danger de dégradation des prestations servies par le régime général ; l'harmonisation des régimes sociaux doit être prise en charge par l'Etat ; instaurer un véritable système de prévention et imposer le remboursement à 80 % et à 100 % des dépenses de santé ; permettre la retraite à soixante ans avec 75 % du salaire de référence des dix

dernières années, le minimum étant fixé à 80 % du SMIC. **Discussion des articles. Article 8** (p. 5116) : s'étonne que l'on veuille consolider les opérations de 1974.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5804) : la grève des inspecteurs du travail ; le respect de la législation sociale suppose l'augmentation des effectifs de l'inspection du travail et de ses pouvoirs de contrôle et de sanction à l'égard des employeurs et l'institution de délégués salariés élus par les travailleurs ; les accidents du travail à Usinor-Dunkerque, Fos-sur-Mer, la Défense, Rhône-Poulenc, dans les charbonnages de Merlebach et de Courrières, à Berliet-Vénissieux ; l'inutilité des avertissements du comité d'hygiène et de sécurité ; des contrôles inadmissibles sur les travailleurs malades ; la parcellisation des tâches ; l'intensification des cadences ; éloignement du domicile ; extension du travail posté ; la création de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail, simple mesure de publicité ; (p. 5805) : non-application de la loi sur les comités d'entreprise ; exemples d'arbitraire patronal : chez Citroën à Saint-Ouen, chez Chrysler-France ; l'aspiration des travailleurs à une démocratisation réelle dans l'entreprise et les tentatives de récupération par le patronat ; le soutien patronal à la CFT ; milice anti-ouvrière ; le maintien de ces groupements est incompatible avec des relations normales avec les syndicats.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7090) : ses observations relatives à l'éducation sexuelle et au développement de l'information en matière contraceptive.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1458) : l'optimisme de commande du Gouvernement ; le chiffre fantaisiste relatif au taux de chômage ; l'augmentation du chômage en Corrèze ; (p. 1459) : l'augmentation du chômage dans la Loire et le Calvados ; l'exemple du Nord de la France ; une crise qui atteint toutes les industries ; la surexploitation et la pression sur les salaires ; le niveau intolérable de l'insécurité de l'emploi ; la démesure atteinte par le chômage partiel ; la grave détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs ; la baisse sensible de la consommation intérieure ; la répercussion de la baisse des revenus salariaux sur les recettes des organismes sociaux ; une crise qui atteint l'homme dans sa dignité ; les véri-

tables solutions exposées le 5 mars lors d'une entrevue entre le bureau du groupe communiste et le Premier ministre ; (p. 1460) : l'application très modeste de l'accord dit des 90 % ; la situation des ASSEDIC ; l'exemple des ASSEDIC de Roubaix-Tourcoing et de Lille ; le versement d'une aide publique indexée sur le salaire antérieur ; confier la gestion du travail intérimaire à l'agence nationale pour l'emploi ; l'insuffisance du relèvement de l'indemnité horaire ; le cas des veuves mères de famille ; les propositions du groupe communiste : l'exonération de l'impôt sur le revenu en cas de chômage, la suppression du ticket modérateur, le remboursement aux communes des aides spéciales accordées par elles ; (p. 1461) : des collectivités locales au bord de l'asphyxie ; un Gouvernement qui s'engage dans la voie des promesses ; inscrire des mesures nouvelles au collectif budgétaire de printemps ; les propositions des maires communistes ; les conditions du désengagement budgétaire ; l'abandon par les sociétés multinationales de terrains entiers de notre économie ; l'inacceptation par les travailleurs du chômage et de la dégradation du pouvoir d'achat ; l'occupation des usines de Nœux-les-Mines, d'Haisne ; la manifestation de Lille du 12 avril 1975 ; imposer l'application des réformes du programme commun.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 1480) [29 avril 1975]. **Discussion des articles** (p. 2214) : **avant l'article premier** : ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Peyret.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6187) : la très nette insuffisance des crédits des chapitres 56-35 et 66-33 destinés à l'enseignement technique.

— **Rappel au règlement** [12 novembre 1975]. **Article 50 du règlement** (p. 8168) : réunion concomitante d'une séance plénière et de la commission des lois élargie ; décision des membres du groupe communiste de ne plus se rendre aux réunions des commissions élargies lorsqu'il y aura une séance plénière.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Education [12 novembre 1975] (p. 8202) : le manque d'enseignants ; (p. 8203) : le cas des classes maternelles, du premier et du second degré ; la situation de l'auxiliarat et des maîtres.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2017). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9677) : le développement des

luttres ouvrières ; un projet qui est vide et qui ne concerne qu'un nombre minimum de bénéficiaires ; (p. 9678) : la possible orientation vers la légalisation d'une durée de cotisation maximale ; la contrainte à laquelle répond le projet : celle du système capitaliste ; un projet étriqué, discriminatoire et dangereux ; l'incapacité foncière du régime à régler les vrais problèmes. **Discussion des articles.** **Avant l'Article 4** (p. 9686) : son amendement n° 4 : étendre le projet à l'ensemble des travailleurs salariés agricoles ; repoussé.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2943) : une réforme qui n'inquiète pas le haut patronat ; un changement sans risques, mais non pour les ouvriers ; les trois notions fondamentales absentes du projet : la nécessité d'améliorer les conditions de travail ; (p. 2944) : la nécessité de donner aux travailleurs un véritable droit d'intervention pour assurer leur intégrité physique, la nécessité de faire respecter la législation et la réglementation en matière d'accidents du travail ; la nécessité d'une commission d'enquête sur les conditions de travail et les maladies professionnelles ; les propositions communistes tendant à améliorer la sécurité du travail, notamment dans les activités à haut rendement ; (p. 2945) ; l'accroissement des prérogatives des représentants du personnel ; mille postes budgétaires pour l'inspection du travail ; des délégués à l'inspection du travail élus par les représentants des travailleurs ; la définition d'un cadre unique pour la médecine du travail ; une réparation intégrale et automatique ; le reclassement obligatoire des travailleurs malades ou accidentés ; la responsabilité incombant entièrement au chef d'entreprise. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2977) : soutient l'amendement n° 95 de M. Lucas écartant la responsabilité du personnel d'encadrement et rendant les chefs d'entreprise responsables des infractions commises ; repoussé ; (p. 2979) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Caille qui donnerait au patron la liberté d'exploiter les travailleurs sans courir de risques ; (p. 2980) : indique que l'amendement n° 96 de M. Dalbéra est devenu sans objet. **Article 8** (p. 2985) : soutient l'amendement n° 100 de M. Le Meur tendant à élargir les prérogatives des organismes existants ; repoussé. **Article 9** (p. 2986) : soutient l'amendement n° 101 de M. Porelli tendant à supprimer la mise en demeure ; repoussé. **Article 11** (p. 2988) : soutient l'amendement n° 103 de M. Porelli concernant le recours du chef d'établissement ; repoussé. **Avant l'Article 13** (p. 2990) : défend l'amendement n° 104 de

M. Lucas soulignant la responsabilité personnelle de l'employeur chef d'entreprise ainsi que du chef d'établissement dans les grandes entreprises aux établissements multiples ; repoussé. **Article 13** (p. 2997) : soutient l'amendement n° 105 de M. Lucas demandant la suppression de l'article 13 trop clément pour l'employeur ; adopté. **Après l'Article 34** (p. 3019) : sur l'amendement n° 115 de M. Caille déclare qu'il aurait préféré la constitution d'une commission d'enquête plutôt qu'un rapport du Gouvernement. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [27 octobre 1976] (p. 7097) : des dispositions de portée limitée ; l'institution d'un CHS sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics, dans les services du fond et du jour des mines ; la dilution de la responsabilité personnelle du chef d'entreprise ; l'aggravation de l'exploitation des travailleurs au risque d'aggraver le nombre des accidents du travail en France ; indique que le groupe communiste rejette l'ensemble du texte.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6565) : la crise du système capitaliste ; l'intoxication menée par les mass media ; remise en cause des conquêtes sociales concernant la protection de la santé, les prestations familiales, les retraites, l'augmentation du ticket modérateur, la réduction du remboursement de certains médicaments, l'absence de réflexion sur l'amélioration de la santé, les profits de l'industrie pharmaceutique ; nécessité d'une reconquête de la sécurité sociale ; les six milliards de dette patronale en matière de dépenses de santé ; la réduction des prestations de service ; la nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; la limitation des appétits des fabricants de matériel médico-chirurgical ; la réduction des profits réalisés sur le dos de la sécurité sociale par les mercantis de la santé ; la limitation des salaires.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8074) : l'interview de Michel d'Ornano par FR 3 du 5 novembre ; la mainmise du Gouvernement sur la télévision et le mépris de celle-ci pour les priorités régionales ; la déclaration du Premier ministre ; la télévision, une distraction vulgaire pour le peuple ; la transformation des chaînes en chaînes à vocation publicitaire ; la concurrence sauvage des chaînes ; l'intervention préfectorale à FR 3 Alsace ; Radio France ; (p. 8075) : l'exigence d'une information objective et pluraliste ; l'élaboration nouvelle de la politique des programmes ; le combat du parti communiste.

1977

— **Projet de loi portant majoration des pensions de vieillesse de certains retraités (n° 2873).** Après déclaration d'urgence, discussion générale [26 mai 1977] (p. 3113) : la non-prise en considération des propositions de loi de MM. Odru, Franceschi, Daillet et Cousté ; le rapport Franceschi ; la publicité faite à la télévision aux dix-huit mesures composant le programme d'action gouvernemental ; la majoration forfaitaire retenue par le Gouvernement ; son champ d'application ; l'invocation de la situation financière de la sécurité sociale et du principe de la non-rétroactivité ; les déclarations de M. Paquet sur l'application du principe de non-rétroactivité dans le domaine de la vieillesse.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 1401).** Discussion générale [26 mai 1977] (p. 3120) : le caractère théorique de l'incompatibilité entre les fonctions ministérielles et le mandat parlementaire ; la démission du suppléant ; l'absence de vote négatif du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920).** Discussion générale [14 juin 1977], **Rappel au règlement** (p. 3725) : l'amendement de l'article 2 du projet de loi ; le caractère politique de la question.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).** *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6974) : la situation des retraités ; l'échéance électorale ; l'action des retraités et des personnes âgées ; le PAP n° 15 ; la politique gouvernementale à l'égard des personnes âgées ; la proposition de loi n° 2676 déposée par le groupe communiste ; les propositions du projet de contre-budget déposé par le groupe communiste ; les moyens financiers des mesures proposées. **Examen des crédits. Article 81** (p. 6988) ; soutient l'amendement n° 83 de M. Bardol : fixation à 200.000 F du montant de l'actif net en deçà duquel les arrérages ne sont pas récupérés et modalités de fixation des cotisations patronales à la sécurité sociale et aux allocations familiales ; l'éventuelle opposition de l'article 41 de la Constitution ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 83 (p. 6989) ; repoussé par scrutin public.

Equipement et aménagement du territoire.

— **Logement** [17 novembre 1977] (p. 7582) : la rénovation du patrimoine immobilier du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais ; la situation concrète d'une veuve de mineur ; l'assainissement des voies privées des houillères (p. 7583) ; l'arrêt des activités des Houillères du Nord-Pas-de-Calais ; le sort de la région minière.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses (n° 3227).** Discussion des articles [6 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8301) ; son sous-amendement n° 34 soutenu par M. Legrand à l'amendement n° 12 de M. Delaneau : élection de la moitié des membres de la commission par les membres du culte ; repoussé. **Article 2 : Article L 613-16 du code de la sécurité sociale** (p. 8302) ; son amendement n° 1 soutenu par M. Legrand : affiliation des religieux au régime d'accident du travail ; repoussé par scrutin public. **Article L 613-17 du code de la sécurité sociale** (p. 8305) ; son amendement n° 2 soutenu par M. Legrand : caractère obligatoire de la cotisation à la charge des associations, congrégations ou collectivités religieuses dont relèvent les assurés ; adopté. **Article L 613-18 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 3 soutenu par M. Legrand : élection par les affiliés des membres du conseil d'administration de la caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes ; repoussé. **Article 8** (p. 8308) ; son amendement n° 5 soutenu par M. Legrand : élection des membres du conseil d'administration par les affiliés ; repoussé. **Article 10** (p. 8309) ; son amendement n° 6 soutenu par M. Legrand : suppression des dispositions relatives à l'application de la loi du 24 décembre 1974 relative à la correction démographique ; repoussé. **Article 14** ; son amendement n° 7 soutenu par M. Legrand : financement des pensions d'invalidité par une cotisation à la charge des associations, congrégations ou collectivités religieuses dont relèvent les affiliés ; adopté. **Article 17** (p. 8310) ; son amendement n° 8 soutenu par M. Legrand : modalités de représentation des élus des prêtres et des religieux au sein de la commission consultative ; devenu sans objet.

ANSART (Gustave)

Député du Nord
(20^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Proposition de loi sur l'organisation régionale** (n° 1309) [20 novembre 1974].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Revendications des travailleurs d'Usinor** [7 mai 1975] (p. 2456).

— **Menace de licenciements à Usinor** [17 décembre 1975] (p. 9910) : l'importance des subventions accordées à Usinor ; la suite à donner à la proposition de loi (n° 1928) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les pratiques des grandes sociétés sidérurgiques.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° 361) [24 mai 1973] (p. 1556) : incapacité du Gouvernement à résoudre les grandes questions de notre société ; mouvements de grève ; situation des employés de la sécurité sociale ; leurs éprouvantes conditions de travail, la faiblesse de leur rémunération ; les arguments du grand capital pour comprimer les prix de revient ; la part de plus en plus faible des salaires sur le prix de revient total : cite l'exemple du prix de revient de la 2 CV Citroën ; l'accroissement de la production et de la productivité ; l'exemple de la sidérurgie ; l'augmentation des accidents du travail ; l'accroissement des profits, supérieur à celui des salaires ; non-responsabilité des salaires dans la hausse des prix ; légitimité des revendications salariales (p. 1557) ; la nécessité de l'union entre ouvriers et cadres, de négociations tripartites ; estime que la finalité du Gouvernement est le profit et non pas l'homme ; les liens entre le niveau du salaire et la liberté, le recours que constitue le programme commun de la gauche ;

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères et coopération [12 novembre 1973] (p. 5583) : rôle du Président de la République en matière de politique étrangère, domaine réservé (p. 5584) ; son initiative tendant à l'organisation d'un nouveau sommet européen à Copenhague ; accords Brejnev-Nixon et entretiens de Rambouillet entre le Président de la République et M. Brejnev ; volonté de coopération de l'Union soviétique ; attitude du Gouvernement français et des Neuf face à la crise du Proche-Orient ; politique française et indépendance des peuples ; sécurité d'Israël, plan Kissinger, attitude de notre diplomatie ; rôle de l'Amérique ; événements du Chili ; nie qu'il y ait une entente des deux super-grands pour le partage du monde ; obligation pour les Etats-Unis de négocier avec les pays socialistes ; progrès de la détente procédant de ce nouveau rapport de forces ; campagnes anti-soviétiques du parti gouvernemental et de l'ORTF ; politique extérieure de la France et changements irréversibles intervenus en Europe et dans le monde ; situation des pays d'Europe de l'Est et progrès accomplis pour combler leurs retards ; (p. 5585) ; développement de la coopération et des échanges entre la France et ces pays ; relations avec la RDA ; reconnaissance du GRP ; attitude de la France à l'égard du Chili ; discours du ministre des affaires étrangères le 20 octobre à l'ONU ; proposition soviétique en vue d'une réduction à 10 % des budgets militaires des cinq grandes puissances ; poursuite par la France des essais nucléaires ; course aux armements ; retour vers l'atlantisme ; initiative européenne du Président de la République et préoccupations de politique intérieure ; plan anti-inflation de M. Giscard d'Estaing et réunion des Neuf ; puissance des sociétés multinationales ; mainmise des Etats-Unis ; illusions sur l'idée européenne et réalité de l'Europe des Neuf ; Europe technocratique ou Europe des travailleurs ; revendication commune d'indépendance, de sécurité et de paix ; (p. 5586) : indépendance nationale et coopération ; nécessité d'une politique plaçant notre pays à l'avant-garde dans le courant de l'évolution mondiale ; programme commun de la gauche, son opposition à l'« union sacrée », appel au rassemblement de toutes les énergies françaises.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) :

Discussion générale [22 octobre 1975] (p. 7227) : un budget qui repose sur des hypothèses sans réalisme ni sérieux ; le niveau atteint par l'inflation et le chômage ; (p. 7228) : la dégradation de la situation ; la

défense, par le Gouvernement des intérêts des grandes sociétés ; un Gouvernement qui n'a pas la maîtrise du développement économique et qui accepte l'inéluçabilité d'une loi de finances rectificative ; un budget profondément anti-social ; l'insuffisance des dépenses en faveur des investissements publics ; les mesures sociales très limitées en faveur des familles ; (p. 7229) : le cas des personnes âgées ; le versement de milliards aux grosses sociétés ; un budget d'austérité qui entretiendra la crise ; relancer la consommation intérieure ; remettre à l'honneur les travailleurs manuels ; les propositions du programme commun de la gauche ; accomplir les nationalisations nécessaires ; l'hostilité du groupe communiste au projet de budget.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère (n° 2269)** [6 mai 1976] (p. 2711) : le démantèlement de l'indépendance nationale ; l'alignement sur les positions américaines ; la réintégration de fait dans l'OTAN ; l'abandon de la souveraineté nationale qui résulte de l'élection au suffrage universel du parlement européen ; la domination de l'Europe par les sociétés multinationales ; (p. 2712) : la puissance considérable de l'impérialisme allemand face à la passivité affligeante de la France ; le refus du Gouvernement français de s'associer aux conversations sur le désarmement ; l'abandon de la stratégie tous azimuts ; la politique néocolonialiste du Gouvernement et ses relations privilégiées avec les Etats les plus réactionnaires ; la dilapidation du capital hérité du général de Gaulle ; l'absence de protestations contre les déclarations inadmissibles de M. Kissinger ; la grande politique étrangère préconisée par le programme commun ; (p. 2713) : le rôle que la France devrait jouer en matière de coexistence pacifique dans l'esprit de la conférence d'Helsinki ; le refus par les communistes de l'autarcie mais aussi d'une Europe manipulée par les spéculateurs ; une politique qui sacrifie l'indépendance, la grandeur et le rayonnement de la France.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [6 octobre 1976] (p. 6417) : les difficultés actuelles : la dégradation de la monnaie, la hausse des prix, l'insuffisance de la production française, le plan de refroidissement de 1974 et ses méfaits ; la même orientation du plan Barre ; (p. 6418) : l'accélération du chômage entraînée par les trop grands sacrifices demandés aux salariés ; refuse d'admettre que la France vit au-dessus de ses moyens ; le futur échec du plan Barre malgré le soutien de M. Ceyrac ; analyse de la richesse française ; l'absence d'égoïsme des travailleurs ; le chômage des

jeunes ; critique des grands trusts, des conseils d'administration ; l'acceptation du fatalisme du chômage par M. Barre ; la nationalisation des monopoles ; le refus du rabaissement du programme commun ; les véritables objectifs du programme commun.

1977

— **Rappel au règlement** [5 avril 1977] (p. 1540) ; fixation de l'ordre du jour : non-inscription à l'ordre du jour d'un débat sur la sidérurgie ; licenciements envisagés à Usinor et prêts accordés par le Gouvernement.

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française (n° 2809)** [19 avril 1977] (p. 1898) : l'émotion suscitée par les menaces pesant sur plusieurs usines sidérurgiques ; la présence de délégués des travailleurs du Nord et de l'Est dans les tribunes ; l'importance du chômage ; le chômage des jeunes ; les déclarations de M. Stoleru sur la condition du chômeur ; la « fatalité » du chômage ; la justification gouvernementale de la crise de la sidérurgie ; la disqualification du patronat ; le contrôle de l'utilisation des fonds publics ; le gaspillage humain ; l'attitude du patronat local (p. 1899) ; l'idée gouvernementale de reconversion en Lorraine et dans le Nord ; le nombre d'emplois menacés à terme par les décisions des groupes sidérurgiques ; la nécessité d'une autre politique de la sidérurgie ; le vœu de Georges Marchais relatif à l'installation d'une usine Saviem en Lorraine ; les propositions communistes ; l'arrêt immédiat du démantèlement du potentiel sidérurgique français ; la constitution d'une commission d'enquête sur les réels bénéficiaires des fonds publics ; la nationalisation ; l'hostilité des communistes au nouveau plan acier ; le soutien par le parti communiste des revendications des travailleurs.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des décisions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920).** **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3802) : l'importance capitale du projet de loi pour la nation ; le recours à l'article 49-3 de la Constitution (p. 3803) ; le musellement de la représentation nationale ; le problème des pouvoirs et des compétences de l'Assemblée européenne ; la position du secrétaire général du PCF ; l'article 2 du projet ; le recul du Gouvernement ; l'attitude de M. Chirac et du RPR ; la nouvelle distribution des rôles au sein de la majorité ; la dilapidation de l'héritage gaulliste ; l'indépendance

nationale ; la nécessité d'inclure des garanties supplémentaires (p. 3804) ; l'émiettement de la souveraineté nationale ; l'attitude des partenaires de la France ; les déclarations d'hommes politiques ouest-allemands ; les implantations étrangères d'Usinor ; la politique gouvernementale d'intégration de la France dans l'économie de l'Europe des Neuf ; le rôle des sociétés multinationales ; la crise grave que traverse la Communauté ; l'inflation ; le chômage ; l'Europe verte ; l'absence d'adhésion populaire à la construction européenne ; l'invocation des sondages ; les positions des travailleurs (p. 3805) ; faire de l'Europe une terre de paix et non plus une terre de souffrance ; la nécessité d'une Europe démocratique ; le programme commun de gouvernement ; les déclarations de M. Waldeck Rochet ; la participation des élus communistes à l'Assemblée européenne ; les dispositions du programme commun ; la défense des intérêts des travailleurs ; l'amendement du texte gouvernemental (p. 3806) ; les propositions communistes ; donner une nouvelle dimension à la politique étrangère française.

ANSQUER (Vincent)

Député de la Vendée
(4^e circonscription)
(UDR).

Ministre du commerce et de l'artisanat du 28 mai 1974 au 25 août 1976.

Ministre de la qualité de la vie du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé Ministre du commerce et de l'artisanat (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [J.O. du 29 mai 1974] (p. 5851).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 28 juin 1974 de son mandat de député [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du commerce et de l'artisanat (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [J.O. du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre de la qualité de la vie (premier gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [J.O. du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la qualité de la vie (Premier gouverne-

ment Barre). Décret du 29 mars 1977 [J.O. du 30 mars 1977] (p. 1741).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [11 mai 1973] (p. 1202).

Est chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme. — Décret du 18 mai 1973 [J.O. du 19 mai 1973] (p. 5494).

Cette mission prend fin le 18 novembre 1973 [20 novembre 1973] (p. 6074).

DÉPOTS

— Proposition de loi tendant à compléter les dispositions relatives aux dispenses des obligations d'activité du service national fixées par la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 (n° 130) [12 avril 1973].

— Proposition de loi relative à l'application de la loi d'orientation universitaire du 12 novembre 1968 relative aux facultés privées (n° 131) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à compléter l'article 906 du Code civil, pour permettre de disposer en faveur d'établissements existants ou à créer, sous la condition qu'ils obtiennent la reconnaissance d'utilité publique (n° 173) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à créer une commission chargée de procéder à un examen d'ensemble des problèmes posés par la taxation des plus-values foncières réalisées sur des terrains expropriés (n° 174) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à réserver, dans les centres commerciaux d'une surface supérieure à 3.000 mètres carrés, des emplacements de vente destinés aux artisans, commerçants et prestataires de services indépendants, ainsi qu'à fixer les loyers de ces emplacements (n° 175) [12 avril 1973].

— Proposition de loi sur les sociétés de partenaires (n° 319) [10 mai 1973].

— Proposition de loi instituant les sodimi et le crédit-bail d'action (n° 550) [28 juin 1973].

— Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — Annexe n° 5 : Aménagement du territoire (crédits du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du loge-

ment et du tourisme). **Annexe n° 27 : Réformes administratives et plan** (crédits des services du Premier ministre). I. — **Services généraux.** — **Réformes administratives.** — VI. — **Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité** (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 39 du code des débits de boissons relatif au transfert des débits** (n° 883) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi tendant à permettre l'équipement normal des hôtels de tourisme** (n° 884) [20 décembre 1973].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° 2430) [29 juin 1976].

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° 2620) [17 novembre 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre du commerce et de l'artisanat :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Beck : Application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** [26 juin 1974] (p. 2967).

— **M. Briane : Conférence annuelle des métiers et des PME** [11 décembre 1974] (p. 7673, 7674).

— **M. Jean-Claude Simon : Statut de la femme de l'artisan ou du commerçant** [11 juin 1975] (p. 3972, 3973) ; rôle de la femme dans l'entreprise ; encouragement aux candidatures féminines aux prochaines élections consulaires ; développement de la formation des femmes de commerçants et d'artisans en matière de gestion.

— **M. Ginoux : Situation des entreprises de sous-traitance** [29 octobre] (p. 7531) ; élaboration d'un texte concernant les marchés privés et les marchés publics.

— **M. Maurice Andrieux : Résorption de l'habitat vétuste et insalubre** [12 novembre 1975] (p. 8166) ; l'action menée avec l'aide de l'Etat par la société constituée en 1969 pour la suppression des « courées » ; priorité accordée par l'Etat à la rénovation de l'habitat insalubre.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Flornoy (n° 24022) : Aide en faveur de l'installation d'entreprises artisanales** [5 décembre 1975] (p. 9454) ; révision du décret du 29 août 1975 ; son extension possible aux communes rurales de la région parisienne.

— **Mme de Hauteclocque (n° 29020) : Définition des appartements de la catégorie II A** [4 juin 1976] (p. 3827, 3828) ; les critères fixés pour le classement d'un immeuble en catégorie II A ; la création d'une commission de recours gracieux.

— **M. de Poulpiquet (n° 29541) : Crédits aux artisans** [11 juin 1976] (p. 4044, 4045) ; montant des crédits sur ressources du fonds de développement économique et social mis à la disposition des artisans en 1976 (500 millions) ; attribution d'une dotation complémentaire de 100 millions de francs ; la prime d'installation ; prorogation jusqu'au 31 décembre 1976 de l'attribution de la prime d'incitation à la création d'emplois dans le secteur artisanal ; rôle du conseil du crédit à l'artisanat.

— **M. Hamel (n° 32229) : Conséquences de la pollution du Rhône** [8 octobre 1976] (p. 6483, 6484) ; le problème des pollutions industrielles ; la responsabilité de l'usine chimique Ugine-Kuhlmann (acroléine) ; les dispositions particulières prises à son sujet ; les indemnisations ; la signature de contrats de branche et de contrats d'entreprise ; la création de postes d'inspecteurs ; dépôt d'un projet de loi sur l'utilisation des produits chimiques.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bécam : Prolifération des goélands dans la baie de Saint-Brieuc** [10 novembre 1976] (p. 7879) ; ne donnera pas l'autorisation de chasser les goélands, oiseaux protégés ; recherches tendant à éviter les dégâts causés aux bouchots des mytiliculteurs.

— **M. Guerneur : Epave du pétrolier Boehlen** [24 novembre 1976] (p. 8635) ; mesures prises dès le 28 octobre pour lutter contre la pollution provoquée par le naufrage du pétrolier.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Mesmin (n° 33762) : Application de la loi sur la protection de la nature** [10 décembre 1976] (p. 9247, 9248) ; précisions sur l'état d'avancement des décrets d'application de cette loi ; participation de diverses associations à la protection de la nature ; organisation par les préfets de réunions départementales de l'environnement.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du Développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [4 mai

1973] (p. 1063) : souhaite un réexamen des moyens de contrôle de la politique agricole par le Parlement (p. 1064) ; évoque le problème du lait ; les répercussions de l'augmentation décidée à Luxembourg ; vœu des producteurs d'une garantie de leurs revenus ; nécessité d'assurer la parité avec leurs concurrents danois et hollandais, de mettre en place une organisation interprofessionnelle, d'entreprendre la conquête des marchés, d'alléger le système fiscal particulièrement la TVA, de réduire les importations en Europe de matière grasse d'origine végétale ; juge prioritaire une véritable union économique et monétaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4762) : son sous-amendement à l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement, visant le cas des constructeurs individuels qui avaient entrepris des opérations de construction avant le 20 septembre 1973 (achat des terrains, permis de construire, commencement de la construction).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme, rapporteur spécial [14 novembre 1973] (p. 5704) : budget d'impulsion ; son analyse des crédits ; contrats d'aménagement avec les villes moyennes ; villes nouvelles ; équipements d'infrastructure ; créations d'emplois ; action de la DATAR et investissements étrangers ; entreprises multinationales (p. 5705) ; décentralisation des activités tertiaires ; nouveau régime d'aide aux activités de la recherche scientifique et de l'informatique ; décentralisation culturelle et développement des loisirs ; conservatoire national du littoral ; dimension européenne de l'aide au développement régional ; ses observations au nom de la commission des finances sur la mise en place du fonds européen de développement régional et sur les critères du développement régional ; mission de l'aménagement de l'Ouest-Atlantique, ZAC, région parisienne, maîtrise des sols, taxe locale d'urbanisation, réserves foncières.

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, rapporteur spécial [20 novembre 1973] (p. 6074) : réforme administrative, mission permanente de réflexion ; regrette la faiblesse des crédits d'étude ; décentralisation ; méthodes de gestion (p. 6075) ; réforme régionale ; rappelle les principales données et les objectifs essentiels du Plan ; croissance et res-

pect des équilibres fondamentaux ; bilan des trois années d'exécution du Plan ; accélération du rythme de croissance, maintien des équilibres, satisfaction des besoins particuliers avant la réalisation de certains équipements collectifs ; ouverture de l'économie sur l'extérieur ; pressions inflationnistes ; souhaite une action des pouvoirs publics sur les causes de l'inflation, l'encouragement de la politique contractuelle, le réexamen de la politique fiscale ; information du Parlement sur les statistiques économiques du Plan (p. 6076) ; suggestion de M. Michel Debré, reprise par la commission des finances tendant à l'organisation d'un débat annuel sur l'exécution du Plan ; association du Parlement aux travaux d'élaboration du VII^e Plan ; association des régions à sa préparation ; observation de M. Dubedout sur les disparités entre aspirations des élus et propositions de l'administration ; crédibilité du Plan.

En qualité de ministre du commerce et de l'artisanat :

1974

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande** (n° 1252) [18 octobre 1974] (p. 5277) : le Gouvernement ne s'oppose pas à la création de cette commission d'enquête.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5515) : nécessité pour le commerce et l'artisanat de s'adapter à l'évolution de notre société, sous peine de disparaître ; hommage à M. Jean Royer ; création importante de la direction du commerce intérieur sous son autorité ; (p. 5516) : moyens budgétaires modestes mais croissance des dépenses de fonctionnement supérieure à la moyenne, surtout par l'aide aux groupements de commerçants dans le cadre des opérations Mercure, l'assistance technique à l'artisanat et les stages de conversion des commerçants indépendants ; projet de remplacer les primes de conversion, inadaptées, par une aide à l'installation et au développement des artisans en zones urbaines et rurales ; (p. 5518) : l'effort public en faveur des commerçants et artisans s'inscrit aussi dans d'autres budgets : aides du FDES pour l'artisanat, fonds de formation professionnelle pour les primes de préapprentissage, aide spéciale compensatrice et aide sur fonds sociaux ; la fiscalité désuète en faveur des chambres de métiers doit être réformée dès cette année dans le cadre du projet de loi instituant la taxe professionnelle ; tient à associer les chambres de commerce et de métiers à tous les aspects d'application de la loi d'orien-

tation ; nous progressons dans la voie de l'harmonisation fiscale et sociale, qui doit aller de pair avec une meilleure connaissance des revenus : c'est l'objet de l'article 48 ; (p. 5517) : les décisions prises en matière d'urbanisme commercial n'ont abouti ni au blocage, ni à l'anarchie, ni au malthusianisme, ni au laxisme ; quant au fonctionnement des commissions des retouches pourront être apportées après consultation des chambres consulaires et des organisations professionnelles ; les modalités de la concurrence devront être réexaminées pour aboutir à un code de déontologie élaboré par les intéressés eux-mêmes ; différentes mesures sont en préparation concernant les sous-traitants ; un dispositif d'incitation devrait permettre aux artisans de répondre aux nouvelles exigences des consommateurs : la prime de conversion sera réorientée dans le sens d'une aide à l'installation des artisans de service en milieux urbains et du développement des artisans de production en milieu rural ; le commerce et l'artisanat doivent concilier rentabilité et proximité, efficacité et humanisation, technique collective et talent individuel ; (p. 5527) : protection sociale des commerçants et artisans ; fiscalisation progressive des cotisations ; respect des structures propres à chaque régime ; aide spéciale compensatrice et aide sur fonds sociaux ; le sort des commerçants « bloqués » ; (p. 5528) : les centres de gestion agréés ; l'initiation à la gestion ; rapprochement des conditions d'imposition ; la patente ; la TVA ; l'encadrement du crédit ; le FDES ; le conseil du crédit à l'artisanat ; (p. 5529) : les comités départementaux ; la sous-traitance ; les mesures en préparation au ministère des finances pour les entreprises du bâtiment en difficulté ; les moyens financiers et en personnel des chambres de métiers ; envisage de transformer le centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers en établissement public ; l'urbanisme commercial ; les ZAC ; les primes de conversion ; les difficultés conjoncturelles ; débat sur le rapport d'exécution de la loi d'orientation ; (p. 5530) : les crédits inscrits dans d'autres budgets ; ne pas transformer les commerçants et artisans en assistés ; demandera à M. Frédéric-Dupont, parlementaire en mission, d'étudier la simplification des relations entre administration, commerçants et artisans ; révision du statut juridique des entreprises familiales ; (p. 5530) : primes d'apprentissage et de conversion.

1975

— Proposition de loi relative à la défense de la langue française (n° 517). Première lecture. Discussion générale [6 juin 1975] (p. 3856) : le haut comité de la langue française ; la définition juridique de la langue

française donnée par la proposition de loi ; sauvegarder le français entendu comme patrimoine national ; des objectifs qui ne procèdent d'aucune volonté de nationalisme linguistique : la simplification tenant à ce que le juge ne se prononce pas sur la langue mais sur la compréhension des termes utilisés ; tenir compte de nos engagements internationaux. Discussion des articles. Avant l'Article premier (p. 3859) : juge inutile l'amendement n° 3 de M. J.-P. Cot ; rappelle l'attention que porte le Gouvernement à la préservation des langues régionales ; (p. 3861) : rappelle à l'attention de Mme Constans que le Président de la République a précisé récemment la position de la France à l'égard de l'OTAN. Deuxième lecture [19 décembre 1975] (p. 10126) : remercie le rapporteur des explications fournies à l'Assemblée sur les modifications apportées par le Sénat ; demande l'adoption par l'Assemblée nationale du texte qui lui est soumis.

— Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° 1449). Première lecture. Discussion générale [28 juin 1975] (p. 5012) : remplace la sous-traitance dans son cadre juridique et économique ; à la demande du Gouvernement, les organisations professionnelles ont préparé des contrats types de sous-traitance ; (p. 5013) : on peut craindre qu'à vouloir trop protéger la sous-traitance on en vienne à la dénaturer en retirant toute responsabilité au maître d'ouvrage ; le Gouvernement considère que la question des marchés privés nécessite un supplément d'études ; (p. 5020) : demande le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi ; [5 décembre 1975] (p. 9464) : ses réponses aux orateurs ; ne pas aller trop loin et ne pas faire disparaître la sous-traitance en la décourageant, reproche à M. Mexandeau de faire un faux procès au Gouvernement ; prend note des suggestions de plusieurs orateurs ; (p. 9465) : souhaite aboutir à l'établissement d'un dispositif efficace. Discussion des articles. Article premier (p. 9465) : son amendement n° 52 : supprimer, après le mot « sous-traitant », les mots « tout ou » ; interdire ainsi l'existence des sociétés écrans ; repoussé. Article 2 (p. 9466) : son amendement n° 53 : supprimer l'article 2 ; éviter de créer une sous-traitance en chaîne ; repoussé. Article 2 bis (p. 9467) : son amendement n° 54 ; supprimer l'article 2 bis ; ne pas faire peser de menaces sur le secret industriel et commercial ; adopté. Article 3 (p. 9467) : son amendement n° 55 : supprimer les mots « directs ou indirects » ; adopté ; son amendement n° 56 ; permettre le contrôle du sous-traitant et garantir la

transparence du sous-traité ; réservé avec l'article 3. **Avant l'Article 4 A** (p. 9469) : sur l'amendement n° 73 de M. Foyer, souhaite qu'il soit précisé que le paiement direct s'appliquera aux marchés publics. **Article 4 A** (p. 9469) : son amendement n° 58 : dans l'article 4 A, après les mots « aux marchés » insérer le mot « publics » ; faire en sorte que les entreprises publiques passant des marchés privés ne soient pas soumises à d'autres règles que les entreprises privées passant des marchés privés ; repoussé. **Article 4 B** (p. 9470) : son amendement n° 59 : supprimer l'article 4 B ; insiste sur la difficile conciliation de cet article avec la procédure de l'appel à la concurrence ; repoussé, (p. 9471) : se déclare favorable au sous-amendement n° 76 de M. Icart. **Article 3 (suite)** (p. 9472) : son amendement verbal ; remplacer le mot « agréer » par le mot « accepter » dans le premier alinéa de l'article 3 ; retiré ; (p. 9472, 9473) : insiste pour que son amendement n° 56 soit mis aux voix ; repoussé. **Article 4** (p. 9473) : son amendement n° 60 : allègement des procédures administratives ; repoussé. **Article 5** (p. 9473) : son amendement n° 61 : de forme ; adopté. **Article 6 bis** (p. 9474) : son amendement n° 62 : supprimer l'article 6 bis ; adopté. **Article 8** (p. 9475) : son amendement n° 64 : modification des délais concernant les marchés de gré à gré ; adopté. **Avant l'Article 11** (p. 9477) : n'est pas opposé à l'amendement n° 78 de M. Lauriol mais préfère proposer une disposition nouvelle évitant, grâce au cautionnement à option, le cumul de la caution et de l'action directe, son amendement n° 80 : possibilité pour le titulaire du marché principal de fournir une garantie de paiement en faveur de ses sous-traitants par une caution volontaire ; (p. 9479) : juge que le système proposé par le Gouvernement donne plus de souplesse surtout pour les petites entreprises ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 78 de M. Lauriol. **Article 11** (p. 9479) : son amendement n° 65 : supprimer l'article 11 ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 9480) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Mexandeau. **Article 12** (p. 9481) : son amendement n° 66 : supprimer l'article 12 ; absence de liens spécifiques de cet article avec le problème des entreprises sous-traitantes ; (p. 9483) : sa réponse à la question posée par M. Lauriol ; la volonté du Gouvernement de protéger les créances salariales ; étude du problème lors du débat sur le projet relatif à la faillite ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10127) : souhaite que la divergence entre l'Assemblée nationale et le sénat aboutisse à un compromis. **Discussion des articles. Article premier** (p. 10127) : sur l'amendement n° 2 de M. Lauriol, s'en remet

à la sagesse de l'Assemblée. **Article 3** (p. 10128) : son amendement n° 29 : supprimer l'exigence d'un agrément général du sous-traitant ; adopté ; son amendement n° 1 : maintenir les droits du sous-traitant à l'égard de l'entreprise principale au cas où celle-ci ne l'aurait pas fait accepter ; retiré. **Article 3 bis** (p. 10129) : sur l'amendement n° 6 de M. Lauriol, laisse l'Assemblée juge ; souhaite néanmoins que les contrats types soient largement utilisés. **Article 4 A** (p. 10130) : son amendement n° 30 : exclusion du champ d'application du titre II les établissements publics faisant partie du secteur concurrentiel ; article 4 A et amendement n° 30 réservés. **Article 4 B** (p. 10131) : ne partage pas le point de vue exposé par M. Lauriol en son amendement n° 8 ; considère qu'un engagement *a priori* risque de décourager le recours à la sous-traitance. **Article 8** (p. 10134) : son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 20 de M. Lauriol : prévoir un délai de six mois pour les marchés de gré à gré ; adopté. **Article 9 A** (p. 10135) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Lauriol. **Article 9** (p. 10135) : préfère le délai d'un mois au délai de quinze jours prévu dans l'amendement n° 23 de M. Lauriol. **Article 4 A (suite)** (p. 10137) : son amendement n° 30 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7513) : donner au commerce et à l'artisanat la place qu'ils doivent occuper dans une société moderne ; l'augmentation des moyens dans le domaine des primes d'installation, du développement du commerce et de l'artisanat dans les zones rurales, en faveur du programme d'aide au Massif central et dans le domaine du crédit ; (p. 7514) : l'assistance technique ; la formation professionnelle ; l'application de la loi d'orientation ; l'harmonisation du régime des commerçants et des artisans avec le régime général de la sécurité sociale ; l'équilibre de l'ORGANIC et de la CANCAVA ; les avances à la CANAM ; les régimes spéciaux d'aides aux commerçants et artisans ; la réduction de la taxe d'entraide ; les « commerçants bloqués » ; (p. 7515) : la situation des sous-traitants ; le fonctionnement du premier centre de gestion agréé ; l'égalité fiscale des commerçants et des salariés ; s'attacher à conserver le caractère libéral des entreprises commerciales ; l'installation des artisans dans les villes et quartiers nouveaux ; l'artisanat en zone rurale ; (p. 7524) : ses réponses aux orateurs ; sa position sur les transports gratuits assurés par les grandes surfaces ; les conclusions du groupe de travail sur la durée du travail ; la protection des sous-traitants ;

la nécessité d'assouplir les prêts d'installation et de reconversion ; (p. 7525) : les baux commerciaux ; les critères de fixation des loyers ; le régime d'assurance obligatoire des conjoints ; la prime d'installation ; l'effort engagé en faveur des entreprises artisanales ; les demandes de prime de décentralisation ; (p. 7526) : les plafonds en matière d'aide spéciale compensatrice ; les centres de gestion agréés ; les coopératives d'entreprise ou d'administration ; la revalorisation des métiers manuels ; la prime de développement artisanal ; (p. 7527) : le rôle joué par la maison des métiers d'art français ; le régime des ASSÉDIC et son application aux entreprises artisanales ; (p. 7538) : ses réponses aux orateurs. **Examen des crédits. Après l'Article 6** (p. 7539) : estime que l'amendement n° 147 de M. Aumont est de caractère réglementaire ; (p. 7540) : affirme qu'il n'y a en la matière aucun détournement de fonds et qu'il n'y aura aucun excédent.

— **Son intervention sur le rappel au règlement de M. Waldeck L'Huillier** [5 décembre 1975] (p. 9455) : discussion des conclusions du rapport sur la proposition de loi relative à la protection de la sous-traitance ; les amendements déposés par le Gouvernement.

En qualité de ministre de la qualité de la vie :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7465) : le progrès de la qualité de la vie ; (p. 7466) : la nouvelle structure gouvernementale ; la nécessité de disposer d'un bon outil législatif ; la grande loi sur l'eau de 1964 ; le projet de loi relatif au contrôle des produits chimiques ; le pollueur devant être le payeur ; son projet de budget ; les engagements de l'Etat non remis en cause ; les programmes d'action prioritaires ; indique que son département n'est pas le seul à participer au financement de l'environnement ; la nécessité de choix rigoureux et de coordination des efforts et des ressources ; renforcer la politique de l'eau ; développer le contrôle des installations classées ; une nouvelle étape : la lutte contre le bruit ; plus de cohésion à la politique de protection de la nature ; un plan sur quinze ans pour le développement de la reconquête de nos ressources en eau ; les problèmes de la mer ; la Méditerranée ; les pollutions chimiques d'origine industrielles ; (p. 7467) : le bruit ; la protection de la nature ; la lutte contre les inégalités écologiques et les inégalités matérialisées dans le cadre de vie ; plus de justice sociale dans l'accès aux vacances, aux loisirs, aux activités sportives ;

l'aménagement du temps ; la promotion d'un nouveau type de croissance ; les effets bénéfiques de la politique de l'environnement sur l'économie ; la création d'emplois dans le secteur de l'environnement ; l'arrêt de la prolifération des grands ensembles ; la concertation avec les associations ; (p. 7479) : les moyens en personnels de son ministère ; sa structure locale ; le financement de la lutte contre la pollution industrielle ; la lutte contre la pollution des eaux ; (p. 7480) : la protection des eaux de la Méditerranée ; les parcs régionaux et les parcs nationaux ; les réserves naturelles ; la gestion des terrains acquis par les pouvoirs publics sur le littoral ; le conservatoire du littoral ; la politique de l'eau ; la protection de la nature ; la rédaction du titre II de la loi sur la protection de la nature ; (p. 7481) : le contrôle des produits chimiques ; le parc de Porquerolles ; le plan « Ramoge » ; le parc national du Mercantour ; le vallon de Mollières ; le parc de Sevrans ; Pechiney Ugine-Kuhlmann ; Thann et Mulhouse ; la Montedison ; le parc des Cévennes ; les barrages-réservoirs de Naussac et de Villerest ; l'exploitation des carrières ; (p. 7482) : l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets créée par la loi du 15 juillet 1965 ; la protection de la forêt rhénane ; la pollution du Rhin ; la pollution saline ; la lutte contre le bruit ; les stations d'épuration ; les associations et les chemins piétonniers le long de certains cours d'eau ; se déclare prêt à étudier le financement des chemins piétonniers le long des cours d'eau ; la perception de la redevance de pollution sur les quantités d'eau consommées pour les usages purement agricoles ; les problèmes de la qualité de la vie dans la région Ile-de-France particulièrement aigus ; l'agence nationale des espaces verts de la région Ile-de-France ; la Seine propre ; le contrôle de la pollution de l'air ; (p. 7483) : la politique de l'environnement, une œuvre permanente à mener par toutes les collectivités publiques ou privées.

ANTAGNAC (Jean)

Député de l'Aude
(2^e circonscription)
(PSRG).

En remplacement de M. Francis Vals, décédé le 27 juin 1974.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [28 juin 1974] (p. 3160, 3212).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 juillet 1974] (p. 3248).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Donne sa démission de membre de cette commission [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Autoroute languedocienne** [27 novembre 1974] (p. 7102).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Antoune (n° 19001), Maurice Cornette (n° 19006) : Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2013) : la crise viticole ; la fiscalité outrancière pesant sur le vin ; la lutte des élus socialistes aux côtés des viticulteurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Relance du marché du vin** [11 juin 1975] (p. 3977, 3978) : situation critique de la viticulture, notamment dans l'Aude.

— **Grève des agents du secteur public** [5 novembre 1975] (p. 7881, 7882) : mesures envisagées par le Gouvernement pour répondre aux revendications du secteur public (RATP, électricité, gaz).

— **Revendications des viticulteurs** [10 décembre 1975] (p. 9619) : nécessité d'un débat sur la création d'un office du vin.

— **Dégradation du service public d'éducation** [3 novembre 1976] (p. 7417) : mesures envisagées pour empêcher l'aggravation des inégalités dans l'enseignement.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles (n° 1172). Discussion des articles** [3 octobre 1974].

Avant l'Article premier (p. 4752) : amendement n° 3 : demande un « plan de sauvegarde du revenu des exploitants agricoles familiaux » ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie (n° 1178). Discussion des articles** [4 octobre 1974]. **Article premier (p. 4831) :** amendement n° 16 : carburant de remplacement à base d'alcool ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6869) : estime que le travail des services financiers a augmenté beaucoup plus que le nombre des agents ; (p. 6870) : déclare que la mise en œuvre de la formation professionnelle et du travail à mi-temps n'a pas été accompagnée de créations d'emplois correspondantes ; déclare que le groupe socialiste et des radicaux de gauche ne votera pas le budget des services financiers pour 1975.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171). Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 17 (p. 1527) :** son amendement n° 115, possibilité pour le preneur de communiquer par lettre recommandée l'état descriptif et estimatif des travaux, constructions, réparations et plantations à entreprendre aux frais du bailleur ; le caractère limité du texte gouvernemental ; augmenter les possibilités d'investissement du preneur, repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2694) : le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Port-La-Nouvelle ; (p. 2695) : le danger que représente cette installation ; le caractère contestable du choix du site ; le refus des populations.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634)** [10 juin 1975]. **Discussion générale (p. 3934) :** la pénalisation des petits ateliers ; l'inégalité de traitement entre les redevables et les collectivités locales ; un projet qui place les redevables dans l'incertitude ; (p. 3935) : le sort spécial réservé aux centrales nucléaires ; l'important transfert de charges qui pénalise les ménages ; l'étouffement à long terme des départements sous-industrialisés ; les lacunes évidentes du projet. **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 9 (p. 4020) son amendement n° 88 :** supprimer l'acompte de 60 % ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7912) : estime que l'effort budgétaire en faveur de l'INRA ne permettra pas de combler les retards accumulés depuis des années ; insuffisance des moyens mis à la disposition de la recherche viticole et œnologique.

Economie et finances. — II. Services financiers [19 novembre 1975] (p. 8721) : un budget qui ne donne pas à l'administration fiscale les moyens dont elle a besoin ; l'absence de contrôle sur les grandes entreprises ; l'insuffisance de la lutte contre la fraude fiscale ; le recours croissant à des géomètres privés pour la confection du cadastre ; (p. 8722) : les emplois supplémentaires nécessaires dans les différents services du ministère de l'économie et des finances ; le laxisme dont bénéficient les professions libérales dans la région parisienne ; le vote hostile du groupe des socialistes et des radicaux de gauche.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2259) : la nécessité de mesures d'urgence en vue d'enrayer la baisse du revenu agricole ; la nécessité d'aménager le régime de la TVA ; (p. 2260) : augmenter d'un point les taux de remboursement forfaitaire de TVA ; permettre aux agriculteurs assujettis de conserver à leur bénéfice une fraction de la TVA facturée ; ramener au taux réduit la TVA s'appliquant aux produits agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7540) : l'enseignement public agricole à bout de souffle ; la rémunération des personnels de l'enseignement agricole ; l'indigence des dépenses d'équipement ; l'enseignement privé ; la recherche agronomique ; l'institut national de la recherche agronomique ; l'institut national de la recherche agronomique ; (p. 7541) : la suppression des crédits de répartition pour les établissements publics ; les autorisations de programme ; leur diminution ; les laboratoires de l'INRA ; celui de Nantes ; la sécheresse ; le budget de l'INRA accablant pour la politique gouvernementale ; la gravité des problèmes viticoles dans son département ; la station de recherches technologiques de Narbonne ; le domaine de Pech Rouge ; son manque de personnel ; ses études sur la qualité des vins stoppées par le manque de crédits ; le refus des socialistes et radicaux de gauche de voter un budget ; le souhait des agriculteurs et viticulteurs d'une politique nou-

velle. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture.** Débat du 4 novembre 1976 (*J.O. débats* du 5 novembre 1976) (p. 7637) : la situation viticole ; les importations ; la région de Montredon-Corbières ; les vins blancs de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1976] (p. 8484) : une politique antisociale ; une conception restrictive de l'intérêt général ; (p. 8485) : le prélèvement fiscal ; l'absence de moyens et le manque d'effectifs des agents des finances ; la création de nouveaux emplois ; le développement du contrôle fiscal ; la justice fiscale ; la fraude ; le renforcement des moyens des services extérieurs du Trésor ; un service public cadastral ; l'insuffisance de l'aide aux organisations de consommateurs ; le refus du budget par le PSRG.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — II. Services financiers [18 novembre 1977] (p. 7717) : les formes du contrôle fiscal ; la pratique fiscale des sociétés ; l'injustice fiscale ; les différences de traitement des contribuables ; le relèvement de 10 à 20 % de l'abattement accordé aux adhérents des centres de gestion agréés ; l'inégalité des citoyens devant l'impôt ; le rapprochement progressif des conditions d'imposition des salariés et des non-salariés ; le vote hostile du groupe du PSRG.

ANTHONIOZ (Marcel)

Député de l'Ain
(2^e circonscription)
(RI).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1974] (p. 1448, 1450), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1976] (p. 1273).

Décédé le 31 août 1976 [*J.O.* du 3 septembre 1976] (p. 5351).

Eloge funèbre prononcé le 5 octobre 1976 (p. 6320, 6321).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1973

— **Projet de loi portant sur le versement destiné aux transports en commun (n° 447). Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Article premier** (p. 2392) : fait part des résultats de sa consultation du président de la commission des finances ; irrecevabilité au regard de l'article 40 de la Constitution des amendements de MM. Boulay, Eloy, Valleix et Baudis (fixation du seuil de population).

— Répond au **rappel au règlement de M. Labarrère** : importance du travail législatif accompli au cours de la session [27 juin 1973] (p. 2546) ; rappel des dispositions de l'article 29 de la Constitution, paragraphe premier [27 juin 1973].

— Répond au **rappel au règlement de M. Michel Durafour**, méthodes de travail de la conférence des présidents [27 juin 1973] (p. 2549).

— **Prend acte du dépôt d'une motion de censure** ; en donne lecture [5 octobre 1973] (p. 4126, 4127).

— **Conteste que l'intervention de M. Alain Vivien** constitue un rappel au règlement ; lui demande d'interrompre son intervention [10 octobre 1973] (p. 4234).

— **Rend hommage à M. Robert Sans**, employé décédé en cours de séance ; adresse ses condoléances à sa famille ; renvoi au lendemain des travaux de l'Assemblée [25 octobre 1973] (p. 4806).

— **Donne acte de l'annulation de l'élection de M. Hélène** en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 25 octobre 1973 [26 octobre 1973] (p. 4878).

— Répond au **rappel au règlement de M. Michel Durafour** (question d'actualité de M. Stehlin) [26 octobre 1973] (p. 4883).

— Répond au **rappel au règlement de M. Bertrand Denis** (ouverture d'un débat sur La Villette) [26 octobre 1973] (p. 4884).

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Légion d'honneur et ordre de la Libération : salue la présence du grand chancelier de la Légion d'honneur [31 octobre 1973] (p. 5108) ; rappelle à M. Alain Bonnet qu'il n'est pas d'usage qu'un rapporteur s'exprime à titre personnel alors qu'il rapporte au nom d'une commission (p. 5109).

— Répond à **M. Alain Bonnet sur son rappel au règlement** [9 novembre 1973] (p. 5514).

— Ses observations sur le **télégramme adressé par le ministre aux présidents départementaux de l'UFAC** [9 novembre 1973] (p. 5526).

— Répond au **rappel au règlement de MM. Franceschi et Julia** [13 décembre 1973] (p. 6936).

1974

— Répond à **divers rappels au règlement** : saisira le bureau de la publication par la presse d'un rapport écrit [20 juin 1974] (p. 2817).

— Répond au **rappel au règlement de M. Frêche** : distribution du rapport de la Cour des comptes [26 juin 1974] (p. 2966).

— Répond au **rappel au règlement de M. Simon-Lorière** : discussion du projet de loi sur les combattants d'Afrique du Nord [26 juin 1974] (p. 2966).

— Répond au **rappel au règlement de M. Frédéric-Dupont** : examen du rapport de M. Gerbet sur la proposition de création d'une commission d'enquête sur certaines opérations immobilières de Paris [26 juin 1974] (p. 2967).

— Répond aux **rappels au règlement de MM. Fanton et Baumel** : questions au Gouvernement [26 juin 1974] (p. 2975).

— Informe l'Assemblée de la réunion commune de la commission de la production et des échanges et de la commission des finances, de l'économie et du plan pour l'audition du Gouvernement sur les problèmes agricoles. Les députés non membres de ces commissions pourront assister à la réunion en qualité d'observateurs [24 juillet 1974] (p. 3726).

— **Hommage de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale du Québec** [9 octobre 1974] (p. 4895).

— **Procédure des questions au Gouvernement** [9 octobre 1974] (p. 4901) : rappel au règlement de M. Guerneur.

— **Modification de l'ordre du jour** : report des deux autres questions à l'ordre du jour de mercredi prochain [9 octobre 1974] (p. 4912).

— Répond au **rappel au règlement de M. Rigout** : non-inscription à l'ordre du jour de sa proposition tendant à créer une commission d'enquête portant sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [16 octobre 1974] (p. 5090).

— Répond au **rappel au règlement de M. Frêche** : application de l'article 58 du règlement ; renvoi des rappels au règlement après l'heure réservée aux questions au Gouvernement et article 49 de la Constitution : priorité au Gouvernement pour la fixation de l'ordre du jour ; grève de la faim des harkis [16 octobre 1974] (p. 5091).

— Répond au **rappel au règlement de M. Pierre Weber** : amélioration des conditions de travail ; horaires des séances [16 octobre 1974] (p. 5091).

1975

— **Sur la demande de constitution d'une commission spéciale** (examen du projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière) (n° 1588) [7 mai 1975] (p. 2462) : condamne les propos tenus par M. Dubedout sur l'interprétation du règlement de l'Assemblée nationale par le président.

— Répond au **rappel au règlement de M. Dubedout** [7 mai 1975] (p. 2463) : application de l'article 31 du règlement de l'Assemblée nationale.

— Répond au **rappel au règlement de M. Frêche** [14 mai 1975] (p. 2649) : délai de réponse aux questions écrites.

— **Annonce le dépôt d'une lettre du Premier ministre** apportant rectification à la rédaction du rapport sur l'orientation du VII^e Plan [5 juin 1975] (p. 3746).

— **Sur le projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). Examen des articles [11 juin 1975]. **Article 8** (p. 4018) : estime que l'article 40 de la Constitution n'est pas applicable à l'amendement n° 87 de M. Boulloche.

— Répond au **rappel au règlement de M. Fanton** [12 juin 1975] (p. 4063).

— **Sur une question au Gouvernement relative à l'intégration des personnels de l'ex-ORTF** [25 juin 1975] (p. 4420) : ses observations sur la retransmission des débats (discussion des questions) à la télévision.

— **Fait valoir à M. Defferre** qu'un rappel au règlement est impossible avant les questions au Gouvernement [8 octobre 1975] (p. 6650).

— Répond au **rappel au règlement de M. Defferre** relatif au vote des députés des Comores [8 octobre 1975] (p. 6657).

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire gabonaise** [15 octobre 1975] (p. 6912).

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire iranienne** [16 octobre 1975] (p. 6968).

— **Sur les projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s 1588 et 1881). Examen des articles [16 octobre 1975]. **Après l'Article 25** (p. 6982) : ses observations sur la procédure à suivre pour la discussion des amendements après l'article 25.

— Répond au **rappel au règlement de M. Gau** [23 octobre 1975] (p. 7262) : organisation des travaux parlementaires.

— **Sur la question au Gouvernement de M. Boulloche** [29 octobre 1975] (p. 7536) : ses observations sur le respect des dispositions du règlement relatives aux questions du Gouvernement.

— Répond au **rappel au règlement de M. Defferre** [5 novembre 1975] (p. 7888) : recevabilité financière des amendements.

— **Sur la question au Gouvernement de M. Pranchère relative à la situation de l'entreprise Poutrex, à Argentat** [5 novembre 1975] (p. 7883) : raison de l'absence du Premier ministre à la séance des questions.

— **Sur le projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8712). **Examen des crédits : Etat B. — Titres III et IV** : indique que le président de l'Assemblée nationale a décidé que l'article 41 de la Constitution était applicable à l'amendement n° 247 de M. Bayou.

— Répond au **rappel au règlement de M. Aumont** [26 novembre 1975] (p. 8964).

— Répond au **rappel au règlement de M. Defferre** [16 décembre 1975] (p. 9841, 9842) : atmosphère passionnée de la séance du 5 décembre ; la considération qu'il porte à M. Chevènement et aux membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— Répond au **rappel au règlement de M. Marette** [19 décembre 1975] (p. 10090) :

la publicité relative à la vente d'armes de guerre parue dans le journal *France Soir*.

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [19 octobre 1973]. **Article 42** (p. 4591) : formation professionnelle des restaurateurs et hôteliers.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Première partie :**

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4788) : ses observations sur l'amendement de M. Brochard ; souhaite que les activités des hébergements sociaux et familiaux soient taxés au taux de TVA de 7,50 % ; demande que l'hôtellerie « quatre étoiles » et « quatre étoiles luxe » ne soit pas pénalisée ; rôle de ces établissements pour le prestige de notre pays et la prospérité de son économie ; incidences du développement de l'activité de ces établissements ; demande le maintien du taux de TVA de 7,50 % pour ce secteur ; le retrait de l'amendement de la commission (p. 4789) ; ses réserves sur la méthode de compensation de ressources proposée par l'amendement ; estime que l'article 40 est applicable ; (p. 4790) : son accord sur l'objet essentiel de l'amendement ; ses craintes quant au maintien des emplois dans les hôtels de luxe.

— **Proposition de loi portant sur les baux commerciaux (n° 615)** [6 décembre 1973] (p. 6697). **Commission mixte paritaire** : son accord avec l'amendement de M. Charles Bignon ; son désaccord avec le sous-amendement de M. Bertrand Marie ; sa question au Garde des Sceaux sur l'applicabilité du décret du 3 juillet 1972 aux baux commerciaux d'une durée supérieure à neuf ans.

1975

— **Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours (n° 1587). Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4160) : un texte qui ne vise pas les syndicats d'initiative ; la volonté unanime de ne pas porter atteinte au développement du tourisme social. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4164) : est favorable à l'amendement n° 11 de M. J.-P. Cot. **Article 7** (p. 4166) : fait observer que le paragraphe premier de l'article 2 autorisera les associations à jouer le rôle de prestataires de services auprès des personnes non adhérentes.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Qualité de la vie. — III. Tourisme [12 novembre 1975] (p. 8157) : le vote favorable des républicains indépendants ; ne pas négliger l'hôtellerie de chaîne ; intensifier la propagande touristique aux Etats-Unis ; (p. 8158) : et au Japon.

ANTOUNE (Guy)

Député de la Gironde
(5^e circonscription)
(UC, puis RCDS).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Achille-Fould, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe union centriste [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux. [10 juillet 1974] (p. 3489).

L'Assemblée prend acte de sa démission de député [2 octobre 1976] (p. 6304, 6307).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [18 mai 1973] (p. 1429), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° 19001) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2000, 2006) : dégradation de la situation de l'agriculture et de la viticulture depuis 1974 ; mise en œuvre d'un plan viticole à court et à long terme.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6311) : souligne l'intérêt des dispositions relatives à la retraite anticipée.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [8 avril 1976]. **Article 18** (p. 1514) : son amendement n° 207 : permettre sous certaines conditions la construction dans les zones rurales boisées ; repoussé ; (p. 1520) : son amendement n° 197 ; possibilité lorsque les terrains ont été classés par erreur comme espaces boisés de faire procéder à une rectification des POS ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion générale** [4 mai 1976] p. 2592) : l'augmentation des impôts dans les communautés urbaines ; tenir compte des cas particuliers et envisager une péréquation des patentes.

ARNAUD (Désiré)

(Premier président de la Cour des comptes).

Dépôt du rapport de la Cour des comptes [29 juin 1973] (p. 2705), [20 juin 1974] (p. 2825), [24 juin 1975] (p. 4646), [30 juin 1976] (p. 4947), [29 juin 1977] (p. 4416).

ARRAUT (Pierre)

Député de l'Hérault
(3^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certains dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

DÉPÔTS

— **Proposition de loi** tendant à réprimer les rédactions abusives de lettres de recouvrement (n° 1318) [20 novembre 1974].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— M. Boudet (n° 1871), M. Falala (n° 19360), M. Ducoloné (n° 19428), M. Coulais (n° 19952), M. Gau (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3695) : sous-emploi dans le département de l'Hérault ; crise viticole ; construction d'un nouvel hôpital à Sète ; amélioration des voies d'eau et des routes.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article 5** (p. 2103) : son amendement tendant à l'abrogation de l'article L 13 du code du service national.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers communaux non professionnels victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service commandé** (n° 1934). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9929) : un projet tardif ; l'hommage de l'orateur aux sapeurs-pompiers volontaires ; l'accroissement de leur tâche ; (p. 9930) : la nécessité de subventions de l'Etat plus élevées ; revoir le statut des intéressés au cours d'une conférence nationale.

1977

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 10** (p. 8080) : son amendement n° 69 soutenu par M. Edmond Garcin : acceptation des titres prioritaires et des titres d'indemnisation en remboursement des dettes de toute nature de leurs détenteurs, abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; réservé.

AUBERT (Emmanuel)

Député des Alpes-Maritimes
(4^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre de la commission supérieure des sites [22 juin 1973] (p. 2466).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [6 novembre 1973] (p. 5193).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Démissionnaire de cette commission [6 novembre 1974] (p. 5988).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre I^{er} du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à garantir un minimum de ressources aux personnes âgées** (n° 121) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à améliorer la protection sociale des veuves** (n° 122) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968 portant amnistie** (n° 123) [12 avril 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi n° 41 relative à l'institution d'une pension de veuve et à diverses autres mesures en faveur des veuves ; 2° n° 107 tendant à instituer une pension de veuve ; 3° n° 122 tendant à améliorer la protection sociale des veuves ; 4° n° 132 tendant à améliorer la protection sociale des veuves ; 5° n° 136 relative à la pension de réversion accordée au conjoint survivant ; 6° n° 546 tendant à permettre aux titulaires des pensions de réversion de bénéficier de l'allocation logement ; 7° n° 558 tendant à élever à 66 % le taux de la pension de réversion accordée au conjoint survivant (n° 925) [22 janvier 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi n° 776 portant diverses améliorations et simplifications en matière de **pensions ou allocations des veuves, des mères de famille et des personnes âgées** (n° 1331) [22 novembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1410) modifié par le Sénat, portant diverses améliorations et simplifications en matière de **pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées** (n° 1420) [18 décembre 1974].

— **Proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale des pêches maritimes** (n° 1474) [20 décembre 1974].

— **Proposition de loi relative à la composition des conseils municipaux dans les communes de moins de 500 habitants** (n° 1656) [20 mai 1975].

— **Proposition de loi tendant à compléter la rédaction du certificat du travail** (n° 2325) [26 mai 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi (n° 2872) relatif à l'amélioration de la situa-

tion des conjoints survivants (n° 2972) [9 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le maintien de la pêche artisanale professionnelle dans les zones côtières touristiques (n° 2983) [15 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi (n° 2686) modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage (n° 3028) [23 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants (n° 3039) [28 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du Code du travail relatives au contrat d'apprentissage (n° 3061) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 164 du code civil (n° 3139) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 3 *sexies* de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel (n° 3310) [14 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en faveur des anciens prisonniers du camp de Rawa-Ruska (n° 3313) [14 décembre 1977].

— **Proposition de loi** relative à la durée du congé hebdomadaire dans les boulangeries (n° 3424) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions d'actualité :

— **Union générale de la mutualité dans les Alpes-Maritimes** [29 juin 1973] (p. 2711, 2712).

— **Minimum vieillesse des personnes âgées** ; doublement promis par le Premier ministre à Provins ; revalorisation des majorations à intervenir en 1974 [28 novembre 1973] (p. 6424).

• question au Gouvernement :

— **Conséquences de la grève des PTT sur**

les échéances fiscales [18 décembre 1974] (p. 8048).

• questions orales avec débat de :

— **M. de Falala** (n° 18494) : retraite de vieillesse des salariés, en qualité de suppléant [7 mai 1975] (p. 2474).

— (n° 19450) : allocation temporaire aux veuves recherchant un premier emploi [7 mai 1975] (p. 2475) : formation professionnelle.

• questions au Gouvernement :

— **Mesures en faveur des rapatriés d'Algérie** [25 juin 1975] (p. 4713) : suites données au rapport de M. Mario Bénard.

— **Application de la loi du 3 janvier 1975 en faveur des commerçants et artisans** [29 octobre 1975] (p. 7532) : publication du décret d'application.

— **Situation dans les universités** [26 mai 1976] (p. 3500) : les incidents de la faculté de droit de Nice.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Première lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1973]. **Article 7** (p. 4239) : son amendement relatif aux structures propres à chaque régime de sécurité sociale. **Après l'Article 7** (p. 4240) : son amendement relatif à l'aménagement de l'assiette des charges sociales pesant sur les entreprises ; [11 octobre 1973] : **Article 11** (p. 4279) : situation des veuves et aide spéciale compensatrice ; sa proposition relative aux conditions d'âge exigées pour l'attribution des pensions de réversion ; (p. 4280) : répond au Gouvernement ; vote contre son sous-amendement ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4348, 4349) : ses observations, son désaccord avec la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial, compétence de ces commissions ; souhaite que l'article 21 soit revu en deuxième délibération ; (p. 4352) : son amendement tendant à établir une modulation des surfaces de référence en fonction de la population ; (p. 4353) : ses amendements de forme ; répond au Gouvernement ; (p. 4355) ; son amendement d'harmonisation. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1973]. **Article 22** (p. 6765) : son amendement : seuil des surfaces de vente ; (p. 6766, 6767) : répond au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion des articles** [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4800) : ses obser-

vations sur l'amendement de M. Brochard ; injustice à l'égard des hôtels non classés ; aspects d'incitation et de justice sociale de la fiscalité de l'hôtellerie ; vote de son groupe contre l'amendement sous-amendé de M. Brochard ; sa demande au ministre d'une étude rapide du problème de l'uniformisation des taux de la TVA applicables à l'hôtellerie ;

1974

— **Déclaration de politique gouvernementale. Explications de vote** [6 juin 1974] (p. 2532) : unité, sérénité et vitalité du groupe U.D.R. ; la déclaration du Premier ministre comporte des accents qui sont les nôtres ; le groupe UDR accordera sa confiance.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale (n° 1177)** [16 octobre 1974]. **Seconde délibération. Article premier** (p. 5121) : son amendement n° 2 : protection des droits acquis ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article premier** (p. 7228) : son amendement n° 83 ; suspension de l'application de l'article 317 du Code pénal ; retiré.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations (n° 776), rapporteur. Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7434) : le projet vise à améliorer la situation des veuves, des mères de famille et des femmes ayant acquis des droits personnels ; la réforme du cumul des droits propres et de la pension de réversion constitue une première étape : le cumul ne peut aller au-delà de la moitié des droits du conjoint survivant et du droit du défunt ; cet avantage ne joue que tant que la pension personnelle est inférieure à la pension du mari ; propose le cumul intégral jusqu'au niveau du minimum vieillesse ; le nombre des bénéficiaires ; les conditions d'obtention de la pension de réversion ; multiplier les bénéficiaires ou augmenter le taux ; propose le relèvement du plafond ; la situation des jeunes veuves ayant des enfants à charge et sans profession ; (p. 7435) : la majoration de la durée d'assurance des mères de famille : deux ans de majoration par enfant ; l'affiliation gratuite au régime d'assurance vieillesse des mères de famille et des femmes bénéficiant du salaire unique ou de l'allocation de la mère au foyer ; un problème : le plafonnement à trente-sept annuités et demie ; la suppression de la durée minimum d'assurance ; l'écart entre le montant d'une rente et d'une pension ; la proratisation des avantages annexes à la durée d'assurance

des pensionnaires : pour l'allocation aux vieux travailleurs salariés, la majoration pour assistance d'une tierce personne et la majoration pour conjoint à charge ; une étape importante pour la reconnaissance des droits de la femme ; souhaite que le cumul soit bientôt intégral ; la commission demande l'adoption du projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7444) : cumul intégral jusqu'au niveau du maximum vieillesse ; résulte d'une collaboration étroite entre le gouvernement et la commission. **Après l'Article premier** : salue l'extension du cumul au conjoint des vieux travailleurs disparus et au conjoint survivant invalide et le fait que cette mesure sera applicable à tous les conjoints survivants qui touchent actuellement une pension de retraite ; (p. 7446) : son amendement n° 11. **Après l'Article 2** : les agences de l'emploi doivent faciliter la réinsertion et la formation professionnelle des veuves ; devenu sans objet ; (p. 7448) : son amendement n° 9 rectifié ; (p. 7450) : modification du titre *I bis* : réinsertion et formation professionnelle des veuves et des femmes seules ; adopté ; (p. 7450) : son amendement n° 13 : supprime l'article 4 ; adopté ; son amendement n° 17 rectifié à l'article 12 : application de la loi à compter du 1^{er} juillet 1974 à l'exclusion du titre II ; son amendement n° 18 modifiant le titre du projet de loi : substitution des mots « conjoints survivants » au mot « veuves » ; adopté ; (p. 7453) : demande une seconde délibération sur l'article 7 : nouvelle rédaction de cet article tenant compte de la suppression de la notion de durée d'assurance. **Deuxième lecture** [20 décembre 1974] (p. 8255) : les modifications apportées par le Sénat : le cumul de la rente et de la pension de vieillesse pour les accidentés du travail antérieurement au 1^{er} juillet 1930 ; l'information des retraités sur leurs droits par les caisses d'assurance vieillesse ; une première phase de la réforme du droit de cumul ; une première étape dans l'élaboration du statut social des veuves ; les prochains objectifs : le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes veuves, la modification des conditions d'ouverture de la pension de réversion, le cumul intégral des droits personnels et des droits dérivés ; cette loi apportera aux veuves, en même temps que des mesures concrètes, un espoir et un témoignage (p. 8256).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1340), rapporteur pour avis. Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 5** (p. 7605) : à titre personnel : extension du remboursement complémentaire de T.V.A. à certains agriculteurs. — **Article 13** (p. 7608) : la majoration des pensions pour enfants aux fonctionnaires ayant élevé des

orphelins de père et de mère ou des pupilles de la nation ; avis favorable unanime de la commission ; comparaison des différents régimes de protection sociale.

1975

— **Demande de constitution d'une commission spéciale : examen du projet de loi (n° 1588) portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** [7 mai 1975] (p. 2462) : opposition du groupe UDR, des républicains indépendants, des centristes, des réformateurs et des démocrates sociaux à la constitution d'une commission spéciale ; avantage de l'examen du texte par deux commissions (commission des lois et commission de la production et des échanges).

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881). Première lecture. Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6669) : déplore que l'urbanisme apparaisse trop souvent en France comme incertain, secret et quelquefois source d'iniquité ; (p. 6670) : approuve la nature fiscale du versement obligatoire prévu par le projet et le maintien du droit de construire lié au droit de propriété ; approuve la généralisation du droit de préemption par le système de zones d'intervention foncière ; il doit être clair que l'exercice de ce droit doit être soumis aux conditions du marché ; (p. 6671) : approuve la suppression des dérogations et l'aménagement du système de transfert partiel des COS en vue de préserver les zones naturelles ; approuve les modifications en matière de permis de construire contenues dans l'ancien titre III ; estime que l'impôt foncier devra être mis en œuvre, car il conditionne la maîtrise globale du problème foncier ; ses modalités ne paraissent pas pour le moment suffisamment au point. **Discussion des articles** [15 octobre 1975]. **Article 20 : Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6955) : son amendement n° 481 : faire porter l'interdiction prévue dans l'amendement n° 332 du Gouvernement sur le recours au droit d'expropriation ; (p. 6955, 6956) : estime que son amendement n° 481 protège les propriétaires contre toute volonté de « vengeance » de la part de la commune ; estime qu'un délai de cinq ans en la matière n'est pas excessif ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 9** (p. 9042, 9043) : propose de modifier l'amendement n° 5 du Gouvernement afin que ne soient pas placés sur le même plan les critères servant à déterminer si les constructions nouvelles dépassent le plafond légal de densité et la valeur des terrains ; adopté. **Article 16** (p. 9050) : est favorable à une adoption de l'amendement n° 10 du Gouver-

nement sur les mutations, étant entendu que la date d'application de la loi serait celle de la promulgation. **Avant l'Article 24 bis** (p. 9060) : sur l'amendement n° 17 du Gouvernement et le sous-amendement n° 96 de M. Fanton, propose de ramener le délai de six mois à trois mois.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8601) : l'impossibilité de porter un jugement définitif sur le nouveau système ; le caractère assez peu probant des résultats actuels de la gestion ; le non-accomplissement de certaines missions, notamment en ce qui concerne la liberté de l'information ; l'abstention de la grande majorité du groupe UDR quant à l'autorisation de percevoir la redevance.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L. 351-4 du code du travail (n° 1482). Explications de vote** [26 novembre 1975] (p. 8969) : ne pourra voter le projet dans la situation actuelle, car il comprend mal la priorité choisie par le Gouvernement alors que lui-même a, depuis deux ans, tenté d'obtenir que l'aide publique soit accordée aux veuves chargées de famille, âgées de moins de cinquante-cinq ans.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale (n° 1981). Discussion des articles** [4 décembre 1975]. **Après l'Article 9** (p. 9388) : son amendement n° 23 : nombre des conseillers ne résidant pas dans la commune ; souhaite que la question qu'il a soulevée soit réglée avant les prochaines élections municipales ; retiré.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme (n° 1881). Discussion des articles** [7 avril 1976]. **Article 8** (p. 1467) : son amendement n° 257 : au début de l'article 8 supprimer les mots : « L. 123-2 » ; faire en sorte que les petits propriétaires ne risquent pas d'être victimes d'un POS trop autoritaire ; (p. 1468) : consent à retirer son amendement.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (n° 1502). Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1987) : se félicite de la convention d'Oslo et de son extension dans le texte gouvernemental ; considère qu'après le rapport excellent de

M. Bécam, il ne reste plus qu'à agir ; regrette que le projet ne traite pas du problème dans son ensemble ; (p. 1988) : soulève le problème des décharges en mer ; cite le cas de quatre décharges existant dans sa circonscription ; estime qu'un texte législatif devrait traiter des décharges à partir du rivage et qu'une codification des mesures de lutte contre la pollution marine devrait être effectuée.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature (n° 1565). Discussion des articles [22 avril 1976]. Article 2 (p. 2068) :** juge que les atteintes à l'environnement ne se mesurent pas à la taille des communes ; estime important qu'il soit précisé que toute opération doit respecter l'environnement ; (p. 2070, 2071) : rappelle que l'amendement du Gouvernement prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions dans lesquelles la protection de l'environnement sera prise en compte chaque fois qu'il n'y a pas d'étude d'impact.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille (n° 2220). Discussion générale [19 mai 1976] (p. 3205) :** le projet n'aborde le problème de la famille que sous ses aspects marginaux et par des mesures limitées, mais il reflète une philosophie nouvelle, celle de revenu minimum garanti ; allocation temporaire aux veuves ; souhaite que l'allocation aux parents isolés prévue par le projet ne s'accompagne pas de la suppression de l'allocation de rentrée scolaire ou de celle de l'allocation-logement ; (p. 3206) : souhaite le versement de l'allocation dans les meilleurs délais sans formalités excessives ; sous ces réserves, la réforme sera bonne. **Discussion des articles [19 mai 1976]. Après l'Article 3 ter (p. 3218) :** estime l'amendement n° 110 de M. Pinte dangereux car il s'applique aux demandeurs de l'allocation ; sur l'amendement n° 110 de M. Pinte, demande que les mots « les demandeurs » soient supprimés. **Article 13 (p. 3226) :** demande une précision à Mme Veil sur le congé post-natal de la femme fonctionnaire. **Seconde délibération [20 mai 1976]. Article 2 (p. 3270) :** ses sous-amendements n° 2 et n° 3 considérant que les allocations pré et post-natales, que l'allocation de rentrée scolaire n'entrent pas dans le calcul des revenus de la famille ; (p. 3271) : sous-amendements n° 2 et n° 3 adoptés. **Explications de vote [20 mai 1976] (p. 3271) :** l'UDR votera le projet ; (p. 3272) : souligne que le texte généralise et moralise la notion de soutien de famille plutôt que d'accepter une automaticité de mesures brutales ; souligne que le projet constitue un progrès important.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale [3 juin 1976] (p. 3724) :** les membres de la majorité peu favorables au projet formulent de nombreuses réserves car ils obéissent à leur sens du devoir vis-à-vis de la nation, vis-à-vis du Gouvernement, et veulent promouvoir une réforme fiscale juste ; le projet va pénaliser les plus modestes alors qu'il va épargner les plus riches ; même amendé, le texte sera-t-il moins ambigu, moins complexe, plus applicable ; le Gouvernement a-t-il pris le meilleur moyen pour les mettre en œuvre.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2297). Discussion des articles [6 juillet 1976] :** Après l'article 2 (p. 5087) : son amendement n° 25 précisant que, dans les communes de plus de 500 habitants, le nombre des conseillers ne résidant pas dans la commune lors de l'élection ne peut excéder le quart des membres du conseil ; ses dispositions dans le cas des communes de moins de 500 habitants ; (p. 5088) : accepte la modification de forme à son amendement n° 25 ; amendement n° 25 corrigé adopté. **Après l'Article 7 (p. 5091) :** son amendement n° 26 soutenu par M. Fanton. **Article 4 (suite) (p. 5093) :** son amendement n° 27 modifiant la répartition par groupe de cantons des conseillers municipaux de la ville de Toulouse ; son amendement n° 28 ayant le même objet que l'amendement n° 27 pour la ville de Nice ; amendements n° 27 et n° 28 adoptés.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Première partie :**

Discussion des articles [22 octobre 1976] : **Article 5 (p. 6944) :** les signes extérieurs de richesse, moyens de déceler la fraude ; refus de leur utilisation comme assiette à une taxe ; l'article 5 marqué par la légèreté, l'insuffisance et un snobisme archaïque ; le scandale des pavillons de complaisance ; (p. 6946) : indique que si l'article 5 est supprimé, tous les amendements qui y sont rattachés deviennent effectivement sans objet ; souligne l'importance de l'amendement concernant les pavillons de complaisance. **Article 8 (p. 6957) :** la difficulté de discuter d'amendements et de sous-amendements dont les députés n'ont pas le texte ; souhaite réserver le vote jusqu'à la fin de l'examen de la première partie de la loi de finances ; est d'accord pour que la discussion soit terminée le vendredi soir afin de déterminer exactement l'objet du vote qui interviendra en début de la séance du 26 octobre ; [26 octobre 1976] : **Article 13 (p. 6999) :** son sous-amendement n° 205 à

l'amendement n° 45 de M. Papon ; dissuasif ; les avantages des pavillons de complaisance ; la nécessité de prendre des mesures dissuasives ; la nécessité d'une concertation entre les Etats ; (p. 7001) : se demande pourquoi certaines personnes naviguent sous pavillon étranger ; le problème minimisé par M. Durafour ; ses contradictions ; la non-application de l'arsenal des textes administratifs ; le danger de l'amendement 204 qui se traduirait par une légalisation de fait ; sous-amendement n° 205 devenu sans objet ; (p. 7009) : retire son sous-amendement n° 205.

Deuxième partie :

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8084) : la télévision française, un service public ; la duplication ; son coût ; la qualité des images ; mettre en œuvre la conversion ; (p. 8085) : les zones d'ombre ; les anciens récepteurs ; la création d'une quatrième chaîne ; TDF ; une expérience de vraie grandeur ; la faveur du public pour les 625 lignes ; (p. 8066) : tenir compte des souhaits des téléspectateurs de province, et ne pas pénaliser les personnes âgées ou démunies. **Examen des crédits** [16 novembre 1976] : **article 50** (p. 8089) : la répartition de la redevance ; remercie le Gouvernement de l'ouverture qu'il manifeste sur ce problème important.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [18 novembre 1976]. **Article 4** (p. 9699) : est opposé à l'amendement n° 15 de M. Valleix ; les mécanismes du permis de construire ; les risques d'agression pour l'environnement ; (p. 9701) : le premier paragraphe de l'article 4 essentiel.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3223) : le sentiment d'insatisfaction et d'inachevé que laisse le projet de complément familial ; l'absence de volonté de définir une politique globale de la famille ; les positions de M. Michel Debré et du groupe RPR ; la récente prise de position du groupe RPR sur la famille ; le principe d'une politique globale de la famille ; sa traduction non exclusive en terme de prestations familiales ; l'allocation de parent isolé ; un texte qui ne va pas au bout des principes qu'il veut poser ; les mélanges des mesures d'inspiration sociale et des mesures de politique familiale ; la nécessité de se libérer de toute notion de plafond de ressources ; réaliser la fiscalisation du système national de protection sociale (p. 3224) ; les

risques graves d'iniquité que comporte le texte ; la simplification des procédures qu'il apporte ; le maintien des droits acquis à l'article 13 ; les conséquences de l'effet de seuil et du maintien de la législation antérieure ; le niveau du montant du complément familial ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution ; élever le niveau du plafond de ressources ; atténuer les effets de seuil ; tenir le plus grand compte de la situation particulière des familles mono-parentales ; l'allocation de parent isolé ; le nombre très inférieur des bénéficiaires par rapport à celui qui avait été prévu ; la nécessité de relever le plafond du minimum garanti. **Explications de vote** [1^{er} juin 1977] (p. 3283) : l'effort financier supplémentaire accepté par le Gouvernement ; l'attitude de l'opposition.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° 2872). **Rapporteur. Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3874) : l'amélioration de la situation des conjoints survivants (p. 3875) ; le bien-fondé de la réforme ; l'autorisation du cumul des retraites et d'une activité jusqu'au montant du minimum vieillesse ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution ; le franchissement d'une étape relevant le plafond du cumul intégral ; la référence à la pension maximale du régime général ; le champ d'application du projet de loi ; l'exclusion des membres des professions libérales et des exploitants agricoles ; l'application rétroactive du nouveau taux de cumul ; les amendements de la commission ; la fixation de la révision des dispositions sur le cumul ; les conditions d'attribution de la pension de réversion ; demande à l'Assemblée de bien vouloir approuver le projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3882) ; son amendement n° 1 : substitution au pourcentage de 70 % du pourcentage de 60 % du montant maximum de la pension du régime général liquidé à soixante-cinq ans ; adopté. **Article 2** ; son amendement n° 2 : substitution au pourcentage de 70 % du pourcentage de 60 % ; adopté. **Article 3** ; son amendement n° 3 : substitution au pourcentage de 70 % du pourcentage de 60 % ; adopté. **Article 4** ; son amendement n° 4 : application des dispositions des articles 1 à 3 du 1^{er} juillet 1977 au 1^{er} juillet 1978 (p. 3883) ; la possibilité de prévoir un taux de 70 % pour un an ; la proposition de 1969 d'une étape supplémentaire ; adopté ; son amendement n° 5 : fixation du pourcentage à 70 % du 1^{er} juillet 1978 au 1^{er} juillet 1979 ; adopté. **Après l'Article 4** ; son amendement n° 12 : application de la loi dans les conditions prévues à l'article 6 de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 ; l'application du principe de la rétroactivité au bénéfice du conjoint survivant (p. 3884) ; le caractère formel de la précision apportée ; amendement n° 12 ; adopté. **Commission mixte paritaire** : rappor-

teur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4538), est suppléé dans son rapport par M. Henry Berger.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2686), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4233) : l'histoire des mesures relatives à l'apprentissage ; la loi Astier de 1919 ; l'institution par la loi de finances de 1925 d'une taxe d'apprentissage ; la réforme de 1971 relative à l'amélioration, à la protection et à la formation de l'apprenti ; l'organisation de l'aide financière de l'apprentissage ; la complexité du système mis en place en 1971 ; l'augmentation du nombre des CFA conventionnés ; l'évolution du nombre des contrats d'apprentissage enregistrés ; le problème du recrutement des apprentis ; l'origine sociale des apprentis ; la concentration de l'apprentissage sur quelques branches d'activités ; la formation par l'apprentissage de près d'un tiers de la main-d'œuvre qualifiée ; l'absence de concurrence entre l'enseignement technique et l'artisanat ; l'amélioration de la loi de 1971 ; la nécessaire revalorisation des salaires des apprentis ; le projet de loi ; l'absence de définition du statut d'apprenti ; la simplification de la procédure d'agrément en matière de création des CFA et de l'agrément des maîtres d'apprentissage (p. 4234) ; la modification du régime d'aide financière ; la substitution d'une prime au système complexe de concours financiers ; l'iniquité du principe de la prime unique accordée aux entreprises artisanales ; la complication d'une fiscalité déjà fort complexe ; un système moins avantageux que le système du concours financier ; l'élaboration par la commission d'une procédure d'institution de primes modulables en fonction du nombre de salariés ; les souhaits de la commission ; le statut de l'apprenti ; les problèmes de transport ; la déduction du salaire des apprentis des revenus imposables des parents ; l'adoption du projet de loi par la commission des affaires culturelles. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4244) : les raisons du rejet par la commission de l'amendement n° 2 de M. Le Meur. **Article premier** : le rejet par la commission des amendements n° 4 de M. Le Meur et n° 15 de M. Carpentier ; la substitution en matière de recours du groupe permanent des hauts fonctionnaires au conseil national de la formation professionnelle (p. 4245) ; son amendement n° 33 : conditions dans lesquelles le recours est porté en cas de dénonciation d'une convention concernant un centre de formation d'apprentis par recrutement national ; le faible nombre des recours relatifs aux CFA à vocation régionale ; amendement n° 33 adopté ;

son amendement n° 34 : effet suspensif des recours ; adopté ; son amendement n° 35 ; fixation à deux mois du délai dans lequel est prise la décision des organismes devant lesquels le recours est porté ; le délai accordé au comité départemental pour statuer ; son sous-amendement à l'amendement n° 35 portant le délai à six mois ; sous-amendement repoussé (p. 4246) ; amendement n° 35 adopté après adoption du sous-amendement de M. Briane. **Article 2** : son amendement n° 36 : prise en compte dans les critères d'agrément des conditions de travail de l'entreprise (p. 4247) ; le flou des critères d'agrément proposés ; amendement n° 36 modifié adopté ; son amendement n° 37 : fixation à trois mois à partir de la réception de la demande du délai d'agrément des maîtres d'apprentissage ; adopté ; le rejet par la commission des amendements n° 6 de M. Nilès et n° 16 de M. Carpentier ; la suppression de toute possibilité d'agrément tacite dans un délai de trois mois ; le contrôle des inspecteurs d'apprentissage (p. 4248) ; son amendement n° 38 : fixation à trois mois du délai ouvrant à un agrément tacite ; la prise en compte de l'avis obligatoire d'un certain nombre d'organismes ; repoussé ; son amendement n° 39 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 40 : fixation à deux mois du délai de prise de décision par la commission départementale ; la fixation du délai à trois mois ; amendement n° 40 modifié adopté ; son amendement n° 41 : impossibilité de conclusion de tout nouveau contrat d'apprentissage pendant la durée d'examen du recours ; le rejet par la commission de l'amendement n° 7 de M. Berthelot ; amendement n° 41 adopté (p. 4249) ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 52 de M. Carpentier ; les délais nécessaires à la mise en conformité des entreprises avec la loi. **Article 3** : son amendement n° 42 : exclusion de la partie du salaire versée aux apprentis de toute charge fiscale ou parafiscale et de toute charge d'origine légale et conventionnelle ; adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 17 de M. Carpentier. **Article 4** (p. 4250) : le rejet par la commission des amendements n° 19 de M. Carpentier et n° 10 de M. Berthelot. **Article 5** : son amendement n° 53 : conditions d'exonération de la taxe d'apprentissage ; les concours financiers apportés par les entreprises aux écoles d'enseignement technologique et professionnel ; l'institutionnalisation de dérogations accordées par la loi de 1971 ; la limitation de l'exonération aux seules entreprises ayant créé des écoles professionnelles ; l'institutionnalisation des dérogations accordées par la loi de 1971 ; amendement n° 53 repoussé. **Après l'article 5** : son amendement n° 44 de coordination ; adopté. **Article 6** (p. 4251) : le rejet par la commission des amendements n° 11 de M. Nilès et n° 20

de M. Carpentier ; son amendement n° 45 ; faculté offerte au secteur des banques et des assurances de s'exonérer d'un quota d'apprentissage en finançant des centres de formation professionnelle ; la définition de l'apprenti ; l'objet des centres de formation ; la simplification de l'utilisation de la taxe d'apprentissage ; la mise en place du système d'exonération de la taxe d'apprentissage pour le secteur des banques et des assurances par circulaire ; amendement n° 45 adopté (p. 4252) ; l'application de l'amendement n° 58 de M. Caro au texte du Gouvernement ; la non-fixation des modalités de la formation des salariés du secteur des banques et des compagnies d'assurances ; le nombre des centres de formation bancaire dans les CET ; ne pas limiter la formation dispensée par les banques ; le rejet par la commission de l'amendement n° 60 de M. Mexandeau. **Article 7** (p. 4253) : le rejet par la commission de l'amendement n° 13 de M. Berthelot (p. 4254) ; son amendement n° 46 : calcul de façon forfaitaire sur la base du salaire légal de base des apprentis des cotisations sociales d'origine légale et conventionnelle dues au titre des salaires versés aux apprentis et révision annuelle de ces cotisations ; les dispositions du sous-amendement n° 30 de M. Carpentier et des amendements n° 26 de M. Vauclair et n° 22 du Gouvernement ; le rejet de ces amendements par la commission ; propose une modification de l'amendement n° 46 (p. 4255) ; son sous-amendement à l'amendement n° 46 de la commission : application des dispositions de l'amendement aux cotisations conventionnelles imposées par la loi ; sous-amendement adopté ; amendement n° 46 adopté après adoption de ce sous-amendement ; son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 23 du Gouvernement : application des dispositions de l'amendement aux employeurs inscrits dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle au registre des entreprises créé par le décret n° 73-942 du 3 octobre 1973 ; son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 23 du Gouvernement : octroi de la prime aux employeurs comptant dix salariés ou plus ; son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 23 du Gouvernement : modalités du calcul et de la révision de la prime ; la dégressivité du montant de la prime en fonction du nombre des salariés ; occupés dans l'entreprise ; la recherche de l'équité (p. 4256) ; l'accord de la commission sur la modification proposée par le Gouvernement sur son sous-amendement n° 47 ; sous-amendement n° 47 modifié adopté ; sous-amendement n° 48 adopté ; la valeur de l'amendement n° 23 du Gouvernement ; sous-amendement n° 49 repoussé. **Après l'article 3** : rendre obligatoire la formation dispensée dans les CFA ; la durée des cours de formation ;

le congé supplémentaire de cinq jours ouvrables. **Après l'article 7** (p. 4257) : son amendement n° 51 : statut de l'apprenti ; son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 51 : conditions de dérogation à la durée légale du travail ; son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 51 : fixation par décret des conditions d'accomplissement par les apprentis des travaux dangereux que nécessite leur formation ; mettre le congé de formation à profit par l'apprenti pour suivre des cours dans les CFA ; huitième alinéa de l'amendement n° 51 adopté ; quatre premiers alinéas de l'amendement n° 51 adopté (p. 4258) ; sous-amendement n° 54 adopté ; septième alinéa de l'amendement n° 51 adopté ; sous-amendement n° 55 adopté ; neuvième alinéa de l'amendement n° 51 adopté ; dixième et onzième alinéas de l'amendement n° 51 adoptés ; amendement n° 51 adopté après adoption des sous-amendements n° 54 et n° 55. **Article 8** : son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 24 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; l'entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Commission mixte paritaire**. Rapporteur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4539) : les dispositions adoptées par la commission mixte paritaire ; les conditions d'agrément des maîtres d'apprentissage ; l'agrément des centres de formation dans les banques et les assurances ; les forfaits pour charges sociales ; le statut de l'apprenti ; le congé de formation des apprentis (p. 4540) ; la procédure applicable en cas de travaux dangereux.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7505) : la diffusion en couleur des programmes de TF 1 en province ; le procédé de la conversion ; l'expérimentation du procédé ; le maintien de l'activité du groupe de travail. **Examen des crédits. Etat E, ligne 82** (p. 7510) : l'éventualité de la création de milices par TDF.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Explications de vote** [30 novembre 1977] (p. 8089) : la concertation entre le Gouvernement et les groupes de la majorité ; l'effort financier consenti en faveur de l'accueil et de la réinstallation des rapatriés ; la proposition de loi du groupe RPR déposée en 1977 ; les déclarations du Premier ministre ; les lacunes du projet de loi ; l'utilisation de la procédure du vote bloqué ; l'extinction des droits des rapatriés qu'à concurrence du montant de l'indemnisation ; l'effort de solidarité nationale.

AUDINOT (André)

Député de la Somme
(5^e circonscription)
(UC, puis NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe Union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

N'appartient à aucun groupe [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du haut conseil de l'audiovisuel [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [20 décembre 1975] (p. 10183).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à porter amélioration du statut des **veuves** chefs de famille (n° 1850) [30 juin 1975].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation à l'ORTF** [19 juin 1974] (p. 2782).

• *question orale avec débat :*

— (n° 11776) **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2976) : intransigeance des grévistes et mécontentement des téléspectateur ; nécessité d'une profonde réorganisation de la télévision et de la radio (p. 2978, 2979).

• *questions au Gouvernement :*

— **Prêts du crédit agricole aux agriculteurs victimes d'intempéries** [30 octobre 1974] (p. 5620).

— **Exercice du contrôle fiscal** [19 mai 1976] (p. 3191) : les grèves organisées dans

certain services fiscaux ; le difficile travail des contrôleurs fiscaux ; le respect des intérêts des contribuables.

— **Attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre** [7 décembre 1977] (p. 8343) : les délais trop longs pour l'envoi de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion générale** [4 octobre 1973] (p. 4034) : écho recueilli dans sa circonscription sur les consultations du ministre du commerce et de l'artisanat ; problème posé par la création de vastes réseaux de distribution de produits de marque ; soumission du distributeur à un contrat d'adhésion ; clauses types ; souligne que certains contrats imposent au commerçant l'exclusivité des achats auprès du même fournisseur ; contentieux créé par ces dispositions ; estime essentiel d'étendre le bénéfice de la loi du 21 mars 1941 à ces situations ; ralliement de la Cour de cassation à ce point de vue ; clause interdisant au commerçant de distribuer des articles semblables à ceux qu'il représentait précédemment lorsque le contrat est résilié ou lorsqu'il n'est pas renouvelé ; série de clauses imposant des investissements importants ; clauses d'attribution de compétences ; demande au ministre d'étudier les dispositions en vue de remédier aux inconvénients signalés ; lui demande de veiller à la parution rapide des décrets d'application.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4757) : son sous-amendement à l'article 2 d proposé par l'amendement du Gouvernement, application des dispositions de l'article aux plus-values réalisées après le 31 décembre 1973.

1974

— **Rappel au règlement** : demande une répartition équitable des questions au Gouvernement entre la majorité et l'opposition [4 décembre 1974] (p. 7380).

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1468) : une motion de censure sans justification ; l'unité de façade de l'opposition ; l'ouvrage publié en France sur le « Samizdat », interdit en Russie ; les

graves divergences qui opposent certains partis politiques ; les accusations de M. G. Marchais contre le parti socialiste ; (p. 1469) : la volonté de réforme du Président de la République et de son Gouvernement ; la manœuvre dilatoire du parti communiste.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal (n° 1481). Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2748) : le projet, équilibre entre des exigences contradictoires : la possibilité pour le juge de substituer à l'emprisonnement une sanction aussi dissuasive ; les conditions de travail du personnel pénitentiaire ; l'impossibilité d'annuler le permis de conduire ou de confisquer le véhicule sans qu'il y ait un lien entre ces mesures et le délit ; l'injustice qui résulterait de l'application de ces peines sans tenir compte de la profession des délinquants et de leur situation sociale ; (p. 2749) : la tâche supplémentaire de contrôle qu'imposeraient ces mesures à la police.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7907) : demande au Gouvernement de promouvoir une politique concertée en faveur des industries agro-alimentaires ; (p. 7808) : montre l'efficacité de la politique des contrats de production entre agriculteurs et transformateurs.

AUMONT (Robert)

*Député de l'Aisne
(1^{re} circonscription)
(PSRG).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du Parti socialiste et des Radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1266), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du

commerce et de l'artisanat [19 juin 1973] (p. 2290).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative au secret fiscal applicable aux membres du Parlement dans l'exercice de leurs fonctions (n° 1663)** [20 mai 1975].

— **Proposition de résolution tendant à instituer une commission de contrôle parlementaire relative à l'emploi du produit des taxes créées par l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 (n° 1962)** [5 novembre 1975].

QUESTIONS

• question au Gouvernement :

— **Pratiques des sociétés pétrolières** [13 novembre 1974] (p. 6283) : opinion du Gouvernement sur le travail de la commission.

• question orale avec débat de :

— **MM. Schwartz (n° 14742), Marchais (n° 15138), Ginoux (n° 15503), Coulais (n° 15504), Poperen (n° 15545) : Activités des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8068, 8069) : le problème fiscal ; les provisions pour reconstitution de gisements ; le bénéfice mondial ; la provision pour fluctuation de cours ; les dispositions de la loi de 1928 ; les stocks de sécurité ; le crédit d'impôt ; la diversification des activités des compagnies pétrolières (Elf-Erap, SNPA) ; la réforme des comportements des administrations de contrôle.

• questions au Gouvernement :

— **Catastrophe ferroviaire de Vierzy** [18 juin 1975] (p. 4362) : lenteur de l'instruction judiciaire du procès.

— **Situation des personnels des services extérieurs du ministère du travail** [22 octobre

1975] (p. 7214) : augmentation nécessaire des effectifs du ministère du travail pour assurer le versement des prestations des travailleurs privés d'emploi et veiller à la sécurité du travail.

— **Grève à Air France** [12 novembre 1975] (p. 8167) : mesures envisagées par le Gouvernement pour donner satisfaction aux travailleurs d'Air France en grève.

— **Dispositions législatives à prendre en matière d'éducation** [17 décembre 1975] (p. 9908) : projets de loi relatifs à la formation des maîtres, à la pédagogie, au contenu de l'enseignement et à l'organisation de la vie des établissements.

— **Situation des épouses de commerçants** [10 novembre 1976] (p. 7883).

— **Restructuration de l'industrie des engrais** [19 octobre 1977] (p. 6338) : intentions du Gouvernement à l'égard de la vente des actions SOPAG.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national (n° 360)**, **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2059, 2060) : raisons ayant motivé la loi de 1970 ; son inadéquation ; réflexion du Gouvernement consécutive aux manifestations de rues ; raisons pour lesquelles la loi est contestée ; inadéquation du service national aux nécessités de la vie ; obstacles à une information objective ; inégalité en faveur des étudiants en médecine ; nécessité pour tous les jeunes de pouvoir terminer leur formation ; travaux de la commission de la défense nationale ; gratuité des transports pour les permissionnaires du contingent ; insuffisance des bourses d'études proposées pour les jeunes poursuivant leurs études après le service ; salaire étudiant ; amendements adoptés par la commission. **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article 2** (p. 2082) : son amendement : appréciation des cas particuliers par une commission nationale ; propose une nouvelle rédaction de l'amendement ; après son retrait, reprend l'amendement de M. Chinaud : automaticité dans l'octroi du report d'incorporation ; (p. 2083) : son amendement : établissement par voie de règlement d'administration publique de la liste des cycles ouvrant droit au report d'incorporation ; se rallie au texte proposé par la commission (établissement de la liste par « décret » ; (p. 2084) : son amendement : composition et fonctionnement de la commission régionale ; (p. 2085) : souhaite que les commissions soient présidées par un magistrat du siège désigné par le pre-

mier président de la cour d'appel ; son amendement : audition par la commission des jeunes gens intéressés et du maire de la commune ; retrait. **Après l'Article 2** (p. 2099) : ses observations sur l'amendement de M. Chinaud.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496)**. **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3983) : estime que la commission spéciale n'est pas allée au fond du problème important que constitue l'apprentissage intégré dans la scolarité obligatoire ; (p. 3984) : données négatives servant de base aux orientations scolaires ; mise à contribution du service « orientation professionnelle » ; rétrospective législative et réglementaire dans ce domaine ; estime que l'enseignement technique et l'apprentissage artisanal ont trop souvent souffert de réformes successives ; concertation entre les organismes intéressés ; craintes des enseignants quant à la privatisation de l'enseignement technique ; souhaite une claire définition de l'article 41 du projet. **Discussion des articles. Article 5** (p. 4055) : son amendement : étude par le conseil des impôts des moyens d'améliorer la connaissance des revenus ; [5 octobre 1973] : **Article 6** (p. 4117) : son amendement relatif à la nature de la nouvelle patente. **Après l'Article 6** (p. 4120) : son amendement ayant pour objet d'exclure désormais les grandes surfaces du bénéfice du remboursement de la TVA au-delà du butoir. **Article 34** (p. 4154) : son amendement : fixation d'un pourcentage du chiffre d'affaires de l'annonceur afin que la pénalité soit proportionnelle à l'importance de la publicité en cause. **Après l'Article 36** (p. 4156) : son amendement tendant à la création en France d'une magistrature économique ; [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4239) : son amendement relatif à l'harmonisation des régimes sociaux. **Après l'Article 15** (p. 4244) : son amendement tendant à supprimer le plafonnement dans le calcul des cotisations des assurés ; (p. 4245) : déplafonnement ; prend acte de l'engagement du ministre de tenir compte de la situation des affiliés situés au sommet de chaque tranche. **Article 2** (p. 4250, 4252) : ses observations sur les amendements déposés par son groupe ; (p. 4255) : son sous-amendement. **Avant l'Article premier** (p. 4257) : son amendement tendant à l'institution d'une commission centrale du commerce et de l'artisanat ; (p. 4260) : **Article 9** : ses observations sur la notion de sinistre économique ; cas du transfert de l'usine de miroiterie de Saint-Gobain ; [11 octobre 1973] : **Article 23** (p. 4309) : vote de son groupe contre l'amendement du Gouvernement ; représentation à la commission d'urbanisme commercial du préfet de région dans le district de la région parisienne ; [12 octo-

bre 1973] : **Article 22** (p. 4537) : ses observations : délivrance du permis de construire, notion de changement d'affectation des surfaces de vente. **Article 25** (p. 4567) : précise sa position à ce stade du débat ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4530) : son sous-amendement : centrales d'achat ; (p. 4533) : son amendement tendant à instituer un fonds de garantie de la sous-traitance. **Avant l'Article 41** (p. 4543) : ses observations sur la scolarité des jeunes et l'apprentissage ; (p. 4547) : répond aux arguments du Gouvernement ; son amendement : âge d'entrée dans les classes de pré-apprentissage ; **Après l'Article 41** (p. 4533) : ses observations sur la rédaction de l'article 41 *bis* ; [19 octobre 1973] (p. 4588) : son sous-amendement rectifié : convention de pré-apprentissage. **Article 42** (p. 4590) : son amendement : modulation de la prime selon la profession ; (p. 4591) : son amendement : suppression des mots « ou une classe préprofessionnelle de niveau ». **Avant l'Article 49** (p. 4605) : son amendement rectifié : application du décret du 3 juillet 1972 relatif aux baux commerciaux à « tous les baux non renouvelés en date du 3 juillet 1972 ». **Après l'Article 51** (p. 4612) : son amendement : tendant au dépôt d'un projet de loi portant statut juridique des entreprises individuelles. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973]. **Article 7** (p. 6708) : son amendement de terminologie : inclusion de l'expression « travailleurs non salariés des professions non agricoles. **Article 15 ter** (p. 6712) : son amendement : publication par la caisse nationale d'un rapport triennal sur le coût de fonctionnement du régime ; accepte une nouvelle rédaction de l'amendement. **Article 15 quater 1** : son amendement : exonération de cotisation au profit des assurés retraités.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Dépenses militaires (art. 20 et 21), Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5425) : gratuité des déplacements des appelés du service national ; prêt aux appelés ; affectations proches du domicile ; ses observations sur les conditions d'exécution du service national ; finalité du service national ; personnels de la gendarmerie nationale (p. 5426) ; suggère l'attribution d'une dotation de logements HLM hors contingent civil et réservée à la gendarmerie ; remboursement du 1 % aux retraités ; gratuité des repas de service des cadres de l'armée de terre ; aménagement des soldes par le biais des primes ; votera contre le titre III.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5666, 5667) : situation des maîtres enseignant dans les disciplines professionnelles,

professeurs techniques adjoints (PTA), transformation des postes de PTA en postes certifiés ; lettre du ministre de l'éducation nationale du 20 octobre 1972.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5867) : la promotion de l'enseignement technologique suppose un ensemble de mesures en faveur des maîtres ; la non-application de la loi sur l'enseignement technologique dans le domaine de la formation des maîtres ; les nouvelles modalités de recrutement et l'accès des professeurs adjoints de lycée dans le corps des professeurs certifiés ; demande la sortie rapide des décrets permettant le recrutement de professeurs techniques par la voie des CAPES, des CAPET et des CAPT.

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6192) : la gendarmerie ; le carburant ; le logement ; la solde militaire ; le prêt ; les soldats stationnés en RFA ; les délégations militaires ; l'organisation administrative militaire.

1975

— **Rappel au règlement** [6 mai 1975] (p. 2358) : sa protestation contre l'absence de réponse donnée à sa question ; le problème de la classification fiscale du « pétrole de participation » ; la violation des principes de la démocratie politique quant à l'interprétation de la règle du secret fiscal par le ministère des finances.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4369) : un projet opposé au système préconisé par Jean Zay ; la sélection négative ; la disparition de la notion d'obligation scolaire ; la situation d'étouffement dans laquelle se trouve l'enseignement technique ; (p. 4370) : l'échec des classes de 4^e et de 3^e pratiques ; le démantèlement du service de l'éducation ; les buts possibles poursuivis par le ministre. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4423) : estime, contrairement au Gouvernement, qu'il est bon d'introduire dans le texte la notion d'éducation permanente. **Article 2** (p. 4428) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Ligot ; (p. 4430) : estime nécessaire que le nombre maximum d'élèves soit fixé au chiffre de vingt-cinq enfants. **Article 5** (p. 4453) : son amendement n° 87 : possibilité pour tout élève ayant achevé ses études au collège de prolonger sa formation dans un lycée ; repoussé. **Article 6** (p. 4459) : ses cri-

tiques contre l'article. **Article 11** (p. 4463) : son amendement n° 74 (composition des jurys dans l'enseignement technique ; repoussé ; (p. 4464) : apporte son soutien à l'amendement n° 75 de M. Mexandeau. **Article 14** (p. 4470) : son amendement n° 115 : doter les collèges et les lycées d'un conseil de formation permanente ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires (n° 1907). Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7088) : proteste contre la précipitation avec laquelle la discussion s'engage ; critique une sélection instituée par le Gouvernement sans en définir les critères ; un texte de circonstance imposé par le mécontentement des cadres ; la volonté d'éliminer certains officiers marqués par le gaullisme ; considère comme absurde les mesures du ministre tendant à retenir dans l'armée des appelés victimes du chômage ; (p. 7089) : un projet injuste à l'égard des sous-officiers notamment des sous-officiers en fin de carrière ou en retraite ; (p. 7091) : sa question au ministre relative aux promotions au choix. **Discussion des articles. Article 7** (p. 7109) : son amendement n° 50 : faire bénéficier du congé spécial les officiers, de grade correspondant à celui de lieutenant-colonel, des corps dont la hiérarchie est limitée à ce grade ; retiré.

— **Rappel au règlement** [29 octobre 1975] (p. 7511, 7512) : application de l'article 98, alinéa 6 du règlement aux amendements n°s 142 et 143 déposés aux articles 27 et 28 du projet de loi de finances (inscription au budget du commerce et de l'artisanat des crédits de fonctionnement inscrits au budget de l'industrie et des crédits d'équipement inscrits à celui des charges communes) ; précédent de l'amendement de M. Gilbert Faure au budget des anciens combattants.

— **Rappel au règlement** [29 octobre 1975] (p. 7516) : motif de l'irrecevabilité des amendements n°s 142 et 143.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Commerce et artisanat. Examen des crédits [29 octobre 1975] (p. 7539). **Etat B** : demande que les crédits du titre III soient réservés. **Etat C** : demande que les crédits du **Titre VI** soient réservés. **Après l'Article 64** : son amendement n° 147 : affectation d'excédents inutilisés ; (p. 7539, 7540) : donne lecture de l'exposé des motifs de l'amendement, repoussé.

Crédits militaires : budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7634) : l'application du statut des militaires ; sa visite au centre d'essais du Pacifique.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8030). **Examen des crédits. Etat B -**

Titre III (p. 8030, 8031) : son amendement n° 150 : supprimer le crédit correspondant à la création d'un poste budgétaire au cabinet du ministre du commerce et de l'artisanat ; n'a pas sa place dans les crédits du ministère de l'industrie ; précise qu'il fera saisir le Conseil constitutionnel si son amendement n'est pas adopté ; repoussé.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8710). **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV** : ses amendements n°s 152 et 225 ; inscrire au budget du commerce et de l'artisanat certains crédits inscrits au budget des charges communes ; amendement n° 152, repoussé ; amendement n° 225 retiré ; (p. 8710) : son amendement n° 161 : faire inscrire les crédits afférents au fonctionnement des directions et services du ministère du commerce et de l'artisanat au budget de ce ministère, retiré ; (p. 8712) : son rappel au règlement ; observe, sur l'opposition de l'article 41 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 247 de M. Bayou, que la décision du président de l'Assemblée nationale était différente lors du débat sur le budget du commerce et de l'artisanat.

— **Rappel au règlement** [26 novembre 1975] (p. 8964) : proteste contre l'interprétation divergente de ses propos par le compte-rendu analytique et le *Journal officiel*.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers communaux non professionnels victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service commandé (n° 1934). Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9930) : les améliorations apportées par le projet à une situation déplorable ; les anomalies et les lacunes qui subsistent.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268). Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3430) : le caractère flou et ambigu du texte ; les retards et les insuffisances dans le domaine de la gendarmerie ; l'accroissement de ses tâches et de ses missions ; la disparition progressive des missions propres à la gendarmerie ; la nécessité absolue de rendre à la gendarmerie son véritable rôle ; la vétusté de ses casernes ; aborder le problème inhérent au recrutement, à la formation et aux soldes ; le problème de l'augmentation de ses effectifs ; l'insuffisance de ses équipements au titre du troisième plan militaire ; le renvoi ultérieur des programmes de rénovation de son réseau de télécommunications ; restaurer la condition matérielle et morale de ce corps.

— **Industrie nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [3 juin 1976] (p. 3741) : demande au ministre des éclaircissements sur la demande d'indemnisation présentée par la CGE en contrepartie de l'abandon par EDF du type de centrales que la CGE comptait mettre au point sous licence General Electric.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [8 novembre 1976]. **Crédits militaires : article 27** (p. 7761) : défend l'amendement de réduction n° 243 de M. Planeix devenu sans objet ; repoussé. **Article 28** (p. 7762) : émet une protestation sur les conditions dans lesquelles la commission de la défense a examiné et a émis un avis sur le budget de la défense ; des voyages d'inspection ; une loi de programmation présentée uniquement en crédits de paiement ; les AMX 30 ; M. Dassault ; les productions étrangères ; la gendarmerie ; les logements.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7899) : le souhait du PSRG d'un « ministère à part entière » ; un budget minuscule ; la faiblesse de l'action économique ; la foire de Munich ; (p. 7900) : le commerce et l'artisanat, indispensables à la vie dans les régions rurales ; les grandes surfaces ; l'Héroult ; la faiblesse des aides.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7270) : le projet de budget ; la part du budget militaire dans le budget de la nation ; le non-respect de la loi de programmation ; le problème de l'équilibrage du titre III et du titre V (p. 7271) ; le plan Barre ; la gestion du ministère de la défense ; la publication de l'échéancier des autorisations de programme de la loi de programmation ; le fonctionnement de la commission de la défense ; l'évolution des crédits de paiement ; le conseil de défense ; le rôle du Parlement ; l'évolution du prêt du soldat ; la proposition de loi socialiste tendant à indemniser les victimes des accidents survenus pendant le service militaire ; le problème des retraités et des veuves de militaires ; la situation de la gendarmerie ; la construction des casernements. **Examen des crédits. Article 37** (p. 7273) : son amendement n° 218 : réduction des mesures nouvelles du titre III ; la réduction des crédits du SNLE (p. 7274) ; affecter ces crédits supplémentaires à l'augmentation des

effectifs de la gendarmerie ; repoussé ; son amendement n° 219 soutenu par M. J.-P. Chevènement : réduction des mesures nouvelles du titre III ; repoussé.

AUTHIER (Eugène)

Député de l'Eure
(4^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement le 9 juillet 1974 de M. René Tomasini, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [J.O. du 10 juillet 1974] (p. 3430).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [27 juillet 1974] (p. 3909), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendance [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi

aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2559) autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnances les circonscriptions pour l'élection des **membres de la chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2639) [24 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2707), modifiant la **loi n° 69-3** du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des **activités ambulantes** et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe (n° 2843) [28 avril 1977].

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes** (n° 2707) : rapporteur. **Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2468) : le caractère libéral de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 ; la différenciation du régime appliqué aux nomades selon l'existence ou non d'un domicile ou d'une résidence fixes depuis plus de six mois ; le maintien de dispositions discriminatoires frappant les étrangers ; l'opposition de ces dispositions aux articles 52, 59 et 60 du traité de Rome ; l'objet du projet de loi ; la libéralisation des conditions relatives à la nationalité ; l'urgence de la résolution du problème du stationnement des nomades dans des conditions décentes ; l'insuffisance des crédits prévus à cet effet.

B

BAILLOT (Louis)

Député de Paris
(27^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPÔTS

— **Proposition de loi** tendant à garantir aux ingénieurs, cadres et techniciens l'exercice de leurs droits dans l'entreprise (n° 1147) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la démocratisation et à l'extension du secteur public dans l'industrie (n° 1450) [19 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2199), autorisant l'approbation de la convention entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la République populaire de Pologne** tendant à éviter les **doubles impositions** en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ensemble un protocole, signés à Varsovie le 20 juin 1975 (n° 2249) [29 avril 1976].

— **Proposition de loi** portant statut général des cadres militaires et des militaires de carrière ou servant sous contrat (n° 2480) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** tendant à démocratiser la composition et le fonctionnement des **commissions d'arrondissement de la ville de Paris** (n° 2673) [8 décembre 1976].

— **Proposition de loi** sur la **défense nationale** (n° 3318) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions d'actualité :

— **Paiement des prestations de sécurité sociale** [30 mai 1973] (p. 1674) : les négociations nécessaires entre les représentants du personnel en grève et le conseil d'administration de l'union nationale des caisses de sécurité sociale (p. 1675, 1676).

— **Ses observations à l'occasion de la question de M. Fanton : Défilés dans le XI^e arrondissement** [22 juin 1973] (p. 2470).

• questions orales avec débat de :

— **MM. Péronnet (n° 5168), Baillot (n° 5263), Roux (n° 5271), Destremau (n° 5273), Seitlinger (n° 5282), Poperen (n° 5283) : Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4476) : inquiétude provoquée par les récents événements du Moyen-Orient ; bombardement des populations civiles ; menaces d'escalade ; déclarations menaçantes du Président Nixon ; résistance farouche opposée par les soldats syriens et égyptiens ; règlement sur la base de la Résolution n° 242 des Nations unies ; nécessité d'une négociation politique ; politique française de livraison d'armes (mise au point du missile Jéricho) ; problème palestinien (p. 4476, 4478, 4479).

- *question orale sans débat* :

— (n° 6945) : **Problèmes monétaires** [19 décembre 1973] (p. 7190).

- *questions orales avec débat de* :

— MM. Labbé (n° 14998), Carpentier (n° 15162), Berthelot (n° 15168), Bégault (n° 15297), Cabanel (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** : suppression d'emploi et mutations à l'ORTF cachant mal un tri politique [11 décembre 1974] (p. 7713) ; les pigistes à la radio-télévision ; la dispersion des orchestres régionaux.

- *questions orales sans débat* :

— (n° 24525) : **Financement de la sécurité sociale** [5 décembre 1975] (p. 9452) : les déclarations contradictoires du ministre de l'économie et des finances, du ministre du travail et du Premier ministre sur les moyens à utiliser pour résorber le déficit de la sécurité sociale ; (p. 9453) : les charges indues supportées par le régime général (déficit de certains régimes spéciaux, dette patronale) ; la campagne engagée contre la prétendue « surconsommation médicale » ; la nationalisation nécessaire de l'industrie pharmaceutique.

— (n° 28962) : **Industrie horlogère** [14 mai 1976] (p. 3085, 3086) : les difficultés de l'industrie horlogère française menacée par la concurrence étrangère et par les entreprises électroniques ; l'inquiétude régnant dans la région de Besançon ; la nécessité de préparer l'horlogerie française à la fabrication des montres à quartz et d'empêcher la prise de contrôle par des firmes américaines, japonaises ou suisses.

- *questions au Gouvernement* :

— **Conflits du travail dans la métallurgie à La Rochelle** [26 mai 1976] (p. 3498) : mesures envisagées par le Gouvernement pour aider à la solution du conflit entre les métallurgistes rochelais et le patronat.

— **Présence de l'ambassadeur de France dans un meeting électoral italien** [16 juin 1976] (p. 4184) : meeting électoral de M. Fanfani, candidat de la démocratie chrétienne.

- *question orale sans débat* :

— (n° 33769) : **Mise à la disposition des mal logés de logements inoccupés** [10 décembre 1976] (p. 9246, 9247) : existence d'un parc considérable de logements neufs inoccupés ; incohérence de la politique immobilière actuelle ; les abus des promoteurs et des banques.

- *question au Gouvernement* :

— **Expulsions de locataires** [6 avril 1977] (p. 1575) : la reprise depuis le 15 mars 1977

des expulsions et la nécessité de mettre fin à cette procédure.

- *question orale sans débat* :

— (n° 38004) : **Importations d'armes** [13 mai 1977] (p. 2763-2764) : importance des importations d'armes légères ; aggravation de la situation du fait de l'institution du permis de chasser et du monopole de la fabrication des armes de guerre ; emploi abusif du label « Globe-France Armes », marque des armes de Saint-Etienne sur des armes importées.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° 501) [19 juin 1973] (p. 2285) : problèmes du Sud-Est asiatique ; situation au Vietnam ; communiqué Le Duc Tho-Kissinger du 13 juin contresigné par les deux parties sud-vietnamiennes ; importance des accords de Paris du 27 janvier 1973 ; acceptation par les Etats-Unis du principe d'un règlement politique du problème vietnamien ; soutien accordé par les Etats-Unis au gouvernement Thieu ; refus de Thieu d'appliquer le cessez-le-feu ; ses déclarations guerrières ; responsabilité des Etats-Unis ; silence du gouvernement français ; (p. 2286) : rappelle que la France est co-signataire de l'accord du 27 janvier ; nomination d'ambassadeurs français à Hanoï et à Saïgon ; inactualité du problème de la réunification du Vietnam ; non-reconnaissance du GRP par le Gouvernement ; privilège accordé à l'administration Thieu ; aide financière apportée à la reconstruction de la cimenterie de Hatien ; mécontentement de la population sud-vietnamienne à l'égard de la politique française ; état des négociations franco-vietnamiennes ; désignation d'un député en mission ; attitude du gouvernement à l'égard du conflit cambodgien ; intensification de l'agression des Etats-Unis ; inquiétude de l'opinion mondiale ; revendications des forces patriotiques cambodgiennes ; absence de protestation du gouvernement français contre les bombardements américains ; se prononce pour une rupture avec le gouvernement Lon Nol et pour la reconnaissance du GRUNC ; refus du Gouvernement de reconnaître la République populaire démocratique de Corée ; initiatives prises par la République populaire démocratique de Corée en vue de réunifier pacifiquement la Corée ; politique discriminatoire du Gouvernement français à l'égard de la Corée ; son opposition à la politique française dans le Sud-Est asiatique ; ses réflexions sur les mobiles de cette politique ; [20 juin 1973] (p. 2340) : le problème de la reconnaissance du GRP ; demande les raisons

de la nomination d'un ambassadeur à Saïgon ; souhaite une attitude identique à l'égard du GRP.

— **Rappel au règlement** [9 octobre 1973] (p. 4188) : discussion sur la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution : explication de l'absence de M. Mitterrand et de M. Marchais qui sont à un meeting tenu en présence de la fille de Salvador Allende.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie (n° 778)** [23 novembre 1973] (p. 6339) : faillite de la politique énergétique du Gouvernement ; crise de l'énergie dans les pays à économie capitaliste ; (p. 6340) : potentiel énergétique dont disposait la France il y a quinze ans ; travaux du commissariat général à l'énergie atomique ; charbon ; gaz de Lacq et hydraulique ; dépendance du pétrole et intérêts des sociétés monopolistes pétrolières internationales ; freins apportés au développement des sociétés nationales ; difficultés financières créées aux Charbonnages de France et à l'EDF-GDF ; responsabilité du Gouvernement ; recul de l'indépendance nationale ; Algérie et accords pétroliers ; conflit économique entre pays producteurs et grandes sociétés pétrolières ; régression de la production charbonnière ; politique menée dans le domaine de l'énergie nucléaire ; recherches du CEA ; participation du trust Westinghouse au capital de Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; pays producteurs d'uranium et mouvement de libération nationale ; production d'uranium enrichi ; (p. 6341) : EURODIF ; usine de séparation isotopique ; indépendance énergétique et politique de coopération scientifique et technique ; diktat des grandes compagnies pétrolières ; hausse du fuel domestique ; accords avec les pays producteurs ; plan du charbon ; centrales thermiques ; production d'électricité près des puits de mine ; centrales hydrauliques ; énergie nucléaire ; force marémotrice ; projet de la baie du Mont-Saint-Michel ; crise énergétique et crise générale.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6899) : non-inscription à l'ordre du jour complémentaire de la proposition de loi adoptée par le Sénat relative à l'octroi du titre d'ancien combattant aux militaires ayant servi en AFN.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110). Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3310) : les mesures proposées dessinent une politique d'austérité qui pèsera sur les familles de condition modeste et les petites

entreprises ; (p. 3311) : la spirale de l'inflation ; (p. 3312) : la rémunération négative de l'épargne ; (p. 3313) : les mesures préconisées par le programme commun.

— **Rappel au règlement** [26 juillet 1974] (p. 3853) : marque son étonnement devant les conditions dans lesquelles a été convoquée puis annulée une réunion commune de la commission des finances et de la commission de la production et des échanges.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6390) : une politique antiscientifique va être poursuivie ; l'avenir du CEA, du CNES et de l'institut Pasteur.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1462) : refus du Gouvernement d'engager un débat de politique générale ; la critique caricaturale des propositions communistes ; (p. 1463) : le fléchissement de la production nationale ; l'importance du chômage ; se référer au correctif utilisé par le bureau international du travail ; tenir compte de toutes les formes que revêt le chômage ; la portée de l'inflation ; un mal qui touche aux racines mêmes du système ; l'article de juin 1971 de M. Georges Marchais ; le refus par les travailleurs d'une politique d'austérité ; les difficultés des familles et des personnes âgées ; l'exploitation des travailleurs ; les difficultés éprouvées par les paysans ; le problème de la défense nationale et de l'OTAN ; la réinsertion de fait dans l'OTAN.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2662) : les considérables réserves mondiales en énergie ; l'importance des problèmes écologiques ; les dangers de la radioactivité ; le refus de la croissance zéro ; la faillite de la politique énergétique du capitalisme ; le sacrifice du charbon au profit du pétrole ; l'accroissement de la dépendance française ; (p. 2663) : la domination du marché par les sociétés pétrolières ; la politique du gaspillage et du « tout nucléaire » ; l'utilisation par le Gouvernement de faux calculs en faveur du kilowattheure d'origine nucléaire ; la France, banc d'essai des centrales construites aux Etats-Unis ; (p. 2664) : l'achat de l'uranium enrichi aux Etats-Unis ; l'opinion de nombreux chercheurs français quant au caractère prématuré du programme gouvernemental ; créer une industrie nationalisée du combustible nucléaire et des réacteurs nucléaires ; ne pas établir un « cartel nucléaire » aux côtés du « cartel pétrolier » ; engager un programme

nucléaire à long terme ; mettre en valeur toutes nos ressources ; développer la coopération avec les pays en voie de développement et les pays socialistes ; (p. 2655) : son intervention relative aux propos de M. Herzog.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Explications de vote** [19 juin 1975] (p. 4481) : un texte qui porte atteinte aux grands principes en vigueur ; l'augmentation des avantages accordés à l'enseignement privé ; les menaces qui pèsent sur l'enseignement public ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1975] (p. 6412 et 6413) : exécution par le Gouvernement espagnol de cinq jeunes gens ; insiste pour que la séance soit suspendue un quart d'heure.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1975] (p. 7844) : l'insuffisance des crédits consacrés aux immigrés ; (p. 7845) : les liens entre la politique d'immigration et les besoins du capitalisme ; la réticence française face à la convention internationale de Genève ; les besoins en logement pour les immigrés ; l'exploitation à laquelle se livrent les marchands de sommeil ; les trasseries auxquelles sont soumis les immigrés ; (p. 7846) : la possibilité d'une autre politique de l'immigration ; répond à M. Dijoud, secrétaire d'Etat, sur les moyens mis à la disposition des municipalités en matière de logement des travailleurs immigrés.

Articles et articles additionnels non rattachés. Explications de vote [19 novembre 1975] (p. 8745) : la hausse des prix et l'augmentation du chômage ; l'effet psychologique qu'attend le Gouvernement de ses déclarations optimistes ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9200) : regrette que la population parisienne ne puisse participer à la gestion de son arrondissement ; pousser la décentralisation au maximum ; l'absence de pouvoirs qu'auront les commissions d'arrondissement ; (p. 9201) : n'accepte pas l'amendement, déposé par la majorité, portant sur ces commissions ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste ; appliquer le régime de droit commun à la ville de Paris et aux arrondissements ; donner au conseil d'arrondissement des ressources propres ; (p. 9202) : attend la discussion des articles pour voir si la majorité veut instaurer la démocratie dans la capitale. **Discussion des articles** [3 décembre 1975] : **Article 12**

(p. 9272) : s'oppose à l'amendement n° 94 de suppression de M. Fanton ; considère que seul le maintien de l'article permettra au Conseil de Paris de conserver un *Bulletin municipal officiel*. **Article 15** (p. 9273) : son amendement n° 151 : supprimer la commission permanente prévue par l'article 15 ; adopté. **Article 37** (p. 9285) : estime que l'article 37 témoigne d'une défiance incompréhensible à l'égard des élus parisiens ; [4 décembre 1975] : **Article 25 (suite)** (p. 9347) : insiste sur la nécessité de démocratiser les structures au niveau des arrondissements : donner à la population la possibilité de participer à la gestion de son quartier ; (p. 9347) : son amendement n° 164 : élection des conseillers d'arrondissement au suffrage direct ; pouvoirs des municipalités d'arrondissement ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° 1868). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9360) : le maintien d'un mode de scrutin antidémocratique à Paris, Lyon et Marseille ; un projet de circonstance qui tend à lamener la représentation communiste ; la représentation proportionnelle, seul mode de scrutin compatible avec la justice électorale ; (p. 9361) : les manipulations du droit de vote des citoyens et la dénaturation de leur égalité devant la loi. **Tableau n° 2** : répartition par arrondissements ou groupes d'arrondissements des membres du conseil de Paris ; (p. 9362) : estime que le dernier recensement s'est fait dans des conditions déplorables et que certaines maisons surpeuplées ont été mal recensées.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° 1981). **Discussion des articles** [4 décembre 1975]. **Après l'Article 2** (p. 9381) : son amendement n° 4 : réviser les listes électorales durant le mois qui précède celui où a lieu l'élection ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [9 décembre 1975] (p. 9523) : proteste contre le refus de la conférence des Présidents d'organiser un débat sur l'armée.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2724) : une politique de coopération qui s'adapte aux nouvelles conditions créées par les aspirations du tiers-monde et reste conforme aux orientations du CNPF favorables à la domination des sociétés multinationales ; les insuffisances de l'accord de Lomé ; (p. 2725) : les problèmes de Djibouti et des Comores ;

l' « autre politique » préconisée par les communistes ; reconnaître à chaque Etat le droit de maîtriser ses richesses naturelles ; la possibilité d'une véritable coopération.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales (n° 2183).** **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8699) : l'émotion suscitée par le projet ; la sauvegarde des libertés individuelles ; le communiqué du 17 mai 1976 ; l'aggravation d'un système répressif ; un texte contraire à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ; l'inconstitutionnalité du texte ; la jurisprudence de la Cour de cassation ; l'imprécision de l'adjectif « effective » ; la voie de l'arbitraire ; (p. 8700) : les résultats médiocres des prises d'armes à la suite de contrôles de véhicules ; un arsenal répressif étendu et généralisé ; la commission dite « des libertés » ; la proposition communiste « vivre libres » ; la commission des libertés ignorée.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord constitutif de la banque interaméricaine de développement, signé à Washington le 8 avril 1959 (n° 2590).** **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9184) : l'enjeu de taille pour les sociétés françaises ; les implications politiques de l'hégémonie américaine ; des profits astronomiques ; le jugement de la CEPAL ; le caractère néfaste des opérations de la BID ; (p. 9185) : le problème de la concurrence des produits français ; le caractère négatif de la participation française à la BID ; un prix d'entrée trop élevé ; trouve inadmissible que ce projet de loi n'ait pas été appelé avant la loi de finances rectificative ; la rupture avec la division internationale du travail proposée par l'impérialisme ; les principes d'une contribution « utile » au développement des pays sous-développés ; les cas du Mexique et du Nicaragua.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture (n° 2618).** **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Avant l'Article 8** (p. 9712) : soutient l'amendement n° 71 de M. Ralite soulignant l'importance culturelle et sociale du métier « d'architecture » ; (p. 9713) : la définition nécessaire d'une conception globale de la profession d'architecte limitée ultérieurement par le texte du projet ; repoussé. **Article 8** : son amendement n° 72 définissant l'exercice et donnant la possibilité aux architectes ainsi qu'aux agréés en architecture d'exercer en dehors de toute structure corporative ; repoussé. **Article 12** (p. 9720) : soutient l'amendement n° 75 de M. Chambaz définissant le nombre minimum d'architectes devant être employés en fonction du chiffre d'affaires et de la nature des activités ; un

amendement conforme au libre exercice de la profession ; repoussé. **Article 14** (p. 9729) : son amendement n° 77 indiquant que tout maître d'ouvrage est tenu d'assumer la ou les constructions commandées ; repoussé. **Article 19** (p. 9733) : soutient l'amendement n° 81 de M. Ralite supprimant les articles 20 à 27 et l'intitulé du titre IV ; l'organisation des architectes ; repoussé. **Article 21** (p. 9736) : soutient l'amendement n° 84 de M. Dupuy : la non-contestation de la valeur des diplômes décernés par l'Etat ; repoussé.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [27 avril 1977] (p. 2227) : la nature du débat de politique générale ; l'absence de mesures relatives aux causes de la crise ; le chômage des jeunes ; la situation des différents secteurs industriels : la sidérurgie, la machine-outil, la mécanique, le textile, les chantiers navals, le secteur du bâtiment, le secteur informatique, l'aéronautique ; le remplacement de la flotte de caravelles d'Air France ; le secteur de l'industrie nucléaire ; (p. 2228) : les propositions formulées en faveur de l'emploi des jeunes ; les conséquences de la politique de redéploiement réalisée à l'initiative du CNPF ; l'investissement des capitaux français aux Etats-Unis ou dans les pays à la main-d'œuvre bon marché ; le financement public des monopoles ; appliquer une politique industrielle énergétique différente ; l'actualisation du programme commun ; les investissements de la société des Charbonnages de France à l'étranger ; l'application des mesures de nationalisation à la sidérurgie, au secteur pétrolier et à l'entreprise Peugeot-Citroën.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7263) : la situation des soldats du contingent ; l'idée de l'armée de métier ; l'augmentation dérisoire du prêt du soldat ; la situation des cadres militaires ; les problèmes des sous-officiers ; (p. 7264) : les discriminations pratiquées envers les officiers issus des équipages de la flotte ; le problème des officiers d'administration ; le service de santé aux armées ; les gendarmes ; le problème des militaires retraités ; la prime d'expatriation ; démocratiser le fonctionnement des armées ; la proposition de loi du groupe communiste portant statut démocratique du soldat et du militaire professionnel ; la position du comité central du parti communiste français sur la défense nationale ; le sixième SNLE ; les propositions communistes en matière de décision collégiale d'emploi ou de

non-emploi de la force nucléaire. **Examen des crédits. Après l'article 38** (p. 7282) : la réserve de l'ensemble des votes.

Articles de récapitulation [18 novembre 1977]. **Explications de vote** (p. 7777) : l'aggravation de la situation des travailleurs et de leur famille ; l'inflation ; l'approfondissement de la crise ; l'évolution de la conjoncture économique ; le projet de contre-budget présenté par le groupe communiste ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° 3203). **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8620) : l'objet réel des dernières assises nationales du patronat ; le malaise des cadres ; le recours à des dispositions législatives ; la notion de concertation ; les avantages de la concertation retirés par le patronat ; les besoins des cadres ; la démocratisation de l'entreprise ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste et le groupe du PSRG relative à la garantie des droits des cadres, ingénieurs et techniciens au sein de l'entreprise ; la prise de conscience des cadres de leur appartenance au salariat ; l'apparition de rapports nouveaux de coopération entre les cadres et les autres travailleurs ; l'entreprise de l'avenir ; (p. 8261) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° 2516). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [21 décembre 1977] (p. 9156) : le vote hostile du groupe communiste.

BALLANGER (Robert)

Député de la Seine-Saint-Denis
(8^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745), [2 avril 1974] (p. 1451), [2 avril 1975] (p. 1201), [2 avril 1976] (p. 1277), [2 avril 1977] (p. 1464).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant : 1° à exonérer de l'**obligation alimentaire** les personnes disposant de revenus inférieurs à certains montants ; 2° à porter à 100.000 F le plafond au-dessous duquel les sommes versées au titre du **fonds national de solidarité** ne peuvent être récupérées sur les actifs successoraux (n° 79) [2 avril 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur la fraude fiscale** à laquelle recourent les sociétés pour échapper à l'imposition et sur les moyens qui permettent l'évasion fiscale (n° 534) [26 juin 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions dans lesquelles des états-majors militaires ont été amenés à établir un « **bulletin de renseignement trimestriel sur l'adversaire intérieur** » (n° 720) [18 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à l'application effective de l'**ordonnance du 6 janvier 1959** instituant l'**obligation scolaire jusqu'à l'âge de seize ans** (n° 914) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **nationalisation de Citroën S.A.** (n° 1454) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à instituer en faveur des travailleurs victimes du **chômage** ou de la **maladie** une **allocation spéciale de loyer** (n° 1529) [11 avril 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les pratiques des grandes **sociétés capitalistes** qui utilisent pour la défense de leurs intérêts des personnes exerçant des fonctions publiques électives ou non, et sur les **conditions de passage du service de l'Etat** à celui des **intérêts privés** (n° 1755) [17 juin 1975].

— **Proposition de loi** visant à assurer la **gratuité effective des fournitures, livres et transports scolaires** (n° 1900) [8 octobre 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête sur la spéculation contre le franc** et ce qu'elle a coûté au pays (n° 2136) [2 avril 1976].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur l'évasion et la **fraude fiscale** des **grandes sociétés** et notamment sur celles des **entreprises Dassault** (n° 2551) [19 octobre 1976].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **investigations politico-policières auprès des fonctionnaires** de la Communauté européenne et des fonctionnaires de certains ministères en France (n° 2572) [2 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la **nationalisation du groupe Rhône-Poulenc** (n° 2585) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi organique** tendant à renforcer le contrôle en matière d'**incompatibilité parlementaire** (n° 2770) [2 avril 1977].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **problèmes de l'environnement** et du cadre de vie des Français (n° 2824) [26 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer un **impôt sur la fortune des personnes physiques** (n° 3166) [19 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer la date limite du 1^{er} juillet 1973 jusqu'à laquelle est admise une demande de **révision du taux d'incapacité de travail** pour les personnes dépendant du **régime de protection sociale agricole** (n° 3189) [3 novembre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Propos de M. le ministre de l'intérieur** au sujet du **parti communiste** [23 octobre 1974] (p. 5348).

— **Opportunité d'un débat** sur la **situation économique et sociale du pays** [6 novembre 1974] (p. 5937).

— **Provocations patronales** [25 juin 1975] (p. 4716, 4717) : utilisation par le Gouvernement de la radio-télévision à des fins partisans ; la répression contre les travailleurs ; les milices patronales ; le respect des droits syndicaux ; l'accident de voiture arrivé à Clichy aux manifestants des Câbles de Lyon.

— **Avenir de l'industrie aéronautique** [7 avril 1976] (p. 1445 et 1446) : la liquidation de l'aéronautique française par le Gouvernement sacrifiant l'intérêt national aux intérêts des grands trusts américains ; la nécessité de débloquer une nouvelle tranche de dix Concorde.

— **Temps de parole des députés communistes** dans les questions au Gouvernement [7 avril 1976] (p. 1446).

— **Opportunité d'un débat de politique générale** [14 avril 1976] (p. 1715) : le pro-

blème de l'emploi ; le chômage, l'inflation, la nécessité de changer de politique.

— **Application de la Constitution** [17 novembre 1976] (p. 8158, 8159) : déclaration de M. le Premier ministre au Sénat sur les problèmes constitutionnels ; définition par la Constitution des rapports entre le Gouvernement, le Parlement et le Président de la République ; l'extension des pouvoirs du Président de la République ; la consultation du Parlement sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel.

INTERVENTIONS

1973

— **Débat sur la politique générale du Gouvernement** (n° 9) [12 avril 1973] (p. 834) : explique le vote de son groupe ; situation de la majorité parlementaire par rapport au pays ; ralliement des réformateurs ; rappelle les vœux des travailleurs ; (p. 835) : demande des mesures sociales en faveur des personnes âgées, des travailleurs, des familles ; demande la suppression des dispositions empêchant aux personnes âgées de transmettre leur patrimoine ; demande des allègements fiscaux pour les petits et moyens contribuables ; rappelle les mesures préconisées dans le programme commun de la gauche ; répond à M. Jacques Bonhomme sur le problème des moyens d'information ; (p. 836) : estime insuffisante la place faite à l'opposition à la télévision et à la radio ; rappelle les dispositions prévues dans le programme commun pour garantir la liberté d'expression ; rappelle le programme de nationalisation des secteurs-clés de la production ; évoque les problèmes constitutionnels, le rôle du Chef de l'Etat, le divorce entre la pratique constitutionnelle et la lettre de la Constitution, en particulier pour ce qui est du rôle du Premier ministre ; (p. 837) : critique le ton de la déclaration du Premier ministre ; indique que son groupe refuse la confiance au Gouvernement ; précise que ce vote de défiance est aussi un vote appelant à l'action et à l'espoir.

— **Discussion sur une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4202) : son exposé sur le contrôle parlementaire et sur le droit et le devoir de l'opposition d'obtenir un débat sur la politique du Gouvernement ; la justification de cette motion de censure par l'importance des événements récents ; se félicite de voir une argumentation point par point succéder au « style musclé » habituel ; (p. 4203) : les causes du désordre et de l'agitation ; le refus de faire droit aux revendications des travailleurs ; le désordre créé par la remise en cause du droit au travail ; la rupture chez Lip entre

les organisations syndicales et M. Giraud ; la hausse générale des prix et le rôle des tarifs des services publics ; l'inflation galopante ; (p. 4203) : le racisme et l'assassinat de onze travailleurs algériens par des bandes qui n'ont pas été arrêtées ; la nécessité de mettre en œuvre une législation nouvelle garantissant le droit des immigrés ; la petite phrase de Georges Marchais et le respect par la gauche du suffrage universel ; l'histoire récente et la durée du mandat des Assemblées, dont sept ont été élues entre 1946 et mars 1973 et trois seulement sont parvenues à la fin de leur mandat ; l'exemple du Président Coty et du général de Gaulle qui n'ont pas terminé leur septennat ; la petite phrase de M. Galley sur l'armée « dernier recours de la société libérale » ; la liberté d'expression ; le Président de l'Assemblée nationale et son opinion sur la bombe atomique ; le principe de non-ingérence dans le drame chilien ; vote de la censure.

— **Rappel au règlement** [23 octobre 1973] (p. 4658) : remaniement ministériel et absence de déclaration du Premier ministre à l'Assemblée, faits relatés par le président-directeur général de l'ORTF, départ de ce dernier ; droit de l'Assemblée à être informée autrement que par la presse ; demande une déclaration devant l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973] (p. 4777). **Article 2** : son sous-amendement à l'article 2-i proposé par l'amendement du Gouvernement (dispositions fiscales relatives à la participation dans les entreprises).

Deuxième partie :

Economie et finances. — 1. Charges communes : Etat C - Titre V [20 novembre 1973] (p. 6147) : sa demande de scrutin public sur l'amendement de M. Jans (suppression des crédits inscrits au titre des abattoirs de La Villette).

Seconde délibération [20 novembre 1973] (p. 6178) : budget de l'Etat et politique de classe du pouvoir ; conditions de discussion du budget ; refus des moyens de contrôle aux rapporteurs (p. 6179) ; prévisions de recettes et inflation, pouvoir d'achat des familles et augmentation des impôts, taxe sur les produits pétroliers (prévisions des dépenses pour les équipements collectifs et besoins du pays ; politique antisociale ; ses observations sur le rôle anticyclique du budget, sur les déclarations du Gouvernement sur la démocratie et le respect des libertés ; bonifications d'intérêt au profit des entreprises privées, évasion fiscale, dépenses militaires, affaire de La Villette,

gaspillage de l'argent de l'Etat, grève générale du 6 décembre, union populaire et programme commun de gouvernement.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [23 janvier 1974] (p. 363) : cette session du Parlement ressemble à une conférence de presse puisque le Gouvernement n'entend pas faire sanctionner sa politique par un vote ; passe en revue les précédentes affirmations du ministre des finances ; la décision de laisser flotter le franc prend place dans l'ensemble d'une politique dirigée contre le pouvoir d'achat des Français ; (p. 364) : le commerce extérieur français est organisé en fonction exclusive du profit des monopoles ; la coordination des changes doit être demandée aux Etats membres de la CEE ; (p. 366) : on peut faire une très mauvaise politique avec beaucoup de talent.

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 449) : interrompt le Premier ministre pour préciser l'attitude du parti communiste à l'égard du commerce extérieur.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6370) : les responsabilités du pouvoir dans le développement de l'inflation ; l'inquiétude des travailleurs devant la désorganisation de notre économie ; liste des entreprises en difficulté ; (p. 6372) : les hypothèses sont fausses et le budget est « truqué » ; l'augmentation des recettes TVA ; le caractère contestable de l'indice d'évolution des salaires ; le taux de croissance retenu ne pourra suffire à maintenir l'emploi.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297) [28 novembre 1974] (p. 7238). **Explications de vote** : le groupe communiste votera un projet qui constitue un premier pas.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 novembre 1974] (p. 7964) : le bilan des promesses électorales ; le droit de vote à dix-huit ans ; la libéralisation de l'avortement ; le SMIC et le minimum vieillesse ; l'autoritarisme du régime ; le ralentissement de l'expansion ; le chômage ; l'accord du 14 octobre sur le maintien du salaire pendant un an ; la récession généralisée et délibérément organisée ; les prix ; le déficit de la balance commerciale ; l'alignement sur l'impérialisme américain ; la rentrée dans l'OTAN ; (p. 7965) : l'indemnisation des Etats-Unis pour la suppression de leurs bases militaires en France ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; les mesures d'austérité ;

le coût du pétrole ; l'absence de crise dans les pays socialistes ; pour une autre politique définie par le programme commun ; faire barrage à l'inflation : blocage des prix ; réduction ou suppression de TVA ; blocage des tarifs publics ; taxe sur les superprofits ; contrôle sur l'élaboration des prix et sur l'utilisation des fonds publics par les firmes privées ; résorber le déficit du commerce extérieur en arrêtant l'évasion des capitaux et en contrôlant l'utilisation des fonds publics par les grandes firmes privées ; la mafia des compagnies pétrolières ; les économies d'énergie ; (p. 7966) : le développement du secteur public industriel et la coopération avec les pays socialistes et les pays en voie de développement ; stimuler la consommation par le relèvement des salaires, allocations et pensions ; sauvegarder l'emploi ; garantir les prix agricoles ; indexer l'épargne populaire ; américanisation de l'UDR ; l'application du programme commun ; (p. 7972) : le déficit de la balance du commerce extérieur.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1448) : la responsabilité du Gouvernement en matière de chômage ; le coefficient utilisé par le Bureau international du travail ; le très faible nombre de chômeurs touchant 90 % de leur salaire.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Explications de vote** [10 septembre 1975] (p. 6212) : la modestie qui devrait être la règle du Gouvernement ; (p. 6213) : les démentis apportés aux déclarations du Gouvernement ; les promesses du Président de la République ; le refus absolu du groupe communiste de cautionner les décisions gouvernementales.

1976

— **Rappel au règlement** [27 avril 1976] (p. 2166) : déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature ; souhaite que chaque député demande la parole pour rectification de vote au procès-verbal.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [1^{er} juin 1976] (p. 3582) : sa question préalable ; un projet non progressiste ; craintes des petits épargnants spoliés par l'inflation ; (p. 3583) : les moins-values de l'épargne populaire ignorées par le Gouvernement ; la majorité hostile à la propriété familiale ; l'absence d'imposition des sociétés immobilières et pétrolières ; (p. 3584) : l'injustice fiscale aggravée par le projet ; question préalable opposée par le groupe communiste ; demande

d'un scrutin public ; question préalable repoussée par scrutin. **Discussion des articles** [8 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3868) : **rappel au règlement** sur la réserve de l'article premier ; observe que l'article 95, alinéa 4, ne s'applique qu'aux amendements dont l'objet est de modifier l'ordre de la discussion ; ne voit pas comment discuter des modalités d'un impôt dont l'Assemblée n'aurait pas voté au préalable le principe ; souhaite que le président déclare que la réserve n'est pas applicable à l'article premier.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [6 octobre 1976] (p. 6407) : le changement de gouvernement, un incident caractériel plutôt qu'un changement de politique ; le renforcement du pouvoir autoritaire et personnel du régime ; l'échec du Gouvernement précédent dans ses tentatives d'intégration des travailleurs ; la continuité dans le désordre et l'imposture ; les atteintes aux libertés ; l'information devenue propagande ; le refus du Premier ministre d'engager la responsabilité du Gouvernement sur son programme ; commentaire de l'article 49 de la Constitution ; (p. 6408) : la violation par le Gouvernement de sa propre légalité ; la négation par le Président de la République de l'article 20 de la Constitution ; la fuite du Gouvernement ; une loi électorale injuste ; la personnalisation du pouvoir, son exercice sans contrôle ; les pouvoirs que doit avoir l'Assemblée nationale ; (p. 6409) : le caractère inaliénable de la souveraineté nationale ; l'attachement du peuple à ses élus ; [7 octobre 1976] (p. 6448) : excuse M. Marchais absent ; informe l'Assemblée que le dernier manifestant du cortège qui se déroule depuis le matin entre la Nation et la République vient d'arriver place de la République.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630). Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9161) : son amendement n° 30 rectifié soutenu par M. Lamps ; repoussé.

1977

— **Rappel au règlement** [12 avril 1977] (p. 1707) : application des articles 20 et 21 de la Constitution et des articles 152 et suivants du règlement relatifs à la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale ; nécessité d'une déclaration du Gouvernement au sujet de « l'intervention militaire coloniale » au Zaïre ; mépris inadmissible du Président de la République à l'égard du Parlement.

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [26 avril 1977] (p. 2138) : l'article 20 de la Constitution ;

l'application de l'article 49 de la Constitution ; le caractère fragmentaire des mesures proposées ; les propositions relatives aux personnes âgées, à l'emploi des jeunes, à la situation des immigrés ; l'invention de nouvelles recettes ; (p. 2139) : la crédibilité du Gouvernement ; les différentes déclarations ministérielles relatives à l'emploi ; le niveau actuel du chômage ; les déclarations ministérielles relatives aux prix ; le niveau actuel des prix ; les déclarations ministérielles relatives à la reprise économique ; les promesses gouvernementales ; *Démocratie française* ; le programme commun, ouvrage de référence ; (p. 2140) : la résorption du déficit des échanges commerciaux franco-allemands ; la défense par le Gouvernement d'une certaine économie ; le potentiel humain et industriel de la France ; le mouvement de l'opinion française à la suite des élections municipales ; la mise à jour du programme commun ; (p. 2141) : les conséquences de l'application du programme commun ; l'action gouvernementale de réduction de la consommation intérieure et collective ; le niveau du SMIG ; la revalorisation des allocations familiales et du minimum vieillesse ; l'arrêt du démantèlement de la sécurité sociale ; l'augmentation de l'indemnité minimale du chômage ; la politique de nationalisation ; l'instauration de réformes fiscales et financières ; le contrôle démocratique de la formation des prix dans les grandes sociétés ; la politique africaine du Président de la République ; (p. 2142) : le droit à l'information des Français ; les conditions du débat parlementaire.

BALMIGÈRE (Paul)

Député de l'Hérault
(4^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [29 mai 1973] (p. 1606).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre

et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à l'application de la législation sur les quarante heures et à la rémunération des heures supplémentaires aux salariés de l'agriculture (n° 150)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre du marché viticole, un revenu équitable aux viticulteurs familiaux et un prix minimum des vins de table (n° 375)** [24 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à mettre fin aux nuisances que créent les carrières (n° 910)** [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi tendant à créer un Office national interprofessionnel du vin chargé de garantir un prix minimum et un revenu équitable aux viticulteurs (n° 1596)** [29 avril 1975].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— MM. Charles Bignon (n° 11204), Joselin (n° 11311), Rigout (n° 11324), d'Harcourt (n° 11329), Bertrand Denis (n° 11466), Daillet (n° 11509) : Les prix agricoles [19 juin 1974] (p. 2803, 2804) : marasme du marché viticole ; diminution du pouvoir d'achat des viticulteurs ; inquiétude des viticulteurs sur les conséquences du resserrement du crédit.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'entreprise « Astre », à Béziers** [23 octobre 1974] (p. 5349).

• *questions orales avec débat de :*

— MM. Labbé (n° 14998), Carpentier (n° 15162), Berthelot (n° 15168), Bégault (n° 15297), Cabanel (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7695) : augmentation de 38 % du nombre des demandes d'emploi en région Languedoc-Roussillon ; la nécessité de mieux exploiter les houillères, la bauxite et l'uranium, de faire de Fos le point de départ d'une industrie mécanique régionale ; l'organisation du marché viticole (p. 7696).

• *question orale sans débat de :*

— M. Millet (n° 27031) : **Situation de la viticulture, en qualité de suppléant** [9 avril

1976] (p. 1604, 1605) : la responsabilité du Gouvernement dans les graves événements se déroulant dans le Midi viticole ; l'insuffisance du décret instituant un office des vins ; la nécessité de retirer les forces de police, de suspendre les poursuites, de définir une politique d'ensemble et d'organiser un débat à l'Assemblée nationale ; l'insuffisance des mesures prises à Bruxelles pour relancer le marché du vin ; la crise globale du Languedoc-Roussillon.

• *question au Gouvernement :*

— Libération de M. Teisseyre [9 juin 1976] (p. 3905) : application de l'ordonnance de mise en liberté provisoire.

• *question orale sans débat :*

— (n° 29909) : **Difficultés des exploitants agricoles** [18 juin 1976] (p. 4384, 4385) : aggravation de la situation des viticulteurs et des producteurs de fruits et de légumes ; protection de ces agriculteurs contre les importations ; les manifestations dans le Midi viticole.

• *question au Gouvernement :*

— **Difficultés des viticulteurs du Midi** [18 mai 1977] (p. 2866) : la politique du Gouvernement a des conséquences pires que celles d'une attaque de phylloxera ; insuffisance des moyens financiers donnés aux caves coopératives ; limiter les importations ; garantir le prix du vin à 13,50 F le degré-hecto.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [4 mai 1973] (p. 1054) : évoque le pouvoir d'achat des viticulteurs ; sa dégradation au cours des cinq dernières années, le retard pris au regard de la progression des charges ; les conditions de fixation du prix du vin à Luxembourg ; les propositions de la commission et la contradiction avec la grille des nouveaux prix ; évoque les importations de vins d'Italie, les avantages dont bénéficie ce pays, le respect unilatéral des règles communautaires par la France, les craintes des viticulteurs devant les perspectives de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; rappelle le caractère déficitaire du marché français, le mécontentement des viticulteurs ; demande l'application de la clause de sauvegarde pour protéger le marché communautaire, la révision des règlements européens ; évoque la Charte viticole élaborée par toutes les organisations méridionales ;

(p. 1055) : la distillation permanente, la chaptalisation, les groupements de producteurs, le taux de la TVA sur le vin, la demi-patente sur les coopératives ; rappelle la proposition de loi déposée par le groupe communiste et s'inspirant de la charte viticole ; évoque la situation des ouvriers agricoles, leurs revendications : salaire minimum, reconnaissance de la qualification professionnelle, avantages sociaux.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Agriculture et développement rural, FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5325) : sa référence aux déclarations du ministre le 6 octobre à Montpellier ; marasme du marché du vin ; projet de distillation, prix d'intervention et de référence ; contrats de stockage, volume des importations de vins d'Italie et des pays tiers ; entrée de l'Espagne dans la CEE, prix du vin à la production et à la consommation, fiscalité sur le vin, situation des viticulteurs de l'Hérault ; (p. 5326) : charte viticole des organisations professionnelles ; ses propositions concernant les prix, les contrats de stockage, les importations et la fiscalité, programme commun de gouvernement de la gauche.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole (n° 725). Discussion des articles** [29 novembre 1973] (p. 6483) : sa protestation contre les méthodes de travail. **Article 2** (p. 6494) : son amendement tendant à garantir les droits des viticulteurs ; classement des vins après décision d'une commission paritaire ; possibilité de recours devant le Conseil d'Etat.

1974

— **Proposition de loi relative à la durée du travail en agriculture (n° 150)** [18 octobre 1974] (p. 5267) : réparer une injustice trop ancienne ; survivance de fait du SMAG ; diminution du nombre des ouvriers d'exploitation ; l'évolution des techniques agricoles exige un personnel de plus en plus qualifié ; (p. 5268) : diminution du poste main-d'œuvre dans les frais d'exploitation ; les disparités qui subsisteront : vacances, scolarisation des fils d'ouvriers agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6049) : le FORMA ; les mesures nationales d'aide ; la diminution du revenu agricole ; la conférence annuelle ; les charges de production ; (p. 6050) : l'insécurité ; les exportations sur le marché mondial ; le prix du vin et l'endettement des viticulteurs ; la

charte viticole adoptée par les organisations viticoles du Midi ; le retour à l'organisation du marché par le blocage et l'échelonnement par tranches ; la distillation ; le financement du vin bloqué ; les échanges intra et extracommunautaires ; la législation fiscale ; les droits de plantation et la rénovation du vignoble ; la proposition de loi du groupe communiste.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1452) : la crise du système due à une politique au service des grandes féodalités financières ; les déclarations de MM. Giscard d'Estaing et Chirac sur l'agriculture ; la chute et l'instabilité des cours des produits agricoles ; les négociations de Bruxelles et l'amputation de 15 % du pouvoir d'achat des agriculteurs ; la situation catastrophique de la viticulture ; (p. 1453) : le désespoir des agriculteurs ; les promesses faites par le Premier ministre à Montpellier ; la crise viticole ; les mesures nécessaires : réviser les règles de fonctionnement du marché européen, arrêter les importations, distiller à ciel ouvert ; d'une façon générale, nécessité de garantir un pouvoir d'achat normal à la production agricole, stimuler la consommation intérieure, supprimer la TVA sur les produits alimentaires de grande consommation ; le soutien des communistes à la lutte des agriculteurs.

— **Rappel au règlement** [15 avril 1975] (p. 1636) : l'absence d'une décision ministérielle en matière fiscale.

— **Rappel au règlement** [15 avril 1975] (p. 1654) : constate que le débat sur la viticulture a été fixé au 23 avril ; nécessité d'un débat immédiat ; urgence des mesures pour sauvegarder la viticulture.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3983) : rappelle que le groupe communiste a déposé un amendement n° 72 tendant à supprimer l'assujettissement à la patente des coopératives agricoles ; l'injustice que représente l'application de la taxe professionnelle aux coopératives ; (p. 3986) : amendement n° 72, déposé par M. Pranchère : extension des exonérations à l'ensemble du secteur coopératif ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° 1747). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4727) :

la nécessité d'une organisation des marchés agricoles ; l'aggravation de la situation du fait du Marché commun ; un projet qui n'améliorera pas la situation ; la grave crise qui frappe la viticulture et les difficultés des producteurs de fruits et légumes ; (p. 4728) : la non-garantie des prix communautaires ; les mesures proposées par le groupe communiste ; la création d'un office interprofessionnel du vin ; un projet qui n'assure pas une représentation satisfaisante des agriculteurs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6116) : la question capitale du revenu agricole ; le marasme que connaît la viticulture ; l'organisation d'une zone méditerranéenne et le bradage de la viticulture méridionale ; obtenir les mesures d'urgence qui s'imposent.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7916) : la récolte viticole fortement déficitaire sera vendue aux prix les plus bas, le revenu des exploitants se trouvant souvent inférieur au SMIC ; marque sa préférence pour un développement de la consommation opposé aux distillations coûteuses ; les illusions quant aux effets de la politique agricole commune se dissipent ; l'inquiétude née des déclarations de M. Cheysson favorable à l'importation de produits méditerranéens ; préconise la création d'un office interprofessionnel du vin.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article premier** (p. 9529) : voit dans le relèvement des taux de remboursement forfaitaire aux agriculteurs un résultat à l'action de ces derniers ; considère que le Gouvernement pourrait améliorer leur pouvoir d'achat ; la baisse catastrophique des revenus des viticulteurs ; la nécessité de garantir le prix du vin et d'instituer un office du vin.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° 2005). **Discussion des articles** [10 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9648) : considère que l'article 3 est conçu de telle façon qu'il ne s'applique pas aux salariés agricoles ; le non-respect par le Gouvernement de la parité entre les différentes catégories de salariés ; la volonté du Gouvernement de ne pas mécontenter le gros patronat agricole ; (p. 9649) : son amendement n° 4 : à l'article 994 du code rural, remplacer 50 heures et 57 heures par 48 heures et 52 heures ; repoussé.

1976

— **Rappel au règlement** [2 avril 1976] (p. 1273) : les événements graves se déroulant actuellement dans le Midi viticole.

— **Rappel au règlement** [6 avril 1976] (p. 1368, 1369) : les raisons de son insistance à réclamer un débat sur la viticulture.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 2223)** [27 avril 1976] (p. 2194) : affirme que la crise viticole persiste ; énumère les raisons du mécontentement des viticulteurs ; juge inopérant l'office du vin récemment créé ; critique les dispositions prises par le Gouvernement ; (p. 2195) : craint la reprise des importations viticoles à leur rythme antérieur ; reproche au Gouvernement d'avoir accepté un relèvement des prix insuffisant et de préparer un élargissement du Marché commun agricole redoutable pour les viticulteurs français ; signale que le nombre des exploitations va en diminuant ; indique que beaucoup d'exploitants sont gravement endettés ; se demande si l'on ne prépare pas la liquidation du vignoble méditerranéen ; fait valoir que les viticulteurs ne peuvent se reconvertir comme on le leur recommande ; assurer une protection minimale du marché du vin ; indique les dispositions de la proposition de loi présentée par le groupe communiste instituant un office national inter-professionnel du vin.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Première partie :**

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6988) : les taxes supportées par le cognac, par l'armagnac ; préserver l'intérêt des producteurs, sens de son amendement ; (p. 6989) : les producteurs de vin doux naturel ; le problème de la TVA sur les vins de consommation courante et les vins de qualité ; le vin, seul produit agricole à supporter le taux de 17,6 % ; (p. 6993) : s'étonne que les amendements 86 et 87 n'aient pas été appelés en discussion commune avec les amendements 27, 28 et 102 rectifié ; leur objet similaire ; son amendement n° 86 indiquant que les nouveaux tarifs ne s'appliquent pas aux alcools produits sous appellation contrôlée ; (p. 6994) : maintient ses amendements 86 et 87 ; amendement 86 sans objet ; amendement 87 repoussé.

Deuxième partie :

Agriculture, FORMA et BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7605) : la situation critique des viticulteurs ; l'office du vin ; les accords interprofessionnels ; les caves coopératives ; l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; la désertion des jeunes dans l'Hérault ; (p. 7606) : l'arrachage des pieds de vigne

dans le Midi ; la nécessité de garantir un prix rémunérateur et d'indemniser les sinistrés ; (p. 7609) : donne lecture de l'intervention de M. Hage ; la diminution du budget de l'enseignement agricole ; les charges des familles ; la perte de pouvoir d'achat des bourses d'enseignement ; les équipements durement touchés ; l'insuffisance de création de postes ; (p. 7610) : la carte scolaire ; l'enseignement agricole, un enseignement au rabais ; les propositions communistes ; l'INRA : problèmes de personnel. **Article 67** (p. 7623) : soutient l'amendement n° 68 de M. Pranchère concernant le financement de la prestation du congé maternité des agriculteurs ; la charge sociale des exploitations les plus modestes ; repoussé.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7902) : l'aggravation par le plan Giscard-Barre de la situation des commerçants et artisans ; nie que le petit commerce soit responsable de la hausse des prix ; l'excédent de radiations sur les inscriptions ; (p. 7903) : l'accroissement des grandes surfaces ; Béziers ; la fiscalité ; l'article 5 de la loi d'orientation ; les forfaits ; les propositions du groupe communiste : appliquer l'IRPP aux commerçants et artisans ; le plan social ; la nécessité d'exonérer les retraités des cotisations d'assurance maladie ; le crédit ; les charges salariales ; le rôle important des artisans et commerçants ; assurer l'égalité des commerçants et artisans entre eux et avec les autres catégories socio-professionnelles ; les propositions du programme commun ; le Languedoc-Roussillon.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9426) : la hausse des prix du vin à la production ; l'importation des vins d'Italie ; bas prix et charges d'exploitation élevées pour la paysannerie française ; la baisse du pouvoir d'achat des viticulteurs méridionaux ; demande la réduction du taux de TVA à 7 % ; les zones viticoles sinistrées par la sécheresse : le cas du Minervois, de l'Aude, de l'Hérault, des Corbières ; demande une indemnisation équitable des viticulteurs sinistrés ; réclame l'intervention de l'office du vin ; (p. 9427) : la proposition de loi communiste de garantie contre les calamités agricoles.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Agriculture. — FORMA et BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6670) : la tenue des cours du vin à la production ; le contrôle du niveau de l'offre sur le marché ; l'évolution du nombre des exploitants agricoles dans l'Hérault ; la menace que fait peser l'élargissement de la Communauté économique européenne ; le

rapport Lauga ; les déclarations de M. Gundelack ; la garantie des prix ; la nécessité d'un véritable office des vins ; maîtriser la hausse effrénée des coûts de production ; promouvoir l'organisation des marchés des fruits et légumes ; le développement des infrastructures ; l'avenir des productions méditerranéennes.

BAMANA (Younoussa)

Député de Mayotte
(RCDS).

Elu le 13 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [6 avril 1977] (p. 1599).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 avril 1977] (p. 1627).

BARBEROT (Paul)

Député de l'Ain
(1^{re} circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [3 avril 1975] (p. 1266).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

DÉPÔTS

— Proposition de loi concernant le statut

des locataires gérants de stations-service de distribution de produits pétroliers (n° 369) [24 mai 1973].

— Rapport d'information, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Yougoslavie, du 22 juillet 1974 au 28 juillet 1974 (n° 1304) [20 novembre 1974].

— Proposition de loi tendant à faire figurer la mention du groupe sanguin sur le permis de conduire (n° 1364) [5 décembre 1974].

INTERVENTIONS

1973

— Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). *Deuxième partie* :

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5731) : industrie des travaux publics : progression des crédits et continuité dans les programmes, éventualité d'une crise au début de 1974, austérité du projet de budget ; (p. 5732) : travaux routiers et autoroutiers ; crédits des travaux maritimes et fluviaux ; entretien du réseau routier transféré aux départements ; demande la non-application du coefficient de réduction ; déblocage des crédits du FAC ; ses observations sur les investissements effectués par les collectivités locales ; liaison à grand gabarit Rhône-Rhin par la Saône, route nationale 83 Lyon-Besançon, autoroutes, axe routier Centre Europe-Atlantique.

Logement [15 novembre 1973] (p. 5784) : situation du logement locatif ; déplore la diminution de la masse globale des constructions HLM ; habitat rural et habitat diffus ; ses observations sur les critères d'attribution de crédits aux régions ; restauration des centres anciens des villes ; situation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; politique menée en matière de coût de la construction ; ses suggestions quant à l'application de la politique conjoncturelle actuelle au secteur de la construction et des équipements, procédure des « produits dérogatoires » ; suppression de la clause de révision dite « de 1967 » ; nouveaux prix-plafonds.

BARBET (Raymond)

Député des Hauts-de-Seine
(7^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 8 mars 1978 (*J.O.* 10 mars 1978) (p. 1022).

Eloge funèbre prononcé le 18 avril 1978 (p. 1143).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative aux sociétés anonymes coopératives HLM de location coopérative** (n° 78) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à exonérer de la taxation des plus-values sur les terrains à bâtir et biens assimilés les terrains expropriés sur lesquels a été édifiée la maison individuelle servant à l'habitation de l'exproprié** (n° 364) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 54 B du Livre II du code du travail afin d'aménager le temps de repos de certaines mères de famille à l'intérieur des entreprises privées** (n° 575) [28 juin 1973].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Maintien en activité des établissements Amtec-France** [30 avril 1975] (p. 2275).

• *question orale sans débat :*

— (n° 27753) : **Fermeture du bureau d'études de la SNIAS à Suresnes** [7 mai 1976] (p. 2819) : les mesures prévoyant le transfert à Toulouse du bureau d'études de Suresnes ; la fabrication du Concorde ; nécessité d'un débat sur l'ensemble des problèmes de l'aéronautique ; (p. 2820, 2821) : l'opposition des Américains à Concorde, leur désir de fabriquer eux-mêmes un avion supersonique civil ; la mise en construction de six Concorde supplémentaires et l'étude de la version B.

• *questions au Gouvernement :*

— **UER de Nanterre** [23 juin 1976] (p. 4546) : la désectorisation opérée à Nanterre sans consultation du président du conseil de l'université.

— **Désectorisation des études de droit à Nanterre** [6 octobre 1976] (p. 6383, 6384) :

la détérioration de la situation après la désectorisation ; l'insuffisance du nombre d'enseignants par rapport aux 6.000 étudiants inscrits.

— **Etablissement public pour l'aménagement de la zone de la Défense** [20 octobre 1976] (p. 6775, 6776) : menace de licenciement d'une partie du personnel.

• *question orale sans débat :*

— (n° 37510) : **Plan de restructuration de l'usine de Suresnes de la Saviem** [6 mai 1977] (p. 2551, 2552) : le refus de la direction d'informer les délégués du personnel sur ses projets en matière de restructuration ; la nécessité d'éviter les licenciements ; la reconquête du marché national détenu à 48 % par les firmes étrangères.

• *question au Gouvernement :*

— **Aménagement du quartier de la Défense** [11 octobre 1977] (p. 6042) : les mesures envisagées par le Gouvernement responsable de l'aménagement de la Défense pour permettre à l'établissement public de reprendre les travaux d'équipement interrompus.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1417) : règles de base à observer en matière d'urbanisme ; aménagement de la Défense : ses observations sur la composition du conseil d'administration de l'établissement public ; seule responsabilité du Gouvernement dans l'aménagement de la Défense ; plan directeur de la zone A ; autoroute urbaine A 14 ; créations d'emplois dans la zone B ; transfert des Papeteries de la Seine ; qualité de la vie et conditions de vie des travailleurs ; transports ; coût des logements de « Défense 2000 » ; (p. 1418) : refus de construire des logements sociaux et de réa-liser des équipements collectifs et culturels ; aménagement de la zone B à Nanterre ; sa référence à une déclaration du candidat de la majorité (géographie électorale de Nanterre) ; politique préconisée par le programme commun de gouvernement de la gauche unie ; priorité donnée à la satisfaction des besoins des familles de travailleurs ; opération de la Défense et aménagement mis au service des grandes sociétés capitalistes.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Universités [10 novembre 1976] (p. 7871) : les IUT ; les heures complémentaires ; les

journées d'action des IUT ; salaires et diplômes.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768), **lettre rectificative** (n° 2859). **Discussion des articles** [24 mai 1977]. **Article premier** (p. 2948) : l'annulation de l'autorisation de programme et de crédits de paiement destinés au programme d'études et de développement du matériel aéronautique ; la suppression d'emploi dans plusieurs établissements de la SNIAS ; la réduction de la cadence de production de l'Airbus ; l'atterrissage de Concorde à New York ; le développement du programme Airbus ; la réalisation de l'A-200 ; la production d'un moyen-courrier ; la SNECMA.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Équipement et aménagement du territoire. — **Équipement, aménagement du territoire et urbanisme** [16 novembre 1977] (p. 7528) : la construction de l'autoroute A 14 ; l'aménagement de la zone de la Défense ; la construction de logements dans la zone B de la Défense ; la situation financière de l'EPAD ; la construction dans la zone A de la Défense.

BARDOL (Jean)

Député du Pas-de-Calais
(5^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 12 : Artisanat** (crédits du ministère du commerce et de l'artisanat) (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer l'élection des membres des chambres de métiers à la représentation proportionnelle et à permettre le vote par correspondance (n° 1129) [10 juillet 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 6 : Artisanat** (crédits du ministère du commerce et de l'artisanat) (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à démocratiser la législation fiscale applicable aux artisans, aux commerçants et aux petites et moyennes entreprises (n° 1319) [20 novembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils : Commerce et artisanat. — **Annexe n° 6 : Artisanat** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Commerce et artisanat. — **Annexe n° 8 : Artisanat** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 25 : Industrie, commerce et artisanat - Artisanat** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• Questions au Gouvernement :

— **Ressources des personnes âgées** [19 juin 1974] (p. 2788).

— **Situation de l'industrie des pêches maritimes** [11 octobre 1977] (p. 6041) : la carence du Gouvernement à l'égard des pêches maritimes ; la nécessité de rectifier le projet de budget de la marine marchande et d'examiner la proposition de loi-cadre du groupe communiste.

— **Acieries de Paris-Outreau** [19 octobre 1977] (p. 6340) : attitude antinationale de cette société : investissements en Allemagne et au Gabon, fermeture d'installations en France.

— **Pêche du hareng en mer du Nord** [2 novembre 1977] (p. 6838) : interdiction par le conseil des ministres de la Communauté de la pêche du hareng en mer du Nord en novembre ; quota de 1.500 tonnes.

— **Aciéries de Paris-Outreau** [9 novembre 1977] (p. 7221) : rémunération des jeunes embauchés pour un stage de formation.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3971) : difficultés des commerçants et artisans ; disparition d'entreprises ; la concentration industrielle et commerciale opérée par les grandes sociétés privées, cause du mécontentement et de l'angoisse des travailleurs indépendants ; prolifération anarchique et anti-économique des grandes surfaces ; profits réalisés par les banques, conséquence de la gestion monopoliste des formes commerciales modernes ; moyens utilisés pour l'élimination du petit commerce ; suprématie du marché et prix de monopole ; système capitaliste en inflation ; concurrence déloyale des grandes surfaces ; privilèges qui leur sont consentis par l'Etat ; insuffisance du projet de loi ; mesures concrètes demandées par toutes les organisations professionnelles et syndicales ; responsabilité du Gouvernement dans les difficultés des travailleurs indépendants ; charges fiscales et sociales ; (p. 3972) : absence de portée réelle du volet fiscal du projet ; absence de mesures fiscales prévues dans le projet de loi de finances pour 1974 ; absence de dispositions sur la suppression des abus qui président au renouvellement des baux commerciaux ; sa réponse à l'interruption de M. Bignon, rapporteur, sur l'état d'avancement de la discussion de la proposition de loi relative aux baux commerciaux ; remise en cause de la loi sur la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, seule mesure concrète prévue par le projet ; conditions d'application de la loi sur la scolarité obligatoire ; proposition de loi globale déposée par le groupe communiste ; (p. 3973) : demande d'aménagement de la charge fiscale ; aménagement de certaines déductions pour diverses catégories de commerçants et artisans ; révision du taux de la TVA ; taux des droits de mutation ; sa volonté de défense des travailleurs indépendants ; programme d'action démocratique ; (p. 3974) programme commun de gouvernement de la gauche. **Discussion des articles** [4 octobre 1975] : **Article 5** (p. 4050) : son amendement tendant à appliquer aux artisans et commerçants un abattement d'assiette de 20 % sur la partie du bénéfice inférieure ou égale au pla-

fond de la sécurité sociale ; revenus tirés du travail, du capital et revenus mixtes ; dénonce la campagne insidieuse qui s'efforce de faire croire que les salariés seraient des contribuables privilégiés ; caractère privilégié des revenus du capital ; nécessité de distinguer entre les revenus suivant leur source et dans les modes de leur imposition ; demande la suppression de l'avoir fiscal ; (p. 4051) : ses observations sur les propos du ministre de l'économie et des finances concernant l'abaissement des droits de mutation ; ses observations sur la solidarité gouvernementale ; (p. 4053) : engagement du ministre du commerce pris à Saint-Lô relatif au bénéfice de l'abaissement de 20 % dont jouissent les salariés, compte tenu de l'inflation, souhaité des commerçants et artisans en ce qui concerne l'exonération ; (p. 4054) : explique l'abstention du groupe communiste sur l'article ; [5 octobre 1973] : **Après l'Article 5** (p. 4114) : ses réserves sur la procédure adoptée ; regrette que l'Assemblée ait été appelée à se prononcer par un vote unique sur deux sous-amendements contradictoires et sur deux amendements ; amendement demandant au Gouvernement de déposer avant le 1^{er} janvier 1974 un projet de loi tendant d'abord à simplifier la TVA, ensuite à en réduire les taux ; compensation à la perte de recettes en restreignant pour les établissements commerciaux, dont la surface de vente est supérieure à 400 mètres carrés, le champ d'application des déductions en matière de TVA ; nécessité de revoir la classification des produits dans les différentes catégories de taux ; injustice fiscale ; son amendement proposant de porter les chiffres limites pour l'application de la franchise de 1.350 à 1.600 F, de la décote générale de 5.400 à 6.500 F, de la décote spéciale de 13.500 à 16.200 F ; l'allègement fiscal des petits travailleurs indépendants ; (p. 4116) : souhaite un allègement en faveur de ceux qui ont choisi le régime du réel simplifié. **Avant l'Article 29** (p. 4122) : son amendement relatif aux conditions du paiement différé du fournisseur par le client. **Après l'Article 33** (p. 4143) : son amendement tendant à instituer un jour obligatoire de fermeture hebdomadaire pour toutes les entreprises commerciales et artisanales ; demande l'ouverture d'une véritable négociation, notamment sur les horaires de travail et les jours de fermeture des magasins ; [10 octobre 1973] : **Article 7** explique son vote sur l'article (p. 4239) : question de M. Boulin sur les intentions du Gouvernement et sur le financement des mesures proposées ; rattrapage de sept points de l'assurance vieillesse ; suppression des cotisations d'assurance maladie pour les retraités dont les revenus sont les plus modestes ; mode de financement ; n'accepte pas l'article 11 du projet de loi de finances

instituant un régime de compensation entre le régime général de la sécurité sociale et les autres régimes ; souhaite que le Gouvernement s'adresse aux sociétés capitalistes pour combler le déficit des caisses plutôt que de faire supporter la charge aux travailleurs salariés ; différence des niveaux des cotisations ; suggère le relèvement de 1 à 2 % de la contribution à la charge des grandes surfaces, de « déplafonner » les cotisations des travailleurs indépendants ; son amendement en ce sens ; ouverture d'un compte spécial dans le budget de l'Etat ; (p. 4240) : s'interroge sur la participation budgétaire ; rappelle qu'il n'existe pas de contribution d'un compte spécial de l'Etat ; solidarité nationale ; fourniture par le budget de l'Etat des crédits qui manquent aux caisses dont relèvent les artisans et les commerçants. **Article 3** (p. 4253) : abstention de son groupe sur l'amendement de M. Bignon. **Après l'Article 3** : ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Avant l'Article 16** [11 octobre 1973] (p. 4283) : son amendement tendant à créer des chambres de commerce distinctes des chambres d'industrie ; (p. 4284) : répond aux arguments du Gouvernement ; **Article 22** [12 octobre 1973] (p. 4350, 4355) : ses amendements : seuil des surfaces de référence. **Article 24** (p. 4365) : son amendement : possibilité d'appel d'un membre de la commission. **Article 25** (p. 4366) : ses observations ; demande que l'Assemblée se prononce d'abord sur l'article 23 en seconde délibération ; (p. 4367) : son amendement : composition de la commission nationale d'urbanisme commercial ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4528) : son sous-amendement : prêt du FDES et des sociétés de développement régional. **Avant l'Article 37** : ses observations sur le déroulement du débat, condition (p. 4537) : ses observations sur le déroulement du débat. **Article 41** (p. 4549) : son amendement, ses observations sur le champ d'application du préapprentissage ; [19 octobre 1973] : **Article 42** (p. 4590) : son amendement, retrait ; (p. 4592) : vote de son groupe contre l'article 42. **Article 43** (p. 4594) : ses observations : crédits prévus pour les moniteurs de gestion. **Son rappel au règlement** (p. 4608) : conditions du débat, amendements relatifs aux baux commerciaux. **Après l'Article 12** (p. 4613) : son sous-amendement, ses observations sur le droit de mutation. **Après l'Article 15** (p. 4613, 4614) : son amendement : exonération des artisans et commerçants retraités des cotisations d'assurance maladie à compter du 1^{er} janvier 1974. **Après l'Article 36** (p. 4618) : ses observations. **Deuxième délibération. Article 23** (p. 4629) : son sous-amendement : représentation des commerçants indépendants et des artisans au

sein de la commission d'urbanisme commercial. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973] (p. 6700) : grève du 6 décembre ; ampleur du défilé à Paris et allégations de MM. Messmer et Giscard d'Estaing ; revendications des travailleurs ; association à la lutte d'organisations paysannes et de commerçants et artisans ; (p. 6701) : estime que le ministre du commerce est le « ministre des illusions perdues » ; opération « villes mortes » ; taxation et hausse des prix ; responsabilité du Gouvernement ; rôle du ministre du commerce pendant cette période ; critique les mesures annoncées par le ministre de l'économie et des finances ; inflation, régression économique et crise de l'emploi ; freinage des dépenses d'investissements publics et ses conséquences ; difficultés des entreprises artisanales et des commerçants ; s'interroge sur la position du groupe UDR lors du scrutin ; propos de M. Sanguinetti à l'égard du projet de loi ; vote de son groupe contre le projet de loi ; (p. 6705) : répond au ministre du commerce et de l'artisanat ; grève des ouvriers et lutte contre l'inflation ; alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes ; modèle français du socialisme et place des travailleurs indépendants. **Article 5** (p. 6713) : son amendement suppression de la référence aux progrès constatés dans la connaissance des revenus. **Article 5 bis A** (p. 6717) : proteste contre la demande de vote bloqué du Gouvernement ; (p. 6718) : son refus de participer au vote bloqué imposé par le Gouvernement ; **Article 6 bis** (p. 6719) : demande que les droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux de fonds de commerce soient fixés à 4,80 %. **Article 31 bis** (p. 6723) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; crédit fournisseur et avantages accordés aux grandes surfaces ; [7 décembre 1973] : **Article 23** (p. 6772) : sa réponse au Gouvernement (organisation des travaux) ; répond à M. d'Ornano. **Article 25** (p. 6773) : son sous-amendement : représentation des parlementaires à la commission nationale d'urbanisme commercial. **Article 41 bis** (p. 6778) : approuve l'amendement de M. Bignon : formation pré-professionnelle seulement dans les entreprises artisanales. **Article 49 A** (p. 6783) : son amendement devenu sans objet ; explique l'abstention de son groupe sur l'ensemble du projet.

— **Rappel au règlement** [4 octobre 1973] (p. 4048) : protestations du groupe communiste contre les conditions inadmissibles de travail que le Gouvernement impose à l'Assemblée.

— **Rappel au règlement** [10 octobre 1973] (p. 4235) : au cours de la discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat : conditions de travail de l'As-

semblée ; suspension de séance demandée par M. Boulin, au nom du groupe UDR ; réunion du groupe UDR prévue et annoncée en dépit de l'ordre du jour fixé par la conférence des présidents ; critique l'attitude de ce groupe.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Commerce et artisanat, rapporteur spécial [29 octobre 1973] (p. 5006) : n'estime pas nécessaire d'aborder les grandes données du secteur du commerce et de l'artisanat après la discussion de la loi d'orientation ; distorsion entre la modicité des crédits de ce budget et les déclarations d'intention du ministre ; budget d'intervention ; (p. 5006) : ses observations sur les moyens dont dispose la direction de l'artisanat ; insuffisance des effectifs, anomalie que constitue la rémunération de ces personnels sur le budget du ministère du développement industriel et scientifique, non-inscription de crédits au titre des primes de préapprentissage, application de l'article 41 de la loi d'orientation ; demande des éclaircissements sur le paiement de ces primes ; s'interroge sur le nouveau tarif des primes d'apprentissage, sur le montant des crédits affectés à la formation professionnelle et au perfectionnement ; ses réserves sur le regroupement des crédits destinés à la formation ; diminution des crédits concernant l'action économique en faveur de l'artisanat ; politique suivie pour améliorer la connaissance des secteurs des métiers ; ses observations sur le fonctionnement de la maison des métiers d'art français ; subvention versée au centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers (CEPAM), sa demande d'explication sur le plafonnement des crédits au même niveau qu'en 1973, sur les crédits concernant les animateurs économiques et les adjoints aux commissaires dans les zones de rénovation rurale et de conversion industrielle ; assistants techniques et moniteurs de gestion ; plan d'action pour l'artisanat ; retard par rapport aux objectifs ; financement de la prime de conversion ; longueur de la procédure d'instruction des dossiers ; crédits du FDES pour le financement des prêts aux artisans ; (p. 5007) : préoccupations de la commission des finances à ce sujet ; insuffisance de la dotation budgétaire ; prêts aux jeunes artisans et aux bénéficiaires de la prime de conversion ; ses inquiétudes quant aux moyens de satisfaire les demandes ; amélioration des régimes fiscal et social des artisans ; adoption des crédits proposés par la commission des finances sous réserve des observations présentées ; (p. 5008) : ses réserves sur les modalités de calcul des dépenses budgétaires par le ministre (p. 5015).

— **Proposition de loi relative aux baux commerciaux** (n° 615). **Commission mixte pari-**

taire [6 décembre 1973] (p. 6695) : proposition de loi de M. Krieg ; son amendement au projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat reprenant le texte de cette proposition de loi ; compétence de la commission mixte paritaire ; sa référence aux positions prises par ses collègues en faveur du texte initial ; son opposition au texte de la commission mixte paritaire ; ses observations sur l'amendement de M. Charles Bignon et sur le sous-amendement de M. Bernard Denis ; (p. 6697) : sa demande de vote par division sur l'amendement de M. Charles Bignon. **Quatrième lecture** [18 décembre 1973]. **Article unique** (p. 7148) : vote de son groupe pour l'article unique « tout en regrettant son deuxième alinéa ».

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° 1110). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3337) : sur l'article : ironise sur la charge réelle que représente pour les grandes entreprises le montant minimum de 3.000 F au titre du prélèvement exceptionnel ; (p. 3341) : son amendement n° 37 excluant du prélèvement les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 million et qui n'emploient pas plus de dix salariés ; repoussé ; son amendement n° 6 limitant la contribution exceptionnelle aux sociétés employant plus de cinq salariés et dont le chiffre d'affaires a été inférieur à 500.000 F ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180) :

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5311) : un budget qui aggrave l'injustice fiscale ; le nombre des foyers imposés sur le revenu a augmenté de 220 % en treize ans ; le rapport entre l'évolution des revenus imposables et celle de l'impôt payé est défavorable aux salariés ; (p. 5312) : l'impôt sur les sociétés ne représentera que 12,2 % du total des recettes fiscales.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Après l'article premier** (p. 5391) : amendement n° 33 de M. Bouloche et des groupes socialiste et communiste portant réforme d'ensemble de la fiscalité ; repoussé. **Article 2** (p. 5397) : pour soutenir l'amendement n° 57 de M. Bouloche : déduction fiscale des frais de garde d'enfants.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat, rapporteur spécial [29 octobre 1974] (p. 5513) : un tout petit budget loin de correspondre aux besoins ; insuffisance des primes d'apprentissage ; incertitude quant aux primes de préapprentissage ; insuffisance des moyens accordés aux

chambres de métiers pour les études d'équipement artisanal ; la commission demande un doublement de la dotation du FDES et la révision du mode de calcul des réserves obligatoires ; insuffisance des crédits de conversion et de décentralisation ; nécessité de réviser la procédure de distribution des primes de conversion et de réserver aux artisans les crédits non consommés les deux années précédentes : la commission attend les explications du ministre avant de se prononcer sur l'article 10 ; indispensable de publier le décret relatif aux sous-traitants, d'admettre leurs créances au nombre des créances privilégiées et de mettre en place un fonds de garantie ; réclame un vaste débat sur la situation du commerce et de l'artisanat ; fiscalité et régime de protection des artisans et commerçants ; à la majorité la commission propose d'adopter les crédits de l'artisanat, sous réserve d'une utilisation judicieuse des crédits affectés aux primes de conversion ; (p. 5530) : insuffisance de certaines primes et des crédits d'études ; la taxe pour frais de chambres de métiers ; primes de conversion ; la commission des finances demande d'adopter l'article 10 du chapitre 64-00.

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6212) : **Rappel au règlement** sur le vote commun d'amendements différents.

Transports. — IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6672) : le déficit de la balance commerciale des produits de la mer ; la flotte de pêche ; la réalisation du VI^e Plan pour la pêche industrielle hauturière et la pêche artisanale ; le coût de la construction navale ; les prêts bonifiés ; (p. 6673) : le crédit maritime et mutuel ; la subvention compensatrice du prix du carburant ; le prix du poisson au débarquement ; le pouvoir d'achat des marins pêcheurs ; les industries annexes ; l'organisation du marché ; la commercialisation du poisson ; la conférence de Caracas sur le droit de la mer ; l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; les conditions de vie et de travail des marins pêcheurs ; le sort des pensionnés ; (p. 6674) : les pensions liquidées avant le décret du 7 octobre 1968 ; les bonifications de service de guerre ; l'établissement national des invalides de la marine ; un secrétariat d'Etat aux affaires maritimes ; le groupe communiste repousse le budget.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6876) : estime que la fraude fiscale se situe au niveau de l'impôt que les sociétés devraient payer ; craint que les centres de gestion ne soient des centres d'élaboration de documents fiscaux ; demande

si la suppression du système d'imposition au forfait n'est pas envisagée ; (p. 6877) : évoque les centres de gestion créés par les artisans, les commerçants et les agriculteurs et l'intérêt qu'il y aurait à les aider.

Articles et articles additionnels non rattachés. Seconde délibération (p. 6887) : sur l'amendement n° 10 du Gouvernement à la seconde délibération du projet de loi de finances ; signale l'absence d'HLM locatives dans les logements supplémentaires prévus.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant suppression de la carte professionnelle d'importateur des produits de la pêche maritime (n° 1505). Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2366) : les grands mouvements de lutte dans les ports de pêche en février et mars 1975 ; élaborer une véritable loi contre les conséquences très nocives de la suppression de la carte d'importateur ; l'autorisation donnée aux marins étrangers d'embarquer sur nos navires ; l'article 117 du traité de Rome visant à égaliser les régimes sociaux des marins ; l'article 30 du même traité ; la directive du 22 décembre 1969 de la commission des Communautés européennes ; (p. 2367) : l'importance des aides directes et indirectes dans les autres pays ; le champ libre laissé aux grands importateurs et spéculateurs ; les conditions du contrôle sanitaire ; augmenter notre production nationale par le développement de notre flotte de pêche et l'organisation du marché ; la progression des importations ; l'importance beaucoup trop grande par rapport à notre production ; l'insuffisance des mesures conjoncturelles ; en finir avec l'anarchie du marché, relever les prix communautaires, limiter les points de passage des importations aux frontières, doter le pays de la flotte de pêche nécessaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au Crédit maritime mutuel (n° 1289). Discussion des articles** [6 mai 1975]. **Article 8** (p. 2386) : sa question au Gouvernement : possibilité pour une entreprise d'être sociétaire d'une caisse. **Explications de vote** (p. 2391) : le danger du projet ; les privilèges accordés à la pêche industrielle au moyen du Crédit maritime mutuel ; renouveler et développer l'outil de travail de la pêche maritime ; accorder aux caisses de Crédit maritime des avances substantielles et les avantages fiscaux accordés au Crédit agricole ; un texte ambigu ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion des articles** [11 juin

1975]. **Article 2** (p. 3988) : son **rappel au règlement** : demande que la décision d'irrecevabilité opposée par le président de l'Assemblée nationale à un de ses amendements soit motivée, relève qu'un amendement équivalent a été déclaré recevable ; (p. 3992) : son amendement n° 144 : exonérer les travailleurs indépendants et les chefs d'entreprises individuelles n'employant aucun salarié ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 3** (p. 4006) : son amendement n° 76 : réduction de la base des trois quarts pour les coopératives agricoles et de la moitié pour les artisans et commerçants ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 4** (p. 4011) : s'étonne de l'amendement n° 51 de M. Papon qui lèserait beaucoup de petits et moyens contribuables ; (p. 4012) : son amendement n° 145 : réduction de 80.000 F de la valeur locative pour les autres redevables sédentaires ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution ; son amendement n° 146 : réévaluation des limites prévues lors du vote de chaque loi de finances ; adopté.

1976

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974 (n° 2063). Discussion générale** [28 avril 1976] (p. 2283) : estime que M. Christian Poncelet, secrétaire d'Etat, attaque les fonctionnaires et les élus ; (p. 2285) : un budget qui se révèle encore plus mauvais dans son exécution que dans sa présentation ; le caractère anormal de l'augmentation des recettes de l'Etat face à une production intérieure brute qui a connu une moindre progression ; (p. 2286) : l'augmentation du produit de la TVA, résultat de l'inflation ; l'accroissement considérable de l'impôt sur le revenu ; la demande du groupe communiste visant à connaître la raison sociale des grandes sociétés bénéficiant des aides de l'Etat ; le vote hostile du groupe communiste ; en réponse à M. Poncelet, secrétaire d'Etat, considère que les deux collectifs en 1974 ne représentent qu'une part minime de sous-estimation des recettes ; demande des précisions sur les chiffres avancés à propos du niveau atteint par l'inflation en 1974.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2286). Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3649) : contradiction entre les déclarations du pouvoir et la réalité économique marquée par le chômage et l'inflation ; (p. 3650) : le projet épargne les plus grosses fortunes et accroît les charges des petits et moyens contribuables ; les amendements communistes tendant à diminuer le poids des taxes indirectes, à revoir la législation sur les

successions, à mener la lutte contre la fraude fiscale des grosses sociétés, à instituer un impôt sur le capital à partir de deux cents millions ; la spoliation de l'épargne populaire ; (p. 3651) : le dépôt d'amendements communistes tendant à la protection de l'épargne populaire et concernant l'imposition des résidences principales et secondaires ; l'attitude de la majorité faisant de M. Fourcade un bouc émissaire en clamant que la pensée du Président de la République a été trahie est inadmissible ; vote hostile du groupe communiste ; [8 juin 1976] (p. 3852) : s'étonne devant le retrait des deux premières motions de renvoi et du changement de position de M. Hector Rolland ; il faut frapper les plus-values réelles, réalisées par les spéculateurs et les gros possédants ; un projet mauvais comme l'ensemble de la politique du Gouvernement. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3853) : **rappel au règlement** : l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon semblant plus éloigné du texte, devrait être discuté avant l'amendement n° 7 rectifié ; (p. 3867) : votera l'amendement n° 249 malgré son caractère peu satisfaisant ; propose de le compléter par son sous-amendement n° 284 précisant l'utilisation des ressources dégagées par la nouvelle imposition ; [9 juin 1976] (p. 3912) : son amendement n° 15 : limitation des taux d'amortissement par la loi, suppression des facilités d'amortissement dégressif ; objecte que plus d'un tiers de l'appareil productif est inemployé ; repoussé ; (p. 3913) : son amendement n° 283 tendant à obliger le Gouvernement à déposer un rapport sur l'épargne lors de la prochaine session et prévoyant l'indexation de l'épargne populaire ; (p. 3914) : son amendement est en rapport avec le projet car, grâce à l'épargne populaire, l'Etat réalise des plus-values considérables ; la nécessité de prendre en compte les moins-values des petites épargnants. **Article premier** : trouve inadmissible la réserve de l'article premier ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4105) : son amendement n° 18 rectifié présenté par M. Lamps ; (p. 4111) : son amendement n° 18 rectifié soutenu à nouveau par M. Lamps ; repoussé ; [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4217) : son amendement n° 294 soutenu par M. Lamps.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Première partie :**

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6870) : souligne le sérieux de l'amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Cot défendu par M. Lamps ; est fier d'aller à contre-courant car il combat l'injustice fiscale. **Article 2** (p. 6876) : soutient l'amendement n° 5 de M. Rieubon : la création en faveur de bénéficiaires de pension de

retraite ou d'invalidité d'une déduction spéciale égale à 10 % du montant brut de leur pension ; l'injustice de la situation des retraités en regard de la fiscalité ; la non-déduction des 10 % pour frais professionnels ; critique du barème de l'impôt sur le revenu ; les effets de l'augmentation nominale des revenus ; (p. 6877) : l'accord général pour alléger la fiscalité directe pesant sur les personnes âgées ; propose une autre manière de gager la dépense ; amendement n° 5 ; repoussé ; (p. 6878) : soutient l'amendement n° 77 de M. Claude Weber ; la demi-part supplémentaire dans le calcul du quotient familial attribué au bénéficiaire de la carte d'invalidité ou de cécité ; repoussé ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 5** (p. 6947) : le Gouvernement favorable à l'exonération de la taxe d'habitation pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ; est défavorable à l'extension de cette mesure au foncier bâti et non bâti ; la correction de l'incohérence tendant à étendre l'exonération du foncier bâti à toutes les personnes âgées de soixante-cinq ans ; un amendement de justice fiscale et de remise en ordre du code général des impôts.

Deuxième partie :

Transports. — IV. Marine marchande [28 octobre 1976] (p. 7204) : examen superficiel des problèmes de la mer ; (p. 7205) : le point de rupture presque atteint pour les pêches maritimes ; l'industrie des pêches considérée comme un secteur économique mineur ; le PAP « Océan » refusé ; l'engagement du Gouvernement d'ouvrir le débat sur les problèmes de la mer ; la rémunération des marins-pêcheurs ; une situation catastrophique ; la grève des marins-pêcheurs ; la faible subvention de fonctionnement aux pêches maritimes ; l'aide aux carburants ; l'aide à l'investissement pour la modernisation des flottes ; la zone communautaire de deux cents milles ; une politique sacrifiant les intérêts maritimes du pays ; rejette le budget ; (p. 7209) : placer sur un pied d'égalité le poisson des mareyeurs et le poisson d'importation.

Commerce et artisanat, rapporteur spécial pour l'artisanat [10 novembre 1976] (p. 7891) : l'augmentation du budget de l'artisanat pour 1977 ; les primes d'apprentissage ; les charges sociales ; les aides à l'investissement ; (p. 7892) : augmenter le taux des primes d'installation en milieu rural ; les indemnités de décentralisation ; les régimes spéciaux d'aide ; les conditions d'attribution ; les aides dans les zones sensibles ; souhaite l'arrêt des transferts de crédits de titre à titre ; le Massif central ; l'Ouest ; la taxe pour frais de chambres de métiers ; l'assiette des charges ; l'accroissement des charges sociales ; les charges fiscales ; l'IRPP ; les centres de gestion

agréés ; le mini-réel ; (p. 7893) : les problèmes sociaux ; les cotisations d'assurance maladie ; la CANAM ; se prononce contre une politique nuisible à l'artisanat ; indique le vote favorable de la commission.

Taxes parafiscales [20 novembre 1976]. **Article 42. — Etat E** (p. 8471) : son amendement n° 289 proposant une nouvelle rédaction de l'article 42 ; la suppression des taxes pourrait mettre en danger le fonctionnement des centres techniques ; la nouvelle taxe sur les fuels lourds pénaliserait gravement EDF ; (p. 8472) : maintient son amendement ; repoussé ; (p. 8477) : le vote hostile du parti communiste sur l'article 42.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 53** (p. 8518) : le nouvel avantage fiscal discriminatoire en faveur des gros actionnaires abusivement assimilés à des épargnants institué par l'article 53 ; l'indexation du livret A ; la spoliation de l'épargne ; le nouveau livret envisagé ; indexer dès maintenant les dépôts du livret A sur la hausse réelle du coût de la vie. **Article 55** (p. 8521) : son amendement n° 63 fixant les taux d'amortissements linéaires et dégressifs ; repoussé. **Article 58** (p. 8527) : un article simplifiant le régime du réel simplifié ; inquiétude devant les motifs de ce texte ; la nécessité de mieux connaître les revenus ; les centres de gestion agréés ; la discrimination fiscale par la taxe professionnelle ; appliquer les dispositions de la loi du 29 juillet 1975 ; (p. 8529) : son amendement n° 80 : réel simplifié et avantages du forfait ; conserver aux entreprises les maigres avantages dont elles bénéficient avec le système du forfait ; repoussé. **Article 70** (p. 8543) : la limite d'âge fixée trop bas pour les travailleurs manuels ; le problème des modalités d'application ; ses questions concernant le nombre d'années où les fonds et intérêts seront capitalisés, l'efficacité de la mesure pour le développement de l'artisanat, les modalités de calcul de la prime.

Seconde délibération [20 novembre 1976] (p. 8549) : la faiblesse des avantages consentis par le Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2430). Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 9801) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Darnis ; l'attachement des commerçants et artisans indépendants au maintien de la taxe additionnelle ; indique que le groupe communiste votera contre l'amendement n° 3 ; (p. 9802) : le régime excédentaire ; la possibilité d'augmenter les dépenses ; la diminution

de la taxe de solidarité ; souligne la diminution des recettes causée par l'amendement n° 3. **Article 9** (p. 9807) : demande quel sera l'esprit du décret pris en Conseil d'Etat fixant les conditions d'application de l'article 9 ; regrette que le Gouvernement n'ait pas respecté ses engagements et ne soit pas allé plus vite. **Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9807) : indique que le groupe communiste votera le texte.

1977

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938 (n° 2554). Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Rappel au règlement** (p. 1714) : s'étonne de l'opposition de l'article 40 de la Constitution à un amendement du groupe communiste, identique, quant au fond, à celui présenté par M. Alain Vivien. **Explications de vote** (p. 1715) : l'abstention du groupe communiste.

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française (n° 2809)** [20 avril 1977] (p. 1969) : l'importance régionale des aciéries de Paris-Outreau ; (p. 1970) : l'activité des aciéries de Paris-Outreau ; la dégradation de leur situation ; les modalités de réduction de l'emploi ; le démantèlement de l'industrie nationale et régionale ; l'exportation de capitaux à l'étranger par la société des aciéries de Paris-Outreau ; la situation de l'entreprise sidérurgique d'Isbergues ; l'économie de la région boulonnaise.

— **Rappel au règlement** [7 juin 1977] (p. 3440) : l'attitude discourtoise de M. Brocard, vice-président, à son entrée en séance, à l'égard des députés communistes présents.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer (n° 2960)** [8 juin 1977] (p. 3501) : le déficit de la balance commerciale française en matière de produits de la mer ; la situation des pêches maritimes ; le non-renouvellement des flottes ; l'absence de commandes de chalutiers de plus de 100 tonneaux ; le cas de Boulogne-sur-Mer ; (p. 3502) : la situation des ports d'Étaples et de La Rochelle ; la situation des autres ports français ; les orientations du VII^e Plan ; les directives de la Communauté économique européenne ; le sacrifice des pêches maritimes aux intérêts des grandes sociétés multinationales ; les dotations budgétaires de 1977 ; l'aide aux carburants ; le caractère structurel de la crise ; l'accès à la mer communautaire ; la défense des intérêts des pêcheurs français ; le dépôt

par le groupe communiste d'une loi-cadre : l'orientation et l'esprit des propositions communistes ; (p. 3503) : la création d'un grand ministère de la mer.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Première partie :**

Discussion des articles [18 octobre 1977].

Article 2 (suite) (p. 6207) : son amendement n° 111 : institution en faveur des bénéficiaires de pensions de retraite ou d'invalidité d'une déduction spéciale égale à 10 % du montant perçu de leur pension et modification du régime fiscal de l'amortissement linéaire et dégressif ; l'action persévérante menée par les députés communistes en vue de l'instauration de la déduction de 10 % en faveur des bénéficiaires d'une pension de retraite ou d'invalidité ; (p. 6208) : l'opposition de la majorité sur un amendement communiste semblable présenté en 1976 ; l'abstention du groupe communiste lors du vote émis sur l'article 3 ; repoussé par scrutin public ; son amendement n° 52 : relèvement du plafond de recouvrement des cotisations initiales d'impôt sur le revenu et abrogation des dispositions du CGI relative à l'avoir fiscal ; repoussé. **Après l'article 2 (suite)** (p. 6211). **Fait personnel** : son intervention en commission lors de la discussion du projet de déduction de 10 % sur le montant perçu des pensions en faveur des personnes âgées ; les conditions de l'adoption de l'amendement n° 40 déposé par le rapporteur. **Article 3** (p. 6223) : le rejet par le rapporteur général de la référence au communiqué à la presse de la commission des finances à propos du rapport écrit dans le rapport de la commission des finances ; l'attitude du groupe communiste lors du vote de l'abattement de 10 % pour les titulaires de pensions de retraite ou d'invalidité ; (p. 6227) : son sous-amendement n° 120 à l'amendement n° 12 de M. Papon : institution d'un abattement de 6.000 F sur le revenu imposable des contribuables retraités et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; son sous-amendement n° 121 corrigé à l'amendement n° 12 de M. Papon : modalités de fixation de la déduction dont bénéficient les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou les invalides et instauration d'un impôt sur l'actif net des établissements bancaires et financiers ; sous-amendements n° 120 et n° 121 corrigé repoussés. **Article 7** (p. 6231) : le relèvement de 10 à 20 % de l'abattement accordé aux adhérents des centres de gestion agréés ; (p. 6232) : l'entreprise gouvernementale de suppression du régime du forfait ; la proportion des commerçants et artisans adhérents des centres de gestion agréés ; le recours au service des comptables privés ; la nécessité de supprimer toute discrimination entre les

différents régimes d'imposition choisis ; la nécessité d'un abattement de 20 % sur la partie du bénéfice correspondant au revenu du travail personnel des intéressés ; (p. 6237) ; l'opposition du groupe communiste à l'article 7.

Deuxième partie :

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat, rapporteur spécial [19 octobre 1977] (p. 6361) : l'évolution des crédits affectés au budget de l'artisanat ; les réponses apportées par l'administration au questionnaire de la commission ; la non-publication du rapport sur l'exécution de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; la non-réévaluation des crédits afférents aux primes d'apprentissage ; le caractère incitatif du système des primes d'apprentissage ; (p. 6362) : la pratique des transferts de titre à titre de crédits relatifs aux zones sensibles ; la définition de la notion de zones sensibles ; le système des primes d'installation en faveur des entreprises artisanales ; la non-réévaluation du taux de ces primes ; la nécessité de réévaluer les primes d'installation en milieu urbain ; l'insuffisance du nombre d'artisans au regard des besoins de la population dans certaines zones géographiques ; les difficultés d'ordre économique, fiscal et social de l'artisanat ; la réduction du pouvoir d'achat des salariés ; le problème de l'assiette de la fiscalité sur les charges sociales des entreprises de main-d'œuvre ; la création d'un groupe de travail sur l'allègement des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre ; l'accroissement des charges fiscales auxquelles sont soumis les artisans ; la déduction fiscale de 20 % en cas d'adhésion aux centres de gestion ; l'adoption du rapport par la majorité de la commission.

Santé publique et sécurité sociale. Examen des crédits [3 novembre 1977]. Article 81 (p. 6988) : son amendement n° 83 soutenu par M. Andrieux : fixation à 200.000 F du montant de l'actif net en deçà duquel les arrérages ne sont pas récupérés et modalités de fixation de l'augmentation des cotisations patronales à la sécurité sociale et aux allocations familiales ; repoussé par scrutin public (p. 6989).

Équipement et aménagement du territoire. — Transports : V. Marine marchande [17 novembre 1977] (p. 7637) : les pêches maritimes ; l'action gouvernementale ; les déclarations du Président de la République à Brest ; (p. 7638) : la situation des flottilles de pêche des ports de Boulogne-sur-Mer et d'Étaples ; le projet de budget ; les crédits du FIOM ; l'aide aux carburants ; la politique danoise en matière de pêche ; le problème du maillage ; le vote hostile du groupe communiste.

BAREL (Virgile)

Député des Alpes-Maritimes
(1^{re} circonscription)
(C).

Président d'âge de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Vice-président de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3365).

DÉPOTS

— **Allocution** en qualité de président d'âge (n° 1) [2 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la sauvegarde et la reconstitution des forêts méditerranéennes et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts (n° 363) [24 mai 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la pollution du littoral méditerranéen et les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature (n° 523) [22 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le développement du tourisme social et familial (n° 583) [28 juin 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur la protection et la reconstitution des forêts méditerranéennes (n° 1507) [3 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à célébrer le 8 mai comme une fête nationale (n° 1711) [5 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2567), autorisant l'approbation de l'échéance de lettres, signé à Paris le 31 mai 1976 entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco au sujet des privilèges et immunités de l'Organisation hydrographique internationale (n° 2655) [1^{er} décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2719), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord relatif à la protection des eaux du littoral méditerranéen, signé à Monaco le 10 mai 1976 (n° 2883) [28 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à la sauvegarde de la faune et de la flore marines des rivages méditerranéens, par la réglementation et la limitation des travaux sur les bords de mer (n° 2990) [15 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la défense et la reconstitution des forêts méditerranéennes (n° 3090) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• question orale sans débat :

— (n° 275) : **Extradition de Klaus Barbie** [11 mai 1973] (p. 1223 à 1226) ; les manœuvres ayant retardé l'extradition de Barbie.

• questions orales avec débat de :

— **MM. Boudet** (n° 18971), **Falala** (n° 19360), **Ducloné** (n° 19428), **Coulais** (n° 19952) et **Gau** (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3697) : effets de la politique gouvernementale dans les Alpes-Maritimes ; développement du chômage ; (p. 3698) : pénurie de personnel dans les services publics faute de crédits.

• question orale sans débat :

— (n° 23716) **Crimes contre l'humanité** [12 décembre 1975] (p. 9762-9763) : application à Paul Touvier, ancien chef de la milice de Lyon, de la loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité.

• question au Gouvernement :

— **Observatoire de Nice** [19 mai 1976] (p. 3191, 3192) : l'importance mondiale des travaux de l'observatoire de Nice : les dangers d'un projet de construction d'un ensemble immobilier à proximité de cet observatoire.

• question orale sans débat :

— (n° 30015) : **Affaire Touvier** [25 juin 1976] (p. 4722, 4723) : application de la loi du 26 décembre 1964 relative à l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité ; inté-

rêt de l'élaboration d'une convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre ; le cas de Klaus Barbie, de Peiper, membres de l'état-major de Himmler ; les tentatives de réhabilitation de Pétain.

• questions au Gouvernement :

— **Suicide d'une jeune enseignante** [10 novembre 1976] (p. 7881) : le suicide de Mlle Boudouresque et de nombreux jeunes menacés par le chômage.

— **Forages pétroliers en Méditerranée** [18 mai 1977] (p. 2865) : la présence d'une plate-forme norvégienne devant la Côte d'Azur début 1977 ; dangers de telles recherches en Méditerranée ; propositions du groupe d'intervention Paul-Emile Victor ; Bombard.

— **Affaires Klaus Barbie et Paul Touvier** [1^{er} juin 1977] (p. 3262) : imprescriptibilité des crimes contre l'humanité.

— **Construction de l'hôtel des impôts de Nice** [5 octobre 1977] (p. 5848, 5841).

— **Conditions d'attribution des permis de construire** [9 novembre 1977] (p. 7220) : application à Nice des directives ministérielles sur les études d'impact avant la construction et sur les dérogations contraires à l'intérêt public ; surélévation du nouvel hôtel des impôts à Nice.

— **Demande d'extradition de Klaus Barbie** [21 décembre 1977] (p. 9146) : le refus du Gouvernement bolivien ; volonté d'éviter au peuple français les mêmes horreurs que celles qu'il a subies sous l'occupation hitlérienne.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de président d'âge :

— Déclare ouverte la cinquième législature de l'Assemblée nationale et la seconde session ordinaire de 1972-1973 [2 avril 1973] (p. 729).

— Annonce la nomination du Bureau d'âge [2 avril 1973] (p. 730).

— Donne communication de la liste des députés élus [2 avril 1973] (p. 730).

— Donne communication des requêtes en contestation d'opérations électorales [2 avril 1973] (p. 730).

— Donne communication de décisions du Conseil constitutionnel sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [2 avril 1973] (p. 730).

— Prononce l'allocution d'usage ; évoque la mémoire de MM. Louis-Alexis Delmas et Pierre Charié, disparus après la clôture de la dernière session ; évoque le discours de M. Marcel Cachin, président d'âge en 1957 ; rappelle son idéal de militant ; souligne la volonté de changement des Français, leur aspiration à une vie digne et réellement humaine ; estime indispensable la mise en œuvre de réformes qui mettent en cause la domination du grand capital ; évoque les grands objectifs de la Résistance ; rappelle que ses amis y sont restés fidèles ; se prononce pour une participation plus large, une démocratie plus étendue ; souhaite que la fonction parlementaire trouve le rôle qui lui est normalement dévolu dans une République ; évoque le conflit du Vietnam, les problèmes de la paix ; souhaite que l'Assemblée infléchisse la politique française sur le désarmement, l'indépendance de la France, la coexistence pacifique ; souhaite l'extradition de Klaus Barbie et son jugement à Lyon ; use de son privilège de doyen pour souhaiter que la cinquième législature soit une étape dans l'histoire de notre peuple qui sera un jour maître de son destin dans une France socialiste ; rappelle que l'objectif essentiel et permanent est le bonheur des hommes [2 avril 1973] (p. 730, 731).

— Proclame l'élection de M. Edgar Faure à la présidence de l'Assemblée nationale [2 avril 1973] (p. 731).

En qualité de député :

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement (n° 502)** [28 juin 1973] (p. 2612) : situation de jeunes travailleurs originaires d'Afrique du Nord, regroupement à Nice dans un bidonville.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Tourisme [15 novembre 1973] (p. 5813) : ses remarques sur les crédits du tourisme social ; entrevue de l'Association tourisme et travail et du secrétaire d'Etat ; ses observations sur les transferts de crédits ; pourcentage de réalisation des objectifs du VI^e Plan ; choix du VII^e Plan privilégiant les secteurs du tourisme de luxe et de prestige au détriment du tourisme social ; taux de TVA sur le camping et le caravanning, base d'une politique sociale du tourisme populaire et des vacances ; (p. 5814) : insuffisance des crédits accordés au tourisme social, part du budget du tourisme par rapport au total des dépenses budgétaires de l'Etat ; orienta-

tions du programme commun de la gauche en matière de politique touristique ; proposition de loi n° 583 du 16 juin 1973 déposée par son groupe ; enseignements à tirer des dernières vacances ; aide aux associations touristiques sans but lucratif et aux municipalités ; le tourisme social prolongement logique de la loi sur les congés payés du Front populaire.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6060) : convention entre les Etats riverains de l'Atlantique du Nord-Est pour la protection des eaux et situation de la Méditerranée ; boues rouges de Pechiney à La Ciotat ; affaire des boues rouges de la société Montedison ; (p. 6061) : complexe de Fos et pollution ; trust sidérurgique Solmer ; action de la population et de ses élus ; demande au Gouvernement quelles mesures il compte prendre ; rapport Neuwirth sur la commission d'enquête proposée par son groupe (application des mesures de lutte contre la pollution du littoral méditerranéen) ; « appel de Menton ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, signée à Oslo le 15 février 1972 (n° 728). Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7153) : regrette que cet accord soit limité aux eaux des Etats riverains de l'Atlantique du Nord-Est ; menace que la pollution fait peser sur la Méditerranée ; souhaite une convention entre tous les Etats méditerranéens pour la protection de leur environnement marin ; non-ratification de la convention de Londres de décembre 1972 qui s'applique à la Méditerranée, vote de son groupe en faveur du projet de loi.

1974

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen (n° 523)** [27 juin 1974] (p. 3083) : intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Foyer.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Qualité de la vie. — III. Tourisme [31 octobre 1974] (p. 5712) : les Français qui ne partent pas en vacances ; le tourisme social ; les villages de vacances ; l'aide aux groupes financiers privés : l'exemple de la Corse ; les opérations Languedoc-Roussillon et Aquitaine ; le tourisme de haut standing ; l'aide à la personne ; la charge foncière ; la TVA sur les terrains de camping ; (p. 5713) : les vacances

des familles aux ressources modestes ; le chèque-vacances ; la concertation ; les bons d'essence à tarif réduit ; les droits de péage ; le tourisme social.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel**, adopté par la conférence générale de l'UNESCO (n° 1577). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2395) : la lenteur de la procédure de ratification ; les actes de destruction des Etats-Unis au Vietnam ; (p. 2396) : la sauvegarde de la Méditerranée ; la criminelle détérioration de ce bien mondial ; la constitution d'une alliance de préservation et de conservation du patrimoine mondial ; le rapport n° 1273 de la commission d'enquête parlementaire sur la pollution du littoral méditerranéen ; l'application de la convention de Londres de 1973.

— **Demande de suspension de séance** [13 mai 1975] (p. 2542) : la décision arbitraire du Président de la République relative à la commémoration de la victoire du 8 mai 1945 : une offense à toutes les forces de la Résistance ; le 8 mai : fin de l'entreprise monstrueuse du nazisme ; absence de points communs entre la réconciliation avec le peuple allemand et l'oubli du fascisme ; la dénonciation des accords de Munich par Gabriel Péri ; la décision du Président de la République, injure à l'égard de ceux qui ont combattu l'Allemagne nazie ; le caractère imprescriptible des crimes de guerre perpétrés par le fascisme ; le souvenir de Max Barel tué par les nazis sous la direction de Klaus Barbie ; la demande d'extradition de ce dernier ; protester solennellement contre la décision du Président de la République par une suspension de séance de deux heures.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — III. Tourisme [12 novembre 1975] (p. 8153) : la régression du budget qui joue en priorité contre le tourisme social ; les mesures propres à favoriser ce type de tourisme ; une politique gouvernementale qui ne tend pas à réduire les inégalités ; favoriser l'action de la coopérative constituée par les quatre grandes centrales syndicales ; accorder une aide efficace aux associations de tourisme à but non lucratif ; hâter la réalisation de terrains de camping et de centres de vacances pour les enfants ; ne plus décharger les responsabilités de l'Etat sur les collectivités locales.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1975] (p. 9855) : inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la protection de la nature.

1976

— **Rappel au règlement** [6 avril 1976] (p. 1369) : discussion du rapport de la commission d'enquête sur la pollution de la Méditerranée ; nécessité d'organiser un grand débat sur la pollution de la mer (désastre d'Ouessant, rejets de boues rouges aux abords de la Corse).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753). **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1820) : demande si l'implantation d'une usine de traitement des résidus industriels à Grasse a recueilli toutes les autorisations nécessaires.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° 1502). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1978) : l'inquiétude croissante de la population face aux diverses pollutions ; espère que le Gouvernement s'inspirera du rapport de la commission d'enquête sur la pollution de la Méditerranée ; (p. 1979) : un projet incomplet ; le problème des eaux polluées par les boues rouges rejetées par la Montedison ; le caractère insuffisant de la législation dans le domaine des hydrocarbures ; les catastrophes du *Torrey-Canyon* et de *Olympic Bravery* ; les amendements du groupe communiste tendant à renforcer les sanctions ; établir un droit protégeant le milieu marin et les ressources de la mer. **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article premier** (p. 1991) : son amendement n° 17 défendu par M. Porelli.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2044) : un projet timide et d'un champ d'application trop limité ; comprendre dans le milieu naturel l'homme et son activité ; la menace que fait peser l'article 8 sur les activités de la cueillette, de la pêche et de la chasse ; la responsabilité de l'industrie dans le domaine des pollutions ; réclame un effort d'information du public et des recherches plus approfondies en matière d'écologie ; (p. 2045) : souhaite la création d'un conseil scientifique de la protection de la nature.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin

1976] (p. 4664) : la nécessité de protéger la mer contre les quatre formes de pollution dont elle est l'objet, ne serait-ce que dans l'intérêt du tourisme ; l'avenir de l'humanité en jeu ; aucun engagement dans le VII^e Plan quant au financement des mesures indispensables pour la sauvegarde de la Méditerranée et de son littoral ; demande la réorientation du Plan vers la lutte contre toutes les formes de pollution et dans le développement du tourisme social ; nécessité d'un plan démocratiquement établi en harmonie avec le programme commun.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2257). Discussion générale** [6 juillet 1976] (p. 5077) : l'opposition du groupe communiste à un projet qui fausse le suffrage universel ; le charcutage électoral ; les freins à la montée de la gauche ; la privation de toute représentation des ouvriers au conseil municipal ; l'action des communistes pour la liberté et la démocratie. **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Article 3** (p. 5088) : son amendement n° 6 défendu par M. Garcin.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7469) : la Méditerranée ; les pollueurs ; ceux pour qui la course au profit est l'idéal de l'existence ; l'entreprise Tioxyde dans la zone de Calais ; la faiblesse du budget de l'environnement ; les incendies de forêts ; des crédits parcimonieux ; le projet du parc national du Mercantour ; les actions pour la qualité de la vie publiées dans « Actualités-documents » ; les moyens des services ; les effectifs d'un hôpital de province pour l'environnement français bien malade ; sa phrase « industriels, profiteurs, polluez tranquilles ! » ; le programme nucléaire ; l'espoir déçu à la suite du vote de la loi sur la protection de la nature ; l'organisation d'études d'impacts ; (p. 7470) : le refus aux associations de défense de l'environnement du droit de saisir les tribunaux d'un projet dangereux ; les dispositions prévues par le parti communiste ; la commission d'enquête sur les destructions causées à l'environnement par Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc et les compagnies pétrolières ; le renforcement de la législation du travail en matière de sécurité et d'hygiène ; la convention de Barcelone ; le procès de Montedison.

Qualité de la vie. — III. Tourisme [8 novembre 1976] (p. 7699) : les gros profiteurs de l'industrie touristique et la masse des usagers ; (p. 7700) : le tourisme social et le tourisme de luxe à devises ; l'augmentation du

budget et l'inflation ; les Français et les vacances ; les diverses pollutions ; la situation des agriculteurs ; les chômeurs ; les charges permanentes ; l'union de la gauche et le « temps des loisirs » ; le camping et le caravanning ; nécessité de changer les orientations actuelles fondées sur la politique d'austérité du pouvoir ; les problèmes de l'hôtellerie dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; (p. 7701) : les souhaits que formulent les associations touristiques sans but lucratif ; les projets du Mont-Dore, de Tournan-en-Brie, de Villefranche-sur-Mer.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles (n° 2385). Discussion générale** [13 avril 1977] (p. 1767) : l'application des lois répressives sur la pollution ; le sort des pourparlers engagés à propos des demandes d'autorisation de recherches pétrolières françaises en Méditerranée déposées en 1972 ; (p. 1768) : les raisons du stationnement d'une plate-forme norvégienne au large de la Côte d'Azur ; faire en sorte que les sociétés investissent pour réduire au minimum le danger de pollution. **Explications de vote** (p. 177) : demande à M. le secrétaire d'Etat s'il a l'intention de répondre par écrit aux questions posées au sujet des recherches en Méditerranée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité civile et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navire pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures (n° 2200). Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1795) : l'évaluation de la répercussion dans toutes les mers du comportement de tous les navires pollueurs ; le danger représenté par l'épave du cargo yougoslave *Cavtat* ; l'action du Gouvernement en la matière ; (p. 1799) : demande au ministre de bien vouloir lui fournir une réponse au sujet du bateau yougoslave *Cavtat*.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer (n° 2960)** [7 juin 1977] (p. 3453) : la pollution de la mer ; le rejet des déchets ; le déversement d'hydrocarbures ; les moyens de surveillance et de répression des autorités ; prévenir les catastrophes ; (p. 3454) : la culture et l'élevage marins ; la réglementation du déblocage des travaux sur le rivage ; la défiguration des côtes françaises par les constructions privées ; les risques encourus par le milieu marin ; imposer de véritables normes de sécurité aux compagnies pétrolières ; les caractéristiques de la

pollution en Méditerranée ; la multitude des organismes ayant pour objet la défense de la Méditerranée ; la création d'un ministère de la mer ; les travaux de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la pollution en Méditerranée ; la pollution occasionnée par les grandes industries et les compagnies pétrolières ; les caractéristiques de leur pollution fluviale ; la nécessité de renforcer la législation ; l'application des lois protectrices de la nature.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — III. **Tourisme** [21 octobre 1977] (p. 6491) : le tourisme social ; l'utilisation des temps de repos par les salariés ; la proportion représentée dans le budget de l'Etat par le budget du tourisme ; l'immensité des besoins des travailleurs ; la politique du Gouvernement ; (p. 6492) : la modicité de l'effort réalisé en faveur du tourisme social ; le besoin en places de camping ; le rapport Jacques Blanc ; les indications fournies par les taux de départ en vacances selon les catégories socio-économiques ; les moyens du tourisme social ; l'élévation générale du pouvoir d'achat ; la nécessité d'une véritable réforme de l'urbanisme ; le développement de la démocratie ; l'institution d'un deuxième billet de congé payé ; la diminution des péages autoroutiers ; l'abaissement des coûts des séjours ; la mise en place d'une aide personnalisée ; les axes essentiels de la politique touristique proposée aux Français par le parti communiste français ; (p. 6496) : la non-réponse du ministre de l'économie et des finances à ses questions relatives aux hôtels de grand luxe situés à Cannes et à Nice ; (p. 6497) : la position du secrétaire d'Etat sur le problème de la création d'un centre de vacances à la citadelle de Villefranche.

BARIDON (Jean)

Député du Rhône
(4^e circonscription)
(NI).

En remplacement, le 4 novembre 1977, de M. Louis Joxe, nommé membre du Conseil constitutionnel.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 novembre 1977] (p. 6979, 6992).

N'appartient à aucun groupe [3 novembre 1977] (p. 6992).

BARRE (Raymond)

Ministre du commerce extérieur du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

Premier ministre, ministre de l'économie et des finances du 25 août 1976 au 29 mars 1977 et du 29 mars 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé ministre du commerce extérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du commerce extérieur (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé Premier ministre. Décret du 25 août 1976 [26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre de l'économie et des finances. Décret du 27 août 1976 [28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de Premier ministre, ministre de l'économie et des finances. Décret du 29 mars 1977 [30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé Premier ministre. Décret du 29 mars 1977 [30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre de l'économie et des finances. Décret du 30 mars 1977 [31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, décret du 31 mars 1978 [1^{er} avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524) [2 octobre 1976].

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° 2527) [6 octobre 1976].

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnances les circonscriptions pour l'élection des membres de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2559) [26 octobre 1976].

— **Rapport sur l'exécution, au cours de l'année 1975, de la loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif dans le cadre du VI^e Plan** (en application de l'article 6 de la loi de programme n° 71-562 du 13 juillet 1971) [29 octobre 1976] (p. 7302).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dis-**

positions financières des traités instituant les **Communautés européennes** et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes (n° 2571) [2 novembre 1976].

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement**, signé à Washington le 8 avril 1959 (n° 2590) [3 novembre 1976].

— **Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième amendement aux statuts du fonds monétaire international et l'augmentation de la quote-part de la France à ce fonds** (n° 2591) [3 novembre 1976].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° 2602) [3 novembre 1976].

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2607) [5 novembre 1976].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 67-523 du 3 juillet 1967 relative à la Cour de cassation** (n° 2619) [17 novembre 1976].

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° 2620) [17 novembre 1976].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630) [19 novembre 1976].

— **Lettre rectificative au projet de loi (n° 2148) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2634) [19 novembre 1976].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention en matière de pêches maritimes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal**, ensemble un échange de lettres, signée à Dakar le 16 septembre 1974 (n° 2652) [30 novembre 1976].

— **Projet de loi modifiant l'alinéa 4 de l'article 175 du code pénal** (n° 2653) [30 novembre 1976].

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte (Ile de)** (n° 2667) [7 décembre 1976].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du Livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2686) [10 décembre 1976].

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° 2688) [13 décembre 1976].

— **Projet de loi autorisant l'adhésion à la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par des hydrocarbures**, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971 (n° 2750) [2 avril 1977].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° 2751) [2 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions du protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement**, signé à Bruxelles le 10 juillet 1975 (n° 2752) [2 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**, signé à Canberra le 13 avril 1976 (n° 2753) [2 avril 1977].

— **Lettre rectificative au projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° 2754) [2 avril 1977].

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° 2755) [2 avril 1977].

— **Lettre rectificative au projet de loi (n° 2418) modifiant le régime communal dans le Territoire de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances** (n° 2756) [2 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1975 sur l'étain**, ensemble six annexes, fait à Genève le 21 juin 1975 (n° 2763) [2 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements**, ensemble un protocole, signé à La Valette le 11 août 1976 (n° 2764) [2 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun** (convention sur le brevet communautaire), ensemble un règlement d'exécution, faits à Luxembourg le 15 décembre 1975 (n° 2766) [2 avril 1977].

— **Projet de loi concernant l'application de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun** (convention sur le

brevet communautaire) faite à Luxembourg le 15 décembre 1975 (n° 2767) [2 avril 1977].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768) [2 avril 1977].

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769) [2 avril 1977].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française** (n° 2772) [8 avril 1977].

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2778) [12 avril 1977].

— **Lettre rectificative au projet de loi** (n° 2417) modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française (n° 2779) [12 avril 1977].

— **Déclaration du Gouvernement** sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française (n° 2809) [19 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République unie du Cameroun relative à la circulation des personnes, signée à Yaoundé le 26 juin 1976 (n° 2813) [20 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire relative à la circulation des personnes, signée à Paris le 8 octobre 1976 (n° 2814) [20 avril 1977].

— **Communication du Gouvernement** sur son programme (n° 2823) [26 avril 1977].

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage** (n° 2825) [26 avril 1977].

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt** bénéficiant d'avantages fiscaux (n° 2828) [27 avril 1977].

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829) [27 avril 1977].

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° 2830) [27 avril 1977].

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° 2847) [3 mai 1977].

— **Lettre rectificative au projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768) (n° 2859) [4 mai 1977].

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869) [11 mai 1977].

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° 2871) [12 mai 1977].

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° 2872) [12 mai 1977].

— **Projet de loi portant majoration des pensions de vieillesse de certains retraités** (n° 2873) [12 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création du fonds de solidarité africain, ensemble une annexe, signé à Paris le 21 décembre 1976** (n° 2876) [13 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique, ensemble une annexe, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signés à N'Djaména les 6 mars et 19 juin 1976 et de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad fixant les règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des forces armées de la République du Tchad, signée à N'Djaména le 6 mars 1976** (n° 2880) [17 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad, ensemble trois conventions annexes, un protocole annexe et un protocole d'application, signés à N'Djaména le 6 mars 1976 ainsi que les lettres en date des 6 et 19 octobre 1976 relatives à l'article 12 de la convention (n° 2881) [17 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière de douane** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signée à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° 2882) [17 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord en matière judiciaire** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° 2883) [17 mai 1977].

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2909) [18 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention** entre le Gouvernement de la

République française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie sur l'encouragement, la protection et la garantie réciproques des investissements, signée à Paris le 16 décembre 1976 (n° 2911) [24 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte**, signé à Paris le 15 juillet 1975 (n° 2912) [24 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil**, signé à Paris le 24 octobre 1975 (n° 2913) [24 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol, relatif au statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement**, signé à Madrid le 28 février 1974 (n° 2914) [24 mai 1977].

— **Projet de loi relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de pension de retraite des militaires originaires du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2915) [24 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920) [25 mai 1977].

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° 2921) [25 mai 1977].

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° 2934) [27 mai 1977].

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relatif à l'organisation de la Cour des comptes** (n° 2935) [27 mai 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne et de l'Etat espagnol, relatif à l'extension de certaines dispositions de sécurité sociale**, signé à Paris le 1^{er} mars 1977 (n° 2946) [1^{er} juin 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie**, signée à Paris le 16 décembre 1976 (n° 2947) [1^{er} juin 1977].

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [7 juin 1977].

— **Rapport** (en application de l'article 17 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976) sur la prévention et la lutte contre les pollutions marines accidentelles [7 juin 1977] (p. 3459).

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° 2996) [15 juin 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays**, consigné dans le procès-verbal signé à Paris, le 26 janvier 1977 (n° 3114) [3 décembre 1977].

— **Projet de loi modifiant l'article L. 167-1 du code électoral** (n° 3115) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi relatif aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° 3117) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (Territoires d'outre-mer)** (n° 3118) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° 3119) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures**, signée à Bonn le 3 décembre 1976 (n° 3122) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3124) [3 octobre 1977].

— **Rapport sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) et l'utili-**

sation des crédits qui lui sont confiés (année 1976) [4 octobre 1977] (p. 5767).

— **Projet de loi** relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147) [11 octobre 1977].

— **Rapport** (en application de l'article premier, alinéa 8 de la loi de finances rectificative pour 1964 (loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964) sur la **gestion de l'Office national des forêts pour 1976** [11 octobre 1977] (p. 6046).

— **Rapport** (en application de l'article 28 de la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à dix-huit ans l'âge de la majorité) sur les mesures prises par le Gouvernement pour assurer le développement de l'**instruction civique** et la formation aux responsabilités du citoyen [18 octobre 1977] (p. 6273).

— **Projet de loi** portant ratification des ordonnances portant extension et adaptation à **Mayotte** de diverses dispositions législatives, prises en application de la loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte (n° 3172) [26 octobre 1977].

— **Projet de loi** portant ratification des ordonnances du 9 décembre 1976 et du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de **Saint-Pierre-et-Miquelon** de diverses dispositions législatives, prises en application de la loi n° 76-664 du 19 juillet 1976 relatives à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 3173) [26 octobre 1977].

— **Projet de loi** instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs (n° 3177) [2 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif à l'indemnité des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens (n° 3179) [2 novembre 1977].

— **Projet de loi** tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement (n° 3203) [7 novembre 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble un protocole, signé à Kingston (Jamaïque) le 9 janvier 1976 (n° 3204) [7 novembre 1977].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205) [8 novembre 1977].

— **Projet de loi** portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats

ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat (n° 3207) [9 novembre 1977].

— **Projet de loi** modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge (n° 3210) [14 novembre 1977].

— **Projet de loi** instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer (n° 3213) [14 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 3214) [15 novembre 1977].

— **Projet de loi** portant intégration des fonctionnaires du cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie dans la police nationale (n° 3218) [16 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses (n° 3227) [18 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif à la généralisation de la sécurité sociale (n° 3228) [18 novembre 1977].

— **Projet de loi** portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public (n° 3229) [18 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer (n° 3232) [22 novembre 1977].

— **Rapport** sur l'application de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation [22 novembre 1977] (p. 7819).

— **Rapport** fait en application du paragraphe IV de l'article 83 de la loi de finances pour 1977, n° 76-1232, du 29 novembre 1976, sur l'évolution du financement des budgets locaux par le versement représentatif de la taxe sur les salaires [25 novembre 1977] (p. 7969).

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du Livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (n° 3266) [29 novembre 1977].

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques** (n° 3277) [6 décembre 1977].

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés** (n° 3293) [8 décembre 1977].

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° 3354) [14 décembre 1977].

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle** (n° 3355) [14 décembre 1977].

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° 3439) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre du commerce extérieur :

• à la question orale sans débat de :

— **M. Desanlis** (n° 28188) : **Importations de gants** [23 avril 1976] (p. 2136, 2137) : l'accord d'autolimitation des importations signé avec la Corée du Sud, la nécessité de restructurer l'industrie du gant.

Réponses en qualité de Premier ministre, ministre de l'économie et des finances :

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Villon** : **Proposition de loi sur la nationalisation de l'aérospatiale** [27 octobre 1976] (p. 7100) : la politique du Gouvernement n'est pas orientée vers une extension des nationalisations.

— **M. Berthelot** : **Défense du franc** [27 octobre 1976] (p. 7101) : caractère international de la spéculation ; relative stabilité du franc depuis deux mois grâce aux mesures prises par le Gouvernement ; application du programme permettant de maîtriser la hausse des prix et de rétablir les équilibres fondamentaux de l'économie.

— **Mme Constans** : **Circulaire adressée aux enseignants de la Corrèze** [3 novembre 1976] (p. 7417, 7418) : circulaire prohibant la participation officielle aux réunions publiques de la campagne électorale.

— **M. Barel** : **Suicide d'une jeune enseignante** [10 novembre 1976] (p. 7882) : le problème de l'emploi des jeunes et de leur orientation.

— **M. Dubedout** : **Taxe professionnelle** [17 novembre 1976] (p. 8156, 8157) : a

été informé que l'article 11-3 de la loi du 29 juillet 1975 s'inspirait d'un amendement socialiste au collectif budgétaire de la fin de 1974 ; le Gouvernement s'efforcera d'aménager les conséquences de cette loi.

— **M. Eyraud** : **Indexation de l'épargne populaire** [17 novembre 1976] (p. 8158) : sa position en ce qui concerne l'indexation généralisée de l'épargne ; l'étude relative à la protection des patrimoines des petits déposants demandée par le Président de la République ; recherche par le Gouvernement de formules socialement justes et économiquement efficaces.

— **M. Ballanger** : **Application de la Constitution** [17 novembre 1976] (p. 8159) : son attachement à la Constitution et aux institutions de la V^e République ; capacité du Gouvernement à remplir sa tâche selon la Constitution.

— **M. Jourdan** : **Hausse des prix** [17 novembre 1976] (p. 8159, 8160) ; signification du taux de hausse des prix de 6,5 % retenu dans le programme de lutte contre l'inflation (hypothèse de prix) ; le maintien du pouvoir d'achat ; le taux effectif de hausse des prix sera retenu.

— **M. Rohel** : **Boycottage d'un navire français** [17 novembre 1976] (p. 8161) : représentations nécessaires faites à l'ambassadeur de Grande-Bretagne.

— **M. Lauriol** : **Taxe professionnelle** [24 novembre 1976] (p. 8633, 8634) : la lutte contre l'inflation ; constitution d'un groupe de travail comprenant des parlementaires pour étudier les modifications pouvant être apportées à cette loi.

— **M. Ginoux** : **Taxe professionnelle** [24 novembre 1976] (p. 8634, 8635) : impossibilité pour le Gouvernement de prendre des engagements dont les conséquences sur le plan financier et monétaire seraient insupportables pour l'économie.

— **M. Boulloche** : **Conseil européen de La Haye** [1^{er} décembre 1976] (p. 8850) : les résultats obtenus par la conférence de La Haye ; le rôle de l'Europe.

— **M. Robert-André Vivien** : **Evacuation des imprimeries du « Parisien libéré »** [8 décembre 1976] (p. 9070) : l'évacuation sous peine d'astreinte ordonnée le 30 novembre par la cour d'appel ; les instructions données par lui pour faire procéder à cette évacuation et pour éviter l'organisation d'une résistance en plein Paris ; l'ouverture de négociations ; la fermeté et l'esprit de conciliation dont le Gouvernement a fait preuve.

— **M. Hoffer : Déclaration de M. Lenoir au sujet de l'industrie textile** [8 décembre 1976] (p. 9071, 9072) : la pression exercée par les pays en cours d'industrialisation comme la Tunisie ; nécessité pour l'industrie textile de se moderniser pour survivre ; les négociations commerciales multilatérales qui s'ouvriront à Genève dans quelques mois.

— **M. Leroy : Intervention de la police dans les imprimeries du « Parisien libéré »** [8 décembre 1976] (p. 9073) : les raisons de sa décision ; les conditions de la négociation.

— **M. Franceschi : Attitude du Premier ministre à l'égard du Parlement** [8 décembre 1976] (p. 9074) : l'opposition a toujours été informée ; les groupes de la majorité ont été mis au courant des positions du Gouvernement sur la taxe professionnelle mais la décision finale relève d'un vote du Parlement.

— **M. Leroy : Respect de la Constitution** [15 décembre 1976] (p. 9414, 9415) : affaire du *Parisien libéré* ; pouvoirs du Président de la République ; liberté d'action et légitimité des partis.

— **M. Kiffer : Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1573) : le prochain débat devant l'Assemblée et le Sénat sur l'examen de la situation de la sidérurgie ; les initiatives prises.

— **M. Debré : Sauvegarde du Marché commun** [6 avril 1977] (p. 1574-1575) ; l'attachement du Gouvernement au Marché commun ; la sauvegarde du marché national ; les dangers du protectionnisme.

— **M. Fillioud : Rôle des secrétaires d'Etat** [6 avril 1977] (p. 1577) ; le besoin de relève et de formation ; la nécessité d'expliquer la politique du Gouvernement en province.

— **M. Debré : Implantation de centrales nucléaires et politique énergétique** [29 juin 1977] (p. 4418, 4419) ; la politique nucléaire élément essentiel de la politique énergétique et de la politique d'indépendance de la France qui sera poursuivie.

— **M. Debré : Cinquième semaine de congés payés** [26 octobre 1977] (p. 6638, 6639) : son opposition à la mise en place, à brève échéance, d'une cinquième semaine de congés payés ; l'effort individuel et collectif qui s'impose à la France.

— **M. Frédéric-Dupont : Implantation de grandes surfaces** [9 novembre 1977] (p. 7216) : application de la loi Royer par le Gouvernement ; prise en compte de tous les termes de l'article 28 ; moderniser les circuits de distribution et aider les moyens et petits commerces à s'adapter.

— **M. Goulet : Prix des produits alimentaires et implantations de grandes surfaces** [9 décembre 1977] (p. 7217, 7218, 7219) : répercuter au niveau des prix de détail les baisses à la production (café, cacao, fruits et légumes) ; réduction des droits de douane sur les pommes et les agrumes ; moderniser les structures de la distribution ; favoriser l'exercice de la concurrence.

— **M. Josselin : Situation du petit commerce** [9 novembre 1977] (p. 7222) : la lutte contre les défauts des circuits de distribution.

— **M. Limouzy : Rapport de la commission d'enquête sur les importations sauvages** [30 novembre 1977] (p. 8054) ; maintenir la liberté des échanges dans des conditions de régularité et de sécurité ; mesures prises par le Gouvernement pour le textile, l'accord multifibres, l'acier ; application du concept de croissance ordonnée des échanges sur le plan international ; l'action de restructuration de nos industries.

INTERVENTIONS

En qualité de Premier ministre, ministre de l'économie et des finances :

1976

— **Associe le Gouvernement aux éloges funèbres de MM. Jean-Claude Simon et Marcel Anthonioz** [5 octobre 1976].

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [5 octobre 1976] (p. 6322) : son attachement et son dévouement aux grandes orientations définies et appliquées par les trois présidents de la V^e République ; son intention d'informer l'Assemblée par une déclaration de politique générale, mais de ne pas demander un vote ; le soutien des formations de la majorité ; les conceptions de M. Pompidou sur le vote de confiance ; la priorité donnée à la lutte contre l'inflation ; (p. 6323) : la modération durable de l'évolution des prix, condition extrême du retour à une croissance équilibrée et régulière, au plein emploi et au progrès social ; une conjoncture économique difficile en ce qui concerne les revenus et les coûts, l'emploi et l'équilibre du commerce extérieur ; les principes de l'action gouvernementale ; la volonté de s'attaquer aux facteurs structurels de l'inflation en matière de concurrence, d'emploi, d'interventions économiques de l'Etat ; (p. 6324) : son inquiétude devant l'attitude de l'opposition, devant les manifestations et cortèges qui défendent des intérêts catégoriels ; les atouts dont dispose la France ; l'importance du développement éco-

nomique ; les trois séries d'actions que souhaite mener le Gouvernement : la poursuite de la revalorisation du travail manuel, la simplification et la déconcentration des instruments d'intervention en matière d'emploi et de formation professionnelle, la recherche d'une meilleure insertion dans la vie professionnelle de certaines catégories de demandeurs d'emploi ; (p. 6325) : la responsabilité de l'Etat vis-à-vis de lui-même ; la nécessité du secret administratif ; la nécessité d'un plein exercice du contrôle parlementaire par l'intermédiaire notamment des commissions des assemblées ; le principe de responsabilité dans les rapports entre l'Etat et les collectivités locales, dans l'entreprise ; la révision de la conception habituelle du profit ; la responsabilité des organisations professionnelles et syndicales, de l'université ; (p. 6326) : le respect du droit à l'information de tous les Français ; l'attachement du Gouvernement au maintien du pluralisme de l'information ; une meilleure information gouvernementale ; le respect de la justice sociale, de la solidarité nationale ; la politique de la famille ; la réduction des inégalités ; le contrôle fiscal ; l'amélioration de la vie quotidienne des Français dans le domaine des transports collectifs, des loisirs et des sports ; la sécurité ; la lutte contre le crime ; un type de société fondé sur la liberté, la responsabilité et la sécurité ; (p. 6327) : le caractère indispensable de la liberté de décision et d'engagement de la France ; l'importance de l'armement nucléaire ; la loi de programmation militaire ; la poursuite de la détente et du maintien de l'alliance avec nos partenaires occidentaux ; l'utilité de l'Alliance atlantique ; la position française à l'égard du désarmement et de la non-prolifération ; les problèmes européens ; le développement souhaitable de la Communauté européenne : son achèvement, la mise en œuvre de politiques et d'actions définies en commun, l'édification d'une union européenne de type confédéral ; l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée parlementaire européenne ; les relations de la France avec le Tiers-Monde ; (p. 6328) : la politique de la France à l'ONU ; hommage aux Français vivant à l'étranger ; la logique profonde de sa politique inspirée par le seul objectif de lutte contre l'inflation ; les conditions du succès ; [7 octobre 1976] (p. 6447) : un débat centré sur les problèmes de la lutte contre l'inflation ; explique le refus du Gouvernement d'engager sa responsabilité par la Constitution de la V^e République ; son refus d'action par voie d'ordonnance ; politique agricole ; (p. 6448) : sauvegarder l'avenir de l'agriculture française, lui donner la possibilité d'exploiter toutes ses chances ; la collaboration du Gouvernement français et de la commission des communautés européennes ;

politique étrangère : la sécurité implique à la fois défense et détente, croyance aux chances du désarmement quand cessera le surarmement ; le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; l'action discrète de la France au Liban ; le statut de Mayotte ; la lutte contre l'inflation ; rappelle à M. Balmanger que le Gouvernement détermine sa politique indépendamment de la longueur des cortèges ; la « paille et le grain » dans le discours de M. Mitterrand ; « les litanies » du leader de l'opposition ; la capacité du peuple français à mesurer les progrès faits en France sous la V^e République ; l'évolution de la production, de l'investissement, de la consommation des ménages, du pouvoir d'achat, du taux de salaire horaire depuis quinze ans ; l'évolution de l'exportation, des parts de marché mondial de la France, des créations d'emplois ; les choix politiques des Français depuis 1965 ; critique du programme d'union de la gauche ; l'ambiguïté de l'entreprise de M. Mitterrand ; le rapport sur les comptes de la nation ; (p. 6450) : les différences de salaires entre pays européens relevées par M. Mitterrand ; des dispositions de justice fiscale ; des mesures conjoncturelles prises par le Gouvernement ; les trois orientations amorcées sur le plan structurel : l'amélioration de la connaissance des revenus, le conseil de planification, la création d'une commission chargée d'étudier l'efficacité des interventions de l'Etat en liaison avec les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat ; l'étude de la sécurité sociale ; indique qu'il n'est pas un « zorro » ; les délais nécessaires à l'approfondissement des rapports ; le règlement du problème de la sécheresse ; les projets du précédent Gouvernement : un décret d'avance, l'ignorance de l'enveloppe globale de l'indemnisation de la sécheresse, le principe du financement de l'indemnisation par l'IRPP ; les nouvelles solutions : la fixation de l'enveloppe, la désaffectation de l'impôt, la nécessité d'une réforme structurelle et continue ; défense de l'objectif de hausse de prix de 6,5 % ; (p. 6451) : l'agitation intellectuelle ; les mesures prises pour un arrêt de la croissance des revenus non salariaux au-delà d'une norme fixée ; l'inégalité au sein des revenus salariaux ; l'action du CERC ; une politique d'une inspiration semblable à celle menée en Grande-Bretagne ; le rôle de Matignon.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6510) : un texte illustrant la volonté de lutte contre l'inflation et le redressement de l'économie ; le symbole d'une volonté d'agir rapidement ; la politique économique d'ensemble ; (p. 6511) : la vague d'inflation mondiale de 1972 à 1974 ; le

quadruplement du prix du pétrole ; la politique engagée en juin 1975 ; l'écart entre l'évolution des prix français et des prix allemands et américains ; la capacité d'exportation menacée ; ses conséquences en matière d'emploi, d'emprunt ; les causes de l'inflation qui nous échappent ; la sécheresse ; la croissance excessive des rémunérations ; l'accumulation des revendications catégorielles ; la spirale salaire-prix ; la modération de la croissance des revenus ; les buts du programme gouvernemental : créer un contexte favorable au ralentissement des prix et des rémunérations en revenant à l'équilibre des finances publiques ; la limitation du découvert ; une progression des dépenses parallèle à la progression du PIB ; (p. 6512) : les allègements fiscaux ; le souci d'équilibre des dépenses de sécurité sociale ; la surveillance de la création monétaire ; la politique du taux d'intérêt ; l'infléchissement de la politique d'emprunt à l'étranger ; les mesures de réglementation des changes ; l'augmentation du taux d'escompte ; les économies d'énergie ; le gel des prix ; la baisse du taux normal de TVA ; le recours au prélèvement conjoncturel ; la politique contractuelle en matière de revenus ; (p. 6513) : l'évolution de l'environnement international ; le ralentissement de la progression du commerce international ; le diffèrement des projets d'équipement ; l'augmentation des investissements des entreprises publiques en 1977 ; les mesures prises en faveur de l'investissement productif privé ; les trois incitations directes en faveur de l'investissement productif ; modification du régime de l'amortissement dégressif, emprunt de trois milliards et demi de francs en faveur des PME et de l'artisanat, financement privilégié pour les investissements des entreprises exportatrices ; les marges des entreprises ; l'efficacité aléatoire d'un emprunt de grande ampleur ; les avantages exceptionnels qu'il faudrait accorder ; la préoccupation du Gouvernement de modérer la hausse des prix sans briser les possibilités de développement de l'activité économique ; le rôle de la consommation dans la croissance ; consommation et rémunérations ; les conditions du maintien d'un taux de croissance élevé ; le plein emploi ; le chômage aujourd'hui, conséquence de l'expansion inflationniste d'hier ; la réduction de l'inadaptation entre l'offre et la demande d'emploi par l'amélioration des conditions de travail, par la formation professionnelle ; (p. 6514) : la difficulté de faire disparaître les problèmes d'emploi ; la répartition des efforts ; la stabilisation du pouvoir d'achat des rémunérations des non-salariés ; le contrôle des prix ; le prélèvement conjoncturel ; la réglementation des marges ; la hausse des prix des services ; les rémunérations des professions libérales ; les revenus

de location d'immeubles ; les efforts demandés aux titulaires de hauts revenus ; l'aide de la collectivité au profit des agriculteurs victimes de la sécheresse, des sinistrés de la Guadeloupe, des familles, des personnes âgées, des « smicards » ; le rejet d'un impôt sur les grosses fortunes et sur le capital ; le fétichisme des mots ; la distinction entre l'impôt sur la transmission du capital et l'impôt sur la détention du capital ; le cas allemand ; une réalité éloignée de la théorie ; la prédominance marquée du capital d'exploitation des entreprises industrielles et commerciales par rapport à la fortune des entreprises agricoles et des particuliers ; l'imperfection des méthodes d'assiettes ; le cas français ; les impôts locaux peu éloignés des impôts étrangers sur la détention du capital ; la taxation des plus-values ; l'incohérence probable du cumul d'une imposition sur les plus-values et d'une imposition sur la détention du capital ; les exemples étrangers ; (p. 6515) : questions sur les objectifs d'un impôt sur la fortune, sur ses difficultés, sur ses conséquences ; les exceptions possibles qui videraient l'impôt sur la fortune de toute substance ; le principe et les modalités d'un impôt éventuel sur le capital ; souhait du Gouvernement que ce problème soit étudié par les commissions des finances des deux assemblées si elles le souhaitent ; volonté du Gouvernement d'aider ces commissions ; la volonté gouvernementale d'un renforcement de la transparence fiscale ; la publicité des impositions dans les mairies ; des réformes de structure à l'étude concernant la concurrence, les dépenses de l'Etat, ses interventions économiques, l'équilibre de la sécurité sociale, la connaissance de la formation et de l'évolution des revenus ; (p. 6516) : le peu d'efficacité de la théorie des chocs psychologiques comme instrument de politique économique ; les freins apportés aux réformes ; les réalisations concrètes ; le projet de loi de finances rectificative ; l'impératif de la solidarité ; l'aide exceptionnelle aux agriculteurs ; l'effort du Gouvernement ; les crédits en faveur des régimes sociaux ; l'augmentation des pensions ; la défense, l'éducation, les universités ; l'exercice de la solidarité nationale ; le faible effort demandé aux contribuables modestes et moyens ; la contribution spéciale de solidarité demandée aux exploitants agricoles ; la majoration exceptionnelle d'impôt sur les sociétés ; l'augmentation modulée de la vignette ; la majoration de la fiscalité pétrolière ; la simplicité des dispositions prises ; demande à l'Assemblée d'approuver les mesures législatives portant sur l'évolution des prix et des rémunérations ; (p. 6517) : l'adhésion populaire fondée sur l'intérêt national ; demande la confiance de l'Assem-

blée ; [13 octobre 1976] (p. 6578) : le caractère non humiliant de l'aide fournie aux agriculteurs ; le caractère indispensable de mesures sérieuses qui sont aussi désagréables ; les trop longues périodes de facilité ; les diagnostics différents sur l'inflation ; critique des mesures proposées par la gauche ; (p. 6579) : estimation de la hausse des prix pour 1977 ; défend la norme de 6,5 % ; différence entre norme et objectif ; le risque de récession ; la fragilité de la conjoncture ; les possibilités d'utilisation du FAC ; le soutien des exportations ; des hypothèses réalistes, plausibles et même probables ; l'absence de « camouflage » en matière budgétaire ; la situation de l'exécution du budget de 1976 ; (p. 6580) : d'un point de vue comptable, d'un point de vue juridique, d'un point de vue économique ; le supplément de recettes pris en considération pour équilibrer le collectif ; l'exécution du budget de 1977 ; l'absence de déficit potentiel ; la détermination du Gouvernement de se rapprocher de l'équilibre ; la signification économique de l'équilibre ou du découvert budgétaire ; un équilibre nécessaire en la période actuelle ; la notion de découvert contrôlé ; une analyse rationnelle et honnête ; la situation financière du ministère de la défense ; la meilleure gestion de la trésorerie de la défense ; (p. 6581) : le blocage d'un certain montant d'autorisations de programme et l'ouverture d'un crédit d'un milliard de francs ; la priorité accordée à la défense dans le budget de 1977 ; la rigueur du budget de 1977 ; le centre Beaubourg ; le projet de train à grande vitesse Paris-Lyon ; la comptabilité des concours budgétaires fournis aux entreprises nationales avec la politique tarifaire adoptée dans le programme de lutte contre l'inflation ; le poids de la charge du collectif sur les salariés ; le problème des rapatriés ; la confiance, l'ambition nationales. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6616) : s'oppose aux amendements n° 38 de M. Combrisson et n° 85 de M. Duffaut défendus par M. Leenhardt qu'il trouve précipités, improvisés et inopportuns ; la sauvegarde de l'emploi et de l'investissement ; (p. 6618) : repousse l'amendement n° 36 de M. Vilion défendu par M. Rigout car les modalités d'aide qu'il prévoit ne sont pas sérieuses ; (p. 6619) : l'estimation des pertes subies par l'agriculture ; l'examen, par les services fiscaux des sociétés ayant pu réaliser des profits plus élevés du fait de la sécheresse ; s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Pranchère défendu par M. Rigout qui est sans objet pour la majeure partie des agriculteurs ; les délais supplémentaires sus-

ceptibles d'être accordés aux agriculteurs ayant de sérieuses difficultés de trésorerie ; (p. 6620) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Frelaut défendu par M. Lamps. **Article premier** : s'oppose aux amendements n° 76 et n° 77 de M. Goulet et n° 60 de M. Combrisson ; (p. 6621) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Charles Bignon ; s'oppose à l'amendement n° 18 corrigé de M. Papon, défendu par M. Chauvet, qu'il trouve complexe et coûteux ; (p. 6622) : son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 19 de M. Papon : exclusion du champ d'application des personnes dont le revenu global net de 1976 excède 60.000 F ; accepte l'amendement n° 19 de M. Papon ainsi sous-amendé ; accepte l'amendement n° 62 de M. Combrisson en maintenant le plafond de ressources à 60.000 F ; (p. 6623) : modifie son sous-amendement n° 83 en portant la condition de ressources de 60.000 F à 70.000 F ; sous-amendement n° 83 adopté ; (p. 6625) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Combrisson. **Article 6** (p. 6650) : s'oppose aux amendements de suppression de l'article n° 27 de M. Papon défendu par M. Josselin, n° 5 de M. Bignon et n° 56 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot car les agriculteurs victimes de la sécheresse sont déjà indemnisés par voie budgétaire ; demande la réserve de l'article 6 jusqu'au vote de l'ensemble du projet de loi. **Article 8** (p. 6654) : critique l'affirmation de M. Canacos selon laquelle le Gouvernement ne laisserait pas la parole aux membres de l'Assemblée ; (p. 6655) : le « gel » des loyers dans le cadre de la lutte contre l'inflation, similaire à tous les autres « gels » ; le problème de l'essence ; la norme de progression des prix pour 1977 ; les éléments qui bénéficieront aux offices d'HLM et aux organismes constructeurs ou bailleurs devant la modération générale des coûts et des prix ; l'amélioration souhaitable de la gestion de ces organismes ; la nécessaire reconsidération de la gestion de ces organismes ; précise à M. Papon que la garantie du Trésor jouera pour les sociétés immobilières conventionnées ; l'effort qui sera consenti pour les collectivités locales en 1977 ; les excès antérieurs commis ; l'effort de modération demandé aux collectivités locales limité dans le temps ; la norme de progression fixée pour les loyers en 1977 ; la nécessité de ne pas dramatiser ; l'aide à la personne ; critique de l'aide à la pierre ; une exception limitée et temporaire à une règle de liberté nécessaire ; (p. 6657) : préférerait un sous-amendement plutôt que l'exposé des motifs de l'amendement n° 69 de M. Briane au *Journal officiel* ; (p. 6658) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 69 de M. Briane. **Articles 2 et 6 (suite)** (p. 6670) :

la discussion fructueuse sur le projet de loi de finances rectificative ; les votes qui se sont déroulés dans presque tous les cas dans un ordre normal ; l'acceptation par le Gouvernement de certaines modifications ; la réserve demandée par le Gouvernement sur l'article 2 concernant la contribution de solidarité des exploitants agricoles les plus importants et sur l'article 6 concernant les dégrèvements de la taxe foncière ; engagement de la responsabilité du Gouvernement sur le projet de loi de finances rectificative en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; dans la rédaction adoptée par l'Assemblée pour tous les articles à l'exception de l'article 2 et de l'article 6 ; (p. 6671) : les dispositions prévues par les articles 2 et 6.

Discussion sur une motion de censure [19 octobre 1976] (p. 6736) : souhaite obtenir la confiance de l'Assemblée sur un programme de lutte contre l'inflation, sur le financement des dépenses par des ressources non monétaires ; désire que chacun prenne clairement ses responsabilités à l'égard de la lutte contre l'inflation ; des réformes structurelles en temps opportun et avec méthode ; le refus d'une précipitation en matière de réforme fiscale ; l'étude de l'impôt sur le capital par les commissions des finances des deux assemblées ; l'absence d'alternative précise et efficace au programme de redressement du Gouvernement ; critique du programme commun sur les plans conjoncturel et structurel ; l'attitude différente des syndicats dans les pays étrangers ; (p. 6737) : le maintien et non la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs ; l'amélioration de la situation financière des entreprises ; un contexte économique difficile sur le plan international ; la restauration des équilibres fondamentaux de l'économie, condition du plein emploi et de la croissance ; les conséquences de la sécheresse sur notre balance commerciale.

Explications de vote (p. 6753) : les raisons pour lesquelles le Gouvernement a engagé sa responsabilité sur le projet de loi de finances rectificative ; le dialogue qui est intervenu entre le Gouvernement et l'Assemblée ; l'action en faveur des agriculteurs, expression normale de la solidarité nationale ; l'explication d'une situation difficile ; (p. 6754) : la politique courageuse menée depuis 1974 contre l'inflation ; la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne : comparaison des rémunérations ; les raisons du déficit du commerce extérieur ; l'augmentation spéculative des importations en provenance de l'Allemagne fédérale ; l'explication de la baisse de la Bourse ; les cas d'incertitude sur la conjoncture internationale, l'effet définitif du prélèvement pétrolier, la stagnation des investissements, les propos sur les nationalisations ; l'évolution du cours du franc

depuis le 22 septembre 1976 ; (p. 6755) : le relèvement des taux à court terme de la Banque de France ; les conséquences de l'adoption d'ensemble du programme commun ; le repliement de la France, son isolement, la régression de l'économie française, la baisse du niveau de vie.

Commission mixte paritaire [26 octobre 1976] (p. 7018) : accepte la plus grande partie des propositions de la CMP ; ses deux amendements à l'article 2 et à l'article 4 ; la possibilité de mettre fin définitivement à des difficultés nées de la sécheresse ; la solidarité de groupes ; l'abandon de la vignette sur les motocyclettes ; la levée du secret fiscal, un acte grave ; aucun précédent la matière ; l'impossibilité à la faveur d'un collectif de modifier les dispositions de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, notamment du sixième alinéa de l'article 6 ; la souveraineté de l'Assemblée en matière de commissions d'enquête ; les moyens dont dispose le Gouvernement pour procéder à un examen exhaustif de la situation fiscale des sociétés en cause ; le communiqué de M. Durafour relatif à la situation fiscale du groupe Marcel Dassault ; les vérifications auxquelles il sera procédé ; (p. 7021) : amendements 1 et 2 adoptés.

— **Déroulement de la séance réservée aux questions au Gouvernement** [20 octobre 1976] (p. 6781) : nécessité de traiter ces questions d'une façon plus concise.

— **Rend hommage à la mémoire d'André Malraux** [24 novembre 1976] (p. 8632).

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. René Quentier, député décédé** [1^{er} décembre 1976] (p. 8849).

— **Allocution de fin de session (n° 2734)** [20 décembre 1976] (p. 9760) : les textes votés par l'Assemblée nationale ; l'organisation du travail parlementaire ; la collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; la révision de la loi sur la taxe professionnelle au début de l'an prochain ; la discussion du projet de loi sur la fiscalité de la presse.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française (n° 2809)** [19 avril 1977] (p. 1894) : les conditions de redressement de l'industrie sidérurgique ; les lignes générales de l'action du Gouvernement ; le caractère mondialiste de la crise qui affecte la sidérurgie ; le déséquilibre du marché ; la priorité donnée à l'extension des capacités de préférence à la modernisation des structures ; les investissements

de la sidérurgie ; la contribution de l'Etat ; le maintien en activité d'installations vétustes ou inadaptées ; la baisse de la productivité ; la dégradation de la situation financière des industries sidérurgiques ; (p. 1895) : la volonté du Gouvernement de rechercher des solutions véritables et durables ; les objectifs généraux de la politique du Gouvernement définis lors du conseil des ministres du 23 février 1977 ; le redressement de la sidérurgie ; l'élaboration d'un plan pluri-annuel ; le cas du haut fourneau de Thionville ; le programme de modernisation et de renforcement des équipements sidérurgiques ; comparaison intercommunautaire des effectifs employés ; l'invitation des organisations professionnelles et syndicales à négocier une convention sociale ; le reclassement de trois sur quatre des travailleurs touchés par les suppressions d'emplois ; le départ en retraite anticipée ; l'effort de restructuration industrielle et financière ; (p. 1896) : les conditions assurant au préalable l'engagement du concours de l'Etat ; les apports de fonds propres ; la définition d'un programme de financement d'ensemble ; l'appel aux prêts du fonds de développement économique et social ; les conditions de remboursement de ces prêts ; les taux d'intérêt ; le départ des titres des sociétés bénéficiaires des prêts ; l'institution d'une mission interministérielle de contrôle d'Etat ; la non-reprise par le Gouvernement de la solution de nationalisation ; la réalisation d'un examen régulier d'exécution du programme de financement de la sidérurgie ; met en garde l'Assemblée contre certains remèdes d'inspiration protectionniste ; le cas de l'automobile ; la position résolument hostile du Gouvernement vis-à-vis du protectionniste ; l'inacceptation de certaines pratiques du commerce international ; la sous-estimation par les institutions de la Communauté de la portée de la crise de l'acier ; le cartel des sidérurgistes du Nord de l'Europe ; la timidité du plan de régulation du marché intérieur de la Communauté et d'autolimitation à l'égard du Japon ; (p. 1897) : l'application des dispositions d'exception ; la volonté gouvernementale d'aide aux régions ; les mesures nationales et communautaires ; l'effort en matière de conversion et de diversification des activités industrielles ; l'orientation des activités industrielles ; les projets d'investissement de plusieurs groupes industriels importants ; institution d'une procédure exceptionnelle d'octroi de prêts auprès du FDES et de subventions en capital au profit des PME créatrices d'emplois ; l'offre par les groupes sidérurgiques de nouveaux emplois ; la Lorraine ; l'action gouvernementale en sa faveur ; [20 avril 1977] (p. 1961) : ses réponses aux questions soulevées par M. Michel Debré ; la conservation d'une sidérurgie

française ; les causes internationales à la situation de l'acier ; la politique gouvernementale de remise en ordre d'un certain nombre de structures industrielles ; la politique générale des rémunérations ; (p. 1962) : faire en sorte que la sidérurgie devienne compétitive ; la CECA ; l'importance d'une France forte en matière de construction européenne ; les conséquences de l'établissement de droits de douane ; le débat entre libéralisme et protectionnisme ; le marché européen de la sidérurgie ; l'avenir du commerce international ; prend l'engagement que le Gouvernement évitera de recourir, si possible, à des mesures de type protectionniste ; les erreurs imputables aux groupes professionnels ; accepte que le chef de la mission de contrôle vienne devant les commissions parlementaires compétentes sous l'autorité des ministres responsables ; l'arrêt du plan de financement pour une année ; (p. 1963) : l'action des groupes sidérurgiques en matière d'emplois et de relations avec leurs sous-traitants ; la dépendance de l'avenir de la France de la création d'industries modernes ; les principes d'action gouvernementale.

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [26 avril 1977] (p. 2126) : le caractère politique de l'action menée par le Gouvernement ; son inscription dans la durée ; la persistance d'un sentiment de malaise dans le pays ; l'action de remise en ordre profonde de l'économie ; les axes fondamentaux de la politique du Gouvernement au cours des mois à venir ; (p. 2127) : le contrôle des facteurs clés de l'inflation ; l'apparition des premiers fruits de l'effort ; la croissance continue de la production industrielle ; le problème de l'évolution de l'emploi ; les raisons du refus gouvernemental d'une relance globale de l'économie ; l'augmentation du volume des équipements publics engagés en 1977 ; (p. 2128) : le programme d'action gouvernemental ; l'ampleur du chômage ; le rejet d'une politique autoritaire de l'emploi ; l'appel à la solidarité nationale ; la mobilisation de toutes les possibilités d'offrir un emploi aux jeunes ; les conditions d'exonération de la part patronale des cotisations de sécurité sociale ; l'action engagée en faveur de l'apprentissage ; la contribution de l'Etat à l'effort national de création d'emplois ; l'établissement d'un régime de préretraite ; le retour et la réinsertion des travailleurs immigrés privés d'emploi dans leur pays d'origine ; une meilleure préparation des demandeurs d'emploi à l'exercice de leur futur métier ; les conditions d'indemnisation des stages de formation des femmes et des jeunes ; le coût global du programme pour l'emploi ; la mobilisation des organismes régionaux et départementaux ; la mission d'information

et d'orientation menée par la Banque de France en matière de financement des PME ; (p. 2129) : la coordination de l'action des différents organismes financiers par un comité départemental ; l'effort en faveur des familles, des personnes âgées ; l'avancement de la prise d'effet de la revalorisation annuelle des prestations familiales ; la dotation supplémentaire du fonds national d'action sanitaire et sociale ; la revalorisation du minimum vieillesse ; le maintien à domicile des personnes âgées ; l'augmentation du plafond des ressources des veuves ; la revalorisation des pensions des retraités du régime général ; l'institution d'un abattement fiscal forfaitaire sur le dernier revenu d'activité ; le financement du programme en faveur des familles et des personnes âgées ; la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; la contribution exceptionnelle des banques et des assurances ; la majoration exceptionnelle de la taxe d'apprentissage ; l'affectation du cinquième de la contribution patronale à la formation continue ; le lancement d'un emprunt d'Etat ; l'horizon temporel du programme d'action gouvernemental ; (p. 2130) : les principes de la politique gouvernementale ; le vote de confiance du Parlement ; le rôle passé et futur de la majorité ; [27 avril 1977] (p. 2234) : l'augmentation des cotisations de sécurité sociale ; les mesures à prendre en vue de la sauvegarde de la sécurité sociale ; l'opportunité de l'ouverture d'un débat à l'Assemblée nationale ; [28 avril 1977] (p. 2276) : la condamnation par l'opposition de la politique économique et sociale du Gouvernement ; la fragilité des résultats déjà obtenus ; l'évolution de l'indice des prix ; le blocage de certains facteurs de hausse des prix ; les conséquences économiques du programme commun ; les nationalisations ; le « socialisme à plusieurs visages » ; la référence à la vision marxiste des problèmes du chômage ; (p. 2277) : la proposition d'une relance suffisante ; l'émergence d'une économie mixte ; le rétablissement du jeu de la concurrence ; la situation de l'économie à la nomination du Premier ministre ; l'incitation aux investissements ; la protection de certains secteurs économiques ; l'attitude future des responsables français aux conférences de Genève et de Londres ; les aspects positifs de la liberté des échanges ; les mesures concernant l'emploi ; les mesures sociales ; (p. 2278) : la politique ; les pressions des organisations syndicales sur les décisions de l'Assemblée ; les grèves ; la liberté du travail ; l'action des organisations syndicales ; les conséquences de l'application du programme commun ; la désorganisation de l'économie française ; la mise en danger de l'équilibre de la France entre les deux superpuissances ; l'éventualité du changement de la loi électorale ; les déclara-

tions du général de Gaulle sur le scrutin d'arrondissement ; (p. 2279) : la responsabilité politique du Premier ministre ; l'union de la majorité ; la confiance au Gouvernement ; l'attitude du RPR ; la concertation avec les parlementaires ; les projets proposés à l'Assemblée en matière d'emploi, de politique familiale et de politique économique et financière ; les garanties et les conditions qui seront apportées par le Gouvernement lors de l'examen du projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ; les déclarations du général de Gaulle sur l'action gouvernementale.

— **Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de M. Jacques Weinman, député décédé** [25 mai 1977] (p. 2997).

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [8 juin 1977] (p. 3511) : les travaux du groupe de la mer et du GICAMA ; (p. 3512) : l'exploitation des océans ; la promotion de nouveaux secteurs d'activité économique ; le développement des activités traditionnelles liées à la mer ; la protection du milieu marin et du littoral ; l'opération *Boehlen* ; la décentralisation du plan Polmar ; la création d'un groupe technique au sein du CIANE ; la création d'un fonds spécialisé ; le développement des activités de pêche ; l'importance des négociations en cours à Bruxelles pour l'instauration d'un régime communautaire de la pêche européenne ; la dégradation de la situation ; la fusion des zones de pêche ; la mise en place d'une politique communautaire de la gestion de la ressource ; encourager et faciliter la recherche de nouvelles zones de pêche ; l'aide au carburant ; le développement de l'aquaculture et de la conchyliculture ; (p. 3513) : les différents volets de la politique commune de la pêche ; la recherche de l'indépendance en matière de transports maritimes ; la lutte contre les pavillons de complaisance ; l'effort en faveur de la construction navale ; l'aide du Gouvernement aux chantiers navals ; leur rationalisation ; doter la France d'une structure portuaire de dimension internationale ; la mise en œuvre d'une politique sociale ; les problèmes nouveaux de la mer ; les aspects diplomatiques et de défense ; les problèmes de délimitation des eaux territoriales et des zones économiques ; la défense des intérêts des départements et territoires d'outre-mer ; le respect des droits de la France ; (p. 3514) : la poursuite des tâches de contrôle, de police et de répression ; le rôle croissant auquel sera amenée la marine nationale ; la mise en place de structures d'organisation dans le domaine de la recherche ; le CNEXO ; l'exploitation des ressources énergétiques et minérales des océans ; la conférence internationale sur le droit de la

mer ; l'originalité de la position de la France dans ce débat ; la création d'un ministère de la mer ; l'action de coordination interministérielle du Premier ministre ; l'action du GICAMA ; la politique de la mer.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3827) : la gravité et l'importance de la question de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée des Communautés européennes ; la politique d'indépendance nationale ; la construction d'une union européenne ; la sauvegarde de la liberté de décision de la France ; la concertation des différentes formations de la majorité sur l'accord de juillet 1976 ; (p. 3828) : les raisons de l'acceptation par le Gouvernement de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct ; la prise de conscience par l'opinion publique des pays membres de la Communauté de l'intérêt de l'œuvre ; le rôle de l'Assemblée ; la perspective d'une organisation confédérale de l'Europe ; le conseil européen ; l'importance du budget de la Communauté ; l'impossibilité d'extension des pouvoirs de l'Assemblée à des domaines autres que ceux prévus par les traités ; les garde-fous juridiques ; la liberté d'implantation des armes tactiques ; le report de l'approbation ; l'engagement par les partenaires européens de la France de la procédure d'approbation de l'accord de Bruxelles ; (p. 3829) : l'image de la France ; les conséquences d'une renégociation ; l'isolement de la France au sein du Conseil des ministres ; engage la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; le recours à l'article 49 de la Constitution ; l'objet de l'article : l'article 53 de la Constitution ; l'utilisation de l'article 49 ; le vote de l'Assemblée en cas de dépôt d'une motion de censure ; sa confiance en l'avenir de la construction européenne ; les conséquences de l'élargissement de la Communauté ; la construction d'une organisation économique et monétaire ; la sidérurgie européenne ; la difficulté de la construction de l'union européenne ; la confiance dans la France ; (p. 3830) : la confiance de la France en elle-même et en son avenir.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° 2388). **Lettre rectificative** (n° 2754). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4525) : un projet qui s'inscrit dans la politique de lutte contre l'inflation menée

par le Gouvernement ; ses remerciements à ceux qui ont contribué à l'adoption du texte.

— **Allocution de fin de session** (n° 3095) [30 juin 1977] (p. 4527) : l'ampleur du travail législatif ; les mesures relatives à la lutte contre le chômage ; la loi de finances rectificative pour 1977 ; l'emploi des jeunes ; l'étendue et la variété des réformes à caractère social ; la ratification du traité relatif à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ; l'effort de concertation menée entre le Gouvernement et l'Assemblée ; (p. 4528) : l'inscription à l'ordre du jour de propositions de loi ; la session d'automne.

— **Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de M. Didier Eloy, député décédé** [11 octobre 1977] (p. 6038).

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120) :

Discussion générale [12 octobre 1977] (p. 6081) : la présentation, il y a un an, du programme de redressement économique et financier de la France ; (p. 6082) : la situation internationale ; la hausse du prix de l'énergie ; le ralentissement de la croissance dans les économies occidentales ; le niveau des investissements ; la situation de l'emploi dans les pays de l'OCDE ; le volume du commerce international ; la situation précaire de nombreux pays en voie de développement ; la nécessité d'écarter toute illusion sur l'avenir ; les facteurs internationaux du redressement économique de la France ; les conséquences d'un éventuel recours au protectionnisme ; le poids de la contrainte extérieure ; l'état économique de la France ; les résultats de l'action gouvernementale ; le rétablissement progressif de l'équilibre du commerce extérieur ; la stabilisation du franc ; le niveau des taux d'intérêt ; la modération des coûts de production ; la variation annuelle du pouvoir d'achat des salaires horaires ; (p. 6083) : la hausse du salaire horaire en 1977 ; la progression du pouvoir d'achat ; la poursuite de la politique contractuelle ; le freinage de la hausse des prix ; l'action sur les facteurs qui commandent les prix ; la hausse respective des prix des différents produits ; la nature de l'évolution des prix en 1977 ; l'impossibilité d'une lutte anti-inflationniste sans durée ; l'accroissement du nombre des demandeurs d'emploi en France ; l'imperfection des statistiques ; le chômage, prix de la lutte contre l'inflation ; la mauvaise adaptation de la demande d'emploi à l'offre ; la formation professionnelle ; le travail manuel ; la protection sociale des personnes à la recherche d'un emploi ; (p. 6084) : la politique du Gouvernement à l'égard de l'immigration ; la politique de soutien à la conjoncture ; l'action sur l'investissement ; la restructuration des

secteurs industriels menacés ; l'adoption par le Parlement d'un programme spécifique pour l'emploi ; la stabilisation du niveau de la production industrielle ; les différences sectorielles ; les orientations de la politique économique et sociale du Gouvernement pour 1978 ; l'horizon de cette politique ; la nature de l'action qu'il convient de mener ; le comportement des agents économiques à l'approche des élections législatives ; la défense du franc ; la progression modérée de la masse monétaire ; la fixation d'une norme de progression de la masse monétaire ; la stimulation des exportations par l'ouverture au 1^{er} janvier 1978 d'une enveloppe de prêts pour les investissements destinés à accroître la capacité exportatrice des entreprises ; le niveau du plafond d'importations nettes de pétrole ; la création d'une nouvelle enveloppe de prêts affectée aux investissements permettant des économies d'énergie et de matières premières ; (p. 6085) : la poursuite du programme nucléaire français ; la modération des revenus et des prix ; la hausse prévisionnelle des salaires ; la tenue par le Gouvernement de tous les objectifs pris en matière de rémunération ; le principe du maintien du pouvoir d'achat ; la hausse du taux de salaire en 1977 ; l'éventualité d'un examen d'une progression du pouvoir d'achat avant la fin de l'année 1978 ; l'effort particulier de la croissance du pouvoir d'achat concernant les travailleurs au SMIC, les familles, les personnes âgées et les travailleurs manuels ; la poursuite par le Gouvernement de l'action entreprise en 1977 dans le domaine des prix ; redonner aux chefs d'entreprise leurs responsabilités en matière de prix industriels ; la liberté des prix industriels ; la reconduction du régime du maintien de la marge globale exercée sur l'exercice ; la progression des réformes structurelles ; la fixation de la norme, en matière d'évolution de prix, à 6 % en 1978 ; l'application de cette norme ; la revalorisation des tarifs des entreprises publiques ; l'adaptation de l'exécution du VII^e Plan ; la poursuite de la politique d'aménagement du territoire ; (p. 6086) : l'action gouvernementale en faveur de la Lorraine ; les objectifs qui ont guidé l'élaboration du budget ; la contribution du budget à la croissance ; le découvert prévisionnel ; l'effort réalisé en matière d'emploi et d'investissement ; l'amélioration des conditions de financement des entreprises ; la réévaluation des bilans ; la priorité donnée aux engagements à moyen terme de l'Etat ; le ressort de l'ambition et les raisons de l'espoir.

Deuxième partie :

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 38** et **Après l'Article 38** (p. 7767) : le débat sur la politique de

défense ; (p. 7768) : la primauté accordée à la dissuasion nucléaire dans la politique de défense de la France ; les crédits consacrés aux équipements nucléaires ; la mise en service d'un sous-marin nucléaire supplémentaire ; l'application de la loi de programmation ; le lancement du programme d'études nécessaires ; la communication à la commission de la défense et à la commission des finances des éléments essentiels des études en cours avant le 1^{er} octobre 1978 ; la communication à la commission de la défense nationale et à la commission des finances du tableau prévisionnel des autorisations de programme concernant les principaux programmes de matériels prévus par loi de programmation militaire ; le dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les conditions d'exercice de la mission de surveillance de la zone économique des deux cents mille ; l'absence de dérive de la politique de défense de la France.

— **Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de M. Jacques Duhamel** [18 octobre 1977] (p. 6200, 6201).

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens (n° 3179). Discussion générale** [30 novembre 1977] (p. 8055) : la dignité du débat ; le projet de loi ; le travail des représentants des associations de rapatriés ; la conjoncture économique ; (p. 8056) : les conséquences financières de certaines propositions ; l'extension du champ d'application de la loi ; la modification des barèmes ; l'actualisation de la période 1962-1970 ; la réduction de la durée d'amortissement des titres ; le rejet par le Gouvernement de l'idée d'une contribution exceptionnelle pour financer le projet ; les risques de la négociabilité générale ou partielle des titres ; la protection contre une éventuelle dépréciation monétaire accélérée ; la conséquence d'une éventuelle indexation ; les amendements de la commission des finances acceptés par le Gouvernement ; les amendements déposés par le Gouvernement ; la réalisation d'un effort supplémentaire pour les personnes âgées ; la mobilisation plus rapide des créances des rapatriés les plus défavorisés ; (p. 8057) : la protection des titres contre une dépréciation monétaire accélérée ; l'institution d'une clause de sauvegarde ; la révision de l'évaluation des biens.

— **Allocution de fin de session (n° 3456)** [21 décembre 1977] (p. 9141) : associe le Gouvernement à l'hommage rendu par le président de l'Assemblée nationale ; le travail législatif réalisé depuis son entrée au Gouvernement ; la solidarité et la protection sociales ; l'équipement ; la garantie de la protection des Français ; les libertés politiques

européennes ; (p. 9142) : l'inscription à l'ordre du jour de propositions de loi émanant des membres de l'Assemblée ; les conditions de la discussion du vote des deux lois de finances ; la cohésion de la majorité parlementaire ; le soutien de l'action du Président de la République.

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire
(1^{re} circonscription)
(UC).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) du 8 juin 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) (Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) (premier gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (logement) (deuxième gouvernement Barre). Décret du 1^{er} avril 1977 [2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (logement) (Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1495).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

DÉPOTS

— Proposition de loi tendant à instituer la carte professionnelle d'artiste musicien exécutant salarié (n° 470) [14 juin 1973].

— Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 258), adoptée par le Sénat, relative à l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident occasionné à un assuré social par un tiers (n° 506) [20 juin 1973].

— Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — XIV. Travail : Population (n° 682) [10 octobre 1973].

— Proposition de loi tendant à réformer le régime de financement du service des travailleuses familiales (n° 741) [31 octobre 1973].

QUESTIONS

En qualité de député :

• orales avec débat de :

— MM. Fillioud (n° 900), Leroy (n° 1188), de Broglie (n° 1242), Flornoy (n° 1243), Michel Durafour (n° 1262), Claudius-Petit (n° 1265) : Liberté d'expression et de création [23 mai 1973] (p. 1498, 1499) : esprit de tolérance et de discrétion devant commander la politique culturelle.

• d'actualité :

— Famine en Afrique noire [30 mai 1973] (p. 1681 et 1682).

• *orale sans débat* :

— (n° 1823) : **Equipement touristique montagnard** [22 juin 1973] (p. 2475, 2476 et 2477) : création d'une agence nationale foncière de l'environnement.

• *d'actualité* :

— **Problème de l'énergie** [9 novembre 1973] (p. 5484, 5486) : urgence de l'adoption d'une politique commune de l'énergie ; nécessité de relancer la politique de coopération et l'Euratom.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) :

• *à la question au Gouvernement de* :

— **M. Bertrand Denis** : **Rénovation de l'habitat ancien** [28 mai 1975] (p. 3286) : majoration des prix plafond ; déductions fiscales.

• *aux questions orales sans débat de* :

— **M. Villa** (n° 20707) : **Revendications du personnel de l'office d'HLM de la région parisienne** [20 juin 1975] (p. 4582, 4583) : réajustement des salaires ; garantie de l'emploi.

— **M. Hamel** (n° 20845) : **Modernisation des voies navigables** [20 juin 1975] (p. 4583-4584) : le rapport sur l'orientation préliminaire du VII^e Plan ; coût du canal entre le Rhin et la Saône et de la liaison Seine—Nord ; étude des modalités particulières de financement.

— **M. Dronne** (n° 20722) : **Travaux de décoration des constructions scolaires** [20 juin 1975] (p. 4584) : procédure résultant de l'arrêté interministériel du 15 mai 1975.

• *aux questions au Gouvernement de* :

— **M. Canacos** : **Hausse des loyers** [25 juin 1975] (p. 4718) : limitation de la hausse à 7,5 %.

— **M. Capdeville** : **Malfaçons dans certaines constructions HLM** [5 novembre 1975] (p. 7882) : efforts accomplis par les pouvoirs publics et par les sociétés coopératives d'HLM pour mettre l'accent sur la qualité des constructions.

— **Mme Thome-Patenôtre** : **Carte orange** [19 novembre 1975] (p. 8643) : succès de la « carte orange » ; ses possibilités d'extension.

— **M. Briane** : **Développement économique du Massif central** [19 novembre 1975] (p. 8646, 8647) : crédits affectés aux routes nationales du Massif central et autoroutes Clermond-Ferrand—Saint-Etienne.

• *aux questions orales sans débat de* :

— **M. Vizet** (n° 24345) : **Commissariat à**

l'énergie atomique [28 novembre 1975] (p. 9134) : l'entrée de l'énergie nucléaire dans l'ère industrielle ; les mesures prises en août afin de faire progresser l'activité du CEA et d'assurer une meilleure situation à son personnel.

— **M. Ducoloné** (n° 24154) : **Régie Renault** [28 novembre 1975] (p. 9136) : le projet de réorganisation de la Régie Renault ne concernera que le redéploiement des responsabilités au sein de la direction générale du groupe, sans porter atteinte ni au personnel, ni aux structures, ni à l'ordonnance de janvier 1945.

— **M. Haesebroeck** (n° 23617) : **Crise de l'industrie textile** [28 novembre 1975] (p. 9137) : la crise déclenchée par l'avènement des fibres synthétiques ; la dégradation des cours en 1974 ; le rétablissement des visas techniques ; les accords bilatéraux d'auto-limitation entre la CEE et les pays tiers exportateurs ; le rôle du comité interprofessionnel de rénovation des structures de l'industrie textile.

— **M. Poperen** (n° 23089) : **Chômage à Naphtachimie** [28 novembre 1975] (p. 9139) : conditions nécessaires à l'octroi de crédits du plan de relance : engagements d'opérations d'investissement, création d'emplois industriels, création de capacité de production.

— **M. Krieg** (n° 22598) : **Vitesse des poids lourds** [28 novembre 1975] (p. 9140) : prorogation de l'arrêté dérogatoire de 1974 dans l'attente de décision prise à l'échelon européen.

• *aux questions au Gouvernement de* :

— **M. Chinaud** : **Majoration des loyers de certains immeubles** [7 avril 1976] (p. 1443, 1444) : la libération des loyers des logements de la catégorie II A.

— **M. Canacos** : **Paiement des loyers** [19 mai 1976] (p. 3193) : les mesures prises pour protéger les locataires de bonne foi ; le nombre des expulsions n'a pas augmenté.

— **M. Andrieu** : **Modernisation du canal du Midi** [19 mai 1976] (p. 3194) : étude du dossier de modernisation du canal du Midi dans le cadre du VII^e Plan.

— **M. Gantier** : **Loyers de la catégorie II A** [16 juin 1976] (p. 4183, 4184) : fonctionnement de la commission de recours gracieux.

• *aux questions orales sans débat de* :

— **M. Pignion** (n° 32226) : **Malfaçons de construction à Saint-Pol-sur-Ternoise** [8 octobre 1976] (p. 6489, 6490) : l'application des articles 98 et 104-4 du code de l'urbanisme ; étude d'une réforme de l'assurance en matière de construction ; la volonté d'accélérer le règlement de tels sinistres en assurant le préfinancement des réparations.

— M. Mesmin (n° 32228) : **Libération de certains loyers et blocage des prix** [8 octobre 1976] (p. 6492) : situation des locataires de la catégorie II A.

— M. Baillot (n° 33769) : **mise à la disposition des mal-logés de logements inoccupés** [10 décembre 1976] (p. 9247) : l'utilité de l'existence d'un volant de logements inoccupés ; les difficultés de commercialisation des logements neufs ; la prochaine réforme de l'aide au logement facilitera la solution du problème des mal-logés.

• à la question au Gouvernement de :

— M. Louis Baillot : **Expulsions de locataires** [6 avril 1977] (p. 1575) : les expulsions pratiquées dans les cas extrêmes ; l'effort d'information et de prévention accompli ; le décret visant à assouplir le régime des saisies ; la récente réforme de l'aide au logement.

• aux questions orales sans débat de :

— M. Delehedde (n° 37524) : **Déviations d'une route nationale à Arras** [29 avril 1977] (p. 2349, 2350) : le coût élevé de la déviation de la route nationale 39 à Arras ; les autres priorités à satisfaire dans le Pas-de-Calais et la région du Nord.

— M. Maurice Blanc (n° 38271) : **Réseau routier national de Savoie** [27 mai 1977] (p. 3185) : l'effort de désenclavement des départements alpins ; les réalisations autoroutières ; les dotations dont la Savoie a bénéficié.

— Mme Chonavel (n° 38378) : **Composition des conseils d'administration des HLM** [27 mai 1977] (p. 3186) : projet de décret relatif à la représentation des locataires ; représentation des élus locaux ; contrôle des offices par l'Etat ; réexamen de la situation lors de la mise au point des mesures tirées du rapport Guichard sur les collectivités locales.

— M. Porelli (n° 38396) : **Ateliers SNCF d'Arles** [27 mai 1977] (p. 3187, 3188) : l'évolution de la technique a rendu les ateliers d'Arles excédentaires ; l'activité y est maintenue pour des raisons sociales.

— M. Denis (n° 38025) : **Allocation de logement de certaines personnes âgées** [3 juin 1977] (p. 3400, 3401) : refus d'accorder l'allocation-logement aux personnes âgées habitant dans un immeuble appartenant à leurs descendants (décret du 21 janvier 1972) ; application de cette règle aux jeunes et aux infirmes ; nouvel examen de la situation par le Gouvernement (étude sur les plans juridique et financier).

— M. Guilliod (n° 38037) : **Trafic bananier sur la ligne des Antilles** [3 juin 1977]

(p. 3401, 3402) : la modernisation des transports maritimes entraînant le recours à la « conteneurisation » ; l'avenir économique des Antilles exige cette insertion dans l'évolution des frets ; l'engagement de la compagnie générale maritime de ne pas augmenter les tarifs.

— M. Savary (n° 38579) : **Activités de l'ex-CII à Toulouse** [3 juin 1977] (p. 3403) : le ralentissement de l'expansion de la grande informatique et la reconversion vers la petite informatique, la construction de matériel téléphonique et électronique ; les départs rendus nécessaires par la spécialisation du personnel ; la subvention au groupe Thomson, l'aide à la CII (commandes sur la gamme Iris) ; la décentralisation à Toulouse de Logabax.

• aux questions au Gouvernement de :

— M. Bégault : **Construction d'HLM individuelles dans les petites communes rurales** [15 juin 1977] (p. 3794) : mesures prises pour favoriser ces constructions ; alignement de la charge foncière des HLM locatives individuelles sur les HLM en accession à la propriété ; les logements individuels représentant 20 % de la construction d'HLM locatives ; simplification de la procédure d'acquisition des immeubles anciens par les petites communes rurales.

— M. Canacos : **Office public d'HLM de la région parisienne** [15 juin 1977] (p. 3798, 3799) : le pouvoir de tutelle du Gouvernement ; le travail d'assainissement du nouveau directeur général ; préparation d'un décret prévoyant la présence de représentants des locataires dans les conseils d'administration des HLM.

• à la question orale sans débat de :

— M. Gau (n° 3913) : **Aménagement du Voironnais** [17 juin 1977] (p. 3962, 3963) : perspectives tracées par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la région grenobloise ; situation favorable de la région de Grenoble ; impossibilité d'envisager l'extension à la région des aides au développement régional ; mise en œuvre d'une programmation des infrastructures et des zones d'activité ; projets de raccordement à l'autoroute A 48 et de réaménagement des centres urbains.

• aux questions au Gouvernement de :

— M. Andrieu : **Office interdépartemental d'HLM de la région parisienne** [5 octobre 1977] (p. 5839) : sauvegarde des intérêts des locataires ; préparation d'un texte associant les locataires à la gestion des offices.

— Mme Fritsch : **Situation du crédit mutuel** [5 octobre 1977] (p. 5842, 5843) :

hommage aux caisses mutuelles de crédit ; importance de leur rôle dans la distribution des prêts conventionnés.

— **M. Sénès** : **Lotissements réalisés dans le cadre du concours de la maison individuelle** [9 novembre 1977] (p. 7222) : malfaçons dans les maisons réalisées dans le cadre du concours de la maison individuelle sous l'égide de la compagnie Bas-Rhône-Languedoc ; ouverture d'un prêt complémentaire de l'Etat de 20.000 F par maison ; prise en charge par l'Etat des cinq premières annuités de remboursement ; réforme de l'assurance construction.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Baumel** (n° 41918) : **Extensions de bureaux dans les Hauts-de-Seine** [25 novembre 1977] (p. 7959) : utilisation des bureaux inoccupés dans la région parisienne ; le développement de l'emploi dans les Hauts-de-Seine.

— **M. Dronne** (n° 42381) : **Répartition des aides au développement régional** [25 novembre 1977] (p. 6960) : révision de la carte des aides ; situation du département de la Sarthe bénéficiant de la prime de localisation des activités tertiaires.

— **M. Bonhomme** (n° 42380) : **Réforme du fonds national des calamités agricoles** [25 novembre 1977] (p. 7961) : mesures prises par le Gouvernement à la suite des récentes calamités agricoles ; objections soulevées par l'institution d'une contribution obligatoire à l'ensemble des exploitants.

— **M. Valbrun** (n° 42325) : **Rocade nord-ouest de Lille** [2 décembre 1977] (p. 8220) : le rôle de cette voie est de permettre un bon écoulement du trafic lillois ; des traversés en tranchées diminueront les nuisances pour les riverains.

— **M. Bouulloche** (n° 42513) : **Vote des Français de l'étranger** [2 décembre 1977] (p. 8221) : suppléant de M. de Guiringaud, ministre des Affaires Etrangères dont il lit la réponse ; la nécessité pour le Président de la République de faire connaître aux Français expatriés les mesures prises pour le renforcement de leurs liens avec la patrie.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Daillet** : **Participation des entreprises locales aux chantiers du département de la Manche** [14 décembre 1977] (p. 8709) : augmentation de 2 % par an du pourcentage des marchés publics confiés à des petites et moyennes entreprises ; possibilité de confier une partie des travaux de la centrale nucléaire de Flamanville à des entreprises locales.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Débat sur la politique générale du Gouvernement** (n° 9) [11 avril 1973] (p. 798) : précise les objectifs de son groupe ; (p. 799) : rappelle les priorités fondamentales : politique de la jeunesse, justice sociale, qualité de la vie ; demande un meilleur exercice des prérogatives parlementaires ; souhaite que la majorité soit ouverte et tolérante, que le Gouvernement ait un projet global de société ; croit possible une troisième voie ; souhaite que l'on aille plus avant dans la participation, et que l'on construise l'Europe des hommes ; souhaite que des expériences témoins soient développées dans le domaine des conditions de travail ; demande la rénovation du service armé ; souhaite que le Gouvernement ait une programmation de ses tâches et applique sans délai les lois votées par le Parlement ; (p. 800) : demande un plus large effort d'information, une administration plus humaine et moins technocratique ; souhaite que le Gouvernement utilise pleinement son pouvoir ; propose la création d'une commission parlementaire de l'application des lois ; demande un aménagement de la loi sur le service national et une refonte profonde du système des bourses ; demande la correction des inégalités sociales, le renforcement de l'aide aux personnes âgées, aux veuves d'artisans, aux handicapés, l'accroissement des revenus modestes et la parité devant la maladie pour les commerçants et artisans ; (p. 801) : demande une politique d'aménagement du territoire plus proche des Français et une politique foncière audacieuse ; précise que son groupe croit pouvoir pratiquer le centrisme d'action et de responsabilité, mais que cet engagement exige des contreparties ; donne au Gouvernement non un blanc-seing mais un rendez-vous.

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1155) : souhaite que les groupes de travail avancent rapidement dans leurs travaux et que le prochain budget privilégie certaines situations catégorielles ; la poursuite de l'action en faveur des veuves et des ascendants ; la suppression des conditions de ressources pour l'octroi de la pension à taux spécial ; demande une meilleure application du rapport constant ; la réanimation du fonds social de l'office des anciens combattants ; demande que les anciens prisonniers de guerre bénéficient sans tarder de la retraite à taux plein à soixante ans ; évoque les revendications des anciens d'Algérie et la question de la

levée des forclusions ; souhaite que les jeunes générations comprennent la mission des anciens combattants.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4200) : ses explications de vote ; la comparaison entre le programme commun et l'action du Gouvernement ; le refus de la confiance du peuple à la gauche aux élections législatives ; les valeurs de la société occidentale exposées par M. Mitterrand et l'incompatibilité de la défense de ces valeurs avec certaines alliances ; le bilan de l'action gouvernementale ; l'amorce de la réforme fiscale contenue dans le budget ; la réforme des conditions de travail qui va prochainement être discutée ainsi que la réforme des finances locales et de l'abaissement de l'âge électoral ; ses souhaits de la réforme du droit de l'entreprise ; l'insuffisance de communication entre le Gouvernement et les Français ; (p. 4201) : la nécessité de pratiquer une politique foncière novatrice ; la politique de la France face au conflit israélo-arabe ; l'insuffisance d'explication de l'action gouvernementale dans le pays ; la nécessité d'expliquer aux Français ce que le Gouvernement français a fait pour défendre les victimes au Chili ; le refus de voter la motion de censure ; la confiance de l'Union centriste, un engagement pas un abandon.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [19 octobre 1973] (p. 4605). **Avant l'Article 49** : son amendement : coefficient relatif au taux de variation du loyer applicable lors de la prise d'effet du bail à renouveler.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646)** :

Discussion générale [24 octobre 1973] (p. 4709) : croissance et stratégie du changement économique ; (p. 4710) : stratégie des changements sociaux ; équipements collectifs ; mesures de justice fiscale ; inflation ; Plan ; retraités ; bourses ; gratuité scolaire ; lutte contre la fraude fiscale ; travaux du centre d'étude des coûts et des revenus ; impôt sur le capital ; fiscalité foncière ; système social de la nation ; souhaite un débat global sur le système de compensation démographique entre les différents régimes de sécurité sociale ; (p. 4711) : harmonisation progressive des régimes sociaux ; son inquiétude quant à l'article 11 de la loi de finances ; budget et Plan ; lutte contre l'inflation ; suggère une politique globale en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux ; (p. 4712) : concertation sociale, désordre social, objectifs essentiels à atteindre.

Première partie :

Discussion des articles [26 octobre 1973] (p. 4873). **Article 11** : amendement Fontanet à la loi de ratification des ordonnances de 1968 prévoyant la présentation annuelle du budget social de la nation ; ses observations sur la mise en œuvre de la compensation, option fondamentale de la fiscalisation ; article 11 assorti d'un rendez-vous.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5745) : politique de la montagne ; aide aux agriculteurs et politique globale de la montagne ; impératif majeur des désenclavements ; présence des services publics ; effort de concertation au niveau des administrations ; (p. 5746) : aide aux petites villes de montagne ; hôtellerie de type familial en moyenne montagne ; action diversifiée selon les massifs ; structures d'action par massif montagneux ; dotations accordées à la montagne.

Travail, emploi et population, rapporteur pour avis [15 novembre 1973] (p. 5825) : ses observations sur les crédits destinés aux problèmes de population ; dresse un bilan démographique et un bilan de l'immigration ; stabilisation du taux de natalité ; changement de structure de l'immigration ; politique familiale et politique d'intégration des immigrés ; (p. 5826) : minimum familial de croissance ; fiscalité ; travail de la femme ; logement ; prêts du crédit foncier et des caisses d'allocations familiales ; crédits du service social d'aide aux immigrés ; ses observations sur la politique d'immigration.

— **Proposition de loi**, adoptée par le Sénat, relative à l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident occasionné à un assuré social par un tiers (n° 258), rapporteur. **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7157) : controverses juridiques autour de ce problème ; problème de l'application actuelle du principe de l'action en remboursement des caisses et de ses conséquences concrètes ; droit de la caisse à obtenir le remboursement des prestations versées mais à l'exclusion de la part d'indemnité de caractère personnel correspondant aux souffrances physiques ou morales endurées par la victime et exerce plus efficace des droits de recours de la sécurité sociale. **Discussion des articles** (p. 7158) : **Article premier** : son amendement : droit de la caisse au remboursement des prestations mises à sa charge et définition de la limite de ce droit ; (p. 7159) : ses observations sur les sous-amendements de M. Gerbet (p. 7159) ; **Article premier bis** : son amendement de forme ; son amendement

complémentaire à son amendement à l'article premier ; **Article 2** (p. 7160) : son amendement de forme ; (p. 7161) : accepte l'amendement de M. Donnez relatif au champ d'application de la loi.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 442) : souhaite que la mesure monétaire prise le 19 janvier s'accompagne de mesures sociales et de dispositions propres à aider les petites et moyennes entreprises ; souhaite que soit levée l'interdiction de la couverture de change à terme à l'importation pour plus de trois mois ; (p. 443) : associer aux pays développés certains pays en voie de développement qui souffrent du renchérissement de l'énergie.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [16 novembre 1974] (p. 6574, 6575) : l'action de l'Etat dans le domaine de la construction sera redéfinie sur la base des études qui seront menées à leur terme en 1975 ; en matière de logements sociaux, les autorisations de programme non utilisées seront automatiquement reportées sur 1975 ; défense de la programmation en valeur ; hausse des coûts des HLM en accession à la propriété ; (p. 6576) : HLM en milieu rural ; le logement des handicapés physiques ; (p. 6577) : association Qualitel ; les résultats du plan-construction ; l'information des Français dans le domaine de l'urbanisme et du logement ; disparition de la bourse d'échange du logement ; (p. 6596) : répond aux orateurs ; HLM coopératives ; habitat ancien ; personnes âgées ; sous-traitance ; contrat avec les chauffagistes ; (p. 6598) : allocation-logement. **Article 51** (p. 6602) : sur l'amendement n° 107 de M. Canacos et n° 416 de M. Bécam : la bourse d'échange du logement n'est plus adaptée aux besoins.

1975

— **Propositions de loi portant droit de reprise** (n°s 71, 84, 671, 885, 1313). **Discussion générale** [18 avril 1975] (p. 1892) : apparition depuis 1962 de la nécessité d'apporter une protection spéciale aux personnes âgées ; ne pas dépasser un certain seuil de ressources ; caractère dérogatoire de la mesure envisagée ; (p. 1893) : l'actualisation d'un texte qui a évité des excès ; cas où le droit de reprise peut présenter un caractère social ; délai que le juge des référés peut accor-

der en cas d'expulsion ; son indignation devant les pratiques condamnées par M. Fanton ; le projet de loi relatif à la protection des occupants. **Discussion de l'article unique** (p. 1894) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Canacos : prévoir un taux d'invalidité supérieur à 80 % ; et non 50 % ; adopté ; (p. 1895) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Canacos.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [28 octobre 1975] (p. 7400) : la quantité de logements financés en 1976 ; le soutien de l'activité dans le secteur du bâtiment ; l'importance donnée aux PIC ; l'affectation sociale des aides de l'Etat ; (p. 7401) : le privilège accordé au secteur locatif le plus social ; la réactualisation de l'allocation-logement ; l'ANAH ; l'effort consenti en faveur du logement en 1976 ; (p. 7402) : un budget qui amorce les axes de développement de demain ; l'habitat ancien et le rôle de l'ANAH ; l'effort d'information sur le logement ; le concours « maisons individuelles » ; (p. 7403) : les perspectives d'avenir ; (p. 7421) : les progrès accomplis en matière de logement ; les impayés de loyers ; (p. 7422) : la part réservée au logement social ; les conséquences d'un blocage général des loyers ; la rénovation des HLM ; la protection des acquéreurs de maisons individuelles ; les prêts du Crédit agricole ; les crédits du plan de soutien ; (p. 7423) : l'amélioration de l'habitat rural ; les mesures en faveur de la Réunion ; le rôle de l'ANAH ; l'aide personnalisée ; (p. 7424) : l'allocation-logement pour les personnes âgées ; le cas des petits logements. **Examen des crédits. Après l'Article 52** (p. 7426) : ses observations sur l'amendement n° 136 ne présente pas les inconvénients qui ont été soulignés. **Article 70** (p. 7427) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Dubedout ; ne pas entraver le développement du secteur locatif intermédiaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° 1512). **Première lecture** [27 novembre 1975]. **Discussion générale** (p. 9010) : rappelle que trop souvent des opérations de rénovation et de réhabilitation ont donné lieu à des excès qu'il faut combattre ; le Gouvernement trouve inadmissible, comme les parlementaires qui ont déposé de nombreuses propositions de loi, que certains par la duperie et le mensonge poussent des personnes modestes à renoncer à leurs droits ; meilleure information des locataires ; délai de réflexion d'un mois avant la signature définitive de la convention de logement ; (p. 9011) : la réglementation des cessions de « taudis » ; interdiction des ventes en copropriété d'immeubles insalubres ; en réponse à M. Peretti, indique que la vente

de logements HLM en centre ville risquerait d'accélérer la ségrégation sociale ; le blocage des loyers signifie l'impossibilité, pour de petits propriétaires, d'entretenir le parc soumis à la loi de 1948 ; (p. 9015) : répond aux orateurs : marque sa préférence pour l'aide personnalisée ; prendre garde que les propriétaires ne confisquent l'aide personnalisée apportée à leurs locataires. **Discussion des articles. Article premier bis** (p. 9018) : marque sa préférence pour un critère de la distance de relogement fixée en fonction des circonscriptions administratives. **Article 7** (p. 9021) : propose d'étendre l'interdiction de mise en copropriété aux immeubles de la catégorie III B ; (p. 9024) : sur l'amendement n° 14 de la commission, souligne les difficultés d'accorder au locataire un droit de préemption de l'appartement qu'il habite en cas de travail. **Deuxième lecture** [19 décembre 1975]. **Discussion des articles. Article 6** (p. 10100) : juge la procédure votée par le Sénat plus efficace que l'autorisation prévue par l'amendement n° 10 de M. Fanton ; (p. 10102) : fait valoir que l'amendement n° 10 de M. Fanton risque de retarder le déroulement d'opérations de réhabilitation de logements anciens ; estime plus efficace le recours au juge ; (p. 10103) : se prononce en faveur de l'amendement n° 3 de M. Magaud et du sous-amendement n° 12 de M. Foyer.

— **Sur le rappel au règlement de M. Hamel** [28 novembre 1975] (p. 9135) : raison de l'absence du ministre de l'industrie et de la recherche.

— **Propositions de loi relatives aux sociétés coopératives d'HLM** (n°s 300, 677, 709). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9806) : l'intérêt qu'attache le secrétaire d'Etat au vote de la proposition de loi ; l'assouplissement des dispositions en vigueur sans diminuer pour autant leur vertu protectrice.

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès des salariés à la propriété des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel et à la construction d'immeubles locatifs d'entreprise** (n° 1534). **Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10145, 10156) : voit dans la proposition de loi un élément qui concourt à la réussite de la politique d'information du Gouvernement ; trouve justifiée l'utilisation des fonds de l'intéressement ; souhaite voir préciser la portée des dérogations. **Discussion des articles. Article 2** (p. 10147) : son amendement n° 2 : recourir à l'ensemble des organismes collectant le 1 % ; adopté. **Article 4** (p. 10148) ; son amendement n° 3 : limiter les dérogations du blocage des fonds de l'intéressement ; adopté après adoption d'un sous-amendement de M. de Préaumont. **Article 5** (p. 10149) : son amendement n° 4 : limiter à 20 heures par an

l'activité de la commission ; adopté ; son amendement n° 5 : subordonner l'adjonction d'experts à l'accord du chef d'entreprise ; adopté ; son amendement n° 8 : précise les modalités de la rémunération des experts ; adopté. **Article 6** (p. 10149) : son amendement n° 6 : de forme ; adopté.

1976

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès des salariés à la propriété et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel** (n° 1534). **Deuxième lecture. Discussion générale** [13 mai 1976] (p. 2966) : est favorable au texte proposé.

— **Rappel au règlement de M. Dubedout** [29 juin 1976] (p. 4899) : discussion du projet de loi sur l'urbanisme.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement** (n° 71). **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4900) : accepte l'examen séparé des deux articles. **Discussion des articles** [29 juin 1976] : **Article premier** (p. 4901) : est d'accord avec M. Bignon ; indique à M. Claudius-Petit qu'il tiendra compte de son observation. **Article 2** (p. 4902) : indique que le Gouvernement s'en est remis à la sagesse du Sénat ; souhaite l'adoption rapide du texte.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). **Deuxième partie** :

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7121) : le bilan de l'année en cours ; une très forte demande dans le secteur de l'accès à la propriété sociale ; la consommation médiocre des crédits HLM destinés à la location ; des causes d'origine conjoncturelle et structurelle ; (p. 7122) : la solidarité ; les efforts accomplis ; les excédents au niveau national en ILM, caisse de prêts et crédit foncier et en PIC ; la transformation des crédits inutilisés en HLM, accession, PSI et primes à l'amélioration de l'habitat rural ; la nouvelle présentation budgétaire ; l'accroissement de l'effort en faveur de l'amélioration de l'habitat ancien ; le rapport Nora ; le fonds d'aménagement urbain ; des procédures nouvelles ; le programme nouveau d'action sur l'habitat ; le parc social et inconfortable pour les organismes d'HLM ; (p. 7123) : l'utilisation du fonds d'action conjoncturel dans le secteur du logement ; les liens entre le projet de budget et la réforme ; l'historique de la réforme ; son urgence ; un rodage ; les crédits relatifs aux

aides aux travaux dans l'ancien ; le seul des volets contenu dans le budget de 1977 ; ses projets consécutifs au vote de l'aide personnelle ; les actions sur l'environnement et la politique du logement ; l'action sur les mécanismes financiers et sur la qualité ; « Qualitel » ; (p. 7124) : accroître l'usage et l'efficacité des outils ; l'action quotidienne d'amélioration de la qualité ; la politique d'économie d'énergie ; la demande d'habitat individuel ; l'information, la protection, la participation, éléments d'un nouveau droit social du logement ; donner à cette politique contractuelle des bases indiscutables ; les actions exemplaires de participation menées par le groupe « Habitat et vie sociale » ; l'utilisation des organismes d'HLM ; (p. 7139) : l'excès de la critique de M. Claude Michel ; le problème des logements vacants ; ses causes ; le caractère inconfortable de six millions de logements ; les expulsions ; le problème de l'inconduite ; la participation ; les OPAC ; le travail effectué avec l'union des HLM ; des logements locatifs sociaux ailleurs que dans les lointaines périphéries ; le réflexe antiségrégatif ; l'accession à la propriété pour les foyers modestes ; les exonérations fiscales ; (p. 7140) : l'habitat ancien ; la politique menée en faveur des plus pauvres ; les personnes âgées ; les petits ensembles et les maisons individuelles ; l'aide à la décohabitation ; les clubs de troisième âge ; la protection des acquéreurs de maisons individuelles ; la publicité ; l'assurance construction ; articulation des aides à la personne et à la pierre ; la qualité du logement ; les fonds d'intéressement pour l'accession à la propriété ; l'allocation logement augmentée ; les progrès dans les locaux collectifs résidentiels ; l'Alsace ; la diminution des mises en chantier ; les promesses de M. Chirac en ce qui concerne le Nord ; (p. 7141) : la politique de réhabilitation et de conventionnement ; la comptabilisation des HLM ; les FAC ; l'amélioration des HLM ; ne pas négliger la notion de coût global. **Examen des crédits : Article 46** (p. 7142) : repousse l'amendement n° 108 de M. Canacos ; (p. 7143) : est favorable à l'amendement n° 157 de M. Papon ; son sous-amendement n° 222 concernant les nouveaux locataires qui souscrivent ; adopté ; est favorable aux amendements n°s 159, 160, 161 de M. Papon défendus par M. Torre ; (p. 7144) : est favorable à l'amendement n° 162 de M. Papon.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631).** **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9367) : un tournant important de la politique du logement en France ; la méthode utilisée pour la mise en œuvre concrète de la réforme ; les principales étapes de sa démarche ; la volonté de concertation ; les quatre

reproches principaux ; la conception de la réforme ; la traduction législative de la réforme ; l'accompagnement et l'application de la loi ; la réforme entre deux conceptions extrêmes : entre l'aide à la pierre et l'allocation de logement ; un souci de réalisme ; le recours au conventionnement ; la traduction législative de la réforme ; (p. 9368) : l'efficacité sociale de la réforme ; l'accès des ménages modestes au logement confortable ; l'accession à la propriété pour les ménages de revenus modestes ; les accusations de désengagement de l'Etat ; les obstacles imprévus ; l'impact de la réforme ; le décloisonnement du secteur du logement ; (p. 9369) : conforter les organismes HLM, les sociétés de crédit immobilier ; les difficultés imprévues ; le rodage de la réforme ; les départements pilotes ; le bilan avant le vote du budget de 1978 ; les techniques utilisées dans le logement neuf ; dans le secteur ancien ; les aides personnalisées ; l'expérimentation de la réforme ; (p. 9379) : la part active de M. Dubedout aux travaux de la commission spéciale ; les vraies questions : le financement des organismes d'HLM, le problème de la péréquation, une instauration de péréquation nationale, le problème de l'utilisation des déductions fiscales ; l'effort en faveur de l'habitat ancien ; les inexactitudes de M. Dubedout : le désengagement de l'Etat, la ségrégation renforcée, les barèmes, le sort des sociétés de crédit immobilier ; (p. 9380) : une démarche expérimentale ; le choix des organismes d'HLM entre l'ancien système et le nouveau ; (p. 9390) : les groupes de concertation auxquels auraient été conviées les associations de locataires ; les syndicats tenus au courant ; [15 décembre 1976] (p. 9452) : l'habitat rural ; le crédit agricole ; l'amélioration des nouveaux PICN ; les propriétaires occupants âgés ; l'avenir des sociétés de crédit immobilier et des coopératives ; le montant moyen de l'APL en 1985 ; le financement des mesures nouvelles ; ses réponses aux orateurs communistes ; la liberté de l'habitat ; ses divergences sur le choix des moyens ; des mesures contraires à la liberté de l'habitat ; (p. 9453) : le renforcement de l'aide à la pierre préconisé par les communistes ; les « 4000 » à La Courneuve ; la réhabilitation de ces ensembles ; les logements vacants dans l'inconfort ; la liberté de choix portée en germe par la réforme ; la commission Barre et la concertation ; (p. 9454) : l'impact de la réforme sur l'activité du bâtiment ; une réforme non ségrégative ; les coopératives ; l'accession à la propriété ; l'apport personnel ; le logement locatif ; la diminution de l'aide à la pierre et le livre blanc HLM ; la qualité des prix plafonds ; la politique de l'accession ; le surloyer supprimé lors du conventionnement ; les risques d'une disper-

sion du patrimoine locatif construit avec l'aide de l'Etat ; les cas d'attribution de l'APL ; les problèmes d'urbanisme ; le transfert total de l'aide à la pierre et l'arrêt de la construction ; le tiers payant ; (p. 9455) : l'équilibre général financier du système ; le conventionnement ; rendre aux Français la liberté de choix ; les prix plafonds ; la notion de coût global. **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 9457) : son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 47 de M. Bécam mettant en valeur l'accession à la propriété comme un objectif majeur de la réforme et substituant la notion d'occupant à celle de personne aidée ; (p. 9458) : aucune référence à la mobilité résidentielle ; souhait du Gouvernement d'accroître cette mobilité résidentielle ; la lutte contre la ségrégation sociale ; s'oppose au sous-amendement n° 130 de M. Denvers à l'amendement n° 47 de M. Bécam ; (p. 9459) : la création de deux conseils consultatifs ayant des missions distinctes : le conseil de l'aide personnalisée au logement et le conseil national de l'accession à la propriété ; les inconvénients d'une fusion de ces deux instances ; s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Bécam ; (p. 9460) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 148 de M. Denvers ; deux fonctions différentes pouvant être mises en œuvre par deux conseils ; conteste le chiffre de douze commissions pour le logement ; l'omission du Parlement en matière de politique du logement ; (p. 9462) : son sous-amendement n° 111 à l'amendement n° 50 de M. Bécam : les cas et les conditions de réversion de tout ou partie de l'aide reçue ; son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 50 de M. Bécam supprimant le droit de préemption ; le prix de la préemption fixé par les domaines ; sous-amendements n° 111 et n° 112 adoptés [16 décembre 1976]. **Article 2** (p. 9488) : les deux temps d'action concernant les logements-foyers. **Article 3** (p. 9490) : est favorable à l'amendement n° 118 de M. Briane ; indique qu'un enfant étudiant donnera droit à l'allocation logement ; les problèmes techniques délicats d'un système d'aide modulée sur les ressources ; le dialogue avec les responsables de la caisse nationale d'allocations familiales ; souhaite le retrait des amendements n° 58 de M. Bécam et n° 15 de M. Ralite ; (p. 9491) : sa volonté de dialogue ; son sous-amendement à l'amendement n° 58 de M. Bécam insérant le mot « notamment » ; ne souhaite pas être lié ; indique qu'est prise en considération la proposition d'abattement présentée par la commission ; rechercher les modalités d'un abattement qui soit applicable ; sous-amendement repoussé ; (p. 9492) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Ralite ; indique que les

dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 2 s'appliquent aux logements-foyers. **Article 4** (p. 9505) : demande le retrait de l'amendement n° 64 de M. Bécam. **Article 5** : le malentendu sur l'amendement n° 65 de M. Bécam ; le texte du Gouvernement plus large que celui de l'amendement n° 65 de M. Bécam ; (p. 9506) : l'absence de contradiction sur l'amendement n° 65 de M. Bécam. **Article 6** : accepte l'amendement n° 66 de M. Bécam mais s'oppose à son amendement n° 67 ; (p. 9507) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 67 de M. Bécam ; s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Denvers. **Article 7** (p. 9508) : souligne l'intérêt du mot « notamment » au deuxième alinéa de l'article 7 ; (p. 9509) : la généralisation de la demande du Sénat ; possibilité de réclamer au bailleur une contribution ; le profil d'un nouvel équilibre financier ; les deux sortes d'organismes de construction ; la moralisation du système ; la discussion des normes nationales ; tenir compte des organismes qui sont au bout de leurs possibilités de péréquation ; (p. 9510) : les dangers de l'amendement n° 42 de M. Pinte ; demande à M. Pinte de retirer cet amendement. **Article 9** (p. 9512) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Ralite ; (p. 9514) : le choix entre une aide affectée ou non ; les arguments en faveur d'une aide affectée ; (p. 9515) : l'efficacité sociale ; ne pas créer un risque inflationniste ; s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Mesmin et aux amendements n° 134 de M. Briane et n° 74 de M. Bécam ; le passage nécessaire par l'affectation de l'aide au logement ; (p. 9516) : propose la suppression du mot « prêteur » dans le troisième alinéa de l'article 9 et dépose un amendement dans ce sens ; adopté ; (p. 9517) : indique que le décret assimilant les résidents ou occupants de logements-foyers aux locataires rendrait l'amendement n° 7 de M. Andrieu inutile. **Article 11** (p. 9517) : demande le retrait de l'amendement n° 25 de M. Renard et n° 76 de M. Bécam qu'il trouve trop complexes ; (p. 9518) : se rallie à l'amendement de M. Bécam. **Article 14** (p. 9519) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Bécam ; l'intérêt d'une commission spéciale et en appel, d'une juridiction administrative ; éviter le jeu des questions préjudicielles ; l'aide personnalisée différente d'une prestation sociale. **Après l'article 16** (p. 9523) : les priorités à dégager ; retient la méthode préconisée par la commission mais la réserve aux cas prioritaires ; (p. 9524) : la démolition des logements insalubres ; indique que l'amendement n° 114 du Gouvernement n'enfoncé pas une porte ouverte ; l'application du système au parc prioritaire ; le risque de provoquer des tensions entre propriétaires et locataires si on allait plus loin ; ne pas contraindre là où

l'incitation pourrait porter ses fruits ; (p. 9125) : l'extension ultérieure du système proposé par l'amendement n° 114 du Gouvernement. **Article 17** (p. 9531) : préfère le maintien des conditions de peuplement. **Article 19 A** : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Claudius-Petit ; éviter la spéculation ; (p. 9534) : la possibilité pour le propriétaire d'exercer le droit de reprise ; mettre fin à des situations critiquables ; est prêt à accepter l'amendement n° 89 de M. Bécam et l'amendement n° 142 de M. Claudius-Petit. **Article 23** (p. 9535) : reprend l'amendement n° 119 de M. Briane : application des dispositions de la loi du 12 juillet 1967 ; adopté ; (p. 9536) : reprend l'amendement n° 120 de M. Briane précisant quel sera le régime de l'allocation entre la date d'acceptation du nouveau bail et la date d'entrée en vigueur de celui-ci ; adopté. **Article 24** (p. 9537) : indique qu'il n'y a pas de problème quant à la possibilité pour les organismes d'HLM de vendre éventuellement leurs appartements et d'articuler le statut de locataire avec le statut de nouvel accédant. **Article 27** (p. 9538) : les problèmes posés par une compétence judiciaire ; l'importance d'une compétence administrative ; le tribunal administratif appelé à statuer seulement en cas de difficulté d'interprétation de la convention ; souhaite une compétence des tribunaux de l'ordre administratif. **Seconde délibération** [16 décembre 1976] : **Article 17 bis** (p. 9543) : son amendement n° 1 précisant que la convention entre l'Etat et le bailleur soit de caractère administratif ; un point important pour la protection des locataires et un système qui doit protéger les locataires ; les inconvénients du retour à un contentieux judiciaire ; indique que si l'Etat a conclu un contrat de droit privé, c'est le juge judiciaire qui doit résilier la convention ; demande à M. Fanton s'il est d'accord pour que les conventions puissent être résiliées par l'Etat et non par le juge ; propose de substituer à l'amendement n° 1 un texte consistant à ne faire référence qu'au droit commun ; (p. 9544) : accepte l'amendement n° 3 de M. Fanton ; amendement n° 1 devenu sans objet. **Article 27** : son amendement n° 2 tendant à la suppression de l'article 27 ; amendement n° 3 de M. Fanton prévoyant une résiliation unilatérale par l'Etat, critère du caractère administratif du contrat ; son compromis si aucune disposition ne règle le contrat ; s'oppose au rétablissement de l'article 27 qui prévoit un contentieux judiciaire ; le caractère essentiel de la résiliation unilatérale par l'Etat dans le cas de bailleur abusif ; retiré. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9790) : son amendement n° 1 à l'article 16 *ter* : l'application des conventions sur la demande des deux tiers des occupants

d'un immeuble ancien ; les dangers du texte de la CMP ; (p. 9791) : les conséquences du conventionnement si le préfet « enjoint » ; l'attitude des locataires si le préfet ne fait pas d'injonction ; une procédure très contraignante génératrice de conflits permanents dans les immeubles et concernant trois millions de logements ; les procédures auxquelles fait référence l'amendement du Gouvernement ; les procédures de la loi Vivien et de la loi Malraux ; les conséquences de l'utilisation en priorité du conventionnement obligatoire sur pétition des locataires dans tout immeuble quel qu'il soit ; les risques causés par le texte de la CMP ; amendement n° 1 adopté.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Equipement et aménagement du territoire.
— **Logement** [17 novembre 1977] (p. 7572) : la réforme de l'aide au logement ; l'expérimentation de la réforme ; les modalités de préparation des textes d'application ; le fonctionnement des mécanismes de la réforme ; les résultats ; l'amélioration de la qualité des logements locatifs ; l'efficacité sociale de l'APL ; (p. 7573) : l'accession à la propriété ; le problème de l'apport personnel ; la gestion des crédits budgétaires ; le projet de budget pour 1978 ; l'accentuation de l'effort en faveur de l'habitat existant ; l'instauration de deux nouvelles aides pour les personnes âgées propriétaires ; l'application de la réforme du logement dans l'habitat existant ; le problème du conventionnement ; le développement des opérations programmées ; (p. 7574) : la construction neuve ; le programme locatif ; l'accession à la propriété ; les taux pratiqués par le Crédit mutuel ; les crédits affectés à l'aide personnalisée au logement ; le rythme d'application des nouvelles procédures ; le caractère volontaire du processus de conventionnement ; la distribution aux départements des crédits affectés à la construction des logements locatifs neufs ; l'application de la réforme dans le domaine de l'accession à la propriété ; (p. 7575) : la dotation des départements de prêts HLM accession et de PSI en janvier 1978 ; les mesures de transition mises en place ; la mise des organismes d'HLM au contact du marché ; donner aux organismes d'HLM les moyens d'une gestion moderne ; les options de régime dont bénéficient les organismes d'HLM dans le secteur locatif ; la mise en place de financements exceptionnels pour pallier la conséquence du blocage des loyers ; le développement des crédits d'aide à l'amélioration des patrimoines ; la garantie du maintien d'activité donnée aux organismes d'HLM dans le secteur de l'ac-

cession à la propriété ; le développement de l'accession à la propriété ; l'action consacrée à l'habitat ancien ; donner la priorité à l'usage du logement ; (p. 7591) : les garanties de financement du secteur HLM ; l'étude de l'évolution des besoins en logements ; la construction de locaux collectifs résidentiels ; la réalisation des prêts conventionnés ouvrant droit à l'APL par le Crédit mutuel ; l'application du conventionnement dans l'habitat existant ; la vie associative ; l'engagement des crédits relatifs aux opérations « habitat et vie sociale » ; les opérations « acquisition-réhabilitation » ; la progressivité des prêts pour l'accession à la propriété ; l'utilisation des crédits de 1977 destinés à l'habitat ancien ; l'amélioration des HLM ; l'utilité de l'aide réservée aux personnes âgées dans le cadre des programmes d'action prioritaires du ministère de la santé ; l'apparition d'un guide de l'habitat ancien ; l'efficacité sociale de l'APL ; la prise en compte dans le calcul de l'APL des chutes de revenus brutales ; le système de l'apport personnel ; le réalisme des loyers d'équilibre ; le paiement par les caisses d'allocations familiales des APL ; l'accord de l'UNIL sur l'aide à l'apport personnel mise en place par les centres inter-professionnels du logement des départements pilotes ; les conséquences de la limitation de la hausse des loyers HLM ; le statut de la copropriété ; la participation des locataires dans les opérations programmées ; (p. 7593) : les déductions fiscales ; l'habitat dans les bassins miniers ; la réhabilitation des immeubles anciens ; le programme de logements sociaux à Paris ; la construction d'HLM ; les logements vides ; la construction de logements avec l'APL par les offices HLM de la Seine-Saint-Denis ; les propositions communistes relatives à l'assistance généralisée des citoyens ; le principe de l'aide à la pierre ; l'organisation de journées d'études administratives en vue de l'application de la réforme de l'APL ; la concertation avec le groupe parlementaire d'études des problèmes de la construction et du logement ; l'amélioration de l'habitat rural ; la construction d'HLM locatives en milieu rural ; (p. 7594) : la consultation généralisée des Français sur les problèmes de l'habitat ; la parution prochaine des décrets relatifs aux primes d'amélioration à l'habitat rural ; les problèmes du monde agricole vis-à-vis de l'accession à l'APL. **Examen des crédits : Etat C - Titre VI** (p. 7595) : son amendement n° 240 : modification du montant des autorisations de programme et des crédits de paiement ; l'utilisation des crédits de bonifications d'intérêts destinés aux départements d'outre-mer ; adopté. **Article 56** (p. 7597) : la réforme du logement ; bannir la ségrégation des logements ; (p. 7598) : le soutien financier des organismes d'HLM ; l'adoption par ces orga-

nismes de l'ancien ou du nouveau système d'aide au logement ; les clés de passage de l'ancien au nouveau système dans le secteur locatif et celui de l'accession à la propriété ; (p. 7599) : son amendement n° 199 : inclusion dans l'enveloppe des crédits des emprunts contractés auprès de la caisse des prêts aux organismes d'HLM en vue de l'accession à la propriété ; adopté. **Article 57** : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 229 de M. Canacos ; le plafond du nombre des logements conventionnés. **Après l'Article 57** (p. 7600) : la protection de l'activité des organismes d'HLM ; le maintien de l'activité des HLM dans le domaine de l'accession à la propriété ; (p. 7601) : le soutien financier des organismes d'HLM par la caisse nationale de crédit agricole et par le crédit foncier.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147). Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article 1^{er}** (p. 8431) : les conséquences pour les jeunes ménages du non-relèvement régulier du prix des loyers des organismes HLM ; (p. 8432) : son amendement n° 65 : conditions de révision en 1978 des loyers, redevances et indemnités d'occupation des immeubles et modalités de plafonnement des hausses ; (p. 8433) : l'avis favorable du Gouvernement sur les sous-amendements n°s 71, 72 et 73 de M. Charles Bignon à son amendement n° 65 ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 66 : définition du loyer de référence ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 74 de M. Charles Bignon à son amendement n° 66 ; adopté. **Article 3** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 7 de M. Cressard et 27 de M. Charles Bignon. **Article 4** : son amendement n° 51 rectifié : l'extension des dispositions au cas de reconduction tacite ou expresse de la convention de location ou du bail ; (p. 8434) : l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 82 de M. Bouloche à son amendement n° 51 rectifié ; adopté. **Après l'Article 4** : la satisfaction de l'amendement n° 46 rectifié de M. Bouloche par le texte du projet. **Article 5** : son amendement n° 67 : modalités d'application des articles 1^{er}, 2 et 4 aux garages, places de stationnement, jardins ou locaux accessoires ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 8435) : son amendement n° 68 : inapplication des dispositions des articles 1^{er} et 5 aux conventions relatives au montant des loyers des locaux classés dans la catégorie 2 A ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 75 de M. Charles Bignon ; adopté ; son amendement n° 69 : dérogation à l'application des articles 1^{er}, 2, 4 et 5 ; l'inapplication des dispositions de la loi aux baux conclus en application de l'article 3 *sexies* de la loi de 1948 ; (p. 8436) : la réintégration dans le champ d'application de la loi des baux conclus en

application de l'article 3 *sexies* de la loi de 1948 lorsqu'ils font suite à un bail conclu en application de l'article 3 *ter* ; la prise en considération de la situation des locataires intéressés ; la nouvelle rédaction de l'amendement n° 69 du Gouvernement ; (p. 8437) : l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 84 de M. Boulloche à son amendement n° 69 ; les difficultés financières des organismes HLM ; amendement n° 69 rectifié adopté ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de M. Briane sous réserve d'une modification rédactionnelle ; les modalités du calcul du coefficient déterminé par l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1950. **Après l'Article 6** (p. 8438) : la préservation des droits du preneur ; l'équilibre des droits du preneur et du bailleur ; son amendement n° 81 : possibilité d'une révision amiable ou judiciaire des baux à construction ; demande à l'Assemblée d'adopter provisoirement l'amendement n° 81 ; l'engagement du Gouvernement de réexaminer le texte de l'amendement ; adopté ; (p. 8439) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de M. Charles Bignon ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Boulloche ; le « livret du locataire » ; les modalités d'application des dispositions de l'amendement n° 48 rectifié de M. Boulloche ; (p. 8440) : la recommandation de la commission nationale des charges locatives relative à la délivrance des quittances ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 48 rectifié.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (n° 3199). Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 8972) : les défauts du régime actuel de l'assurance-construction ; le retard à assurer les réparations ; la détermination des responsabilités ; (p. 8973) : la proportion importante des intervenants dans la construction qui ne sont pas assurés pour les risques qu'ils font peser ; la dilution des responsabilités ; l'accroissement de la charge globale des sinistres ; le rapport de la commission Spinetta ; l'affaire de La Courneuve ; le problème posé à Stains ; les « chalandonettes » ; la réforme du financement du logement ; les garanties de l'usager ; la garantie décennale ; la garantie contractuelle ; la garantie de parfait achèvement ; (p. 8974) : le recours à l'assurance-dommages ; le cas concret de son application ; les avantages de la réforme pour le secteur de la construction ; la réorganisation du contrôle technique ; les garanties mises en place ; l'isolation phonique ; la solidarité instaurée entre les fabricants et les metteurs en œuvre ; les conditions nécessaires au bon fonctionnement de l'assurance-dommages ; l'élaboration d'un projet très strict de police-dommages ; le problème de la con-

servation de la preuve ; la mise en place de clauses contractuelles types ; (p. 8975) : la mise en place d'une expertise qualifiée ; le secteur de l'assurance ; éviter que le nouveau dispositif ne se traduise par de nouvelles charges pour les entrepreneurs ; l'utilisation de la retenue de la garantie ; la concertation avec l'Assemblée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8976) : souhaite l'adoption du texte par le Parlement ; mettre en place une assurance-dommages véritablement efficace ; l'avis très favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 82 de M. Richomme ; (p. 8977) : l'avis défavorable du Gouvernement sur les sous-amendements n° 94 et n° 96 de M. Gilbert Mathieu à l'amendement n° 83 de M. Richomme ; l'application du projet de loi aux travaux de réhabilitation. **Article 2 : Article 1792-1 du code civil** (p. 8978) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de M. Richomme. **Article 1792-2 du code civil** (p. 8979) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 84 de M. Richomme. **Article 1792-3 du code civil** : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. Richomme et n° 72 de M. Alfonsi. **Article 1792-4 du code civil** (p. 8980) : éviter que le sous-traitant ne se trouve solidaire du locateur d'ouvrage ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 73 de M. Alfonsi. **Article 1792-6 du code civil** (p. 8981) : son amendement n° 90 : conditions dans lesquelles est prononcée la réception ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Richomme ; la faculté pour les parties de recourir à l'arbitrage pour l'établissement de la réception ; (p. 8982) : l'indication par le juge de la nécessité ou non de la procédure de la réception des travaux ; (p. 8983) : la nécessité d'appeler en discussion commune les amendements n° 91 du Gouvernement et n° 45 de M. Gilbert Mathieu ; adopté ; son amendement n° 91 : conditions dans lesquelles la prise de possession peut être réputée valoir réception ; la protection de l'accédant à la propriété ; retiré ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Richomme ; (p. 8984) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Richomme ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de M. Gilbert Mathieu ; propose une modification rédactionnelle à l'amendement n° 14 de M. Richomme ; retire sa proposition de modification et accepte la rédaction de l'amendement n° 14 de M. Richomme ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Gilbert Mathieu ; (p. 8985) : le caractère contradictoire des amendements n° 48 rectifié et n° 44 de M. Gilbert Mathieu vis-à-vis de l'article 1792-6 du code civil ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de

M. Gilbert Mathieu ; (p. 8985) : demande la réserve du vote sur l'article 2. **Article 2 bis** : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 15 de M. Richomme et n° 50 de M. Gilbert Mathieu. **Article 3** (p. 8986) : demande un vote par division sur l'amendement n° 16 rectifié de M. Richomme ; son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 16 rectifié de M. Richomme : interruption du délai de demande en justice sauf dispositions contractuelles stipulant une durée supérieure ; adopté ; (p. 8988) : le maintien de la position du Gouvernement relative à la suppression du second alinéa de l'amendement n° 16 rectifié de M. Richomme. **Après l'Article 5** (p. 8988) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 53 de M. Gilbert Mathieu et n° 97 de M. Richomme. **Article 6** (p. 8989) : l'importance particulière du respect des règles en matière d'isolation phonique ; ne pas figer les progrès de la construction ; l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 54 de M. Gilbert Mathieu et n° 17 de M. Richomme ; la politique entreprise par le Gouvernement contre le bruit ; l'éventualité du caractère obligatoire des règlements de construction sans aucune référence contractuelle ; l'utilité du règlement de construction ; (p. 8990) : la confusion entraînée par l'introduction de l'idée de « bon fonctionnement » ; son avis favorable sur l'amendement n° 76 de M. Alfonsi ; son avis défavorable sur les amendements n° 55 de M. Gilbert Mathieu et n° 18 de M. Richomme ; (p. 8991) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 19 de M. Richomme ; son avis défavorable sur les amendements n° 3 de M. Canacos et n° 77 de M. Alfonsi ; les relations entre le niveau d'isolation et la structure de l'immeuble ; ne pas s'en remettre à l'appréciation subjective de l'occupant ; les conséquences éventuelles sur les transactions immobilières de l'adoption des amendements n° 3 de M. Canacos et n° 77 de M. Alfonsi ; se déclare prêt à porter le délai de constatation du respect des règles d'isolation phonique à trois mois ; (p. 8992) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement verbal de M. Gilbert Mathieu. **Article 7** (p. 8996) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Richomme ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 57 de M. Gilbert Mathieu ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 86 de M. Richomme ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 86 de M. Richomme. **Article 9** (p. 8997) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de M. Richomme ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Richomme. **Article 11** : **Article L 241-1 du code des assurances** : l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 69 de M. Mesmin et n° 93 de

M. Lauriol ; l'avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 26 de M. Richomme ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 26 de M. Richomme et n° 59 rectifié de M. Gilbert Mathieu ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Richomme ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 59 rectifié de M. Gilbert Mathieu ; (p. 8999) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 98 de M. Mesmin ; le caractère facultatif de l'assurance couvrant les constructions d'ouvrages de génie civil ; l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 27 de M. Richomme et n° 99 de M. Mesmin ; la nécessité d'inclure les bâtiments industriels et agricoles dans le champ d'application de la loi ; (p. 9000) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de M. Gilbert Mathieu. **Article L 241-2 du code des assurances** (p. 9001) : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n°s 29 et 87 de M. Richomme. **Article L 242-1 du code des assurances** : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n°s 30 et 31 de M. Richomme ; (p. 9002) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 61 rectifié de M. Gilbert Mathieu ; le rôle de l'assurance-dommages obligatoire ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 88 de M. Richomme ; l'avis favorable du Gouvernement sur la rectification proposée par M. Foyer à l'amendement n° 88 de M. Richomme ; (p. 9003) : la nécessité de porter le délai de versement de la provision à cinq mois ; la prise en considération des dispositions de l'amendement n° 62 de M. Gilbert Mathieu lors de l'établissement des clauses types. **Article L 242-2 du code des assurances** (p. 9004) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Richomme. **Avant l'Article L 242-3 du code des assurances** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 36 rectifié de M. Richomme. **Article L 243-1 du code des assurances** : l'avis favorable du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 64 de M. Gilbert Mathieu. **Article L 243-6 du code des assurances** (p. 9005) : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 37 de M. Richomme et n° 80 de M. Alfonsi. **Après l'Article 11** (p. 9006) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de M. Gilbert Mathieu ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de M. Gilbert Mathieu. **Avant l'Article 12** (p. 9007) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de M. Gilbert Mathieu ; les conditions de saisine de la commission de la concurrence. **Article L 242-1 du code des assurances** (p. 9008) : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 34 de M. Richomme et n° 63 de M. Gilbert Mathieu. **Article 12** : la néces-

sité de définir « le maître de l'ouvrage ».

Article 13 : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 39 de M. Richomme ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de M. Gilbert Mathieu ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 89 de M. Richomme ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de M. Richomme. **Article 14** (p. 9009) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Richomme ; demande une seconde délibération sur les articles 2 et 6 du projet de loi. **Seconde délibération du projet de loi. Article 2** : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de l'article 2 relatif aux dispositions des six alinéas de l'article 1792 du code civil ; le rejet par l'Assemblée de la procédure de réception tacite après prise de possession ; amendement n° 1 adopté. **Article 6** (p. 9010) : son amendement n° 2 ; fixation du délai de garantie à six mois ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9168) : la supériorité de l'expression « responsabilité présumée » par rapport à la notion de responsabilité de plein droit ; les expressions retenues par la jurisprudence de la Cour de cassation ; la nécessité d'inscrire dans la loi les termes : « présumé responsable ». **Discussion des articles. Article premier** (p. 9169) : intégrer dans la rédaction de l'article 1792 du code civil la notion de responsabilité présumée ; (p. 9170) : la jurisprudence de la Cour de cassation ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 7 de M. Richomme ; propose un sous-amendement rédactionnel sur l'amendement n° 7 ; adopté. **Article 2** (p. 9171) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Richomme ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Gilbert Mathieu ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Gilbert Mathieu. **Article 5 bis** (p. 9172) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Richomme. **Article 11** (p. 9173) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Richomme ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Richomme ; (p. 9174) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 11 de M. Richomme ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Richomme. **Article 11 ter** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Gilbert Mathieu. **Article 11 bis (suite)** (p. 9175) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Richomme. **Article 13** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Richomme. **Commission mixte paritaire** (p. 9175) : demande la constitution d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la res-

ponsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction ; (p. 9179) : l'avis favorable du Gouvernement sur le texte proposé par la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi portant modification de l'Article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3116). Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9167) : l'actualisation du droit de préemption des SAFER ; l'adhésion du Gouvernement au texte proposé par la commission mixte paritaire.

BARTHE (Jean-Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(7^e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPÔTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **VI. Développement scientifique (n° 686)** [10 octobre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **VI. Recherche (n° 1235)** [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la nationalisation des banques de dépôts et d'affaires privées, des établissements de crédit, des sociétés d'assurances, des principaux holdings financiers et de leurs prolongements et à la démocratisation de l'ensemble du système bancaire et financier (n° 1451) [19 décembre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le

projet loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Tome VI. Recherche (n° 1921) [10 octobre 1975].

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Tome VI. Recherche (n° 2534) [12 octobre 1976].

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Tome VI. Recherche (n° 3152) [11 octobre 1977].

— Proposition de loi tendant à assurer la réparation intégrale des accidents du travail (n° 3317) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• question au Gouvernement :

— Sécurité du personnel d'Usinor-Dunkerque [12 juin 1974] (p. 2610).

• questions orales avec débat de :

— MM. Labbé (n° 14998), Carpentier (n° 15162), Berthelot (n° 15168), Bégault (n° 15297), Cabanel (n° 15345) : Problèmes de l'emploi [11 décembre 1974] (p. 7693) : situation de l'emploi dans le Nord, Pas-de-Calais ; (p. 7694) : la nécessité de revoir l'aménagement du territoire de cette région ; le retard apporté à la construction du tunnel sous la Manche.

• question au Gouvernement :

— Grève à Usinor-Dunkerque [28 mai 1975] (p. 3289).

• questions orales avec débat de :

— MM. Boudet (n° 18971), Falala (n° 19360), Ducoloné (n° 19428), Coulais (n° 19952) et Gau (n° 19963) : Problèmes de l'emploi [4 juin 1975] (p. 3683) : situation des femmes et des jeunes à la recherche d'un emploi ; le droit au travail ; abaissement de l'âge de la retraite ; les stages de préformation et les contrats d'emploi-formation ; (p. 3684) : la société socialiste proposée aux jeunes par la gauche.

• questions au Gouvernement :

— Conflit au port de Dunkerque [13 avril 1977] (p. 1754, 1755) : conflit entre les travailleurs du port de Dunkerque et la direction d'Usinor ; application de la loi Croizat du 6 septembre 1947.

— Restructuration de l'industrie sidérurgique [1^{er} juin 1977] (p. 3262) : emploi des fonds publics par les entreprises sidérurgiques ; avenir des travailleurs dans ce secteur ; la nationalisation souhaitée par les travailleurs.

INTERVENTIONS

1973

— Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale (n° 642) [6 juin 1973] (p. 1819) : gratuité de l'enseignement ; aide sociale en faveur des familles ; charges supportées par les parents, étude de la fédération des parents d'élèves des écoles publiques ; frais afférents à l'enseignement technique ; pénalisation des familles les plus modestes, bourses nationales ; injustice du système ; amenuisement de l'aide, accroissement des charges pesant sur les familles ; enquête concernant un CES nationalisé de l'Allier ; charges pesant sur les collectivités locales ; coût des élèves pour la municipalité de Calais ; calcul des subventions pour la construction de locaux scolaires, incendie du CES Ernest-Pailleron, responsabilité pénale du maire, financement des travaux ; (p. 1820) : restaurants scolaires ; déficit supporté par les contribuables locaux ; inapplication de la gratuité de l'enseignement ; promesses du Gouvernement ; fermeture de classes en milieu rural, crédits du prochain budget ; conclusions de la commission d'étude sur la gratuité de l'enseignement ; politique préconisée par le programme commun de la gauche, réalisation effective de la gratuité ; aide financière en faveur des familles de condition modeste ; réforme des finances locales, accroissement de la part consacrée au budget de l'éducation nationale.

— Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5367) : rapporteur pour avis ; sa référence à une déclaration de Joliot-Curie en 1945 sur la place de la science ; nette insuffisance de l'enveloppe globale de la recherche ; retard de notre pays sur les autres puissances européennes et mondiales ; évolution des crédits civils de recherche et de développement à l'intérieur de la CEE ; hypothèse basse du VI^e Plan ; nombre de chercheurs ; secteur industriel et secteur public ; progrès des sciences et indépendance nationale ; crédits du CEA ; recherches à finalités socio-économiques ; recherches relatives à l'environnement ; recherches visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs ; (p. 5368) : ses questions relatives aux grands programmes : CEA, projet d'usine civile de séparations isotopiques, accord CII-Siemens-Philips, sort du matériel de l'Eldo restant à Kourou ; ses observations sur la politique spatiale ; programme de lanceurs L JJJ S ; Marots ; satellite de navigation ; programme national ; programmes bilatéraux et participation aux

programmes multilatéraux ; subventions versées aux entreprises privées ; aide au développement ; demande un contrôle très strict de l'utilisation des fonds publics ; affaire du CEMA ; cessation d'activités de la société COCEAN ; clarté des documents budgétaires et rapidité de leur mise à la disposition des parlementaires ; s'élève contre la non-communication du rapport de M. Pliton sur la gestion du CNEXO.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Industrie et recherche, rapporteur pour avis [14 novembre 1974] (p. 6358) : le Gouvernement n'a tenu aucun compte des avis précédents ; l'effort national de recherche est en diminution par rapport au produit national brut ; la situation des chercheurs ; les incertitudes du Plan calcul ; le programme spatial est l'exemple d'un pilotage à vue ; (p. 6360) : la détérioration de l'instrument de recherche ; la commission de la production demande de rejeter les crédits consacrés à la recherche. **Etat B - Titre III** (p. 6406) : amendement n° 155 : réduction de crédits pour manifester le désaccord de la commission sur la politique en matière de chercheurs ; repoussé. **Etat B - Titre IV** (p. 6406) : amendement n° 156 corrigé : réduction de crédits pour la délégation générale à la recherche scientifique et technique ; repoussé. **Etat C - Titre V** (p. 6407) : amendement n° 157 : réduction des autorisations de programme pour le Plan calcul ; repoussé ; (p. 6406) : amendement n° 159 : réduction des autorisations de programme pour les subventions à la CII ; repoussé. **Etat C - Titre VI** (p. 6407) : amendement n° 158 : mettre de l'ordre dans les subventions ; repoussé.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1570). **Discussion des articles** [13 mai 1975] (p. 2578). **Article 6** : absence de tout crédit nouveau pour l'éducation.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3548) : l'insuffisance du budget en matière de recherche scientifique ; la constante diminution des crédits de la recherche ; la multiplication des efforts faits par les autres pays en ce domaine ; le manque de moyens financiers dont se ressentent les secteurs de pointe ; l'exemple de l'énergie nucléaire ; entreprendre un large programme de recherche fondamentale ; (p. 3549) : améliorer l'utilisation de nos ressources ; le sacrifice de l'intérêt national au profit des sociétés américaines en matière d'énergie nu-

cléaire ; octroyer au CEA des crédits suffisants ; le secteur de l'informatique ; l'échec du Plan calcul ; la perte du caractère national de la CII ; recourir à la nationalisation ; créer une société d'informatique ; le cas de l'industrie aéronautique et de Citroën ; le programme relatif aux PTT : une réponse à l'attente des trusts ; le détournement et le gaspillage des fonds publics ; l'inféodation aux monopoles multinationaux ; la politique du parti communiste : remettre à la nation les moyens du progrès économique et social ; (p. 3550) : rendre à la nation et aux travailleurs la véritable maîtrise du développement de notre société.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6189) : l'accentuation des déséquilibres due à la politique du Gouvernement ; (p. 6190) : ne plus se préoccuper des entreprises multinationales mais apporter à la région Nord-Pas-de-Calais le ballon d'oxygène dont elle a besoin.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Industrie et recherche, rapporteur pour avis [6 novembre 1975] (p. 7994) : l'insuffisance des crédits en matière de recherche ; la mise des députés devant le fait accompli ; la CII et sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis ; la réforme du CEA ; (p. 7995) : donner aux chercheurs la possibilité de travailler librement.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4622) : la diminution croissante de l'effort de recherche ; l'insuffisance des objectifs du VII^e Plan en ce domaine ; la dépendance vis-à-vis de firmes privées géantes ; le bradage de l'informatique, de la recherche nucléaire, de la recherche spatiale nationale à des sociétés étrangères ; le sacrifice de la recherche fondamentale à la rentabilité immédiate ; la nécessité d'un renversement de cette orientation ; (p. 4623) : afin que la science et la technique deviennent un puissant instrument de progrès de toute la société.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Industrie et recherche, rapporteur pour avis pour la recherche [16 novembre 1976] (p. 8098) : le 1,7 % du budget de la recherche ; réorienter notre politique de recherche ; la recherche fondamentale ; le PAP du VII^e Plan ; (p. 8099) : la politique de l'emploi ; les allocations de recherche ; l'utilisation des fonds

publics ; le CNRS ; Rhône-Poulenc ; la CII-Honeywell-Bull ; amplifier l'effort de recherche ; augmenter les crédits de la recherche fondamentale ; son avis défavorable au budget ; l'avis favorable de la commission.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630). Discussion des articles** [9 décembre 1976] **Article 2** (p. 9151, 9152) : les difficultés des collectivités locales à acquérir des terrains ; la part d'autofinancement des communes ; les procédures de plus en plus longues et de plus en plus lourdes ; souhaite une politique fondée sur le contrôle par les collectivités locales de la vente et du prix des terrains dans tous les secteurs à urbaniser. **Après l'Article 3** (p. 9162) : soutient l'amendement n° 38 rectifié de M. Frelaut exonérant de la taxe d'habitation les personnes en situation de chômage le gageant par la suppression de l'impôt fiscal ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 9170) : soutient l'amendement n° 5 de M. Legrand : le maintien et l'augmentation de la production du charbon en France ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche, débat du 12 octobre 1977, *J.O. Débats* du 19 octobre 1977, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges ; (p. 6320) : les nouvelles formes d'énergie ; l'énergie nucléaire ; l'effort de recherche en matière d'énergie solaire ; la diffusion des connaissances scientifiques ; les différents aspects des problèmes de l'édition scientifique en langue française ; la situation du Palais de la découverte.

Services du Premier ministre. — VI. Recherche, rapporteur pour avis [19 octobre 1977] (p. 6330) : la création d'un secrétariat d'Etat chargé de coordination de la politique de recherche ; l'évolution de l'enveloppe recherche ; la poursuite d'une politique d'austérité et de stagnation ; la finalité de la recherche ; l'insuffisance des crédits de fonctionnement et d'équipement ; l'insuffisance du nombre des chercheurs français ; les conclusions de la commission.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7364) : l'évolution du chômage ; le cas de la région Nord - Pas-de-Calais ; l'inadéquation de la formation et des emplois ; la falsification de la réalité du chômage ; le dégonflage artificiel des statistiques du chômage ; la loi du 5 juillet

1977 ; l'action du CNPF ; le cas des entreprises Peugeot ; le caractère temporaire des emplois proposés aux jeunes ; (p. 7365) : le retard pris dans l'application du PAP relative à la formation des jeunes ; l'action du parti communiste français.

BAS (Pierre)

Député de Paris
(4^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant au paiement mensuel des pensions civiles et militaires de retraite (n° 82)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier la législation fiscale en ce qui concerne les délais imposés aux contribuables pour produire certaines déclarations (n° 83)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relatif à l'exercice du droit de reprise à l'égard de certains occupants âgés (n° 84)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 mai 1930 afin de soumettre au Conseil de Paris tout projet entraînant une dérogation de hauteur en matière de construction dans le périmètre de Paris délimité par l'enceinte des Fermiers généraux (n° 85) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 14 de la loi modifiée n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse (n° 86) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article L 71 du code électoral relatif au vote par procuration (n° 87) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à taxer les emballages plastiques (n° 139) [12 avril 1973] ; retrait de cette proposition le 24 mai 1973 (p. 1575).

— **Proposition de loi** tendant à soumettre au taux majoré de la TVA les publications et ouvrages dont la vente est interdite aux mineurs de dix-huit ans (n° 140) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la défense de la langue française (n° 306) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** améliorant les prestations familiales, créant le salaire maternel, instituant des prêts aux jeunes foyers et un fonds national de secours aux mères en détresse (n° 661) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à l'amélioration du quotient familial et à l'établissement d'une plus grande justice fiscale pour les familles et les personnes ayant charge d'enfants (n° 662) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** instituant des mesures de protection et de soutien à l'égard des jeunes femmes enceintes (n° 663) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** organique portant modification de l'article 3, paragraphe 1, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 926) [22 janvier 1974].

— **Proposition de loi** relative au transfert au Panthéon des cendres de Mme Eugénie Eboué (n° 1142) [10 juillet 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à modifier l'article 50 du règlement de l'Assemblée nationale relatif à la tenue des séances plénières (n° 1228) [10 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à élargir le champ d'application de l'assurance maternité (n° 1264) [23 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce (n° 1862) [30 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1224) tendant à assurer la protection des acheteurs d'œuvres d'art (n° 2210) [22 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les articles 10, 24 et 62 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 modifiée portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (n° 2789) [13 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à admettre les dons d'œuvres d'art originales effectués au profit de la réunion des musées nationaux, des musées de l'Etat, des départements et des communes, en déduction du revenu ou du bénéfice imposable, au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés (n° 3399) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions orales avec débat de :

— MM. Fillioud (n° 900), Leroy (n° 1188), de Broglie (n° 1242), Flornoy (n° 1243), Michel Durafour (n° 1262), Claudius-Petit (n° 1265) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1500, 1501, 1505) : manière dont les adversaires du Gouvernement ont caricaturé les propos du ministre ; organisation de la séance ; heures pendant lesquelles les débats sont télévisés.

• questions au Gouvernement :

— **Libération des prisonniers du Tchad** (Mme Claustre, M. Combe) [13 novembre 1974] (p. 6278, 6279).

— **Sort de certains ressortissants vietnamiens** [30 avril 1975] (p. 2270) : aide aux familles vietnamiennes désirant rejoindre les leurs en France.

— **Situation du Parisien libéré** [21 mai 1975] (p. 2940).

• question orale sans débat :

— (n° 20134) : **Situation démographique** [20 juin 1975] (p. 4571) : importance du problème démographique ; la dénatalité ; l'aide aux familles ; (p. 4572, 4573) : création d'un ministère de la femme et de la famille ; l'aide aux mères célibataires ; la révision du quotient familial ; sa proposition

tendant à créer un institut de protection de la vie.

• *questions au Gouvernement :*

— **Libération anticipée d'un condamné** [12 mai 1976] (p. 2931) : libération anticipée de Dominique Calzi, auteur d'un livre, *B, comme Barbouze*.

— **Rénovation du marché Saint-Germain à Paris** [2 novembre 1977] (p. 6840, 6841) : projet de rénovation voté à l'unanimité par le conseil de Paris.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5509) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances tendant à réduire les crédits destinés à l'Opéra de Paris ; (p. 5510) : se félicite du plan de rénovation de la vie musicale dotant Paris d'un Opéra de qualité ; demande la conclusion d'accords entre l'Opéra et l'ORTF.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5628) : gratuité ; (p. 5629) : gratuité et réalités pédagogiques, ses observations sur l'application de la gratuité, production des livres, programme de Provins.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7031) : rappelle le taux des décès par avortement en Angleterre, bien que l'avortement y soit permis ; la difficulté d'empêcher les avortements clandestins ; les dangers de l'avortement quelle que soit la façon dont il est pratiqué ; (p. 7032) : nécessité de ne pas capituler devant l'avortement et d'accorder aux futures mères les moyens de garder leur enfant ; nécessité de simplifier l'adoption ; propositions de loi qu'il a déposées en vue de venir en aide aux familles et aux futures mères ; proposition de loi tendant à la création d'un institut pour la protection de la vie, d'un salaire maternel et d'une aide maternelle immédiate ; opinion des élus opposée à celle des sondages d'opinion ; forces qui s'opposent aux institutions, aux églises, à l'armée, à la famille ; opinion du professeur Lejeune ; pari sur la science et sur la conscience ; (p. 7033) : danger de l'euthanasie ; conséquences dramatiques de l'avortement légal en Roumanie ; choix de la vie contre la mort.

— **Projet de loi modifiant les articles L 792 et L 893 du code de la santé publique,**

(n° 777). **Discussion des articles** [20 décembre 1973]. **Article 2 :** (p. 7256) : s'étonne que les autorités compétentes du bureau d'aide sociale et du conseil de Paris n'aient pas été consultées sur ce projet en ce qui concerne le bureau d'aide sociale de Paris ; situation juridique du bureau d'aide sociale de Paris, gestion, crédit et personnels de BAS, statut des cadres A ; souhaite l'application aux personnels de direction du bureau d'aide sociale de Paris des dispositions statutaires régissant les mêmes catégories de personnels à l'administration générale de l'assistance publique à Paris.

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7120) : le projet prévoit un avortement « libre » jusqu'à dix semaines ; aucun contrôle sérieux ne sera possible ; avortement à la demande ; (p. 7121) : qu'est devenue la charité ? ; rappelle ses propositions de loi relatives à la politique familiale ; associations « SOS » futures mères ; l'irresponsabilité masculine ; l'avortement d'extrême détresse ; (p. 7122) : les macabres utilisations des fœtus ; le courage des parents des jeunes handicapés ; bientôt l'euthanasie ; Nietzsche ; (p. 7123) : ne pas créer une zone de basse pression démographique ; on ne fait pas d'expérimentation avec la morale ; avortement et destruction de la société ; (p. 7124) : ce projet n'aurait pas vu le jour si la nation avait été consultée. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974] (p. 8128). **Article 4** dénonce le danger d'eugénisme contenu dans la notion d'avortement thérapeutique ; son amendement n° 1 supprime l'extension de l'avortement thérapeutique.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° 1285). **Discussion des articles** [17 avril 1975] (p. 1808) : **Article 3 bis** : son amendement n° 4 : compléter l'article par les mots « pris en Conseil d'Etat » ; repoussé. (p. 1816) : **Article 11** : son amendement n° 15 ; supprimer le mot « essentiel » ; imprecision trop grande du terme ; retiré. (p. 1819) : **Après l'article 12** : ses observations sur l'amendement n° 61 de M. Pierre Weber. **Explications de vote** (p. 1830) : problème posé par le mot coordination ; les assurances données par le ministre ; le souci de l'UDR d'aboutir à un changement de société ; son vote favorable.

— **Proposition de loi relative à la défense de la langue française** [6 juin 1975] (n° 517). **Discussion générale** (p. 3856) :

la faible conscience de la place réelle occupée par la langue française dans le monde ; le danger d'une servitude culturelle progressive ; la dégradation visible de notre langue ; (p. 3857) : les domaines d'intervention du législateur ; ne pas porter préjudice au développement de notre économie ni atteinte aux libertés fondamentales ; ouvrir une ère nouvelle dans le domaine de la défense et de l'expansion de notre langue ; les travaux du haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Première lecture** [9 octobre 1975]. **Discussion des articles** : **Article 2** (p. 6728, 6729) : son amendement n° 365 : préciser que le versement de la taxe n'est pas dû pour les constructions et cessions des organismes à but non lucratif, à fins charitables, sociales, sanitaires, éducatives ou culturelles dans le cadre de la gestion normale de leur patrimoine ; (p. 6730) : déclare que l'amendement ne vise qu'à maintenir dans le droit les dispositions favorables aux œuvres philanthropiques ; (p. 6731) : soutient de nouveau la cause des organismes à but philanthropique ; (p. 6732) : accepte de supprimer l'adjectif « culturelles » afin d'éviter tout abus possible ; réservé jusqu'au débat sur le sous-amendement n° 487 ; (p. 6732) : son sous-amendement n° 487 : absence de versement pour la construction des édifices du culte ; réservé par suite de la réserve de l'article 2 [14 octobre 1975]. **Article 8** (p. 6826) : reproche au Gouvernement de laisser aux élus communistes le soin d'affecter des versements qui n'iront sûrement pas aux Petites Sœurs des Pauvres ; (p. 6838) : sur l'amendement n° 155 de M. Fanton, soutient la thèse du Gouvernement. **Article 2 (suite)** (p. 6842) : son amendement n° 365 : maintenir l'exonération qui existe depuis l'ordonnance du 30 décembre 1958 ; rendre un peu moins pauvres les associations culturelles sans enrichir les promoteurs ; l'exemple de la suppression de la taxe sur les figues par le calife de Bagdad ; l'état de l'Armée du Salut et des Petites Sœurs des Pauvres ; (p. 6844) : plaide à nouveau la cause des organismes à but non lucratif ; amendement n° 365 ; adopté ; (p. 6846) : son sous-amendement n° 487 ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 513 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 2** (p. 9032) : retire son amendement n° 79 proche de l'amendement n° 39 de M. Fanton ; (p. 9032, 9033) : déclare ne pas être convaincu par les arguments de M. Galley à l'encontre de l'amendement n° 39 de M. Fanton ; estime qu'il existe un problème des édifices culturels situés au sein des villes.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Culture. Examen des crédits [3 novembre 1975]. **Article 36** (p. 7756) : l'insuffisance des mesures concernant l'imprimerie de labeur ; les méfaits de la reprographie ; la diminution de la taxe sur la reprographie ; son amendement n° 181 : « supprimer l'article 36 » ; estime que le secrétaire d'Etat à la culture n'a pas répondu à sa question relative à la diminution de la taxe sur la reprographie ; retire son amendement.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8309) : son hommage à la police ; les sujétions spéciales de la police parisienne ; (p. 8310) : réorganiser la formation des policiers ; les tâches innombrables de la police parisienne ; la faveur de l'orateur au procédé de l'ilotage ; la police, garantie des libertés.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° 1733). **Discussion des articles** [25 novembre 1975] : **Article premier** (p. 8904) : son amendement n° 36 : assiette de la contribution ; domaine public ; rémunération de l'auteur s'il n'y a pas de vente au public ; retiré. **Article 7** (p. 8917) : son amendement n° 37 supprimant l'extension du droit de suite aux ventes faites par l'intermédiaire d'un commerçant (article 40 de la loi du 11 mars 1957) ; l'impossibilité d'appliquer ce texte faute d'un règlement d'administration publique ; adopté. **Explications de vote** (p. 8919) : le groupe UDR, unanime, votera le projet de loi.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9189) : le rôle joué par Paris dans notre histoire ; (p. 9190) : l'attitude du pouvoir central face à Paris ; la sous-représentation de la population parisienne ; augmenter le nombre des conseillers ; faire des commissions d'arrondissement de véritables conseils afin d'animer la vie démocratique locale ; (p. 9191) : faire célébrer les mariages par des élus et non par des préposés ; la rudesse de la tâche qui sera celle du maire de Paris ; la situation financière de la ville de Paris ; la nécessité pour le maire d'avoir des états-majors et une majorité solides ; (p. 9192) : avoir donné une solution au problème municipal de la capitale, honneur du Gouvernement. **Discussion des articles** [3 décembre 1975] : **Article 14** : (p. 9272) : son amendement n° 6 ; retiré. **Après l'Article 31** (p. 9280) : s'oppose à l'amendement n° 141 de M. Fanton ; estime nécessaire la dualité des fonctions de préfet de Paris et de préfet de la région parisienne. **Article 6 (suite)** (p. 9303) : son amendement n° 3 :

substituer au chiffre « 100 » élus au conseil de Paris celui de « 150 » élus ; repoussé. **Article 22 (suite)** (p. 9305) : son amendement n° 8 : devenu sans objet ; (p. 9306) : son amendement n° 78 : porter à « 9 » le nombre des adjoints supplémentaires ; adopté. **Article 24 (suite)** (p. 9308) : son amendement n° 11 : autoriser le maire de Paris à déléguer ses pouvoirs en matière d'état civil à des conseillers sans tenir compte de l'arrondissement où ils ont été élus ; retiré ; (p. 9310) : son amendement n° 21 : prévoir que les officiers municipaux résident et sont électeurs dans l'arrondissement où ils exerceront leurs fonctions ; retiré. [4 décembre 1975] **Article 25 (suite)** (p. 9348) : son amendement n° 64 : création dans chaque arrondissement d'une « commission d'arrondissement » ; adopté ; son amendement n° 12 : prévoir que les députés de l'arrondissement et leurs suppléants siègent à la commission d'arrondissement ; accepte que son amendement vienne en discussion à l'article 25 *bis* ; (p. 9349) : son amendement n° 24 : préciser que les membres de la commission consultative d'arrondissement portent le titre de conseillers d'arrondissement ; retiré. **Après l'Article 25 (suite)** (p. 9350, 9351) : son amendement n° 65 : composition de la commission d'arrondissement ; souligne l'importance de cette composition ; adopté ; son amendement n° 12, devenu sous-amendement n° 12 à son amendement n° 65 ; retiré.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France (n° 1867).** **Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9972) : la naissance de la région parisienne en 1961 ; les résultats considérables dus à cette loi ; s'étonne de la dénomination Ile-de-France qu'on entend donner à la région parisienne ; (p. 9973) : s'élève contre des incertitudes de vocabulaire qui risquent d'aggraver la confusion ; le caractère novateur des dispositions relatives au conseil régional ; la prudence qui doit être de règle dans la désignation des membres de cette assemblée compte tenu du poids du parti communiste dans la banlieue parisienne ; (p. 9974) : le rôle du comité consultatif économique et social ; prévoir pour le conseil régional un nombre de collaborateurs suffisant ; permettre au conseil de jouer son rôle de coordination ; la nécessaire coordination dans le domaine des transports ; faire confiance à la région parisienne ; (p. 9979) : sa question relative au comité permanent. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 9983) : sur l'amendement n° 1 de M. Boscher ; affirme sa préférence pour l'appellation région parisienne ; (p. 9984) : les bases historiques et géographiques sur lesquelles repose une telle appellation. **Article 4** (p. 9989) : souhaite obtenir une précision sur

l'article 4. **Article 21** (p. 10000) : son amendement n° 83 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 21 ; met en garde le Gouvernement contre une tendance à multiplier les incompatibilités ; adopté. **Article 22** (p. 10000) : son amendement n° 84 : supprimer le second alinéa de l'article 22 ; adopté.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206).** **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3663) : le projet est une menace grave pour les libertés car il suffirait d'augmenter fortement les taux de taxation pour briser un mécanisme fondamental de la société libérale ; danger également pour le système économique et pour la famille ; souhait d'une exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la vente d'une résidence secondaire ; d'une exonération des portefeuilles familiaux ; nécessité de ne pas compromettre l'activité du marché financier et des marchés de matières premières ; (p. 3664) : augmenter le montant de la franchise pour les objets d'art, éviter les contraintes inutiles. **Discussion des articles** [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4125) : son amendement n° 208 : exonération des cessions motivées par une meilleure utilisation familiale ; retiré ; (p. 4126) : son amendement n° 209 : relatif aux sociétés nouvelles ; son amendement n° 210 : concernant la première cession d'actions ; son amendement n° 211 : concernant la durée moyenne de détention des actions ; retirés. [16 juin 1975] : **Article 5 (suite)** (p. 4190) : son amendement n° 212 tendant à l'exonération des plans d'épargne à long terme ; adopté ; (p. 4191) : son amendement n° 213 tendant à exonérer les plans d'épargne d'entreprise, les plans d'épargne d'actions, la participation des salariés aux produits de l'expansion ; retiré. **Article 6** (p. 4203) : son amendement n° 214 augmentant la limite d'exonération pour les cessions ; adopté ; (p. 4205) : son amendement n° 215 indexant la limite d'exonération sur l'indice moyen annuel des prix à la consommation ; déclare qu'il retirerait son amendement si le Gouvernement lui donnait l'assurance que la totalité des chiffres figurant dans le projet, bénéficiera d'une indexation ; retiré ; déclare qu'il se battra pour l'adoption de l'amendement n° 150 de M. Papon ; (p. 4217) : son amendement n° 216 portant l'abattement à 10.000 francs sans distinction de la nature des biens ; maintient son amendement n° 216 ; adopté ; (p. 4226) : son amendement n° 217 ; retiré ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4274) : son amendement n° 218 tendant à supprimer le troisième alinéa du paragraphe premier de

l'article 8 défendu par M. Lauriol ; repoussé ; (p. 4285) : son amendement n° 219 relatif à la bourse des marchandises ; considère qu'en repoussant son amendement n° 219 l'Assemblée tuerait la bourse des marchandises de Paris ; repoussé. **Article 9** (p. 4296) : voudrait savoir si le Gouvernement est disposé à faire profiter le commerce professionnel des objets d'art du taux de 2 % ; son amendement n° 220 concernant les ventes de bijoux et d'objets d'art, de collection et d'antiquité ; (p. 4297) : insiste sur la fragilité du marché de l'art ; considère que la taxe proposée par le Gouvernement ne porte pas en fait sur les plus-values ; souhaite exonérer les ventes dont le montant sera inférieur à 30.000 francs ; fait remarquer que les objets des amendements n°s 350 et 220 sont différents ; (p. 4298) : retire son amendement n° 220 ; (p. 4299) : son amendement n° 221 : le retire pour se rallier à l'amendement n° 163 de M. Icart ; (p. 4300) : sur l'amendement n° 166 de M. Papon, demande si les musées de la ville de Paris sont inclus dans les musées classés ou contrôlés par l'Etat ; (p. 4301) : demande si les musées parisiens seront assimilés aux musées classés ou contrôlés par l'Etat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6666) : son amendement n° 14 qui n'est pas soutenu.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Après l'Article 15** (p. 8798) : son amendement n° 2 soutenu par M. Boscher ; adopté.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — **I. Culture** [20 octobre 1977] (p. 6418) : le soutien du groupe du rassemblement pour la République ; la majoration de l'aide attribuée à la compagnie Renaud-Barrault par la ville de Paris ; l'augmentation des crédits de la ville de Paris à l'aide au théâtre ; (p. 6419) : la fréquentation du centre Beaubourg ; l'appellation du centre Beaubourg ; le rôle joué par le théâtre privé en matière de diffusion des nouveautés ; la constitution d'un secteur théâtral privé ; la mise en place de l'association pour le soutien au théâtre privé ; la nécessité d'équilibrer le secteur privé et le secteur public du théâtre ; l'effort engagé par la municipalité parisienne en faveur du théâtre et du théâtre privé.

BASTIDE (Jean)

Député du Gard
(2^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [29 mai 1973] (p. 1606), [15 avril 1977] (p. 1876).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service hospitalier, aux règles

de tarification, ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Manque de personnel dans les hôpitaux** [11 décembre 1974] (p. 7676, 7677) : instabilité de la situation des chefs de clinique.

— **Camps de harkis** [25 juin 1975] (p. 4719) : urgence de la suppression de ces camps ; incident de la mairie de Saint-Laurent-des-Arbres ; intégration des intéressés dans la communauté nationale.

— **Garantie de ressources aux viticulteurs** [7 avril 1976] (p. 1447) : les mesures indispensables pour ramener la paix sociale dans les départements méridionaux ; la création d'un office du vin.

— **Déclaration du Président de la République sur le Liban** [26 mai 1976] (p. 3496) : déclaration relative à l'éventualité d'une intervention militaire française au Liban ; la légèreté d'une telle proposition.

— **Surrégénérateur Phénix** [27 octobre 1976] (p. 7102) : incidents survenus dans le fonctionnement du surrégénérateur Phénix à l'usine de Marcoule.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5670) : enseignement de la médecine ;

« *numerus clausus* » ; et nombre d'omnipraticiens ; carte médicale nationale pour les omnipraticiens ; (p. 5671) : constructions de CHU et d'hôpitaux de deuxième catégorie ; manque de maîtres, ses questions sur les objectifs de l'enseignement et de la santé.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7039) : approuve les déclarations de M. Taittinger et de M. Peyret, mais voit dans celle de M. Foyer l'apologie de l'ordre moral et du conservatisme, évoquant pour lui, à la fois M. Thiers et la devise : « Travail, famille, patrie » ; estime que le choix est politique et que la science peut demain tout bouleverser.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5655) : les effets de la dégradation de l'environnement sur la santé ; la fonction chlorophyllienne des espaces verts ; le classement des régions caractérisées par l'originalité de leur biotope ; la petite Camargue entre le petit Rhône et le Vidourle ; la pollution atmosphérique ; les dispositions anti-polluantes ; l'exemple fâcheux du complexe métallurgique de l'Ardoise dans la vallée du Rhône ; la centrale thermo-électrique d'Aramon dans la vallée du Rhône ; la récupération de la chaleur perdue dans les centrales et les usines ; l'observation de la réglementation sur les déchets industriels ; les équipements collectifs d'assainissement des eaux usées : l'exemple d'Aigues-Mortes et du Grau-du-Roi ; les usines d'incinération d'ordures ; la lutte contre le bruit au travail et dans les villes.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7161) : la position prise par l'ordre national des médecins dénote un manque foncier de courage ; le projet de loi maintient au profit des médecins une clause de conscience ; (p. 7162) : réfutation de l'argument qui consiste à assimiler l'avortement à un meurtre ; il n'est pas admissible de proposer un ghetto pour le personnel médical qui serait décidé à appliquer le texte ; la proposition d'élargir les indications de l'avortement thérapeutique est dépassée et hypocrite.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171). **Discussion des articles** [8 avril 1975]. **Article premier**

(p. 1403) : son amendement n° 98 : aligner la limite de l'exercice des droits de préemption sur la limite retenue en matière de cumuls ; situation inégale de l'agriculteur exploitant en faire-valoir direct si le texte du Gouvernement est adopté ; à long terme risque de création de deux catégories de fermiers ; adopté.

— **Rappel au règlement** [15 avril 1975] (p. 1654) : s'associe au rappel au règlement de M. Villon ; caractère historique de la date du 8 mai.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° 1484). **Discussion générale** [20 mai 1975] (p. 2877) : le privilège accordé aux parfums ; la puissance du syndicat de la parfumerie ; donner la priorité aux considérations de santé publique ; la proposition du Conseil de l'Europe d'octobre 1972 ; l'absence de consultation des associations de consommateurs ; (p. 2878) : le marché énorme des produits cosmétiques ; l'exploitation du client ; les incidents dus aux allergènes et aux photo-sensibilisants ; le drame atroce du talc Morhange ; l'utilisation de l'hexachlorophène ; l'usage de l'acide borique ; le caractère toxique de certains extraits naturels ; l'inefficacité des sérums placentaires ; l'emploi des sels de phénylmercure et la pollution hydrargyrique ; l'emploi des sels organiques de mercure ; les ovules contraceptives spermaticides ; la pratique outrancière de l'antibiothérapie ; se libérer de la notion exclusive du profit ; la part que fait à l'argent le néo-libéralisme économique ; (p. 2879) : la lutte entre les pharmaciens et les dermopharmaciens ; la rivalité au sein du monde de l'industrie des cosmétiques ; le trust de la parfumerie ; les garanties exigées de la cosmétologie ; l'importance de l'information du public ; la notion de secret de fabrication ; prévoir des règles aussi strictes que celles en vigueur pour les produits alimentaires ; prévoir un visa pharmaceutique pour les produits contenant des substances vénéneuses ; la protection donnée par une liste « positive » ; l'absence de fondement des objections formulées contre le système des listes positives ; le problème du contrôle des établissements cosmétiques ; (p. 2880) : le peu de moyens dont disposent les pouvoirs publics ; sécuriser et moraliser le marché cosmétique. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2884) : son amendement n° 1 : remplacer le quatrième alinéa de l'article 511 du code de la santé publique par les termes « les produits cosmétiques et les produits d'hygiène corporelle contenant des substances vénéneuses » ; repoussé. **Article 2** : **Article L 658-2 du code de la santé publique** (p. 2886) :

son amendement n° 2 : substituer aux mots « une déclaration auprès » les mots « une autorisation préalable » ; repoussé. **Article L 658-3** (p. 2895) : son intervention sur l'amendement n° 20 de M. Sourdille. **Article L. 658-5** (p. 2897) : son amendement n° 6 : instituer au sein du conseil supérieur d'hygiène publique une section de l'hygiène corporelle ; retiré. **Article L 658-6** (p. 2898) : son amendement n° 9 : substituer au mot « prohibé » le mot « autorisé » ; valeur du système des listes positives ; repoussé. **Article 3** (p. 2901) : possibilité de faire connaître au public la composition chimique des produits sans trahir aucun secret.

— **Projet de loi d'orientation en faveur des handicapés** (n° 951). **Deuxième lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2719) : demande au ministre d'intervenir pour que l'application de la loi se fasse dans un esprit de générosité.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7939) : estime que le maintien de la taxe sur l'importation de vins italiens satisfait à la fois les exigences d'une politique de qualité et les nécessités de justice fiscale.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2050) : la pollution des eaux douces et marines ; l'exemple du port du Grau-du-Roi et de la ville d'Aigues-Mortes ; la pollution causée sur les plages par les fousles qui y séjournent l'été ; interdire l'accès aux plages aux autos et aux motos ; la calamité que constitue le camping sauvage ; développer l'hôtellerie de plein air ; le problème de l'élimination des ordures ménagères ; éduquer le public ; apporter une aide financière massive aux municipalités.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° 2149). **Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4078) : un problème qui n'est pas particulièrement politique ; rappelle les dangers de la nicotine ; le tabac responsable des maladies cardio-vasculaires, de bronchites, de cancers ; la prudence qui s'impose dans l'interprétation de certaines statistiques ; la question de savoir où commence l'excès de la consommation ; (p. 4079) : interdire totalement l'usage du tabac ne saurait être une solution ; mieux vaut dissuader que prohiber ; les raisons pour lesquelles on fume ; le laxisme des éducateurs ; la nécessité d'une action modératrice fondée sur l'information ; le pro-

blème économique : les planteurs, le SEITA ; les recherches en cours pour permettre de rendre le tabac moins toxique ; le cas de la firme Ligier dont le tabac est support de publicité ; soutient le projet de loi qu'il conviendrait d'amender pour développer l'information.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Transports. — **IV. Marine marchande** [28 octobre 1976]. **Examen des crédits, explications de vote** (p. 7210) : votera contre le budget ; l'aménagement du littoral pour la pêche en Languedoc ; les lagunes et étangs ; la pêche aux filets ; les anguilles, les muges ; la pêche artisanale ; les chaluts ; (p. 7211) : préserver par une surveillance assidue et sévère la zone des trois milles interdite au chalutage ; l'aménagement des étangs existants dans le sens de l'aquiculture ; le cas du Grau-du-Roi.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7546) : la fragilité de la Provence et du Languedoc ; les préoccupations des viticulteurs, des arboriculteurs et des maraîchers du Gard ; le contrôle du marché et des importations ; le plan communautaire et extra-communautaire ; la péréquation ou la compensation de tous les éléments des coûts de production ; le projet d'office établi par le parti socialiste et des radicaux de gauche apte à assurer le contrôle et la maîtrise de ces éléments ; mener la même lutte pour les fruits et légumes ; la maîtrise de l'économie, nécessaire pour le bien-être des hommes et pour l'équité.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8022) : le déficit financier de la sécurité sociale ; le remboursement de certains médicaments ; les actes de kinésithérapie ; la formation des kinésithérapeutes ; (p. 8023) : la situation créée par les cabinets de médecine physique où sont pratiquées des thérapeutiques physiothérapeutiques.

Services du Premier ministre. — **V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.** — **I. Services généraux ; aménagement du territoire** [18 novembre 1976] (p. 8261) : la démoustication ; l'organisme de démoustication de Montpellier.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° 2602).

Discussion générale [2 décembre 1976] (p. 8931) : le libre exercice de la médecine ; la suppression de restrictions allant dans le sens de la politique communautaire ; le retard de la saisine du Parlement ; la notion de prestation de services ambiguë ; critique l'inscription des médecins étrangers au tableau départemental de l'ordre ; un projet intéressant les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes ; un projet qui se plaque sur une struc-

ture médicale désuète et inadaptée au contexte scientifique et socio-économique de l'époque ; (p. 8932) : médecine et capitalisme ; les assurances sociales ; la sécurité sociale ; la liberté de l'installation des médecins sur le territoire peu compatible avec l'anarchie pseudo-libérale qui règne ; la pléthore dans les régions frontalières ou attractives ; la carte médicale sur une base régionale ; la médecine de spécialité. **Discussion des articles. Article 2** (p. 8935) : le caractère discriminatoire de l'amendement n° 13.

BAUDIS (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
(2^e circonscription)
(App. RI, puis App. R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756) ; [2 avril 1974] (p. 1454) ; [2 avril 1975] (p. 1202) ; [2 avril 1976] (p. 1278) ; [2 avril 1977] (p. 1464).

Président de cette commission [19 octobre 1977] (p. 6380).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [29 avril 1977] (p. 2350).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Président de cette commission [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Annexe n° 32 : Aviation civile** (crédits du ministère des transports). — III. **Aviation civile** (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi tendant au paiement mensuel des retraites, pensions et rentes servies par des organismes publics ou privés** (n° 1135) [10 juillet 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Annexe n° 37 : Aviation civile** (crédits du ministère des transports). — III. **Aviation civile** (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Budgets civils. — **Transports**. — **Annexe 38**. — III. **Aviation civile** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Budgets civils. — **Equipement**. — **Annexe n° 20 : Aviation civile** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 21 : Equipement et aménagement du territoire, Aviation civile** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• question d'actualité :

— **Emploi dans l'industrie aéronautique** [11 mai 1973] (p. 1214, 1215) : la situation

de la Société Latécoère ; son désir de connaître les plans de charge pour 1974 de la Société Latécoère et des autres établissements aéronautiques ; la concertation européenne indispensable tendant à éviter que l'Europe ne tombe sous la dépendance des Etats-Unis.

• questions au Gouvernement :

— **Situation à la SNIAS** [2 octobre 1974] (p. 4665).

— **Traitement télé-informatique des chèques postaux à Toulouse** [14 mai 1975] (p. 2642).

— **Regroupement des services centraux de la météorologie nationale à Toulouse** [26 novembre 1975] (p. 8957) : le problème du personnel.

— **Restructuration de la CII** [7 avril 1976] (p. 1442) : ses inquiétudes sur l'avenir des hommes se consacrant à l'informatique dans la région toulousaine.

— **Centre national d'études spatiales** [30 juin 1976] (p. 4949, 4950) : son inquiétude au sujet de l'avenir du Centre national d'études spatiales (licenciements, programme à moyen et à long terme).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi autorisant certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun** (n° 447). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2383) : caractère national et international du problème des transports publics, effet de dissuasion de la taxe ; nécessité de résorber le déficit des transports dans les centres urbains ; contribution des contribuables de province pour éponger le déficit des transports parisiens ; solidarité nationale seulement en faveur de la capitale ; caractère insuffisamment libéral de l'esprit de l'article 4 sur l'utilisation des produits du versement ; application des mesures nouvelles aux opérations déjà engagées ; limitation de la contribution des entreprises aux seuls salariés ; problème des catégories sociales les plus modestes ; impossibilité d'une augmentation indéfinie des centimes additionnels ; caractère indispensable de la nouvelle ressource. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2391) : son amendement tendant à fixer le seuil de population à 250.000 habitants. **Article 4** (p. 2396) : son amendement tendant à l'extension des mesures nouvelles à l'ensemble des usagers ; son amendement tendant à préciser la nature des investissements spécifiques aux transports collectifs ; (p. 2402) : explique le vote de son groupe en faveur du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Transports. — III. **Aviation civile**, rapporteur spécial [30 octobre 1973] (p. 5056) : budget de stagnation ; diminution des dépenses en capital ; inquiétudes de la commission des finances en ce qui concerne la construction aéronautique civile ; collaboration entre la SNECMA et la General Electric pour le développement d'un moteur de dix tonnes de poussée ; sa circonspection quant aux débouchés de l'avion Corvette ; programmes Concorde, Airbus et Mercure ; état des commandes concernant Concorde ; problème posé quant au rythme de fabrication ; sa question au ministre sur la cadence de production qui sera retenue pour 1974 et pour 1975 ; préoccupations de la commission des finances sur ce point ; coût du programme Concorde ; état des commandes concernant l'Airbus ; (p. 5057) : nouveaux efforts accomplis par les gouvernements allemand et français ; mauvaise situation de Mercure ; concurrence du Boeing 727 ; problème posé par Mercure à Air Inter, le seul client qui ait acquis dix exemplaires de cet appareil ; mesures à prendre si le programme devait tourner court ; perspective de l'aéronautique civile et de l'industrie aérospatiale pour 1974 ; insiste auprès du Gouvernement pour que l'action des pouvoirs publics précède l'événement au lieu de le subir ; sa question concernant les modalités de la procédure du crédit-bail ; contrôle de la navigation aérienne ; mouvements revendicatifs ; position stratégique des contrôleurs ; insiste fermement auprès du ministre pour que ce problème soit résolu dans les meilleurs délais ; mouvement de concentration en cours dans les compagnies régionales ; développement des liaisons transversales, des liaisons entre les régions de pays différents grâce au concours d'Air Inter ; aéroport de Roissy ; difficultés financières de l'Aéroport de Paris ; conditions de desserte du nouvel aéroport ; bretelle ferroviaire et autoroute B 3 ; insistance de la commission des finances pour que cette desserte soit assurée au plus tôt ; aide de l'Etat aux investissements de l'Aéroport de Paris ; nécessité pour l'Etat d'accompagner pour les aéroports de province l'effort consenti par les contribuables locaux et les chambres de commerce ; devoir d'information du Gouvernement ; recommande l'adoption des crédits ; (p. 5064) : sa réponse à M. Alex Raymond sur l'aide de l'Etat aux programmes Concorde et Airbus ; estime que l'avenir de nos programmes dépendra de la commercialisation ; manifeste sa confiance dans ces programmes, dont l'avenir ne dépendra pas uniquement des crédits d'Etat.

Economie et finances. — I. **Charges communes** [20 novembre 1973] (p. 6135) : situation des rapatriés ; (p. 6136) : crédits attribués aux caisses de crédit et aux organismes bancaires ; crédits d'indemnisation et érosion monétaire ; critique l'application de la loi de 1970 ; souhaite une véritable loi d'indemnisation ; formalités administratives ; votera contre les crédits prévus pour les rapatriés.

1974

— **Déclaration de politique générale. Explications de vote** [6 juin 1974] (p. 2536) : votera la confiance ; l'effort nécessaire pour la commercialisation du Concorde.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Transports. — I. **Section commune.** — III. **Aviation civile**, rapporteur spécial [18 novembre 1974] (p. 6638) : la crise du transport aérien ; (p. 6639) : le trafic ; les infrastructures aéroportuaires ; l'aéroport Charles-de-Gaulle ; le bruit ; le plan de charge de la construction aéronautique ; les services d'études ; la concertation européenne ; la société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) ; l'Airbus, le Concorde ; (p. 6640) : les créneaux ; la commission propose l'adoption des crédits ; (p. 6657) : son amendement n° 70 transférant certains crédits pour Mercure et l'aérodrome de Moroni vers les programmes Concorde et Airbus ; rejeté.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Transports. — III. **Aviation civile**, rapporteur spécial [14 novembre 1975] (p. 8407) : les moyens de fonctionnement du secrétariat général à l'aviation civile ; la détérioration de la situation financière des compagnies ; la gestion de l'Aéroport de Paris et la situation des autres aéroports ; la construction aéronautique civile et les programmes Airbus, Mercure, Concorde et Corvette ; le moteur CFM 56 ; les observations de la commission des finances, l'attaque contre la SNIAS. **Examen des crédits : Etat C - Titre V** (p. 8427) : s'oppose à l'amendement n° 249 de M. Kalinsky. **Après l'article 73** (p. 8428) : s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Raymond ; (p. 8429) : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Raymond.

Economie et finances. — I. **Charges communes** [19 novembre 1975] (p. 8701) : le mécontentement des rapatriés ; les faiblesses

de la loi relative à leur indemnisation ; déposer un nouveau projet de loi permettant de régler définitivement ce contentieux.

1976

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2257). Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Article 3** (p. 5089) : répond aux arguments communistes sur l'amendement n° 6 de M. Barel défendu par M. Garcin en citant le cas de Toulouse.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7105) : les retards pris par l'infrastructure routière dans la région Midi-Pyrénées et dans l'agglomération de Toulouse ; (p. 7106) : un territoire représentant en superficie 10 % de la France : le désenclavement de la région Midi-Pyrénées, objectif prioritaire de tout plan d'intervention ; le sacrifice par le V^e Plan de Midi-Pyrénées ; la liaison autoroutière Bordeaux-Narbonne ; l'enveloppe affectée à Toulouse par le VI^e Plan ; les propositions financières du VII^e Plan inacceptables pour les collectivités locales ; la nécessité du désenclavement routier.

Transports. — III. Aviation civile, rapporteur spécial [28 octobre 1976] (p. 7178) : l'évolution des dotations budgétaires réservées à l'aviation civile ; sa préoccupation ; l'évolution du transport aérien ; la situation d'Air France et des compagnies locales ; les problèmes graves de la construction aéronautique ; les réponses du Gouvernement trop tardives ; un rapport distribué en retard ; la bonne situation du transport aérien mondial ; un optimisme justifié pour l'activité des compagnies françaises ; la situation difficile d'Air Inter sur le plan financier malgré un taux de croissance satisfaisant ; les contraintes de desserte ; les contraintes tarifaires ; l'éclatement de l'exploitation entre Orly et Roissy pour Air France ; une flotte vieillie et hétérogène ; la charge supplémentaire des Caravelle ; des séries courtes ; la compensation indispensable des charges imposées par l'Etat à Air France ; la situation financière malsaine de l'Aéroport de Paris ; le financement par le contribuable ; les aérodromes de province ; des investissements injustifiés par les prévisions ; (p. 7179) : l'absence de coordination entre les compagnies et les constructeurs faisant le jeu des constructeurs américains ; Concorde, Airbus, Mercure ; les bureaux d'études menacés de disparition ; la répartition de la maîtrise d'œuvre des grands programmes aéronautiques civils entre les principaux constructeurs ; Dassault et la SNIAS ;

le Corvette ; le nouveau programme d'aviation civile ; la coopération Dassault-Mac Donnell-Douglas.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat. Examen des crédits [19 octobre 1977]. **Après l'Article 68** (p. 6379) : l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 42 de M. Mayoud et n° 101 de M. Lauriol ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 157 de M. Glon.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7482) : demande une suspension de séance permettant à la commission l'examen des amendements gouvernementaux relatifs à la redevance de télévision.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie, rapporteur spécial [17 novembre 1977] (p. 7611) : l'évolution des dépenses ordinaires et des dépenses en capital ; les conséquences de la construction du train à grande vitesse Paris-Lyon pour la situation future d'Air Inter ; le déficit chronique d'exploitation de la société Air France ; le déficit d'exploitation du Concorde ; l'activité subsonique d'Air France ; la compensation des contraintes de service public ; la situation d'Aéroport de Paris ; les critères d'attribution des concours publics aux aéroports de province ; la construction aéronautique ; l'Airbus ; le développement du programme Airbus ; la relance de la construction du Nord 262 ; (p. 7612) : le programme du moteur de 10 tonnes CFM 56 ; le projet Dassault-Douglas ; la création d'un nouvel avion moyen-courrier européen ; la restructuration de l'aéronautique ; la prise d'une minorité de blocage dans la société Marcel Dassault ; la mission Blancard ; l'adoption des crédits par la commission des finances.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 61** (p. 7747) : demande le report à 22 heures de la reprise de la séance.

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 38 et après l'Article 38** (p. 7769) : souhaite que la décomposition de l'échéancier des crédits de paiement de la loi de programmation soit communiquée à la commission des finances.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens (n° 3179). Discussion générale** [30 novembre 1977] (p. 8057) : demande une

suspension de séance pour permettre l'examen en commission des amendements déposés par le Gouvernement. **Discussion des articles.** **Article 9** (p. 8079) : son amendement n° 90 : alignement de la transmission des titres représentatifs du complément d'indemnisation sur les règles du droit commun successoral ; réservé ; le droit commun qui s'applique à la transmission des créances aux héritiers.

BAUDOUIN (Henri)

Député de la Manche
(3^e circonscription)
(App. RI, puis RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être apparenté au groupe des républicains indépendants [18 juin 1974] (p. 2758).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [18 juin 1974] (p. 2758).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du haut conseil de l'audio-visuel [15 juin 1973] (p. 2212). Donne sa démission [26 mai 1976] (p. 3496).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [11 octobre 1974] (p. 5012).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5307).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplifica-

tion des textes législatifs et réglementaires [18 novembre 1976] (p. 8300), [19 novembre 1976] (p. 8373).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre titulaire de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de MM. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [18 octobre 1977] (p. 6274).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1105, adopté par le Sénat, modifiant l'article 3 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 1370) [5 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1402), portant création du **conservatoire de l'espace littoral** (n° 1558) [17 avril 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1478), tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur la pollution dans la Manche**, et particulièrement en baie de Seine (n° 1575) [24 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat (n° 1749), portant création du **conservatoire de l'espace littoral**

et des rivages lacustres (n° 1797) [25 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1878), tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la **pollution** dans la Manche, et particulièrement en **baie de Seine** (n° 1946) [30 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1502), relatif à la prévention et à la répression de la **pollution marine** par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (n° 2144) [2 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1923), relatif à la prévention et à la répression de la **pollution de la mer** par les opérations d'incinération (n° 2145) [2 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1301), modifiant la loi n° 67-405 du 20 mai 1967 sur la **sauvegarde de la vie humaine en mer** et l'habitabilité à bord des navires (n° 2237) [29 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2180), portant répression du **port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie** ainsi que de l'usage d'insigne ou de documents (n° 2315) [20 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2201), relatif à la responsabilité du transporteur de personnes en **transport aérien** intérieur (n° 2339) [26 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2200), relatif à la **responsabilité civile** et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la **pollution par les hydrocarbures** (n° 2360) [3 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2262), relatif à l'**organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2373) [9 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2304), relatif à la prévention et à la répression de la **pollution marine** par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 2374) [9 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2305), relatif à la prévention et à la répression de la **pollution de la mer par les opérations d'incinération** (n° 2375) [9 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 189 *bis* du **code de commerce** concernant la **prescription en matière commerciale** (n° 2399) [17 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2476) [8 juillet 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie**, ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents (n° 2702) [16 décembre 1976].

QUESTIONS

• *question orale sans débat de :*

— M. d'Aillières (en qualité de suppléant) (n° 1441) : **Apprentissage rural** [15 juin 1973] (p. 2233, 2234) : rétablissement des dérogations permettant à certains élèves d'entrer en apprentissage à quinze ans ; avenir des cours professionnels polyvalents ruraux et des maisons familiales rurales.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5280) : barème des prix agricoles pour la campagne 1973-1974 ; rôle du ministre de l'agriculture dans ces négociations ; inflation ; prix indicatif du lait, prime à la consommation de beurre ; chute des cours de la viande ; passage d'une situation de surproduction à une situation de pénurie ; suspension des livraisons de soja par les Etats-Unis ; décision de la CEE d'interdire toute sortie de blé dur et de riz ; enseignement agricole ; insuffisance des subventions à l'enseignement privé ; bourses, carte scolaire, maisons familiales rurales ; insuffisance des crédits d'électrification rurale, situation dans sa région en matière d'électrification ; stagnation des crédits pour les bâtiments d'élevage ; suggère une aide comparable pour d'autres productions (hangars de séchage et de traitement des productions maraîchères).

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6019) : bilan positif de l'action menée, œuvre législative et réglementaire, finances locales, VRTS ; subvention globale d'équipement, modernisation des « quatre vieilles » ; maintien de l'ordre ; son inquiétude quant aux crédits d'aide aux collectivités locales ; autonomie des collectivités locales et transfert des charges des collectivités vers l'Etat ; (p. 6020) : charges scolaires, protection civile, commission de sécurité d'arrondissement ; hélicoptères de la base de Granville ; rend hommage aux personnels de la base ; problème de la sécurité publique et effectifs de la police ; lutte contre le dérèglement de la vie sociale.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail**, rapporteur pour avis. **Discussion générale** [21 novembre 1973] (p. 6215) : législation actuelle et garantie des salariés ; caractère relatif de cette protection juridique ; ses observations sur la procédure actuelle de règlement des créances en matière de règlement judiciaire et de faillite et sur la procédure proposée ; risques de fraude ; nécessité de prévoir des sanctions pénales afférentes à la perception de salaires indus ; règlement des « autres créances résultant du contrat de travail » et vérifications nécessaires ; établissement d'une provision ; régime et rang des privilèges ; augmentations du plafond du montant du superprivilège. **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 5** (p. 6247) : son amendement ; contestation des créances ; son amendement ; son sous-amendement : procédure de vérification pour les créances non superprivilégiées ; (p. 6249) : répond aux arguments de MM. Caille et Gerbet ; précise la position de

la commission des lois ; (p. 6250) : répond au Gouvernement ; son amendement complémentaire ; (p. 6251) : son amendement : règlement des créances contestées limité à une provision ; (p. 6252) : son amendement : suppression du 4^e alinéa ; (p. 6253) : ses observations sur l'amendement de M. Marcus. **Article 7** (p. 6254) : son amendement : récupération des sommes perçues indûment par les salariés ; (p. 6256) : son sous-amendement. **Article 8** : son amendement de forme. **Après l'Article 8** : son amendement relatif aux sanctions.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 637).** **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6565) : critiques adressées au système des quatre « vieilles » ; réforme-cadre de l'ordonnance de 1959 ; révision des évaluations foncières des propriétés bâties ; modernisation des bases de la fiscalité locale directe ; texte de justice et de simplification ; ses observations sur les réformes de la patente ; bases de calcul ; (p. 6566) : localisation et équité fiscale ; charges d'équipement des collectivités locales et difficultés financières des budgets locaux ; taxe professionnelle et évolution de l'expansion des collectivités ; garantie des ressources des collectivités locales ; prêts aux communes ; TVA sur les travaux communaux ; votera le projet. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 6570) : ses arguments à l'encontre des amendements ; inopportunité de l'article additionnel proposé avant la discussion du projet de loi sur la taxe professionnelle.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455).** **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6972) : rappelle à la fois les grands principes et la condition humaine ; rappelle que l'embryon est un être qui a droit à la vie ; demande une vaste action de justice et d'entraide en faveur des familles des mères célibataires ; (p. 6973) : nécessité de compléter le texte du Gouvernement par des mesures sociales et humaines.

1974

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058).** **Discussion générale** [20 juin 1974] (p. 2824) : possibilité d'acquitter sans pénalité les cotisations sociales ; extension souhaitable de cette mesure aux professions agricoles ; événements d'Algérie ; ouverture souhaitable du droit à reconstitution de carrière.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie (n° 1178),** rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [4 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4827) : sur l'article : observations de la

commission des lois sur l'ensemble du projet ; réforme nécessaire des conditions de répression des infractions ; (p. 4830) : amendement n° 23 : inclure le transport dans les opérations réglementées ; adopté. **Article 2 et Article 3** (p. 4832) : amendement n° 25, amendement n° 27 : révision en justice des contrats ; adoptés. **Après l'Article 9** (p. 4837) : pénalités frappant les oppositions au droit de visite ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Transports. — **IV. Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6668) : à titre personnel et au nom de Mme Stephan ; la baisse des effectifs des marins de commerce ; le déficit de la balance des frets ; les pavillons de complaisance ; le coût de la construction navale ; le prix du carburant et l'aide compensatrice ; l'aide aux investissements pour la pêche industrielle ; la pêche artisanale et les sociétés interprofessionnelles ; les prêts aux jeunes pêcheurs ; la situation des pêcheurs des îles ; l'institut scientifique et technique des pêches ; la conférence de Caracas sur le droit de la mer ; la limite des eaux territoriales ; l'ostréiculture et la formation des conchyliculteurs ; l'apprentissage maritime ; les veuves de marins ; (p. 6669) ; les pensions liquidées avant le décret du 7 octobre 1968 ; le surclassement des pensions pour les marins sauveteurs bénévoles ; l'autonomie du régime social des marins ; les déclarations du Président de la République ; un débat au Parlement sur les affaires de la mer.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7134) : souligne les difficultés du contrôle de la durée réelle de la grossesse interrompue ; les cas de grande détresse ; information contraceptive et éducation sexuelle ; réhabiliter le respect de la vie et le goût de la famille.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant création du conservatoire de l'espace littoral** (n° 1402), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2144) : la nécessaire protection du littoral ; la multiplicité des activités économiques déployées sur le littoral ; la transformation des actions portuaires ; le tourisme de masse ; l'importance de la croissance urbaine ; les perspectives d'avenir dans le secteur industriel ; les moyens insuffisants de protection ; l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 octobre 1973 ; l'extension du domaine public maritime ré-

sultant de la loi du 28 novembre 1963 ; la circulaire du ministre de l'équipement du 3 janvier 1973 ; la lutte contre la dégradation des sites ; l'insertion des dispositions protectrices dans les plans d'urbanisme ; l'application de la loi du 2 mai 1930 ; (p. 2145) : le classement d'un site en réserve naturelle ; l'effet limité de l'inscription à l'inventaire des sites ; moyens financiers inadaptés à une politique d'acquisitions foncières ; l'exemple du National Trust britannique ; le caractère décentralisé de l'action du conservatoire de l'espace littoral ; son recours au service du domaine ; la gestion et l'acquisition des terrains ; le conseil d'administration ; les conseils de rivage. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2151) : son amendement n° 1 : insérer les mots « et rivages lacustres » ; adopté ; (p. 2153) : ses observations sur les amendements n° 21 de M. Porelli et n° 26 de M. de Poulpiquet : défaillance de certaines collectivités locales. **Article 2** (p. 2156) : son amendement n° 32 ; de forme ; adopté ; (p. 2157) : apporte son soutien à l'amendement n° 29 : assurer au sein des associations ayant pour objet la protection de la nature, le développement du tourisme et des activités marines ; retiré ; son amendement n° 30 ; substituer aux mots « conseils régionaux et assemblées locales concernées » les mots « assemblées délibérantes des régions, départements et communes » ; (p. 2160) : retiré au profit de l'amendement n° 33 du Gouvernement ; s'oppose aux amendements n° 25 de M. Dalbera et n° 14 de M. Raymond. **Article 5** (p. 2160) : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 18 de M. Mesmin : élargir la portée de l'amendement ; repoussé ; s'oppose à l'amendement n° 5 : rédiger comme suit le titre : « Projet de loi portant création du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres » ; adopté. **Deuxième lecture** [25 juin 1975] (p. 4721) : conclut à l'adoption du projet modifié par le Sénat.

— **Projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil** (n° 348). **Deuxième lecture** [24 juin 1975]. **Discussion des articles. Article premier : Article 1845 du code civil** (p. 4662) : n'est pas favorable à l'amendement n° 17 présenté par M. Foyer.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [J.O. Débats du 13 novembre 1975]. **Collectivités locales** (p. 8326) : les fermetures de certaines administrations dans les communes rurales ; les sub-

ventions d'équipement ; le problème des réseaux d'assainissement. **Sécurité** (p. 8334) : le problème de la sécurité en bordure de mer ; l'hélicoptère de la base de protection civile de Granville.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés** (n° 2047), rapporteur pour avis [15 décembre 1975]. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9810) : est favorable au principe de la prolongation de la garantie contenu dans l'amendement n° 1 de M. Bolo ; juge difficile de limiter à trois mois l'étendue de cette prolongation ; son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 1 de M. Bolo : supprimer cette limitation à trois mois ; (p. 9811) : en réponse au Gouvernement et à M. Gerbet, pense que si l'amendement n° 1 de M. Bolo n'était pas adopté on aboutirait à des résultats contredisant les règles en vigueur ; repoussé. **Article 2** (p. 8913) : annonce que la commission des lois est favorable à l'amendement n° 3 de M. Bolo ; a été pour sa part convaincu par les arguments du Gouvernement.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [8 avril 1976]. **Après l'Article 17** (p. 1512, 1513) : son amendement n° 355 défendu par M. Bertrand Denis ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° 1502), rapporteur. **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1972) : l'application en droit interne des dispositions de la convention d'Oslo du 15 février 1972 ; la nécessaire préservation du milieu marin ; l'urgence de l'intervention du législateur ; (p. 1973) : le dispositif de la convention d'Oslo ; la convention régionale de Barcelone de février 1976 ; le projet de directive de la Communauté économique européenne ; les limites du droit international ; l'état actuel de notre législation ; (p. 1974) : le caractère indispensable d'une coordination administrative ; le rapport Martray sur la protection et l'exploitation des océans et des fonds sous-marins. **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article premier** (p. 1989) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Crépeau ; son amendement n° 1 : confiscation du navire ou de l'aéronef en cause ; (p. 1990) : insiste sur le caractère véritablement dissuasif de l'amendement ; signale à titre personnel les mesures de rétorsion qui seraient à craindre suite à l'application du texte pro-

posé ; indique que la peine peut être également disproportionnée ; repoussé ; (p. 1991) : se déclare défavorable à l'amendement n° 17 défendu par M. Porelli. **Article 3** (p. 1992) : est favorable au deuxième alinéa de l'amendement n° 27 de M. Le Pensec ; est défavorable au premier alinéa de l'amendement ; considère que le sous-amendement n° 32 de M. Crépeau n'ajoute rien au projet ; son amendement n° 2 : personne assumant la responsabilité lorsque le propriétaire ou l'exploitant est une personne morale ; (p. 1992, 1993) : estime meilleur son amendement à l'amendement n° 20 du Gouvernement ; adopté. **Article 4** (p. 1993) : juge difficile de modifier le contenu de la convention d'Oslo ; s'oppose en plus à l'amendement n° 29 de M. Darinot qui est d'ailleurs du domaine réglementaire ; (p. 1994) : son amendement n° 3 : supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 4 ; laisser à la loi le soin de préciser les conditions d'application de la convention et de ses annexes ; adopté. **Article 5** (p. 1994) : son amendement n° 4 : transfert du deuxième alinéa de l'article 5 dans un article 5 bis ; adopté ; son amendement n° 5 : retiré. **Après l'Article 5** : son amendement n° 6 : conséquence de l'amendement n° 4 ; adopté. **Article 7** (p. 1995) : son amendement n° 7 : techniciens experts du service de sécurité de la navigation maritime ; adopté ; son amendement n° 8 : commissaires et inspecteurs de la police de l'air ; adopté. **Article 8** (p. 1996) : son amendement n° 9 : force probante des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 1996) : considère que les amendements de M. Guerneur et notamment son amendement n° 13 n'ont pas leur place dans la loi ; (p. 1998) : indique les raisons pour lesquelles la commission des lois n'a pas été favorable aux amendements n°s 14 et 15 de M. Guerneur, bien qu'elle leur soit favorable quant au fond. **Avant l'Article premier (suite)** (p. 1999) : manifeste des réserves sur la rédaction de l'amendement n° 24 du Gouvernement. **Article 11** : son amendement n° 10 : de forme ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 2000, 2001) : estime inutile l'amendement n° 31 de M. Mexandeu. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 juin 1976] (p. 4387) : les modifications apportées par le Sénat ; souligne le plein accord entre le Sénat et la commission des lois de l'Assemblée nationale ; la nécessité de préciser que la nouvelle tâche de police administrative incombe au ministère de l'environnement ; la possibilité pour l'autorité judiciaire de requérir l'immobilisation du bâtiment à partir duquel a été commise une opération irrégulière ; indique que la commission n'a pas suivi le Sénat sur l'article 3. **Discussion des articles** [18 juin 1976]. **Article premier** (p. 4388) : soutient l'amende-

ment n° 3 du Gouvernement. **Article 3** : son amendement n° 1 ayant pour objet de rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale à l'article 3 ; (p. 4389) : accepte le sous-amendement du Gouvernement ; amendement n° 1 adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement. **Article 4** : son amendement n° 2 supprimant le premier alinéa de l'article 4 qu'il juge du domaine réglementaire et trop restrictif ; repoussé ; indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 7 de M. Darinot. **Après l'Article 8** (p. 4390) : accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement. **Article 12** (p. 4392) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Darinot.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opérations d'incinération** (n° 1925), rapporteur. **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2028) : rappelle qu'il s'agit de réglementer les opérations d'incinération en mer de déchets chargés à partir de ports français ; insiste sur le vide juridique que crée l'absence de réglementation internationale et de dispositions internes ; la possibilité de voir élargir les dispositions du projet à l'occasion de la définition internationale d'un nouveau droit de la mer. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 2** (p. 2031) : son amendement n° 1 : supprimer la disposition relative aux autorisations d'embarquement ou de chargement qui n'ont pas de rapport avec le projet ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 2 : rédactionnel ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 3 : rédactionnel ; adopté. **Article 6** (p. 2032) : son amendement n° 4 : application des dispositions de la loi aux navires étrangers en cas d'infraction commise dans les eaux territoriales ou d'infraction commise hors des eaux territoriales lorsque l'embarquement a eu lieu sur le territoire français ; adopté après adoption du sous-amendement n° 7 du Gouvernement. **Article 8** : considère que le renforcement des sanctions prévues par l'amendement n° 9 de M. Porelli ne s'impose pas. **Article 11** (p. 2033) : son amendement n° 5 : de forme ; adopté. **Article 12** (p. 2034) : approuve le Gouvernement de renforcer les sanctions prévues au moyen de son amendement n° 8. **Explications de vote** [22 avril 1976] (p. 2035) : rappelle qu'en droit maritime, le rôle et la responsabilité du capitaine sont bien définis. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 juin 1976] (p. 4393) : est favorable aux modifications adoptées par le Sénat : la délivrance des autorisations d'incinération par le ministre de l'environnement, le renforcement des précautions à prendre et des garanties à exiger lorsque sont accordées des autorisations d'incinération. **Discus-**

sion des articles [18 juin 1976]. **Après l'Article 10** (p. 4394) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur** (n° 2201), rapporteur. **Discussion générale** [4 juin 1976] (p. 3806) : le régime de la responsabilité du transporteur aérien posée par la loi du 2 mars 1957 ; le montant de la réparation maximum forfaitaire visé par le projet de loi ; rendre applicable aux transports aériens internes des accords privés volontaires, intervenus en matière de transports aériens internationaux ; le cheminement du droit international en matière de responsabilité des transporteurs aériens : la convention internationale de Varsovie, le protocole de La Haye, les protocoles de Guatemala City et de Montréal instituant une responsabilité sans faute et relevant l'indemnité ; (p. 3807) : la non-ratification de ces deux derniers protocoles ; le retard pris en matière de droit international ; le relais transitoire assuré par une action volontaire des compagnies ; l'inapplicabilité du plafond d'indemnisation au transport interne aérien français ; la traduction sur le plan intérieur des accords en vigueur sur le plan international ; les conséquences supportables pour les compagnies ; une mesure équitable pour les victimes.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2262), rapporteur. **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4976) : Saint-Pierre-et-Miquelon, première en date de nos possessions d'outre-mer ; l'économie, l'organisation politique et administrative de l'archipel ; les attributions du conseil général ; un statut inadapté aux besoins particuliers de l'archipel ; les problèmes pratiques de la départementalisation ; des avantages économiques indiscutables mais des difficultés concernant la transition en matière de régime social et en matière économique ; le projet de loi : le principe de la départementalisation ; une période transitoire de deux années ; (p. 4979) : indique que la commission a rejeté la question préalable de M. Alain Vivien ; la question préalable est repoussée. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 4984) : indique que, selon la commission, l'amendement n° 10 de M. Vivien a le même objet que la question préalable ; indique que la situation de Saint-Pierre-et-Miquelon est très différente de celle des Comores ; repousse l'amendement n° 10 de M. Vivien. **Article 3** (p. 4986) : indique que la commission a adopté l'amendement n° 7 de M. Gerbet ; pense, à titre personnel, que cette limitation de mandat du conseil général

actuellement en place n'est pas forcément opportune. **Article 5** (p. 4987) : son amendement n° 1 tendant à la réduction du délai ; adopté ; son amendement n° 2 ayant le même objet que le précédent ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 3 prévoyant la consultation du conseil général en ce qui concerne la réglementation sanitaire et vétérinaire ; repoussé ; son amendement n° 4 supprimant les mots : « dans le respect des accords internationaux conclus en cette matière » ; repoussé. **Article 8** (p. 4988) : son amendement n° 5 substituant à « 1978 » « 1977 » ; adopté ; son amendement n° 6 de rédaction ; adopté. **Commission mixte paritaire** [8 juillet 1976] (p. 5166) : ses remarques sur le bureau de la commission mixte paritaire ; son rapport tendant à l'approbation des conclusions de la commission mixte paritaire ; les modifications apportées par la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 9** (p. 6659) : défend l'amendement n° 12 de M. Bertrand Denis : suppression des mesures relatives au plafonnement du prix de l'eau jusqu'à la fin 1977 ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Transports. — **IV. Marine marchande** [28 octobre 1976] (p. 7205) : le rapport du Conseil économique et social sur l'avenir des pêches maritimes françaises ; l'action économique et l'action internationale ; la nécessité d'un projet de loi d'orientation ; l'action sociale ; (p. 7206) : la place de la pêche dans la vie économique ; une action de confiance économique ; le solde négatif du chiffre d'affaires des produits de la pêche ; la crise des pêches ; les mesures concernant les circuits ; mener une action internationale offensive ; la « communautarisation des ressources » ; refus de mesures unilatérales en matière de zones de pêche ; la surexploitation des fonds ; doter les marins d'un véritable statut social.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7533) : l'enseignement agricole, part critique du budget de 1977 ; l'enseignement dispensé par les maisons familiales rurales ; un élément de qualité et novateur dans la formation des exploitants ; la faiblesse des crédits qui lui sont accordés ; le rapport prospectif de M. Edgar Faure pour l'UNESCO ; une pédagogie recommandée par l'OCDE ; l'enseignement agricole public et privé, premier stade de la modernisation ; l'amendement de la commission de la production ; l'émoi provoqué par la suppression de centres d'apprentissage ; souhaite vivement obtenir le supplément de crédits évoqué par le ministre pour l'enseignement agricole.

Taxes parafiscales [20 novembre 1976]. **Examen des crédits. Article 42 - Etat E** (p. 8472) : craint une diminution des ressources des centres techniques, particulièrement pour la fonderie.

— **Projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents** (n° 2180), rapporteur. **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8691) : la violence, phénomène inquiétant ; la criminalité liée à l'usage d'armes ; la répression du port d'armes ; la législation actuelle : une insuffisante sévérité ; l'uniformisation des peines ; leur aggravation ; l'extension des incriminations ; la répression de l'usage illégitime d'insignes, de documents ou d'uniformes ; (p. 8692) : le port illégal d'uniformes de police dans le but de commettre un crime ou délit. **Discussion des articles** [25 novembre 1976]. **Article 5** (p. 8696) : son amendement n° 1 : de forme ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9763) : le port d'éléments constitutifs d'armes ; les armes blanches ; la peine applicable en cas d'infraction aux dispositions du nouveau texte proposé pour l'article 32 du décret du 18 avril 1939 ; l'emprisonnement ; l'article 260-1 du code pénal.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 189 bis du code du commerce concernant la prescription en matière commerciale** (n° 446), rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9771) : la prescription décennale, une prescription extinctive ; le texte de l'article 189 bis du code du commerce ; permettre aux banques de se défaire des archives concernant leurs clients ; le sort réservé aux soldes créditeurs susceptibles de rester au compte bancaire de ces clients. **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9772) : son amendement n° 1 rectifié réparant une erreur de rédaction ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 2 tendant à supprimer l'article 2 s'oppose au transfert à l'Etat des fonds déposés sur des comptes par des clients ne s'étant pas manifestés depuis dix ans ; les conséquences de la réduction du délai de la prescription ; son amendement n° 3 rectifié additionnel maintenant les droits de l'Etat définis par l'article L 27 du code du domaine de l'Etat résolvant le problème d'harmonisation existant dans les articles L 27 et 189 bis du code du commerce ; amendement n° 2 adopté. **Après l'article 2** : son amendement n° 3 rectifié ; adopté. **Article 3** (p. 9773) : son amendement n° 6 actualisant la rédaction proposée pour l'article 3 ; adopté.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité civile et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures (n° 2200), rapporteur. Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1793) : les textes législatifs relatifs au droit de la mer ; le nombre élevé d'échouages de navires en 1976 ; la pollution de la mer par les hydrocarbures ; sa prévention et sa répression ; l'état du droit international ; les différentes conventions qui le constituent ; la convention du 29 novembre 1969 entre la France et la Grande-Bretagne ; (p. 1794) : les deux conventions qui lient les armateurs pétroliers ; la traduction dans le droit interne des dispositions de la deuxième convention de Bruxelles en date du 29 novembre 1969 ; les diverses observations de la commission des lois ; le problème posé par la traduction en lois des conventions internationales ; les insuffisances de la convention de 1969 ; la non-garantie des dommages causés par des navires transportant moins de 2.000 tonnes d'hydrocarbures ; la question de l'extension du régime de la responsabilité de la convention de 1969 ; le problème de la détermination des tribunaux territorialement compétents ; le stade d'élaboration du rapport sur les dispositions à mettre en œuvre en cas de pollution marine accidentelle. **Discussion des articles. Article 5** (p. 1800) : son amendement n° 2 : substitution à l'ancienne qualification de l'appellation « officiers du corps technique et administratif des affaires maritimes » ; adopté. **Article 7** ; son amendement n° 1 : compétences territoriales des tribunaux en cas d'infraction ; adopté. **Article 9** (p. 1801) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. Marine marchande [17 novembre 1977] (p. 7638) : l'avenir des pêches maritimes, l'accès aux sources ; la politique européenne en matière de pêche ; le souci de conservation des ressources ; l'établissement national des invalides de la marine ; la diminution des dotations affectées à la SNSM ; la sécurité en mer.

BAUMEL (Jacques)

*Député des Hauts-de-Seine
(8^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [3 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1010) tendant à étendre au corps le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des identificateurs de l'institut médico-légal des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° 1768)** [19 juin 1975].

— **Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2913) autorisant l'approbation de l'accord maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, signé à Paris le 24 octobre 1975 (n° 3025)** [23 juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 943) : **Accidents de la route** : port de la ceinture de sécurité ; généralisation de l'appuie-tête ; amélioration de la signalisation sur les routes ; répression des fautes de conduite réitérées [16 mai 1973] (p. 1310, 1311, 1312).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Fillioud (n° 900), Leroy (n° 1188), de Broglie (n° 1242), Flornoy (n° 1243), Michel Durafour (n° 1262), Claudius-Petit (n° 1265) : Liberté d'expression et de création** : détention de l'écrivain soviétique André Amalric dans un camp de travail [23 mai 1973] (p. 1504).

• *questions d'actualité :*

— **Vols de présentation au-dessus des agglomérations** : tragédie du Tupolev 144 au Bourget ; exhibitions à Istres ; utilisation de la base d'Evreux [8 juin 1973] (p. 1997, 1998).

— **Sécurité des poids lourds** : limitation de vitesse ; nécessité d'un contrôle renforcé ; précautions particulières à prendre pour le transport des produits toxiques ; installation de rampes spéciales réservées aux véhicules lents [22 juin 1973] (p. 2468, 2469).

• *questions au Gouvernement* :

— **Acheminement du courrier postal** [26 juin 1974] (p. 2974).

— **Son rappel au règlement** : procédure des questions au Gouvernement [26 juin 1974] (p. 2975).

— **Grèves dans les centres de tri postaux** [23 octobre 1974] (p. 5351) : diffusion des plis urgents ; mécanisation et transformation des centres de tri postaux (p. 5351).

• *question orale sans débat* :

— (n° 32344) : **Taux de la taxe d'habitation** [15 octobre 1976] (p. 6702, 6703) : nécessité d'établir une meilleure péréquation pour le calcul de la taxe d'habitation et d'accorder des délais supplémentaires à tous les contribuables.

• *question au Gouvernement* :

— **Crédits affectés à certaines maisons de la culture et à l'aide à certains spectacles** [24 novembre 1976] (p. 8636) : modalité d'attribution de ces crédits ; choix parfois contestable de certains spectacles.

• *question orale sans débat* :

— (n° 37891) : **Rôle de l'agence nationale pour l'emploi** [13 mai 1977] (p. 2774, 2775) : bilan des activités des agences de l'emploi ; multiplication des stages courts de formation en faveur des jeunes et des femmes ; adaptation de l'enseignement aux besoins professionnels.

• *question au Gouvernement* :

— **Civils français retenus comme otages par le Polisario** [8 juin 1977] (p. 3499) : nécessité de prendre une position énergique pour obtenir leur libération ; les propos indécents tenus à Alger par un dirigeant du parti communiste français, M. Kanapa.

• *questions orales sans débat* :

— (n° 39120) : **Difficultés des services des postes dans les Hauts-de-Seine** [24 juin 1977] (p. 4215, 4216) : nécessité de prendre des mesures améliorant les conditions de travail et les rémunérations ; renforcement des effectifs ; développement du réseau des pneumatiques ; création d'un bureau de poste annexe devant la gare du RER à Rueil.

— (n° 41918) : **Extensions de bureaux dans les Hauts-de-Seine** [25 novembre 1977] (p. 7958, 7959, 7960) : instructions à donner

à la DATAR ; nécessité d'autoriser les entreprises des Hauts-de-Seine à réaliser des extensions nécessaires au maintien de l'activité économique de ce département.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297)**. Discussion générale [28 novembre 1974] (p. 7178) : estime que les dispositions dissuasives du projet sont trop modestes ; l'application de ce projet de loi risque de faire sauter bien des barrières.

1975

— **Proposition de loi tendant à étendre au corps des identificateurs de l'institut médico-légal le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° 1010)**, rapporteur. Discussion générale [25 juin 1975] (p. 4722) : conclut à l'adoption de la proposition de loi ; rappelle les conditions pénibles dans lesquelles travaillent les identificateurs de l'institut médico-légal.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature (n° 1565)**. Discussion des articles [22 avril 1976]. Après l'article 15 (p. 2087) : son amendement n° 61 défendu par M. Labbé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère (n° 2269)** [6 mai 1976] (p. 2730) : la situation navrante du livre et des journaux français dans le monde ; diffuser plus largement ces véhicules de la langue française ; (p. 2731) : le caractère techniquement peu heureux du choix des émissions sur ondes courtes ; faire relever du ministère des affaires étrangères l'ensemble des opérations qui intéressent la France dans le monde.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524)**. Deuxième partie :

Équipement. — **Équipement et urbanisme** [27 octobre 1976] (p. 7109) : la liaison entre équipement, environnement et qualité de la vie ; la rocade A 86 ; (p. 7110) : l'A 88 ; un projet dépassé, destructeur et coûteux ; la liaison de l'autoroute A 86 à des localités éloignées telles que Rocquencourt.

Qualité de la vie. — 1. **Environnement** [3 novembre 1976] (p. 7478) : la qualité de la vie, thème des débats ou manifestations

politiques ; (p. 7479) : ses questions sur la défense des espaces verts ; une agence verte de la région parisienne ; la Seine ; Paris et sa banlieue menacés d'une pollution croissante ; le peu d'action en ce domaine.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7837) : s'élève contre les conditions déplorable dans lesquelles se déroule ce véritable marathon budgétaire ; un budget de misère ; nécessité d'une présence permanente sur les ondes pour présenter la politique de notre pays ; la SOMERA ; des installations insuffisantes ou démodées ; (p. 7836) : les critiques formulées, depuis des années, par les rapporteurs à l'égard du budget des affaires étrangères ; le domaine de la radio et de l'audio-visuel ; le livre français à l'étranger ainsi que la presse française ; demande des solutions concrètes et réelles.

BAYARD (Henri)

*Député de la Loire
(7^e circonscription)
(RI, puis R).*

En remplacement de M. Michel Jacquet, décédé le 9 avril 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [13 avril 1976] (p. 1633).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [14 avril 1976] (p. 1779).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [20 avril 1976] (p. 1927), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1^{er} juillet 1976] (p. 5050).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre I^{er} du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de prononcer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la modification du nombre des membres des **commissions départementales des conseils généraux** fixé par la loi du 10 août 1871 (n° 2981) [15 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur la proposition de loi (n° 2577) relative à l'exercice des fonctions de direction des établissements d'éducation d'enfants inadaptés (n° 3050) [29 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 3137) relative à la création d'un comité chargé de proposer toutes mesures tendant à une meilleure intégration professionnelle et à une plus grande protection sociale des épouses d'artisans et de commerçants (n° 3291) [8 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3293) relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés (n° 3294) [9 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés (n° 3440) [21 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Travail [15 novembre 1976] (p. 8015) : la situation des handicapés à la recherche d'un emploi ; (p. 8016) : la difficulté de reclassement des travailleurs handicapés adultes ; la déclaration d'emploi de travailleurs handicapés ; la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées ; le montant de l'aide accordée aux entreprises pour l'aménagement des postes de travail ; le refus de paiement dans les foyers.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Travail [14 décembre 1977] (p. 7358) : la situation de l'emploi en France et dans la CEE ; les conséquences de la réduction du temps de travail sur la productivité ; encourager la libre entreprise ; l'adaptation de la demande et de l'offre de travail ; la mission de placement des agences pour l'emploi ; améliorer le système d'indemnisation du chômage ; (p. 7359) : la réforme du système scolaire ; la rigidité des règles actuelles en matière d'apprentissage ; garantir une véritable formation pratique de l'apprenti ; le travail

féminin ; l'étude du développement du travail à mi-temps ; le recrutement des travailleurs handicapés ; l'absentéisme ; l'incidence de la mensualisation ; le travail noir ; les inégalités de situation des petites et grandes entreprises en matière de responsabilité légale du chef d'entreprise ; l'appel des Français à l'effort.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés** (n° 3293), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8799, 8800) : la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées ; les principes de base de l'enseignement des enfants handicapés ; l'unité ; la multidisciplinarité ; la gratuité de l'éducation spéciale ; les moyens dont dispose le ministère de l'éducation pour assumer ses obligations d'enseignement et de première formation professionnelle ; la prise en charge des enseignants en fonction dans les établissements médicaux et médico-éducatifs ne relevant pas directement de ses services ; le principe de l'intégration ; le champ d'application de l'intégration ; l'exclusion du champ d'application du projet des personnels spécialisés et des auxiliaires médicaux ; le problème des établissements dépendant d'associations à but non lucratif ; les limites numériques à l'intégration ; les dates d'effet des intégrations ; l'intégration des personnels recrutés postérieurement à la date de la promulgation de la loi ; (p. 8801) : les conditions de l'intégration ; l'adoption du projet par la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8803) : son amendement n° 1 : extension du champ d'application de l'article aux éducateurs scolaires et aux maîtres chargés à titre principal de l'enseignement et de la première formation professionnelle des handicapés ; adopté ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 6 de M. Huguet. **Article 2** : son amendement n° 2 : intégrations prononcées dans la limite des emplois créés à cet effet par les lois de finances ; le recours à la procédure législative dans le cas où des intégrations se révéleraient nécessaires ; repoussé. **Article 4** (p. 8804) : son amendement n° 3 : suppression de la prise en considération de la détermination du classement des personnels lors de la fixation des conditions d'intégration ; prendre en compte l'ancienneté des personnels intéressés ; retiré. **Après l'Article 4** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Claude Weber ; son amendement n° 7 : attribution de l'équivalence du baccalauréat aux personnes exerçant des fonctions de direction en cas de possession du diplôme d'éducateur spécialisé ou du diplôme d'assistant spécial ; la nécessité d'être titulaire du baccalauréat pour être directeur d'établis-

sement scolaire ; (p. 8805) : la proposition de loi n° 2557 de M. Foyer ; l'arrêté du 25 mars 1977 assouplissant les conditions de diplôme ; la reconnaissance de l'équivalence du diplôme de directeur d'établissement ; adopté. **Titre** (p. 8806) : son amendement n° 8 : modification du titre ; adopté. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9162) : son rapport présenté par M. Berger.

BAYOU (Raoul)

Député de l'Hérault
(5^e circonscription)
(PSRG).

Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu questeur de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1974] (p. 1448, 1450), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1976] (p. 1273), [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Démissionnaire de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

QUESTIONS

• questions orales avec débat de :

— **MM. Charles Bignon** (n° 11204), **Joselin** (n° 11516), **Rigout** (n° 11324), **d'Harcourt** (n° 11329), **Bertrand Denis** (n° 11466), **Daillet** (n° 11509) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2805) : situation désastreuse de la viticulture française ; importations excessives ; soutien nécessaire des cours ; organisation du stockage ; réduction de la fiscalité frappant le vin ; insuffisance des mesures prises à Bruxelles.

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault** (n° 15297), **Cabanel** (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** : situation dramatique dans la région de Béziers [11 décembre 1974] (p. 7713) : les effets désastreux de la faillite de l'entreprise Astre ; l'octroi de prêts exceptionnels aux sous-traitants ; date d'application de l'accord relatif aux licenciements collectifs.

• questions orales avec débat :

— (n° 8) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2000) : les facilités dont disposent les viticulteurs italiens par rapport aux Français ; (p. 2001) : la menace d'effondrement des cours ; la garantie du prix des vins ; l'autorisation de distillation et l'arrêt total des importations ; organisation d'une propagande en faveur du vin ; prêts à long terme pour la modernisation du vignoble ; problème de la chaptalisation ; critique de la politique décidée à Luxembourg ; (p. 2002) : nécessité d'une planification ; (p. 2011) : la politique de qualité des viticulteurs.

— **Fait personnel** [23 avril 1975] (p. 2017, 2018) : les raisons de sa présence parmi les vignerons du Midi pendant les manifestations.

— (n° 18899) : **Revendications des viticulteurs** [5 décembre 1975] (p. 9436, 9437) : situation désastreuse de la viticulture ; arrêt des importations de vin italien ; la « tragi-comédie d'un Marché commun-passeiro » violant les règles du traité de Rome ; application des clauses de sauvegarde ; création d'un office des vins.

— (n° 484) : **Situation des veuves civiles chefs de famille** [9 avril 1976] (p. 1607).

— (n° 28911) : **Politique viticole** [21 mai 1976] (p. 3381, 3382, 3383, 3384) : gravité de la situation ; le non-assainissement du marché ; la reprise des importations ; la non-application de la clause de sauvegarde intracommunautaire ; critique de l'office du

vin créé par décret ; insuffisance des mesures fragmentaires et ponctuelles prises par le Gouvernement, seul un office des vins tel que le définissent les propositions socialistes pourrait régler les problèmes de la viticulture ; nécessité de sauvegarder la paix sociale dans le Midi viticole ; libération d'Albert Teisseyre.

— (n° 32313) : **Importations de vin** [15 octobre 1976] (p. 6708, 6709) : la crise de la viticulture méridionale ; l'aggravation de la situation économique de cette région, la nécessité de mettre un terme à des importations excessives et injustifiées.

• *questions au Gouvernement :*

— **Mesures fiscales prises en faveur des rapatriés** [24 novembre 1976] (p. 8639) : non-paiement par les rapatriés, non encore indemnisés, de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu considérée comme une avance sur leur indemnisation.

— **Crise viticole** [13 avril 1977] (p. 1753) : l'harmonisation viticole européenne et l'assainissement du marché intérieur français avec des prix rémunérateurs.

• *question orale sans débat :*

— (n° 37759) : **Crise de la viticulture méridionale** [13 mai 1977] (p. 2768, 2769, 2770) : situation catastrophique de la viticulture du Midi ; importance des stocks ; nécessité de les libérer au prix fixé par les accords interprofessionnels ; le problème des importations italiennes ; la relance du marché, les préalables à l'entrée de la Grèce et de l'Espagne dans le Marché commun, les contrats de stockage à court terme, l'aide aux victimes de calamités, les coopératives, l'institution d'un véritable office des vins.

• *question au Gouvernement :*

— **Politique viticole** [18 mai 1977] (p. 2868) : anarchie du Marché commun viticole ; diminution du pouvoir d'achat des viticulteurs du Midi.

• *question orale sans débat :*

— (n° 41212) : **Aide aux viticulteurs** [7 octobre 1977] (p. 6014, 6015) : situation dramatique des viticulteurs sinistrés du Midi ; la nécessité de reconsidérer les prix fixés depuis un an ; l'ampleur des disparités entre les viticulteurs des divers pays de la Communauté et même en France (TVA, chaptalisation) ; son opposition à l'admission dans la Communauté de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ; la création d'un office du vin.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural, sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [3 mai 1973] (p. 1016) : évoque la politique du vin ; les difficultés du marché commun viticole ; l'augmentation des prix liée aux mauvaises récoltes ; problème des importations de vins d'Italie et d'Afrique du Nord ; demande l'instauration d'un contrôle efficace ; le respect de prix progressifs annuels normaux ; une aide substantielle aux viticulteurs sinistrés ; un allègement de la fiscalité qui frappe le vin ; (p. 1017) : une loi unique sur la chaptalisation ; la rénovation de la viticulture traditionnelle ; la mise en place d'un système européen de soutien des cours ; l'identité des législations, des aides et des charges à l'intérieur de la Communauté ; la suppression des patentes sur les coopératives viticoles ; demande que le Gouvernement s'oppose à l'entrée de l'Espagne dans le marché commun, la promotion des vins de consommation courante.

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant (n° 281)** [10 mai 1973] (p. 1144) : sa mise au point sur la position du groupe socialiste à la conférence des présidents au sujet de l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Brocard sur les anciens combattants.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article 5** (p. 4056) : annonce l'abstention du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4528) : son sous-amendement : droit prioritaire de gestion des nouveaux équipements commerciaux et artisanaux dans les zones de rénovation.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Defferre sur la présence d'un magnétophone dans le bureau n° 9 de l'Assemblée** [23 octobre 1973] (p. 4659) : divulgation des délibérations de groupes, ouverture d'une enquête.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5267) : son appel au ministre de l'agriculture le 3 mai 1973 lors de son intervention viticole ; (p. 5268) : crise de la viticulture du Midi depuis 1958 ; efforts des viticulteurs sur le plan de la qualité ; produits pour le Trésor des taxes indirectes sur le vin ; pro-

messes du ministre à Montpellier en 1972 ; augmentation dérisoire du prix d'orientation du vin à Bruxelles ; prix d'orientation fixé à un franc près au niveau de 1958 ; accuse le Gouvernement de promouvoir lui-même cette baisse sur un produit qui n'est en rien responsable de la cherté de la vie ; commission de Bruxelles présidée par M. Ortoli ; non-usage du droit de veto ; importations de vins italiens et africains ; diminution des droits de douane frappant les vins algériens, marocains, tunisiens et turcs demandée et obtenue par la France à Bruxelles ; non-égalisation des aides et des charges sur le vin à l'intérieur de la CEE ; fiscalité viticole en RFA et en Italie et fiscalité sur le vin en France ; droits de circulation et TVA à 17,6 % ; nécessité de retour à une fiscalité de 12 centimes le litre comme en 1958 ; montant des warrants et spéculation ; patente frappant les caves coopératives ; suppression des aides au stockage ; sa référence aux propos tenus le 6 octobre 1973 à Montpellier par le ministre de l'agriculture au sujet de la baisse des cours ; insuffisance des crédits affectés à la viticulture par le FORMA ; conséquences des importations de vins algériens et italiens ; niveau des stocks à la propriété en France et en Italie ; supériorité des prix italiens par rapport aux prix français ; ses propositions d'urgence concernant l'augmentation des prix ; (p. 5169) : les contrats de stockage ; la distillation ; la protection contre les importations ; l'abaissement de la fiscalité ; la garantie contre les calamités ; le refus d'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; l'aide à la coopération et à l'exploitation familiale ; la promotion de la qualité ; l'interdiction des coupages ; suppression des dérogations du Marché commun viticole ; (p. 5290) : sa mise au point à propos du prix de référence du vin ; rappelle au ministre de l'agriculture les termes de son intervention dans le débat ; importations de vins ; insuffisance des prix à la production ; estime que ce n'est pas faire preuve de dignité que de « traiter par le mépris des remarques qui sont justes » ; (p. 5334) : sa réponse à M. Hector Rolland ; caractère de loi « scélérate » de la proposition sur les sociétés agricoles d'investissement foncier ; conséquence qu'aurait eu le texte sur l'agriculture familiale.

Economie et finances. — **1. Charges communes** [20 novembre 1973] (p. 6138) : problèmes des rapatriés ; demande une amnistie totale et honorable ; fonds français bloqués en Afrique du Nord ; retraites ; reclassement des fonctionnaires ; personnes disparues ; réparation des pertes subies ; loi de 1970 et fin de non-recevoir opposée par les Etats spoliateurs ; lettre du ministre des affaires étrangères du 24 décembre 1971 aux présidents des commissions des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat ; accords d'Evian ;

avance aux rapatriés âgés ; crédits d'indemnisation ; parts de crédits versée aux banques ; (p. 6139) : conséquences de l'érosion monétaire ; demande le vote d'une vraie loi d'indemnisation ; proposition de loi n° 152 de son groupe ; compensation de la dépense par le prélèvement d'une taxe sur les produits importés d'Afrique du Nord. **Etat B - Titre IV** (p. 6146) : soutient l'amendement de suppression de crédits de M. Michel Durafour.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole (n° 725).** **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6490) : sa motion de renvoi en commission ; critique les conditions de discussion du texte ; travaux du groupe parlementaire viticole ; refus d'amendement du Gouvernement ; remise en cause du droit de propriété ; non-conformité du projet au traité de Rome ; efforts accomplis par les viticulteurs du Midi sur le plan de la qualité ; problème des vins des récoltes précédentes ; demande le renvoi du projet en commission. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6494) : son amendement : décision de classement des vins prise par une commission paritaire ; (p. 6495) : son amendement tendant à la reconnaissance automatique des vins AOS comme « vins de pays » en conservant leur appellation.

— **Projet de loi relatif à la modification des bases de la fiscalité directe locale (n° 637).** **Troisième et dernière lecture** [20 décembre 1973] (p. 7248) : vote de son groupe contre le projet.

1974

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles (n° 1172).** **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4745) : les injustices de la fiscalité du vin. **Article premier** (p. 4754) : fiscalité du vin.

— **Proposition de loi tendant à l'application de la législation sur les quarante heures et à la rémunération des heures supplémentaires aux salariés de l'agriculture (n° 150).** **Explications de vote** [18 octobre 1974] (p. 5273) : le groupe socialiste votera la proposition en demandant que la condition du monde paysan tout entier soit améliorée.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1974]. **Examen des crédits** (p. 5519) : juge les crédits lilliputiens ; renonce-t-on à l'harmonisation des régimes sociaux ; la patente ; (p. 5520) : gravité des restrictions de crédit ; prêts du FDES.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1974]. **Examen des crédits** (p. 6047) : la qualité du vin et la rémunération des agriculteurs ; le bilan de la campagne ; les importations de vins d'Algérie ; l'interprofession ; l'institut des vins de consommation courante ; l'organisation du marché européen ; la confédération nationale des coopératives vinicoles ; (p. 6048 : le prix réel ; la distillation ; la répartition des crédits accordés aux organismes d'intervention ; la campagne anti-vin ; la chaptalisation ; la réunion d'une table ronde vinicole.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6388) : les conséquences dramatiques des difficultés de certaines entreprises dans la région de Béziers.

Economie et finances. — **I. Charges communes** [20 novembre 1975] (p. 6862) : évoque le problème des rapatriés non résolu par la loi du 15 juillet 1970 ; critique : l'amnistie, les retraites, le moratoire, la situation faite aux harkis ; (p. 6863) : demande la modification de la grille d'indemnisation ; déclare que les socialistes et radicaux de gauche voteront contre le budget des charges communes.

1975

— **Rappel au règlement** [3 avril 1975] : sa protestation contre l'absence de l'inscription des questions d'actualité à l'ordre du jour de l'Assemblée ; la gravité exceptionnelle de la situation de la viticulture dans le Midi de la France (p. 1244).

— **Rappel au règlement** [15 avril 1975] (p. 1636) : mobilisation du Midi de la France du fait de la crise viticole ; demande au Gouvernement l'inscription immédiate d'un débat sur le sujet.

— **Proposition de loi adoptée par le Sénat, relative à l'indemnisation des rapatriés** (n° 1508). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1912) : une proposition qui ne change rien ; les conséquences de l'application de la procédure d'urgence en matière de loi de finances ; l'impossibilité pour l'Assemblée nationale d'amender le texte du Gouvernement ; les irrégularités de procédure ; le problème de fond : l'indemnisation des rapatriés ; les lacunes de la loi du 15 juillet 1970 ; la mission de M. Mario Bénéard ; le maintien des injustices les plus criantes ; (p. 1913) : l'impatience des rapatriés ; la position du groupe du parti socialiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° 1747). **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4729) : un projet qui n'apporte rien à l'organisation du Marché commun ; la néces-

sité d'un office du vin ; (p. 4731) : demande au Gouvernement que les prix de déclenchement soient respectés dans les échanges intra-communautaires ; (p. 4732) : insiste sur la nécessité de mettre fin aux procédés de dumping utilisés par l'Italie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 3 Etat A** (p. 6180) : son amendement n° 11 : réduire d'un million la dotation du chapitre 37-97 relatif aux dépenses éventuelles ; affecter cette somme à l'étude de la création d'un office des vins ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7908) : démontre que le prix du vin pour la campagne en cours devrait s'élever à 12,50 F le degré-hecto ; (p. 7909) : le maintien des importations de vins méditerranéens conduirait à la catastrophe ; il faut donc maintenir la taxe de 1,13 F par degré-hectolitre qui frappe les vins en provenance d'Italie.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 7022) : la ruine des PME ; l'absence de déconcentration des villes ; l'aggravation de l'exode rural ; le chômage dans l'Hérault ; les mesures qui s'imposeraient en la matière ; (p. 8023) : l'impossibilité pour le Gouvernement de mener la politique qui s'impose.

Economie et finances. — **I. Charges communes** [19 novembre 1975]. **Examen des crédits : Etat B - Titres III et IV** (p. 8711, 8712) : ses amendements n°s 175, 176 et 247 ; transférer les crédits consacrés aux rapatriés du budget des charges communes au budget des services généraux du Premier ministre ; appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité de régler définitivement le contentieux des rapatriés ; amendement n° 175 repoussé ; amendement n° 176 repoussé ; amendement n° 247 : opposition par le Gouvernement de l'article 41 de la Constitution.

1976

— **Rappel au règlement** [6 avril 1976] (p. 1369) : nécessité d'un débat sur la viticulture.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Après l'Article 9** (p. 1840) : son sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 47 de M. Garcin : supprimer dans le texte de l'amendement le mot « contrôlée » après les termes « vins d'appellation d'origine » ; adopté.

— Ses observations sur le déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature ; souhaite que le vote soit recommencé [27 avril 1976] (p. 2167).

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7533) : la gravité de la situation viticole ; la faiblesse de l'office du vin ; la portée limitée de l'accord passé entre la profession et le commerce ; la faible augmentation du vin pour le viticulteur et la forte augmentation de son prix pour le détaillant ; le marasme actuel du Languedoc ; les faillites ; le chômage ; les importations abusives d'Italie ; l'office du vin impuissant au niveau des importations ; le refus des viticulteurs de faire des sacrifices supplémentaires ; (p. 7534) : appliquer la clause de sauvegarde et cesser d'importer ; le danger de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; la nécessité de garantir le prix du vin ; la proposition de loi socialiste à cet égard ; la nécessité d'alléger une fiscalité excessive ; ne pas sacrifier la viticulture française à la viticulture italienne ; demande au ministre comment il compte assainir le marché ; [5 novembre 1976] (p. 7615) : la répartition plus juste faite par les offices fonciers.

Economie et finances. — **1. Charges communes** [20 novembre 1976] (p. 8493) : l'indemnisation des rapatriés ; pas même un budget de reconduction ; l'ANIFOM ; le refus du PSRG de voter ces crédits ; la loi de 1970 dépassée ; (p. 8494) : l'amendement socialiste : une incitation vigoureuse à la refonte totale de la loi de 1970 ; les harkis. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Etat B - Titre IV** (p. 8499) : son amendement n° 270 de réduction des crédits ; la loi de 1970, injuste, mal adaptée et inique ; une véritable indemnisation ; (p. 8500) : indique que son groupe votera l'amendement de M. Mario Bénard afin d'avoir une loi nouvelle ainsi qu'une véritable indemnisation ; amendement n° 270 satisfait par adoption de l'amendement n° 291.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6634) : la situation des viticulteurs ; l'augmentation de la fiscalité sur les vins ; la baisse du revenu des viticulteurs ; l'absence de prise en considération des propositions des viticulteurs ; les conditions d'élargissement de la Communauté économique européenne ; la garantie des prix ; la nécessité

de la création d'un véritable office des vins ; la chaptalisation.

Economie et finances. — **I. Charges communes** [18 novembre 1977] (p. 7728) : les crédits affectés au financement du moratoire et de l'indemnisation des rapatriés ; la remise en question de la loi du 15 juillet 1970 ; l'évolution des crédits ; les crédits affectés à l'ANIFOM ; les missions de l'ANIFOM ; l'inclusion des gents de l'ANIFOM dans le plan de titularisation des non-titulaires de l'Etat ; le contentieux entre le Gouvernement et les rapatriés.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8004) : le drame des rapatriés ; la persévérance du Gouvernement dans l'injustice et dans l'erreur ; le principe de l'indemnisation ; les dispositions législatives relatives à l'indemnisation des rapatriés ; (p. 8005) : la proximité des élections législatives ; le terme de l'indemnisation ; les propositions des socialistes et des radicaux de gauche à l'égard des rapatriés ; l'article 40 de la Constitution ; le contentieux entre le Gouvernement et les rapatriés.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc** (n°s 3323, 3324, 3325). **Explications de vote** [17 décembre 1977] (p. 8945) : l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie** (n°s 3326, 3327, 3328, 3329). **Explications de vote** [17 décembre 1977] (p. 8948) : l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projets de loi autorisant la ratification des protocoles financiers entre la Communauté économique européenne et la Turquie, Malte et la Grèce** (n°s 3331, 3332, 3334). **Explications de vote** [17 décembre 1977] (p. 8949) : l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projets de loi autorisant la ratification des protocoles additionnels aux accords entre la Communauté économique européenne et Israël et le Portugal** (n°s 3330, 3333). **Explications de vote** [17 décembre 1977] (p. 8951) : l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, ensemble deux protocoles, faite à Barcelone le 16 février 1976** (n° 3055). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8956) : la convention de Barcelone ; la lutte contre la pollution émanant des rejets

industriels ; le problème des rejets de mercure et des boues rouges ; le problème posé par les centrales nucléaires ; la nécessité d'une information complète et objective et d'une consultation démocratique des citoyens ; le dépôt par le groupe du PSRG d'une proposition de loi sur le projet ; le problème de pollution causé par les rejets organiques ; les rejets d'hydrocarbures en haute mer ; l'aggravation des phénomènes de pollution en Méditerranée ; le problème des sanctions et des contrôles.

BEAUGUITTE (André)

*Député de la Meuse
(2^e circonscription)
(RI, puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 avril 1976] (p. 1614).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1977] (p. 1464).

Cesse d'appartenir à cette commission [28 avril 1977] (p. 2288).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [27 juin 1974] (p. 3004).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 64-696 du 10 juillet 1964 relative à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées (n° 675) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à accroître la protection des personnes âgées (n° 890) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à garantir la progression du pouvoir d'achat des prestations familiales (n° 1011) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le règlement de la dette russe (n° 2448) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer une charte des retraités (n° 3156) [19 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant (n° 281)** [11 mai 1973] (p. 1205) : souhaite le retour à l'égalité des droits à la retraite du combattant ; l'amélioration du sort des veuves de guerre et des ascendants ; rappelle les taux des pensions des veuves ; demande le retour à la proportionnalité des pensions d'invalidité inférieure à 100 %, la levée des forclusions ; l'octroi de la retraite à soixante ans aux anciens prisonniers de guerre ; évoque une correspondance avec le premier ministre ; souhaite que soit reprise la proposition de loi rapportée par M. Bonhomme.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685). Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3745) : la création d'emplois en Lorraine ; le problème des villes moyennes ; procéder à une réforme profonde des finances locales ; arrêter l'émigration dans la Meuse ; revitaliser les chefs-lieux de canton.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française (n° 2809)** [20 avril 1977] (p. 1971) : les problèmes spécifiques du département de la Meuse ; les conditions d'accueil des nouvelles entreprises ; demande à ce que des mesures soient prises en faveur de ce département ; (p. 1972) : l'implantation d'activités tertiaires ; la politique gouvernementale de décentralisation ; l'ouverture de l'autoroute A 4.

BÉCAM (Marc)

*Député du Finistère
(1^{re} circonscription)
(App. UDR, puis App. RPR).*

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales) du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1^{er} avril 1977 [2 avril 1977] (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 1^{er} mai de son mandat de député [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales) (Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre de la commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [29 mai 1973] (p. 1606).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — XIII. **Logement** (n° 686) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — XII. **Logement** (n° 1235) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission d'enquête parlementaire, sur la **pollution du littoral méditerranéen** et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la **défense de la nature** (n° 1273) [30 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur l'article 17 du **projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340) (n° 1384) [10 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1430), modifié par le Sénat, relatif

aux dispositions transitoires applicables aux projets d'aménagement, aux plans d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme (n° 1431) [19 décembre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — XII. Logement (n° 1921) [10 octobre 1975]. 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2410) relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 244) [30 juin 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — XII. Logement (n° 2534) [12 octobre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n°s 2631, 2683) [9 décembre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement (n° 2733) [20 décembre 1976].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question d'actualité :*

— **Industrie de la charcuterie** [16 mai 1973] (p. 1303).

• *questions au Gouvernement :*

— **Plan routier breton** [19 juin 1974] (p. 2784).

— **Pollution du littoral méditerranéen** [18 décembre 1974] (p. 8044).

— **Protection des entreprises agro-alimentaires en difficulté** [5 novembre 1975] (p. 7887) : situation d'une entreprise de salaisons dans la région de Quimper ; diminution des délais de paiement.

— **Pollution marine** [21 avril 1976] (p. 1959) : position du Gouvernement sur la zone de compétence de l'Etat côtier en matière de lutte contre la pollution.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 29540) : **Situation dans le secteur des pêches maritimes** [4 juin 1976] (p. 3815, 3816) : l'importance de l'aide apportée par l'Etat ; la nécessité d'appliquer des

procédures administratives d'urgence et de prendre des dispositions sur le plan international ; la réorganisation des marchés ; l'implantation d'une chaîne du froid à travers le pays.

— (n° 32171) : **Pêche artisanale** [15 octobre 1976] (p. 6703) : la non-réalisation des prévisions du VI^e Plan pour le renouvellement de la flottille de pêche artisanale ; réalisation de programmes bénéficiant d'une aide communautaire ; octroi d'une aide spécifique aux jeunes marins.

• *questions au Gouvernement :*

— **Zones de pêche** [27 octobre 1976] (p. 7099) : les prétentions britanniques et irlandaises touchant l'extension des zones de pêche protégées et réservées aux nationaux.

— **Licenciements à Quimper** [3 novembre 1976] (p. 7421) : situation de la société Bolloré spécialisée dans la fabrication du papier condensateur.

— **Prolifération des goélands dans la baie de Saint-Brieuc** [10 novembre 1976] (p. 7879).

— **Exonération fiscale des commerçants sinistrés de Quimper à la suite de l'incendie des halles** [15 décembre 1976] (p. 9419).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales) :

• *à la question orale sans débat de :*

— **Mme de Hauteclocque** (n° 37794) : **Réparation des conséquences d'un attentat** [27 mai 1977] (p. 3194) : loi du 3 janvier 1977 ; étude d'un projet destiné à indemniser les dommages causés par les attentats ; nouvelle convention d'assurance relative à l'indemnisation des dommages causés par les émeutes, mouvements populaires et actes de terrorisme.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ibéné** : **Discrimination raciale en matière d'emploi** [22 juin 1977] (p. 4052) : décret du 24 mars 1977 relatif au recrutement du personnel temporaire de la ville de Paris ; lutte contre le racisme.

— **M. Dalbera** : **Attentats contre certains organismes et associations** [22 juin 1977] (p. 4053) : garantie de l'existence de toutes les associations légales par le ministère de l'intérieur ; discrétion en matière politique recommandée à une association étrangère.

— **M. Dubedout** : **Expulsion d'un travailleur immigré** [23 novembre 1977] (p. 7838) : motifs de l'expulsion de Mohamed Zerouki : non-respect de l'obligation de neu-

tralité politique faite aux résidents étrangers ; liens avec le Polisario.

• à la question orale sans débat de :

— M. Denis (n° 42034) : Réglementation des débits de boissons [25 novembre 1977] (p. 7957, 7958) : concilier la lutte contre l'alcoolisme et le maintien de la vie sociale en milieu rural ; libéralisation de la réglementation dans les villes de moins de 2.000 habitants.

• aux questions au Gouvernement de :

— M. Depietri : Attentats contre les travailleurs algériens [7 décembre 1977] (p. 8340) : le caractère inadmissible des actes de violence contre les immigrés ; les consignes reçues par les services de police pour que la paix publique soit respectée.

— Mme Constans : Campagne préélectorale [7 décembre 1977] (p. 8340) : le climat de grande liberté dans lequel se déroule la campagne préélectorale.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de député :

— Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des communautés européennes (n° 277) [4 mai 1973] (p. 1061) : estime que le problème du lait n'est pas réglé, que les producteurs de lait sont les OS de l'agriculture ; répercussions de l'augmentation au stade de la production ; prix de la viande, nécessité d'assurer la sécurité des producteurs de viande ; incidences des difficultés monétaires et de la perspective des négociations du GATT ; problème de l'unité des prix européens ; (p. 1062) : évoque la directive sur l'aide à l'agriculture de montagne, les relations de l'Europe avec les Etats-Unis et les pays en voie de développement ; obligation au Gouvernement de présenter au Parlement un rapport annuel sur la politique agricole ; demande que le Parlement soit associé à la conférence annuelle.

— Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1139) : regrette l'utilisation, pendant la campagne électorale, du vote de procédure intervenu sur la proposition de loi de M. Brocard ; également du vote du 2 décembre 1971 sur l'abaissement progressif de l'âge de la retraite servie par la sécurité sociale.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles (n° 198).** Discussion des articles [15 mai 1973]. Article 6 (p. 1266) : son amendement sur l'allocation des associés d'exploitation et le salaire différé ; retrait.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496).** Discussion des articles [5 octobre 1973]. Après l'Article 33 (p. 4134) : ses observations sur l'amendement de M. Guillermin relatif à la publication du barème des prix ; estime le système proposé trop contraignant ; (p. 4143) : estime qu'une réglementation des heures d'ouverture des établissements commerciaux est indispensable mais qu'elle doit être adaptée aux différents types de commerces ; cas du commerce des meubles ; souplesse dans l'examen du problème. **Seconde délibération** [19 octobre 1973]. Article 23 (p. 4624) : s'associe aux propositions du Gouvernement. **Deuxième lecture** [7 décembre 1974]. Article 36 *ter* (p. 6775) : son amendement : prêts du FDES aux artisans.

— **Fixation de l'ordre du jour :** réunions des commissions [17 octobre 1973] (p. 4497).

— **Rappel au règlement :** conséquences des réunions de commissions sur le déroulement de la séance publique [25 octobre 1973] (p. 4766, 4767) ;

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646).** *Deuxième partie :*

Transports. — IV. Marine marchande [30 octobre 1973] (p. 5086) : renouvellement de la flotte artisanale, aide du FDES, déficit du commerce extérieur des produits de la mer ; demande un abattement fiscal de 20 % en faveur des marins-pêcheurs, matière première des filets de pêche, approvisionnement des pêcheurs en fibres de nylon, autorisation de pêche dans le « cantonnement » du golfe de Gascogne, conformité réglementaire des mailles de filets de pêche, droit à la mer, difficultés avec les armements installés en Afrique, état de la négociation sur les problèmes des 200 milles ; souhaite un débat à ce sujet ; (p. 5090) : demande la parole pour répondre à M. Crépeau.

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5342) : **Etat B - Titre III** : intervient dans la discussion de l'amendement de M. Bonhomme : suppression de la dotation aux jeunes agriculteurs ; modalité de dépôt des amendements dans les partis de la majorité.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5673) : bourses, gratuité, système préco-

nisé par son collègue M. André Glon, livret éducation attribué dès la naissance assorti de prêts-enseignements, maîtres auxiliaires enseignant des cultures et des langues régionales ; (p. 5674) : émissions de télévision en langue régionale, enseignement privé. **Etat B - Titre IV** : répond à M. Mexandeau sur la liberté de choix de l'enseignement et sur les crédits à l'enseignement privé.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Logement**, rapporteur pour avis [14 novembre 1973] (p. 5755) : rend hommage à son prédécesseur M. Jean Royer ; observe que le pays a atteint un des niveaux de construction les plus élevés ; ses observations quant au dépassement possible des prévisions du VI^e Plan ; recul sensible du surpeuplement, progression de la maison individuelle, promotion de l'habitat individuel ; (p. 5756) : accession à la propriété ; regrette l'absence d'une politique d'ensemble des lotissements communaux, amélioration de la qualité, effort d'amélioration de l'habitat existant, réduction des disparités sociales, rôle de l'allocation de logement ; expériences de rénovation de logements anciens par les offices d'HLM ; habitat insalubre, logement des immigrés ; moyens de la politique du logement ; crédits aux logements aidés ; moins-values de recettes au titre de l'impôt sur le revenu, exonération de l'impôt foncier ; points critiques du budget ; suppression des primes sans prêt ; situation du bâtiment, réduction du nombre de PLR ; estimation optimiste du secteur non aidé, manque de fluidité du marché, critères de répartition régionale des primes, prix plafonds des HLM, distribution tardive du projet de budget, ses observations sur le projet de budget ; (p. 5800) : ses observations sur le système des primes sans prêt.

Services du Premier ministre. — **Réformes administratives.** — **Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité** [20 novembre 1973] (p. 6083) : souhaite un débat spécial sur les réformes administratives et sur le Plan ; rapports entre administration et administrés ; problème de l'accueil ; ses observations sur le rôle des parlementaires ; participation dans l'administration, formation permanente, consultation d'organismes extérieurs à l'administration, préparation du VII^e Plan et institutions régionales ; Plan et inflation ; suggère la fourniture par chaque région de deux rapports sur l'exécution du VI^e Plan ; suggère un débat de préorientation sur le VII^e Plan ; conseils régionaux et préparation du VII^e Plan ; ses observations sur l'élaboration du « plan breton » CELIB ; sa suggestion de faire des expériences de dotation globale à l'intérieur des petites régions naturelles.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. Après l'Article 45 (p. 6126) : soutient l'amendement tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail (n° 719).** Discussion des articles [22 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6241) : souhaite l'extension à l'agriculture des mesures proposées.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 29 n du Livre I^{er} du code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service (n° 209).** Discussion des articles [28 novembre 1973]. **Article unique** (p. 6472) : s'interroge sur l'opportunité de fixer un délai maximum au-delà duquel les réclamations ne pourraient être présentées ; risques d'injustices.

— **Projet de loi relatif à la fiscalité directe locale (n° 637).** **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7225) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement : allègement en faveur des petits patentés.

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 809).** Discussion des articles [11 juin 1974]. **Article premier** (p. 2592) : s'oppose à l'amendement n° 5 présenté par M. Dutard ; serait contraire à la mobilité de l'action des SAFER.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645).** Discussion des articles [13 juin 1974]. **Article 617-13 du code de la santé publique** (p. 2671) : soutient l'amendement n° 50 de M. Briane. **Article 617-14 du code de la santé publique** (p. 2673) : ses observations sur l'amendement n° 39 de M. Falala : le reclassement des professionnels.

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058).** Discussion des articles [20 juin 1974]. **Article 13** (p. 2847) : sur l'article : amnistie la plus large possible en faveur des commerçants.

— **Projet de loi modifié par le Sénat relatif à l'amnistie. Deuxième lecture (n° 1117)** [9 juillet 1974]. **Article 13** (p. 3412) : son amendement n° 20 relatif aux conséquences de l'amnistie sur le paiement des prestations d'assurance vieillesse ; adopté.

— **Commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen**, rapporteur [30 octobre 1974] (p. 5626 et 5627) : demande la

publication du rapport ; la demande de publication est adoptée.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5865) : place des enfants dans l'enseignement public ; les effectifs excessifs des écoles maternelles ; situation des instituteurs remplaçants en Bretagne ; la non-réévaluation de la subvention pour les constructions de classes entraîne le déséquilibre des finances locales ; l'existence de l'enseignement privé garantit la liberté du choix des familles ; (p. 5866) : se prononce en faveur de la diffusion des cultures régionales.

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6027) : l'effort de la nation n'est pas disproportionné ; l'enseignement agricole public et privé ; la convention avec les maisons familiales ; le groupe d'études parlementaire pour l'aménagement rural ; (p. 6028) : les bonifications d'intérêts ; les schémas départementaux et les plans d'aménagement ruraux ; création d'un fonds interministériel d'aménagement rural ; les adductions d'eau ; le téléphone rural ; l'aménagement de l'espace rural.

Equipement, logement, rapporteur pour avis [16 novembre 1974] (p. 6571) : examine les conséquences de l'encadrement du crédit sur le financement de la construction et l'activité de l'industrie du bâtiment ; (p. 6572) : sort des différentes primes ; engager les crédits dès janvier pour éviter un creux des activités ; combattre les lenteurs administratives en particulier dans le domaine du permis de construire pour économiser sur le prix de la construction. **Article 51** (p. 6602) : amendement n° 145 de la commission de la production : remplacement de la bourse d'échanges de logements par une agence d'information ; repoussé.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6855) : défend l'amendement n° 118 tendant à augmenter la redevance perçue au profit du fonds national pour le développement d'adductions d'eau dans les communes rurales, sur les fournitures d'eau en communes urbaines et en communes rurales ; (p. 6856) : demande que la taxe passe de 4 centimes à 6 centimes au mètre cube d'eau consommé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1340)** [10 décembre 1974].

Education nationale (p. 7619) : les forfaits d'externat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974. Article 17 : Plans d'urbanisme (n° 1340), rapporteur. Première lecture. Dis-**

cussion générale [10 décembre 1974] (p. 7635) : expose l'économie des mesures proposées pour reporter la date limite de publication de divers documents d'urbanisme ; (p. 7636) : son amendement n° 4, au nom de la commission : report au 1^{er} janvier 1977 de la date de publication des plans d'occupation des sols ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8173) : approuve l'amendement du Sénat relatif aux villes nouvelles créées par décret.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7835) : la discussion prochaine de la motion de censure ; (p. 7845) : rappelle le droit au travail des handicapés ; demande aux administrations de montrer l'exemple ; rappelle le droit à la tierce personne ; le droit aux ressources ; s'inquiète des handicapés sensoriels et du remboursement des prothèses dont ils ont besoin ; demande quels seront les moyens d'appel en cas de suspension de l'allocation. **Discussion des articles. Article 4** (p. 7867) : propose une modification à l'amendement n° 109 de M. Briane : participation des parents aux débats de la commission départementale. **Seconde délibération** [19 décembre 1974] (p. 8112) : hommage au rapporteur de la commission des affaires culturelles et au secrétaire d'Etat ; l'œuvre de la V^e République ; puisque la justice se substitue progressivement à la charité, le groupe de l'Union des démocrates pour la République votera ce texte avec enthousiasme.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171). Première lecture** [10 avril 1975]. **Discussion des articles. Article 18** (p. 1531) : imaginer un système qui permette entre preneurs la transmission du prêt à long terme relatif aux investissements réalisés. **Après l'Article 19** (p. 1533) : apporte son soutien à l'amendement n° 124 de M. Corrèze ; exemple de la Bretagne où se manifeste le risque de voir disparaître la location des terres au profit de la chasse. **Deuxième lecture** [17 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 7** (p. 4268) : pense que voter le projet de loi sans modifications serait nuire à la qualité du travail parlementaire. **Article 12** (p. 4272) : apporte son soutien à l'amendement n° 53 de M. Méhaignerie. **Article 13 bis** (p. 4274) : demande s'il s'agit d'instituer une simultanéité entre la notification du congé pour reprise et l'engagement de la procédure pour le cumul. **Article 17** (p. 4276) : considère que la rédaction de l'article 17 n'est pas satisfaisante.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 1537). Deuxième lecture** [17 avril 1975]. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 617-14 du code de la santé publique (p. 1787) :** ses observations sur les amendements ; prévoir une aide à la reconversion des laboratoires et colporteurs.

— **Propositions de loi portant droit de reprise (n°s 71, 84, 671, 885, 1513). Discussion de l'article unique** [18 avril 1975] (p. 1894) : ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Canacos.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes (n° 1486). Discussion des articles.** [22 avril 1975]. **Article 2 (p. 1937) :** ses observations sur l'amendement n° 25 de M. Hamel.

— **Projet de loi adopté, après déclaration d'urgence, par le Sénat, relatif au permis de chasser (n° 1555). Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Après l'Article 8 bis (p. 2077) :** ses observations sur l'amendement n° 15 de M. de Poulpiquet ; apporter la sécurité aux gardes-chasse. **Article 11 (p. 2079) :** s'oppose à l'amendement n° 17 de M. de Poulpiquet.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2 (p. 3985) :** juge que l'amendement n° 5 de M. Burckel a un caractère fallacieux. **Article 4 (p. 4013) :** son amendement n° 112 : ne pas limiter à 50 % la prise en compte des valeurs locatives pour les usines nucléaires ; (p. 4014) : insiste pour que les communes rurales reçoivent une compensation pour les contraintes qu'elles subissent suite à l'implantation d'usines nucléaires ; adopté. [12 juin 1975] : **Article 16 (p. 4062) :** proteste contre le fait que son amendement n° 133 prévoyant la création d'un fonds national d'aménagement rural soit devenu sans objet. **Seconde délibération. Article 4 (p. 4075) :** regrette que la part de l'aménagement rural soit constamment réduite.

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises (n° 678). Discussion des articles** [16 juin 1975]. **Avant l'Article premier (p. 4244) :** souligne que l'amendement n° 14 de M. Fontaine pose le problème de la représentativité syndicale.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal (n° 1481). Deuxième lecture** [27 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 19 : Article 43-2 du code pénal (p. 4909) :** demande au garde des sceaux pourquoi il exclut dans son texte les mandats électifs et syndicaux.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux (n° 1633). Deuxième lecture** [28 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 13 bis (p. 4990) :** appuie l'amendement n° 1 de M. Weisenhorn. **Article 21 bis (p. 4992) :** appuie l'amendement n° 2 de M. Weisenhorn ; considère que le terme « écologie » doit figurer après les mots « bilan économique » ; (p. 4993) : s'interroge sur la suppression du mot « écologie ». **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5057) : souhaite que l'on dépassonne le terme « écologie ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4 : Etat B (p. 6194) :** son intervention sur l'amendement n° 24 de M. Cressard ; insiste sur l'intérêt des travaux d'assainissement, y compris dans les bâtiments administratifs. **Article 13 (p. 6206) :** demande si le Gouvernement peut garantir que les crédits prévus en faveur des installations portuaires complexes pourront être engagés d'ici mars. **Commission mixte paritaire** [12 septembre 1975] (p. 6253, 6254) : le caractère acceptable du compromis adopté par la commission mixte paritaire ; souhaite être rassuré par le Gouvernement, notamment en matière d'application des règles communautaires, relatives au vin et à la viande.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881). Discussion des articles** [17 octobre 1975]. **Article 95 (p. 7066) :** son amendement n° 486 : supprimer le dernier alinéa de l'article 95 ; maintenir les dispositions de l'article 61 de la loi d'orientation foncière de 1967 ; (p. 7067) : fait valoir que laisser subsister l'article 61 ne peut constituer une gêne quelconque ; (p. 7068) : repoussé. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10097) : se prononce en faveur de l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires (n° 1907). Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7079) : prend acte des dispositions positives contenues dans le projet de loi ; insiste pour que soit réglé le problème des retraités de l'échelle 3 ; réclame des informations sur la péréquation des pensions ; souhaite une amélioration du taux des pensions des veuves.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Equipement, logement, rapporteur pour avis [24 octobre 1975] (p. 7387) : un budget de reconduction ; les inégalités qui subsistent dans le domaine du logement ; la crise possible de l'habitat ; maintenir la vocation so-

ciale des HLM ; (p. 7388) : les suggestions de la commission de la production ; [28 octobre 1975] (p. 7403) : se félicite des réponses apportées par le Gouvernement. **Discussion des articles.** Après l'Article 52 (p. 7425, 7426) : ses observations sur l'amendement n° 136 de M. Michel.

Transports. — IV. **Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8446) : le cas de certains bateaux qui ont la préférence des artisans pêcheurs ; accorder des prêts aux jeunes patrons de pêche ; majorer les subventions à l'équipement des ports ; la décision du Gouvernement d'accorder une aide aux carburants ; les négociations actuelles sur le droit de la mer.

— **Rappel au règlement** [25 novembre 1975] (p. 8914) : application de l'article 62 du règlement ; vote personnel des députés.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° 1733).** **Discussion des articles** [25 novembre 1975]. **Article 4** (p. 8916) : interroge le Gouvernement sur la portée de son amendement n° 65 relatif à l'agrément des accords professionnels ou interprofessionnels.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° 1449).** **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9460) : souligne le grand nombre de sous-traitants et leur situation difficile ; considère que le problème le plus urgent concerne le secteur des contrats privés ; la création d'un fonds de garantie ; le cas des marchés publics ; (p. 9461) : souhaite le développement d'entreprises dont la structure facilite la responsabilité du personnel. **Discussion des articles.** **Avant l'Article 11** (p. 9479) : s'étonne que dans un rapport la commission se soit prononcée pour un fonds de garantie tandis que le rapporteur juge satisfaisante la formule du cautionnement. **Explications de vote** (p. 9483) : rappelle que le groupe UDR est à l'origine de la proposition de loi ; insiste sur le rôle des entreprises de sous-traitance. **Deuxième lecture** [19 décembre 1975]. **Discussion des articles.** **Article 3** (p. 10129) : ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Lauriol. **Article 3 bis** (p. 10129) : ses observations sur les propos de M. Lauriol. **Article 4** (p. 10132) : sur l'amendement n° 31 de M. Neuwirth, considère qu'il serait nécessaire de prévoir un mécanisme d'évolution de la somme de 4.000 F prévue par l'amendement. **Explications de vote** (p. 10137) : le vote favorable du groupe UDR ; les sérieuses garanties qu'apporte le texte aux entre-

prises sous-traitantes. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10179) : demande à M. Lauriol, rapporteur, de lui préciser les modifications apportées par la commission mixte paritaire au texte adopté par l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1980).** **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article 8** (p. 9536) : fait connaître qu'aucun forage n'est effectué dans les eaux territoriales. **Après l'Article 9** (p. 9542) : souligne que l'amendement n° 25 du Gouvernement relatif au Crédit mutuel peut favoriser l'aménagement de l'espace rural. **Après l'Article 19** (p. 9552) : sur l'amendement n° 32 de M. Simon : insiste sur la nécessité de la formation continue pour laquelle certaines chambres de métiers ont fait des efforts méritoires. **Article 24** (p. 9560) : fait observer à M. Ralite que l'enseignement privé accueille 18 % des élèves et ne reçoit que 10 % du budget de l'éducation.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail (n° 2005).** **Discussion des articles** [10 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9649) : estime que la production agricole ne peut être alignée sur les autres professions et qu'on ne peut plafonner les heures de façon rigide ; souhaite que l'on prévienne des périodes de récupération en dehors des périodes de récolte. **Après l'Article 3** (p. 9650) : ses observations sur le sous-amendement de M. Simon-Lorière à l'amendement n° 5 déposé par lui-même. **Explications de vote** (p. 9652) : le vote unanime du groupe UDR d'un projet, insuffisant, mais qui marque néanmoins un progrès.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France (n° 1867).** **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article 2** (p. 9985) : s'élève contre les amendements n° 17 de M. Alain Vivien et n° 48 de M. Villa ; invoque les exigences de l'unité nationale. **Article 8** (p. 9992) : ses observations sur l'amendement n° 79 de M. Bourson.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (n° 1502).** **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1979, 1980) : rappelle les travaux de la commission d'enquête sur la pollution méditerranéenne ; la place de la lutte contre la pollution dans le cadre d'une politique d'économie des ressources naturelles ; la nécessité d'un débat sur la pollution méditerranéenne ; demande quelles actions sont envisagées par le Gouvernement pour protéger la mer ; éliminer peu à peu les produits toxiques ;

(p. 1981) : le problème des compétences de l'Etat côtier qu'il convient de protéger ; étendre le texte en discussion aux pollutions accidentelles ; la priorité que constitue la défense de l'environnement. **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article 4** (p. 1993) : déplore la confusion résultant du dépôt tardif d'amendements.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2979) : soutient l'amendement n° 16 de M. Caille ; indique que la question de la responsabilité dépend des possibilités de surveillance. **Article 14** (p. 3001) : sur l'amendement n° 41, estime que le Gouvernement n'a pas donné entièrement satisfaction aux préoccupations de la commission des lois.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports** (n° 2256). **Discussion générale** [4 juin 1976] (p. 3810) : souhaite la suppression du contingentement des licences de transport pour zones longues, l'assouplissement du régime en faveur des régions excentrées.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [10 juin 1976]. **Article 3** (p. 3966) : sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Papon, souligne que devant des difficultés exceptionnelles on peut être amené à vendre un bien pour éviter la faillite.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 5 quater** (p. 4062) : son amendement n° 1 allant dans le même sens que l'amendement n° 13 de M. Gabriel ; adopté. **Article 8** (p. 4066) : sur l'amendement n° 14 de M. Gabriel, considère que le mot « halieutique » est significatif ; (p. 4067) : déclare que les fonds marins doivent être protégés et que les cantonnements peuvent être classés ; soutient l'amendement du Gouvernement. **Article 22 A** (p. 4071) : soutient l'amendement n° 21 de M. Corrèze tendant à protéger les espèces de gibier à plumes, et notamment les espèces migratrices, en interdisant la chasse dans les enclos en dehors des périodes d'ouverture de la chasse ; (p. 4072) : sur le sous-amendement n° 27 de M. de Poulpiquet, se demande comment on pourra contrôler que le propriétaire respecte les oiseaux migrateurs si on l'autorise à chasser toute l'année canards, perdrix et faisans ; amendement n° 21 adopté.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° 2149). **Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 7** (p. 4088) : approuve

l'objectif du Gouvernement mais regrette la brutalité avec laquelle a été supprimée la retransmission du Grand Prix de Monaco.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 5 A bis** (p. 4409) : estime que la participation est surtout une question d'hommes ; son amendement proposant que les commissions soient consultées au cours de l'élaboration ; (p. 4410) : son amendement n° 97 défendu par M. Briane.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4661) : la modestie de la place réservée par le Plan à la mer ; la mer, enjeu d'une compétition internationale qui dominera la fin du XX^e siècle ; (p. 4662) : aucun programme d'action prioritaire ne concernant spécifiquement la mer ; pas d'engagement ; des actions qu'il faudrait entreprendre dans le domaine de la pêche ; la possibilité de réduire le déficit de la balance commerciale ; l'avance technologique acquise par la France dans le domaine de l'exploitation des océans qu'il faudrait songer à exploiter ; le devoir de ne pas négliger la mer.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° 2410), rapporteur. **Discussion générale** [1^{er} juillet 1976] (p. 4998) : l'élaboration progressive d'un nouveau droit de la mer ; le principe d'approbation au profit de l'Etat côtier ; les travaux de la conférence des Nations unies ; souligne que le projet n'a pas pour objet de créer une zone économique mais seulement d'autoriser le Gouvernement à mettre ses compétences en vigueur en fonction des circonstances ; l'extension des droits souverains de la République dans une zone géographique nouvelle ; (p. 4999) : l'adaptation de l'attitude française à celle des pays géographiquement voisins ; des compétences limitées ; ses observations sur les différents articles du projet : la limitation de la souveraineté, la compétence finalisée, une zone économique qui n'est pas exclusive ; la délégation des pouvoirs au Gouvernement ; pas de rattachement territorial ; (p. 5000) : renonce à l'amendement envisagé à l'article 3 ; s'interroge sur l'opportunité de l'article 4 relatif au problème de l'environnement ; le désir de la France de ne pas prendre de dispositions unilatérales mais seulement de protéger ses ressortissants ; des moyens de contrôle et des sanctions trop légers. **Discussion des articles** [1^{er} juillet 1976]. **Article premier** (p. 3008) : son amendement n° 1 substituant à l'expression « dans la zone économique s'étendant » celle de « dans une zone économique pouvant s'étendre » ; ne s'oppose pas

à la suggestion de M. Fontaine concernant son amendement n° 1 ; amendement n° 1 rectifié ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 2 tendant à supprimer le mot « modifiée » ; adopté. **Article 3** (p. 5009) : suggère de mettre en place un cantonnement à Saint-Paul, à Amsterdam et dans les zones sensibles pour éviter le pillage de la langouste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6575) : critique de la base retenue pour la contribution exceptionnelle des exploitants agricoles ; défense de la contribution basée sur le revenu réel ; critique du blocage des prix ; cas particuliers des loyers, du prix de l'eau, des prix des industries agro-alimentaires ; (p. 6576) : les fumeries de saumon ; les chevaux de selle et de course ; les navires de plaisance.

— **Rappel au règlement** [21 octobre 1976] (p. 6846) : organisation des débats sur la loi de finances pour 1977 ; difficulté pour les parlementaires d'être présents la nuit du vendredi au samedi.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie* :

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 5** (p. 6943) : l'utilité du Parlement (p. 6944) : préfère l'amendement n° 39 de la commission des finances ; l'amendement n° 109 rectifié de M. Icart, une base de repli acceptable ; l'évasion à la taxe des navires de plaisance, des yachts les plus luxueux immatriculés à l'étranger ; le problème de la fixation de la « barre » à cinq tonnes ; les sports hippiques ; (p. 6945) : demande que l'amendement de suppression soit mis aux voix après l'amendement n° 109 rectifié.

Deuxième partie :

Équipement. — Logement, rapporteur pour avis [27 octobre 1976] (p. 7119) : ses observations sur le travail des rapporteurs ; la réforme de l'aide au logement imminente ; la progression d'un budget novateur ; les conséquences de la hausse des prix ; les illusions entretenues par la programmation en valeur ; l'effort significatif consenti en faveur de l'amélioration de l'habitat ancien ; le secteur des primes ; (p. 7120) : le mécanisme de l'épargne-logement ; la réforme de l'aide au logement ; la croissance de la part du financement public dans l'ensemble des logements ; la croissance de la part du logement dans la part du budget de la nation ; le plus fort pourcentage du PNB consacré au logement dans la CEE.

— **Projet de loi codifiant certaines dispositions du code de la santé publique relative à l'exercice des professions médicales** (n°

2602). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 2** (p. 8935) : la nécessité pour le médecin de parler la langue.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° 2631), rapporteur. **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9363) : les espérances de l'opinion publique ; les raisons de la réforme ; une expérience limitée en 1977 ; la large place faite au domaine réglementaire ; les inégalités de logement de plus en plus ressenties ; les sources d'inégalités ; les aspirations des Français ; critique de l'aide à la pierre ; les trois points de la réforme : l'aide à l'investissement, l'aide personnalisée au logement, le conventionnement ; (p. 9364) : l'aide personnalisée au logement ; une aide nouvelle ; l'insuffisante revalorisation des salaires les plus bas ; la réforme dans le secteur de l'accession à la propriété ; la portée familiale de la réforme dans le secteur locatif ; les barèmes ; les problèmes de gestion et de financement de la nouvelle APL ; le contentieux de l'APL ; le conventionnement ; les disparités de prix sur le marché du logement ; (p. 9365) : les hausses relatives de loyers résultant de l'amélioration qualitative des logements et du nouveau profil des prêts ; la réhabilitation des immeubles anciens ; le rapport Nora et la restauration immobilière ; la limitation du champ d'application du conventionnement ; le respect de la protection des locataires ; la crédibilité financière de la réforme ; ses quarante-six questions à l'administration ; (p. 9366) : les effets de la réforme ; le système encore flou d'alimentation des nouvelles aides à la pierre ; ses questions sur les avantages comparés de l'APL et de l'allocation logement, sur les nouveaux circuits financiers ; la dévalorisation des remboursements des prêts ; sa crainte que les barèmes envisagés ne soient pas assez sociaux ; le cas particulier des ménages à double salaire ; souhaite une loi cadre ou une loi d'orientation ; une période de transition ; (p. 9371) : souligne que la commission n'a pas adopté l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Canacos ; (p. 9380) : indique que la commission spéciale a repoussé la question préalable opposée par M. Dubedout. **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 9457) : son amendement n° 47 : les buts de la politique d'aide au logement ; les aides publiques à l'investissement ; l'ensemble des instruments de la politique d'aide au logement ; est favorable au sous-amendement n° 110 du Gouvernement à son amendement n° 47 ; l'intérêt de la notion de mobilité résidentielle ; (p. 9458) : s'oppose au sous-amendement n° 130 de M. Denvers à son amendement n° 47 ; une réforme pédagogique refusant la notion d'assistance ; amendement n° 47

adopté après adoption du sous-amendement n° 110 du Gouvernement ; son amendement n° 48 : le conseil national de l'aide au logement ; (p. 9459) : le rôle et la composition du conseil national de l'aide au logement ; réservé ; (p. 9460) : son amendement n° 104 de forme ; adopté ; (p. 9461) : son amendement n° 49 soulignant que les aides publiques à l'investissement subsistent pour la construction et pour l'amélioration des logements ; adopté ; son amendement n° 50 : le reversement à l'Etat de tout ou partie de l'aide reçue en cas de cession à titre onéreux du logement aidé ; le droit de préemption des logements aliénés ; ne pas dévier l'aide de l'Etat de son objet ; (p. 9462) : dissuader les cédants de dissimuler une partie des prix de vente ; un mécanisme similaire à celui institué dans les ZIF par la loi du 31 décembre 1975 ; repousse le sous-amendement n° 112 du Gouvernement à son amendement n° 50 ; (p. 9464) : indique qu'il n'est pas question de reprendre l'aide personnalisée au logement ; son amendement n° 50 ne visant que les reventes faisant ressortir une opération à caractère spéculatif ; l'aide pouvant être accordée à un vendeur de revenus modestes voulant acquérir un autre logement ; amendement n° 50 adopté après adoption des sous-amendements n° 111 et n° 112 du Gouvernement ; (p. 9465) : son amendement n° 51 : un rapport précisant le coût des dispositions fiscales bénéficiant aux logements, étudiant les possibilités d'amélioration de leur efficacité sociale, étudiant les moyens de faciliter la mobilité résidentielle ; (p. 9466) : souhaite que le Gouvernement ne considère pas son amendement n° 51 comme une proposition de résolution ; son amendement n° 51 recevable ; (p. 9467) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Andrieu ; l'irresponsabilité du conseil national de l'accession à la propriété ; refuse de retirer son amendement n° 51 ; adopté ; son amendement n° 52 : la forme prise par les aides de l'Etat à l'investissement ; des bonifications d'intérêt annuelles ; (p. 9468) : les trois avantages de la substitution à un régime de subvention, d'un mécanisme de bonification d'intérêt ; l'importance de son amendement pour la crédibilité de la réforme ; la possibilité de création de l'APL par voie réglementaire ; défend le système de bonifications d'intérêt ; (p. 9469) : son sous-amendement n° 153 indiquant que les aides en capital pourront être accordées à tout candidat à l'accession à la propriété dont les ressources sont inférieures à des plafonds fixés par décret ; ne pas exagérer l'ampleur du supplément de masses à financer ; l'augmentation des dépôts d'épargne logement de la caisse nationale de crédit agricole ; (p. 9470) : l'absence de menace contre l'épargne logement ; amendements n° 52

et sous-amendement n° 153 repoussés ; [16 décembre 1976] : **Article premier** (p. 9484) : son amendement n° 53 de forme ; adopté. **Article premier bis** : son amendement n° 105 de suppression ; adopté. **Article 2** (p. 9485) : son amendement n° 54 : l'égalité de traitement entre les zones rurales et les zones urbaines ; adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement ; son amendement n° 55 supprimant la notion de nouveauté ; (p. 9486) : la signification de la fixation par décret des caractéristiques et des conditions d'octroi de l'aide ; adopté ; son amendement n° 56 indiquant que l'octroi des aides est subordonné à l'engagement pris par les bailleurs ; adopté ; sa question d'ordre technique concernant le champ d'application du paragraphe 2 consacré au logement à usage locatif ; le problème de l'interprétation du paragraphe 2 de l'article 2. **Article 3** (p. 9489) : s'oppose à l'amendement n° 1 rectifié de M. Andrieu ; la définition de la notion d'enfant à charge ; (p. 9490) : fait observer qu'un enfant de vingt ans étudiant n'ouvre pas droit à l'allocation logement ; son amendement n° 58 : l'abattement apporté sur le montant des ressources professionnelles du conjoint ; (p. 9491) : les différentes concertations promises par le texte de son amendement n° 58 sous-amendé ; la différence entre « peut être opéré » et « est opéré » ; son sous-amendement adopté ; amendement n° 58 adopté ; (p. 9492) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Ralite ; un encouragement du gaspillage ; la distinction qu'il refuse entre les locataires et les accédants à la propriété ; son amendement n° 59 : le traitement des résidents de foyers de la même manière que les locataires ou les accédants ; retiré ; (p. 9493) : son amendement n° 151 : la revision au 1^{er} juillet de chaque année du barème en tenant compte de l'évolution constatée des prix de détail et des coûts à la construction ; préserver l'efficacité économique et sociale de l'aide personnalisée au logement ; (p. 9495) : les moyens d'études du Gouvernement ; les déclarations du Gouvernement devant le Sénat : la valeur de l'APL sera maintenue ; est prêt à renoncer à l'amélioration du pouvoir d'achat ; la pratique des offices d'HLM en location ; souhaite que soit assuré le maintien du pouvoir libérateur ou solvabilisateur de l'APL ; (p. 9496) : premier alinéa et première phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 151 adoptés ; son sous-amendement supprimant les mots « amélioration du pouvoir d'achat » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 151 ; ne comprend pas pourquoi le Gouvernement insiste pour que l'Assemblée statue sur un texte rigide exprimant la position maximaliste de la commission ; son sous-amendement n'a plus d'objet ;

amendement n° 151 adopté après adoption du sous-amendement de M. Claudius-Petit. **Après l'Article 3** (p. 9502) : son amendement n° 48 : création d'un seul conseil national de l'aide au logement ; (p. 9504) : l'effort de synthèse de la commission spéciale ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur son amendement n° 48 ; repoussé. **Article 4** (p. 9505) : son amendement n° 64 indiquant que les titulaires de l'allocation logement peuvent, en cas de conventionnement ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement, opter pour l'allocation la plus avantageuse ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur son amendement n° 64 ; tenir compte des cas particuliers ; repoussé. **Article 5** : son amendement n° 65 de clarification ; un amendement plus précis et non restrictif ; (p. 9506) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur son amendement n° 65 ; repoussé. **Article 6** : son amendement n° 66 rédactionnel ; son amendement n° 67 rédactionnel ; adoptés ; (p. 9507) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Renard et à l'amendement n° 138 de M. Denvers ; les différences entre ces deux amendements. **Article 7** : son amendement n° 68 de coordination ; adopté ; (p. 9508) : son amendement n° 69 tendant à ce que le Gouvernement ne soit pas autorisé à modifier par voie réglementaire les sources de financement du fonds ; l'inutilité du mot « notamment » dans le deuxième alinéa de l'article 7 ; repoussé ; la suppression du sixième alinéa de l'article 7 ; les organismes concernés ; (p. 9510) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Pinte ; (p. 9511) : son amendement n° 71 précisant que les recettes et les dépenses équilibrées par l'Etat seront celles du fonds national de l'habitation ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 72 de coordination ; adopté ; son amendement n° 73 s'efforçant de répondre à une situation dramatique ; le cas du décès ; adopté. **Article 9** (p. 9512) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Ralite ; la dignité des familles ; le logement, une dépense obligatoire ; s'oppose à l'amendement n° 24 ; (p. 9514) : son amendement n° 74 soutenu par M. Dubedout ; repoussé ; (p. 9516) : le problème des prêts multiples ; s'oppose aux amendements n° 109 de M. Durieux, n° 117 de M. Mesmin et n° 127 de M. Masson ; en temps que rapporteur, son avis personnel ; (p. 9517) : l'intérêt des logements-foyers : souhaite préciser que les résidents ou occupants sont ceux des logements-foyers à l'exclusion des occupants à titre gratuit ; son amendement tendant à substituer au mot « prêteur » les mots « habilité à cette fin » dans le cinquième alinéa de l'article 9 ; adopté ; son amendement n° 75 de précaution ; déduction de l'APL non seulement des loyers ou du prêt principal mais aussi des charges accessoires au logement ; adopté. **Article 11**

(p. 9517) : son amendement n° 76 : l'adaptation de la périodicité du versement de l'APL et celle du paiement du loyer ou des charges d'emprunt ; adopté ; (p. 9518) : son amendement n° 78 : éviter la multiplication des délais de prescription ; adopté ; son amendement n° 77 de coordination ; adopté. **Article 12** : son amendement n° 79 : l'extension du contrôle à l'ensemble des déclarations du demandeur ou du bénéficiaire ; adopté. **Article 14** (p. 9519) : son amendement n° 80 : appel à la juridiction contentieuse de la sécurité sociale ; le caractère spécifiquement économique de l'APL ; le tribunal administratif surchargé ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur son amendement n° 80 ; repoussé ; son amendement n° 106 devenu sans objet. **Article 15** (p. 9520) : son amendement n° 81 tendant à supprimer l'article 15 qui institue un conseil national de l'accession à la propriété ; repoussé. **Article 16** : son amendement n° 82 qui tombe ; favoriser l'accession à la propriété, à la constitution d'un patrimoine familial ; la mobilité. **Après l'article 16** (p. 9522) : souhaite le retrait de l'amendement n° 129 de M. Andrieu ; l'effort de synthèse de son amendement n° 107 soutenu par M. Claudius-Petit ; adopté. **Article 17** (p. 9531) : la longueur des travaux de réhabilitation ; accepte l'amendement n° 140 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 83 tendant à supprimer les conditions de peuplement ; repoussé ; son amendement n° 84 : fixation par les conventions du nombre de logements réservés à des familles ou à des occupants sortant d'habitations insalubres ou d'immeubles menaçant ruine ; adopté ; (p. 9532) : son amendement n° 85 tendant à donner des garanties minimales au preneur ; mentionnant les loyers d'avance ; adopté après adoption du sous-amendement de M. Pinte ; son amendement n° 87 supprimant la deuxième phrase du dernier alinéa de l'article 17 ; adopté. **Après l'Article 17** : son amendement n° 88 tendant à reprendre dans un article additionnel les dispositions concernant la publicité des conventions ; adopté après adoption du sous-amendement n° 143 de M. Pinte. **Article 19 A** (p. 9533) : défend très vigoureusement l'amendement n° 142 de M. Claudius-Petit ; (p. 9534) : le souci du Gouvernement de lutter contre la spéculation ; la volonté du Gouvernement de réussir dans son opération de conventionnement fondée sur la liberté de négociation et de choix des propriétaires ; ne comprend pas le rejet de l'amendement n° 142 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 89 devenu sans objet. **Article 22** : son amendement n° 90 corrigé assurant la protection des locataires et occupants en cas de résiliation de la convention aux torts du bailleur ; repoussé ; amendement n° 91 adopté ; (p. 9535) : son

amendement n° 92 indiquant que la sanction prévue par l'article 22 ne fera pas obstacle à la signature d'une nouvelle convention ; adopté. **Article 23** : son amendement n° 93 de précision ; adopté ; son amendement n° 94 : cas où les locataires auraient refusé un nouveau bail conforme à la convention ; adopté ; (p. 9536) : son amendement n° 95 supprimant le dernier alinéa de l'article 23 ; ne pas se référer à des dispositions exceptionnelles de la loi de 1948 ; adopté. **Article 23 bis** : son amendement n° 96 étendant les garanties aux locataires, spécifiant que les effets du conventionnement ne pourront s'appliquer de plein droit qu'à la date d'achèvement des travaux ; adopté ; (p. 9537) : son amendement n° 97 tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 23 bis ; suppression du décret réglant les conditions d'application ; adopté. **Article 24** : son amendement n° 98 restreignant la portée de l'article 24 ; adopté ; son amendement n° 99 rédactionnel ; adopté. **Article 27** (p. 9538) : son amendement n° 100 indiquant que les contestations sont jugées par les juridictions administratives ; la difficulté juridique en raison du caractère hybride des conventions ; la compétence du juge administratif préférable ; les inconvénients d'une solution perfectionniste ; (p. 9539) : certains éléments du contentieux de nature administrative ; la compétence du juge administratif dès qu'il y a une difficulté d'interprétation ; amendement n° 100 repoussé. **Article 28 A** (p. 9540) : son amendement n° 101 : la difficulté de définir les premiers « contacts » ; adopté ; son amendement n° 102 : allongement du délai pendant lequel les organismes d'H.L.M. pourront demander la révision des prêts ; adopté ; son amendement n° 135 de coordination ; adopté ; son amendement n° 122 : la révision de contrats de prêt pour introduire un régime de financement à annuités progressives au cas où la livraison des logements interviendrait au plus tard deux ans après la publication de la loi ; repoussé. **Article 29** (p. 9542) : son amendement n° 103 indiquant que des décrets préciseront les mesures d'application nécessitées par la situation particulière des DOM ainsi que par celle des Français établis hors de France ; son sous-amendement n° 124 : les mesures d'application nécessitées par la situation particulière des personnes qui, pour des raisons professionnelles, ne peuvent occuper le logement dont elles sont propriétaires ; le cas de nombreux fonctionnaires ; retire son sous-amendement n° 124 ; demande l'étude par le conseil national d'accession à la propriété du cas des personnes qui, pour des raisons professionnelles, ne peuvent occuper le logement dont elles sont propriétaires ; amendement n° 103 adopté. **Seconde délibération du projet** [16

décembre 1976]. **Article 17 bis** (p. 9543) : défend l'amendement n° 1 de M. Barrot levant une ambiguïté ; (p. 9544) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 3 de M. Fanton. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9785) : les modifications prévues par la CMP ; indique qu'il s'est personnellement opposé au partage artificiel des compétences juridictionnelles ; (p. 9787) : l'abattement en faveur des familles où les deux conjoints travaillent ; un revenu identique mais des charges différentes ; ne pénaliser ni la femme qui reste au foyer ni les veuves ; ne pas supprimer le bénéfice de l'APL lorsque les deux conjoints travaillent ; l'esprit dans lequel la CMP a voté l'article 3 ; (p. 9791) : l'amendement n° 1 du Gouvernement restreignant le champ d'application de la loi ; l'impact psychologique des dispositions de la CMP ; l'état des finances locales ; (p. 9792) : l'inquiétude des responsables de l'ensemble des organismes d'HLM ; les incertitudes concernant la période généralisée de l'application de l'APL ; souhaite que le Gouvernement précise ce qu'il entend par régime de financement plus favorable pendant la période intermédiaire.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2430). Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9799) : l'importance de la structure du commerce et de l'artisanat ; la réforme de la loi du 13 juillet 1972 ; les quatre points principaux du projet.

1977

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales) :

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes (n° 2707). Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2469) : l'objet limité et précis du projet de loi ; la directive du conseil des Communautés ; les améliorations apportées par la loi du 3 janvier 1969 ; l'assimilation des membres de la Communauté économique européenne aux Français ; l'absence de modification des situations des personnes titulaires du livret de circulation ; l'effort du Gouvernement en faveur de l'équipement du pays en zones de stationnement ; l'intention du Gouvernement d'éviter tout contrôle vexatoire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 15 juin 1907 réglementant le jeu dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques (n° 2708). Discus-**

sion générale [5 mai 1977] (p. 2470) : l'intégration des ressortissants des Etats membres de la Communauté dans le personnel employé par les casinos ; les amendements adoptés au Sénat ; les modifications rédactionnelles ; la suppression de toute référence aux cercles de jeux ; l'extension de la notion de saison touristique. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2471) : son amendement n° 1 : maintien de l'autorisation d'ouverture par décision du ministre de l'intérieur aux stations reclassées dans une catégorie différente ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6877) : l'augmentation du projet de budget ; la distinction réalisée entre autorisations de programme et crédits de paiement ; (p. 6878) : la réforme des collectivités locales ; le rapport Guichard ; adapter les dispositions relatives à la gestion communale à la taille des communes ; la clarification des compétences de l'Etat et des communes ; le corps préfectoral ; le caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux ; la coopération intercommunale ; le droit à l'autonomie communale ; les finances locales ; la progression du VRTS ; la diminution des concours apportés par le gouvernement britannique à ses collectivités locales ; l'augmentation des impôts d'Etat supérieure à celle des impôts locaux ; l'augmentation de la participation de l'Etat dans le total des ressources des collectivités locales ; le dépôt au Sénat d'une proposition de loi relative au statut de l'élu local ; (p. 6879) : le dépouillement du questionnaire adressé à l'ensemble des maires de France ; l'originalité de cette consultation.

Comptes spéciaux du Trésor. Examen des crédits [18 novembre 1977]. **Article 43** (p. 7737) : la présentation des crédits du FSIR.

— **Projet de loi modifiant l'article L 167-1 du code électoral** (n° 3115). **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7841) : l'objet du projet de loi ; la mise en place d'un organisme de coordination chargé de fixer les horaires et les modalités de réalisation des émissions de propagande politique à la télévision ; la composition de la commission. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7842) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Charles Bignon ; l'objection du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Charles Bignon ; l'absence d'existence légale des bureaux de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat ; la garantie de la représentativité des membres de la commission ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Charles Bignon. **Article 4** (p. 7843) :

l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Charles Bignon ; son opposition à l'amendement n° 5 de M. Ibéné ; les problèmes soulevés par le minutage du temps de parole à la radio et à la télévision ; les modalités de répartition des temps de parole au moment des élections législatives. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9061) : la suppression par le Sénat des dispositions relatives à la simultanéité de la diffusion des émissions ; maintenir la règle de la simultanéité des émissions à la radio et à la télévision ; les dispositions adoptées par le Sénat relatives à la répartition par la commission des temps d'antenne en fonction des situations géographiques particulières des TOM et des DOM ; (p. 9062) : l'unité de la République.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil** (n° 2793). **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7846) : les dispositions de la législation en vigueur relatives aux villes nouvelles ; la proposition de loi de M. Montagne ; les dispositions de portée générale ajoutée par la commission des lois à la proposition de loi initiale ; l'accord du Gouvernement sur le texte élaboré par la commission des lois. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7847) : le problème de la représentativité des conseillers ; la prise en considération du développement de la ville nouvelle du Vaudreuil. **Article 2** (p. 7848) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Claude Michel.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter les limites des circonscriptions électorales aux limites des départements** (n° 3301). **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9062) : la nature législative des modifications des circonscriptions électorales ; la rectification des circonscriptions législatives pour tenir compte des transferts de population.

BECK (Guy)

Député de la Creuse
(1^{re} circonscription)
(PSRG).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Donne sa démission de membre de cette commission [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre de la commission de la production et des échanges [13 octobre 1977] (p. 6152).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** [26 juin 1974] (p. 2967).

— **Aide aux réfugiés chiliens** [18 décembre 1974] (p. 8040).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Autoune (n° 19001) et Maurice Cornette (n° 19006) : Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2028) : égalité des droits de tous les citoyens réclamée par les agriculteurs et éleveurs ; caractère humiliant de la prime à la vache ; (p. 2029) : création de puissantes industries agro-alimentaires et d'un véritable office national interprofessionnel du bétail ; impuissance de l'ON-IBEV ; mise en œuvre d'une politique de qualité pour la viande (Limousin, Charolais).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant (n° 281)** [11 mai 1973] (p. 1203) : rappelle la nécessité de régler le contentieux des anciens combattants ; évoque la situation des anciens prisonniers de guerre ; demande qu'ils bénéficient de l'avancement de l'âge de la retraite ; analyse la portée qu'aurait cette mesure ; rappelle les déclarations de MM. Messmer, E. Faure et Poncélet pendant la campagne électorale ; demande que les anciens prisonniers de guerre bénéficient sans tarder de la retraite à soixante ans en fonction du temps passé en captivité ; rappelle que tous les groupes de l'Assemblée ont été d'accord sur ce point en novembre 1972 ; évoque le problème de la retraite du combattant ; demande qu'il soit mis fin aux discriminations, que les anciens

d'Afrique du Nord aient droit à la carte du combattant.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [18 mai 1973] (p. 1395) : urbanisme dans les grandes cités ; métropoles d'équilibre ; situation des départements ne possédant pas de villes moyennes de 10.000 à 100.000 habitants ; insuffisance de la densité de la population rurale ; rémunération des cultivateurs et qualité de la vie ; code rural et ses conséquences ; moyens d'une solution offerte au pays par les socialistes ; (p. 1396) : justice sociale et juste équilibre dans la répartition des richesses nationales sur l'ensemble du territoire ; esprit de solidarité et régions déshéritées ; aide au tiers monde ; nécessité d'un acte de solidarité nationale de la part des régions les plus favorisées à l'égard de celles qui le sont moins ; primes de développement régional ; département de la Corrèze ; exonération fiscale des bénéficiaires industriels et commerciaux réalisés en métropole s'ils sont investis dans les DOM ; demande l'extension de cette mesure en faveur des départements de la métropole les plus défavorisés ; subventions pour l'aménagement d'une ZUP à Guéret ; (p. 1397) : sa référence à la déclaration faite le 12 juillet 1971 par les présidents de cinq des six commissions de l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Première partie :**

Discussion des articles [25 octobre 1973] (p. 4801). **Après l'Article 6** : ses arguments en faveur de l'adoption de l'amendement de MM. Vizet et Pranchère, texte visant à la fois les particuliers et les sociétés étrangères.

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5218) : sa référence à une déclaration du ministre du développement industriel et scientifique alors qu'il était président de la commission des finances ; rôle d'animation et de coordination du ministère ; nécessité de la création d'activités nouvelles et de l'implantation d'entreprises industrielles dans les zones rurales ; sa référence à des propos tenus par MM. Jérôme Monod et Olivier Guichard (décentralisation des grandes administrations, aide aux régions défavorisées) ; (p. 5219) : politique de diffusion des activités, solidarité nationale ; aide de la France au tiers monde et situation d'une partie de notre territoire, décentralisation industrielle, conditions d'octroi des avantages financiers ; demande le maintien des primes attribuées par les conseils généraux pour inciter les industriels à s'installer dans les régions défavorisées ; exonération de l'impôt des bénéficiaires industriels et commerciaux investis dans les DOM ; demande l'extension de cette mesure

aux investissements réalisés dans des zones à déterminer de la métropole ; urgence de l'industrialisation en milieu rural.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5535) : évoque le refus unanime de la commission des affaires culturelles de voter ce budget ; sa discussion avec M. Jean Brocard sur le vote émis par la commission des affaires culturelles ; sa rectification au sujet de cette assertion et l'indication donnée par le communiqué de presse de la commission ; refus du Gouvernement de prendre en considération le projet de plan de l'UFAC ; évoque la revalorisation de la retraite du combattant, la situation des veuves, le cas des anciens d'Afrique du Nord, les promesses du Président de la République.

1974

— **Rappel au règlement** : inscription des questions au Gouvernement et leur nombre [19 juin 1974] (p. 2789).

— **Rappel au règlement** : débat sur les problèmes agricoles [2 octobre 1974] (p. 4664).

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [8 novembre 1974]. **Discussion générale** (p. 6136) : son amendement n° 126 relatif à la prophylaxie animale ; rejeté.

1975

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux** (n° 1633). **Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Article 8** (p. 3832) : sur l'amendement n° 27 de M. Wagner ; caractère suffisant de la réglementation en matière de transport de déchets toxiques. **Article 21** (p. 3845) : son amendement n° 24 : créer des agences régionales pour l'élimination des déchets ; repoussé. **Après l'Article 21** (p. 3848) : sur l'amendement n° 41 du Gouvernement ; prévoir des dispositions plus contraignantes.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7932) : souligne les conditions difficiles de travail des éleveurs qui subissent en outre une détérioration croissante de leurs revenus.

1976

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° 2134). **Discussion de l'Article unique** [27 avril 1976] (p. 2170) : précise que le groupe socialiste propose qu'à la notion du

candidat ayant fait publiquement acte de candidature, soit substituée celle de candidat réunissant, au moment de son décès, les conditions légales de présentation.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6658) : les inégalités régionales ; la dégradation du revenu moyen des éleveurs ; le cas du département de la Creuse ; les montants compensatoires ; la concurrence des exportations allemandes ; la taxe de coresponsabilité sur le lait ; la surévaluation artificielle du franc vert ; les retards en matière d'équipements ruraux ; le classement des zones de « piémont ».

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6818) : le projet de budget ; la faible portée des mesures nouvelles ; le problème du rapport constant ; la concertation tripartite sur le sujet ; le montant des pensions de veuves de guerre ; la commémoration du 8 mai 1945 ; la levée de forclusion des agents de la fonction publique demandant le titre de combattant volontaire de la Résistance ; la reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; le rythme de délivrance des cartes de combattants ; les mentions portées sur la carte de combattant ; le bénéfice de la campagne double ; l'attribution de la carte de combattant aux anciens prisonniers de guerre.

En qualité de vice-président :

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [10 juin 1976]. **Article 3** (p. 3960) : estime que l'amendement n° 186 de M. Ginoux tombe étant donné le vote émis sur l'amendement n° 271 de M. Papon. **Article 4** (p. 3974) : déclare qu'on ne peut réserver des amendements de suppression qui ont priorité car ils sont les plus éloignés du texte ; ne pense pas que l'on puisse réserver seulement les votes sur les amendements de suppression n° 88 de M. Duffaut, n° 234 de M. Mesmin et n° 256 de M. Voisin ; (p. 3975) : souligne que le règlement l'oblige à mettre aux voix les amendements de suppression ; (p. 3979) : souhaite que l'amendement n° 280 de M. Zeller soit transformé en sous-amendement à l'amendement n° 129 de M. Papon ; déclare que l'amendement n° 129 de M. Papon doit d'abord être voté car il propose une rédaction nouvelle de l'article.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Paul Duraffour** [11 juin 1976] (p. 4059).

— Réponse au rappel au règlement de M. Maujoüan du Gasset [17 juin 1976] (p. 4260) : relatif aux problèmes de la sécheresse.

— Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2257). Discussion des articles [6 juillet 1976]. Avant l'article premier (p. 5079) : déclare l'amendement n° 30 de M. Donnez irrecevable.

— Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527) [7 octobre 1976] (p. 6441) : demande à M. Bernard-Reymond de ne pas dépasser son temps de parole.

— Réponse au rappel au règlement de M. Labbé [13 octobre 1976] (p. 6550) : temps réservé aux séances de questions au Gouvernement.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion des articles [14 octobre 1976]. Articles 2 et 6 (suite) (p. 6671) : indique que le Gouvernement engage sa responsabilité dans le cadre de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

— Réponse au rappel au règlement de M. Partrat [20 octobre 1976] (p. 6812) : application de l'article 52 du règlement : renvoi de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

— Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :

Justice [2 novembre 1976] (p. 7325) : souligne que le budget de la justice a fait l'objet d'un débat préparatoire à la séance publique en commission des lois.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [8 novembre 1976]. Article 27 (p. 7761) : indique que l'amendement n° 243 de M. Planeix a été déposé le 5 novembre et que sa recevabilité, au titre de l'article 40 de la Constitution, a été examinée dans les conditions réglementaires.

— Réponse au rappel au règlement de M. Legrand [7 décembre 1976] (p. 9042) : opposition par le Gouvernement de l'article 41 de la Constitution à la proposition de loi n° 1538 tendant à rendre aux mineurs la gestion du risque accident du travail.

BÉGAULT (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(4^e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973], (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [14 octobre 1976] (p. 6675), [15 octobre 1976] (p. 6702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

DÉPOTS

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — XIV. Tourisme (n° 1235) [11 octobre

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — XIV. Tourisme (n° 1921) [10 octobre 1975].

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — XIV. Tourisme (n° 2534) [12 octobre 1976].

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — XV. Tourisme (n° 3152) [11 octobre 1977].

— Rapport d'information, déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur l'économie de la Turquie à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 4 au 14 septembre 1977 (n° 3444) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

- *question orale avec débat* :
 - (n° 1359) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2002) : faiblesse de l'augmentation accordée sur le tabac (p. 2005).
- *question d'actualité* :
 - **Taxation des produits alimentaires** : lutte contre la hausse des prix [28 novembre 1973] (p. 6425).
- *question orale avec débat* :
 - (n° 15297) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7682) : les profondes répercussions sociales de la crise économique ; (p. 7687) : l'augmentation du nombre des demandes d'emploi ; la situation critique des petites et moyennes entreprises ; le problème des jeunes à la recherche d'un emploi ; les mesures sociales à prendre en faveur des femmes salariées.
- *questions au Gouvernement* :
 - **Mise en place des comités régionaux consultatifs pour la radio et la télévision** [15 octobre 1975] (p. 6914).
 - **Exonération des cotisations sociales pour les jeunes travailleurs** [19 novembre 1975] (p. 8648) : cas des handicapés.
 - **Aide fiscale à l'investissement** [3 décembre 1975] (p. 9266) : son application aux bâtiments d'exploitation agricole (art. 2 de la loi n° 75-853).
 - **Calamités agricoles** [2 juin 1976] (p. 3631) : les conséquences de la sécheresse persistante sur l'agriculture ; la nécessité d'un nouveau moyen de garantie contre les calamités.
- *questions orales sans débat* :
 - de M. Desanlis (n° 33572) : **Indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse**, en qualité de suppléant [26 novembre 1976] (p. 8776) : retards apportés au versement de ces indemnités.
 - (n° 33768) : **Concierges des sociétés de loisirs** [3 décembre 1976] (p. 8997) : leur situation au regard du droit du travail.
 - (n° 37592) : **Restrictions de crédits dans la gendarmerie** [29 avril 1977] (p. 2338).
- *question au Gouvernement* :
 - **Construction d'HLM individuelles dans les petites communes rurales** [15 juin 1977] : nécessité d'aider les petites communes à pallier au déficit des organismes HLM.
- *question orale sans débat* :
 - (n° 38954) : **Application de la loi du 9 juillet 1976 sur la protection de la famille aux femmes fonctionnaires** [17 juin 1977] (p. 3971).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion générale** [4 octobre 1973] (p. 4036) : problème politique posé par la faillite de l'aménagement du territoire ; indique que le texte ne lui donne pas entière satisfaction ; devoir du Gouvernement de s'engager à promulguer immédiatement les décrets d'application ; nécessité de voir ce projet concrétisé avant la fin du VI^e Plan ; estime que dans chaque secteur les ministres doivent essayer de trouver des solutions de survie ; nécessité de définir une nouvelle orientation nationale ; obligation scolaire jusqu'à seize ans ; réponse du texte au désir profond des professionnels et des familles ; nécessité d'un système de contrôle pour éviter les abus ; centres de formation d'apprentis ; carte d'implantation ; problèmes risquant de se poser en milieu rural ; estime impossible de réaliser des centres de formation d'apprentis spécifiques aux divers métiers ; estime souhaitable de créer des centres polyvalents regroupant de jeunes apprentis agricoles et ruraux de métiers différents ; organismes complémentaires socio-éducatifs ; problème social ; se prononce pour une véritable indemnité viagère de départ, pour la révision des problèmes des impôts, la simplification de la comptabilité des commerçants ; problème de regroupement ; commissions départementales d'urbanisme commercial ; estime qu'une commission régionale sous le haut patronage du ministre du commerce et de l'artisanat devrait régler les litiges ; répression de la publicité mensongère.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole (n° 725). Discussion des articles** [29 novembre 1973]. **Article 4** (p. 6496) : son amendement tendant à retarder d'un an l'application du projet de loi.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 781). Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Après l'Article 10** (p. 6630) : son amendement tendant à faciliter l'établissement des rôles et le paiement des taxes de remembrement ; retrait.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie** :

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5520) : note la volonté d'harmonisation des régimes fiscaux et sociaux ; commissions d'urbanisme commercial ; difficultés finan-

cières des commerçants et artisans ; nécessité d'associer le ministère du commerce et de l'artisanat aux mesures prises dans d'autres ministères pour les prix ou la concurrence ; distribution en milieu rural ; le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux soutient l'action du Gouvernement.

Qualité de la vie. — III. **Tourisme**, rapporteur pour avis [31 octobre 1974] (p. 5709) : la commission approuve le budget ; la renaissance du secrétariat d'Etat ; l'apport économique du tourisme ; l'étalement des vacances ; le tourisme social ; les week-ends prolongés ; les régions naturelles suburbaines ; les salles polyvalentes ; les stations vertes ; analyse des crédits ; les agences de voyage ; une industrie exportatrice ; (p. 5710) : la promotion sur l'Allemagne ; la prime spéciale d'équipement hôtelier ; la TVA sur les hôtels de préfecture.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3933) : le projet de loi, complément de la loi du 31 décembre 1973 ; (p. 3934) : la trop grande longueur du plan de cinq ans en faveur des finances des collectivités locales ; les inconvénients du projet.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s 1588 et 1881). **Explications de vote** [17 octobre 1975] (p. 7070) : rend hommage aux intentions des auteurs du projet et apporte à celui-ci l'adhésion des réformateurs ; le caractère séduisant de l'impôt foncier ; (p. 7071) : les études que demande cet impôt ; l'attention avec laquelle les réformateurs suivront les travaux du comité d'étude dont la création a été décidée au cours du débat.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — III. **Tourisme**, rapporteur pour avis [12 novembre 1975] (p. 8149) : la modicité du budget du tourisme ; (p. 8150) : la dispersion des crédits ; élaborer dans chaque région un plan d'aménagement du tourisme à l'exemple du Languedoc-Roussillon ; apporter une aide particulière en faveur du conseil régional des Pays de la Loire ; le cas de l'hôtellerie de préfecture ; moderniser l'hôtellerie française ; reviser les critères d'attribution de la prime spéciale d'équipement hôtelier ; poursuivre la politique du « tourisme vert ».

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8545) : l'action très positive du ministre ;

la nécessité de bâtir de solides structures administratives ; (p. 8546) : ne pas oublier, dans la politique d'aide aux exportateurs, les agriculteurs et les horticulteurs.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2191) : les trois grandes revendications des agriculteurs : la garantie de leurs revenus, l'institution d'une mutuelle nationale contre les intempéries, l'organisation plus rationnelle de l'Europe verte ; favoriser la production de jus de raisin naturel ; (p. 2192) : développer les industries alimentaires en milieu rural et améliorer les conditions de vie des agriculteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — III. **Tourisme**, rapporteur pour avis [8 novembre 1976] (p. 7694) : la prise de conscience du Gouvernement quant à l'importance du tourisme en France ; les PAP ; ses regrets concernant le taux de la TVA pour les hôtels de préfecture, la diminution des crédits destinés aux aménagements touristiques dans le Languedoc-Roussillon et en Aquitaine ; estime insuffisant l'effort fait pour le camping-caravaning ; la loi sur les agences de voyage ; sa satisfaction devant l'effort particulier réalisé en faveur du tourisme vert ; l'aide apportée aux départements et aux régions par la création de postes nouveaux d'animateurs touristiques ; l'effort important accompli pour une meilleure publicité en faveur de nos régions touristiques à l'étranger ; l'effort entrepris dans le domaine de la formation.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). **Lettre rectificative** (n° 2859). **Explications de vote** [25 mai 1977] (p. 3014) : la volonté du Gouvernement de ne pas différer « l'opération vérité » qui s'imposait ; la rallonge du budget des anciens combattants ; le déficit croissant de certaines entreprises nationales ; apporte son soutien au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — III. **Tourisme**, rapporteur pour avis pour le tourisme [21 octobre 1977] (p. 6485) : la nécessité de développer le tourisme en France ; la proposition au Parlement d'un budget d'austérité ; le contenu du budget ; l'avenir de la politique touristique ; les orientations actuelles de cette politique ; la durée des vacances en France ; la

concentration des temps de vacances ; la diversité des modes d'hébergement ; les crédits affectés au « tourisme vert » ; l'évolution de l'effort financier pour les opérations d'aménagement touristique ; (p. 6486) : la suppression de la distinction à l'intérieur des documents budgétaires entre montagne, littoral et campagne ; l'abaissement du taux de la TVA à 7 % pour toutes les formes d'hébergement.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [21 octobre 1977]. **Article 51 : Etat E, ligne 34** (p. 6522) : la participation de la création de la taxe parafiscale sur l'horticulture au programme de redressement de l'ANDA ; la concertation qui a précédé la création de la nouvelle taxe.

Jeunesse et sports. Examen des crédits [7 novembre 1977]. **Etat B - Titre III** (p. 7095) : l'école nationale d'équitation à Saumur ; la démocratisation de l'équitation ; doter l'école nationale d'équitation des moyens nécessaires à son fonctionnement ; demande à M. Destremau de retirer son amendement n° 127.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7589) : la prolongation de l'expérimentation de l'aide personnalisée au logement ; l'aide en faveur du parc ancien ; le problème de la construction d'HLM locatives en milieu rural ; les solutions envisageables.

BELCOUR (Henri)

*Député de la Corrèze
(3^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Chirac Jacques, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

L'Assemblée prend acte de sa démission de député [2 octobre 1976] (p. 6304, 6307).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du Livre IX du code du travail et relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et les aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du Livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5321) : producteurs de viande des régions du centre ; leur préoccupation quant à l'évolution récente des cours du bétail de boucherie ; demande le relèvement substantiel du prix communautaire d'orientation de la viande bovine ; charges d'exploitation ; s'élève contre l'accusation de fauteurs de vie chère dont sont fréquemment accusés les agriculteurs ; perturbations dans les courants d'échanges internationaux et politique agricole commune ; initiative européenne du Président de la République ; politique dynamique d'encouragement à l'élevage.

BÉNARD (François)

*Député de l'Oise
(5^e circonscription)
(UC, puis NI, puis RI, puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

N'appartient à aucun groupe [10 juillet 1974] (p. 3489).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [26 juillet 1974] (p. 3854).

Décédé le 2 mars 1978 [3 mars 1978] (p. 890).

Eloge funèbre prononcé le 18 avril 1978 (p. 1142, 1143).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202) [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi du 2 juillet 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière, en ce qui concerne le calcul du prix de revient (n° 435) [30 mai 1973].

BÉNARD (Mario)

Député du Var
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR, puis NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Cesse d'appartenir au groupe du rassemblement pour la République [2 décembre 1977] (p. 8264).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Cesse d'appartenir à cette commission [6 décembre 1977] (p. 8320).

Membre du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [7 novembre 1973] (p. 5345).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre, décret du 1^{er} octobre 1974 [2 octobre 1974] (p. 10083), [2 octobre 1974] (p. 4662).

Fin de cette mission le 1^{er} avril 1975 [3 avril 1975] (p. 1244).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974. [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 499 du code de la sécurité sociale afin de supprimer tout délai de déclaration lorsqu'il s'agit d'une **maladie professionnelle** survenue avant l'inscription de celle-ci aux tableaux annexés au décret du 31 décembre 1946 relatif à l'application des dispositions du Livre IV du code de la sécurité sociale (n° 153) [12 avril 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Annexe n° 19 : Education nationale** (fonctionnement) (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Annexe n° 14 : Education** (fonctionnement) (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et

du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils : Education. — **Annexe 14 : Education** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Education. — **Annexe 14 : Education** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2550), modifiant les **règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger** ainsi que des autres personnes non domiciliées en France (n° 2663) [2 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2720), modifiant les **règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger** ainsi que des autres personnes non domiciliées en France (n° 2722) [18 décembre 1976].

— **Proposition de loi** relative à l'**indemnisation** des personnes physiques et morales françaises ayant été dépossédées de biens situés dans un **territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France** (n° 2898) [18 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 14 : Education** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité* :

— **Prolifération des terrains de camping** [29 juin 1973] (p. 2714).

• *question au Gouvernement* :

— **Mise en cause du classement des élèves de l'école nationale d'administration** [2 juin 1976] (p. 3631) : l'atteinte portée à l'honneur des jurys et des élèves de l'ENA par un membre du secrétariat national d'une grande formation politique ; les méthodes inquisitoriales utilisées par certains partis à l'égard de ces élèves.

• *question orale sans débat* :

— (n° 29876) : **Exploitation et protection de la mer** [18 juin 1976] (p. 4373, 4374) : l'échouement de l'*Olympic Bravery* ; la fragilité de notre littoral ; nécessité de « réorienter

la croissance pour la subordonner au respect de l'environnement » ; le problème de la coordination ; l'efficacité du plan Ramoge sur le littoral méditerranéen ; l'action du CNEXO.

• *question au Gouvernement* :

— **Indemnisation des rapatriés** [15 juin 1977] (p. 3794) : inscription à l'ordre du jour prioritaire d'une des propositions portant sur la modification de la loi du 15 juillet 1970.

INTERVENTIONS

1973

— **Débat sur la politique générale du Gouvernement** [11 avril 1973] (p. 803) : souligne l'importance de l'œuvre sociale de la majorité et s'interroge sur les causes du malaise actuel ; estime que la politique sociale a manqué de clarté et de cohérence ; juge inadaptés les mécanismes de transfert des revenus ; estime que les seuls fruits de l'expansion ne peuvent assurer la justice sociale ; se prononce pour un objectif meilleur de redistribution des richesses ; une méthode : appel à la solidarité nationale (p. 804) ; estime que la correction des inégalités sociales doit être la priorité des priorités ; évoque la situation des personnes âgées, des femmes seules, des travailleurs défavorisés ; demande la gratuité de l'enseignement, l'accroissement de l'aide aux rapatriés ; estime que la redistribution des ressources implique une atteinte aux droits acquis de la fortune.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion générale** [24 octobre 1973] (p. 4714) : ses inquiétudes à l'égard du budget ; croissance mondiale et évolution des prix ; ne pas aggraver l'inflation et permettre l'expansion ; investissements ; crédits de fonctionnement et crédits d'équipement ; pression fiscale ; amendement de justice fiscale ; budget et conjoncture ; problème des prix ; supplément de recettes ; incertitude sur les recettes de 1973 ; (p. 4715) : équipements publics et transferts de charges ; ses observations sur les équipements publics ; ses observations sur les transferts de charges ; sur le financement de la construction des établissements hospitaliers, analyse la portée de l'article 11, sa désapprobation de l'article 11 dans sa rédaction initiale ; ses observations sur l'expansion, mieux-être, justice et sécurité, système fiscal.

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4793) : son amendement tendant à taxer de 1.000 F toute entreprise ne déclarant pas de bénéfices, possi-

bilités de déduction de cette taxe forfaitaire pour les sociétés qui ne font pas de bénéfices de façon accidentelle.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section II. — Jeunesse, Sports et Loisirs [29 octobre 1973] (p. 5004) : son intention de présenter un amendement lors de la discussion du budget de l'éducation nationale sur la corrélation qui doit exister entre la progression des équipements sportifs et celle des équipements scolaires, regrette l'absence du ministre de l'éducation nationale dans la discussion.

Education nationale, rapporteur spécial [13 novembre 1973] (p. 5618) : importance du budget, ses observations sur les dépenses de fonctionnement, dépenses de personnel, et nombre d'emplois créés, préscolarisation, ses observations sur la procédure de préparation du budget et sur les prévisions en matière de crédits de créations d'emplois, souhaite le dépôt d'un collectif propre à l'éducation nationale au début de la session de printemps, transports scolaires, charges des collectivités locales, crédits affectés aux bourses ; (p. 5619) : sa question sur le relèvement du plafond de ressources, crédits des commissions départementales, gratuité des livres et des fournitures, dépenses de sécurité, nationalisations d'établissements, sa question sur les conséquences pratiques d'une nationalisation et sur le rythme des constructions ; **Etat B - Titre III** [14 novembre 1973] (p. 5697) : son amendement tendant à une réduction des crédits de ce titre, crédits des IPES, création de postes de surveillants, répond au Gouvernement, expose les observations de la commission des finances sur le titre, effectifs d'encadrement dans les maternelles ; conditions de discussion du collectif ; (p. 5699) : ses observations sur l'amendement de M. Mexandeau tendant à une réduction des crédits du titre (crédits d'aide à l'enseignement privé). **Etat C - Titre V** (p. 5701) : ses observations sur les crédits concernant la sécurité dans les établissements, subventions aux collectivités locales, répond au Gouvernement. **Etat C - Titre VI** : son amendement tendant à la réduction des crédits de ce titre, son amendement tendant à la fourniture annuelle par le Gouvernement de renseignements concernant « les normes retenues pour assurer une corrélation minimale entre la progression des équipements scolaires et celle des équipements sportifs d'accompagnement » et « les dotations de crédits prévues en application de ces normes » ; (p. 5702) : explique le retrait de l'amendement de réduction de crédits ; (p. 5703) : s'oppose à l'amendement de M. Vizet tendant

à une réduction des crédits du titre : décentralisation du laboratoire du CNRS à Verrières-le-Buisson.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973] (p. 6125) : **Après l'Article 45** : son amendement tendant au relèvement de la redevance perçue par le Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Economie et finances. — I. Charges communes : Etat B - Titre IV [20 novembre 1973] (p. 6142) : Son amendement de réduction des crédits de ce titre ; sa question au Gouvernement sur la partie utilisée des crédits votés par le Parlement au titre de l'indemnisation des rapatriés, utilisation pour le moratoire d'indemnisation ; non-respect par le Gouvernement de l'article 34 de la loi de 1970 ; crédits d'indemnisation pour 1974 ; (p. 6143) : nécessité d'un effort supplémentaire ; répond au Gouvernement sur la majoration de crédits proposée ; demande la révision de la loi de 1970 ou l'élaboration d'une autre loi et le règlement du problème au fond ; retrait de son amendement.

Seconde délibération [20 novembre 1973] (p. 6180) : ses observations sur les propos de M. Chevènement et sur l'attitude de l'opposition ; amendement de justice fiscale ; expansion et bonheur des défavorisés ; vote de son groupe pour le budget.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110)** [4 juillet 1974] (p. 3326) : attire l'attention du Gouvernement sur les conséquences d'une diminution de la part de l'Etat dans les dépenses d'équipement.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Education et enseignement préscolaire, rapporteur spécial [6 novembre 1974] (p. 5828) : les incertitudes du projet de budget : crédits provisionnels pour les mesures catégorielles, créations d'emplois afférentes aux nationalisations d'établissements, situation des auxiliaires sans emploi ; l'aide aux familles n'a pas fait l'objet d'une politique globale plus satisfaisante ; progression des crédits pour les bourses.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974]. **Discussion générale. Articles et articles additionnels non rattachés. Seconde délibération** (p. 6884) : questionne le ministre des finances sur le supplément de recettes qu'il attend de la réévaluation de la redevance sur les consommations d'eau.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant pour les anciens d'Afrique du Nord (n° 943). Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6916) : ses observations et ses précisions relatives aux intentions de l'administration à l'égard des harkis ; le problème de leur nationalité ; les programmes de logement en leur faveur.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1695). Discussion de l'article unique** [5 juin 1975] (p. 3749) : son amendement n° 12 : protéger le plateau continental contre les risques de pollution résultant des campagnes de prospection pétrolière ; réservé ; (p. 3749) : son amendement n° 13 : publier les conclusions du réexamen de l'ensemble du système de prestations sociales avant le dépôt du projet de loi portant approbation du VII^e Plan ; retiré.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3982) : en réponse aux propos tenus par M. Edgar Faure, président de la séance, sur le problème de la recevabilité de certains amendements, demande comment l'égalité sera établie entre les députés ayant déposé des amendements ou ayant eu l'intention de le faire ; (p. 3983) : demande si les conseils municipaux pourront continuer à exonérer les caisses de crédit municipal ; (p. 3995) : ses observations sur l'amendement n° 118 défendu par M. Josselin. **Article 4** (p. 4009) : sur l'amendement n° 50 de M. Papon, précise qu'il s'agit seulement d'inciter EDF à enterrer ses lignes ; (p. 4013) : son amendement n° 147 : non-prise en compte des équipements effectués pour réduire la pollution qui vont au-delà des obligations légales pour le calcul de la valeur locative des immobilisations ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 8** (p. 4019) : demande au Gouvernement comment celui-ci compte intensifier la lutte contre la fraude des commerçants saisonniers.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6193) : son intervention sur l'article ; ses questions relatives au taux moyen des subventions, au volume global des investissements et à la part réservée aux collectivités locales ; les retards qui sont à craindre. **Article 11** (p. 6203) : demande que les emprunts du Crédit agricole et de la Caisse des dépôts soient consentis d'office à des taux privilégiés.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Education, rapporteur spécial [12 novembre 1975] (p. 8169) : l'évidence de l'effort consenti en matière d'éducation ; la remise en ordre en matière de gestion du personnel, de relations avec les collectivités locales et dans les conditions de fonctionnement des établissements ; le problème des transports scolaires ; celui des bourses ; l'effort en faveur de l'enseignement privé ; (p. 8170) : la recherche des coûts ; veiller à l'utilisation des crédits ouverts ; l'ampleur des corrections apportées par le collectif justifiée par la titularisation de nombreux auxiliaires ; le problème des nationalisations ; l'aide à l'enseignement privé ; les transports scolaires ; les bourses. **Etat B - Titre III** (p. 8214) : son amendement n° 66 : réduire les crédits demandés, les crédits précédemment ouverts n'ayant pas été intégralement utilisés ; (p. 8214, 8215) : regrette que le Parlement n'ait pas toujours la possibilité d'obtenir des précisions sur l'utilisation des crédits ; retire son amendement.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8702) : les propositions faites lorsque l'orateur présidait la commission chargée d'étudier le sort des rapatriés ; l'absence de mesures nouvelles prises suite à ce rapport ; (p. 8703) : les mesures annoncées en faveur des rapatriés de confession islamique ; faire preuve de « cœur » à l'égard des rapatriés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1980). Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article 8** (p. 9535) : son amendement n° 29 : supprimer l'article 8 ; considère que cet article entraîne techniquement une complication certaine ; rappelle la modification actuelle du code minier ; l'exclusion du bénéfice du produit de la redevance de certaines régions qui devraient en bénéficier ; adopté. **Après l'article 8** (p. 9537) : sur l'amendement n° 3 du Gouvernement : juge qu'il n'est pas de bonne législation de voter les recettes avant les dépenses ; (p. 9538) : n'apprécie pas l'innovation que constitue la création d'une taxe d'Etat s'ajoutant à une taxe locale ; se déclare hostile à l'amendement pour des raisons de forme. **Article 20** (p. 9553) : les difficultés rencontrées par certaines catégories de rapatriés en matière de retraites ; le problème des retraites complémentaires ; l'insuffisance du montant des retraites ; la situation de l'Organica ; (p. 9554) : faire un effort pour les personnes nées avant 1906.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme (n° 1881). Première lecture. Discussion**

des articles [7 avril 1976]. **Article 6** (p. 1463) : son amendement n° 273 : adaptation aux mineurs ; (p. 1464) : retire son amendement ; (p. 1465) : ses observations sur les propos de M. Claudius-Petit et de M. Galley. **Article 9** (p. 1469) : ses nouvelles observations sur les modifications mineures [8 avril 1976]. **Après l'article 6 (suite)** (p. 1500) : son sous-amendement n° 274 à l'amendement n° 86 de M. Fanton : application du système des transferts aux seules parcelles normalement constructibles à raison de remplacement de leur desserte, etc. ; ne pas réserver le système aux seules zones protégées à raison de leur paysage ; (p. 1501) : retire son sous-amendement n° 274. **Après l'article 17** (p. 1512) : son amendement n° 275 : ajouter à la liste des cas prévus par l'article, celui de la réalisation de parcs de stationnement à usage privatif par la collectivité publique ou son concessionnaire ; (p. 1513) : fait observer que les parkings des HLM sont privatifs ; retire son amendement au profit de l'amendement n° 355 défendu par M. Bertrand Denis. **Article 18** (p. 1518, 1519) : son amendement n° 276 : possibilité pour l'Etat, les collectivités locales ou les établissements publics, d'offrir au propriétaire de bois ou sites à sauvegarder un terrain à bâtir moyennant leur cession gratuite ; son amendement n° 342 : possibilité d'accorder au propriétaire une autorisation de construire sur une partie du terrain si la dernière acquisition à titre onéreux remonte à moins de cinq ans ; (p. 1519) : son amendement oral : supprimer les deuxième et troisième alinéas de l'article L 130-2 relatif au système de la constructibilité sur 10 % ; amendement oral repoussé ; amendements n°s 276 et 342 repoussés. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 juin 1976] (p. 4403) : les difficiles problèmes de l'élaboration des plans d'occupation des sols sur la Côte d'Azur, créateurs d'inégalités intolérables entre les différents propriétaires ; les éléments positifs apportés par le projet ; les transferts de coefficient d'occupation des sols et de taxe supplémentaire à la redevance des espaces verts ; souhaite que la puissance publique achète de vastes espaces boisés pour protéger les forêts, que les constructions soient regroupées en des hameaux, ce qui permettra de mieux protéger les forêts contre les incendies ; souhaite une nouvelle attitude des pouvoirs publics relative à la protection des paysages. **Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 2 bis** (p. 4405) : craint que l'exclusion des terrasses du calcul du COS ne multiplie les faux balcons, néfastes à l'esthétique. **Article 3** (p. 4406) : sur l'amendement n° 13 de M. Masson, souhaite que le maire soit tenu au courant de la confirmation de la demande du permis

de construire. **Article 5 A bis** (p. 4409) : estime démagogique de prétendre associer toutes les associations à l'élaboration des POS mais considère qu'elles devraient être consultées à l'occasion de l'enquête publique ; (p. 4411) : soutient l'amendement n° 97 de M. Bécam. **Article 6 bis** (p. 4413) : estime que le transfert du COS doit favoriser un certain regroupement de l'habitat ; estime que l'utilité des transferts ne pourra être appréciée qu'avec l'expérience. **Article 11** (p. 4416) : demande quelle serait la situation si l'amendement n° 14 de M. Masson n'était pas adopté. **Article 18** (p. 4425) : votera contre les deux amendements n° 65 du Gouvernement et n° 47 de M. Fanton car la disposition du Sénat autorise la protection des paysages dans tous les cas où ils sont démolis par l'ouverture d'une carrière ; indique qu'on n'ouvre pas une carrière sans avoir à se plier à des règles strictes et que les directeurs départementaux doivent faire respecter la réglementation existante ; (p. 4426) : son amendement n° 11 tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas de l'article L 132 du code de l'urbanisme ; indique que le système prévu par le texte est moralement scandaleux et inefficace car seuls les groupes financiers sont à même d'en bénéficier car la surface laissée au propriétaire est souvent trop réduite ; amendement n° 11 adopté. **Article 20** (p. 4428) : est favorable à l'amendement n° 67 du Gouvernement ; demande s'il appartiendra au conservatoire du littoral d'entretenir les espaces verts qu'il aura achetés ; suggère d'établir un délai au-delà duquel l'Etat ou l'office national des forêts pourront décider de l'affectation des fonds. **Article 34** (p. 4436) : estime que l'Assemblée ne risque rien à voter le texte du Sénat sur l'article 34. **Article 38 bis** (p. 4441) : sur l'amendement n° 94 de M. Dubedout, demande à M. Galley s'il entend seulement désenclaver quelques plages ou bien aboutir à un tracé d'un véritable « chemin des douaniers » le long de la mer ; en deuxième hypothèse, souligne qu'il faudrait voter l'amendement n° 94 de M. Dubedout ; est convaincu par l'argumentation de M. Galley sur l'amendement n° 94 de M. Dubedout ; (p. 4442) : sur l'amendement n° 63 du Gouvernement auquel il s'oppose, juge irréaliste de demander aux stations classées de payer l'indemnité [23 novembre 1976]. **Article 41 bis** (p. 8570) : les serres ; leur caractère provisoire. **Article 41 ter** (p. 8571) : l'exercice du droit de préemption et les délais de consultation des domaines ; (p. 8572) : trouve l'amendement n° 9 de M. Dubedout intéressant mais trop brutal et trop global ; (p. 8573) : un amendement plus dangereux qu'utile. **Article 42** (p. 8574) : la rédaction ambiguë de l'amendement n° 106 du Gouver-

nement et du sous-amendement n° 108 de M. Masson ; (p. 8575) : demande à qui appartiendra l'initiative de la demande de mise en application anticipée du plan d'aménagement de zone. **Article 51** (p. 8582) : les textes d'application des circulaires envoyées aux maires. **Article 54** (p. 8588) : les droits des autorités militaires en matière de permis de construire ; des textes réglementaires jamais soumis à l'Assemblée ; l'anarchie la plus totale ; la dérogation des arrêtés aux lois. **Article 62** (p. 8597) : une innovation récente liée à l'obligation de l'entretien des façades, à celle de l'entretien des jardins.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2200) : le sort des productions méditerranéennes ; leur influence sur le maintien des sites et des paysages ; la non-rentabilité et l'intérêt écologique de la forêt provençale ; (p. 2201) : souhaite que l'office national des forêts et le ministère de l'agriculture mettent en place une politique de sauvegarde de cette forêt.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2640, 2641) : son amendement n° 44 : permettre aux communes d'inscrire les crédits versés au titre du fonds d'équipement des collectivités locales à la section de fonctionnement de leur budget ; adopté après adoption du sous-amendement n° 45 de M. Boscher.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3671) : souhaite pouvoir voter un projet largement positif mais craint que les amendements n'en altèrent l'esprit ; l'imposition des plus-values lui paraît préférable à la taxation du capital ; la fiscalité successorale est un problème différent ; l'orateur doute que le ministre puisse dissiper la confusion des esprits ; une taxe forfaitaire serait mieux admise par l'opinion ; dans cette affaire la forme importe plus que le fond. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3918) : observe que des hommes d'affaires avisés pourraient spéculer si le sous-amendement n° 229 n'est pas rectifié. **Article 3** (p. 3935) : est favorable au projet amendé par la commission, mais critique l'obstination de M. Fourcade à maintenir l'article 35 A ; (p. 3936) : son amendement n° 243 : rétablir l'équilibre entre transactions mobilières et immobilières ; [10 juin 1976] (p. 3952) : demande à réfléchir sur l'amendement de M. Fourcade concernant l'article 35 A ; (p. 3955) : affirme que tout contribuable auquel est appliqué l'article 35 A est traité par les services des finances

comme un spéculateur ; son amendement n° 243 réservé : supprimer l'article 35 A ; reconnaît que l'amendement n° 323 de M. Fourcade donne plus de chance au contribuable de faire la preuve de sa bonne foi ; son sous-amendement n° 327 : faisant référence à une modification de la famille en cas de divorce, de séparation de corps, d'invalidité de toute personne à la charge du vendeur ; son sous-amendement n° 328 : présumant de la bonne foi du contribuable chaque fois que la cession de la résidence secondaire est motivée par des considérations familiales ou professionnelles ; son sous-amendement n° 326 : supprimant toute ambiguïté dont pourraient être victimes les contribuables de bonne foi ; (p. 3956) : retire son amendement n° 243 ; sous-amendements n°s 327, 328 et 326 adoptés ; (p. 3968) : son amendement n° 253 rectifié ; paiement d'une taxe forfaitaire et libératoire de 10 % ; retiré. **Article 4** (p. 3977) : déclare que l'amendement n° 129 favoriserait la rétention des terrains et que l'amendement n° 280 de M. Zeller est astucieux et équitable ; (p. 3979) : demande que soit d'abord mis aux voix l'amendement n° 280 qui est le plus éloigné du texte ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4106) : son amendement n° 244 : refusant d'exonérer la vente de la résidence principale quel qu'en soit le montant ; critique l'existence de deux régimes différents pour les résidences principales et secondaires ; (p. 4110) : estime qu'il ne sera pas toujours facile de déterminer la résidence principale en particulier lorsqu'il s'agira de spéculateurs ; (p. 4121) : retiré ; [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4215) : son amendement n° 295 tendant à considérer la différence entre la valeur estimée des biens laissés outre-mer et l'indemnité versée aux rapatriés comme une moins-value déductible sans limitation de durée ; (p. 4216) : propose un à-valoir sur moins-value en attendant le paiement effectif de l'indemnité aux rapatriés ; accepte le sous-amendement du Gouvernement à son amendement n° 295 ; accepte également le sous-amendement n° 344 du Gouvernement à son amendement n° 295 ; amendement n° 295 adopté ; (p. 4221) : souligne l'importance de l'amendement n° 107 de M. d'Aillières ; expose que l'intérêt général est quand même d'éviter la procédure d'expropriation au profit de la simple déclaration d'utilité publique ; (p. 4224) : soutient l'amendement n° 288 de M. Gerbet ; (p. 4225) : demande des précisions à M. Gerbet sur son amendement n° 288 ; (p. 4228) : demande que l'amendement n° 150 de M. Papon s'applique également au paragraphe qui concerne les rapatriés ; (p. 4229) : son sous-amendement verbal substituant aux mots « les abattements prévus au paragraphe III », les mots « les

abattements prévus aux paragraphes II et III » ; sous-amendement adopté ; [17 juin 1976] : **Article 7** (p. 4269) : son amendement n° 245 : prévoyant que l'impôt soit établi au titre de la dernière année pour laquelle l'impôt sur le revenu du vendeur aura été liquidé ; souligne pour le vendeur l'importance de connaître exactement le montant de la cotisation qu'il aura à payer ; souligne que la complication de sa proposition n'excède pas les possibilités des services fiscaux ; repoussé ; (p. 4281) : son sous-amendement n° 343 : demande si l'emprunt 4,5 % 1973 entre dans le cadre du projet de loi ; adopté ; [22 juin 1976] : **Article premier (suite)** (p. 4464) : retire son sous-amendement n° 254 ; (p. 4466) : son amendement n° 242 permettant au contribuable d'opter pour le paiement d'une taxe dont le taux sera égal à celui de la plus-value par rapport au prix d'acquisition ; souligne qu'il faut tenir compte de la notion de bénéficiaire sinon seront taxés de la même façon les gens modestes et les spécialistes ; (p. 4467) : retire son amendement n° 242 tout en estimant que le problème demeure. **Titre** (p. 4468) : soutient l'amendement n° 119 de la commission des finances ; souligne que plusieurs amendements se sont opposés à la spéculation ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6625) : défend l'amendement n° 22 de M. Papon : libération de la majoration exceptionnelle par un emprunt sans intérêts ; repoussé ; (p. 6626) : indique qu'il a voté contre l'amendement n° 74 de M. Defferre en commission ; le problème de la solidarité envers les diverses catégories sociales ; (p. 6627) : l'importance de la solidarité envers les rapatriés. **Article 10** (p. 6662) : l'inconvénient de la référence à l'ordonnance de 1945 dans le domaine des transports scolaires.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Première partie :**

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6881) : son sous-amendement n° 180 à l'amendement n° 110 du Gouvernement : précisant la liste des personnes imposées ; le problème du lieu où sera assurée la publicité ; son sous-amendement n° 113 ; le problème de responsabilité ; le problème des éléments soumis à la publicité ; son sous-amendement n° 116 prévoyant la publicité du montant des revenus déclarés ; le problème des personnes ayant le droit de consulter les listes ; ouverture de la consultation aux non-contribuables et notamment aux jeunes ; (p. 6882) : le cas de son département ; les droits des étrangers et des mineurs, objet

de ses sous-amendements n°s 114 et 115 ; amendement n° 180 adopté ; amendement n° 113 adopté ; sous-amendement n° 114 repoussé ; son sous-amendement n° 115 repoussé ; sous-amendement n° 116 adopté ; [26 octobre 1976] : **Article 10** (p. 6985) : son amendement n° 36 soutenu par M. Louis Sallé ; repoussé. **Article 18** (p. 7029) : les besoins d'essence en agriculture ; les difficultés des cultures faisant appel au chauffage : les serres, le tabac et les endives ; souhaite une ventilation des aides publiques. **Article 22** (p. 7047) : demande des précisions sur le travail des commissions des finances des deux assemblées chargées d'examiner l'impôt sur le capital.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7468) : le parc national prévu aux îles d'Hyères ; les réalisations de Porquerolles ; le problème des plaisanciers ; le conservatoire du littoral ; le projet Ramoge ; les études d'impacts ; la capacité d'énergie à accumuler dans le golfe de Saint-Tropez ; les études d'EDF ; le « plan bleu ».

Education, rapporteur spécial [17 novembre 1976] (p. 8167, 8168) : les constructions scolaires ; les emplois ; une période de régularisation et de clarification ; la rigidité de ce budget ; la croissance du coût d'enseignement par élève ; la création de postes d'enseignants ; un effort d'honnêteté ; le taux d'encadrement des élèves ; la nationalisation ; la taille des établissements ; les effectifs des classes maternelles ; « le raclage des fonds de tiroir » ; (p. 8169) : la gratuité des fournitures scolaires ; le ramassage scolaire ; les bourses ; les transports scolaires ; l'enseignement privé ; le forfait d'externat ; la situation des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ; l'action socio-éducative en faveur des enfants de Français de confession islamique ; les mesures en faveur des enfants de travailleurs immigrés. **Examen des crédits** [18 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 8246) : critique les chiffres de M. Mexandeau ; indique que l'amendement n° 267 empêche le pluralisme de l'information.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1976] (p. 8494) : l'insuffisance des dotations pour les rapatriés ; le bien-fondé de la politique du Gouvernement ; l'indemnisation et les accords d'Evian ; l'attitude de l'Etat algérien ; la loi de 1970 difficile à appliquer ; l'équité entre les citoyens ; son amendement n° 291. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Etat B - Titre IV** (p. 8498) : son amendement n° 291 de réduction ; le problème de l'indemnisation des

rapatriés ; une insuffisance de crédits ; le nombre de dossiers ; les reports ; le déficit ; situation des réinstallés moyens de l'ANI FOM ; (p. 8499) : sa volonté d'un réexamen radical du problème ; (p. 8500) : le montant moyen de l'indemnité ; le boni disponible en fin d'année ; les réinstallés ; le problème de fond ; adopté. **Après l'article 72** (p. 8501) : l'oubli des légataires.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 62** (p. 8535) : n'est pas favorable à l'amendement n° 174 de M. Papon ; les moyens des régions ; la possibilité qu'offre l'article 62 ; le rapport Guichard réservé à des initiés. **Article 63** (p. 8536) : la lutte contre la fraude fiscale ; (p. 8537) : les disparités choquantes entre le train de vie de certains citoyens et leurs impôts ; tenir compte des éléments objectifs du train de vie pour établir l'IRPP. **Après l'article 65** (p. 8541) : son amendement n° 262 ; les deux grandes catégories d'établissements touristiques ; l'inégalité de traitement aggravée par la loi de 1975 substituant la taxe professionnelle à la patente ; (p. 8542) : une situation fiscale incroyable ; rétablir l'égalité par son amendement qui précise que la durée effective de l'activité saisonnière sera prise en compte ; le gage de sa mesure par une taxe sur les flippers ; ne comprend pas pourquoi la logique intellectuelle jouerait pour les meublés et pas pour les hôtels classés et les palaces ; le faible risque de difficultés financières pour les communes causé par l'amendement n° 262 ; un amendement répondant au souci de rétablir l'égalité devant l'impôt ; adopté. **Après l'article 72** (p. 8546) : une des trois plaies de la fonction publique ; les mesures en matière de rémunérations ; les rémunérations accessoires ; le service du secteur privé par des hauts fonctionnaires en retraite.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9431) : la surtaxation des eaux minérales ; les problèmes fiscaux des meublés, des terrains de camping et des hôtels non classés ; la publicité de l'impôt sur le revenu ; (p. 9432) : son incompréhension devant l'attitude du ministre.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France** (n° 2550), rapporteur. **Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9031) : la définition des Français de l'étranger ; un texte de clarification et de simplification ; des avantages fiscaux supérieurs ; la définition des mots « domicile » et « revenus de source française » ; les avantages consentis aux

Français se rendant à l'étranger et y établissant leur domicile. **Discussion des articles** [7 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9034) : son amendement n° 1 limitant la définition du domicile au domicile fiscal ; adopté ; son amendement n° 3 devenu sans objet. **Article 2** : son amendement n° 5 ne considérant que la notion de foyer sans autres précisions ; adopté. **Article 7** (p. 9035) : son amendement n° 6 défendu par M. Marette ; adopté ; son amendement n° 7 de forme, adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement. **Article 9** (p. 9036) : son amendement n° 8 défendu par M. Marette ; (p. 9043) : les risques d'une définition limitative des cas d'activités à l'étranger ; demande pourquoi l'amendement n° 24 du Gouvernement exclut le secteur commercial ; souhaite que soit pris en considération l'amendement n° 24 du Gouvernement plutôt que l'amendement n° 8 ; amendement n° 8 devenu sans objet ; (p. 9044) : son amendement n° 9 de forme ; adopté ; son amendement n° 10 tendant à faire bénéficier les agents de l'Etat qui sont amenés à assurer leur service à l'étranger, des mêmes avantages que l'article 9 accordera aux travailleurs du secteur privé ; adopté ; son amendement n° 11 : le taux de calcul de l'impôt français sur les revenus ; devenu sans objet. **Article 11** (p. 9045) : souligne l'erreur d'impression dans le texte de l'article 11. **Article 12** : son amendement n° 12 tendant à une correction quasi automatique des chiffres figurant aux articles 8 et 12 ; adopté. **Article 13** (p. 9046) : son amendement n° 13 substituant à la notion d'habitation, la notion de propriété immobilière ; adopté ; son amendement n° 14 prévoyant de fixer l'assiette de l'imposition à cinq fois la valeur locative ; adopté ; son amendement n° 15 tendant à supprimer le second alinéa de l'article 13 ; adopté. **Article 15** (p. 9047) : son amendement n° 16 précisant un délai plus réaliste ; adopté ; (p. 9048) : son amendement n° 17 prévoyant que le lieu d'imposition devra être fixé par un arrêté du ministre de l'économie et des finances publié au *Journal officiel* ; adopté. **Article 16** : son amendement n° 18 concernant l'imposition des citoyens américains et s'opposant à la suppression de l'article 164-1 du CGI ; adopté ; (p. 9049) : les délais nécessaires ; préfère son amendement n° 19 à l'amendement n° 20 de M. Gantier ; amendement n° 19 adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 7** (p. 9691) : son amendement n° 1 soutenu par M. Marette ; adopté. **Article 11** (p. 9692) : son amendement n° 2 soutenu par M. Marette ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 3 soutenu par M. Marette ; adopté ; son amendement n° 4 soutenu par

M. Marette ; adopté. **Article 16** (p. 9693) : son amendement n° 5 soutenu par M. Marette ; adopté.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [8 juin 1977] (p. 3506) : les conséquences de la pollution marine ; le régime terrestre ; la réunion des maires des communes du littoral varois ; les caractéristiques de la pollution ; la difficulté d'une information correcte du public ; la qualité de l'eau des plages ; la publicité des analyses des prélèvements d'eau de mer ; l'action à entreprendre ; la mise au point d'une carte des zones de pollution ; (p. 3507) : le financement des dépenses des collectivités locales ; la relativité de l'apport financier du tourisme ; mettre à la disposition des collectivités locales des aides spéciales en capital ; l'absence de cohérence de la politique de financement d'actions de lutte contre la pollution ; le coût des études consacrées à la lutte contre la pollution ; leur préfinancement ; l'avis de l'opinion publique sur certaines formes spectaculaires autant qu'inefficaces de lutte contre la pollution.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 8** (p. 6238) : la prise en compte, lors de l'établissement des déclarations fiscales, du travail accompli par l'épouse d'un commerçant, d'un artisan ou d'un exploitant agricole ; la nécessité pour le conjoint de payer une cotisation à la sécurité sociale en vue du bénéfice de la déduction fiscale ; l'avantage tiré par les bénéficiaires du relèvement de 9.000 francs de la limite de déduction. **Article 10** (*suite*) (p. 6241) : le taux de la TVA applicable à certaines prestations des maisons de retraite ; son amendement de nature rédactionnelle ; la réduction de la taxe professionnelle au *prorata temporis* ; (p. 6242) : son sous-amendement n° 145 à l'amendement n° 112 de M. Bertrand Denis : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 32** (p. 6261) : les insuffisances du régime des rentes viagères ; la faiblesse du taux de capitalisation des rentes viagères ; l'intéressement des rentiers viagers aux bénéfices réalisés par les organismes d'assurances ; l'inscription de cet intéressement au sein des contrats des rentes viagères ; la justification du faible taux d'intérêt auquel sont capitalisées les primes ; la part d'épargne à long terme réalisée par les rentes viagères ; (p. 6263) : son amendement n° 151 : inclusion dans les publicités portant sur les contrats de rentes viagères de la mention des taux d'intérêt et de capitalisation et des taux de chargement ; la nécessité pour

l'Etat d'intervenir chaque année pour revaloriser les rentes viagères ; la connaissance des taux réels de rémunération de l'argent ; éviter que les souscripteurs ne s'engagent sans connaître les conditions qui leur sont offertes ; retiré.

Deuxième partie :

Education, rapporteur spécial [27 octobre 1977] (p. 6710) : la priorité donnée aux dépenses d'éducation ; le montant du budget ; la diminution des crédits d'investissement ; la progression des crédits de fonctionnement ; (p. 6711) : l'importance des dépenses en personnel ; les créations d'emplois ; la politique de résorption de l'auxiliariat ; la situation des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ; l'élévation du coût unitaire des élèves ; l'évolution des autres dépenses de fonctionnement ; l'augmentation de la subvention versée aux CFA ; les subventions versées aux organismes autonomes d'éducation ; les interventions de l'Etat en faveur de la gratuité des manuels ; les transports scolaires ; les frais de transports supportés par les familles ; l'inégalité devant le transport scolaire ; l'aide à l'enseignement privé ; la loi Guerneur ; les bourses ; (p. 6712) : la proportion des boursiers ; procéder à une refonte totale du système des bourses ; les observations de la commission des finances ; le caractère tardif des mesures de création d'emplois ; le nombre d'emplois d'instituteurs affectés à l'enseignement pré-élémentaire ; la résorption de l'auxiliariat ; l'apprentissage et l'enseignement technique ; les crédits de fonctionnement et le matériel des établissements d'enseignement ; les décharges de service accordées aux directeurs d'écoles ; le remplacement des maîtres absents ; le régime des bourses ; le transport scolaire ; l'avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de fonctionnement inscrits dans le budget du ministère de l'Education.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6812) : l'extension de la mensualisation des pensions ; le problème des forclusions ; la réglementation propre au ministère de la défense ; le problème de la revalorisation de la pension des veuves ; l'attribution du bénéfice de la campagne double aux anciens combattants d'Afrique du Nord.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 7997) : l'ambiguïté du projet de loi ; le droit des rapatriés à l'indemnisation intégrale ; le champ d'application du projet de loi ; (p. 7998) :

l'appréciation de la valeur des biens spoliés ; la pérennisation du système des barèmes ; la définition du plafond d'indemnisation ; l'indemnisation des rapatriés modestes ; le sort des rapatriés exclus de l'indemnisation ; ses contre-propositions ; traiter les problèmes d'indemnisation en termes de droit commun ; le problème de la cessibilité de l'indexation des titres ou certificats ; le problème des « réinstallés » ; les modalités du paiement du complément d'indemnisation ; (p. 7999) : le respect du principe de l'égalité des citoyens devant les charges publiques ; la situation des « réinstallés ». **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article premier** (p. 8063) : l'absence de concertation entre le Gouvernement et la commission des finances dans l'élaboration des amendements présentés par le Gouvernement ; l'objet de l'amendement n° 27 de M. Tissandier ; (p. 8064) : les arguments du Gouvernement relatifs au champ d'application de l'indemnisation. **Après l'article premier** : le droit de saisine des tribunaux judiciaires à propos de litiges relatifs au patrimoine. **Article 2** (p. 8066) : la nécessité de régler le cas des enfants des disparus. **Article 3** : le problème des réinstallés (p. 8067) : la comparaison des sommes affectées au remboursement des prêts aux réinstallés et de la dépense financière globale engagée par le projet de loi : le prélèvement du montant des dettes des rapatriés envers l'Etat lors de la notification d'intervention des commissions chargées d'examiner la situation économique et financière des réinstallés ; envisager un abattement forfaitaire ; l'imputation des dettes des héritiers sur la créance d'indemnisation en cas de décès d'un rapatrié réinstallé ; l'amendement de M. Gilbert Faure tendant à porter le moratoire à la fin du paiement des indemnités ; l'absence de réponse du Gouvernement quant au fonds du problème soulevé par l'article 3 ; (p. 8068) : le droit des rapatriés à être indemnisés ; l'exercice de la solidarité nationale à l'égard des réinstallés se trouvant dans les situations les plus difficiles. **Après l'article 7** (p. 8073) : l'absence de chiffrage de l'incidence financière des mesures proposées par le Gouvernement ; (p. 8075) : la complexité de l'amendement n° 108 du Gouvernement ; l'amalgame réalisé entre l'indexation des rapatriés et l'indexation de la petite épargne ; les résultats de l'application concrète du système de garantie proposé par le Gouvernement ; (p. 8076) : la déclaration d'irrecevabilité des amendements qu'il avait déposés ; les avantages de la formule proposée. **Article 9** (p. 8078) : son amendement n° 98 soutenu par M. Ginoux : exception au principe de la nominativité et à celui de l'incessibilité des titres prioritaires et des certificats d'indemnisation ; réservé ; son amendement

n° 99 : suppression des dispositions relatives aux conditions de délivrance aux héritiers de nouveaux titres prioritaires ou certificats d'indemnisation ; la priorité maintenue en faveur des veuves ; amendement n° 99 réservé ; (p. 8079) : son amendement n° 100 : alignement de la transmission des titres représentatifs du complément d'indemnisation sur les règles du droit commun successoral ; réservé. **Article 10** (p. 8081) : demande au Gouvernement les règles de droit lui permettant de faire la distinction entre les emprunts selon leur antériorité ou non à la date de promulgation de la loi ; le caractère discriminatoire de l'amendement n° 111 du Gouvernement. **Après l'article 11** (p. 8083) : la justification de la compétence d'une instance arbitrale ; (p. 8084) : le non-examen par la commission des finances des amendements n° 26 de M. Hector Rolland et n° 95 de M. G. Mathieu ; la liberté d'appréciation du juge sur l'autorisation des poursuites. **Article 12** (p. 8085) : le problème posé par le maintien des dispositions de la loi du 15 juillet 1970. **Article 13** : le problème des réinstallés ; la validation du décret du 7 septembre 1977. **Article 14** (p. 8086) : l'absence de dispositions en faveur de l'ANIFOM ; renforcer les moyens de l'ANIFOM.

BENNETOT (Michel de)

Député du Finistère
(7^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Vice-président de cette commission [29 juin 1973] (p. 2726).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du conseil permanent du service militaire [19 décembre 1974] (p. 8188).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi n° 71-424 du 10 juin 1971 portant **code du service national** et à permettre à certains volontaires de prolonger dans la **marine** la durée de leur service militaire (n° 1544) [11 avril 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome II : Dépenses ordinaires** (n° 3150) [11 novembre 1977].

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Problèmes de la condition militaire** [4 décembre 1974] (p. 7379).

- *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° 19568), **Le Theule** (n° 19715), **Villon** (n° 19718), **Max Lejeune** (n° 19761), et **Chevènement** (n° 19796) : **Sur les problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2967) : la modernisation du service militaire dans la marine, l'exemple de la mission « Saphir » ; (p. 2968) : donner la possibilité de prolonger volontairement le service d'une durée de six à douze mois ; trouver un remède à la faible mobilité de nos forces ; améliorer les conditions dans lesquelles les appelés effectuent les tâches qui leur sont confiées ; abaisser le nombre des jeunes affectés à des tâches non spécifiquement militaires.

- *question au Gouvernement :*

— **Situation du personnel du CHR de Brest** [15 juin 1977] (p. 3796) : nécessité d'améliorer les conditions de travail.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au service national** (n° 360) [13 juin 1973] (p. 2080). **Discussion des articles. Article premier** : répond à M. Daillet : modalités particulières concernant les DOM-TOM ; cas des jeunes gens qui désirent devancer l'appel et qui n'ont pas atteint l'âge de dix-neuf ans (p. 2081). **Article 2** : ses arguments contre l'adoption de l'amendement de M. Villon : report supplémentaire d'incorporation dans la limite de deux années scolaires ou universitaires ;

(p. 2082) : retire l'amendement de la commission : automaticité dans l'octroi du report d'incorporation ; (p. 2083) : ses observations après la reprise de l'amendement par MM. Villon et Aumont.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (Articles 20 et 21) budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5410) : aspect politique du budget des armées ; politique de défense nationale continue depuis 1958 ; fait nucléaire ; travaux menés sous la IV^e République en vue de la mise au point d'armes atomiques ; force nucléaire stratégique ; insuffisante information des Français sur la politique de défense ; intérêt de l'opinion pour la défense ; attitude de l'opposition à l'égard des problèmes de défense ; sa référence au programme commun et à un article de revue « Frontière » d'octobre 1973 ; analyse des socialistes de la politique présente du Gouvernement ; données techniques conduisant majorité et opposition nationale à des conclusions souvent peu éloignées ; refus du parti communiste de l'armement nucléaire sous toutes ses formes pour la France ; loi de programme militaire ; ses observations sur le titre III ; parité de rémunération entre fonctionnaires civils et militaires ; (p. 5411) : sujétions particulières du personnel militaire ; estime indispensable une grande politique du personnel ; rejet par la commission du titre III dans sa forme actuelle ; nécessité d'une évolution de la conscription ; situation des retraités ; n'approuve pas le dernier alinéa de l'article 46 de la loi de finances ; demande le remboursement des précomptes perçus au taux de 2,75 %.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [8 novembre 1974] (p. 6153). **Rappel au règlement** : les compétences respectives des commissions de la défense nationale et des finances en matière d'affaires militaires. **Examen des crédits** (p. 6190) : l'indépendance ; (p. 6191) : les armements nucléaires ; l'armement tactique ; la coopération européenne ; la parité ; les pensions ; les engagés ; les départs ; les indemnités ; les problèmes catégoriels ; le service national ; le prêt ; (p. 6192) : l'appel des cent ; la durée du service ; le volontariat ; le groupe de l'union des démocrates pour la République approuve le budget.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2683) : les forages en mer d'Iroise ; les conséquences des forages effectués en mer du Nord ; la politique trop modeste menée par le Gouvernement dans le domaine nucléaire ; presser le rythme du programme nucléaire ; la prudence de l'opposition en la matière ; le choix du site de Pierrelatte par un ministre socialiste ; (p. 2684) : la commande de Mirages IV effectuée par le gouvernement Guy Mollet ; le début des travaux en vue de l'enrichissement de l'uranium en 1955 ; (p. 2685) : fortifier la technologie française dans le domaine des filières ; lutter contre la pollution.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6168) : son intervention sur l'article ; autoriser un dé plafonnement des obligations cautionnées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° 1907). **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7078) : un projet qui rend plus claire la classification des personnels militaires en catégories ; la non-nécessité de création des deux nouveaux grades de sous-officiers ; suggère de ramener le nombre des grades de six à cinq ; le problème des officiers spécialisés de la marine ; ne pas différer la décision qui les concerne ; (p. 7079) : traiter équitablement les corps des officiers des équipages et des officiers techniciens en voie d'extinction. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7095) : son amendement n° 54 : supprimer le troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article premier ; réduire de six à cinq le nombre des grades de sous-officiers ; retiré ; (p. 7098) : sur l'amendement n° 4 de M. Mouro, fait observer que cet amendement met le droit en conformité avec les faits ; (p. 7101) : ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Mouro ; demande au ministre des précisions sur l'ordre de grandeur envisagé en matière de création de postes de majors par rapport à ceux d'adjudants chefs ; (p. 7102) : son amendement n° 55 : porter de cinq à dix ans la durée pendant laquelle un officier pourra servir sous contrat ; adopté. **Article 2** (p. 7104) : estime que l'Assemblée pourrait suivre le Gouvernement dans le domaine de la création du corps des officiers spécialisés de la marine si le ministre de la défense donnait certaines assurances. **Article 7** (p. 7109) : son amendement n° 22 : offrir une possibilité de congé spécial aux militaires ayant le grade le plus élevé dans les corps des ingénieurs des études et techniques d'armement et des ingénieurs des études

des et techniques de travaux maritimes ; (p. 7110) : ne partage pas l'avis du ministre de la défense ; accepte néanmoins de retirer son amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7623) : faire preuve de cohérence dans la planification et la programmation ; augmenter le budget de la défense pour renouveler le matériel ; (p. 7624) : procéder à une nouvelle présentation financière du budget.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8000) : le regroupement des laboratoires du CEA dans un institut de recherche fondamentale ; (p. 8001) : la filialisation de la direction des productions du CEA ; la francisation des filiales américaines de l'industrie électro-nucléaire ; le rapprochement de la CII et d'Honeywell-Bull ; le caractère quelque peu atlantiste de la solution choisie ; l'efficacité de l'action du ministre.

— **Proposition de loi relative à la prolongation pour certains volontaires de la durée du service militaire dans la marine** (n° 1544) [17 décembre 1975] (p. 9950) : fait valoir les mobiles qui l'ont conduit à déposer cette proposition de loi ; se félicite qu'elle ait fait l'unanimité à la commission de la défense nationale.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° 1502). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1984) : donne à M. Crépeau des précisions sur les conditions dans lesquelles s'est effectuée la catastrophe de l'*Olympic Bravery*.

— **Proposition de loi relative à la prolongation pour certains volontaires de la durée du service militaire dans la marine** (n° 1544), rapporteur suppléant. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2373) : précise que la commission de la défense nationale a adopté le texte du Sénat ; souhaite que le Gouvernement prévoie des moyens de financement suffisants. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2374) : précise les modifications apportées par le Sénat. **Article 3** : précise les modifications apportées par le Sénat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Discussion des articles**

[19 mai 1976]. **Avant l'Article 17** (p. 3228) : est favorable à l'amendement n° 52 rectifié de Mme Missoffe ; insiste pour que l'on n'oppose pas en ce domaine des mesures simples qui seraient injustes comme c'est le cas de l'article 17 ; (p. 3230) : estime que l'argumentation de Mme Veil contre l'article additionnel, avant l'article 17, n'est pas justifiée en ce qui concerne notamment les jeunes appelés médecins. **Article 17** (p. 3232) : s'élève contre les propositions démagogiques. **Article 18** (p. 3234) : s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Missoffe.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3290) : rappelle à l'intention de M. Le Theule, que l'amendement voté au cours de la séance de nuit du 19 mai 1976, sur le projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille, ne concerne que les pères de famille de moins de vingt-deux ans ; [25 mai 1976] : l'étendue de la riposte que la France est en mesure de déclencher ; rester fermement décidé à appliquer la politique définie par le général de Gaulle ; donner la priorité à l'armement nucléaire ; la nécessité pour maintenir deux patrouilles de sous-marins nucléaires lance-engins, de disposer de six sous-marins ; sa faveur à l'amendement de MM. Cressard et Le Theule tendant à affecter, en priorité, des crédits à la construction d'un sous-marin d'une nouvelle génération ; préciser la doctrine d'emploi de l'armement tactique nucléaire ; la faible valeur d'un simple coup de semonce ; l'accroissement de la crédibilité de la force stratégique par la possession d'un armement tactique nucléaire important ; la valeur du nombre dans le domaine conventionnel ; le retard de l'armée de terre dans le domaine de ses moyens notamment en matière de protection anti-aérienne ; limiter les effectifs français à un niveau compatible avec un armement moderne ; développer rapidement le volontariat appuyé sur la conscription ; (p. 3435) : les possibilités qu'offre cette solution dans le domaine de la durée du service et celui des postes affectés aux appelés. **Discussion de l'article unique** [25 mai 1976] (p. 3457) : son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 16 de M. Le Theule : affecter en priorité avant 1980 les crédits à la construction d'un sixième SNLE ; évoque les retards intervenus dans la construction du porte-hélicoptère PH 75 ; réservé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976]

(p. 7736) : les difficultés des armées ; l'avion de combat futur ; le plan Bleu ; la loi de programmation militaire et l'équipement convenable des forces nucléaires et conventionnelles ; la refonte M 4 ; engager la construction du sixième SNLE ; les forces nucléaires tactiques ; l'arme tactique nucléaire air-sol à moyenne portée ; le Pluton ; les forces conventionnelles ; la réorganisation de l'armée de terre difficile à réaliser ; les constructions navales ; les arsenaux.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale pour le titre III [9 novembre 1977] (p. 7228) : le délai de construction du sixième SNLE ; (p. 7230) : la durée du temps de parole qui lui est accordé ; l'évolution du budget ; l'indexation des crédits de la défense sur la croissance du budget de l'Etat ; l'analyse du titre III ; les crédits pour l'entretien programmé ; les crédits destinés à l'achat de carburant ; les crédits de fonctionnement ; la progression des charges transférées au budget de la défense ; l'évolution des pensions civiles et militaires ; le poids des dépenses de personnel ; les effectifs ; les crédits d'entretien programmé de la flotte ; l'activité de la direction technique des constructions navales ; le cas de l'établissement d'Indret ; le blocage de l'avancement ; (p. 7231) : l'avancement des officiers à trois galons ; le risque d'inégalité devant l'obligation du service national ; la situation des personnels retraités ; l'adoption par la commission de la défense nationale des crédits du titre III ; son intervention à titre personnel ; (p. 7241) : la construction de *l'Inflexible* ; les déclarations de M. Rocard sur l'intérêt du sous-marin atomique ; la construction de SNA ; le renouvellement de la flotte de surface ; l'évolution des crédits ; les bâtiments en construction ; le décret signé par le Président de la République en 1972 relatif à la composition de la flotte ; la création d'un schéma d'organisation de la flotte valable pour les années 1990-1995 ; les conditions de son vote. **Examen des crédits**, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale pour le titre III. **Article 37** (p. 7275) : la nature du problème des retraités militaires et des veuves de militaires ; les moyens de résoudre cette question. **Après l'Article 38** (p. 7282) : la capacité de la France à construire des sous-marins nucléaires ; les difficultés à élaborer un missile à têtes multiples ; son amendement n° 210 : indication par le Gouvernement avant le 1^{er} janvier 1978 du montant équivalent aux

charges transférées au ministère de la défense pour 1975-1976 et la prévision du montant de ces charges pour 1979-1980 ; l'évolution des pensions civiles et militaires ; le transfert de ces sommes du budget des charges communes du ministère des finances à celui du ministère de la défense ; adopté.

BENOIST (Daniel)

Député de la Nièvre
(1^{re} circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPÔTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 29 : Services du Premier ministre**. — III. Journaux officiels. — V. Conseil économique et social (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 25 : Justice, condition pénitentiaire** (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils : Justice. — **Annexe n° 25 : Condition pénitentiaire** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 9 : Commerce extérieur** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 7 : Commerce extérieur** (n° 3131) [5 octobre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 31 : Justice. — Condition pénitentiaire** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• questions orales de :

— MM. Labbé (n° 14998), Carpentier (n° 15162), Berthelot (n° 15168), Bégault (n° 15297), Cabanel (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** : les difficultés de l'entreprise Chuet, à Nevers (fabrique nationale de machines et d'outillage pour le travail du mois) ; [11 décembre 1974] (p. 7694) : les conséquences désastreuses de la suppression des commandes de l'EDF à l'Unelec à Fourchambault, et à l'entreprise Gardy de Chalon-sur-Saône.

• question au Gouvernement :

— **Indemnisation du chômage** [23 avril 1975] (p. 1993).

• question orale sans débat :

— (n° 24762) : **Situation du secteur de l'imprimerie et du secteur annexe de la pâte à papier** [12 décembre 1975] (p. 9759 et 9760) : situation de l'imprimerie Grama de Nevers ; projet d'implantation d'une usine de pâte à papier à Sougy-sur-Loire ; attribution des aides de l'IDI (Institut de développement industriel).

• question au Gouvernement :

— **Venue en France du président Geisel (Brésil)** [21 avril 1976] (p. 1963) : la dictature militaire brésilienne ignorant les aspirations légitimes du peuple du Brésil ; les principes affirmés par la Constitution, la charte de l'ONU et la convention européenne des droits de l'homme.

• question orale sans débat :

— (n° 27925) : **Internes des centres hospitaliers universitaires** [23 avril 1976] (p. 2143, 2144) : le manque de coordination entre l'action des ministères de l'éducation et de la santé ; l'augmentation du nombre des postes hospitalo-universitaires ; l'inertie des pouvoirs publics en matière d'enseignement post-universitaire.

• questions au Gouvernement :

— **Approvisionnement en pommes de terre** [5 mai 1976] (p. 2630, 2631) : la disparition des pommes de terre depuis la taxation du 20 janvier.

— **Situation de l'enseignement technique agricole** [1^{er} juin 1977] (p. 3264, 3265) : conséquences du projet de restructuration de l'enseignement agricole.

• *question orale sans débat :*

— (n° 41107) : **Situation de la société Sogecan de Nevers** [7 octobre 1977] (p. 6019) : la situation inquiétante de la société Sogecan, filiale de PUK ; les inquiétudes des travailleurs pour leur emploi.

• *question au Gouvernement :*

— **Aide aux coopératives céréalières des régions de moyenne production** [16 novembre 1977] (p. 7497) : les difficultés des coopératives céréalières ; les menaces de suppression d'emploi dans les sociétés de coopérative agricole.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire (n° 361)** [24 mai 1973] (p. 1554) : évoque la réforme de la fiscalité locale directe ; rappelle les charges locales, les subventions et les emprunts ; évoque la réforme de la fiscalité directe ; le caractère tardif de sa mise en œuvre ; les conséquences de ces réformes sur les contribuables ; ses craintes devant la nouvelle patente ; la part de ressources prévisibles pour les communes ; le problème de la réforme de l'impôt frappant le foncier non bâti ; (p. 1555) : les injustices résultant de la patente, le souci des collectivités locales de ne pas perdre de recettes ; son opposition à un transfert sur les trois autres contributions directes locales ; s'interroge sur les conséquences du transfert de la patente au département, la nécessité de maintenir l'autonomie des collectivités locales ; s'interroge sur les premiers budgets régionaux de 1974 ; la volonté des grosses entreprises de voir réduire leur patente ; souhaite une réforme d'ensemble des finances locales, les transferts de charges que l'Etat impose aux collectivités locales ; la réduction des taux des subventions ; le taux élevé de la TVA qui frappe les travaux des collectivités locales, le coût élevé des emprunts ; la nécessité d'un vaste débat sur les finances locales ; (p. 1556) : le refus du Gouvernement d'examiner globalement les problèmes financiers des collectivités, les injustices qui frappent les communes et les départements.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Services du Premier ministre. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Conseil économique et social. — Secrétariat général de la défense nationale, rapporteur spécial

[29 octobre 1973] (p. 4961) : ses observations sur les crédits de la Direction des Journaux officiels ; progression de 10 % en 1972 de l'activité des Journaux officiels ; politique d'amélioration de la diffusion des publications ; souhaite une meilleure information des élus locaux sur les dispositions réglementaires ; augmentation de 25,8 % des inscriptions budgétaires par rapport à l'exercice précédent ; importance de l'accroissement de 19,3 % des dépenses d'équipement ; déséquilibre entre les ressources et les charges ; regrette la progression du déficit ; demande la parité des tarifs des annonces légales avec le secteur privé ; ses observations sur le budget du Conseil économique et social ; rôle du Conseil ; caractère modéré (9,4 %) de la progression des propositions budgétaires pour 1974 ; décret du 5 mai 1959 sur les rémunérations des membres du Conseil économique et social ; souci d'économie dans la gestion du Conseil.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5734) : sa question relative à la superficie des ZAC ; ZAC et villes moyennes, plan d'occupation des sols de la ville de Nevers et crédits de financement des emprises urbaines ; (p. 5735) : participation des collectivités locales à la réfection des routes nationales non transférées au département, sa question relative au tracé de l'autoroute du Centre après Bourges.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5932) : retards du budget de la santé publique ; emprunts destinés à financer les investissements hospitaliers et dettes des hôpitaux ; absence de politique à long terme ; dépenses de prévention et dépenses de traitement ; malthusianisme dans les études médicales ; manque de médecins spécialisés ; étudiants « reçus collés » ; (p. 5933) : pénurie du personnel para-médical ; scandale de l'hôpital Henri-Mondor ; situation des infirmières ; avantages matériels et considérations dans le travail ; statut des infirmières ; situation des assistants et des chefs de clinique ; affaire du plein temps ; problème de la responsabilité de l'industrie pharmaceutique dans le déficit de la sécurité sociale ; sa référence à un article de la « Revue du praticien » (novembre 1972) ; nécessité de créer un organisme national de la recherche ; vote de son groupe contre le budget de la santé.

Protection de la nature et de l'environnement [19 novembre 1973] (p. 6045) : regrette l'état de dépendance du ministère de l'environnement ; problème de l'incinération des ordures ménagères à Nevers ; (p. 6046) : station d'épuration des eaux usées inscrite au

VI^e Plan ; coût des stations et insuffisances des subventions accordées ; insuffisance des crédits accordés aux villes moyennes pour la protection de la nature.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5552) : les troubles médicaux ont souvent des causes en dehors de la sphère médicale : sociales, culturelles, économiques ; impossible de séparer santé, conditions de vie, d'éducation et de travail ; aucun changement cette année dans l'hospitalisation publique ; accroissement des charges des collectivités locales ; résorption des salles communes ; recours à l'emprunt ; CHU et CHR privilégiés au détriment des hôpitaux départementaux, les secteurs de pointe au détriment des secteurs de soins ; exécution du plan ; (p. 5553) : manque de personnel qualifié ; écoles d'infirmières ; médecine généraliste et médecine spécialisée ; crèches : normes d'agrément et prix plafonds ; silence quant aux établissements psychiatriques ; traitement en « milieu ouvert » ; officines patronales de contrôles des certificats de maladie ; croissance vertigineuse des dépenses de santé et de médicaments ; environnement de plus en plus pathogène ; la médecine préventive sacrifiée au secteur privé lucratif ; (p. 5554) : consommation et industrie pharmaceutique ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ne votera pas le budget.

Universités [6 novembre 1974] (p. 5922) : ses observations relatives aux instituts universitaires de technologie sur la reconnaissance de leurs diplômes dans les conventions collectives.

Justice, rapporteur spécial [14 novembre 1974] (p. 6410) : le sort des gardiens dans le système pénitentiaire ; le coût des détenus ; la privation de la liberté est une peine suffisante ; l'expression prison « quatre étoiles » relève d'un procès d'intention ; le taux de réalisation du plan en matière d'équipements pénitentiaires est insuffisant ; la crise morale et psychologique des surveillants ; assimilation nécessaire de la profession de surveillant à celle de gardien de la paix.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7113) : interrompt M. Pons et, comme lui, juge intolérable la position prise par le conseil national de l'ordre des médecins.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3932) : le caractère indissociable des quatre impôts directs communaux ; l'idée d'une départementalisation de la patente ; le refus de ce principe par l'adoption de la loi du 31 décembre 1973 ; la période transitoire de 1976 à 1978 ; (p. 3933) : l'accroissement des charges des petites et moyennes entreprises ; la situation des communes rurales et la possible augmentation des trois autres impôts locaux ; l'écrêtement des patentes exceptionnelles ; la disparition progressive des petites entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7454) : la faiblesse des investissements consacrés aux hôpitaux ; (p. 7455) : tenir compte des impératifs de la régionalisation ; l'inapplication de la loi hospitalière de 1970 ; la difficile gestion des hôpitaux publics ; la situation des chefs de clinique des CHU.

Justice, rapporteur spécial [17 novembre 1975] (p. 8461) : les objectifs du VI^e Plan ont été réalisés en ce qui concerne les bâtiments pénitentiaires mais la situation demeure très insuffisante ; le Gouvernement a préféré les dépenses de fonctionnement à la mise en œuvre d'un programme d'équipement ; l'insuffisance des effectifs de surveillants ; le nombre des prévenus est beaucoup trop grand ; le rythme de travail des juges de Paris et de la région parisienne ; la commission demande au Gouvernement de suivre avec attention le problème de la détention provisoire ; la réinsertion sociale des détenus ; le rôle des organisations charitables ; mettre fin à l'exploitation des détenus par les concessionnaires ; les insuffisances du contrôle psychiatrique ; la commission demande au Gouvernement de déposer une loi-programme quinquennale.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emplois et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° 1482). **Sur l'Article unique** [26 novembre 1975] (p. 8971) : s'oppose au plafond de durée de la détention car il ne faut pas priver les « grands truands » des possibilités de réinsertion sociale.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3726) : une loi du

oui-mais ; (p. 3727) : le traitement défavorable des plus-values professionnelles, participe d'une politique visant à conserver leurs avantages acquis aux soutiens traditionnels du Gouvernement et de la majorité ; (p. 3728) : le projet n'est pas progressiste ; au contraire, l'impôt sur les grandes fortunes proposé par les socialistes ouvrirait la voie à de véritables réformes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7551) : l'élevage du Charolais ; la situation critique des éleveurs ; les aliments du bétail ; les investissements difficiles pour les bâtiments d'élevage ; l'inefficacité de l'office de la viande ; la Nièvre ; la sécheresse ; les graves problèmes de trésorerie des éleveurs ; les prêts calamités ; la diminution constante du revenu agricole ; les failles du système capitaliste.

Commerce extérieur, rapporteur spécial [20 novembre 1976] (p. 8440) : la détérioration de la situation du commerce extérieur français ; établit le bilan des actions entreprises ; le déficit pour 1976 ; l'augmentation des importations de pétrole ; l'aggravation de la situation du commerce international ; la position des experts du GATT, de l'OCDE et de la CEE ; les crédits consacrés en 1977 au commerce extérieur ; (p. 8441) : la place du commerce extérieur dans l'économie nationale ; une plus grande ouverture de notre économie sur l'extérieur ; la conjoncture interne ; l'appareil productif ; l'échec de la politique de redéploiement industriel ; ses inquiétudes sur l'avenir du commerce extérieur français ; les exportations et importations de matériels d'armement ; les chiffres cachés au rapporteur ; les échanges invisibles ; le tourisme ; la concurrence ; (p. 8442) : le recours à des équipes de consultants techniques spécialisés ; le vote favorable des crédits par la commission.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2236) : l'absence de mesures prises en faveur des rapatriés d'Algérie, des handicapés et des anciens combattants ; la vie quotidienne des citoyens dans les communes ; le caractère insupportable de la tutelle sur les communes ; la longueur des procédures ; la tutelle sur le département ; l'absence de décentralisation effective ; les finances des collectivités locales ; (p. 2237) : la prise en charge par les collectivités locales de 40 % des budgets de fonctionnement des CES nationalisés ; l'élévation des budgets des bureaux d'aide sociale ; le régime des emprunts ; les

erreurs de la loi sur la taxe professionnelle ; la connaissance des conséquences du vote des impositions par les conseils municipaux et généraux ; restaurer et développer la démocratie locale ; modifier la répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; la globalisation des subventions et des emprunts ; l'affectation des fonds collectés par les caisses d'épargne au financement des équipements collectifs locaux ; créer les conditions du développement économique local au contrôle du développement urbain ; assurer des services collectifs à la disposition de tous ; la nécessité du regroupement des communes.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Justice, rapporteur spécial pour la condition pénitentiaire [25 octobre 1977] (p. 6574) : le montant des crédits de l'administration pénitentiaire ; la situation dans les prisons ; l'effectif de personnels ; l'accroissement de la population carcérale ; les taux d'occupation des établissements ; (p. 6575) : les conséquences des expériences carcérales ; le travail pénal ; le taux de rémunération ; la nécessité d'une loi de programme relative aux conditions d'incarcération ; l'état des équipements hospitaliers ; les observations adoptées par la commission ; l'accélération de la rénovation de l'équipement pénitentiaire ; l'insuffisance du nombre des comités de probation ; le renforcement de l'effectif des personnels mis à la disposition des juges de l'application des peines ; la récupération sociale des détenus libérés ; les suicides ; l'internement des détenus psychopathes ; (p. 6576) : la suppression du secrétariat d'Etat à la condition pénitentiaire.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6873) : l'évolution du concours de l'Etat aux collectivités locales ; la réalité du montant des aides de l'Etat ; l'augmentation des subventions d'équipement ; (p. 6874) : le fonds d'équipement des collectivités locales ; la diminution des autorisations de programme du ministère de l'agriculture ; la diminution des autorisations de programme du fonds routier ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; l'engagement du Gouvernement du remboursement de l'intégralité de la TVA en cinq ans aux collectivités locales ; l'évolution du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; la substitution d'un système de péréquation au système de la garantie ; conduire une autre politique en faveur des collectivités locales.

Commerce extérieur, rapporteur spécial [4 novembre 1977] (p. 7032) : les résultats et les perspectives de la politique gouvernementale en matière de commerce extérieur ; la situation du commerce extérieur ; le déficit commercial ; le montant du déficit en 1976 ;

ses explications ; la croissance économique ; l'apparition d'un déficit structurel ; la dégradation du poste « biens destinés aux ménages hors automobile » ; le fléchissement des parts de marchés dans la zone de l'OCDE ; la situation du commerce extérieur au premier semestre de 1977 ; les moyens budgétaires prévus pour 1978 ; les crédits de fonctionnement ; la rétribution des concours contractuels et auxiliaires du service de l'expansion économique à l'étranger ; la dotation de l'ACTIM, les subventions octroyées au centre français du commerce extérieur ; les crédits relatifs à l'assurance-prospection et à la couverture du risque économique ; (p. 7033) : les observations de la commission des finances ; les conditions d'un retour à l'équilibre des échanges extérieurs ; le renouveau des tendances protectionnistes dans les économies occidentales ; la concurrence des pays en voie de développement ; répondre aux impératifs nés de l'évolution de la division internationale du travail ; l'étude sur l'efficacité et la rentabilité des encouragements à l'exportation ; l'endettement extérieur de la France ; la limitation des autorisations d'emprunts extérieurs accordés aux entreprises ; les moyens envisagés pour assurer l'équilibre des paiements.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les comités professionnels de développement économique (n° 3212).** Explications de vote [13 décembre 1977] (p. 8682) : l'abstention du groupe du PSRG.

— **Proposition de loi relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques (n° 2855 rectifié).** Discussion générale [13 décembre 1977] (p. 8686) : les objectifs de la proposition de loi relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie ; la substitution d'un doctorat d'exercice au diplôme actuel de pharmacien ; la sélection des étudiants admis à poursuivre des études de pharmacie au-delà de la première année ; la prise en considération des besoins de la population ; les besoins de pharmaciens d'officine ; la prise en considération des possibilités d'accueil des étudiants ; l'absence de « passerelle » dans les formations des membres des professions de santé ; le problème des liaisons hospitalo-universitaires et de la formation ; les conceptions de l'enseignement développées par les socialistes ; le rapport du conseiller Fleck. **Discussion des articles. Article 5** (p. 8688) : l'hostilité du groupe du PSRG contre l'instauration d'un *numerus clausus* ; la « loi Edgar Faure » ; prendre en considération la fonction scientifique du pharmacien ; (p. 8689) : les problèmes d'implantation des pharmacies dans une ZAC de la ville de Nevers. **Explications de vote** : l'abstention du groupe du PSRG.

BÉNOUVILLE (Pierre de)

Député de Paris
(12^e circonscription)
(App. UDR, puis App. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968 portant amnistie (n° 899)** [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 74-643 du 16 juillet 1974 portant amnistie (n° 1598)** [29 avril 1975].

— **Proposition de loi tendant à faire bénéficier du maintien dans les lieux les locataires des appartements à usage d'habitation ou professionnel de la catégorie II A lorsqu'ils sont âgés de plus de soixante-quinze ans et occupent ces locaux depuis plus de trente ans (n° 2230)** [28 avril 1976].

— **Rapport, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les propositions de loi (n° 664) tendant à élever à la dignité de maréchal de France à titre posthume le général d'armée Pierre Kœnig, (n° 670) autorisant le Gouvernement à conférer à titre posthume la dignité de maréchal de France au général d'armée Pierre Kœnig (n° 737) tendant à conférer à titre posthume la dignité de maréchal de France au d'armée Pierre Kœnig (n° 3097)** [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Répercussions des déclarations de M. Stehlin sur l'industrie aéronautique française** [6 novembre 1974] (p. 5938, 5939).

— **Conséquences du vote de l'ONU assimilant le sionisme au racisme** [26 novembre

1975] (p. 8956) : conférence d'Accra, « Dé-cennie contre le racisme ».

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058). Discussion générale** [20 juin 1974] (p. 2822) : le sort des révocations décidées sans intervention judiciaire ; les reconstitutions de carrières (p. 2828). **Discussion des articles. Article 11** (p. 2843) : rappel au règlement sur l'application de l'article 40 de la Constitution à un amendement de M. Soustelle. **Article 23** (p. 2864) : sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 73 de M. Soustelle : pouvoir donné au Président de la République de décider par décret des reconstitutions de carrière ; repoussé.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans (n° 1059). Après l'Article 2** [25 juin 1974] (p. 2930) : sur l'amendement n° 1 de M. Cointat : ses inquiétudes relatives à la maturité réelle de la jeunesse.

1975

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1975] (p. 8648) : entend ne pas abandonner la question au Gouvernement qu'il a déposée.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° 1733). Deuxième lecture. Discussion des articles. Article 7** [19 décembre 1975] (p. 10139) : son amendement n° 1 : supprimer l'extension du droit de suite aux ventes faites par l'intermédiaire d'un commerçant ; repoussé.

1976

— **Proposition de résolution tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault (n° 2522). Discussion générale** [3 novembre 1976] (p. 7427) : la SNIAS ; les commandes jamais obtenues ; la SNCASO ; le Baroudeur ; le Mystère IV ; le Durandal ; le F 1 ; le Jaguar ; Alphajet ; le Mystère 20 ; le Mystère 10.

BÉRARD (Jacques)

*Député du Vaucluse
(3^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

DÉPOTS

— **Proposition de loi portant modification de l'article 17 de la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, afin de préciser la durée de validité de l'avis de la commission départementale d'urbanisme commercial (n° 307)** [10 mai 1973].

— **Proposition de loi portant modification de l'article 17 de la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, afin de soumettre à l'avis de la commission départementale d'urbanisme commercial la création de magasins ayant une surface de vente supérieure à 500 mètres carrés (n° 308)** [10 mai 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 502) tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement (n° 535)** [27 juin 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1527), tendant à modifier le décret-loi du 8 août 1935 fixant le taux de l'intérêt légal (n° 1629)** [13 mai 1975].

— **Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1527) tendant à modifier le décret-loi du 8 août 1935 fixant le taux d'intérêt légal (n° 1727)** [6 juin 1975].

— **Rapport, fait au nom de la commission des lois, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1838), relative au taux de l'intérêt légal (n° 1847)** [30 juin 1975].

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement (n° 502), en qualité de rapporteur. Discussion générale [28 juin 1973] (p. 2610) :** prorogation de trois ans de divers délais ; expulsions ; pouvoir des juges et des préfets ; caractère transitoire de la loi de 1951, loi du 9 juillet 1970, rapport de M. Delachenal, respect des principes généraux du droit, principe de la liberté individuelle, inconvénients de cette loi ; prorogation de réquisitions ; maintien de la possibilité pour le juge des référés d'accorder des délais ; droit de réquisition des logements vacants, condition d'âge, conditions du maintien en place des bénéficiaires des réquisitions, crise du logement ; (p. 2611) : réticence de la commission des lois, sa demande au Gouvernement d'une intervention auprès des offices d'HLM pour qu'ils admettent de loger les bénéficiaires d'une réquisition. **Discussion des articles. Article 2 :** son acceptation de l'amendement du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole (n° 725). Discussion générale [29 novembre 1973] (p. 6493) :** demande des assurances au ministre : rôle de l'INAO, « usages loyaux et constants ».

1975

— **Projet de loi portant réforme sur le divorce (n° 1560). Discussion des articles [29 mai 1975] (p. 3387). Article premier : Article 248-1 du code civil (p. 3387) :** son amendement n° 292 de forme ; adopté.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2270) :** les conséquences prévisibles pour les producteurs méridionaux de la politique méditerranéenne de la France ; (p. 2271) : les conséquences à attendre des importations de tomates en provenance des pays méditerranéens ; aider les producteurs en leur donnant la garantie d'un prix rémunérateur et soutenir financièrement les industriels afin de compenser les différences des coûts de production ; l'urgence qu'il y a à mettre en place cette aide.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales (n° 2183). Discussion de l'article unique [25 novembre 1976]**

(p. 8705) : son amendement n° 5 indiquant que les visites ne pourront être effectuées qu'aux fins de rechercher des armes, des éléments constitutifs d'armes ou des munitions ; la gravité du vote ; partage les inquiétudes de M. Forni ; choisir entre les inconvénients ; un garde-fou ; le précédent de la lutte contre la drogue ; (p. 8706) : son exemple de la drogue ; l'esprit dans lequel la loi pourrait être appliquée ; précise le sens de son amendement ; repoussé.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit (n° 2547). Discussion des articles [6 octobre 1977]. Après l'Article 4 bis (p. 5944) :** son sous-amendement n° 131 soutenu par M. Charles Bignon à l'amendement n° 81 de M. Burckel ; possibilité pour le juge d'instance saisi par voie de référé de réduire ou de supprimer l'étendue de la protection dont bénéficie l'emprunteur ; repoussé.

BÉRAUD (Marcel)

*Député du Pas-de-Calais
(4^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des

professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et

adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la **protection sociale des veuves** (n° 132) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **situation des victimes d'accidents du travail en agriculture** (n° 154) [12 avril 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1379) étendant certaines dispositions du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre** aux internés résistants, aux internés politiques et aux patriotes résistant à l'occupation des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n° 1398) [12 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 359 du **code de la santé publique** en ce qui concerne l'exercice de l'art dentaire par les étudiants ayant satisfait à l'examen de cinquième année et l'article L 438 en ce qui concerne les membres avec voix consultative des conseils régionaux de l'ordre des **chirurgiens-dentistes** (n° 1548) [11 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1548) tendant à modifier l'article 1359 du **code de la santé publique** en ce qui concerne l'exercice de l'art dentaire par les étudiants ayant satisfait à l'examen de cinquième année et l'article L 438 en ce qui concerne les membres avec voix consultative des conseils régionaux de l'ordre des **chirurgiens-dentistes** (n° 1624) [7 mai 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1915), tendant à modifier l'article **L 359 du code de la santé publique** en ce qui concerne l'exercice de l'art dentaire par les étudiants ayant satisfait à l'examen de cinquième année et l'article L 438 en ce qui concerne les membres avec voix consultative des conseils régionaux de l'ordre des **chirurgiens-dentistes** (n° 2050) [10 décembre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2915), relatif à la radiation des cadres et aux **droits en matière de pension de retraite des militaires originaires du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2943) [1^{er} juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2856) tendant à rétablir le **Mérite social** (n° 3002) [16 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2976) tendant à modifier certaines dispositions du **Livre V du code de la santé publique** (n° 3012) [22 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2979), relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de **pension de retraite des militaires originaires du territoire français des Afars et des Issas**, ainsi qu'au paiement des pensions dues aux **retraités de nationalité française de la Société du chemin de fer franco-éthiopien** (n° 3013) [22 juin 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Concertation avec les associations d'anciens combattants** [2 octobre 1974] (p. 4666).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre, rapporteur pour avis, suppléant M. Valenet [9 novembre 1973] (p. 5515) : évoque la progression du budget qui est de 9 % ; rappelle la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants ; le travail des groupes d'études sur la reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; la possibilité de relever les forclusions ; la définition de nouveaux critères d'application du rapport constant ; parle de l'Office national des anciens combattants ; des maisons de retraite et des centres de rééducation professionnelle ; (p. 5516) : se félicite du vote par le Sénat du projet de loi donnant la retraite à partir de soixante ans aux anciens combattants et prisonniers de guerre ; demande l'indice 500 en faveur des veuves âgées de soixante ans et l'affiliation à la sécurité sociale des ascendants de soixante-cinq ans ; souhaite la parité de la retraite des combattants de 1914-1918 et de 1939-1945.

1974

— **Projet de loi portant extension de certaines dispositions du code des pensions mili-**

taires d'invalidité et des victimes de la guerre (n° 1379), rapporteur. **Discussion générale** [16 décembre 1974] (p. 7903) : un décret aménagera la preuve de l'imputabilité des infirmités, consolidation au bout de trois ans de la pension pour maladie des internés résistants ; prise d'effet de cette mesure le 1^{er} janvier 1975.

1975

— **Proposition de loi relative à l'exercice de l'art dentaire et des conseils régionaux de l'ordre des chirurgiens-dentistes (n° 1548)**, rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4351) : permettre aux étudiants ayant satisfait à l'examen de la cinquième année d'exercer l'art dentaire ; fixer à un an le délai entre les examens de cinquième année et la soutenance de thèse ; modifier la liste des personnes appelées à siéger à titre consultatif dans les conseils régionaux de l'ordre des chirurgiens-dentistes. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9839) : son rapport tendant à l'adoption de l'ensemble de la proposition.

1977

— **Projet de loi relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de pension de retraite des militaires originaires du territoire français des Afars et des Issas (n° 2915)**, rapporteur. **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3339) : l'objet du projet de loi ; les modalités de radiation des cadres des militaires ; le cas de ceux qui n'ont pas élu domicile sur le territoire de la République française ; le cas de ceux qui ont élu domicile sur ce territoire de la République ; l'indemnisation des services rendus à la France ; les modalités de prise en compte des annuités de service ; recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3340) : son amendement : substitution d'une référence générale à une référence particulière ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4339) : l'article 7 ajouté par le Sénat ; (p. 4340) : la garantie du paiement des pensions de retraite des retraités de nationalité française du chemin de fer franco-éthiopien.

— **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Livre V du code de la santé publique (n° 3012)**, rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4342) : le caractère hétérogène des dispositions proposées ; la proposition de M. Delaneau ; le problème posé par les insecticides et les acarides ; les produits destinés à l'utilisation des lentilles oculaires de contact ; les produits destinés aux diagnostics médicaux et aux tests des gros-

sesses ; la réservation de la distribution de ces produits au secteur pharmaceutique ; (p. 4343) : la distribution des produits destinés à l'utilisation des lentilles oculaires de contact par les opticiens-lunetiers ; la cession des officines nouvelles créées ; le problème des pharmacies saisonnières ; la réglementation du nombre des officines ; les pouvoirs du préfet ; les problèmes posés par l'attribution des licences pour l'ouverture de pharmacies saisonnières ; l'apparition de pharmaciens saisonniers permanents ; la responsabilité des pharmaciens ; les propositions de la commission ; les dispositions de la proposition de loi relative aux thermomètres à usage unique ; le contrôle de ces thermomètres ; demande à l'Assemblée d'adopter l'ensemble de la proposition de loi avec les modifications apportées par la commission.

BERGER (Henry)

*Député de la Côte-d'Or
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelle, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Président de cette commission [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Président de cette commission [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leur salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Président de cette commission [18 décembre 1973] (p. 7164).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Vice-président de cette commission [18 décembre 1973] (p. 7164).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les conditions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Vice-président de cette commission [18 décembre 1973] (p. 7164).

Membre du conseil supérieur des lettres. [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Président de cette commission [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Président de cette commission [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Président de cette commission [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Président de cette commission [10 juin 1975] (p. 3943).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Vice-président de cette commission [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Président de cette commission [30 juin 1973] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Vice-président de cette commission [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Vice-président de cette commission [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Vice-président de cette commission [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relatives au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Président de cette commission [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1^{er} juillet 1976] (p. 5010).

Vice-président de cette commission [1^{er} juillet 1976] (p. 5010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Président de cette commission [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Vice-président de cette commission [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Vice-président de cette commission [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Président de cette commission [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Président de cette commission [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Président de cette commission [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

Vice-président de cette commission [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Vice-président de cette commission [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procé-

dure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

Président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du vélociste-motociste** (n° 43) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste-motoriste** (n° 44) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à permettre, pendant une période de six mois, la révision des pensions de retraite de la sécurité sociale liquidées entre soixante et soixante-cinq ans** (n° 45) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier les limites administratives entre le département de la Côte-d'Or et le département du Jura** (n° 46) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 7-1 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 afin que les fonds provenant de la participation des employeurs à l'effort de construction de logements soient partiellement utilisés pour la construction, au profit des personnes âgées, de logements ou de maisons individuelles hors des grands centres urbains** (n° 47) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à réglementer les professions de prothésiste et orthésiste** (n° 48) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi pour une réforme de la politique de la santé** (n° 49) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 41 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme** (n° 62) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à créer une commission chargée d'étudier les possibilités d'extension, par paliers successifs, des dispositions du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite à tous les retraités** (n° 232) [25 avril 1973].

— **Rapport d'information**, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le problème de l'**interruption volontaire de la grossesse** (n° 930) [25 janvier 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1297) relatif à l'**interruption volontaire de la grossesse** (n° 1334) [22 novembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1408), modifié par le Sénat, relatif à l'**interruption volontaire de la grossesse** (n° 1417) [18 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, relatif à l'**interruption volontaire de la grossesse** (n° 1467) [20 décembre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1685) portant approbation d'un rapport sur l'orientation préliminaire au VII^e Plan (n° 1692) [30 mai 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2506), portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail (n° 2508) [9 juillet 1976].

— **Rapport d'information**, déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les **problèmes culturels et sociaux de l'Espagne** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 14 au 26 septembre 1976 (n° 2749) [20 décembre 1976].

— **Rapport d'information**, déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, sur la **réforme de la sécurité sociale** (n° 3000) [16 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 3008) [21 juin 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (Droit de licenciement)** (n° 197), en qualité de président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1458) : son intervention dans le débat sur la motion de renvoi en commission, rappel des phases d'élaboration et d'étude de projet ; travaux de la commission ; (p. 1459) : son opposition à la motion de renvoi.

— Demande la **constitution d'une commission spéciale** pour l'examen du projet de loi relatif à l'**interruption volontaire de la grossesse** ; [19 juin 1973] (p. 2277) : s'associe aux propos de M. Labbé tendant à la constitution d'une commission spéciale ; retards qui seraient provoqués par le non-recours à cette procédure ; (p. 2278) : après le rejet de la demande de constitution d'une commission spéciale : réclame la saisine au fond de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; son accord pour que la commission des lois soit saisie pour avis.

— **Proposition de loi portant création d'un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° 621). **Quatrième lecture** [30 juin 1973] (p. 2756) : demande l'adoption sans modification du texte adopté par le Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4802) : après l'accord de la commission des finances, demande que la commission des affaires culturelles, familiales et sociales soit saisie de l'amendement de M. Destremau sur les concours de pronostics. **Article 12** [26 octobre 1973] (p. 4885) : exprime l'avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'article 12.

Deuxième partie :

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5480) : suite des rappels au règlement auxquels a donné lieu le rapport pour avis de M. Fillioud.

— **Proposition de loi de M. Tomasini tendant à compléter l'article 29 n du livre premier du code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service** (n° 209) [28 novembre 1973] (p. 6471) : présente le rapport de M. Buron ; droit à l'indemnité d'échantillonnage ; délais d'aboutissement des démarches des représentants de commerce ; justifications d'un aménagement de la législation actuelle ; nouvelle rédaction par la commission des affaires culturelles quant à l'appréciation du droit à commissions.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455). Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6945) : évoque les travaux de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales dont le compte rendu sera publié ; indique le rejet du projet de loi du Gouvernement ; analyse le texte proposé par le rapporteur et qui demandait une politique de la famille avec, notamment, la création d'un salaire familial, une modification des modalités de l'adoption plénière, la diffusion de l'information sexuelle et des techniques de la contraception, toutes dispositions adoptées par la majorité de la commission qui a repoussé le quatrième chapitre relatif à l'interruption de la grossesse ; désir de la commission de réserver la sanction pour des cas extrêmes et bien précis ; responsabilité des membres de la commission ; [14 décembre 1973] (p. 7040) : rappelle que la commission, après avoir rejeté un projet de loi qui lui paraissait insuffisant, a demandé un délai supplémentaire qui permettra au Gouvernement, comme à la commission, d'établir un texte de nature à résoudre les problèmes dramatiques que pose l'interruption de la grossesse ; demande au Gouvernement l'engagement formel qu'il déposera et inscrira à l'ordre du jour de la première séance de la prochaine session un texte nouveau.

1974

— **Proposition de loi relative à l'article L. 495 du code de la sécurité sociale (silicose) (n° 419). Discussion des articles** [18 juin 1974]. **Article premier** (p. 2752) : accepte les amendements n° 5, n° 1 modifié et n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).**

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5304) : présente les différentes observations et les amendements retenus par la commission des affaires culturelles ; le financement en franchise d'impôt des entreprises de presse ; le relèvement de la taxe de formation professionnelle ; (p. 5305) : la nécessité de trouver un nouveau mode de financement du logement des travailleurs immigrés ; la mise en œuvre progressive du paiement mensuel des pensions ; le taux des pensions de réversion doit être réexaminé.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse, rapporteur (n° 1297). Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 6996) : rappelle les circonstances dans lesquelles le président de la commission a été chargé du rapport ; chacun prendra position face à sa seule conscience ; rappelle l'important travail d'information fait sous sa responsabilité

et consigné dans le rapport dit « rapport Berger » ; (p. 6997) : la suspension des poursuites et le vote de la loi d'amnistie du 10 juillet 1974 ; cette liberté de fait quasi totale n'est plus tolérable ; présente l'économie du projet gouvernemental ; souligne que les principales modifications proposées par la commission donnent au texte un caractère encore plus libéral ; les mesures sociales d'accompagnement indispensables ; [28 novembre 1974] (p. 7198) : s'oppose à la motion de renvoi en commission présentée par M. Dronne. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7220) : son amendement n° 29 exigeant le consentement des parents si la femme est mineure et autorisant le médecin à décider seul si sa santé est en danger ; repoussé. **Article premier** (p. 7227) : son amendement n° 26 portant suppression de l'article ; repoussé. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8123) : présente le texte adopté par le Sénat. **Article 5** (p. 8130) : son amendement n° 13 au nom de la commission supprimant la référence aux expériences sur les fœtus ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8258) : la commission mixte paritaire a décidé de conserver la qualification retenue par le Sénat relative aux « actes chirurgicaux et obstétricaux ».

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7852) ; rappelle que plus de trois cents amendements ont été déposés.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (n° 950). Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8269), rapporteur suppléant : demande à l'Assemblée d'adopter le texte de la commission mixte paritaire.

1975

— **Propositions de loi relatives à la réparation des dommages causés par une vaccination obligatoire (nos 220 et 567)** [18 avril 1975]. **Discussion générale** (p. 1890) : l'exclusion de la responsabilité de l'Etat pour les vaccinations obligatoires effectuées en dehors des établissements agréés ; sens des deux propositions de loi : exclusion de l'article L. 10-1 du code de la santé publique la notion restrictive de centres agréés de vaccination ; unifier le régime de la responsabilité à toutes les personnes subissant une vaccination obligatoire. **Discussion des articles** (p. 1892) : titre : demande une modification du titre ; adopté.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685), rapporteur pour avis. Discussion générale** [3 juin 1975]

(p. 3536) : la grave situation de l'emploi ; l'évolution du nombre des chômeurs ; le chômage conjoncturel et structurel ; (p. 3537) : la rupture entre le développement économique et l'emploi ; supprimer le chômage structurel ; le plein emploi, expression de notre progrès social ; le caractère intolérable du chômage ; le chômage des jeunes et des femmes ; le principe du meilleur emploi ; l'amélioration des conditions de travail ; la lutte contre l'inflation ; l'équilibre de la balance des paiements ; la concurrence des produits étrangers ; l'impossible repli à l'intérieur des frontières ; (p. 3538) : mieux indemniser le chômage ; ne plus retenir les salaires comme base exclusive en matière de cotisations sociales ; le problème de l'indemnisation du chômage partiel ; améliorer le fonctionnement du marché du travail ; (p. 3539) : les justifications sociales de l'abaissement de la durée du travail ; modifier le régime des heures supplémentaires ; la réforme de l'âge de la retraite ; créer des emplois ; inciter à la création d'emplois privés ; financer les investissements nécessaires ; la création d'emplois dans le secteur du bâtiment ; la discrétion du rapport d'orientation sur la création d'emplois publics.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales (n° 1285) rapporteur suppléant. Deuxième lecture** [13 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4205) : donne connaissance du rapport de M. Pierre Weber, rapporteur ; expose le seul point de divergence qui subsiste entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

— **Projet de loi relatif à la modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 1754). Discussion des articles** [23 juin 1975]. **Avant l'Article unique** (p. 4601) : demande la réserve de l'amendement n° 3 de M. Sourdille.

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750). Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 2** (p. 4904) : son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 11 de M. Bichat : ajouter un paragraphe reprenant le dernier alinéa du texte de l'article 2 adopté par le Sénat ; adopté.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1975] (p. 5067) : proteste contre le fait que le projet de loi relatif à l'éducation ait été voté alors même que deux commissions mixtes paritaires n'avaient pas achevé leurs travaux.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de**

la famille (n° 2220). Discussion des articles [19 mai 1976]. **Avant l'Article 17** (p. 3230) : ne demande pas la réserve de l'article additionnel.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux assurances sociales et aux accidents en agriculture (n° 2272). Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4802) : une simplification de la législation sociale agricole ; l'harmonisation avec des dispositions du régime général ; ses trois points principaux : la procédure de recouvrement des cotisations, le recours des caisses ou des assureurs contre les tiers responsables et la protection des élèves de l'enseignement technique agricole contre les accidents du travail ; propose d'adopter sans modification les dispositions contenues dans le projet.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail (n° 2259). Commission mixte paritaire, rapporteur** [9 juillet 1976] (p. 5231) : indique qu'à l'article premier, la commission mixte paritaire a prévu, selon les vœux du Sénat, que le repos compensateur sera pris à la convenance du salarié ; indique que la commission mixte paritaire a suivi l'Assemblée à propos de la fixation des modalités du repos compensateur ; précise les dispositions adoptées à l'article 5.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture (n° 2618). Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 5** (p. 9709) : accepte de retirer l'amendement n° 43. **Après l'Article 13** (p. 9728) : est favorable à l'amendement n° 125 de M. Bolo et à l'amendement n° 106 rectifié de M. Mesmin.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles (n° 2221). Discussion des articles** [6 avril 1977]. **Après l'Article 3** (p. 1593) : son sous-amendement à l'amendement n° 34 du Gouvernement : rédaction du titre de la section V ; adopté.

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1958 (n° 2554). Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Rappel au règlement de M. Bardol** (p. 1714) : l'irrecevabilité de l'amendement présenté par M. Bardol.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie**

d'officine (n° 2751) [21 avril 1977] (p. 2041) : demande une suspension de séance en vue de l'examen par la commission des amendements et sous-amendements déposés par le Gouvernement.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise (n° 2755). Discussion des articles [11 mai 1977]. Article premier : Article L. 438-2 du code du travail (p. 2670) :** estime préférable de s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 4 de M. Caille.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 2871). Après déclaration d'urgence, discussion des articles [25 mai 1977]. Article 4 (p. 3039) :** l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Gissinger. **Commission mixte paritaire [21 juin 1977] (p. 4003) :** les dispositions du projet en discussion dans les deux Assemblées ; l'article premier relatif à l'exonération des cotisations de sécurité sociale afférentes aux jeunes embauchés dans les conditions de la loi ; l'introduction de la notion de niveau annuel moyen ; la prise en compte des activités saisonnières ; la possibilité laissée au Gouvernement de prévoir par décret un régime dérogatoire au système annuel ; l'article 2 relatif aux exonérations des cotisations sociales afférentes au salaire des apprentis ; l'augmentation de la durée de la couverture sociale par le régime antérieur ; le financement sur le 1 % de la formation professionnelle continue, de stages ouverts aux jeunes sans emploi ; les règles de contrôle et de recouvrement des sommes ; le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi sur l'emploi des jeunes ; prendre en compte les premiers résultats de la présente loi ; (p. 4004) : la modification du titre de la loi ; se rallie à la nouvelle date proposée par la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829). Discussion des articles [1^{er} juin 1977]. Rappel au règlement de M. Fanton (p. 3272) :** la justification de la publication dans le rapport de la commission des amendements déclarés irrecevables ; leur impression à titre indicatif et leur non-distribution.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants (n° 2872), rapporteur suppléant de la commission mixte paritaire. Commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4538) :** la suppression par la commission mixte paritaire de l'article 4 bis.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche, débat du 12 octobre 1977 (JO. Débats du 19 octobre 1977) (p. 6316) : la pratique des réunions de commissions élargies ; (p. 6326) : les conditions de déroulement de la réunion.

Culture et environnement. — I. Culture. Examen des crédits [20 octobre 1977]. Après l'article 73 (p. 6425) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 117 de M. Robert-André Vivien.

Santé publique et Sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6956) : la croissance du coût de la sécurité sociale ; son financement ; (p. 6957) : l'action sur les individus ; la « responsabilisation » ; l'information des médecins et des gestionnaires ; le contrôle ; le rôle des médecins conseils ; élargir le cadre des élections des membres des caisses ; la simplification des procédures en matière de santé ; l'influence de la conjoncture ; ne pas diminuer les prestations ; l'action sur les recettes ; le déplaçonnement ; la fiscalisation ; l'amélioration de la gestion des caisses ; l'action sur les dépenses ; le système de tarification hospitalière ; le calcul des prix de journée ; l'équilibre entre établissements hospitaliers publics et privés ; le gaspillage des médicaments ; (p. 6958) : l'absentéisme médical ; la formation et la recherche ; les transferts entre régimes sociaux ; le dossier de la sectorisation psychiatrique ; son coût pour les budgets départementaux ; la participation de l'Etat ; rendre compatible l'offre de soins avec l'intérêt thérapeutique ; les principes du système français de sécurité sociale ; la pratique libérale de la santé ; le maintien de l'équilibre financier.

— **Projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française (n° 2179). Discussion des articles [22 novembre 1977]. Après l'Article 9 (p. 7817) :** son amendement n° 14 : abrogation des dispositions relatives à la fixation par décret du délai au terme duquel les étrangers naturalisés sans avoir accompli le service national peuvent être autorisés à exercer leur art ; la création de situations discriminatoires à l'égard des médecins et chirurgiens-dentistes étrangers naturalisés ; réservé ; (p. 7818) : adoption de l'amendement n° 14 précédemment réservé.

— **Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer (n° 3213), rapporteur suppléant. Deuxième lecture. Discussion générale [19 décembre 1977] (p. 9011) :** la fixation par le décret relatif à la date d'entrée en vigueur de la loi des conditions de durée d'activité auxquelles sera

subordonnée l'attribution du complément familial ; le souhait du Parlement de voir supprimées toutes conditions d'activité pour l'attribution des prestations familiales aux travailleurs indépendants ; l'avis favorable de la commission sur le projet de loi.

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle (n° 3355). Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 9017) : demande une suspension de séance en vue d'un examen supplémentaire du projet de loi par la commission. **Commission mixte paritaire**, rapporteur suppléant [21 décembre 1977] (p. 9162) : les dispositions retenues par la commission mixte paritaire ; les conditions d'extension des conventions collectives.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés (n° 3293). Commission mixte paritaire**, rapporteur suppléant [21 décembre 1977] (p. 9162) : l'adoption par la commission mixte paritaire dans la rédaction du Sénat des deux articles en litige ; l'introduction dans les conventions de la prise en considération d'organisation de l'exercice du contrôle de la pédagogie ; l'attribution de l'équivalence du baccalauréat aux directeurs exerçant dans les établissements visés par le projet de loi.

BERNARD (Jean)

Député de la Meuse
(1^{re} circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire

à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Cesse d'appartenir à cette commission (J.O. du 17 janvier 1976] (p. 498), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

QUESTIONS

- *question d'actualité* :

— **Personnel non titulaire de l'Education nationale** [16 mai 1973] (p. 1300, 1301)

1302) : création de postes permettant d'absorber progressivement tous les auxiliaires.

• *question au Gouvernement :*

— **Fermeture de la mine de Faulquemont** [9 octobre 1974] (p. 4896).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schwartz (n° 14742), Marchais (n° 15138), Ginoux (n° 15503), Coulais (n° 15504), Poperen (n° 15545) : L'activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8075) : le comportement des différentes sociétés pétrolières ; le prix de transfert réel ; le rôle positif joué par la société nationale Elf ; la politique de recherche de gisements ; (p. 8080) : la procédure des commissions d'enquête (publication des auditions des témoins).

• *question orale sans débat :*

— (n° 33960) : **Difficultés du département de la Meuse** [10 décembre 1976] (p. 9237, 9238) : dépeuplement de ce département ; nécessité d'établir un plan spécial pour la modernisation de l'agriculture ; problème de la désertification des campagnes ; les causes structurelles du chômage.

• *questions au Gouvernement :*

— **Sécurité dans les mines** [15 décembre 1976] (p. 9413) : non-publication des causes de la catastrophe de Liévin.

— **Sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1578) : la crise sidérurgique en Lorraine et dans le Nord.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [18 mai 1973] (p. 1396) : régime des aides à l'industrialisation dans le département de la Meuse ; sa question au ministre quant au maintien de ces aides.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun (n° 447). Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Article premier** (p. 2391) : ses réserves sur la fixation d'un seuil de population trop élevé.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles (n° 527). Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2565) : absence d'intéressement des associés d'exploitation à la marche de l'exploitation ; limite d'âge à trente-cinq ans ; insuffisance des mesures retenues.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des ar-**

ticles [5 octobre 1973] (p. 4143). **Après l'Article 33** : estime nécessaire de fixer une réglementation des heures d'ouverture des établissements commerciaux mais elle doit être souple et viser à la décentralisation.

— **Rappel au Règlement** au cours de la discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat : caractère inadmissible des conditions de travail de l'Assemblée ; dépenses occasionnées par les séances tardives [10 octobre 1973] (p. 4236).

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5745) : ses réflexions sur l'ouvrage de M. Jérôme Monod « Scénario de l'inacceptable », urbanisme et qualité de la vie en l'an 2000 ; cellules de vie et équilibre des secteurs dans les régions, ressources naturelles des régions, distorsion dans la programmation des équipements, moyens en infrastructure administrative, compétences du ministère de l'équipement, création d'une ZUP à Saint-Dizier et problème de la cohérence de la politique d'aménagement.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et à l'aménagement du régime des cumuls (n° 275). Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1975]. **Article premier B** (p. 6884) : son sous-amendement : réversion des 2/3 au bénéficiaire du conjoint survivant, IVD et prime retrait ; (p. 6885) : son sous-amendement : assouplissement des conditions exigées des cessionnaires âgés de plus de trente-cinq ans ; son sous-amendement : pouvoirs de la commission départementale en cas d'impossibilité d'affecter les terres, maintient l'amendement ; (p. 6890) : son sous-amendement : fourchette impartie aux commissions départementales des structures ; retrait ; (p. 6892) : explique l'abstention de son groupe sur l'ensemble du projet. **Troisième lecture** [19 décembre 1973] (p. 7215) : explique l'abstention de son groupe dans le vote sur l'ensemble du projet.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645). Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article 2 : Article L. 612 du code de la santé publique** (p. 2653) : ses observations sur l'amendement n° 85 présenté par le groupe socialiste et relatif aux groupements de producteurs. **Article L. 612 du code de la santé publique** (p. 2654) : son amendement n° 102 : composition paritaire de la commission d'agrément. **Article L. 617-11 du code de la santé publique** (p. 2670) : sur l'amendement n° 20 de M. Schwartz, application des dispositions générales en matière de publicité mensongère.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6758) : la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; (p. 6759) : le rééquilibrage de la France ; l'insuffisance des crédits et l'inégalité de leur répartition ; les primes de développement régional ; les crédits du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) ; les crédits régionaux d'équipement et de logement ; les ressources des collectivités locales ; la politique d'accompagnement ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ne votera pas le budget ; l'implantation d'une usine de télécommunications dans le département de la Meuse.

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 1337). *Deuxième lecture* [17 avril 1975]. *Discussion des articles* (p. 1783). **Article 2** : **Article L. 614 du code de la santé publique** : son amendement n° 29 : médicaments à usage humain interdits pour les animaux sauf si des études de rémanence ont donné des résultats négatifs ; (p. 1784) : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 13 de M. Morellon.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1558 et n° 1881). *Discussion des articles* [14 octobre 1975] : **Article 8** (p. 6825) : ses observations sur l'amendement n° 477 de M. Mesmin. **Article 7 (suite)** (p. 6849) : ses observations sur les amendements en discussion ; demander le versement du premier tiers un mois seulement après la délivrance du permis de construire. [15 octobre 1975] : **Après l'Article 8** (p. 6898) : est hostile aux amendements n° 401 de M. Lauriol et n° 52 de M. Masson ; ne pas aboutir à un saupoudrage des fonds qui sont déjà limités. **Article 20** : **Article L. 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6942) : critique les propos tenus par le ministre au sujet de l'amendement n° 185 de M. Fanton ; [17 octobre 1975] : **Article 87** (p. 7050) : sur l'amendement n° 528 du Gouvernement demande que l'on conserve l'expression « au droit des ». *Deuxième lecture* [27 novembre 1975]. *Explications de vote* (p. 9067) : un projet qui ne donnera pas de moyens nouveaux aux collectivités locales et déclencherà une nouvelle spéculation ; (p. 9068) : l'ambiguïté du texte.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8310) : les conséquences de l'aménagement du territoire, sa traduction en une urbanisation ou-

trancière et en l'uniformisation : l'insuffisance des moyens financiers ; les candidatures aux contrats de villes moyennes et aux contrats de pays ; (p. 8311) : l'arbitraire des procédures ; le développement continu de la région parisienne ; l'échec de la reconversion en Lorraine.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). *Discussion des articles* [8 avril 1976]. **Après l'Article 17** (p. 1513) : sur les amendements n° 275 de M. Mario Bénard et n° 355 défendu par M. Bertrand Denis, ne saurait accepter que les communes financent des stationnements privatifs. *Deuxième lecture. Discussion des articles* [23 novembre 1976]. **Article 54 bis** (p. 8592) : l'importance du problème des clôtures ; le laxisme dans le choix des clôtures.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA. Examen des crédits [5 novembre 1976]. **Après l'Article 69** (p. 7621) : soutient l'amendement n° 241 de M. Pierre Joxe tendant à apporter des éléments de transparence dans les prévisions de répartition visant à contrôler l'affectation des crédits inscrits au titre de la rénovation rurale et du fonds d'action rurale ; repoussé.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). *Discussion des articles* [30 novembre 1976]. **Article 23** (p. 8811) : soutient l'amendement n° 35 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article 23 ; les graves conséquences du point de vue des libertés syndicales ; adopté.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° 2809) [19 avril 1977] (p. 1922) : le solde migratoire déficitaire de la région Lorraine ; l'ampleur du nombre des Lorrains travaillant hors des frontières ; le niveau élevé des licenciements annoncés ; (p. 1923) : les caractéristiques du débat parlementaire ; la « fatalité » des événements actuels ; l'échec des efforts réalisés en matière de restructuration et de diversification ; la volonté de désengagement de la Lorraine de la part des grands groupes industriels ; confirme la demande du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche d'une prise de participation majoritaire de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche. Débat du 12 octobre 1977, *JO Débats* du 19 octobre 1977 (p. 6324) : les problèmes d'ordre technologique auxquels sont confrontés les industriels des PME ; le rapport entre l'aménagement du territoire et la recherche.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7524) : les conséquences de la substitution des POS aux plans directeurs d'urbanisme ; le cas de la commune dont il est maire.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article 7** (p. 8443) : l'inapplication des limitations des hausses à la surtaxe communale.

BERNARD-REYMOND (Pierre)

Député des Hautes-Alpes
(1^{re} circonscription)
(UC, puis RCDS).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe Union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1973] (p. 730, 732), [2 avril 1974] (p. 1448, 1449), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1^{er} avril 1977 [*JO* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte le 1^{er} mai 1977 de la cessation de son mandat de député [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) (Gouvernement de Raymond Barre) (décret du 31 mars 1978) [*JO* du 1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [26 octobre 1973] (p. 4945).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 octobre 1973] (p. 4945), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Vice-président de cette commission [17 octobre 1974] (p. 5207), [3 avril 1975] (p. 1266).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'éducation [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le ministre de l'éducation [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Tome XVI : Travail - II. Population** (n° 1231) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 sur la délimitation de l'aire d'appellation de la « Noix de Grenoble » (n° 1536) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** relative à la répartition des dépenses assumées par les collectivités pour la construction et le fonctionnement des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire et de leurs annexes d'enseignement sportif (n° 1659) [20 mai 1975].

— **Proposition de loi organique** modifiant les dispositions du **code électoral** relatives aux **incompatibilités** des mandats de députés, sénateurs, conseillers généraux, conseillers municipaux, et aux conditions d'éligibilité (n° 1675) [22 mai 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission mission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome XIV : Travail et santé - Population** (n° 1917) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi (n° 2017) relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains **travailleurs manuels** (n° 2041) [4 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2098) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à modifier les articles 45 et 46 de la Constitution (n° 2276) [11 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2254) relatif à la validation des brevets d'Etat de **moniteur et de professeur de ski nordique de fond** (n° 2337) [26 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture (n° 2407) relatif à la validation des brevets d'Etat de **moniteur et de professeur de ski nordique de fond** (n° 2429) [28 juin 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome XVI : Population** (n° 2530) [12 octobre 1976].

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) :

— **Lettre rectificative** au projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 2768) (n° 2859) [4 mai 1977].

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3124) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205) [8 novembre 1971].

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° 3439) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question orale avec débat :*

— (n° 251) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 870) : nécessité d'une concertation plus efficace en ce qui concerne l'application des dispositions sur le sursis ; rapidité avec laquelle la loi de 1970 a été votée ; suggestions destinées à concilier la nécessité de la formation et les obligations militaires ; réforme de l'organisation de la défense nationale (p. 891, 892).

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) :

• *réponses aux questions orales sans débat de :*

— **M. Maurice Faure** (n° 36592) : **Publicité pour le tabac** [15 avril 1977] (p. 1869, 1870, 1871) : l'étude par le secrétariat d'Etat au budget de l'interprétation que les concurrents du SEITA ont faite de la loi contre le tabagisme ; l'impossibilité de prendre des mesures contre les importations de tabac à l'encontre du traité de Rome.

— **M. Bertrand-Denis** (n° 36532) : **Régime fiscal des provisions pour congés payés** [22 avril 1977] (p. 2103) : l'arrêt de 1970 du Conseil d'Etat entraînant la déduction par les entreprises sur un seul exercice des indemnités de congés payés effectivement versées et des provisions constituées en vue du paiement des indemnités prévisibles risquant d'entraîner une perte de recette considérable pour le budget de l'Etat ; nécessité d'attendre une meilleure situation pour rapprocher, par paliers, le droit fiscal et les pratiques comptables.

— **M. Mauger** (n° 37222) : **Taux de la TVA applicable à l'hôtellerie** [22 avril 1977] (p. 2103, 2104) : les mesures prises par le Gouvernement en faveur de l'hôtellerie ; nécessité de maintenir le taux de 17 % pour inciter les hôtels de préfecture à se moderniser ; l'effort accompli pour les gîtes ruraux et les campings.

— **M. Maujoui du Gasset** (n° 37396) : **Prestations d'alcool vinique** [22 avril 1977] (p. 2105) : impossibilité de déroger à la réglementation viti-vinicole ; les prestations d'alcool vinique seul moyen de faire respecter l'interdiction du surpressurage des raisins.

— **M. Mauger** (n° 37761) : **Impôt sur le revenu des retraités** [27 mai 1977] (p. 3192-3193) : justification par l'exercice d'une activité professionnelle de la déduction forfaitaire de 10 % accordée aux salariés ; abattement de 5.000 F sur le revenu imposable accordé aux contribuables partant à la retraite après cinquante-cinq ans ; dégrèvements accordés pour le paiement des impôts locaux.

• à la question au Gouvernement de :

— **M. Alain Bonnet** : **Financement de certaines séquences publicitaires à la télévision** (plan Barre) [1^{er} juin 1977] (p. 3263) : programmation de ces émissions dans le cadre du créneau horaire réservé aux grandes causes nationales ; démocratisation de l'information.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Desanlis** (n° 38523) : **Régime fiscal et protection sociale des commerçants et artisans** [3 juin 1977] (p. 3399-3400) : la création des centres de gestion agréés ; le nouveau régime réel simplifié ; le relèvement de la limite de déduction du salaire de l'épouse ; la revalorisation des pensions de vieillesse ; l'alignement des prestations familiales par le texte sur le complément familial ; établissement d'un calendrier des mesures d'harmonisation.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Chandernagor** : **Engagement des dépenses de l'Etat en matière de développement économique** [8 juin 1977] (p. 3496) : l'octroi de nouvelles délégations ; réajustements nécessaires en raison des problèmes posés par le rythme d'attribution des crédits ; régularisation de la situation en juillet.

— **M. Zeller** : **Politique des prix** [8 juin 1977] (p. 3501) : les 330 engagements de modération des prix industriels à la production conclus ; fixation par décision administrative des prix de certaines entreprises.

— **M. Laborde** : **Déclaration du président de la Société générale** [22 juin 1977] (p. 4051) : efficacité des banques nationalisées ; la nationalisation intégrale du système bancaire aboutirait à la bureaucratisation de notre économie.

— **M. Meunier** : **Situation de la Société d'exploitation textile de Neuflyze (Ardennes)** [22 juin 1977] (p. 4054-4055) : aide déjà accordée par l'Etat ; examen des problèmes de la Société d'exploitation textile par le CIASI.

— **M. Pringalle** : **Développement des installations téléphoniques notamment dans le Cambésis** [22 juin 1977] (p. 4055) : choix fait en faveur de la filière française de commutation temporelle ; accélération de la moderni-

sation du réseau ; le groupement de Cambrai sera le premier du Nord - Pas-de-Calais à être doté du nouveau système de commutation.

— **M. Guilliod** : **Importations de riz dans les départements d'outre-mer** [22 juin 1977] (p. 4056) : saisir la commission économique européenne de l'opportunité d'un éventuel réaménagement de la réglementation communautaire en matière d'importation de riz.

— **M. Cointat** : **Taxation des prix de certains vins** [23 novembre 1977] (p. 7835) : raisons ayant conduit le Gouvernement à fixer un plafond pour le prix de certains vins ; étude des problèmes techniques avec les représentants des commerçants et des artisans.

— **M. Falala** : **Dégrèvement d'impôts locaux** [4 décembre 1977] (p. 8708) : octroi d'un dégrèvement immédiat par la direction locale des impôts pour les bénéficiaires du FNS.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2044) : accords recueillis en 1970 sur la suppression des sursis ; attitude des différentes organisations de gauche ; améliorations apportées par le projet de loi ; concertation nécessaire pour la fixation par voie réglementaire de la liste des cycles d'enseignement ; avantages de l'interruption des études avant de commencer l'enseignement supérieur ; difficultés pour les jeunes qui terminent actuellement leurs études secondaires, autonomie financière de l'étudiant ayant accompli son service national ; barème des bourses ; système de prêts ; caractère libéral de la révision de textes votés ; (p. 2045) : méthodes de participation, commission armée-jeunesse ; rôle des corps intermédiaires ; attitude responsable du Gouvernement face à la jeunesse ; nécessité d'une mise en œuvre rapide des lois votées ; cas de la conscription ; nécessité d'une réforme du service militaire ; son caractère technique et non idéologique ; tâches dévolues à l'armée ; mauvaise organisation du service national ; nécessité du maintien de la conscription ; de l'aménagement du service national ; malaise des jeunes appelés, durée du service national ; rentabilité de la période de formation ; affectation des jeunes recrues à des tâches d'intérêt civil ; agence nationale pour le service civil ; plein emploi des hommes ; autorité et discipline ; qualité de la vie du soldat ; adhésion et participation du soldat ; crédibilité de l'armée.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496), rapporteur. **Discussion générale** [2 octobre 1973]

(p. 3963) : la fiscalité, instrument efficace de justice sociale ; situation des commerçants et artisans au regard d'autres catégories de contribuables ; estime que la justice sociale ne consiste pas à généraliser telle forme de revenus au bénéfice de telle autre, mais qu'elle consiste à aider les faibles ; estime qu'il eût été plus logique de mettre en œuvre au préalable la réforme des finances locales et le remplacement de la patente ; conception différente d'une loi d'orientation suivant qu'elle comporte ou non des mesures concrètes immédiatement applicables ; conception du ministre de l'économie et des finances tendant à inclure les mesures d'ordre fiscal dans la loi de finances ; assurances données à la commission sur ce point par le ministre de l'économie et des finances ; possibilités d'amélioration du texte ; limites apportées par l'article 40 de la Constitution ; rapprochement du régime fiscal applicable aux artisans et aux commerçants avec celui des salariés ; mesures déjà prises en faveur de ce rapprochement ; unification progressive de la limite d'exonération des salariés et des non-salariés prévue par le projet de loi de finances pour 1974 ; abattement de 20 % sur les traitements et salaires ; caractère inadmissible de la présomption de fraude sur les autres catégories sociales ; proposition de la commission de considérer que les revenus des commerçants et artisans seront considérés comme parfaitement connus ; charge incombant à l'administration des finances de prouver la fraude et de la réprimer ; mesures à prendre et techniques à mettre en place pour avoir une parfaite connaissance des revenus ; (p. 3964) : souhait de la commission d'une application intégrale de l'abattement de 20 % en 1978 ; composition de la commission départementale des impôts ; élaboration par des commissions paritaires des monographies professionnelles servant à l'établissement des forfaits ; réduction du nombre de taux de la TVA ; réforme de la patente et situation particulière de certaines entreprises artisanales actuellement exonérées ; consultation des organismes concernés ; élévation des plafonds du chiffre d'affaires déterminant l'admission au régime du forfait et à celui du réel simplifié ; son souhait de voir encourager le choix du réel simplifié ; mesures à prendre pour simplifier cette formule ; problème de la réduction des droits de mutation frappant les cessions de fonds de commerce et les apports de ces fonds en sociétés ; ses remerciements aux ministres entendus par la commission. **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article 5** (p. 4051) : son amendement au nom de la commission spéciale : réalisation progressive de l'unification de la limite d'exonération des salariés et des non-salariés, limite relevée de 8.300 F à 10.000 F ; vœu de la commission d'une extension d'un abattement de 20 % à

tous les commerçants et artisans, problème de la connaissance des revenus, nécessité de s'orienter vers des modes d'appréhension différents et plus modernes, base de référence que constitue le régime des salariés, rapprochement par priorité au niveau d'impôt sur le revenu ; (p. 4052) : ses observations sur les amendements ; (p. 4053) : ses observations sur les méthodes permettant le rapprochement des régimes fiscaux, s'en remet au gouvernement ; (p. 4055) : son sous-amendement tendant à supprimer la date du rapprochement des régimes fiscaux des non-salariés et des salariés ; ses observations sur l'amendement de M. Foyer, estime que la réforme proposée devrait être intégrée dans une loi de finances ; [5 octobre 1973] : **Après l'Article 5** (p. 4113) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale des impôts ; son amendement relatif aux forfaits ; (p. 4115) : son amendement relatif à la réduction du nombre des taux de la TVA avant la fin du VI^e Plan ; proposition de la commission des finances de commencer le rapprochement avec les législations européennes en matière de TVA. **Article 6** (p. 4117) : son amendement relatif à la suppression de la patente ; nécessité de tenir compte de la situation particulière de certaines entreprises actuellement exonérées ; (p. 4119) : ses observations sur les amendements ; amendement relatif à l'entrée en vigueur de l'aménagement des modalités d'assiette des contributions pour frais des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métier. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973] (p. 6697) : renonce à la présentation orale de son rapport ; ampleur des débats auxquels a donné lieu le projet de loi. **Article 5** (p. 6713) : ses observations sur l'amendement de M. Vauclair : rapprochement des régimes en matière d'impôt sur le revenu ; se rallie au texte du Sénat ; approuve à titre personnel les amendements de MM. Bardol et Briane : suppression de la référence aux progrès constatés dans la connaissance des revenus ; son amendement : suppression du deuxième alinéa de l'art. 5 ; (p. 6714) : son amendement : rapport du Gouvernement avant le 1^{er} janvier 1975 sur les moyens d'améliorer la connaissance des revenus ; connaissance des revenus réalisée au plus tard le 31 décembre 1973 ; centres comptables conventionnés. **Article 5 bis** (p. 6716) : son amendement tendant au rétablissement du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale. **Article 5 quater** (p. 6717) : ses arguments à l'encontre des amendements du Gouvernement ; conséquences dommageables sur la situation fiscale des artisans et des commerçants. **Article 6** (p. 6718) : son amendement : prise en considération de la situation des entreprises artisanales exonérées dans le projet de loi portant réforme de la patente.

Article 6 bis (p. 6719) : son amendement de suppression.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Tourisme [15 novembre 1973] (p. 5814) : le tourisme, une nécessité et un droit, élément important d'une politique de prévention sociale ; droit au départ en vacances, objectifs d'une politique sociale du tourisme ; développement des capacités d'hébergement ; crédits du tourisme et prévisions du VI^e Plan ; subventions aux organismes de tourisme social ; taux de la TVA applicable aux équipements de tourisme social ; aide aux équipements d'hébergement et aide à la personne ; allocation vacances, tourisme social et style de retraite ; information des retraités ; (p. 5815) : étalement des vacances ; mesures d'ordre incitatif et d'ordre coercitif ; déploiement du tourisme social sur toutes les régions ; tourisme social et aménagement du territoire ; parcs régionaux ; politique de vacances pour tous.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion des articles** [4 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6572) : son amendement tendant à limiter les effets de la révision foncière des propriétés non bâties dans les régions de montagne ; (p. 6573) : précise qu'il n'a pas retiré son amendement ; retrait après engagement du Gouvernement.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1974] (p. 5972) : le taux de fécondité ramené au niveau de 1935 ; (p. 5773) : deux attitudes possibles : fataliste ou volontariste ; la France doit élaborer une politique de la population ; la situation mondiale ne doit pas constituer un alibi ; la liberté du couple ne doit pas dispenser les pouvoirs publics d'inciter les parents à avoir plus d'enfants ; nécessité pour un pays de rester jeune ; une croissance continue de la population est raisonnable et possible ; faible densité de la France par rapport aux pays d'Europe ; le rajeunissement en train de se tarir ; une politique de la population, c'est d'abord un état d'esprit ; fixer un objectif démographique de 70 millions de Français en l'an 2000, voilà l'impératif auquel doivent se soumettre les politiques en matière de fiscalité, contraception et avortement, travail féminin, etc. ; quinze propositions adoptées à l'unanimité par la commission ; la primauté doit être accordée à la politique démographique sur toutes les autres politiques sectoriel-

les ; (p. 5774) : la démographie française a atteint la cote d'alerte.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7135) : un parlementaire n'a pas à défendre sa propre morale ; le projet ouvre sans doute aux femmes la solution la moins mauvaise possible ; votera le projet en s'interrogeant sur ses conséquences sur une évolution démographique dramatique ; (p. 7136) : il faudra accompagner ce texte de mesures favorables à la politique familiale. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7213) : son amendement n° 89 : la femme doit informer le médecin d'un avortement antérieur ; retiré ; (p. 7214) : son amendement n° 90 : possibilité pour le directeur ou le conseil d'administration d'un établissement de refuser le principe des avortements ; adopté par scrutin.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1975] (p. 7817) : la faiblesse du taux de natalité ; les conséquences économiques et sociales de ce fléchissement ; le lien qui existe entre politique familiale et politique de la natalité ; envisager un encouragement fiscal et des mesures aidant la mère de famille ; les crédits de l'INED ; (p. 7818) : les écarts existant entre les différentes espérances de vie ; améliorer les conditions du travail et développer la prévention.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2017). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9666) : le projet, première mesure d'une politique visant à revaloriser le travail manuel, et constituant un nouveau progrès dans l'amélioration des conditions de vie réservées au troisième âge ; la revalorisation des métiers manuels, priorité économique et urgence sociale ; l'amélioration du régime de retraite des Français ayant exercé un métier manuel ; la retraite à la carte, solution adaptée à la situation économique ; (p. 9667) : les conditions qui devront être remplies par les travailleurs manuels ; demande des précisions sur la définition du travail pénible et l'exigence d'avoir appartenu au seul régime général ; regrette que les salariés agricoles ne soient pas concernés ; élargir les conditions concernant les mères de famille, l'interdiction du cumul d'une pension et d'un revenu d'activité ; (p. 9668) : l'application difficile de la loi ; l'amélioration que celle-ci constitue néanmoins ; (p. 9670) : s'oppose à la question

préalable déposée par les membres du groupe socialiste ; souligne que la généralisation de la retraite à soixante ans représenterait un coût insupportable pour notre économie ; considère que la retraite à la carte est la solution au problème posé ; (p. 9671) : rappelle que le projet améliorera la situation des travailleurs manuels effectuant les tâches les plus pénibles. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9684) : son amendement n° 5 : supprimer les mots : « dans le régime général » ; repoussé ; son amendement n° 7 : supprimer les termes : « dans le régime général » à l'alinéa relatif aux mères de famille ; repoussé. **Avant l'Article 4** (p. 9687) : son amendement n° 13 : adaptation par décret au régime des assurances sociales agricoles pour les salariés effectuant un travail pénible des dispositions de la présente loi ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 22 de M. Gau. **Article 4** (p. 9688) : son amendement n° 28 : supprimer l'article ; repoussé. **Après l'Article 4** (p. 9690) : expose que le problème du cumul est apparu très complexe à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et qu'elle estime nécessaire un projet spécial. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975], (p. 10168, 10169) : son rapport tendant à l'adoption du texte de la commission mixte paritaire.

1976

— **Projet de loi adopté par le Sénat relatif à la validation des brevets d'Etat de moniteur et de professeur de ski nordique de fond (n° 2254), rapporteur. Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1976] (p. 3811) : la création des brevets d'Etat de moniteur, d'entraîneur et de professeur de ski nordique par l'arrêté du 1^{er} août 1973 ; l'annulation de cet arrêté par le Conseil d'Etat saisi en recours en excès de pouvoir par les détenteurs des brevets de moniteur de ski français ; la demande de validation des résultats des épreuves ; accord de la commission mais souhaite que le secrétaire d'Etat institue rapidement des brevets pour moniteurs de ski de fond sur la base de la loi du 29 octobre 1975 ; les mérites du ski de fond ; ne pas parler de ski nordique ; l'harmonisation des brevets d'enseignement au plan européen. **Discussion des articles** [4 juin 1976]. **Article premier** (p. 3813) : son amendement n° 1 : l'article ne mentionne pas les dates des examens ; propose une rédaction plus compréhensible ; adopté. **Article 2** (p. 3813) : son amendement n° 2 : supprime le mot « nordique » mais est sensible à l'argumentation du secrétaire d'Etat ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4789) :

demande l'adoption du projet dans le texte du Sénat.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [7 octobre 1976] (p. 6438) : la nouvelle hiérarchie des urgences ; l'importance de la lutte contre l'inflation ; les erreurs de la majorité en 1972, en 1974 ; (p. 6438) : la dissimulation de la gravité de la situation ; la réaction des Français ; un plan conjoncturel qui ne frappe que les plus favorisés ; le problème du maintien de la croissance ; la nécessité d'aller plus loin dans la réévaluation des bilans ; l'adaptation de notre législation à la taille et à la nature des entreprises ; les difficultés créées par la loi sur le repos compensateur ; la nécessité d'un encouragement de l'épargne à long terme ; les mesures qui réclament la discipline de chaque Français ; le blocage des prix, la réduction de la TVA, la limitation de la masse salariale ; la volonté de conquête du pouvoir du PC, de la CGT, de la CFDT ; les réformes en profondeur exigées par la lutte contre l'inflation et la réduction des inégalités ; (p. 6440) : la nécessité de réformes structurelles freinées par l'inégalité des revenus et des fortunes ; des aides sociales distribuées à des fainéants ; se prononce en faveur d'un impôt sur les grandes fortunes, de l'indexation de la petite épargne, d'une meilleure connaissance des revenus ; l'ignorance des Français en matière économique ; les problèmes démographiques ; la stratégie en matière démographique ; les conditions de la confiance.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Travail, rapporteur pour avis pour la population [15 novembre 1976] (p. 7988) : la tendance à la baisse de la démographie française ; la diminution importante, en 1975, du solde des mouvements migratoires ; les conséquences de l'adoption de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse ; le taux de la natalité ; l'explosion démographique mondiale ; la position des plus hautes autorités de l'Etat sur ce problème ; deux objectifs démographiques : le nombre d'enfants que les familles considèrent comme idéal et le nombre d'enfants considéré comme souhaitable pour une mère de famille ; le nombre d'enfants qu'elle aura effectivement ; la politique familiale ; la récente enquête effectuée par l'INED ; la possibilité, pour la mère, d'interrompre son travail et le problème posé par sa réintégration ; les mesures concernant le développement du travail à mi-temps et la pratique de l'horaire variable ; la création de nouvelles crèches collectives et familiales ; la revalorisation des prestations familiales, un

impératif majeur ; (p. 7990) : les mesures réclamées sur le plan fiscal ; 1977, l'année de la famille ; le CICRED ; l'INED ; émet un avis favorable à l'adoption des crédits « population » inscrits au budget du ministère du travail.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8297) : le lancinant problème des « sinistrés de la décolonisation » ; les améliorations apportées par la loi de finances rectificative de 1974 ; l'amnistie ; les retraites ; le déblocage des fonds bancaires restés en Algérie ; accélérer l'instruction des dossiers ; les indemnisations.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9694) : son sous-amendement n° 129 défendu par M. Briane à l'amendement n° 29 de M. Bolo ; son amendement n° 128 défendu par M. Briane ; sous-amendement n° 129 repoussé ; l'amendement n° 128 tombe.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) :

1977

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2364) : la pratique des cavaliers budgétaires ; disjoindre les dispositions d'ordre économique et financier des autres mesures de nature juridique. **Discussion des articles. Article 10 bis** (p. 2365) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Chauvet. **Article 11 bis** : l'approbation par le Gouvernement de l'amendement n° 2 de M. Chauvet ; les difficultés pratiques soulevées par le texte adopté par le Sénat. **Article 13** (p. 2366) : l'approbation par le Gouvernement de l'amendement n° 3 de M. Chauvet ; l'absence de confusion éventuelle entre les emprunts des PTT et les emprunts d'Etat. **Article 14 bis** (p. 2367) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 4 de M. Chauvet ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Chauvet ; (p. 2368) : se déclare favorable à l'adoption du sous-amendement n° 17 de M. Foyer à l'amendement n° 5 de M. Chauvet ; l'opposition du Gouvernement sur le sous-amendement n° 18 de M. Foyer à l'amendement n° 5 de M. Chauvet. **Article 20 bis** (p. 2369) : la publication très prochaine au *Journal officiel* du texte d'application des dispositions relatives à la situation des attachés d'administration de la ville de Paris. **Article 23 A** (p. 2371) : la lutte contre le racisme ; l'arme du boycott. **Article 25** (p. 2373) : la divergence de la doctrine des tribunaux admi-

nistratifs de celle des tribunaux d'ordre judiciaire ; l'indemnité requise par l'Etat ; demande à l'Assemblée au nom du Gouvernement le rejet des amendements de suppression de l'article. **Article 30 bis** (p. 2376) : l'accroissement de la taxe parafiscale supportée par les automobilistes en cas d'adoption de l'amendement n° 9 de M. Chauvet ; la portée exacte du texte proposé par la commission des finances ; l'acceptation sous réserve par le Gouvernement de l'amendement n° 10 de M. Chauvet. **Article 33** (p. 2377) : l'approbation par le Gouvernement des amendements n° 11 et n° 12 de M. Chauvet ; (p. 2378) : le caractère prématuré de l'intervention de M. Besson. **Commission mixte paritaire** [2 juin 1977] (p. 3315) : les quatre dispositions examinées par la commission mixte paritaire ; l'acceptation par le Gouvernement du texte proposé par la commission ; le champ d'intervention du fonds de garantie des accidents ; l'expression de « circulation au sol » ; (p. 3316) : les concertations entre le Gouvernement et sa majorité ; l'attitude constante du Parlement.

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage** (n° 2825). **Discussion générale** [12 mai 1977] (p. 2706) : la déclaration non conforme par le Conseil constitutionnel des dispositions introduites sous forme d'amendements dans la loi de finances pour 1977 ; la substitution à la taxe de visite et de poinçonnage d'une taxe unique ; les modalités de recouvrement de la taxe ; la mise en place et la réalisation de plans de prophylaxie ; (p. 2707) : l'indexation du taux de la taxe sur les prix communautaires ; (p. 2709) : les problèmes de procédure qui ont retardé l'application rapide des dispositions ; l'instauration de la taxe ; l'intérêt de l'identification ; la confusion réalisée entre la taxe d'identification et la taxe d'usage au profit des abattoirs ; le problème de l'utilisation des crédits et le support budgétaire des crédits ; l'affectation budgétaire des subventions au chapitre 44-27 ; l'affectation des subventions des actions de contrôle réalisées par l'ONIBEV au chapitre 44-93 ; l'affectation des subventions à l'ONIBEV pour des dépenses de personnel ; la signature de quatre arrêtés interministériels relatifs à la classification et au marquage des carcasses ; le caractère obligatoire de l'identification permanente ; la participation financière de l'Etat à l'identification. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 2710) : la non-acceptation par le Gouvernement de l'amendement de M. Eyraud ; la reconnaissance par le décret du 1^{er} décembre 1972 de la compétence des agents de l'ONIBEV ; la position de juges et parties des agents des groupements de producteurs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). **Lettre rectificative** (n° 2859). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article premier**. — **Etat A** (p. 3006) : son amendement n° 12 : majoration des crédits du titre premier ; la charge budgétaire du dégrèvement découlant de l'adoption du texte sur la taxe professionnelle ; adopté. **Article premier bis** (p. 3008) : la prise en compte des observations du rapporteur relatives à l'insuffisance des crédits d'équipement du ministère de l'éducation et de la santé. **Avant l'Article 2** (p. 3009) : l'engagement du Gouvernement dans la voie de la réduction du poids de la fiscalité indirecte ; le financement proposé. **Après l'Article 2** (p. 3013) : son amendement n° 1 : habilitation du ministre de l'économie et des finances à conclure avec les établissements de crédit à statut légal spécial des conventions de stabilisation des charges du service d'emprunts contractées en devises étrangères ; son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 1 du Gouvernement : attribution des prêts aux entreprises améliorant la situation locale de l'emploi ; l'acceptation par le Gouvernement du sous-amendement de la commission ; sous-amendement n° 13 retiré ; amendement n° 1 adopté après adoption du sous-amendement n° 14 de M. Papon. **Article 2 bis** : la création d'une taxe sur le chiffre d'affaires ; le reflet par le chiffre d'affaires de la capacité contributive d'une entreprise ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 11 de M. Gosnat.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° 2688). **Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3520) : les effets de la crise économique internationale ; le déficit au niveau du collectif budgétaire ; les poussées inflationnistes ; la lutte énergique contre l'inflation ; le montant comparé du déficit ; la cohérence de la politique budgétaire de 1975 ; l'objet des trois décrets d'avances et des quatre lois de finances rectificatives ; (p. 3521) : le programme de développement économique ; les conséquences de la pratique d'une politique de relance massive ; les efforts faits pour clarifier et simplifier la présentation de la loi de règlement ; l'objet de la loi de règlement ; le montant des ouvertures de crédits ; la remise des dettes du Trésor en faveur de la caisse centrale de crédit coopératif ; la régularisation des dépenses non couvertes par la loi du 4 juin 1976 portant règlement définitif du budget de 1974 ; l'application rigoureuse du principe du droit budgétaire ; la remise en ordre de la présentation des dépenses de personnel ; la mise à l'étude d'un projet de contrôle direct des emplois ; la réduction du budget des charges communes à de plus justes proportions ; (p. 3522) : la suppression d'un crédit global « fonction publique » ;

la comptabilisation des autorisations de programme ; la distinction des différents mouvements dans la présentation des résultats de la comptabilité spéciale des investissements tenue par les comptables du Trésor ; la présentation des « bleus budgétaires » de 1977 ; la réforme des fonds de concours ; l'association de la Cour des comptes aux réflexions du Parlement ; (p. 3524) : la ventilation en deux lignes des recettes d'impôts perçues par voie de rôle ; le dépassement des crédits ; l'importance des crédits qui ont dû être reportés sur l'exercice 1976 en raison du programme de développement économique ; la présentation des aides accordées aux entreprises industrielles ; les critiques d'ordre tout à fait général présentées par M. Lamps ; l'augmentation en 1975 du service de la dette ; la difficulté de la gestion et de la prévision économique en 1975 ; le contrôle des activités des entreprises publiques ; la soumission par le décret du 7 juillet 1976 à autorisation préalable des prises ou extensions de participation de la société nationale Elf-Aquitaine et de ses filiales françaises majoritaires ; l'assujettissement au contrôle d'Etat de diverses filiales d'entreprises publiques ; l'étude de la refonte du décret du 9 août 1953. **Discussion des articles. Article 15** (p. 3584) : l'abandon d'une créance du FDES sur la caisse centrale de crédit coopératif ; la poursuite de la mission de la caisse ; (p. 3585) : l'importance des mouvements coopératifs ; l'action de la caisse ; ses opérations ; l'activité de la TRANSCAUP ; la transformation de la caisse en banque d'affaires ; la confusion des responsabilités et l'absence de fermeté dans le contrôle des affaires ; la responsabilité des dirigeants du groupe ; les mesures de redressement et de réorganisation entreprises par les pouvoirs publics ; la nomination en novembre 1974 d'un nouveau directeur général ; la mise en chantier en 1975 d'un dispositif d'assainissement financier ; le soutien par l'Etat du secteur coopératif ; l'apurement du bilan ; le versement au Trésor d'une redevance d'exploitation de 50 % du bénéfice ; le renforcement des fonds propres de la caisse ; l'augmentation de son résultat d'exploitation ; (p. 3586) : la non-justification des craintes exprimées par le rapporteur de la commission des finances ; l'importance du secteur coopératif ; les instances en cours contre la construction moderne française, contre l'entreprise générale coopérative du bâtiment, contre la TRANSCAUP ; (p. 3587) : les conséquences du maintien d'une perte de 380 millions de francs au bilan de la caisse centrale de crédit coopératif. **Après l'Article 18** (p. 3588) : son amendement n° 1 : reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans la gestion de fait de deniers de l'Etat jugée par la Cour des comptes ; les conventions passées par la direction générale

de l'enseignement, des études et des recherches du ministère de l'agriculture avec la société française d'économie rurale et l'association pour le développement de la recherche rurale ; les irrégularités commises ; la reconnaissance du caractère d'utilité publique des dépenses ; amendement n° 1 adopté.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle (n° 2869). Commission mixte paritaire [8 juin 1977] (p. 3589) :** l'acceptation par le Gouvernement des propositions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Budget annexe des monnaies et médailles [21 octobre 1977] (p. 6500) : le niveau d'équilibre des recettes et des dépenses ; l'origine des recettes du budget annexe ; l'extension de la distribution des pièces de cinquante francs à tous les usagers ; la création d'une nouvelle pièce de deux francs ; l'augmentation du nombre des pièces frappées à l'intention des Etats étrangers ; les niveaux des dépenses de matériel ; la situation du poste des personnels ; (p. 6501) : le niveau de la demande des crédits d'investissement ; la poursuite des opérations d'extension de l'usine de Pessac ; l'opportunité de la construction d'un nouvel établissement ; la modernisation des services et des ateliers de l'établissement de Paris ; le mode de calcul des prix ; les modalités de fixation du prix de cession ; les raisons de la mise en circulation d'une nouvelle pièce de deux francs ; le stock de pièces par ménage. **Examen des crédits. Article 40 :** indique avoir donné des précisions suffisantes pour que l'Assemblée puisse voter favorablement.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale [21 octobre 1977] (p. 6502) : le montant global des recettes et des dépenses ; le plein emploi des effectifs ; l'augmentation du volume des affaires confiées à l'Imprimerie nationale ; le niveau des effectifs ; la création d'emplois supplémentaires au cours des dernières années ; l'amélioration des conditions de travail ; le programme d'investissements prévus pour 1978 ; l'accélération des investissements dans l'usine de Douai ; la réalisation d'études sur l'incidence sur le volume de production du développement de la charge d'impression de l'annuaire téléphonique ; la nécessaire diversification des activités de l'Imprimerie nationale ; (p. 6503) : le montant des investissements réalisés dans l'usine de Flers-en-Escrebieux ; l'activité de l'usine ; (p. 6504) : la suppression du service de nuit ; la fabrication et l'impression en France des billets du Loto.

Taxes parafiscales [21 octobre 1977] (p. 6506) : les propositions de la commission de réforme des taxes parafiscales ; les taxes parafiscales, instrument de financement et de gestion d'actions sectorielles conduites dans un intérêt économique et social ; la difficulté du contrôle des taxes ; l'élaboration de quatre catégories de taxes distinctes ; les réformes proposées au Parlement dans la loi de finances pour 1977 ; le retard de l'étude relative aux quatre grandes catégories de taxes parafiscales ; le dépôt devant le Parlement d'un rapport d'ensemble sur la réforme des taxes parafiscales ; la politique cohérente et déterminée du Gouvernement en matière de parafiscalité ; la poursuite de l'application des réformes annoncées en 1976 ; l'inopportunité de l'intégration du domaine parafiscal dans le champ du pouvoir législatif. **Examen des crédits. Article 51 - Etat E, ligne 34 (p. 6522) :** les missions de l'ANDA ; l'opportunité de la création de la taxe sur les produits de l'horticulture ; (p. 6523) : la disparition des difficultés financières de l'ANDA. **Après l'Article 72 (p. 6524) :** l'effort de restructuration de la profession de la boulangerie ; les conditions d'instauration de la taxe ; l'opposition du Gouvernement à la création d'un périmètre de protection autour des boulangeries venant d'être rachetées ; la liberté du commerce ; l'engagement du Gouvernement de créer la taxe ; demande à M. Foyer de retirer son amendement n° 129 ; (p. 6525) : la limitation de la protection à cinq ans.

Economie et finances. — I. Charges communes [18 novembre 1977] (p. 7729) : l'évolution de la structure du budget des charges communes ; l'évolution des crédits ; la nature interministérielle des crédits de productivité et de rationalisation des choix budgétaires ; l'imputation des dotations en capital aux entreprises publiques ; l'augmentation des crédits de la dette publique ; (p. 7730) : la structure de l'endettement ; la part de la dette publique dans le PNB ; l'évolution des crédits relatifs aux garanties ; les crédits de rémunération ; l'intégration de l'indemnité de résidence dans le montant du salaire retenu pour le calcul des pensions ; l'évolution du minimum de pension de la fonction publique ; l'indemnisation des rapatriés ; l'application de la loi du 15 juillet 1970 ; l'action de l'ANIFOM ; le problème du reclassement du personnel contractuel de l'ANIFOM ; le problème des rentes viagères ; la politique gouvernementale de localisation des activités ; l'assouplissement des régimes d'incitation à la création d'emplois ; l'évolution des concours budgétaires aux entreprises publiques ; (p. 7731) : l'augmentation des concours de l'Etat au financement des investissements ; le FDES ; le redressement du taux d'autofinancement des

entreprises publiques ; la politique de redressement de la situation des entreprises nationales ; le règlement du problème posé par la Compagnie des potasses du Congo ; l'assainissement du secteur public des engrais ; l'étude du rapport coût-efficacité des aides du commerce extérieur ; la mise en œuvre de la mensualisation des pensions ; les coûts de gestion supplémentaires entraînés pour les services extérieurs du Trésor. (p. 7731) : les revendications des retraités. **Examen des crédits. Etat B - Titre IV** (p. 7732) : son amendement n° 228 : majoration de crédit ; la majoration des rentes viagères ; adopté.

Comptes spéciaux du Trésor [18 novembre 1977] (p. 7734) : l'évolution du budget des comptes spéciaux ; la dotation du FDES ; l'évolution du taux d'autofinancement des entreprises ; (p. 7735) : l'intervention de l'Etat dans le secteur industriel ; la décision du Conseil constitutionnel ; le volume des opérations réalisées en 1977 par le FDES ; le CIASI ; la dotation du fonds de soutien aux hydrocarbures ; les interventions du fonds de soutien ; l'affectation du produit de la vignette au profit du fonds d'expansion économique de la Corse ; les modalités de prise de participation de l'Etat au capital de la société des avions Marcel Dassault ; l'aide exceptionnelle apportée par l'Etat aux sinistrés du Sud-Ouest ; le subventionnement de la réparation des dommages causés aux équipements publics ; la répartition de l'aide budgétaire totale selon les différentes procédures ; l'assouplissement de la procédure d'attribution des prêts calamités du FDES ; (p. 7736) : le désenclavement des zones de montagne ; l'augmentation de la dotation destinée à la participation de l'Etat à l'entretien des routes départementales ; la dotation du fonds d'expansion économique de la Corse ; l'affectation à la région Corse du produit intégral des recouvrements de la vignette. **Examen des crédits. Article 42** (p. 7736) : son amendement n° 247 : modification des crédits ouverts au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale ; réservé. **Article 43** : son amendement n° 241 : de coordination ; l'affectation du produit de la vignette des véhicules à moteur immatriculés en Corse ; le relèvement de la redevance de télévision ; adopté ; (p. 7737) : son amendement n° 248 : modification de la présentation des crédits du FSIR ; adopté. **Article 42 (suite)** : son amendement n° 247 précédemment réservé ; adopté. **Après l'Article 77** (p. 7738) : le contrôle de l'utilisation des aides accordées par l'Etat à l'industrie de l'informatique ; les modalités de contrôle économique et financier de l'Etat sur les différentes entreprises travaillant dans le secteur de l'informatique.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Après l'Article 7** (p. 8073) : son amendement n° 108 : conditions de garantie des fractions de capital des titres prioritaires et des titres d'indemnisation remboursés annuellement ; le refus par le Gouvernement d'une indexation généralisée de l'indemnisation ; la protection proposée par le système gouvernemental ; (p. 8074) : la justification de l'institution d'une clause de sauvegarde ; les techniques envisageables ; un exemple du jeu de la clause de sauvegarde ; (p. 8075) : la nature « technocratique » de l'amendement n° 108 du Gouvernement ; (p. 8076) : la non-proposition d'un autre système susceptible de garantir aux rapatriés leur capital ; la défense de la petite épargne ; le problème de la revalorisation du capital ; le maintien par le Gouvernement de son amendement n° 108 ; amendement n° 108 réservé. **Article 14** (p. 8087) : le rythme de liquidation des dossiers ; la titularisation des personnels de l'ANIFOM.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3124). **Discussion générale** [1^{er} décembre 1977] (p. 8106) : la ratification de trois décrets d'avance ; le financement des mesures destinées à faire face aux inondations qui se sont produites dans le Sud-Ouest ; la réalisation des premiers versements au titre de l'aide personnalisée au logement ; la traduction concrète du programme d'action spécifique en faveur de l'emploi des jeunes. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8107) : demande un scrutin public sur chacun des articles et sur l'ensemble du projet de loi ; retire sa demande de scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205). **Discussion générale** [1^{er} décembre 1977] (p. 8107) : les ajustements indispensables des crédits ; la modération des charges nettes proposée par le collectif ; le niveau du découvert de 1977 ; la normalisation budgétaire ; l'accroissement de l'endettement extérieur de la France ; l'évolution des emprunts des entreprises à l'extérieur ; la part des emprunts réalisés comparée à la totalité des emprunts émis sur les marchés internationaux ; la comparaison de l'endettement brut et de l'évolution des créances brutes de la France sur l'étranger au cours des trois dernières années ; (p. 8108) : le ralentissement actuel de l'endettement le ralentissement actuel de l'endettement français à l'extérieur. **Sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe** (p. 8109) : la décision du Conseil constitutionnel relative à l'entrée en vigueur dans l'ordre juridique français des

traités internationaux ; l'application directe des règlements communautaires pris en vertu du traité de Rome ; les modalités d'application du prélèvement de co-responsabilité dans le secteur laitier ; demande le rejet de l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 8114) : le gage financier proposé par le groupe communiste ; le démantèlement de la taxe sur les salaires. **Article premier** : l'aménagement des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires ; (p. 8115) : la corrélation étroite existant entre le paiement de la TVA et l'exonération de la taxe sur les salaires ; les arrêts du Conseil d'Etat du 6 octobre 1976 et du 20 février 1974 ; le réexamen des conditions d'assujettissement à la TVA des actions libérales consécutives à l'entrée en vigueur de la sixième directive européenne relative à l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires ; les conséquences d'un éventuel rejet de l'article premier ; (p. 8116) : l'application de la sixième directive européenne relative à l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires. **Après l'Article premier** : son amendement n° 13 : plancher des versements de la retenue à la source appliquée aux personnes physiques non domiciliées en France et réfaction applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu et de la retenue à la source sur le montant brut des pensions servies à des personnes ayant leur domicile fiscal dans les TOM ; adopté. **Après l'Article 5** : l'importance des crédits consacrés aux établissements du second degré ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Ralite ; (p. 8117) : l'affectation de la prime de fin d'année aux travailleurs manuels ; (p. 8118) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Drouet ; son amendement n° 14 : extension de l'assiette et modification des taux de la taxe communale sur la publicité ; adopté. **Article 8** (p. 8119) : indique qu'il fera parvenir à M. Bouilloche le renseignement relatif à la répartition par catégorie des devises de l'endettement extérieur français. **Article 15** (p. 8120) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 3 de M. Ribes. **Après l'Article 16** : son amendement n° 11 : extension aux aides familiaux et aux associés d'exploitation agricole du bénéfice du droit à l'ouverture du livret d'épargne ; adopté ; (p. 8121) : son amendement n° 12 : modalités de titularisation des personnels contractuels employés de l'ANIFOM ; (p. 8122) : l'opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 21 de M. Bouilloche ; l'intégration des personnels contractuels de l'ANIFOM au sein de l'administration ; la nature de l'amendement déposé par le Gouvernement ; le pro-

blème posé par la création d'un concours spécifique ; amendement n° 12 adopté ; (p. 8123) : l'existence d'un projet de loi n° 2501 sur les sociétés commerciales ; demande aux auteurs de l'amendement n° 20 de le retirer en vue d'une étude plus précise ; la nécessité d'instaurer une certaine concertation sur l'amendement n° 20. **Etat A - Titre III. Equipement** (p. 8131) : la suppression des crédits destinés au financement de l'information du public sur la réforme de l'aide au logement ; l'affectation d'un crédit supplémentaire aux habitations ayant fait l'objet d'un concours international et qui présentent certaines mal-
façons.

BERTHELOT (Marcelin)

Député de la Seine-Saint-Denis
(2^e circonscription)
(C.).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à accorder aux femmes salariées deux jours de repos hebdomadaire sans réduction de leur rémunération (n° 335) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la garantie de l'emploi et à protéger les salariés contre les licenciements arbitraires (n° 411) [24 mai 1973].

QUESTIONS

• question orale avec débat :

— (n° 15168) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7682) : l'ampleur prise par le chômage ; (p. 7685) : le nombre des bénéficiaires de l'accord sur le chômage ; le chômage forcé chez Rhodiacéta ; l'aide de l'Etat aux grandes sociétés privées ; leurs investissements à l'étranger ; la proposition de loi n° 411 du groupe communiste supprimant le droit de licenciement discrétionnaire de l'employeur ; la nationalisation de Citroën ; l'abaissement de la TVA sur des produits de grande consommation ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; la mise en œuvre des mesures économiques et sociales proposées par le Programme commun ; (p. 7687) : le droit au travail.

• question orale sans débat :

— (n° 18862) : **Mesures en faveur des personnes âgées** [4 juin 1975] (p. 3679, 3680, 3681) : les revendications de l'Union des vieux de France ; la protection de la santé des personnes âgées ; la simplification nécessaire des procédures.

• questions au Gouvernement :

— **Sécurité des travailleurs** [19 novembre 1975] (p. 8645) : augmentation du nombre des inspecteurs du travail.

— **Défense du franc** [27 octobre 1976] (p. 7100, 7101) : nécessité de sévir contre la spéculation sur le franc et contre toute forme de fraude.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (n° 197). Discussion des articles** [22 mai 1973] (p. 1460) : **Article 5** : son amendement tendant à l'insertion dans le code civil de la loi sur la résiliation du contrat de travail ; [29 mai 1973] : **Article 5** (p. 1614) : art. 24-m du code du travail : son amendement : procédure de licenciement ; (p. 1615) : son amendement : modalités de la convocation du salarié licencié ; son amendement modalités d'assistance du travailleur licencié ; (p. 1636) : art. 24-v : son amendement : conditions de rupture d'un contrat de travail à durée déterminée conclu avec un salarié étranger ; (p. 1633) : explique le vote de son groupe contre l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre (n° 344). Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Après l'Article premier** (p. 2378) : son amendement tendant à l'abrogation de la loi du 3 janvier 1972 relative au travail temporaire et habilitant la seule agence nationale de l'emploi pour le placement des travailleurs.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5838) : ses observations sur les crédits, situation des salariés ; sa question sur les mesures envisagées pour améliorer les conditions de vie des salariés ; sur le blocage des salaires, SMIC à 1.100 F au 1^{er} octobre, emploi, ses observations sur les chiffres officiels relatifs au nombre de chômeurs ; refus à l'agence nationale pour l'emploi des moyens de son action ; (p. 5839) : insuffisance des crédits de l'AFPA ; sécurité du travail ; accroissement du nombre des accidents du travail, gravité des accidents chez les travailleurs immigrés ; maladies professionnelles ; problème des migrants et circulaire Fontanet ; mesure à prendre en faveur du travailleur ; son soutien aux revendications des salariés.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des**

biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail (n° 719). **Discussion générale** [21 novembre 1973] (p. 6216) : importance du projet de loi ; (p. 6217) : difficultés actuelles des travailleurs en cas de faillite d'une entreprise ; insuffisance de la législation actuelle ; conflit Lip et luttes ouvrières ; fonction économique et fonction sociale de l'entreprise ; position de la CGT ; créances couvertes par le fonds de garantie ; lacunes du projet de loi ; champ d'application des dispositions ; ses observations sur la gestion du fonds de garantie par l'ASSEDIC ; exclusion du règlement en urgence d'une partie des créances alimentaires et des indemnités de frais ; sa question sur les catégories de salariés visées ; votera l'amendement tendant à modifier le plafond ; garanties quant au rôle du fonds ; sanctions ; garantie des salaires et garantie de l'emploi. **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6242) : son amendement tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les salariés ; (p. 6243) : répond au Gouvernement. **Article 2** (p. 6245) : son sous-amendement à l'amendement de M. Caille : suppression du troisième alinéa ; son sous-amendement de repli ; **Article 5** (p. 6246, 6248) : ses amendements : prise en compte rapide des sommes dues au salarié au titre de son salaire ; (p. 6252) : son amendement : suppression du quatrième alinéa. **Article 7** (p. 6255) : son amendement défendu par M. Partrat : créances détenues par la caisse de congés payés.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6367) : son amendement tendant à faire présider la commission spéciale par un membre élu du comité d'entreprise. **Article 3** (p. 6369) : son amendement relatif à l'association des salariés aux travaux de la commission spéciale. **Article 17** (p. 6393) : son amendement de suppression de l'article.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° 641). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Après l'Article 7** (p. 6442) : son amendement tendant à supprimer les déductions fiscales accordées aux entreprises au titre de la participation.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5787) : la notion de population active disponible à la recherche d'un emploi ; des secteurs de plus en plus nombreux touchés par le chômage ; tous les départements et régions sont atteints ; salue les luttes des travailleurs ; le ministère du chômage plus que celui du travail ; l'accord du 14 octobre relatif à l'indemnisation du chômage ; le Gouvernement tente de s'en attribuer la paternité ; en fait, il représente un succès de l'action unie des travailleurs par la fusion des aides publiques et de l'allocation de chômage ; le Gouvernement tente de substituer l'assistance à l'aide publique ; l'écart creusé entre le montant de l'aide publique et l'allocation de chômage ; les prévisions ne tiennent pas compte de la poussée actuelle du chômage ; les organisations syndicales réclament comme préalable à toute fusion des aides l'augmentation des aides publiques ; les agents contractuels de l'Etat seront-ils concernés par cet accord ? ; le fonds paritaire de garantie de l'emploi ; redonner le monopole du placement aux bureaux de l'agence de l'emploi et interdire l'activité des officines de travail temporaire ; (p. 5788) : les fermetures de sections de l'AFPA ; les problèmes de gestion de l'association : les douzièmes provisoires de l'AFPA contrainte à développer les actions de première formation ; les listes d'attente ; propositions pour une autre politique de l'emploi.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7860) : son amendement n° 6 (création d'un département de l'enfance handicapée) ; repoussé. **Article 4** (p. 7862) : son amendement n° 9 précisant la mission et la composition des commissions de l'éducation spéciale ; repoussé.

1975

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° 1486). **Seconde délibération** [22 avril 1975]. **Article premier** (p. 1943) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi adopté, après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° 1555) [24 avril 1975]. **Discussion générale** (p. 2068) : élaborer un statut démocratique de la chasse ; l'augmentation du prix du permis de chasse ; la disparition du permis bi-départemental ; l'absence de réglementations en ce qui concerne les chasses des « privilégiés du régime » ; barrière qui constituent les nouvelles dispositions ; refus du Gouvernement d'engager le débat sur la démocratisation de la chasse ; instaurer un permis unique ; créer des jours de chasse sur les propriétés doma-

niales ; (p. 2069) : accorder un droit de propriété aux comités d'entreprises et aux associations à but non lucratif ; protéger la faune ; revoir la police de la chasse et la situation des gardes-chasse fédéraux. **Discussion des articles.** **Après l'article 8 bis** (p. 2076) : son amendement n° 3 : gardes recrutés et rétribués par l'office national de la chasse ; retiré au profit de l'amendement n° 15 de M. de Poulpiquet.

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises** (n° 678). **Discussion des articles** [16 juin 1975]. **Après l'Article 2** (p. 4246) : son amendement n° 7 : abaisser à seize ans l'âge requis pour élire les délégués mineurs et supprimer les conditions de nationalité exigées pour être électeur ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'âge d'éligibilité au sein des entreprises** (n° 1412). **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4260) : le peu de confiance que la majorité fait à la jeunesse ; les propos de M. Fontanet ; la position hostile du CNPF ; la confiance faite à la jeunesse par le parti communiste ; le chômage des jeunes ; (p. 4251) : l'organisation de défense des revendications des jeunes. **Discussion de l'article unique.** **Après l'Article unique** (p. 4251) : son amendement n° 1 : fixer à vingt et un ans l'âge de l'éligibilité au conseil de prud'hommes ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873) [10 septembre 1975]. **Discussion des articles.** **Article 3** (p. 6179) : son intervention sur l'article ; les insuffisances des indemnisations en cas de chômage ; les mesures qu'il conviendrait de prendre ; (p. 6180) : le maintien au-delà d'un an de l'indemnisation à 90 %.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° 2005) [10 décembre 1975]. **Discussion générale** (p. 9643, 9644) : les dispositions dérisoires du projet ; la subsistance de longues journées de travail ; le mauvais coup porté aux salariés agricoles ; la nécessité d'un retour effectif aux quarante heures. **Discussion des articles.** **Article 2** (p. 9647) : estime que l'amendement n° 2 de M. Duroméa a l'avantage de supprimer les abus auxquels le Gouvernement ne veut pas remédier. **Explications de vote** (p. 9652) : un projet qui permettra aux abus de se perpétuer et qui accentue les discriminations entre les différentes catégories de salariés.

1976

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° 2132). **Discussion de l'article unique** [29 avril 1976] (p. 2392) : son amendement n° 1 défendu par M. Le Meur.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2952) : considère que le projet estompe les véritables causes des accidents ainsi que la responsabilité de l'employeur ; critique que la notion de risque soit associée au travail ; la prévention empêchée par une obstruction inhérente à la lutte des classes ; les conquêtes du mouvement ouvrier ; la fatigue, cause essentielle d'accidents ; une véritable prévention reconnaissant le rôle prépondérant des syndicats et des CHS. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Avant l'Article 2** (p. 2973) : son amendement n° 94 tendant à rendre obligatoire la création d'un CHS dans tous les établissements employant au moins 50 salariés et à étendre les pouvoirs des délégués des CHS ; repoussé. **Article premier** (p. 2985) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Moreau ; devenu sans objet. **Article 10** (p. 2987) : soutient les amendements n° 28 de M. Caille et n° 102 de M. Porelli ; (p. 2988) : souligne les dangers qu'il y aurait à repousser l'amendement n° 28 ; repoussé. **Article 14** (p. 2999) : soutient l'amendement n° 106 de M. Lucas tendant à la suppression de l'article 14 qui invite l'employeur à attendre un accident du travail pour prendre des mesures préventives ; repoussé. **Article 33** (p. 3018) : son amendement n° 113 soutenu par M. Legrand ; repoussé. **Article 34** (p. 3019) : son amendement n° 114 tendant à supprimer l'article 34 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9139) : un texte de constatation ; un autre volet du plan Barre ; l'emploi en danger dans l'industrie textile ; les déclarations du CNPF ; la réduction de l'indemnisation du chômage ; le problème des jeunes ; (p. 9140) : l'aide de l'Etat aux groupes de la sidérurgie ; le cas de Rhône-Poulenc ; de bradage de la France ; les travailleurs visés par le plan Barre.

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° 2755). **Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2659) : l'insuffisance du projet de loi ; l'introduction d'un élément supplémentaire de collaboration des classes dans l'entreprise ; la tentative de développement de la collaboration de classe ; la détérioration constante de la situation des travailleurs ; l'étouffement de l'action des comités d'entreprise ; l'insuffisance des droits des comités d'entreprise ; l'hostilité quasi générale des employeurs à l'existence des comités d'entreprise ; (p. 2660) : contraindre

les entreprises à respecter la législation ; restreindre l'arbitraire patronal ; l'actualité sociale ; les caractéristiques de la politique patronale dans l'entreprise ; (p. 2676) ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° 2830). **Discussion des articles** [16 juin 1977]. **Article premier : Article L. 122-28-2 du code du travail** (p. 3869) : soutient l'amendement n° 34 rectifié de Mme Moreau : prise en compte de la durée du congé parental pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté ; la conservation du bénéfice de tous les avantages acquis ; l'assimilation abusive entre secteur public et secteur privé ; la suppression de toute possibilité d'innovation ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2686). **Discussion des articles** [27 juin 1977]. **Article 2** (p. 4247) : le danger de faire disparaître la prise en considération, pour l'agrément, de l'équipement des entreprises et des techniques utilisées ; (p. 4248) : son amendement n° 7 : suppression de l'effet suspensif du recours lorsqu'il s'agit d'une décision de retrait d'agrément ; repoussé. **Article 4** (p. 4250) : son amendement n° 10 de suppression ; repoussé. **Article 6** (p. 4251) : soutient l'amendement n° 11 de M. Nilès de suppression ; l'utilisation de la taxe d'apprentissage ; repoussé ; (p. 4252) : son amendement n° 28 : application des dispositions des articles L. 118-1 et L. 118-3 du code du travail aux secteurs des banques et des assurances ; devenu sans objet ; son amendement n° 29 : modalités du financement complémentaire des contrats emploi-formation ; devenu sans objet. **Article 7** (p. 4253) : son amendement n° 13 de suppression ; le précédent que pourrait créer la prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurances sociales et d'assurances familiales en faveur des petits artisans ; repoussé ; (p. 4255) : son amendement n° 14 : suppression du texte proposé pour l'article L. 113-6 du code du travail ; devenu sans objet. **Explications de vote** (p. 4258) : le vote hostile du groupe communiste sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Après l'article 29** (p. 6159) : son amendement n° 69 rectifié soutenu par M. Vizet : fixation à 20 % du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; repoussé.

Deuxième partie :

Travail [14 novembre 1977] (p. 7352) : l'évolution du nombre des chômeurs ; le gonflement artificiel des statistiques ; le lancement d'une campagne anti-chômeurs ; les consignes données aux agences de l'emploi ; (p. 7353) : le renforcement du contrôle sur les chômeurs ; la pratique des contrats à durée indéterminée ; la politique gouvernementale relative à l'emploi des jeunes ; la restructuration de la consommation interne ; le financement des restructurations des firmes ; changer de politique ; les propositions de loi communistes relatives aux chômeurs.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° 3207). **Discussion de l'article unique** [12 décembre 1977]. **Article unique : Article L. 122-24-1 du code du travail** (p. 8608) : son amendement n° 2 soutenu par M. Ducloné : fixation à vingt du nombre des jours d'absence en cas de participation à une campagne électorale ; adopté ; (p. 8609) : son amendement n° 3 soutenu par M. Ducloné : conditions de rémunération de la durée des absences ; retiré. **Article L. 122-24-2 du code du travail** (p. 8611) : son amendement n° 4 soutenu par M. Villa : suppression de la condition d'ancienneté minimale d'un an dans l'entreprise à la date des élections ; repoussé ; (p. 8613) : son amendement n° 6 soutenu par M. Ducloné : application des dispositions relatives au bénéfice, par le salarié, des avantages acquis par les salariés de sa catégorie durant l'exercice de son mandat lorsque le mandat a été renouvelé ; adopté.

BERTHOVIN (Fernand)

Député d'Indre-et-Loire
(3^e circonscription)
(PSRG).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Cesse d'appartenir à cette commission [19 avril 1977] (p. 1929).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [19 avril 1977] (p. 1929).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

DEPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la nationalisation de l'eau potable et à la création d'une « régie française des eaux » (n° 1448) [19 décembre 1974].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Déclaration du chef d'état-major des armées** [2 juin 1976] (p. 3636, 3637) : l'évolution de la conception de la défense nationale ; les déclarations du général Mery, chef d'état-major des armées dans la revue *Défense nationale*.

— **Suppléant M. Crépeau : Importations d'alcools en Amérique** [1^{er} décembre 1976] (p. 8851) : augmentation, par les Etats-Unis, des droits de douane sur l'importation des alcools en provenance de la Communauté européenne.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5525) : regrette que le Gouvernement n'ait pas accepté la demande de plan quadriennal présenté par l'UFAC ; souhaite le rétablissement de la parité, la garantie du rapport constant ; la publication avant le 1^{er} janvier 1974 des décrets d'application sur la retraite des anciens combattants à soixante ans ; demande que la retraite du combattant soit portée de 50 à 200 F ; (p. 5526) : demande l'élévation du plafond de retraite des anciens combattants ainsi qu'un supplément exceptionnel de pension aux veuves de guerre âgées de soixante ans ; demande que les critères d'attribution de la qualité d'ancien combattant aux anciens d'Afrique du Nord soient définis

par la loi ; souhaite que le 8 mai soit jour férié et chômé.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6310) : s'éloigne du plan quadriennal de législature proposé par l'UFAC ; la retraite anticipée ; la mise à parité aujourd'hui prévue est insuffisante ; les veuves de guerre et l'indice 500.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7696) : la régression des crédits inscrits au budget ; la nécessité d'un plan quadriennal ; la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; l'injustice subie par certains prisonniers de guerre en matière de Légion d'honneur.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7388) : des budgets qui se ressemblent trop ; l'augmentation de neuf points de la retraite du combattant ; un simple budget de reconduction ; le règlement concerté du contentieux ; l'UFAC ; l'accord verbal sur la formulation des objectifs du plan quadriennal ; le blocage des négociations ; la parité entre le montant des pensions des fonctionnaires ; la revalorisation des pensions de veuves, d'orphelins, d'ascendants ; la proportionnalité des pensions d'invalidité ; les mesures concrètes prises : la suppression des forclusions, la création d'une attestation de durée de service dans la Résistance ; les retraites mutualistes.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3232) : la faible portée du texte du projet de loi ; (p. 3233) : la multiplication de phénomènes démographiques inquiétants ; l'explication de la chute de la natalité ; la dévalorisation des prestations familiales ; l'absence de modification de l'orientation de la politique familiale ; la non-remise en question par le Gouvernement de l'existence d'un plafond de ressources et de l'absence d'une indexation garantissant le montant des prestations ; les conséquences du

maintien du critère de ressources ; l'aggravation de la situation des familles qui bénéficieront du complément familial ; la proposition de loi n° 2536 déposée par le PSRG ; la non-utilisation des excédents de la caisse d'allocations familiales ; l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6814) : le projet de budget ; l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre ; les critères d'attribution de la carte ; la justification d'un jour de présence dans une unité combattante ; l'application du rapport constant ; (p. 6815) : les questions restant en suspens ; l'établissement d'un plan quadriennal de législation.

BESSON (Louis)

Député de la Savoie
(1^{re} circonscription)
(App. PSRG puis PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'apparente au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être apparenté au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [18 avril 1975] (p. 1896).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [18 avril 1975] (p. 1896).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre I^{er} du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **diplôme d'Etat de technicien thermal** (n° 656) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à admettre les **enfants « recueillis »** comme ouvrant droit à la **majoration de pension** accordée aux titulaires ayant élevé au moins trois enfants (n° 660) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** permettant aux assurés du régime général de la **sécurité sociale** qui ont demandé à bénéficier de leur **pension** avant l'âge de soixante-cinq ans de faire procéder à une nouvelle liquidation de leurs droits (n° 2113) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** relative à la **protection de l'acheteur à crédit, en cas de défaillance du vendeur** (n° 2459) [30 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1895) tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire à l'occasion de l'attribution d'allocations d'**aide sociale** (n° 3001) [16 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° 8), **Millet** (n° 18986), **Mayoud** (n° 18988), **Antoune** (n° 19001), **Maurice Cornette** (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2023) : situation des viticulteurs du Gard ; (p. 2024) : création d'un vaste domaine agricole d'exploitation et de recherche expérimentale dans les sables du Grau-du-Roi et de la Sicarex-Méditerranée ; création d'un véritable statut de la vigne et du vin dans le cadre de la Communauté européenne ; les producteurs de vins de Savoie ; problèmes des éleveurs et producteurs de lait ; délimitation des zones de montagne.

— **MM. Boudet** (n° 18971), **Falala** (n° 19360), **Ducoloné** (n° 19428), **Coulais** (n° 19952) et **Gau** (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3258) : demande pour les collectivités les moyens indispensables à un bon aménagement du territoire ; se prononce pour la décentralisation et la régionalisation des crédits.

• *questions au Gouvernement :*

— **TVA sur le mémorial des victimes du « Cinq-Sept » à Saint-Laurent-du-Pont** [16 juin

1976] (p. 4185) : exonération nécessaire de la TVA.

— **Indemnités spéciales de montagne** [3 novembre 1976] (p. 7416) : insuffisance des crédits.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes déclarations du Conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [3 mai 1973] (p. 1030) : évoque le revenu des agriculteurs, la dégradation de leur situation ; les difficultés des producteurs de lait et des agriculteurs de montagne ; la grande crise de confiance ayant pour origine la politique du Gouvernement, l'insuffisance des augmentations décidées à Luxembourg ; évoque la politique de la montagne ; la complexité des critères d'application des mesures prises ; le problème des moyens ; l'inadaptation à la montagne de certaines décisions : refroidissement du lait à la ferme, aide au ramassage du lait ; souhaite une politique systématique d'aide à la montagne et aux régions défavorisées ; des efforts pour favoriser l'exportation de certains fromages, le financement des refroidisseurs à bidon à la ferme ; (p. 1031) : la contribution de l'Etat aux investissements nouveaux ; évoque l'action des SAFER, l'insuffisance de leurs moyens, le fonctionnement defectueux de l'IVD ; l'absence de parité des revenus ; de rémunération garantie du travail ; rappelle les objectifs socialistes des paysans travailleurs.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement (n° 197)**. **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1633) : article 24-s du code du travail : défend son amendement de suppression de l'article.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale (n° 442)** [6 juin 1973] (p. 1820) : relations entre l'Etat et les collectivités locales ; déséquilibre entre villes et campagnes ; crédits d'équipement, classes démontables ; répartition des crédits entre les régions ; situation dans la région Rhône-Alpes ; tiers temps pédagogique ; dissociation des programmations scolaire et sportive des établissements ; postes budgétaires de professeurs d'éducation physique ; croissance du transfert des charges ; charges frappant les communes ; redistribution des ressources entre l'Etat et les collectivités locales, établissements nationalisés ; (p. 1821) : situation du personnel ; limites d'âge ; barème des subventions pour la construction ; fonds scolaires départementaux ; style des relations entre le ministère

et les collectivités locales ; pressions en vue de la cession de la maîtrise d'ouvrages à l'Etat charges de fonctionnement ; contentieux entre le ministère de l'éducation nationale et les communes ; difficultés en milieu rural ; zones de fort dépeuplement ; fermeture d'écoles rurales ; critère financier ; circulaire du 16 décembre 1970 ; critère pédagogique ; circulaire du 17 juin 1969 ; consultation préalable du conseil municipal ; pouvoir de décision du recteur ; sa suggestion de confier ce pouvoir de décision au conseil général ; carte scolaire.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496)**. **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Article 6** (p. 4117, 4118) : son amendement relatif à la nature de la nouvelle patente ; [11 octobre 1973] : **Article 18** (p. 4290) : défend l'amendement du Gouvernement : seuil des projets immobiliers au regard des implantations commerciales ; information des assemblées consulaires. **Article 21** (p. 4301) : son amendement tendant à insérer les mots : « et les zones limitrophes » ; crédits affectés aux études des chambres consulaires. **Article 23** (p. 4398) : son sous-amendement [12 octobre 1973] : **Rappel au règlement** (p. 4526, 4527) : tions sur le seuil de référence des grandes surfaces ; ses observations sur la notion d'agglomération ; (p. 4357) : sa proposition d'amendement : conditions de délivrance du permis de construire en cas de modifications ou de changement d'affectation ; [18 octobre 1973]. **Rappel au règlement** (p. 4526, 4527) : répond aux propos de M. Guermeur, mettant en cause son groupe ; [19 octobre 1973] : **Article 43** (p. 4592) : son sous-amendement ; (p. 4593) : ses observations sur la nouvelle rédaction de l'article ; notion de stage obligatoire non éliminatoire ; (p. 4594) : répond au Gouvernement. **Après l'Article 43** (p. 4595) : son sous-amendement : stage de pré-installation sur les problèmes de gestion et de comptabilité. **Après l'Article 44** (p. 4596) : souhaite sous-amender le sous-amendement de M. Brocard. **Article 45** (p. 4597) : son sous-amendement : stages de préinstallation. **Avant l'Article 49** (p. 4608, 4609) : son sous-amendement relatif au financement des fonds d'assurance-formation. **Après l'Article 51** (p. 4612) : son amendement : statut juridique des entreprises individuelles. **Seconde délibération. Article 23** (p. 4624, 4625) : ses observations sur la seconde délibération, position de son groupe sur l'article 23. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973] : **Article premier** (p. 6707) : son amendement : principes de portée générale concernant les artisans et les commerçants. **Article 15 ter** (p. 6708) : son amendement : publication par la caisse nationale d'un rapport triennal sur le coût de fonctionnement du régime. **Arti-**

cle 15 quater 1 (p. 6712) : son amendement : exonération de cotisation au profit des retraités. **Article 5** (p. 6713) : sa référence à une déclaration de M. Giscard d'Estaing sur l'égalité des citoyens devant l'impôt et sur la fraude (*Informations industrielles et commerciales*, 19 juin 1959). **Article 21** (p. 6727) : ses amendements : droit de préemption du petit commerce et de l'artisanat local dans les zones de rénovation urbaine, ZAC, ZUP et villes nouvelles ; (p. 6728) : répond au Gouvernement [7 décembre 1973] ; (p. 67664) : ses observations sur les amendements : seuil des surfaces de vente ; (p. 6767) : répond au Gouvernement. **Article 36 bis** (p. 6775) : son amendement : aide à la création de centrales d'achat. **Article 39** (p. 6775) : son amendement : rémunération des participants aux stages de courte durée d'initiation à la gestion ; (p. 6776) : répond au Gouvernement. **Article 41** (p. 6776) : son amendement de suppression ; remise en cause de la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans. **Article 42** (p. 6779) : son amendement ; conditions d'attribution de la prime accordée au chef d'entreprise artisanale ; répond au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Services du Premier ministre. — Formation professionnelle et promotion sociale. Services divers. Journaux officiels. Conseil économique et social. Secrétariat général de la défense nationale [29 octobre 1973] (p. 4961) ; souhaite que l'Etat intervienne pour que soit inscrite dans les conventions collectives la reconnaissance des qualifications acquises ; ses réserves sur les conditions de participation des travailleurs à l'élaboration du plan de formation de l'entreprise et au contrôle de son exécution ; déplore l'importance des inégalités entre les différents niveaux de formation ; distorsions existant entre les branches professionnelles ; (p. 4962) : s'interroge sur la valeur des arguments avancés pour écarter du champ d'application de la taxe créée par la loi du 16 juillet 1971 les entreprises comptant moins de dix salariés ; formules de stages à plein temps ; maintien de la formule des « cycles » ; ses observations sur l'attitude de l'Etat comme employeur ; rôle de contrôle de l'Etat ; cas des entreprises ayant acquitté la taxe auprès d'un organisme de formation s'adressant exclusivement aux cadres ou à la maîtrise ; modalités d'appréciation de la valeur de certains stages proposés ; formation continue des personnels communaux ; conditions de fonctionnement de l'ANEM avant son remplacement par le centre de formation des personnels communaux ; éventualité de construction d'établissements privés de formation continue ; ses observations concernant la substitution de l'heure-élève à celle de l'heure-

groupe pour le calcul de la subvention ; la rédaction des « annexes » pédagogiques des conventions ; stagiaires, travailleurs saisonniers et régime particulier de rémunération qui s'impose pour eux ; satisfaction des demandes « non solvables » de formation, liberté laissée aux entreprises pour l'affectation de leur taxe de formation ; moyens d'éviter les doubles emplois ; place de l'université ; formation permanente et recyclage professionnel à grande échelle ; ne saurait admettre que le concept de formation continue se situe en deçà de celui de promotion sociale défini en 1961 par la commission Chenot ; souhaite que la taxe de formation soit portée au taux de 1,5 % des salaires dès 1974.

Agriculture et développement rural, FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5326) : crise laitière dans les départements de l'Est-central et inertie des pouvoirs publics, baisse des prix et accroissement des charges ; crise du marché des fromages, absence de règlement communautaire et d'organisme d'intervention ; (p. 4327) : crédits d'orientation du FORMA ; ses observations sur l'aide à la montagne ; prime à la vache ; aide au ramassage du lait et insuffisances budgétaires, droit à la prime pour les vaches laitières ; producteurs de lait de la zone à gruyère, prix garanti ; statut de la montagne ; avis du conseil économique et social adopté le 13 juin 1973 ; chapitre « Montagne » dans le VII^e Plan.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6242) : ses observations sur le champ d'application du texte ; son amendement tendant à garantir le droit au salaire pour tous les salariés. **Après l'Article premier** (p. 6244) : son amendement devenu sans objet.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et à l'aménagement du régime des cumuls** (n° 275). **Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article premier B** (p. 6882) : agriculteurs de montagne et prime d'apport structurel ; faiblesse de la partie fixe de la prime par rapport à sa partie variable ; SICA, problème de la restructuration des zones de montagne ; son amendement déclaré irrecevable.

1974

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France** (n° 808). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3081) : intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Tiberi.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière (n° 952). Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3099) : ses observations relatives à la situation catastrophique du marché du lait ; (p. 3100) : office du lait et prix garanti à la production.

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives (n° 953). Discussion des articles** [2 juillet 1974] (p. 3241) : ses observations relatives à l'article 3.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5871) : le ministère de l'éducation se situe à l'avant-garde pour les transferts de charges aux collectivités locales ; situation dans la région Rhône-Alpes ; évoque les transports scolaires et les nationalisations d'établissements ; le transport des élèves de moins de six ans ; (p. 5872) : arrêter l'hémorragie qui résulte des fermetures de classes.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7172) : la sérénité des femmes députés aurait dû être partagée par certains de leurs collègues masculins ; le pathétique ne peut masquer les faits ; (p. 7173) : le nombre des avortements clandestins ; ce projet met en lumière les hypocrisies du pouvoir qui depuis longtemps refuse les mesures sociales en faveur de la famille ; (p. 7174) : l'autre atteinte à la vie que constitue le danger nucléaire.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations (n° 776). Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7439) : regrette le retard dans la discussion du projet ; demande l'effet rétroactif ; le cumul de la pension de réversion et des droits personnels n'est que partiel ; demande d'alignement du régime de la fonction publique en matière de bonifications pour enfants ; les dossiers en attente de liquidation jusqu'au vote de cette loi ; l'ouverture du droit à pension ; le taux de la pension de réversion ; demande une allocation temporaire pour permettre aux veuves une formation professionnelle, le maintien de l'allocation logement, de l'allocation aux mères de cinq enfants et du salaire unique ; ces anomalies créent une grave injustice ; les veuves sans emploi ne bénéficient pas des allocations de chômage ; rappelle les déclarations de 1973 de M. Poniatowski ; souhaite une priorité des veuves pour les stages de formation professionnelle ; (p. 7400) : la suppression des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ; le relogement des veuves vivant dans des logements de fonction ; l'exemption de service militaire des jeunes gens indis-

pensables aux petites exploitations agricoles, commerciales ou artisanales familiales ; le congrès des veuves tenu à Aix-les-Bains sur le thème « le veuvage, un risque social » ; le nombre des veuves ; l'obligation de solidarité ; son amendement n° 26 après l'article 2 : maintien des avantages acquis ; retiré ; (p. 7446) : son amendement n° 20 rectifié : priorité des veuves pour le maintien de l'emploi et les placements effectués par les agences pour l'emploi ; retiré ; (p. 7448) : son amendement n° 21 rectifié : priorité des veuves pour l'accès aux stages de formation professionnelle ; adopté ; (p. 7448) : son amendement n° 23 rectifié : libération anticipée des enfants des veuves appelés sous les drapeaux et nécessaires à la marche de l'exploitation familiale ; retiré ; (p. 7449) : son amendement n° 24 : suppression des limites d'âge pour l'accès des veuves aux emplois publics ; adopté ; son amendement n° 28 ; (p. 7449) : priorité de relogement des veuves vivant dans un logement de fonction ; rejeté ; (p. 7450) : sur l'article 5 : le cas douloureux des salariés victimes d'accidents du travail avant le 1^{er} janvier 1936.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7829) : s'exprime à la place du docteur Saint-Paul ; évoque les quelque deux cent vingt associations privées à qui sont dus près de 60 % de l'équipement spécialisé, près de 70 % des foyers et la quasi-totalité des centres d'aide par le travail ; signale le risque de suppression de la possibilité de bénéficier de l'assistance d'une tierce personne entre quinze ans et l'âge adulte ; (p. 7830) : l'insuffisance de la prévention ; la dispense trop facile accordée aux employeurs de l'application de la loi de 1957 ; les avantages à prévoir pour les mères d'enfants handicapés ; la situation des très jeunes handicapés ; la mise à jour du guide barème des invalidités ; (p. 7831) : la préparation des jeunes à l'accueil des handicapés et des médecins à l'étude des handicaps. **Discussion des articles** [18 décembre 1974] (p. 8027). **Article 25** : ses observations sur l'amendement n° 250 : les désavantages du nouveau système : risque de pertes des avantages acquis et de disparition du caractère incitatif de la législation actuelle ; l'avantage de l'allocation de compensation.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales (n° 1285). Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 16** (p. 1821) : ses observations sur l'article ; (p. 1822) : son amendement n° 65 : administration des établissements créés à l'initiative des communes ; repoussé. **Après l'Article 20** (p. 1824) : son amendement n°

102 : association des familles des mineurs admis dans l'établissement et des personnels à la gestion de l'établissement ; adopté. **Après l'Article 22** (p. 1826) : sur l'amendement n° 97 de M. Jacques Blanc : apporte son soutien à l'amendement. **Explication de vote** (p. 1830) : réserves du groupe socialiste ; renforcement des pouvoirs de l'administration ; vote défavorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale (n° 1480). Discussion générale** [29 avril 1975] (p. 2205) : risque d'un alignement par le bas des divers régimes de sécurité sociale ; une extension prévue pour quelques catégories de citoyens seulement ; la proposition de loi n° 1031 relative à l'assurance maladie-maternité ; la pénurie en moyens des caisses de sécurité sociale ; l'annulation par le Conseil d'Etat de la convention médicale ; la marge d'action étroite du législateur ; la date du dépôt du projet modifiant l'assiette des cotisations de sécurité sociale ; les imprécisions relatives à la deuxième phase de généralisation ; l'ignorance par le projet de plusieurs catégories sociales ; améliorer le statut de la mère de famille ; (p. 2206) ; lui accorder un véritable salaire ; les silences du projet ; la complexité accrue à attendre du système d'améliorations progressives par touche minime proposé par le Gouvernement ; la volonté des socialistes de faire œuvre constructive. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2216) : son amendement n° 69 : prolongation de la durée de couverture des ayants droit de l'assuré décédé en fonction de l'âge et du nombre des enfants à charge ; poser le principe d'une prolongation temporaire de la couverture accordée aux veuves mères de famille ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 2218) : son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 25 : « La date de référence étant soit celle de l'accouchement soit celle des premiers soins » ; adopté ; ses sous-amendements n°s 64 et 65 à l'amendement n° 26 de M. Peyret : fixer un délai de trois ans ; prévoir un décret en Conseil d'Etat ; adoptés.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal (n° 1481). Discussion des articles** [15 mai 1975]. **Après l'Article 7** (p. 2762) : sur l'amendement n° 86 de M. Villa, s'élève contre les arguments avancés par le Gouvernement.

— **Projet de loi portant mesures en faveur des handicapés (n° 951). Deuxième lecture. Discussion des articles** [15 mai 1975] : **Article premier** (p. 2721) : son amendement n° 26 : après les mots : « la garantie d'un minimum de ressources », insérer les mots : « et la compensation des charges supplémentaires imposées par le handicap » ; repoussé. **Article 3** (p. 2722) : son amendement n° 27 : préciser

que l'obligation d'éducation et de formation professionnelle s'effectue sous la responsabilité du ministère de l'éducation ; repoussé. **Article 4** (p. 2723) : son amendement n° 28 : substituer aux mots : « un magistrat de l'ordre judiciaire », les mots : « l'inspecteur d'académie » ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 4 de M. Jacques Blanc. **Article 16 (art. L. 323-30 du code du travail)** (p. 2732) : son amendement n° 29 : dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 323-30 du code du travail, substituer aux mots : « un pourcentage de la capacité normale fixé par décret », les mots : « 30 % de la capacité normale » ; retiré. **Article 27** (p.2736) : son intervention ; craint que les femmes, en la matière, ne soient victimes d'une discrimination. **Explications de vote** (p. 2740) : estime que les insuffisances du texte demeurant le faible engagement de l'Etat ; le maintien du clivage pour les adultes entre le travail et la santé ; le mauvais remboursement des prothèses ; l'impossibilité pour le groupe socialiste d'approuver le projet de loi.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1975]. **Après l'Article 7** (p. 3416) : son amendement n° 302 : partage des pensions de reversion entre la femme divorcée et la veuve ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1975 : **Article 351-2 du code de la sécurité sociale** (p. 4695) : sur l'amendement n° 42 de M. Fanton, suggère que les mots : « non remariés » soient ajoutés ; demande ce qu'il adviendra des retraites servies par les régimes de retraites complémentaires.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 3** (p. 4006) : exprime ses craintes quant à la réalité des réductions annoncées par les services du ministère de l'économie et des finances ; craint que ne soient introduites de grandes discriminations entre ceux qui supporteront la taxe professionnelle ; son amendement n° 121 : réduction de 10 à 40 % de la base pour les artisans, la variation de la réduction étant fonction du nombre de salariés employés ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution ; [12 juin 1975] : **Article 16** (p. 4062) : demande des éclaircissements au ministre de l'économie et des finances sur les dispositions résultant du texte de l'article 16 qui vient d'être voté ; (p. 4065) : ne voit pas pourquoi l'article 16 accorderait un privilège aux communes fusionnées depuis le 1^{er} janvier 1971. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 5004) : conteste que le projet apportera des avantages aux petites communes de mon-

tagne ; considère que l'autonomie des collectivités locales se trouve réduite ; le vote négatif du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires (n° 1650). Discussion des articles [12 juin 1975]. Article 15 (p. 4105) :** annonce qu'il votera l'amendement n° 37 du Gouvernement ; regrette que les veuves ne soient pas appelées à bénéficier des mêmes dispositions que les divorcées.

— **Projet de loi adopté par le Sénat portant modification de certains articles du code de la famille et de l'aide sociale (n° 1652) [13 juin 1975]. Discussion générale (p. 4172) :** les ouvertures qu'apporte le projet : élargissement général à des familles, à des mouvements et à des missions nouvelles ; la possibilité d'accroître l'importance et l'influence de la représentation familiale (p. 4173) ; des interlocuteurs pleinement représentatifs ; l'absence de toutes dispositions relatives au financement ; la proposition de loi du groupe socialiste tendant à une amélioration substantielle des allocations familiales à une progression annuelle du pouvoir d'achat des prestations familiales ; les propositions relatives au financement légal du service des travailleurs familiaux ; le fonds spécial institué par la loi du 24 mai 1951 ; la faiblesse des moyens des associations ; tenir compte de leurs charges accrues ; (p. 4174) : l'attente par le Parlement d'un grand débat sur la politique familiale. **Discussion des articles : Article premier (p. 4177) :** son amendement n° 24 : après les mots : « leur établissement régulier en France », insérer les mots : « depuis deux ans » ; (p. 4178) : à propos de l'amendement n° 26 de M. Briane, considère qu'un décret n'est pas nécessaire. **Article 3 (p. 4180) :** son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 13 de M. Briane : supprimer dans l'amendement le mot : « exclusivement » ; repoussé. **Article 7 (p. 4182) :** son amendement n° 3 : après les mots : « lorsque l'enfant », rédiger ainsi la fin de l'article 7 : « qui atteint la majorité demeure à la charge de ses parents » ; adopté ; (p. 4183) : son amendement n° 4 : égalité du prélèvement prévu à un pourcentage qui ne peut être inférieur à 0,03 % du montant des prestations légales servies par chacun des régimes ; faire sauter ainsi le verrou que constitue le caractère législatif de la disposition ; adopté. **Article 8 (p. 4185) :** son amendement n° 25 : en matière d'adhésion à l'UNAF faire du ministre un arbitre ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750). Deuxième lecture [27 juin 1975]. Discussion des articles : Article premier : Article L 754 du code de la santé publique (p. 4898) :** son opposition à l'amendement n° 17 du Gouver-

nement ; **Article L 761-1 du code de la santé publique (p. 4900, 4901) :** son opposition à l'amendement n° 6 de M. Bichat. **Article 2 (p. 4903) :** est hostile à l'amendement n° 11 de M. Bichat et aux sous-amendements qui ont été déposés ; juge préférable de revenir au texte du Sénat ; (p. 4904) : son amendement n° 22 : autoriser le fonctionnement des laboratoires tant qu'ils sont placés sous la direction des responsables en exercice au moment de la promulgation de la loi ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 11 de M. Bichat.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° 1449). Discussion générale [28 juin 1975] (p. 5018) :** le texte qui est soumis à l'Assemblée ne répond que partiellement à la nécessité de mettre un terme à la précarité de la situation des sous-traitants ; les amendements déposés par le parti socialiste tendant à la généralisation du contrat de sous-traitance et à la transparence du document contractuel ; la protection des créances des salariés en cas de liquidation judiciaire portant atteinte aux droits des sous-traitants ; (p. 5019) : la proposition de programmes quinquennaux de sous-traitance.

— **Projet de loi adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, concernant le développement de l'éducation physique et du sport (n° 1728). Discussion des articles [3 octobre 1975]. Article 2 (p. 6541) :** son amendement n° 19 : reconnaître l'autorité du ministère de l'éducation en matière d'enseignement des activités physiques et sportives ; repoussé. **Article 5 (p. 6551) :** son amendement n° 25 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 5 et revenir au texte initial du projet ; conteste que la suppression du deuxième alinéa rende obligatoire le sport à l'université ; retiré. **Article 7 (p. 6554) :** son amendement n° 49 : distinguer entre les moniteurs de ski et les guides ; souligne la spécificité du métier de ces derniers ; demande que la loi de 1948 continue à s'appliquer en l'absence de la nouvelle réglementation ; se rallie à l'amendement n° 79 de M. Hamel. **Article 10 (p. 6560) :** ne comprend pas la réponse du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de M. Bernard Marie ; le sport, contribution à la formation culturelle ; (p. 6561) : s'oppose néanmoins à l'amendement, souligne la faiblesse des fonds destinés à la formation permanente par rapport aux prévisions de la loi de 1971.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et pro-

motion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [19 novembre 1975] (p. 8636) : conteste les chiffres donnés par le secrétaire d'Etat en matière de crédits ; déplore la réduction des crédits d'équipement ; l'absence d'évolution du taux de participation des entreprises ; les insuffisances de la formation initiale de beaucoup de jeunes gens ; souhaite une décentralisation de la formation continue ; regrette la suppression du bénéfice accordé aux mères de famille ; (p. 8637) : « la paperasserie » excessive imposée aux gestionnaires de la formation ; l'apparition d'un marché de la formation professionnelle ; les actions que mènerait la gauche dans le domaine de la formation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (n° 1949). Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9830) : souhaite que le Gouvernement honore sa parole dans le domaine de la politique familiale ; la régression du taux des allocations familiales ; la nécessité d'une politique sociale de l'habitat et d'une réforme de la fiscalité ; (p. 9831) : un texte qui ne fait que reprendre des circulaires antérieures ; les amendements que défendra l'orateur ; souhaite que les travailleuses familiales soient distinguées des travailleuses ménagères. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 9834) : son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 8 de M. Pinte ; insérer les mots : « en l'absence d'une prestation légale couvrant les frais d'intervention des travailleuses familiales » ; devenu sans objet par le retrait de l'amendement n° 8.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme (n° 1881). Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Après l'Article 2** (p. 1451) : son amendement n° 345 : n'appliquer le plafond légal de densité qu'à partir de deux logements ; importance de la mesure pour les petites communes de montagne ; retiré ; (p. 1451, 1452) : son amendement n° 346 : unifier les règles de calcul du PLD et faire en sorte que celles-ci soient neutres vis-à-vis de l'architecture ; réservé ; [14 avril 1976] : **Article 45** (p. 1731) : son sous-amendement n° 374 à l'amendement n° 245 de M. Claudius-Petit : prévoir que les représentants des locataires siègeront obligatoirement dans les conseils d'administrations des offices d'HLM ; (p. 1733) : insiste pour que l'Assemblée adopte son sous-amendement ; repoussé. **Après l'Article 2 (suite)** (p. 1772 : son amendement n° 346 : harmonisation des règles de calcul applicables en matière de taxe locale d'équipement, des COS et des PLD ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille (n° 2220). Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 9** (p. 3225) : propose dans l'amendement n° 29 de Mme Missoffe de substituer au terme « poste » le terme « résidence ». **Article 16** (p. 3227) : propose d'étendre le champ de l'amendement n° 105 de M. Joanne à tous les fonctionnaires ; conteste l'argumentation de Mme Veil. **Avant l'article 17** (p. 3228) : son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 52 rectifié de Mme Missoffe concernant le service militaire ; rappelle que son groupe s'oppose à l'article 17 et est à l'origine du premier alinéa de l'amendement n° 52 rectifié ; sous-amendement n° 98 adopté. **Article 18** (p. 3234) : appuie l'amendement n° 54 de Mme Missoffe car le texte gouvernemental empêche toute application de ces dispositions aux exploitations agricoles et risquerait de poser des problèmes dans certaines entreprises artisanales. **Après l'Article 22** (p. 3236) : son amendement n° 100 tendant à obliger le Gouvernement à déposer un projet de loi d'orientation définissant une politique globale de la famille ; retire son amendement n° 100 et se rallie à l'amendement n° 57 de Mme Missoffe. **Seconde délibération** [20 mai 1976]. **Article 2** (p. 3269) : son sous-amendement n° 4 défendu par M. Laborde à l'amendement n° 1 du Gouvernement ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6623) : son amendement n° 73 soutenu par M. Jean-Pierre Cot.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7440) : les interventions du secrétariat d'Etat en faveur de la jeunesse ; la dispersion des crédits pour la jeunesse entre plusieurs ministères ; (p. 7441) : les mêmes critiques ; la continuité dans la médiocrité d'une politique et dans la pénurie de ses moyens ; l'asphyxie des MJC ; les transferts acceptés par les collectivités ; les centres de vacances ; l'absence d'efforts faits en matière de formation des animateurs, d'allègement de la fiscalité applicable aux associations ou de prise en charge des frais éducatifs ; la demande du CNAJEP et des associations de jeunesse et d'éducation populaire ; le mouvement associatif ; le PAP action familiale ; souligne que l'opposition refuse le budget.

— **Rappel au règlement** [15 décembre 1976] (p. 9452) : ordre du jour ; non-inscription du projet de loi n° 2221 relatif au statut des assistantes maternelles.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles (n° 2221). Discussion générale** [5 avril 1977] (p. 1544) : le problème de la garde des enfants ; le programme électoral de Provins ; la démographie française ; l'instauration de rapports marchands entre parents et gardiennes ; la définition de la politique de la petite enfance ; (p. 1545) : l'absence de libre choix pour les parents ; un texte qui n'est pas à la hauteur des besoins à satisfaire ; la pénalisation des gardiennes en matière de rémunération ; les besoins de formation des gardiennes ; l'éventualité du renchérissement de la garde sans compensation ; la transformation de très nombreux parents en employeurs ; faire jouer à un organisme public ou semi-public un rôle d'intermédiaire ; l'instauration d'un système de rattachement temporaire des personnes. **Discussion des articles : Article premier** (p. 1550) : l'amendement socialiste relatif à la dénomination d'assistantes parentales. **Article 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1151) : son amendement n° 30 : prise en compte de l'expérience antérieure de l'auxiliaire maternelle lors de la procédure d'agrément ; adopté. **Article 132-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1552) : son sous-amendement n° 31 rectifié à l'amendement n° 11 de la commission : conditions de rattachement de plein droit des assistantes maternelles à une personne morale de droit public ou de droit privé ; la liberté de choix laissée aux familles ; [6 avril 1977] (p. 1580) : les dimensions sociales du problème du gardiennage des enfants ; (p. 1581) : les rémunérations des gardiennes ; la création de charges supplémentaires pour les parents ; sous-amendement n° 31 rectifié repoussé. **Article : 2 Article L 773-3 du code du travail** (p. 1583) : son amendement n° 42 : assiette du calcul des cotisations de sécurité sociale des auxiliaires maternelles sur le montant de leur rémunération ; (p. 1584) : les conditions du paiement des cotisations par les gardiennes ; adopté. **Article L. 773-4 du code du travail** : son amendement n° 32 défendu par M. Maurice Blanc ; repoussé. **Article L. 773-5 du code du travail** (p. 1585) : son amendement n° 43 : fixation de l'indemnité compensatrice au niveau de la rémunération des gardiennes ; repoussé. **Article L. 773-12 du code du travail** (p. 1589) : se déclare favorable à l'amendement n° 33 du Gouvernement. **Article 3** (p. 1591) : son amendement n° 44 : bénéfice des Assedic aux auxiliaires maternelles en l'absence de versement de cotisations par les employeurs éviter que les assistantes maternelles soient exclues du bénéfice des Assedic ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 1592) : son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 34 du Gouvernement : rattachement des personnes au foyer

départemental de l'enfance de leur domicile ; les difficultés de certaines maisons départementales de l'enfance ; (p. 1593) : la formation et la capacité d'adaptation qu'implique le rôle imparti aux gardiennes spécialisées des foyers départementaux de l'enfance ; sous-amendement n° 45 repoussé. **Titre** (p. 1596) : la supériorité du titre adopté par le Sénat. **Seconde délibération du projet de loi. Article 2 : Article L 773-3 du code du travail** (p. 1597) : la demande d'une seconde délibération par le Gouvernement ; les bases retenues pour le calcul des cotisations sociales ; se déclare partisan de l'application d'un quotient familial forfaitaire. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [3 mai 1977]. **Article 3** (p. 2361) : s'inquiète du sort de l'amendement qu'il avait déposé sur l'article premier ; (p. 2362) : son amendement n° 2 : inclusion des assistantes maternelles dans les catégories de salariés pour lesquelles les employeurs ne sont pas soumis à cotisation ; repoussé. **Article 3 bis** : son amendement n° 3 : rattachement des gardiennes au foyer départemental de l'enfance de leur domicile ; repoussé. **Explication de vote** (p. 2363) : les conditions et la signification du refus de l'examen de son amendement à l'article premier ; l'abstention du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2148). Deuxième lecture. Discussion des articles** [3 mai 1977]. **Article 33** (p. 2377) : la loi du 31 décembre 1975 ; les modifications de l'assiette de la contribution des diffuseurs de musique ; les revenus des créateurs intellectuels ; (p. 2378) : les conséquences du calcul de la contribution sur le droit d'auteur ; demande à l'Assemblée de rejeter les amendements n° 11 et n° 12 de M. Chauvet.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle (n° 2869). Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2811) : l'allègement de la charge des petits contribuables résultant du vote de la loi du 29 juillet 1975 ; les conséquences de la possibilité de transferts de charges dans les petites communes ; (p. 2812) : l'exemple d'une veuve d'une petite commune de montagne ; les choix d'implantation calculés par le chef d'une entreprise de menuiserie industrielle ; les traitements différenciés des diverses professions ; l'institution de l'aide spéciale rurale en faveur des cantons les plus déshérités et des zones les plus affectées par l'exode rural ; l'assimilation de professions différentes ; les conséquences sur les finances des communes rurales des exonérations accordées aux élevages ; la surtaxation à revenus professionnels égaux des professions employant des équipements et des salariés ; les caracté-

ristiques de la taxe professionnelle ; (p. 2813) : l'absence de possibilités pour les élus locaux de moduler les efforts entre les différentes catégories de contribuables ; l'article 40 de la Constitution ; le dépôt par le PSRG d'une motion de renvoi en commission. **Discussion des articles.** **Après l'Article 4** (p. 2826) : la privation de certaines communes de compensation ; la répercussion de l'exonération sur les agricultures des communes concernées ; l'exposé du problème à une commune de sa circonscription ; (p. 2827) : propose une nouvelle rédaction pour l'amendement n° 1 de M. Dronne.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 2871).** **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article premier** (p. 3033) : son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 32 du Gouvernement : application des dispositions de l'article aux départements d'outre-mer dans les mêmes conditions définies par décret ; retiré. **Après l'Article 2** (p. 3034) : soutient l'amendement n° 28 de M. Delehedde : modalités de réaménagement de l'assiette des cotisations sociales supportées par les entreprises ; la suite donnée aux intentions du Gouvernement d'alléger les charges sociales des entreprises ; (p. 3035) : demande au ministre à quelle date le Gouvernement rendra compte des études effectuées sur le sujet ; retiré ; le bénéfice des prestations aux personnes ayant cessé leurs études scolaires et universitaires ; l'engagement du Gouvernement de déposer avant le 1^{er} janvier 1978 un projet de loi portant généralisation effective de la sécurité sociale. **Article 4** (p. 3036) : soutient l'amendement n° 30 de M. Delehedde ; non-exonération par la contribution des obligations des employeurs qu'ils tiennent de l'article L. 950-2 du code du travail ; (p. 3036, 3037) : la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle ; le taux de la taxe ; la variation des priorités données par les pouvoirs publics aux stages de formation continue ; les difficultés éprouvées par un certain nombre de centres conventionnés ; les conséquences de l'institution du 1 % destiné à la formation professionnelle ; repoussé. **Explications de vote** (p. 3040) : l'absence totale de mesures structurelles économiques et sociales ; l'insuffisance du texte pour aider aux créations d'emplois et pour préserver les emplois existants ; l'absence de pouvoirs réels des élus locaux ; l'intention gouvernementale d'accorder aux établissements publics régionaux la possibilité de créer des primes ; la circulaire de septembre 1975 du ministère de l'intérieur ; la nécessité d'une banque régionale d'investissement ; la mise en application par le Gouvernement de textes dissuasifs en matière de création d'emplois ; les déclarations de M. Durafour sur les me-

sures en faveur de l'emploi des jeunes ; (p. 3041) : l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829).** **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3221) : l'absence de politique globale de la famille ; le caractère tardif des conceptions gouvernementales ; la dégradation de la situation des familles ; la dévalorisation des prestations familiales ; l'économie du texte en discussion ; l'institution d'un complément familial ; les amendements proposés par la commission ; leur irrecevabilité ; les objections du groupe du PSRG ; l'inscription du regroupement de plusieurs prestations familiales dans les travaux préparatoires du VII^e Plan ; la prise d'effet de la réforme au 1^{er} janvier 1978 ; la prise en compte par les comptes prévisionnels des régimes obligatoires de sécurité sociale de la mise en œuvre du complément familial en 1977 ; (p. 3222) : le financement du surcoût résultant de la mise en œuvre du complément familial ; l'opposition de l'UNAF et de plusieurs autres organisations au maintien de l'exigence d'un plafond de ressource pour le service du complément familial ; le coût supplémentaire qu'engendrerait la suppression du plafond de ressources ; le droit égalitaire que constituent les prestations familiales ; les bénéficiaires du complément familial ; son montant ; l'amendement du groupe du PSRG relatif à la garantie du montant du complément familial par rapport à la somme des prestations auxquelles il se substitue ; la situation préoccupante des mères isolées ; la revalorisation de l'allocation d'orphelin ; les propositions du groupe du PSRG ; la mise en place d'un statut social de la mère de famille ; l'affirmation par la loi du 3 janvier 1972 de l'affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général des femmes bénéficiant de la majoration de l'allocation de salaire unique ; l'amendement du groupe du PSRG relatif à l'affiliation des mères d'enfants handicapés à l'assurance vieillesse du régime général ; la proposition de loi n° 2536 du groupe du PSRG ; (p. 3223) : l'opposition de l'article 40 de la Constitution ; la logique de la politique globale de la famille proposée par le PSRG ; l'opposition du PSRG au texte proposé.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).** *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 60** (p. 7743) : son amendement n° 201 : modalités de répartition du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; fixation à 5 % de la fraction de la recette attribuée au fonds d'action locale ; fixation à 50 % de la fraction de l'attribution de garantie ; la loi du 6 janvier 1966 ; (p. 7744) : le blocage de

l'évolution de la répartition du VRTS ; l'inégalité de la situation des collectivités locales ; la mise en œuvre du système définitif de répartition des ressources du FECL ; la fixation de la fraction de recettes attribuées au fonds d'action locale ; la fixation de la fraction d'attribution de garantie ; (p. 7745) : l'inégalité de la situation financière des communes ; la situation critique des collectivités locales ; les conséquences d'un éventuel refus de péréquation du FECL et du VRTS ; (p. 7746) : l'étude de la situation de 304 communes de son département ; amendement n° 201 repoussé. **Article 67** (p. 7757) : soutient l'amendement n° 197 de M. Bouloche : institution et modalités de répartition au profit des collectivités locales d'un droit additionnel aux droits résultant des articles 978 et 987 du CGI ; l'extension de la faculté d'exonération temporaire partielle ou totale de taxe professionnelle en cas de reprise d'entreprise en difficulté ; la faculté offerte aux collectivités locales de contribuer financièrement aux déplacements de certaines activités ; repoussé ; soutient l'amendement n° 172 de M. Bouloche : suppression de l'agrément prévu pour l'application de l'article 1465 du CGI ; (p. 7758) : le caractère discriminatoire des conditions d'agrément des entreprises ; améliorer la liberté des collectivités locales dans l'application des taux de la taxe professionnelle ; les caractéristiques de la procédure d'agrément ; la substitution de l'indice de progression de la pression fiscale dans l'élaboration du plafonnement de la taxe professionnelle ; repoussé. **Après l'Article 67** (p. 7758, 7759) : soutient l'amendement n° 36 de M. Madrelle : extension du champ d'application du droit de timbre sur affiches aux communes de moins de 100.000 habitants ; la prolifération anarchique des portatifs spéciaux dans les villes de moins de 100.000 habitants ; la perte de recettes engendrée par le système actuel pour les communes de plus de 100.000 habitants ; repoussé. **Après l'Article 70** (p. 7761) : soutient l'amendement n° 156 de M. Notebart ; extension à chaque assemblée délibérante des collectivités territoriales ou établissement public habilités à percevoir la taxe d'habitation de la possibilité de fixer les abattements prévus à l'article 1411 du CGI ; la fixation par chaque collectivité du taux et des modalités d'application des abattements prévus en matière de taxe d'habitation ; repoussé.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3116).** Discussion des articles [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8390) : soutient le sous-amendement n° 82 de M. Eyraud

à l'amendement n° 9 de M. Bizet : caractère contraignant immédiatement ou à terme du développement de l'équilibre économique des installations ; la notion de progressivité de l'équilibrage économique des exploitations ; les différences quant à leur objet entre les amendements n° 71 de M. Eyraud et n° 9 de M. Bizet ; l'installation ou la réinstallation des jeunes agriculteurs en faire-valoir direct ou en fermage ; les conditions d'application des mesures prises en faveur de l'agriculture de montagne ; sous-amendement n° 82 repoussé ; (p. 8391) : la compétence des SAFER dans les milieux suburbains. **Article 4** (p. 8399) : la date de l'examen du problème relatif à la pluriactivité.

BETTENCOURT (André)

Député de la Seine-Maritime
(5^e circonscription)
(Rf).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973], (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Tome III : Coopération** (n° 1232) [11 octobre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome III : Coopération** (n° 1918) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome III : Coopération** (n° 2531) [12 octobre 1976].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5586) : propos du cardinal de Retz ; discours du ministre des affaires étrangères à l'assemblée générale des nations unies ; nécessaire respect par tous de l'indépendance des Etats ; construction de l'Europe et amitié traditionnelle avec les Etats-Unis ; coopération avec l'URSS et les pays de l'Est ; part considérable prise par le général de Gaulle et le président Pompidou dans la construction européenne ; solidarité et indépendance, Europe européenne ; propos du général de Gaulle à André Malraux ; conférence au sommet d'octobre 1972 ; union économique et monétaire ; sommet de Copenhague, affirmation par l'Europe de son entité en toute indépendance ; (p. 5587) : dépendance de l'Europe à l'égard du Proche-Orient ; fragilité de la détente ; équilibre de la terre ; présence de troupes américaines en Europe ; nécessité de consolider la construction européenne ; finalité de l'Europe ; déséquilibres régionaux ; disparité entre les régimes d'aide ; caractère politique de l'aménagement régional ; déclaration finale de la conférence de Paris en octobre 1972 ; fonds européen d'action régionale ; Europe politique ; organe commun de délibération de conception et d'action ; mécanisme d'urgence et conseil européen de la paix.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Coopération, rapporteur pour avis [18 novembre 1974] (p. 6613) : un budget d'attente ; l'aide budgétaire en pourcentage du produit national brut ; l'apport des ressources privées ; la révision des accords de coopération ; l'action culturelle et technique ; (p. 6614) : le recrutement et la formation des coopérants ; l'aide au développement économique ; les niveaux économiques inégaux des pays aidés ; les investissements privés ; la coordination des concours publics et privés ; l'aide au Sahel ; la coordination des aides bilatérales et multilatérales ; les accords de Yaoundé ; la conférence de Kingston ; coopération militaire avec les pays d'Afrique ; avis favorable de la commission.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6136) : la fermeture

d'usines textiles en haute Normandie ; le poids des mesures proposées par le Gouvernement ; (p. 6137) : le drame de l'industrie textile face à la concurrence internationale.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Coopération, rapporteur pour avis [30 octobre 1975] (p. 7588) : le maintien de l'œuvre entreprise ; (p. 7589) : l'importance de l'aide à l'éducation, à l'agriculture et à l'industrialisation ; la réorientation de l'action du FAC aboutit à une nouvelle division internationale du travail ; la possibilité d'une loi-programme de coopération ; (p. 7590) : l'affaire du Tchad.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Coopération, rapporteur pour avis pour la coopération [9 novembre 1976] (p. 7791) : la part très modique du budget de la coopération dans le budget général ; les objectifs de la coopération ; l'assistance technique ; l'aide à l'équipement ; plusieurs priorités ; la nécessité de financements conjoints ; la coopération franco-africaine ; ne pas négliger certains aspects multilatéraux et internationaux ; réserver l'aide publique aux pays les plus démunis ; la coordination des actions pour garantir la cohérence et l'efficacité ; la coordination au niveau interne et à l'échelon international ; (p. 7792) : l'importance de l'aide française ; le montant de l'aide française publique ou privée.

BEUCLER (Jean-Jacques)

Député de la Haute-Saône
(2^e circonscription)
(UC puis RCDS).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense du 1^{er} avril 1977 au 26 septembre 1977.

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants du 26 septembre 1977 au 31 mars 1978.

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (deuxième Gouvernement Barre), décret du 1^{er} avril 1977 (*J.O.* du 2 avril 1977) (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 1^{er} mai de son mandat de député [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (deuxième Gouvernement Barre), décret du 26 septembre 1977 (*J.O.* du 27 septembre 1977) (p. 4707).

Est nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants (deuxième Gouvernement Barre), décret du 26 septembre 1977 (*J.O.* du 27 septembre 1977) (p. 4707).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux anciens combattants (deuxième Gouvernement Barre), décret du 31 mars 1978 (*J.O.* du 1^{er} avril 1978) (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPÔTS

En qualité de député :

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Tome IV : Section air** (n° 684) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Tome IV : Section air** (n° 1233) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi relative aux invalidités des militaires français faits prisonniers en Indochine entre 1946 et 1954** (n° 1832) [30 juin 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1830). — **Tome IV : Section air** (n° 1919) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome IV : Section air** (n° 2532) [12 octobre 1976].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— **Indemnisation du chômage pour cause économique** [14 avril 1976] (p. 1719) : l'application des accords d'octobre 1974 ; le problème du travail noir.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense :

• *Réponses aux questions orales sans débat de :*

— **M. Kalinsky (n° 37177) : Aéronautique française** [15 avril 1977] (p. 1867, 1868, 1869) : les mesures prises par le Gouvernement pour limiter les conséquences de la diminution d'activité de l'industrie aéronautique ; son désir de préserver la SNIAS et une industrie aéronautique compétitive.

— **M. Frelaut (n° 36926) : Situation de la SNECMA à Bois-Colombes** [22 avril 1977] (p. 2109, 2110) : l'activité actuelle de cette usine ; le transfert du bureau d'études Super-Phénix sans conséquence sur l'activité de fabrication ; la charge de travail assurée pour 1977.

— **M. Allainmat (n° 37298) : Salaires des ouvriers des armées** [22 avril 1977] (p. 2111) : le caractère transitoire du décret du 28 mars 1977 ; le nouveau mode de calcul est plus favorable que la référence aux salaires dans les entreprises de métallurgie de la région parisienne ; les mesures prises en faveur des ouvriers des armées ; maintien de l'emploi pour les personnels des arsenaux.

— **M. Bégault (n° 37592) : Restrictions de crédits dans la gendarmerie** [29 avril 1977] (p. 2338) : augmentation de 11,4 % des crédits de fonctionnement de la gendarmerie en 1977 ; économie de carburant demandée à la gendarmerie sans compromettre l'accomplissement de ses missions prioritaires.

— **M. Zuccarelli (n° 38261) : Transfert à Ajaccio du commandement militaire de la Corse** [27 mai 1977] (p. 3180) : création de la région Corse le 31 décembre 1975 et de la division militaire territoriale en mars 1976 ; dispositions de l'ordonnance de 1959 et du décret du 12 octobre 1967 prévoyant de rapprocher les autorités militaires des autorités civiles concernées par l'organisation de la défense ; aucune décision n'a encore été prise.

— **M. Frédéric-Dupont (n° 38265) : Indemnités de la garde républicaine de Paris** [27 mai 1977] (p. 3181) : la garde républicaine de Paris bénéficie des mêmes avantages que la

gendarmerie départementale pour les indemnités de tournée.

— **M. Dronne (n° 38776) : Revalorisation de la condition militaire** [24 juin 1977] (p. 4212, 4213) : l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne ; l'important reclassement dans les échelles de soldes opéré par la réforme de 1976 ; les problèmes des échelons des sous-officiers et des retraités.

En qualité de secrétaire d'Etat aux anciens combattants :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Audinot : Attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre** [7 décembre 1977] (p. 8343) : l'impossibilité d'attribuer automatiquement la carte de combattant à tous les prisonniers de guerre ; l'action des commissions départementales.

— **M. Brocard : Commission tripartite des anciens combattants** [21 décembre 1977] (p. 9143) : mise en place de cette commission dans les prochains jours.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant (n° 281)** [10 mai 1973] (p. 1141) : rappelle l'action de la V^e République en faveur des anciens combattants, le malaise et les revendications des anciens combattants ; leur souci de considération et de dignité ; évoque leurs grandes préoccupations ; l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; le problème particulier des harkis ; le malentendu en matière d'indexation des pensions ; la nécessité de la concertation, la levée des forclusions ; la retraite à soixante ans pour les anciens prisonniers de guerre ; la situation des anciens prisonniers d'Indochine ; propose que le 8 mai soit une journée civique ; souhaite l'égalisation de la retraite indexée et de la retraite forfaitaire.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3986) : accueil favorable aux amendements présentés tant par l'association permanente des chambres de commerce que par la commission spéciale ; orientation fiscale du projet ; souhaite, dès 1974, un abattement d'assiette de 20 % sur les revenus de 1973 ; remplacement de la patente ; orientation sociale du projet ; estime que les retraites doivent être exonérées des cotisations maladie ;

estime indispensable que l'harmonisation des prestations sociales s'achève avec le VI^e Plan ; rattrapage en trois étapes des prestations versées au titre de l'assurance vieillesse ; souhait des petits commerçants que soient créées deux sections au sein des chambres de commerce ; commission de développement de l'urbanisme commercial ; estime qu'il faudrait laisser à cette commission le soin de fixer le seuil de sa compétence, les surfaces limites souhaitables étant infiniment variables selon les lieux et les professions ; loyauté des prix ; création, développement et modernisation des entreprises ; (p. 3987) : propos de Saint-Exupéry dans *Le Petit Prince*.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Agriculture et développement rural, FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5271) : non-application de la parité entre enseignements privé et enseignement public ; bonifications d'intérêt du crédit agricole ; demandes supérieures aux possibilités des crédits (installation des jeunes ; développement de l'élevage) ; retard dans les équipements intéressant le cadre de la vie en milieu rural ; situation des équipements dans le département de Haute-Saône ; habitat rural et bâtiments d'élevage, champ d'application de l'IVD ; taux des cotisations accidents du travail ; encouragement à la production des petits fruits ; culture de la framboise dans la région sous-vosgienne, relèvement du prix d'intervention de la viande bovine ; suggère que la viande de porc relève de l'office de la viande ; gravité de la situation du lait en Franche-Comté ; demande que soit accordée d'urgence une aide spécifique à la qualité complétée par des aides de restructuration ; convention en instance entre le FORMA et le groupement d'intérêts économiques de Franche-Comté, tonnage de l'emmental commercialisé au détail.

Dépenses militaires (art. 20 et 21), budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46, rapporteur pour avis [8 novembre 1973] (p. 5394) : dépense de matériel de la section air ; application de la loi de programme ; TVA sur le coût des fabrications aéronautiques ; son inactuels ; effort sur la DCA limité au programme sol-air à courte portée ; situation des personnels ; sous-officiers spécialistes de l'armée de l'air ; mesure catégorielles en leur faveur ; conditions de vie dans les unités ; (p. 5395) : remise en question de l'utilité de l'armée ; soutien moral de la nation ; sa référence à une visite d'une délégation de la commission dans une école d'officiers près de Moscou ; crédits nécessaires pour compléter les mesures catégorielles.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5521) : évoque les cinq questions qui ont été réglées en 1973 et qui concernent les anciens d'Afrique du Nord ; les forclusions ; la retraite professionnelle à 60 ans ; la pathologie des anciens prisonniers et des internés ; évoque les revendications de l'UFAC ; le rapport constant ; la mise à parité de la retraite du combattant ; la pension des veuves de guerre ; (p. 5522) : les ascendants ; la proportionnalité des pensions ; demande qu'au plus tard en 1978 tous les anciens combattants bénéficient de la retraite forte. **Examen des crédits** (p. 5540) : **Etat B** : déclare qu'il votera contre l'amendement de la commission des finances et de M. Ginoux tendant à réduire les crédits.

— **Projet de loi relatif aux combattants d'Afrique du Nord (n° 723). Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6831) : réactions de son groupe devant le projet ; critères d'attribution, contenu des décrets d'application ; (p. 6832) : titre de reconnaissance de la nation ; revendications des autres anciens combattants ; proposition de conciliation de son groupe en ce qui concerne l'article 4 ; titre de reconnaissance de la nation et bénéfice de la retraite mutualiste bonifiée par l'Etat.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6033) : la situation de la Haute-Saône ; les coûts de production ; l'inquiétude des agriculteurs ; garantir le prix du lait et organiser le marché ; (p. 6034) : les moyens de l'ONIBEV ; la cotation de la viande ; le stockage et l'aide à l'exportation ; le remboursement de la TVA ; l'enseignement ; la conférence annuelle agricole ; l'enseignement privé ; les SAFER ; le remembrement ; l'assainissement et l'électrification rurale en Haute-Saône ; créer une organisation rationnelle des marchés des productions animales.

Dépenses militaires. Budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur pour avis [12 novembre 1974] (p. 6173) : la crise des effectifs ; les rémunérations ; la prime de technicité ; les carburants ; les vols d'entraînement ; le futur avion de combat ; la part du PNB consacrée à la défense ; avis favorable de la commission de la défense nationale.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6300) : vigilance à l'égard des décrets d'application relatifs à la loi reconnaissant aux anciens d'Afrique du Nord la qualité d'ancien

combattant ; le rapport constant reste la pièce maîtresse du contentieux ; les maladroites et les erreurs des commissions de réforme.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [30 octobre 1975] (p. 7609) : l'insuffisance des crédits de fonctionnement et des crédits d'équipement ; le cas des carburants opérationnels, de l'entretien programmé des matériels et du fonctionnement des bases ; (p. 7610) : l'atteinte portée à la capacité opérationnelle de l'armée de l'air ; la révision des programmes inscrits au titre V ; la nécessité d'une force aérienne efficace ; l'amélioration de la condition militaire aux dépens de la capacité des forces.

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7686) : l'application du rapport constant ; augmenter les pensions des veuves ; aligner la retraite 1939-1945 sur celle de 1914-1918 ; la carte de combattant conférée aux anciens d'Afrique du Nord ; le contingent supplémentaire des « légions d'honneur » en faveur des anciens de 1914-1918.

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7901) : attire l'attention sur les problèmes posés par la formation des jeunes agriculteurs ; déplore la faible indemnité d'abatage en cas de brucellose et l'insuffisance des aides au contrôle laitier ; le prix indicatif communautaire du lait devrait être considéré comme le prix minimum perçu par les producteurs ; demande une régularisation du marché et une stabilisation du cours du bois ; (p. 7902) : s'étonne que les CUMA continuent d'être exclues du bénéfice du décret relatif à l'encouragement de l'élevage ; le remembrement en Haute-Saône.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise (n° 2275)** [11 mai 1976] (p. 2885) : les relations humaines, élément primordial et des plus difficiles à réaliser dans une entreprise ; faire en sorte que la participation des travailleurs soit effective ; les répercussions sur la taille des entreprises, sur l'efficacité du syndicalisme ; le besoin de considération du personnel d'une entreprise.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7376) : la retraite des combattants ; le rap-

port constant ; les pensions des veuves ; la carte du combattant pour les anciens d'Afrique du Nord ; (p. 7377) : le 8 mai ; la Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918 ; les conseils de réforme.

Agriculture, FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7541) : les déceptions et les inquiétudes de la Haute-Saône ; ses espoirs ; la sécheresse ; la baisse des revenus agricoles ; la diminution des productions, de la qualité du lait et des fromages, du cheptel ; (p. 7542) : les revenus agricoles et les possibilités de modernisation gravement hypothéqués en 1977 ; la nécessité de verser rapidement les indemnités ; l'insuffisance des crédits à taux bonifié pour les investissements fonciers et les GAEC ; les prêts « calamités » ; le retard apporté dans l'instruction des dossiers ; la Haute-Saône ; les fromages de garde ; Emmenthal et Comté, le SIGF ; la régulation de la production laitière ; l'autorégulation en Franche-Comté ; accroître nos exportations ; les tourteaux ; les problèmes des organismes d'élevage ; maintenir un cheptel de qualité ; la brucellose ; les décisions de la conférence annuelle ; l'insuffisance des crédits destinés à l'équipement rural ; la diminution des surfaces remembrées ; l'électrification rurale ; l'importance de la formation des futurs agriculteurs ; l'enseignement public et privé ; un budget de misère ; le BEPA, un niveau minimum ; la carte scolaire.

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour la section air [8 novembre 1976] (p. 7725) : la part de la section air dans le budget des armées ; les forces aériennes du pacte de Varsovie ; (p. 7726) : la perte chronique de pouvoir d'achat de l'armée de l'air ; l'activité aérienne ; l'entretien des matériels ; la capacité opérationnelle de l'armée ; la situation actuelle ; une commande, en 1977, de dix Mirage F 1 ; le Mirage 2000 ; les Alphajet ; les Transall, les Mirages F 1.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8005) : la revalorisation du travail manuel ; les causes de la désaffectation pour le travail manuel : sa destination, sa nature, sa « pénibilité » ; (p. 8006) : son déroulement, son ambiance, ses conséquences sociales ; le domaine de l'enseignement ; une action menée dans trois directions : les salaires, les conditions de travail et la psychologie ; les problèmes d'organisation ; l'inquiétude des responsables quant à la recherche de la taille optimale de l'entreprise ; les horaires flexibles ; les deux aspects de la participation ; la transformation des relations humaines et les stages de formation ; la revalorisation du travail manuel impose un choix politique (p. 8007) et philosophique ; un besoin de considération ; Léon-Paul Fargue.

1977

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense :

— **Projet de loi relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de pension de retraite des militaires originaires du territoire français des Afars et des Issas (n° 2915).** **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3339) : l'objet du projet de loi ; la radiation des cadres des militaires originaires du TFAI ; les conditions d'indemnisation des services rendus à la France. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3340) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement de M. Béraud. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4340) : l'accord du Gouvernement sur l'article 7 nouveau.

— **Proposition de loi tendant à accorder la qualité de pupille de la nation aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix (n° 1526).** **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4376) : l'opposition du Gouvernement à la première proposition de M. Pignion ; la réforme du fonds de prévoyance militaire et du fonds de prévoyance de l'aéronautique militaire ; la sécurité dans l'armée ; les crédits affectés à l'action sociale des armées. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4376) : son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 3 : caractère contractuel de l'engagement d'un militaire ; adopté. **Article 2** (p. 4377) : son amendement n° 4 : fixation à deux ans de l'antériorité des accidents à la date de la promulgation de la loi ; repoussé.

En qualité de secrétaire d'Etat aux anciens combattants :

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6819, 6820) : l'action de ses prédécesseurs au secrétariat d'Etat aux anciens combattants ; la parité des retraites de combattant ; la question de la retraite professionnelle ; le relèvement du plafond de la retraite mutualiste ; l'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; les problèmes des mentions de la carte du combattant d'Afrique du Nord ; le bénéfice de la campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord ; (p. 6821) : l'attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens prisonniers de guerre ; les critères d'attribution de la carte du combattant ; refuser la dévaluation de la carte du combattant ; la satisfaction des revendications des anciens prisonniers de guerre ; le problème des évadés par l'Espagne ; l'actualisation du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; le pourcentage minimal

d'indemnisation du personnel dit « hors guerre » ; le problème des ascendants ; le cas des pupilles de la nation majeurs ; (p. 6822) : la situation des descendants ; le sort des pupilles de la nation ; la représentation des anciens combattants au Conseil économique et social ; la situation des patriotes résistants à l'occupation ; la suppression des forclusions ; le problème du rapport constant ; la reprise de la concertation tripartite ; l'abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge d'accès des veuves à l'indice 500 du taux de pension ; (p. 6823) : le problème des veuves ; l'attribution d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur pour les anciens combattants de 1914-1918 ; la commémoration du 8 mai 1945 ; la proportionnalité des pensions ; leur mensualisation ; l'action sociale des services départementaux de l'office des anciens combattants ; les missions de l'office national ; l'humanisation et la rénovation de l'institution nationale des invalides ; la mission ORESTI ; la gestion informatisée des pensions ; (p. 6924) : l'aide aux handicapés ; l'appareillage ; les antennes mobiles ; l'accueil et les honoraires des médecins des centres de réforme ; le budget pour 1978 ; les mesures nouvelles ; (p. 6825) : la reconnaissance des droits du combattant, gardien du souvenir ; le témoignage des anciens combattants ; les anciens combattants, garants du civisme à l'égard des jeunes Français. **Examen des crédits. Article 71** (p. 6826) : demande la réserve de l'article 71 ; réservé.

BEULLAC (Christian)

Ministre du travail du 28 août 1976 au 29 mars 1977 et du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé ministre du travail (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 (*J.O.* du 28 août 1976) (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du travail (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 (*J.O.* du 30 mars 1977) (p. 1741).

Est nommé ministre du travail (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 (*J.O.* du 31 mars 1977) (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du travail (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 (*J.O.* du 1^{er} avril 1978) (p. 1407).

DÉPOTS

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° 2755) [2 avril 1977].

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° 2830) [27 avril 1977].

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° 2871) [12 mai 1977].

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° 2934) [27 mai 1977].

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° 3203) [7 novembre 1977].

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° 3207) [9 novembre 1977].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° 3266) [29 novembre 1977].

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle** (n° 3355) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

En qualité de ministre du travail :

• *Réponses aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Darinot : Filiale du CEA** [6 octobre 1976] (p. 6382) : les raisons de la filialisation du traitement des matières nucléaires ; les problèmes de sécurité restent du domaine du seul CEA.

— **M. Depietri : Catastrophe de Merlebach** [6 octobre 1976] (p. 6383) : les enquêtes en cours ; les règlements de sécurité dans les mines.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Cousté (n° 28964) : Comités départementaux de promotion de l'emploi** [8 octobre 1976] (p. 6485) : la création d'emplois nouveaux ; l'action d'information auprès des chefs d'entreprise ; les études sur la situation de l'emploi au niveau départemental ; la formation professionnelle.

— **M. Glon (n° 31547) : Revalorisation des allocations familiales** [8 octobre 1976] (p. 6486, 6487) : l'effort régulier d'augmentation des allocations familiales ; les aides spécifiques apportées aux familles en diffi-

culté ; la politique globale de la famille (amélioration du niveau de vie, statut de la mère de famille).

— **Mme Chonavel (n° 31778) : Difficultés des familles à l'occasion de la rentrée scolaire** [8 octobre 1976] (p. 6488) : la politique réaliste du Gouvernement ; l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire touchant près de 3 millions d'enfants.

— **M. Crespin (n° 30636) : Réglementation de la fermeture des magasins** [8 octobre 1976] (p. 6488, 6489) : les dispositions du code du travail relatives à la fermeture dominicale des magasins ; les réclamations des petits commerces de détail de l'ameublement ; la recherche d'une solution conciliant les revendications des grandes surfaces et celles des petits commerçants.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ferretti : Indemnisation du chômage conjoncturel partiel** [13 octobre 1976] (p. 6545) : reconduction de la convention cadre du 25 septembre 1975 entre l'Etat et l'union des industries métallurgiques et minières.

— **M. Claude Weber : Remboursement des actes paramédicaux** [13 octobre 1976] (p. 6548) : le relèvement du ticket modérateur pour certains actes paramédicaux entraîné par la situation dramatique de la sécurité sociale.

— **M. Sénès : Licenciements dans l'Hérault** [13 octobre 1976] (p. 6550) : la situation préoccupante de l'emploi dans l'Hérault ; précisions sur plusieurs entreprises en difficulté à la Tour-sur-Orb, Lunel, Montpellier et Sète.

— **M. Allainmat : Personnels des caisses du régime des non-salariés** [10 novembre 1976] (p. 7884) : les négociations en cours entre la CANAM et divers organismes conventionnés.

— **M. Gau : Compressions de personnels et diminution du montant des cotisations d'assurance chômage** [24 novembre 1976] (p. 8637, 8638) : la priorité donnée par le Gouvernement à la lutte contre la hausse des prix ; les avantages du système d'indemnisation dont bénéficient les chômeurs ; les responsabilités de ceux qui s'opposent au plan de lutte anti-inflation.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Gantier (n° 33499) : Amélioration de la fécondité** [26 novembre 1976] (p. 8771, 8772) : interruption du mouvement de baisse de la natalité.

— **M. Hamel (n° 33532) : Accidents du travail** [26 novembre 1976] (p. 8773) : publication au *Journal officiel* avant la fin de l'année des principales dispositions de la loi

relative à la prévention des accidents du travail ; renforcement des moyens de l'inspection du travail ; les actions menées dans la région Rhône-Alpes ; publications dans les trois mois du décret d'application relatif aux chantiers publics.

— **M. Philibert (n° 33579) : Situation financière de l'université de Provence** [26 novembre 1976] (p. 8773, 8774) : la mission d'information dont un inspecteur général de l'administration a été chargé en liaison avec le recteur d'académie ; l'augmentation des crédits de cette université pour 1976 alors que les effectifs des étudiants avaient diminué ; la décision du conseil de surseoir à la fermeture de l'université.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Vacant : Laboratoires pharmaceutiques Réty-Mauvernay à Riom** [1^{er} décembre 1976] (p. 8850) : refus de vingt-sept licenciements par l'inspection du travail ; reclassement par l'agence nationale pour l'emploi des travailleurs licenciés.

— **M. Desanlis : Licenciements à l'entreprise Rollet de Vendôme** [8 décembre 1976] (p. 9069) : modernisation et restructuration nécessaires de l'industrie de la machine-outil ; gestion défectueuse de la société Rollet ; recherche d'une solution industrielle viable.

— **M. Fiszbin : Situation des travailleurs du « Parisien libéré »** [8 décembre 1976] (p. 9073) : son souci de permettre la conciliation ; la désignation de M. Mottin comme médiateur ; les efforts du ministre de l'industrie pour faire rapatrier les travaux d'imprimerie effectués à l'étranger.

— **M. Millet : Situation de l'emploi à Decazeville** [8 décembre 1976] (p. 9074) : examen par les pouvoirs publics de la situation des aciéries et usines métallurgiques de Decazeville.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Ducoloné (n° 33637) : Situation des personnes âgées** [10 décembre 1976] (p. 9239, 9240) : augmentation du minimum vieillesse de 77 % en trois ans ; la revalorisation régulière des prestations minimales de base est préférable à l'octroi d'une prime de fin d'année.

— **M. Charles Bignon (n° 33841) : Application des dispositions de la loi Royer relatives à la sécurité sociale des commerçants et artisans** [10 décembre 1976] (p. 9241) : les seules disparités subsistant entre les commerçants et artisans et les salariés : allocation de salaire unique, allocation de la mère au foyer, allocations familiales ; l'aménagement des charges sociales des entreprises ; le pro-

blème général de l'équilibre de la sécurité sociale.

— **M. Poutissou (n° 33988) : Licenciements à la société Cincinnati-Milacron** [10 décembre 1976] (p. 9242, 9243) : les difficultés de l'unité de production d'Arnas-Villefranche ; l'amélioration de l'activité de l'usine d'Allières.

• à la question au Gouvernement de :

— **Mme Chonavel : Primes de fin d'année aux familles** [15 décembre 1976] (p. 9416) : la politique familiale du Gouvernement ; augmentation des allocations familiales, revalorisation des différentes prestations familiales.

• à la question orale sans débat de :

— **Mme Moreau (n° 34255) : Conséquences du plan Barre pour les familles modestes** [17 décembre 1976] (p. 9608, 9609) : la volonté du Gouvernement d'améliorer le sort des familles modestes et de restaurer le plein emploi ; vote du groupe communiste contre les projets destinés à améliorer la situation des travailleurs.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Lucas : Chômage** [6 avril 1977] (p. 1576) : conteste les chiffres avancés par l'auteur de la question ; la politique de redressement économique du Gouvernement, seule apte à améliorer la situation de l'emploi.

— **M. Lebon : Situation de l'emploi en Lorraine** [13 avril 1977] (p. 1754) : les possibilités de développement offertes par la vallée de la Meuse (agglomérations équipées de zones industrielles bien aménagées) ; mesures envisagées par le Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes.

— **M. Millet : Licenciements à l'entreprise Furnon (Gard)** [20 avril 1977] (p. 1954) : l'intervention de l'inspecteur du travail pour faire respecter la réglementation en vigueur.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Daillet (n° 37373) : Problème de l'emploi** [22 avril 1977] (p. 2108) : l'action du Gouvernement inspirée par le souci de décentralisation ; la réalisation souhaitable d'expériences analogues à celles du président Edgar Faure en Franche-Comté ; un choix de civilisation ; orientation nouvelle de la consommation caractérisée par l'augmentation des dépenses d'intérêt collectif ou recherche de la progression du niveau de vie dans un sens classique.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. A. Terrenoire : Licenciements aux Ateliers roannais de constructions textiles** [4 mai 1977] (p. 2421) : conditions de emploi des travailleurs licenciés ; embauche à l'arsenal de Roanne ; application de la législa-

tion de protection sociale ; promotion de l'emploi dans la région.

— **M. Claudius-Petit : Respect de la liberté du travail** [4 mai 1977] (p. 2421) : la récente grève de l'EDF et de GDF perturbant gravement l'économie du pays pendant une journée ; le Gouvernement mettra en jeu les moyens légaux permettant de faire face à un renouvellement de ces actions.

• aux questions orales sans débat de :

— **M. Frédéric-Dupont (n° 36767) : Utilisation d'un immeuble de la médecine du travail** [6 mai 1977] (p. 2559) : la prise de possession de cet immeuble par le ministère du travail après le départ de la caisse nationale d'assurance maladie des familles salariées ; l'étude qui sera faite pour remédier à la situation d'abandon actuelle.

— **Mme d'Harcourt (n° 37616) : Résorption du chômage des cadres** [6 mai 1977] (p. 2560, 2561) : l'avantage relatif des cadres par rapport aux autres demandeurs d'emploi ; les nouvelles agences « cadres » créées par l'ANPE ; les facilités accordées aux cadres voulant créer une entreprise ou entrer dans la fonction publique.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Gau : Fermetures d'entreprises et licenciements dans la région Rhône-Alpes** [17 mai 1977] (p. 2641) : la loi du 3 janvier 1975 ; l'impossibilité pour le Gouvernement de bloquer des licenciements justifiés pour une raison économique valable.

— **M. Andrieux : Aide publique en faveur des demandeurs d'emploi** [11 mai 1977] (p. 2642) : le réajustement régulier de l'allocation d'aide publique ; l'effort budgétaire consacré aux mesures prises pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

— **M. Gouhier : Gratuité des transports pour les chômeurs** [11 mai 1977] (p. 2643) : conteste le pourcentage relatif au nombre de chômeurs percevant 90 % de leur salaire.

— **M. Mexandeau : Politique du groupe Hersant** [18 mai 1977] (p. 2807, 2808) : installation éventuelle par le groupe Hersant d'une imprimerie dans le Nord employant du personnel français ; les transferts d'emplois de la région parisienne vers la province ; le rôle joué par le ministère du travail pour protéger les travailleurs et les délégués du personnel.

— **M. Bouilloche : Conséquence à tirer de la grève du 24 mai** [25 mai 1977] (p. 2999) : les impératifs de la lutte contre la hausse des prix et le chômage ; poursuite du dialogue avec les syndicats.

— **M. Ducoloné : Grève générale du 24 mai** [25 mai 1977] (p. 2999, 3000) ; im-

possibilité de remettre en cause les dispositions approuvées par le Parlement tendant à redresser l'économie et à améliorer la situation de l'emploi ; poursuite du dialogue social et de la concertation.

— **M. Degraeve : Représentation du personnel au sein des entreprises** [1^{er} juin 1977] (p. 3260) : nécessité, en matière d'élections professionnelles, d'apprécier la représentativité au niveau de l'entreprise ; résultats obtenus par les organisations représentatives et les non-syndiqués pour l'ensemble des collèges électoraux professionnels.

— **M. Caillaud : Embauche de jeunes et contrat emploi-formation** [8 juin 1977] (p. 3498) : cumul des avantages prévus par le décret du 31 mars 1976 (contrats emploi-formation) avec ceux de la loi tendant à favoriser l'emploi des jeunes (exonération des cotisations patronales).

— **M. Millet : Situation à l'entreprise Furon** [15 juin 1977] (p. 3798) : l'implantation d'une section syndicale refusée par les deux tiers des ouvrières ; les instructions données à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre ; application de la réglementation en vigueur, relever les infractions au code du travail.

— **M. Labbé : Aménagement de la préretraite** [5 octobre 1977] (p. 5843) : durée limitée de l'accord du 13 juin 1977 ; ses objectifs différents de ceux du système de la préretraite ; les problèmes d'harmonisation.

— **M. Wagner : Chômage technique et indemnité compensatoire** [19 octobre 1977] (p. 6342, 6343) : attachement du Gouvernement à l'accord passé entre les partenaires sociaux ; mesures prises contre les fraudeurs ; augmentation du nombre des enquêteurs à l'agence nationale pour l'emploi, radiation des aides publiques lorsque des abus étaient relevés ; possibilité pour les partenaires sociaux d'organiser une solution relative à l'indemnité compensatoire.

— **M. Forni : Familles de travailleurs immigrés** [26 octobre 1977] (p. 6644) : éviter l'importation de chômeurs supplémentaires ; possibilité pour les épouses d'immigrés de rejoindre leurs maris sans obtenir de carte de travail.

— **M. Maurice Andrieux : Application de la loi du 5 juillet 1977 sur l'emploi des jeunes** [2 novembre 1977] (p. 6838) : la politique du Gouvernement en faveur de l'emploi et de la formation des jeunes.

— **M. Bardol : Aciéries de Paris-Outreau** [9 novembre 1977] (p. 7221) : rémunérations des stagiaires ; situation du stagiaire à Creusot-Loire qui avait bénéficié avant d'une embauche limitée (question de M. Andrieux).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Dupuy (n° 42456) : Pressions exercées sur les inspecteurs du travail** [25 novembre 1977] (p. 7964, 7965) : l'objectivité exigée par les missions des inspecteurs du travail ; l'enquête relative à Mme Reverdy ; nécessité de prendre des sanctions contre les inspecteurs refusant systématiquement tout licenciement.

— **M. Fanton (n° 42051) : Alimentation en eau de la région parisienne** [25 novembre 1977] (p. 7966, 7967) : température de la réserve d'eau d'origine albienne ; possibilité d'effectuer des forages en faisant preuve de prudence ; études relatives au renouvellement de cette eau.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Eyraud : Licenciements à l'entreprise Soleillant-Distribution** [30 novembre 1977] (p. 8050) : la protection des travailleurs licenciés pour raison économique ; le rôle de l'inspection du travail.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Le Meur (n° 42722) : Difficultés des travailleurs** [2 décembre 1977] (p. 8228) : l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs en 1977 ; la réduction des écarts de revenus ; la diminution de l'inflation.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Claudius-Petit : Droit de grève et liberté du travail** [7 décembre 1977] (p. 8337) : l'exercice du droit de grève inséparable de l'exercice de la responsabilité ; le détournement du droit de grève par les dirigeants syndicaux.

— **M. Feit : Grèves « sauvages » à Electricité de France** [7 décembre 1977] (p. 8338) : l'opinion publique, seule juge des abus en matière d'exercice du droit de grève ; les dangers d'un exercice incontrôlé de ce droit.

— **M. Naveau : Aide aux travailleurs privés d'emploi** [7 décembre 1977] (p. 8342) : l'amélioration de l'aide au chômage n'est possible qu'avec l'accord des partenaires sociaux.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Sudreau (n° 42877) : Emploi des jeunes** [9 décembre 1977] (p. 8520, 8521, 8522) : bilan de la loi du 5 juillet 1977 en faveur de l'emploi ; la réforme Haby ; ouverture de l'école sur la réalité de l'entreprise ; coordination créée entre les ministères de l'éducation et du travail ; assurer une meilleure liaison entre l'emploi et la formation au niveau régional et départemental ; promotion du travail manuel.

— **M. Xavier Deniau (n° 42604) : Doctrine du ministère du travail en matière de licenciements** [9 décembre 1977] (p. 8523,

8524) : situation de l'établissement de Chalette-sur-Loing, près de Montargis ; vérification de la loi du 3 janvier 1975 relative aux licenciements collectifs pour cause économique ; prise en considération de l'ensemble des problèmes économiques nationaux et internationaux ; les contacts pris avec les responsables des entreprises multinationales (cas de Montefibre).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Rieubon : Grève à l'usine Naphta-Chimie de Martigues-Lavéra** [14 décembre 1977] (p. 8705, 8706) : la baisse des commandes ; la majorité du personnel s'est prononcée contre la grève ; recherche d'une solution de conciliation par l'inspection du travail.

— **M. Frelaut : Licenciements à la société Ericsson** [14 décembre 1977] (p. 8706) : conditions du transfert de l'atelier de fabrication de Colombes à Cergy-Pontoise.

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail (n° 2209). Commission mixte paritaire** [27 octobre 1976] (p. 7097) : son amendement n° 1 : l'adaptation des dispositions sur les CHS aux mines afin de compléter l'action des délégués mineurs et des délégués permanents de la surface ; une réaction conforme au code du travail minier ; les aspects spécifiques de la médecine et de l'inspection du travail dans les mines ; amendement n° 1 adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Travail [15 novembre 1976] (p. 7993) : un budget en augmentation et constitué aux deux tiers par les dépenses d'intervention ; la création d'emplois supplémentaires d'inspecteur du travail ; l'augmentation des crédits destinés à prévenir les licenciements ; les masses énormes mises en œuvre par la sécurité sociale ; informer clairement et exactement les Français ; rappeler, donner ou rendre les responsabilités qui doivent être exercées par les différents partenaires du concert social ; l'évolution de l'emploi ; quatre données fondamentales : les entreprises qui créent l'emploi, la marge d'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi, les solutions tronquées d'une efficacité contestable, l'intégration dans nos réflexions des problèmes posés par les travailleurs immigrés ; (p. 7994) : l'amélioration du dispositif de connaissance de l'emploi ; développer les moyens de rapprochement des offres et des demandes d'emploi ; l'ANPE ;

l'association pour la formation professionnelle des adultes ; les effectifs de l'ANPE ; instauration au niveau régional d'une coordination étroite de l'ANPE et de l'AFPA ; poursuivre et développer les mesures d'incitation destinées à favoriser la création d'emplois et à éviter les licenciements ; le cas de l'artisanat ; réexamen complet des règles d'indemnisation de l'aide au chômage ; les conditions de travail ; créer une dynamique et veiller à l'entière utilisation des possibilités offertes par la législation actuelle ; la politique contractuelle ; la réduction de la durée du travail et le repos compensateur ; la mensualisation ; le problème des accidents du travail ; (p. 7995) : la réforme de l'entreprise ; l'expression des salariés dans l'entreprise et le rôle économique du comité d'entreprise ; le projet de loi concernant la définition d'un bilan social ; l'affaire de la sécurité sociale ; les mesures prises pour préserver l'équilibre financier ; les améliorations apportées au système ; l'évolution défavorable des structures démographiques de la population française ; l'organisation financière de la sécurité sociale ; la large campagne d'information menée par le Gouvernement ; une prise de conscience générale et un changement des comportements, dernière chance de la sécurité sociale ; la condition démographique de la France ; une politique familiale ; (p. 7996) : la volonté du Gouvernement de contribuer à l'évolution des rapports sociaux de notre pays ; sa foi dans l'information ; (p. 8029) : la revalorisation du travail manuel ; la réglementation des cumuls emploi-retraite ; la carrière des officiers et sous-officiers ; l'emploi des handicapés ; l'adaptation de la formation scolaire et universitaire ; la faiblesse des moyens des services du ministère du travail ; l'inspection du travail ; la convention collective nationale des services autonomes de médecine du travail ; le décret relatif au service de médecine du travail ; la protection des veuves ; les problèmes de réglementation et de dimension des entreprises ; la loi sur les handicapés ; (p. 8030) : le budget de programme, un document essentiellement explicatif ; les entreprises qui créent l'emploi ; le taux de l'aide publique aux travailleurs sans emploi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger (n° 2553). Discussion générale** [8 décembre 1976] (p. 9078) : la concertation ; les Français à l'étranger ; le principe de la territorialité des lois ; une situation peu satisfaisante ; (p. 9079) : un idéal inaccessible ; des améliorations de caractère limité et expérimental ; le droit aux prestations en espèces maladie maternité des salariés expatriés. **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9084) :

s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Legrand ; (p. 9085) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Legrand. **Article 5** (p. 9086) : indique que le Gouvernement est d'accord et accepte par avance les amendements de la commission à l'article 5.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française (n° 2809)** [19 avril 1977] (p. 1913) : le niveau des suppressions d'emplois envisagées ; l'initiative du Gouvernement de prendre des dispositions contractuelles ; la procédure de concertation ; le caractère interprofessionnel et national de la solidarité qui doit être mise en œuvre ; la protection contre le risque de chômage ; l'instauration d'une allocation spéciale d'attente ; (p. 1914) : la situation des travailleurs immigrés ; indique que ce n'est qu'à l'issue des négociations qu'il autorisera des licenciements ; le contrôle par le Gouvernement de l'exécution des dispositions arrêtées ; la mobilisation de l'appareil public des aides et à l'adaptation géographique ; l'impérieux besoin d'adaptation de la sidérurgie française.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise (n° 2755). Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2650) : le rapport Sudreau ; l'opportunité de délibérer sur le projet de loi ; le sort des sans emploi ; l'amélioration de la situation des salariés ; les conséquences de l'institution d'un bilan social ; (p. 2651) : les principaux traits du projet de loi ; un document décrivant la situation sociale de l'entreprise ; un document rétrospectif ; un document descriptif ; un document récapitulatif ; le rôle imparti au bilan social ; l'exercice des responsabilités ; le développement de l'information et du contrôle au sein de l'entreprise ; l'équivalence du bilan social à une loi de règlement ; l'amélioration de la discussion des problèmes sociaux ; la réalisation des obligations en matière de programmation sociale ; les principales critiques formulées à l'encontre du projet ; le champ d'application du projet ; (p. 2652) : le refus d'une période d'expérimentation ; l'imposition du bilan social à des entreprises de plus de cinquante salariés ; le rapport existant entre le contenu du bilan social et la base de l'entreprise ; la motivation du choix gouvernemental de fixation du seuil d'application à 750 salariés ; l'application du bilan social dans le secteur public ; le caractère composite du secteur public ; la procédure prévue par le projet de loi ; la garantie de la véracité des informations ; la soumission du bilan social au comité d'entreprise ; l'absence de sanction pénale en cas de non-communication des informations obligatoires ; (p. 2653) : les diffé-

rences des listes d'indicateurs d'une branche à l'autre ; le réalisme de l'ambition gouvernementale ; la concertation ; la double vocation de l'entreprise ; (p. 2661) : le caractère politique de l'intervention de M. Poutissou ; la collaboration de classe ; la nécessité d'une action progressive ; éviter de légiférer de façon surabondante ; l'amélioration dans le temps du bilan social ; la fixation des indicateurs par arrêté ministériel ; la présentation exclusive de données chiffrées ; la lenteur de la réforme de l'entreprise. **Discussion des articles. Article premier ; Article L. 438-1 du code du travail** (p. 2664) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Caille ; (p. 2665) : la non-application du texte relatif au bilan social aux entreprises de cinquante salariés ; la mobilité des travailleurs des petites vers les grandes entreprises ; (p. 2666) : l'opposition du Gouvernement aux propositions tendant à fixer à un niveau trop élevé le nombre des salariés à partir duquel le bilan social serait obligatoire ; l'intérêt des propositions tendant à introduire une progressivité dans l'application de la loi ; l'application des dispositions de la loi aux établissements dont l'effectif habituel est supérieur à 300 personnes ; l'exemple de la société Bâtimental ; les raisons qui militent en faveur du seuil de 750 salariés ; (p. 2667) : la notion d'effectif habituel ; la jurisprudence des tribunaux ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 31 de M. Gantier ; (p. 2668) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Caille ; les raisons qui expliquent le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Zeller. **Article L. 438-2 du code du travail** (p. 2669) : le caractère rétrospectif du bilan social ; le problème posé aux entreprises franchissant le seuil d'application de la loi ; la prise en compte dans le bilan social des données relatives aux travailleurs temporaires ; indique que le Gouvernement pourrait accepter la première partie du sous-amendement n° 24 de M. Gau à l'amendement n° 3 de M. Caille ; l'intégration dans le bilan social des données relatives aux travailleurs temporaires ; (p. 2670) : demande à M. Caille de retirer son amendement n° 4. **Article L. 438-3 du code du travail** : la fixation pour trois années des indicateurs pris en compte par le bilan social ; les garanties offertes par la procédure de l'arrêté ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Caille ; (p. 2671) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Caille ; le risque de confusion encouru en cas d'adoption de l'amendement n° 33 de M. Gantier. **Article L. 438-4 du code du travail** (p. 2672) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 25 de M. Gau ; l'accent qui doit être mis sur le bilan social au niveau de l'établissement ; la nécessité de

fixer un seuil plus bas pour les établissements ; le niveau des salariés à partir duquel le bilan social est obligatoire. **Article L. 438-5 du code du travail** : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 26 de M. Gau ; (p. 2673) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 27 de M. Gau ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 9 de M. Caille ; l'obligation de discrétion professionnelle ; la diffusion du bilan social parmi les membres de l'entreprise ; la recommandation adressée par le Gouvernement aux différentes organisations patronales de multiplier les occasions fournies aux salariés de faire connaître leur opinion sur leurs conditions de travail. **Article L. 438-6 du code du travail** (p. 2674) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Caille. **Article L. 438-8 du code du travail** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Caille. **Article L. 438-9 du code du travail** : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 13 de M. Caille. **Article 2** (p. 2675) : les conséquences de la suppression des sanctions en cas de non-respect de l'obligation de présentation du bilan social ; le caractère non exorbitant des pénalités prévues par l'article 2 du projet de loi ; indique que, sous réserve d'une adjonction, le Gouvernement se déclare favorable à l'adoption de l'amendement n° 18 de M. Bolo. **Article 3** : son amendement n° 34 rectifié ; modalités d'entrée en vigueur de la loi ; retiré. **Après l'Article 3** (p. 2676) : la non-application des dispositions relatives au bilan social à l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements publics administratifs ; les raisons de la non-application de la loi à ces organismes ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 28 de M. Gau. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4325) : le sentiment des chefs d'entreprise vis-à-vis du bilan social. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4326) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Gau ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Gau ; demande la réserve de l'amendement n° 8 de M. Caille ; la raison d'être de l'article L. 438-1 *bis* du code du travail ; l'application de la loi aux entreprises franchissant le seuil d'assujettissement au cours d'une année ; l'amendement de la commission proposant une nouvelle rédaction de l'article 3 ; (p. 4327) : l'exécution facile de l'article L. 438-1 *bis* du code du travail ; son amendement n° 16 : modalités de fixation de la liste des informations figurant dans le bilan social d'entreprise et d'établissement ; la fixation de la liste des informations par décret ; l'adaptation du nombre et de la teneur des informations à la taille de l'entreprise par arrêté ; les conditions de représentativité des organisations nationales ; adopté ; (p. 4328) :

la non-nécessité de l'aide d'un expert-comptable ; la participation des délégués syndicaux à la préparation du projet de bilan social. **Article 2** (p. 4329) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 7 de M. Bolo ; l'action du ministère du travail dans le cas des établissements Furnon ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 17 de M. Gantier. **Article 3** (p. 4330) : l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 5 de M. Gau ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption des amendements n° 8 de M. Caille et n° 15 de M. Gantier ; la difficulté de fixation du seuil d'application du projet de loi ; les dispositions adoptées par le Sénat ; l'entrée en vigueur de la loi ; l'application de la loi en période de croisière ; (p. 4331) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 15 de M. Gantier. **Article 4** : les raisons de l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 13 de M. Caille et n° 6 de M. Gau ; le droit à l'information des personnels de l'Etat ; s'engage à mener une réflexion sur la découverte de méthodes adaptées aux caractéristiques de la fonction publique.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 2871). Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3016) : le premier rang donné à l'emploi dans les préoccupations du Gouvernement ; les perspectives de l'emploi des jeunes ; les priorités retenues ; éviter de compromettre l'emploi à moyen terme ; le caractère non inflationniste des mesures prises ; le complément donné par les négociations entre organisations professionnelles et syndicales ; le dispositif du projet de loi ; la prise en charge par l'Etat des cotisations patronales de sécurité sociale ; ses objectifs ; la nécessité de l'efficacité et de la simplicité ; le bénéfice de la prise en charge ; la prévision de dispositions incitatives pour l'artisanat et le petit commerce ; la mise au point du projet de loi sur l'apprentissage ; les mesures proposées en faveur de la formation professionnelle et des stages pratiques dans l'entreprise ; les formules possibles ; la rémunération des stagiaires ; le financement du programme de formation de stages ; le prélèvement sur les salaires (p. 3017) : le maintien par les entreprises de la maîtrise de plus de la moitié du financement ; le financement du programme ; les mesures relatives à la mobilité des jeunes à l'étranger ; la prise de dispositions tendant à éviter les « voyages » ; l'accroissement de la présence française à l'étranger ; le contexte des mesures proposées en faveur de l'emploi ; la mutation structurelle de l'économie mondiale ; le refus d'une relance généralisée ; le taux comparé des demandeurs d'emplois dans les pays de la CEE ; le rétablissement des grands équilibres économiques ; la proposition par le Gouver-

nement d'un véritable pacte national pour l'emploi ; des mesures qui font appel à la concertation entre les partenaires sociaux ; le cas du départ en préretraite des salariés. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3019) : l'absence d'intention du Gouvernement de réduire les droits personnels de certains salariés ; la volonté gouvernementale d'éviter un accroissement de certaines charges non contributives ; demande un scrutin public lors du vote sur l'exception d'irrecevabilité. **Discussion générale** (p. 3029) : l'apprentissage ; l'habilitation des stages ; la nécessité de ne pas recourir simplement à des mesures à court terme ; indique qu'il est prêt à présenter à l'Assemblée le résultat des mesures prises par le Gouvernement ; la reconsidération par les partenaires sociaux de l'allocation différentielle ; le rapprochement des offres et des demandes par les agences pour l'emploi ; la création d'entreprises ; (p. 3030) : la sensibilité du Gouvernement aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes ; la montée de la demande de travail par les femmes ; les demandes du Parlement au sujet de la sécurité sociale ; s'oppose au monopole du ministère de l'éducation en matière de formation ; le cas des établissements Saint-Joseph ; le refus par l'opposition d'admettre la rentabilité des entreprises ; la présentation au Parlement d'un projet de loi simplifiant les démarches administratives des entreprises ; la protection sociale ; le cumul de la retraite et d'un emploi ; l'utilisation des établissements publics régionaux ; l'orientation professionnelle des jeunes ; l'article 3 du projet de loi ; la lutte contre l'inflation ; les problèmes d'exportation des PME ; les stages pratiques ; l'exagération des réticences des employeurs vis-à-vis des jeunes ; leur expatriation ; (p. 3031) ; le programme commun ; le problème du délai d'exécution de la loi. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 3031) : son amendement n° 31 : calcul des cotisations sur la base des taux de droit commun ; adopté ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Gissinger ; (p. 3032) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 24 de M. Delehedde ; accepte l'amendement n° 3 de M. Gissinger ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Gissinger ; est favorable à l'amendement n° 21 de M. Gissinger ; demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Gissinger et de l'amendement n° 25 de M. Delehedde ; l'éventuelle pénalisation des employeurs ; (p. 3033) : son amendement n° 32 : application des dispositions de l'article aux départements d'outre-mer dans des conditions définies par décret ; l'hostilité du Gouvernement au sous-amendement n° 38 de M. Besson ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 33 : calcul des cotisations sur la base des taux de droit commun ; adopté ; l'accep-

tation par le Gouvernement de l'amendement n° 6 de M. Gissinger ; (p. 3034) : refuse l'amendement n° 27 de M. Delehedde. **Après l'Article 2** : le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi visant à simplifier les modalités administratives et financières du recrutement des apprentis ; la réforme de l'apprentissage ; la complexité du problème du réaménagement de l'assiette des charges sociales des entreprises ; l'état des calculs effectués par le ministère des finances ; la saisine du dossier par le commissariat général du Plan ; (p. 3035) : indique que les études sur le sujet paraîtront au mois de septembre ; son amendement n° 42 : prolongation pendant six mois de la protection sociale, sous son régime ancien, de la personne ayant cessé ses études scolaires et universitaires ; la clarté de la rédaction de l'amendement n° 42 ; la généralisation effective de la sécurité sociale ; adopté. **Article 3** (p. 3036) : l'opposition de l'article 40 à la proposition de M. Gissinger ; la dotation des jeunes embauchés des mêmes droits qu'aux autres salariés de l'entreprise. **Article 4** (p. 3037) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 30 de M. Delehedde ; son amendement n° 34 : modalités d'acquittement de l'obligation de paiement de la majoration de la contribution obligatoire des employeurs à la formation professionnelle ; adopté ; son amendement n° 35 : ouverture au profit des stagiaires du bénéfice de la protection sociale ; l'amélioration de la protection sociale des stagiaires ; adopté ; (p. 3038) : son amendement n° 36 : modalités d'acquittement de la majoration exceptionnelle de la contribution des employeurs à la formation professionnelle ; les dispositions retenues par le groupe permanent pour l'emploi ; la réduction des délais d'habilitation à trois semaines ; adopté ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Gissinger ; son amendement n° 40 : modalités de report des excédents de dépenses constitués par les entreprises ; l'ambiguïté résultant de la formulation de l'amendement n° 11 de M. Gissinger ; devenu sans objet ; propose un sous-amendement à l'amendement n° 11 de M. Gissinger relatif au report éventuel des excédents constatés ; adopté ; (p. 3039) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 12 de M. Gissinger ; accepte l'amendement n° 13 de M. Gissinger ; les dispositions particulières dont bénéficient les trois départements de l'Est en matière de taxe d'apprentissage ; l'effort des employeurs des départements de l'Est en faveur des jeunes ; le caractère spécifique de la contribution exceptionnelle sur la taxe d'apprentissage ; l'exclusion des trois départements de l'application du programme d'action proposé par le Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Gissinger.

Article 5 (p. 3040) : accepte l'amendement n° 19 de M. Gissinger ; est favorable à l'amendement n° 15 de M. Gissinger.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° 2830). **Discussion générale** [6 juin 1977] (p. 3856) : l'importance de la présence de la mère au foyer ; le surcroît de charges provoqué par la naissance d'un enfant ; rendre la vie des mères de famille salariées plus facile ; l'interruption de l'activité professionnelle de la femme salariée pour élever un enfant ; le maintien des dispositions en vigueur dans quatre séries de cas ; les conditions de jeu de la priorité de réembauchage ; l'absence de contrainte pour l'employeur ; (p. 3857) : la notion de suspension de contrat de travail ; le caractère automatique de la reprise du travail pour le bénéficiaire du congé ; l'extension du droit nouveau au père ; la directive de la CEE sur l'égalité du traitement entre les hommes et les femmes ; le rejet par le Gouvernement de l'extension du droit au père ; les charges des entreprises ; la limitation de la portée du texte aux entreprises de deux cents salariés et plus ; l'abaissement ultérieur par voie réglementaire du seuil d'application du texte aux entreprises de cent salariés ; l'ouverture du droit nouveau aux salariés ayant un an d'ancienneté ; la réadaptation professionnelle des bénéficiaires du droit ; le découpage de la période de deux ans en quatre périodes successives de six mois ; (p. 3858) : la limitation de l'engagement de la salariée pour une période de six mois ; l'avantage de la formule proposée ; le remplacement de la salariée ; la formule proposée par la commission ; ses inconvénients ; la non-rémunération du congé ; la charge des entreprises ; le bénéfice du complément familial ; un domaine du ressort des partenaires sociaux ; un dispositif aussi neutre que possible du point de vue des charges économiques et des contraintes administratives des entreprises ; (p. 3863) : les charges des entreprises ; la concurrence ; un texte qui vise à la fois un objectif social et un objectif économique ; l'amélioration de la situation professionnelle des jeunes femmes mères de famille ; le seuil de deux cents salariés ; (p. 3864) : la nécessité de procéder avec progressivité ; l'équilibre des entreprises ; la garantie de réembauchage ; les dangers du projet de loi ; les désavantages, prédétermination des délais de prise de congé ; l'équivalence des postes ; le travail à mi-temps des salariées ; le problème de leur remplacement. **Discussion des articles. Article premier : Article L. 122-28-1 du code du travail** (p. 3865) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 1 de M. Andrieu et n° 33, deuxième rectification, de Mme Moreau ; les conséquences de l'extension au père du droit au congé ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement

n° 9 de M. Delhalle ; (p. 3866) : les conditions d'obtention du congé parental ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Delhalle ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Delhalle ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Delhalle ; (p. 3867) : demande la réserve de l'amendement n° 14 de M. Delhalle ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 15 de M. Delhalle et de l'amendement n° 2 de M. Andrieu ; le maintien de la prédétermination de la durée du congé ; les conséquences de l'adoption de l'écourtement du congé en cas de décès de l'enfant ou de diminution importante des revenus des ménages ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 16 de M. Delhalle ; l'acceptation par le Gouvernement du sous-amendement n° 44 de M. Bertrand Denis à l'amendement n° 16 de M. Delhalle ; (p. 3868) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 17 de M. Delhalle ; ne pas favoriser le travail noir ; le nombre des bénéficiaires de la loi ; (p. 3869) : accepte l'amendement n° 18 de M. Delhalle. **Article L. 122-28-2 du code du travail** : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Delhalle. **Article L. 122-28-3 du code du travail** (p. 3870) : l'avis conforme du Gouvernement à celui de la commission sur les amendements n° 20 rectifié de M. Delhalle et nos 35 et 36 de Mme Moreau. **Après l'Article L. 122-28-3 du code du travail** (p. 3871) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Delhalle. **Article L. 122-28-4 du code du travail** : la justification de la suppression de l'article. **Article L. 122-28-5 du code du travail** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 22 de M. Delhalle et n° 5 de M. Andrieu. **Après l'Article premier** : l'extension au père de famille de la priorité de réembauchage ; (p. 3872) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 25 de M. Delhalle ; le caractère réglementaire de la disposition proposée ; s'engage à prendre ces dispositions par voie réglementaire ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution au second alinéa de l'amendement ; la non-justification de la création d'une nouvelle catégorie prioritaire à l'accès des stages de formation professionnelle ; son opposition à l'amendement n° 26 de M. Delhalle. **Article 2** (p. 3873) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Delhalle ; se déclare favorable à l'amendement n° 28 de M. Delhalle. **Après l'Article 3** : son amendement n° 43 : conditions et modalités d'affiliation de la femme bénéficiaire du congé à l'assurance volontaire maladie-maternité, gérée par le régime dont elle relevait précédemment ; la nécessité de modifier l'amendement pour tenir compte des votes précédemment soumis à l'Assemblée ; la fixation du montant des seuils

de ressources à un niveau supérieur à celui qui vaut pour l'attribution d'un complément familial ; amendement n° 43 adopté ; (p. 3874) : le souhait du Gouvernement de se voir reconnaître le pouvoir de choisir la date d'abaissement du seuil ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 30 de M. Delhalle. **Après l'Article 4** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 31 rectifié de M. Delhalle. **Titre** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Delhalle.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Travail [14 novembre 1977] (p. 7338) : le rattachement de la formation professionnelle au ministère du travail ; les problèmes de l'emploi ; l'incompatibilité d'une politique de relance globale et d'une amélioration durable de l'emploi ; (p. 7339) : la mobilisation de l'administration et des organismes professionnels en faveur de l'emploi des jeunes ; les résultats de l'action gouvernementale ; la situation actuelle de l'emploi ; l'infléchissement de la courbe des demandes d'emploi ; le problème de l'insertion des jeunes, notamment des jeunes femmes, dans le marché de l'emploi ; les directions d'une politique de l'emploi à moyen et à long terme ; l'évolution de la qualité de la vie professionnelle ; (p. 7340) : la politique contractuelle ; l'accord sur la préretraite ; la généralisation de la mensualisation ; l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs manuels ; l'amélioration des conditions de travail ; les objectifs du FACT ; l'intervention réglementaire de l'Etat ; les accidents du travail ; la loi du 6 décembre 1976 relative à la prévention des accidents du travail ; le développement d'une véritable politique de sécurité intégrée ; les textes réglementaires en préparation ; la poursuite du plan de renforcement des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre ; l'inspection du travail ; (p. 7341) : l'Agence nationale pour l'emploi ; la FPA ; la politique d'information maternelle et démographique ; rénover le haut comité de la population ; les ressources du fonds national du chômage ; les relations professionnelles en 1977 ; l'intervention de l'Etat en matière de licenciement ; le cas de la sidérurgie ; (p. 7366) : le succès du pacte national pour l'emploi ; l'explication de la confection des statistiques de la CGT relatives au chômage ; le cas des « faux chômeurs » ; le caractère autarcique des propositions communistes ; la revalorisation et l'harmonisation des aides au chômage ; reconsidérer l'ensemble des aides publiques et des aides contractuelles au chômage ; le freinage de l'immigration ; la politique du Gouvernement en matière d'immigration familiale ; le dépôt d'un projet de loi relatif aux cadres ; (p. 7367) : la remise en

ordre des statistiques des demandeurs d'emploi ; la nature du redressement de la situation de l'emploi ; les conséquences de l'ouverture des frontières sur l'emploi ; l'action des entreprises ; les créations d'emplois d'inspecteur du travail ; l'AFPA ; l'effort fait en faveur des handicapés ; le travail à temps partiel ; la parution de décrets relatifs au travail des handicapés ; (p. 7368) : la situation des frontaliers français travaillant dans la Confédération helvétique ; le développement de la prévention des accidents du travail ; la dotation d'inspection du travail d'emplois d'ingénieur ; la réforme de la réglementation des chantiers de chômage ; le rapport du comité pour l'emploi des cadres ; le programme d'action en faveur de l'emploi des jeunes ; l'inopportunité de la distinction entre petites et grandes entreprises en matière de faute inexcusable des employeurs en cas d'accident du travail ; les relations de la France et des pays du tiers monde ; le défi constitué par la redistribution internationale des richesses ; le problème des faux demandeurs d'emploi.

— **Projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française** (n° 2179). **Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7814) : la simplification de la procédure d'acquisition de la nationalité française ; l'évolution du nombre des acquisitions de nationalité française ; l'amélioration de la rédaction du texte par la commission ; (p. 7815) : la répartition des tâches entre le ministère du travail et le ministère des affaires étrangères. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7815) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Foyer. **Article 2** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Foyer. **Article 3** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Foyer. **Article 4** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Foyer. **Article 5** (p. 7816) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Foyer. **Article 6** : demande la réserve de l'article 6. **Article 7** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8, deuxième rectification de M. Foyer. **Après l'Article 7** : son amendement n° 15 : faculté, offerte aux personnes habilitées à dresser les actes, de procéder à la rectification administrative des erreurs et omissions purement matérielles contenues dans ces actes ; adopté. **Article 8** (p. 7817) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Foyer. **Article 9** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Foyer. **Article 10** : son amendement n° 16 : entrée en vigueur de la loi au plus tard au 1^{er} octobre 1978 ; réservé. **Après l'Article 10** (p. 7818) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Foyer ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de

M. Foyer. **Article 10 (suite)** : son amendement n° 17 qui se substitue à l'amendement n° 16 : entrée en vigueur au 1^{er} octobre 1978 des dispositions des articles premier à 12 ; adopté. **Titre** : l'accord du Gouvernement sur la modification du titre proposé par M. Foyer.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat (n° 3207). Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8604) : la faible proportion des salariés parmi les candidats aux élections législatives de 1973 ; l'inexistence de textes relatifs à l'absence des salariés candidats aux élections pour le besoin de leur campagne électorale ; l'absence de garanties offertes aux salariés leur permettant de retrouver un emploi à l'expiration de leur mandat ; la faculté offerte aux salariés candidats de s'absenter pendant dix jours ouvrables pour participer à la campagne électorale ; l'imputation de la durée des absences sur celle du congé annuel ; la suspension du contrat de travail pour l'exercice du mandat ; la non-suspension du contrat quel que soit le nombre des renouvellements. **Discussion de l'article unique. Article unique : Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8606) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Briane ; la nature des élections à l'assemblée des communautés européennes ; l'existence d'un groupe de travail chargé d'élaborer un statut des parlementaires européens ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 13 de M. Briane ; (p. 8607) : l'objet initial du texte ; l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 1 de M. Le Meur et n° 23 de M. Laurissegues ; (p. 8608) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Berthelot ; (p. 8609) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 25 de M. Laurissegues ; (p. 8610) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Laurissegues ; la possibilité pour une convention collective d'ajouter quelque chose à la loi ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Briane ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 27 de M. Laurissegues. **Article L 122-24-2 du code du travail** (p. 8611) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 4 de M. Berthelot ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de M. Briane ; (p. 8612) : la distinction à réaliser entre les contrats de durée indéterminée et ceux à durée déterminée ; le sort du salarié qui remplacera l'élu ; l'avis défavorable du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 17 de M. Briane ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 5 de M. Ducoloné ; distinguer le caractère collectif ou individuel des avantages dont

pourrait bénéficier le salarié élu ; (p. 8613) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 6 de M. Berthelot ; les différences existantes entre les administrations et les entreprises ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 18 de M. Briane. **Titre** (p. 8614) : demande une seconde délibération du projet de loi. **Seconde délibération** : son amendement : conditions de réembauchage des salariés élus ; adopté. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9161) : l'accord du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement (n° 3203). Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8619) : l'organisation des relations indirectes au sein des entreprises ; la structure des entreprises ; la nature de l'entreprise ; la diffusion de l'autorité du chef d'entreprise vers les cadres ; l'ignorance de cette diffusion par la loi ; le rôle du législateur ; la consécration des initiatives des partenaires sociaux ; l'objet des négociations entre les partenaires sociaux ; la relance de l'initiative conventionnelle ; (p. 8620) : la complémentarité entre les dispositions du projet de loi et l'action des organismes de représentation du personnel ; (p. 8621) : l'aspiration véritable des cadres ; la collaboration entre la direction et les cadres ; le rapport Sudreau ; (p. 8622) : le mérite du pragmatisme et de la concertation réelle. **Discussion des articles. Article 2** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Caille ; demande une seconde délibération du projet de loi et invite l'Assemblée à se prononcer par un seul vote au scrutin public, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9097) : les modifications apportées au texte par le Sénat ; la consultation des représentants élus du personnel d'encadrement ; la transmission du rapport du chef d'entreprise à l'inspection du travail ; l'opposition du Gouvernement à la communication du rapport établi par le chef d'entreprise à chaque membre du personnel d'encadrement et à sa soumission pour avis au comité d'entreprise. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9098) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Hector Rolland.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production (n° 2934). Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8628) : la proposition de loi Edgar Faure ; la mise en place d'un modèle original d'association des salariés ; l'objet du projet de loi ; l'adaptation des coopératives ouvrières au contexte économique et social de l'époque ; permettre aux SCOP de

se constituer sous forme de SARL ; faciliter la transformation en sociétés coopératives des entreprises de type classique ; autoriser la prise de participation d'une coopérative dans le capital d'une autre coopérative ; le renforcement de la participation effective des travailleurs à la gestion de la société ; (p. 8629) : les mesures tendant au renforcement des possibilités financières des SCOP. **Discussion des articles. Article 2** (p. 8629) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Foyer ; (p. 8630) : l'exercice par les SCOP d'activités civiles ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 43 de M. Gaillard et au sous-amendement n° 49 de M. Foyer. **Article 4** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Foyer ; propose une modification rédactionnelle sur cet amendement. **Article 5** (p. 8631) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 7 de M. Foyer. **Article 6** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 40 de M. Foyer ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Foyer. **Article 7** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Foyer. **Article 8** (p. 8632) : la non-attribution aux travailleurs réputés démissionnaires des indemnités de licenciement et de l'allocation de chômage ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 10 de M. Foyer. **Article 9** : la non-opposition de principe du Gouvernement à l'amendement n° 11 rectifié de M. Foyer ; son amendement n° 53 : perte de la qualité de sociétaire en cas de cessation d'activité dans l'entreprise et entraînement de la rupture du contrat de travail par la renonciation volontaire à la qualité de sociétaire ; adopté. **Article 10** (p. 8633) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 12, 13 et 14 de M. Foyer. **Article 13** (p. 8634) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Foyer. **Article 14** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 15 et 16 de M. Foyer. **Article 15** : l'incompatibilité des fonctions d'administrateur avec les dispositions protectrices du droit du travail. **Article 18** (p. 8635) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 45 de M. Gaillard. **Article 19** (p. 8636) : la reprise par le Gouvernement de l'amendement n° 17 de M. Foyer. **Article 20** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Foyer ; donner la possibilité aux SCOP en difficulté d'être reprises par des sociétés commerciales de type classique ; (p. 8637) : les dangers représentés par l'amendement n° 1 de M. Odru pour les travailleurs eux-mêmes. **Article 21** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Foyer. **Article 22** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Foyer. **Article 24** : l'accord du

Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Foyer ; (p. 8638) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de M. Foyer. **Article 26** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 22 rectifié de M. Foyer. **Article 27** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Foyer. **Article 29** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Foyer. **Article 33** (p. 8640) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de Foyer ; demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. Foyer. **Avant l'Article 35** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Foyer. **Article 35** : l'inspiration des dispositions de l'article 35 de la loi du 27 décembre 1973 sur l'actionnariat des salariés ; (p. 8641) : la discrimination réalisée en faveur des salariés les plus fortunés ; demande le retrait de l'amendement n° 30 de M. Foyer. **Article 36** : la nature réglementaire de la limitation d'augmentation du capital social ; l'article 40 de la Constitution ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 42 corrigé de M. Foyer. **Article 37** (p. 8642) : la nature réglementaire de la limitation d'augmentation du capital social ; l'article 40 de la Constitution ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 42 corrigé de M. Foyer. **Article 37** (p. 8642) : la nature réglementaire de l'amendement n° 32 de M. Foyer ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur cet amendement ; l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 51, 33 et 34 de M. Foyer. **Article 38** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de M. Foyer. **Après l'Article 42** (p. 8643) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Foyer. **Après l'Article 43** : l'absence de garantie offerte aux souscripteurs relative à l'émission des certificats de participation coopérative ; (p. 8644) : l'affaiblissement des possibilités de souscription ; son avis défavorable sur l'amendement n° 36 de M. Foyer ; la qualité de créanciers chirographaires des obligataires. **Après l'Article 44** (p. 8645) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 2 de M. Odru et n° 47 corrigé de M. Gaillard. **Article 45** (p. 8646) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Odru. **Article 50** (p. 8647) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Foyer. **Après l'Article 51** : le principe de l'indisponibilité quinquennale de la réserve spéciale de participation ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de M. Foyer. **Article 53** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. Foyer.

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle (n° 3355).**

Discussion générale [19 décembre 1977] (p. 9015) : les conditions d'examen du projet ; faire franchir à la mensualisation une étape décisive vers la généralisation ; l'invitation de l'Assemblée à donner valeur obligatoire aux clauses de l'accord interprofessionnel du 14 décembre 1977 ; les raisons du rejet d'une codification immédiate de l'accord ; le dispositif du projet de loi ; (p. 9016) : les conditions de la soumission à l'Assemblée d'un projet de loi portant codification des clauses de l'accord ; la procédure d'extension des conventions collectives ; les conséquences de l'intervention de la loi ; l'application de l'accord par les entreprises n'étant pas adhérentes ou n'entrant pas dans le champ professionnel du CNPF ou ayant refusé à celui-ci l'autorisation de signer en leur nom ; l'éventualité d'un veto de certaines organisations syndicales sur un possible arrêté d'extension ; la nécessité d'un nouvel assouplissement de la procédure d'extension des conventions collectives ; les conséquences de l'abus du droit de veto des organisations syndicales sur la volonté des organisations patronales de négocier ; (p. 9017) : le nouveau mécanisme d'extension des conventions collectives ; la politique contractuelle ; l'artifice de procédure employé par l'opposition ; les conditions de présentation par la commission d'un nouveau rapport. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9018) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 3 de M. Gau ; l'impossibilité d'une remise en cause de l'accord par des dispositions législatives ; le droit d'amendement du Parlement. **Article premier et annexe** (p. 9020) : la non-participation des exploitants agricoles aux négociations ayant abouti à l'accord des 10 et 14 décembre 1977 ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 4 de M. Gau ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 5 de M. Gau. **Article 2** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Brocard ; son opposition à l'amendement n° 7 de M. Gau. **Après l'Article 2** (p. 9021) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Gau. **Article 3** : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 9 et n° 10 de Mme Chonavel. **Après l'Article 3** : la réduction de la durée du travail ; les conditions de fond et de forme relatives à la fixation d'une nouvelle durée maximale hebdomadaire du travail. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9163) : l'avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés** (n° 3293). **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977]

(p. 9162) : l'accord du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

BICHAT (Jean)

*Député de Meurthe-et-Moselle
(4^e circonscription)
(RI, puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [25 novembre 1976] (p. 8710), [26 novembre 1976] (p. 8768).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre du conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts [2 juin 1977] (p. 3358).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociales [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 239), modifiée par le Sénat, tendant à préciser la **situation des sous-agents d'assurances** et des mandataires non patentés des sociétés d'assurances au regard de la **sécurité sociale** (n° 274) [3 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur le projet de loi (n° 750) relatif aux **laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° 1514) [10 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1808), relatif aux **laboratoires d'analyses de biologie médicale** et à leurs directeurs et directeurs adjoints (n° 1809) [26 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale**, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les **praticiens et auxiliaires médicaux** (n° 1843) [30 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **laboratoires d'analyses de biologie médicale** et à leurs directeurs et directeurs adjoints (n° 1844) [30 juin 1975].

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi** tendant à préciser la **situation des sous-agents d'assurances et des mandataires non patentés des sociétés d'assurances au regard de la sécurité sociale** (n° 239), rapporteur. **Deuxième lecture** [9 mai 1973] (p. 1099) : situation des sous-agents d'assurances au regard de la sécurité sociale ; dispositions de l'article L. 242 du code de la sécurité sociale ; proposition de loi de M. Poniatowski ; travaux de la commission des affaires sociales du Sénat ; notion d'« activité habituelle et suivie », protection du régime général ; conditions d'affiliation des mandataires non patentés des entreprises d'assurances ; améliorations apportées par le Sénat ; se prononce pour l'adoption sans modification.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° 1058) [20 juin 1974]. **Article 2** (p. 2832) : amendement n° 25 : exclusion de l'amnistie les délits d'outrage aux mœurs commis par la voie du livre ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). **Deuxième partie** :

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5981) : ses observations relatives au centre international de l'enfance.

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6828) : se félicite de la création du secrétariat d'Etat au commerce extérieur et de l'accession de M. Segard au poste de secrétaire d'Etat ; s'inquiète au sujet de l'effectif des conseillers et attachés commerciaux et suggère d'utiliser les jeunes diplômés pour y faire leur service national ; demande l'établissement d'un statut du Français à l'étranger ; souhaite une aide accrue aux petites et moyennes entreprises ; évoque l'exportation de nos produits agricoles ; déclare que les républicains indépendants voteront ce budget.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° 949). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1974], rapporteur suppléant (p. 8257) : les modifications de forme apportées par le Sénat ; la portée modeste de ce texte.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° 750) [15 avril 1975], rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** (p. 1636) : extension du domaine d'action des laboratoires d'analyses de biologie médicale ; (p. 1637) : moderniser la réglementation qui date de 1940 ; l'évolution extraordinaire des recherches de biologie ; l'accroissement du nombre des laboratoires ; manque d'uniformité de la formation des directeurs ; essor de la biologie favorisé par le développement de la recherche scientifique ; modération qu'il convient d'apporter dans l'usage des analyses biologiques ; accroissement très rapide des dépenses ; nécessité de revoir la réglementation relative aux directeurs de laboratoire ; (p. 1638) : nécessité d'un contrôle de la qualité des analyses ; définir les modalités nouvelles d'exercice de la profession ; direction d'un laboratoire assumée uniquement par un biologiste ; possibilité d'une association de plusieurs biologistes ; interdiction des cumuls ; acceptation de la date du 1^{er} janvier 1968 comme date de discrimination quant aux justifications à apporter en matière de formation ; (p. 1639) : les problèmes humains soulevés par le projet ; le contrôle des directeurs de laboratoire ; la détermination des laboratoires de référence ; organisation du tiers payant à l'égard des analyses de biologie médicale. **Discussion des articles** (p. 1647) : **Article premier** : Avant l'article L 753 du code de la santé publique : son amendement n° 2 : substituer au mot : « exploitation », le mot : « fonctionnement » ; adopté. **Article L 753** : ses amendements n°s 3 et 4 de forme ; adoptés ; son amendement n° 5 : préciser les activités habituelles des labora-

toires d'analyses ; adopté ; (p. 1648) : **Article L 754** : son amendement n° 6 : préciser les personnes physiques ou morales habilitées à ouvrir, exploiter ou diriger un laboratoire ; adopté ; (p. 1654) : **Article L 755** : son amendement n° 7 rectifié : supprimer le texte proposé et l'intégrer dans la section II du projet ; adopté. **Article L 756** : son amendement n° 35 : supprimer le texte proposé ; adopté ; (p. 1655) : **Article L 757** : son amendement n° 37 : supprimer le texte proposé ; adopté. **Après l'Article L 757** : son amendement n° 67 : désignation des directeurs de laboratoire ; adopté ; (p. 1656) : **Article L 758** : son amendement n° 10 de forme ; adopté. **Article L 760** : son amendement n° 11 : après : « techniques délicates », supprimer le mot : « onéreuses » ; adopté ; son amendement n° 12 : substituer aux termes : « autorité administrative », les termes : « ministre de la santé » ; adopté ; son amendement n° 13 : prévoir l'avis de la commission nationale permanente de biologie médicale ; adopté ; (p. 1657) : son amendement n° 1 : révision annuelle des listes des actes confiés à certains laboratoires ; adopté. **Article L 761** : son amendement n° 85 : insérer les mots : « des organismes mutualistes » ; adopté ; son amendement n° 15 : insérer les mots : « les personnes physiques » ; adopté ; son amendement n° 16 : interdiction de tout accord cédant à un tiers les revenus d'un laboratoire ; adopté ; (p. 1658) : son amendement n° 17 de forme ; adopté ; son amendement n° 18 de forme ; adopté ; son amendement n° 20 de forme ; adopté (p. 1659) : **Article L 761-1** : son amendement n° 21 de forme ; adopté ; son amendement n° 64 : actes médicaux et fonctions d'enseignement du directeur de laboratoire ; adopté ; (p. 1660) : son amendement n° 23 : cumul des fonctions de directeur de laboratoire privé et public ; adopté ; son amendement n° 24 de forme ; adopté ; son amendement n° 25 dérogations à l'interdiction de cumul ; adopté ; (p. 1661) : **Article L 761-2** : son amendement n° 26 de forme ; adopté. **Article L 761-3** : son amendement n° 27 : autorisation exceptionnelle donnée aux directeurs n'ayant pas les diplômes requis ; adopté. **Article L 761-4** : son amendement n° 28 : supprimer le premier alinéa du texte proposé ; son inutilité ; adopté ; son amendement n° 29 : encadrement minimum des laboratoires ; adopté ; son amendement n° 30 : activité globale du laboratoire ; adopté ; (p. 1662) : **Article L 761-6** : son amendement n° 31 : communication du statut des sociétés aux conseils des ordres ; adopté. **Article L 761-7** : son amendement n° 32 de forme ; adopté ; son amendement n° 33 : substituer dans le texte du projet les mots : « ministre de la santé » aux mots : « mi-

nistre de la santé publique » ; adopté ; (p. 1663) : **Article L 761-9** : son amendement n° 34 de forme ; adopté. **Article L 761-10** : son amendement n° 36 : mise en gérance d'un laboratoire par les héritiers du directeur pendant une période maximale de deux ans ; adopté ; son amendement n° 38 de forme ; adopté ; son amendement n° 39 de forme ; adopté ; (p. 1664) : **Article L 761-11** : son amendement n° 40 : remplacement à titre temporaire dans les fonctions de directeur ; adopté. **Article L 761-12** : son amendement n° 41 de forme ; adopté ; son amendement n° 42 : précisions apportées au texte ; adopté ; son amendement n° 43 : précisions apportées au texte ; adopté ; son amendement n° 44 de forme ; adopté ; son amendement n° 45 : corriger une inexactitude juridique ; adopté ; son amendement n° 46 : substituer « ministre de la défense » à « ministre des armées » ; adopté ; (p. 1665) : **Article L 761-13** : son amendement n° 47 : substituer au mot « publicité » le mot « information » ; adopté. **Article L 761-14** : son amendement n° 48 : prévoir un contrôle administratif et non technique de la qualité des analyses ; repoussé ; (p. 1667) : **Article L 761-16** : son amendement n° 86 : prévoir l'avis de la commission nationale permanente de biologie médicale ; adopté ; (p. 1668) : **Article L 761-18** : son amendement n° 53 : sanctionner tout intéressement d'un tiers aux résultats financiers d'un laboratoire ; adopté. **Article L 761-19** : son amendement n° 54 de forme ; adopté. **Article L 761-21** : ses amendements n°s 55 et 56 de forme ; adoptés ; (p. 1669) : **Article L 761-23** : son amendement n° 57 : ajouter, après les mots « directeur adjoint du laboratoire », les mots « ou une société exploitant un laboratoire » ; adopté ; son amendement n° 58 de forme ; adopté. **Article 2** du projet : son amendement n° 59 : substituer aux mots « quatre ans » les mots « dix ans » ; repoussé ; son amendement n° 60 de forme ; adopté ; (p. 1670) : son amendement n° 68 : prévoir l'avis de la commission nationale permanente de biologie médicale ; adopté ; son amendement n° 61 : cas des directeurs ayant exercé avant le 1^{er} janvier 1967 : possibilité qui leur est offerte de ne pas justifier d'une formation spécialisée ; adopté ; son amendement n° 62 de forme ; adopté ; (p. 1671) : **Après l'Article 2** : son amendement n° 63 : création, au sein de l'ordre national des pharmaciens, d'une section de pharmaciens biologistes ; adopté ; (p. 1672) : **Titre** : son amendement n° 1 : compléter le titre du projet ; adopté. **Deuxième lecture** [27 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4894) : les modifications apportées par le Sénat ; le cas des sociétés autorisées à exploiter un laboratoire ; le cumul d'activités en zone rurale ; (p. 4895) : l'application d'une même régle-

mentation à tous les laboratoires ; le problème de la qualification des biologistes. **Discussion des articles. Article premier : Article L 754 du code de la santé publique** (p. 4898) : son amendement n° 1 : réserver aux sociétés civiles professionnelles la possibilité d'apporter les capitaux nécessaires à l'établissement et au fonctionnement des laboratoires ; adopté. **Article L 758 du code de la santé publique** (p. 4899) : son amendement n° 4 : supprimer les mots « après un délai qui sera fixé dans le décret prévu à l'article L 761-16 » ; adopté. **Article L 761 du code de la santé publique** : son amendement n° 5 de forme ; adopté. **Article L 761-1 du code de la santé publique** (p. 4900) : son amendement n° 6 : revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté. **Article L 761-10 du code de la santé publique** (p. 4901) : son amendement n° 7 : supprimer la dérogation prévue en faveur des héritiers mineurs ; retiré. **Article L 761-12 du code de la santé publique** (p. 4902) : son amendement n° 8 : supprimer la référence aux conditions d'exercice ; adopté. **Article L 761-15 du code de la santé publique** : son amendement n° 9 : permettre aux organismes de contrôle privés et agréés d'exercer parallèlement des activités d'enseignement ou de recherche ; adopté. **Article 2** (p. 4903) : son amendement n° 11 : nouvelle rédaction de l'article tenant compte des améliorations apportées par le Sénat ; son sous-amendement n° 16 à son amendement n° 11 : remplacer dix ans par huit ans ; amendement n° 11 adopté après adoption des sous-amendements n°s 14, 15, 16, 20 et 23 ; son sous-amendement n° 20 : conséquence de la décision de l'Assemblée tendant à permettre la constitution de sociétés autres que des sociétés civiles professionnelles ; amendement n° 11 adopté après adoption des sous-amendements n°s 14, 15, 16, 20 et 23. **Article 3** (p. 4904) : son amendement n° 12 : compléter le cinquième alinéa de l'article par les mots « selon les modalités précisées par décret » ; adopté. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5069) : invite l'Assemblée à approuver les conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° 1642). **Deuxième lecture** [27 juin 1975]. **Discussion des articles** : **Article 4** (p. 4963) : son amendement n° 4 : permettre la consultation des médecins ruraux ; adopté. **Article 4 ter** (p. 4965) : s'interroge sur l'utilité de modifier la rédaction de l'article L 267 du code de la sécurité sociale tel qu'il a été adopté par le Sénat. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5070) : présente le rapport de la com-

mission mixte paritaire ; commente la portée du rattachement des directeurs de laboratoires de biologie médicale au système des conventions.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Culture [5 novembre 1976] (p. 7659) : les difficultés économiques ; la répartition avec équité et prévoyance des aides espérées ; le cinéma ; sa satisfaction ; la majoration des ressources du fonds de soutien ; le nombre d'entrées des films pornographiques et des films de violence ; (p. 7660) : la jeunesse ; l'extension du réseau d'exploitation ; les ciné-clubs ; les aménagements de TVA ; la production française ; le Canada ; l'IDHEC et l'école Louis-Lumière ; l'ambiguïté des débouchés ouverts par ces formations.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — **I. Culture** [20 octobre 1977] (p. 6413) : l'évolution des crédits du budget de la culture ; la priorité donnée à la restauration des monuments historiques ; l'action de l'atelier de restauration du Louvre ; la médiocrité de son installation et de son environnement ; la nécessité de la création de l'institut national de restauration ; l'organisation de la couverture sociale des restaurateurs ; l'action du centre Georges-Pompidou ; (p. 6414) : rend hommage aux gestionnaires du centre ; les conditions d'hébergement des personnels supplémentaires ; indique qu'il votera le budget de la culture.

BIGEARD (Marcel)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense du 31 janvier 1975 au 4 août 1976.

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (gouvernement Chirac), décret du 31 janvier 1975 (JO du 1^{er} février 1975) (p. 1420).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (gouvernement Chirac), décret du 4 août 1976 (J.O. du 5 août 1976) (p. 4739).

QUESTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense :

• *Réponses aux questions du Gouvernement de :*

— **MM. d'Aillières** (n° 19568), **Le Theule** (n° 19715), **Villon** (n° 19718), **Max Lejeune** (n° 19761) et **Chevènement** (n° 19796) : **Sur les problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2958) : la complexité des questions de défense ; la France, pays libéral qui ne cherche querelle à personne ; l'exemple des pays totalitaires et de la guerre d'Indochine ; le malaise de l'armée ; la disponibilité de la jeunesse française ; (p. 2978) : les difficultés liées au contexte actuel ; le malaise de l'armée : un problème qui concerne la nation dans son ensemble ; le prêt ; la condition militaire ; renverser le courant qui mène à la décadence ; ne plus dissenter avec délectation sur nos malaises ; les brimades ; (p. 2979) : cesser de critiquer l'armée afin de maintenir nos libertés ; une jeunesse saine ; la faiblesse des effectifs affectés à des unités opérationnelles ; la lourdeur des structures ; le désabusement des cadres ; une hiérarchie pesante et tatillonne ; des appelés peu motivés ; des casernements vétustes ; un équipement manquant d'homogénéité ; des forces conventionnelles négligées au profit de la force de frappe ; mener à bien la mission de renouveau ; rendre l'instruction vivante ; la refonte du règlement de discipline générale ; rendre la DOT plus efficace ; faire une seule armée ; la réorganisation des écoles ; donner plus de responsabilités aux régions ; le problème de l'administration centrale ; la généralisation des activités sportives ; (p. 2980) : les insuffisances d'un service militaire de six mois.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **Mme Fritsch** (n° 20161) : **Désertion de jeunes appelés** [4 juin 1975] (p. 3673) : augmentation du nombre des dispenses pour raisons sociales ou familiales ; possibilité de libération anticipée.

— **M. Tourné** (n° 28090) : **Commémoration du 8 mai 1945** [23 avril 1976] (p. 2138) : le souci de réconciliation européenne du Gouvernement ; les municipalités souhaitant célébrer le 8 mai rencontreront le concours des pouvoirs publics.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Maisonnat** : **Sécurité dans les armées** [28 avril 1976] (p. 2253) : diminution des accidents dans l'armée ; efficacité des mesures de sécurité prises.

— **M. Feit** : **Survol de la France** [28 avril 1976] (p. 2257) : dément les informations

suisse concernant le survol, à haute altitude, du territoire français par des appareils soviétiques.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [30 octobre 1975] (p. 7615) : l'importance de la force morale ; la situation actuelle de l'armée ; ce qui reste à faire ; l'effort que constitue le budget de 1976.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire** (n° 1732). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9948) : l'importance et l'intérêt du projet soumis à l'Assemblée nationale. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 9948) : son amendement n° 1 : prévoir qu'à titre transitoire, les officiers généraux ne remplissant pas toutes les conditions requises puissent être nommés dans les emplois considérés ; adopté.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3300) : la nécessité d'un idéal ; son évocation des combats d'Indochine et d'Algérie ; les circonstances de sa nomination au sein du Gouvernement ; la situation des armées début 1975 ; (p. 3301) : sa volonté de rendre l'armée de terre plus mobile et plus manœuvrière ; la situation début 1976 : la prise de conscience de la nécessité d'une défense valable, les orientations du Président de la République relatives au service militaire et au pourcentage du budget de l'Etat consacré à la défense ; le renversement de tendances qu'a constitué le budget pour 1976 ; l'importance numérique des forces du pacte de Varsovie et des forces américaines ; la nécessité d'une armée de conscription ; la réorganisation de l'armée de terre ; la création de six régions militaires et de six divisions d'infanterie ; (p. 3302) : l'effort d'équipement de l'armée de terre et les lacunes qui subsisteront au niveau de sa capacité opérationnelle ; la réorganisation de l'armée de l'air et la qualité remarquable de ses personnels ; les problèmes de la marine ; le soutien qu'elle a apporté à notre effort d'expérimentation nucléaire ; son rôle dans la permanence de la dissuasion ; l'importance vitale des voies de communication

maritimes ; l'étendue des missions de la gendarmerie ; la politique en matière de réserve ; arriver à un véritable réarmement moral de la Nation ; (p. 3303) : ne pas concentrer tous nos efforts sur un mode de défense privilégiée ; l'entrée dans l'ère de la « guerre des voyous » ; l'importance des forces parachutistes qui pourraient neutraliser nos centres de décisions et tourner la force nucléaire ; l'importance de l'effort qui sera consacré en faveur de l'arme nucléaire stratégique ; le quadruplement, pour 1982, de notre puissance mégatonnique ; la poursuite de l'effort de diversification et d'amélioration qualitative de l'arme nucléaire tactique ; la vulnérabilité de la France du fait de ses importations ; le caractère essentiel de l'effort de défense ; [25 mai 1976] (p. 3440) : ses réponses aux orateurs : la nécessité d'une défense face au danger potentiel et de conserver une force nucléaire à la pointe de la technique ; le caractère indispensable de la conscription pour la santé morale du pays ; les conditions médiocres dans lesquelles le service militaire s'est effectué jusqu'à ces derniers temps ; son exécution par 71 % des jeunes français ; des normes médicales qui ne sont pas trop sévères ; l'exigence, par les Français, d'une égalité réelle et non formelle ; l'absence d'étude approfondie sur le coût comparé d'une armée de métier et d'une armée de conscription ; l'impossibilité de trouver des soldats professionnels « prêts à mourir au tarif du SMIC » ; les problèmes de recrutement que connaissent les armées britanniques et américaines ; (p. 3441) : l'avantage de la conscription pour notre jeunesse ; la volonté des armées de ne pas être un enjeu électoral ou industriel ; l'importance pour le sort d'un peuple de la foi et de la détermination de ceux qui sont appelés à servir les matériels militaires ; l'importance du développement de l'esprit de défense.

BIGNON (Albert)

Député de la Charente-Maritime
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 10 janvier 1977 (*J.O.* du 11 janvier 1977) (p. 303).

Son éloge funèbre est prononcé [5 avril 1977] (p. 1538).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755) [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391).

Est élu juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

DÉPOTS

— Proposition de loi tendant à instituer le **contrôle des véhicules accidentés** (n° 116) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à instituer le **contrôle obligatoire périodique des véhicules** (n° 117) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à modifier les articles L 15 et L 42 du **code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance** (n° 118) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à étendre aux **conchyliculteurs**, accomplissant la durée légale du service, le bénéfice des dispositions de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 complétée par la loi n° 54-1299 du 29 décembre 1954 qui accorde des **permissions spéciales aux soldats agriculteurs** (n° 119) [12 avril 1973]. Retrait de cette proposition [25 avril 1973] (p. 902).

— Proposition de loi tendant à créer une commission chargée de se prononcer sur les **conditions d'application du principe de la péréquation des pensions de retraite aux retraités militaires** (n° 120) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à compléter l'article 841 du **code rural** relatif aux conditions de saisine du tribunal paritaire cantonal par le preneur d'un **bail rural** contestant le **congé** donné par son bailleur (n° 895) [20 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1130) tendant à modifier et à compléter la **loi n° 72-662** du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** (n° 1556) [17 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1134) tendant à modifier l'article 3 de la **loi n° 72-662** du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** (n° 1557) [17 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1381) relatif aux **réparations** à accorder aux personnes versées dans la réserve du service de défense qui ont reçu une affectation individuelle de défense et qui sont **victimes d'accidents** lors de leur participation à des **périodes d'exercices ou séances d'instruction** (n° 1648) [15 mai 1975].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° 9) [12 avril 1973] (p. 842) : rappelle l'action du Gouvernement en faveur des anciens combattants ; la procédure de concertation démocratique engagée avec les associations concernées ; le conflit sur le rapport constant ; la retraite du combattant, l'attribution de la carte aux anciens d'Afrique du Nord ; les levées de forclusion ; les problèmes des internés résistants ; estime que la concertation avec le Gouvernement a joué son rôle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Dépenses militaires (art. 20 et 21). — **Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46** [8 novembre 1973] (p. 5421) : motifs du rejet du titre III par la commission de la défense nationale ; situation des personnels d'active ; leur condition matérielle et morale ; (p. 5422) : Eurogroupe ; armement et personnel de qualité ; demande le remboursement aux retraités du 1 % de cotisation supplémentaire ; indemnité d'expatriation pour les troupes stationnées en Allemagne ; évoque l'éventualité de création d'un syndicat de l'Armée.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5526) : absence de mesures nouvelles dans ce budget ; situation des veuves ; (p. 5527) : veuves d'invalides civils de la guerre et leur demande de droit à pension de réversion ; revalorisation de la retraite du combattant pour les combattants de 1939-1945 ; promesses faites à ce sujet au cours de sa campagne électorale par le premier personnage de l'Etat ; situation des « hors guerre » ; décret de Pierre Laval et les lois du gouvernement de Vichy privant de pension beaucoup de jeunes gens ayant contracté une invalidité au service militaire.

— **Projet de loi relatif aux combattants d'Afrique du Nord** (n° 723). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6834) : composition et travaux du groupe de travail ;

caractère réglementaire des conditions d'attribution de la carte ; notion d'« action de combat » ; forces supplétives ; CRS et unités territoriales ; ses critiques à l'égard de l'article 4 ; risque de création d'un nouveau contentieux ; sa proposition de loi.

1974

— **Projet de loi relatif à la qualité de combattant en Afrique du Nord (n° 943).** **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3201) : demande au Gouvernement si la carte de combattant pourra être délivrée au personnel des unités de police.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution (n° 1131).** **Discussion des articles** [10 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4949) : son amendement n° 18 présenté et défendu par M. Charles Bignon : saisine du Conseil constitutionnel par cinquante membres du Parlement ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** *Deuxième partie* :

Dépenses militaires. — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur pour avis suppléant [13 novembre 1974] (p. 6177) : les crédits de la section commune ; le service de santé ; la rémunération des militaires du SDECE en poste à l'étranger ; (p. 6178) : les budgets annexes des services des essences et des poudres ; la société nationale des poudres et explosifs ; la poudrière d'Angoulême ; avis favorable de la commission ; (p. 6186) : un grand débat sur la défense ; (p. 6187) : analyse des crédits ; les indemnités ; la retraite ; la parité ; les statuts ; votera le budget.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6301) : l'excellent climat qui régnait depuis quelque temps entre associations et ministères s'est brusquement détérioré ; les veuves de guerre ; les « petits invalides » ; les « hors guerre ».

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171).** **Discussion des articles** [10 avril 1975] (p. 1516) : **Après l'Article 12** : son amendement n° 150 : saisine du tribunal après tentative de conciliation ; adopté ; apporte son soutien à l'amendement n° 133 de M. Bonnet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires (n° 1907).** **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7076) : le caractère satisfaisant des nou-

veaux indices proposés ; le caractère inopportun de la création des grades de major et major principal ; la réédition par les services du ministère des finances de « l'astuce des échelles de soldes » ; (p. 7077) : poursuivre la réforme entamée en 1974 en assimilant les sous-officiers à l'échelle 4 aux fonctionnaires de la catégorie B. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 7096) : ses amendements n°s 48 et 49 : supprimer les deux grades de major et de major principal ; amendement n° 48 ; repoussé ; amendement n° 49 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).** *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7633) : l'amélioration de la condition militaire ; l'insuffisance du titre V ; présenter une loi de programme.

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7695) : l'application du rapport constant ; la parité des retraites des deux générations ; les veuves ; la majoration du plafond de la retraite mutualiste ; (p. 7696) : le problème des pensions des accidentés « hors guerre ».

1976

— **Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux personnes versées dans la réserve du service de défense qui ont reçu une affectation individuelle de défense et qui sont victimes d'accidents lors de leur participation à des périodes d'exercices ou séances d'instruction (n° 1381),** rapporteur. **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2372) : définit le champ d'application du projet de loi ; demande si le Gouvernement a l'intention d'organiser un véritable service de défense.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** *Deuxième partie* :

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7375) : le président de l'Amicale des députés anciens combattants ; le malentendu dissipé qui existait entre l'UFAÇ et le secrétariat d'Etat ; (p. 7376) : la situation des combattants de 1914-1918 et de 1939-1945 ; la veuve et les ascendants ; les anciens d'Afrique du Nord ; les jeunes du contingent ; la maladie due au service ; l'effort des jeunes soldats ; la nécropole de Struthof.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7742) : une réforme concernant les militaires de carrière ; les sous-officiers retraités ; les soldes ; la pension d'invalidité ; les veuves de militaires décédés avant le 1^{er} décembre 1964.

BIGNON (Charles)

Député de la Somme
(3^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi (n° 275) complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 486) d'orientation du commerce et de l'artisanat [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1^{er} janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [11 octobre 1974] (p. 5012).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune (n° 2128), de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues (n° 2131), de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative à la coordination des moyens de défense contre la mer et à la protection du littoral (n° 206)** [25 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier les procédures applicables aux retraits du permis de conduire (n° 217)** [25 avril 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 356), adopté par le Sénat, relatif aux unions d'associations syndicales (n° 453)** [7 juin 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : 1° sur le projet de loi (n° 357), adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux ; 2° sur la proposition de loi (n° 206) relative à la coordination des moyens de défense contre la mer et à la protection du littoral (n° 454)** [7 juin 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 217) tendant à modifier les procédures applicables aux retraits du permis de conduire (n° 509)** [20 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 530), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif à l'organisation de la défense contre les eaux (n° 544) [28 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1^{er} janvier 1975 (n° 616) [30 juin 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 496) d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 640) [2 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 534) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la fraude fiscale à laquelle recourent les sociétés pour échapper à l'imposition et sur les moyens qui permettent l'évasion fiscale (n° 747) [9 novembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 637) sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 807) [29 novembre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 774) d'orientation du commerce et de l'artisanat, modifié par le Sénat (n° 813) [4 décembre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 865) [19 décembre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 852) d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 869) [19 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 856), modifié par le Sénat, sur la modernisation des bases de la

fiscalité directe locale (n° 877) [20 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 917), modifié par le Sénat en deuxième lecture, sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 918) [20 décembre 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des crédits destinés à la construction et au fonctionnement du paquebot « France » (n° 981) [30 mai 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 935) sur la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales (n° 1100) [27 juin 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1124) modifié par le Sénat, sur la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales (n° 1125) [9 juillet 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1169) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande (n° 1252) [17 octobre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1340) (n° 1372) [5 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : 1° (n° 71) tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relatif à l'exercice du droit de reprise à l'égard de certains occupants âgés ; 2° (n° 84) tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative à l'exercice du droit de reprise à l'égard de certains occupants âgés ; 3° (n° 671) tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants

de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, afin d'assurer aux locataires ou occupants invalides la sécurité du logement ; 4° (n° 885) tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, relatif aux conditions d'exercice du droit de reprise contre certains occupants âgés ; 5° (n° 1313) tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, relatif au droit de reprise contre certains occupants âgés (n° 1374) [5 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur l'article 12 du projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1340) retiré en application de l'article 119 du règlement (n° 1377) [6 décembre 1974].

— **Proposition de loi constitutionnelle** portant révision de l'article 18 de la Constitution (n° 1388) [11 décembre 1974].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 1401) [13 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil (n° 1465) [20 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission d'enquête parlementaire ayant pour objet de déterminer avec précision les pratiques dans les circuits intérieurs de commercialisation des viandes, les problèmes posés par les importations et les exportations des viandes, les problèmes posés par les importations des œufs et poulets et enfin les rapports entre les circuits intérieurs et les circuits extérieurs des viandes, ainsi que les interventions de l'Etat (n° 1553) [17 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1508), tendant à modifier l'article 42 de la loi du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la sou-

veraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (n° 1559) [17 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1649), tendant à modifier l'article 508-7 du code de l'administration communale (n° 2055) [11 décembre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1753), relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ; 2° la proposition de loi (n° 392) tendant à abroger le décret-loi du 1^{er} avril 1939 instaurant une procédure d'urgence pour l'instruction des demandes de construction de dépôts d'hydrocarbures (n° 2143) [2 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2046) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le traitement des problèmes de sécurité dans l'industrie du combustible nucléaire (n° 2188) [15 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1998), modifiant les dispositions du code de l'aviation civile relatives à la compétence des tribunaux français pour connaître des actes accomplis à bord des aéronefs ou à l'encontre de ceux-ci (n° 2250) [30 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1717) relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise » (n° 2294) [13 mai 1976].

— **Rapport supplémentaire**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 1717) relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise » (n° 2307) [18 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2267), tendant à modifier les articles 13 *bis* et 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel

et instituant des allocations de logement (n° 2398) [17 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2271), relatif aux **installations classées pour la protection de l'environnement** (n° 2420) [24 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission (n° 239), **rapporteur**. **Deuxième lecture** et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en troisième lecture (n° 2439), relatif aux **installations classées pour la protection de l'environnement** (n° 2469) [30 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2383), relative à l'exploitation des **voitures dites de « petite remise »** (n° 2640) [24 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat en deuxième lecture (n° 2700), relative à l'exploitation des **voitures dites de « petite remise »** (n° 2730) [20 décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 5 de la loi du 5 juillet 1972 relatif au mode d'élection de certains **conseillers régionaux** (n° 2787) [13 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2648) de M. Rolland visant à permettre de conférer l'**honorariat aux anciens conseillers généraux** ayant exercé leurs fonctions pendant au moins vingt-quatre ans dans le même département (n° 2819) [21 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à étendre la compétence de la juridiction répressive en cas d'**accident dû à la faute inexcusable de l'employeur** (n° 2887) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des sociétés civiles d'**exploitation agricole** (n° 3075) [30 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la Répu-

blique, sur le projet de loi (n° 3115) modifiant l'**article L. 167-1 du code électoral** (n° 3196) [3 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3229) portant diverses mesures d'amélioration des **relations entre l'administration et le public** (n° 3286) [8 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3231) modifiant le **code des postes et télécommunications** en ce qui concerne les contraventions de grande voirie relatives aux **installations du réseau souterrain des télécommunications** (n° 3360) [15 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3300) modifiant l'**article L 167-1 du code électoral** (n° 3387) [20 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2632), tendant à modifier les **articles 342 et 342-6 du code civil** relatifs aux modalités de mise en œuvre de l'**action à fins de subsides** (n° 3397) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• question d'actualité :

— **Problème de l'énergie** [9 novembre 1973] (p. 5484, 5486) : la nécessité de ne pas perturber les courants traditionnels de distribution.

• question orale avec débat :

— (n° 11204) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2790, 2791) : situation des éleveurs et, en particulier, des producteurs de viande bovine ; application de la loi sur l'organisation interprofessionnelle laitière ; mise en place accélérée de l'ONIBEV.

• questions au Gouvernement :

— **Crédits contractés par les travailleurs en chômage total ou partiel** [9 octobre 1974] (p. 4899).

— **Territoire français des Afars et des Issas, Djibouti et Comores** [23 octobre 1974] (p. 5352, 5353).

• questions orales avec débat de :

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault**

(n° 15297), Cabanel (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7695) : la situation de l'emploi en Picardie ; la garantie de crédit pour les petites et moyennes entreprises ; l'abrogation du décret du 27 septembre 1967 ; le chômage des jeunes.

— MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Antoine (n° 19001), Maurice Cornette (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2022) : utilisation par le Gouvernement des travaux de la commission d'enquête sur la viande ; (p. 2023) : inconvénients de la taxation empêchant la répercussion de la baisse des cours au niveau de la consommation.

— MM. Boudet (n° 18971), Falala (n° 19360), Ducoloné (n° 19248), Coulais (n° 19952) et Gau (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3253) : dégradation de la situation de l'emploi, particulièrement dans la Somme ; difficultés des entreprises au moment des congés payés ; augmentation des effectifs des agences de l'emploi grâce aux vacataires payés par les départements ; (p. 3254) : assouplissement des règles d'attribution des allocations de logement.

• *question au Gouvernement :*

— **Congés payés des chômeurs partiels** [11 juin 1975] (p. 3974) : mode de calcul des congés payés.

• *question orale sans débat :*

— (n° 28073) : **Encadrement du crédit au crédit agricole** [23 avril 1976] (p. 2135, 2136) : ses conséquences sur les conditions financières faites par le crédit agricole aux agriculteurs ; l'obligation faite aux directeurs locaux du crédit agricole de réduire leur encours.

• *question au Gouvernement :*

— **Montants compensatoires agricoles dans le Marché commun** [13 octobre 1976] (p. 6546) : le dérèglement du mécanisme des montants compensatoires monétaires ; le milliard en unités de compte d'aide à la Grande-Bretagne ; nécessité d'amener la Grande-Bretagne à dévaluer la livre verte.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 33841) : **Application des dispositions de la loi Royer relatives à la sécurité sociale des commerçants et artisans** [10 décembre 1976] (p. 9241, 9242) : les problèmes particuliers des artisans et des commerçants défavorisés par rapport aux ressortissants du régime général (allocations vieillesse et prestations familiales) ; aménagement nécessaire des charges sociales afin d'assurer la création d'emplois.

— (n° 37449) : **Conditions de la titularisation des auxiliaires des PTT** [6 mai 1977] (p. 2554, 2555) : le problème des titularisations entraînant des mutations en région parisienne ; nécessité de prévenir les intéressés avant l'examen professionnel.

• *question au Gouvernement :*

— **Délivrance des permis de construire** [2 novembre 1977] (p. 6841) : nécessité de revoir le régime de délivrance des permis de construire (exemple d'un jeune ménage picard décidant de construire une maison familiale).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale :

1975

— Signale le dépôt par le Premier ministre d'une lettre rectifiant la rédaction du rapport sur l'**orientation préliminaire du VII^e Plan** [5 juin 1975] (p. 3746).

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171). Discussion des articles** [10 juin 1975] (p. 1536) : **Après l'Article 21** : met fin à l'incident entre M. Foyer et M. Pierre Joxe.

— **Projet de loi relatif à l'éducation (n° 1736). Examen des articles** [9 juin 1975] : **Article 15** (p. 4472) : sa réponse à M. Hamel ; affirme qu'il ne lui appartient pas d'interrompre le débat.

— **Clôt** la seconde session ordinaire de 1974-1975 [30 juin 1975] (p. 5082).

— **Rend hommage à la mémoire de M. Guy Mollet** [3 octobre 1975] (p. 6548).

— **Rappel au règlement de M. Fiszbin** : application de l'article 141 du règlement [14 octobre 1975] (p. 6834).

— **Rappel au règlement de M. Fanton** : fixation de l'ordre du jour : discussion du projet de loi n° 1881 [14 octobre 1975] (p. 6835).

— **Rappel au règlement de M. Fanton** : réunions de commissions pendant la séance publique [15 octobre 1975] (p. 6890).

— **Rappel au règlement de M. Dubedout** [24 octobre 1975] (p. 7363) : organisation des travaux parlementaires.

— **Rappel au règlement de M. Rigout** [4 novembre 1975] (p. 7830) : fixation de l'ordre du jour ; réunion de la « commission des lois élargie ».

— **Rappel au règlement de M. Rivière** [12 novembre 1975] (p. 8168) : questions au Gouvernement.

— **Rappels aux règlements de MM. Andrieux et Bonnet** [12 novembre 1975] (p. 8168) : séance de commission élargie.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8590) : rappelle à l'intention de M. Fillioud que le groupe des socialistes a très largement dépassé son temps de parole dans le débat budgétaire ; retire la parole à l'orateur précité.

— **Rappel au règlement de M. Gau** [25 novembre 1975] (p. 8913, 8914) : application de l'article 62 du règlement ; vote personnel des députés.

— **Procédure des questions au Gouvernement** [3 décembre 1975] (p. 9362) : intervention de M. Defferre.

— **Rappels au règlement de MM. Waldeck L'Huilier et Ducloné** [5 décembre 1975] (p. 9455) : conditions de discussion des conclusions d'un rapport sur la proposition de loi relative à la protection de la sous-traitance.

— **Rappel au règlement de M. J.-P. Cot** [20 décembre 1975] (p. 10167, 10168) : réunion de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi « de la liberté ».

— **Clôt la première session ordinaire de 1975-1976** [20 décembre 1975] (p. 10182).

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° 241). **Discussion des articles** [9 mai 1973]. **Après l'Article 6** (p. 1095) : ses observations avant le vote sur l'article additionnel. **Article 7** (p. 1096) : ses observations ; souhaite que des sanctions soient prévues.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux unions d'associations syndicales** (n° 356), en qualité de rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2156) : objet limité du projet de loi ; complément à la loi du 7 mars 1963 ; possibilité de constitution d'unions forcées d'associations syndicales pour les travaux relatifs aux cours d'eau ; application de l'article premier 116 du code rural ; article premier : son amendement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux** (n° 357), rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2148) : modernisation d'une légis-

lation ancienne, problèmes juridiques et financiers ; loi du 16 septembre 1807 ; associations syndicales ; décret-loi de 1938 ; participation des collectivités locales à la défense contre les eaux ; loi du 7 mars 1963 relative aux travaux d'équipement rural ; rôle des collectivités territoriales et du ministre de l'équipement ; dispositions arrêtées par le Sénat en matière de baux ruraux ; sa proposition de loi, nécessité d'une défense nationale contre les eaux ; aide de l'Etat ; sa proposition de création d'un comité de défense contre la mer ; problème des ressources des communes face aux besoins de défense contre les eaux ; (p. 2149) : nécessité d'une réflexion d'ensemble sur le problème de la défense contre les eaux, crédits budgétaires ; (p. 2150) : sa réponse à M. Caze-nave ; rédaction de sa proposition de loi en fonction de l'irrecevabilité de l'article 40 de la Constitution. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2151) : demande la réserve de son amendement ; sa réponse à M. Paquet, secrétaire d'Etat, sur la réserve de certains amendements. **Article premier** (p. 2152) : ses observations sur l'amendement de M. Garcin, avis favorable de la commission, arrêt du Conseil d'Etat du 17 mai 1946 « ministère des travaux publics contre commune du Vieux-Boucau », construction jurisprudentielle sur les dommages directs et indirects, son opposition personnelle à l'amendement. **Article 3** (p. 2154) : son amendement de forme. **Article 4** (p. 2154) : son amendement. **Article 5 bis** (p. 2155) : son amendement tendant à supprimer les dispositions introduites par le Sénat, inopportunité des dispositions particulières à la veille de la réforme du statut du fermage. **Avant l'Article premier** : son amendement. **Article 6** : son amendement. **Article 8** : son amendement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2625) : rejet par le Sénat de la disposition introduite par l'amendement de M. Garcin ; multiplication des risques de litiges ; conclut à l'opportunité de se rallier à la position du Sénat ; construction jurisprudentielle relative aux dommages publics ; codification législative des droits et de la responsabilité de la puissance publique.

— **Proposition de loi relative aux baux commerciaux** (n° 615). **Troisième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1973] (p. 2755) : son amendement de suppression du texte adopté par le Sénat. **Commission mixte paritaire** [6 décembre 1973] (p. 6696). **Article premier** : son amendement : dispositions applicables au renouvellement des baux, détermination du loyer ; précise sa position ; répond aux objections de M. Bardol. **Cinquième et dernière lecture** [20 décembre 1973] (p. 7247) : regrette qu'un accord n'ait pu intervenir avec le Sénat.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496)**, rapporteur. **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3961) : principes sur lesquels est centré le projet de loi ; sa triple nature de loi d'orientation, de loi d'évolution et de loi de règlement ; évolution amorcée dans plusieurs domaines ; rôle des organismes consulaires ; législation sur la loyauté des prix ; règlement du contentieux des commerçants et des artisans ; nombre restreint des mesures de règlement ; aboutissement d'un long travail législatif ; « projet Bourges » ; son hommage à l'action de son ancien collègue M. Hoguet ; rôle joué par le Parlement dans cette matière ; soin apporté par le ministre à définir la place du commerce et de l'artisanat dans l'évolution urbaine ; rôle de la commission départementale d'urbanisme ; nouveauté du texte résidant dans le fait de confier un pouvoir de décision à un organe extérieur aux assemblées élues ou à l'administration créant ainsi un véritable pouvoir économique paritaire ; (p. 3962) : solutions proposées par la commission par voie d'amendements ; ses observations sur les aspects sociaux et fiscaux du projet ; méthode et conclusions de la commission spéciale ; travail de refonte effectué par les rapporteurs ; plan proposé par la commission réalisant la fusion complète de toutes les dispositions ; rappelle les trois idées fondamentales sur lesquelles repose le projet de loi ; liberté d'entreprendre, contribution du commerce et de l'artisanat à l'amélioration de la qualité de la vie et réponse aux besoins des consommateurs ; rôle des pouvoirs publics pour favoriser l'expansion dans l'égalité des chances ; insertion d'un article additionnel définissant les droits de l'individu, commerçant ou artisan ; propositions de la commission quant aux orientations économiques, sociales et fiscales ; rôle de la commission départementale d'urbanisme ; exercice de la concurrence ; formation professionnelle ; importance du texte ; esprit de coopération positive qui a animé la commission ; débat sur la transformation de la société, la qualité de la vie ; (p. 3973) : son interruption de séance ; précise à M. Bardol que la commission mixte paritaire, chargée d'étudier les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux baux commerciaux, sera réunie très prochainement ; demande de réunion immédiate de cette commission faite par le Gouvernement. **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article premier** (p. 4049) : son amendement tendant à fixer les principes fondamentaux de la doctrine proposée au pays. **Après l'Article premier** (p. 4049) : ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth relatif à la définition juridique de l'artisanat ; [5 octobre 1973] : **Avant l'Article 29** (p. 4122) : son amendement tendant à changer le titre du chapitre III. **Article 29** (p. 4123) :

ses observations sur l'amendement de M. Brocard : inutilité de cet amendement, rejeté par la commission ; (p. 4124) : son amendement tendant à rétablir la terminologie de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; son amendement dû à l'initiative de M. Guerneur ayant pour objet d'éviter toute discrimination sur le crédit ; (p. 4125) : son amendement tendant à supprimer les pratiques qui ont cours dans certaines professions et qui nuisent à de nombreux artisans ; souhait de la commission que soit traité sur un pied d'égalité celui qui produit directement comme celui qui s'adresse à un façonnier ; nécessité de donner aux syndicats de façonniers les moyens de confier à l'appréciation des tribunaux les tarifs de façons. **Article 31** (p. 4127) : ses observations sur l'amendement de M. Brocard sur la définition du mot « vente » ; son amendement tendant à l'application de l'article à tous les stades de la distribution ; (p. 4128) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; son amendement précisant que les menus services seront « sans valeur marchande » ; (p. 4129) : son amendement tendant à harmoniser le texte de cet article avec les dispositions de la loi du 29 décembre 1972 sur les ventes avec prime. **Article 33** (p. 4129) : son amendement de forme ; son amendement relatif à la publicité et à la promotion ; (p. 4130) : son amendement proposant deux dérogations visant, d'une part, les entreprises de presse, d'autre part, les catalogues de vente saisonnière ; (p. 4132) : ses observations sur l'amendement de M. Stehlin : non-conformité à l'esprit du projet de loi. **Après l'Article 33** (p. 4132) : son amendement relatif à la publication d'un barème des prix ; son amendement tendant à concilier la situation existante avec une meilleure pratique de la concurrence ; (p. 4136) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; (p. 4142) : son amendement tendant à la réglementation des jours et heures d'ouverture des établissements commerciaux ; (p. 4144) : son amendement tendant au report après les articles de fond des articles traitant des sanctions. **Article 32** (p. 4145) : son amendement de coordination : suppression de l'article. **Article 34** (p. 4145) : expose l'amendement de MM. Peyret et Neuwirth tendant à rétablir l'exigence de la mauvaise foi de l'annonceur qui figurait dans la loi du 2 juillet 1963 ; (p. 4147) : ses observations sur les arguments de M. Foyer et de M. Cot sur la notion de mauvaise foi des annonceurs ; (p. 4148) : son amendement tendant à introduire la notion d'existence en matière de publicité mensongère ; son amendement interdisant la vente sous conditionnement identique de plusieurs produits de composition différente ; caractère réglementaire de l'amendement de M. Jans relatif à la composition et au poids des produits alimentaires ; (p. 4150) : son

amendement tendant à permettre à l'administration de se faire communiquer par les annonceurs tous les documents nécessaires à son enquête ; sa réponse au secrétaire d'Etat ; indique que la commission ne peut admettre que le redevable ou l'annonceur ait à se justifier devant l'administration ; (p. 4151) : répond aux arguments de M. Foyer ; (p. 4152) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; souhait de M. Guermeur que la contre-publicité faite en réponse à la publicité mensongère soit automatiquement présentée dans les mêmes formes et aux mêmes endroits que celle qui a fait l'objet du délit ; (p. 4154) : ses arguments en faveur du rejet de l'amendement de MM. Aumont et Cot relatifs à la mise en œuvre des pénalités visant la publicité mensongère. **Article 35** (p. 4155) : ses observations sur les amendements de MM. Brocard et Peyret tendant à faciliter l'action de la partie civile. **Article 36** (p. 4155) : son amendement tendant à la simplification de l'article ; (p. 4156) : son amendement relatif aux associations de défense des consommateurs ; consultation du ministère public au moment de l'agrément ; critères de représentativité ; son amendement (non exclusion des possibilités d'action civile et d'agrément des associations indépendantes de toute forme d'activité professionnelle) ; son amendement relatif à l'action en justice des organisations professionnelles. **Après l'Article 36** (p. 4157) : ses observations sur l'amendement de MM. Aumont et Cot tendant à la création d'une magistrature économique ; ses réserves sur l'opportunité de cette institution ; rôle des services administratifs déjà existants ; inopportunité de modifier les principes généraux du droit public français [10 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4250) : son amendement tendant à faire de l'article 2 un article d'enseignement et de formation ; (p. 4251) : répond aux arguments de M. Jans. **Article 3** (p. 4252) : son amendement de synthèse. **Après l'Article 3** (p. 4253) : rejet de l'amendement du Gouvernement par la commission pour une raison non de fond mais d'opportunité. **Article 4** (p. 4254) : son amendement tendant à faciliter aux entreprises commerciales ou artisanales, petites ou moyennes, le travail en coopération. **Avant l'Article premier** (p. 4255) : son amendement ; (p. 4256) : ses observations sur le sous-amendement de MM. Aumont et Capdeville ; répond au Gouvernement : caractère un peu abstrait des articles d'orientation ; amendement tendant à marquer le caractère profondément humain des dispositions du projet ; sa réponse à M. Claudius-Petit sur l'expression : « commerçants individuels » ; (p. 4258) : ses observations sur l'amendement de MM. Aumont et Capdeville (création d'une commission centrale du commerce et de l'artisanat) ; son amendement de forme ; [11 octo-

bre 1973] : **Avant l'Article 16** (p. 4282) : ses amendements de présentation du chapitre III ; (p. 4283) : s'oppose à l'amendement de M. Bardol tendant à créer des chambres de commerce distinctes des chambres d'industrie. **Article 16** (p. 4285) : son amendement tendant à la consultation entre les organisations professionnelles et les chambres consulaires ; répond aux arguments du Gouvernement visant à la suppression des chambres d'agriculture de la liste des organismes consultés. **Article 18** (p. 4290) : son amendement : seuil de 200 logements pour les ensembles immobiliers ; (p. 4292) : ses amendements. **Article 19** (p. 4293) : ses amendements ; (p. 4295) : répond au Gouvernement. **Après l'Article 20** (p. 4298) : son amendement tendant à créer une section du commerce au sein de chambre de commerce et d'industrie. **Avant l'Article 21** (p. 4298) : son amendement de forme. **Article 21** (p. 4300) : son amendement. **Article 23** (p. 4305) : son amendement tendant à retirer au préfet le droit de vote à la commission départementale d'urbanisme commercial ; (p. 4306) : son amendement relatif à la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial ; (p. 4309) : son amendement : non-participation à la commission départementale d'urbanisme commercial du maire de la commune d'implantation ; répond aux arguments de MM. Chinaud et Flornoy ; [12 octobre 1973] (p. 4349) : s'oppose à la suspension du débat. **Article 22** (p. 4350) : son amendement tendant à faire disparaître la référence à la loi de finances rectificative de 1969 ; son amendement tendant à réduire les seuils des surfaces de plancher et de vente, prévus par le Gouvernement ; (p. 4352) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; (p. 4354) : sur le sous-amendement de M. Briane ; (p. 4355) : son amendement : réglementation des augmentations de surfaces ; son sous-amendement ; (p. 4356) : son amendement : transformations d'immeubles existants ; (p. 4357) : son amendement : non-cessibilité et non-transmissibilité de l'autorisation préalable ; (p. 4358) : ses observations. **Après l'Article 22** (p. 4358) : ses observations sur l'amendement de M. Boinvilliers : implantations de grandes surfaces à la limite d'un autre département. **Après l'Article 23** (p. 4360) : son amendement : moyens de fonctionnement de la commission départementale d'urbanisme commercial ; ses observations sur le sous-amendement de M. Guermeur ; répond à M. Fanton. **Article 24** (p. 4364) : son amendement : motivations des décisions de la commission d'urbanisme commercial ; son amendement ; retrait ; (p. 4365) : s'oppose à l'amendement de M. Jans : modalités d'appel des décisions de la commission. **Article 25** (p. 4366) : répond aux arguments de M. Bardol ; (p. 4367) : son amendement

relatif à la composition de la commission nationale d'urbanisme commercial. **Article 24** (p. 4369) : son amendement : délai de trois mois fixé pour que le ministre se prononce sur un recours ; son amendement : non délivrance du permis de construire avant l'expiration du délai de recours ou, s'il y a recours, avant la décision en appel du ministre. **Article 26** (p. 4370) : ses observations sur l'amendement de M. Poperen : élaboration des règlements relatifs aux commerces non sédentaires par les municipalités. **Article 27** (p. 4371) : son amendement de suppression. **Article 28** (p. 4371) : s'oppose aux amendements de MM. Briane, Guillermin et Guermeur [18 octobre 1973]. **Après l'Article 36** (p. 4528) : son amendement de forme ; son amendement : conditions privilégiées de crédit pour la reconversion ou l'installation ; (p. 4529) : ses observations sur les amendements ; (p. 4530) : son amendement : concours financiers particuliers pour l'installation et la reconversion des chefs d'entreprise ; (p. 4531) : ses observations sur les amendements ; (p. 4532) : ses amendements : stages et prêts prioritaires d'installation et d'équipement ; (p. 4533) : son amendement tendant à la création d'un conseil du crédit à l'artisanat ; son amendement : aide au transfert des entreprises artisanales de sous-traitance. **Avant l'Article 37** : son amendement de forme. **Article 37** (p. 4535) : son amendement : extension du bénéfice des dispositions de l'article aux artisans ; son amendement : stages de formation professionnelle ; son amendement de forme. **Article 38** : son amendement de suppression. **Article 39** (p. 4536) : son amendement : indemnité versée à l'issue des stages ; accepte la nouvelle rédaction proposée par le Gouvernement. **Article 40** (p. 4537) : son amendement tendant à accorder les mêmes facilités aux artisans qu'aux commerçants quelle que soit la nature du bail souscrit. **Avant l'Article 41** (p. 4547) : son amendement de forme, son amendement relatif au contrat d'apprentissage et aux stages d'initiation : conditions que doivent remplir les élèves. **Article 41** (p. 4548) : son amendement de suppression ; (p. 4551) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement et sur le sous-amendement de M. de Poulpiquet ; [19 octobre 1973] : **Article 42** (p. 4590) : son amendement tendant à la modulation suivant les métiers de la prime accordée au chef d'entreprise ; (p. 4591) : son amendement de terminologie ; sa mise au point : auditions du ministre de l'éducation nationale par la commission ; répond à M. Cot. **Article 43** (p. 4592) : son amendement de suppression. **Après l'Article 43** : son amendement : consultation des organisations professionnelles par le Gouvernement sur l'opportunité de subordonner l'accès à la profession à l'obtention d'un titre ou d'un diplôme ; rap-

port au Parlement sur ces consultations. **Article 44** (p. 4595) : son amendement de suppression. **Après l'Article 44** : son amendement : création de fonds d'assurance formation par les chambres consulaires ; s'oppose au sous-amendement de M. Neuwirth et au sous-amendement de M. Brocard. **Article 20** (p. 4596) : son amendement de suppression. **Article 45** (p. 4597) : son amendement : caractère prioritaire de l'aide aux programmes de formation de courte durée ; son amendement de coordination. **Avant l'Article 46** : son amendement de forme. **Article 46** : son amendement de suppression. **Article 47** (p. 4598) : son amendement de suppression. **Article 48** : son amendement de suppression. **Avant l'Article 49** (p. 4600) : son amendement : rapport annuel du Gouvernement au Parlement après consultation des organisations professionnelles sur l'évolution des secteurs du commerce et de l'artisanat ; (p. 4605) : son amendement : renouvellement des baux commerciaux ; application des dispositions de l'article 7 du décret du 3 juillet 1972. **Article 49** : son amendement de rectification ; son amendement de coordination. **Article 50** (p. 4611) : ses observations sur les amendements de M. Neuwirth et du Gouvernement. **Article 10** : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Ligot. **Seconde délibération. Article 23** (p. 4626) : s'oppose à l'amendement de M. Poperen : composition des commissions départementales d'urbanisme commercial ; s'oppose à l'amendement de M. Jans relatif à la composition des commissions d'urbanisme commercial ; son accord avec l'amendement du Gouvernement ; estime que l'amendement de M. Godon est satisfait par ce dernier. **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1973] (p. 6697) : renonce à la présentation orale de son rapport ; ampleur des débats auxquels a donné lieu le projet de loi ; (p. 6698) : sa réponse à M. Servan-Schreiber : commissions d'urbanisme commercial ; conditions d'adaptation par l'Assemblée de l'article 21 du projet de loi ; (p. 6702) : positions successives prises par M. Cot. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6707) : son amendement tendant à reprendre pour l'article premier le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; s'oppose aux amendements de M. Cot. **Article 2** (p. 6708) : son amendement tendant au rétablissement du texte voté par l'Assemblée en première lecture. **Article 19** (p. 6719) : son amendement : suppression de dispositions déjà prévues dans les textes. **Article 29** (p. 6720) : son amendement : suppression de dispositions concernant les ventes promotionnelles. **Article 31** (p. 6721) : son amendement tendant à éviter que ne soit tournée la loi sur les ventes à prime ; ses arguments à l'encontre des amendements de

MM. Neuwirth et Briane : ventes à prime, fixation d'un pourcentage de base des opérations gratuites et permises ; son amendement : protection du commerce de proximité ; son amendement : suppression des dispositions relatives aux entreprises de vente par correspondance. **Article 31 bis** (p. 6723) : son amendement : délai de paiement différé des denrées périssables ; son désaccord avec l'amendement de M. Briane : possibilité de conventions entre les parties. **Article 33 bis** (p. 6724) : son amendement tendant à rétablir le texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture. **Article 34** (p. 6726) : ses observations sur les amendements de MM. Cot et Guermeur ; son avis favorable au texte du Gouvernement : modalités de répression de la publicité mensongère. **Article 22** (p. 6729) : ses observations sur l'amendement de M. Cot : procédure d'instruction des dossiers ; [7 décembre 1973] (p. 6765) : son amendement : seuil des surfaces de vente ; (p. 6766) : répond au Gouvernement. **Article 23** (p. 6769) : son amendement tendant au rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture. **Article 25** (p. 6773) : ses observations : présence des parlementaires à la commission nationale d'urbanisme commercial. **Article 25 bis** (p. 6774) : son amendement de coordination. **Article 41** (p. 6777) : son amendement tendant au rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture ; sa proposition de modification de l'amendement du Gouvernement. **Article 41 bis** (p. 6778) : son amendement : formation préprofessionnelle seulement dans les entreprises artisanales. **Article 43** (p. 6781) : ses amendements : activités commerciales, chambres de commerce et d'industrie, son accord avec l'amendement de M. Vauclair : titres et diplômes. **Article 49 A** (p. 6783) : son amendement relatif au contenu du rapport du Gouvernement sur l'application de la présente loi. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7227) : présente les conclusions de la commission mixte paritaire ; (p. 7230, 7231) : son accord avec les amendements du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Agriculture et développement rural, FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5308) : rend hommage à l'action du ministre de l'agriculture, problème foncier, politique réfléchie d'installation des jeunes, IVD et prêts ; statut du fermage, difficultés d'exercice du droit de préemption ; souhaite la visite du ministre dans le département de la Somme ; absence de SAFER en Picardie ; difficultés des producteurs de viande ; fonctionnement de l'ONIBEV ; plan de relance bovine ; subventions aux bâtiments d'élevage ;

prêts d'élevage ; bonifications de prêts spéciaux ; (p. 5309) : situation des prêts du crédit agricole ; remembrement ; situation de l'habitat rural ; carte scolaire agricole ; enseignement agricole ; maisons familiales ; amélioration de l'IVD ; cotisation d'assurance maladie pour les agriculteurs retraités, révision du taux des cotisations accidents du travail supportées par les exploitants.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637), rapporteur. **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6543) : son rappel des quatre anciennes contributions directes et des taxes assimilées ; bases d'imposition de ce système ; répartition des contributions ; caractère contestable du système indiciaire ; assiette de ces impôts et pression fiscale ; (p. 6544) : rappelle les différents projets de réforme de la fiscalité directe ; réforme-cadre de l'ordonnance de 1959 ; travaux de la commission Mondon-Pianta ; loi du 2 juin 1968 et assiette unique des impôts directs locaux ; révision des évaluations ; procédure d'évaluation des valeurs locatives des locaux à l'échelon commercial ; émotion suscitée par les déclarations du Gouvernement sur la patente ; son amendement tendant à préciser que la nouvelle patente continuera à bénéficier aux communes ; demande au Gouvernement des précisions sur ce point ; retard du Gouvernement dans le dépôt du projet de loi sur la rénovation de la patente ; ses observations sur le calendrier de discussion des textes relatifs aux finances locales ; présente l'économie du projet de loi ; taxe sur les ordures ménagères ; (p. 6545) : non-création de ressources nouvelles au profit des collectivités locales ; recherche de bases plus équitables ; ses observations sur la portée du projet ; étape dans la voie de la modernisation des finances locales ; caractère technique du texte ; (p. 6557) : sa réponse à M. Frelaut ; propos du ministre de l'économie et des finances devant la commission des lois au sujet de l'assiette de la taxe d'habitation. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 6569) : son amendement tendant à préciser que les trois contributions locales et la nouvelle taxe professionnelle seront perçues au profit des communes et des départements ; se rallie à l'amendement de M. Foyer ; (p. 6570) : son accord sur le sous-amendement de M. Combrisson relatif à la date d'entrée en vigueur de la réforme de la patente. **Article premier** (p. 6572) : s'oppose à l'amendement de MM. Combrisson et Boulloche tendant à lier l'application du projet à la mise en place de la réforme de la patente ; (p. 6574) : s'oppose à l'amendement de M. Kalinsky tendant à définir l'assiette de la taxe d'habitation sur la base d'un droit fixe et d'un droit proportionnel : [5 décem-

bre 1973] : **Article 2** (p. 6621) : sa proposition de modification du sous-amendement de M. Frelaut : évaluation de la valeur locative des logements à loyers réglementés. **Article 4** (p. 6623) : son accord avec l'amendement de MM. Papon et Bouloche et le sous-amendement de M. Kalinsky : non-prise en compte des locaux annexes dans le calcul de la valeur locative. **Avant l'Article 8** (p. 6624) : s'oppose à l'amendement de M. Kalinsky : taxe foncière sur les outillages. **Article 8** (p. 6625) : son amendement ; retrait ; son amendement : ressources des régions pendant le régime transitoire ; (p. 6626) : ses observations sur l'amendement de M. Dubedout accepté par la commission : modification de l'équilibre actuel entre les quatre contributions. **Après l'Article 8** (p. 6627) : accepte l'amendement de M. Fontaine : taxe régionale additionnelle dans les DOM. **Article 10** (p. 6629) : son accord avec l'amendement de M. Papon et avec les sous-amendements du Gouvernement : taxe foncière et garantie des propriétaires contre un transfert de charges ; ses amendements, devenus sans objet ; accepte l'amendement de M. Sallé : délai de renonciation par les conseils municipaux à l'étalement des transferts de charge. **Après l'Article 10** (p. 6630) : s'oppose à l'amendement de M. Bégault : taxe de remembrement. **Article 11** (p. 6631) : son amendement : exonérations en faveur des contribuables âgés ; se rallie aux amendements de M. Kalinsky ; (p. 6632) : ses amendements : renvoi à des décrets d'application. **Après l'Article 11** (p. 6633) : s'oppose à l'amendement de MM. Boulay et Bouloche : ressources des régions ; soutient l'amendement de M. Chauvet : communication aux élus locaux des documents fiscaux afférents à la réforme ; (p. 6635) : sa modification apportée à l'amendement de M. Papon : rapport au Parlement sur l'application de la réforme. **Commission mixte paritaire**, rapporteur [19 décembre 1973] (p. 7218) : expose les conclusions de la commission mixte paritaire ; (p. 7223) : son accord avec les amendements de forme du Gouvernement. **Deuxième lecture**, rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7249) : demande à l'Assemblée de reprendre le texte tel qu'il avait été proposé par la commission mixte paritaire et voté à l'Assemblée après adoption d'amendements du Gouvernement ; ses amendements en ce sens. **Discussion des articles**. **Article premier** : ses amendements ; suggère l'utilisation de la procédure du vote unique sur l'ensemble des amendements. **Article 3** : son amendement. **Article 4** : ses amendements. **Article 5** : son amendement. **Article 7** : son amendement. **Article 8** : ses amendements. **Article 9** : son amendement. **Article 10** : ses amendements. **Article 10 bis** :

son amendement. **Article 11** : ses amendements. **Article 13** : son amendement.

— **Projet de loi relatif aux combattants d'Afrique du Nord** (n° 723). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6831). **Rappel au règlement** : application de l'article 88 du règlement ; mise en cause du rapporteur par M. Gilbert Faure.

— **Projet de loi relatif aux indemnités viagères de départ et aménagement du régime des cumuls** (n° 275). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article premier B** (p. 6887) : son sous-amendement : conditions de dépôt des demandes d'IVD ; retrait.

1974

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives** (n° 935) [2 juillet 1974], rapporteur. **Discussion générale** (p. 3334) ; présente les grandes lignes du projet de loi. **Discussion des articles**. **Article 4** (p. 3242). **Article 5** (p. 3243). **Article 9** (p. 3244) : défend les amendements présentés par la commission des lois. **Deuxième lecture** [10 juillet 1974] (p. 3486) : présente les trois dispositions modifiées par le Sénat.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la mise en cause pénale des maires** (n° 1112) [9 juillet 1974] (p. 3422) : estime que ce débat s'instaure fort opportunément au moment où de nouveaux pouvoirs sont confiés sans cesse aux élus municipaux, souhaite éviter aux maires des difficultés de procédure pénale.

— **Rappel au règlement** : débat sur les problèmes agricoles [2 octobre 1974] (p. 4664).

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° 1172). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4747) : tient à déplorer dès maintenant l'insuffisance du budget de l'agriculture.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° 1181). **Discussion des articles** [10 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4949, 4951) : amendement n° 18 : saisine du Conseil constitutionnel par cinquante membres du Parlement ; repoussé. **Sur l'ensemble** (p. 4957) : vote favorable du groupe UDR. **Deuxième lecture** [17 octobre 1974] (n° 1244) (p. 5159). **Article premier** : son amendement n° 2 : possibilité pour soixante députés ou sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion des articles** [16 octobre 1974] (p. 5095). **Article premier** : sur l'article, aurait préféré que le projet se limite à combler le déficit de certains régimes par l'appel au budget général.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande** (nos 1252, 1168), rapporteur. **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5276) : les conclusions de son rapport sont lues par M. Claude Gerbet ; la commission des lois estime que la proposition de résolution est recevable ; le rapport rappelle que le Gouvernement n'a jamais déposé un projet de loi relatif à l'organisation des professions de la viande (art. 17 de la loi du 8 juillet 1965).

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6053) : relancer la politique agricole, les cotisations sociales ; l'agriculture européenne ; rétablir la vérité des prix agricoles ; les prix de la betterave ; le débat sur l'agriculture.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6730) : les régions ; le centre de formation du personnel communal ; la subvention d'équilibre ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; le remboursement de la TVA aux régions communales ; la redistribution des charges et des ressources entre les collectivités locales et l'Etat ; votera les crédits.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant un prélèvement conjoncturel** (n° 1274). **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7396) : ne votera pas le projet ; le rôle de l'Etat dans l'inflation ; les exportations ; la balance des comptes ; l'endettement extérieur ; la complexité du texte ; la technocratie ; la productivité ; la commission du prélèvement ; (p. 7397) : la croissance et l'emploi ; la police des salaires ; (p. 7402) : la nature du prélèvement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 7596) : l'amendement n° 20 relatif aux centres de gestion agréés : un avantage pour les agriculteurs, des difficultés pour les commerçants et artisans au forfait ; le coût de l'affiliation ; discrimination entre deux catégories de contribuables ; les plus-values à court terme ; le taux intermédiaire de TVA ; ne votera pas l'amendement. **Article 3** (p. 7601) : son amendement n° 22 : autori-

sation temporaire pour le recouvrement des rôles primitifs des impôts directs locaux ; risque de recouvrement rapproché des rôles de 1974 et de 1975 ; (p. 7602) : rejeté. **Article 4** (p. 7603) : son amendement n° 23 : majoration du seul abattement facultatif pour charges de famille dans le calcul de la taxe d'habitation ; retiré. **Article 13** (p. 7604, 7608) : ses amendements nos 24 corrigé et 25 : garde permanente des enfants et plein exercice de l'autorité parentale pour l'octroi de majoration de pension aux fonctionnaires ayant élevé des orphelins ou des pupilles de la nation ; adoptés. En qualité de rapporteur pour avis. **Article 15** (p. 7609) : majoration du traitement des fonctionnaires des TOM ; recours juridictionnels. **Article 16** : son amendement n° 26 : procédure permanente d'étatisation de la police municipale ; accord des conseils municipaux intéressés ; (p. 7610) : adopté ; son amendement n° 27 : étatisation des polices des communes fusionnées ou regroupées ; adopté. **Article 18** (p. 7613) : la disparition du projet de loi n° 753 ; le rôle et le fonctionnement des fédérations départementales de chasseurs ; le sort des gardes fédéraux ; l'action de promotion de l'office national de la chasse.

Article 12 retiré du projet de loi de finances rectificative pour 1974, rapporteur (p. 7627) : le régime légal de revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice subi du fait des accidents de la route ; l'indexation de ces rentes ; la création d'un fonds chargé d'assurer la revalorisation des rentes financées par les assurés ; la suppression d'arrangement amiable ou judiciaire ; la commission propose d'adopter l'article 12 ; (p. 7630) : son amendement n° 1 : indexation des rentes pour accident de la circulation ; adopté ; (p. 7631) : son amendement n° 2 : invalide de plus de soixante ans ; devenu sans objet ; son amendement n° 3 : extension à toutes les personnes à charge ; adopté ; son amendement n° 4 : déplafonnement de l'indexation ; (p. 7632) : rejeté ; son amendement n° 5 : primes et cotisations afférentes à la garantie de la responsabilité civile versées au titre de l'assurance obligatoire ; adopté ; son amendement n° 6 : conditions d'application de la loi ; (p. 7633) : adopté. **Après l'Article 12** (p. 7634) : son amendement n° 7 : modification du titre du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes d'accident de la circulation ; adopté.

Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1340). **Après l'article 17** [10 décembre 1974] ; rapporteur pour avis ; (p. 7636) : amendements nos 1 et 2 reportant au 1^{er} janvier 1978 la date de publication des documents d'urbanisme ; retirés ; (p. 7637) :

son amendement n° 3 relatif à la validité des plans d'urbanisme dans les DOM ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [19 décembre 1974] (p. 8122) : rappelle des dispositions de la loi organique qui interdit les cavaliers budgétaires et les articles additionnels sauf s'ils portent sur les dispositions en discussion ; les conséquences de l'adoption par le Sénat d'un amendement relatif aux redevances de bassin ; la situation défavorable de l'Assemblée au moment de l'examen du texte de la commission mixte paritaire.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750). Discussion générale** [15 avril 1975] (p. 1641) : déclarations du ministre de l'intérieur faites à Mâcon relatives aux activités rurales ; rôle particulièrement important des officines rurales ; problème de l'exclusivité d'exercice de la profession (p. 1642) : son souhait que l'unicité et la spécialisation ne s'appliquent que dans les villes de plus de 10.000 habitants ; le nécessaire respect des droits acquis. **Discussion des articles** (p. 1659). **Article premier : Article 761-1 du code de la santé publique** : son sous-amendement n° 94 : activités des directeurs de laboratoires dans les villes de moins de 10.000 habitants ; repoussé. **Deuxième lecture** [27 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4897) : constate l'amélioration du texte par rapport au projet initial ; prend la défense des laboratoires en milieu rural ; demande à l'Assemblée d'écarter l'amendement n° 6 défendu par M. Bichat, rapporteur. **Discussion des articles. Article premier : Article L. 76-11 du code de la santé publique** (p. 4900) : sur l'amendement n° 6 de M. Bichat, précise qu'il s'agit de savoir si les pharmaciens ruraux pourront conserver ou non des activités annexes ; regrette que le Gouvernement demande un scrutin public alors qu'il ne l'a pas fait devant le Sénat.

— **Publication du rapport de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande** [17 avril 1975], rapporteur : (p. 1772) : indique qu'à l'unanimité la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande demande la publication du rapport.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'indemnisation des rapatriés (n° 1508)**, rapporteur. **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1910) : rectifier une erreur matérielle (p. 1911) : faire le maximum pour que les rapatriés ne subissent aucun préjudice du fait de cette erreur ; les regrets manifestés par la commission des lois devant la procédure du Gouvernement ; son souci

d'une modification de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral (n° 1402). Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2147) : prévoir la défense contre les assauts de la mer ; les interventions de M. Pleven et de M. Cazenave ; la loi du 16 septembre 1807 relative au dessèchement des marais ; la décharge faite à l'Etat de toute obligation d'entretien ; mettre en place une politique globale ; l'exemple du département de la Somme ; créer dans le domaine maritime des structures similaires aux agences de bassin ; l'insuffisance des moyens financiers du ministère de l'équipement, en vue de la protection des côtes. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2151) : son amendement n° 2 : insérer les mots : « et de la défense contre la mer » ; nécessaire révision de la loi de 1807 ; (p. 2152) : les charges que représente la défense contre la mer à l'échelon local ; prend acte des assurances du Gouvernement ; retiré.

— **Projet de loi portant modifications de dispositions de droit pénal (n° 1481). Première lecture** [16 mai 1975]. **Discussion des articles. Après l'Article 58** (p. 2852) : son amendement n° 51 : modifier les procédures relatives au retrait du permis de conduire ; adopté. **Deuxième lecture** [27 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 58 bis** (p. 4915) : s'oppose au sous-amendement n° 29 du Gouvernement à l'amendement n° 19 de M. Gerbet ; son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 19 de M. Gerbet : limiter aux cas où la conduite sous l'empire d'un état alcoolique est considéré comme délictuelle ; la possibilité de prononcer une mesure de suspension du permis de conduire ; repoussé ; son sous-amendement n° 27 : limiter l'effet de la décision administrative de suspension au prononcé de la décision judiciaire en considérant comme non avenue la mesure administrative ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : Article 230 du code civil** ; (p. 3358) : son sous-amendement n° 304 à l'amendement n° 103 de M. Donnez : supprimer l'alinéa de l'amendement n° 103 qui permet aux époux de ne pas mentionner la cause du divorce ; repoussé ; son amendement n° 64 : devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 103 de M. Donnez ; [3 juin 1975] : **Article premier : Article 240 du code civil** ; (p. 3519) : son sous-amendement n° 290 à l'amendement n° 282 de Mme Fritsch : remplacer le mot « dureté » par le mot « gravité » ; retiré.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685). Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3728) : l'absence de solution originale face à la crise ; définir une stratégie de plein emploi qui décroche l'emploi des variations de la croissance ; faire du VII^e Plan le plan du droit au travail ; l'absence de solution dans le programme commun ; assurer d'abord un emploi aux catégories les moins favorisées ; l'insuffisance des conditions économiques proposées par le VII^e Plan pour assurer le plein emploi ; (p. 3729) : la menace de la « stagflation » ; centrer les réflexions du Gouvernement autour de l'idée des besoins en heures-travail ; étudier les emplois à pourvoir dans les services publics et les entreprises privées ; l'appel massif qui a été fait aux travailleurs immigrés ; ne plus sous-évaluer le travail manuel ; régionaliser la politique du droit au travail ; rechercher une suppression de la pénibilité de certains postes ; la prime donnée par les charges sociales aux investissements anti-main-d'œuvre ; (p. 3730) : procéder à un nouvel examen de la fiscalité sur l'emploi ; coordonner l'action de l'Etat avec celle des régions.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 3** (p. 4001) : fait observer l'insuffisance de la révision biennale en matière de révision des valeurs locatives industrielles ; rappelle que le code général des impôts a prévu une révision générale tous les six ans ; (p. 4005) : son amendement n° 30 : réduction de 10 à 50 % de la base pour les artisans, la variation de la réduction étant fonction du nombre des salariés employés ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 4** (p. 4008) : s'élève contre le recours à l'article 40 ; annonce qu'il cesse, du fait de l'utilisation de cet article par le ministre de l'économie et des finances, de participer à la suite du débat.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux (n° 1642). Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4196) : la réforme traditionnelle des syndicats médicaux ; les préoccupations des médecins de campagne.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881). Discussion des articles** [16 octobre 1975]. **Après l'Article 25** (p. 7003) : estime que le comité d'études prévu par l'amendement n° 514 de M. Foyer doit faire des propositions et ne doit pas se livrer seulement à un examen ; son sous-amendement n° 522 : nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'amendement n° 514 ; son sous-amendement n° 523 :

substituer la date du 31 mars 1976 à celle du 1^{er} juillet ; repoussé ; (p. 7005) : maintient son sous-amendement n° 522 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880) :**

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7147) : le projet de budget pour 1976 est-il un moyen de réponse aux espoirs des Français ? ; le déficit grave de la sécurité sociale et des collectivités locales ; réformer le financement du budget social de la nation ; voir plus loin que les équilibres comptables ; (p. 7148) : saisir la chance qu'offre le VII^e Plan.

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Après l'Article 5** (p. 7270) : manifeste son désaccord avec l'augmentation présentée par le ministre de l'économie et des finances sur l'amendement n° 40 de M. Vizet.

Deuxième partie :

Travail [4 novembre 1975] (p. 7825) : la situation de l'emploi et la trésorerie des petites entreprises ; la définition d'un nouveau droit au travail dans le cadre d'un nouveau type de croissance ; le problème des charges sociales des petites entreprises.

Education [12 novembre 1975] (p. 8184, 8185) : souhaite l'examen des nationalisations des collèges à l'occasion d'une question orale sans débat.

Intérieur : Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 (*J.O.* Débats du 13 novembre 1975). **Collectivités locales** (p. 8323) : l'imbrication entre le VRTS et le FECL ; la lourdeur des frais de voirie dans les budgets communaux ; les délais en matière de travaux publics et la fusion des communes ; l'évolution inquiétante des budgets départementaux ; (p. 8324) : demande que le ministre réponde après chaque question posée.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels (n° 2017)** [11 décembre 1975]. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 9689) : son amendement n° 14 : en matière de cumul d'une activité professionnelle rémunérée et d'une pension de retraite, obtenir un certain effet dissuasif de telle façon que le demandeur d'emploi titulaire d'une pension de retraite ne constitue pas un concurrent gênant face au demandeur d'emploi ne bénéficiant pas d'une telle pension ; repoussé.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification du code de l'administration communale (n° 1649), rapporteur** [17 dé-

cembre 1975] (p. 9914) : les inconvénients du système en vigueur pour le financement du centre de formation des personnels communaux ; les améliorations proposées par le Sénat.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753), rapporteur. **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1816) : rappelle l'évolution du droit en matière d'établissements insalubres ; (p. 1817) : la nécessaire adaptation de la loi du 19 décembre 1917 ; procéder à une codification des textes ; l'extension du champ de la loi de 1917 et le renforcement des moyens en faveur de la lutte contre les nuisances ; tenir compte du caractère spécifiques des activités rurales ; les pouvoirs nouveaux accordés à l'administration ; l'aggravation des sanctions pénales ; l'instauration par le Sénat d'un double régime d'autorisations et de déclarations ; (p. 1818) : le problème des établissements concernant la défense nationale ; le problème de la date d'application de la loi. **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article premier** (p. 1829) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Garcin ; (p. 1830) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Deprez ; son amendement n° 101 : prise en compte de la protection de la nature dans les critères de classement des établissements ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Mesmin ; son amendement n° 9 : suppression des dispositions relatives à l'application d'autres dispositions législatives ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 1831) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Garcin. **Article 2** (p. 1831) : son amendement n° 10 : regroupement à l'article 2 des dispositions figurant aux articles 2 et 4 du projet voté par le Sénat, permettant une présentation nouvelle et mieux adaptée à l'objet même du projet ; adopté après adoption des sous-amendements n°s 84 à 86 du Gouvernement. **Article 3** (p. 1833) : son amendement n° 11 : suite logique de l'amendement n° 10 ; adopté après adoption du sous-amendement n° 87 du Gouvernement. **Article 4** (p. 1833) : son amendement n° 12 : supprimer l'article 4 ; adopté. **Article 5** (p. 1834) : son amendement n° 13 : demande d'autorisation ou de déclaration adressée en même temps que la demande de permis de construire ; l'amendement n° 13, adopté, devient l'article 5. **Article 6** (p. 1836) : ses observations sur l'amendement n° 66 de M. Forni ; son amendement n° 14 : consultation nécessaire et délivrance de l'autorisation par le préfet ; adopté après adoption des sous-amendements n° 90 du Gouvernement, n° 56 défendu par M. Deprez et n° 113 de M. Forni. **Article 8** (p. 1838) : défend l'amendement n° 103 de

M. Ribes : consultation des organisations professionnelles intéressées ; adopté ; son amendement n° 15 : possibilité pour le préfet d'assouplir les règles en fonction des circonstances locales ; adopté. **Article 8 bis** (p. 1839) : suggère de ne pas débattre de l'article 8 bis. **Article 10** (p. 1841) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction de l'article ; éviter de pénaliser les installations anciennes ; adopté ; son amendement n° 102 : conservation des dérogations déjà existantes ; adopté. **Article 11** (p. 1841) : son amendement n° 18 de coordination ; adopté ; (p. 1842) : son amendement n° 19 : possibilité pour les tiers intéressés de réclamer l'imposition de mesures spéciales à l'exploitant ; adopté ; son amendement n° 20 : consultation du conseil départemental d'hygiène ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 1842) : son amendement n° 21 : régime des installations soumises à déclaration déjà autorisées ; adopté. **Article 13** (p. 1843) : est favorable à l'amendement n° 91 du Gouvernement sous réserve d'une modification ; son amendement n° 22 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 93 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 93 du Gouvernement : modification rédactionnelle de l'amendement ; adopté ; (p. 1844) : son amendement n° 23 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 24 : limitation dans le temps du droit de recours des tiers ; adopté ; est défavorable à l'amendement n° 94 du Gouvernement ; son amendement n° 105 : servitudes dont la mention doit être incluse dans le permis de construire et l'acte de vente ; adopté ; (p. 1845) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Delong. **Article 14** (p. 1846) : son amendement n° 26 : simplification de la rédaction de l'article ; adopté après adoption des sous-amendements n° 95 du Gouvernement et n° 60 défendu par M. Deprez. **Article 15** : son amendement n° 27 : substitution d'une date fixée par décret au délai d'un an ; adopté ; son amendement n° 28 : ne pas soumettre les installations existantes à un régime plus sévère que les nouvelles installations ; adopté. **Article 16** (p. 1847) : son amendement n° 29 : supprimer l'article 16 ; adopté. **Article 17** : son amendement n° 30 : assujettissement des seuls établissements industriels et commerciaux ; adopté ; son amendement n° 31 : modification des taux de la taxe unique ; adopté ; (p. 1848) : son amendement n° 32 : consultation du conseil supérieur de l'hygiène publique de France ; devenu sans objet ; son amendement n° 33 : unification du régime des pénalités et majorations pour retard applicables aux taxes ; adopté ; son amendement n° 34 rédactionnel ; adopté. **Article 18** (p. 1849) : son amendement n° 35 rédactionnel ; adopté. **Article 23** (p. 1850) : son amendement n° 36 : montant des sommes pouvant faire l'objet d'une consi-

gnation ; adopté ; son amendement n° 37 retiré. **Article 24** : son amendement n° 109 : possibilité pour l'exploitant de choisir entre la régularisation et la suspension spontanée d'activités ; adopté ; (p. 1851) : son amendement n° 111 rédactionnel ; adopté. **Article 25** : son amendement n° 39 : substituer aux mots : « le préfet peut prescrire à l'exploitant » les mots « l'exploitant est tenu » ; renforcer le texte du Sénat ; (p. 1852) : ses observations sur son amendement ; adopté. **Article 26** : son amendement n° 40 : consultation du maire et du conseil départemental d'hygiène ; adopté. **Article 27** (p. 1853) : sur l'amendement n° 97 du Gouvernement, juge que le transfert de compétences du préfet vers le ministre de la défense n'est pas souhaitable et qu'il doit être limité autant que faire se peut. **Article 29** (p. 1854) : son amendement n° 41 ; retiré ; son amendement n° 42 : substitution des références à la nouvelle loi aux références à la loi du 19 décembre 1917 ; adopté. **Titre** (p. 1855) : son amendement n° 43 retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [25 juin 1976] : **Article 5** (p. 4738) : son amendement n° 1 de pure forme ; adopté. **Article 6** (p. 4738) : son amendement n° 2 ; adopté ; son amendement n° 3 ; retiré. **Article 24** (p. 4740) : son amendement n° 4 soutenu par M. Bouvard ; adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4988) : les problèmes qui se posent ; (p. 4989) : le système d'autorisation élaboré par le Sénat ; la consultation des conseils généraux et régionaux ; conclut à l'adoption du texte tel qu'il revient du Sénat ; le caractère fondamental de la lutte contre les nuisances et la pollution.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° 2133). **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2382) : son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 1 de M. Gissinger, défendu par M. Foyer ; (p. 2383) : son amendement n° 7 défendu par M. Foyer ; son amendement n° 8 défendu par M. Foyer. **Article 3** (p. 2385) : son amendement n° 9 défendu par M. Foyer.

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° 2132). **Discussion de l'article unique** [29 avril 1976] (p. 2393) : son amendement n° 10 défendu par M. Foyer ; son amendement n° 12 défendu par M. Foyer.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2639) : constate que le débat sur l'article prouve la nécessité d'un règlement d'ensemble du problème des finances locales ; regrette que les départements ne soient pas partie prenante à la répar-

ation des ressources nouvelles ; (p. 2640) : son amendement n° 43 : ne pas affecter de façon obligatoire les sommes versées par le fonds d'équipement des collectivités locales à la section d'investissement du budget communal ; (p. 2641) : retire son amendement n° 43 au profit de l'amendement n° 44 de M. Mario Bénard ; insiste sur les nécessités annuelles des petites communes qui ont à rembourser de nombreux emprunts.

— **Rappel au règlement** [6 mai 1976] (p. 2695) : **article 134** du règlement ; séance réservée aux questions orales.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° 1717), rapporteur. **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3104) : une solution législative au problème posé par la concurrence entre les taxis traditionnels et les voitures dites de petite remise ; retient la question préalable opposée par M. Claudius-Petit ; son rapport écrit ; estime n'avoir pas transgressé le règlement ; indique que la proposition de loi a été inscrite à l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement ; expose que la matière est législative, la réglementation applicable aux taxis étant édictée en vertu d'une loi ; les conditions de la concurrence pour les voitures de petite remise ; (p. 3105) : indique que la jurisprudence refuse aux maires de réglementer ce type de moyen de transport ; la proposition de loi : instituer un système de licence permettant un contingentement afin de combler cette lacune ; en sa qualité de rapporteur, à son grand regret, invite l'Assemblée à voter la question préalable ; (p. 3107) : objecte que le décret de 1955 a été pris sous l'empire de la Constitution de 1946 [18 mai 1976] (p. 3132) : rappelle que l'Assemblée n'a pas adopté les conclusions de rejet présentées par la commission ; les deux principes du nouveau texte : reconnaissance de la mission de service public des taxis là où ils existent, reconnaissance de l'utilité des véhicules de louage dans certains cas, ces véhicules devant répondre à des règles minima de sécurité ; l'article premier donne une définition juridique des véhicules de petite remise. **Discussion des articles** [18 mai 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3133) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jans. **Article premier** (p. 3134) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Boulay défendu par M. Houteer ; s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Jans. **Article 2** : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jans ; (p. 3135) : observe que la proposition de M. Neuwirth avait une autre portée que l'amendement n° 4 de M. Jans ; s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jans. **Article 3** : indique que la commission a été favorable à l'intransmissibilité et à l'incessibilité mais constate qu'elles auront

pour conséquence de défavoriser l'entreprise personnelle par rapport aux sociétés ; (p. 3136) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Boulay ; suggère que la proposition de M. Defferre fasse l'objet d'une mise au point à l'occasion des navettes. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1^{er} décembre 1976] (p. 8874) : la mission de service public des taxis ; le problème posé par l'existence de voitures dites de « petite remise » ; adopter la proposition de loi dans des délais brefs. **Discussion des articles** [1^{er} décembre 1976]. **Article premier** (p. 8877) : son amendement n° 1 précisant que l'interdiction de porter un signe distinctif ne s'applique qu'à l'activité de petite remise ; son amendement n° 2 interdisant totalement aux voitures de petite remise l'usage du radio-téléphone, sauf dans le cas où l'activité de petite remise ne constitue qu'une activité accessoire d'une autre activité ; (p. 8878) : le caractère vain des craintes de M. Hamel concernant le problème du stationnement et de la circulation des voitures de petite remise sur la voie publique ; les notions d'activité principale et d'activité accessoire ; a m e n d e m e n t n° 1 adopté ; (p. 8879) : la nouvelle rédaction de la dernière phrase du second alinéa de l'article premier ; amendement n° 2 adopté. **Article 2** (p. 8880) : l'article 2 du Sénat plus libéral ; (p. 8881) : son amendement n° 3 rectifiant une erreur matérielle ; une situation idyllique et non conflictuelle ; adopté. **Article 3** (p. 8882) : son amendement n° 4 indiquant que les propriétaires de voitures de petite remise régulièrement déclarées ou effectivement exploitées à la date de publication pourront, à titre intransmissible et incessible, continuer leur exploitation ; le système actuel reposant sur la déclaration ; ne pas créer un précédent regrettable ; amendement n° 4 adopté. **Article 4 bis** (p. 8883) : son amendement n° 6 accordant à l'autorité administrative le pouvoir de suspendre l'autorisation d'exploiter une voiture de petite remise pour une durée qui ne peut excéder six mois ; une amélioration du texte ; amendement n° 6 adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement. **Explications de vote** [1^{er} décembre 1976] (p. 8884) : la société « Autoservice ».

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3725) : le projet ne visera pas ceux qui vivent des plus-values ; le Gouvernement doit procéder à de nouvelles études ; il faut élaborer un texte moins injuste, moins excessif, car il aboutit à taxer aussi bien les plus-values légitimement gagnées que les plus-values non gagnées ; le texte doit mieux tenir compte du contexte

économique et de la politique agricole ; par une sorte d'abus, le projet qualifie de revenu ce qui n'est qu'un gain en capital ; (p. 3726) : le texte est insuffisant car sans tenir compte des pertes subies par les petits épargnants, il ménage les fortunes acquises, supprime les possibilités d'investissement, alors qu'il exonère le Napoléon ; l'orateur votera les amendements de la commission qui tendent à remédier à ces inconvénients, mais, même amélioré, le projet resterait peu cohérent, mal construit, difficile à adopter s'il n'y a pas un nouveau temps de réflexion. **Discussion des articles** [8 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3865) : son amendement n° 249 : insérer le nouvel article suivant : « institution d'une imposition spéciale sur les profits spéculatifs et sur les enrichissements sans cause » ; constate que le projet du Gouvernement est opposé au principe énoncé par le Président de la République ; (p. 3866) : déclare son amendement incompatible avec les autres dispositions du projet ; estime qu'en votant son amendement, les parlementaires exerceraient leur droit de lever l'impôt ; (p. 3868) : sur la réserve de son amendement n° 249, n'entend pas mettre en cause le travail de la commission des finances ; demande le même traitement pour son amendement que celui réservé à tous les amendements présentés sur l'article premier ; amendement réservé ; [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3916) : aurait souhaité que son amendement n° 249 fut mis aux voix le 8 juin au soir, mais comprend la position du Gouvernement sur la réserve ; [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3964) : conteste que les explications de M. Fourcade rendent compte de ce qu'est en fait le projet. **Article 4** (p. 3974) : **rappel au règlement** : pense que le président pourrait réserver les votes sur les amendements de suppression mais non la discussion ; [16 juin 1976] : **Article 5 (suite)** (p. 4196) : reprend l'amendement n° 105 de M. d'Aillières qui est retiré et tendant à l'exonération des apports des biens indivis fonciers agricoles ; retiré ; [17 juin 1976] : **Article 10** (p. 4309) : son amendement n° 270 : concernant l'activité sylvicole qui n'est que très exceptionnellement exercée à titre principal ; retiré ; (p. 4310) : son amendement n° 71 : concernant les relations entre bailleurs et locataires ; doute que l'adoption de l'amendement n° 138 rende inutile son amendement ; retiré ; (p. 4311) : sur l'article 10, a l'impression que M. Fourcade imagine qu'il n'y a en France que de très grandes entreprises ; plaide la cause des chefs de petites entreprises qui arrivent à la fin de leur vie. **Article 12** (p. 4315) : défend l'amendement n° 74 de M. Marie tendant à clarifier la fin du premier paragraphe de l'article 12 ; adopté ; [22 juin 1976] :

Avant l'Article premier (suite) (p. 4458) : son amendement n° 249 rectifié ; indique que les articles du texte gouvernemental se sont effilochés ; aurait aimé pouvoir retirer son amendement, mais estime souhaitable que le Gouvernement dise quelles sont ses intentions concernant une deuxième délibération ; souligne le caractère confus du texte illustré par l'article 3 ; (p. 4459) : craint que le texte ne provoque une guerre fiscale entre assujettis et Etat du fait de la tracasserie fiscale qu'il entraîne ; indique que son amendement permettrait une nouvelle réflexion ; repoussé. **Article premier (suite)** (p. 4461) : retire son amendement n° 282.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (n° 71), rapporteur. Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4900) : explique les buts de la réforme ; souhaite l'adoption du texte du Sénat pour les deux articles ; souhaite l'examen séparé de ces deux articles. **Discussion des articles** [29 juin 1976]. **Article premier** (p. 4901) : souhaite l'adoption du texte du Sénat sur l'article premier ; fait remarquer que l'observation de M. Claudius-Petit s'applique à une autre loi portant réforme de la politique foncière. **Article 2** : se félicite que l'article 2 puisse être adopté car il permet de protéger spécialement les personnes âgées.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6574) : l'insuffisance du temps de parole ; l'impossibilité de vote ; le rôle du budget de l'Etat dans l'inflation ; l'étude des coûts du service public ; le problème de l'emploi ; le plan Barre contre la stagflation et non contre l'inflation ; les dangers de l'encadrement du crédit ; la revalorisation des prix agricoles causée par la sécheresse, le désordre monétaire et l'anarchie de ces prix ; le caractère souhaitable d'un bilan consolidé de l'ensemble des dépenses des collectivités publiques ; l'impôt sur la fortune, « tarte à la crème » ; les différentes taxes sur l'automobile ; (p. 6575) : le retour à des principes de base clairs en matière de fiscalité ; critique de l'impôt sur les plus-values. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6617) : la complexité de notre système fiscal qui engendre un arbitraire de plus en plus grand ; demande à la commission des finances d'étudier non seulement l'impôt sur les fortunes mais également la réforme générale de notre système agricole. **Article premier** (p. 6621) : son amendement n° 7 :

exclusion des gains en capital de la surtaxe ; repoussé ; (p. 6622) : son amendement n° 3 rectifié : conditions d'exonération des demandeurs d'emploi ; le retire au profit de l'amendement n° 19 de M. Papon. **Article 2** (p. 6630) : la création d'un précédent instituant une surtaxe sur le revenu qui s'applique à une seule catégorie de Français ; proteste contre les accusations portées vis-à-vis des agriculteurs ; le cas de la Somme ; la production du porc ; des systèmes absurdes. **Article 6** (p. 6649) : son amendement n° 5 tendant à supprimer l'article ; réservé. **Article 9** (p. 6661) : se demande pourquoi son amendement n° 6 ne vient pas en discussion ; son amendement n° 6 : suppression des dispositions relatives aux sanctions ; le caractère pénal de l'ordonnance de 1945 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524) :**

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6783) : souligne qu'un débat sur la situation financière des collectivités locales et sur leurs rapports avec l'Etat avait été promis à l'Assemblée.

Première partie :

Discussion des articles [22 octobre 1976] : **Article 3** (p. 6932) ; son amendement n° 97 défendu par M. Bernard Marie ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution en ce qui concerne l'article 3 modifié par l'amendement n° 111 de M. Goulet ; [26 octobre 1976] : **Article 8 (suite)** (p. 7011) : ne comprend pas le texte ; a voté contre l'instauration de la serisette ; considère qu'il n'a pas le droit de voter les textes auxquels il ne comprend rien ; des textes de plus en plus compliqués et de plus en plus ésotériques ; (p. 7012) : considère qu'il faut par principe s'opposer à ce texte.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice [2 novembre 1976] (p. 7358) : demande dans quels délais sera examinée au Parlement la réforme des juridictions prud'homales ; (p. 7360) : le PAP n° 16 ; l'application des peines ; le peu de juges chargés de l'application des peines ; sa question sur l'informatique et les centres de traitement ; le cumul des ordonnances pénales ; conserver à la justice son caractère humain ; son amendement qui a diminué dans des proportions considérables le nombre des retraits de permis de conduire ; (p. 7362) : le rôle des officiers de police judiciaire dans les procurations.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8026) : la première orientation du VII^e Plan ; le groupe de programmes emploi ; les jeunes ; une pro-

tection lourde et compliquée ; la formation professionnelle ; l'AFPA ; la Somme ; le nombre des chômeurs.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 (*J.O. Débats* du 20 novembre 1976) (p. 8362) : la détérioration progressive des finances départementales ; les variations des clés de répartition du VRTS et du FECL ; (p. 8363) : souligne que le financement des conseils de prud'hommes est à la charge du département.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8284) : un budget de reconduction ; la parité de la police et de la gendarmerie ; hommage à la police nationale ; les conditions d'exercice de la police ; la mosaïque des corps ; les accidents de la route ; les permis de conduire ; la ceinture de sécurité ; procédure administrative et procédure judiciaire ; les personnels des préfectures ; l'asphyxie financière des collectivités locales ; la TVA ; le VRTS ; les syndicats de communes ; la taxe professionnelle ; (p. 8285) : la croissance des impôts locaux ; le rapport Guichard.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9425) : prononce l'exposé de M. Daillet ; le taux de TVA applicable aux prix de journées des maisons de retraite privées ; les difficultés financières des maisons de retraite ; s'associe aux propos de M. Daillet ; le droit d'amendement et la procédure de la commission mixte paritaire ; sa proposition de recours au Conseil constitutionnel.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° 2522). **Discussion générale** [3 novembre 1976] (p. 7426) : les nationalisations ; commente les trois principes de M. Montdargent sur les nationalisations ; l'inquiétude devant la réorientation de la production aéronautique française vers l'aviation civile ; les ateliers à Albert ; (p. 7427) : la surproduction de l'industrie aéronautique civile ; la concurrence ; l'aviation militaire ; la nécessité d'avoir une industrie de défense ; le financement public à l'Aérospatiale ; la rentabilité dans l'industrie nationalisée et dans l'industrie privée ; souhaite l'adoption des conclusions du rapporteur, M. Limouzy.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9135) : le RPR ; (p. 9136) : le problème de la maîtrise par le Gouvernement des crédits de fonctionnement ; revenir à une rigueur budgétaire ; souhaite que la Cour des comptes travaille sur des problèmes d'actualité ; la réduction proposée sur

les crédits d'étude d'exécution du budget ; la capacité contributive des Français atteinte ; les dépenses des établissements publics et collectivités dépendantes de l'Etat ; tarifs et prix ; la participation de la France au financement des organismes internationaux ; le peu de recettes du collectif ; la taxe professionnelle ; les cas aberrants d'augmentation de taxe d'habitation ; (p. 9137) : la fiscalité des collectivités locales ; le rapport Guichard ; mettre fin à la « boulimie » de l'équipement collectif.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1976] (p. 9758) : application de l'article 50 ; discussion des projets de loi relatifs à l'aide au logement et à l'architecture ; réserver les fins de session à la discussion des textes examinés sérieusement auparavant.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° 2183). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9766) : n'a pas peur de porter atteinte aux libertés dans certains cas ; la fouille en douane ; le renforcement de la sécurité.

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° 2755). **Discussion des articles** [11 mai 1977]. **Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2665) : son amendement n° 29 soutenu par M. Mauger ; repoussé.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2797) : « l'enfer fiscal » ; les modalités de soutien du groupe RPR au quatrième projet législatif concernant la taxe professionnelle ; le chiffre du programme commun ; les prévisions des experts du Gouvernement ; (p. 2798) : le courage dont a fait preuve le Gouvernement en retirant le texte qui avait été présenté ; la coopération entre les pouvoirs législatifs et l'exécutif ; le texte de 1975 ; la limitation à la hausse mise en place par le texte de décembre 1976 ; assurer aux collectivités locales les ressources dont elles ont besoin ; la surdétermination de tous débats sur les impôts locaux par la réforme du rapport entre l'Etat et les collectivités locales ; la compensation du déficit entraîné par le plafonnement, par une cotisation temporaire ; le rejet par le groupe RPR de l'application des mesures transitoires en 1978 ; le refus par le RPR d'aménager une transition entre l'ancienne patente et la taxe professionnelle ; la nécessaire disparition des impôts de répartition ; (p. 2799) : l'âpreté de la compétition internationale ; revenir à une neutralité fiscale en ce qui

concerne les investissements ; refuse que le deuxième paramètre d'une taxe fiscale soit les salaires ; le droit au travail réaffirmé par le président du RPR ; supprimer de tout impôt professionnel la référence au salaire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2821) : l'application du plafond de taxation à une entreprise ayant déposé son bilan.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises (n° 2757). Discussion générale** [18 mai 1977] (p. 2874) : la priorité qu'il importe d'accorder au droit au travail des Français.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (nos 261, 1532). Discussion de l'article unique** [2 juin 1977]. **Article unique** (p. 3354) : ne pas transformer les commissions d'enquête en tribunal révolutionnaire. **Après l'Article unique** (p. 3356) : la publication au *Journal officiel* de la liste des membres présents.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels (n° 2844). Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3890) : le tribut payé par les parlementaires aux accidents de la route ; le caractère nécessaire d'un véritable débat sur les problèmes posés par l'alcoolisme ; la nécessité de moraliser en même temps que de légiférer ; l'absence de remède miracle ; une société « imprégnée » par l'alcool ; l'éducation des Français ; l'aide de l'Etat au mouvement de réadaptation des alcooliques ; les raisons de la non-sensibilisation des automobilistes aux risques de l'alcool ; la culpabilisation des automobilistes ; (p. 3891) : leur fatalisme ; le caractère excessif des amendes ; l'admission par le Conseil constitutionnel du transport d'un cocktail Molotov ; la lutte contre l'ivresse ; le vote favorable du groupe du RPR ; son amendement relatif à la limitation des suspensions administratives du permis de conduire ; mettre en œuvre une politique de prévention routière et d'éducation. **Discussion des arti-**

cles. Après l'Article 3 (p. 3900) : la nature de « cavalier » de l'amendement n° 11 du Gouvernement ; les pouvoirs de suspension du permis de conduire du préfet.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes (n° 2921). Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 3994) : la signification de l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Donnez.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (n° 2769). Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4111) : les missions de la commission des infractions fiscales ; (p. 4112) : indique que l'adoption de l'amendement n° 35 de M. Lauriol lui semble tout à fait nécessaire. **Après l'Article premier** (p. 4114) : la non-transmission de dossiers à la commission des infractions fiscales avant sa mise en place. **Article 4** (p. 4119) : soutient l'amendement n° 55 de M. Claudius-Petit : inapplication des dispositions de l'article aux infractions au régime économique de l'alcool et aux réglementations prohibant l'absinthe et les liqueurs similaires ; devenu sans objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit (n° 2547). Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5925) : la nature du compromis réalisé par le projet de loi entre les aspirations des consommateurs et des distributeurs ; les aspects positifs du projet ; le lien entre contrat de prêt et contrat de vente ; la protection du consommateur ; le droit de « repentir » ; (p. 5926) : les aspects négatifs du projet ; l'alourdissement par les coûts supplémentaires des taux de crédit ; le désavantage qui frappe les acheteurs au comptant ; l'examen du projet de loi relatif au crédit immobilier. **Motion de renvoi en commission** (p. 5929) : sa motion de renvoi en commission ; le droit de timbre de dimension ; la rédaction de l'offre préalable en deux exemplaires ; retire sa motion de renvoi en commission. **Discussion des articles. Article premier bis** (p. 5931) : le caractère cumulatif des conditions introduites par l'amendement n° 71 de M. Burckel. **Article 2 A** (p. 5933) : son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 73 de M. Burckel : prise en considération du taux effectif global du crédit ; repoussé. **Article 2** (p. 5935) : la spécificité de l'expression « offre préalable ». **Après l'Article 4 bis** (p. 5944) : soutient le sous-amendement n° 131 de M. Bérard à l'amendement n° 81 de M. Burckel : possibilité pour le juge d'instance saisi par voie de référé de réduire ou de supprimer la por-

tée de la protection dont bénéficie l'emprunteur ; son amendement n° 127 : conditions dans lesquelles l'emprunteur est de droit dégagé de ses obligations en cas d'incapacité totale permanente ; la fixation réglementaire des conditions de dégagement ou de suspension des obligations des emprunteurs ; l'intervention du juge d'instance ; (p. 5946) : retire son amendement n° 127 ; (p. 5947) : sous-amendement n° 131 ; repoussé. **Article 6** (p. 5950) : son sous-amendement n° 128 à l'amendement n° 85 soutenu par M. Foyer : suppression des dispositions relatives à la livraison du bien pendant la période du droit de rétraction ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article 2 A** (p. 8454) : son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 5 de M. Burckel : suppression du caractère obligatoire de la mention des taux dans tous les cas ; devenu sans objet. **Article 2** (p. 8455) : son amendement n° 15 : remise d'un exemplaire des prêts aux cautions ; non soutenu ; repris par le Gouvernement ; adopté ; son amendement n° 16 repris par le Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Commission mixte paritaire**, rapporteur suppléant [20 décembre 1977] ; (p. 9079) : les points examinés par la CMP ; l'introduction des prêts personnels dans le champ d'application de la loi ; l'exclusion du champ d'application de la loi de crédits d'un montant supérieur à une somme fixée par décret ; les indications contenues dans la publicité relative aux opérations de crédit et dans les offres préalables de crédit ; (p. 9080) : le taux effectif global ; la protection du consommateur ; la mise en place d'une nouvelle réglementation du crédit.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 7** (p. 6232) : la loi Royer ; (p. 6233) : l'harmonisation fiscale et sociale entre salariés et non-salariés ; la nécessité d'une réelle information de la situation comptable des commerçants et artisans ; le caractère rudimentaire du système forfaitaire ; la nécessité de l'incitation ; le malaise auquel sont soumis commerçants et artisans ; (p. 6236) : le coût réel de la disposition proposée par l'amendement n° 103 de M. Lauriol ; (p. 6237) : le malaise ressenti par les commerçants et artisans ne bénéficiant pas de l'abattement de 20 p. 100 et n'adhérant pas aux centres de gestion agréés. **Article 9** (p. 6239) : la possibilité offerte au Gouvernement d'améliorer la rédaction, lors de la discussion du texte, de l'article devant le Sénat. **Article 18** (p. 6244) : l'assiette de la taxe professionnelle ; l'assiette de la contribution exceptionnelle des institutions finan-

cières sur les salaires ; (p. 6245) : son amendement n° 147 : exclusion des caisses d'épargne du champ d'application de l'article 18 ; le rôle privilégié joué en matière de crédit pour les collectivités locales par les caisses d'épargne ; la diminution de la collecte de l'épargne ; adopté. **Après l'Article 28** (p. 6254) : son sous-amendement n° 146 à l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette : fixation au 1^{er} janvier de la date du relèvement de la taxe sur les huiles et les corps gras d'origine végétale ; soutient le sous-amendement n° 149 de M. Boudet à l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette : fixation au 1^{er} janvier de la date d'entrée en vigueur du relèvement de la taxe sur les huiles et les corps gras d'origine végétale ; (p. 6255) : l'accord du Gouvernement sur le relèvement de la taxe ; sous-amendements n°s 146 et 149 retirés. **Après l'Article 30 (suite)** (p. 6259) : la lutte contre l'alcoolisme ; l'origine des accidents de voiture provoqués par l'alcoolisme ; les conséquences du rétablissement de la franchise de distillation.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débat du 20 octobre 1977 (*J.O. Débats* du 25 octobre 1977) ; (p. 6566) : le transfert des charges de l'Etat aux collectivités locales ; la surveillance des prisons ; la réforme des conseils de prud'hommes ; le contenu du rapport annuel sur l'aide judiciaire ; les problèmes d'éducation surveillée et des tribunaux d'enfants.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6877) : l'avenir des régions ; la région, lieu de concertation ; l'absence de moyens et d'axes de politique clairement définis ; le rapport Guichard ; l'aggravation du dérèglement des finances locales ; différencier la réforme des finances locales.

— **Rappel au règlement** [15 novembre 1977] (p. 7417) : demande au Gouvernement les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux victimes de la tempête qui s'est abattue sur la Manche.

— **Projet de loi modifiant l'article L 167-1 du code électoral** (n° 3115), rapporteur. **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7839) : l'adaptation du code électoral à la réforme de l'ORTF ; l'harmonisation des dispositions concernant la propagande ; l'institution d'un organisme de coordination ; la composition de la commission ; le problème de la propagande dans les DOM et TOM. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7842) : son amendement n° 1 : extension à tous les membres de la commis-

sion de la possibilité d'être soit en activité, soit en retraite ; adopté ; son amendement n° 2 : désignation des membres de la commission par le bureau de leur juridiction d'origine ; repoussé ; son amendement n° 6 : prise en compte des délais d'acheminement des émissions dans les TOM ; adopté. **Article 4** (p. 7843) : son amendement n° 3 : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Ibéné ; le droit d'accès aux antennes de la télévision ; application de l'article L 167-1 du code électoral à Mayotte et dans les TOM ; le caractère national des élections législatives ; amendement n° 3 adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9061) : la suppression par le Sénat de la règle de la simultanéité de la diffusion des émissions ; la mise en place par le Sénat de modalités spécifiques pour le déroulement de la campagne outre-mer ; la prise en considération des situations géographiques des DOM. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9062) : son amendement n° 1 : simultanéité de la diffusion des émissions par les sociétés nationales de télévision et de radio-diffusion ; amendement n° 1 adopté. **Article 3** : son amendement n° 2 : prise en considération par la commission des délais d'acheminement et des différences d'heures en ce qui concerne les émissions destinées à être reçues hors métropole ; adopté.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147). Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7890) : caractéristiques du projet de loi ; les problèmes posés par les rapports juridiques et les relations contractuelles établis entre les bailleurs et les locataires ; (p. 7891) : l'utilisation de la loi par les personnes compétentes en matière juridique ; la question des loyers d'HLM ; la nature réglementaire de cette question ; l'amendement n° 53 tendant à modifier l'article premier du projet de loi relatif à la limitation applicable à l'augmentation des loyers pour l'année 1978 ; le décalage existant entre la date de révision des taux d'évolution des loyers et le moment où est publié l'indice de la construction calculé par l'INSEE ; les systèmes de réglementation des loyers ; la proposition par la commission des lois d'un système plus homogène ; la position de la commission sur la date de conclusion de la convention relative aux loyers sortis du blocage prévu par la loi du 1^{er} septembre 1948 ; (p. 7892) : l'adoption du projet de loi par la commission. **Discussion des articles, rapporteur pour avis de la commission des lois** [8 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8432) : son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 65 du Gouvernement : annualité de la révision des

loyers, redevances et indemnités d'occupation ; adopté ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 65 du Gouvernement : annualité de la révision ; adopté ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 65 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté ; la situation des mesures de rattrapage ; les conditions d'augmentation des loyers. **Article 2** (p. 8433) : son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 66 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 27 : de suppression ; adopté. **Article 4** (p. 8434) : son amendement n° 28 : l'extension des dispositions aux locations consenties moins d'un an après l'expiration de la durée prévue dans la dernière convention de location ; devenu sans objet. **Article 5** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 67 du Gouvernement. **Après l'article 5** (p. 8435) : son sous-amendement n° 75 à l'amendement n° 68 du Gouvernement : modification de pure forme ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 68 du Gouvernement ; adopté ; son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 69 du Gouvernement ; suppression de toute référence à l'article 3 *sexies* de la loi de 1948 visant les baux suivant le premier bail de six ans ; l'inopportunité de l'exclusion du champ d'application de la loi des baux conclus en application de l'article 3 *sexies* de la loi de 1948 ; (p. 8436) : rédiger clairement les dispositions de la loi ; devenu sans objet ; (p. 8437) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Briane ; le problème posé par l'évolution du coefficient fixant le loyer des baux commerciaux. **Après l'article 6** (p. 8438) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Cressard ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 81 du Gouvernement ; la rédaction de l'amendement n° 81 ; l'introduction dans la loi de la faculté d'y déroger ; la suppression de la référence à la loi du 16 décembre 1964 ; (p. 8439) : son amendement n° 33 : interdiction de la prise en considération d'une période de variation de l'indice supérieure à la durée s'écoulant entre chaque révision ; adopté ; les problèmes posés par l'établissement de la quittance de loyer. **Article 7** (p. 8440) : les positions successives de la commission des lois sur les dispositions relatives à la fixation du prix de l'eau ; le rejet par la commission des lois des deux premières solutions proposées par le Gouvernement ; l'équilibre des charges des communes et des collectivités locales ; l'avis favorable de la commission sur le nouvel amendement du Gouvernement ; (p. 8441) : le non-blocage de la surtaxe communale.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier :**

Article premier à 17 : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative (n° 3236). Discussion des articles (1^{er} décembre 1977). Article premier : Article 250-3 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 (p. 8145) : la notion de « personnel d'encadrement » ; s'orienter vers la constitution de sociétés anonymes à gestion participative avec un directoire et un conseil de surveillance. **Article 250-4 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 (p. 8146) :** son sous-amendement à l'amendement n° 4 du Gouvernement : extension aux sociétés ayant un conseil d'administration des possibilités de la société à gestion participative ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs (n° 3154). Discussion des articles [9 décembre 1977] : Après l'Article 23 ter (p. 8568) :** son amendement n° 1 soutenu par M. Bourson : faculté offerte aux propriétaires de marques de commerce, de fabrique et de service de s'opposer à la diffusion sans leur autorisation des textes publicitaires concernant leurs marques ; réservé ; [12 décembre 1977] : **Après l'Article 23 ter (suite) (p. 8597) :** son amendement n° 1 précédemment réservé ; modifié, adopté.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés (n° 2516). Commission mixte paritaire [21 décembre 1977] (p. 9154) :** les conditions d'exercice du droit d'amendement sur le texte d'une CMP ; les conditions d'adoption de la loi de finances ; l'occupation des parlementaires par le travail législatif ; indique qu'il votera les amendements proposés par le Gouvernement.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 342 et 342-6 du code civil relatifs aux modalités de mise en œuvre de l'action à fins de subsides (n° 2632) :** rapporteur. **Discussion générale [21 décembre 1977] (p. 9156) :** la modification des délais d'exercice de l'action à fins de filiation ; la loi du 3 janvier 1972 sur la filiation ; (p. 9157) : l'objet de la proposition de loi Darras ; la loi du 15 juillet 1955 ; les conditions d'action à fins de subsides. **Discussion des articles. Après l'Article premier :** le non-examen par la commission de l'amendement n° 1 de M. Marc Masson ; se déclare, à titre personnel, défavorable à l'amendement n° 1 ; les conditions d'actions à fins de subsides.

BILLECOCQ (Pierre)

*Député du Nord
(3^e circonscription)
(UDR).*

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports (deuxième gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [J.O. du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1276).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports (deuxième gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [JO du 28 février 1974] (p. 2316).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports :

QUESTIONS

• *réponses aux questions d'actualité de :*

— **Mme Thome-Patenôtre, MM. Bordu et Mesmin : Tarifs des transports publics ;** problème des rapports entre les tarifs urbains et suburbains de la région parisienne ; étude relative à l'institution d'un tarif unique pour toute la banlieue [16 mai 1973] (p. 1297).

— **M. Godon : Conflit de la batellerie** [8 juin 1973] (p. 2000, 2001).

— **M. Simon : Véhicules de ramassage scolaire ;** institution de tachygraphes [22 juin 1973] (p. 2471).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun (n° 447). Discussion générale [21 juin 1973] (p. 2381) :** communications et échanges dans les centres urbains ; actions entreprises dans la région parisienne ; dégradation de la situation en province ; action des municipalités ; caractère avant tout municipal de la politique de circulation urbaine ; transports urbains et politique d'aménagement du territoire ; rôle de l'Etat ; assistance technique ; méthodologie des études de transport en milieu urbain ; nécessité d'une réflexion décennale ; infrastructure, organisation et qualité des transports

collectifs ; préparation du VII^e Plan en matière de transports urbains ; rôle des commissions locales d'aménagement et d'urbanisme ; programmation des investissements ; concertation entre l'Etat et les collectivités locales ; politique globale des déplacements en zone urbaine ; aide aux investissements ; subventions aux études des collectivités ; prêts du FDES ; caractère privilégié de la province quant à l'accueil des techniques nouvelles ; subvention de l'Etat aux métros de Lyon et de Marseille ; au Val de Lille ; redéfinition du partage de la charge supportée ; objet du présent projet de loi ; caractère facultatif de l'institution du versement ; (p. 2382) : problèmes des villes moyennes ; fixation par décret d'un seuil de population ; taux maximal pour le versement ; obligation de remboursement pour les emplois situés dans les villes nouvelles ; faculté de remboursement dans les zones d'incitations particulières ; affectation du produit du versement. **Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Article premier** (p. 2390) : s'oppose à l'amendement de M. Hamel : seuil porté de 9 à 50 salariés ; répond aux arguments de M. Pujol en faveur de l'amendement ; s'oppose à l'amendement de M. Boulay : notion d'agglomération au sens de l'INSEE ; (p. 2391) : son amendement tendant à ce que la loi fixe un seuil de 300.000 habitants, possibilité d'abaissement de ce seuil par décret ; demande la réserve des amendements relatifs à la fixation du seuil de population jusqu'à ce que la commission des finances se soit prononcée sur leur recevabilité au regard de l'article 40 de la Constitution ; (p. 2392) : s'oppose à l'amendement de M. Hamel visant la situation au regard de la taxe des communes périphériques aux communautés urbaines et dont la population est inférieure à 15.000 habitants. **Article 3** (p. 2393) : s'oppose à l'amendement de M. Boulay : possibilité d'institution du versement par délibération du conseil général ; (p. 2394) : s'oppose à l'amendement de M. Hamel tendant à la suppression du deuxième alinéa : possibilité de porter à 1,50 % la taxe sur les salaires ; (p. 2395) : s'oppose à l'amendement de M. Boulay ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Houël tendant à porter à 2 % du montant des salaires le taux de la taxe dans les entreprises comptant plus de 100 salariés. **Article 4** (p. 2396) : s'oppose à l'amendement de M. Baudis : extension des mesures nouvelles à l'ensemble des usagers ; accepte l'amendement de M. Baudis tendant à préciser la nature des investissements spécifiques aux transports collectifs. **Après l'Article 6** (p. 2400) : s'oppose aux amendements de MM. Cermolacce et Alex Raymond : extension à tous les salariés de la prime mensuelle de transport ; demande la disjonction de ces amendements. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1973].

Article 4 (p. 2750) : son accord sur le texte du Sénat ; ses précisions sur les investissements spécifiques aux transports collectifs. **Article 5** : son accord avec le texte du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 355). *Deuxième partie* :

Transports. — Section commune. II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5047) : importance de la part du budget des transports terrestres au sein du budget des transports ; aides et subventions accordées au transport par voie ferrée ; accélération des investissements d'infrastructure en milieu urbain ; stabilisation des dépenses de transfert aux entreprises de transport publiques ; nécessité de compléter l'optique libérale en prenant en considération les actions de service public et les impératifs d'une politique sociale ; réserve exprimée sur le mécanisme du marché en ce qui concerne une part importante du domaine des transports terrestres ; efforts vers le progrès social ; secteurs concurrentiels de service public et de caractère social ; (p. 5048) : action vers une liberté plus grande dans le secteur concurrentiel, inclusion dans le secteur de l'ensemble des marchandises et des transports de voyageurs à moyenne et longue distance ; égalisation des chances ; normalisation des comptes entre l'Etat et la SNCF ; crédits de normalisation des charges ; identité de traitement pour les infrastructures ferroviaires et les modes de transport concurrents ; compensation des obligations de service public imposées à l'entreprise ; effort sur la tarification de l'usage des infrastructures ; taxe à l'essieu, harmonisation européenne ; égalisation des chances et plus grande liberté donnée aux entreprises ; réforme des contrats de programme de la SNCF ; sa croyance en l'avenir de la SNCF ; réussites spectaculaires mises à l'actif du personnel de la SNCF ; tendance libéralisatrice moins marquée pour les transports routiers ; mesures de « libération » et mesures d'« harmonisation » de la concurrence ; adaptation de la batellerie aux conditions de concurrence ; batellerie industrielle et batellerie artisanale, adaptation des flottes en 1974 ; formation professionnelle ; financement de maisons d'enfants ; contrat de programme signé avec la compagnie française de navigation sur le Rhin ; meilleure organisation des services publics de transport ; transports urbains et suburbains ; services omnibus de la SNCF ; transports scolaires ; transfert sur route de nombreux services ferroviaires en raison de la « motorisation » croissante ; prise de conscience nouvelle du caractère économique et social des transports urbains ; loi dite du « versement de transport » ; organisation d'une alternative valable à la voiture individuelle ; recherche et expérimentation de modes nouveaux de transport ; effort d'investissement

dans les transports parisiens ; antenne ferroviaire Aulnay-Roissy ; transports urbains de province ; loi du 11 juillet 1973 instituant un versement à la charge de l'employeur ; construction des métros de Lyon et de Marseille ; accroissement de la dotation pour les études et les recherches ; plans régionaux de transport ; réorganisation des services omnibus de la SNCF ; concertation avec les intéressés ; (p. 5049) : progrès social et sécurité routière ; limite sociale et limite de sécurité apportées à l'organisation d'un régime de liberté dans le secteur concurrentiel ; politique d'augmentation des rémunérations réelles à la SNCF et à la RATP ; réduction de la durée du travail ; effort d'amélioration de la situation des salariés dans le secteur des transports routiers en accord avec la profession ; rend hommage à la profession ; problèmes de sécurité routière ; application du premier règlement de la CEE ; envisage la création prochaine d'un permis spécial pour la conduite des véhicules les plus lourds ; perspectives du traité relatif au tunnel sous la Manche ; (p. 5053) : ses réponses à M. Stehlin sur les transports à longue distance ; technique des transconteneurs permettant d'éviter de nombreux transports par route ; système « kangourou » ; non-renonciation à l'idée de marché concurrentiel ; avantages du transport routier porte à porte ; (p. 5054) : mesures prises pour le transport des matières dangereuses ; précise à M. Frelaut qu'il a présidé une table ronde consacrée aux transports scolaires ; disposition proposées pour améliorer la sécurité ; sa réponse à M. Stehlin sur la coordination du rail et de la route ; décrets de Raoul Dautry et de 1936-1937 ; estime que la coordination se fait tous les jours et dans tous les domaines ; charges du service public de la SNCF sur les longues distances et sur les réseaux suburbain et rural ; distinction entre les activités de la SNCF concurrentielles et rentables et celles qui le sont difficilement ; clarification de la réglementation étudiée par un groupe de travail ; nouveau contrat de programme avec la SNCF ; étude d'un contrat de programme avec les transporteurs routiers ; esprit de complémentarité et esprit de concurrence ; nouvelle politique de coopération entre le rail et la route ; sa réponse à M. Brugnon sur les transports combinés ; crédits destinés aux centres d'échanges rail-route ; indemnisation par la SNCF des victimes de la catastrophe de Vierzy ; surveillance plus grande des ouvrages anciens ; sa réponse à M. Fiszbín ; rappelle les efforts spectaculaires accomplis depuis sept ou huit ans dans la région parisienne notamment ; (p. 5055) : amélioration du service dans les transports en commun ; augmentation de plus de 50 % des crédits destinés aux transports dans la région parisienne ; progression de 70 % de ces crédits pour la province ; en réponse à M. Fiszbín :

prend l'engagement de réaliser les objectifs du VI^e Plan en matière de transports en commun dans la région parisienne ; sa réponse à M. Gouhier à propos des investissements et de la ligne nouvelle Paris-Sud-Est, sur les tarifs préférentiels ; sur la qualité du service ; sa réponse à M. Lazzarino sur les possibilités de ressources offertes par la loi du 11 juillet 1973 : versement à la charge des employeurs.

Transports terrestres. Etat C - Titre IV (p. 5056) : ses observations sur l'amendement de MM. Papon et Cornet : nouvelle présentation des crédits par chapitres ; non-compétence du Parlement ; est prêt à mettre à l'étude le problème évoqué ; demande le retrait de l'amendement.

— **Proposition de loi tendant à réglementer la location du droit de pêche dans certains étangs salés privés du littoral (n° 724). Troisième lecture** [20 décembre 1973] (p. 7248) : se rallie à l'avis de la commission favorable à l'adoption du texte modifié par le Sénat ; son engagement de tenir compte dans la circulaire d'application concernant l'article 5 de l'esprit et des termes des travaux préparatoires.

BILLOTTE Pierre

*Député du Val-de-Marne
(5^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** visant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 58-360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 11) [10 avril 1973].

— **Proposition de loi sur la participation des salariés à l'élaboration des décisions et à la gestion dans les entreprises (n° 961)** [30 mai 1974].

— **Proposition de loi tendant à protéger le droit moral et le droit matériel de l'inventeur salarié (n° 1937)** [29 octobre 1975].

— **Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2750) autorisant d'adhésion à la convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971 (n° 3268) [30 novembre 1977].**

QUESTIONS

• question orale sans débat :

— (n° 6523) : **Problèmes juridiques soulevés par les entreprises en difficulté** [14 décembre 1973] (p. 7067, 7068) : émotion soulevée par l'affaire Lip ; inadaptation de nos moyens à la situation actuelle.

• question au Gouvernement :

— **Déclaration du chancelier fédéral allemand** [5 mai 1976] (p. 2625) : démarches entreprises au sujet de cette déclaration qui constitue une ingérence dans les affaires françaises et paraît assimiler le gaullisme au salazarisme, au franquisme et au fascisme.

INTERVENTIONS

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise (n° 2275) [11 mai 1976]** (p. 2880) : rappelle les termes de sa proposition de loi sur la participation des salariés à l'élaboration des décisions et à la gestion des entreprises ; la coresponsabilité, clef de voûte de tout le système de la participation ; la nécessité pour maîtriser la grande mutation scientifique et technique de notre époque de faire en sorte que les choix et les décisions émanent d'en bas et soient le fait de tous ; le renforcement de la liberté au sein de l'entreprise et autour d'elle, que constituerait une évolution économique reposant sur des structures participatives.

1977

— **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971 (n° 2750) : rapporteur. Discussion générale [8 décembre 1977]** (p. 8427) : les conséquences des naufrages du *Torrey Canyon*, de *Olympic Bravery* et du *Bohlen* ; l'accroissement des risques d'accidents causés par les pétroliers géants ; la solidarité internationale ; l'adhésion de la France à la convention portant création d'un fonds international d'indemnisation ; la convention de Bruxelles signée le

29 novembre 1969 ; (p. 8428) : le plan Cristal ; la convention du 18 décembre 1971 ; l'intérêt de la France ; l'amélioration des conditions d'indemnisation ; le champ d'application de l'indemnisation ; les exceptions à l'intervention du fonds ; l'indemnisation des dommages causés par les navires battant pavillon d'États non parties à la convention de 1971 ; les ressources du fonds ; le choix de Londres comme siège du fonds d'indemnisation ; le rôle privilégié dévolu aux groupes d'assurances britanniques ; établir une estimation précise des coûts des indemnisations complémentaires ; le bien-fondé du choix de l'assiette pour établir une solidarité internationale équitable ; la composition et l'organisation du fonds ; (p. 8429) : la contribution des consommateurs ; la nature de la charge supportée par les industriels pétroliers ; l'allègement des charges de l'armement pétrolier français indépendant ; le champ d'application de la convention ; la réparation des dommages essentiellement accidentels ; les conditions d'adhésion ; l'adoption du projet de ratification par la commission des affaires étrangères.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc (n°s 3323, 3324, 3325) : rapporteur suppléant. Discussion générale [17 décembre 1977]** (p. 8942) : la nouvelle politique engagée par l'Europe à l'égard des pays méditerranéens ; (p. 8943) : les relations entre la CEE et le tiers-monde ; la répartition de l'aide financière apportée par la CEE ; les réductions tarifaires réalisées en matière de coopération commerciale ; la garantie de l'égalité de traitement entre les travailleurs des différents pays du Maghreb ; le rejet par le Sénat du projet de loi relatif à l'Algérie ; la procédure des accords de groupe ; les conséquences d'un éventuel vote négatif de l'Assemblée ; l'accentuation des tensions ; la libération des otages enlevés par le Polisario ; le rôle de la France en Afrique du Nord ; (p. 8944) : les rapports de la France avec l'Algérie.

BILLOUX (André)

Député du Tarn
(1^{re} circonscription)
PSRG.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3043).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [23 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Prolongation de la grève des postes et télécommunications** [13 novembre 1974] (p. 6284).

- *questions orales sans débat :*

— (n° 1214) : **Équipement rural** [20 juin 1975] (p. 4577) : mesures envisagées pour améliorer la qualité de la vie dans les communes rurales, les retards de l'équipement rural (adductions d'eau, électrification) ; (p. 4578) : exemple du Tarn.

— (n° 41109) : **Suppression d'emplois dans le Tarn** [7 octobre 1977] (p. 6019, 6020, 6021) : les difficultés éprouvées par la Société du Saut-du-Tarn en raison de l'absence de commandes étrangères ; la réduction depuis 1975 du nombre d'emplois ; la situation difficile de toute la région.

— (n° 42761) : **Barème d'attribution des bourses d'enseignement** [9 décembre 1977] (p. 8533, 8534, 8535) : nécessité de faire évoluer les barèmes d'attribution des bourses applicables aux ressources des parents ; le principe de l'égalité devant l'instruction.

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à instaurer la gratuité effective de l'enseignement obligatoire ainsi qu'un régime d'allocations d'études et de prêts d'honneur (n° 1528) [11 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1688), complétant et modifiant le code minier (n° 1799) [25 juin 1975].

— **Proposition de loi** relative à l'organisation du marché de la viande chevaline (n° 1851) [30 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2385), modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles (n° 2635) [23 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1851 rectifié) relative à l'organisation du marché de la viande chevaline (n° 2678) [8 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi adopté, avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2846), complétant et modifiant le code minier (n° 2863) [10 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier (n° 2919) [25 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1127) relative à l'indemnisation des calamités agricoles (n° 3054) [29 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 45 du code des caisses d'épargne (n° 3302) [14 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du Conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [4 mai 1973] (p. 1053) : constate que le problème agricole n'est pas réglé après le marathon de Luxembourg ; évoque les inégalités de revenus, la faiblesse des crédits d'équipement prévus au budget de 1973 ; les disparités dans la répartition géographique des revenus agricoles, cite comme exemple le Sud-Ouest ; estime nécessaire de conserver à la petite et moyenne exploitation une place privilégiée ; de réformer l'IVD ; d'améliorer la politique foncière par le renforcement des SAFER ; d'accorder des aides personnalisées ; demande le développement de l'élevage ; la mise en place d'un véritable office chargé de la gestion globale du marché intérieur ; la garantie du maintien des prix, l'aide aux exploitations ayant moins de 11 bêtes ; espère que les dérogations à ce seuil seront nombreuses et seront étendues à l'espèce ovine ; estime insuffisant l'encouragement à l'élevage ; (p. 1054) : demande une aide en faveur des éleveurs de veaux ; une révision du soutien par le FORMA du prix de la poudre de lait ; un véritable office de la viande garantissant prix et débouchés pour toutes les viandes.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale (n° 442)** [5 juin 1973] (p. 1769) : égalité de tous devant l'instruction ; égalisation des chances ; scolarisation dans les classes maternelles ; charges supportées par les familles ; manque de maîtres ; ségrégation sociale ; retards scolaires ; gratuité de l'enseignement ; système de répartition des bourses ; répercussions des injustices de la fiscalité ; (p. 1770) : situation des bourses dans le second degré ; insuffisance des ressources de certaines familles ; difficultés des étudiants de condition modeste pour poursuivre leurs études ; gratuité totale pendant toute la période de scolarité obligatoire ; aides spécifiques ultérieures ; prêts scolaires sans intérêt.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Agriculture et développement rural, FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5321) : promesses de Provins en matière d'équipement ; ses observations sur la présentation du budget ; faible part réservée à l'enseignement, la formation et la recherche ; insuffi-

fisance des crédits d'équipement ; retard dans les programmes d'adduction d'eau ; (p. 5322) : situation dans son département ; retard dans les programmes d'électrification rurale ; bâtiments d'élevage ; crédits d'orientation du FORMA ; absence de moyens de fonctionnement de l'ONIBEV.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5658) : démocratisation de l'enseignement et systèmes d'attribution des bourses ; insuffisance de l'enseignement préscolaire ; (p. 5659) : suppression d'écoles en milieu rural, classes de niveau ; sélection par l'échec ; critique la réduction des études et l'apprentissage dès quatorze ans, nécessité de revoir l'ensemble des méthodes et des programmes.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6899) : non-inscription à l'ordre du jour complémentaire de la proposition de loi adoptée par le Sénat : reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires ayant pris part aux combats en AFN.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière (n° 952). Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3092) : demande au Gouvernement comment il entend faire respecter le prix indicatif et contrôler l'utilisation des cotisations versées par les producteurs ; le projet est insuffisant et manque d'ambition car l'Etat refuse de soutenir le prix du lait à la production.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5856) : ses observations relatives à la gratuité ; les insuffisances du système d'octroi des bourses ; le projet de budget ne fera pas disparaître les disparités entre la France urbaine et la France rurale.

Agriculture. — FORMA, BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1974] (p. 6112) : le gonflement des dépenses sociales ; les cotisations sociales ; la « rallonge » de la conférence annuelle ; les résultats nocifs de la concertation ; le centre interprofessionnel de l'économie laitière ; (p. 6113) : dépendance des producteurs à l'égard des transformateurs ; la crise du marché du vin et de la viande ; ne votera pas le projet.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6383) : l'abandon de l'exploitation des gisements charbonniers a diminué l'indépendance nationale.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion des articles** [18 décembre 1974] (p. 8024) : ses observations sur l'article 24 : la grave pénurie dans les centres d'aide par le travail.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171). **Première lecture. Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1396) : inadaptation du statut du fermage : acceptation quasi obligatoire des clauses de reprise triennale, délai-congé trop bref, insuffisance des sanctions en cas de manœuvres frauduleuses du bailleur, impossibilité de faire certains travaux sans l'accord du propriétaire ; projet qui n'aboutit pas à un véritable statut des baux ruraux adapté à une agriculture moderne ; (p. 1397) : les amendements du groupe socialiste : faciliter l'exercice du droit de préemption, limiter les possibilités de reprise du bailleur, allonger le délai de congé, donner au preneur une liberté totale d'investissement. **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 16** (p. 1521) : son amendement n° 112 : nécessité de l'agriculture à temps partiel dans les régions déshéritées ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4262) : la continuation des atteintes portées au statut du fermage ; (p. 4263) : un texte qui ne répond pas à l'attente des deux parties en présence. **Discussion des articles. Article 13 bis** (p. 4274) : son amendement n° 16 : faire respecter la réglementation des cumuls ; repoussé. **Explication de vote** (p. 4279, 4280) : les améliorations trop timides apportées par le texte ; les points obscurs qui demeurent ; l'impossibilité pour les députés socialistes de voter le projet.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4382) : l'indigence du texte, les dangers qu'il contient ; le cas de la formation primaire ; l'absence de tout dispositif en matière d'égalité des chances ; la subsistance des inégalités dans le domaine des classes maternelles ; les demi-mesures relatives au tronc commun ; l'organisation de la sélection ; l'absence de toute mesure en faveur de la gratuité scolaire ; l'adhésion du ministre au principe selon lequel l'éducation se vend comme une marchandise. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4414) : son amendement n° 58 : principe fondamental de l'obligation scolaire ; repoussé. **Article premier** (p. 4417) : son amendement n° 65 : garantie de la gratuité de l'enseignement ; repoussé ; (p. 4417, 4418) : en réponse au Gouvernement souligne les difficultés en matière de transports scolaires, d'internat et de bourse ; (p. 4419) : son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière : mesure de gratuité accordée aux enfants des immigrants ; repoussé. **Article 2** (p. 4426) : voudrait savoir par quel moyen le Gouvernement développera les écoles maternelles en milieu rural. **Article 4** (p. 4450, 4451) : pense que l'enseignement technique continuera à

rester sous la coupe du patronat. **Article 13** (p. 4467) : son amendement n° 78 : supprimer l'article 13 ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° 1747). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4728) : l'inefficacité du projet ; (p. 4729) : l'inspiration corporatiste du texte ; le risque de perdre de vue l'intérêt général. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4737) : son amendement n° 14 : faire en sorte que les accords garantissent aux producteurs des prix rémunérateurs ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Après l'Article premier** (p. 6172) : son amendement n° 18 : lier les aides publiques au maintien de l'emploi dans les entreprises ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7949) : **Explication de vote** : annonce le vote hostile du groupe socialiste sur l'état B.

Industrie et recherche. Discussion des articles [6 novembre 1975]. **Etat C - Titre VI** (p. 8032) : son amendement n° 171 : supprimer la subvention au BRGM ; précise que deux sondages seulement ont été opérés dans le bassin de Carmaux ; retiré.

Economie et finances. — I. Charges communes. Discussion des articles [19 novembre 1975] (p. 8708) : son amendement n° 182 : transférer au ministère de l'agriculture certains crédits inscrits au budget des charges communes ; retiré.

1976

— **Rappel au règlement** [13 avril 1976] (p. 1656) : ordre du jour : proteste contre le report de la discussion du projet de loi sur le code minier.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976 (J.O. Débats du 5 novembre 1976) (p. 7635) : les bâtiments d'élevage ; les zones de rénovation rurale et de montagne ; le Sud-Ouest ; le Centre ; ne pas accentuer la désertification des zones proches des zones de montagne.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7608) : une politique de facilité et de clientèle ; la révolution de l'agriculture depuis quinze ans ; l'endettement des

agriculteurs ; leur vulnérabilité ; les handicaps de l'agriculture ; les difficultés des éleveurs ; la vocation exportatrice de l'agriculture ; (p. 7609) : la faiblesse des structures ; l'exode rural le plus faible de la Communauté ; l'absence de politique d'aménagement du territoire ; l'évolution aberrante des conjonctures et des monnaies de certains partenaires européens.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8118) : la dépendance de la France en matière énergétique ; le charbon ; le plan « Bettencourt » ; les ressources charbonnières françaises ; relancer la production de charbon ; l'abandon du métier de la mine ; la reconversion des mineurs ; la proposition de loi des radicaux de gauche ; (p. 8119) : le laxisme de la politique d'EDF ; la concurrence faite aux Charbonnages de France ; le bassin du Centre-Midi.

Education [17 novembre 1976] (p. 8194) : la réduction des inégalités, thème de discussion ; les actions prévues par le PAP concernant l'éducation ; l'absence de lien entre budget et PAP en matière de contenu de l'enseignement ; les bourses ; les transports scolaires ; les conditions d'accès à l'enseignement ; les inégalités sociales ; ouvrir l'école sur la vie ; les conditions de sortie du système scolaire ; un semblant d'effort en faveur de l'enseignement préscolaire ; un système éducatif sclérosé favorisant l'élite.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° 1688), rapporteur. Discussion générale** [23 novembre 1976] (p. 8599) : un projet austère et technique ; la toilette du code minier ; l'énergie géothermique ; (p. 8600) : la législation des DOM étendue à la métropole ; les gîtes d'eau chaude ; les régimes d'exclusivité, de privilège d'occupation des sols et de périmètre de protection ; la recherche ; l'exploitation des substances minières ; un meilleur contrôle de l'Etat sur la gestion des ressources naturelles et sur les titulaires de titres miniers ; l'impact sur l'environnement des carrières et gravières ; la fiscalité applicable aux produits du sous-sol ; le pétrole et le gaz ; ses souhaits concernant le plan charbonnier ; l'indemnisation des populations touchées par les dégâts de surface ; (p. 8601) : la sécurité.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles (n° 2385) rapporteur. Discussion générale** [13 avril 1977] (p. 1764) : l'économie du projet de loi ; les modalités

de rejet d'hydrocarbures en mer ; les observations de la commission des communautés européennes ; la modification du système et des modes de répartition des redevances ; l'uniformisation du taux global des redevances sur celui des partenaires européens ; le maintien intégral de tous les avantages douaniers et fiscaux ; l'interrogation de la commission sur l'établissement d'une fiscalité sur la production des matières énergétiques. **Discussion des articles. Article 3 bis** (p. 1769) : son amendement n° 17 : dispositions de coordination ; réservé ; son amendement n° 2 : suppression du texte modificatif proposé pour l'article 19 de la loi du 30 décembre 1968 ; exprime son accord sur la discussion commune des amendements n° 3, n° 4 et n° 6 ; son amendement n° 3 : suppression du texte modificatif proposé pour l'article 20 de la loi du 30 décembre 1968 ; son amendement n° 4 : perception de la redevance prévue à l'article 21 de la loi du 30 décembre 1968 sur les permis d'exploitation et les concessions d'hydrocarbures liquides ou gazeux ; son amendement n° 6 : versement des produits des redevances des articles 20 et 21 de la loi du 30 décembre 1968 aux territoires d'outre-mer ; amendements n° 2, n° 3, n° 4 et n° 6 adoptés ; (p. 1770) : indique les réserves sous lesquelles la commission a accepté l'amendement n° 12 de M. Gouhier ; son amendement n° 5 : fixation à 12,5 % de la valeur des produits extraits, du pourcentage plancher du produit cumulé des redevances prévues aux articles 20 et 21 de la loi du 30 décembre 1968 ; l'uniformisation du taux global des redevances sur celui des partenaires de la CEE ; (p. 1771) : le maintien intégral des avantages douaniers et fiscaux ; la question de l'établissement d'une fiscalité sur la production des matières énergétiques ; la redevance appliquée à la production domestique ; le niveau raisonnable de la redevance ; amendement n° 5 repoussé ; (p. 1772) : son amendement n° 17 précédemment réservé : dispositions de coordination ; adopté. **Article 4** (p. 1773) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de l'article 28 de la loi du 30 décembre 1968 relatif au rejet des hydrocarbures ; les conséquences du maintien du principe de l'interdiction de tout rejet d'hydrocarbures ; les distinctions proposées par le projet de loi ; le contrôle des rejets d'hydrocarbures ; amendement n° 7 adopté ; (p. 1774) : son amendement n° 8 : modification rédactionnelle de l'article 28-1 de la loi du 30 décembre 1968 ; adopté ; son amendement n° 9 : modification rédactionnelle de l'article 28-2 de la loi du 30 décembre 1968 ; l'accord de la commission sur le sous-amendement n° 14 de M. Gouhier ; amendement n° 9 adopté ; (p. 1775) : l'acceptation par la commission de l'amendement n° 16 de M. Gouhier. **Après**

l'Article 4 : son amendement n° 10 : faculté de l'imposition de mesures plus contraignantes en application des dispositions du Code minier ; propose à M. Gabriel une formulation plus générale de son amendement n° 10 ; amendement n° 10 adopté après adoption du sous-amendement n° 19 de M. Gabriel. **Article 5** (p. 1776) : son amendement n° 11 de coordination ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 1777) : indique qu'en tout cas, la loi du 16 juillet 1976 s'applique aux modifications apportées à la loi du 30 décembre 1968. **Article 7** : son amendement n° 18 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'adaptation de la loi aux opérations effectuées sur le plateau continental adjacent aux collectivités territoriales d'outre-mer et aux fonds de leur mer territoriale ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° 1688) ; rapporteur. Première lecture. Discussion des articles [12 avril 1977]. Avant l'Article 5** (p. 1723) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 43 de M. Raymond. **Article 5** (p. 1724) : les conditions d'autorisation de l'exploitation des carrières après enquête publique. **Article 6** : son amendement n° 1 de pure forme ; adopté ; son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 7** (p. 1725) : son amendement n° 3 : gratuité de la cession à l'Etat des biens d'exploitation des carrières au terme de la concession ; adopté ; les dispositions de l'article 207 du code minier ; l'accord du Gouvernement et de la commission à propos de son abrogation. **Après l'Article 7** (p. 1726) : son amendement n° 4 : instauration et modalités de calcul d'une redevance due par les titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux ; son sous-amendement n° 38 déposé à titre personnel sur son amendement n° 4 : fixation du seuil minimum du produit cumulé des redevances ; soutient le sous-amendement n° 47 de M. Poperen à son amendement n° 4 : barème de calcul de la redevance ; (p. 1728) : la nécessaire révision de la taxation des titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures ; sous-amendement n° 38 : retiré ; sous-amendement n° 47 repoussé ; amendement n° 4 ; adopté. **Article 13** (p. 1729) : le caractère arbitraire du taux d'équivalence retenu par le Gouvernement ; l'adoption par la commission de l'amendement n° 20 de M. Julien Schwartz. **Article 17 : Article 83 du code minier** (p. 1731) : le caractère superfétatoire des amendements n° 8 de M. de Poulpiquet et n° 15 de M. Frédéric-Dupont ; l'adoption par la commission de l'amendement n° 25 de M. Maurice Legendre. **Article 84 du code minier** (p. 1732) : les conditions du rejet par la commission des amendements n° 26 de M. Maurice Legendre,

n° 16 de M. Frédéric-Dupont, n° 9 de M. de Poulpiquet et n° 21 de M. Dousset ; le rejet par la commission de l'amendement n° 27 rectifié de M. Maurice Legendre. **Article 85 du code minier** (p. 1733) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 52 de M. Dousset. **Article 18** (p. 1734) : les raisons du rejet par la commission des amendements n° 17 rectifié de M. Frédéric-Dupont et n° 10 de M. de Poulpiquet ; l'adoption par la commission de l'amendement n° 22 du Gouvernement. **Avant l'Article 21** (p. 1735) : le rejet par la commission de l'amendement n° 41 de M. Frédéric-Dupont ; (p. 1736) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 35 du Gouvernement et du sous-amendement n° 40 de M. Raymond soutenu par M. Maurice Legendre ; le rejet du sous-amendement n° 54 de M. Dousset à l'amendement n° 35 du Gouvernement ; (p. 1737) : le non-examen par la commission du sous-amendement n° 51 de M. Dousset ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 45 du Gouvernement. **Après l'Article 21** (p. 1738) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 36 du Gouvernement. **Article 22** : le rejet par la commission des amendements n° 12 et 18. **Après l'Article 23** (p. 1739) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 23 du Gouvernement [13 avril 1977]. **Article 24 : Article 132 du code minier** (p. 1760) : indique que la commission s'en remet à la sagesse de l'Assemblée à propos de l'amendement n° 31 de M. Mesmin ; (p. 1761) : l'acceptation par la commission des amendements n° 13 de M. de Poulpiquet et n° 19 de M. Frédéric-Dupont. **Article 134 du code minier** (p. 1762) : le secret des recherches pétrolières ; l'objet de l'amendement n° 24 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 24 du Gouvernement : modification de pure forme ; son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 24 du Gouvernement : non-opposabilité des règles du secret aux pouvoirs de contrôle du Parlement ; son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 24 du Gouvernement : fixation maximum à vingt ans de la période de non-communication des documents à des tiers ; demande à M. Dousset de retirer son sous-amendement n° 46 au profit de celui de la commission ; sous-amendements n° 28, n° 29 et n° 30 adoptés ; (p. 1763) : son amendement n° 5 : inopposabilité des règles de secret aux pouvoirs de contrôle du Parlement ; devenu sans objet ; son amendement n° 6 : conditions de réduction ou d'annulation par décret en Conseil d'Etat du délai de non-communication des documents ; devenu sans objet. **Article 33** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 37 du Gouvernement.

Deuxième lecture. Discussion générale [12 mai 1977] (p. 2696) : le problème des redevan-

ces en matière d'hydrocarbures liquides ou gazeux ; le support par les entreprises pétrolières d'impositions locales très faibles ; l'acceptation par le Gouvernement de l'opportunité d'accroître les recettes tirées des redevances par les collectivités locales ; (p. 2697) ; l'amendement gouvernemental établissant un mécanisme permettant de réglementer l'implantation et l'extension des carrières, en assurant la sauvegarde de l'environnement et de l'activité agricole ; le problème de la coordination entre la législation établie et la législation sur les plans d'occupation des sols ; les plans d'occupation des sols ; le schéma coordonné des carrières ; ses originalités ; la position du Gouvernement et du Sénat sur les relations des deux législations ; la vocation différente des deux systèmes ; le souhait de la commission d'établir des schémas d'exploitation coordonnée de carrières conformément aux plans d'occupation des sols ; les pouvoirs du ministre de l'industrie d'ouvrir les carrières en cas de nécessité économique ; lui confier la maîtrise d'œuvre pour l'établissement des schémas coordonnés de carrières. **Discussion des articles. Article 17** (p. 2700) : la prise en compte de l'isolement des divers niveaux perméables ; demande au Gouvernement que les préfets n'accordent les autorisations d'exploitation de carrières que pour des durées correspondant aux besoins locaux en matériaux ; l'application de l'article 83 ne sera pas réservée aux travaux visés à l'article 80. **Article 18** : son amendement n° 1 : conditions dans lesquelles les préfets pourront surseoir à statuer sur les demandes de nouveaux titres et autorisations de recherches ou d'exploitation en cas de non-respect des délais de remise en état ; adopté. **Article 21 A** (p. 2701) : son amendement n° 2 : suppression des dispositions relatives à la consultation des services ministériels, des collectivités locales et sur leur demande des chambres d'agriculture ; l'amendement présenté par M. Dousset ; adopté ; son amendement n° 3 : suppression de l'obligation de la réalisation d'une étude d'impact lors de la définition des autorisations de l'exploitation des carrières dont l'importance dépasse un certain seuil ; adopté ; son amendement n° 4 : suppression de la possibilité de ne pas autoriser l'ouverture d'une carrière en raison d'obstacles à l'application des plans d'occupation des sols ; adopté. **Article 21 B** (p. 2702) : son amendement n° 5 de coordination ; adopté ; (p. 2703) : le non-examen par la commission des amendements n° 9 et n° 10 du Gouvernement : son amendement n° 6 : substitution des POS aux documents d'urbanisme opposables aux tiers ; retiré ; son amendement n° 7 : exercice du droit de préemption des SAFER à l'intérieur des schémas d'exploitation coordonnée des carrières et modalités d'indemnisation de l'exploitant agri-

cole par l'exploitant de carrières en cas de remise en question de la structure d'une exploitation agricole ; la rédaction proposée par le Sénat ; adopté. **Article 24** (p. 2704) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 8 de M. L'Huillier. **Commission mixte paritaire** [1^{er} juin 1977] (p. 3268) : les principales décisions de la commission mixte paritaire ; la clarification de la rédaction de l'article 86 *bis* du code minier ; les dispositions relatives aux articles 21 A et 21 B du projet de loi ; les modalités d'indemnisation des agriculteurs dont les exploitations sont concernées par l'ouverture de carrières ; (p. 3269) : son accord sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). **Lettre rectificative** (n° 2859). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article 2** (p. 3011) : la réforme des redevances minières sur les hydrocarbures liquides et gazeux perçues par les collectivités locales ; l'indexation de ces redevances en fonction du produit global des impositions directes ; la surtaxation manifeste du gaz naturel.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3316). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8381) : la fonction des SAFER ; les lois d'orientation de 1960 et 1962 ; la faiblesse de leurs moyens financiers et juridiques ; donner la priorité à l'installation des jeunes agriculteurs.

BILLOUX (François)

Député des Bouches-du-Rhône
(4^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 14 janvier 1978 [J.O. 17 janvier 1978] (p. 396).

Son éloge funèbre est prononcé le 18 avril 1978 (p. 1142).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973 (p. 755), [2 avril 1974]

(p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer, en matière de santé bucco-dentaire, une prévention et l'accès le plus large aux soins répondant aux besoins des assurés sociaux et des praticiens (n° 3160) [19 octobre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Représentation de la France aux obsèques du général Franco et à l'intronisation du roi d'Espagne** [26 novembre 1975] (p. 8960).

— **Conditions de sécurité à l'usine Ruggieri-Bellerive de Montoux** [4 mai 1977] (p. 2424) : enquête relative à l'explosion du 12 avril (deux morts et vingt blessés) ; assurer la sécurité du personnel de cette usine et de la population de Montoux.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [17 mai 1973] (p. 1343) : impossibilité d'isoler les problèmes de l'habitat et du cadre de vie du système économique et politique qui les engendre ; problème fondamental : répondre aux intérêts et aux besoins de la population ; construction d'ensembles d'habitations et équipements relatifs au cadre de vie ; sa référence au « rapport sur l'aide publique au logement » de M. Pierre Consigny (mai 1970) ; crise du logement ; charges pesant sur les catégories sociales les plus défavorisées ; accroissement de la part des revenus des ménages consacrée au logement ; sa référence aux statistiques de l'INSEE sur l'augmentation des loyers et des charges ; situation des petits propriétaires et des locataires ; (p. 1344) : sa référence à une étude de M. Bruclain sur les équipements collectifs (revue « Expansion », avril 1972) ; freinage de ces équipements ; campagne pour l'environnement et causes véritables de la crise ; le logement, source de profits ; déclaration du Premier ministre devant l'Assemblée le 10 avril 1973 ; remise en cause de l'institution HLM ; spéculation foncière et profits des grandes sociétés ; attitude du pouvoir à l'égard des petits propriétaires ; politique novatrice et réaliste proposée par le programme commun de gouvernement de la gauche unie ; nouvel urbanisme pour les hommes et non pour le profit ; exigence de changements décisifs des structures de l'économie nationale ; débat démocratique avec la population ; rôle des collectivité

locales ; maîtrise de l'usage des sols ; moyens financiers des collectivités locales ; mesures permettant de mettre un terme à la spéculation foncière et immobilière ; politique foncière permettant l'appropriation des terrains nécessaires par les collectivités locales dans de bonnes conditions ; priorité au logement social ; utilisation de l'épargne des particuliers pour le logement familial ; limitation des coûts de la construction ; (p. 1346) : rétablissement et amélioration de la conception sociale du secteur HLM ; regroupement des professions concourant à la conception des logements ; politique de transports radicalement nouvelle ; propositions de son groupe pour obtenir dès maintenant de meilleures conditions d'habitat.

— **Déclaration de M. le ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France (n° 501)** [19 juin 1973] (p. 2280) : évoque le problème de la coopération avec les pays en voie de développement ; réajustements imposés ; formes nouvelles du néo-colonialisme ; politique du Gouvernement de 1958 à la fin de la guerre d'Algérie ; mise en œuvre de sa politique néo-colonialiste ; caractère positif de certaines positions prises par de Gaulle (discours de Pnom-Penh en 1966, attitude face à l'agression israélienne en juin 1967) ; développement en revanche de la collaboration avec les racistes sud-africains et le Portugal colonialiste ; orientation anti-impérialiste de l'Algérie ; crise de la coopération franco-algérienne ; succès obtenus par la Guinée ; maîtrise par le Congo de l'économie nationale ; son analyse des événements de Madagascar en 1971-1972 ; inquiétude des Français de Madagascar tenant au manque d'information ; sa demande d'éclaircissement sur ce point au Gouvernement ; obstacle opposé par le Gouvernement français à des règlements économiques et monétaires ; s'interroge sur le transfert à la Réunion des troupes évacuées à Madagascar ; conditions dans lesquelles se sont déroulées les négociations franco-mauritaniennes ; (p. 2281, 2282) : refus du Gouvernement français de considérer ses relations avec les pays d'Afrique sur des bases vraiment nouvelles ; aspirations de ces pays à un changement radical ; conséquences de la baisse des cours des produits des cultures d'exportation ; détérioration des termes de l'échange avec les pays socialistes ; inadaptation de l'enseignement ; souci du Gouvernement des conséquences de cette politique néo-colonialiste, rapport Gorse, sa non-publication ; propos tenus par le Premier ministre et par le Président de la République ; demande la cessation des livraisons d'armes au Portugal et à l'Afrique du Sud ; action en faveur des populations victimes de la sécheresse ; demande la mise en place d'un plan exceptionnel ; interview

télévisée de M. J.-F. Deniau, secrétaire d'Etat à la coopération, le 31 mai ; le soutien du PCF aux initiatives de l'association française d'amitié et de solidarité avec les pays d'Afrique ; déclaration de Georges Marchais du 21 juin 1970 ; révision des accords de coopération ; reprise des relations normales avec la Guinée ; déclarations de M. Fajon à la suite de son voyage dans ce pays ; politique de coopération et d'aide au développement préconisée par le programme commun de gouvernement de la gauche.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Travail [15 novembre 1976] (p. 8015) : la dégradation permanente de la sécurité sociale ; le pouvoir d'achat des prestations familiales, maladie, invalidité et vieillesse en diminution ; le caractère antidémocratique de la suppression des élections des administrateurs représentant des travailleurs ; le renforcement de la tutelle de l'Etat ; la sécurité sociale transformée en un organisme bureaucratique et paperassier ; « l'étatisation » de la sécurité sociale ; ses missions et ses charges nouvelles ; Ambroise Croizat ; (p. 8015) : le budget de l'assurance maladie ; l'assurance vieillesse ; les charges indues ; le retard des paiements patronaux ; la politique gouvernementale ; le VII^e Plan ; les propositions de loi communistes ; le vote hostile du groupe communiste à ce budget.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3228) : la substitution de la notion d'assistance à celle du droit à la sécurité ; un projet qui représente un pas nouveau dans l'étatisation ; la diminution des recettes des caisses d'allocations familiales à la suite de la diminution de la cotisation patronale ; les réserves exprimées par les organisations intéressées ; se méfier des déclarations démagogiques ; la misère moderne ; l'évolution des prestations ; les caractéristiques des prestations familiales depuis leur création ; l'insignifiance du montant de l'allocation de salaire unique ; l'incidence du projet de loi sur le budget des femmes chefs de famille ; les dispositions du communiqué de l'union des femmes françaises ; (p. 3229) : la garantie des droits acquis à la date d'application de la loi ; la création de discriminations ; l'indexation du plafond ; le problème des seuils ; la coexistence pour de longues années de deux législations différentes ; l'opposition aux amendements du groupe communiste (article 40 de la Constitution) ; l'affiliation obligatoire

des mères de famille à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale ; la nécessité d'une refonte complète du système des prestations familiales ; les propositions du parti communiste français.

BISSON (Robert)

Député du Calvados
(2^e circonscription)
(UDR puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [13 mai 1976] (p. 3023), [14 mai 1976] (p. 3092).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

DÉPÔTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Annexe n° 36 : Sécurité sociale** (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Annexe n° 40 : Sécurité sociale** (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe n° 30 : Sécurité sociale** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 34 : Sécurité sociale** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1976 plan sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 33 : Santé et sécurité sociale - Sécurité sociale** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Conséquences des récentes intempéries pour les éleveurs du Calvados** [20 novembre 1974] (p. 6793).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5659) : programme de Provins ; gratuité ; écoles maternelles ; situation dans le Calvados ; étudiants en médecine « reçus-collés » ; centre hospitalier de Caen ; demande une modification du « numerus clausus » de 1973.

Santé publique et sécurité sociale, rapporteur spécial [16 novembre 1973] (p. 5911) : son analyse de crédits de la sécurité sociale ; examen d'ensemble des régimes sociaux ; budget social de la nation et budget de l'Etat ; déséquilibre des régimes spéciaux ; unification des modes de financement et construction de l'Europe économique et sociale ; budget social et production intérieure brute ; prestations sociales et objectifs du Plan ; (p. 5912) : politique sociale en faveur des familles et des personnes âgées ; situation des veuves d'accidentés du travail dont le remariage fait perdre le droit à la rente ; dépenses de santé ; système de la « grille des prix » pour la fixation du prix des produits

pharmaceutiques ; propositions des professionnels ; taux de la TVA frappant les produits pharmaceutiques ; observations de la commission des finances ; rentes mutualistes servies aux anciens combattants ; regroupement des concours budgétaires aux divers régimes sociaux ; réexamen d'ensemble des modes de financement des régimes sociaux ; information du Parlement ; sa référence à l'amendement Fontanet : loi du 31 juillet 1968 ; rapport annuel au Parlement sur l'évolution financière des prestations sociales et compensations à rétablir et à l'amendement Icart : lettre rectificative ; VI^e Plan : préparation de l'examen annuel du Parlement par la commission des prestations sociales ; demande que ces dispositions soient effectivement mises en œuvre ; dispositions de l'article 12 A nouveau du projet de loi de finances pour 1974.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Travail, rapporteur spécial [4 novembre 1974] (p. 5769) : un renforcement des effectifs des directions régionales ; la fusion des corps de catégorie A des services extérieurs de la sécurité sociale et de l'action sanitaire et sociale ; les subventions d'équilibre à certains régimes déficitaires de sécurité sociale, en rapport avec le projet de loi n° 1177 qui institue un régime unique de protection sociale et une compensation financière ; l'annexe budgétaire « comptes prévisionnels des régimes de sécurité sociale obligatoires » apporte une précieuse information sur l'évolution attendue de l'ensemble des régimes sociaux ; une forte croissance des dépenses sociales ; la part du revenu national affecté aux personnes âgées ou invalides dans les pays de la CEE ; l'amélioration du minimum vieillesse ; les prestations familiales ; doivent maintenir le pouvoir d'achat des familles ; la progression des frais médicaux et pharmaceutiques résulte plus d'une augmentation de la consommation que de l'évolution des tarifs ou des prix ; (p. 5770) : l'évolution préoccupante des prix de journée dans les hôpitaux ; la sécurité sociale finance indirectement l'équipement hospitalier par le biais du prix de journée ; à l'avenir ces dépenses devraient être prises en charge par le budget de l'Etat ; la distorsion des prix de journée entre hôpitaux crée une inégalité sociale choquante ; la commission des finances souhaite une réforme du budget des hôpitaux ; l'augmentation du prix de journée en hospice ; caractère hétéroclite du financement des dépenses sociales ; la France est le pays de la CEE qui demande le plus aux employeurs et le moins à l'Etat ; le problème de la fiscalisation de la sécurité sociale ; l'avis du conseil économique et social sur le plafond des coti-

sations ; l'hétérogénéité de la part qui incombe aux cotisations dans les divers régimes ; les dépenses du fond national de solidarité et le produit de la vignette automobile ; le financement actuel des dépenses sociales appelle une réforme prudente ; la majoration des rentes mutualistes servies aux anciens combattants ; (p. 5771) : la commission des finances souhaite l'adoption des crédits de la sécurité sociale.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1974] (p. 6037) : le pouvoir d'achat ; la hausse des charges ; le manque de trésorerie à court terme ; l'évolution du revenu agricole en Basse-Normandie ; la TVA sur les produits nécessaires aux exploitations ; le prix des produits agricoles ; (p. 6038) : les difficultés des producteurs de betteraves et de maïs ; les maisons familiales rurales.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975] (p. 7271) **Article 6** : appelle l'attention sur les mesures proposées en matière de maisons des jeunes et de la culture et de foyer de jeunes travailleurs.

Deuxième partie :

Travail, rapporteur spécial [4 novembre 1975] (p. 7813) : le relèvement du plafond de la retraite mutualiste ; l'augmentation des subventions aux régimes de retraite ; la dissémination de l'aide de l'Etat à la sécurité sociale dans plusieurs fascicules budgétaires ; (p. 7814) : le réexamen du financement de la sécurité sociale ; le déficit du régime général ; la qualité de l'hospitalisation et les prix de journée ; le frein à l'augmentation des frais médicaux et pharmaceutiques ; la revalorisation des prestations familiales ; l'urgence d'une réforme du financement de la sécurité sociale ; les mesures préconisées par le rapport Granger ; la pénalisation des entreprises de main-d'œuvre ; (p. 7815) : envisager des mesures de déplafonnement et une extension de l'assiette des cotisations ; l'évolution possible vers une budgétisation de la sécurité sociale ; l'urgence d'une réforme de l'institution. **Discussion des articles.** Après l'**Article 73** (p. 7860) : s'oppose à la première partie de l'amendement n° 205 de M. Gau ; accepte la seconde partie.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2203) : la dégradation du revenu des agriculteurs comme une des raisons de l'exode rural ; (p. 2204) : préconise la garantie des

ressources, un effort plus ample pour l'équipement des campagnes, la substitution du revenu brut d'exploitation au revenu cadastral pour le calcul des charges, l'intensification de la lutte contre la brucellose.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article premier** (p. 2632, 2633) ; insiste sur les conséquences de l'abaissement du taux de la TVA sur les médicaments, le taux des matières premières incorporées restant de 20 % ; souhaite que les crédits de la taxe soient remboursés dans les mois suivants ; signale le problème qui se pose pour les stocks.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6573) : le caractère impératif de la lutte contre l'inflation, de l'aide aux agriculteurs, du redressement du régime général de la sécurité sociale ; l'importance du concours de l'Etat au financement des équipements des collectivités locales ; le plafond des prêts pour 1976 ; la limitation des équipements collectifs ; le gel des fonds disponibles à la Caisse des dépôts.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). **Deuxième partie :**

Travail, rapporteur spécial pour la sécurité sociale [15 novembre 1976] (p. 7985) : la fixation du plafond de la retraite mutualiste ; l'augmentation des subventions des régimes de retraite ; l'aide de l'Etat affirmée par un prélèvement sur les recettes du budget au profit du régime général ; (p. 7986) : l'assurance maladie ; les dépenses d'hospitalisation ; les frais médicaux et pharmaceutiques ; l'assurance vieillesse et le minimum vieillesse ; les prestations familiales ; l'allocation parentale ; le problème majeur de l'équilibre financier de la sécurité sociale ; le chiffre de son déficit qui ne représente que 5,5 % de son budget ; le fondement du financement de la sécurité sociale ; les mesures procurant au régime général des ressources supplémentaires ; le non-remboursement de certains médicaments ; les conséquences industrielles de ce non-remboursement ; sécurité sociale et industrie pharmaceutique ; (p. 7987) : nécessité de modifier le mode de détermination du prix de journée dans les établissements hospitaliers publics ; le projet de loi sur l'aménagement des charges sociales assumées par les entreprises ; les transferts de compensation ; la compensation instituée entre les régimes de salariés, considérée comme injustifiée par la commission des finances ; le fonds national de solidarité.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Deuxième partie :**

Santé publique et sécurité sociale, rapporteur spécial pour la sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6952) : la nature des crédits soumis à l'approbation du Parlement ; le non-relèvement du plafond majorable de la retraite mutualiste des anciens combattants ; l'évolution de la situation financière du régime général ; les mesures prises en faveur des familles et des personnes âgées ; la réorientation des ressources de la sécurité sociale ; la rationalisation du secteur hospitalier contre l'augmentation des prix de revient ; le contrôle des prescripteurs de soins ; la modification des taux de remboursement de certains médicaments ; (p. 6953) : la substitution d'un forfait journalier d'hébergement à l'actuel ticket modérateur hospitalier ; la prise en charge de certaines dépenses de soins par les compagnies d'assurance ; la réduction de l'absentéisme ; le déficit probable du régime général en 1978 ; l'évolution des cotisations ; la compensation démographique ; les charges indues ; le fonds national de solidarité ; les observations de la commission des finances ; l'intérêt de la communication des dossiers médicaux aux assurés par les hôpitaux ; la non-publication des annexes budgétaires relatives à la situation financière des régimes sociaux ; l'adoption par la commission du projet de budget. **Examen des crédits. Article 81** (p. 6988) : la suppression du recouvrement sur succession de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; les éléments du minimum vieillesse ; (p. 6989) : le relèvement du plafond de l'actif net des successions au-delà duquel il sera procédé au recouvrement ; le caractère insatisfaisant du gage financier proposé. **Article 82** (p. 6990) : l'avis défavorable de la commission des finances sur un amendement semblable à celui, n° 84 rectifié, de M. Claude Weber ; l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 196 et n° 194 du Gouvernement.

BIZET (Émile)

Député de la Manche
(2^e circonscription)
(app. UDR, puis app. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756),

[2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner, en deuxième lecture, le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Représentant des élus locaux au sein de la commission nationale d'urbanisme commercial [11 juin 1974] (p. 2584).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre de la commission nationale d'urbanisme commercial [23 juin 1977] (p. 4155), [24 juin 1977] (p. 4202).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Tome XXIV : BAPSA (n° 686)** [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** relative au **sinistre des bâtiments loués (n° 897)** [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à rendre obligatoire le **don du sang** pour les candidats au permis de conduire (n° 903) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à réglementer le **don d'organes** et à préserver les donneurs et leur famille (n° 1009) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **résorption des surplus de denrées agricoles (n° 1136)** [10 juillet 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Tome IV : BAPSA (n° 1235)** [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1171) portant modification du **statut du fermage (n° 1369)** [5 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1683), modifié par le Sénat, portant modification du **statut de fermage (n° 1744)** [12 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du **statut du fermage (n° 1831)** [27 juin 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome IV : BAPSA (n° 1921)** [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à interdire les **exportations de Calvados en vrac (n° 2489)** [9 juillet 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). —

Tome IV : BAPSA (n° 2534) [12 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2847) relative à la **mise en valeur des terres incultes (n° 2955)** [2 juin 1977].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).

— **Tome XXIV : BAPSA (n° 3152)** [11 octobre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 3116) portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3225) [17 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3170), relatif à la **mise en valeur des terres incultes récupérables (n° 3297)** [17 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **mise en valeur des terres incultes récupérables (n° 3394)** [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à habiliter les **associations constituées pour la défense des intérêts du Quart-Monde**, à exercer l'action civile (n° 3402) [20 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargés de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3438) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Commercialisation de la procédure cidricole** [30 octobre 1974] (p. 5620).

— **Prêts du crédit agricole** [24 novembre 1976] (p. 8635) : difficultés de trésorerie des agriculteurs ; nécessité d'ouvrir une nouvelle tranche de prêts à court terme.

INTERVENTIONS :

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situa-

tion du monde combattant (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1157) : rappelle les principales revendications des anciens combattants ; demande d'octroi sans tarder aux anciens prisonniers de guerre de la retraite au taux plein à 60 ans, le relèvement de la retraite du combattant, l'attribution aux anciens d'Algérie de la carte du combattant ; souhaite que soit créée une « Journée nationale du souvenir » à l'image du « Memorial Day » américain.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4783) : son sous-amendement à l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement, tendant à la non-application aux coopératives ouvrières de production de la réduction de la provision pour investissement ; retrait après suggestion du ministre de le déposer à nouveau en deuxième lecture ; craintes de l'opposition à l'égard de la participation.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA**, rapporteur pour avis [6 novembre 1973] (p. 5238) : programme de Provins et budget du BAPSA ; effort social soutenu en faveur de l'agriculture ; complexité du mode de couverture des dépenses du BAPSA ; croissance des cotisations au même rythme que le revenu brut d'exploitation ; recettes de solidarité, diminution du prélèvement portant sur des produits concurrents des corps gras d'origine animale ; cotisations professionnelle ; ses réserves sur le mode de calcul des cotisations ; substitution du revenu brut d'exploitation au revenu cadastral ; souhaite une diminution du taux des cotisations des veuves chefs d'exploitation et des veufs assurant difficilement la marche de leur exploitation ; difficulté tenant aux conditions de calcul des cotisations ; (p. 5239) : ses observations sur les prestations.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et à l'aménagement du régime des cumuls** (n° 275). **Seconde lecture** [12 décembre 1973]. **Discussion des articles. Article 1 B** (p. 6886) : son sous-amendement : maintien d'une exploitation de subsistance.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455) [14 décembre 1973] (p. 7034) : rappelle qu'un certain nombre d'hommes et de femmes ont décidé de vivre leur vie ; admet leur choix, mais n'accepte pas que ce choix conduise au crime ; (p. 7035) : évoque la dégradation des mœurs et estime que c'est la société qu'il faut changer ; craint que la libéralisation de l'avortement ne mène à l'euthanasie ; évoque l'usine pour handicapés qu'il vient d'ouvrir et demande

de ne pas tolérer que le vice s'instaure en religion.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA**, rapporteur pour avis. **Discussion générale** [7 novembre 1974] (p. 6009) : le revenu des agriculteurs ; l'alignement des prestations sociales sur celles des autres catégories ; la proposition de la commission en faveur des veuves d'exploitants ; l'assujettissement des actifs et des retraités à l'AMEXA ; (p. 6010) : les cotisations à l'AMEXA ; la compensation démographique ; les dépenses de vieillesse ; un budget qui atténue les effets de la crise ; l'avis favorable de la commission.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7189) : met en lumière les dangers d'une société permissive.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (nos 1171, 1369). **Première lecture. Discussion générale**, rapporteur [8 avril 1975] (p. 1384) : l'intérêt et la complexité du projet ; le caractère dépassé des textes en vigueur ; l'équilibre de l'accord intervenu entre le ministère et la profession ; (p. 1385) : les lacunes du statut actuel : absence de sécurité suffisante pour le preneur, limitation des possibilités d'investir, inadéquation pour la détermination du prix des baux au niveau des procédures de fixation et de révision ; les grandes lignes de la réforme proposée ; l'aménagement du droit de préemption et la limite apportée aux possibilités de reprise du bailleur ; (p. 1386) : les dispositions favorables à une liberté d'agir plus grande du preneur ; les innovations relatives aux prix des baux ; la suppression de la référence à l'année 1939 ; la prise en compte d'un nombre accru de données ; le caractère d'ordre public des révisions ; (p. 1387) : les modifications apportées au projet par la commission de la production et des échanges. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1402) : son amendement n° 18 : ajouter le mot « personnellement » à l'alinéa 2 ; adopté ; (p. 1403) : son amendement n° 19 : au troisième alinéa, remplacer les termes « subroger dans ce droit » par les termes « subroger dans l'exercice de ce droit » ; adopté ; son amendement n° 20 : au cinquième alinéa, substituer au mot « âgé d'au moins seize ans » le mot « majeur » ; retiré ; (p. 1404) : s'oppose aux amendements nos 98 et 135 de M. P. Joxe. **Article 2** (p. 1405) : son amendement n° 22 : vente sous condition suspensive lorsque le fonds n'est pas vendu à l'un des titulaires du droit de préemption ;

solution qui garantit mieux les droits du preneur, les intérêts du bailleur et du tiers acquéreur ; adopté. **Article 4** (p. 1408) : son amendement n° 23 : fixer à au moins quinze jours, en cas d'adjudication, le délai d'envoi de la convocation au bénéficiaire du droit de préemption ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 50 de M. Rigout ; son amendement n° 24 : fixer à vingt jours en cas d'adjudication, le délai accordé au bénéficiaire du droit de préemption pour faire connaître sa décision ; adopté. **Article 5** (p. 1409) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Rigout ; son amendement n° 25 : préciser que le préempteur faisant apport du bien à un groupement foncier agricole doit se consacrer « personnellement » à l'exploitation des biens du groupement dans les conditions prévues à l'article 845 du code rural ; adopté. **Article 6** (p. 1411) : ses observations sur l'amendement n° 84 de M. Gerbet ; craint la multiplication des possibilités de reprise dans les baux supérieurs à neuf ans ; (p. 1412) : son amendement n° 26 : admettre que les baux conclus au nom d'un mineur soient réputés comporter une clause de reprise triennale ; nécessité de réserver un traitement spécial aux baux conclus au nom d'enfants ; adopté ; son amendement n° 27 : réputer non écrite toute clause non expressément autorisée par l'article 811 du code rural ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 118 de M. P. Joxe ; craint une multiplication des congés de précaution ; [10 avril 1975] : **Article 7** : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Rigout ; amélioration du prix du fermage, contrepartie des avantages substantiels donnés aux fermiers ; référence 1939, source d'intolérables disparités départementales favorisant les « pas de porte » ; inscription des prix entre des minima et des maxima fixés par le préfet après avis de la commission consultative ; révision des prix possible au bout de trois ans : disposition présentant plus de danger que d'intérêt ; nécessité d'obtenir des prix de baux à des niveaux convenables ; (p. 1500) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Villon et à l'amendement n° 139 de M. Darinot ; l'apport du nouveau texte : faculté d'adapter les prix des baux d'une façon très souple ; sérénité avec laquelle les commissions ont toujours travaillé dans l'ouest de la France ; (p. 1501) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Godefroy ; blocage du système ; difficultés inextricables en cas de désaccord des professionnels ; son amendement n° 29 : en cas de carence des commissions, laisser l'autorité compétente fixer elle-même les quantités de denrées ; (p. 1502) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Pranchère : est favorable à l'amendement n° 104 de M. P. Joxe ; (p. 1505) : son amendement n° 30 : permettre de saisir le tribunal paritaire dès lors que le prix du bail diffère d'un

dixième de la valeur locative de la catégorie de biens ; nécessité de ramener de 20 à 10 p. 100 la tolérance par rapport aux maxima fixés par les arrêtés départementaux ; adopté ; son amendement n° 43 : en cas d'adjudication et lorsque le bailleur est une personne morale de droit public, arrêter les enchères lorsque le prix maxima fixé par l'article 812 du code rural est atteint ; permettre au bailleur de choisir parmi les enchérisseurs ; protéger ainsi les personnes morales de droit public ; adopté ; (p. 1504) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Rigout et n° 106 de M. P. Joxe : supprimer toute disposition réglementaire en matière de prix du bail rendrait la loi inapplicable ; caractère peu sérieux de l'amendement de M. Joxe. **Article 8** (p. 1507) : son amendement n° 127 : remplacer les termes « zones d'urbanisation actuelles ou futures » par « zones urbaines définies par le plan d'occupation du sol » ; adopté ; son amendement n° 128 ; conséquence de l'amendement n° 127 ; adopté. **Article 10** (p. 1512) : son amendement n° 31 : caractère consécutif de deux mois de sous-location à usage de vacances ; adopté. **Article 11** (p. 1513) : son amendement n° 32 : meilleure rédaction de l'article proposé ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 1516) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Bonhomme ; soutient l'amendement n° 150 de M. A. Bignon ; caractère jurisprudentiel du délai de quatre mois. **Après l'Article 13** (p. 1517) : son amendement n° 35 : en cas de reprise appliquer les règles sur le cumul à l'exception des dispositions du quatrième alinéa de l'article 188-3 ; soustraire au champ de contrôle total des cumuls les reprises par le bailleur ; repoussé. **Article 14** (p. 1519) : s'oppose aux amendements n° 64 de M. Rigout et n° 111 de M. P. Joxe ; son amendement n° 36 : à l'article 845 du code rural, après les mots « à la condition de se consacrer » ajouter « personnellement à l'exploitation des biens de ce groupement » ; préciser les conditions dans lesquelles le preneur qui a exercé son droit de reprise peut apporter le bien repris à un G.F.A. ; adopté ; après adoption du sous-amendement n° 90 de M. Gerbet. **Article 15** (p. 1520) : son amendement n° 37 de forme ; adopté. **Après l'Article 15** : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. X. Deniau ; inexistence d'âge limite pour l'exercice de la profession agricole. **Article 16** (p. 1521) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Rigout ; maintenir le texte du Gouvernement ; son amendement n° 38 : après les mots « article 188-1 du présent code » insérer les mots « en dehors des zones de montagne » ; ne pas limiter dans les zones de montagne la réintégration aux agriculteurs exerçant à titre principal ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Lavielle. **Article 17** (p. 1528) : s'oppose aux amendements n° 118 de M. Antagnac et n° 75

de M. Deniau ; accepte l'amendement n° 92 de M. Gerbet. **Article 18** (p. 1530) : s'oppose aux amendements n° 66 de M. Dutard et n° 116 de M. Alainmat. **Article 19** (p. 1532) : son amendement n° 40 : substituer à la dernière phrase de l'article, les mots « cette fraction ne peut excéder un cinquième » ; risque, par le biais de l'accord amiable prévu par le texte du Gouvernement, d'aboutir à une majoration de fait des baux ruraux ; repoussé. **Article 20** (p. 1534) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Gerbet ; son inutilité ; (p. 1535) : son amendement n° 41 : application des alinéas 2 à 6 de l'article 811 du code rural aux baux conclus après la date d'entrée en vigueur de la loi sauf accord des parties ; adopté. **Article 22** (p. 1537) : son amendement n° 42 : entrée en vigueur de la loi le lendemain de la parution des arrêtés préfectoraux et au plus tard le neuvième mois suivant la publication du décret prévu à l'article 7 de la loi ; problème de la globalité du projet ; nécessité d'une parution rapide des décrets d'application ; adopter un délai impératif d'entrée en vigueur de la loi pour accélérer la publication des arrêtés préfectoraux ; repoussé. **Avant l'Article 2 (suite)** (p. 1539) : soutient l'amendement n° 149 du Gouvernement. **Seconde délibération du projet de loi : Article premier** (p. 1540) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; sa question sur le maximum des cumuls lorsqu'il y a un contrôle total. **Deuxième lecture** [17 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4261) : les nombreuses modifications apportées par le Sénat ; (p. 4261, 4262) : examine article par article ces modifications. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4264) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Gerbet qui limite l'exercice du droit de préemption. **Article 2** (p. 4264) : son amendement n° 17 : donner plus de portée à la déclaration par laquelle le tiers acquéreur s'engage à ne pas faire usage pendant une durée déterminée de son droit de reprise ; adopté. **Article 4** (p. 4265) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Gerbet. **Article 7** (p. 4268) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Gerbet dont il juge les inconvénients graves ; (p. 4269) : son amendement n° 18 : rédactionnel ; adopté. **Article 8** (p. 4270) : son amendement n° 20 : supprimer le dernier alinéa de l'article 8 ; adopté. **Article 9** (p. 4271) : préfère le texte du Sénat à l'amendement n° 42 de M. Gerbet. **Article 10** (p. 4271) : juge injustifiée la restriction apportée par l'amendement n° 43 de M. Gerbet. **Article 12** (p. 4272) : son amendement n° 21 : modifier dans un but de conciliation la disposition introduite par le Sénat ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 53 de M. Méhaignerie. **Article 13** (p. 4273) : son amendement n° 22 : revenir à des dispositions moins restrictives que celles qui ont

été adoptées par le Sénat ; adopté. **Article 13 bis** (p. 4274) : son amendement n° 23 : prorogation de plein droit du bail jusqu'à la fin de l'année culturale suivante si la décision définitive intervient dans les deux derniers mois de l'année culturale en cours ; adopté. **Article 15 bis** (p. 4274) : son amendement n° 24 : supprimer l'article 15 bis ; adopté. **Article 16** (p. 4275) : son amendement n° 25 : formule transactionnelle entre le texte adopté par le Sénat et l'amendement n° 46 de M. Gerbet ; adopté. **Article 16 ter** (p. 4276) : son amendement n° 26 : limiter à la durée du bail dont la conclusion a donné lieu au versement d'un pas de porte la période durant laquelle l'action en répétition des sommes indûment perçues par le bailleur est ouverte au preneur ; adopté. **Article 19** (p. 4278) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Rigout. **Article 20** (p. 4279) : son amendement n° 29 : préciser que toute clause tendant à exclure le caractère obligatoire de l'état des lieux est réputée non écrite ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 48 de M. Gerbet. **Article 21** (p. 4279) : son amendement n° 28 : de forme ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 51 de M. Commenay. **Commission mixte paritaire** du 28 juin 1975 (p. 4994) : présente le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [5 novembre 1975] (p. 7879) : relève que la croissance des crédits du BAPSA dans l'ensemble du budget de l'agriculture s'est faite au détriment des équipements nécessaires à la mise en œuvre du progrès technique et au maintien de la vitalité du monde rural ; (p. 7880) : les limites de validité de la technique qui revient à asseoir les cotisations sur le revenu cadastral des exploitations ; le problème des cotisations des retraités.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2198) : critique le relèvement du plafond de la surface minimum d'installation ; réclame un renforcement de la lutte contre la brucellose ; expose les difficultés propres à la production laitière ; souhaite le maintien dans les zones rurales de tout l'environnement humain qui y est indispensable ; appelle de ses vœux que les retraités du régime agricole puissent bénéficier de l'exonération de la cotisation AMEXA.

— **Proposition de loi tendant à interdire l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire** (n° 1447). **Discussion générale** [29 avril

1976] (p. 2411, 2412) : pense que la loi sur la pharmacie vétérinaire aurait permis de régler le problème des œstrogènes ; les illusions que l'adoption de la proposition risque de faire naître chez les consommateurs ; le problème d'un changement complet d'orientation de l'élevage. **Discussion des articles** [29 avril 1979]. **Article premier** (p. 2414) : son amendement n° 4 : autorisation d'administrer certaines substances à action œstrogène ; (p. 2415) : rappelle que les sommets scientifiques estiment nécessaire de maîtriser les élevages par l'utilisation des techniques modernes ; amendement n° 4 repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2546).** **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4578) : exprime au nom du groupe parlementaire d'études sur les problèmes du Quart-Monde sa déception devant l'insuffisance du VII^e Plan quant à la réduction des inégalités ; le paupérisme chronique depuis le siècle dernier, qui devrait être combattu en priorité ; souhaite que deux millions de Français ne soient pas exclus du contrat qu'est le Plan.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** *Première partie* :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6883) : son sous-amendement n° 190 faisant apparaître dans la liste tenue à la disposition du public l'ensemble des impôts payés par le contribuable, y compris la taxe professionnelle, la taxe d'habitation et les impôts fonciers ; rectifié, adopté ; (p. 6885) : son sous-amendement n° 191 prévoyant que le montant de chaque impôt figure sur la liste ; adopté ; [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6986) : la demande gouvernementale d'augmenter les droits sur les consommations d'alcool ; une incitation à la fraude ; l'organisation du marché des grandes eaux-de-vie françaises ; l'importance des taxes ; (p. 6987) : la lutte contre l'alcoolisme ; demande de ne pas augmenter les droits sur la consommation des eaux-de-vie d'appellation et d'origine contrôlées et réglementées.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA**, rapporteur pour avis pour le BAPSA [4 novembre 1976] ; (p. 7512) : le BAPSA ; (p. 7513) : le taux de croissance des cotisations ; le tort causé à la modernisation de l'agriculture et l'aménagement du milieu rural ; les cotisations directes ; leur répartition ; les taxes sur les alcools ; la TVA ; le fonds national de solidarité ; la compensation démographique ; l'AMEXA ; l'assurance invalidité ; la revalorisation du minimum viellésse ; les prestations familiales ; exonérer les retraités des cotisations AMEXA.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976 (*J.O. Débats* du 5 novembre 1976) (p. 7630) : le BAPSA ; l'exonération de la cotisation AMEXA pour les retraités inactifs ; la taxe versée au BAPSA sur les betteraves ; l'enseignement agricole ; les crédits complémentaires ; l'école vétérinaire d'Alfort.

Culture [5 novembre 1976] (p. 7659) : ses craintes concernant le sort de l'enseignement de la musique et de la diffusion musicale en France, notamment en province ; le festival des Heures musicales du Mont-Saint-Michel ; les concerts de « musique à la ferme » ; le Mont-Saint-Michel ; les municipalités et les tableaux du musée du Louvre.

Qualité de la vie. — **III. Tourisme** [8 novembre 1976] (p. 7701) : la Normandie ; les petites et moyennes entreprises hôtelières et de restauration ; la région du Mont-Saint-Michel ; la taxe professionnelle ; la rentabilité hôtelière.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7903) : le montant excessif de la taxe professionnelle ; (p. 7904) : la nécessité d'une révision des forfaits pour 1976 ; la loi Royer ; les charges sociales sur les salaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption (n° 2197).** **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8914) : sa satisfaction devant la loi du 11 juillet 1966 ; la lenteur de la procédure ; ne pas tomber dans l'excès inverse ; ne pas jeter la suspicion sur l'intérêt que les parents pauvres portent à leurs enfants ; les causes de la pauvreté ; ne pas reconnaître l'abandon avec trop de facilité et affirmer le droit des enfants d'être élevés par leurs parents. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 4** (p. 8919) : l'amendement n° 20, un minimum ; la crainte des parents pauvres que leur enfant ne leur soit enlevé par décision du juge ; souhaite l'adoption de l'amendement n° 20.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux greffes d'organes (n° 2629).** **Discussion générale** [8 décembre 1976] (p. 9091) : les militants en faveur d'une réglementation des prélèvements d'organes et de tissus en vue de greffes ; historique des démarches ; l'indispensable notion de gratuité ; les difficultés possibles ; le problème des frais de transport du corps après prélèvement d'organes ; regrette que l'on abandonne la notion de volontariat mais votera la proposition de loi.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829).** **Discussion générale** [31 mai

1977] (p. 3237) : le caractère fragmentaire du projet de loi ; juge inacceptable le critère de ressources ; (p. 3238) : l'insuffisante prise en compte de la situation des femmes chefs de famille ; la nécessité de majorer nettement le complément familial pour les familles défavorisées ; l'absence de dispositions en faveur des familles du Tiers-Monde.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes (n° 2847)**, rapporteur. **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4462) : le rapport Brocard sur l'aggravation de l'état d'inculture de la montagne ; le développement des terres incultes ; (p. 4463) : les dispositions en vigueur ; l'assouplissement de la définition des terres incultes ; les facteurs du développement des terres incultes ; l'existence de handicaps naturels ; la complexité des structures foncières ; l'urbanisation ; la nature du problème des terres incultes ; l'aménagement de la montagne ; la législation actuelle ; la procédure individuelle ; la procédure prévue par l'article 40 du code rural ; l'échec de la législation relative aux terres incultes ; le dispositif du projet de loi ; l'amélioration de la procédure d'octroi de l'autorisation d'exploiter ; la modification de l'article 40 du code rural ; (p. 4464) : l'action des préfets ; la facilitation des aménagements fonciers intercommunaux ; l'exclusion du champ d'application de la loi des terres abandonnées ; les mesures abrogées ; les amendements de la commission. **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4496) : son amendement n° 5 : demande par toute personne physique ou morale au préfet de l'autorisation d'exploiter un fonds susceptible d'être mis en valeur, agricole ou pastoral inculte depuis au moins trois ans ; la suppression à la référence à la qualité d'exploitant agricole ; l'installation des jeunes ; l'opposition de la commission à l'intervention des SAFER ; (p. 4497) : le développement de la pluriactivité ; la possibilité pour le bailleur de demander une autorisation pour les fonds qu'il donne à bail et qui ne sont pas mis en valeur par le preneur ; l'absence de divergence entre l'interprétation de la commission et du Gouvernement sur l'amendement n° 5 ; amendement n° 5 ; adopté ; (p. 4498) : son amendement n° 6 : unification des délais et aménagement de la procédure de mise en demeure ; la simplicité de la rédaction de l'amendement n° 6 ; (p. 4499) : l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 31 du Gouvernement à son amendement n° 6 ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 40 de M. Brocard à son amendement n° 6 ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 20 de M. Brocard à son amendement n° 6 ; l'accord de la commission sur le sous-amende-

dement n° 33 du Gouvernement ; le rejet par la commission du sous-amendement n° 21 rectifié de M. Brocard ; (p. 4500) : l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 35 du Gouvernement à son amendement n° 6 ; amendement n° 6 adopté après adoption des sous-amendements n° 39 de M. Brocard, n° 31 du Gouvernement, n° 20 de M. Brocard, n° 33 du Gouvernement, n° 21 rectifié de M. Brocard et n° 35 du Gouvernement ; l'objet de la procédure de l'article 39 ; l'arbitrage des intérêts privés par les tribunaux de l'ordre judiciaire ; (p. 4501) : son amendement n° 7 : délai de saisine du tribunal d'instance par le préfet en cas de confirmation de la demande ; devenu sans objet ; son amendement n° 8 corrigé : mise en valeur du fonds dans un délai d'un an sous peine de résiliation de plein droit ; devenu sans objet ; son amendement n° 9 : décharge de toute responsabilité du propriétaire du fait des bâtiments ; adopté. **Article 2** (p. 4502) : l'éventualité du rejet par la commission de l'amendement n° 24 rectifié de M. Brocard ; son amendement n° 30 : modalités de recensement des terres à mettre en valeur par les commissions départementales de réorganisation foncière et de remembrement ; (p. 4503) : la nature réglementaire du sous-amendement de M. Brocard à son amendement n° 30 ; adopté ; son amendement n° 10 : modalités de mise en place de l'état des fonds incultes par la commission départementale de réorganisation foncière et de remembrement ; devenu sans objet ; amendements n° 11 et n° 12 devenus sans objet ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 25 de M. Brocard ; son amendement n° 13 : mise en valeur du fonds dans un délai d'un an sous peine de résiliation de plein droit ; adopté ; ses amendements n° 14 rectifié, n° 15 et n° 16 : modification de pure forme ; adoptés ; son amendement n° 17 : prescription de l'élaboration des dispositions de l'article 40 du code rural ; le caractère réglementaire de l'amendement ; (p. 4504) : son impossibilité de retirer un amendement de la commission ; amendement n° 17 adopté après adoption du sous-amendement n° 26 rectifié de M. Brocard ; la non-saisine par la commission de l'amendement n° 43 de M. Corrèze ; les inconvénients de la taxe proposée par l'amendement n° 43. **Article 4** (p. 4505) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 28 de M. Brocard. **Article 5** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 41 de M. Brocard ; l'objet de l'article 5 du projet de loi ; l'application de la procédure du code du domaine de l'Etat en cas de terres abandonnées. **Après l'article 6** (p. 4507) : son amendement n° 18 : classification des terres incultes dans la catégorie des terres correspondant aux caracté-

ristiques du terrain ; les inconvénients du dispositif proposé par l'amendement n° 42 de M. Morellon ; le rejet par la commission de l'amendement n° 42 ; (p. 4508) : l'opposition de la commission aux amendements n° 27 rectifié de M. Brocard et n° 43 de M. Corrèze ; amendement n° 18 adopté. **Après l'Article 2** : le rejet par la commission de l'amendement n° 27 rectifié de M. Brocard ; (p. 4509) : l'inadaptation des dispositions de l'amendement n° 27 rectifié de M. Brocard au projet de loi. **Article 7** (p. 4510) : son amendement n° 19 : substitution du mot « état » au mot « inventaire » ; les articles dont la suppression est proposée par le Gouvernement ; l'inapplication de ces articles par manque de crédit ; (p. 4511) : le caractère facultatif de l'aménagement foncier des terres incultes ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 37 de M. Huguet à son amendement n° 19 ; demande à l'Assemblée, au nom de la commission, de repousser le sous-amendement n° 37 ; amendement n° 19, adopté. **Après l'Article 7** ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 45 de M. Corrèze ; l'importance de la modification au statut du fermage proposé par l'amendement n° 45 de M. Corrèze ; (p. 4512) : la non-autorisation pendant la mise en demeure du reboisement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8767) : la mise en valeur des terres incultes récupérables ; l'état d'abandon de certaines terres agricoles ; lutter contre certains comportements spéculatifs ; les modifications apportées par le Sénat ; la procédure d'attribution des terres ; l'organisation de la pluralité des demandeurs de l'autorisation d'exploiter ; (p. 8768) : le ralliement de la commission de la production et des échanges au texte du Sénat ; l'attribution du droit d'exploiter au sein des procédures de recensement et de mise en valeur des fonds incultes dans le cadre de la réorganisation foncière ; l'organisation du contentieux des articles 39 et 40 du code rural ; la recherche des bases d'un compromis avec le Sénat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8769) : son amendement n° 1 : publicité de la décision relative à l'état d'inculture des fonds ; les problèmes posés par la concurrence entre plusieurs demandeurs lors de la phase judiciaire de la procédure de mise en valeur des terres incultes ; l'organisation de la pluralité des demandes amiables ; (p. 8770) : retire l'amendement n° 1 au profit de l'amendement n° 13 du Gouvernement ; son amendement n° 2 : suppression de la publicité intervenue en fin de procédure ; adopté ; son amendement n° 3 de pure forme ; adopté ; son amendement n° 4 : suppression de la possibilité pour les tribunaux paritaires des baux ruraux de choisir entre plusieurs demandeurs ; adopté ; (p. 8771) :

l'accord de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Josselin ; son amendement n° 5 corrigé : modification des conditions de cessation de l'autorisation d'exploiter ; devenu sans objet ; son amendement n° 6 : suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'autorisation d'exploiter les parcelles incultes de faible étendue attenant aux habitations ; adopté. **Article 2** (p. 8772) : son amendement n° 7 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 8 : compétence exclusive du préfet pour la désignation du titulaire du droit d'exploiter ; adopté ; (p. 8773) : son amendement n° 9 : fixation par le tribunal paritaire des baux ruraux des conditions de jouissance et de prix des baux conclus entre le titulaire du droit d'exploiter et le propriétaire ; adopté ; l'exception au statut du fermage introduite par l'amendement n° 16 de M. Josselin ; se déclare favorable, à titre personnel, sur cet amendement. **Article 3 bis** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 14 du Gouvernement. **Article 4** (p. 8774) : son amendement n° 10 : tribunaux compétents en matière de contentieux de l'application des articles 39 et 40 du code rural ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 11 : suppression de l'extension des dispositions du texte aux biens vacants et sans maître ; adopté. **Article 6 bis** (p. 8775) : son amendement n° 12 : modalités de la taxation à la contribution foncière des propriétés non bâties des terres incultes figurant à l'état prévu à l'article 40 du code rural ; les différentes thèses relatives au calcul de la taxation des terres incultes à la contribution foncière des propriétés non bâties ; la taxation des terres sur la base de leur valeur réelle ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 18 du Gouvernement ; amendement n° 12 devenu sans objet. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9102) : les points restant en discussion au Sénat et à l'Assemblée ; les règles du contentieux des décisions d'attribution ; les modalités de la taxation des fonds incultes récupérables ; les décisions de la commission mixte paritaire ; le sort des biens vacants sans maître.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis pour le BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6625) : la progression du BAPSA ; (p. 6626) : le relèvement des prestations familiales ; l'importance des ressources du BAPSA ; l'importance du déséquilibre entre cotisants et bénéficiaires des prestations du régime agricole ; l'harmonisation des régimes sociaux d'assurances ; l'importance des ressources fournies par la collectivité ; la remise en question par la charge budgétaire des transferts, du développement des investissements ; mesurer

toutes les conséquences de la croissance rapide et continue des dépenses du BAPSA ; l'exonération de la cotisation AMEXA des retraités inactifs ; ouverture du droit à la pension d'invalidité aux femmes d'exploitants agricoles ; l'exclusion du BAPSA du fonds national de solidarité ; la recherche des « faux agriculteurs » adhérant à l'AMEXA ; les autres régimes d'assurances bénéficiant des transferts de l'Etat ; l'avis favorable de la commission sur les crédits du BAPSA.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3116), rapporteur. Discussion générale [7 décembre 1977] (p. 8359) :** le fonctionnement des SAFER ; la politique menée en matière d'agrandissement systématique des exploitations ; la sauvegarde du milieu rural ; la crise de rentabilité de l'agriculture française ; l'installation des agriculteurs ; le problème posé par certains comportements des SAFER ; l'utilisation du droit de préemption ; les abus constatés en matière de rétrocession ; les propositions de la commission ; la transparence de l'action des SAFER ; (p. 8360) : orienter l'action des SAFER vers les zones où se posent les problèmes fonciers aigus ; le droit de préemption des SAFER ; la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 ; l'accroissement des offres de terres agricoles ; l'octroi de l'IVD ; la promotion de la croissance équilibrée des exploitations maintenue ; le rôle des SAFER ; leur statut juridique ; la constitution des SAFER sous forme de société anonyme ; la législation et la jurisprudence applicables au droit de préemption ; le contrôle de l'Etat ; la modification des dispositions relatives au droit de préemption ; (p. 8361) : le rétablissement du droit de préemption dans toute sa portée ; l'exercice du droit de préemption sur les biens agricoles quelle que soit leur dimension ; la publicité des opérations des SAFER ; les opérations soustraites au droit de préemption ; la limitation de l'exercice du droit de préemption ; l'action foncière ; la nécessité d'une politique foncière vigoureuse ; l'évolution de la législation foncière ; l'orientation de la politique agricole en faveur de l'exploitation familiale rentable ; la notion de SMI ; la priorité nationale constituée par l'installation ; le développement équilibré des exploitations d'une même zone ; (p. 8362) : la justification de l'intervention des SAFER ; l'adoption par la commission du principe du plafonnement à trois SMI après agrandissement des exploitations bénéficiant des rétrocessions des SAFER ; la motivation par les SAFER de leurs décisions de rétrocession ; l'installation des jeunes agriculteurs. **Discus-**

sion des articles. Avant l'Article premier (p. 8382) : le rejet par la commission de l'amendement n° 47 de M. Rigout ; (p. 8383) : le rejet par la commission des amendements n° 48 et n° 49 de M. Rigout ; les problèmes de financement suscités par la rétrocession à bail des biens acquis par les SAFER. **Article premier (p. 8385) :** le rejet par la commission de l'amendement n° 6 de M. Huguet ; le danger des dispositions de caractère rétroactif ; son amendement n° 8 : modification de pure forme ; (p. 8386) : demande à M. Voisin de transformer son amendement n° 29 en un sous-amendement à l'amendement n° 15 rectifié ; amendement n° 8 adopté ; (p. 8388) : son amendement n° 9 : objets de l'exercice du droit de préemption ; la référence à la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 ; la constitution des groupements fonciers agricoles ; la fixation du plafond à trois SMI ; la possibilité de démembrer les exploitations acquises ; la compétence des SAFER ; l'équilibre économique des exploitations agricoles ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 71 de M. Eyraud ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 35 de M. de Poulpiquet ; (p. 8389) : l'hostilité de la commission sur le sous-amendement n° 64 de M. Mayoud à son amendement n° 9 ; donner aux SAFER la possibilité d'installer de jeunes agriculteurs sur des surfaces inférieures à une SMI ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 26 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 9 ; l'avis favorable de la commission sur les sous-amendements n° 30 du Gouvernement et n° 45 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 9 ; (p. 8390) : l'avis défavorable de la commission sur les sous-amendements n° 36 de M. de Poulpiquet et n° 82 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 9 ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 80 de M. Limouzy ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 46 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 9 ; (p. 8391) : l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 20 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 9 ; la nature réglementaire du sous-amendement n° 83 de M. Guerneur à son amendement n° 9 ; amendement n° 9 adopté après adoption des sous-amendements n° 30 du Gouvernement, n° 45 de M. Bertrand Denis et n° 80 de M. Limouzy ; (p. 8392) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 72 de M. Eyraud ; son amendement n° 10 : obligation faite aux SAFER de publier et de motiver leurs décisions de préemption et de rétrocession ; la transparence de l'action des SAFER ; la motivation et la publicité faites en cas de rétrocession ; la publicité des inten-

tions de vente des SAFER ; (p. 8393) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 76 de M. Maurice Cornette ; amendement n° 10 retiré ; les formes de la publicité des décisions de préemption et de rétrocession ; le rejet par la commission du sous-amendement n° 60 rectifié de M. Dousset à l'amendement n° 76 de M. Maurice Cornette ; (p. 8394) : son amendement n° 11 : instances consultées lors de la délimitation de l'étendue territoriale d'application du droit de préemption ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Bertrand Denis ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 31 du Gouvernement à son amendement n° 11 ; amendement n° 11 adopté après adoption du sous-amendement n° 31 du Gouvernement ; (p. 8395) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 61 de M. Dousset. **Après l'Article premier** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 51 de M. Rigout. **Article 2** : son amendement n° 12 de pure forme ; adopté ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 37 de M. de Poulpiquet ; (p. 8396) : la remise en cause du dispositif du projet de loi en cas d'adoption de l'amendement n° 37 de M. de Poulpiquet ; les conditions d'adoption de l'amendement n° 37 de M. de Poulpiquet ; les conditions d'adoption de l'amendement n° 37 de M. de Poulpiquet par la commission. **Après l'Article 2** : l'extension de la compétence des SAFER. **Article 4** (p. 8397) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Guermeur ; (p. 8398) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Bertrand Denis ; l'assimilation des aides familiaux aux salariés agricoles ; les conditions du respect de la réglementation des cumuls ; son amendement n° 13 : application du critère de la gravité des effets de l'éviction pour assurer le non-exercice du droit de préemption à l'égard des fermiers ou métayers évincés ; adopté ; la nature réglementaire de l'amendement n° 74 de M. Eyraud ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 38 de M. de Poulpiquet ; le problème des doubles actifs ; (p. 8399) : son amendement n° 14 : non-application du droit de préemption aux acquisitions de terrains destinés aux aménagements industriels et à l'extraction des substances minérales, à la construction ou à la constitution de jardins familiaux et de vergers ; le développement des populations non agricoles en milieu rural ; (p. 8400) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 22, deuxième rectification, de M. Bertrand Denis ; amendement n° 14 retiré ; la nature du critère représenté par les documents d'urbanisme ; (p. 8401) : son amendement n° 19 : suppression des dis-

positions relatives à la non-application du droit de préemption aux acquisitions de terrains d'une superficie inférieure à 5.000 mètres carrés ; devenu sans objet ; son amendement n° 15 rectifié : conditions d'application du droit de préemption aux acquisitions de surfaces boisées ; (p. 8402) : l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 63 de M. Montagne à son amendement n° 15 rectifié ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 81 de M. Voisin ; la satisfaction du sous-amendement n° 84 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 15 rectifié ; amendement n° 15 rectifié adopté après adoption des sous-amendements n° 63 de M. Montagne et n° 81 de M. Voisin. **Après l'Article 4** : le rejet par la commission de l'amendement n° 53 de M. Rigout ; (p. 8403) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 54 corrigé de M. Rigout ; son amendement n° 16 : délai d'irrecevabilité des actions en justice contestant les décisions de préemption et de rétrocession prises par les SAFER ; l'application du droit privé aux recours contre les SAFER ; les modalités du délai des recours ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 32 du Gouvernement à son amendement n° 16 ; amendement n° 16 adopté après adoption du sous-amendement n° 32 du Gouvernement ; (p. 8404) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 77 de M. Ceyrac. **Article 5** : son amendement n° 17 : modification de pure forme ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 8405) : son amendement n° 18 : instauration par arrêté préfectoral, après consultation de la commission départementale des structures, des cas de suppression d'exploitation de superficie égale à la SMI ou de réduction des exploitations à une surface inférieure à la SMI ; la cohérence de l'action des SAFER ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 33 du Gouvernement à son amendement n° 18 ; les conditions d'exercice des fonctions de commissaire du Gouvernement ; amendement n° 18 adopté après adoption du sous-amendement n° 33 du Gouvernement ; l'avis défavorable de la commission sur les amendements n° 7 de M. Huguet et n° 75 de M. Eyraud ; (p. 8406) : l'avis défavorable de la commission sur les amendements n° 41, n° 42 et n° 43 de M. de Poulpiquet ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 70 de M. Xavier Deniau. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9166) : le problème des conditions d'exercice du mandat parlementaire ; la nature rédactionnelle des amendements adoptés par le Sénat ; la suppression de l'article 5 *bis* relatif à l'impossibilité pour les SAFER de démembrer certaines exploitations équilibrées ; (p. 9167) : l'auto-

risation des ventes sous condition de non-préemption de la SAFER ; la coopération entre les services du ministère de l'agriculture et de la commission.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 3228). **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9134) : les raisons de l'exclusion des personnes appartenant au Quart-Monde du bénéfice de la généralisation de la sécurité sociale.

BLANC (Jacques)

Député de la Lozère
(2^e circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1^{er} avril 1977 [J.O. du 2 avril 1977] (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député le 1^{er} mai 1977 [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [J.O. du 1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Démissionne de cette commission [3 mai 1973] (p. 1037).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1973] (p. 1037), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la délégation parlementaire consultative de l'ORTF [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [22 octobre 1974] (p. 5326), [23 octobre 1974] (p. 5353).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1^{er} juillet 1976] (p. 5010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [2 décembre 1976] (p. 8940), [3 décembre 1976] (p. 9001).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). **Tome XV. — Santé publique** (n° 682) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Tome XIII. — Santé** (n° 1231) [11 octobre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées (n° 951) (n° 1353) [5 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1704) d'orientation en faveur des personnes handicapées (n° 1737) [10 juin 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome XVII. — Travail et santé : Santé** (n° 1917) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier certaines dispositions du livre IV du code de la santé publique relatif aux conseils de l'ordre des sages-femmes (n° 2452) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux agences de voyages d'effectuer sous certaines conditions des locations en meublé (n° 2453) [30 juin 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome XIII. — Santé publique** (n° 2530) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** visant à compléter la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution (n° 2535) [13 octobre 1976].

— **Rapport d'information** établi au nom de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 (n° 2724) [18 décembre 1976].

QUESTIONS

Questions en qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— **Imposition des viticulteurs** [30 avril 1975] (p. 2272).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Mauger** (n° 37171) : **Alimentation en eau potable de l'île d'Yeu** [15 avril 1977] (p. 1875, 1876) : l'impossibilité avant quelques semaines de mesurer les dégâts provoqués par les dernières gelées ; la compensation prévue des préjudices ; les mesures prises pour accélérer l'attribution des indemnités et des prêts-calamités.

— **M. de Poulpiquet** (n° 37483) : **Organisation du marché de la viande chevaline** [13 mai 1977] (p. 2768) : problème de l'élevage du cheval ; mesures d'encouragement à la production de viande chevaline (extension des prêts spéciaux d'élevage au secteur du cheval de boucherie, établissement de contrats d'élevage « jeune poulinière » ; amélioration des contrats d'élevage pour les poulains ; création d'un groupement d'intérêt économique).

— **M. Bayou** (n° 37759) : **Crise de la viticulture méridionale** [13 mai 1977] (p. 2768) : l'action gouvernementale en faveur de la viticulture : promotion des vins de table, opérations de distillation, aides de trésorerie ; nécessité d'intervenir auprès de la CEE en vue de régulariser les importations excessives.

— **M. Ruffe** (n° 37893) : **Gemmage** [13 mai 1977] (p. 2771, 2772) : les conditions d'attribution des aides publiques en faveur des gemmeurs victimes du chômage ; action du Gouvernement pour la prochaine campagne ; dépendance de ce secteur vis-à-vis du marché international ; nécessité d'une organisation interprofessionnelle.

— **M. Mayoud** (n° 38003) : **Aides de la Communauté européenne à la modernisation des exploitations agricoles** [13 mai 1977] (p. 2772, 2773) : engagement du Gouvernement de demander un aménagement des directives communautaires concernant notamment l'enseignement, la recherche et la rénovation des exploitations reprises par les jeunes.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bonhomme : Crédits d'équipement rural** [18 mai 1977] (p. 2865) : l'augmentation des crédits de paiement permettra de résoudre les problèmes en matière d'aménagement foncier, d'hydraulique agricole, de constructions rurales et d'enseignement.

— **M. Balmigère : Difficultés des viticulteurs du Midi** [18 mai 1977] (p. 2866, 2867) : mise en place d'un système d'aides ; prolongation de la campagne de distillation à 7,04 le litre ; prendre des mesures communautaires susceptibles d'empêcher la circulation des vins à des prix inférieurs au prix de déclenchement.

— **M. Bayou : Politique viticole** [18 mai 1977] (p. 2868, 2869) : la politique cohérente d'assainissement du marché ; amélioration de la situation des viticulteurs ; promotion de la qualité.

— **M. de Kerveguen : Situation des entreprises sucrières du Val-d'Oise** [25 mai 1977] (p. 3002) : action du Gouvernement auprès de la CEE en faveur des petites et moyennes entreprises sucrières ; problème de la sucrerie d'Us.

— **M. André Laurent : Destruction de pommes de terre** [8 juin 1977] (p. 3496) : le stockage autorisé par le Gouvernement pour assurer l'approvisionnement ; l'action du Gouvernement pour empêcher la spéculation.

— **M. Lucas : Destruction de pommes de terre** [8 juin 1977] (p. 3497) : les destructions ne portent pas sur les stocks constitués par le FORMA mais sur ceux des spéculateurs.

— **M. Maujoïan du Gasset : Prestations d'alcool vinique** [8 juin 1977] (p. 3500) : abaissement du taux des prestations de 10 % à 7 % ; son intention de demander une réduction supplémentaire.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Bouvard (n° 38801) : Revitalisation du milieu rural** [10 juin 1977] (p. 3704, 3705) : réunion des représentants des douze ministères intéressés ; volonté du Gouvernement de mener une politique globale de l'aménagement de l'espace rural ; développement des initiatives privées, de l'artisanat et du commerce ; maintien des services publics et privés ; le décret définissant les zones défavorisées et les zones de montagne ; le Massif central ; la politique des contrats de pays lancée par M. Michel Poniatowski ; définition des zones d'environnement protégé ; les projets de loi relatifs à la mise en valeur des terres incultes et au renforcement des pouvoirs des SAFER.

— **M. Pignion (n° 38790) : Restructuration de la recherche pédagogique** [10 juin 1977] (p. 3706, 3707, 3708) : définition des mis-

sions respectives du conseil national de la documentation pédagogique (CNDP) et de l'institut national de recherche pédagogique (INRP) ; poursuite des travaux sur les phénomènes de l'inadaptation scolaire ; réalisation démocratique de cette réorganisation.

— **M. Ralite (n° 38840) : Situation des maîtres auxiliaires** [10 juin 1977] (p. 3708, 3709) : la titularisation de 12.000 auxiliaires au cours des deux dernières années ; réduction au minimum du nombre des délégations de maîtres auxiliaires non renouvelées à la rentrée prochaine.

— **M. Petit (n° 38709) : Définition du rhum** [17 juin 1977] (p. 3972, 3973) : urgence de l'adoption d'un texte servant de base de discussion dans le cadre de l'organisation du marché de l'alcool dans la Communauté, pour l'ensemble des eaux-de-vie ; fermentation et distillation du rhum sur les aires de production de la canne à sucre.

— **M. Pierre Charles (n° 38951) : Emploi des défoliants** [17 juin 1977] (p. 3973, 3974) : l'utilisation exceptionnelle des défoliants lorsque le dégagement mécanique est impossible ; limitation et contrôle sévères de la teneur maximale en dioxine ; projet d'arrêté interministérielle autorisant uniquement les traitements au sol.

— **M. Duroure (n° 38952) : Enseignement agricole** [17 juin 1977] (p. 3974) : importance attachée par le Gouvernement à l'enseignement agricole ; le renforcement du caractère technologique de cet enseignement ; la défense du pluralisme de l'enseignement.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Naveau : Application de la taxe de coresponsabilité pour les producteurs de lait** [22 juin 1977] (p. 4030, 4051) ; action du Gouvernement pour maintenir le revenu des agriculteurs ; ouverture de nouveaux débouchés aux produits laitiers français.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Dutard (n° 38164) : Equipement des communes rurales** [24 juin 1977] (p. 4220, 4221, 4222) : l'effort fait par le Gouvernement pour la collecte et le traitement des ordures ménagères, la voirie rurale, l'eau potable, les télécommunications, le remembrement et les réalisations hydrauliques ; le rapport Guichard ; le rôle des élus locaux.

— **M. Alain Vivien (n° 39197) : Prolifération des sectes** [24 juin 1977] (p. 4222, 4223, 4224) : les enquêtes n'ont pas donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire ; la surveillance du ministre de l'intérieur sur les sectes politico-religieuses, dans le cadre de la loi de 1901 sur la liberté d'association.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Jarosz** : **Application de la taxe de coresponsabilité sur le lait** [11 octobre 1977] (p. 6042) : l'impossibilité pour le Gouvernement de remettre un engagement à l'égard de la Communauté dans l'intérêt même des producteurs de lait.

— **M. Senès** : **Raisins de table** [11 octobre 1977] (p. 6043, 6044) : les difficultés du marché des fruits ; l'augmentation des cours par rapport à l'an dernier.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Lepercq** (n° 42725) : **Cessions de céréales secondaires** [9 décembre 1977] (p. 8533) : limitation des cessions avec exemption de taxes ; les mesures prises par le Gouvernement pour aider les éleveurs.

— **M. Guerlin** (n° 4287) : **Affirmations du ministre de l'agriculture sur les positions socialistes en matière de politique agricole européenne** [9 décembre 1977] (p. 8535, 8536, 8537) : l'abstention des représentants français appartenant aux groupes socialiste et communiste sur la proposition de M. Spinelli, député communiste italien, tendant au plafonnement des dépenses du FEOGA ; les dangers de cette proposition pour les producteurs français de viande et de lait.

— **M. Jean-Pierre Cot** (n° 42961) : **Subventions pour les bâtiments d'élevage en montagne** [16 décembre 1977] (p. 8883) : possibilité de revoir les plafonds d'attribution ; éviter une course abusive aux investissements ; développement de la politique de la montagne du Gouvernement.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° 198). **Discussion des articles** [15 mai 1973]. **Article 8** (p. 1269) : ses observations sur l'amendement tendant à supprimer le délai de deux ans prévu pour l'installation des associés mariés.

— **Projet de loi modifiant et simplifiant les conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° 353). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2366) : simplification des procédures ; portée limitée du projet de loi ; sa satisfaction de l'acceptation par le Gouvernement du principe de rétroactivité ; préparation d'un projet de loi d'orientation ; dépistage et prévention ;

accroissement du nombre des établissements de rééducation ; problème des handicapés adultes ; loi du 13 juillet 1971 ; mise en place de structures légères ; intégration des grands handicapés dans la société ; ateliers protégés ; allocation de compensation ; centres d'aides par le travail ; problème de la prise en charge du prix de journée-hébergement ; prise en charge automatique par l'aide sociale ou par un régime spécifique ; (p. 2367) : nécessité de créer des centres d'accueil et de soins spécialisés.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale, rapporteur pour avis [16 novembre 1973] (p. 5909) : ses observations sur la présentation des crédits ; progression des crédits ; volonté de résoudre la crise au niveau des personnels, de méthodes modernes de gestion, cellules de réflexion ; effectifs du service de l'informatique ; (p. 5910) : rémunérations et carrières ; statut du corps des médecins de la santé ; situation des services pharmaceutiques ; simplification des textes et règlements ; personnels sanitaires et sociaux ; politique à l'égard des médecins ; cas des étudiants « reçus-collés » ; problème des infirmières ; personnels sociaux ; politique de formation sanitaire et sociale PMI et médecine scolaire ; nécessité de définir une véritable politique de prévention sanitaire des enfants et adolescents ; crèches ; allocation de frais de garde ; centres maternels ; régulation des naissances ; (p. 5911) : action en faveur des personnes âgées et des handicapés ; lutte contre les fléaux sociaux ; maladies mentales ; nécessité de créer un véritable corps d'enseignants universitaires de psychiatrie ; lutte contre l'alcoolisme ; recherche médicale ; ses observations sur le principe d'un emprunt ; taux d'exécution du VI^e Plan ; demande le déblocage du crédit de 100 millions du FAC ; évolution de la politique d'équipement hospitalier.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973] : **Après l'Article 45** (p. 6125) : soutient l'amendement de M. Mario Bénard tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales. **Article 26** (p. 6130) : dotations cantonales du FSIR ; demande leur augmentation au profit des communes rurales.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177) [15 octobre 1974] (p. 5002) : apporte au ministre le soutien et la compréhension du groupe des républicains indépendants ; le projet par la mise en œuvre de la

solidarité nationale fera disparaître des inégalités choquantes ; les agriculteurs n'auront plus le sentiment d'être des assistés sociaux ; l'assemblée doit pouvoir se prononcer sur le budget social de la nation.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Santé publique et action sociale, rapporteur pour avis [29 octobre 1974] (p. 5538) : remercie pour l'accueil et la collaboration des services ministériels ; un bon budget par l'augmentation des crédits et les choix opérés ; le recrutement des personnels notamment des services extérieurs ; les pharmaciens inspecteurs et le contrôle de l'industrie pharmaceutique ; la situation des infirmières : les déclarations du Touquet ; pour une prochaine charte de l'infirmière ; la formation des médecins et le déroulement des carrières hospitalières ; pour un corps d'enseignants de psychiatrie ; la formation des personnels sociaux, notamment dans les instituts régionaux de formation ; les assistantes sociales ; les élèves éducateurs ; la recherche biomédicale ; l'Inserm ; (p. 5539) : l'institut Pasteur ; des unités de soins à l'échelle de l'homme ; maintenir les hôpitaux ruraux ; dotation en faveur des personnes âgées ; les établissements psychiatriques ; les établissements de protection de l'enfance, de l'adolescence et de la famille ; le prix de journée dans les crèches ; souhaite la discussion prochaine du projet de loi d'orientation des handicapés ; les établissements de soins pour personnes âgées et l'aide à domicile ; la politique de prévention et de protection sanitaire et sociale ; la protection du milieu : les ingénieurs sanitaires ; la lutte contre les fléaux sociaux et les maladies graves ; la protection maternelle et infantile : concevoir un service unique de surveillance de l'enfance ; la périnatalité ; la sécurité routière ; la contribution des collectivités locales ; esquisse d'une politique globale de la prévention sociale ; les animateurs sociaux culturels et les travailleuses familiales ; (p. 5540) : l'aide aux personnes âgées et aux invalides ; le financement par emprunt de l'humanisation des hôpitaux ; les handicapés : des mesures qui donneront à chaque famille un choix plus large ; vers une société plus juste, humaine et solidaire ; la commission des affaires culturelles, familiales et sociales propose l'adoption du budget.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6856) : insiste pour que l'amendement n° 118 qu'il a déposé avec M. Bécam, concernant le tarif des redevances instituées au profit des adductions d'eau, soit adopté.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951), rapporteur. **Discussion générale** [13 décembre 1974]

(p. 7814) : rappelle la déclaration du Président de la République sur les droits fondamentaux des personnes handicapées ; la nécessité de simplifier et de coordonner la législation, de permettre aux handicapés d'accéder au logement, de se déplacer, de communiquer ; l'importance des centres de préorientation et des équipes de placement ; (p. 7815) : la création d'un comité interministériel qui coordonnera toutes les mesures prises en matière d'adaptation et de réadaptation ; l'existence d'une seule commission pour les enfants handicapés et d'une seule autre commission pour les handicapés adultes à l'échelon départemental ; la substitution d'une allocation unique aux trois allocations allouées jusqu'à présent ; la suppression définitive de toute référence à l'obligation alimentaire ; la suppression de la récupération sur les successions des handicapés lorsque leurs héritiers sont le conjoint ou un enfant à charge ; droit à l'éducation et à la formation pour les enfants handicapés ; augmentation du nombre des enfants handicapés qui bénéficieront de l'allocation d'éducation spéciale par suite de l'effort d'équipement ; application de la loi en faveur des handicapés adultes au niveau de la fonction publique ; liaison des commissions départementales avec l'agence nationale pour l'emploi et les services de préorientation ; aménagement des postes de travail ; adaptation de l'outil de travail aux handicapés auxquels sera accordé un salaire minimum égal au SMIC ; (p. 7816) : minimum de ressources prévu pour les handicapés qui ne peuvent accéder à une activité ; conception architecturale nouvelle ; amélioration des transports en commun : création demandée d'un conseil consultatif auprès du comité interministériel ; présence d'experts qualifiés représentant les associations de handicapés au sein des commissions départementales ; prise en charge par l'Etat des frais de ramassage des enfants ; liberté de choix des familles ; encouragement au travail des handicapés, son minimum de ressources étant toujours considéré comme un salaire ; (p. 7817) : la prévention ; programmes finalisés dits de périnatalité : centres de soins pour les plus grands handicapés ; volonté d'une publication rapide des décrets d'application ; évaluation à 1.700 millions de mesures nouvelles en année pleine des crédits nécessaires à l'application du projet de loi ; développer un vaste mouvement de solidarité vis-à-vis des « exclus » ; (p. 7827) : déclare que la commission a renoué la question préalable et évoque le travail accompli par les associations pour améliorer le texte du projet de loi avec le secrétaire d'Etat et la commission ; (p. 7839, 7840) : rappelle que le Gouvernement a annoncé qu'il reprendrait un certain nombre

d'amendements. **Discussion des articles : Article premier** (p. 7854) : défend l'amendement n° 32 tendant à intégrer le sport dans les obligations prévues à l'égard des handicapés ; adopté ; (p. 7855) : défend l'amendement n° 33 tendant à remplacer le verbe « conjuguer » par le verbe « associer » ; adopté ; (p. 7856) : défend l'amendement n° 34 prévoyant l'assistance d'un conseil national consultatif des personnes handicapées ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 7857) : défend l'amendement n° 35 concernant l'accueil des enfants handicapés dans des secteurs d'action médico-sociale précoce ; retiré. **Article 3** (p. 7861) : défend l'amendement n° 39 prévoyant les conditions d'adaptation pour permettre aux établissements privés de passer les contrats prévus par loi de 1959 ; adopté. **Article 4** (p. 7865) : défend l'amendement n° 41 prévoyant que la commission pourra imposer ses vues ; amendement devenu sans objet ; défend le sous-amendement n° 241 prévoyant que la commission de l'éducation spéciale a compétence pour imposer l'accueil à un établissement scolaire ; adopté ; (p. 7866) : défend l'amendement n° 42 concernant la révision périodique des décisions de la commission ; adopté ; défend l'amendement n° 43 concernant les recours devant le contentieux de la sécurité sociale ; repoussé ; (p. 7867) : défend l'amendement n° 44 concernant l'effet suspensif des recours ; adopté. **Article 5** (p. 7868) : défend l'amendement n° 45 prévoyant des établissements d'éducation professionnelle ; adopté ; (p. 7869) : se rallie à l'amendement n° 223 du Gouvernement reprenant un amendement de la commission et supprimant la récupération des prestations d'aide sociale lorsque les héritiers sont les enfants et pas seulement les enfants à charge ; adopté ; pose la question de la prise en charge des prothèses pour les déficients auditifs ; (p. 7870) : rappelle que le ministère de la santé avait prévu de se livrer à une enquête sur le nombre et les besoins des enfants handicapés ; [17 décembre 1974] : **Article 6** (p. 7933) : son amendement n° 47 : modulation du complément forfaitaire d'allocation selon les besoins pour compenser les surcoûts du handicap ; adopté ; (p. 7933) : son sous-amendement à l'amendement n° 255 : dispositions non applicables lorsque les frais de séjour sont pris intégralement en charge par l'assurance maladie ou par l'Etat ; adopté ; son amendement n° 49 : versement éventuel de l'allocation à un tuteur afin de mieux protéger l'enfant ; (p. 7934) : rejet ; son amendement n° 50 : suppression de l'allocation après audition, sur sa demande, de la personne ayant la charge de l'enfant ; adopté ; son amendement n° 51 d'harmonisation ; adopté. **Article 9** (p. 7936) : son

amendement n° 54 : concertation avec les associations des handicapés pour l'emploi et le reclassement ; adopté ; son amendement n° 56 ; (p. 7937) : aide à l'équipement individuel du handicapé ; adopté ; son amendement n° 57 : compensation des charges supplémentaires d'encadrement pour l'entreprise ; adopté. **Article 11** (p. 7938) : son amendement n° 58 : modalités de désignation des experts qualifiés pour assister les associations ; adopté ; (p. 7939) : son amendement n° 248 ; (p. 7940) : révision périodique des décisions de la commission d'orientation ; adopté ; son amendement n° 59 : décision obligatoire de la commission pour le versement des allocations de logement ; adopté ; son amendement n° 60 : audition de l'adulte handicapé, assistance d'une personne de son choix ; adopté ; (p. 7941) : son amendement n° 61 : recours devant les juridictions du contentieux technique de la sécurité sociale ; adopté ; son amendement n° 62 : caractère suspensif du recours intenté par le handicapé ou sa famille ; adopté ; son amendement n° 256 : frais de fonctionnement des équipes de préparation et des suites du reclassement ; articulation avec les commissions départementales ; adopté. **Article 12** (p. 7942) : son amendement n° 257 : aménagement législatif de la loi de 1971 sur les aides aux stagiaires handicapés ; adopté. **Article 14** (p. 7942) : garantir le travail des ateliers protégés ; (p. 7943) : son amendement n° 63 : exonération partielle et proportionnelle au volume de travail fourni aux ateliers protégés et aux centres d'aide par le travail ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 17 : danger de créer un système particulier ; faire des travailleurs handicapés des travailleurs à part entière. **Article 16** (p. 7944) : ne pas assimiler centres d'aide par le travail et ateliers protégés ; son amendement n° 64 : travaux manuels ou intellectuels ; (p. 7947) : adopté ; amendement n° 69 : détachement dans une entreprise sans que soit rompu le contrat de travail avec l'atelier protégé ; (p. 7947) : réservé ; amendement n° 165 : tenir compte de la capacité de travail et des possibilités réelles d'intégration ; adopté ; amendement n° 242 : admission dans un établissement de travail protégé ; orientation vers un type d'établissements et non vers un établissement donné ; adopté ; (p. 7948) : son amendement n° 67 : agrément de l'ouverture d'ateliers protégés mais non pour les centres d'aide pour le travail ; adopté ; (p. 7949) : les ateliers protégés doivent entrer dans le jeu normal de la production et de la commercialisation ; (p. 7950) : ne pas limiter par un contrôle trop strict les possibilités de création par des entreprises d'ateliers protégés ; [18 décembre 1974] : **Article 16** (p. 8017) :

son amendement n° 68 : salaires calculés en fonction des salaires réels ; adopté. **Après l'Article 19** : son amendement n° 71 ; article L. 432-1 : rôle du comité d'entreprise dans les entreprises de plus de 300 salariés ; commission chargée de l'emploi des handicapés ; (p. 8020) : adopté ; son amendement n° 72 précédemment réservé : clauses obligatoires des conventions collectives concernant l'emploi et le travail des handicapés ; adopté. **Article 20** : son amendement n° 73 : prévision des conditions d'aptitude pour l'accès aux emplois publics ; sous-amendé et adopté ; son amendement n° 74 : la compatibilité du handicap avec l'emploi public postulé est appréciée par la commission d'orientation dans sa section secteur public ; adopté ; son amendement n° 75 : titularisation des handicapés ; (p. 8022) : sous-amendé et adopté ; son amendement de forme n° 76 à l'article 23 ; adopté. **Article 24** (p. 8023) : son amendement n° 16 : remplacement du mot « accueillent » par le mot « emploient » ; adopté ; amendement n° 77 de forme ; adopté ; son amendement n° 78 ; travailleurs esseulés (p. 8024) adopté ; son amendement n° 79 rectifié : subventions des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale ; rejeté ; son amendement n° 117 à titre personnel : les centres d'aide par le travail ne doivent pas être considérés comme domicile de secours ; (p. 8025) : retiré. **Après l'article 24** : son amendement n° 80 : recensement des besoins ; programme d'équipement pour développer les centres d'aide par le travail et les ateliers de travail protégé ; (p. 8026) : adopté ; la vocation d'accueil de la Lozère. **Article 25** : son amendement n° 82 : cotisations d'assurance maladie, vieillesse, chômage et pour la retraite complémentaire calculées sur la garantie de ressources accordées en milieu ordinaire ou en atelier protégé ; adopté. **Article 27** (p. 8029) : son amendement n° 83 : mention de la nationalité française ; réserver les droits d'aide nationaux à bénéficier par réciprocité des législations étrangères correspondantes ; adopté ; son amendement n° 85 : plafond fixé par référence au SMIC ; rejeté par scrutin public. **Article 31** (p. 8032) : l'amendement n° 232 du Gouvernement constitue une révolution dans la manière d'orienter les problèmes des handicapés. **Article 32** : son amendement n° 89 : la suppression de l'allocation ne retire pas le bénéfice de l'affiliation à l'assurance sociale ; adopté. **Article 36** (p. 8034) : son amendement de forme n° 91 ; adopté. **Après l'Article 36** : son amendement n° 93 : création d'établissements destinés aux handicapés dont l'état nécessite une surveillance médicale et des soins constants ; conditions d'agrément et de prise en charge au titre de

l'assurance maladie ; (p. 8035) : adopté [19 décembre 1974] : **Article 37** : son amendement de forme n° 94 ; adopté ; son amendement n° 95 ; exonération des frais entraînés par la formation professionnelle ou le fonctionnement de l'atelier ; (p. 8098) : adopté ; son amendement n° 96 : plancher de ressources différent selon la situation de famille et selon que les handicapés travaillent ou non ; sous-amendé et adopté ; son amendement n° 99 : frais de formation professionnelle pris en charge par l'aide sociale ; (p. 8099) : adopté. **Après l'Article 41** (p. 8102) : son amendement n° 102 : répartition des articles de prothèse, d'orthèse et d'appareillage ; (p. 8103) : hommage aux commissions d'appareillage ; les compétitions sportives réservées aux handicapés ; adopté ; son amendement n° 103 : prise en charge au titre de l'action sanitaire et sociale des aides personnelles aux handicapés ; sous-amendé et adopté. **Après l'Article 42** (p. 8104) : sur l'amendement n° 261 : l'importance et les difficultés de l'information du public. **Après l'Article 45** (p. 8106) : les crédits consacrés à la recherche en matière de périnatalité, d'obstétrique et de dépistage des handicaps. **Deuxième lecture, rapporteur. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2715) : énumère les modifications apportées au projet de loi par le Sénat, notamment en matière de renforcement des droits des handicapés à l'éducation et aux soins ; insiste sur le problème du pouvoir des commissions départementales ; le rejet par la commission de la modification apportée en cette matière par le Sénat ; (p. 2716) : le problème de la philosophie du travail dans les centres d'aide par le travail ; le souhait de la commission de voir retirer l'amendement du Gouvernement ; la révolution qu'apporte dans le droit traditionnel de l'aide sociale le texte en discussion. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2721) : son amendement n° 1 : à la fin du dernier alinéa, supprimer les mots « en Conseil d'Etat » ; adopté. **Article premier bis** (p. 2721) : son amendement n° 2 : de forme ; adopté. **Article 3** (p. 2722) : son amendement n° 3 : substituer aux mots « participe au contrôle du », les mots « assure le contrôle de l'enseignement dispensé dans » ; adopté. **Article 4** (p. 2723) : son amendement n° 4 : supprimer la seconde phrase du premier alinéa de l'article 4 relative à la présidence de la commission de l'éducation spéciale ; adopté ; son amendement n° 42 : préciser que la commission pourra s'entourer de techniciens médicaux et paramédicaux ; retiré ; (p. 2724) : son amendement n° 5 : renforcer la liberté des parents en matière de choix de l'établissement d'accueil ; adopté ; son sous-amendement n° 43 : enlever toute ambi-

guité à l'amendement n° 5 ; adopté ; son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 6 : mieux protéger la liberté des individus ; adopté. **Article 5** (p. 2725) : son amendement n° 7 : supprimer la seconde phrase du premier alinéa de l'article 5 ; adopté. **Article 7** (p. 2727) : son amendement n° 8 : mieux préciser le rôle des commissions en ce qui concerne l'affiliation à l'assurance vieillesse des mères de famille ; adopté ; son amendement n° 9 : conséquence de l'amendement n° 8 ; adopté. **Article 8** (p. 2727) : son amendement n° 45 : de forme ; adopté. **Article 11** (p. 2728) : son amendement n° 25 : supprimer la dernière phrase du premier alinéa du paragraphe 1 du texte proposé pour l'article 323-11 du code du travail ; adopté ; son amendement n° 46 : nouvelle rédaction du premier alinéa du paragraphe 1 du texte proposé pour l'article 323-11 du code du travail ; retiré ; son amendement n° 10 : dans le quatrième alinéa (2°) du paragraphe 1 du texte proposé pour l'article L. 323-11 du code du travail, supprimer les mots « médicale et professionnelle » ; adopté ; (p. 2729) : ses amendements n°s 11 et 12 : de forme ; adoptés ; son amendement n° 13 : renforcer le droit de préférence en précisant que la commission technique départementale peut désigner un établissement choisi par la personne handicapée ou par son représentant — devenu sans objet par adoption de son amendement n° 47 ; (p. 2729) : son amendement n° 47 : introduire la notion de droit de préférence quelle que soit la localisation de l'établissement ; adopté ; son amendement n° 48 : corollaire d'un amendement adopté à l'article 4 relatif à la prise en charge des enfants handicapés ; adopté ; (p. 2730) : son amendement n° 15 : au début du dernier alinéa du paragraphe 1 du texte proposé pour l'article L. 323-11 du code du travail, après les mots « les décisions de la commission visées aux... », insérer la mention « 2° » ; repoussé. **Article 16** : **Article L. 323-20 du code du travail** (p. 2732) : son amendement n° 17 : mettre sur un même pied CAT et ateliers protégés tout en maintenant la distinction ; adopté. **Article L. 323-22 du code du travail** (p. 2733) : son amendement n° 18 : supprimer une anomalie dont souffrent les handicapés au regard des conventions collectives ; demande qu'on tienne compte des possibilités réelles des handicapés dans les ateliers protégés ; adopté. **Article 19 quinquies** (p. 2734) : son amendement n° 19 : renforcer les pouvoirs du comité d'entreprise ; repoussé. **Article 24** (p. 2734) : son amendement n° 20 : préciser que les CAT doivent aider au travail des handicapés et leur apporter un soutien médical ; adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 34 du Gouvernement. **Article 31** (p. 2736) : son amendement n° 21 :

inscrire dans la loi la jurisprudence actuelle ; repoussé. **Article 33** (p. 2737) : accepte l'amendement n° 38 du Gouvernement à condition que les handicapés qui relèvent du régime agricole y restent quand ils sont devenus adultes. **Article 35** (p. 2738) : remercie le Gouvernement d'avoir déposé l'amendement n° 39. **Article 36 ter** (p. 2738) : demande des explications sur la création des établissements de moyen séjour ; souhaite leur intégration dans l'ensemble du dispositif psychiatrique. **Article 41** (p. 2739) : son amendement n° 23 : conserver, dans certains cas, la périodicité d'un contrôle médical ; adopté. **Commission mixte paritaire**, rapporteur [13 juin 1975] (p. 4175, 4186) : rappelle les points sur lesquels il y avait divergence entre les deux assemblées ; expose les solutions communes qui ont pu être dégagées.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7987) : la liberté dans les pays communistes.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750)**. **Explications de vote** [15 avril 1975] (p. 1672, 1673) : maintenir le caractère libéral de la profession de biologiste directeur de laboratoire ; (p. 1673) : améliorer la compétence des directeurs ; dérogations accordées par le ministre aux laboratoires situés en pays rural ; droit des ruraux à une médecine de qualité ; vote positif de la majorité.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 1357)**. **Deuxième lecture**. **Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2** : **Article 614 du code de la santé publique** (p. 1783) : son amendement n° 38 ; prescription par un vétérinaire d'un médicament préparé pour l'usage humain quand il n'existe pas de médicament vétérinaire équivalent ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 13 de M. Morellon.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales (n° 1285)**. **Discussion des articles** [17 avril 1975] (p. 1799) : existence dans toutes les sociétés de difficultés inhérentes à la vie de l'homme ; favoriser le développement de l'initiative privée ; accepter certaines barrières ; le choix des Français en faveur d'une société libérale ; ne pas défendre de façon exclusive le secteur public ; un projet qui tient compte de la réalité concrète de l'action sociale ; la compréhension certaine des responsables des associations face à une évolution qui s'impose ; (p. 1800) : observer un certain équilibre dans notre pays ; le problème difficile des conven-

tions collectives. **Discussion des articles.** **Article 5** (p. 1810) : s'inquiète d'une sous-représentation du secteur privé au sein des commissions. **Article 5 bis** (p. 1812) : demande confirmation quant à l'estimation des besoins dans le secteur social. **Article 6** (p. 1814) : demande une liberté de choix pour les parents des handicapés. **Après l'Article 12** (p. 1819) : ses observations sur les déclarations de M. Gau. **Après l'Article 22** (p. 1825) : son amendement n° 97 : les établissements ne peuvent être considérés comme domicile de secours ; caractère capital de son amendement pour les zones rurales ; (p. 1826) : revoir le problème dans une perspective nouvelle ; demande au Gouvernement qu'il donne des instructions afin que le refus de prise en charge ne se fonde pas sur l'implantation géographique ; retiré. **Explications de vote** (p. 1831) : apaisements donnés par le ministre ; place pour le dialogue ; vote positif du groupe des républicains indépendants.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° 1486). **Discussion des articles** [22 avril 1975]. **Article premier** (p. 1936) : sa réponse à M. Gau ; son amendement n° 23 ; possibilité de résilier le contrat en cas de faute grave de l'intéressée ; adopté.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 1480). **Discussion générale** [29 avril 1975] (p. 2208) : l'absence de fondement des attaques menées contre la politique du ministre du travail ; le jeu de la solidarité nationale en faveur des victimes de l'évolution démographique ; une nouvelle étape dans la protection des plus défavorisés ; présenter un programme d'ensemble relatif à la protection des Français ; élaborer un vaste programme concernant la politique de la famille ; substituer la notion de solidarité à celle d'assistance. **Discussion des articles.** **Après l'Article 6** (p. 2221) : maintenir le bénéfice des prestations en cas de non-respect de la réglementation quand celui-ci est indépendant de la volonté de l'intéressé ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 2223) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Legrand ; son caractère démagogique. **Explications de vote** (p. 2226) : l'impossibilité pour les communistes d'accepter que la solidarité nationale englobe salariés, agriculteurs, commerçants et artisans ; l'importance du budget social de la nation ; instaurer dans un pays libéral une solidarité nationale.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° 1484). **Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article 3** (p. 2901) : ne pas laisser piller les procédés de fabrication ; maintenir

le secret industriel au même titre que le secret médical.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3735) : la solidarité : objectif prioritaire du VII^e Plan ; la réduction des inégalités ; toucher aux droits acquis ; l'amélioration des mécanismes de répartition des prestations sociales ; le rôle déterminant de la famille ; insister sur l'accès au sport et au tourisme ; la solidarité, moteur de l'action politique ; son rôle au niveau de l'entreprise ; (p. 3736) : organiser de nouveaux rapports afin de réaliser la réconciliation de l'individu et de la collectivité ; redéfinir les rapports entre les hommes.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Article 16** (p. 4062) : attirer l'attention du Gouvernement sur le sort des communes rurales qui vont subir une perte de ressources. **Seconde délibération.** **Article 4** (p. 4076) : appelle l'attention sur le problème posé par les installations nucléaires.

— **Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours** (n° 1587). **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4160) : les objectifs du projet : mettre de l'ordre dans la profession, équilibrer les rapports entre les professionnels et les organismes émanant des collectivités locales ; faire en sorte que les associations à but non lucratif puissent continuer à jouer leur rôle. **Discussion des articles.** **Article 7** (p. 4166) : juge anormal que des associations à but non lucratif puissent faire une publicité de caractère commercial.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° 1642). **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4193) : demande au ministre d'examiner avec soin les critères de représentativité ; les possibilités de s'exprimer réservées aux médecins ruraux ; (p. 4194) : les défenseurs du programme commun osent rendre le tiers payant obligatoire ; la collaboration nécessaire entre régimes de sécurité sociale. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 4197) : son amendement n° 23 : associer tous les partenaires à la conclusion de la convention ; adopté ; (p. 4199) : indique qu'il lui paraît important que la mutualité agricole soit associée à l'élaboration de la convention.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° 1728). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 14** (p. 6563) : son amendement n° 63 : reconnaître au comité olympique

français la propriété des emblèmes olympiques, sous réserve des droits acquis ; (p. 6565) : appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité de développer le sport de haut niveau. **Commission mixte paritaire** [14 octobre 1975]. **Explications de vote** (p. 6813) : la consécration de la place du sport dans la société libérale avancée ; un équilibre heureux entre l'initiative privée et l'intervention de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Première partie* :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 4** (p. 7268) : confirme les propos de M. Claudius-Petit sur la Fondation de France. **Article 6** (p. 7271) : appelle l'attention sur la place à assurer aux associations désintéressées et demande au Gouvernement de préciser le sens de son texte ; (p. 7273) : son amendement n° 58 : exonérer de la TVA les associations dites ouvertes ; adopté ; son amendement n° 59 : de coordination ; adopté. **Après l'Article 19** (p. 7307) : souhaite que l'Assemblée adopte le premier alinéa de l'amendement n° 93 de M. Neuwirth relatif à la recherche de moyens supplémentaires à dégager en faveur du sport.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale, rapporteur pour avis [28 octobre 1975] (p. 7429, 7430) : la santé, secteur prioritaire ; l'exécution des programmes finalisés ; la formation des personnels, notamment des infirmières ; le choix en faveur des établissements légers ; l'humanisation des hôpitaux ; l'aide à l'Institut Pasteur ; l'aide aux personnes âgées ; la contraception ; le rôle des infirmières ; (p. 7431) : les études médicales ; les médecins hospitaliers ; l'aide sociale ; la nécessité d'une véritable politique de la famille.

Qualité de la vie. — I. **Environnement** [7 novembre 1975] (p. 8083) : l'insuffisance des crédits inscrits au budget ; la tâche d'incitation qui revient au ministère de la qualité de la vie ; la nécessité d'un personnel suffisant et de bureaux de l'environnement départementaux ; l'indispensable développement de la recherche ; l'intérêt des parcs nationaux ; l'amélioration de l'eau dans la vallée du Lot ; (p. 8084) : faire un effort pour protéger la nature dans certains départements comme la Lozère et dans les départements qui ont une population très réduite. II. **Jeunesse et sports** [7 novembre 1975] (p. 8117) : l'augmentation des crédits et la volonté du Gouvernement de donner la priorité aux activités sportives ; la répartition des crédits affectés aux clubs ; les ressources à attendre du PMU ; pratiquer une politique de concertation avec les associations et les collectivités locales ; développer les

équipements sportifs légers ; (p. 8118) : mener une politique souple d'utilisation optimale des équipements collectifs.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2043) : souhaite que le projet s'insère dans une politique audacieuse permettant à l'homme la réconciliation avec le milieu naturel ; demande un grand effort pédagogique qui fasse de la protection de la nature l'affaire de tous ; sa réponse à M. Gilbert Faure relative à l'opération « Massif central » lancée par le Président de la République ; (p. 2044) : souhaite l'adoption des amendements visant à associer davantage des collectivités locales ; se félicite de l'attention portée par les pouvoirs publics à la protection de la nature. Rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article premier** (p. 2063) : son amendement n° 96 : caractère indispensable du maintien de la population locale ; adopté. **Article 2** (p. 2067, 2068) : fait observer que si on rend obligatoire pour un POS une étude d'impact, on découragera les maires des petites communes ; (p. 2072) : manifeste ses inquiétudes à propos du sous-amendement n° 126 de M. Mesmin à l'amendement n° 70 du Gouvernement ; (p. 2073) : estime que la rédaction du sous-amendement n° 126 de M. Mesmin devrait être précisée. **Après l'Article 5** (p. 2081) : son amendement n° 97 : identification obligatoire des chiens ; retiré. **Article 7** (p. 2082) : son amendement n° 98 : consultation des collectivités locales intéressées ; adopté. **Article 8** (p. 2083) : son amendement n° 99 : maintien des activités traditionnelles de nature agricole, pastorale ou artisanale ; insiste pour que soient apaisées les inquiétudes des habitants qui sont dépossédés de leur patrimoine dans l'intérêt de la collectivité nationale ; rappelle le traumatisme que constitue la construction du barrage de Naussac ; amendement n° 99 adopté. **Article 10** (p. 2085) : son amendement n° 100 : financement de l'indemnité ; retiré. **Article 14** (p. 2086) : son amendement n° 101 : consultation des collectivités locales ou du conseil national de la protection de la nature ; retiré. **Explications de vote** [27 avril 1976] (p. 2165, 2166) : estime, contrairement à M. Hamel, que le texte constitue un ensemble équilibré qui tient compte des intérêts des ruraux et des citadins.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2857) : redonner vie aux entreprises, en faire un lieu de progrès économique et social où ne s'affrontent pas en permanence des classes sociales mais où s'établit une cer-

taine solidarité ; le caractère indispensable des petites et moyennes entreprises dans une société libérale ; dans une société plus réaliste, donner à chacun la possibilité d'initiative dans le cadre juridique qu'il souhaite ; le caractère nécessairement évolutif de la réforme de l'entreprise ; l'entreprise, lieu d'association des hommes ; maintenir la possibilité d'initiative et l'entreprise dans la société libérale ; (p. 2858) : la sécurité, affaire de tous ; la revalorisation du travail manuel ; créer un « coefficient de pénibilité » en vue de définir véritablement le temps de travail ; la nécessité de différencier les entreprises ; définir les indicateurs susceptibles de provoquer la prise de conscience d'un danger pour l'entreprise mais aussi entraîner la mise en œuvre de mesures capables de la sauver ; la nécessité du respect du droit au travail ; instaurer davantage de liberté, de solidarité et de justice.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268).** **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3310) : à propos de l'intervention de M. Chevènement, considère scandaleux de prétendre que notre politique est dictée par l'Amérique.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346).** **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4676) : l'esprit de solidarité qui inspire le VII^e Plan dans le choix des grands objectifs : un emploi à tous, l'amélioration des conditions du travail manuel, la réduction des inégalités ; (p. 4677) : la solidarité dans l'amélioration de la vie associative ; la solidarité dans la politique de la famille courageusement définie comme spécifique ; regrette que ne soient pas traités les problèmes relatifs à la sécurité sociale. **Explications de vote** [29 juin 1976] (p. 4896) : indique que les Républicains indépendants voteront le Plan qui est celui de la qualité de la vie, de la politique familiale et de la réduction des inégalités.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail (n° 2259).** **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4935) : la revalorisation du travail manuel souhaitée par les RI ; la nécessité d'une discussion technique des mesures proposées pour les simplifier ; le problème de l'assiette des cotisations ; le coefficient de possibilités ; le rassemblement des heures supplémentaires sur un an ; la nécessité de l'adhésion des entreprises au progrès proposé. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4942) : sur l'amendement n° 7 observe que ce n'est pas le droit au repos qui est en cause mais seulement ses modalités d'application.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6734, 6735) : l'accumulation des slogans périmés ; la motion de censure ; la communication établie par le Premier ministre avec le Parlement ; un plan nécessaire, cohérent et juste ; critique de la proposition de l'opposition de taxer les propriétaires de motos de plus de 125 centimètres cubes ; un effort national, sélectif, proportionnel aux possibilités de chacun, frappant tous les secteurs ; l'emprunt en faveur des PME ; la démocratie française, une ambition et une doctrine pour construire la société libérale ; la solidarité envers les agriculteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale, rapporteur pour avis [29 octobre 1976] (p. 7269) : la politique sanitaire et sociale ; le ralentissement de la progression des crédits ; l'augmentation du budget ; la priorité accordée au secteur de la santé ; des choix cohérents et continus, gage d'efficacité ; la volonté de renforcer les moyens en personnel du ministère ; (p. 7270) : l'effort de formation pour les personnels sanitaires et sociaux ; les travailleuses familiales ; l'humanisation ; l'action pour les catégories sociales défavorisées ou en danger ; les enfants handicapés et les handicapés adultes ; l'animation au sein des foyers de jeunes travailleurs ; l'animation des maisons familiales ; les travailleuses familiales ; les assistantes maternelles ; la prévention sanitaire ; l'INSERM ; l'Institut Pasteur ; la situation des organismes de protection sociale ; les prix des produits pharmaceutiques ; (p. 7271) : ne pas laisser se « médicaliser » la psychiatrie ; la politique globale de la famille ; propose d'adopter le budget du ministère de la santé.

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7472) : les problèmes d'environnement surtout dans les zones rurales ; la création des parcs nationaux ; le parc des Cévennes ; l'aménagement de la vallée du Lot ; les barrages-réservoirs ; (p. 7467) : les moyens législatifs et réglementaires permettant d'échapper à l'inertie administrative ; sa proposition de loi tendant à instituer une taxe de stockage ; la loi de 1964 concernant les agences de bassin ; les moyens de concevoir un plan d'eau nécessaire.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7525) : ne pas limiter le contrôle parlementaire à la critique ou à l'approbation ; ses trois préoccupations ; l'augmentation des crédits du BAPSA ; le gonflement des crédits d'intervention du FEOGA ;

les jeunes agriculteurs ; les prêts d'installation ; les productions animales ; l'ONIBEV ; la sécheresse ; plusieurs types d'agriculture ; les limites de l'aide directe ; les charges sociales ; la protection sociale des plus âgés ; le BAPSA ; (p. 7526) : l'animation du pays rural ; développer les équipements collectifs ; souhaite le déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; la place des agriculteurs dans la société.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8024) : garantir un minimum de ressources aux handicapés ; les crédits affectés aux commissions d'orientation et de reclassement professionnel des handicapés adultes ; (p. 8025) : la législation du travail ; la mobilité de l'emploi ; les problèmes qui se posent à la sécurité sociale ; la loi de compensation des régimes de sécurité sociale ; la charge sociale ; l'assiette des cotisations sur les salaires ; l'application d'un coefficient de pénibilité ; la nationalisation de la médecine et de la pharmacie ; l'évolution du coût de la santé ; le ticket modérateur ; le coût de l'hospitalisation ; les retraites vieillesse ; (p. 8026) : la condition des travailleurs manuels ; la situation des familles.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8072) : la radio et la télévision, instruments privilégiés de la communication ; la loi d'août 1974 ; la délégation parlementaire pour la radio-télévision ; les problèmes d'objectivité ; (p. 8073) : la qualité et la créativité ; créer une journée sans taux d'écoute ; la couverture inégale du territoire par les émetteurs télévision ; l'augmentation de la redevance ; l'établissement public de diffusion ; une déontologie pour la publicité à la télévision.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

1977

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'adoption de mesures obligatoires de prophylaxie collective des maladies des animaux (n° 2865). Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3317) : l'organisation par le Gouvernement des prophylaxies des maladies animales réputées contagieuses aux termes de l'article 224 ou de l'article 225 du code rural ; l'impossibilité soulevée par le Conseil d'Etat d'édicter des règles d'organisation prophylactique pour les maladies non réputées légalement contagieuses ; la promulgation des textes relatifs à la prophylaxie de la brucellose des ovins et des caprins ; l'effort budgétaire fait en 1976 en faveur de la protection sanitaire du cheptel ; les textes d'application de la loi sur la pharmacie vétérinaire ; (p. 3318) : la concertation qui s'est établie

sur les textes d'application du projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives ; les mesures du Gouvernement en faveur des petits exploitants agricoles ; le problème des éleveurs du Massif central ; la suffisance des dotations budgétaires pour 1977 ; la faiblesse de l'indemnité d'abattage pour cause de tuberculose ; (p. 3319) : la politique gouvernementale.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes (n° 2847). Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4495) : le rapport Brocard, la politique globale de la montagne ; la pluri-activité des agriculteurs de montagne ; le problème des prêts fonciers ; l'amélioration de leur sélectivité ; la politique foncière du Gouvernement ; la création d'offices fonciers ; l'absence de contradiction dans les procédures proposées ; la circulaire prise par M. Poniatowski relative aux conditions de suppression de service public ; la taxe de co-responsabilité ; le maintien de l'exploitation familiale ; (p. 4496) : la multiplication des aménagements fonciers des zonages ; l'adaptation des dispositions aux DOM ; l'action des préfets. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4497) : la suppression des références aux exploitants agricoles et aux SAFER ainsi qu'aux propriétaires lorsqu'ils ont loué leur fonds ; l'élargissement de la portée du texte du Gouvernement ; le ralliement du Gouvernement à l'amendement n° 5 de M. Bizet ; (p. 4498) : les problèmes de fonds et de forme soulevés par l'amendement n° 6 de M. Bizet ; la présentation par le Gouvernement d'un sous-amendement à l'amendement n° 6 de M. Bizet ; le ralliement du Gouvernement à l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 39 de M. Brocard ; (p. 4499) : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : conditions de reprise exercée par le propriétaire ; adopté ; demande à son auteur de retirer le sous-amendement n° 40 ; la pluri-activité ; son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : substitution du mot « locataire » au mot « fermier » devenu sans objet ; son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : modification rédactionnelle ; adopté ; le ralliement du Gouvernement au sous-amendement n° 21 rectifié de M. Brocard ; son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'amendement n° 6 ; retiré ; son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : notification de l'arrêté au demandeur et confirmation par celui-ci de sa demande ; adopté ; (p. 4500) : les deux phases de l'attribution des terres incultes ; l'arbitrage entre intérêt public et intérêt privé et entre intérêts privés contradictoires ; la remise en cause permanente des décisions des préfets en cas d'adoption de

l'amendement n° 23 de M. Brocard ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 23 ; la défense des libertés ; la saisine de la juridiction administrative ; (p. 4501) : la lenteur de la procédure devant les tribunaux administratifs ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 23 de M. Brocard ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Bizet. **Article 2** (p. 4502) : la mise en valeur cynégétique des terres ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 24 rectifié de M. Brocard et d'adopter l'amendement n° 30 de M. Bizet ; (p. 4503) : le caractère réglementaire du sous-amendement de M. Brocard à l'amendement n° 30 de M. Bizet ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Brocard ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 13 de M. Bizet ; l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 14 rectifié, n° 15 et n° 16 de M. Bizet ; (p. 4504) : demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Bizet ; la coordination des actions conduites en matière d'aménagement foncier ; les prérogatives de la commission départementale de réorganisation foncière et de remembrement ; le caractère réglementaire de la coordination des actions conduites en matière d'aménagement foncier ; l'importance et l'intérêt du zonage ; (p. 4505) : l'accord du Gouvernement sur la réserve des amendements n° 27 rectifié de M. Brocard et n° 43 de M. Corrèze. **Article 4** : l'adoption de l'amendement n° 28 de M. Brocard. **Article 5** (p. 4506) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 41 de M. Brocard ; l'attribution à l'Etat des fonds dont la vacance est expressément reconnue ; la législation qui s'applique aux terres reconnues vacantes ; les différentes législations qui s'appliquent aux terres vacantes et aux terres incultes. **Après l'Article 6** (p. 4507) : les conditions de la mise en valeur des terres incultes ; le caractère réel de la taxe foncière ; (p. 4508) : l'incitation des propriétaires à mettre en valeur les terres incultes ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Bizet ; son accord sur l'amendement n° 42 de M. Morellon ; son désaccord sur les amendements n° 27 rectifié de M. Brocard et n° 43 de M. Corrèze. **Après l'Article 2** (p. 4509) : l'objet de l'amendement n° 27 rectifié de M. Brocard ; la multiplication des taxes ; l'objet du projet de loi ; le problème des terres incultivables ; la remise en culture des terres cultivables ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 27 rectifié de M. Brocard. **Article 7** (p. 4510) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 19 de M. Bizet ; (p. 4511) : son avis défavorable sur le sous-amendement n° 37 de M. Huguët. **Après l'Article 7** (p. 4512) : la soumission à autorisation de tout reboisement ;

le problème de la Sologne ; la dérogation proposée au statut du fermage ; demande à l'auteur de l'amendement n° 45 de le retirer ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 45 de M. Corrèze. **Explications de vote** (p. 4513) : l'édification de la politique de la montagne. **Deuxième lecture. Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8768) : la mise en culture des terres récupérables ; le problème de l'imposition des terres reconnues en état d'inculture. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8770) : son amendement n° 13 : organisation par décret de la publicité de la décision relative à l'état d'inculture des fonds ; l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 2, n° 3 et n° 4 de M. Bizet ; l'organisation de la publicité par décret ; adopté ; (p. 8771) : son amendement n° 17 : conditions de suppression de l'indemnité au preneur évincé en cas de résiliation du bail survenant avant la fin de la troisième année dudit bail ; l'amélioration de la rédaction de l'amendement n° 15 de M. Josselin ; amendement n° 17 adopté ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 6 de M. Bizet ; l'inapplication de la loi aux jardins attenants aux habitations. **Article 2** (p. 8772) : la prise en considération des problèmes écologiques ; le rôle des agriculteurs ; l'insertion d'un expert écologique au sein des commissions communales de remembrement dressant la liste des terres incultes ; l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 7 et n° 8 de M. Bizet ; (p. 8773) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Bizet ; le caractère superfétatoire de l'amendement n° 16 de M. Josselin ; indique que le Gouvernement appellera l'attention des préfets sur les possibilités dont bénéficient les collectivités locales en matière de location de leurs terres constituant des réserves foncières. **Article 3 bis** : son amendement n° 14 de suppression : la séparation du domaine législatif et du domaine réglementaire ; adopté. **Article 4** (p. 8774) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Bizet. **Article 5** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Bizet. **Article 6 bis** (p. 8775) : son amendement n° 18 : modalités de la taxation à la contribution foncière des propriétés non bâties des terres incultes figurant à l'état prévu à l'article 40 du code rural ; les délais de mise en recouvrement des sommes complémentaires dues résultant de l'inscription des terres incultes dans la catégorie des meilleures terres labourables ; la fixation à trois ans du délai de mise en recouvrement des sommes complémentaires à compter de la notification ; (p. 8776) : les raisons de la fixation du délai à trois ans ; amendement n° 18 adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9102) : l'accord du Gou-

vernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [18 octobre 1977].

Article 28 (p. 6253) : le rééquilibrage de la balance commerciale par la valorisation de la forêt française ; le développement des recherches technologiques ; la nécessité de recettes supplémentaires ; la nature réglementaire des suspensions de taxes ; les raisons de l'exonération des bois feuillus importés ; l'existence au sein de la Communauté d'un régime préférentiel pour les importations de bois tropicaux ; l'éventualité d'un recours de la part des Africains auprès de la Communauté ; la nécessité de tenir compte des engagements internationaux et de la situation économique de l'industrie du bois ; l'impossibilité d'une modulation du taux de la taxe selon la taille des exploitations forestières ; l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 37 de M. Voisin et n° 67 de M. Pranchère ; (p. 6254) : l'élaboration par le Gouvernement d'un programme de valorisation de la forêt française ; l'examen par le Gouvernement de la possibilité de modifier les exemptions existant actuellement ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 37 de M. Voisin. **Après l'Article 28** (p. 6255) : son sous-amendement n° 144 à l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette : relèvement de la taxe sur les huiles et corps gras d'origine végétale sous réserve de l'extension de la taxe à la CEE ; le contexte dans lequel il a été décidé de l'institution d'une taxe de coresponsabilité sur le lait ; la nécessité d'obtenir l'accord des autorités de la CEE ; son opposition aux sous-amendements n° 146 de M. Bignon et n° 149 de M. Boudet à l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette ; (p. 6256) : l'action du Gouvernement pour obtenir l'institution d'une taxe communautaire sur les huiles et matières grasses d'origine végétale ; l'affectation des recettes procurées par le relèvement de la taxe ; maintient son sous-amendement n° 144 ; amendement n° 144 repoussé.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6682) : l'aménagement de l'espace rural ; les composantes de la politique agricole ; le rôle écologique des agriculteurs ; (p. 6683) : les qualités sociales de la vie dans les villages ; la réduction des inégalités d'accès aux loisirs ; la maîtrise par les ruraux du développement touristique ; l'augmentation du taux de desserte en adduction d'eau ; le problème de la canalisation d'eau de l'île d'Yeu ; les crédits affectés à l'assainissement et à l'électrification rurale ; le problème de la décohabitation ; les crédits affectés

au remembrement et à l'hydraulique agricole ; les problèmes spécifiques de la Sologne ; l'exécution des travaux connexes au remembrement ; l'indemnité spéciale « montagne » ; la solidarité nationale à l'égard de l'agriculture de montagne ; la constitution d'un groupe de travail sur l'agriculture de montagne ; (p. 6684) : la politique d'aide à l'installation ; la politique du Gouvernement en matière foncière ; la publication en cours des décrets relatifs à la mise en place des zones d'environnement protégé ; la politique concernant l'IVD ; l'institution en 1979 d'une indemnité compensatoire spéciale pour les femmes ; l'enseignement professionnel ; l'augmentation des dotations de l'INRA ; l'enseignement agricole ; le développement du pluralisme en matière d'enseignement ; l'augmentation des subventions en faveur de l'enseignement privé agricole.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant une compensation entre le régime général de sécurité sociale des travailleurs salariés du commerce et de l'industrie et le régime des salariés agricoles pour les rentes de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles** (n° 3223). **Discussion générale** [9 décembre 1977] (p. 8547) : la compensation entre le régime général de sécurité sociale et le régime des salariés agricoles en matière d'accidents du travail ; la diminution constante de la population agricole ; (p. 8548) : la fixation du montant de versements effectués par le régime général au titre de la compensation ; l'importance du projet de loi ; la politique de solidarité ; la politique agricole gouvernementale ; le renforcement de la protection sociale des agriculteurs. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8549) : son amendement n° 4 : instauration d'une compensation en matière d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles tendant à remédier aux inégalités provenant du déséquilibre démographique et de la disparité des capacités contributives entre les régimes ; l'harmonisation des cotisations d'assurances sociales des employeurs agricoles ; l'élargissement du champ de la compensation ; l'effort d'harmonisation des taux de cotisation entre les autres branches agricoles ; amendement n° 4 adopté. **Article 6** (p. 8550) : l'inexistence de régime propre aux salariés agricoles dans les départements d'outre-mer.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° 3164). **Discussion générale** [16 décembre 1977] (p. 8900) : l'agriculture, pièce maîtresse de l'économie ; les manœuvres dilatoires employées par l'opposition. **Discussion des articles** (p. 8901) : la conception technocratique de l'établissement de la carte scolaire ;

l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 9 de M. Mexandeau ; son amendement n° 1 rectifié : caractère pédagogique du contrôle exercé par l'Etat ; l'avis favorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 17 de M. Guermeur à son amendement n° 1 rectifié ; (p. 8902) : son amendement n° 2 : établissement des modalités d'application des dispositions de l'article par convention passée entre ministère de l'agriculture et organisations représentatives ; retiré ; amendement n° 1 rectifié modifié ; adopté. **Après l'Article premier** : son amendement n° 15 : modalités de l'aide financière de l'Etat et de la contribution de l'Etat aux frais d'investissements des établissements agréés ; les éléments de l'aide financière de l'Etat ; l'effort financier de l'Etat ; (p. 8903) : l'importance de l'effort consenti par le Gouvernement ; le pluralisme de l'enseignement ; l'effort accompli par le Gouvernement en faveur de l'enseignement public et de l'enseignement privé agricole ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 6 de suppression ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés (n° 2516). Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1977] (p. 8904) : les modifications apportées par le Sénat au texte ; l'extension de certaines dispositions de la loi aux fichiers mécanographiques et manuels ; les modifications de la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; (p. 8905) : les conditions du dépôt et du vote du texte en France. **Discussion des articles. Article 3 bis** (p. 8906) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Foyer. **Article 3 ter** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Foyer. **Article 5** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Foyer ; son amendement n° 44 : rétablissement du contrôle financier sur la commission ; (p. 8907) : la nature différente du rôle de la commission de celui du médiateur ; repoussé ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Foyer ; son amendement n° 45 : suppression de la référence à l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 ; adopté. **Article 6** (p. 8908) : son amendement n° 1 corrigé ; composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; adopté ; (p. 8009) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 35 de M. Lagorce. **Article 7** : la mission du commissaire du Gouvernement siégeant au sein de la commission. **Article 8** : son amendement n° 46 de coordination ; adopté ; son amendement n° 47 : nomination des agents de la commission nationale par le président ou le vice-président délégué ; (p. 8910) : le statut de fonctionnaire des agents de la commission ; amendement n° 47 adopté. **Article 9** : l'accord du Gouvernement

sur l'amendement n° 7 de M. Foyer. **Article 10** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Foyer. **Article 10 bis** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Foyer ; (p. 8911) : l'ambiguïté de l'amendement n° 10 de M. Foyer ; son amendement n° 57 : suppression des dispositions de l'article relatives aux garanties offertes aux informaticiens lors de leur audition par la commission ; l'engagement du Gouvernement à rechercher une solution lors de l'examen du texte par le Sénat ; amendement n° 57 adopté. **Article 11** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Foyer. **Article 13 bis** (p. 8912) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Foyer. **Article 14** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Foyer. **Article 16** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Foyer. **Article 18** (p. 8913) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Foyer. **Article 19** : son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 16 de M. Foyer : prise en considération de l'utilité de la publicité des décisions, avis ou recommandations de la commission par rapport à l'application ou à l'interprétation de la loi ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 37 de M. Lagorce ; l'impossibilité pour la commission d'élaborer une jurisprudence ; sous-amendement n° 48 adopté. **Article 20** (p. 8914) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Foyer. **Article 22 bis** : son amendement n° 49 de suppression ; adopté. **Article 23 B** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Foyer. **Article 23 C** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Foyer. **Article 23** (p. 8915) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n° 23 et n° 24 de M. Foyer ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 38 de M. Lagorce. **Après l'Article 24** : son amendement n° 50 de coordination ; adopté. **Article 25** : son amendement n° 51 : possibilité pour les personnes morales gérant un service public sur avis conforme de la commission de procéder elles seules au traitement automatisé des informations nominatives concernant les infractions, condamnations et mesures de sûreté ; adopté ; (p. 8916) : son amendement n° 52 : autorisation des compagnies d'assurance à traiter des informations prévues à l'article 5 de la loi n° 70-539 du 24 juin 1970 ; adopté. **Article 28** : son amendement n° 53 : conditions de saisine de la commission en cas de refus de communication ou de suspicion relative à la conformité des informations communiquées ; le caractère réglementaire de la procédure civile ; amendement n° 53 adopté. **Article 29 quarter** (p. 8917) : son amendement n° 54 de suppression ; adopté. **Article 31** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement

n° 27 de M. Foyer ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Foyer ; (p. 8918) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Lagorce. **Article 33** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Foyer. **Article 35** : son amendement n° 55 de coordination ; adopté. **Avant l'Article 36** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. Foyer ; son amendement n° 56 : conditions d'application des dispositions de la loi aux fichiers non automatisés ; adopté. **Article 37** (p. 8919) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 43 corrigé et n° 58 de M. Foyer. **Explications de vote** (p. 8920) : la défense de la liberté par les élus de la majorité.

BLANC (Maurice)

*Député de la Savoie
(2^e circonscription)
(NI, puis PSRG).*

L'Assemblée prend acte de son élection [8 octobre 1974] (p. 4857, 4871) (1).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [22 octobre 1974] (p. 5326).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [9 octobre 1974] (p. 4920), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DEPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (n° 2740) [20 décembre 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Installation d'une antenne du médiateur à Grenoble** [11 décembre 1974] (p. 7677).

— **Situation de l'emploi** [18 juin 1975] (p. 4362) : situation des entreprises de tissage Dreyfus à Barbières dans la Drôme ; usines Triton à Bagnolet et à Tonnerre.

(1) Election partielle, en remplacement de M. Peizerat, démissionnaire.

— **Création de classes dans l'enseignement préscolaire** [15 octobre 1975] (p. 6917) : rôle essentiel de l'école maternelle.

• *question orale sans débat :*

— (n° 28914) : **Remplacement des instituteurs** [14 mai 1976] (p. 3080, 3081) : l'exemple de l'école maternelle de Moutiers ; la nécessité de relever la proportion d'instituteurs suppléants du fait de la féminisation croissante du corps enseignant.

• *question au Gouvernement :*

— **Projet de carte « multi-neige »** [27 octobre 1976] (p. 7103) : conséquences de la création de cette carte sur les finances de la FFS.

• *question orale sans débat :*

— (n° 38271) : **Réseau routier national de Savoie** [27 mai 1977] (p. 3185, 3186) : mauvais état du réseau routier dans les vallées de Tarentaise et Val d'Arly ; nécessité de programmer au cours du VII^e Plan les opérations rendues nécessaires par l'accroissement du trafic et les besoins de la sécurité.

• *questions au Gouvernement :*

— **Rapports EDF avec une société privée** [26 octobre 1977] (p. 6644) : mise à la disposition de la SOFINEL (Société française d'ingénierie électronucléaire et d'assistance pour l'exportation) des études faites par EDF sur la construction des centrales nucléaires.

— **Action des associations d'aide familiale rurale** [2 novembre 1977] (p. 6837) : situation des travailleuses familiales.

• *question orale sans débat :*

— (n° 42967) : **Ressources des offices de tourisme** [16 décembre 1977] (p. 8886) : nécessité d'appliquer la loi de 1942 sur les stations classées prévoyant une taxe spéciale sur l'ensemble des activités liées au tourisme.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5879) : les dangers de la privatisation qui touche aujourd'hui le service de l'éducation ; (p. 5880) : créer un véritable service public de transports scolaires ; les spéculations des industriels de la restauration scolaire ; prendre garde aux appétits dans le domaine de l'audio-visuel.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6054) : l'agriculture de montagne ; la sélection animale.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1488 rectifié) et projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale (n° 1487 rectifié). Discussion commune. Discussion générale [22 avril 1975] (p. 1921) :** améliorations mineures apportées par le projet de loi ; aucun changement à attendre ni dans le secteur privé ni dans le secteur public ; disparité très grande entre les hommes et les femmes ; 55 % des agents non titulaires sont des femmes ; rythme très lent des promotions féminines ; étude de M. Sauvy sur les traitements de la fonction publique ; faire disparaître les discriminations existantes ; les lacunes et les dangers des projets.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Discussion des articles [3 juin 1975]. Article premier (suite) : Article 238 du code civil (p. 3505) :** fait part des inquiétudes que suscite l'amendement n° 281 de M. Gerbet ; considère que le texte proposé par le Gouvernement sera à l'origine d'un nombre de divorces moindre que l'amendement de M. Gerbet.

— **Projet de loi relatif à l'éducation (n° 1736). Discussion générale [18 juin 1975] (p. 4377) :** un texte « léger et creux » ; la référence aux instructions officielles de 1923 ; (p. 4378) : le conservatisme du ministre illustre l'attachement à la hiérarchie des maîtres et des inspecteurs ; un projet dangereux qui donne les enfants « en pâture » au patronat ; la suppression du service public par la possibilité donnée aux établissements sous contrat de délivrer des diplômes ; le choix fait en faveur d'une éducation qui est un marché comme un autre.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881). Discussion générale commune [8 octobre 1975] (p. 6680) :** la plus grande partie du territoire est exclue des propositions essentielles du projet ; la spéculation s'exerce aussi dans bien des communes rurales ; l'exemple de la Savoie et les abus commis dans les stations de sports d'hiver ; un impôt foncier aurait l'intérêt de procurer des ressources aux collectivités locales et de valoriser la véritable propriété à usage personnel et familial.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7918) : demande au Gouvernement d'appliquer la décision communautaire de délimitation des zones de montagne

dont 600 villages pourraient profiter ; souhaite que la location d'alpages ne soit pas exclue du statut du fermage ; s'inquiète de l'institutionnalisation de la marque régionale Savoie.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8098) : un ministre qui n'a pas les moyens de sa politique ; (p. 8099) : donner au ministère de la qualité de la vie la possibilité de contrôler les chefs d'entreprise ; la rénovation de l'habitat en bordure des parcs nationaux ; la nécessité d'augmentation du personnel d'encadrement dans le parc de la Vanoise. — **III. Tourisme [12 novembre 1975] (p. 8155) :** le tourisme, industrie fortement exportatrice ; faire en sorte que les loisirs et activités touristiques soient accessibles à tous ; retenir la formule des chèques vacances ; (p. 8156) : le recul des crédits inscrits au budget du tourisme ; aider les collectivités locales en matière d'aménagement touristique ; répondre aux suggestions faites par le conseil supérieur du tourisme en matière de thermalisme.

Education [12 novembre 1975] (p. 8196) : le projet d'enseignement maternel conçu par les socialistes (p. 8197) : doter les écoles maternelles de moyens matériels et en personnels ; établir des liens plus étroits entre écoles maternelles et écoles élémentaires ; l'absence de tout plan dans le domaine de l'enseignement préscolaire.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale [24 juin 1976] (p. 4661) :** le traitement désinvolte du secteur des loisirs et du tourisme ; permettre au plus grand nombre d'accéder aux loisirs et au tourisme ; l'opposition du Gouvernement à l'institution du chèque-tourisme ; l'insuffisance des mesures d'accueil en milieu rural ; la charge supportée par les collectivités locales ; la diminution du nombre des enfants accueillis en colonie de vacances due à la diminution de la participation de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 (J.O., Débats du 5 novembre 1976) (p. 7631) : la montagne ; les remboursements du FEOGA ; les critères communautaires ; la Savoie ; garantir un revenu décent aux jeunes.

Qualité de la vie. — III. Tourisme [8 novembre 1976] (p. 7696) : un budget en

augmentation par rapport à 1976 ; l'augmentation artificielle qui résulte d'un certain nombre de transferts ; « tourisme » égalant « vacances » dans l'esprit des Français ; les Français et les vacances ; (p. 7697) : l'entassement des petits et moyens salariés et leur famille dans les campings ; la durée des séjours d'été ; les hébergements diffus : gîtes ruraux, chambres d'hôtels, gîtes communaux, campings à la ferme ; les mesures destinées au secteur social ; l'installation de centres de vacances ; la petite hôtellerie et la TVA ; les missions d'aménagement touristique du territoire ; le Languedoc-Roussillon et la côte d'Aquitaine ; l'aménagement de la montagne ; l'action vers l'étranger ; le refus du PSRG de voter les crédits de ce budget.

Services du Premier ministre. — Section I. — Services généraux : fonction publique et formation professionnelle. — Services divers [15 novembre 1976] (p. 7976) : regrette la disparition du secrétariat d'Etat à la formation professionnelle ; la loi du 16 juillet 1971 ; la formation professionnelle permanente, obligation nationale ; l'exclusion de la promotion sociale ; la diminution en 1975 du nombre d'« heures stagiaires » ; (p. 7977) : la nécessité de décentraliser au niveau régional ; accroître le pouvoir des comités d'entreprise ; l'échec du congé-formation ; le peu d'intérêt des contrats emploi-formation ; le cas de deux éducateurs auxiliaires de l'institut de jeunes sourds de Cognin en Savoie ; les CAP par unités capitalisables ; la ville d'Ugine ; son lycée technique ; son hostilité au budget.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8419) : le premier budget civil de l'Etat ; le maintien des services dans le milieu rural ; une image trop belle de l'action du secrétariat d'Etat ; les zones d'ombre ; une politique incohérente ; un financement indéterminé ; des moyens extraordinaires non utilisés ; les chèques postaux ; les prêts individuels ; le déficit des services financiers ; les contrats d'étude passés avec les sociétés privées ; (p. 8420) : la société Audit-Service SA ; la politique industrielle des télécommunications ; la francisation superficielle ; le scandale de Transpac ; le service public postal malmené ; Jet-Sud-Est ; les charges indues ; la presse ; les solutions ; les contrats tarifaires pour les ventes par correspondance ; les sociétés de financement du téléphone ; les emplois ; les dépenses de personnel ; la poste de Bourg-Saint-Maurice. **Examen des crédits** [19 novembre 1976] (p. 8428) : son amendement n° 275 de réduction ; (p. 8429) : les conditions dans lesquelles interviennent les sociétés de financement des télécommunications ; le rapport de la Cour des comptes ;

mettre fin aux interventions de ces sociétés ; repoussé.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1976] (p. 8485) : l'Institut national de la consommation ; (p. 8486) : la décentralisation, possibilité pour les associations d'avoir des initiatives et des moyens propres ; l'attitude de FR 3 ; l'ASSFORM ; la politisation de l'INC.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (n° 1854). Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9625) : l'accroissement des problèmes posés par l'agriculture de montagne ; les groupements pastoraux ; l'article 11 de la loi du 3 janvier 1972 ; la pratique des fruits communs ; les diverses associations ; les agriculteurs de montagne ; le contrôle et la maîtrise de leurs instruments ; (p. 9626) : les revenus en zone de montagne ; les alpages, éléments déterminants du modèle de l'exploitation moderne en montagne ; les trois possibilités de promotion ; volontaires et candidats retenus ; les conditions à remplir pour bénéficier de la dotation d'installation ; la taxation des terres en friche ; le tourisme. **Discussion de l'Article unique** [17 décembre 1976] (p. 9629) : son amendement n° 1 protégeant les agriculteurs contre la constitution d'associations ou de syndicats permettant à des sociétés à vocation non agricole d'exploiter des pâturages de montagne ; adopté ; son amendement n° 2 visant à accroître l'initiative et la responsabilité des agriculteurs des régions de montagne ; adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles (n° 2221). Discussion des articles** [6 avril 1977]. **Article 2 : Article L 773-4 du code du travail** (p. 1584) : soutient l'amendement n° 32 de M. Besson : détermination par décret d'un plancher des sommes remises pour l'entretien des enfants ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles (n° 2385). Explications de vote** [13 avril 1977] (p. 1777) : l'abstention du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— **Rappel au règlement** [4 mai 1977] (p. 2427) : regrette de n'avoir pu poser au Gouvernement une question concernant la situation dramatique d'Aigueblanche (Savoie).

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion des articles** [17 mai 1977]. **Article premier** (p. 2820) : la non-prise en considération par le Gouvernement des arguments des élus locaux ; la situation des restaurants d'altitude au regard de la taxe professionnelle ; (p. 2821) : la nécessité d'un dégrèvement de la taxe.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — III. Tourisme [21 octobre 1977] (p. 6489) : les déclarations du ministre sur les conditions nécessaires pour atteindre les objectifs de sa politique ; l'insuffisance du budget du tourisme ; le niveau des ressources ; le niveau des moyens en personnel ; la chute des crédits destinés à l'aménagement touristique de la montagne ; (p. 6490) : les recommandations de M. Brocard dans son ouvrage *Pour que la montagne vive* ; la légère augmentation de la dotation « aménagement de l'espace rural » ; l'augmentation des crédits affectés au tourisme social ; le rapport de M. Jacques Blanc sur la réduction des inégalités d'accès aux vacances ; le coût du doublement des bons de vacances ; la timidité de l'effort en matière de tourisme social ; les conséquences du développement des résidences secondaires ; l'exemple de la station de sports d'hiver de Tignes ; l'intérêt porté par le Gouvernement aux actions d'intérêt touristique ; le soutien du thermalisme ; l'insuffisante amélioration des billets de congé payé ; la démocratisation des loisirs ; l'hostilité du groupe du PSRG sur le budget.

Budget annexe des postes et télécommunications [15 novembre 1977] (p. 7408) : la nécessité de la volonté politique ; le déséquilibre du budget des PTT ; le démantèlement du service public des PTT ; les besoins de financement ; la privatisation ; la rémunération de la gestion des fonds collectés par les chèques postaux ; le déficit relatif à l'aide à la presse ; (p. 7409) : l'évolution des tarifs de la poste ; le financement des déficits par des bons d'épargne ; l'évolution du déficit d'exploitation ; le recours à l'emprunt ; les délais moyens de raccordement ; les créations d'emplois ; l'utilisation de la surface des centraux téléphoniques souterrains ; le montant des études d'ingénierie ; l'organisation de la sous-traitance ; l'implantation des locaux de l'administration centrale ; la politique menée en faveur des auxiliaires ; l'insuffisance des créations d'emplois ; les mesures proposées par la gauche ; le développement du service public ; (p. 7415) : la décentralisation des opérations de titularisation au niveau de la région. **Examen des crédits** (p. 7416) : le vote hostile du groupe du PSRG.

BLARY (Henri)

Député du Nord
(9^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1278).

BLAS (René)

Député de la Côte-d'Or
(1^{re} circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Robert Poujade, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [10 mai 1973] (p. 1173).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [11 octobre 1973]. **Avant l'Article 16** (p. 4284) : répond aux arguments de M. Bardol. **Article 19** (p. 4294) : expose ses inquiétudes au sujet des dispositions de l'article.

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un prélèvement conjoncturel (n° 1274).** **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7391) : collectivisme et technocratie ; les avortements nécessaires ; les responsables de l'inflation ; les critères d'assujettissement ; les difficultés des petites et moyennes entreprises ; (p. 7392) : l'opposition de tous les milieux professionnels ; le dirigisme ; les correctifs ; les sociétés multinationales ; la concentration des entreprises ; la sous-traitance ; les stocks ; les injustices ; le contentieux ; les acomptes ; les amendes ; la libre entreprise ; ne votera pas le projet sauf remaniement important.

BOINVILLIERS (Jean)

Député du Cher
(2^e circonscription)
(UDR puis RPR)

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1971] (p. 1464).

Membre titulaire du haut conseil de l'audiovisuel [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission de contrôle de la gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'information, décret du 28 mars 1974 [J.O. du 29 mars 1974] (p. 3566) [2 avril 1974] (p. 1448).

Cette mission prend effet à compter du 25 septembre 1974, décret du 25 septembre 1974 [J.O. du 26 septembre 1974] (p. 9875).

Fin de mission temporaire auprès de M. le ministre de l'information le 25 mars 1975 [4 avril 1975] (p. 1322).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [22 octobre 1974] (p. 5326), [23 octobre 1974] (p. 5353).

Président de cette délégation [J.O. du 7 novembre 1974] (p. 11296).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Tome XI : Service du Premier ministre : information (n° 682)** [10 octobre 1973].

— **Rapport d'information** établi au nom de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 (n° 2067) [15 décembre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome XX : Information (n° 2530)** [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — **Tome X. Services du Premier ministre : Information (n° 3148)** [11 octobre 1977].

— **Rapport d'information** établi au nom de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française, instituée par l'article 4 de la loi du 7 août 1974 (n° 3265) [29 novembre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496).** **Discussion des articles** [12 octobre 1973]. **Après l'Article 22** (p. 4358) : son amendement : implantations de grandes surfaces à la limite d'un autre département : compétence de la commission départementale du département auquel appartient la ville-marché. **Seconde lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1973]. **Article 13** (p. 6771) : son amendement : réunion des commissions du département d'implantation et du département limitrophe où se trouve la ville-marché ; (p. 6772) : répond au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646).** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section I : Information, rapporteur pour avis [26 octobre

1973] (p. 4898) : ses observations sur les attributions du ministre de l'information et sur l'existence d'un ministère de l'information ; sur l'exercice des fonctions de porte-parole ; souhaite la création d'un service technique de relations publiques ; (p. 4899) : ses observations sur la mise en place d'un office de relations publiques ; rappelle les termes de son rapport sur le projet de loi de finances pour 1969 ; COI britannique ; travaux de la commission de coordination de la documentation administrative présidée par M. De Baecque ; rôle du comité interministériel pour l'information ; problèmes de la presse ; sa référence à un article de M. Claude Imbert dans la « revue de la formation permanente » ; manque de communication entre la presse et l'université ; fonds culturel ; aide à la presse ; projets fiscaux ; rapport Serisé.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1570). Discussion des articles [13 mai 1975] (p. 2574) : Etat A** : importance très inégale des différents services de presse des ministères ; nécessité pour le Premier ministre d'avoir ses propres services de presse ; les domaines d'exercice du service d'information du Premier ministre ; le nombre du personnel des services d'information des armées et des PTT ; leur relative inefficacité.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information, rapporteur pour avis pour l'information [17 novembre 1976] (p. 8151) : les structures de l'information en France et en Europe ; ses propositions ; (p. 8152) : la définition du terme « information » en matière budgétaire ; propagande et information, information-service ; le service juridique et technique de l'information ; le SID ; le tarif des abonnements de la presse parlée, radio et télévision à l'agence France-Presse ; les ordonnances de 1944 sur la presse.

1977

— **Rappel au règlement [26 mai 1977] (p. 3077). Article 24** du règlement : nomination personnelle à des organismes divers des membres de l'Assemblée nationale ; situation du président de la délégation parlementaire pour la radio-télévision française ; donnera sa démission en raison du manque de personnel et de l'insuffisance des indemnités.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information, rapporteur pour avis [9 novembre 1977] (p. 7205) : le caractère disparate des services de l'information ; la nature de la fonction d'information ; (p. 7206) : l'absence de concrétisation des propositions de la commission en matière de réorganisation des services de l'information ; la mission du SID ; la coordination avec la Documentation française et les services de presse ; la politique menée par les services de l'information ; les tâches du SID ; l'information des usagers ; la coordination des actions des différents départements ministériels ; la gestion du contrôle des campagnes publicitaires à la télévision ; son concours technique au ministère ; son rôle de centre de documentation ; l'amélioration de la rigueur des questionnaires des sondages ; l'évolution du montant de l'abonnement à l'Agence France Presse ; le régime fiscal de la presse périodique politique ; (p. 7207) : les observations de la commission ; l'avis favorable de la commission.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques (n° 3277)**, rapporteur pour avis. **Discussion des articles [15 décembre 1977]. Article 3 (p. 8779) :** son amendement n° 5 : participation aux travaux de la commission de deux personnalités qualifiées en matière de presse.

BOISDÉ (Raymond)

*Député du Cher
(1^{re} circonscription)
(RI, puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sort des petites et moyennes entreprises [18 décembre 1974] (p. 8044) :** remise en

vigueur de l'article 8 du statut de la caisse nationale des marchés.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Après l'Article 5** (p. 4116) : ses observations sur l'amendement n° 368 du Gouvernement. **Article 29** (p. 4125) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Bignon. **Après l'Article 33** (p. 4136) : ses observations sur les normes des entreprises commerciales ; notion de frais d'exploitation et de frais généraux ; sa préférence pour la notion de frais d'exploitation ; nécessité de retenir les frais commerciaux ; [10 octobre 1973] : **Après l'Article 7** (p. 4241, 4242) : ses observations sur l'assiette des charges sociales pesant sur les entreprises ; caractère restrictif des termes « éléments de production » ; sa préférence pour les termes « les éléments d'exploitation de l'entreprise ». [11 octobre 1973] : **Article 18** (p. 4289, 4290) : vote contre l'amendement de M. Hamel : plan d'aménagement de zones ; rejoint les arguments de M. Fanton : atteinte portée aux prérogatives des collectivités locales ; votera contre l'article 18.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5499) : évoque les manifestations locales, le théâtre, les trésors artistiques immobiliers, l'action du fonds d'intervention culturelle ; demande l'inventaire de toutes les actions culturelles menées par les divers ministères ; demande l'intégration des maisons des jeunes et de la culture dans les centres d'animation culturelle ; souhaite la création de la nouvelle université du XXI^e siècle.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6621) : son amendement n° 16 qui n'est pas défendu ; (p. 6622) : son amendement n° 17 qui n'est pas défendu.

BOLARD (Georges)

Député du Doubs
(1^{re} circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. Jacques Weinman décédé le 7 mai 1977.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [10 mai 1977] (p. 2576, 2590).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [24 mai 1977] (p. 2952).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité** (n° 3224). **Discussion de l'Article unique** [9 décembre 1977]. **Article unique** (p. 8543) : son amendement n° 2 soutenu par M. Foyer : extension des dispositions de l'article à l'ensemble des créanciers sans distinction de la source de l'obligation ; adopté ; (p. 8546) : son amendement n° 3 soutenu par M. Foyer : sanctions applicables au dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale ; adopté ; son amendement n° 4 : suppression des dispositions relatives à la responsabilité solidaire des personnes complices ; adopté ; son amendement n° 5 : possibilité pour le juge d'écarter la confusion des peines lorsque l'obligation prend sa source dans une infraction ; adopté ; son amendement n° 6 : point de départ de la prescription de l'action publique lors de la découverte des faits délicieux ; adopté.

BOLO (Alexandre)

Député de Loire-Atlantique
(1^{re} circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992), [25 novembre 1976] (p. 8710), [26 novembre 1976] (p. 8768).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapés [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission chargée de favoriser la communication au public des documents administratifs (*J.O.* du 26 février 1977) (p. 1090) [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi sur l'architecture** (n° 288) [10 mai 1973].

— **Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles** : 1° sur le projet de loi (n° 2047) modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au **paiement des créances résultant du contrat de travail** en cas de règlement judiciaire ou de liquidation

des biens ; 2° sur la proposition de loi (n° 1935) visant à modifier l'article 5 de la loi n° 72-1194 du 27 décembre 1973 tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le **paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 2053) [11 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre II du titre IV du livre premier du **code du travail** relatives au **paiement des créances résultant du contrat de travail** en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens (n° 2124) [20 décembre 1975].

— **Proposition de loi** relative à l'**accès des citoyens aux documents administratifs** (n° 2463) [30 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi (n° 2232) tendant à faire bénéficier les métayers assurés sociaux du régime de **retraite complémentaire des salariés agricoles** (n° 2661) [2 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le **projet de loi**, adopté par le Sénat (n° 2618), sur l'**architecture** (n° 2684) [9 décembre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi sur l'architecture** (n° 2729) [20 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi (n° 2980), complémentaire à la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée par la loi n° 71-400 du 1^{er} juin 1971 et relative à la **liberté de l'enseignement** (n° 3048) [28 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi (n° 3141) tendant à modifier l'article 37 de la **loi n° 77-2** du 3 janvier 1977 sur l'**architecture** (n° 3442) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des écoles d'infirmières** [26 juin 1974] (p. 2974).

— **Aménagement des tarifs d'EDF** [16 octobre 1974] (p. 5086).

— **Construction d'une école nationale vétérinaire à Nantes** [10 décembre 1975] (p. 9612) : choix des architectes.

— **Décès d'un appelé du contingent** [7 avril 1976] (p. 1443) : les circonstances du décès de Patrick Morvant, soldat du 129^e régiment d'infanterie à Constance.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 29021) : **Suppression du ticket modérateur pour certains assurés âgés** [21 mai 1976] (p. 3380, 3381) : la situation des assurés âgés de plus de soixante-cinq ans, non imposables sur le revenu.

— (n° 29542) : **Classification des personnels de la sécurité sociale** [11 juin 1976] (p. 4054) : le reclassement des personnels d'encadrement « emplois au-dessus du coefficient 215 ».

— (n° 33537) : **Révision des prix des marchés publics** [3 décembre 1976] (p. 8996) : conséquences de l'arrêt du 22 septembre 1976 sur les marchés de construction de logements et d'équipements collectifs.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [11 octobre 1973]. **Avant l'Article 16** (p. 4284) : sa question relative au panachage lors des élections aux chambres de commerce.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1973] (p. 6383) : sa question d'actualité non retenue par la Conférence des présidents.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° 1058) [20 juin 1974]. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2833) : soutient l'amendement n° 15 de M. Bichat : approbation de l'action de la commission de contrôle des publications destinées à la jeunesse.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161) [24 juillet 1974]. **Discussion des articles. Article 6** (p. 3765) : amendement n° 150 : diffusion des émissions régionales par les deux premières chaînes ; retiré. **Article 11** (p. 3778) : amendement n° 169 : reprise de l'amendement n° 150 ; adopté après modification.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° 1181). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4863) : les dangers de la saisine d'office du Conseil constitutionnel ; le caractère principalement politique du Conseil ne lui permet pas de remplir le rôle juridictionnel ; (p. 4864) : le projet transforme le Conseil constitutionnel en une véritable cour suprême.

— **Rappel au règlement** [10 octobre 1974] : sécurité ascenseur du Palais Bourbon (p. 4948).

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° 1179) [10 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 4964) : la règle de l'incompatibilité posée par l'article 23 assure la séparation des pouvoirs et moralise la vie politique ; (p. 4965) : le projet va effectivement transformer les suppléants en « garde place », députés par procuration sans aucune autonomie ; suppression de tout risque professionnel pour les ministres ; instabilité ministérielle par rotation. **Deuxième lecture** [17 octobre 1974] (p. 5161) : ses observations sur l'attitude du garde des sceaux devant le Sénat.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7022) : défendra en son nom personnel la primauté de l'intérêt national ; pour résoudre un problème social le projet ne propose qu'un acte médical ; le texte est contestable au niveau des principes, inefficace dans sa finalité, dangereux dans ses conséquences ; réaffirmer la clause de conscience du médecin ; (p. 7023) : la dissuasion conduira en fait à l'accélération vers la solution clandestine ; le projet ne comporte aucune mesure dissuasive à caractère familial et social ; (p. 7024) : assouplir les contraintes administratives qui pèsent sur l'adoption ; les dangers d'accroître le spectaculaire effondrement de notre natalité. **Discussion des articles** [28 novembre 1974] : **Article 3** (p. 7200) : son amendement n° 64 tendant à la suppression de l'article ; repoussé par scrutin (p. 7212) ; son amendement n° 21 : information généralisée et mesures de protection maternelle et infantile ; adopté à l'unanimité ; (p. 7219) : son amendement n° 25 : participation du couple à l'entretien ; adopté ; (p. 7221) : son amendement n° 68 exigeant le consentement du titulaire de l'autorité parentale pour les mineurs ; adopté ; (p. 7225) : son amendement n° 69 relatif aux mineures étrangères ; adopté. **Article 4** (p. 7230) : son amendement n° 70 : cas d'affection grave de l'enfant à naître ; repoussé. **Article premier** (p. 7231) : son amendement n° 71 : caractère incurable de l'affection dont l'enfant à naître est atteint ; adopté. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] **Article 3** (p. 8127) : marque sa préférence pour la confirmation écrite. **Article 4** (p. 8129) : marque sa défiance à l'égard de toute extension de l'avortement thérapeutique.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560). **Discussion générale** [28 mai

1975]. (p. 3319) : respecter le principe de sauvegarde de la famille ; le caractère statutaire du mariage qui fonde une institution ; les données de l'évolution actuelle ; le divorce par consentement mutuel ; (p. 3320) : prévoir une audition de chacun des époux par le juge des affaires matrimoniales ; introduire un délai de trois ans de vie commune avant la présentation d'une demande de divorce par consentement mutuel ; l'organisation de la répudiation par l'institution du divorce par rupture de la vie commune ; l'institutionnalisation de la solitude des femmes âgées ; le cheminement intellectuel qui consiste à présenter comme un progrès ce qui n'est qu'une régression ; la répudiation pour altération des facultés mentales du conjoint ; la formulation passe-partout de l'annulation du mariage pour erreur sur une qualité essentielle du conjoint ; mettre en œuvre une politique familiale plus hardie. **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 230 du code civil** (p. 3360) : son amendement n° 66 : impossibilité de déposer une demande de divorce avant trois années de mariage ; repoussé ; (p. 3362) : son amendement n° 67 : supprimer la possibilité de demander conseil au juge dans la rédaction de la convention ; adopté. **Article 231 du code civil** (p. 3363) : son amendement n° 68 : consultation du notaire ; retiré. **Article 232 du code civil** (p. 3372) : son amendement n° 69 ; retiré. **Article 237 du code civil** (p. 3379) : son amendement n° 71 : supprimer l'article ; réservé. **Article 246 du code civil** (p. 3384) : son amendement n° 76 : supprimer l'article ; adopté. **Article 252 du code civil** (p. 3389) : son amendement n° 78 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 268 du Gouvernement ; [30 mai 1975] : **Article 298 du code civil** (p. 3458) : son amendement n° 79 : ne pas limiter le choix du juge ; retiré. **Article 251 du code civil** (p. 3475) : son amendement n° 77 : obliger le juge à une présence personnelle ; repoussé ; [3 juin 1975] : **Article premier (suite) : Article 280-1 du code civil** (p. 3495) : son amendement n° 252 : supprimer toute indemnité à l'époux fautif ; repoussé. **Article 237 du code civil** (p. 3496) : son amendement n° 71 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 238 du code civil** (p. 3502) : son amendement n° 72 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 241 du code civil** (p. 3523) : son amendement n° 75 : demande reconventionnelle en séparation de corps ; repoussé.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3554) : les conséquences de la réorientation des activités industrielles vers les activités lourdes ; les facteurs

qui rendent nécessaire la création de nouveaux emplois dans l'Ouest ; ne plus recourir à des incitations inopérantes ; s'orienter vers un volontarisme s'appuyant sur des mesures autoritaires et contraignantes ; améliorer les infrastructures ; mettre en œuvre un développement industriel orienté vers la promotion de l'Ouest ; rechercher des projets ayant des effets d'entraînement ; (p. 3555) : le développement du secteur tertiaire conséquence du développement du secteur industriel ; l'implantation du CNET à Lannion ; renforcer le caractère incitatif des aides.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° 1733). Discussion des articles [25 novembre 1975]. Article premier (p. 8907) :** craint que l'on n'oblige tous les artistes à vendre leurs œuvres par l'intermédiaire d'une galerie ou d'un marchand.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 1482) Discussion générale [27 novembre 1975] (p. 9006) :** marque son opposition à l'amendement n° 4 du Gouvernement.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés (n° 2047), rapporteur. Discussion générale [15 décembre 1975] (p. 9807) :** les difficultés auxquelles a donné lieu l'application du système de garantie des salaires institué par la loi du 27 décembre 1973 ; l'importance sociale de ce texte ; condamne les abus commis ; s'oppose au plafonnement de la garantie souhaitée par le Gouvernement ; compte sur le taux des cotisations fixé au 1^{er} janvier 1975 pour résorber le déficit. **Discussion des articles. Avant l'Article premier (p. 9810) :** son amendement n° 1 : étendre sous certaines conditions l'intervention de l'AGS aux créances nées après le jugement déclaratif de liquidation ; repoussé ; indique qu'il est favorable au sous-amendement n° 4 de M. Baudouin à son amendement n° 1. **Article 2 (p. 9812) :** son amendement n° 3 : fixer un plafond par la voie législative ; prévoir que la garantie pourra jouer au-delà du plafond lorsque la nature des créances du salarié permet de penser qu'il ne peut y avoir de fraude ; (p. 9813) : rappelle qu'en 1973 l'Assemblée avait refusé de laisser au Gouvernement le soin de fixer un plafond ; repoussé. **Commission mixte paritaire [20 décembre 1975] (p. 10172) :** indique que la commission mixte paritaire a adopté la formule transactionnelle proposée par le Gouvernement.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion des articles [9 juin 1976]. Article 2 (p. 3931) :** demande si une nationalisation est un cas de force majeure à propos de l'amendement n° 16 de M. Rigout.

— **Proposition de loi tendant à faire bénéficier les métayers assurés sociaux du régime de retraite complémentaire des salariés agricoles (n° 2232), rapporteur. Discussion générale [17 décembre 1976] (p. 9623) :** l'ANCORA ; la répartition des effectifs selon les caisses ; l'arrêté d'extension, un oubli réparé ; la mise en œuvre de l'accord subordonné à la modification de l'article 1050 du code rural.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture (n° 2618), rapporteur. Discussion générale [17 décembre 1976] (p. 9630) :** l'excellent rapport Miroudot ; l'influence de l'architecture sur le comportement des citoyens ; la qualité architecturale ; la présomption de compétence des architectes ; le choix de l'exercice libéral de la profession ; ne plus admettre les dérogations à l'obligation du permis de construire ; la consultation du maire ; (p. 9631) : la consultation du conseil d'architecture ; les missions et les modes d'intervention des architectes ; les agrégés en architecture et leurs obligations ; l'enseignement de l'architecture ; les unités pédagogiques autonomes d'architecture créées en 1968 ; le taux d'encadrement dans l'enseignement ; le coût de l'étudiant ; souhaite une réforme sérieuse de l'architecture ; la commande publique ; l'habitat imparfait ; le sentiment d'insatisfaction ; (p. 9632) : le rapport du conseil économique et social de janvier 1976 sur la qualité de l'habitat ; un projet réaliste, réformiste dans ses moyens, novateur dans sa finalité ; protection des architectes dans le cadre de la conception architecturale. **Discussion des articles [18 décembre 1976]. Article premier (p. 9674) :** l'amendement n° 144 de M. Claudius-Petit trop tourné vers le passé ; (p. 9676) : est opposé à l'amendement n° 144 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 25 devenu sans objet ; (p. 9677) : son amendement n° 26 devenu sans objet ; les deux objets de la suppression des exemptions du permis de construire ; se rallie à l'amendement n° 14 de M. Valleix ; (p. 9678) : les préoccupations de la commission sur l'enseignement de l'architecture ; demande à M. Ralite de retirer l'amendement n° 68 de M. Chambaz ; s'oppose à cet amendement n° 68 ; retire son amendement n° 27 ; (p. 9679) : son amendement n° 28 tendant à compléter la dénomination des conseils d'architecture et d'urbanisme ; adopté. **Article 3 (p. 9694) :** son

amendement n° 29 introduisant la notion de pluridisciplinarité ; s'oppose au sous-amendement n° 129 de M. Bernard-Reymond ; (p. 9695) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Mesmin ; adopté ; son amendement n° 30 devenu sans objet ; s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Dalbera ; (p. 9696) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Mesmin et à l'amendement n° 142 de M. Bourson. **Article 4** (p. 9697) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Mesmin ; la création des conseils d'architecture ; (p. 9698) : est opposé à la suppression du caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture et d'urbanisme ; s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Valleix ; (p. 9699) : le recours obligatoire à l'architecte pour les travaux soumis au permis de construire ; demande une nouvelle rédaction de l'amendement n° 15 de M. Valleix ; les vitrines commerciales ; (p. 9701) : son amendement n° 31 : référence au volume maximum pour les constructions ; les cas des silos et des châteaux d'eau ; (p. 9702) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur son amendement n° 31 ; s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Mesmin et à l'amendement n° 117 de M. Joanne ; repoussé ; s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Mesmin ; (p. 9703) : son amendement n° 32 soutenu par M. Gantier ; le caractère suffisant d'une mention de la consultation ; repoussé ; (p. 9704) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Andrieu ; s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Mesmin ; (p. 9705) : son amendement n° 33 devenu sans objet ; son amendement n° 34 remplaçant les mots « vitrines commerciales » par les mots « façades de magasin » ; la signification de l'expression « façades de magasin » ; adopté. **Article 4 bis** (p. 9705) : son amendement n° 35 prenant en compte les modèles-types de construction et leurs variantes ; adopté ; son amendement n° 36 : la définition du projet par référence à l'article 3 ; l'existence de contrôle dans la qualité architecturale ; adopté ; (p. 9706) : la nécessité d'un architecte pour favoriser l'insertion harmonieuse dans le site ; souhaite que ces services soient gratuits dans le cadre des conseils d'architecture ; s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Ralite. **Article 5** (p. 9707) : son amendement n° 37 : création des conseils d'architecture prévus dans chaque département et éventuellement dans les groupements de communes ; repoussé ; son amendement n° 38 soutenu par M. Gantier ; adopté après adoption du sous-amendement de M. Fanton ; (p. 9708) : son amendement n° 39 soutenu par M. Gantier ; devenu sans objet ; son amendement n° 40 soutenu par M. Josselin ; adopté ; son amendement n° 41 soutenu par M. Andrieu ; adopté ; (p. 9709) : son amendement n° 42 : obligation de la consultation

du conseil d'architecture à l'issue d'une période transitoire de deux années ; accepte de porter cette période à trois années ; son sous-amendement à son amendement n° 42 portant la période transitoire à trois ans ; repoussé ; l'amendement n° 42 adopté ; son amendement n° 43 soutenu par M. Gantier ; retiré. **Article 6** (p. 9710) : son amendement n° 44 de conséquence ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Mesmin ; son amendement n° 45 de conséquence ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Mesmin ; son amendement n° 46 soutenu par M. Gantier ; adopté ; (p. 9711) : son amendement n° 47 soutenu par M. Andrieu ; adopté ; son amendement n° 124 concernant les parcs naturels régionaux ; adopté. **Article 7** : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Mesmin et à l'amendement n° 138 de M. Bourson ; (p. 9712) : son amendement n° 48 soutenu par M. Gantier ; adopté. **Avant l'Article 8** (p. 9713) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Ralite. **Article 8** : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Baillot ; (p. 9716) : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Claudius-Petit ; (p. 9717) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Moreau. **Article 9** : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Claudius-Petit ; (p. 9718) : s'oppose aux amendements n° 100 de M. Mesmin et n° 139 de M. Bourson. **Article 10** : est favorable à l'amendement n° 140 de M. Bourson ; souhaite que l'architecte étranger sollicite l'inscription à l'ordre. **Article 11** (p. 9719) : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Constans, n° 101 de M. Mesmin et n° 141 de M. Bourson ; (p. 9720) : s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Constans. **Article 12** (p. 9721) : la difficulté de mettre en pratique l'amendement n° 75 de M. Chambaz ; son amendement n° 49 retiré ; son amendement n° 50 indiquant qu'aucun des associés ne peut détenir plus de 50 % du capital social ; adopté. **Article 13** (p. 9722) : ne souhaite pas l'introduction dans le projet de moyens légaux pour détourner ou violer un texte de loi ; (p. 9724) : les jeunes architectes et les puissances d'argent ; ne pas frapper d'infamie l'exercice libéral de la profession d'architecte ; explique le sens du septième alinéa de l'article 13 ; son amendement n° 51 soutenu par M. Gantier ; adopté ; (p. 9725) : s'oppose à l'amendement n° 76 de Mme Moreau qui abandonne la priorité reconnue à l'exercice libéral de la profession ; s'oppose aux amendements n° 116 et n° 118 de M. Gantier ; la signification juridique du mot « filiale » ; (p. 9726) : s'oppose à la solution de transaction de M. Icart ; s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Briane ; le risque du mandarinat ; s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Mesmin ; (p. 9727) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Mesmin. **Après l'Article 13**

(p. 9728) : son amendement n° 125 à titre personnel ; le droit à la signature à tout architecte ayant participé à l'élaboration du projet architectural ; retiré. **Article 14** (p. 9729) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Baillot ; s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Mesmin. **Article 16** (p. 9731) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Ralite dans un souci de moralisation ; son amendement n° 52 précisant que la déclaration doit être préalable à tout engagement professionnel ; devenu sans objet. **Article 17** (p. 9732) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Andrieu ; s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Chambaz ; son amendement n° 54 déjà soutenu ; l'intérêt de consulter les organisations professionnelles d'architectes ; adopté après adoption du sous-amendement de Mme Giroud. **Article 18** (p. 9733) : son amendement n° 55 : la répression de l'infraction à l'article 15 ; adopté. **Article 19** : s'oppose aux amendements n° 7 de M. Andrieu et n° 81 de M. Ralite ; son amendement n° 56 reconnaissant la personnalité morale au conseil national de l'ordre et aux conseils régionaux ; retiré. **Article 20** (p. 9734) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Chambaz ; s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Claudius-Petit ; (p. 9735) : souligne que l'amendement n° 9 de M. Andrieu avait été retiré en commission au bénéfice de l'amendement n° 10 de M. Andrieu ; souhaite de la commission sur une représentation minimale proportionnelle. **Article 21** (p. 9736) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Dupuy. **Article 22** : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Claudius-Petit. **Article 23** (p. 9737) : accepte l'amendement n° 111 modifié de M. Mesmin. **Article 24** : son amendement n° 57 indiquant que le conseil régional concourt avec le conseil national à la représentation des architectes ; adopté. **Article 25** : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Constans. **Article 29** (p. 9738) : son amendement n° 58 de conséquence ; adopté ; son amendement n° 59 de conséquence ; adopté ; (p. 9739) : son amendement n° 60 de conséquence ; adopté ; son amendement n° 61 de conséquence ; adopté ; indique que l'amendement n° 12 de M. Andrieu n'est pas en conformité avec le texte adopté par la commission ; son amendement n° 62 de conséquence ; adopté ; son amendement n° 63 de conséquence ; adopté. **Article 29 bis** : son amendement n° 157 s'opposant à la suppression de toutes les exemptions au permis de construire ; (p. 9740) : le peu de pouvoirs du maire ; le paragraphe *b* de son amendement ; cherche la meilleure cohérence avec les nouvelles dispositions du code de l'urbanisme ; le problème des pouvoirs des services de l'équipement ; (p. 9741) : proteste contre la manière dont on présente sa proposition

dans l'amendement n° 157 ; adopté. **Article 32** (p. 9742) : son amendement n° 64 indiquant que les missions de formation et de promotion doivent être accessibles aux maîtres d'œuvre et aux agréés en architecture ; retiré. **Article 34** (p. 9744) : s'oppose à l'amendement n° 87 repris par M. Bourson ; est opposé à l'amendement n° 154 de M. Claudius-Petit ; s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Ferretti. **Article 35** (p. 9745) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Mesmin ; son amendement n° 143 personnel tendant à régler la situation des architectes d'intérieur ; repoussé. **Après l'Article 42** (p. 9746) : son amendement n° 65 : le dépôt avant le 31 décembre 1977 du projet de loi portant réforme de l'enseignement de l'architecture ; retiré. **Titre** (p. 9747) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Valleix. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9781) : les modifications apportées par la CMP ; (p. 9782) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement.

1977

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise (n° 2755). Discussion des articles** [11 mai 1977]. **Article premier** : **Article L 438-1 du code du travail** (p. 2667) : prendre en compte la diversité des structures des entreprises de plus de 750 salariés ; la proposition d'une expérience de deux années. **Article L 438-3 du code du travail** (p. 2670) : soutient l'amendement n° 5 de M. Caille : fixation par décret pris en Conseil d'Etat de la liste des informations contenues dans le bilan social ; adopté. **Article 2** (p. 2674) : soutient l'amendement n° 14 de suppression de M. Caille : les sanctions applicables en cas de non-respect d'une obligation d'information ; repoussé ; (p. 2675) : son amendement n° 18 : sanctions applicables en cas d'infraction aux articles L 438-1, L 438-2 et L 438-4 du code du travail ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 2** (p. 4328) : son amendement n° 7 de suppression ; les sanctions du non-respect d'une obligation d'information ; repoussé ; (p. 4329) ; soutient l'amendement n° 11 de M. Caille : sanctions applicables en cas de refus de présentation du bilan social d'entreprise ou d'établissement ; retiré.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 1401). Discussion de l'Article unique** [26 mai 1977] (p. 3120) : son amendement n° 1 : non-prise de l'exercice de leur mandat par les députés en cas de démission de leur rem-

plaçant ; le caractère fondamental de l'incompatibilité entre les fonctions parlementaires et gouvernementales ; le rôle du suppléant ; l'inscription de la proposition de loi à l'ordre du jour de la commission ; repoussé.

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829). Discussion des articles** [1^{er} juin 1977]. **Article 2** (p. 3276) : la différence existant entre les termes « foyer monoparental » et « parent isolé ».

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement (n° 2980), rapporteur. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4378) : la loi Debré ; la garantie de l'exercice réel de la liberté républicaine de l'enseignement ; la position de l'opinion publique ; les résultats des sondages ; la diminution de la part des effectifs de l'enseignement privé dans la population scolaire totale ; la concentration de l'enseignement privé dans quelques académies ; l'actualisation de la loi de 1959 en 1971 ; (p. 4379) : le dispositif mis en place par la loi Debré ; les procédures au choix ; les types de contrats proposés ; la pérennisation du contrat simple pour l'enseignement primaire ; la généralisation du contrat d'association pour le second degré ; la nécessité d'une réactualisation de la loi de 1959 ; la revalorisation de l'enseignement technique ; les problèmes des personnels enseignants de l'enseignement privé ; leur statut ; (p. 4380) : la pénalisation des maîtres du secteur privé par rapport à leurs collègues du secteur public ; les conditions d'accès à certains examens ou concours ; le régime des prestations sociales ; la prise en charge financière de la formation des maîtres de l'enseignement privé ; l'amélioration de la procédure de nomination des maîtres exerçant dans des classes sous contrat d'association ; le dispositif de la proposition de loi ; l'introduction dans le texte de la loi du principe du forfait d'externat ; la majoration de celui-ci ; demande à l'Assemblée d'approuver la proposition de loi. **Question préalable** (p. 4381) : la non-distribution du rapport ; (p. 4383) : son avis défavorable, à titre personnel, sur la question préalable.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147). Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7890) : la protection des locataires par la loi ; la dénonciation des baux par les propriétaires soumis à la limitation de 6,5 % de la hausse des loyers ; (p. 7891) : accepter le maintien des locataires dans les lieux pendant la période de réglementation des loyers.

BONHOMME (Jean)

*Député du Tarn-et-Garonne
(1^{re} circonscription)
(app. UDR, puis app. RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

DÉPOTS

— **Proposition de loi portant création d'un casier bancaire (n° 67)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi portant modification de l'article 303 du code civil relatif au droit de garde et de visite (n° 98)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à uniformiser les délais de congé des baux sans écrit, à usage d'habitation (n° 99)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 2049 du code civil afin de préciser l'objet de la transaction en matière de préjudice corporel (n° 100)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à créer des ressources nouvelles en faveur des organismes d'allocations familiales (n° 101)** [12 avril 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 197) modifiant le code**

du travail en ce qui concerne la **résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 352) [17 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi : 1° (n° 137) tendant à permettre aux **anciens prisonniers de guerre** de bénéficier d'une **réduction d'âge** en vue de l'octroi d'une **retraite anticipée** au taux plein ; 2° (n° 164) tendant à permettre aux combattants anciens prisonniers de guerre de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une retraite anticipée avec pension au taux plein en fonction du temps passé en captivité ; 3° (n° 381) tendant à permettre aux anciens prisonniers de guerre relevant des régimes d'assurance vieillesse des travailleurs salariés et non salariés de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans, d'une retraite anticipée d'un montant égal à celui qui leur aurait été accordé à soixante-cinq ans ; 4° (n° 410) tendant à fixer à soixante ans l'âge du droit à une pension de vieillesse pour les anciens prisonniers de guerre (n° 513) [21 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 526), modifié par le Sénat, modifiant le **code du travail** en ce qui concerne la **résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 529) [22 juin 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le **code du travail** en ce qui concerne la **résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 611) [29 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 602), modifié par le Sénat en deuxième lecture, modifiant le **code du travail** en ce qui concerne la **résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 614) [29 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 618), modifié par le Sénat en troisième lecture, modifiant le **code du travail** en ce qui concerne la **résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 620) [30 juin 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XXI : Information** (n° 1231) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à permettre à toutes les tendances de pensée de s'exprimer

dans les organes de la **presse écrite** (n° 1589) [29 avril 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XII : Services du Premier ministre : Information** (n° 1917) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1709) tendant à supprimer la condition d'affiliation préalable à un **régime obligatoire de protection sociale** pour l'ouverture du droit et la **liquidation des avantages vieillesse** correspondant à la durée du service national (n° 2140) [2 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2209) relatif au **développement de la prévention des accidents du travail** (titres V, VI et VII) (n° 2266) [5 mai 1976].

— **Proposition de loi** visant à étendre aux bénéficiaires de la **loi n° 50-1027** du 22 août 1950 établissant le **statut du réfractaire** et de la **loi n° 51-528** du 14 mai 1951 relative au statut des **personnes contraintes au travail en pays ennemi**, en territoire français occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, les dispositions de la **loi n° 73-1051** du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° 2326) [26 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3213) instituant le **complément familial** dans les **départements d'outre-mer** (n° 3238) [23 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3232) relatif à la **protection de la maternité** dans les **départements d'outre-mer** (n° 3239) [23 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur :

1° la proposition de loi (n° 2326) visant à étendre aux bénéficiaires de la **loi n° 50-1027** du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire et de la **loi n° 51-538** du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire français occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, les dispositions de la **loi n° 73-1051** du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens pri-

sonniers de guerre de bénéficier **entre soixante ans et soixante-cinq ans** d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans ;

2° la proposition de loi (n° 2451 rectifié) visant à étendre aux bénéficiaires de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire et de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative aux victimes de la déportation du travail, les dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier **entre soixante et soixante-cinq ans** d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° 3290) [8 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3369), instituant le **complément familial** dans les **départements d'outre-mer** (n° 3380) [19 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Congés scolaires** [19 juin 1974] (p. 2785).

— **Grève du secteur public** [11 décembre 1974] (p. 7674).

• questions orales avec débat de :

— MM. Robert-André Vivien (n° 17712), Fillioud (n° 18619), Mesmin (n° 18670), Chinaud (n° 18713), Leroy (n° 18885) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1751) : le mal moral dont souffre la presse ; la nécessité de soustraire la presse à l'influence de l'argent et de faciliter le pluralisme de la pensée ; la réforme du statut de la presse (p. 1752) ; la création de sociétés nationales analogues à celles de la télévision ; l'intrusion de l'information dans la vie privée des citoyens.

— MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Antoune (n° 19001), Maurice Cornette (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2020) : avantages insuffisants accordés aux zones sinistrées (arboriculture) ; faiblesse de l'indemnisation des dégâts par le fonds de garantie des calamités agricoles.

• questions au Gouvernement :

— **Commission d'examen de l'affaire Portal** [30 avril 1975] (p. 2272).

— **Concurrence étrangère dans l'industrie de l'habillement** (chaussures) [7 mai 1975] (p. 2461).

• question orale sans débat :

— (n° 20229) : **Réunion dans les lycées** [4 juin 1975] (p. 3667, 3668) : les activités scolaires dites des « 10 % ».

• questions au Gouvernement :

— **Respect du droit à l'information** [25 juin 1975] (p. 4715) : manque d'objectivité de certains monopoles privés existant en matière de presse ; respect du droit à l'information radio-télévisée.

— **Difficultés rencontrées par les distributeurs de carburant** [22 octobre 1975] (p. 7218) : la concurrence des grandes surfaces.

— **Formation des juges d'instruction** [3 décembre 1975] (p. 9268) : les réactions de l'opinion publique devant certaines mises en détention provisoire ; nécessité de confier les fonctions de juges d'instruction à des magistrats expérimentés.

— **Aménagement des marges de production dans la chapellerie** [14 avril 1976] (p. 1718) : la concurrence des productions d'Italie et d'Extrême-Orient ; la libération nécessaire des prix.

— **Grève dans les services publics** [6 octobre 1976] (p. 6386) : nécessité d'envisager une réglementation plus stricte du droit de grève dans les services publics ; exemple des mesures prises par le gouvernement socialiste de Grande-Bretagne.

— **Crédits d'équipement rural** [18 mai 1977] (p. 2865) : difficultés des collectivités locales pour financer d'importants travaux d'aménagement rural.

— **Paiement de l'indemnité d'expatriation aux militaires stationnés en Allemagne** [11 octobre 1977] (p. 6040, 6041) : le cas posé par les personnels militaires qui, faute d'information, n'ont pas fait à temps de demande de rappel pour la période 1956-1963.

— **Application de la peine de mort** [9 novembre 1977] (p. 7219) : assassinat de sa fille par un détenu en permission (détenu, condamné à la réclusion à vie transformée en vingt ans de détention, ayant déjà tué une prostituée et sa femme) ; argument supplémentaire en faveur de la peine de mort ; limitation des permissions de sortir.

• question orale sans débat :

— (n° 42380) : **Réforme du fonds national des calamités agricoles** [25 novembre 1977] (p. 7961, 7962) : élargissement des risques assurables ; institution d'une contribution obligatoire pour les risques non assurables.

• *question au Gouvernement :*

— **Taxe professionnelle appliquée à certaines professions libérales** [21 décembre 1977] (p. 9146) : nécessité de remédier à des disparités insupportables (situation de médecins installés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 1977).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant (n° 281)** [10 mai 1973] (p. 1147) : demande le bénéfice de la retraite au taux plein de soixante ans pour les anciens prisonniers de guerre ; demande l'inscription à l'ordre du jour de la session de la proposition de loi unique dont il est rapporteur ; (p. 1148) : évoque la position des fédérations d'anciens combattants et de prisonniers de guerre pendant la campagne électorale ; cite les exemples belge et italien sur l'attribution de la retraite à soixante ans aux anciens prisonniers de guerre ; regrette les disparités de décision sur les cas d'inaptitude ; souligne le petit nombre des bénéficiaires potentiels ; estime que ces dispositions ne toucheraient que 150.000 à 200.000 intéressés ; estime que l'affaire est devenue politique ; évoque le sentiment d'injustice qu'ont les anciens prisonniers de guerre ; conseille au Gouvernement d'accepter cette revendication.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (Droit de licenciement) (n° 197)**, rapporteur. **Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1440) : protection du travailleur dans l'entreprise ; économie de concurrence ; protection sociale et libération des risques ; historique des contrats de travail ; limites du contrôle judiciaire, apports de la loi et de la convention collective ; délais de préavis, indemnité de licenciement ; allocations versées aux travailleurs licenciés ; opportunité de la réforme, avis et amendements du conseil économique et social ; codification des textes anciens, notion de contrat de travail, son caractère spécifique ; (p. 1441) : ses réserves sur l'autonomie complète du droit du travail ; liens nécessaires avec le droit commun des contrats ; principe de la résiliation unilatérale et ses limites ; phase préalable au licenciement, contenu de la procédure, assistance au salarié, formalités du congé ; énonciation de la cause légitime ; qualification précise du motif de licenciement, contrôle judiciaire, preuve du licenciement abusif à la charge du salarié,

renversement de la charge de la preuve, position des organisations syndicales ouvrières ; (p. 1442) : amélioration du système de la preuve, rôle du juge, énonciation par écrit du motif par l'employeur, indemnité de licenciement, réintégration dans l'entreprise, remboursement des indemnités de chômage ; champ d'application du projet de loi, distinction entre licenciement individuel et licenciement collectif pour motif économique ; entreprise occupant moins de onze salariés, salariés comptant moins de deux ans d'ancienneté ; position des organisations syndicales de salariés et des employeurs à l'égard du projet. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 1461) : son amendement tendant à la suppression de l'article 2. **Article 3** : son amendement tendant à la suppression de l'article 3. **Article 5** : ses observations sur les amendements de MM. Gau et Berthelot, ses réserves sur la dérogation du contrat de travail par rapport au droit commun, son opposition à ces amendements ; [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1606) : **Article 24 b du code du travail** : son amendement de rédaction. **Article 24 c** (p. 1608) : son amendement d'harmonisation. **Article 24 d** : son amendement : introduction de la notion de faute lourde ; (p. 1609) : son amendement : fixation du délai congé à deux mois pour les salariés ayant plus de deux ans d'ancienneté. **Article 24 e** (p. 1610) : son amendement de suppression ; retrait. **Article 24 g** : s'oppose à l'amendement de M. Legrand ; son amendement. **Article 24 l** (p. 1613) : son amendement de clarification. **Article 24 m** (p. 1614) : son amendement (procédure de licenciement). **Après l'Article 24 m** (p. 1617) : s'oppose aux amendements de MM. Schwartz et Andrieux. **Article 24 n** (p. 1618) : s'oppose à l'amendement de M. Schwartz ; son amendement : procédure du licenciement ; se rallie à l'amendement du Gouvernement. **Article 24 o** (p. 1619) : s'oppose à l'amendement de M. Schwartz : énonciation des causes réelles et justifiées du licenciement dans la lettre recommandée. **Article 24 p** (p. 1621) : ses arguments contre les amendements de MM. Schwartz et Gau : charge à l'employeur de faire la preuve du bien-fondé du licenciement ; (p. 1627) : son amendement : inclusion des mots « la ou les causes réelles et sérieuses du licenciement invoquées par l'employeur. **Article 24 q** (p. 1629) : ses observations sur les amendements de MM. Le Meur et Gau ; indique que la commission a retenu la partie de l'amendement de M. Gau relative au remboursement des indemnités de chômage ; (p. 1631) : son amendement : fautes de fond et de forme de l'employeur dans la procédure de licenciement ; son amendement : remboursement des indemnités de chômage par l'employeur. **Article 24 s** (p. 1634) : ses

arguments contre les amendements de MM. Rolland et Boudet : augmentation du seuil prévu à l'article. **Après l'Article 9** (p. 1636) : son amendement relatif à la codification de la présente loi. **Deuxième lecture** [26 juin 1973] (p. 2509) : modifications apportées par le Sénat ; renversement de la charge de la preuve ; abaissement à une année de la durée des services continus dans l'entreprise pour le droit à l'indemnité de licenciement ; situation des salariés français envoyés dans une filiale étrangère de leur entreprise ; modifications du Sénat retenues dans leur totalité par la commission des affaires culturelles. **Article 5** (p. 2512) : ses observations sur les amendements : problème de la charge de la preuve. **Troisième lecture** [30 juin 1973] (p. 2747) : demande la reprise du texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture pour les articles restant en discussion (24 h, 24 p et 24 s du livre I du code du travail). **Article 5** : ses amendements en ce sens. **Quatrième et dernière lecture** [30 juin 1973] (p. 2749) : demande l'adoption du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2548) : prend acte des déclarations du Gouvernement, rang d'inscription à l'ordre du jour complémentaire de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; (p. 2549) : demande la discussion de ce texte.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n^{os} 137, 164, 381, 410), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2633) : conséquences de la pathologie de la captivité ; déclarations de Provins ; mesures en faveur des anciens prisonniers de guerre en Belgique et en Italie ; déclaration du Premier ministre ; ses arguments en faveur de l'adoption du projet.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n^o 496). **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 6** (p. 4116) : ses observations : recherche des moyens financiers pour pouvoir compenser la perte de recettes pour l'Etat découlant des aménagements fiscaux en faveur du commerce et de l'industrie ; (p. 4117) : son amendement jugé irrecevable ; sa suggestion de transférer à la nouvelle patente des ressources par la suppression d'aides publiques inutiles comme les primes de localisation pour les activités tertiaires ; caractère inutile et dangereux de ces primes.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n^o 646). *Première partie* :

Discussion des articles [24 octobre 1973] :

Article 2 (p. 4747) : s'interroge sur la prise en considération de propositions émanant de l'opposition ; [25 octobre 1973] (p. 4754) : ses observations sur l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement, prise en considération de certaines propositions émanant de l'opposition, problème de l'atténuation des avantages que le quotient familial procure à certaines familles ayant de gros revenus, son désaccord avec l'argument du ministre de l'économie et des finances relatif à la protection des familles, estime que le principe proposé par les amendements en discussion devrait être retenu, processus d'égalisation des conditions d'imposition des contribuables.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural, FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5330) : aviculture artisanale, caractère excessif de la réglementation, directive de la CEE relative à la présentation des volailles en eviscéré, préférence du marché français pour la présentation en effilé, concentration des centres d'abattage, nécessité de reconnaître le secteur indépendant de l'aviculture, faillite de La Villette, aviculture familiale et personnalisée. **Etat B - Titre III** (p. 5340) : son amendement tendant à supprimer la dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; souhaite une affectation plus utile de ces sommes ; (p. 5341) : besoin d'équipement du pays, arbitraire de la mesure dans son principe de localisation ; (p. 5342) : sa réponse à M. Pranchère sur les conditions des dépôts des amendements dans son parti ; maintient son amendement.

Dépenses militaires (art. 20 et 21) et Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5424) : contentieux de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne ; sa question écrite sur le remboursement aux retraités militaires des sommes précomptées en trop sur leur retraite ; article 46 du projet de loi de finances et mise en cause du crédit de l'Etat ; (p. 5425) : son inquiétude quant aux déclarations de M. Poperen ; proposition d'armement des travailleurs au lendemain d'une victoire de l'union de la gauche.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5934) : son inquiétude face à la progression des dépenses d'assurance maladie ; dangers de ce phénomène pour l'économie et sur le plan social ; hypertechnicité médicale ; (p. 5935) : demande une lutte contre le gaspillage ; nécessité de limiter l'agrément pharmaceutique ; remise en ordre dans le domaine des produits pharmaceutiques ; retour à une médecine de discernement et de finesse.

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5990) : situation de certains personnels ; (p. 5991) : conditions de travail des personnels des centraux téléphoniques et des agents des services ; difficultés du reclassement consécutif à l'automatisation ; mesures à prendre pour améliorer la situation des personnels ; déficit de la poste et des services financiers ; insuffisance de la rémunération des fonds déposés aux chèques postaux ; vérité des prix et des revenus ; ses observations sur le coût de l'acheminement de la presse.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6025) : demande un effort plus substantiel en faveur des rapatriés ; (p. 6026) : règlements de l'ANIFON, loi sur le moratoire et contribution à l'indemnisation ; projet définitif d'indemnisation ; ses observations sur les propositions de l'opposition, réintégration des rapatriés dans la communauté nationale.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455). Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7024) : rappelle que des pays voisins ont accédé à la légalité de l'avortement et que certaines cliniques parisiennes sont réservées aux initiées ; (p. 7025) : évoque les femmes seules et abandonnées à l'avortement clandestin après le refus d'un médecin ou le barrage des 5.000 F demandés ; le fait que les conventions religieuses ou morales cèdent souvent devant la nécessité ; déplore la carence de protection sociale ; estime nécessaire de dépouiller cette affaire de son contexte passionnel ou politique ; rappelle que les pays socialistes ont eu besoin d'institutionnaliser l'avortement ; déclare que l'avortement n'est nullement la libération de la femme ; déclare que la législation répressive est devenue intolérable et insoutenable ; critique le projet de loi devant l'impossibilité de déceler sans erreur les troubles psychiques ou les malformations fœtales ; approuve les propositions de M. Peyret en ce qu'elles cherchent à dissuader de l'avortement.

— **Projet de loi relatif à la fiscalité directe locale (n° 637). Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7220) : ses propos à l'adresse de M. Ginoux ; opposition de ce dernier à l'institution d'un impôt sur les sociétés ne déclarant pas les bénéficiaires.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645). Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2657) : ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Schwartz. **Article L. 617-14 du code de la santé publique** (p. 2672) : ses observations sur l'article : le sort des revendeurs.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale (n° 1177)** [15 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5067) : le projet produit un sentiment d'insuffisance, d'irréalisme et d'inadéquation ; (p. 5063) : le jeu de la solidarité est faussé par le développement incontrôlé des dépenses de santé ; les abus de la pratique médicale ; la nécessité d'une éthique médicale nouvelle.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Première partie :**

Discussion des articles [24 octobre 1974] : **Après l'Article premier** (p. 5394) : sur l'amendement n° 33 de M. Bouloche favorable à un impôt sur le capital. **Après l'Article 2** (p. 5400) : son amendement n° 50 : intégration des prestations familiales dans le revenu imposable ; retiré. **Article 9** (p. 5412) : son amendement n° 35 : suppression de l'article ; repoussé. **Après l'Article 9** (p. 5412) : son amendement n° 62 : l'aide de l'Etat devrait être réservée à la presse d'information ou d'opinion ; dépôt d'un projet de loi ; repoussé.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre : Information, rapporteur pour avis [25 octobre 1974] (p. 5491) : le remplacement du directeur général d'un poste périphérique n'est pas de nature à justifier un grand débat ; la concentration dans le secteur de la presse ; l'aide de l'Etat aboutit en fait à multiplier les inégalités et à favoriser les monopoles ; le rapport Serisé n'a pas été pris en considération ; (p. 5492) : subordonner l'octroi de l'aide de l'Etat à un véritable respect du pluralisme ; l'Assemblée ayant refusé de voter des amendements en ce sens, la commission ne peut demander l'adoption des crédits.

— **Rappel au règlement** : la simultanéité des travaux des commissions et de l'Assemblée nationale [20 novembre 1974] (p. 6771, 6772).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7161) : affirme sa conviction que les familles nombreuses sont plus heureuses que les autres ; cette loi est sans doute la plus mauvaise de toutes à l'exception de toutes les autres ; imposer ses convictions par l'exemple et non par la force d'une loi représentative. **Article 7** (p. 7235) : son amendement n° 92 : les femmes qui ont subi un avortement peuvent demander le bénéfice de l'aide sociale ; repoussé.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171). Discussion des articles** [10 avril 1975] (p. 1516) : son amendement n° 145 : appliquer la réglementation des cumuls aux renouvellements du bail ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 3** (p. 6180) : regrette l'absence de mesures en faveur de l'agriculture ; souhaite que le fonds des calamités agricoles reçoive de nouveaux crédits.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (nos 1588 et 1881). Discussion des articles** [16 octobre 1975]. **Après l'article 25** (p. 6999) : le très grand intérêt du débat ; les vertus de justice et de simplicité qu'il reconnaît à l'impôt foncier ; regrette l'excès de passion qui s'est manifesté à l'occasion du débat ; reproche à M. Dubedout son manichéisme en la matière.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Services du Premier ministre : Information, rapporteur pour avis [19 novembre 1975] (p. 86181, 8682) : favoriser les journaux d'opinion ; respecter les règles de pluralisme ; le monopole syndical et ses conséquences au niveau de la presse parisienne ; la prolifération des publications pornographiques ou perverses ; élaborer un code déontologique pour éviter les abus.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail (n° 2209), rapporteur pour les titres V à VII. Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2934) : l'annulation des sanctions pénales et financières prévues par les réglementations ; la modification du régime des cotisations supplémentaires ; l'amélioration de la réparation en cas de faute inexcusable ; une procédure raccourcie et plus efficace ; la prévention des maladies professionnelles ; l'extension des dispositions à l'agriculture. **Discussions des articles** [13 mai 1976]. **Article 18** (p. 3006) : repousse l'amendement n° 109 de M. Legrand ; est favorable à l'amendement n° 162 de M. Glon. **Article 19** (p. 3007) : son amendement n° 45 concernant les échanges d'information entre les services de l'inspection du travail et autres services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie ; adopté. **Article 20** : son amendement n° 46 : de pure forme ; adopté ; (p. 3007, 3008) : son amendement n° 47 concernant l'avis du conseil

supérieur de la prévention des risques professionnels ; repoussé ; souligne la lenteur de l'injonction préalable ; est opposé à l'amendement n° 156 de M. Vauclair ; son amendement n° 48 précisant que la caisse n'a pas à adresser d'injonction préalable quand l'infraction a été constatée par procès-verbal de l'inspecteur du travail. **Article 21** : son amendement n° 49 soutenu par M. Gau ; repoussé. **Article 23** (p. 3010) : regrette que l'article 40 ait été invoqué à l'encontre de trois amendements adoptés par la commission qui amélioreraient le projet en le rendant plus équitable ; souhaite que l'amendement relatif au report de la majoration soit repris à son compte par le Gouvernement ; repousse l'amendement n° 136 de M. Gau ; son amendement n° 52 : de pure forme ; adopté ; son amendement n° 53 soutenu par M. Gau ; adopté ; repousse l'amendement n° 138 de M. Gau ; son amendement n° 54 limitant la liste des personnes pouvant prétendre à la réparation du préjudice moral ; adopté ; (p. 3011) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Pujol ; son amendement n° 56 tendant à réparer une omission ; adopté ; son amendement n° 57 tendant à raccourcir la procédure judiciaire ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 158 de M. Vauclair ; (p. 3012) : réfute l'argumentation du Gouvernement sur l'amendement n° 158 ; son amendement n° 58 : de précision ; adopté. **Article 24** (p. 3013) : son amendement n° 59 obligeant la caisse régionale à communiquer à la victime les résultats complets de l'enquête ; adopté. **Article 25** (p. 3013) : son amendement n° 60 concernant les médecins du travail ; adopté ; son amendement n° 61 substituant au mot « biologique » le mot « pathologique » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 500 du code de la sécurité sociale ; adopté ; son amendement n° 62 : rédactionnel ; adopté. **Article 26** (p. 3014) : son amendement n° 63 soutenu par M. Gau ; repoussé ; (p. 3015) : est favorable à l'amendement n° 80 de M. Pierre Joxe ; son amendement n° 64 concernant la représentation des organismes créés auprès du ministre de l'agriculture ; adopté. **Après l'article 27** (p. 3016) : son amendement n° 65 concernant l'extension aux établissements agricoles des dispositions relatives aux nouvelles règles de responsabilité ; retiré. **Article 29** : repousse l'amendement n° 83 de M. Pierre Joxe. **Article 30** : son amendement n° 66 précisant que l'injonction préalable ne doit pas être adressée lorsqu'une infraction a été constatée par un inspecteur du travail ; adopté. **Article 32** (p. 3017) : accepte l'amendement n° 163 du Gouvernement ; indique que son amendement n° 67 tombe ; son amendement n° 68 instaurant une

véritable coopération entre les caisses et les services de l'inspection des lois sociales en agriculture ; adopté. **Après l'Article 32** : son amendement n° 69 ; repoussé ; (p. 3018) : repousse l'amendement n° 142 de M. Gau ; repousse l'amendement n° 143 rectifié de M. Gau. **Article 33** : repousse l'amendement n° 113 de M. Berthelot ; s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Gau ; son amendement n° 70 prévoyant une égale représentation pour les organisations d'employeurs et les organisations de salariés ; adopté. **Article 34** (p. 3019) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Berthelot ; son amendement n° 71 tendant à mettre en place le conseil supérieur de la prévention des risques professionnels dans les six mois suivant la promulgation de la loi ; adopté. **Après l'Article 34** : accepte l'amendement n° 115 de M. Caille. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4806) : donnera l'avis de la commission lors de l'examen des articles. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 23** (p. 4820) : son amendement n° 24 : interdiction de se garantir par une assurance contre les conséquences de sa propre faute inexcusable ; indique que la commission saisie au fond préfère l'amendement n° 24 à l'amendement n° 33 rectifié de M. Limouzy ; (p. 4821) : juge excessive la position de M. Durafour ; insiste pour l'adoption de l'amendement n° 24 ; adopté. **Article 29** (p. 4822) : son amendement n° 25 concernant l'autorité des inspecteurs ; adopté. **Article 32 bis** (p. 4822) : son amendement n° 26 tendant à supprimer l'article 32 bis ; adopté. **Article 33** (p. 4823) : repousse l'amendement n° 5 de M. Gau.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille (n° 2220).** — **Discussion générale** [19 mai 1976] (p. 3207) : approuve la sélectivité des dispositions du Gouvernement ; suggère d'intégrer les allocations familiales dans le revenu déclarable au titre de l'IRPP (p. 3208) : dénonce l'accélération de la consommation médicale et pharmaceutique ; demande au Gouvernement de rechercher la promotion d'une meilleure éthique familiale. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 18** (p. 3234) : demande ce qu'il faut entendre par le mot « parents ».

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206).** — **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3672) : ce projet est mauvais car il comporte trop d'injustices, de contradictions ; il présente des inconvénients psychologiques en multipliant les trasseries administratives ; (p. 3673) : ainsi que des inconvénients économiques en figeant

les biens des entreprises, en gênant la décentralisation industrielle, les créations d'emplois, l'activité, en décourageant les investisseurs, en privilégiant les possesseurs de biens improductifs ; la taxation n'est pas modérée, aussi certains préfèrent l'impôt sur les grandes fortunes ; (p. 3674) : il faut abandonner le projet. **Discussion des articles** [8 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3854) : son amendement n° 7 rectifié : imposition de 0,5 % sur les grosses fortunes ; cet impôt serait simple, compréhensible à tous, bon pour l'économie et pour la société, de moindre inconvénient que ceux du projet ; l'influence mobilisatrice de cet impôt ; une prime à l'efficacité économique ; un rôle décisif dans la réduction des inégalités ; alliance de l'efficacité, de la justice et de la morale ; la majorité ne doit pas hésiter à voter cet amendement ; (p. 3855) : un texte de réforme sociale authentique ; (p. 3862) : amendement n° 7 rectifié repoussé par scrutin.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [6 octobre 1976] (p. 6419) : le tableau misérabiliste des conditions d'existence des Français en 1976 dressé par M. Mitterrand ; un tableau outrancier notamment en ce qui concerne les hôpitaux ; la vérité dans la recherche d'une éthique médicale ; le problème de la sécurité sociale ; l'amalgame des salariés fait par M. Mitterrand ; tableau des salariés favorisés ; le problème des membres de professions indépendantes à bas revenus ; les commerçants et artisans ; l'impôt sur les grosses fortunes ; récuse les objections contre l'impôt sur les grosses fortunes ; son effet psychologique.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** *Première partie* :

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 6857) : son amendement n° 23 rectifié défendu par M. Fanton ; (p. 6858) : les épithètes sarcastiques du Gouvernement ; les personnalités favorables à l'impôt sur le capital ; la suite logique de la proposition déposée lors du débat sur la taxation des plus-values ; l'impôt sur les grosses fortunes, élément de mobilité économique ; l'aménagement possible de l'impôt sur les successions ; la situation conjoncturelle difficile ; sa position en faveur de l'épargne populaire et du capitalisme populaire ; l'insuffisance des études théoriques ; la nécessité de mettre en chantier les modalités d'application de la mesure moralisatrice proposée.

Deuxième partie :

Universités [10 novembre 1976] (p. 7875) : le spectacle désolant de l'université française ; la fermeté ; la grève ; (p. 7876) : l'enseignement et le réel ; trop d'étudiants ; la trahison

des enseignants ; les « intellectuels en chaise longue ».

Articles et Articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 60** (p. 8531) : son amendement n° 274 soutenu par M. Chauvet ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6818) : le caractère imprescriptible du droit à réparation des anciens combattants ; l'augmentation du point de pension ; l'inscription à l'ordre du jour du projet de retraite au taux plein des anciens prisonniers de guerre ; (p. 6819) : le débat sur la validité du rapport constant ; la situation des anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8008) : la nécessité d'une réparation morale, politique et matérielle ; le manque de crédibilité des intentions de l'opposition ; (p. 8009) : les insuffisances du projet de loi ; les conséquences de l'étalement dans le temps de l'indemnisation ; le non-règlement du problème des spoliés du Maroc rapatriés. **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 9** (p. 8078) : son amendement n° 92 : délai de cessibilité des certificats d'indemnisation ; réservé.

— **Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer** (n° 3213), rapporteur. **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8280) : son rapport commun sur ce projet de loi et sur le projet de loi relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer n° 3232 ; le mouvement de départementalisation sociale ; l'harmonisation de la législation des prestations familiales servies en métropole et dans les DOM ; l'adaptation du complément familial ; les modalités d'attribution du complément familial ; (p. 8281) : son montant ; les observations de la commission des affaires culturelles ; l'indexation du plafond de ressources sur le SMIC ; l'indexation du montant de la prestation sur l'évolution des allocations familiales ; la généralisation des prestations familiales dans les DOM ; les dates d'entrée en vigueur des mesures sociales relatives à l'allocation de parent isolé et à la réduction de la durée de travail exigé pour le maintien des prestations familiales et de la loi sur les marins pêcheurs ; la protection de la maternité dans les DOM ; le respect de l'obligation des examens prénataux ; indexer le montant de la prime sur l'évolution des

allocations familiales versées aux salariés du régime général ; l'évolution de la masse des prestations familiales versées dans les DOM. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8287) : son amendement n° 1 : indexation du plafond de ressources sur le SMIC ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement ; amendement n° 1 retiré ; son amendement n° 2 : indexation du montant du complément familial sur celui des allocations familiales versées aux salariés du régime général ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement ; amendement n° 2 retiré. **Article 4** (p. 8288) : son amendement n° 3 : fixation au 1^{er} juillet 1978 de la date limite d'entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Après l'Article 4** : son amendement n° 4 : modalités d'affiliation obligatoire au régime général d'assurance vieillesse, des mères de famille d'enfants handicapés et de handicapés adultes ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** : suppléé par M. Berger [19 décembre 1977].

— **Projet de loi relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer** (n° 3232), rapporteur. **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8280) : son rapport commun au projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer (n° 3213). **Discussion de l'article unique. Article unique : Article L 190-1 du code de la santé publique** (p. 8291) : son amendement n° 7 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 1 : garantie d'indexation du montant de la prime sur l'évolution des allocations familiales versées aux salariés du régime général ; adopté. **Article L 190-2 du code de la santé publique** (p. 8292) : son amendement n° 8 de pure forme ; adopté. **Après l'Article unique** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Ibéné ; son amendement n° 2 : fixation au 1^{er} juillet 1978 de la date limite d'entrée en vigueur de la loi ; adopté.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° 3210). **Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Après l'Article 5** (p. 8720) : son amendement n° 5 soutenu par M. Guinebretière : allègement de la procédure de transformation des hospices publics ; adopté.

BONNET (Alain)

Député de la Dordogne
(3^e circonscription)
(PSRG)

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Vice-président de cette commission [24 octobre 1974] (p. 5442).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Vice-président de cette commission [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 38 : Légion d'honneur et Ordre de la libération** (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 33 : Services du Premier ministre**. — II. Direction des Journaux officiels. — IV. Conseil économique et social. — **Annexe n° 42 : Légion d'honneur et Ordre de la Libération** (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — Services du Premier ministre. — **Annexe 34**. — II. **Journaux officiels**. — IV. **Conseil économique et social**. — Budgets annexes. — **Annexe 42 : Légion d'honneur et Ordre de la Libération** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Qualité de la vie**. — **Annexe n° 32 : Tourisme** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 11 : Culture et environnement - Tourisme** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Encadrement du crédit** [9 octobre 1974] (p. 4894).

• *question orale avec débat de :*

— **M. Bouloche** (n° 11295) : **Relative à l'épargne populaire** [18 octobre 1974] : indexation de l'épargne ; injustice dont les petits épargnants sont victimes ; revendications des rentiers viagers (p. 5280).

• *question au Gouvernement :*

— **Mise en œuvre des réformes** [18 juin 1975] (p. 4362) : urgence des réformes profondes.

• *question orale sans débat :*

— (n° 22477) : **Plan de relance de l'agriculture** [10 octobre 1975] (p. 6794, 6795) : opportunité de présenter un plan de relance propre à l'agriculture ; problèmes relatifs aux producteurs sinistrés et à l'installation des jeunes agriculteurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Commémoration du 8 mai** [12 mai 1976] (p. 2925) : nécessité de restituer au 8 mai son caractère de fête officielle, fériée et chômée.

— **Politique fiscale** [19 mai 1976] (p. 3193) : divergences entre les déclarations du ministre des finances et les ordres donnés à ses services au sujet des contrôles fiscaux.

• *question orale sans débat* :

— (n° 29061) : **Indexation de l'épargne** [21 mai 1976] (p. 3388, 3389) : déplore que le Gouvernement n'ait pas modifié ses positions ; la nécessité de lutter contre les publicités mensongères sur l'épargne ; l'indexation de l'épargne souhaitée par la gauche et l'opinion publique.

• *questions au Gouvernement* :

— **Problèmes financiers des collectivités locales** [16 juin 1976] (p. 4186) : l'inquiétude manifestée au congrès de l'association des maires de France.

— **Inflation et chômage** [23 juin 1976] (p. 4545) : la politique du Gouvernement est-elle conforme à celle recommandée par l'OCDE ou à celle du VII^e Plan ?

— **Situation de l'industrie de la chaussure** [27 avril 1977] (p. 2213) : mise en liquidation judiciaire de deux usines de chaussures à Nontron et à Busserolles en Dordogne ;

— **Financement de certaines séquences publicitaires à la télévision** [1^{er} juin 1977] (p. 3263) : publicité vantant les dispositions du plan Barre.

— **Encadrement du crédit agricole** [29 juin 1977] (p. 4422) : difficultés rencontrées par les agriculteurs pour obtenir des prêts fonciers.

— **Double tarification de l'EDF** [5 octobre 1977] (p. 5840) : suppression éventuelle de la double tarification tenant compte des heures creuses.

— **Réponses des maires aux questionnaires du Premier ministre** [2 novembre 1977] (p. 6836) : report du questionnaire après le congrès national des maires du 15 au 18 novembre.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4527) : réunions de commissions pendant la durée de la séance publique, s'élève contre les méthodes de travail de l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion générale** [24 octobre 1973] (p. 4731) : échec de la lutte contre la hausse des prix, propos du Président de la République, conclusions de M. Papon ; rapporteur général, poursuite de l'inflation ; aug-

mentation des tarifs de l'Etat ; hausse du prix de l'essence et du prix du fuel, pénurie de fuel, mauvais exemple donné par l'Etat, réduction du parc des voitures dans les ministères ; sommes dépensées pour la préparation du Congrès de Versailles ; son refus de polémiquer sur ce point avec le ministre de l'économie et des finances en raison du faible temps de parole dont il dispose ; apparence de l'équilibre budgétaire ; accroissement de la débudgétisation ; prise en compte par les conseils généraux et les municipalités de dépenses relevant de l'Etat ; (p. 4732) : agences de bassin et redevances illégales de pollution ; non-rémunération des volontaires animant les sociétés et clubs communaux ; ses observations sur les déclarations du ministre de l'économie et des finances à l'hebdomadaire *Paris-Match* de la semaine en cours ; mauvaise distribution des profits dus à la croissance, difficultés qu'ont les jeunes à trouver un emploi en province ; nécessité de décentraliser certains services parisiens, difficultés des fonctionnaires, des chauffeurs des ministres, des professions libérales, des cadres et petits commerçants et artisans ; rejet des amendements qui leur étaient favorables lors de la discussion de la loi Royer ; crise dont sont victimes les éleveurs, conséquences de la suppression en 1959 de l'indexation des prix agricoles, sa référence à Félix Gaillard ; insuffisance des salaires ouvriers, récession des petites usines, inquisitions fiscales, chantage au licenciement pratiqué par certaines grandes affaires ; dénuement des handicapés, sa référence à un article du journal *le Figaro*, situation des personnes âgées et des rentiers viagers ; rejet d'un amendement en faveur de ces derniers ; conséquences des restrictions de crédit, hausse du taux de l'escompte, difficultés des locataires pour accéder à la propriété, craintes du secteur du bâtiment ; jugement de certaines personnes de la majorité à l'égard de la politique armée par le ministre de l'économie et des finances, leur demande de mise en œuvre d'une « politique globale de lutte contre l'inflation » ; divisions de la majorité ; programme de la gauche ; déséquilibre de fait du budget, équipements collectifs négligés.

Deuxième partie :

Légion d'honneur et ordre de la Libération, rapporteur spécial [31 octobre 1973] (p. 5108) : progression du budget de la Légion d'honneur ; majoration de la pension des élèves des maisons d'éducation, prix du trousseau uniforme de premier équipement ; personnels et matériel des services de la Grande chancellerie, parc automobile et bâtiments, résultats des examens auxquels prennent part les élèves des maisons d'éducation, modernisation de la Grande chancellerie, réévaluation

des crédits, travaux prévus dans les maisons d'éducation de Saint-Denis et des Loges ; demande l'accroissement du contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur mis à la disposition des anciens combattants de la guerre 1914-1918, réductions des titres exigés ; propose l'adoption du budget ; (p. 5109) : s'exprimant tant en son nom personnel qu'au nom de son groupe, évoque le but politique à sens unique de certaines opérations ; candidatures de maires n'ayant que cinq ans de mandat, cas du maire de Minerve (Hérault) qui se dévoue depuis quarante ans pour la commune ; sa réponse au président sur le fait pour les rapporteurs de s'exprimer à titre personnel ou au nom de leur groupe ; budget de l'Ordre de la Libération, moyens en personnel et en crédits du musée consacré aux compagnons de la Libération ; médaillés de la Résistance, Français libres et déportés, accroissement des secours alloués par l'Ordre de la Libération et montant des crédits inscrits à cet effet ; souhaite un effort en ce sens, son entretien avec le garde des sceaux sur cette question ; sous réserve de ces observations, propose l'adoption du budget ; (p. 5110) : conditions d'attribution de croix de la Légion d'honneur, interventions de certains services ministériels, cas des secrétaires fédéraux de l'Union des démocrates pour la République et d'anciens ministres ; souhaite que satisfaction soit donnée aux anciens combattants de 1914-1918.

Agriculture et développement rural. — **FORMA et BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5324) : crise de l'élevage dans sa région, lait, fruits et légumes, baisse des cours des noix, soutien au foie gras et à la truffe ; souhaite que des subventions « hors programme » pour l'eau soient accordées aux députés de l'opposition ; téléphone rural ; crise du fuel ; subventions à la construction des coopératives et des bâtiments d'élevage ; zones défavorisées ; bonification des prêts agricoles en Corrèze ; accès de la Dordogne aux avantages des zones de rénovation rurale.

— **Rappel au règlement** [25 octobre 1973] (p. 4767) : réunions de commissions un jeudi matin, conséquences sur le déroulement de la séance publique.

— **Rappel au règlement** [29 octobre 1973] (p. 4973) : sur les conditions d'examen du budget de l'ORTF.

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1973] (p. 5513) : déplore l'abus des priorités du Gouvernement dans la fixation de l'ordre du jour et se plaint de l'abondance des séances de nuit.

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1973] (p. 5996) : suggère au ministre des PTT de

mettre fin à l'expérience du courrier à double vitesse.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180) :

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5223) : le budget n'est qu'apparemment en équilibre ; la situation sociale s'est considérablement dégradée ; les inquiétudes dans le domaine du logement social ; réclame l'indexation de l'épargne ; la crise et les difficultés ne sont pas étrangères à la baisse de la natalité.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat, rapporteur spécial suppléant [29 octobre 1974] (p. 5512) : légitime inquiétude des commerçants devant le projet de budget ; souhaite des explications sur l'encadrement du crédit qui atteint particulièrement les entreprises qui ne travaillent pas pour l'exportation ; note le rapprochement des conditions d'imposition des commerçants et artisans de celles des salariés ; bilan des commissions d'urbanisme depuis mai 1974 ; demande que le non-versement des cotisations de retraite ne supprime pas certaines allocations d'assistance ; de maîtriser la progression des surfaces commerciales dans les ZAC ; déplore l'abandon des études sur l'armature commerciale rurale ; souhaite pour les BIC l'établissement de forfaits plus conformes et plus équitables ; demande le relèvement des plafonds de ressources ouvrant droit à l'exonération des cotisations sociales ; s'inquiète de la disparition des commerces en zone rurale et demande que le ministre dégage les principes qui fondent ses décisions en appel sur les ouvertures commerciales ; la commission des finances propose d'adopter sans modification.

Qualité de la vie. — **III. Tourisme** [31 octobre 1974] (p. 5716) : l'aménagement touristique de l'espace rural ; l'opération « Aquitaine » ; la propagande à l'étranger ; les transferts de charges ; les syndicats d'initiative ; l'étalement des vacances ; l'hébergement ; les primes spéciales d'équipement hôtelier ; (p. 5771) : la TVA sur les hôtels de préfecture et gîtes ruraux ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ne votera pas le budget.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [8 novembre 1974] (p. 6125) : l'actualisation et l'indexation des prix agricoles ; les prêts du crédit agricole ; les adductions d'eau ; l'électrification ; l'assainissement ; le remembrement ; la voirie et le téléphone ; les bâtiments d'élevage ; classer la Dordogne en zone de rénova-

tion rurale ; l'aide aux usines agro-alimentaires dans le Sud-Ouest ; les entrepôts frigorifiques.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération, rapporteur spécial [14 novembre 1974] (p. 6407) : un budget exemplaire ; les résultats brillants obtenus aux divers examens par les élèves des maisons d'éducation ; (p. 6408) : distribuer le contingent de 1.500 croix prévu par le décret du 6 octobre 1972 ; les dépenses d'entretien de l'Ordre de la Libération.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6765) : son amendement n° 112 tendant à transférer les subventions à usage électoral vers la subvention globale d'équipement ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Rappel au règlement** [27 novembre 1974] (p. 7103) : s'étonne de coïncidences qu'il trouve fâcheuses entre la présence à la tribune de parlementaires hostiles au texte et la retransmission du débat à la télévision.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 20** : **Intérieur** (p. 7624) : son amendement n° 37 réduisant les subventions à des fins électorales ; rejeté. **Après l'Article 21** (p. 7625) : son amendement n° 38, annexe budgétaire récapitulant les opérations financées par des subventions pour travaux d'intérêt local ; rejeté.

1975

— **Rappel au règlement** [17 avril 1975] (p. 1772) : demande que le bureau de l'Assemblée nationale revoie les dispositions réglementaires régissant le fonctionnement des commissions d'enquête ; durée trop courte de leur mandat.

— **Rappel au règlement** [22 mai 1975] (p. 3006) : le « chômage technique » du Parlement ; la volonté du Gouvernement de faire voter à la hâte, en fin de session, les textes importants.

— **Projet de loi relatif aux substances minérales marines** (n° 1969). **Discussion des articles** [22 mai 1975]. **Article 6** (p. 3010) : subordonner la délivrance du permis d'exploitation à l'avis favorable du CNEOX.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7523) : les fermetures de magasins ; la modicité des crédits du commerce ; les crédits de reconversion ; le rapprochement des conditions d'imposition des commerçants et des salariés ; les forfaits ; les retraites ; le problème des artisans ruraux.

Qualité de la vie. — III. Tourisme [12 novembre 1975] (p. 8157) : la diminution des moyens consacrés au tourisme ; l'insuffisance des crédits, notamment ceux consacrés à la propagande touristique à l'étranger ; l'étalement des vacances ; revoir le taux de TVA appliqué à l'hôtellerie ; faire un effort accru de l'arrière-pays ; l'exemple de l'Aquitaine.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur, débat du 6 novembre 1975 (*J.O. Débats* du 13 novembre 1975). **Collectivités locales** (p. 8324) : demande quels sont les critères pour l'établissement des contrats de pays. **Sécurité** (p. 8332) : l'efficacité des avions Canadair ; les charges que représente pour les communes la construction de casernes de sapeurs-pompiers.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débat du 12 novembre 1975 (*J.O. Débats* du 17 novembre 1975). **Rappel au règlement** (p. 8513) : déplore que la réunion de la commission se tienne en même temps que la séance publique. **Organisation judiciaire et magistrature** (p. 8517) : demande au garde des sceaux de préciser le coût de l'indemnisation des avoués et de l'installation d'une cour d'appel à Versailles ; les conséquences pour les justiciables.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8628) : la progression des dépenses de fonctionnement des Journaux officiels ; les dépenses d'investissement ; les dotations en faveur du Conseil économique et social ; la qualité des avis présentés par cette Assemblée.

— **Rappel au règlement** [12 novembre 1975] (p. 8168) : réunion concomitante d'une séance plénière et d'une commission élargie ; demande que les commissions élargies se tiennent les mercredi et jeudi matin.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1975] (p. 9854) : s'oppose à la modification de l'ordre du jour ; discussion du projet de loi relatif à la cour d'appel de Versailles.

— **Rappel au règlement** [17 décembre 1975] (p. 9914) : raisons de la modification « à titre exceptionnel » de l'ordre du jour ; renvoi de la discussion du projet de loi relatif à la cour d'appel de Versailles.

— **Projet de loi portant organisation judiciaire de la cour d'appel de Versailles** (n° 2002). **Discussion générale** [17 décembre

1975] (p. 9943) : pense que le garde des sceaux veut « étouffer » l'indépendance du barreau parisien ; considère qu'il n'y a pas, en la matière, de véritable décentralisation ; le vote hostile du groupe socialiste.

1976

— **Rappel au règlement** [21 mai 1976] (p. 3378) : discussion du projet sur le régime fiscal de la presse.

— **Rappel au règlement** [25 mai 1976] (p. 3409, 3410) : critique l'organisation des travaux parlementaires ; nécessité d'allonger la durée des sessions.

— **Projet de loi adopté, par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1991). Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4957, 4958) : un texte qui porte atteinte à la fonction publique ; la possibilité que se réserve l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article 2** (p. 4961) : son amendement n° 5 rectifié tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 2 car il est dangereux que le jury puisse consulter les dossiers individuels des candidats ; se déclare prêt à saisir le Conseil constitutionnel ; repoussé. **Article 3** (p. 4962) : son amendement n° 6 supprimant la deuxième phrase du septième alinéa de l'article 3 ; repoussé. **Explication de vote** [30 juin 1976] : indique que le groupe socialiste et des radicaux de gauche votera contre l'ensemble du projet de loi.

— **Rappel au règlement** [4 novembre 1976] (p. 7500) : examen du budget du tourisme.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Agriculture, débat du 4 novembre 1976 (*J.O. Débats* du 5 novembre 1976) (p. 7626) : l'enseignement agricole ; la diminution des crédits ; les départements classés en zones défavorisées ; les zones de rénovation rurale ; l'encadrement du crédit agricole ; l'habitat rural ; les bâtiments d'élevage ; l'électrification rurale.

Qualité de la vie. — III. **Tourisme**, rapporteur spécial [8 novembre 1976] (p. 7692) : l'erratum apporté au « bleu » du budget du secrétariat d'Etat au tourisme ; les erreurs commises dans le calcul de la différence des crédits entre 1976 et 1977 ; le budget du secrétariat d'Etat au tourisme, une faible part des dépenses de l'Etat ; nécessité de rattraper les retards de liquidation des programmes d'équipement ;

le renforcement limité des délégations régionales et le rajustement des frais de campagne de promotion ; trois exceptions à l'échenillage général de l'aménagement touristique : les terrains de campings, les villages de vacances et les interventions du secrétariat d'Etat dans les régions rurales et littorales ; la diminution des crédits de missions d'aménagement régional ; la carte des zones primables ; la fiscalité des professions touristiques et la définition d'une politique coordonnée de l'aide aux loisirs ; le tourisme social ; le financement des équipements sociaux émiété dans l'action de l'Etat ; l'effort de rationalisation à entreprendre ; l'action de promotion ; (p. 7693) : nécessité d'une meilleure couverture des marchés traditionnels ; soutien aux organismes locaux de promotion ; les opérations d'aménagement touristique ; la diminution des crédits de la mission d'aménagement de la côte d'Aquitaine ; la fiscalité des professions touristiques ; « l'aide à la personne » dans le domaine des loisirs et des vacances ; les distorsions par catégorie socio-professionnelle encore plus accentuées.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur, débat du 28 octobre 1976 (*J.O. Débats* du 20 novembre 1976) (p. 8361) : les centres de secours et de lutte contre l'incendie à la charge des communes ; la nationalisation de ces services ; les Canadair ; le rapport Guichard.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 1950). **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9278) : **son rappel au règlement** : le droit de M. Franceschi de demander une suspension de séance.

1977

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4075) : le maintien de l'autonomie de l'administration ; l'évaluation de la fraude fiscale ; la faiblesse du taux de fréquence des vérifications ; l'inégalité de traitement entre les contribuables ; les remous provoqués par les contrôles fiscaux auprès des commerçants ; l'insuffisance de l'effectif des contrôleurs fiscaux ; la chasse aux petits fraudeurs ; les transactions ; la procédure de transaction.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — III. **Tourisme**, rapporteur spécial pour le tourisme [21 octo-

bre 1977] (p. 6484) : le chiffre d'affaires évalué du tourisme ; l'apport en devises ; les emplois touristiques ; le niveau du budget ; le contenu du budget ; sa progression ; l'augmentation des autorisations de programme ; l'effort consenti en faveur des terrains de camping et des villages de vacances ; la priorité reconnue aux équipements du tourisme ; l'intervention des autres ministères ; la nécessité d'un effort de présentation budgétaire ; l'insuffisance des autres interventions ; les crédits de promotion ; les concours aux organismes locaux de tourisme ; l'intérêt pour ces organismes de la franchise postale ou de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour leurs impressions touristiques ; les recommandations de la loi de finances ; la diminution imposée aux dotations des missions interministérielles d'aménagement régional ; l'assujettissement de l'hôtellerie dite « de préfecture » au taux normal de la TVA ; (p. 6485) : la politique sociale des loisirs et l'aide à la personne ; le vote favorable de la commission des finances.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6674) : un budget fait d'illusions ; la non-prise en considération des zones défavorisées comme celle de la Dordogne ; les revendications légitimes du monde paysan ; l'institution de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; exclusion du champ d'application de la taxe la totalité des zones défavorisées ; le problème de l'élargissement de la CEE ; l'encadrement du crédit agricole ; la baisse inquiétante des autorisations de programme relatives aux investissements en milieu rural.

Education [27 octobre 1977] (p. 6743) : le projet de budget de 1978 ; le caractère non prioritaire de l'éducation nationale ; les dépenses de personnel ; les constructions scolaires ; la diminution des crédits affectés aux classes maternelles ; la programmation de constructions scolaires dans l'Aquitaine ; la construction d'un collège à Brantôme ; la dégradation du patrimoine immobilier scolaire ; (p. 6744) : la misère des crédits de fonctionnement ; l'enseignement privé.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 27 octobre 1977 [J.O. Débats du 2 novembre 1977] (p. 6852) : les réactions au rapport Guichard ; le questionnaire envoyé à l'ensemble des maires de France ; le problème de la lutte contre les incendies ; l'invitation des parlementaires lors des visites des ministres ou des préfets ; l'état des finances locales.

— **Rappel au règlement** [28 octobre 1977] (p. 6790) : date d'examen du budget des anciens combattants.

BONNET (Christian)

Député du Morbihan
(2^e circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, chargé du logement du 1^{er} mars 1974 au 27 mai 1974.

Ministre de l'agriculture du 28 mai 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Ministre de l'intérieur du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (Gouvernement de M. Messmer). Décret du 12 avril 1973 [J.O. du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1276).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [J.O. du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, chargé du logement (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1^{er} mars 1974 [J.O. du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, chargé du logement. Décret du 27 mai 1974 [J.O. du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé ministre de l'agriculture (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [J.O. du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'agriculture (Gouvernement Chirac). Dé-

cret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre de l'agriculture (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'agriculture (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre de l'intérieur (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'intérieur (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

— **Projet de loi** portant modification du statut du fermage (n° 1171) [2 octobre 1974].

— **Déclaration sur la politique agricole** de la France (n° 2223) [27 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif aux bois et forêts du département de la Réunion (n° 2260) [30 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux (n° 2513) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** modifiant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 2722) [8 avril 1977].

— **Projet de loi** relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas (n° 2909) [18 mai 1977].

— **Projet de loi** relatif à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes (n° 2921) [25 mai 1977].

— **Projet de loi** modifiant l'article L 167-1 du code électoral (n° 3115) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi organique** modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer) (n° 3118) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi** modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer (n° 3119) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi** portant ratification des ordonnances portant extension et adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives, prises en application de la loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte (n° 3172) [26 octobre 1977].

— **Projet de loi** portant ratification des ordonnances du 9 décembre 1976 et du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions législatives, prises en application de la loi n° 76-664 du 19 juillet 1976 relative à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 3173) [26 octobre 1977].

— **Projet de loi** portant intégration des fonctionnaires du cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie dans la police nationale (n° 3218) [16 novembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Ligot** : Maisons familiales rurales : relèvement des taux de subventions journalières [30 mai 1973] (p. 1682, 1683).

— **M. de la Verpillière** : Installation d'une raffinerie à Reyrieux [30 mai 1973] (p. 1683).

— **M. Mexandeau** : Sécurité des chantiers de travaux publics [8 juin 1973] (p. 1993, 1994) : accident du viaduc d'Hérouville ; réforme du régime instauré par le décret de 1947.

— **M. Claudius-Petit** : Budget des organismes d'HLM [7 décembre 1973] (p. 6792) : blocage des loyers jusqu'au 30 juin 1974 ; nécessité pour les offices HLM de pratiquer une gestion plus rigoureuse.

— **M. Claudius-Petit** : Desserte de l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle [7 décembre 1973] (p. 6793, 6794) : mise en service d'une liaison ferroviaire en 1976.

Réponses en qualité de ministre de l'agriculture :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. de Poulpiquet** : Revenu des éleveurs [12 juin 1974] (p. 2614).

• *aux questions orales avec débat :*

— de MM. Charles Bignon (n° 11204), Josselin (n° 11311), Rigout (n° 11324), d'Harcourt (n° 11329), Bertrand Denis (n° 11466), Daillet (n° 11509) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2795, 2796) : sa préoccupation la plus immédiate : le marché de la viande bovine ; importation de viande bovine et prolongation malheureuse de la clause de pénurie ; mesures prises au niveau communautaire ; relèvement des prix d'orientation et d'intervention, amélioration du système de protection aux frontières, aides à l'exportation ; résolution des difficultés avec l'Italie ; décision de la communauté de prendre en charge les frais de transport de viandes, d'aider leur transformation en conserves ; étude d'une mesure communautaire de vente de viande bovine à prix réduit aux économiquement faibles ; (p. 2797) : nécessité de trouver des possibilités de déstockage ; situation préoccupante des jeunes exploitants ; marché de la viande porcine ; difficultés nées de l'épizootie de fièvre aphteuse en Bretagne ; situation du marché du lait ; hausse des prix du marché du beurre, de la poudre de lait et des fromages ; versement de la prime de trois centimes par litre de lait ; discussion prochaine du projet de loi relatif à la création d'une interprofessionnelle laitière ; (p. 2798) : décisions prises en ce qui concerne le vin ; marché des scories Thomas ; mise en œuvre d'une politique tendant à réduire les disparités de revenus entre agriculteurs ; rattrapage des retraites des exploitants agricoles et mise à parité avec les autres catégories professionnelles dès 1975 ; (p. 2805) : ses réponses à M. Le Pensec sur les difficultés des producteurs de volailles et notamment de dindes ; à M. Cornette sur les montants compensatoires ; à M. Brochard sur la création d'une caisse de garantie mutuelle des négociants ; (p. 2806) : à M. Méhaignerie sur la lourdeur des mécanismes communautaires ; à M. Ligot sur la situation des petits exploitants ; à M. Simon à qui il propose l'instauration éventuelle d'un label pour le veau ; à M. Porelli concernant les pommes de terre, les artichauts, les pommes de table et les pêches ; à MM. Balmigère et Bayou sur les difficultés de la viticulture ; à MM. Guerneur et Hamel sur l'attitude de la Grande-Bretagne ; (p. 2806) : à M. Le Pensec concernant l'aide au Sahel (p. 2806, 2807).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— M. Massot : **Révision du prix de la viande ovine** [26 juin 1974] (p. 2968).
 — M. Boudet : **Carte des abattoirs** [26 juin 1974] (p. 2972).
 — M. Bertrand Denis : **Importations de viande porcine** [26 juin 1974] (p. 2973).

— M. d'Aillières : **Conséquences du règlement sucrier de la CEE** [23 octobre 1974] (p. 5350).

— M. Bizet : **Commercialisation de la production cidricole** [30 octobre 1974] (p. 5620).

— M. Maujoüan du Gasset : **Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation** [30 octobre 1974] (p. 5621).

— M. Briane : **Aide spéciale à l'élevage** [30 octobre 1974] (p. 5623).

— M. Laborde : **Indemnisation des victimes des calamités agricoles** [30 octobre 1974] (p. 5625, 5626) : distillation préventive des vins fragiles.

— M. Lagorce : **« Prêts de récolte » aux agriculteurs** [20 novembre 1974] (p. 6789).

— M. Claude Michel : **Dépenses supplémentaires consécutives à la récolte de maïs-fourrage** [20 novembre 1974] (p. 6789).

— M. Bisson : **Conséquences des récentes intempéries pour les éleveurs du Calvados** [20 novembre 1974] (p. 6793).

— M. Durieux : **Permissions exceptionnelles aux fils d'agriculteurs des départements sinistrés** [27 novembre 1974] (p. 7098).

— M. Grussenmeyer : **Corps technique forestier alsacien** [27 novembre 1974] (p. 7098, 7099).

— M. Méhaignerie : **Fixation des prix agricoles** [4 décembre 1974] (p. 7378).

— M. Maurice Cornette : **Mesures en faveur de la viticulture** [16 avril 1975] (p. 1734) : décisions arrêtées par le conseil des ministres des Neuf réunis le 15 avril à Luxembourg.

— M. Sénès : **Distillation et règlements viti-vinicoles** [16 avril 1975] (p. 1738) : les importations de vins italiens ; l'harmonisation nécessaire des législations et des contrôles.

— M. Lavielle : **Représentativité du MODEF (syndicat agricole)** [16 avril 1975] (p. 1738).

— M. Ribadeau Dumas : **Situation de l'arboriculture** [23 avril 1975] (p. 1998) : arrêté préfectoral ouvrant la possibilité de prêts bonifiés aux arboriculteurs sinistrés.

• *aux questions orales avec débat de :*

— MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Antouné (n° 19001), Cornette (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2007) : la campagne 1973-1974 (baisse conjoncturelle des cours, conditions climatiques défavorables) ; (p. 2008) : mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la baisse des revenus agricoles ; perspectives de la campagne 1975 (prime à la vache, prime spéciale à l'agri-

culture, règlement viti-vinicole) ; création de nouveaux marchés ; modernisation des moyens de production ; importance de l'enseignement agricole ; demande de la France de faire adopter par la Communauté un prix d'intervention différent pour les blés de haute valeur boulangère ; la viande ovine ; indemnisation des victimes des calamités agricoles ; (p. 2009) : situation des arboriculteurs sinistrés ; memorandum français sur les fruits et légumes ; crise rizicole ; résorption de la crise du porc ; aviculture ; rôle du centre national interprofessionnel de l'économie laitière ; les deux secteurs particulièrement sensibles de l'agriculture (viande bovine et vin) ; (p. 2010) : la politique viti-vinicole future ; les résultats obtenus par la France à Luxembourg ; ouverture d'une nouvelle opération de distillation de vin ; (p. 2011) : mise en place le 1^{er} août prochain du nouveau règlement viti-vinicole ; priorité à donner à la qualité ; dépôt prochain d'un projet de loi-cadre relatif à l'organisation interprofessionnelle ; (p. 2012) : développement de notre politique agricole dans le cadre économique de l'Europe ; les grandes orientations de la politique agricole à moyen terme fixées par le conseil de planification ; la valorisation des produits agro-alimentaires ; (p. 2013) : l'exploitation familiale insérée dans une organisation interprofessionnelle, fondement de notre agriculture ; (p. 2031) : problème d'aménagement du territoire posé par le Languedoc ; (p. 2032) : la modification des habitudes relatives à la consommation du vin ; harmonisation des règlements ; réponses aux questions posées sur les AOC, la distillation, le cognac, les calamités agricoles, les zones de montagne, la viande ; (p. 2033) : le rôle de l'ONIBEV ; le calcul des coefficients de dérivation ; les problèmes de la noix, de la fraise et de la truffe ; le problème des délais pour le recouvrement des impôts ; l'aide de l'Etat ; les équipements téléphoniques en zone rurale ; l'aide aux investissements productifs agricoles ; (p. 2033, 2034) : ses craintes au sujet de la clause de sauvegarde ; importation de 50.000 tonnes de viande accordée par la commission de Bruxelles.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Jean-Claude Simon : Importations de viande bovine** [30 avril 1975] (p. 2271).

— **M. Rigout : Reprise des importations de viande bovine** [30 avril 1975] (p. 2274).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Fillioud (n° 19426) : Calamités agricoles** [7 mai 1975] (p. 2470) : difficultés des producteurs de fruits victimes de gels consécutifs ; les conditions d'assurance mises à l'octroi de l'indemnisation du Fonds national

des calamités agricoles ; les mesures exceptionnelles envisagées.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Fouchier relative aux conséquences des excédents de produits laitiers** [21 mai 1975] (p. 2938) : soutien communautaire du marché (FEOGA) ; amélioration de sa gestion par le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Billoux (n° 1214) : Equipement rural** [20 juin 1975] (p. 4577, 4578) : les efforts du Gouvernement pour le développement de l'alimentation en eau potable et pour l'électrification rurale.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Denis : Stock de poudre de lait** [25 juin 1975] (p. 4714) : étude, par le conseil des ministres, des mesures tendant à résorber ce stock, les 21 et 22 juillet à Bruxelles.

— **M. de Poulpiquet : Activité des SAFER** [25 juin 1975] (p. 4716) : limitation, par des règles très strictes, des possibilités d'intervention des SAFER.

— **M. Rigout : Planification agricole** [25 juin 1975] (p. 4718) : le principe de la préférence communautaire.

— **M. Couderc : Construction du barrage de Naussac** [15 octobre 1975] (p. 6914) : mesures prévues pour que le barrage ne lèse pas les collectivités locales ; aménagement de la zone de Langogne.

— **Mme Constans : Situation du marché de la pomme** [15 octobre 1975] (p. 6916) : distribution gratuite aux économiquement faibles ; difficultés relatives à la limitation des importations ; développement des exportations.

— **M. Cermolacce : Conserverie de Casamozza en Corse** [22 octobre 1975] (p. 7216) : indemnisation et reconversion des arboriculteurs lésés par la fermeture de la conserverie.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Bayou (n° 18899) : Revendications des viticulteurs** [5 décembre 1975] (p. 9436, 9437) : révision du règlement 816 demandée par le Gouvernement ; versement correcteur d'une disparité monétaire à la frontière ; les importations de vins italiens ; la quantité de vin français distillée ; la création d'un organisme régulateur du marché du vin dans le cadre d'une politique communautaire.

— **M. de Poulpiquet (n° 24440) : Droit de préemption des SAFER** [5 décembre 1975] (p. 9438) : contrôle de ce droit par les commissaires du Gouvernement de l'agriculture et

des finances ; la possibilité d'un recours devant les tribunaux judiciaires ; préparation d'un projet de loi à ce sujet.

— **M. Mexandeau** (n° 24457) : **Revenu des producteurs de lait** [5 décembre 1975] (p. 4939, 4940, 4941) : situation difficile du marché laitier atteignant producteurs et transformateurs ; problème du lait en poudre ; son exportation ; exemple de Coca-Cola qui construit des usines d'embouteillage où il veut exporter sa poudre ; soutien de la Communauté à la poudre de lait ; rôle du CNIEL.

— **M. de Montesquiou** (n° 24295) : **Situation des producteurs de cognac et d'armagnac** [5 décembre 1975] (p. 9441) : avantages consentis par le Gouvernement aux producteurs de cognac ; examen du dossier de l'armagnac par le conseil de direction du FORMA.

— **M. Allainmat** (n° 24685) : **Ingénieurs du ministère de l'agriculture** [12 décembre 1975] (p. 9762) : arbitrage demandé pour le règlement des problèmes statutaires et judiciaires des trois corps d'ingénieurs du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, des travaux des eaux et forêts, des travaux ruraux).

• à la question au Gouvernement de :

— **M. Rigout** : **Fixation des prix agricoles** [17 décembre 1975] (p. 9909, 9910) : importance du maintien de la clause de sauvegarde et de l'aboutissement d'un règlement vitivinicole permettant de maîtriser les importations italiennes ; le problème du lait.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Pierre Joxe** (n° 24979) : **Garantie des prix agricoles** [19 décembre 1975] (p. 10072) : la diminution du revenu agricole ; l'importance du maintien en application de la clause de sauvegarde ; caractère théorique du prix d'orientation (p. 10073, 10074) : les propositions inacceptables de la commission de la CEE concernant le prix du lait ; le centre interprofessionnel de l'économie laitière ; la politique de contrats à long terme en matière de céréales ; la modification du règlement viti-vinicole.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Bastide** : **Garantie de ressources aux viticulteurs** [7 avril 1976] (p. 1447, 1448) : les mesures prises en faveur de la viticulture sur le plan européen (montants compensatoires, distillation des vins italiens) et sur le plan intérieur (contrats de qualité) ; création d'un office du vin dans la semaine.

— **M. Raynal** : **Exportations de bétail vers l'Italie** [12 mai 1976] (p. 2930) : les mesures prises par l'office national de la viande pour soutenir le marché des bovins.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Bayou** (n° 28911) : **Politique viticole** [21 mai 1976] (p. 3382, 3383, 3384) : les causes de la crise : excédent de vendanges et chute de la lire ; l'office du vin créé en avril 1976 mettra en œuvre une politique de la qualité au bénéfice des authentiques viticulteurs ; la reprise des importations ; la remontée des prix ; la nécessité d'une meilleure maîtrise de la production.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Brocard** : **Marché de l'emmental** [2 juin 1976] (p. 3630) : la baisse des exportations d'emmental vers l'Italie ; le redressement prévisible de la situation ; la concertation entreprise avec les producteurs.

— **M. Bégault** : **Calamités agricoles** [2 juin 1976] (p. 3631) : les mesures prises par un décret de mars pour accélérer le règlement des indemnités en cas de calamités agricoles ; la poursuite du financement des adductions d'eau.

— **M. Dousset** : **Protection des producteurs français de tomates** [2 juin 1976] (p. 3633) : sur le plan communautaire, l'augmentation des restitutions obtenue par le Gouvernement ; sur le plan national, la reconduction du contrat de cinq ans avec le FORMA.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Xavier Deniau** (n° 29283) : **Garantie contre les calamités agricoles** [4 juin 1976] (p. 3824, 3825) : la situation du Loiret ; les circonstances dans lesquelles le décret du 20 décembre 1975 a été pris ; la constitution d'un groupe de travail paritaire, administration-profession, pour améliorer la loi de 1964 relative au régime général de garantie contre les calamités agricoles ; la volonté du Gouvernement d'accélérer les procédures et d'assouplir les conditions d'indemnisation.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Gayraud** : **Réforme de l'ANDA** [9 juin 1976] (p. 3903) : le déficit du budget de l'Association nationale pour le développement agricole ; les mesures prises pour que l'ANDA puisse poursuivre son activité.

— **Mme Constans** : **Conséquences de la sécheresse** [9 juin 1976] (p. 3904) : les mesures de protection contre les calamités ; l'étude du problème du revenu des exploitants agricoles par le conseil des ministres du 29 septembre.

— **M. Boudet** : **Conséquences de la sécheresse sur l'alimentation du bétail** [16 juin 1976] (p. 4182) : étude des problèmes posés par la sécheresse par un groupe de travail en liaison avec les organisations professionnelles.

— **M. Kalinsky** : **Incendies de forêts** [16 juin 1976] (p. 4184) : l'acquisition par

l'Etat du bois Notre-Dame déclaré d'utilité publique par l'arrêté du 22 janvier 1975 est en cours ; les problèmes posés par la protection de ce massif.

— **M. Naveau : Sécheresse** [16 juin 1976] (p. 4185) : les mesures globales d'aide aux revenus seront présentées le 29 septembre prochain.

— **M. Ruffe : Financement des prestations sociales agricoles** [23 juin 1976] (p. 4547) : rôle de la mutualité sociale agricole, aide des caisses centrales aux caisses départementales en difficulté.

— **M. Delong : Conséquences de la sécheresse sur l'agriculture** [23 juin 1976] (p. 4547) : les dispositions prises sur le plan national et sur le plan communautaire ; situation des éleveurs.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Pierre Joxe (n° 30134) : Conséquences de la sécheresse** [25 juin 1976] (p. 4729, 4730) : difficulté de planifier l'agriculture (échec de l'URSS) ; les inconvénients du blocage des prix des produits nécessaires à l'agriculture ; le stockage ; l'hostilité des organisations professionnelles aux reports généralisés d'échéance ; la garantie du pouvoir d'achat des agriculteurs.

— **M. Corrèze (n° 30220) : Gravité de la sécheresse persistante** [25 juin 1976] (p. 4731, 4732) : les mesures déjà prises ; l'aide aux éleveurs ; le dégagement d'un crédit relais de 1 milliard de francs pour le Crédit agricole ; augmentation de l'indemnité d'abattage des bêtes des élevages brucelliques.

— **M. Hamel (n° 30227) : Effets de la sécheresse** [25 juin 1976] (p. 4733) : le problème des éleveurs ; l'intervention possible de l'armée pour l'approvisionnement en eau ; la solidarité nationale jouera en faveur des agriculteurs.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Hardy : Indemnisation des éleveurs de la Charente** [6 octobre 1976] (p. 6385, 6386) : la Charente a été avantagée par la décision du 25 août ; le problème du cognac ; la possibilité d'une distillation préventive.

— **M. Charles Bignon : Montants compensatoires agricoles dans le Marché commun** [13 octobre 1976] (p. 6546) : le dérèglement du mécanisme des montants compensatoires monétaires ; l'existence du Marché commun agricole menacée par le désordre des monnaies ; nécessité d'approuver le plan de lutte contre l'inflation.

— **M. Pierre Joxe : Répartition de l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse**

[13 octobre 1976] (p. 6549) : le souci de justice du Gouvernement ; les deux indicateurs principaux retenus : intensité de la sécheresse, montant des revenus par département ; 90 % aux productions animales, 10 % aux productions végétales.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Gantier (n° 32405) : Niveau de vie des familles ayant des enfants** [15 octobre 1976] (p. 6705, 6706) : l'action de revalorisation des prestations familiales poursuivie par le Gouvernement ; la politique en faveur des familles définie par le Président de la République ; les interventions de l'Etat en faveur des familles représentent plus de 76 milliards de francs pour 1976.

— **M. Carpentier (n° 32299) : Chômage des jeunes** [15 octobre 1976] (p. 6706, 6707) : situation générale des jeunes quant à l'emploi ; les mesures prises par le Gouvernement : incitations financières (primes de mobilité, d'incitation à l'embauche, sécurité sociale), aides à la formation professionnelle.

— **M. Bayou (n° 32313) : Importations de vin** [15 octobre 1976] (p. 6708, 6709) : l'institution de forts montants compensatoires entre la France et l'Italie ; la mise en place d'un contrôle de la qualité des vins importés ; la conclusion d'un accord interprofessionnel protégeant le marché contre les achats spéculatifs et favorisant la promotion des vins de table de qualité.

— **M. Briane (n° 32408) : Crédits destinés aux adductions d'eau** [15 octobre 1976] (p. 6709, 6710) : les autorisations de programme pour l'eau et l'assainissement ont été entièrement déléguées en juillet ; maintien à leur niveau de 1976 des crédits destinés à l'eau.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Besson : Indemnités spéciales de montagne** [3 novembre 1976] (p. 7416) : situation des zones défavorisées hors montagne ; définition d'une zone dite de piémont.

— **M. Lazzarino : Menace de fermeture de l'entreprise Gervais-Danone de Marseille** [3 novembre 1976] (p. 7418) : difficulté d'accès des produits de cet établissement sur le marché italien ; le groupe reprendra la totalité du personnel dans ses autres établissements.

— **M. Briane : Classement de l'Aveyron en zone de montagne** [17 novembre 1976] (p. 8162) : classement de 78 % de la surface agricole utile ; application de la notion de zone défavorisée aux soixante-dix-huit communes non classées en zone de montagne.

— **M. Tissandier : Lutte contre la brucellose** [24 novembre 1976] (p. 8634) : utili-

sation intégrale des sommes affectées à la lutte contre la brucellose.

— **M. Bizet : Prêts du Crédit agricole** [24 novembre 1976] (p. 8635) : dégagements de crédits de transition hors encadrement en attendant la mise en place des prêts spéciaux « sécheresse ».

— **M. Rigout : Retards dans l'attribution des aides à l'agriculture** [24 novembre 1976] (p. 8637) : l'aide accordée aux éleveurs ; le caractère social de l'aide contre la sécheresse.

Réponses en qualité de ministre de l'intérieur :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. André Labarrère : Rôle des préfets** [6 avril 1977] (p. 1579) : assurer la continuité de l'Etat conformément à l'article 72 de la Constitution.

— **M. Gilbert Schwartz : Commémoration du 8 mai 1945** [13 avril 1977] (p. 1756) : la journée du souvenir est fixée au 11 novembre ; l'organisation des cérémonies du 8 mai appartient aux associations et aux collectivités locales.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Defferre (n° 37299) : Cumul des mandats de président de conseil général et de président du conseil de Paris** [22 avril 1977] (p. 2094, 2095) : l'article L 208 du code électoral ne paraît pas applicable au conseil de Paris ; le régime électoral du conseil de Paris est calqué sur celui des assemblées municipales ; la distinction entre le conseil de Paris et les conseils généraux établie lors du vote de la loi modifiant la loi relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Dubedout : Attentats commis à la Bourse du travail de Grenoble** [27 avril 1977] (p. 2212) : condamnation de ces violences criminelles ; l'enquête judiciaire en cours.

— **M. Maisonnat : Attentats de Grenoble** [27 avril 1977] (p. 2213).

— **M. Dalbera : Grève des éboueurs parisiens** [27 avril 1977] (p. 2215) : le parti communiste qui encourage les grèves voudrait en même temps se concilier les usagers ; le conflit ne concerne que la ville de Paris.

— **M. Chaban-Delmas : Communauté urbaine de Bordeaux** [27 avril 1977] (p. 2216) : faute d'accord entre les conseils municipaux, la répartition des sièges au conseil de la Communauté se fait à la proportionnelle.

— **M. Darinot : Voyage en France d'anciens Waffen SS** [18 mai 1977] (p. 2869) :

dément cette information ; interdiction de manifestations revêtant un caractère provocateur.

— **M. Defferre : Respect de la volonté des électeurs** [25 mai 1977] (p. 2998) : situation inquiétante de la communauté urbaine de Bordeaux ; inscription régulière à l'ordre du jour de la proposition de M. Foyer relative à la coopération intercommunale.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Gabriel (n° 38965) : Honorariat des fonctionnaires** [17 juin 1977] (p. 3964, le texte prévoyant l'honorariat n'institue pas un droit, il touche l'ensemble des fonctionnaires nommés par décret, aucune discrimination ne vise le corps préfectoral.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Max Lejeune : Moyens de défense contre les agressions** [29 juin 1977] (p. 4417, 4418) : instructions données pour préserver la sécurité des personnes âgées.

— **M. Xavier Deniau : Prêts complémentaires aux départements et aux communes** [29 juin 1977] (p. 4419) : les mesures prises ; les expériences de globalisation des prêts aux collectivités locales.

— **M. Bonhomme : Paiement de l'indemnité d'expatriation aux militaires stationnés en Allemagne** [11 octobre 1977] (p. 6041) : l'étude par le Gouvernement des cas posés par les personnels militaires n'ayant pas fait à temps de demande de rappel pour la période 1956-1963 en tenant compte de la règle de la déchéance quadriennale et des propositions de la commission de la défense nationale.

— **M. Mermaz : Utilisation de certains matériels dans les opérations de maintien de l'ordre** [19 octobre 1977] (p. 6338) : opération de police de Creys-Malville ; les matériels dangereux détenus par les manifestants ; usage des grenades offensives en 1948 dans le Nord.

— **M. Rohel : Attentat contre un relais de télévision** [26 octobre 1977] (p. 6639) : la fermeté du Gouvernement ; difficultés d'une protection généralisée du patrimoine national ; nécessité de recourir à l'avenir à des techniques assurant une autoprotection.

— **M. Lagorce : Mode de scrutin des prochaines élections législatives** [26 octobre 1977] (p. 6643) : cette question ne s'inscrit pas dans le cadre des questions d'actualité.

— **M. Alain Bonnet : Réponses des maires au questionnaire du Premier ministre** [2 novembre 1977] (p. 6836) : organisation d'une consultation à trois étapes au sujet de la réforme des collectivités locales (maires de base ; association des maires de France ; Parlement).

— **M. Roger Duroure : Utilisation des moyens de transport officiels** [16 novembre

1977] (p. 7496) : utilisation par M. Rufenacht d'un avion d'une ligne intérieure.

— **M. Philippe Madrelle** : Attribution du fonds d'équipement des collectivités locales [16 novembre 1977] (p. 7496, 7497) : la nécessité d'attendre le vote définitif du budget.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Debré** (n° 40487) : Suppression du prélèvement communautaire sur le riz importé à la Réunion [16 décembre 1977] (p. 8878) : les efforts faits par la France auprès des autorités communautaires pour mettre fin à un règlement abusif.

INTERVENTIONS :

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1425) : sa réponse à MM. Frédéric-Dupont, Tiberi, Franceschi, Ginoux et Dubedout sur l'aménagement des villes ; mise en place d'une commission au mois de février 1973 ; sa réponse à M. Frédéric-Dupont sur la reconquête de l'habitat ancien et la protection des hommes ; (p. 1426) : sa réponse à MM. Mermaz et Dubedout sur la politique à l'égard de l'habitat insalubre ; rend hommage à son prédécesseur, M. R.-A. Vivien ; sa réponse à M. Tiberi sur l'amélioration de l'habitat ancien, sa réponse à MM. de Poulpique, Cornette, Ligot, Bouvard et Boudon sur les constructions en milieu rural ; sa réponse à M. de Poulpique sur la circulaire du 24 janvier 1972 ; à M. Coulais sur la qualité de la construction ; à MM. Mermaz et Denvers sur la coopération nécessaire entre ceux qui construisent et ceux qui habitent ; sa réponse à M. Maurice Andrieux sur l'habitation dans le bassin minier et la rénovation de la zone minière ; sa réponse à M. Franceschi sur les prêts du Crédit foncier ; à Mme Thome-Patenôtre et à MM. Franceschi et Martin sur les prêts HLM ; sa réponse à M. d'Harcourt sur le taux des prêts aux Etats-Unis et sur le taux de la TVA frappant le secteur du bâtiment ; sa réponse à M. Claudius-Petit : suppression du seuil minimal de 200 logements pour le lancement des marchés ; (p. 1427) : sa réponse à MM. Laurent et Ginoux sur le montant des loyers HLM ; sa réponse à M. Canacos sur la hausse des loyers ; réfute ses arguments concernant les charges d'un ouvrier de Gaz de France ; ses indications relatives à l'allocation-logement ; ses observations sur les charges,

les plafonds de ressources ; (p. 1428) : arbitrage entre la non-ségrégation et le caractère social des HLM ; ses observations sur les propos de M. Mermaz et de M. Montagne.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement : expulsions et réquisitions** (n° 502). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2610) : conclusions du rapporteur tendant à fixer une condition d'âge pour l'application des mesures de réquisition ; préférence du Gouvernement pour cette solution ; laisse l'Assemblée juge ; (p. 2612) : sa réponse à M. Jans sur la situation des foyers de travailleurs de Clichy ; compétence du juge des référés ; inscription sur les listes d'attente des organismes d'HLM ; nouveaux textes étudiés par le Gouvernement ; protection des occupants ; sa réponse à M. Odru sur la situation du foyer des jeunes travailleurs de Gagny ; pouvoir d'appréciation des préfets ; compétence du juge des référés ; **Article 2** (p. 2612) : son amendement tendant à fixer une condition d'âge en matière de réquisition ; (p. 2613) : ses observations.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée** (n° 448). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2618, 2619) : espaces boisés publics ; schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; plans d'occupation des sols ; classement des espaces boisés ; caractère législatif de certaines dispositions prises par décret ; protection des espaces boisés ; facilités d'acquisition de ces espaces par les collectivités publiques ; effets du classement ; soule en espèces à percevoir ou à verser par les collectivités, application de l'article 19 du code de l'urbanisme ; service des domaines ; caractère exceptionnel de cette disposition ; nécessité d'une autorisation sous forme de décret ; indemnité à la charge du propriétaire ; documents d'urbanisme antérieurs à la loi d'orientation foncière ; charte des espaces boisés ; (p. 2620) : sa réponse à M. Claudius-Petit ; opportunité d'une discussion rapide du projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2622) : ses arguments en faveur du rejet de l'amendement de M. Fanton ; nécessité d'un décret autorisant le versement d'une indemnité ; son acceptation de l'amendement tendant à instaurer une période de neutralisation de dix ans pour les terrains acquis après le vote éventuel du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 no-

vembre 1973] (p. 5738) : sa réponse à Mme Thome-Patenôtre sur les conditions de financement des HLM, taux des révisions de marchés ; [15 novembre 1973] (p. 5779) : politique française de l'habitat et crise quantitative léguée par l'entre-deux-guerres et la guerre ; amélioration globale de la situation ; priorité à la résorption des poches d'inégalité et d'insatisfaction ; complexité d'une politique de l'habitat ; (p. 5780) : prévisions du VI^e Plan et construction de logements ; développement rapide du secteur non aidé ; décalage dans la réalisation de l'ensemble des logements économiques et sociaux ; délais excessifs entre le vote de la loi de finances et la mise en chantier effective ; HLM locatives ; construction de logements neufs et modernisation du patrimoine ancien ; aide aux PACT ; primes à l'amélioration de l'habitat rural ; maisons individuelles et conditions d'accès à la propriété ; augmentation du nombre des logements économiques et sociaux en accession ; amélioration des méthodes de gestion ; conditions d'utilisation des crédits par l'administration ; dispositif de préprogrammation ; (p. 5781) : doublement des crédits d'information ; gestion des organismes constructeurs et propriétaires ; décret relatif aux offices publics d'aménagement et de construction ; textes relatifs aux sociétés de crédit immobilier et aux coopérations HLM travailleurs immigrés et habitat insalubre ; loi Vivien ; qualité humaine de la gestion quotidienne des organismes, travaux de la commission des charges locatives ; apports du secteur productif ; ses assurances à M. Coulais sur la définition des nouveaux prix plafonds de campagne pour 1974 ; renforcement des contrôles sur l'application du règlement de construction ; projets de construction et bilans prévisionnels d'exploitation ; politique de recherches et d'innovations ; « plan construction » ; finalités et moyens de la politique de l'habitat ; (p. 5782) : ses observations sur le financement public du logement ; budget du logement et part du logement dans les charges communes ; allocation de logement et contribution patronale ; exonérations fiscales ; épargne-logement ; politique du Gouvernement en faveur du logement social ; ses références à la Finlande ; ses observations sur la politique de construction de logements menée au cours des vingt-cinq dernières années ; (p. 5783) : définition des grands axes d'une politique nouvelle de l'habitat ; réinsertion sociale des mal-aimés du progrès ; conditions de logement des jeunes ménages ; mesures en leur faveur ; politique de construction sociale dans les centres des villes ; logement des personnes âgées ; projet de loi sur la protection des occupants ; mesures en faveur du logement des handicapés ; logement des catégories les plus défavorisées ;

problème de l'orientation vers un nouveau transfert de nature à accentuer la finalité sociale de notre politique du logement ; rôle de l'Etat et des collectivités locales ; décentralisation de la politique de l'habitat ; (p. 5784) : politique plus sociale, plus diversifiée et plus décentralisée ; (p. 5786) : ses précisions à M. Mesmin sur la taxe locale d'urbanisation ; (p. 5788) : sa réponse à M. Tiberi sur la mise à la disposition de la collectivité publique de terrains appartenant à l'Etat ou à des entreprises publiques, à M. Martin sur les plafonds de ressources et la charge des prêts complémentaires et les prix-plafonds, à M. André-Georges Voisin sur les délais d'octroi des primes et le volume des prêts bonifiés consentis par les caisses d'épargne, à M. Sainte-Marie sur les sociétés coopératives d'HLM ; ses observations sur le blocage des loyers ; situation de certains organismes n'ayant procédé à aucune augmentation des loyers ; cas d'un office d'HLM dans le Val-de-Marne ; charges locatives et problème de la charge nouvelle que va entraîner l'augmentation des produits pétroliers ; commission des charges locatives ; (p. 5799) : groupe de travail présidé par le préfet Paira ; sa réponse à MM. Ligot, Bécarn, Barberot, Maurice Legendre et Voisin sur la répartition des dotations ; sa réponse à MM. Gagnaire et Andrieu sur l'habitat insalubre ; sa référence à MM. Ligot, Andrieu, Tiberi, Fajon, Le Foll et Voisin sur l'allocation de logement ; ses réponses à M. Bertrand Denis sur les PACT à MM. Tiberi, Boyer et Carlier sur le problème de l'ANAH, à M. de Poulpiquet sur l'habitat ancien en zone rurale, à M. Ligot sur l'extension de l'assiette de perception de la redevance de financement de l'ANAH, sa réponse à MM. Ligot, Bécarn, Briane, Grusenmeyer et de Poulpiquet sur la suppression des primes sans prêt ; (p. 5800) : et les prêts bonifiés du Crédit agricole ; sa réponse à M. Andrieu sur les offices publics d'aménagement et de construction et sur les problèmes de leur personnel ; (p. 5801) : problème des HLM ; sa réponse à M. Julia sur sa définition du logement social et sur les logements en accession à la propriété ; ses réponses à M. Maurice Legendre sur les difficultés de trésorerie de certains offices HLM, à M. Carlier sur le problème du logement des mineurs du Nord et sur le maintien de leurs avantages acquis ; sa réponse sur l'insuffisance du nombre des HLM ; sa réponse à MM. Briane, Boyer, de Poulpiquet et Mesmin sur la situation du bâtiment et l'avenir du secteur de la construction en 1974 ; (p. 5802) : situation de la construction dans les pays étrangers ; sa réponse à MM. Tiberi, Massot et Maurice Andrieu sur l'animation et l'accompagnement social. **Article 37** (p. 5802) : ses

observations sur les amendements de MM. Ligot et Andrieu : redistribution des crédits HLM, logements PLR, qualité des logements ; irrecevabilité de l'amendement de M. Andrieu ; (p. 5804) : demande le retrait des amendements de M. Ligot.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973]. **Après l'Article 42** (p. 6162) : son amendement tendant à permettre la modification de l'assiette du droit de port sur les navires.

En qualité de ministre de l'agriculture :

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 809). Discussion générale** [11 juin 1974] (p. 2585) : projet attendu par les organisations agricoles ; dispositif d'intervention raisonnable des SAFER dans les GFA ; maîtriser l'affectation des terres en restant dans le cadre du droit civil ; alléger la charge foncière des exploitants et accroître les superficies disponibles ; crainte de l'épargne investie dans le patrimoine foncier agricole d'être « piégée » ; activité de relais des SAFER conforme à leur vocation initiale. Répond aux orateurs (p. 2590) : impossibilité pour le Crédit agricole de consentir des prêts aux non-exploitants ; attirera l'attention du ministre des finances sur les risques de détournement qui pourront naître du texte. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2592) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Cointat ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Dutard ; (p. 2593) : les SAFER ne doivent pas être détentrices de biens agricoles ; s'oppose aux amendements n° 4 du rapporteur et n° 6 de M. Kédinger. **Article 2** (p. 2593) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Cointat, les SAFER ne doivent pas avoir de responsabilité directe dans l'exploitation.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière (n° 952). Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3089) : les organisations professionnelles agricoles souhaitent assurer une garantie de revenus aux producteurs de lait ; l'accord entre les organisations professionnelles de la production et de la transformation du lait a été réalisé sous l'égide du ministère de l'agriculture ; l'Etat ne se désengage pas ; (p. 3090) : l'organisation du marché du thon a déjà pu être réalisée sans taxe parafiscale ; (p. 3092) : le Gouvernement n'a fait aucune suggestion touchant au « franc vert » ; (p. 3100) : répond aux orateurs.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles (n° 1172). Discussion générale** [3 octobre 1974]

(p. 4739) : répond aux orateurs ; informe l'Assemblée du dernier état des négociations communautaires ; l'augmentation de 5 % des prix est un rattrapage et non pas un acompte ; (p. 4740) : la France est favorable à l'établissement du bilan de la politique agricole commune.

— **Proposition de loi relative à la durée du travail en agriculture (n° 150). Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5266) : texte qui va dans le sens de la politique du Gouvernement ; (p. 5267) : accords de Varenne ; efface les disparités. **Discussion des articles. Article 2** (p. 5269) : **nouvel Article 992 du code rural** : amendements n°s 7, 8, 9 et 10 et sous-amendement n° 19 du Gouvernement fixant la durée hebdomadaire du travail à 40 heures et permettant l'adaptation de cette limite à chaque type d'activité dans le respect des conventions collectives existantes ; adoptés. **Nouveaux Articles 993, 994 et 995 du code rural** (p. 5270) : amendements n°s 11, 12 rectifié et 13 relatifs au régime et à la rémunération des heures supplémentaires et à l'autorité des conventions collectives en ce domaine ; adoptés. **Nouvel Article 996** (p. 5271) : amendement n° 14 rectifié du Gouvernement fixant les modalités du repos hebdomadaire ; préoccupations sociales du Gouvernement ; retiré. **Article 2** (p. 5272) : demande à M. Dousset de retirer son amendement n° 21 excluant du champ d'application du texte les exploitations ne comptant qu'un seul salarié.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Ihuel** [29 octobre 1974] (p. 5534).

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6010) : note que l'année 1974 aura été pour l'agriculture une des plus difficiles ; la baisse des cours ; la hausse des coûts de production ; la limitation de la consommation ; les circonstances atmosphériques détestables ont détérioré la situation des agriculteurs et accru leur endettement ; une crise conjoncturelle et non structurelle ; la révolution de l'agriculture depuis dix ans : dimension des exploitations, remembrement, action des SAFER ; indemnité viagère de départ, productivité ; évolution des prix à la production ; progression du revenu ; balance commerciale excédentaire ; l'accident de 1974 : chute des cours du bœuf, du vin, du porc ; déchaînement des éléments atmosphériques ; les décisions prises dès 1973 concernant les zones les plus défavorisées : l'indemnité spéciale de montagne et la prime de ramassage du lait ; (p. 6011) : le financement

de la récolte de céréales et de vin ; les mesures communautaires : prix hiérarchisés, clause de sauvegarde pour le bœuf, stockage puis distillation du vin, hausse de 5 % des prix ; les mesures nationales exceptionnelles : aide aux éleveurs, prêts spéciaux, modification de la règle du butoir TVA ; les perspectives favorables au développement de l'agriculture en Europe ; la situation par produit : céréales, sucre, protéines végétales, lait, beurre, viande ; encourager la production bovine par souci de sécurité ; les fruits et légumes, le vin ; aménager, mais non réorienter notre politique de développement ; rejeter le malthusianisme agricole ; une présentation plus fonctionnelle du budget : esquisse d'un futur budget de programmes ; (p. 6012) : mieux protéger les hommes et mieux les informer ; l'explosion des dépenses sociales : pensions de vieillesse, harmonisation du régime social agricole ; l'effort en faveur de l'enseignement technique public et privé ; mettre un terme aux disparités en matières de bourses ; création d'une école vétérinaire à Nantes ; mieux assurer le développement des productions et le soutien des marchés ; le rôle de l'Institut national de la recherche agronomique ; la sélection animale ; la lutte contre la maladie des végétaux ; l'extension des groupements de producteurs ; les plans de rationalisation de la production bovine et porcine ; la reconversion des troupeaux laitiers vers la production de la viande ; les contrats régionaux de restructuration de la production laitière et les contrats d'élevage ; la prophylaxie des maladies des animaux ; l'accent sur les équipements productifs, particulièrement en faveur des industries agricoles et alimentaires ; les prêts bonifiés du Crédit agricole ; (p. 6013) : la modernisation des exploitations ; le soutien des marchés ; améliorer le cadre de vie en milieu rural ; le contrôle sanitaire des denrées animales ; la répression des fraudes ; le contrôle de la qualité des produits ; la préservation de l'espace naturel dans les zones de montagne ; la rénovation rurale ; les adductions d'eau ; l'électrification rurale ; la protection du domaine forestier ; plus d'efficacité et de justice par une plus grande mobilité foncière et une meilleure organisation économique ; améliorer le fonctionnement du FORMA ; (p. 6014) : la nécessité d'interprofessionnels réunissant les agriculteurs et les professionnels situés en aval ; dépôt d'une loi-cadre fixant les modalités d'homologation des organismes professionnels ; poursuivre la hiérarchisation des prix ; asseoir les cotisations sociales sur des revenus réels mieux connus ; attribuer des aides plus sélectives ; la sélectivité des prêts du Crédit agricole ; le développement cohérent de la recherche, de l'enseignement et de la formation ; préparer une

forte expansion de l'INRA : ni privatisation, ni démantèlement, ni bureaucratisation ; permettre la mobilité des professeurs et des chercheurs ; le dossier de la carte scolaire ; (p. 6015) : la recherche pédagogique ; la formation dispensée à l'association nationale de développement agricole et dans les instituts techniques ; la formation à l'économie et à la gestion ; la politique agricole, thème de réflexions du conseil de planification en mai prochain ; un large débat sur l'enseignement agricole dans le courant de 1975 ; garantir la qualité des produits par le renforcement des services de contrôle et de lutte contre les fraudes par la consultation des organismes de producteurs et de consommateurs ; effort d'information sur les produits diététiques ; la conservation des forêts ; le rôle du Fonds forestier national ; trois objectifs de la politique forestière : production de bois, protection de l'environnement, accueil et détente ; risques de pénurie plus que de surproduction ; de la part des produits agricoles dans nos exportations ; il est faux que l'agriculture coûte cher au pays : elle possède une créance sur la nation en fournissant les jeunes des autres secteurs d'activité ; (p. 6016) : l'apport de l'agriculture à l'entretien du sol, à la conservation des eaux, à la sauvegarde et à l'embellissement de la nature ; [8 novembre 1974] (p. 6130) : le FORMA ; (p. 6131) : l'ONIBEV ; le prix de la viande bovine ; la politique agricole commune ; le développement de la production agricole ; la fixation des prix rémunérateurs ; les prix de la viande bovine, du porc et de la betterave ; la campagne 1975-1976 ; les revenus des agriculteurs ; l'aide aux éleveurs ; (p. 6132) : la cotation de la viande ; la production de la canne à sucre ; le marché et les cours du vin — les importations de vin du Maghreb ; distillation et chaptalisation ; les calamités agricoles ; le BAPSA ; les cotisations maladie des veuves d'exploitants ; la recherche, l'enseignement et la formation ; les écoles vétérinaires ; la carte scolaire ; (p. 6133) : les maisons familiales ; la progression des équipements ; l'exécution du VI^e Plan ; le remembrement et les bâtiments d'élevage ; le stockage ; les entrepôts frigorifiques ; les industries agricoles et alimentaires ; adductions d'eau et électrification rurale ; le Crédit agricole ; l'encadrement du crédit ; (p. 6134) : les propositions des groupes de l'opposition ; s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Xavier Deniau relatif à la modernisation des exploitations ; (p. 6138) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Roland Huguet relatif aux crédits du fonds d'action rurale ; (p. 6140) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Roger Duroure relatif aux eaux et forêts ; (p. 6141) : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. Gaudin relatif à l'INRA ;

(p. 6143) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Pranchère tendant à moduler le taux de la taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux ; (p. 6144) : défend l'amendement n° 129 rectifié du Gouvernement supprimant les exonérations des retraités continuant d'exploiter et exonérant les retraités inactifs ; l'amendement n° 129 est reporté aux articles non rattachés ; (p. 6145) : s'oppose à l'amendement n° 148 de M. Pierre Joxe relatif à l'annexe budgétaire concernant la rénovation et le fonds d'action rurale ; reporté aux articles non rattachés.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171). Première lecture** [8 avril 1975]. **Discussion générale** (p. 1388) : l'adaptation du statut du fermage, traduction de deux évolutions : consécration de la place faite au travail, valeur du matériel d'exploitation ; les structures foncières traditionnelles impropres à l'exploitation agricole moderne ; la déclaration du Premier ministre quant à l'extension des primes d'installation à l'ensemble du territoire ; (p. 1389) : le problème du financement du foncier agricole ; le fermage, solution avantageuse à condition d'attirer l'épargne vers le foncier agricole ; caractère global et équilibré du projet qui entend améliorer stabilité, sécurité et liberté d'agir du fermier et revaloriser le revenu du propriétaire ; le droit de préemption, mal nécessaire ; un droit de reprise plus sévèrement limité ; la grande liberté d'investissement reconnu au preneur ; (p. 1390) : la permanence du problème foncier ; la coopération dynamique entre capital et travail, question fondamentale de notre société ; (p. 1401) : l'intérêt du fermage ; l'œuvre de M. Tanguy Prigent sous l'autorité du général de Gaulle ; les améliorations apportées par la V^e République au statut du fermage ; la mise en place depuis 1958 des moyens propres à limiter l'abus en matière de foncier agricole ; (p. 1402) : caractère inadmissible de la sélection par l'argent ; l'attention du Gouvernement quant à l'installation des jeunes ; la faveur du Gouvernement pour les baux à long terme ; les difficultés que créeraient des délais de préavis trop longs ; les problèmes des cumuls, du changement d'utilisation culturelle, des ventes d'herbe ; le problème des groupements fonciers agricoles. **Discussion des articles** [8 avril 1975] : **Article premier** (p. 1403) : son amendement n° 132 : au deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 793 du code rural, substituer aux mots « en vue de » les mots « soit pour exploiter lui-même, soit pour... » ; adopté ; (p. 1404) : s'oppose aux amendements n°s 98 et 135 de

M. P. Joxe : droit des sociétés civiles basé sur *l'intuitu personae*. **Article 2** (p. 1405) : son intervention sur l'amendement n° 22 de M. E. Bizet : alourdissement de la procédure s'il y a obligation de recourir à un acte de vente sous condition suspensive. **Article 4** (p. 1408) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. P. Joxe ; (p. 1409) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Rigout ; une telle disposition contreviendrait au principe de la liberté des prix en cas d'adjudication ; (p. 1410) : ses observations sur l'amendement n° 35 de M. Bizet ; [10 avril 1975] : **Article 7** (p. 1498) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Rigout, caractère anachronique des dispositions en vigueur qui tendent à rendre inévitables les « dessous de table » ; exemple du logement où le refus d'une rémunération convenable de l'investissement a entraîné une dégradation du patrimoine immobilier ; le bas niveau de la rémunération actuelle du capital foncier ; l'article 7 proposé par le Gouvernement ne signifie nullement une libération du prix du fermage ; (p. 1500) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Villon et n° 139 de M. Darinot, dénaturer le texte par l'amendement n° 55 qui entraînerait des prix inférieurs au niveau moyen actuel ; blocage du système si l'amendement de M. Darinot était adopté ; (p. 1502) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. P. Joxe ; modération plus grande des bailleurs si les révisions sont rendues plus faciles ; (p. 1503) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. P. Joxe ; accepte l'amendement n° 30 de M. Bizet et n° 10 de M. Julia ; (p. 1504) : son intervention sur les observations de M. Rigout relatives à l'amendement n° 43 de M. Bizet ; s'étonne que le groupe communiste mette en cause les maires ; s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Rigout et à l'amendement n° 106 de M. Joxe ; rappel de la décision du Conseil constitutionnel relative aux prix des baux ruraux ; étude très attentive précédant la fixation des prix des produits agricoles. **Article 8** (p. 1507) : sur l'amendement n° 86 de M. Gerbet et n° 127 de M. Bizet : ses observations ; la résiliation des baux ne peut concerner que les zones d'urbanisation dont l'équipement est prévu à court terme. **Article 9** (p. 1510) : s'oppose aux amendements n° 87 de M. Gerbet et n° 11 de M. Julia, n° 47 de M. Lauriol, n° 109 de M. Joxe ; caractère limitatif des amendements proposés ; différence existant entre l'indemnité en cas d'éviction du fermier et le cas d'expropriation. **Article 13** (p. 1516) : son amendement n° 133 ; clarifier l'article 13 ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 1518) : s'oppose aux amendements n° 35 de M. Bizet et n° 89 de M. Gerbet ; ne pas faire échec au dispositif touchant le contrôle total des cumuls ; (p. 1519) : s'oppose aux amendements n° 64

de M. Rigout et n° 111 de M. P. Joxe ; maintenir l'équilibre entre le bailleur et le preneur. **Après l'Article 14** : son amendement n° 134 ; nouvelle rédaction de l'alinéa 5 de l'article 845 du code rural ; impossibilité pour toute personne morale d'exercer le droit de reprise neuf ans au moins avant la date de congé ; (p. 1520) : couvrir le cas des cessions de parts pouvant ne pas respecter le droit de préemption du preneur ; adopté ; (p. 1521) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Lavielle ; situer la « notion d'agriculteur à titre principal » ; difficulté de discerner les revenus extérieurs à l'agriculture. **Article 17** (p. 1529) : s'oppose aux amendements n° 115 de M. Antagnac, n° 75 de M. Deniau, au sous-amendement n° 152 de M. Darnis ; accepte l'amendement n° 92 de M. Gerbet ; donne assurance à M. Méhaignerie que le problème de l'indemnité de sortie sera mis à l'étude. **Article 18** (p. 1530) : s'oppose aux amendements n° 66 de M. Dutard et n° 116 de M. Allainmat ; possibilité pour le preneur de recourir au Crédit agricole ; (p. 1531) : accession du preneur entrant à la propriété des investissements réalisés par le preneur sortant ; répond à M. P. Joxe ; le droit de propriété du preneur sur le matériel d'exploitation jusqu'à la fin de l'amortissement ; apporte son soutien à l'amendement n° 93 de M. Gerbet. **Article 19** (p. 1532) : s'oppose aux amendements n° 67 de M. Dutard et n° 40 de M. Bizet ; en rester à la notion du cinquième ; ne pas abandonner la souplesse de l'accord amiable. **Après l'Article 19** : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Corrèze ; graves abus que pourraient recouvrir les codes de fermage départementaux ; (p. 1533) : s'engage à faire étudier le problème de l'adaptation du statut du fermage soulevé par M. Corrèze. **Article 20** (p. 1534) : répond à M. Courmenay ; intervient sur l'amendement n° 94 de M. Gerbet. **Après l'Article 20** (p. 1535) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Corrèze ; ne concerne pas le statut du fermage. **Article 21** : s'oppose au sous-amendement n° 121 de M. P. Joxe. **Article 22** (p. 1537) : se rallie à l'amendement n° 69 de M. Gerbet ; préparation des décrets en Conseil d'Etat pratiquement achevée. **Avant l'Article 2 (suite)** (p. 1538) : son amendement n° 149 ; nouvelle rédaction de l'article 149 du code rural ; possibilité donnée au titulaire de droit de préemption de saisir le tribunal paritaire s'il estime que les conditions et le prix contenus dans le contrat de vente sont exagérés ; (p. 1539) : ralliement du Gouvernement à la notion de vente sous condition suspensive, manifeste son désaccord avec l'interprétation de M. Foyer ; adopté ; (p. 1540) : demande la poursuite du débat jusqu'à son terme. **Seconde délibé-**

ration. Article premier : son amendement n° 1 : impossibilité d'exercer le droit de préemption si le bénéficiaire est déjà propriétaire de parcelles représentant une superficie supérieure au maximum défini à l'article 188-1 du code rural ; nécessité de revenir sur l'adoption de l'amendement n° 98 de M. Joxe ; (p. 1541) : sa réponse à M. Denis ; indication de la surface maximum dans les arrêtés fixant les surfaces minimales d'installation ; s'engage à faire étudier le problème soulevé par M. Denis ; amendement n° 1 : adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4262) : faire en sorte que le projet soit voté avant le 30 juin 1975. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4264) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Gerbet. **Article 6** (p. 4266) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Gerbet. **Article 7** (p. 4267) : se prononce contre l'amendement n° 36 de M. Gerbet ; sens identique des mots « après avis » et « sur proposition » ; (p. 4268) : sur l'amendement n° 3 de M. Rigout, se réfère à la position des syndicats de preneurs ; juge nécessaire de maintenir l'équilibre du projet ; souhaite un vote rapide du projet de loi ; se prononce en conséquence contre l'amendement n° 37 de M. Gerbet ; sa réponse à M. Bertrand Denis sur la réunion d'une commission mixte paritaire ; (p. 4270) : est défavorable aux amendements n° 8 de M. Villon et n° 41 de M. Gerbet. **Article 9** (p. 4271) : est défavorable à l'amendement n° 42 de M. Gerbet. **Article 12** (p. 4272) : sur les amendements n° 53 de M. Méhaignerie et n° 21 de M. Bizet, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 13 bis** (p. 4274) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Billieux ; est favorable à l'amendement n° 23 de M. Bizet et au sous-amendement n° 55 de M. Méhaignerie. **Article 15 bis** (p. 4275) : accepte l'amendement n° 24 de M. Bizet. **Article 16** (p. 4275) : est favorable à l'amendement n° 25 de M. Bizet. **Article 19** (p. 4278) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Rigout. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 4995) : remercie le Parlement d'avoir amélioré le texte présenté par le Gouvernement.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales (n° 946)**. **Discussion générale** [11 avril 1975] (p. 1593) : association nécessaire du territoire agricole et de l'aménagement foncier ; ne rien négliger pour poursuivre le remembrement ; (p. 1594) : les résultats acquis ; la réussite des opérations dans les régions de grande culture ; la nécessité de lier remembrement et actions foncières dans les autres régions ; rôle des SAFER ; mutation psychologique que constitue le remembrement ; sujétions qu'apporte le remembrement dans l'immédiat ; accélérer le remem-

brement ; aménager la législation existante ; donner une base plus large à la vocation d'aménagement du remembrement ; prendre en considération les plans d'occupation des sols ; protéger la nature et l'environnement ; faire preuve de mesure ; assouplir et dynamiser la procédure ; (p. 1599) : ses réponses aux orateurs. **Deuxième lecture** [18 juin 1975] (p. 4353) : souhaite voir le texte adopté avant le 30 juin 1975. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4355) : partage les préoccupations de M. J.-P. Cot formulées par son amendement n° 1 ; assure que des directives seront données par circulaire ; demande le retrait de l'amendement. **Article 2** (p. 4357) : ne partage pas les craintes de M. Piot formulées dans son amendement n° 2 sur la création d'une procédure concurrente à la procédure de droit commun en matière de remembrement ; rappelle qu'il serait inélégant de revenir sur un accord donné par le ministre au Sénat. **Article 11** (p. 4359) : son amendement n° 7 : supprimer l'article 11 ; considère que cet article est contraire à la Constitution ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole (n° 1747).** **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4729) : un projet qui prend place dans l'ensemble des dispositions décidées suite à la conférence annuelle de 1974 ; la mise en place d'un conseil supérieur d'orientation des productions ; la modification des structures du FORMA ; (p. 4730) : les préoccupations auxquelles répond l'organisation professionnelle ; la nécessité de donner un cadre juridique nouveau aux organisations professionnelles existantes ; (p. 4731) : permettre aux organisations professionnelles de prendre leur part de responsabilités dans l'organisation des marchés ; les multiples interventions du Gouvernement et le refus d'un libéralisme périmé ; les mesures applicables aux fruits, légumes et aux vins importés ; rappelle les mesures prises par le Gouvernement et les avantages des règles communautaires dans les secteurs autres que le vin ; (p. 4732) : rappelle que l'évolution des cours des céréales ou du sucre était imprévisible ; la nécessité d'une bonne organisation interprofessionnelle ; rappelle l'intervention du Gouvernement à Bruxelles ; la possible modification des termes de l'échange avec l'Italie ; (p. 4733) : rappelle que la clause de sauvegarde ne peut être utilisée que dans des cas très limités ; les mesures de rétorsion qu'entraînent généralement les fermetures de frontières. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4736) : son amendement n° 3 : constitution des organisations interprofessionnelles par les organisations professionnelles les plus représentatives ; adopté ; demande le retrait de

l'amendement n° 4 de M. Méhaignerie. **Article 2** (p. 4737) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Maujouan du Gasset ; (p. 4738) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Maujouan du Gasset et à l'amendement n° 2 de M. Méhaignerie ; juge inacceptable une approbation tacite automatique. **Article 4** (p. 4740) : son amendement n° 20 : permettre aux organisations professionnelles de demander la reconnaissance de la nullité d'un contrat ; adopté ; sur l'amendement n° 9 de M. Valleix, juge peu convenable qu'une organisation professionnelle puisse enjoindre à l'administration de prendre une sanction ; (p. 4741) : son amendement n° 21 : possibilité pour l'administration, sur proposition de l'organisation interprofessionnelle intéressée, de suspendre la délivrance des titres de mouvement si le contrat de fourniture est atteint de nullité de plein droit ; adopté. **Article 5** (p. 4742) : son hommage à l'action du comité interprofessionnel des vins doux naturels. **Commission mixte paritaire** [27 juin 1975] (p. 4957) : se réjouit des conclusions auxquelles est parvenue la commission mixte paritaire ; engage l'Assemblée à adopter le texte.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7874) : déplore le souci qu'a la profession vétérinaire de conserver un *numerus clausus* ; (p. 7888) : l'agriculture ne connaît plus la distorsion qui, en 1974, s'était établie entre l'évolution des prix des produits qui lui sont nécessaires et celle de ses propres prix de vente ; en matière de production de viande, le succès de l'ONIBEV est exemplaire ; annonce que le Premier ministre a accepté d'avancer au printemps prochain la tenue de la conférence annuelle ; l'amélioration de la représentation parlementaire au sein de cet organisme ; (p. 7890) : il paraît normal que la progression du budget de l'agriculture soit inférieure à la progression d'autres départements ministériels ; le budget de programme permet de donner des concours budgétaires de l'Etat à l'agriculture une vision complète et cohérente qui dépasse les problèmes d'imputation ; d'importants crédits d'équipement qui bénéficient aux agriculteurs ne figurent pas au budget de son ministère ; souligne les nets efforts de redéploiement en faveur de l'enseignement agricole et de la recherche ; (p. 7891) : la carte scolaire ; la modernisation de l'INRA ; accroître l'efficacité des structures de production ; trois impératifs : adapter l'agriculture aux exigences économiques actuelles, aux aspirations sociales des hommes et l'aider à répondre aux impératifs de l'aménagement du territoire et de la qualité de la vie ; (p. 7892) : amener l'agriculture à jouer un rôle essentiel dans l'équilibre de notre balance

commerciale ; une meilleure péréquation des charges entre chaque caisse départementale sera réalisée ; précise le coût de l'ouverture du droit à pension en cas d'incapacité ou d'invalidité ; aboutir à une réforme d'ensemble du régime de garantie contre les effets des calamités agricoles ; la politique en matière d'hydraulique et de forêts ; (p. 7893) : examen de la politique agricole commune ; son coût budgétaire est inférieur en 1974 à 0,4 % de la production intérieure brute de la Communauté européenne ; souhaite la mise en œuvre d'une procédure de nature à assurer une meilleure maîtrise des dépenses budgétaires dans chacun des pays de la Communauté ; (p. 7894) : rend hommage à la peine et au mérite des hommes de la terre ; les efforts accomplis par les personnels de son ministère ; donne des précisions au sujet d'une décision transmise à la DATAR relative à l'augmentation des crédits d'équipement du ministère de l'agriculture destinés à la Corse ; (p. 7936) : réplique à M. Crépeau qu'il assume personnellement la responsabilité de l'octroi des crédits en matière d'adductions d'eau. Répond aux orateurs (p. 7942) : les projets du Gouvernement pour contribuer au règlement des difficultés de la région de Cognac ; (p. 7944) : annonce la création d'un organisme de gestion du marché du vin sur le modèle de l'ONIBEV ; maintenir le dispositif correcteur à la frontière italienne ; les difficultés en matière de retraite ; les pommes de terre ; (p. 7945) : l'attitude du Gouvernement dans le débat sur la redéfinition de la politique agricole commune.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 2223) [27 avril 1976]** (p. 2172) : les grands traits de l'évolution de l'agriculture au cours du VI^e Plan ; la France, d'importatrice nette, est devenue le deuxième exportateur mondial de produits agricoles ; la progression du revenu agricole en francs constants a été, en cinq ans, de 3,6 % environ ; l'agriculture, en 1974, a été victime du phénomène du ciseau et, en 1975, de circonstances atmosphériques défavorables ; des mécanismes correcteurs de disparités efficaces ont été mis en place au plan sectoriel, au plan régional et au plan social ; l'action de l'ONIBEV ; la politique de la montagne ; la réduction des inégalités entre régions en matière de prestations sociales ; (p. 2173) : rappelle les mesures prises pour améliorer la situation du secteur viticole : distillation, modifications du règlement communautaire n° 816, établissement de montants compensatoires monétaires spécifiques entre l'Italie et la France, mise au point de contrats de qualité, mise sur pied d'un conseil interprofessionnel des vins de table ; l'entrée éventuelle dans le Marché commun

de la Grèce et de l'Espagne nécessitera l'établissement d'une surveillance des échanges par titres de transport et la mise au point de clauses de sauvegarde ; tout faire pour maintenir le régime national en matière de fruits et légumes frais ; les négociations menées à l'échelon de la CEE ; le miracle de Bruxelles ; (p. 2174) : les conditions dans lesquelles M. Lardinois quittera la commission de la CEE ; l'apparition au sein du Marché commun d'un problème budgétaire lié au gonflement des montants compensatoires qui font suite aux désordres monétaires grandissants ; la nécessité pour la CEE d'affronter les problèmes du marché des produits laitiers ; l'accumulation de la poudre de lait et l'impossibilité pour les pays en voie de développement d'en acheter, faute de pouvoir la retransformer en lait ; la proposition de la commission d'incorporer la poudre de lait dans les produits alimentaires destinés aux animaux ; (p. 2175) : le rôle moteur joué par le Marché commun sur l'agriculture française ; les objectifs de la politique agricole française : une expansion agricole maîtrisée, sélective, organisée, axée sur la qualité et mieux valorisée ; améliorer la compétitivité de l'agriculture française ; faire des agriculteurs des hommes plus sûrs d'eux-mêmes ; aider les agriculteurs à résoudre leurs problèmes fonciers ; améliorer leurs conditions de vie ; (p. 2176) : améliorer la qualité de la vie en zone rurale ; réduire les disparités entre les différentes catégories d'exploitants ; l'exploitation familiale, gage d'efficacité économique et moyen, pour le plus grand nombre, d'accéder librement à l'exercice des responsabilités ; le rôle fondamental joué par l'agriculture dans le commerce extérieur et l'aménagement du territoire ; (p. 2188) : s'élève contre les assertions de M. Joxe qu'il juge contraires à la conception qu'il a de son rôle ; (p. 2193) ; fait observer à M. Laurissergues que c'est l'organisation interprofessionnelle qui a fait procéder à l'importation de pruneaux ; [28 avril 1976] (p. 2258) : l'aide financière apportée par le Gouvernement pour améliorer la situation des gemmeurs ; (p. 2276) : en réponse à MM. Fontaine et Jalton, affirme que les DOM n'ont pas été délaissés dans les préoccupations du ministère ; indique que la production de rhum a progressé, que le prix de la canne à sucre a été soutenu et que des crédits ont été prévus pour développer l'élevage en Guadeloupe et en Martinique ; indique à divers orateurs que la question des tomates sera abordée par le conseil des ministres de la Communauté européenne et que la France ne sacrifiera pas les productions méditerranéennes à la réalisation des exportations industrielles ; indique que lors des délibérations sur l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, le Gouvernement ne sacrifiera pas les productions du Midi méditerranéen ; indique que les pou-

voirs publics aideront l'interprofession dans toutes les actions qu'elle organisera afin de porter remède à la production du pruneau ; indique à M. Leenhardt qu'en ce qui concerne l'arrachage indemnisé des plants de vigne des négociations ont lieu avec le ministère des finances ; s'étonne qu'on semble oublier les efforts consacrés au règlement du problème viticole ; répond à divers orateurs sur l'office national interprofessionnel des vins de table ; (p. 2277) : sur le problème du cognac, sur l'endettement de la viticulture, sur l'avenir du Marché commun agricole ; la défense par la France de la clause de sauvegarde ; indique que la France a protesté contre le financement communautaire des stocks de soja ; s'étonne de l'inconséquence de certaines affirmations sur le plan financier ; indique à M. Pranchère que le rapprochement établi entre les crédits accordés à l'informatique et la réduction de ceux dont bénéficie l'agriculture n'est pas justifié ; indique à M. Pierre Joxe qu'une diminution de la TVA sur les produits agricoles ferait supporter à l'Etat un manque à gagner considérable sans profiter aux agriculteurs ; souligne que deux voies sont aujourd'hui proposées aux agriculteurs : la voie de la facilité et celle de l'effort.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523).** **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6576) : sa préoccupation quant aux montants compensatoires monétaires ; ses précisions sur l'aide allouée aux agriculteurs atteints par la sécheresse ; éloge des agriculteurs qui ne sont ni des mendiants, ni des assistés ; (p. 6577) : le dispositif d'aide aux agriculteurs ; l'aide directe, les prêts sécheresse au taux préférentiel ; les critères de répartition de l'aide fondée sur la justice ; la sélectivité ; les privilèges accordés aux éleveurs ; le plan « paille » ; les primes à l'unité de gros bétail ; les prêts spéciaux « élevage » ; la brucellose ; les prêts calamités ; les privilèges accordés aux jeunes ; l'aide aux agriculteurs à temps partiel ; une aide sélective ; les exclusions basées sur l'intensité de sécheresse ; la richesse relative du département. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6630) : le caractère du chiffre moyen pour la prime à l'unité de gros bétail ; une procédure déconcentrée et souple ; la substitution du critère de superficie à celui de revenu cadastral ; l'intérêt du compte d'exploitation réel de certains départements ; décret concernant les prêts calamités ; le cas des intérêts des prêts aux jeunes agriculteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7509) : la mise en cause difficile de l'efficacité de l'ONIBEV ;

(p. 7514) : la sécheresse, un accident très dommageable ; la contribution de la France au FEOGA et au BAPSA ; le rôle joué par le FEOGA ; les dépenses d'origine monétaire ; (p. 7515) : la masse globale du BAPSA ; le niveau du minimum vieillesse ; le vieillissement de la population agricole ; le taux de progression des cotisations ; les organismes d'intervention : l'ONIVIT, le FORMA, l'ONIBEV, le FIRS, la SIDO ; n'estime pas souhaitable le regroupement de ces organismes au sein d'un même ensemble ; les plans d'actions prioritaires nationaux ; la recherche ; la promotion et le contrôle de la qualité ; les crédits d'investissements ; les bonifications d'intérêts ; le collectif budgétaire ; un grand programme d'hydraulique et d'adduction d'eau ; les actions visant à élever la qualité professionnelle des exploitants ; les difficultés de l'enseignement technique ; (p. 7516) : la lutte contre l'inflation ; les dépenses alimentaires et l'accélération des tensions inflationnistes ; le centre d'études des revenus et des coûts ; le rythme d'inflation ; les salaires ; le contexte communautaire ; la production sucrière ; la production ovine ; le lait ; la poudre de lait ; souhaite que les exploitations de montagne soient affranchies de leur contribution au fonds favorisant la commercialisation des excédents laitiers ; les productions méditerranéennes ; l'Espagne ; fixer une période transitoire ; (p. 7517) : la modification des secteurs des fruits, des légumes et du vin ; pas une, mais des agricultures ; l'agriculture, une entreprise industrielle ; clarifier la situation des agriculteurs ; l'effort de redistribution du BAPSA ; la Savoie ; l'Aisne ; une volonté d'efficacité économique ; une volonté de justice ; le domaine fiscal ; l'endettement ; les bonifications d'intérêts ; une préoccupation de compétitivité ; la France, deuxième exportateur mondial ; (p. 7518) : l'effort d'accroissement des exportations ; les dotations d'installation ; les prêts aux jeunes ; l'habitat ; les services publics en zone rurale ; fait référence à un député du Morbihan intervenu seize ans auparavant ; la sensibilité du monde agricole ; le rôle fondamental de l'agriculture dans une économie moderne ; (p. 7521) : assure qu'il a lu le programme commun ; demande à M. Rigout s'il faut intégrer le régime social agricole dans le régime général ; (p. 7532) : indique à M. Millet qu'un versement de la Communauté interviendra au titre de 1975 et de 1976 ; (p. 7540) : précise à M. Antagnac l'augmentation des crédits destinés à l'INRA ; (p. 7540) : n'admet pas que M. Antagnac utilise les mots : « après l'échec du plan Barre... » ; donne certaines précisions quant au budget de l'INRA ; (p. 7548) : précise à M. Pignion que les crédits affectés à la conférence annuelle seront inscrits dans le collectif

de fin d'année ; [5 novembre 1976] (p. 7613 : les départements d'outre-mer ; sa visite à Sialos ; le rhum malgache ; l'équipement de la Guyane ; le vin ; le nouveau règlement 816 et l'office du vin ; la création de contrats de qualité ; les sinistrés du Minervois ; la dépendance du marché national de certains pays étrangers ; (p. 7614) : les producteurs de vins blancs de la Gironde ; les industries agro-alimentaires ; l'Europe et ses difficultés ; les montants compensatoires ; le lait ; le budget européen pour 1976-1977 ; l'action de la Communauté ; le FEOGA ; le coût des montants compensatoires ; (p. 7615) : la motion de censure ; la démonstration du professeur Malassis devant la confédération européenne de l'agriculture ; le niveau d'aide non négligeable pour les victimes de la sécheresse ; l'intervention de M. Claude Estier le 22 septembre 1976 à Antenne 2 ; le programme commun de gouvernement ; cite le programme commun ; les transferts indirects de revenus par le BAPSA ; le plafonnement des aides directes à trente UGB ; les aides limitées à 150 têtes pour les éleveurs de taurillons ; souhaite l'adoption du budget par l'Assemblée.

Examen des crédits [5 novembre 1976].

Etat B - Titre III (p. 7617) : l'amendement n° 238 et le dépôt d'un rapport ; s'oppose à cet amendement. **Titre IV** : le redéploiement interne au bénéfice de l'enseignement agricole ; demande à M. Denis de retirer son amendement n° 233. **Etat C - Titre VI** (p. 7618) : la Sologne ; les récoltes de maïs ; l'électrification rurale ; demande à M. Voisin de retirer son amendement n° 237. **Article 69** (p. 7619) : les difficultés des maires avec leurs abattoirs ; les abattoirs de Tulle, de Carnac, d'Auray ; la réorganisation des abattoirs ; le plan d'équipement ; le problème du FORMA idéal ; le système de péréquation de la taxe d'usage ; (p. 7620) : la modernisation des abattoirs ; souhaite l'adoption de l'article 69 ; les frais de modernisation des abattoirs ; l'abattoir de Tulle et d'Auray ; (p. 7621) : la mort des abattoirs publics si l'article 69 est repoussé ; son examen de la situation des abattoirs en cas de souhait d'une modernisation ; l'abattoir d'Auray. **Après l'Article 69** : l'amendement n° 241 de M. Joxe, un amendement traditionnel ; le choix des élus ; (p. 7622) : la manière dont il reçoit les députés ; indique que les préfets n'ont reçu aucune directive du ministère de l'agriculture ; les crédits de Marseille ; élus de l'opposition et ventilation des crédits ; s'oppose à l'amendement n° 241. **Article 67** (p. 7623) : explique le terme « de manière constante » ; le sens du mot « constant » ; la réduction du nombre de cotisants causée par l'amendement n° 68 ; le rapport entre les cotisations et les prestations ; s'oppose à cet amendement. **Article 68** (p. 7624) : s'oppose à l'amendement n° 69 de

M. Pranchère ; l'effort effectué en matière de contribution.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976 [J.O. Débats du 5 novembre 1976] (p. 7625) : l'aménagement du débat ; (p. 7627) : l'ANDA ; les montants compensatoires ; la Grande-Bretagne : ses réactions aux demandes de ses partenaires ; (p. 7628) : l'hydraulique ; l'enseignement agricole public et privé ; (p. 7629) : les zones défavorisées ; l'habitat rural ; les bâtiments d'élevage ; l'électrification ; le remembrement ; les crédits de paiement ; l'hydraulique ; (p. 7630) : la prophylaxie ; la brucellose ; l'indemnité d'abattage ; l'identification pérenne ; les prêts calamités ; le recours introduit par le SNETAP ; (p. 7632) : la production de betteraves ; le BAPSA ; l'isomérose ; l'attitude de certains Etats membres ; l'école vétérinaire d'Alfort ; l'effort consenti à l'enseignement sur les crédits d'équipement ; l'école de Nantes ; les pluies sur le Var ; la récolte des cerises ; les plants de vigne ; l'ONIVIT ; (p. 7633) : les zones de montagne ; les zones de piémont ; les remboursements du FEOGA ; le niveau de l'ISM ; l'indemnité en cas de GAEC ; l'aide aux bâtiments d'habitation ; les productions méditerranéennes ; les fruits ; les Pyrénées-Orientales ; les importations ; l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; (p. 7634) : sa lassitude devant la multiplication des organismes qui grèvent le revenu agricole ; (p. 7635) : le Massif central situé en zone de rénovation rurale ; le PAP ; les PAPIR ; la truffe ; la noix ; l'enseignement ; le lait ; les régions de montagne ; la brucellose ; l'ANDA ; (p. 7637) : le maintien de l'agriculture dans les zones péri-urbaines ; les SAFER ; l'hydraulique ; le remembrement ; les jeunes agriculteurs ; l'intermédiaire du CNJA ; (p. 7638) : les prêts aux jeunes ; les prêts fonciers bonifiés ; l'Aquitaine ; les Côtes-du-Nord ; l'ANDA ; l'INRA ; la DATAR ; l'Aveyron ; les zones de montagne ; les zones de piémont ; l'enseignement agricole ; l'emprunt vert ; l'ONIBEV ; le FORMA ; les prêts calamités ; les crédits d'irrigation ; les vins blancs du Sud-Ouest ; les Charentes ; la Gironde ; l'ONIVIT ; les montants compensatoires ; les vins italiens ; le déficit des Pouilles.

En qualité de ministre de l'intérieur :

1977

— **Projet de loi modifiant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 2772). Discussion**

générale [20 avril 1977] (p. 1981) : le maintien de la Polynésie au sein de la République française ; les passions manifestées pour la définition des droits de la mer. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1982) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de la commission. **Article 2** (p. 1983) : est favorable à l'amendement n° 2 de la commission.

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale (n° 2928).** **Question préalable** [2 juin 1977] (p. 3324) : demande à l'Assemblée de repousser la question préalable. **Discussion générale** (p. 3325) : les objectifs de la loi du 31 décembre 1966 sur les communautés urbaines ; la répartition des sièges au sein du conseil de la Communauté ; la dénaturation de la loi ; l'objet de la proposition de loi ; le renforcement des conditions de majorité exigées pour la constitution des organisations de regroupement intercommunal ; les conditions d'exercice du droit de retrait ; les conditions d'intervention de la dissolution ; le principe de ces deux mesures ; conférer au droit de retrait un caractère exceptionnel ; les modifications techniques proposées par le Gouvernement ; l'entrée en application de la loi. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3328) : son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 4 rectifié de M. Foyer : indépendance de la faculté de retrait des communes des procédures prévues à l'article 163-16 du code des communes ; adopté. **Article 3** (p. 3329) : son amendement n° 7 : caractère restrictif de l'exercice du droit de retrait par les communes ; la nécessité de donner au droit de retrait un caractère relativement exceptionnel ; la nécessaire continuité des organisations intercommunales ; son amendement n° 1 : application des dispositions à l'ensemble des districts quel que soit le mode de financement de leur budget ; amendement n° 7 et n° 1 ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 3330) : demande le rejet de l'amendement n° 5 de M. Denvers. **Article 4** : l'accord du Gouvernement sur la modification rédactionnelle proposée par la commission. **Après l'Article 4** : retire son amendement n° 2 : réalisation de la répartition des sièges du conseil des communautés par un accord entre tous les principaux intéressés ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 12 de M. Foyer. **Article 5** : son amendement n° 10 : intervention de deux décrets distincts pour prononcer la dissolution et pour déterminer les conditions de la liquidation de la communauté ; (p. 3331) : l'accord du Gouvernement sur la modification proposée par M. Foyer à l'amendement n° 10 ; la nécessité d'une modification rédactionnelle ; l'accord du

Gouvernement sur le sous-amendement de M. Foyer à l'amendement n° 10 ; amendement n° 10 adopté après adoption du sous-amendement de M. Foyer ; la non-nécessité de faire la distinction entre les différents types de communauté ; son amendement n° 8 : caractère restrictif de l'exercice du droit de retrait des communes ; adopté ; son amendement n° 9 : fixation à un quart du rapport de la population totale de la commune sur celle de la communauté urbaine ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 3332) : son amendement n° 3 : faculté offerte aux communes membres de la communauté urbaine de demander à ce qu'il soit procédé à une nouvelle répartition des sièges dans le mois de la publication de la présente loi ; l'absence de restriction dans l'interprétation gouvernementale des articles 164-10 et 164-39 nouveaux. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4317) : s'associe à la demande de vote favorable faite par la commission.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas (n° 2909).** **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3334) : l'émancipation d'un peuple ; la mise en place du cadre général de la coopération avec le TFAI ; la situation de Djibouti ; l'attention de la communauté internationale au maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du nouvel Etat.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes (n° 2921).** **Discussion générale** [21 juin 1977] (p. 3988) : l'objet du texte présenté par le Gouvernement ; le mode de scrutin ; l'inopportunité de création de nouvelles circonscriptions ; le caractère particulier des élections européennes ; la suppléance des vacances ; l'éclosion de listes sans représentativité réelle ; (p. 3989) : l'exclusion de la répartition des sièges des listes n'ayant pas obtenu au moins 5 % ; le régime des inéligibilités et des incompatibilités ; le calendrier du scrutin ; la procédure de recensement des votes ; le contentieux de l'élection ; (p. 3990) : l'article 2 de la Constitution ; l'opposition du Gouvernement en cas de mise en cause par le mode de scrutin de l'indivisibilité de la République ; l'article 138 du Traité de Rome ; l'acte du conseil européen du 20 septembre 1976 ; le caractère communautaire de ces dispositions ; demande à M. Debré de retirer sa question préalable ; l'engagement du Gouvernement ; la responsabilité des gouvernements futurs. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 3993) : les garanties gouvernementales ; l'article 138 du Traité de Rome ; demande à M. Donnez de retirer son amendement n° 2 ; (p. 3994) : demande à l'Assemblée de

repousser l'amendement n° 2 de M. Donnez ; (p. 3995) : l'article 2 du projet de loi autorisant la ratification ; l'importance attachée par M. Debré aux déclarations d'organisations non politiques ; la participation des partis étrangers à la campagne électorale ; demande à M. Debré de retirer son amendement n° 8 rectifié ; l'opposition de l'article 41 de la Constitution ; (p. 3996) : l'article 2 du projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 5 de M. Xavier Deniau ; la réservation de la politique électorale aux partis nationaux ; le maintien de l'exception d'irrecevabilité tiré de l'article 41 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 8 rectifié de M. Debré ; (p. 3997) : oppose l'exception d'irrecevabilité en vertu de l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 16 de M. Ducoloné. **Après l'Article premier** (p. 4005) : demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 15 de M. Ducoloné ; (p. 4006) : la non-compétence du Parlement français sur le régime fiscal applicable aux indemnités et aux traitements des parlementaires français ; l'assimilation des élus au personnel des organisations internationales ; le régime fiscal applicable aux indemnités des parlementaires français au sein de l'Assemblée européenne. **Article 2** (p. 4007) : les conséquences du système de l'appareillement ; un débat à la fois cornélien et moliéresque. **Après l'Article 14** (p. 4010) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Xavier Deniau. **Article 19** (p. 4011) : l'article L 175 du code électoral ; ne pas confondre le dépouillement et le recensement des votes. **Explications de vote** (p. 4013) : la prise en compte des départements et territoires d'outre-mer dans le décompte des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes ; l'attitude purement tactique du groupe communiste ; demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4541) : l'accord du Gouvernement sur l'avis de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à faciliter le vote des Français établis hors de France** (n° 3011). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4347) : l'amélioration des facilités de vote des Français établis hors de France ; le vote par procuration ; l'inscription des Français établis hors de France dans une commune de plus de 30.000 habitants ; la limitation du nombre d'inscriptions ; les modalités d'ouverture de centres de vote ; les caractéristiques essentielles du système ; le dépouillement des suffrages ; le jour du scrutin ; les conditions de déroulement du second

tour ; (p. 4348) : le contrôle des opérations de vote ; la composition de la commission nationale chargée des opérations de dépouillement ; la désignation des scrutateurs. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4348) : les conséquences d'un dépassement de la proportion de rattachement aux communes ; (p. 4349) : l'envoi d'une lettre à chaque Français de l'étranger lui expliquant les modalités du nouveau système dont il pourra bénéficier ; l'incidence des inscriptions sur les élections législatives ; la répartition des inscriptions entre les différentes circonscriptions ; son amendement n° 18 : répartition des inscriptions au sein du bureau de vote de la circonscription indiquée par les électeurs ; la prise en compte du poids relatif s'attachant au nombre des électeurs inscrits dans chaque circonscription ; (p. 4350) : se rallie à la solution transactionnelle proposée par M. Foyer ; amendement n° 18 adopté après adoption du sous-amendement n° 19 de M. Foyer. **Article 3** : passer outre aux difficultés matérielles posées par l'application du texte ; le développement de la démocratie. **Article 16** (p. 4352) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Fanton. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4543) : l'effort du Gouvernement pour éviter que se produisent des difficultés matérielles soulevées par le rapporteur.

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 15 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République** (n° 2699). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4353) : l'association du Gouvernement à l'exposé du rapporteur.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 27 octobre 1977 [J.O. Débats du 2 novembre 1977] (p. 6844) : les missions du ministère de l'intérieur ; (p. 6845) : les crédits de fonctionnement et les crédits d'équipement ; les caractéristiques du budget ; l'évolution des crédits affectés à l'administration générale et territoriale ; les créations de postes dans la police ; la situation des personnels de préfecture ; la politique de recrutement de ces personnels ; le nouveau plan de recrutement des magistrats des tribunaux administratifs ; l'accueil des rapatriés ; la sécurité des Français ; les crédits de la police nationale ; l'application des conclusions de la commission Racine ; le niveau de concours des commissaires de police ; l'extension à de nouvelles catégories de fonctionnaires de la qualité d'officier ou d'agent de

la police judiciaire ; la politique de formation ; (p. 6846) : les mesures de rationalisation de l'emploi des personnels ; la modernisation des moyens matériels ; le matériel de transmission ; le matériel de transport ; l'armement des personnels ; l'effort de rénovation du cadre de travail et d'accueil du public ; la sécurité civile ; la construction de l'école des sapeurs-pompiers à Nainville-les-Roches ; les missions du groupement aérien de la sécurité civile ; l'achat éventuel de DC 6 en adjonction aux Canadiens ; l'achat d'hélicoptères de type Alouette 3 ; la sécurité routière ; la réalisation du programme d'action prioritaire « feux de forêts » ; (p. 6847) : la participation de l'Etat aux charges des collectivités locales ; l'évolution des subventions d'équipement ; la dotation du FECL ; la réalisation des PAP et des PAPIR ; l'évolution du FSIR ; le déblocage des crédits du FAC ; le rattrapage des crédits de paiement ; l'évolution du VRTS ; la comparaison entre les politiques d'aide aux collectivités locales de la Grande-Bretagne et de la France ; la nature de l'aide de l'Etat aux collectivités locales ; (p. 6848) : le recrutement des sous-préfets ; l'augmentation du nombre des anciens élèves de l'ENA affectés aux ministères de l'intérieur ; la situation des personnels départementaux ; la situation des tribunaux administratifs ; les crédits du FECL ; (p. 6849) : le questionnaire adressé à l'ensemble des maires de France ; la commission Aubert ; l'indemnisation des élus locaux ; l'attaché communal ; les pensions ; l'intégration dans le corps des commissaires des corps des commandants principaux et des commandants de groupement ; l'accès au corps des commissaires ; la nature de son appel à l'opinion publique lors d'une question relative à un attentat ; (p. 6853) : la situation de certains sous-préfets en fin de carrière ; la situation financière des communes rurales ; (p. 6854) : les raisons du choix des DC 6 pour la lutte contre les incendies de forêts ; les majorations de subventions accordées à l'occasion des fusions de communes ; la globalisation des subventions d'équipement ; la tutelle préfectorale ; l'invitation des parlementaires lors des visites ministérielles ; le financement des collectivités locales grâce au remboursement de la TVA ; la gravité des querelles entre police et gendarmerie ; l'évolution du VRTS ; le questionnaire adressé à l'ensemble des maires de France ; les créations d'emplois dans les tribunaux administratifs ; la réforme de la police ; les pouvoirs du préfet en matière d'internement dans les hôpitaux psychiatriques ; les effectifs de la police nationale à La Réunion ; (p. 6855) : le principe du contrôle du fichier électoral dans les départements d'outre-mer ; le pouvoir des maires dans les acquisitions immobilières à l'amiable ;

l'organisation de la police ; la violence ; l'absence d'emplois d'agents départementaux dans le commissariat de Vannes ; l'organisation des services de secours ; l'utilisation des forces de police ; l'étude des moyens propres à améliorer l'accomplissement de certaines tâches de police.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6859) : le règlement du problème relatif à certains policiers en tenue ; les caractéristiques du budget de l'intérieur ; l'évolution des crédits de paiement et de fonctionnement ; l'épanouissement des collectivités locales ; (p. 6860) : l'augmentation de la participation de l'Etat aux tâches de fonctionnement et aux impératifs d'équipement des collectivités locales ; les créations d'emplois pour le personnel de préfecture ; la création d'un grade fonctionnel pour certains chefs de division ; les créations de postes dans les tribunaux administratifs ; le VRTS ; son mode de répartition ; l'octroi d'un plancher de ressources minimales aux communes les plus démunies ; le budget de l'équipement ; les PAP ; le FECL ; la globalisation des subventions ; la sécurité civile ; (p. 6861) : l'évolution des secours aux personnes ; la prévention ; la formation des sapeurs-pompiers ; le renouvellement du parc d'hélicoptères de la sécurité civile ; l'acquisition de nouveaux véhicules d'intervention ; la lutte contre les incendies de forêts ; l'aide de la CEE ; la presse régionale ; rend hommage au personnel de secours ; la sécurité publique ; les libertés ; (p. 6862) : la montée de la violence ; la prévention ; la modernisation des moyens de transport et développement des moyens de transmission de la sécurité ; la sensibilisation de l'opinion ; la lutte contre la délinquance ; l'amélioration des méthodes de lutte ; la mise en place d'un réseau de transmission de données ; la modernisation des locaux de police ; les actes terroristes ; le rôle du corps préfectoral ; (p. 6863) : la liberté ; (p. 6879) : la situation des rapatriés ; le cas des chauffeurs de taxi rapatriés ; la répartition du budget des rapatriés ; l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à la gestion municipale de la commune de Vaudreuil ; le problème des tribunaux administratifs ; l'intégration des polices municipales dans la police nationale ; la situation matérielle des personnels ; la parité des personnels de police avec ceux de la gendarmerie ; le problème des retraités ; la formation des personnels ; (p. 6880) : la qualité des personnels de police ; la sensibilité des personnes âgées aux problèmes de sécurité ; le problème d'utilisation d'effectifs ; les tâches administratives accomplies par les services de police ; le renforcement des moyens de la police parisienne ; le remplacement des véhicules de police ; le rôle et les missions des unités mobiles de sécurité ; l'ab-

sence de questions relatives à la sécurité civile et au nécessaire développement des forces de sécurité chargées de la lutte contre le terrorisme ; la défense des libertés ; (p. 6881) : s'excuse de ne pouvoir présenter un propos introductif au budget des départements et territoires d'outre-mer.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8794) : son amendement n° 6 : conditions de répartition du VRTS ; la nécessité d'éviter certaines distorsions résultant des modifications intervenues dans les bases de la fiscalité locale ; le délai d'établissement des budgets primitifs des collectivités locales ; les inconvénients du système des principaux fictifs ; réservé ; adopté par scrutin public après application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8795).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs (n° 3014). Discussion générale** [1^{er} décembre 1977] (p. 8155) : un texte de régularisation ; les modifications apportées par le Sénat ; la date limite des recrutements exceptionnels ; le détachement des fonctionnaires dans les tribunaux administratifs ; la non-inamovibilité des membres des tribunaux administratifs ; la nécessité d'accroître les effectifs ; le recrutement en provenance de l'ENA.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises (n° 3222). Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article 8** (p. 9050) : l'augmentation des crédits de formation en ce qui concerne la police. **Article 10** : les conditions dans lesquelles la qualité d'agent de police judiciaire est conférée.

BORD (André)

*Député du Bas-Rhin
(2^e circonscription)
(UDR).*

Ministre des anciens combattants et victimes de guerre du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées, chargé des anciens combattants et victimes de guerre du 1^{er} mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants du 8 juin 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1^{er} avril 1977 au 26 septembre 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) du 26 septembre 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre des anciens combattants et victimes de guerre (premier Gouvernement de M. Messmer). Décret du 5 avril 1973 [J.O. du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des anciens combattants et victimes de guerre (deuxième Gouvernement de M. Messmer). Décret du 27 février 1974 [J.O. du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées, chargé des anciens combattants et victimes de guerre (troisième Gouvernement de M. Messmer). Décret du 1^{er} mars 1974 [J.O. du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées, chargé des anciens combattants et victimes de guerre (troisième Gouvernement de M. Messmer). Décret du 27 mai 1974 [J.O. du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants (Gouvernement de M. Chirac). Décret du 8 juin 1974 [J.O. du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux anciens combattants (Gouvernement de M. Chirac). Décret du 25 août 1976 [J.O. du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants (premier Gouvernement de M. Barre). Décret du 27 août 1976 [J.O. du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux anciens combattants (premier Gouvernement de M. Barre). Décret du 29 mars 1977 (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants (deuxième Gouvernement de M. Barre). Décret du 1^{er} avril 1977 [J.O. du 2 avril 1977] (p. 1852).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement)

(deuxième Gouvernement de M. Barre). Décret du 26 septembre 1977 [J.O. du 27 septembre 1977] (p. 4707).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (deuxième Gouvernement de M. Barre). Décret du 31 mars 1978 [J.O. du 1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPÔTS

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation du monde combattant (n° 281)** [10 mai 1973].

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord**, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 723) [19 octobre 1973].

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 943) [16 avril 1974].

— **Projet de loi étendant certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux internés résistants, aux internés politiques et aux patriotes résistants à l'occupation des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n° 1379)** [6 décembre 1974].

QUESTIONS

Réponse en qualité de ministre des anciens combattants et victimes de guerre :

• à la question d'actualité de :

— **M. Guermeur : Anciens combattants d'Afrique du Nord** [15 juin 1973] (p. 2218, 2219) : octroi de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; nécessité de préserver l'unité du monde combattant.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat aux anciens combattants :

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Maujouan du Gasset : Anciens combattants d'Afrique du Nord** [19 juin 1974] (p. 2783).

— **M. Tourné : Anciens combattants** [26 juin 1974] (p. 2970) : application du

rapport constant ; problème des anciens d'Afrique du Nord.

— **M. Béraud : Concertation avec les associations d'anciens combattants** [2 octobre 1974] (p. 4666, 4667).

— **M. Lejeune : Suppression du caractère officiel de la commémoration du 8 mai 1945** [14 mai 1975] (p. 2643) : la célébration d'une journée de l'Europe.

— **Mme Constans : Célébration du 8 mai** [14 mai 1975] (p. 2645).

— **M. Tourné : Revalorisation des pensions des anciens combattants** [25 juin 1975] (p. 4718) : respect du principe du rapport constant.

— **M. Alain Bonnet : Commémoration du 8 mai** [12 mai 1976] (p. 2925) : les manifestations du 8 mai ont permis aux Français d'exprimer leur reconnaissance envers les morts pour la patrie.

— **M. Falala : Anciens combattants d'Afrique du Nord** [2 juin 1976] (p. 3630) : les concertations ministérielles pour l'octroi du bénéfice de la campagne double pour les fonctionnaires ; la non-apposition sur les titres de pension des « anciens d'Afrique du Nord » de la mention hors guerre ; les indemnités pour infirmités contractées pendant les opérations d'Afrique du Nord équivalentes à celles contractées lors des deux guerres mondiales ; la prolongation au-delà du 31 décembre 1976 du délai de constitution de retraite mutualiste.

— **M. Bouvard : Attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance** [9 juin 1976] (p. 3908) : importance du décret du 6 août 1975 ; abrogation des forclusions.

— **M. Tourné : Déclaration du Président de la République à Verdun** [16 juin 1976] (p. 4185) : cette déclaration n'a pas à être commentée ; l'accueil chaleureux réservé par les anciens combattants au Président de la République.

— **M. Gilbert Faure : Commémoration du 8 mai 1945** [27 avril 1977] (p. 2212) : la célébration de cet anniversaire incombe aux autorités locales et aux associations.

Réponse en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement :

• à la question au Gouvernement de :

— **M. Fillioud : Intervention à la télévision d'un responsable politique** [11 octobre 1977] (p. 6043) : la décision du Gouvernement de ne pas intervenir dans les programmes de télévision.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des anciens combattants et victimes de guerre :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation du monde combattant (n° 281)** [10 mai 1973] (p. 1130) : expose les raisons qui ont conduit à organiser le débat ; estime légitime que le Parlement soit ouvert aux préoccupations des anciens combattants ; rappelle l'évolution du monde combattant, l'apparition d'une troisième génération du feu, l'influence morale des anciens combattants, leurs rapports avec les autres Français ; situation démographique du monde combattant ; (p. 1131) : création d'un groupe de travail sur les problèmes posés par les personnes âgées ; problème de la retraite professionnelle anticipée à soixante ans lié à la politique générale du Gouvernement ; rappelle les dispositions de la loi de décembre 1971, son intérêt pour les anciens prisonniers de guerre ; problème des aggravations de maladies et d'infirmités ; examen des conditions d'application de l'article L 18 du code ; étude approfondie des textes en vigueur ; décret du 18 janvier 1973 sur les facilités de preuve pour les infirmités contractées dans certains camps ; groupe de travail sur le régime des pensions des internés ; révision et simplification des documents à l'usage du public, aménagement de l'accueil, SVP téléphonique, aide aux pupilles de la nation, efforts pour la rééducation professionnelle des adultes, concertation avec les représentants du monde combattant ; situation des associations ; marque son souci d'adaptation ; (p. 1132) : fait le point sur les groupes de travail ; problèmes des anciens d'Afrique du Nord et de l'attribution de la carte du combattant ; les orientations du groupe de travail sur ce point, ses premières conclusions ; souhaite soumettre rapidement au Gouvernement un projet de loi ; problème de l'indexation des pensions d'invalidité (rapport constant) ; fait le point sur l'application du rapport constant, le malentendu qui s'est instauré avec les associations, les travaux du groupe de travail sur cette affaire, groupe de travail sur les forclusions, sur les internés et les anciens de Rawruska ; constitution de missions d'information sur les conditions d'internement ; (p. 1133) : souhaite revaloriser le fait « ancien combattant » ; annonce la création d'une équipe de relations publiques, l'envoi aux parlementaires d'une synthèse de la presse combattante ; mesures à prendre en faveur des veuves et des ascendants de guerre ; [11 mai 1973] (p. 1207) : rappelle le vœu de membres de l'opposition d'obtenir des débats d'orientation ; souligne la concertation ainsi marquée entre

le Parlement et le Gouvernement ; estime que le problème des anciens combattants est un problème de conscience et non un problème politique ; rappelle ses titres de guerre et de Résistance ; souhaite l'unité du monde combattant ; (p. 1208) : répond aux orateurs sur les travaux du groupe de travail concernant le rapport constant, les anciens d'Afrique du Nord, les forclusions, la situation des internés, sur la revalorisation de la retraite du combattant, la célébration de l'anniversaire du 8 mai, la retraite à soixante ans pour les anciens prisonniers de guerre, la situation des veuves et des ascendants ; (p. 1209) : l'indemnisation des victimes du nazisme, le régime de retraite des anciens déportés, la validation des services militaires, le sort des ascendants des rescapés des camps d'internement, le contingent des décorations, l'évolution de la mortalité chez les anciens combattants ; (p. 1210) : conclut le débat.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5516) : souligne l'augmentation du budget alors que les anciens combattants et victimes de guerre diminuent ; (p. 5517) : rappelle que le budget sera en augmentation de près de 500 millions de francs par rapport à 1973 et que les frais de fonctionnement du ministère ne sont que de 2,54 % ; rappelle que de nouveaux crédits ont été inscrits pour achever la mise à parité des pensions des déportés politiques avec celles des déportés résistants ; déclare qu'il donnera satisfaction aux demandes des trois groupes de la majorité en faveur des veuves et des ascendants, mesures qui correspondent aux orientations voulues par de nombreuses associations ; (p. 5518) : critique le projet de financement du plan quadriennal présenté par les organisations d'anciens combattants mais déclare qu'il a retenu le catalogue d'intentions de ce plan ; évoque le groupe de travail concernant l'application du rapport constant et l'élaboration du texte sur la levée des forclusions ; rappelle le projet de loi récemment déposé qui accorde la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; rappelle le décret du 18 janvier dernier réglant le problème de la pathologie des prisonniers de guerre dans les camps spéciaux et déclare qu'un groupe de travail fera des propositions en ce qui concerne les droits à pension des internés ; (p. 5526) : répond à M. Claude Michel au sujet du télégramme qu'il a adressé aux présidents départementaux de l'UFAC ; (p. 5538) : rappelle les mesures apportées par son budget et indique les mesures nouvelles en faveur des veuves dont le taux de pension sera augmenté en vue d'atteindre l'indice 500, en faveur des ascendants qui seront affiliés à la sécurité

sociale dès soixante-cinq ans, en faveur de la retraite du combattant, en faveur des internés pour lesquels un projet est en préparation et signale l'accord intervenu en ce qui concerne les forclusions ; (p. 5539) : répond à M. Tourné en ce qui concerne les « hors guerre » ; demande le vote de son budget.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 723).** **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6825) : caractère particulier des opérations en cause ; notion d'état de guerre et droit international ; titre de reconnaissance de la nation institué en 1967 et rattachement ultérieur d'avantages ; évolution psychologique du problème ; capital que représente la carte du combattant ; concertation organisée au sein d'une commission d'étude ; travaux de la commission ; ses orientations générales ; (p. 6826) : son analyse du projet de loi ; ses observations sur la proposition de loi adoptée par le Sénat ; caractère réglementaire des modalités de délivrance et de la définition des critères ; titre de reconnaissance de la nation ; son rappel historique ; prestations de l'ONAC ; supplétifs ; valeur historique du vote ; (p. 6829) : répond à M. Gilbert Faure : avis des associations d'anciens combattants d'AFN sur la non-participation des parlementaires aux travaux du groupe de travail ; (p. 6840) : répond aux orateurs ; idées sur lesquelles porte le débat ; caractère spécifique des opérations d'AFN et conditions d'octroi libérales de la carte de combattant ; souci de préserver la valeur de la carte du combattant ; modalités d'attribution de la carte : réfute les arguments de ceux qui demandent leur intégration dans la loi ; (p. 6841) : choix des critères : unité combattante et notion de combat ; concertation sur la notion de « combat » en Afrique du Nord ; notion de densité de l'activité de combat, critère des trois actions de combat au moins au cours d'une période de trente jours consécutifs, « actions de combat », titre de reconnaissance de la nation, prestations de l'ONAC ; forces supplétives ; (p. 6842) : son amendement aux articles premier et 3 ; sa réponse à M. Plantier : citations décernées pour des actions individuelles ; ses réponses à M. Gilbert Faure et à M. Robert Renard : portée du projet de loi. **Discussion des articles : Avant l'Article premier** (n. 6843) : accepte les amendements de forme de M. Brocard. **Article premier** (n. 6845) : sa réponse à M. Mauiohan du Gasset : incapacité d'évaluer le nombre des intéressés susceptibles de bénéficier du titre d'ancien combattant ; s'oppose à l'amendement de M. Tourné tendant à définir les critères d'attribution de la carte du combattant ; (p. 6847) : son amendement : attribution de

la carte du combattant à des anciens membres de formation supplétives qui, bien que domiciliés en France, n'ont pas la nationalité française ; (p. 6848) : s'oppose à l'amendement de M. Gilbert Faure : attribution de la carte de combattant à tous ceux qui justifieront de neuf engagements au moins. **Article 3** (p. 6848) : demande la réserve de l'article 3 jusqu'au vote sur l'article 4. **Article 4** (p. 6849) : accepte les amendements tendant à rattacher au titre de reconnaissance le bénéfice de la retraite mutualiste bonifiée et à prévoir que les dispositions de l'article 4 ainsi amendé ne soient applicables qu'à compter de la publication du décret en Conseil d'Etat qui interviendra pour l'application de la loi « extrême limite » des concessions. **Après l'adoption des amendements de suppression de l'article 4** (p. 6850) : retire le projet de loi.

En qualité de secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre :

1974

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 943).** **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3195) : explique les raisons qui l'ont amené à retirer de l'ordre du jour le premier projet ; le travail de la commission de concertation ; le titre de reconnaissance de la nation continuera d'être délivré comme par le passé ; (p. 3196) : l'égalité de traitement entre les trois générations du feu ; le sort des supplétifs ; (p. 3202) : répond aux orateurs.

Deuxième lecture [21 novembre 1974] (p. 6914) : la loi entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1975 ; (p. 6915) : en réponse à M. Gilbert Faure précise que du fait du rattachement de la retraite à l'indice 9 il y aura indexation ; (p. 6916) : en réponse aux orateurs impossibilité d'attribuer automatiquement la carte de combattant aux titulaires d'une citation ; l'indemnisation des captifs fera l'objet d'un projet de texte.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** *Deuxième partie :*

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6296) : cinq des huit points du contentieux traditionnel des anciens combattants ont trouvé une solution ; un projet de loi relatif aux internés sera soumis au Parlement ; application au 1^{er} janvier 1975 des dispositions relatives à la retraite anticipée ; indexation des pensions ; (p. 6298) : les crédits pour l'appareillage ; atelier de calcul ; institution nationale des invalides ; office national des anciens

combattants et victimes de guerre. Répond aux orateurs (p. 6318). **Après l'Article 54** (p. 6323) : réponse à M. Neuwirth : 7.000 dossiers de déportés ; les instances vont être réglées.

— **Projet de loi portant extension de certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre** (n° 1379) [16 décembre 1974] (p. 7905) : rectifie la date des propos cités par M. Gilbert Schwartz ; application de la présomption d'origine pour le bénéfice des avantages réservés aux grands mutilés ; (p. 7906) : patriotes résistants et internés résistants ; imputabilité.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7684) : les mesures que comporte le budget en faveur des anciens combattants ; la parité de la retraite 1939-1945 et 1914-1918 ; le perfectionnement de la mise en œuvre du droit à réparation ; la qualité de combattant conférée aux anciens d'Afrique du Nord ; (p. 7685) : la suppression des forclusions ; les facilités données en matière d'exercice du droit à pension ; le fonctionnement de la commission consultative médicale ; l'évolution du monde combattant ; le droit à la retraite à soixante ans ; la parité des retraites des combattants des deux guerres mondiales ; la participation du secrétariat d'Etat à la loi-cadre sur le troisième âge ; l'institution d'un comité des usagers ; l'actualisation du code des pensions militaires d'invalidité ; (p. 7699-7700) : ses réponses aux orateurs ; la compréhension de l'effort du secrétariat d'Etat par les associations d'anciens combattants ; l'augmentation des charges du secrétariat d'Etat ; les problèmes des ascendants et des veuves de guerre ; la suppression des forclusions ; le cas du combattant volontaire de la Résistance ; (p. 7701) : l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; la parité des retraites 1914-1918 et 1939-1945 ; le rapport constant ; la parité des internés ; l'indemnisation des victimes du nazisme ; l'entretien des nécropoles ; le contingent supplémentaire de Légion d'honneur ; les crédits relatifs au personnel ; les pupilles de la nation ; l'expérience des antennes mobiles ; (p. 7702) : les mesures prises dans le cadre du plan de soutien à l'économie ; l'affaire Touvier ; les objectifs fixés ; (p. 7703) ; l'importance de l'effort fait par la France en faveur de ses anciens combattants. **Discussion des articles. Etat B - Titre IV** (p. 7708) : constate le refus de l'opposition de voter le budget des anciens combattants ; s'engage à ce que la parité soit établie en 1978 ; s'oppose à l'amendement n° 172 de M. Gilbert

Faure ; (p. 7710) : sur l'intervention de M. Villon, demande des excuses publiques ; rappelle le rôle qu'il a joué contre les nazis. **Après l'Article 67** (p. 7711) : accepte les amendements n°s 167 et 168 de M. Dronne qui renforcent l'autonomie et la responsabilité des handicapés ; demande le retrait de l'amendement n° 169 de M. Dronne.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7372) : le paiement des prestations dont les anciens combattants et victimes de guerre seront bénéficiaires ; 97 % des interventions publiques ; la difficulté des prévisions pour pensions nouvelles ; le nombre d'anciens combattants de 1914-1918 ; appréciation de l'aide au monde combattant ; (p. 7373) : le réseau d'assistantes sociales ; l'office national des anciens combattants ; l'informatique ; l'institution nationale des invalides ; une confirmation sans équivoque de la réalisation des objectifs de législature définis en 1973 ; l'élévation de la condition du pensionné dans la société ; la promotion des pensions ; l'acceptation du rapport constant ; (p. 7374) : la retraite du combattant ; sa parité ; une nouvelle étape ; l'attentat commis contre le camp de Struthof ; (p. 7388) : les efforts accomplis ; le rapport constant et les problèmes de parité ; (p. 7389) : la promotion des pensions ; le plan quadriennal ; les problèmes d'anciens d'Afrique du Nord ; la carte du combattant ; la sévérité dans l'instruction des dossiers ; l'office national ; l'ONAC ; la campagne double ; la mention « hors guerre » ; la retraite mutualiste ; la requête tendant à faire bénéficier de la campagne double les anciens d'Afrique du Nord ; les équivalences à l'action de combat ; la reconnaissance de la nation ; (p. 7390) : la situation des veuves de guerre ; les difficultés rencontrées par les ascendants ; l'affiliation à la sécurité sociale des ascendants de moins de soixante-cinq ans ; les Alsaciens et Mosellans, victimes de l'annexion de fait ; les démarches pressantes faites auprès du Gouvernement de la RFA et de la RDA ; la reconnaissance de la qualité d'incorporé de force aux incorporés dans les formations de police ; le minimum indemnisable pour les infirmités contractées en temps de paix ; les personnes contraintes au travail en pays ennemi ; la délivrance des cartes de réfractaires ; le contingent supplémentaire de croix de chevalier de la Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918 ; (p. 7391) : l'humanisation et l'accélération des travaux des commissions de réforme ; les membres des brigades internationales ; l'actualisation du code ; la parité de la retraite du combattant ;

la mise en œuvre du droit à réparation. **Examen des crédits. Etat B - Titre IV** (p. 7392) : s'oppose à l'amendement n° 221 de M. Gilbert Faure ; les arrières pensées du PSRG.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés (n° 2807). Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2047) : l'inquiétude de la commission quant aux délais de nomination des candidats ; la mise en place d'un équipement informatique ; (p. 2048) : l'amélioration des dispositions en vigueur.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement :

1977

— **Rend hommage à la mémoire de Mme Lucie Faure** [3 octobre 1977] (p. 5767).

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information [9 novembre 1977] (p. 7210) : l'attribution au Premier ministre de la charge antérieurement exercée par le ministre de l'information ; la liberté de la presse ; la proposition de loi du groupe communiste sur le pluralisme de la presse ; (p. 7211) : la notion de service public de l'information ; le budget de l'information ; la présentation du budget de l'information ; les aides directes et indirectes de l'Etat à la presse ; le nouveau régime fiscal de la presse ; le problème de l'assimilation des périodiques politiques aux quotidiens ; les risques de la distinction des publications selon leur contenu ; les avantages fiscaux dont bénéficie la presse ; l'imputation de l'aide postale ; les montants de l'aide directe et de l'aide indirecte ; l'aide aux quotidiens pour leur transmission par le procédé du fac-similé ; l'étude des demandes tendant à modifier les conditions de remboursement des aides ; (p. 7212) : l'augmentation des crédits destinés à rembourser la SNCF ; les achats de certains matériels d'imprimerie ; le problème de l'AFP ; le volume du montant des abonnements souscrits par l'Etat ; l'aménagement de l'immeuble du siège de l'AFP ; l'expansion de la presse française à l'étranger ; la SOFIRAD ; la SOMERA ; la prise de participation d'Europe N° 1 dans la presse ; les résultats du groupe SNEP ; la situation des imprimeries Paul Dupont et Montlouis ; le service d'information et de diffusion ; (p. 7213) : la participation de l'union nationale des associations familiales à l'action du

SID ; le pluralisme des entreprises de presse ; l'ordonnance de 1944 ; la modernisation des méthodes fiscales des journaux ; la transformation de la méthode de diffusion ; le procédé du fac-similé ; l'attitude de l'Etat à l'égard de la presse ; la création de nouveaux titres ; (p. 7214) : l'amélioration de la diffusion de la presse ; l'augmentation des investissements publicitaires.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7501) : l'inscription à l'ordre du jour des travaux du Parlement d'un débat sur la télévision ; le bilan de la réforme de 1974 ; l'évolution du taux de la redevance ; (p. 7502) : la vulnérabilité du réseau de TDF ; les conséquences de la destruction des émetteurs ; protéger le patrimoine public contre les attentats ; l'amendement du Gouvernement relatif à l'élévation du montant de la redevance ; l'adaptation du système de répartition de la redevance ; le problème de la publicité ; les recettes publicitaires de la presse écrite ; les recettes des sociétés ; les problèmes fiscaux ; l'application du taux de TVA réduit aux sociétés de radio-télévision ; le régime d'imposition des bénéficiaires ; la mobilité des personnels ; (p. 7503) : les conventions collectives passées par les sociétés de radio-télévision avec les journalistes ; les programmes, la création, l'accroissement du volume de diffusion ; la mise en place d'un système de bourses en faveur des jeunes auteurs ; le renouvellement régulier des créateurs ; les grilles de programme ; l'extension de la durée d'antenne ; les mécanismes de concertation ; la création d'un médiateur de l'audio-visuel ; la société française de production ; sa réorganisation ; les accords passés avec les sociétés TF 1 et Antenne 2 ; (p. 7504) : l'évolution du montant des commandes à la SFP ; la diversification des activités de la SFP ; le projet de construction de nouveaux studios ; les dotations en capital de la SFP ; la participation des sociétés de programme dans le capital de la SFP ; les rapports du cinéma et de la télévision ; la contribution de la télévision au fonds de soutien cinématographique ; les coproductions ; le problème de la musique à Radio France ; l'insuffisance des programmes de télévision pour les jeunes ; (p. 7505) : les débats en cours au haut-conseil de l'audio-visuel sur la déontologie des programmes ; l'objectivité des programmes ; l'objectivité de l'information ; l'institution d'un jour sans informations politiques ; les programmes d'équipement ; la diffusion des programmes de TF 1 couleur ; le procédé de la conversion ; (p. 7506) : l'élimination progressive des zones d'ombre ; la poursuite du programme complémentaire de TDF dans le Sud-Est et la Corse ; la modulation de fréquence ; l'installation en région parisienne d'un émetteur à modulation de fré-

quence diffusant de la musique classique ; le bilan des premières années de fonctionnement du nouveau système de radio-télévision ; la décentralisation ; la défense du monopole ; la démarche mondialiste de la télévision. — **Examen des crédits.** — **Etat E, ligne 82** (p. 7507) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 163 de M. Ralite ; son amendement n° 226 ; augmentation du taux de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision ; la sécurité des installations de TDF ; le coût des équipements de sécurité ; le retard de certains programmes d'investissement ; (p. 7509) : les inconvénients de la procédure relative au financement par les excédents de redevance de 1976 reportés sur l'exercice de 1977 ; adopté. **Article 59** (p. 7511) : l'action du Gouvernement en faveur de la présence de l'audio-visuel français à l'étranger ; l'extension des compétences du délégué interministériel à la télévision couleur ; la création d'un fonds d'aide à la promotion des programmes de télévision à l'étranger ; la création d'un organisme d'assistance technique ; son amendement n° 227 ; modification de la répartition du produit de la redevance ; adopté.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147).** **Discussion des articles** [24 novembre 1977]. **Article premier** (p. 7899) : le report de l'examen du projet de loi à une date ultérieure.

BORDU (Gérard)

Député de Seine-et-Marne
(2^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à améliorer les **conditions de travail des femmes (n° 1206)** [9 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2521) autorisant la ratification de la **convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits**, faite à La Haye le 2 octobre 1973 (n° 2650) [25 novembre 1976].

QUESTIONS

• *question d'actualité* :

— **Tarifs des transports publics** [16 mai 1973] (p. 1297, 1298) : prise en compte par les employeurs de la carte hebdomadaire.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972 (n° 194).** **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2145) : engagement de l'Europe dans un processus de coopération, conférence d'Helsinki ; se demande si les termes « civilisations extra-européennes » figurant à l'article 2 de la convention ne sont pas compris dans un sens restrictif excluant notamment les Etats socialistes européens ; annexe II de la convention, application de la convention au Land de Berlin et aux ressortissants, caractère anachronique du projet de loi eu égard aux relations nouvelles, contradiction entre l'annexe II et les traités intervenus récemment entre la RFA et plusieurs pays socialistes dont la RDA.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5962) : une prise de conscience nouvelle bouleverse les pratiques néo-colonialistes ; développer une politique de complémentarité ; Israël doit reconnaître le droit à l'existence du peuple palestinien ; le GRUNK au Cambodge ; les diverses complaisances du Gouvernement à l'égard de régimes politiques autoritaires ; (p. 5963) : les dangers de la majorité qualifiés comme processus de décision en Europe ; le Gouvernement pratique le mépris

de la représentation nationale ; l'existence d'un parti américain dans la majorité ; les rapports avec les pays socialistes.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Coopération [30 octobre 1975] (p. 7596) : rompre avec les pratiques colonialistes ; la responsabilité de la France vis-à-vis de la situation en Angola ; l'affaire Claustre ; (p. 7597) : la possibilité d'une autre politique.

1976

— **Rappel au règlement** [29 juin 1976] (p. 4882) : proteste contre le refus du Gouvernement d'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire un débat sur les conséquences de la sécheresse.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Coopération [9 novembre 1976] (p. 7797) : la diminution du budget pour 1977 ; l'intégration de la politique française de coopération dans le cadre de l'atlantisme et de la CEE ; le faible montant de l'aide publique ; le FAC ; le souci qui transparait de favoriser l'implantation des grandes sociétés en garantissant leurs investissements ; (p. 7798) : la prépondérance des intérêts des groupes monopolistes industriels et financiers ; le néo-colonialisme de la politique officielle ; le dialogue nord-sud ; l'accord de Lomé ; des échanges déséquilibrés ; la nécessité d'une autre politique ; les DOM ; les propositions communistes ; un nouvel ordre économique international.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Discussion des articles** [30 novembre 1976] **Article 23** (p. 8810) : la situation redoutable créée par l'adoption de l'article 23 ; l'extension de la misère ; la dégradation des services sociaux ; la proposition de loi communiste tendant à suspendre les mesures de saisie immobilière ou d'expulsion pour dettes de loyer et de charges ; l'amendement de M. Kalinsky ; l'article 23, article de la misère. **Article 30 quater** (p. 8818) : la difficile application des dispositions de la loi relative à la sécurité sociale des auteurs ; demande quand le Gouvernement appliquera la loi ; propose le 1^{er} janvier 1977.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines**

dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes (n° 2571). **Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9025) : un processus dont la finalité conduit à la supranationalité ; (p. 9026) : les ressources propres de la Communauté ; le refus du groupe communiste de l'affectation de ressources propres, premier pas vers l'abandon de la souveraineté nationale ; Maurice Schumann et le rejet du budget ; pouvoir budgétaire et contexte positif ; le rapport Tindemans ; l'article 137 du traité de Rome ; Joseph Strauss et Achenbach ; les conséquences nouvelles du renforcement des pouvoirs budgétaires ; un nouveau pouvoir de décision ; la tendance au gonflement des dépenses ; (p. 9027) : un pouvoir politique accru ; un budget au service de l'argent ; les restructurations ; les faibles moyens des travailleurs ; l'Europe offerte par le pouvoir ; indique que les communistes ne refusent pas toute idée européenne ; l'indépendance nationale ; est partisan du contrôle par l'Assemblée européenne des activités communautaires ; les commissions d'enquête européennes ; rendre aux parlementaires nationaux leur droit de contrôle sur les sommes consacrées au budget de la CEE ; (p. 9030) : sa motion de renvoi en commission ; le pouvoir de décision budgétaire ; un texte indissociable du projet de loi relatif à l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; la supranationalité ; demande le renvoi de la discussion du projet de loi en commission.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3824) : le désaccord de M. Jacques Chirac sur le communiqué signé par les neuf chefs d'Etat réunis à Paris les 9 et 10 décembre 1974 ; les fonctions de Premier ministre exercées par M. Jacques Chirac ; l'acceptation par M. Jacques Chirac des transferts de souveraineté ; les déclarations de M. Sauvagnargues sur les abandons de la souveraineté ; (p. 3825) : la non-remise en question du texte de 1974 par M. Jacques Chirac ; la référence de M. Giscard d'Estaing au texte de la déclaration de 1974 ; l'endossement de la responsabilité du texte du communiqué de 1974 ; les conditions de l'adoption du projet ; l'utilisation des articles 49 de la Constitution et 128 du règlement.

BORVEAU (André)

Membre du conseil économique et social, rapporteur du conseil économique et social devant l'Assemblée nationale.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7817) : les droits fondamentaux du handicapé vis-à-vis de la collectivité ; l'approbation par le Conseil économique et social du principe de cette loi d'orientation ; les abstentions des groupes des travailleurs CGT et CFDT ; (p. 7818) : les handicapés mineurs ; l'emploi ; les handicapés majeurs ; les commissions départementales et le contentieux ; la représentation demandée par le Conseil économique et social des familles des handicapés à la commission technique d'orientation ; (p. 7819) ; le financement ; la difficulté d'évaluer les dépenses entraînées.

BOSCHER (Michel)

*Député de l'Essonne
(2^e circonscription)
(UDR puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

DÉPÔTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 159 du code forestier afin d'assurer

une meilleure protection des sites boisés (n° 177) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la revalorisation des assurances dotales (n° 178) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article 381 du code rural relatif à des pénalités frappant le délit de braconnage (n° 179) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à donner aux adjudicataires, dans les ventes aux enchères publiques mobilières, un délai pour l'exercice du recours en garantie vis-à-vis de l'officier vendeur (n° 180) [12 avril 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement du service public du téléphone (n° 355) [18 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 727), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie, signé à Paris le 3 novembre 1972 (n° 805) [29 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 relative à la création d'agglomérations nouvelles (n° 1591) [29 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3055), autorisant l'approbation de la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, ensemble deux protocoles, fait à Barcelone le 16 février 1976 (n° 3220) [17 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat* :

— (n° 27003) : **creciculture dans l'Essonne** [9 avril 1976] (p. 1603) : l'inquiétude des creciculteurs de l'Essonne qui cessent tout investissement devant le captage des sources envisagées par l'agence de bassin.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [17 mai 1973] (p. 1341) : sa référence au rapport de la commission des villes du VI^e Plan ; rappelle les dimensions du problème

urbain dans notre pays ; extension urbaine et ses conséquences ; responsabilité des pouvoirs publics dans l'adaptation psychologique de l'homme au milieu ; acceptation du cadre de vie ; insuffisance des moyens énumérés par le ministre ; ses réserves sur l'attribution aux maires des villes moyennes de la responsabilité de l'urbanisme ; insuffisance des équipes techniques dont ces villes disposent ; proposition du groupe de travail des villes du VI^e Plan ; frein que constitue un certain conservatisme municipal ; nécessité de mesures législatives ; inefficacité des moyens d'incitation ; conséquences de l'émiettement des responsabilités au sein de 38.000 communes ; propositions relatives au regroupement des communes d'une même agglomération et à la création d'une agence d'urbanisme d'agglomération ; (p. 1342) : décentralisation ; blocage de la subvention globalisée pour l'équipement des collectivités locales ; crise des finances locales ; travaux de la commission Mondon ; répartition des charges financières entre l'Etat et les collectivités locales ; accroissement de la fiscalité directe des collectivités locales ; investissements réalisés par ces dernières ; coût croissant du fonctionnement de ces équipements ; nécessité de la maîtrise des sols ; politique des réserves foncières en faveur des collectivités ; organisation de marchés fonciers locaux ; proposition de loi Fanton tendant à la création d'un impôt foncier sur les terrains urbains non bâtis ; suppression de la taxe sur les plus-values ; publicité des transactions foncières ; ZAD ; promotion des transports collectifs ; (p. 1343) : autoroutes ou voies rapides urbaines ; se prononce pour une autorité politique unique dans la région parisienne habilitée à décider de la politique des investissements ; qualité des plans d'urbanisme locaux ; problème de l'architecture ; problème de l'animation dans les villes en extension rapide ; ses observations sur la vocation de la ville.

— **Rappel au règlement** : Fixation de l'ordre du jour [19 juin 1973] (p. 2275) : sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement du service public du téléphone ; non dépôt du rapport de la commission saisie de cette proposition, opportunité qu'il y aurait à discuter en séance publique de cette proposition, fait appel à la présidence.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée (n° 448). Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article 2** (p. 2624) : son amendement.

— **Fixation de l'ordre du jour complémentaire** [17 octobre 1973] (p. 4496) : non- ins-

cription à l'ordre du jour de sa proposition de loi relative à la création d'une commission de contrôle sur le téléphone.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle et technique entre la France et la Malaisie (n° 727), en qualité de rapporteur. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6911) : exposition industrielle et technique de Kuala Lumpur (p. 6912) : points communs entre les politiques extérieures de la Malaisie et de la France, portée de l'accord coopération-culturelle et technique, place du Français en Malaisie.

1974

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans (n° 1059). Discussion des articles** [25 juin 1974]. **Après l'Article 2** (p. 2936) : contre l'amendement n° 18 de M. Terrenoire : la suppression dans le code pénal de la notion de circonstances aggravantes lorsque la victime est un mineur est dangereuse : cadeau aux proxénètes.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie (n° 1178). Discussion des articles** [4 octobre 1974]. **Article 4** (p. 4834) : sur l'amendement n° 18 de M. Poperen : craint les difficultés d'application d'un décret limitant les temps de chauffage ; (p. 4835) : charge de la pose des compteurs .

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale (n° 1177). Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5097) : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 24 du Gouvernement ; le régime général doit être pris pour base de l'harmonisation ; adopté. **Seconde délibération. Article premier** : s'oppose à l'amendement de suppression du Gouvernement.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (n° 950). Discussion des articles** [3 décembre 1974]. **Article 4** (p. 7309) : sur l'amendement n° 14, sièges réservés à des élus au conseil de direction ; son sous-amendement n° 11 : participation du conseil d'administration du district de la région parisienne au conseil d'orientation ; adopté.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations (n° 776). Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7450) : la situation souvent dramatique des veuves expulsées de leur logement de fonction ; la possibilité de les reloger sur le contingent de logements des préfets.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Article 16** (p. 4060) : son sous-amendement n° 154 à l'amendement n° 21 de M. Massot : non-application des dispositions de l'article aux syndicats communautaires d'aménagement des villes nouvelles ; adopté après avoir été reporté sur l'amendement n° 69 de M. Burckel.

— **Rappel au règlement** [10 septembre 1975] (p. 6139) : demande au Gouvernement de faire une communication pour rassurer le Parlement et l'opinion sur le sort de Mme Claustre.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s 1588 et 1881). **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article premier** (p. 6720) : sur l'amendement n° 416 de M. Claudius-Petit et la réponse de M. Galley, observe que ce n'est pas le Conseil d'Etat qui fait la loi ; se rallie à l'amendement en ce qui concerne les droits des communes ; demande un vote par division de l'amendement. **Article 2** (p. 6732) : son sous-amendement n° 400 à l'amendement n° 142 de M. Fanton ; supprimer les mots « à usage locatif » ; placer ainsi à égalité les logements sociaux à usage locatif et ceux en accession à la propriété ; réservé par suite de la réserve de l'article 2 ; [14 octobre 1975] : **Article 6** (p. 6821) : signale la submersion possible de l'administration des domaines. **Article 8** (p. 6824) : ses sous-amendements n°s 406 et 407 à l'amendement n° 152 de M. Fanton : régler le cas des villes nouvelles ; (p. 6825) : sa réponse au ministre de l'équipement ; adoptés ; son amendement n° 408 : supprimer le qualificatif « à caractère social » trop restrictif ; adopté ; (n° 6829) : propose de supprimer dans l'amendement n° 326 du Gouvernement les mots « à usage locatif ». **Article 2 (suite)** (p. 6846) : son sous-amendement n° 400 ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 513 du Gouvernement ; [15 octobre 1975] : **Article 20** (p. 6933) : appuie le sous-amendement n° 413 de M. Dubedout à l'amendement n° 180 de M. Fanton ; ne pas faire une loi appliquée dans quelques centres urbains seulement ; [16 octobre 1975] : **Article 20 (suite)** : **Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6973) : sur les amendements n°s 198 de M. Fanton et 465 de M. Claudius-Petit, exprime son scepticisme à l'égard de l'arsenal législatif tendant à juguler la spéculation foncière ; estime que le système de la concession se heurte à un obstacle psychologique ; pense qu'en tout état de cause l'amendement n° 198 pourrait être tourné.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Après l'Article 31** (p. 9279) : sur l'amendement n° 141 de M. Fanton : estime que les fonctions de préfet de Paris et de préfet de la région Ile-de-France sont incompatibles ; rappelle que l'Assemblée va voter un statut de la région de Paris qui accroîtra les tâches du préfet de région.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° 1867). **Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9969) : les vicissitudes de l'administration parisienne ; son hommage à l'action du district ; (p. 9970) : la spécificité de la région parisienne ; son caractère de « région-agglomération » ; ses grands équipements utilisés par les huit départements qui la composent ; l'absence de coordination entre les services à vocation régionale ; le poids que fait peser Paris ; (p. 9971) : élargir les prérogatives de l'assemblée régionale ; son rôle possible en matière de concertation ; lui donner la possibilité de gérer certains services ; s'inspirer en matière financière des méthodes appliquées à la ville de Paris ; mieux définir les pouvoirs du préfet de région ; (p. 9972) : l'approbation donnée par l'orateur au projet du Gouvernement ; (p. 9975) : précise à l'intention de M. Flornoy que le district a précédé le schéma directeur de la région parisienne ; (p. 9978) : entend faire apparaître que les limites de la nouvelle région Ile-de-France ne correspondent pas avec celles du passé. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9983) : son amendement n° 1 : substituer aux mots « la région Ile-de-France » les mots « la région parisienne » ; adopté. **Article 3** (p. 9986) : s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Kalinski ; (p. 9987) : son amendement n° 2 : extension des compétences de la région ; retiré. **Article 6** (p. 9990) : son amendement n° 3 : permettre à la région de jouer un rôle prépondérant dans l'organisation des transports en commun ; retiré. **Après l'Article 6** (p. 9991) : son amendement n° 4 : dépôt par le Gouvernement avant le 1^{er} juillet 1977 d'un projet de loi portant réorganisation hospitalière de la région parisienne ; lutter ainsi contre le monopole qu'exerce l'assistance publique ; retiré. **Article 7** (p. 9992) : son amendement n° 5 : rédactionnel ; retiré. **Article 10** (p. 9993) : son amendement n° 14 : permettre à la région parisienne de gérer certains services ; repoussé. **Après l'article 10** (p. 9993), son amendement n° 6 : permettre l'établissement d'un contrat pluriannuel entre l'Etat et la région parisienne déterminant les grands équipements d'infrastructure ; adopté après adoption d'un sous-amendement oral du Gouvernement. **Article 17** (p. 9998) : son amendement n° 7 : visa

des ministres de l'intérieur et des finances pour toute délibération relative au budget portant sur les autorisations de programme, le volume de l'emprunt global et les créations d'emplois ; demande si, en vertu de l'amendement n° 86 du Gouvernement, la région pourra bénéficier d'un emprunt global ; retiré. **Article 21** (p. 9999) ; son amendement n° 8 : durée du mandat du président de l'assemblée régionale ; repoussé ; (p. 10000) ; son amendement n° 9 : réunion du conseil régional sur convocation du président après accord du préfet de région ; adopté. **Article 23** (p. 10001) : son amendement n° 11 : fixer à quatre-vingts le nombre des membres du comité économique et social ; repoussé. **Article 26** (p. 10002) : son amendement n° 12 : autorité hiérarchique du préfet de région Ile-de-France sur les préfets des départements ; repoussé ; (p. 10003) : son amendement n° 13 : recrutement du personnel de l'établissement public régional par le préfet de région ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 avril 1976]. **Article 5** (p. 1909) : sur l'amendement n° 5 de M. Bourson, est défavorable à la création d'une agence des espaces verts ; considère que l'assemblée régionale doit être libre de se doter des moyens nécessaires à la promotion de sa politique ; (p. 1910) : considère de nouveau que la création d'agences régionales ôte toute autorité aux assemblées régionales. **Article 26** (p. 1912) : sur l'amendement n° 10 de M. Bourson, prend position en faveur du texte adopté par le Sénat ; considère comme souhaitable que la saisine puisse être le fait d'un conseiller régional.

1976

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n°s 875, 877, 926). Discussion de l'Article unique** [20 avril 1976] (p. 1923) : demande que le texte en discussion fasse référence aux citoyennes.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2147). Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2641) : déplore la succession de « réformettes » consacrées aux finances locales ; demande que de l'ordre soit mis dans ces finances ; (p. 2642) : son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 44 de M. Mario Bénéard : laisser au conseil municipal le choix entre la section d'investissement et la section de fonctionnement ; adopté.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [1^{er} juin 1976] (p. 3571) : compétence limitée du rapporteur du Conseil économique et social ; [3 juin 1976] (p. 3729) : ne parvient pas à s'enthousiasmer pour un texte qui sem-

ble empreint d'un socialisme honteux ; le ministre en veut-il à la propriété ? (p. 3730) : le Français reste très attaché à la petite propriété d'où le vent d'inquiétude dans le pays ; n'y a-t-il pas, rue de Rivoli, une certaine volonté d'inquisition fiscale ? n'y a-t-il pas tentation de mettre le patrimoine en fiches ? ; les Français ont une répulsion pour les méthodes inquisitoriales ; le projet est injuste et anti-économique ; comment peut-on se prétendre attaché à la libre entreprise et au risque, et en même temps pénaliser les entrepreneurs qui réaliseront des plus-values ? (p. 3731) : l'établissement d'un impôt proportionnel serait préférable ; des mises au point sur des œuvres d'art qui n'augmentent de valeur qu'en fonction de la mode ; la taxation des ventes dans ce domaine n'aboutira qu'à appauvrir encore le marché de Paris, sans pour autant supprimer les intermédiaires ; (p. 3732) : le projet recherche plutôt une fausse égalité que la justice ; l'orateur se déterminera en fonction de ses électeurs et non en fonction de quelque patronage. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3868) : approuve les remarques de M. Charles Bignon sur la réserve de l'amendement n° 249 de ce dernier ; [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3917) : se demande si l'amendement n° 121 de M. Papon ne devrait pas être réservé comme l'amendement n° 85 corrigé de M. Duffaut ; demande la réserve de l'amendement n° 121 de M. Papon. **Article 2** (p. 3952) : sur l'amendement n° 16 de M. Rigout, fait observer que les expropriations n'entraînent habituellement aucune plus-value ; soutient l'amendement n° 242 de M. Mario Bénéard : option pour le paiement d'une taxe forfaitaire dont le taux serait égal au taux de la plus-value ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4127) : son sous-amendement n° 334 : concernant les appareils ménagers et les voitures automobiles ; (p. 4128) : précise la portée de son sous-amendement n° 334 ; adopté ; [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4214) : déclare que les plus-values en bourse apparaissent spontanément ; demande à M. Fourcade de l'assurer que l'on ne reviendra pas en deuxième délibération sur le problème des obligations ; (p. 4226) : indique que M. Pierre Bas concède à retirer son amendement n° 217 ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4286) : son amendement n° 265 relatif aux cessions consenties à l'occasion de la conclusion d'un bail à construction ; adopté. **Article 9** (p. 4294) : s'étonne que le Gouvernement considère les objets d'art comme des objets de luxe taxables ; indique que les amateurs d'objets d'art ne sont pas des spéculateurs ; indique que les objets d'art dans les ventes publiques supportent déjà des droits très lourds et que l'institution de la taxe de 4 % aurait un effet très préjudiciable sur le

marché français des objets d'art ; est favorable à l'amendement n° 161 de M. Papon ; (p. 4295) : indique que dans beaucoup de cas la revente d'objets d'art n'apporte aucune plus-value du fait des dépréciations causées par la mode ; souligne que la différence de rendement ne vaut pas qu'on mette en péril le marché français ; (p. 4296) : s'étonne que son amendement n° 64 n'ait pas été appelé ; (p. 4298) : insiste pour que son amendement n° 64 soit discuté avant l'amendement n° 350 ; indique que son amendement n° 64 fait ressortir que le droit d'enregistrement perçu sur les ventes aux enchères constitue un impôt payé d'avance imputable sur le montant de la nouvelle taxe ; repoussé (p. 4300) : déclare que l'amendement n° 166 de M. Papon tend à favoriser la vente en France de grandes collections étrangères ; retire son amendement n° 65.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6634) : souhaite que son sous-amendement soit discuté alors que l'article 2 est réservé. **Article 9** (p. 6660) : la taxe d'assainissement, élément du prix de l'eau qui est souvent majorée.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Première partie :**

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6873) : le parti communiste défenseur des petites gens et des petits porteurs mais confiscateur de l'investissement modeste ; la spoliation des petits porteurs à travers le capital des sociétés ; (p. 6882) : critique de l'ouverture des mairies et de la publicité des impositions ; une situation d'hypocrisie abominable ; le risque de listes de proscriptions ; le risque de calomnie et de délation ; un mauvais système qui n'a pas marché ; [26 octobre 1976] : **Article 13** (p. 7009) : son sous-amendement n° 211 permettant de couvrir l'ensemble des cas ; traite le cas où le Français n'a pas sa résidence en France, mais acquiert et fait naviguer un bateau sous pavillon étranger ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2418). Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Après l'Article 15** (p. 8798) : soutient l'amendement n° 2 de M. Bas ; l'intégration des fonctionnaires du corps des conseillers aux affaires administratives dans le corps des administrateurs des affaires d'outre-mer ; adopté. **Avant l'Article 23** (p. 8807) : souligne que la suppression du mot « nation » retirerait beaucoup de sens à l'amendement n° 28.

1977

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux**

règles de la pharmacie d'officine (n° 2751). Discussion des articles [21 avril 1977]. **Article 3** (p. 2043) : la compétence des préparateurs pour seconder les pharmaciens hospitaliers.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [8 novembre 1977] (p. 7146) : l'adoption des crédits du ministère des affaires étrangères ; l'évolution de ces crédits ; la part du budget des affaires étrangères dans le budget de l'Etat ; l'information du Parlement sur le plan du redressement du ministère des affaires étrangères ; l'évolution du nombre des rencontres et des organisations internationales ; l'effort d'information accompli à l'étranger ; l'évolution des effectifs civils du Quai d'Orsay ; (p. 7147) : les déséquilibres structurels internes au ministère ; la soustraction au ministère des affaires étrangères d'attributions dont la vocation est incontestable ; la dispersion des crédits ; les contributions des différentes banques internationales ; la coopération avec les pays en voie de développement ; l'évolution des dépenses en capital et des dépenses ordinaires ; les créations d'emplois ; la situation des secrétaires adjoints aux affaires étrangères ; le problème des agents contractuels et des auxiliaires étrangers ; les crédits affectés aux interventions publiques ; la contribution aux organisations internationales ; les crédits d'aide militaire ; l'évolution du poste Assistance et solidarité ; l'insuffisance des crédits relatif à l'information et à la presse ; la prise d'otages par le Front Polisario ; (p. 7148) : l'adoption par la commission du projet de budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, ensemble deux protocoles, faite à Barcelone le 16 février 1976 (n° 3055), rapporteur. Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8955) : la multiplication des initiatives internationales pour lutter contre la pollution des mers ; la convention de Barcelone ; le plan d'action pour la Méditerranée ; les différents volets du plan juridique, scientifique et socio-économique ; le « plan bleu » ; la nature de la convention de Barcelone ; le principe des engagements des Etats contractants ; le protocole annexe relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée ; les différents régimes juridiques auxquels sont soumises les immersions ; le protocole annexe relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles ; la mise en place d'un centre régional d'information à Malte ; (p. 8956) : la portée limi-

tée de la convention ; le protocole relatif à la pollution d'origine tellurique ; la subordination de l'efficacité de la convention à celle des législations nationales ; l'adoption du projet de loi par la commission.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à l'accord portant création du fonds africain de développement, ensemble deux annexes, fait à Abidjan, le 29 novembre 1972 (n° 3056), rapporteur suppléant. Discussion générale [17 décembre 1977] (p. 8957) :** la création et la nature du fonds africain de développement ; le nombre des pays participants ; la création de fonds spéciaux par la Banque africaine de développement ; l'organisation du fonds africain de développement ; les opérations du fonds ; l'attitude de réserve de la France à l'égard du fonds ; l'adhésion de la France au fonds africain de développement ; les conditions de l'adhésion française ; le montant de la participation française.

BOUDET (Roland)

*Député de l'Orne
(2^e circonscription)
(RDS, puis RCDS).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de gestion du fonds spécial d'investissement routier [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Vice-président de cette commission [19 juin 1973] (p. 2290).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de M. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Cesse d'appartenir à cette commission [27 octobre 1977] (p. 6755).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Président de cette commission [25 mai 1977] (p. 3044).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative à la remise des frais de justice dus par les personnes qui ont bénéficié d'une amnistie en application soit de la loi n° 66-396 du 17 juin 1966, soit de la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968, pour des infractions commises en relation avec les événements d'Algérie (n° 387) [24 mai 1973].**

Retrait de cette proposition [2 avril 1974] (p. 1449).

— **Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — Tome XX : Transports terrestres (n° 686) [10 octobre 1973].**

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur les moyens en locaux, automobiles, avions, mis à la disposition des membres du Gouvernement, des administrations centrales, des établissements publics nationaux, afin de déterminer les économies qui pourraient être réalisées (n° 775) [22 novembre 1973].**

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels (n° 898) [20 décembre 1973].**

— **Proposition de loi tendant à instituer une tranche régionale du fonds spécial d'investissement routier (n° 1133) [10 juillet 1974].**

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Tome XVIII : Transports terrestres (n° 1235)** [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 1325, adopté par le Sénat, portant création de l'établissement public national du tunnel sous la Manche (n° 1383) [10 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi n° 305 tendant à l'établissement d'une charte de l'animal (n° 1394) [12 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à faire figurer la mention du groupe sanguin sur le permis de conduire et la carte nationale d'identité (n° 1595) [29 avril 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome XVIII : Transports terrestres (n° 1921)** [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2256), relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports (n° 2338) [26 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2406), relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports (n° 2415) [23 juin 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome XVIII : Transports terrestres (n° 2534)**.

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises (n° 2757) [2 avril 1977].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — **Tome XX : Transports terrestres (n° 3152)** [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à instituer le vote obligatoire et le vote en semaine (n° 3163) [19 octobre 1977].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'établir les causes réelles de l'alcoolisme en France (n° 3367) [15 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Carte des abattoirs** [26 juin 1974] (p. 2971, 2972) : modernisation d'abattoirs de villes moyennes.

— **Grève des services postaux** [13 novembre 1974] (p. 6280).

— **Situation financière des entreprises du fait de la grève des PTT** [27 novembre 1974] (p. 7098).

— **Prises d'otages** [16 avril 1975] (p. 1733).

— **Publication des résultats du recensement de 1975** [7 mai 1975] (p. 2459).

• question orale avec débat :

— (n° 18971) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3236, 3237) : gravité croissante du chômage ; recherche de nouveaux débouchés extérieurs pour l'industrie française ; réduction du temps de travail ; abaissement de l'âge de la retraite ; relance de l'industrie du bâtiment ; adoption nécessaire d'un plan de grands travaux ; intensification du recrutement de certaines administrations ou entreprises nationalisées ; recyclage et formation professionnelle ; interdiction du cumul d'une retraite avec un salaire.

• questions au Gouvernement :

— **Jugements consécutifs à des rapt d'enfants** [25 juin 1975] (p. 4714) : application souhaitable d'une procédure d'urgence pour ce genre de crimes.

— **Situation au Cambodge** [28 avril 1976] (p. 2255) : les opérations menées par les Khmers rouges.

— **Conséquences de la sécheresse sur l'alimentation du bétail** [16 juin 1976] (p. 4182) : situation dramatique des éleveurs dans le Perche ; taxation du prix des fourrages, reports d'échéance des prêts du Crédit agricole.

• question orale sans débat :

— (n° 29907) : **Exploitation par la France des ressources de la mer**, en qualité de suppléant de M. Ollivro [18 juin 1976] (p. 4382, 4383) : importance nationale de ce problème ; la politique du Gouvernement pour permettre à la France d'entamer le monopole technique de fait des Américains dans le domaine des nodules polymétalliques ; demande un débat sur ce sujet.

• questions au Gouvernement :

— **Jugement plus rapide de certains crimes** [6 octobre 1976] (p. 6385) : rapt d'enfants ; prises d'otages.

— **Inscriptions sur les listes électorales** [24 novembre 1976] (p. 8635) : rôle documentaire de la radio et des sociétés de télévision.

• *questions orales sans débat* :

— (n° 37194) : **Cumul entre pension de retraite et rémunération professionnelle** [15 avril 1977] (p. 1872, 1873, 1874) : élaborer une politique de l'emploi pour remédier au chômage des jeunes ; régler le cumul entre retraite et activité rémunérée.

— (n° 2716) : **Inscription d'un débat sur les importations sauvages** [2 décembre 1977] (p. 8229) : la nécessité d'un débat sur le rapport établi par la commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner le problème des importations sauvages.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du Conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [4 mai 1973] (p. 1062) : évoque le problème de la viande bovine, le déficit européen de cette production, également en ce qui concerne le veau ; estime que les éleveurs sont les OS du monde agricole ; caractère astreignant de leur travail ; problème de leur mode de vie qui conditionne leur attachement à l'élevage ; nécessité d'accroître la rentabilité des productions animales, de donner une garantie de cette rentabilité, d'instaurer un système d'indexation, d'obtenir un équilibre lait-viande ; conditions d'octroi des primes de productivité pour le lait ; demande des crédits d'aide à l'équipement des exploitations ; (p. 1063) : demande que soit lancé un emprunt national ; nécessité de l'Europe politique.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (droit de licenciement) (n° 197). Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1456) : nécessité de l'emploi des salariés ; problème de l'interprétation des dispositions du projet ; ses observations sur le délai imparti pour sa discussion ; renvoi en commission ; recours au tribunal et imprécisions du texte ; différence entre petites et grandes entreprises ; mauvais patrons et mauvais salariés. **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : article 24 m du code du travail** (p. 1614) : son amendement : modalités de convocation du salarié licencié. **Article 29 q** (p. 1629) : son amen-

dement : différence entre les fautes de l'employeur sur la forme et sur le fond dans la procédure de licenciement ; (p. 1630) : répond au Gouvernement. **Article 24 s** (p. 1634) : son amendement tendant à porter à 25 le seuil retenu dans l'article.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 33** (p. 4131) : ses observations sur les amendements ; (p. 4132) : précise les raisons de son opposition à l'article. **Article 34** (p. 4148) : son amendement visant à interdire en particulier la vente de produits de composition spéciale présentés sous le même emballage que ceux de fabrication ordinaire ; (p. 4149) : son amendement interdisant la vente sous un conditionnement identique de plusieurs produits de composition différente. **Article 24** [12 octobre 1973] (p. 4366) : son amendement : commissions régionales d'urbanisme ; demande la réserve jusqu'à l'examen de l'article 25. **Article 25** (p. 4367) : son amendement tendant à remplacer la commission nationale d'urbanisme commercial par des commissions régionales ; (p. 4368) : répond aux arguments du Gouvernement. **Article 24** (p. 4369) : son amendement : non délivrance du permis de construire avant l'expiration du délai de recours ; retrait. **Avant l'Article 49** [19 octobre 1973] (p. 4598) : son amendement : conférence annuelle ; (p. 4633) : explique le vote de son groupe dans le scrutin sur l'ensemble du projet de loi. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973]. **Article 31** (p. 6723) : proteste contre le dépôt d'amendements par le Gouvernement sans les avoir soumis à la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie** :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5039, 5040) : son rapport présenté par M. Brugnon ; (p. 5040 à 5046) : texte intégral de son rapport annexé au compte rendu intégral en application de l'article 91 du règlement de l'Assemblée nationale.

Justice [31 octobre 1973] (p. 5124) : montée grandissante du banditisme parmi les jeunes, faits enregistrés en 1973, panique dans la population particulièrement dans les milieux ruraux, bagarres dans les bals, mesures à prendre par le Gouvernement responsable de l'ordre public et de la sécurité des citoyens ; rôle capital de la justice, découragement des gendarmes et des policiers devant la mansuétude observée à l'égard des jeunes délinquants appréhendés ; coups et sévices dont sont victimes les agents de la force publique ; nécessité de garantir à chacun la liberté de vivre et de circuler, sa confiance à la justice ; votera

le budget mais lance un cri d'alarme à tous les magistrats.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5743) : effort d'amélioration du réseau routier français et accroissement du trafic touristique, effritement de la monnaie, difficulté d'exécution dans les délais du programme prévu au VI^e Plan, désengagements financiers de l'Etat ; suggère qu'une tranche spéciale du FSIR soit mise à la disposition des conseils régionaux pour l'aménagement des routes d'intérêt régional ; demande la définition de mesures financières permettant aux collectivités locales de réaliser les déviations indispensables.

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5836) : nécessité d'augmenter le nombre des centres de formation professionnelle des conducteurs de poids lourds ; (p. 5837) : manque de chauffeurs routiers et ses conséquences, formation des jeunes, sections spéciales des CET, formation professionnelle des adultes, stages de l'UPA ; action de l'association Promotrans et des services de la défense nationale à Montlhéry ; situation des inspecteurs du travail ; agence nationale pour l'emploi.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973] (p. 6122) : financement du fonds spécial d'investissement routier ; demande le dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les structures du FSIR afin de permettre l'amélioration du réseau routier.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719) [22 novembre 1973] (p. 6256) : son abstention dans le vote de l'ensemble du projet de loi.

1974

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [6 juin 1974] (p. 2514) : les réformateurs seront des partenaires loyaux et vigilants ; hommage à M. Alain Poher ; austerité nécessaire, à condition que l'on réalise la justice fiscale ; respecter l'autorité du Parlement sur le pouvoir réglementaire ; (p. 2515) : assurer la rentabilité des activités agricoles ; instaurer la démocratie dans les entreprises industrielles ; développer les villes moyennes ; insister sur le rôle de l'école pour la préparation à la vie ; parvenir à un Parlement et à un exécutif européens ; accroître l'égalité civique ; (p. 2516) : s'orienter plus nettement vers un régime présidentiel.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645). **Discussion des articles**

[13 juin 1974]. **Article L 616 du code de la santé publique** (p. 2660) : son amendement n° 44 qui tend à remplacer l'autorisation par une déclaration ; repoussé ; (p. 2661) : son amendement n° 45 prévoyant une procédure élargie pour les médicaments existants ; repoussé. **Article L 617-2 du code de la santé publique** (p. 2662) : son amendement n° 46 ; critère de l'effet thérapeutique ; adopté ; (p. 2663) : ses amendements n°s 47 et 48 relatifs à la suspension des autorisations : repoussés.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° 952). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3090) : attire l'attention du Gouvernement sur l'inquiétude des producteurs en ce qui concerne le prix payé à la production.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres, rapporteur pour avis [18 novembre 1974] (p. 625) : l'avantage énergétique des transports collectifs ; (p. 6626) : l'évolution du trafic de voyageurs et de marchandises ; les temps de transport journaliers ; une politique des transports en commun ; les aléas des grèves ; la modernisation de la SNCF ; la coordination du rail et de la route pour les transports de marchandises ; les autobus de la RATP ; la batellerie ; les suppressions de lignes SNCF ; les grèves ; la formation professionnelle des chauffeurs routiers ; le tunnel sous la Manche ; les offices de transports ; les tickets d'autobus ; le statut du personnel de la RATP ; le réseau Freycinet de voies navigables ; la desserte ferroviaire des zones industrielles ; l'adaptation des camions au gabarit du réseau ferré ; les lignes Paris-Sud-Est et Paris-Calais ; (p. 6627) : les centres régionaux de formation professionnelle des conducteurs routiers ; avis favorable de la commission.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6804) : s'inquiète de la situation particulière des receivers-distributeurs ; demande pourquoi n'ont pas été convoqués aux négociations qui se sont déroulées entre le 25 octobre et le 5 novembre, les cadres des PTT affiliés à la CGC ; (p. 6805) : s'inquiète du rôle joué par le conseil supérieur des PTT ; la perte subie par l'économie nationale du fait de la grève ; la nécessité de donner à la fonction publique un statut garantissant la permanence des services publics.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion générale**

rale [5 juin 1975] (p. 3737) : la place importante que devraient occuper les transports dans le VII^e Plan ; comparer la dépense en énergie selon les différents moyens de transport ; établir une véritable coordination entre le rail et la route ; le lien entre le problème des voies de communication et l'aménagement du territoire ; égaliser les conditions de transport ; multiplier les déviations autour des villes ; (p. 3738) : inscrire une politique des déviations dans le VII^e Plan.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° 1734). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4781) : se prononce pour une autodétermination île par île.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres**, rapporteur pour avis [14 novembre 1975] (p. 8396) : les crédits des transports terrestres et l'augmentation des investissements de la SNCF et de la RATP ; les déficits d'exploitation de ces deux sociétés ; le choix politique relatif à la complémentarité du rail et de la route et à la politique tarifaire permettant le développement des transports collectifs ; l'entretien des canaux ; la construction du tunnel sous la Manche.

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8546) : son inquiétude devant la situation du commerce international ; la chute des exportations agricoles et alimentaires ; mettre au point des programmes professionnels d'expansion à l'étranger ; procéder en matière d'importation à la reconquête de certains marchés nationaux.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8577) : la situation des receveurs-distributeur ; améliorer les conditions de travail du personnel ; les conséquences économiques de la grève de 1974 ; (p. 8578) : tout faire pour que ce service public devienne satisfaisant.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article 8** (p. 9535) : son amendement n° 33 : supprimer l'article 8 ; juge insuffisamment étudiées les dispositions de l'article ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 9543) : son amendement n° 20 : instituer un droit de timbre de 15 F sur la carte professionnelle de conducteur routier ; accélérer l'entrée en vigueur de cette carte ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2017). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9674) : l'importance du projet de loi ; insiste pour que celui-ci soit étendu aux travailleurs agricoles.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2042) : porte son intervention sur la protection des animaux ; l'évolution de la société humaine qui met en péril certaines espèces ; son hommage à l'action de nombreuses associations ; rappelle que la défense de la nature n'est le monopole d'aucun parti ; (p. 2043) : souhaite un vote unanime manifestant la priorité qui est donnée à la nature.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2875) : la discussion par le Parlement d'une réforme de l'entreprise dans une période sans grave crise sociale ; donner aux travailleurs de meilleures conditions matérielles de travail mais aussi tenir compte des difficultés des chefs d'entreprise, particulièrement des petites entreprises ; l'entreprise, être vivant ; la nécessité de modifier les structures avec précaution et avec le plein accord de tous les partenaires ; la réforme de l'entreprise, action continue en vue de faire évoluer les esprits.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 9** (p. 2986) : estime que le projet remet en cause les dispositions arrêtées en commun avec les professions et donne un pouvoir discrétionnaire aux inspecteurs du travail ; demande le vote par paragraphe ; souhaite la suppression des mots « par dérogation » ; (p. 2987) : maintient sa demande de vote par division sur l'article 9.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports** (n° 2256), rapporteur. **Discussion générale** [4 juin 1976] (p. 3808) : la nécessaire coopération entre le rail et la route, principe posé par la loi du 5 juillet 1949 ; le plan de transports publics de voyageurs dans chaque département ; l'étude des schémas régionaux de transports collectifs ferroviaires et routiers dans six régions pilotes ; la complexité de la coordination des transports de marchandises ; les licences ; les infractions à la réglementation de la coordination des transports ; le déclassement en contraventions de certains délits prévu par le texte : une réforme importante ne faisant pas perdre aux sanctions leur caractère dissuasif ; (p. 3809) : les nouveaux délits, les nouvelles infractions ; demande d'adopter le présent projet de loi dans le texte du Sénat. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4788) : demande à l'Assemblée d'adopter le projet en deuxième lecture dans le texte du Sénat.

— **Proposition de loi relative à la création et à la protection des jardins familiaux (n° 1714).** Deuxième lecture, rapporteur suppléant. **Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4802) : recommande l'adoption de la proposition de loi dans le texte du Sénat. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 2** (p. 4802) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail (n° 2259).** **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4933) : un projet correspondant à une bonne intention mais alourdissant à l'excès les charges administratives des entreprises ; les mêmes dispositions appliquées à toutes les entreprises ; le problème de l'inscription des charges financières dans les charges salariales ; le problème de la simplification et du caractère incitatif de la législation des entreprises ; votera ce texte si certains amendements sont votés. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4937) : son sous-amendement n° 44 limitant l'application de la loi aux entreprises de plus de dix salariés ; adopté ; (p. 4938) : son amendement n° 28 visant le calcul sur une moyenne hebdomadaire ; devenu sans objet ; (p. 4939) : son amendement n° 30 laissant à la concertation la fixation des modalités et à défaut seulement au décret ; repoussé ; (p. 4963) : son amendement n° 31 visant à éviter une ambiguïté ; repoussé. **Article 5** (p. 4965) : soutient le sous-amendement n° 45 de Mme Fritsch à l'amendement n° 13 de M. Delhalle ; devenu sans objet. **Article 6** (p. 4967) : son amendement n° 32 repoussant la date d'entrée en vigueur de la loi ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — **Transports terrestres,** rapporteur pour avis [28 octobre 1976] (p. 7165) : la situation financière de la SNCF ; le PAP « Mieux vivre dans la ville » ; (p. 7166) : la liaison Paris - Sud-Est ; la RATP ; la carte orange ; la jonction avec les lignes de banlieue ; l'interconnexion ; RATP - SNCF ; la batellerie ; les liaisons urbaines ; le rôle des établissements publics régionaux dans la réorganisation des transports omnibus.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7530) : le secteur de l'élevage ; lait, viande, céréales, trois options possibles pour les agriculteurs-éleveurs ; la diminution du pouvoir d'achat des éleveurs ; la nécessité d'ajuster nos productions aux besoins en lait, viande et matières grasses ; les conseillers agricoles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° 1688).**

Discussion générale [23 novembre 1976] (p. 8603) : l'approvisionnement en hydrocarbures ; son coût ; les deux phases de l'exploitation ; connaître le régime appliqué au stade de l'exploitation ; ses amendements tendant à rétablir les garanties nécessaires ; la ligne de partage des eaux de la mer d'Iroise entre la France et la Grande-Bretagne ; la décision de la cour internationale de justice. **Discussion des articles** [12 avril 1977] : **Article 7** (p. 1725) : son amendement n° 32 rectifié : maintien des conditions financières de l'exploitation des gisements selon le cahier des charges en vigueur au moment de l'octroi du permis de recherche ; repoussé. **Article 13** (p. 1729) : la pénalisation des gisements de faible importance en cas d'adoption de l'amendement n° 20 de M. Julien Schvartz ; [13 avril 1977] : **Article 30** (p. 1763) : son amendement n° 34 soutenu par Mme Crépin ; retiré.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [26 avril 1977] (p. 2149) : les caractéristiques des prochaines élections législatives ; (p. 2150) : le désengagement du Président de la République ; les conséquences de ce désengagement ; le choix entre le régime démocratique libéral et social et un nouveau régime basé sur les principes collectivistes et dirigistes ; l'action présente et future du parti communiste français ; les relations entre le parti communiste et le parti socialiste ; la mise en mouvement d'un processus révolutionnaire ; (p. 2151) : redonner confiance aux Français dans le régime démocratique de la République ; redonner un idéal républicain aux Français ; le Chant du Départ.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise (n° 2755).** **Discussion des articles** [11 mai 1977]. **Article L 438-1 du code du travail** (p. 2666) : tenir compte de la confrontation des entreprises aux problèmes de l'emploi ; les problèmes d'application de la loi aux petites et moyennes entreprises.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargé d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises (n° 2757).** **Discussion générale** [18 mai 1977] (p. 2872) : les menaces qui pèsent sur plusieurs branches importantes de l'économie française ; maintenir le rôle de frontière à celles de la Communauté économique européenne ; l'application de l'article 9 du Traité de Rome ; (p. 2873) : la défense des intérêts des travailleurs des entreprises françaises.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques (n° 2620).** **Discussion générale**

[26 mai 1977] (p. 2883) : l'inopportunité de légiférer sur un sujet faisant prochainement l'objet d'une directive de la Communauté économique européenne ; le renforcement d'une campagne excessive dirigée contre la chimie ; l'ampleur justifiée des moyens dont il faudra disposer pour contrôler réellement l'industrie chimique. **Discussion des articles.**

Article 3 (p. 3087) : l'organisation du contrôle avant la fabrication par la loi sur les installations classées ; la difficulté de la détermination de la mise en fabrication ; (p. 3089) : la difficulté de différencier des préparations voisines bien que distinctes. **Article 2 (suite)** (p. 3093) : soutient l'amendement n° 31 de M. Daillet : inapplication ultérieure de la loi aux substances venant à être soumises à des dispositions légales spécifiques ; retiré ; soutient l'amendement n° 32 de M. Daillet : inapplication de la loi aux substances utilisées exclusivement comme intermédiaires de synthèse d'autres substances et non mises sur le marché public ; retiré. **Article 4** (p. 3094) : soutient l'amendement n° 34 de M. Daillet : suppression d'un délai suspensif d'un mois ; repoussé. **Article 5** (p. 3097) : le sentiment de sécurité illusoire et dangereux procuré par la mention de l'antidote ; substituer la notion de mesures de premier secours. **Article 6** (p. 3100) : soutient l'amendement n° 35 de M. Daillet : distribution des documents relatifs aux mesures de premier secours ; retiré. **Article 7** (p. 3102) : soutient l'amendement n° 36 de M. Daillet : indication par les producteurs ou importateurs à l'autorité administrative compétente de faits nouveaux provenant de leurs propres travaux ou venus à leur connaissance par des sources d'informations notoires ; repoussé. **Article 9** (p. 3104) : soutient l'amendement n° 37 de M. Daillet : application des sanctions en cas de non-déclaration aux entreprises ; repoussé ; soutient l'amendement n° 38 de M. Daillet : application des peines aux entreprises ; retiré.

— **Rappel au règlement** [16 juin 1977] (p. 3884) : le report à trois reprises du débat sur l'examen de la proposition de loi relative à la modification de l'article L 17 du code de la route.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° 2844). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3887) : l'accident à l'origine de la rédaction de la proposition de loi en discussion ; les conséquences des accidents de la route ; le témoignage d'une jeune fille handicapée ; la responsabilité de l'alcool dans les accidents de la route ; l'enquête du professeur Got ; l'attitude des Français vis-à-vis de l'alcool ; la nécessité d'une vaste campagne de presse, de radio, de télévision tendant à

inculquer aux Français de nouvelles règles de conduite ; l'augmentation de la sévérité des sanctions ; la protection de la vie de nos concitoyens.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 18** (p. 6244) : l'établissement d'une contribution exceptionnelle à la charge des institutions financières ; la participation des institutions financières à la lutte contre le chômage ; le freinage de l'expansion industrielle qui pourrait résulter de l'adoption de l'article 18 en l'état. **Après l'Article 28** (p. 6254) : son sous-amendement n° 149 défendu par M. Charles Bignon à l'amendement n° 44 de M. Maurice Cornette : fixation au 1^{er} janvier de la date d'entrée en vigueur du relèvement de la taxe sur les huiles et les corps gras d'origine végétale ; retiré.

Deuxième partie :

Taxes parafiscales [21 octobre 1977]. **Après l'Article 72** (p. 6525) : l'intérêt des consommateurs ; le maintien des dépôts de pain.

Équipement et aménagement du territoire. — **Équipement, aménagement du territoire et urbanisme** [16 novembre 1977] (p. 7527) : l'influence du budget de l'équipement sur l'activité des entreprises de travaux publics ; l'évolution des crédits de paiement ; les volumes de travaux ; l'activité et l'emploi dans les entreprises de travaux publics ; intégrer les dépenses budgétaires dans des programmes pluri-annuels ; consacrer un effort plus grand en faveur des dépenses d'infrastructures ; l'augmentation des crédits destinés au FECL ; le remboursement de la TVA ; le problème de la taxe professionnelle applicable aux entreprises de travaux publics et modalités d'imposition des entreprises ; (p. 7528) : revenir à un régime spécial d'imposition des chantiers ; réaliser des voies de contournement des villes traversées par des routes à grande circulation ; la réalisation du budget des voies navigables.

Équipement et aménagement du territoire : Transports. — II. **Section commune.** — III. **Transports terrestres**, rapporteur pour avis [17 novembre 1977] (p. 7603) : l'évolution des dotations inscrites pour la province en matière de transports terrestres ; le PAP n° 21 ; l'opération « schémas régionaux de transports collectifs » ; la nature des contrôles effectués par les contrôleurs routiers ; l'évolution du nombre des infractions ; réformer les structures d'exploitation et améliorer le parc de la batellerie ; l'effort en faveur de la flotte rhénane ; la situation de la SNCF ; l'évolution du trafic marchandises et voyageurs ; le trafic de la banlieue parisienne ; les dessertes ferrées réalisées ; le matériel roulant ; les investisse-

ments sur le réseau principal ; (p. 7604) : les investissements en matière d'infrastructure ; la ligne Paris - Sud-Est ; la progression du trafic de la RATP ; l'extension du RER ; les observations de la commission ; le tracé d'un éventuel TGV vers l'Ouest et le Sud-Ouest ; la vétusté de certaines gares ; la vétusté du matériel sur certaines lignes.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8785) : l'amendement déposé par M. Louis Jung devant le Sénat relatif à l'attribution d'une franchise fiscale portant sur un maximum de 1.000 degrés d'alcool pur par an aux récoltants producteurs de fruits ; les effets de la législation applicable aux récoltants de fruits et aux producteurs d'eau-de-vie naturelle ; la liberté des récoltants de fruits de disposer de leur production ; la lutte contre l'alcoolisme ; les causes de l'alcoolisme ; le dépôt d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée de déterminer les causes véritables de l'alcoolisme en France ; examiner les conditions d'exploitation des vergers dans leur ensemble.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° 2547). Deuxième lecture. Discussion des articles [8 décembre 1977]. Article 6 (p. 8457) : son amendement n° 1 : unicité du contrat en cas d'opérations de crédit et de vente démarchées à domicile ; l'élaboration d'un contrat unique par les textes d'application ; amendement n° 1 retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154). Discussion des articles [9 décembre 1977]. Article 12 (p. 8559) : son amendement n° 94 soutenu par M. Daillet : rétablissement de la référence aux usages commerciaux ; adopté.

BOUDON (Paul)

Député du Maine-et-Loire
(3^e circonscription)
(NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973]

(p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [10 mai 1973] (p. 1172).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à instituer un fonds national de lutte contre la cysticercose** (n° 181) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à créer un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918** (n° 971) [30 mai 1974].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Mesures en faveur des Français musulmans** [18 juin 1975] (p. 4367) : incidents de Saint-Maurice-l'Ardoise et de Bias ; révolte des enfants de harkis.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1149) : rend hommage à l'action du ministre des anciens combattants ; souhaite une solution rapide au problème des forclusions ; (p. 1150) : cas des internés de Rawaruska, de certains réfractaires ou membres de la Résistance ; évoque la situation des internés résistants et politiques ; demande que soit établie une liste des troubles pouvant faire l'objet d'une reconnaissance de présomption ; que le ministre de la santé publique adopte une solution libérale pour la prise en compte des années de services de guerre dans les régimes non publics pour le calcul de la retraite.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1408) : habitat déconcentré ; frein à la politique des grands ensembles ; équilibre entre les villes ; équilibre entre espace urbain et espace rural ; politique de

déconcentration ; dissémination industrielle et de l'habitat ; villes moyennes et animation de l'espace rural ; expérience tentée dans le Saumurois ; construction et créations d'emplois ; (p. 1409) : souhaite une meilleure utilisation des aides de l'Etat à la construction de logements ; utilisation du réseau routier secondaire ; primes de développement régional ; régime d'aide à l'expansion dans le Maine-et-Loire.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496).** Discussion des articles [11 octobre 1973]. Avant l'Article 12 (p. 4281) : son amendement : situation des fonds en viager ; retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646).** *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5524) : demande que la retraite à 60 ans en faveur des anciens combattants et prisonniers soit appliquée à ceux qui auront déjà pris leur retraite ; demande que la loi soit appliquée aux déportés politiques ; (p. 5525) : demande que l'attribution du titre de combattant en Afrique du Nord permette aux mutilés et aux veuves de voir disparaître la mention « hors guerre » ; évoque le cas des veuves d'invalides civils.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5628) : nationalisation des CES, personnels de service, situation du CES de Longué, difficultés financières des petites communes, unités pédagogiques.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5736) : équilibre de l'espace français ; ses observations sur le développement des villes moyennes et sur ses conséquences, exemple du Choletais, équilibre entre l'espace habitat, l'espace rural et l'espace industriel ; rend hommage aux fonctionnaires de la DATAR ; implantation d'industries et primes d'installation ; rénovation de l'artisanat complémentaire des activités agricoles et industrielles, priorités de la politique du logement ; aides à l'exploitation familiale agricole ; (p. 5737) : promotion des hommes, promotion équilibrée des provinces.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6027) : crise de recrutement des personnels communaux, secrétaires et secrétaires généraux de mairie ; gestion des petites communes ; statut et carrière des secrétaires généraux de mairie ; aspects humains de la situation des rapatriés ; indemnisation, situation des anciens harkis.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6058) : rigueur dans la poursuite des actions déli-

cieuses et dans la définition des actions à entreprendre ; (p. 6059) : problème de la sauvegarde des espaces bocagers, pollution de l'eau, travaux dans la vallée de l'Authion.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** *Deuxième partie :*

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6314) : accorder aux internés la présomption d'origine ; les anciens supplétifs de l'armée française en Afrique du Nord ; utiliser l'Office national des anciens combattants pour la réintégration des harkis.

Équipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6593) : ses observations relatives à la situation du logement dans le Maine-et-Loire ; les possibilités de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat sont insuffisamment exploitées.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6754) : le ministère de l'aménagement du territoire et de la gestion des collectivités locales ; l'équilibre entre villes et campagnes ; les primes de décentralisation en zones rurales ; dans l'Anjou et le Saumurois ; les anciens harkis.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 943).** *Deuxième lecture* [21 novembre 1974] (p. 6914) : ses observations relatives aux anciens harkis, en particulier ceux faits prisonniers par le FLN.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560)** [28 mai 1975]. *Discussion générale* (p. 3319) : l'importance du divorce quant aux conséquences sur l'avenir des enfants ; actualiser la procédure du divorce ; l'institution de la répudiation par le biais du divorce pour rupture de la vie commune ; préciser l'expression « altération des facultés mentales » ; la nécessité d'un grand débat sur la famille.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881).** *Discussion des articles* [15 octobre 1975]. **Article 20 : Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6952) : son amendement n° 496 : accorder un délai de vingt jours à compter de celui de l'adjudication pour faire connaître sa décision de faire valoir son droit de préemption ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).** *Deuxième partie :*

Équipement. — Logement [28 octobre 1975] (p. 7416) : le développement du logement

social dans les communes rurales ; l'accession à la propriété des plus modestes ; les abus commis par certains constructeurs de logements individuels ; les lotissements communaux.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8308) : l'aménagement du territoire et les problèmes des communes rurales ; protéger le milieu naturel ; la procédure des contrats de pays ; le cas du Maine-et-Loire ; l'implantation de petites et moyennes entreprises.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7538) : le taux de progression de 18 % du budget pour 1977 ; regrette que le secteur social ne profite pas de l'effort consenti ; constate une régression des possibilités de remembrement malgré l'espoir donné par la loi du 11 juillet 1975 ; la situation spécifique du programme d'aménagement de la vallée de l'Authion ; la maîtrise de l'eau, du foncier, notamment par le remembrement ; la formation professionnelle ; l'accord de janvier 1973 signé par le Gouvernement et l'entente interdépartementale de Maine-et-Loire et d'Indre-et-Loire ; les indemnités aux victimes des calamités agricoles ; les producteurs de maïs sinistrés.

Services du Premier ministre. — **V. Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité.** — **I. Services généraux : Aménagement du territoire** [18 novembre 1976] (p. 8266) : renoncer à mettre en œuvre des projets mal adoptés de développement de certaines métropoles régionales ; la dissémination de l'industrie dans les bourgs ; l'essor de l'habitat et de la formation au profit des villages ; les plans d'action régionale ; les contrats de pays ; les primes de développement régional ; l'absence de cohésion dans l'application des moyens sur le terrain ; le cas du Maine-et-Loire.

1977

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° 2844). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3888) : les dispositions du texte initial de la proposition de loi ; le caractère non excessif de la mesure de retrait définitif du permis de conduire ; l'effet dissuasif des sanctions graves ; la nécessité d'une vaste action d'information, d'éducation et de prévention et de dissuasion dans le domaine de l'alcoolisme au volant ; augmenter la rigueur dans les cas de récidive.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés** (n°s 2845, 1223, 1863, 2282, 2528). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4144) : le droit à la retraite anticipée des adolescents déportés ; (p. 4145) : l'horreur des camps de la mort ; manifester la reconnaissance nationale au bénéfice des rescapés ; l'attribution de l'allocation n° 9 aux implaçables ; les mesures prises par le Gouvernement en 1965 ; la non-prise en question du sort des déportés adolescents ; souscrit entièrement au texte de synthèse proposé par le rapporteur ; la tendance générale qui vise à l'abaissement de l'âge de la retraite ; le principe de la retraite à soixante ans ; l'alignement des pensions des déportés politiques sur celles des déportés résistants ; ramener le taux d'invalidité de 85 % à 65 %.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Après l'Article 10** (p. 6139) : son amendement n° 38 : nouvelle rédaction de l'article 7 de la loi de finances pour 1976 ; application des limites de chiffre d'affaires déterminant le régime d'imposition des entreprises pour leurs activités non exonérées ; le régime d'imposition des organismes sans but lucratif ; le retour au régime du droit commun pour les opérations imposables ; amendement n° 38 retiré.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6659) : la diminution de l'effectif des exploitants agricoles ; la taxe de coresponsabilité sur le lait ; les contreparties souhaitées par la fédération des producteurs de lait ; les objectifs de la taxe ; (p. 6660) : distinguer des autres les exploitations agricoles pour qui le lait est une production obligatoire ; exonérer les producteurs de zones vouées à la monoproduction laitière ; l'exemple de la région baugeoise.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6978) : l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés ; l'inapplication de ces mesures d'extension à certaines professions libérales ; le principe de la généralisation de la sécurité sociale ; le problème de la récupération sur succession des sommes servies au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et du fonds national de solidarité ; le problème des biens ruraux.

Budget annexe des postes et télécommunications [15 novembre 1977] (p. 7410) : la situation des jeunes provinciaux travaillant dans les locaux des PTT de la région parisienne ; permettre aux jeunes postiers de faire carrière dans leur région d'origine ; l'équipe-

ment téléphonique ; les conséquences de la diminution des parts contributives et de la suppression des avances remboursables ; le taux d'automatisation ; le système « Cross-Bar ».

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé (n° 3164). Discussion des articles** [16 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8902) : son amendement n° 13 : conditions de détermination du contrôle par l'Etat de la qualité pédagogique de l'enseignement ; retiré.

BOULAY (Arsène)

Député du Puy-de-Dôme
(1^{re} circonscription)
(PSRG)

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976], (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative au versement mensuel des pensions de retraite (n° 297)** [10 mai 1973].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi et indépendance dans le secteur de l'informatique** [14 mai

1975] (p. 2648) : fusion de la CII et de Honeywell-Bull.

— **Ses observations lors de la question au Gouvernement de M. Dubedout : Taxe professionnelle** [17 novembre 1976] (p. 8157) : l'article 11-3 de la loi du 29 juillet 1975 est d'origine gouvernementale (document n° 1634) ; l'amendement de M. Dubedout porte sur le paragraphe 4 et cette disposition s'applique seulement à Grenoble.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1975

— **Projet de loi portant modifications de dispositions de droit pénal (n° 1481)** [15 mai 1975]. **Discussion générale** (p. 2754) : en réponse à M. Hamel, indique que le débat doit se poursuivre jusqu'à minuit.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1975] (p. 4408) : sa réponse au rappel au règlement de M. Chandernagor (p. 4409).

— **Clôt la session extraordinaire 1974-1975** [12 septembre 1975] (p. 6256).

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire thaïlandaise** [4 novembre 1975] (p. 7811).

— **Rappel au règlement de M. Pierre Joxe** [5 novembre 1975] (p. 7868) : discussion du budget de l'agriculture.

— **Rappel au règlement de M. de Bénouville** [19 novembre 1975] (p. 8648) : procédure des questions au Gouvernement.

— **Rappels au règlement de MM. Hamel et Krieg** [19 novembre 1975] (p. 8655, 8656) : maintien de l'ordre dans les tribunes du public et dans la cour du Palais.

— **Rappel au règlement de M. Rigout** [9 décembre 1975] (p. 9523) : impossibilité de voter sur l'ordre du jour prioritaire.

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun (n° 447). Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Article premier** (p. 2390) : son amendement : possibilité d'instituer le versement dans le périmètre d'une agglomération au sens de l'INSEE ; (p. 2391) : son amendement tendant à fixer à 150.000 habitants le seuil de population ; ses arguments en faveur de l'adoption de son amendement. **Article 3** (p. 2393) : son amendement : possibilité d'institution du versement

par délibération du conseil général ; répond aux arguments du rapporteur ; (p. 2395) : son amendement complémentaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [24 octobre 1973] (p. 4734). **Article premier** : son amendement, taxes à percevoir par les conseils régionaux, essentiel des recettes fiscales constitué par le produit de la taxe régionale additionnelle aux contributions directes locales ; non-entrée en vigueur de l'ordonnance du 7 janvier 1959, caractère partiel du projet de loi déposé par le Gouvernement et prévoyant l'entrée en vigueur d'une partie des dispositions instituées par l'ordonnance de 1959 ; demande que la taxe régionale soit établie sur les quatre taxes ou contributions locales et non sur trois d'entre elles seulement, mesures à prendre si l'ordonnance du 7 janvier 1959 n'est pas entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1974 ; propos du rapporteur et du secrétaire d'Etat aux finances lors de la séance du 27 avril 1972, estime nécessaire de compléter le projet de loi de finances pour 1974 ; (p. 4735) : sa réponse à M. Hamel sur les conditions de présentation des amendements par leurs auteurs ; prend acte des déclarations du ministre de l'économie et des finances, retire en conséquence son amendement.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5280) : son intervention au nom de M. Planeix ; situation de l'élevage et de la viande bovine dans le département du Puy-de-Dôme ; dégradation de la situation des éleveurs ; conditions de création et situation de l'ONIBEV ; sa question relative aux moyens financiers de l'ONIBEV, en 1974 ; concours du FORMA, incertitude des éleveurs, difficultés de la commercialisation, importations de viande dans la CEE, SOPEXA ; sa question relative aux moins-values fiscales procurées par la suspension du recouvrement de la TVA sur la viande de bœuf ; baisse du prix à la production et hausse à la consommation ; situation de l'INRA ; son inquiétude quant à la diminution des moyens budgétaires de cet organisme ; centre de recherches de l'INRA à Theix.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. **Article 26** (p. 6129) : son amendement de réduction de crédits tendant à l'augmentation des tranches communales du FSIR ; faiblesse du montant des trois tranches locales du FSIR.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion des articles** [5 décembre 1973].

Article 8 (p. 6625) : son amendement : ressources des régions pendant le régime transitoire. **Après l'Article 11** (p. 6632) : son amendement : ressources des régions.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Première partie* :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 14** (p. 5423) : son sous-amendement n° 95 : financement du fonds routier ; repoussé.

Deuxième partie :

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6728) : les subventions aux collectivités locales ; analyse des crédits ; les compensations pour les constructions exonérées de l'impôt foncier ; la subvention globale d'équipement ; (p. 6729) : la voirie ; l'habitat urbain ; les constructions publiques ; les subventions d'arrosage électoral ; le fonds routier ; les impôts directs locaux ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; les emprunts de la Caisse des dépôts ; les charges des collectivités locales ; la nationalisation des établissements d'enseignement secondaire ; le ramassage scolaire ; le remboursement de la TVA sur les travaux d'équipement ; les personnels de préfecture ; (p. 6730) : les créations d'emplois ; les indemnités ; les préfectures des départements d'outre-mer.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8292) : la faible augmentation des dépenses en capital ; (p. 8293) : l'insuffisance des crédits consacrés à la voirie ; l'absence de moyens consacrés aux collectivités locales.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9186, 9187) : le régime particulier auquel est soumise la capitale ; la méfiance du pouvoir central face à Paris ; le contrôle du développement de la capitale par des puissances administratives et financières ; le risque de dépérissement que court Paris ; donner la parole à la population parisienne, véritable enjeu du débat ; (p. 9188) : le projet gouvernemental, simple manifestation d'habileté politique ; les demi-mesures qui caractérisent le projet ; la volonté des socialistes de faire adopter des mesures plus efficaces ; donner un pouvoir souverain aux élus parisiens ; (p. 9189) : donner vie aux arrondissements transformés en collectivités territoriales ; organiser l'interdépendance de Paris et de sa banlieue par un syndicat interdépartemental. **Examen des articles** [3 décembre 1975]. **Ar-**

ticle 43 (p. 9298) : son amendement n° 51 : prévoir que le conseil de Paris sera consulté en matière d'affectation du personnel ; repoussé.

1976

— **Proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision** (n° 262). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [14 mai 1976]. **Article premier-8** (p. 3098) : sur l'amendement n° 6 présenté par M. Foyer, approuve le point de vue du Gouvernement et du Sénat.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° 1717). **Discussion des articles** [18 mai 1976]. **Article premier** (p. 3133) : son amendement n° 22 défendu par M. Houteer. **Article 3** (p. 3135) : son amendement n° 23 précisant que l'exploitation sera intransmissible et incessible ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 15** (p. 7022) : soutient l'amendement n° 103 de M. Duffaut augmentant le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; un taux de 18 % ; une augmentation habituelle devant permettre au FSIR d'assumer ses charges ; les différentes tranches ; (p. 7023) : une politique contraignante à l'égard des voiries des collectivités locales ; sa sollicitude à l'égard des collectivités locales mal traitées par le Gouvernement ; un effort supplémentaire modeste et symbolique ne remettant pas en cause l'équilibre budgétaire ; ses propositions très raisonnables ; amendement n° 103 repoussé.

Deuxième partie :

Intérieur. Examen des crédits [19 novembre 1976]. **Après l'Article 51** (p. 8352) : son amendement n° 258 soutenu par M. Clérembeaux ; adopté.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° 2877). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4137) : les difficultés pour les cadres âgés de préparer les concours administratifs ; l'infériorité des salaires offerts dans la fonction publique par rapport à ceux du secteur privé ; le faible nombre des créations d'emplois ; l'absence de politique propre de recrutement par la fonction publique ; la mise en place du plan de titularisation promis par le Gouvernement ; l'opposition au projet du conseil supérieur de la fonction publique ; un texte illusoire ; le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Article 27** (p. 6150) : son amendement n° 35 soutenu par M. Bouulloche : fixation à 16,22 % du taux de prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers affectés au FSIR ; repoussé.

Deuxième partie :

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6864) : le problème des collectivités locales ; le rapport Guichard ; le questionnaire adressé à l'ensemble des maires de France ; l'inapplication de la réforme de la fiscalité locale directe prévue en 1959 ; l'allègement de la tutelle ; la tutelle juridique ; (p. 6865) : la tutelle technique ; la tutelle financière ; la coopération intercommunale ; l'inopportunité des fusions ; la répartition des compétences entre la commune et l'Etat ; réformer le statut des élus municipaux ; réformer la fonction publique communale ; donner l'indépendance nécessaire aux collectivités locales ; le vote hostile du groupe du PSRG.

BOULIN (Robert)

Député de la Gironde
(9^e circonscription)
(UDR, puis NI, puis UDR).

Ministre chargé des relations avec le Parlement du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Ministre délégué à l'économie et aux finances du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Cesse d'appartenir au groupe d'union des démocrates pour la République [17 décembre 1974] (p. 7994).

N'appartient à aucun groupe [17 décembre 1974] (p. 7994).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République (J.O. du 20 février 1975, p. 2075) [2 avril 1975] (p. 1200).

Est nommé ministre chargé des relations avec le Parlement (Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [J.O. du 28 août 1976] (p. 5196).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 27 septembre 1976 de son mandat de député (J.O. du 29 septembre

1976) (p. 5764) [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre chargé des relations avec le Parlement (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [J.O. du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre délégué à l'économie et aux finances (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [J.O. du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre délégué à l'économie et aux finances (deuxième Gouvernement de Raymond Barre). Décret du 31 mars 1978 [J.O. du 1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [18 décembre 1974] (p. 8084).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant à conférer l'appellation « Saint-Emilion » à des crus ayant actuellement l'appellation « Sables Saint-Emilion » (n° 796) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** relative aux pouvoirs du conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (n° 1140) [10 juillet 1974].

En qualité de ministre délégué à l'économie et aux finances :

— **Projet de loi** aménageant la taxe professionnelle (n° 2778) [12 avril 1977].

— **Projet de loi** portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage (n° 2825) [26 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant d'avantages fiscaux (n° 2828) [27 avril 1977].

— **Lettre rectificative** au projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 2768) (n° 2859) [4 mai 1977].

— **Projet de loi** aménageant la taxe professionnelle (n° 2869) [11 mai 1977].

— **Projet de loi** modifiant la loi du 16 mai 1941 relatif à l'organisation de la Cour des comptes (n° 2935) [27 mai 1977].

— **Projet de loi** relatif aux procédures d'intervention de la Caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises (n° 3117) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi** de finances pour 1978 (n° 3120) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi** de finances rectificative pour 1977 (n° 3124) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi** relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147) [11 octobre 1977].

— **Projet de loi** de finances rectificative pour 1977 (n° 3205) [8 novembre 1977].

— **Projet de loi** relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques (n° 3277) [6 décembre 1977].

— **Projet de loi** portant règlement définitif du budget de 1976 (n° 3439) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre chargé des relations avec le Parlement :

• à la question orale sans débat de :

— **M. Eyraud** (n° 33766) : **Situation de l'emploi dans la Haute-Loire** [3 décembre 1976] (p. 8997, 8998) : les négociations engagées pour redresser la situation des Tanneries françaises du Puy ; la création, au Puy, d'une usine par la société Michelin.

• à la question au Gouvernement de :

— **M. Grussenmeyer** : **Liberté d'information à la télévision** [15 décembre 1976] (p. 9417) : émission du samedi 11 décembre relative aux bouilleurs de cru ; l'Alsace ; le Gouvernement n'a pas à intervenir dans l'élaboration des programmes et la diffusion des nouvelles de télévision.

Réponses en qualité de ministre délégué à l'économie et aux finances :

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Josselin** : **Ordonnancement des subventions aux collectivités locales** [4 mai 1977] (p. 2426) : inscription dans la loi de finances complémentaire de crédits de paiement supplémentaires pour les besoins du fonds d'action conjoncturelle et pour résorber les insuffisances de paiement constatées.

— **M. Labarrère : Rapports entre fabricants et détaillants dans le secteur de la parfumerie** [11 mai 1977] (p. 2640) : la négociation entreprise pour trouver un meilleur système de distribution.

— **M. Villa : Délais de paiement et dégrèvements d'impôts pour les chômeurs** [11 mai 1977] (p. 2643) : l'exonération d'impôts prévue, dans la loi de finances rectificative pour 1976, en faveur des contribuables privés d'emploi.

— **M. Dronne : Complément de prestations d'alcool vinique** [11 mai 1977] (p. 2644, 2645) : nécessité de prendre des mesures spécifiques en faveur des viticulteurs victimes du gel.

— **M. Corrèze : Rôle des sociétés de développement régional** [18 mai 1977] (p. 2864) : mission des sociétés de développement régional : création d'activités et d'emplois durables ; l'effort en faveur des petites et moyennes entreprises.

— **M. Briane : Crédits aux collectivités locales** [18 mai 1977] (p. 2865) : la prochaine loi de finances rectificative ouvrira une dotation de 1 milliard 250 millions de francs pour remédier à l'insuffisance des crédits de paiement.

— **M. Lucas : Répercussion de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des travailleurs** [29 juin 1977] (p. 4421) : recul de l'inflation ; augmentation du salaire de référence le 1^{er} juillet 1977 et le 1^{er} janvier 1978.

— **M. Jourdan : Fonctionnaire menacé d'une mutation d'office** [5 octobre 1977] (p. 5841, 5842) : obligation de réserve imposée à tout fonctionnaire de responsabilité dans le ressort où il assume ses fonctions ; sanction prise par le conseil paritaire de discipline présidé par un magistrat.

— **M. Faget : Aide aux entreprises du Gers victimes des inondations** [11 octobre 1977] (p. 6040) : la déconcentration des pouvoirs donnés aux CODEFI qui peuvent suspendre le paiement des dettes des entreprises et leur accorder des prêts ; les recommandations dans ce sens faites au trésorier-payeur général du Gers.

— **M. Boulloche : Indice des prix et épargne populaire** [2 novembre 1977] (p. 6836, 6837) : les résultats obtenus par la politique du Gouvernement ; l'indice du mois de septembre ; préparation, à partir du rapport de M. Lecat, d'un projet de loi relatif à l'épargne populaire.

— **M. Maisonnat : Paiement de la taxe d'habitation** [16 novembre 1977] (p. 7498) : les difficultés que soulèverait le paiement en trois fractions de la taxe d'habitation ; la solution la plus favorable : le prélèvement men-

suel ; la possibilité d'obtenir des comptes du Trésor des délais de paiement.

— **M. Boyer : Plafonnement de la taxe professionnelle** [16 novembre 1977] (p. 7500) : la règle des 170 % n'a pas d'exception.

— **M. de Poulpiquet : Baisse du prix du poulet** [16 novembre 1977] (p. 7500) : la justification de la baisse des prix à la production par la diminution des prix des aliments de la volaille.

— **M. Tissandier : Suppression de certaines recettes ruralistes** [16 novembre 1977] (p. 7501) : la suspension depuis août 1974 des fermetures de recettes ; réorganisation du réseau en cours d'établissement.

— **M. Desanlis : Equipement des villes nouvelles** [16 novembre 1977] (p. 7501) : les mesures prises en faveur des villes moyennes ; l'aide des caisses d'épargne.

— **M. Henri Michel : Taxation des vins d'appellation d'origine contrôlée** [7 décembre 1977] (p. 8342) : le premier arrêté pris le 14 octobre 1977 dans l'intérêt de la viticulture et réduisant le coefficient multiplicateur dont les restaurateurs bénéficient ; le second s'inscrivant dans la lutte contre la hausse des prix ; la possibilité de modifier ce dernier avec l'accord des restaurateurs et des viticulteurs.

— **M. Caillaud : Frais généraux des entreprises** [21 décembre 1977] (p. 9145, 9146) : le plafonnement du montant déductible de certains frais généraux des entreprises, prévu par la loi de finances pour 1977, s'inscrit dans le plan de lutte contre l'inflation.

— **M. Bonhomme : Taxe professionnelle appliquée à certaines professions libérales** [21 décembre 1977] (p. 9146) : situation des membres des professions libérales installés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 1977 ; possibilité de revoir les cas aberrants pour éviter de trop grandes distorsions.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [10 octobre 1973]. **Article 7** (p. 4237) : loi du 6 janvier 1970 sur l'assurance maladie des travailleurs non salariés prévoyant à terme l'institution d'un régime unique ; dispositions de la loi du 3 juillet 1972 sur l'assurance vieillesse ; (p. 4238) : coût de cette mesure ; ses observations sur le financement des mesures proposées, sur l'article 11 de la loi de finances qui institue une compensation

démographique entre les régimes ; charges du régime général ; sa volonté de défendre la sécurité sociale ; rappelle que les cotisations des salariés en matière de prestations maladie sont le double de celles des non-salariés ; son inquiétude sur l'article 11 du projet de loi de finances.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Taxes parafiscales [20 novembre 1973]. **Article 33 - Etat E** (p. 6112) : inutilité des amendements de MM. Ducray et Lagorce : suppression de la cotisation destinée au financement du CIVB ; demande au Gouvernement de prendre l'engagement d'autoriser le relèvement de la taxe prévu par la loi.

— **Proposition de loi tendant à conférer l'appellation « Saint-Emilion » à des crus ayant actuellement l'appellation « Sables Saint-Emilion »** (n° 796) [12 décembre 1973]. **Article unique** (p. 6894) : son accord avec l'amendement du Gouvernement : droit d'intervention de l'INAO.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1110) [4 juillet 1974] (p. 3319) : la cause essentielle de l'inflation réside dans la formation brute de capital fixe au profit du secteur secondaire en particulier ; (p. 3320) : regrette que l'effort n'ait pas porté davantage sur l'impôt des personnes physiques ; un plan doit avoir un environnement psychologique ; craint pour 1975 un déficit considérable du secteur des prestations sociales ; l'encadrement du crédit crée des distorsions considérables.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5059) : la philosophie du projet de loi est ambiguë ; sa portée est restreinte, il conviendrait d'égaliser la contribution fiscale de certaines catégories ; regrette que la compensation démographique ait été préférée à une fiscalisation directe des aides au régime déficitaire ; (p. 5060) : le régime général ne doit marquer sa solidarité que pour compenser les évolutions démographiques ; les transferts sociaux ; prévoir et organiser le contrôle du Parlement sur le budget social de la nation ; l'affectation des droits sur l'alcool est une mesure de circonstance. **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article 6** (p. 5113) : son amendement n° 18 rectifié : compensation des charges nouvelles du régime général par une aide de l'Etat ; adopté ainsi que le sous-amendement n° 30 du Gouvernement. **Après l'Article 6** (p. 5114) : son amendement n° 19 : établissement d'un budget des pres-

tations sociales ; retiré. **Après l'Article 7** (p. 5116) : son amendement n° 20 : création d'une commission d'étude des charges indues ; adopté. **Explications de vote** (p. 5121) : le groupe UDR votera le texte malgré ses graves imperfections.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7119) : choisira au moment du vote ; aucun pays n'a trouvé de solution au problème de l'avortement ; a voté l'amendement de la commission relatif à la santé psychique de la mère ; (p. 7120) : se déclare choqué par l'avortement « automatique » ; le caractère pénible de cet acte médical ; élargir les indications de l'avortement thérapeutique.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° 1747). **Discussion des articles** [25 juin 1975]. **Article 4** (p. 4740) : souligne l'intérêt que présente l'amendement n° 9 de M. Valleix ; (p. 4741) : souhaite que l'on se serve des titres de mouvement pour empêcher les transactions faites dans des conditions inadmissibles ; ses observations sur l'amendement n° 21 du Gouvernement.

En qualité de ministre chargé des relations avec le Parlement :

1976

— **Modification de l'ordre du jour** [22 octobre 1976] (p. 6933) : organisation des débats sur la loi de finances pour 1977.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° 2522). **Discussion de l'article unique** [3 novembre 1976] (p. 7430) : l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de la commission d'enquête ; critique de M. J.-P. Cot ; le problème du secret fiscal ; (p. 7433) : indique que le Gouvernement ne s'opposera pas à l'inscription de la proposition de résolution de M. Bertrand Denis à l'ordre du jour complémentaire ; indique que cette proposition viendra en discussion devant l'Assemblée.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [4 novembre 1976] (p. 7500) : discussion du budget du tourisme.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8068) : le bilan de la réforme ;

(p. 8069) : la loi de 1974 ; la répartition des ressources plus équitable ; les dotations préciputaires ; la couverture du territoire ; les sociétés de programme ; l'indice de qualité ; Antenne 2 ; TF 1 ; les modifications réglementaires ; l'INA ; les modalités actuelles de son financement ; TDF ; la SFP ; (p. 8070) : la redevance radio ; l'amélioration de la qualité des programmes ; le coût des émissions de fiction ; FR 3 ; les trois chaînes capables de satisfaire les téléspectateurs ; cite des émissions fort intéressantes ; le renouvellement des talents ; la limitation des situations monopolistiques à l'antenne ; limiter le cumul entre fonctions de responsabilité dans la société et fonctions de producteur ou d'animateur ; limiter les émissions de chaque producteur ou animateur ; la publicité ; une nouvelle déontologie ; (p. 8071) : aucun signe tangible de l'influence de la publicité sur les programmes ; la régie française de publicité ; le développement des missions de service public ; l'élimination des zones d'ombre ; Télédiffusion de France ; ses objectifs ; les aides de la SAR ; la télévision régionale ; (p. 8072) : le rapport demandé à M. d'Arcy ; l'autonomie des sociétés ; la représentation des organismes à l'étranger ; Radio France ; France Inter ; les émissions en ondes courtes ; la distribution des programmes ; la Sofratey ; les perspectives d'utilisation des techniques nouvelles ; la réforme ; la répartition des responsabilités ; (p. 8086) : la disparition du ministère de l'information ; la tutelle sur la presse écrite ou sur l'audio-visuel ; les charges financières des collectivités locales pour l'implantation des réémetteurs ; TDF ; l'aide de la SAR ; la DATAR ; la SFP ; la transformation de l'ORTF ; l'équilibre du temps d'antenne entre majorité et opposition ; (p. 8087) : l'indépendance des chaînes ; le choix des critères de qualité et d'audience ; la SOFRES ; les notes de qualité d'Antenne 2 et de TF 1 ; la réflexion de M. Ralite sur l'histoire ; le problème de la duplication et de la conversion. **Examen des crédits** [16 novembre 1976]. **Article 50** (p. 8089) : se déclare favorable à l'organisation d'un large débat sur l'information et l'audio-visuel ; s'élève contre les critiques injustes faites aux journalistes de télévision ; rend hommage à leur effort d'objectivité ; est défavorable à l'amendement n° 163 de M. Papon soutenu par M. Le Tac ; indique la parution prochaine du décret donnant des bases juridiques à la répartition des dotations préciputaires. **Après l'Article 50** (p. 8090) : est défavorable à l'amendement proposé par M. Fillioud qui tendrait à financer FR 3 et Radio France par la publicité ; une procédure qui n'est pas souhaitable ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement ; son amendement n° 265 portant application à l'institut national de l'audio-visuel des dispositions contenues dans les

articles 19, deuxième alinéa, et 20, deuxième alinéa, de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 ; répondre ainsi au souhait émis par la commission des finances de voir l'institut national de l'audio-visuel bénéficier au même titre que TDF de dotations directes de redevances ; adopté. **Après l'Article 70** : le plan de l'orthodoxie budgétaire ; trouve spécieux l'argument de M. Fillioud quant au meilleur contrôle du Parlement ; (p. 8091) : le risque important de voir diminuer la recette ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 225.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information [17 novembre 1976] (p. 8152) : conforter la presse dans son indépendance et sa diversité ; le pluralisme ; les aides ; (p. 8153) : l'incidence du projet de réforme fiscale ; les remboursements à la SNCF ; le fac-similé ; le remboursement des communications téléphoniques ; le fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger ; l'IATA ; le remboursement de certains matériels de presse ; la TVA ; l'inquiétude de la presse ; les moyens techniques ; l'évolution de la presse ; la délégation générale à l'information ; (p. 8154) : le service d'information et de diffusion ; la Sofirad ; la Somera ; la publicité ; (p. 8166) : l'AFP ; le financement des trois commissions ; les postes périphériques ; l'ordonnance du 26 août 1944 modifiée en 1952 ; (p. 8167) : la presse libre et la presse d'Etat ; les difficultés de la presse ; la TVA ; le ministre de l'information ; la société Montlouis.

— **Associe le Gouvernement à l'hommage** rendu à la mémoire de M. J.-P. Palewski [16 décembre 1976] (p. 9501).

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [20 décembre 1976] (p. 9761) : discussion du projet de loi relatif à l'imposition des Français à l'étranger.

En qualité de ministre délégué à l'économie et aux finances :

1977

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 23 A** (p. 2429) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Foyer et sur le sous-amendement n° 27 de M. Dhinnin ; le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. J.-P. Cot ; la similitude des amendements n°s 26 et 19 ; la non-intégration dans l'amendement n° 26 de M. Cot des dispositions fondamentales du sous-amendement n° 27 de M. Dhinnin ; demande à M. Cot de retirer son amendement n° 26. **Article 33** (p. 2430) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement

n° 13 de M. Chauvet. **Rappel au règlement** : les problèmes soulevés par l'application de l'article 64 du règlement.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant d'avantages fiscaux (n° 2828). Discussion générale** [10 mai 1977] (p. 2577) : les raisons du choix du recours à l'emprunt à long terme ; d'un emprunt d'Etat ; mettre le crédit de l'Etat au service de la lutte contre l'inflation ; le rétablissement de l'équilibre monétaire ; la limitation de l'augmentation de la masse monétaire ; l'outil de lutte contre l'inflation et un moyen de rigueur monétaire ; le financement par l'emprunt à long terme d'un peu plus de la moitié du déficit budgétaire prévu ; le financement du solde ; l'effet anti-inflationniste (p. 2578) : le financement des dépenses courantes de l'Etat ; l'importance modeste de la dette publique ; la décroissance de la dette à long terme ; les modalités de l'emprunt ; la garantie du capital souscrit par référence à l'unité de compte européenne ; le choix du mécanisme de garantie ; le régime fiscal de l'emprunt ; l'abattement sur les intérêts produits par l'emprunt ; l'application du régime général des revenus obligataires aux intérêts de l'emprunt ; l'exonération de retenue à la source ; les motivations qui ont présidé à la définition des conditions de taux et d'intérêts ; (p. 2580) : l'affectation de l'emprunt ; (p. 2581) : la dette publique ; la loi sur les plus-values ; l'absence de baisse des taux servis à l'épargne populaire ; la nécessité de maintenir la monnaie et le crédit de l'Etat pour sauvegarder l'emploi ; le financement des mesures proposées par le programme commun ; le caractère inflationniste des mesures proposées. **Discussion des articles. Article premier** : l'absence d'objection de la part du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Papon. **Article 2** (p. 2582) : l'inopportunité de la prévision d'un abattement spécifique sur les revenus de l'emprunt en 1977 ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Papon.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle (n° 2778). Discussion générale** [10 mai 1977] (p. 2582) : la loi du 29 juillet 1975 ; son application en 1977 en l'absence de vote d'un texte ; l'article 7 de la loi de finances rectificative du 28 décembre 1976 ; la reconduction pure et simple de la taxe à titre temporaire ; (p. 2583) : l'aggravation du déficit budgétaire qui en découlerait ; la proposition du Gouvernement de plafonner les majorations de la taxe ; le relèvement du plafond ; sa compensation par l'instauration d'une contribution nationale de 7 % ; les conséquences sur l'activité du Trésor et la situation financière des collectivités locales

d'un retard de l'élaboration du texte ; la substitution de la taxe professionnelle à la patente ; l'inadaptation de la patente ; la recherche d'une meilleure équité dans la répartition de l'impôt ; l'assiette de la taxe sur les bénéfices ; son assiette sur la main-d'œuvre ; (p. 2584) : la mesure des variations du montant de la taxe ; l'allègement considérable dont ont bénéficié les contribuables ; les conséquences du vote des allègements ; les remèdes à appliquer aux transferts de charges excessifs ; revenir à un système d'impôt de quotité ; subsister aux principaux fictifs des éléments de répartition plus équitables ; (p. 2585) : la sensibilité des phénomènes de transfert en raison de la localisation de l'impôt dans un cadre plus étroit ; la croissance considérable des collectivités locales françaises ; le problème de l'adaptation du système d'assiette des taxes perçues par les collectivités locales ; le rapport Guichard ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution en cas d'amendements d'origine parlementaire ; l'augmentation du plafond à 190 % ; les conséquences de sa fixation à 170 % ; la fixation du taux de la taxe nationale à 9 % ; (p. 2586) : le problème posé par l'assujettissement des entreprises sur les bases de 1975 ; l'engagement par le Gouvernement d'un dialogue avec la majorité ; le consentement de l'Etat à un effort financier important ; demande une suspension de séance pour permettre au Gouvernement de se concerter avec la majorité ; (p. 2589) : la nécessité de modifier le texte ; le retrait du projet de loi de l'ordre du jour.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle (n° 2869). Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2801) : la diminution de perte de recettes présenté par le reliquat des sommes affectées à la compensation du plafonnement ; (p. 2813) : l'absence de propositions positives et constructives de l'opposition ; l'inadaptation de la patente ; le refus unanime de l'opposition et de la majorité sur un impôt de quotité et sur la délocalisation de l'impôt ; l'absence de propositions relatives à la fixation d'un plancher et d'un plafond ; le refus, par l'opposition, du vote du budget de l'Etat ; le transfert de ressources aux collectivités locales au détriment de l'Etat ; (p. 2814) : l'assiette de l'impôt ; les conséquences d'un report de charges des collectivités locales sur l'Etat ; le regroupement des investissements communaux ; le vote positif de certains orateurs de la majorité sous condition de l'engagement d'une réflexion globale ; un texte qui résulte d'une concertation entre le Gouvernement et sa majorité ; l'échelonnement des bases sur trois ans ; le montant du plafond ; l'incidence sur les petites et moyennes entreprises de la

prise en compte dans l'assiette des bénéficiaires ; la loi de 1975, recherche d'une meilleure équité ; la taxation des activités saisonnières ; l'absence d'éléments constructifs dans les critiques formulées par l'opposition ; (p. 2815) : la tenue à jour des bases de la taxe ; l'absence de conséquences pour les collectivités locales du plafonnement ; l'application du plafonnement dans tous les cas où les entreprises n'ont qu'un établissement ; la pénalisation du recours à la main-d'œuvre par rapport à l'investissement ; l'effort du Gouvernement pour que la main-d'œuvre ne soit pas pénalisée. **Motion de renvoi en commission** (p. 2817) : le caractère négatif de la position du PSRG ; la mise en accusation des fonctionnaires ; (p. 2818) : la responsabilité des ministres ; la concertation ; l'orthodoxie financière ; la signification de la question préalable déposée par les rapporteurs ; demande un scrutin public. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2820) : la prise en compte dans l'hôtellerie de la seule partie des salaires réellement versés pendant la période d'activité ; l'exonération des petits entrepreneurs de travaux agricoles ; (p. 2821) : indique que les questions posées par les derniers orateurs pourraient être posées par écrit ; l'opposition du Gouvernement au vote par division ; la portée financière de l'amendement n° 11 de M. Frelaut ; le désaccord du Gouvernement sur cet amendement ; (p. 2822) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Burckel ; la difficulté d'élaborer un nouveau texte d'ici au 15 mai 1978 ; (p. 2823) : l'éventuelle baisse pour 1978 du taux de la cotisation nationale ; souhaite que la commission des lois retire l'amendement n° 5 soutenu par M. Burckel ; l'adoption par le Gouvernement de l'amendement n° 2 de M. Papon. **Article 2** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 6 et 7 de M. Burckel. **Article 3** (p. 2824) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 8 de M. Burckel ; la nécessité de créer une incitation réelle au recrutement dans le cadre de la politique de l'emploi menée par le Gouvernement. **Article 4** : accepte l'amendement n° 9 de M. Burckel ; (p. 2825) : l'accord du Gouvernement sur les rectifications apportées par M. Burckel à son amendement n° 9. **Après l'Article 4** (p. 2826) : l'impossibilité pour l'Assemblée d'adopter une disposition en considération d'un cas particulier ; le réexamen des problèmes posés par l'amendement n° 1 de M. Dronne dans la perspective d'un autre texte de loi ; le désaccord du Gouvernement sur cet amendement. **Article 6** (p. 2828) : le report de la date limite de paiement au 30 décembre.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 2768). Lettre rectificative (n° 2859). Discussion générale [24 mai 1977]** (p. 2921) : l'exercice du contrôle parlementaire ; l'opération de clarification réalisée par le projet de loi de finances rectificative ; la continuité de la politique gouvernementale ; son efficacité ; le redressement du commerce extérieur ; (p. 2922) : la maîtrise de plusieurs éléments inflationnistes ; la modification des comportements ; le problème de l'emploi ; l'augmentation de la production industrielle ; l'accroissement du volume des exportations ; les conséquences de la situation des entreprises au regard de l'emploi ; la nécessité de rechercher un assainissement financier ; assurer le redressement des entreprises publiques ; la modération des rémunérations nominales ; les réformes de structures ; les impératifs de la politique gouvernementale ; la vérité des comptes publics ; la mise en œuvre d'actions nouvelles en faveur de la politique économique ; les actions engagées à l'égard des entreprises nationales ; (p. 2923) : les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ; les incidences de la loi sur la taxe professionnelle ; le financement non monétaire de l'économie ; la progression vers l'équilibre de l'exécution du budget de 1978 ; le dispositif proposé pour financer les charges ; les recettes limitées en 1977 en raison des mesures fiscales ; le recours à l'emprunt ; la souscription des huit dixièmes du montant de l'emprunt par des représentants de l'épargne populaire ; le financement du déficit budgétaire de 1977 par l'épargne à long terme ; le montant du découvert prévisionnel ; le niveau de la dette publique ; l'ajustement des crédits de rémunération et les charges sociales ; la hausse des prix ; les dépenses afférentes aux entreprises publiques ; (p. 2924) : la politique gouvernementale menée à l'égard des entreprises nationales ; la vérité des tarifs ; la rentabilité du projet de train à grande vitesse Paris-Lyon ; le déficit d'Air France ; l'ampleur des crédits sociaux ; les incidences budgétaires du programme d'action du Gouvernement ; le problème de l'emploi des jeunes ; la répartition des vacataires ; la non-application des dispositions relatives au licenciement pour cause économique aux jeunes employés pour la première fois ; les crédits de paiement pour les équipements publics ; les ressources ; la base de calcul de la loi de finances pour 1978 ; (p. 2934) : indique l'absence de déficit de la sécurité sociale pendant les années où il exerçait les fonctions de ministre de la santé publique et de la sécurité sociale ; (p. 2944) : comparaison du temps d'intervention du groupe communiste et du groupe socialiste ; la répartition des 20.000 vacataires ; la situation de l'entreprise Cadoux ; (p. 2945) : la régulation des crédits

d'équipement ; l'affectation des crédits de paiement supplémentaires au secteur de l'agriculture ; la réduction du déficit budgétaire ; le niveau comparé des déficits budgétaires des pays européens ; l'impact sur le déficit budgétaire de la politique tarifaire menée en faveur des entreprises publiques ; les déclarations du Premier ministre sur les modalités de financement du déficit d'exécution du budget ; la confusion réalisée par l'opposition entre les concepts de profit et de bénéfice ; la capacité de financement des entreprises françaises ; le refus par l'opposition d'admettre l'entretien du chômage par l'inflation ; le niveau de chômage ; l'incidence défavorable des prix ; (p. 2946) : la poursuite de la politique gouvernementale.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (n° 2769). Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4063) : l'ambition limitée du texte ; (p. 4064) : un texte qui ne constitue pas la grande réforme fiscale attendue ; mener une codification plus étendue que celle qui est engagée ; le rattachement direct du service de la législation au ministre de l'économie et des finances ; la réforme de la taxe fiscale ; les exigences budgétaires croissantes ; l'équité dans la répartition ; la différence entre revenus salariaux et revenus non salariaux ; l'action du Gouvernement ; la lutte contre la fraude fiscale ; la multiplication des contrôles ; les garanties à donner aux contribuables ; les contrôles exercés par les brigades d'intervention ; accompagner le consentement au paiement de l'impôt d'un sentiment d'égalité et de justice ; la défense des agents de l'administration ; le meurtre d'un huissier de justice ; (p. 4065) : l'amélioration des garanties données aux contribuables ; la personnalisation des voies de recours ; la remise des pénalités encourues par les PME ; l'envoi d'une lettre informant les contribuables des vérifications ; la création d'une direction des relations avec le public au sein du ministère de l'économie et des finances ; l'implantation d'une unité dans la région lyonnaise ; les garanties des contribuables ; l'article 76 de la loi de finances pour 1976 ; la subordination des vistes à une autorisation du directeur des services fiscaux ou une autorisation expresse de l'administration centrale ; le nombre des visites réalisées ; la subordination de la taxation des signes extérieurs de richesse à l'accord de l'inspecteur principal ; la modification des règles du contentieux fiscal et douanier ; l'encadrement des pouvoirs de l'administration en cas de poursuites judiciaires ; l'extension des pouvoirs des juges ; la soumission à l'avis conforme de la commission des sages de la transmission à la juridiction pénale du dossier du contribuable ;

(p. 4066) : la modification des pénalités à taux fixe en matière de contributions indirectes et douanières ; l'interdiction d'exercer la profession ; le retrait du permis de conduire ; la faculté pour les tribunaux d'accorder les circonstances atténuantes ; les propositions de la commission ; le problème de la saisine de la commission des infractions fiscales ; la non-appartenance à la commission de conseillers de la Cour de cassation ; l'incompétence des inspecteurs généraux des finances ; la limitation de la taxation d'office ; la soumission des perquisition à domicile à autorisation préalable du président du tribunal ou d'une autorité judiciaire ; (p. 4069) : le nombre de personnes entrant dans le champ d'application du projet de loi ; (p. 4075) : les réserves exprimées sur le projet de loi par différents orateurs ; l'orientation politique qui pourrait prévaloir aux contrôles fiscaux en cas de victoire de l'opposition ; les garanties offertes par la composition de la commission ; les infractions fiscales ; (p. 4076) : la suspicion dans laquelle seraient tenus les fonctionnaires ; la poursuite des gros contribuables ; les moyens de l'administration ; leur augmentation dans des proportions considérables ; le problème du service du cadastre ; l'effort d'information et d'accroissement des garanties du contribuable ; l'édition d'une véritable charte du contrôle économique en matière de prix ; la substitution du terme « avis d'imposition » à celui « d'avis d'avertissement » ; la clarification du langage employé ; la formation civique à l'école ; le programme commun ; le doublement du volume du budget résultant du chiffrage du programme commun ; la défense des agents du fisc par l'opposition ; (p. 4077) : les dispositions contenues dans le projet de loi de finances pour 1978 ; le recours aux centres de gestion agréés ; la modulation des pénalités en matière de contributions directes et de TVA. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4109) : la suspicion portée à l'égard de l'administration ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 27 de M. Rieubon ; (p. 4110) : son amendement tendant à appliquer les dispositions de l'article à la date du 1^{er} janvier 1978 ; adopté ; l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements déposés par la commission des lois ; (p. 4111) : la non-intégration dans la commission des conseillers de la Cour de cassation ; la suppression des inspecteurs généraux des finances dans la composition de la commission ; l'obtention de la présidence de la commission par un conseiller d'Etat plutôt que par un conseiller maître de la Cour des comptes ; se déclare favorable à l'amendement n° 34 de M. Lauriol sous réserve de modifications ; les nuances existant entre les amendements n° 63 et n° 35 de M. Lauriol ; l'auto saisine de

la commission des infractions fiscales ; (p. 4112) : la traduction des intéressés devant la juridiction pénale ; (p. 4113) : les conditions à réunir pour que la commission des infractions fiscales donne son avis ; le caractère non juridictionnel de la commission ; indique que les décrets d'application prévoient qu'aucune pièce du dossier présenté à la commission des infractions fiscales ne sera transmise à l'autorité judiciaire ; l'impossibilité pour le contribuable d'écrire un mémoire de défense ; le ralliement de l'Assemblée à l'amendement n° 54 de M. Claudius-Petit ; la non-motivation de l'avis de la commission des infractions fiscales ; la garantie du contribuable ; demande à l'Assemblée de repousser les amendements n° 3 de M. Papon, n° 29 rectifié de M. Neuwirth et d'adopter l'amendement n° 54 modifié de M. Claudius-Petit ; les précisions, à apporter par décret, relatives à la comparution du contribuable devant la commission des infractions fiscales. **Après l'Article premier** (p. 4114) : le cas des dossiers frappés de prescription d'ici à la fin de l'année ; le retard apporté à la transmission des dossiers avant la mise en place de la commission des infractions fiscales ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 37 de M. Lauriol ; (p. 4115) : la sanction rapide des infractions importantes ; la soumission aux tribunaux des infractions en matière de contributions indirectes et de droits de douane ; les conséquences de l'établissement d'un seuil de saisine de la juridiction pénale ; les conséquences des dispositifs fixant des garanties différentes suivant la nature des services ayant découvert les infractions ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 56 rectifié de M. Bouulloche ; (p. 4116) : l'éventualité d'une utilisation abusive de la taxation d'office ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Papon ; l'application des mots « graves et répétés » non seulement aux inexactitudes mais aussi aux erreurs et aux omissions ; la sanction de la mauvaise foi ; (p. 4117) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 5 de M. Papon ; prend l'engagement de donner des instructions à l'administration fiscale pour que la nature et les motifs du redressement soit effectivement détaillée. **Article 2.** L'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de M. Lauriol ; (p. 4118) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Papon. **Article 3** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Papon ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. Lauriol. **Article 4** : laisser aux juges la liberté d'accorder ou de ne pas accorder les circonstances atténuantes ; (p. 4119) : l'acceptation par le

Gouvernement de l'amendement n° 9 de M. Papon ; son avis défavorable sur l'amendement n° 55 de M. Claudius-Petit. **Article 5** : son sous-amendement n° 65 à l'amendement n° 10 de M. Papon ; maintien de la confiscation des moyens de transports lorsque les actes de contrebande ont été commis en utilisant des cachettes spécialement aménagées ; adopté ; oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 41 et n° 42 de M. Lauriol ; (p. 4120) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Papon ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Papon ; le caractère inconstitutionnel de la suppression du caractère conventionnel en matière douanière ; l'application de l'article 19 du GATT pour les importations sauvages ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 26 de M. Hector Rolland. **Article 6** (p. 4121) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Papon ; l'application des sanctions à des fraudeurs caractérisés ; la délimitation des professions ; se déclare défavorable à l'amendement n° 43 de M. Lauriol ; (p. 4122) : son amendement n° 64 : limitation de la durée d'interdiction du retrait du permis de conduire et autorisation par le tribunal à la personne sanctionnée de faire usage de son permis de conduire pour l'exercice d'une activité professionnelle ; l'utilisation des véhicules par les fraudeurs ; l'appréciation des juges ; l'amélioration de la législation actuelle ; la suppression de la suspension du permis de conduire ; (p. 4123) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 14 de M. Papon ; amendement n° 64 ; adopté ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Papon ; (p. 4124) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de M. Lauriol sous réserve de modification de la date proposée. **Article 7** : l'association du Gouvernement à l'amendement n° 31 de M. Icart. **Article 8** : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 17 de M. Bouulloche ; (p. 4128) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Papon ; son amendement substituant la date du 1^{er} janvier 1978 à celle du 1^{er} janvier 1977 ; adopté. **Après l'Article 8** : l'accroissement des garanties offertes aux contribuables par l'amendement n° 50 de M. Lauriol ; les autorisations nécessaires aux visites domiciliaires en matière de législation économique ; (p. 4129) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 51 de M. Lauriol. **Avant l'Article 9** : la mise à la charge de l'administration, devant la juridiction administrative, de la preuve du caractère frauduleux des comportements ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 32 rectifié par M. Neuwirth. **Article 9** (p. 4130) :

la faculté offerte au contribuable ou à ses représentants d'être entendu par le comité de contentieux fiscal ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Papon ; l'amendement n° 66 du Gouvernement ; l'alourdissement considérable de la procédure en cas d'audition des contribuables ou de leurs représentants ; (p. 4131) : se déclare favorable à l'adoption de l'amendement n° 19 de M. Papon ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Papon ; son hostilité à l'amendement n° 28 de M. Rieubon ; son amendement n° 66 : faculté pour le contribuable de poursuivre devant le comité de contentieux, dans un délai de trente jours, les observations écrites qu'il juge utiles ; l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 67 de M. Gerbet ; (p. 4132) : les conséquences de l'allongement de la procédure ; amendement n° 66 adopté après adoption du sous-amendement n° 67 de M. Gerbet ; l'incompatibilité de l'amendement n° 21 de M. Papon et de l'amendement n° 60 de M. Boulloche ; l'application des dispositions de l'article aux transmissions conclues et aux remises accordées à compter du 1^{er} janvier 1978. **Article 10** (p. 4133) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de M. Lauriol. **Après l'Article 10** : l'article 1965 G *bis* du code général des impôts ; l'extension de la compétence de la commission départementale aux contributions indirectes, aux droits de douane et aux impôts directs locaux et à l'impôt sur le revenu des salariés ; (p. 4134) : l'incompétence de la commission au fond ; l'embouteillement des commissions départementales ; l'avis des maires ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 23 de M. Papon ; la nécessité de modifier la composition des commissions départementales ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 23 de M. Papon ; la portée de l'amendement n° 61 rectifié de M. Boulloche. **Titre** (p. 4135) : l'amélioration des rapports entre les contribuables et l'administration. **Deuxième lecture. Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8667) : les améliorations apportées par l'Assemblée relatives aux garanties des contribuables ; les dispositions complémentaires introduites par le Sénat. **Discussion des articles. Article premier bis A** (p. 8668) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Papon ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 15 de M. Dehaine ; prend l'engagement d'introduire l'étude du texte proposé par l'amendement n° 15 dans l'examen du code de procédure fiscale ; (p. 8669) : l'article 1729-1 du CGI ; la charge de la preuve de la mauvaise foi et des manœuvres frauduleuses ; les conséquences éventuelles de l'adoption de

l'amendement n° 1 de M. Neuwirth ; l'opposition du Gouvernement à cet amendement n° 1 ; les conséquences de son adoption ; le renvoi des affaires en correctionnelle ; (p. 8670) : le non-besoin d'un renvoi au tribunal correctionnel pour établir l'absence de bonne foi ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 16 de M. Dehaine. **Article premier bis** (p. 8671) : les délais d'attente devant les tribunaux administratifs ; son amendement n° 19 : prise de la décision de recourir à la procédure de rectification d'office par un agent ayant au moins le grade d'inspecteur principal ; adopté. **Article premier quater** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Lauriol. **Article premier quinquies** (p. 8672) : son sous-amendement rédactionnel à l'amendement n° 5 de M. Lauriol ; adopté. **Article 5** : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n°s 6 et 7 de M. Lauriol. **Article 5 bis** (p. 8673) : la saisine d'une commission de conciliation et d'expertise en cas de contestation après dédouanement ; la faculté pour le tribunal de prendre un expert de son choix ; la complexité du classement de certains produits dans le tarif des douanes. **Article 5 ter** (p. 8674) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 9 de M. Lauriol. **Article 6** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 10 de M. Lauriol ; son sous-amendement à l'amendement n° 11 de M. Lauriol ; extension de la modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 17 : cessation au 31 décembre 1978 de l'effet des sanctions administratives prononcées au titre de l'article 1750 du CGI ; adopté. **Article 6 bis** (p. 8675) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 12 et 13 de M. Lauriol. **Article 8** : son amendement n° 20 : prise en compte dans les conditions d'établissement des remises de sanctions fiscales des circonstances particulières en ce qui concerne ceux qui font profession d'accomplir pour autrui les formalités de douane ; le poids des condamnations des tribunaux ; la prise en considération de l'activité des commissionnaires en douane ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 18 : conditions dans lesquelles est prolongé d'un an le délai de réclamation prévu à l'alinéa 1^{er} de l'article 1932 du CGI ; le maintien du délai de réclamation normal pour les réclamations portant sur les impôts directs locaux ; adopté.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 (n° 2688). Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4534) : le retrait par le Gouvernement de l'article 15 du projet de loi ; l'objet de l'article 15 ; la gestion de la caisse centrale du crédit coopératif ; (p. 4535) : l'activité de la caisse centrale ; le déclenchement d'une

enquête parlementaire par l'inspection générale des finances ; l'insertion de l'article 15 dans une loi de finances ; (p. 4536) : la démission du président-directeur général de la caisse centrale du crédit agricole mutuel et coopératif. **Discussion des articles. Article 17** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Papon. **Troisième lecture. Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8664) : l'approbation d'un abandon de créances du FDES sur la caisse centrale de crédit coopératif ; l'assainissement de la gestion de la caisse centrale de crédit coopératif ; la recherche des responsabilités sur le plan judiciaire ; le transfert par la Cour des comptes à la cour de discipline budgétaire des irrégularités décelées ; les conséquences d'une éventuelle liquidation de la caisse centrale de crédit coopératif ; (p. 8665) : les mesures tendant à éviter la reproduction des erreurs commises ; l'interdiction de toute prise en gestion directe, indirecte ou implicite, de coopérative ou d'entreprise ; la soumission de la caisse centrale de crédit coopératif à vérification annuelle par les agents de la commission de contrôle des ventes ; le dépôt devant les commissions du Parlement d'un rapport sur la situation de la caisse centrale de crédit coopératif ; les délais d'exercice de la justice ; les conséquences éventuelles sur le crédit coopératif d'un retard d'apurement de la créance du FDES ; (p. 8666) : l'urgence de la régularisation de la caisse. **Discussion des articles. Article 15** : son amendement n° 1 : conditions auxquelles est subordonné l'apurement de la créance du FDES sur la caisse centrale de crédit coopératif ; l'interdiction de la prise en gestion directe, indirecte ou implicite des coopératives ou entreprises par la caisse centrale de crédit coopératif ; la vérification annuelle à laquelle sera soumise la caisse ; adopté. **Article 17** (p. 8667) : son amendement n° 2 : régularisation comptable de l'apurement des dettes de la caisse centrale de crédit coopératif ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120).

Discussion générale [13 octobre 1977] (p. 6128) : l'application du programme commun ; la gravité de la situation économique ; les conséquences économiques du prélèvement pétrolier ; la concurrence accrue des pays étrangers ; les réformes de structure nécessaires ; la « responsabilité » du capitalisme international ; les déclarations de M. Marchais sur l'évolution politique du parti socialiste ; (p. 6129) : la dimension internationale de la crise ; l'inanité des méthodes employées par les gouvernements socialistes européens ; la moyenne du taux de chômage dans les pays de l'OCDE ; le maintien du pouvoir d'achat des salariés français en 1977 ; l'hypothèse d'une croissance économique retenue par les propositions

communistes ; les majorations des impôts et des cotisations sociales envisagées par le parti communiste français ; le prélèvement fiscal sur les entreprises ; la théorie de la relance par la consommation ; la nécessité d'actions de caractère structurel ; le développement des programmes d'action prioritaires ; permettre aux entreprises de déceler et d'occuper des créneaux stratégiques ; l'accroissement des fonds propres des entreprises ; la mise en place de financements privilégiés ; le redéploiement de l'industrie ; la politique gouvernementale d'investissements publics ; (p. 6130) : la liaison entre emploi et taux de croissance ; la nécessité du découvert ; la réduction des dépenses publiques ; l'augmentation de l'investissement public ; le financement du déficit budgétaire ; la recherche de la justice sociale ; l'acceptation par les Français des sacrifices nécessaires ; le problème des rentes viagères ; la tenue des promesses du Président de la République pour la Réunion ; l'engagement du Président de la République relatif à l'axe Nord-Sud de l'Alsace ; l'évolution des taux d'intérêt bancaire ; le problème du nécessaire réexamen permanent des dépenses publiques ; les modalités d'intervention économique de l'Etat ; (p. 6131) : le rapport de M. de La Genière.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Article 4** (p. 6135) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Papon. **Après l'Article 5** (p. 6136) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 27 de M. Bouloche ; la situation fiscale des dirigeants de société détenant plus de 35 % du capital social. **Article 6** (p. 6137) : la motivation de l'amendement n° 5 de M. Chinaud ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 28 de M. Bouloche. **Avant l'Article 10** (p. 6138) : les conséquences de l'instauration d'un taux zéro de la TVA sur le principe de la TVA et sur l'harmonisation progressive des TVA européennes ; l'impôt sur la fortune institué par l'amendement n° 56 de M. Vizet ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 56 ; le désaccord du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de M. Frelaut ; la dotation du FECL ; (p. 6139) : le montant de la TVA supportée par les collectivités locales ; la répartition des dotations du FECL ; la tenue des promesses en matière de compensation de la TVA. **Après l'Article 10** (p. 6140) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 38 de M. Boudon ; l'article 7 de la loi de finances pour 1976 ; le décret en Conseil d'Etat relatif à la définition des obligations des organismes sans but lucratif. **Article 11** : l'opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 1 rectifié de M. Pranchère. **Article 13** (p. 6141) : l'opposition du Gouvernement à

l'amendement n° 60 de M. Rieubon ; la situation financière des entreprises. **Article 15** (p. 6143) : l'objet de l'article 15 ; l'amélioration de la création d'emplois dans les PMI ; la nature du dispositif proposé. **Article 17** : le bénéfice d'avantages fiscaux aux investissements générateurs d'économie de matières premières ; la nécessité d'une procédure d'agrément ; (p. 6144) : la pénalisation des entreprises françaises en cas d'adoption de l'amendement n° 61 de M. Frelaut ; la création éventuelle d'un code des amortissements ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 61 de M. Frelaut. **Après l'Article 18** (p. 6145) : les dispositions de l'article 230 *ter* du CGI ; la création par l'amendement n° 63 de M. Ducoloné d'une ressource fiscale qui existe déjà. **Article 19** (p. 6147) : la pénalisation des recherches dans le domaine des hydrocarbures liquides ou gazeux en cas d'adoption de l'amendement n° 64 de M. Gosnat ; (p. 6148) : l'objet d'une loi de finances ; l'augmentation du découvert budgétaire en cas d'adoption de l'amendement n° 119 de M. Bouulloche. **Après l'Article 20** (p. 6149) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 33 de M. Bouulloche. **Article 23** : son amendement n° 125 : exonération de droits d'enregistrement des ventes publiques de biens corporels ne portant pas sur des biens mentionnés à l'article 261-1, troisième alinéa, du CGI ; le support par les communes d'une perte de recettes résultant de la suppression des taxes départementale et communale sur les ventes publiques de biens meubles corporels ; amendement n° 125 adopté. **Article 24** : son amendement n° 126 : extension aux courtiers d'assurances maritimes du système de report de la taxation des plus-values ; adopté. **Article 25** (p. 6150) : soutient l'amendement n° 43 de M. Sprauer de suppression ; le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi relatif à la gratuité du service public de la justice ; adopté. **Article 27** : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 66 de M. Rieubon et n° 35 de M. Boulay ; la majoration des crédits consacrés aux subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale telle qu'elle résulterait d'une prochaine loi de finances rectificative. **Après l'Article 29** (p. 6151) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 69 rectifié de M. Berthelot sur la trésorerie des entreprises ; [18 octobre 1977] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 6202) : l'association du Gouvernement à l'étude de la réforme de la fiscalité ; les formes d'impôt sur le capital ; la nécessité d'une déclaration de la valeur des patrimoines. **Article 2** (*suite*) (p. 6206) : les conséquences des amendements n° 22 de M. Bouulloche et n° 110 rectifié de M. Combrisson sur le comportement économique et fiscal des citoyens ; l'opposition du Gouvernement à ces amendements ; (p. 6207) : l'opposition du

Gouvernement à l'amendement n° 50 de M. Rieubon. **Rappel au règlement de M. B. Denis** : les raisons techniques qui motivent l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 51 de M. Combrisson ; (p. 6208) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 111 de M. Bardol ; le plafond de recouvrement des cotisations initiales d'impôt sur le revenu ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 52 de M. Bardol ; (p. 6209) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 23 de M. Bouulloche ; (p. 6210) : les raisons qui militent en faveur du rejet de l'amendement n° 53 de M. Pranchère ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 24 de M. Bouulloche ; l'hostilité du Gouvernement au système proposé par l'amendement n° 54 de M. Combrisson. **Après l'Article 2** (*suite*) (p. 6211) : l'inutilité, la complexité et l'injustice du système proposé par l'amendement n° 55 de M. Lamps. **Article 3** (p. 6226) : le système initialement proposé par le Gouvernement en vue de pallier l'accroissement de la pression fiscale consécutive au départ à la retraite ; la clarté du système proposé par l'amendement n° 12 de M. Papon ; l'extension éventuelle de l'abattement de 10 % à d'autres catégories de personnes ; son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 12 de M. Papon : conditions d'application de l'abattement de 10 % aux personnes de moins de soixante ans ; son sous-amendement n° 141 à l'amendement n° 12 de M. Papon : application du taux majoré de la TVA aux opérations de location portant sur des biens neufs ou d'occasion désignés à l'article 89-4° de l'annexe III du CGI ; la proposition par le Gouvernement d'un autre type de gage financier que celui présenté par la commission ; l'application du taux uniforme de TVA pour la vente et la location de voitures ; (p. 6227) : le gage financier du sous-amendement n° 120 de M. Bardol à l'amendement n° 12 de M. Papon ; demande à l'Assemblée de repousser ce sous-amendement ; (p. 6228) : sous-amendement n° 143 repoussé par scrutin public ; l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 121 corrigé de M. Bardol à l'amendement n° 12 de M. Papon ; (p. 6229) : les problèmes techniques posés par les droits de timbre sur les cartes grises ; la différence des taux de TVA en cas de location ou de vente des automobiles ; sous-amendement n° 141 adopté ; (p. 6230) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 26 corrigé de M. Franceschi ; la surenchère dont font l'objet les personnes âgées ; les taxes prévues sur les contrats d'assurances par l'amendement n° 26 corrigé de M. Franceschi. **Article 7** (p. 6234) : la prorogation du délai d'adhésion aux centres de gestion agréés au 1^{er} décembre 1977 ; le problème posé par la référence au chiffre d'affaires ; l'application

des dispositions de l'article 7 aux entreprises, y compris aux entreprises agricoles ; les relations entre les artisans, les commerçants et les contrôleurs fiscaux ; la création d'une direction chargée des relations avec le public au sein du ministère des finances ; le vote par l'Assemblée de dispositions tendant à améliorer les relations entre l'administration fiscale et les contribuables ; la nécessité du recours au système des centres de gestion agréés ; l'existence de demandes d'adhésion collectives de la part de plusieurs professions ; le coût pour les adhérents du recours aux centres de gestion agréés ; la nécessité de favoriser l'adhésion aux centres de gestion ; (p. 6235) : les dispositions de l'article 5 de la loi Royer ; l'approfondissement de la connaissance réelle des revenus ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 103 de M. Lauriol ; l'amélioration des relations entre les redevables et l'administration ; (p. 6236) : les demandes d'adhésion de multiples professions aux centres de gestion agréés ; le dépôt par le Gouvernement d'un amendement tendant à maintenir pour le passage au mini-réel le bénéfice de la franchise et de la décote spéciale ; les conditions d'une véritable connaissance des revenus des commerçants et artisans ; le gage financier de l'amendement n° 103 de M. Lauriol ; le caractère non obligatoire de l'adhésion aux centres de gestion agréés ; l'adaptation des moyens de l'administration devant l'afflux des demandes d'adhésion ; la modification des dossiers de gestion à fournir aux adhérents placés sous le régime du mini-réel ; l'étude par le Gouvernement de toute proposition d'amélioration des modalités de fonctionnement des centres ; (p. 6237) : son amendement n° 131 : extension du régime applicable aux sociétés civiles professionnelles aux associations d'avocats ; adopté ; son amendement n° 132 : année d'application de la perte du bénéfice de l'abattement en cas de redressement fiscal ; adopté. **Après l'Article 7** : son amendement n° 133 : application aux redevables placés par option sous le régime simplifié de liquidation des taxes sur le chiffre d'affaires des franchises et des décotes prévues en matière de TVA ; la possibilité pour les personnes visées par l'amendement n° 133 d'adhérer aux centres de gestion et d'opter en faveur du régime simplifié de liquidation des taxes sur le chiffre d'affaires ; adopté. **Article 8** : la fixation du plafond de déduction à 9.000 francs ; son engagement, au nom du Gouvernement, de proposer l'année prochaine le chiffre de 12.000 F ; son amendement n° 134 : fixation à 9.000 F du plafond de déduction fiscale du salaire du conjoint ; adopté. **Article 9** (p. 6240) : les efforts demandés aux différents contribuables ; l'évolution du pouvoir d'achat des salaires ; la taxation des cotisations versées aux clubs de golf ; l'inadaptation des conditions de taxation des éléments du train

de vie ; le rattachement du Gouvernement à l'amendement n° 148 rectifié de M. Gantier ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 15 de M. Papon ; (p. 6241) : son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 148 rectifié de M. Gantier : réintroduction dans la liste des éléments du train de vie taxés des participations et abonnements aux clubs de golf ; l'exclusion des golfs populaires du champ d'application de l'amendement ; sous-amendement n° 152 adopté. **Article 10 (suite)** (p. 6242) : le caractère anormal de l'application du taux réduit aux seuls hôtels de tourisme ; les conséquences de la majoration du taux de TVA applicable aux produits de toilette à base d'alcool ; (p. 6243) : la nécessité de conserver le gage financier proposé par les amendements n° 112 de M. Bertrand Denis et n° 114 rectifié de M. Corrèze ; les difficultés à distinguer les véhicules de camping caravanning des autres véhicules ; (p. 6244) : la définition des véhicules de camping caravanning. **Article 18** (p. 6245) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 62 rectifié de M. Vizet ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Papon ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Papon ; l'exonération des caisses d'épargne ; la taxation des éléments du train de vie des institutions financières ; (p. 6246) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 31 de M. Bouulloche ; les raisons de l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 19 de M. Papon ; la justification de l'amendement n° 113 corrigé de M. Daillet ; la non-imposition des frais généraux engagés à l'étranger en vue de la création d'exploitation d'un établissement ; la référence aux conditions de détermination du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ; la dépendance des institutions financières de l'effort d'exportation de leurs clients industriels ; (p. 6247) : la complication entraînée en cas d'adoption de l'amendement n° 113 corrigé de M. Daillet ; la nécessité de ne point trop pénaliser les entreprises financières ; la non-conformité de l'amendement n° 32 rectifié de M. Bouulloche aux règles fiscales traditionnelles. **Article 21** (p. 6248) : la nature du débat budgétaire ; (p. 6249) : les abus auxquels a voulu remédier l'instauration d'une vignette pour les sociétés ; la suppression du nom et de la référence de la société sur les vignettes ; son amendement n° 135 : suppression de la mention de signes distinctifs de la société sur la vignette ; l'institution d'une vignette spéciale pour les voitures d'administration ; devenu sans objet. **Après l'Article 24** (p. 6250) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 115 de M. Partrat. **Après l'Article 25** : le caractère de cavalier budgétaire de l'amendement n° 142 de M. Fabre ; le dispositif proposé par l'amendement n° 142 ; demande à l'Assemblée de

repousser l'amendement ; (p. 6251) : l'étude interministérielle des problèmes posés par la reconversion des mineurs. **Après l'Article 30 (suite)** (p. 6260) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 123 de M. Bertrand Denis ; demande la réserve du vote sur l'amendement n° 123 de M. Bertrand Denis jusqu'à l'examen de l'article 33. **Article 32** (p. 6262) : l'intéressement des rentiers viagers aux bénéfices réalisés par les compagnies d'assurances ; les conditions de fixation du taux de capitalisation des rentes ; l'impossibilité d'inclure dans la publicité l'indication du taux de capitalisation des primes et du taux de chargement ; l'importance des capitaux souscrits sous forme de rentes viagères ; (p. 6263) : ses amendements n°s 136, 137, 138 et 139 : majoration du taux de revalorisation des rentes viagères ; le coût des mesures proposées par le Gouvernement ; adoptés ; l'information de l'assuré du taux d'intérêt réel attribué à l'opération ; le caractère variable du taux de chargement ; la nécessité d'examiner attentivement les modalités techniques de l'amendement n° 151 de M. Mario Bénard. **Article 33** (p. 6273) : son amendement n° 153 : ajustement des comptes en fonction des différentes décisions prises par l'Assemblée ; demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 33 et l'état A modifié par l'amendement n° 153 à l'exclusion de l'amendement n° 123 réservé ; amendement n° 153 et état A adoptés par scrutin public.

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. Services financiers [18 novembre 1977] (p. 7720) : la progression du budget des services financiers ; l'évolution des dépenses ordinaires et des dépenses en capital ; l'évolution des transferts ; les effectifs budgétaires ; l'effort en faveur des PAP n°s 9 et 10 ; le contrôle des pouvoirs publics sur les entreprises publiques ; la commission de la concurrence ; les moyens de la Cour des comptes ; l'exercice du contrôle économique et financier de l'Etat ; l'adaptation des structures et des méthodes ; l'amélioration de la gestion quotidienne de l'impôt ; les raisons des retards intervenus dans la mécanisation des rôles des impôts locaux ; l'automatisation des taxes foncières et de la taxe d'habitation en zone urbaine ; l'extension du système SOFIA ; la création d'un centre de documentation et d'évaluation au sein des services douaniers ; l'action de surveillance des prix ; les efforts de l'INSEE ; le renforcement des moyens des services fiscaux du service du cadastre ; (p. 7721) : le renforcement des services extérieurs du Trésor ; l'ampleur des tâches incombant aux services du ministère de l'économie et des finances ; la complémentarité et l'ambivalence de service, leur coordination ; le projet de loi

accordant certaines garanties aux contribuables ; le maintien des directives données aux services chargés d'assurer le contrôle fiscal ; la représentation des consommateurs aux conseils d'administration de l'INC ; le financement des actions concertées en matière de consommation ; l'opération « Boîte postale 5000 » ; la nature des centres de gestion agréés ; la situation des agents de finances ; les sanctions disciplinaires infligées à un agent des finances ; la situation des ouvriers professionnels du ministère de l'économie et des finances ; (p. 7722) : les différences régionales en matière de contrôle fiscal ; la transformation de certains offices publics d'habitation à loyer modéré.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 59** (p. 7743) : l'utilisation du gage financier de la suppression de l'avoir fiscal ; la nature des indemnités de chômage ; la progression du VRTS. **Article 60** (p. 7745) : la défense des collectivités locales ; la loi du 6 janvier 1966 ; les modalités de répartition de VRTS ; la réforme de la fiscalité locale ; la répartition des crédits du FECL ; la réalité de la situation des petites communes ; (p. 7746) : la dotation du FECL ; le mode de péréquation du VRTS spécifique à l'Ile-de-France ; demande le rejet de l'amendement n° 74 de M. Frelaut. **Article 61** (p. 7747) : l'augmentation par le Gouvernement socialiste allemand du taux de l'avoir fiscal ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 167 de M. Bouloche. **Après l'Article 61** (p. 7751) : la réduction des inégalités d'accès aux vacances ; la création d'une procédure de titres-vacances ; la nécessité d'une étude préalable à l'application des titres-vacances ; (p. 7752) : demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 168 rectifié de M. Bouloche ; la réorientation de l'épargne individuelle vers les placements de longue durée en valeurs mobilières ; l'abattement institué sur les dividendes des sociétés immobilières d'investissement et des sociétés immobilières de gestion ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 169 de M. Bouloche. **Article 63** (p. 7753) : les conséquences de l'adoption de la méthode de réévaluation utilisée en 1959 ; l'accroissement des plus-values globales de réévaluation ; la mise en cause de la vérité comptable des bilans ; les problèmes posés par la réévaluation des immeubles ; (p. 7754) : l'introduction depuis 1959 d'un système d'amortissement dégressif ; la prise en compte du matériel obsolète totalement amorti ; l'utilisation conjoncturelle de l'autorisation de déduction d'une partie de la prévision de réévaluation ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de M. Papon ; l'hostilité du Gouvernement à une

application par les entreprises cotées en Bourse de systèmes différents de réévaluation ; (p. 7755) : l'offre aux entreprises en difficulté de la possibilité d'imputer leurs déficits sur une provision spéciale ; le caractère licite du recours à la réévaluation libre après le 31 décembre 1978 ; son amendement n° 250 : faculté d'imputation des déficits reportables au 31 décembre 1976 sur la provision spéciale ; adopté ; l'accord du Gouvernement sur le principe de la non-incidence de la réévaluation sur l'assiette des impôts locaux. **Article 64** : son amendement n° 243 : faculté offerte à certaines entreprises bénéficiant d'une exonération temporaire de TVA d'opter pour leur assujettissement à la taxe ; adopté. **Article 65** (p. 7756) : son amendement n° 244 : application du délai d'option aux entreprises nouvelles ; adopté. **Après l'Article 65** : le cadre temporel retenu en matière d'établissement des déductions, revalorisations, franchises et décotes. **Article 67** (p. 7757) : son amendement n° 245 : modification de pure forme ; adopté ; l'absence de raisons de création d'un avantage supplémentaire au bénéfice des entreprises de commerce et d'artisanat sous la forme d'une exonération temporaire de taxe professionnelle ; le gage financier de l'amendement n° 197 de M. Bouloche ; (p. 7758) : la simplification de l'octroi des aides fiscales et financières au développement régional ; l'intérêt de la procédure d'agrément ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 172 de M. Bouloche ; la nécessité d'un avis de l'administration fiscale. **Après l'article 67** (p. 7759) : la confusion réalisée par l'amendement n° 36 de M. Madrelle entre le droit de timbre d'affiches et la taxe communale sur la publicité ; les objections du Gouvernement à l'amendement n° 124 de M. Vizet ; (p. 7760) : les efforts financiers réalisés en faveur des bénéficiaires du fonds national de solidarité ; la portée limitée de l'abattement prévu par l'amendement n° 77 de M. Frelaut ; demande à l'Assemblée de repousser cet amendement. **Après l'Article 70** (p. 7761) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 164 de M. Frelaut ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 156 de M. Notebart ; (p. 7762) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 166 de M. Frelaut ; (p. 7763) : le relèvement du plafond des ressources régionales ; l'opportunité d'un relèvement du plafond de ressources ; l'instauration d'une véritable fiscalité régionale ; son amendement n° 246 : conditions de recouvrement des créances résultant d'opérations faisant partie du système de financement du FEOGA ainsi que de prélèvements agricoles et de droits de douane nés dans un Etat membre de la CEE ; adopté ; l'accord du

Gouvernement sur l'amendement n° 249 de M. Debré. **Après l'Article 72** (p. 7764) : la nature des programmes d'électrification rurale ; le rôle du préfet de département en matière de notification des subventions accordées aux programmes d'électrification.

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 71** (p. 7761) : l'intervention préalable d'un vote sur l'équilibre des recettes et des dépenses de la loi de finances ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 180 de M. Gilbert Faure.

Articles de récapitulation [18 novembre 1977]. **Seconde délibération du projet de loi. Article 3** (p. 7772) : son amendement n° 1 : application du taux normal de la TVA sur les sommes perçues au titre des contrats conclus avant le 1^{er} novembre 1977 ; le dispositif des amendements proposés par le Gouvernement en seconde délibération ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 2 : application du taux majoré de la TVA aux produits de parfumerie ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 3 : extension aux pépiniéristes et horticulteurs du bénéfice du remboursement forfaitaire en matière de TVA ; adopté. **Après l'Article 21** (p. 7773) : son amendement n° 4 : fixation à compter du 1^{er} janvier 1978 du tarif du droit de consommation à 2.820 F ; la lutte contre l'alcoolisme ; adopté. **Articles 35 et 36. — Etat B - Titre IV** (p. 7774) : son amendement n° 5 : majoration du montant des mesures nouvelles du ministère de l'agriculture en faveur des foyers ruraux ; adopté. **Etat C - Titre V** : son amendement n° 6 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le ministère de l'agriculture ; adopté. **Etat C - Titre VI** : son amendement n° 7 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement affectés au ministère de l'agriculture ; adopté. **Etat B - Titre IV** : son amendement n° 8 : majoration des mesures nouvelles concernant le ministère des anciens combattants au bénéfice des veuves âgées de plus de cinquante-cinq ans et de certaines ne remplissant pas les conditions de ressources prévues ; adopté. **Articles 35 et 36 (suite). Etat B - Titre III** : son amendement n° 10 : majoration du montant des mesures nouvelles concernant le ministère de la culture et de l'environnement ; adopté. **Etat B - Titre IV** : son amendement n° 11 : majoration des mesures nouvelles concernant le ministère de la culture et de l'environnement relatives au théâtre et à la musique ; adopté. **Etat B - Titre premier** : son amendement n° 12 : majoration des mesures nouvelles concernant le ministère de l'économie et des finances, I. — Charges communes, relatives au remboursement forfaitaire aux exploitants agricoles non assujettis à la TVA ; adopté.

Etat B - Titre III : son amendement n° 13 : majoration du montant des mesures nouvelles concernant le ministère de l'économie et des finances, II. — Services financiers, relatives à l'indemnisation des Français d'outre-mer ; adopté. **Etat B - Titre IV** : son amendement n° 14 : majoration du montant des mesures nouvelles concernant le ministère de l'éducation ; adopté. **Etat C - Titre VI** : son amendement n° 15 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le ministère de l'éducation ; adopté ; son amendement n° 16 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire, V. — Transports - Marine marchande, relatifs à la Société nationale de sauvetage en mer ; adopté. **Etat B - Titre III** : son amendement n° 17 : majoration du montant des mesures nouvelles concernant le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; adopté. **Etat B - Titre IV** : son amendement n° 18 : majoration des mesures nouvelles du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; adopté ; (p. 7776) : son amendement n° 19 : majoration des crédits de paiement concernant les services du Premier ministre, I. — Services généraux ; la conséquence du vote intervenu sur les exonérations de la redevance ; adopté. **Article 33** (p. 7777) : son amendement n° 20 : de coordination ; adopté. **Explications de vote** (p. 7779) : le dialogue qui s'est instauré entre le Parlement et le Gouvernement ; l'amélioration substantielle du projet de budget ; le déroulement du dialogue dans un cadre financier compatible avec la situation économique du pays ; demande un scrutin public sur le vote final du projet de finances pour 1978.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8783) : les points sur lesquels le Gouvernement est en désaccord avec le texte de la commission mixte paritaire ; l'absence de répartition du produit du VRTS ; le mode de réévaluation des bilans ; le taux de prélèvement supplémentaire sur le loto ; le problème des centres de gestion agréés ; la définition des extraits entrant dans la composition des produits de parfumerie ; indique qu'il demandera à l'Assemblée de se prononcer par un vote unique en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p. 8790) : son amendement n° 1 : extension des dispositions fiscales de l'article 1649 *quater* D du CGI applicables aux centres de gestion agréés regroupant des exploitants agricoles à l'ensemble des centres de gestion soumis sur option au régime simplifié d'imposition ; l'attribution des centres de gestion agréés ; l'institution d'un abattement de 20 % au profit des assujettis adhérents ; (p. 8791) : les protestations de l'Ordre des experts-comp-

tables relatives aux conditions d'adhésion aux centres de gestion agréés ; la qualification professionnelle des centres de gestion agréés ; la participation de l'Ordre des experts-comptables à l'élaboration d'une méthodologie de la tenue des documents comptables par les centres ; « l'éventualité » de la disparition du monopole des experts-comptables ; la concertation du Gouvernement avec l'Ordre des experts-comptables ; (p. 8792) : la visite que lui a rendue le président de l'Ordre des experts-comptables ; l'absence d'intentions du Gouvernement quant à la remise en cause du monopole des experts-comptables ; la collaboration des centres agréés avec les experts-comptables ; amendement n° 1 réservé ; son amendement n° 2 : de suppression de l'article 29 *bis* ; les dispositions relatives au prélèvement sur le loto adoptées par le Sénat et la CMP ; les objections du Gouvernement relatives au principe de l'affectation retenue par les textes ; la fixation du prélèvement à 1,50 % des enjeux ; le transit de la somme par le fonds national du sport de haut niveau ; (p. 8793) : la création d'une commission chargée d'étudier le problème des concours de pronostics ; amendement n° 2 réservé ; (p. 8794) : son amendement n° 3 : modification de l'équilibre comptable du budget ; réservé ; son amendement n° 4 : majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant la jeunesse et les sports ; réservé ; son amendement n° 5 : majoration du montant des mesures nouvelles des dépenses ordinaires civiles ; réservé ; son amendement n° 7 : plafonnement des valeurs réévaluées des immobilisations aux montants obtenus en appliquant aux valeurs nettes comptables des indices représentatifs de l'évolution ; la réévaluation des bilans ; réservé ; amendements nos 1, 2, 3, 4, 5 et 7 adoptés par scrutin public (p. 8795) ; après application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147)**. **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7888) : le caractère préoccupant de l'évolution des prix ; (p. 7889) : l'évolution des prix des produits alimentaires, des produits manufacturés et des prestations de service ; la décélération de l'inflation ; l'évolution des cours des matières premières internationales ; les conditions climatiques ; le comportement des agents économiques ; le développement de la concurrence ; développer chez le consommateur le réflexe de la recherche du meilleur rapport qualité-prix ; la reconduction du dispositif général d'encadrement des prix en 1978, des mesures applicables aux prix industriels à la production ; les mesures prévues en matière de loyers et d'évolution du coût de l'eau ; (p. 7890) : l'exclusion du champ d'application du projet

des prix de l'eau distribuée en régie directe ; les mesures relatives aux tarifs de transports ; les raisons de l'amendement du Gouvernement relatif à la situation des titulaires de hautes rémunérations ; la politique gouvernementale en matière de rémunérations ; la progression du pouvoir d'achat ; les catégories sociales prioritaires ; la politique relative aux salaires ; la nécessité de l'effort ; (p. 7895) : la liberté qui sera laissée aux collectivités locales dans la fixation du prix de l'eau ; la limitation de l'augmentation des tarifs des sociétés en régie ; les dispositions relatives à l'évolution du prix des transports ; la complexité apparente des systèmes proposés ; (p. 7896) : l'évolution du prix des loyers HLM ; la création d'un dispositif d'aide aux organismes d'HLM en difficulté ; les réussites de la politique économique gouvernementale ; les problèmes posés par l'évolution des prix et du chômage ; la politique des prix ; la modernisation des structures de commercialisation ; la nature conjoncturelle du projet de loi ; l'impossibilité de l'instauration du principe du maintien dans les lieux des locataires pendant la période de réglementation des loyers ; la liberté de fixation des prix par les régies communales. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7898) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Combrisson. **Article premier** (p. 7899) : le dépôt par le Gouvernement d'une série d'amendements modifiant l'article premier du projet ; demande que le projet de loi soit retiré de l'ordre du jour. [8 décembre 1977] (p. 8430) : les améliorations apportées au texte. **Article 7** (p. 8441) : la philosophie de l'amendement déposé par le Gouvernement portant nouvelle rédaction de l'article 7 ; les effets de l'article 7 ; les conséquences de la limitation de la hausse du prix de l'eau sur l'équilibre des budgets communaux ; le maintien d'une certaine réglementation relative aux concessionnaires ou aux fermiers ; la libération progressive des formules générales de révision ; les conséquences éventuelles de l'adoption des amendements de suppression n° 10 de M. Cressard et n° 35 de M. Combrisson ; (p. 8442) : son amendement n° 70 : conditions d'augmentation au cours de l'année 1978 des tarifs hors taxes et redevances de l'eau distribuée par les services non exploités en régie directe par les collectivités locales ou les sociétés d'aménagement régional ; l'avis favorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 77 de M. Ribes à son amendement n° 70 ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 78 rectifié de M. Ribes ; (p. 8443) : l'exclusion des collectivités locales des dispositions relatives au blocage ; la non-application de la réglementation à la surtaxe communale ; amendement n° 70 modifié adopté. **Article 8** : la concertation entre le

Parlement et le Gouvernement ; (p. 8444) : son amendement n° 43 : application des ordonnances n°s 45-483 et 45-1484 du 30 juin 1945 aux transports routiers de marchandises, aux opérations de messageries et aux remontées mécaniques ; les procédures de surveillance des prix des activités de transport ; l'inclusion dans le dispositif de surveillance des prix de certaines activités de transport ; l'application des dispositions de l'amendement n° 43 aux transports intérieurs ; la prise en considération de la conjoncture dans cette application. **Après l'Article 8** : son amendement n° 20 : nouveau titre ; réservé ; son amendement n° 21 : modalités de plafonnement des hautes rémunérations en 1978 ; la nature du système de contrôle de l'évolution des hautes rémunérations ; (p. 8445) : la non-opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 49 de M. Cressard à son amendement n° 21 ; son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 21 : possibilité de prise des dispositions réglementaires sous forme de directives ; adopté ; le bouleversement du système des rémunérations des capitaux mobiliers résultant du sous-amendement n° 87 de M. Boulloche ; demande à l'Assemblée de repousser ce sous-amendement ; l'avis favorable du Gouvernement au sous-amendement n° 79 de M. Gantier à son amendement n° 21 sous réserve d'une modification rédactionnelle ; amendement n° 21 modifié adopté ; (p. 8446) : son amendement n° 20 de pure forme, précédemment réservé ; adopté ; le soutien financier des entreprises nationalisées ; l'application des tarifs préférentiels ; le caractère exorbitant du droit commun des avantages sociaux dont bénéficient les personnels d'EDF ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 16 de M. Combrisson ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 17 de M. Gosnat ; (p. 8447) : le blocage des prix des produits phytosanitaires ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 19 de M. Dutard. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9104) : les modalités de sanctions des augmentations illégales de loyers dans le cadre de l'ordonnance de 1945 ; le rétablissement de l'article 6 ; la date d'intervention des révisions des tarifs des sociétés concessionnaires ; les conditions d'application de la loi par les préfets ; (p. 9105) : l'impossibilité de modifier le texte de la CMP ; (p. 9106) : son amendement n° 1 : sanctions de l'augmentation inégale des loyers dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° 3117). **Discussion générale** [12 décembre

1977] (p. 8600) : l'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat en faveur des PME titulaires de marchés publics ; la politique d'ensemble menée en faveur des PME ; le rôle économique et social des PME ; les éléments de cette politique ; les mesures de soutien des PME ; (p. 8601) : les conséquences sur la trésorerie des PME des retards intervenus dans le paiement des marchés publics ; les problèmes posés par l'extension des dispositions du projet de loi aux collectivités locales et à leurs établissements publics ; les textes réglementaires relatifs au renforcement du système des intérêts moratoires applicables aux marchés de l'Etat ; l'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans la remise aux PME en cas de retard de mandatement d'une avance gratuite ; allègement de la procédure ; la mise en place d'une procédure spécifique de cession de créances publiques ; la mise à l'étude d'un rapport relatif à l'extension des dispositions du projet de loi aux collectivités locales et à leurs établissements publics. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8602) : le problème financier posé par l'extension de la procédure de la Caisse nationale des marchés de l'Etat aux créances des collectivités locales ; l'étude confiée à un magistrat de la Cour des Comptes ; l'amendement n° 1 de M. Dehaine est sans objet. **Article 3** (p. 8603) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 2 de M. Dehaine. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9161) : l'importance du texte pour les PME.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques** (n° 3277). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8777) : le problème de la catégorisation des publications ; l'extension du régime privilégié des quotidiens aux périodiques politiques ; la concertation avec la profession ; (p. 8778) : le nombre de publications susceptibles de bénéficier du nouveau régime ; la définition des hebdomadaires nationaux à caractère politique ; la composition de la commission chargée d'apprécier si les publications remplissent les conditions requises. **Discussion des articles. Article 2** : le caractère superfétatoire de l'amendement n° 2 de M. Robert-André Vivien ; l'assimilation des publications visées aux quotidiens ; (p. 8779) : l'exclusion du champ d'application du projet des périodiques s'adressant à une clientèle spécialisée. **Article 3** : l'absence de portée pratique de l'amendement n° 6 de M. Bouloche ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 5 de M. Boinvilliers. **Après l'Article 3** (p. 8780) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Bouloche. **Article 4** : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Robert-André Vivien

sous réserve de l'adoption d'une modification rédactionnelle. **Après l'Article 5** : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Bouloche ; l'atténuation sensible du principe de l'indépendance de la commission.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9107) : l'efficacité de la taxe sur la publicité.

BOULLOCHE (André)

Député du Doubs
(2^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 16 mars 1978 [J.O. 19 mars 1978] (p. 1216).

Eloge funèbre prononcé le 18 avril 1978 (p. 1143, 1144).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre titulaire du conseil national de la statistique [4 mai 1973] (p. 1051).

Démissionne le 21 juin 1973 (p. 2386).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à garantir le bénéfice des prestations sociales aux travailleurs victimes d'un conflit collectif du travail** (n° 674) [2 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Annexe n° 34 : Services du Premier ministre.** — V. Commissariat gé-

néral du plan d'équipement et de la productivité (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi relative à la responsabilité de l'Etat et des communes à l'égard des dégâts et dommages causés par les attroupements ou rassemblements armés ou non armés** (n° 1522) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire à l'occasion de l'attribution d'allocations d'aide sociale** (n° 1895) [8 octobre 1975].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — Services du Premier ministre. — **Annexe 35 : V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Proposition de résolution modifiant et complétant le règlement de l'Assemblée nationale en ce qui concerne les modalités d'examen de la recevabilité des amendements au regard des dispositions de l'article 40 de la Constitution et de la loi organique sur les lois de finances** (n° 2291) [13 mai 1976].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — Services du Premier ministre. — **Annexe n° 39 : V. Commissariat général du plan** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 38 : Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° 1619) : **Difficultés de la Société Lip** [15 juin 1973] (p. 2228, 2229) : nécessité de sauvegarder l'activité d'une entreprise pilote et d'assurer l'avenir de l'horlogerie française.

— (n° 7039) : **Problèmes monétaires** [19 décembre 1973] (p. 7192, 7193) : augmentation inéluctable du prix des hydrocarbures ; changement d'attitude du Gouvernement au sujet du système monétaire international ; (p. 7199) : hégémonie exercée par les Etats-Unis dans tous les domaines ; sociétés multinationales ; crise de l'énergie affaiblissant les économies européenne et japonaise.

• *question au Gouvernement :*

— **Accord Citroën-Peugeot** [26 juin 1974] (p. 2968, 2970) : non-information des organisations représentatives des travailleurs.

• *question orale avec débat :*

— (n° 11295) : **Epargne populaire** [18 octobre 1974] (p. 5278) : inflation entraînant la baisse du pouvoir d'achat de l'épargne populaire (p. 5279) ; situation des rentiers viagers (p. 5279, 5280, 5283) ; rémunération des dépôts dépassant 100.000 F au taux du marché monétaire ; déclarations du professeur Milton Friedman relative à une indexation généralisée ; propositions précises du groupe socialiste (création d'un livret « C » de caisse d'épargne indexé, émission d'un emprunt d'Etat souscriptible en or) ; pseudo correspondance entre le financement des collectivités locales et l'épargne populaire ; rôle de l'indexation dans la lutte contre l'inflation.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi** [7 mai 1975] (p. 2457).

• *question orale sans débat :*

— (n° 19232) : **Commerce de la France avec l'Iran** [4 juin 1975] (p. 3662, 3663) : affaire de la Cofranimex ; demande au Gouvernement un bilan complet des « fabuleux contrats » passés avec l'Iran.

• *questions au Gouvernement :*

— **Répression des manifestations lors du trentième anniversaire du commissariat à l'énergie atomique** [29 octobre 1975] (p. 7535, 7536) : inquiétude du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche sur l'avenir du CEA ; suspension de toute mesure de « filialisation » avant un débat approfondi à l'Assemblée nationale sur l'avenir du CEA.

— **Politique française dans le domaine de l'informatique** [26 novembre 1975] (p. 8962) : les accords consacrant la fusion de Honeywell-Bull et de la CII ; défense de l'indépendance de la France dans le domaine de la grande informatique ; la garantie de l'emploi des travailleurs de la CII.

— **Affaire Lip** [7 avril 1976] (p. 1446, 1447) : les circonstances du dépôt de bilan de Lip ; la réunion éventuelle d'une table ronde pour étudier les problèmes de l'horlogerie.

— **Conseil européen de La Haye** [1^{er} décembre 1976] (p. 8849, 8850) : report de la prochaine conférence Nord-Sud jusqu'à la fin de la semi-vacance du pouvoir aux Etats-Unis ; l'Europe n'a pas à attendre les décisions des Etats-Unis pour arrêter les siennes.

— **Situation de l'entreprise Manufrance à Saint-Etienne** [4 mai 1977] (p. 2427) : néces-

sité de mettre fin à la concurrence déloyale à la production d'armes de chasse de Manufrance ; mise en place d'un contre-plan sauvegardant Manufrance, les intérêts des travailleurs et de Saint-Etienne.

— **Conséquences à tirer de la grève du 24 mai** [25 mai 1977] (p. 2999) : ampleur de la grève générale ; opposition des travailleurs à la politique du Gouvernement.

• *question orale sans débat* :

— (n° 38827) : **Compensation des pertes de salaires subies par les élus municipaux** [10 juin 1977] (p. 3709 ; 3710) : nécessité de prévoir la rémunération des conseillers municipaux et des conseillers généraux, la revalorisation des indemnités de maire et adjoints et un crédit horaire accordé par l'employeur.

• *question au Gouvernement* :

— **Indice des prix et épargne populaire** [2 novembre 1977] (p. 6836) : niveau désastreux atteint par la hausse des prix ; nécessité de mettre un terme à la spoliation de l'épargne populaire ; indexation de l'épargne populaire.

• *question orale sans débat* :

— (n° 42513) : **Vote des Français de l'étranger** [2 décembre 1977] (p. 8221) : la « propagande électorale » faite par le Président de la République auprès des Français de l'étranger ; l'intervention des ambassadeurs et des chefs de poste dans une opération électorale.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement**. [11 avril 1973] (p. 801) : regrette que le Gouvernement n'ait pas présenté son programme conformément à l'article 48 de la Constitution ; s'étonne que les mesures proposées par le Gouvernement ne soient pas chiffrées ; évoque la lutte contre l'inflation, les causes structurelles du phénomène ; juge insuffisantes les mesures prises par le Gouvernement ; (p. 802) : critique le retard pris dans le domaine des équipements sociaux, l'insuffisance du VI^e plan ; demande une priorité absolue pour les équipements ; évoque la disparité des ressources ; souhaite une véritable réforme fiscale ; demande au Gouvernement quelle est sa politique face aux affrontements commerciaux avec les Etats-Unis et le Japon ; s'inquiète de l'influence grandissante des sociétés multinationales ; exprime son scepticisme quant à la troisième voie ; estime négligés les aspects qualitatifs de la vie ; évoque le mécontentement des OS et des lycéens ; (p. 803) : critique l'autoritarisme du

Gouvernement vis-à-vis des lycéens ; estime que le caractère monarchique du régime actuel s'accroît.

— **Projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1971 (n° 189)**. Discussion générale [7 juin 1973] (p. 1869) : rôle du législateur et ses limites ; position du Gouvernement vis-à-vis du principe de l'équilibre budgétaire ; manque de clairvoyance dans la prévision de l'inflation et de la hausse des prix ; absence de référence au Plan ; (p. 1870) : insuffisance des investissements exécutés avec le concours de l'Etat ; situation des équipements collectifs ; rôle néfaste du FAC ; insuffisance de l'impôt sur les sociétés ; suggestions du programme commun de la gauche ; nécessité de renforcer les moyens de contrôle de l'Assemblée ; taux de croissance et hausse des prix ; (p. 1871) : réfute l'analyse du ministre de l'économie et des finances ; vote de son groupe contre le projet de loi de règlement. **Discussion des articles. Après l'Article 20** (p. 1937) : défend l'amendement de M. Lamps : publication annuelle par le Gouvernement des aides fournies aux entreprises privées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avantages fiscaux (n° 687)**. Discussion générale [11 octobre 1973] (p. 4272) : suppression du privilège fiscal en matière de droits de succession ; aspect moral de l'opération ; ses observations sur la date de remboursement de l'emprunt de 1952-1958 ; regrette que ce remboursement ne soit pas intervenu plus tôt ; ses observations sur le nouvel emprunt ; reconduction des privilèges ; point d'intérêt supplémentaire ; ses observations sur l'indexation sur l'or ; confiance des Français dans leur monnaie ; incertitude sur le caractère nominatif ou au porteur de l'emprunt ; souhaite que les titres soient nominatifs ; privilèges exorbitants attachés à l'emprunt ; (p. 4277) : explique le vote de son groupe contre le projet ; répond aux propos de M. Marettte.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646)** :

Discussion générale [24 octobre 1973] (p. 4716) : hausse des prix et prévisions du Gouvernement, inflation, sous-évaluation sans précédent des recettes ; sous-évaluation systématique des recettes et pouvoir de décision du Parlement ; amendement de son groupe tendant à obliger le Gouvernement à s'expliquer clairement sur ses bases de calcul, échec de la lutte contre l'inflation, hausse des prix, pénalisation des équipements collectifs, télé-

phone ; (p. 4717) : secteurs d'équipement social, fonds d'action conjoncturel, dégradation tendancielle de l'emploi, chômage ; ses observations sur la politique des revenus, sur l'amendement de justice fiscale ; répond à M. Giscard d'Estaing sur son vote lors de la suppression du privilège fiscal de l'emprunt Pinay, amendement commun de son groupe et du groupe communiste, contre-budget fiscal ; (p. 4718) : programme commun de la gauche, budget de classe, fiscalité favorable au capital ; promesses de Provins ; puissance des sociétés multinationales et menace pour notre type de démocratie ; sa question sur la politique du Gouvernement dans ce domaine ; négociations monétaires internationales, négociations de Nairobi et position française en matière monétaire ; (p. 4719) : unité politique européenne, dégénérescence de l'Etat, programme commun de gouvernement de la gauche.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1973].

Article premier (p. 4734) : son amendement relatif à la perception de la taxe régionale additionnelle aux contributions directes locales. **Après l'Article premier** (p. 4738) : son amendement, présenté en commun par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et par le groupe communiste, amorce d'un contre-projet fiscal, inscription de cet amendement dans les orientations du programme commun ; proposition de transferts de l'ordre de 18 milliards de francs ; dispositions concernant l'imposition des personnels ; institution d'un nouveau barème ; dispositions diverses de justice fiscale, suppression de l'avoir fiscal et du prélèvement libératoire, suppression de faveurs faites à certains revenus du capital, sa proposition de porter de 20 à 30 % l'abattement sur les salaires et pensions ; (p. 4739) : organisation de la législation et de la taxation sur les plus-values, mesures relatives à l'imposition des entreprises, législation actuelle débouchant sur des invitations à l'accumulation de capital inutile, limitations à l'amortissement dégressif, impôt sur le capital des sociétés et sur les fortunes des particuliers à partir de 1 million de francs, régime fiscal des mutations, TVA, établissement d'un taux zéro pour les produits de première nécessité, frein à la hausse des prix, exonération des communes du paiement de la TVA sur leurs travaux, contrôle parlementaire des agréments délivrés aux entreprises par le ministère de l'économie et des finances, expression d'une prise de position politique, amorce d'une autre politique fiscale, importance du vote à émettre ; sa réponse au ministre de l'économie et des finances au sujet du quotient familial, précise qu'il ne demande pas sa suppression mais simplement la limitation de l'avantage qu'il peut procurer. **Article 2** (p. 4747) : son sous-

amendement à l'article 2-c proposé par l'amendement du Gouvernement, tendant à supprimer l'abattement de 20 % à partir du niveau de revenus fixé par le texte du Gouvernement ; [25 octobre 1973] (p. 4756) : ses sous-amendements à l'article 2-d proposé par l'amendement du Gouvernement, régime d'imposition des cessions de droits sociaux prévu à l'article 160 du code général des impôts, rapprochement du droit commun et suppression des faveurs consenties au capital, propose des modifications de taux dans le sens de la justice fiscale ; (p. 4757) : son sous-amendement à l'article 2-e proposé par l'amendement du Gouvernement, propose de porter de 10 à 30 % le taux d'imposition des plus-values à long terme ; (p. 4764) : son sous-amendement de suppression de l'article 2-n proposé par l'amendement du Gouvernement : recouvrement de l'impôt sur le revenu par voie de retenue à la source, s'oppose à une mesure dont l'Assemblée ne connaît pas les modalités d'application, recours à des décrets en Conseil d'Etat, dessaisissement de l'Assemblée d'une des attributions fondamentales que lui reconnaît l'article 34 de la Constitution : fixation des modalités de recouvrement des impositions confiée à la loi ; absence d'informations, ses réticences à l'égard de la mesure proposée, exemple de la mensualisation, réserve des contribuables à l'égard du système de la mensualisation du paiement de l'impôt, risque de diminution du sens civique ; (p. 4766) : sa demande de scrutin public ; [25 octobre 1973] (p. 4783) : article 2-i proposé par l'amendement du Gouvernement, son opposition à la législation sur la participation, caractère ambigu et illusoire de la loi sur la participation ; ses observations sur la portée réelle de la participation. **Après l'Article 6** (p. 4790) : sa demande de scrutin public, souhaite que l'Assemblée précise sa position vis-à-vis du tourisme populaire, possibilité pour le Gouvernement d'appliquer un taux réduit de la TVA au tourisme populaire sans pour cela pénaliser l'industrie hôtelière ; (p. 4798) : caractère choquant de la disparité du taux de TVA frappant le tourisme populaire (17,6 %) et les grands hôtels (7,5 %) ; ses observations sur la détaxation des hôtels de tourisme qui se modernisent ; votera le sous-amendement de M. Ducray ; maintient sa demande de scrutin public sur l'amendement de M. Brochard ; [26 octobre 1973] : **Après l'Article 14** (p. 4865) : son amendement visant à rétablir le prélèvement exceptionnel sur les établissements de crédit, fiscalité des entreprises et justice fiscale, processus de débudgétisation ; répond aux arguments du secrétaire d'Etat ; regrette l'attitude du Gouvernement. **Article 11** (p. 4873) : son amendement de suppression de l'article. **Avant l'Article 12** (p. 4876) : sa question au rapporteur général sur sa doctrine

pour rapporter lorsque les votes en commission se sont exactement équilibrés; (p. 4877) : vote de son groupe contre l'amendement de MM. Peyret et Guerneur, sous-amendé. **Article 15** (p. 4894, 4896) : explique le vote de son groupe contre l'article.

Deuxième partie :

Transport. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5056) : vote de son groupe contre les crédits de cette section.

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5378) : son inquiétude quant au développement de la recherche scientifique ; sa référence à des propos de M. Pierre Aigrain ancien délégué général à la recherche scientifique ; (p. 5379) : dégradation continue d'un grand dessein, stagnation des crédits, retard sur le plan, distorsion entre les différents chapitres du budget, maintien des grands programmes scientifiques manque de moyens dans d'autres secteurs ; volume des crédits de fonctionnement ; déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; amendement de suppression des crédits de l'électronique professionnelle civile ; personnels de recherche ; définition de la politique de la recherche et indépendance énergétique ; incohérences de l'action gouvernementale ; querelle des filières ; subvention du CEA ; proposition du programme commun de la gauche de nationaliser les industries nucléaires ; (p. 5380) : signification du budget dans un contexte d'inflation généralisée ; crédits de la recherche aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en RFA, carrefour vital pour l'avenir ; structures administratives de la recherche ; caractère primordial de la recherche ; développement de la recherche et indépendance nationale ; (p. 5384) : en réponse au ministre, sa mise au point sur les propos tenus par M. Pierre Aigrain ; (p. 5386) : vote de son groupe contre les crédits du développement industriel et scientifique.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973]. **Après l'Article 46** (p. 6164) : son amendement : information du Parlement sur l'évaluation des recettes, point qu'un document annexé au projet de loi de finances devra préciser de façon détaillée ; sa déception à la suite de la réponse du Gouvernement.

Seconde délibération. Article 18 (p. 6175) : vote de son groupe contre l'amendement du Gouvernement tendant à majorer les crédits de la marine marchande.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7121) : conditions du dépôt des amendements du Gouvernement ; mise en cause du fonctionnement du contrôle parle-

mentaire ; mesures prises par le Gouvernement ; inflation non provoquée par la demande ; (p. 7122) : levée du secret de l'impôt ; critique le report des autorisations de programme sur le deuxième semestre de l'année 1974 ; investissements privés ; suggère un changement de structure de l'impôt sur les entreprises ; propositions de loi déposées sur ce point avec le groupe communiste ; relativité du crédit ; blocage des prix ; diminution du taux de la TVA ; frein à l'accumulation des profits par les grandes entreprises. **Article 12 A** (p. 7139) : vote de son groupe contre l'amendement du Gouvernement : notion de régime complémentaire. **Article 15** (p. 7141) : ses arguments contre l'amendement du Gouvernement ; mesures de lutte contre l'inflation ; économies réalisées ; sa question concernant la répartition de ces économies.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 637). Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6567) : défend la motion de renvoi en commission déposée par son groupe ; confusion du débat ; absence de commission spéciale ; exclusion de la patente ; projet de loi et réforme de la patente ; protection des conseils municipaux ; sa question sur la justification du projet de loi ; justice fiscale et réforme de la fiscalité locale ; inconvénients d'un vote hâtif ; conteste le caractère purement technique de la réforme ; (p. 6568) : maintien de l'égalité entre les principaux fictifs ; ressources nouvelles dont les collectivités locales ont besoin ; demande un débat d'ensemble sur la fiscalité locale ; réforme des finances locales et décentralisation ; vœux de l'association des maires de France. **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6571) : son amendement tendant à lier l'application du projet de loi à la mise en vigueur de la réforme de la patente ; (p. 6573) : évoque son amendement relatif à la révision foncière des propriétés non bâties dans les zones de montagne. **Article 2** (p. 6621) : son amendement : évaluation de la valeur locative cadastrale des HLM locatives ; répond aux arguments du Gouvernement. **Article 4** (p. 6623) : son amendement : non-prise en compte des locaux annexes pour l'évaluation de la valeur locative ; risques de difficultés pour l'administration ; n'insiste pas pour que l'Assemblée l'adopte. **Article 8** (p. 6625) : son amendement ; retrait ; son amendement : ressources de la région pendant le régime transitoire ; se rallie à la rédaction de l'amendement de M. Bignon. **Article 10** (p. 6629) : son amendement ; devenu sans objet. **Après l'Article 11** (p. 6632) : son amendement : aménagement des résultats de la mission cadastrale dans les zones de mon-

tagne ; retrait après explications du secrétaire d'Etat ; son amendement : ressources des régions ; (p. 6634) : ses observations sur les amendements de MM. Papon et Chauvet : communication des documents fiscaux aux conseils municipaux. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7225) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement : allègement en faveur des petits patentés ; (p. 7226, 7227) : explique le vote de son groupe contre l'ensemble du projet. l'amendement du Gouvernement : allègement en faveur des petits patentés ; (p. 7226, 7227) : explique le vote de son groupe contre l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973 (n° 781). Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6642) : critique les propos du ministre de l'économie et des finances concernant la grève du 6 décembre ; critique la procédure utilisée : amendement portant modification du code des pensions civiles et militaires de retraite ; reprise d'un projet de loi déjà déposé ; sa référence à l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances ; « cavaliers budgétaires » ; risque de glissement dans l'arbitraire ; (p. 6643) : demande la disjonction au titre de l'article 42 de la loi organique sur les lois de finances ; sollicite l'interprétation du Président. **Discussion des articles. Après l'Article 10** (p. 6655) : répond à la présidence ; désaccord de son groupe sur l'interprétation donnée : non-application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances ; hypothèse de l'application de l'article 119 du règlement ; arguments à l'encontre de l'interprétation donnée par la présidence de l'article 42 de la loi organique ; sa référence à un précédent : discussion du budget pour 1971 ; refus de participation de son groupe à la discussion de l'article additionnel ; vote de son groupe en faveur de ces dispositions ; sa mise au point sur ses propos relatifs à l'interprétation du président.

Transports. — III. Aviation civile. — Titre III (p. 6662) : son amendement tendant à réduire les crédits du titre : crédits de relogement provisoire de la direction de la météorologie nationale ; retrait après indications du Gouvernement. **Article 18 et 19** (p. 6665) : ses amendements tendant à la suppression des crédits supplémentaires pour l'aide militaire au Tchad ; son opposition aux opérations militaires dans ce pays.

Explications de vote (p. 6666) : vote de son groupe contre l'ensemble du projet.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 452) : la fuite des

capitaux a été tolérée par le Gouvernement ; (p. 453) : le ministre de l'économie et des finances déclarait à Nairobi que le flottement des monnaies ne fait pas barrage à l'inflation et n'assure pas la vérité des marchés ; (p. 455) : la mesure monétaire prise est une opération de droite habillée du manteau de l'intérêt national ; la TVA sur les produits de première nécessité doit être abaissée ; le plan est indissociable du programme de gouvernement de la gauche. **Rappel au règlement** (p. 471) : s'étonne que le Premier ministre ne réponde pas aux quatre orateurs intervenus après lui.

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058). Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 2** (p. 2831) : irrecevabilité d'un amendement relatif aux délits relevant de la cour de discipline budgétaire ; [20 juin 1974] (p. 2818) : soutient la demande de constitution d'une commission spéciale sur le projet de loi instituant une taxe locale d'urbanisation.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1972 (n° 851). Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3008) : ses observations relatives au projet de loi de règlement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110). Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3306) : analyse les causes intrinsèques d'inflation ; (p. 3307) : les injustices de notre système d'imposition des revenus ; le resserrement de la masse monétaire ; un blocage des prix à titre temporaire est indispensable ; (p. 3308) : demande l'indexation de l'épargne populaire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3341) : ses amendements n°s 5 et 22 supprimant l'exonération de la contribution exceptionnelle au profit des sociétés d'hydrocarbures, immobilières et de financement des télécommunications ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Première partie :**

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5355) : le Gouvernement en sous-estimant le produit de la TVA aboutit à présenter un budget qui ne sera pas exécuté dans les termes où l'Assemblée l'aura voté ; (p. 5356) : empêcher la disparition des entreprises de petites dimensions ; le pays attendait mieux ; une véritable volonté de changement devrait inspirer un effort de recherche sans précédent ; diminution de la part des salariés dans le produit national ; (p. 5357) : la spoliation de l'épargne populaire ; l'arsenal de laminage des ressources des travailleurs ; les propositions économiques et sociales de François Mitterrand répondent à l'exigence de solidarité et de justice. **Discussion des articles** [24 octobre 1974].

Après l'Article premier (p. 5393) : amendement n° 33 des groupes socialiste et communiste portant réforme d'ensemble de la fiscalité ; repoussé par scrutin. **Article 2** (p. 5395) : son amendement n° 55 : aménagement des tranches de l'impôt sur le revenu ; repoussé ; (p. 5396) : son amendement n° 56 : relèvement du minimum des frais professionnels pour les salariés ; repoussé ; (p. 5397) : son amendement n° 57 : déduction des frais de garde d'enfants ; repoussé par scrutin ; (p. 5398) : son amendement n° 58 portant l'abattement forfaitaire de 20 à 30 % pour les petits salariés et le ramenant de 20 à 10 % pour les salaires supérieurs à 300.000 F ; repoussé. **Article 3** (p. 5402) : son amendement n° 59 : limitation de l'avantage du quotient familial à 4.000 F ; repoussé, **Article 8** (p. 5411) : son amendement n° 61 : déductibilité des primes d'assurance décès ; retiré. **Après l'Article 15** (p. 5424) : son amendement n° 96 : modalités de financement du comité du fonds d'action locale par le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; repoussé par scrutin. **Article 20** (p. 5440) : son amendement n° 36 : autorisation législative pour les emprunts à l'étranger ; repoussé ; (p. 5441) : les socialistes ne voteront pas l'article.

Deuxième partie :

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6376) : ses observations relatives à la politique de recherche ; programme Ariane ; (p. 6377) : la politique poursuivie depuis cinq ans se traduit par la perte de dynamisme et de créativité ; (p. 6400) : interroge le Gouvernement sur les études de marché qui ont précédé le lancement du programme Ariane.

Services du Premier ministre. — Section V. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, rapporteur spécial [19 novembre 1974] (p. 6713) : ses amendements nos 67 et 68 réduisant les crédits des titres III et IV ; rejetés.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974]. **Discussion générale** (p. 6878) : défend l'amendement n° 106 de M. Gau concernant les économies à réaliser sur le parc automobile des administrations publiques ; repoussé ; (p. 6881, 6882) : défend l'amendement de M. Pierre Joxe tendant à introduire un article additionnel destiné à faciliter le contrôle du Parlement sur les crédits de la rénovation rurale et du fonds d'action rurale ; accepte d'admettre que l'avis des conseils régionaux ne portera que sur les crédits de l'année précédente ; repoussé.

Seconde délibération (p. 6886) : son opposition à l'amendement n° 8 du Gouvernement à la seconde délibération de la loi de

finances relatif aux crédits destinés à l'enseignement privé.

Commission mixte paritaire [19 décembre 1974] (p. 8138) : s'interroge sur la régularité de la procédure par laquelle le Gouvernement a déposé les amendements à la loi de finances devant le Sénat ; sa conformité à l'article 39 de la Constitution ; en ce qui concerne le Chili éviter de s'enfermer dans un égoïsme national ; (p. 8139) : le fait que des Français ont été libérés ne met pas fin à la répression au Chili.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant un prélèvement conjoncturel** (n° 1274) [3 décembre 1974] (p. 7320) : la lutte contre l'inflation et la police des salaires ; (p. 7321) : le dialogue entre le Gouvernement et l'Assemblée et pas seulement avec la majorité ; [4 décembre 1974] (p. 7413) : son amendement n° 89 : concessionnaires de services publics ; retiré. **Explication de vote** [5 décembre 1974] (p. 7479) : les modifications subies par le texte ; les possibilités d'évasion offertes aux entreprises ; le pourcentage des frais de personnel dans la marge ; une innovation qui n'est qu'une police des salaires ; le prélèvement ne s'attaque pas aux véritables causes de l'inflation ; la nécessité de la planification et des solutions avancées par le programme commun ; le groupe socialiste votera contre le projet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340) [10 décembre 1974] (p. 7581) : la sous-évaluation des recettes initiales ; le retard du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; la pénalisation des investissements et des équipements collectifs ; le chômage dans le bâtiment ; une politique déflationniste par le gel de l'excédent budgétaire ; la spoliation de l'épargne populaire ; la réévaluation du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; (p. 7582) : la recevabilité des amendements : le rapport Charbonnel de 1971 ; (p. 7583) : des facilités de trésorerie pour l'Etat au détriment des collectivités locales ; (p. 7584) : la taxe sur les salaires perçue mensuellement ; l'aide à Air-Inter pour l'achat et l'entretien d'avions « Mercure » ; le rôle d'Air-Inter dans l'aménagement du territoire ; le crédit à la SNIAS ; (p. 7585) : le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le projet. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7598) : ses sous-amendements nos 54, 55, 56 et 57 : suppression de l'abattement de 10 % ; régime fiscal des plus-values ; l'utilité des centres de gestion ; les discriminations fiscales ; l'amendement n° 54 est rejeté ; les sous-amendements nos 55, 56 et 57 sont retirés. **Après l'Article 19** (p. 7615) : son amendement n° 19 : annexe

budgetaire indiquant les modifications de répartition et les annulations de crédits ; l'exercice du contrôle parlementaire ; (p. 7616) : premier alinéa adopté ; deuxième alinéa rejeté. **Après l'Article 21** (p. 7625) : son amendement n° 48 : nationalisation de la Compagnie internationale pour l'informatique (CII) ; (p. 7626) : rejeté. **Article 27** (p. 7626) : son amendement n° 40 réduisant certaines subventions économiques non justifiées ; (p. 7627) : retiré. **Après l'Article 12** (p. 7633) : la discrimination quant à l'application de l'article 40.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1464) : les droits de l'opposition ; (p. 1465) : le droit fondamental de la motion de censure ; l'importance du dialogue politique public ; la solidarité de la gauche sur le texte de la motion de censure ; les contradictions des orateurs de la majorité ; la perte des marchés fabuleux rapportés d'Irak et d'Iran ; la période de décalage dans laquelle se trouvent nos finances extérieures ; l'augmentation considérable de nos ventes d'armements ; le niveau du franc ; sa non-réintégration dans le « serpent communautaire » ; l'état social de la France ; la hausse des prix et la situation de l'emploi ; l'utilisation de la crise et du chômage au profit de la concentration capitaliste ; la position dominante occupée par le grand capital ; la part des investissements étrangers ; l'augmentation galopante du chômage ; le chômage partiel ; l'aggravation des inégalités ; l'amorce de réforme fiscale contenue dans une proposition de la gauche ; relancer la consommation des plus défavorisés ; aboutir à la planification démocratique prévue par le programme commun ; les cent meetings organisés par les socialistes et les communistes ; une motion de censure qui traduit l'angoisse des millions de familles qui refusent d'être sacrifiées à la concentration capitaliste.

— **Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt groupé** (n° 1617). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2361) : l'impression d'indécision et d'arbitraire donnée par le Gouvernement ; le cadeau fait aux entreprises par le biais de l'article 8 du projet de loi de finances rectificative ; la concentration des entreprises ; l'absence de garantie quant au soutien de l'emploi ; l'augmentation du prélèvement libérateur sur les obligations.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1570). **Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2556) : la connaissance par l'Assemblée des virements effectués en vertu de l'ordonnance de janvier 1959 ; doter

le Parlement des moyens indispensables pour exercer son contrôle ; la décision du Conseil constitutionnel relative à la délégation générale à l'information ; le caractère « assez mince » du projet de loi ; la détérioration de la situation de l'emploi ; la stagnation de la production industrielle ; l'absence de perspective de reprise à court terme ; la faiblesse de la demande intérieure ; l'augmentation des capacités de production excédentaires ; le caractère très limité du ralentissement de l'inflation ; (p. 2557) : le redressement incontestable de la balance commerciale ; la structure peu satisfaisante de notre appareil d'exportation ; l'attribution du produit des emprunts groupés ; le développement régional ; la réintégration du « serpent communautaire » ; la bonification des prêts, « beaux cadeaux » aux entreprises ; la restructuration de notre appareil de production ; le caractère onéreux de la formule des sociétés de financement en matière de téléphone ; les mesures relatives aux HLM ; (p. 2558) : les pertes de salaires subies par les travailleurs ; l'absence de mesures relatives aux équipements collectifs ; réformer la fiscalité des entreprises ; réprimer la fraude fiscale ; recourir aux mesures présentées dans le programme commun ; le projet du Gouvernement : plan d'attente destiné à reconstituer les disponibilités financières des entreprises. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2571) : sur l'amendement n° 24 : demande certains apaisements au Gouvernement ; retire son amendement n° 12. **Article 2** (p. 2572) : son amendement n° 13 : supprimer l'article 2 ; constitution d'une dérogation au principe de la progressivité de l'impôt ; protéger l'épargne populaire par l'indexation ; repoussé. **Article 4** (p. 2575) : son amendement n° 14 : supprimer les crédits non consommés affectés à la délégation générale à l'information ; (p. 2576) : la sanction du Conseil constitutionnel ; inutilité du maintien de l'institution ; maintenir à l'information son caractère de stricte objectivité et ne pas passer dans la propagande ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [28 mai 1975] (p. 3293) : estime que le projet de loi de finances rectificative met à la disposition des entreprises une somme équivalente à ce que la crise a coûté aux travailleurs ; l'officine de propagande que constitue la délégation générale à l'information ; le vote hostile du groupe socialiste sur l'article.

— **Rappel au règlement** [21 mai 1975] (p. 2941) : les manquements à la procédure des questions au Gouvernement.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1973** (n° 1405). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3017) : augmentation des prérogatives gouvernementales résultant de

l'ordonnance de 1959 sur la gestion des fonds publics ; les décrets d'avance ; le nécessaire renforcement du contrôle *a priori* ; l'étude des moyens tendant à une amélioration des conditions de travail de l'Assemblée ; la nette sous-évaluation des recettes dans la loi de finances pour 1973 ; les charges communes, « véritables plaques tournantes » ; la pratique des crédits de répartition et la contradiction avec la règle de l'annualité budgétaire ; les crédits de virement ; le caractère systématique de certains virements ; la procédure des fonds de concours ; le virement au budget de l'Etat des fonds provenant des collectivités locales. **Discussion des articles. Après l'Article 17** (p. 3085) : son amendement n° 1 : publication en annexe du projet de loi de règlement de la liste des opérations ayant donné lieu à subvention au titre de travaux d'intérêt local ; la progression de la production intérieure brute et la consommation des ménages ; le chapitre 67-51 : inscription des crédits en fonction de considérations électorales ; l'exemple de l'article 31 de la loi de finances pour 1967 et la liste des associations subventionnées ; repoussé ; (p. 3086) : son amendement n° 2 : fournir dans les projets de lois de finances rectificatives le montant des annulations de crédits gageant les ouvertures de crédits ; améliorer le contrôle parlementaire ; les préoccupations de la Cour des comptes ; adopté ; (p. 3087) : son amendement n° 3 : publication au *Journal officiel* des décrets et arrêtés ayant pour objet de modifier la répartition des crédits ; cas d'arrêtés d'annulation de crédits non publiés ; retiré.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e plan (n° 1685). Première lecture** [5 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 3708) : l'effacement du système planificateur et l'abandon de la préparation du VII^e plan ; (p. 3709) : le caractère illusoire de la concertation au sein des quatre commissions ; le conseil central de planification, organisme prenant des dispositions conjoncturelles ; l'absence de toute allusion à un bilan du VI^e plan ; les avantages trouvés dans le plan par le capitalisme français ; l'absence de toutes précisions chiffrées ; les options en conformité avec les intérêts de la classe possédante ; la reconstitution du taux de profit ; la maîtrise de la demande intérieure ; la baisse de la recherche dans le produit national brut ; (p. 3710) : l'absence de toute précision quant à la politique sélective des investissements et de l'emploi ; l'admission d'un niveau élevé de chômage pendant le VII^e plan ; le caractère ambigu de la notion de croissance ; le thème de l'inégalité sociale mis en avant par le Gouvernement ; la fraude fiscale ; le sacrifice des équipements collectifs ; la garantie donnée à l'épargne des entreprises ; les

résultats à attendre de l'application du programme commun ; (p. 3711) : le rôle des entreprises multinationales — l'équilibre de la balance des paiements ; le caractère superficiel de l'analyse du Gouvernement, les contradictions que renferment ces propositions essentielles ; le net recul de la décentralisation que marque la procédure suivie de l'élaboration du VII^e plan ; l'inefficacité dont fait preuve le Gouvernement dans le domaine de l'emploi ; réduire la durée légale du travail ; l'inadaptation de notre appareil économique et social ; les déclarations alléchantes et les promesses fallacieuses du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4961) : considère que le débat témoigne du peu de sérieux avec lequel le Gouvernement pratique la planification ; le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3910) : la patente, impôt archaïque, injuste et figé ; l'abandon dans le projet de toute référence au chiffre d'affaires ; la méfiance à l'égard des communes et des départements ; la limitation de leur liberté en matière de fixation des impositions ; (p. 3911) : un projet impropre à renforcer les structures locales ; les incidences du projet sur l'aménagement du territoire ; un projet qui dresse les communes les unes contre les autres ; l'exemple d'application de la loi du 31 décembre 1973 ; l'électoratisme du Gouvernement ; la proposition du groupe socialiste tendant à appliquer « à blanc » pendant un an la réforme relative à la taxe professionnelle ; (p. 3912) : l'inégalité accrue à attendre de la loi ; le transfert des charges au détriment de la taxe d'habitation ; l'injustice considérable que constitue un tel transfert ; le problème prioritaire des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales ; le plan de cinq ans proposé par le Gouvernement et son application à « petites doses » ; la gravité de la situation financière des communes ; la volonté du Gouvernement de favoriser une certaine clientèle électorale ; ne pas faire jouer l'article 40 de la Constitution au cours de la discussion ; déterminer la part des ressources publiques allant aux collectivités locales et à l'Etat. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article premier** (p. 3981) : son amendement n° 83 : mettre le texte de l'article premier en conformité avec le texte qu'il propose après l'article 18 ; demande la réserve de l'article premier ; article premier réservé ainsi que l'amendement n° 83. **Article 2** (p. 3988, 3989) : son rappel au règlement ; s'étonne des positions différentes adoptées par le président de l'Assemblée nationale sur des amendements identiques ; se déclare en désaccord avec la réglementation présentée par le

président de la commission des finances ; fait appel à la sagesse de tous pour que l'on renonce à l'application de l'article 40 de la Constitution au cours de la discussion du projet de loi. **Article 3** (p. 3999) : rappelle l'hostilité de son groupe à tous les amendements aggravant l'imposition des coopératives agricoles ; (p. 4003) : son amendement n° 119 : ne pas inclure pour le calcul de l'assiette des salaires versés aux apprentis et aux handicapés ; (p. 4004) : retire son amendement n° 119 au profit de l'amendement n° 29 de M. Glon ; (p. 4007) : estime que l'amendement n° 150 du Gouvernement répond aux préoccupations contenues dans son amendement n° 120 ; appelle néanmoins l'attention sur les risques de l'utilisation par le Gouvernement de l'article 40 de la Constitution ; son amendement n° 125 : non-prise en compte des salaires des apprentis sous contrat ; adopté. **Article 4** (p. 4012) : son amendement n° 122 : réévaluation des limites prévues lors du vote de chaque loi de finances ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 146 de M. Bardol. **Article 7** (p. 4018) : s'étonne que son amendement n° 123 n'ait pas été mis en discussion. **Article 8** (p. 4018) : son amendement n° 87 : établissement d'un régime de taxe professionnelle saisonnière ; adopté ; [12 juin 1975] : **Article 12** (p. 4049) : son amendement n° 106 : supprimer l'article 12 ; la limitation trop grande apportée par cet article aux libertés des collectivités locales ; repoussé. **Article 16** (p. 4060) : son amendement n° 107 : solidarité intercommunale et autonomie des communes ; offrir le maximum de possibilités aux regroupements volontaires ; repoussé. **Après l'Article 18** (p. 4072) : son amendement n° 90 : perception à titre transitoire en 1976 de la contribution des patentes ; demande que l'administration effectue le calcul des cotisations de taxe professionnelle afin de réaliser « un exercice à blanc » ; (p. 4073) : insiste sur l'utilité de son amendement n° 90 ; considère que le texte du Gouvernement est un véritable « saut dans l'inconnu » ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4076) : regrette que les efforts du groupe socialiste pour améliorer le texte aient été vains ; proteste contre l'application abusive de l'article 40 de la Constitution ; indique que le problème sera soumis au Conseil constitutionnel ; le vote hostile du groupe socialiste. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 4999) : considère que le projet constitue toujours un saut dans l'inconnu ; (p. 5000) : met l'accent sur l'improvisation qui résulte du régime des acomptes ; considère comme détestable l'article 12 ; proteste contre la modification apportée au régime des établissements privés ; regrette que la formule proposée par M. Crépeau en matière de ports maritimes et fluviaux n'ait pas été retenue ; s'élève contre la façon de l'article 40 a été

opposé aux amendements ; (p. 5001) : le vote négatif du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6118) : « le trompe-l'œil et le fourre-tout » que constitue le collectif budgétaire ; la place tenue par les considérations de trésorerie ; (p. 6119) : l'incorrigible optimisme du Gouvernement sur l'amélioration de l'environnement extérieur ; le financement inflationniste ; l'improvisation qui marque la décision du Gouvernement et l'absence de toute planification ; (p. 6120) : la confiance qui aurait pu être obtenue par une planification à long et moyen termes ; un projet marqué par l'inégalité et l'injustice ; un Gouvernement qui s'installe dans le chômage ; l'accélération du transfert de l'argent de l'Etat vers les entreprises. **Discussion des articles. Après l'Article 3** (p. 6181) : son amendement n° 5 : doubler le taux du versement exceptionnel prévu à l'article 3 en faveur des chefs de famille demandeurs d'emploi ; (p. 6182) : soutien que le sous-amendement n° 27 de M. Caro dénature son amendement n° 5 ; (p. 6183) : demande à l'Assemblée de prendre en considération l'aspect humain de son amendement, le maintient ; repoussé. **Article 5** (p. 6197) : se déclare favorable à l'amélioration des conditions de vie du personnel militaire ; est hostile à la politique militaire du Gouvernement. **Après l'Article 13** (p. 6207) : son amendement n° 8 : donner un droit de contrôle aux rapporteurs spéciaux des commissions des finances ; repoussé. **Après l'Article 15** (p. 6211) : son amendement n° 9 : prévoir que le Gouvernement présentera en annexe du rapport accompagnant le projet de loi de finances pour 1976 des tableaux faisant ressortir le solde global prévisionnel d'exécution des lois de finances de la période 1975-1976 ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [12 septembre 1975] (p. 6253) : la position inchangée du groupe socialiste face au projet ; la portée de la modification de l'article 2 bis ; l'importance de la suppression du premier alinéa de l'article 13 ; invite le Parlement à défendre les droits qu'il tient de la Constitution ; le vote hostile des socialistes.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) :

Discussion générale [22 octobre 1975] (p. 7222) : le parti pris par le Gouvernement de laisser se développer la crise de l'emploi ; (p. 7223) : un Gouvernement qui ne croit pas à une reprise durable et qui se contente de gérer le chômage ; le vote hostile de la gauche contre l'article 60 qui prolonge l'aide aux entreprises opérant des fusions ; poser le problème de l'indemnisation du chômage dans

le cadre du VII^e plan ; le déficit des administrations ; (p. 7224) : l'absence dans le budget du souci de lutter contre les inégalités ; les décisions qui tournent le dos à la justice et au progrès ; les facilités procurées aux fraudeurs ; la baisse du niveau de vie des personnes âgées ; l'injustice du barème de l'impôt sur le revenu ; le pillage de l'épargne populaire ; un Gouvernement qui ne se donne pas les moyens de lutter contre la hausse des prix ; un budget déflationniste ; (p. 7225) : l'absence de tout moyen permettant une croissance différente grâce aux équipements collectifs ; la possibilité d'une croissance différente grâce à la mise en œuvre du programme commun de la gauche ; le vote hostile des socialistes contre le projet de budget.

Première partie :

Discussion des articles : **Après l'Article premier** (p. 7246) : sur l'amendement n° 21 de M. Josselin, fait observer que le Gouvernement prend ses inspirations parmi les propositions des partis de gauche. **Article 2** (p. 7250) : reprend à son compte l'amendement n° 62 retiré par M. Zeller ; repoussé ; (p. 7251) : son amendement n° 42 : modifier le barème de l'impôt sur le revenu au profit des tranches les plus basses ; limiter le jeu du quotient familial pour les revenus les plus élevés ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 7252) : son amendement n° 43 : améliorer la situation des plus défavorisés ; faire bénéficier les retraités d'une déduction spéciale de 10 % du montant de leurs pensions ; supprimer les articles sur l'avoir fiscal et le prélèvement libératoire ; repoussé ; [23 octobre 1975] : **Avant l'Article 3** (p. 7263) : son amendement n° 89 : insérer un article additionnel ; adopter le quotient familial en faveur des invalides ; réduire d'un tiers supplémentaire les plafonds autorisés en matière de provision pour fluctuation des cours en ce qui concerne les sociétés pétrolières ; propose au Gouvernement que celui-ci reprenne la première partie de son amendement ; repoussé. **Article 11** (p. 7287-7288) : sur l'amendement n° 46 de M. Josselin, estime utile d'accroître les ressources dont les régions pourront bénéficier automatiquement. **Article 13** (p. 7293) : son amendement n° 47 : les jetons de présence et les tantièmes ne sont pas déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ; repoussé. **Après l'Article 16** (p. 7297) : son amendement n° 48 : imposition spéciale au taux de 50 % des traitements et salaires perçus par les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans disposant de revenus personnels ou d'une pension de retraite suffisants ; lutter contre certaines situations choquantes en période de sous-emploi ; (p. 7298) : fait observer que la discrimination entre personnes de plus et de moins de soixante-cinq ans existe en matière

de fiscalité ; repoussé. **Article 18** (p. 7301) : son amendement n° 50 : maintenir la part du FSIR, dans le produit de la taxe sur les produits pétroliers, à 22,5 % ; repoussé. **Article 19** (p. 7304) : son amendement n° 51 : distinguer parmi les manifestations sportives celles qui peuvent être assimilées à un spectacle ; repoussé. **Après l'Article 21** (p. 7309) : son amendement n° 52 : faire obligation au Gouvernement de déposer sur le bureau des assemblées les rapports ayant une incidence fiscale et qui sont destinés à être portés à la connaissance du public ; repoussé.

Deuxième partie :

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8012) : la dégradation incessante de la situation de la recherche ; la diminution des équipements pour la recherche par rapport à l'ensemble des équipements collectifs ; la politique en « accordéon » pratiquée dans le domaine du personnel ; améliorer la situation et le statut des chercheurs ; l'accentuation de la privatisation ; l'accord CNRS-Rhône-Poulenc ; l'exemple du CEA ; la situation dans l'informatique ; (p. 8013) : le principe de la socialisation des pertes et de la privatisation des bénéficiaires ; le sacrifice de la recherche universitaire ; faire appel à nos ressources intellectuelles ; (p. 8015) : ses observations sur l'intervention de M. Hamel ; (p. 8029) : propos du ministre de l'industrie sur l'importance des crédits affectés à la recherche.

Services du Premier ministre. — Section V. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8639) : regrette la publication tardive du rapport d'exécution du VI^e plan ; (p. 8640) : ses observations sur les pourcentages de réalisation indiqués dans ce rapport ; les difficultés rencontrées dans les deux dernières années par les planificateurs ; la participation des collectivités locales à l'exécution du plan ; les avantages d'une planification plus rigoureuse pour lutter contre le chômage ; déplore les conditions dans lesquelles s'est faite la consultation des régions en matière de préparation du VII^e plan ; la diminution du nombre des commissions ; les pouvoirs du Parlement ; la prise en compte par la comptabilité nationale des éléments relatifs à la qualité de la vie ; l'insuffisance des moyens matériels du commissariat ; la situation des conseillers du plan ; (p. 8641) : l'avenir du CREDOC et du CNIPE ; l'avis positif de la commission des finances.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8705) : les amendements déposés par le groupe socialiste ; la nécessaire inscription de dépenses au budget des ministères et non au budget des charges communes ; (p. 8706) : les amendements du groupe socialiste, amorce d'une

remise en ordre de la présentation budgétaire. **Examen des articles : Etat B - Titres III et IV** (p. 8709) : ses amendements n^{os} 184 et 226 ; retirés ; (p. 8710) : ses amendements n^{os} 194 et 224 ; retirés. **Après l'Article 68** (p. 8715) : estime que l'amendement n^o 263 de M. Jans doit être revu ; marque néanmoins sa désapprobation sur les mécanismes actuels ; l'abstention des socialistes dans le vote sur l'amendement.

Articles et articles additionnels non rattachés [19 novembre 1975]. **Article 60** (p. 8732) : ses amendements n^{os} 94 et 95 : restreindre le régime de faveur accordé aux entreprises aux cas des fusions qui amélioreront la situation de l'emploi ; repoussé. **Article 61** (p. 8734) : estime que l'article 61 traduit le pessimisme du Gouvernement quant à l'évolution de la balance des comptes ; s'oppose à la procédure des agréments qui dépouillent le Parlement d'un droit qu'il détient de l'article 34 de la Constitution. **Après l'Article 61** (p. 8735) : son amendement n^o 250 : obliger le Gouvernement à communiquer au Parlement les résultats effectifs obtenus par les services de la répression des fraudes ; (p. 8737) : demande au rapporteur général si son amendement n^o 254 fera apparaître les réductions de déficit ; repoussé.

Commission mixte paritaire [16 décembre 1975] (p. 9863) : la désinvolture du Gouvernement vis-à-vis de l'Assemblée ; l'insignifiance des modifications intervenues au cours de la discussion ; (p. 9864) : la faiblesse des avantages accordées en cours de débat aux collectivités locales et à l'éducation nationale ; sa protestation contre la pratique des agréments fiscaux ; le rejet de la candidature de M. Josselin à la commission mixte paritaire ; l'hostilité du groupe socialiste à la loi de finances.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder en 1976, par ordonnances, à certains aménagements portant sur les acomptes d'impôts directs** (n^o 1932) [20 novembre 1975]. **Discussion générale** (p. 8789) : les questions que pose le projet ; l'absence de notion de programme auquel peut se référer le projet débattu par l'Assemblée ; demande le relèvement du minimum donnant lieu à perception d'acomptes ; s'interroge sur l'op-

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n^o 1980) [9 décembre 1975]. **Discussion générale** (p. 9523) : l'importance du déficit du budget de 1975 : la situation économique française dans le domaine de la balance commerciale, de la croissance et de l'emploi ; (p. 9524) : l'importance du nombre des chômeurs ; le nombre des jeunes qui se présente devant les bureaux de chômage ; une situation catastrophique malgré l'optimisme du

Gouvernement ; la gravité des déclarations de ce dernier sur la sécurité sociale ; les amendements qui ont été déposés à la dernière minute par le Gouvernement ; critique l'annulation des crédits dans le domaine de l'équipement, de l'enseignement supérieur et de l'aide médicale ; (p. 9525) : ses observations sur les crédits du CNIPE ; l'amendement relatif au crédit mutuel ; l'absence d'indexation de l'épargne ; un projet qui ne marque aucune orientation nouvelle et qui ne sera pas voté par le groupe socialiste. **Discussion des articles. Article 6** (p. 9531) : s'élève contre le cadeau fiscal fait à certaines sociétés ; (p. 9532) : s'étonne que le coût n'en soit pas chiffré. **Article 7** (p. 9534) : son amendement n^o 26 : faciliter la création de sociétés civiles de moyens tout en maintenant un minimum de justice fiscale. **Article 8** (p. 9534, 9535) : l'intérêt de l'article qui permettra aux collectivités locales de profiter des redevances versées par les sociétés de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures ; ne s'oppose pas, néanmoins, à ce que l'article fasse l'objet d'une étude complémentaire.

— **Rappel au règlement** [9 décembre 1975] (p. 9523) : proteste contre le refus des groupes de la majorité d'organiser un débat sur la situation de l'armée et les questions de défense.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création d'un fonds de soutien financier de l'OCDE** (n^o 1924) [10 décembre 1975]. **Discussion de l'Article unique** (p. 9634) : estime que le fonds de soutien ne peut pas rétablir les comptes extérieurs de la France ; juge qu'il s'agit d'une solidarité entre pays industrialisés ; (p. 9635) : la jungle monétaire internationale.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n^o 2138 rectifié). **Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1372) : les points noirs qui subsistent malgré une certaine reprise économique ; la sollicitation du Gouvernement en faveur des seules entreprises au moyen d'une manipulation des échéances fiscales ; s'engager plutôt vers une régularisation et peut-être une mensualisation des versements ; (p. 1373) : une aide qui avantagera les entreprises qui en ont le moins besoin ; l'absence de mesures en faveur des contribuables modestes ; la volonté des élus socialistes de corriger les défauts du projet par des amendements.

— **Rappel au règlement** [27 avril 1976] (p. 2167) : ses observations sur le déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi

relatif à la protection de la nature ; demande que le vote soit recommencé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2147). Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2584) : se félicite que le rapporteur général se rallie à la procédure préconisée par le groupe socialiste dans le domaine de l'examen des lois de finances ; revendique la paternité de l'article 25 de la loi de finances rectificative pour 1974 ; s'inquiète de l'évolution qui rend de plus en plus difficile le contrôle parlementaire ; condamne la pratique des anticipations et s'étonne de l'annulation de certains crédits ; (p. 2585) : s'inquiète du sort des collectivités locales ; considère que le Gouvernement navigue à vue ; déplore les informations contradictoires sur la situation économique ; souhaiterait entendre parler de fermeté face à la hausse des prix ; demande ce que sont devenus les « contrats miracles » ; rappelle les conditions que posait l'opposition pour faire entrer la France dans le serpent communautaire ; (p. 2586) : reproche l'imprévoyance et l'inconséquence du Gouvernement.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [1^{er} juin 1976] (p. 3588) : droit du Parlement de voter la question préalable ; le groupe du parti socialiste la votera ; solution proposée si la question préalable n'est pas votée ; [2 juin 1976] (p. 3641) : l'inégalité et l'injustice, les caractéristiques de la société française actuelle ; une fraude considérable ; (p. 3642) : urgence d'une réforme d'ensemble du système fiscal français et de solutions constructives ; le projet actuel est ambigu et est émasculé par la majorité ; on ne s'attaque pas à la fraude fiscale d'où l'hypocrisie du débat ; la campagne d'alarme menée auprès des gens modestes ; (p. 3643) : les deux principes de la gauche : la généralisation de l'imposition des plus-values avec la prise en compte de la dépréciation monétaire, de larges exonérations à la base ; taxer la fortune établie, remédier à la dévaluation monétaire sur les dépôts des caisses d'épargne ; la nature de classe du pouvoir apparaît très manifestement. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3914) : ne comprend pas la réserve de l'article premier car on discuterait le détail d'une décision d'ensemble qu'on n'aurait pas prise ; (p. 3915) : proteste au nom du groupe socialiste ; (p. 3916) : ne défendra pas l'amendement n° 85 corrigé de M. Duffaut et en demande la réserve ; réservé. **Article 3** (p. 3935) : sur la réserve de l'amendement n° 87 de M. Duffaut, rappelle que les contre-projets ne peuvent être présentés que sous forme d'amendements aux différents articles ; estime son groupe pénalisé pour s'être plié à

cette règle ; [10 juin 1976] : **Article 4** (p. 3971) : dénonce l'illogisme de la réserve des amendements à l'article premier ; soutient l'amendement n° 88 supprimant l'article 4 ; (p. 3973) : estime les arguments de M. Fourcade, concernant les amendements de suppression n°s 88, 234 et 256, conformes à la logique, mais non à la justice ; [17 juin 1976] : **Article 11** : soutient l'amendement n° 101 de M. Duffaut visant à supprimer l'exonération sur les plus-values des titres de l'emprunt 4,50 % 1973, les transitions nécessaires étant aménagées pour préserver de légitimes intérêts ; repoussé. **Seconde délibération** [22 juin 1976] (p. 4481) : regrette que l'on mette en cause les décisions de la conférence des présidents ; se demande pourquoi la majorité veut maintenant brusquer les choses ; demande que les décisions de la conférence des présidents quant à l'ordre du jour soient respectées. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [9 juillet 1976] (p. 5243) : souligne que les représentants de l'opposition ne participent jamais aux travaux des commissions mixtes paritaires dans le cas de problèmes financiers ; (p. 5244) : juge stupéfiant le dernier alinéa de l'article 2 A qui rend déductibles les honoraires des conseillers fiscaux ; s'étonne du sort particulier fait par l'article 5 à la fortune immobilière ; dénonce le caractère arbitraire et complexe de nombreuses dispositions d'un texte qui va aggraver l'injustice fiscale ; est hostile au projet.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4856) : la dégradation de la notion de plan ; le présent document, un catalogue de vœux ; la velléité ne saurait remplacer la volonté ; l'insuffisance des données chiffrées ; la non-prise en compte de la programmation militaire ; les doutes sur la possibilité de la croissance prévue ; l'abandon par le Gouvernement de ses projets de réforme fiscale ; (p. 4857) : l'hypothétique maîtrise de l'inflation du fait de l'absence d'un consentement national ; le pillage de la petite épargne ; le sacrifice des équipements collectifs ; l'abandon du logement ; la non-résorption du sous-emploi ; la déplanification masquée par les PAP ; l'absence d'un engagement significatif en ce qui concerne le téléphone ; le remède à un retard considérable ; (p. 4858) : le risque flagrant de suréquipement industriel ; l'absence d'engagement à long terme concernant la recherche ; l'attitude du Premier ministre ; l'autre planification rejetée par le capitalisme ; (p. 4859) : la vraie alternative : avertissement aux grandes affaires ou libération des forces productives dans l'intérêt du peuple ; la sincérité du Gouvernement mesurée dans le projet de budget pour 1977.

Discussion de l'article unique [29 juin 1976] (p. 4871) : son amendement n° 18 tendant à créer une banque nationale d'investissements ; désapprouve la procédure de vote sur l'ensemble du projet du VII^e plan ; les contre-propositions de l'opposition ; vote sur l'amendement n° 18 réservé ; (p. 4874) : son amendement n° 20 concernant la reconversion des industries d'armement vers la production de biens civils ; critique les exportations d'armes ; vote sur l'amendement n° 20 réservé ; (p. 4875) : son amendement n° 22 tendant à une modification profonde du système fiscal comportant la suppression de tous les privilèges fiscaux, une lutte déterminée contre la fraude, en particulier celle des gros contribuables, ne tenant pas compte de la qualité des fraudeurs, tendant à une diminution de la part de l'impôt indirect dans les ressources publiques, tendant à l'institution d'un impôt à taux progressif et modéré sur les grosses fortunes ainsi que d'un impôt équitable sur la plus-value en capital et la création d'un impôt foncier ; la modernisation de l'imposition des entreprises ; la lutte résolue contre les inégalités ; amendement n° 22 réservé ; (p. 4894) : observe que la lettre rectificative du Premier ministre a été envoyée à la commission des finances ; demande si la commission ne pourrait en délibérer. **Explications de vote** [29 juin 1976] (p. 4896) : indique que le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le VII^e plan qui ne comporte aucun aspect contraignant, qui sera inefficace ; l'abandon du principe même du plan ; indique que la politique de la famille n'appartient à aucun groupe ; souligne que M. Montagne n'a pas lu le programme commun ; (p. 4897) : explique que M. Labbé semble avoir la nostalgie d'un grand dessein national ; souligne la démagogie de ceux qui osent proposer un plan aussi hétéroclite et plein de dispositions contradictoires ; refuse de répondre aux critiques de M. Labbé.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2257). Commission mixte paritaire. Explications de vote** [9 juillet 1976] (p. 5234) : indique que le groupe des socialistes et radicaux de gauche votera contre l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6551) : un des trois volets de la discussion générale ; une division artificielle ; la dégradation des finances publiques ; les difficultés de contrôle des lois de finances successives ; l'impression d'un manque de sérieux ; la difficulté d'exercer le contrôle sur les grands équilibres des budgets ; les autres recettes ; les financements indéterminés ; la signification de la discussion budgétaire ; un

exercice de camouflage et de mystification ; des textes élaborés à la hâte ; les contradictions concernant le prix de l'eau ; (p. 6552) : s'interroge sur la crédibilité de l'équilibre du budget présenté ; un budget basé sur des hypothèses favorables concernant la croissance de l'exportation, la diminution du taux de l'épargne, la diminution des importations et de la masse monétaire, la sous-estimation de certaines dépenses budgétaires ; les difficultés d'exécution d'un tel budget ; l'avenir sombre de la sécurité sociale et des collectivités locales ; un déficit sur trois ans de 70 à 80 milliards de francs ; la nécessité d'une définition plus claire et plus cohérente de la position gouvernementale ; réflexions sur le découvert budgétaire ; les contradictions en matière d'emplois, de concurrence ; (p. 6553) : le caractère déflationniste du budget ; contestation des moyens employés pour lutter contre l'inflation ; le Premier ministre prisonnier de sa majorité ; une société rigidifiée ; les privilèges du grand capital. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6654) : les répercussions pour les collectivités locales du blocage des loyers et de leur contrôle prévus par l'article 8 ; la responsabilité des collectivités locales vis-à-vis des offices d'HLM ; l'équilibre financier difficile à atteindre ; le problème de la dette ; la dégradation du patrimoine immobilier ; la normalité du retentissement des mesures de blocage des loyers sur les finances locales ; les dépenses supplémentaires des offices et des sociétés d'HLM qui devraient être financées par une intervention de l'Etat ; demande à M. Barre une déclaration assurant les organismes d'HLM. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [26 octobre 1976] (p. 7021) : le collectif, un élément important de la politique gouvernementale ; un texte ne présentant aucune amélioration ; la même philosophie tendant à améliorer la situation des entreprises au détriment des travailleurs ; la restauration du profit, considérée comme fondement de la reprise de l'investissement productif ; la mise en cause du droit de contrôle du Parlement qui s'exerce aussi à l'égard du Gouvernement ; la confusion entre la bonne foi du Gouvernement et le droit de contrôle de l'Assemblée ; le plein exercice du droit de contrôle ; souligne qu'il n'est pas suffisant que le Gouvernement prenne des engagements ; souhaite avoir des moyens ; son combat pour que le Parlement puisse exercer pleinement son contrôle.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Première partie :**

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Après l'Article 18** (p. 7030) : soutient l'amendement n° 106 de M. Duffaut ; l'étalement dans le temps de l'entrée en vigueur des dis-

positions modifiant les modalités de calcul du taux appliqué aux taxes locales directes ; des distorsions ; un système provisoire fondé sur les principaux fictifs ; la bienveillance à l'égard des contribuables éprouvant en 1976 des difficultés à acquitter les impôts ; l'inquiétude des contribuables ; le régime de la fiscalité locale archaïque, arbitraire, incohérent, difficilement améliorable ; une année expérimentale à blanc ; (p. 7032) : critique les reproches adressés à son groupe au sujet de la discussion de l'article 11-3 de la loi de juillet 1975 ; le rôle de l'opposition : poser les problèmes ; les limites de l'article 40 ; l'impôt sur les grandes fortunes repris par M. Fanton ; ne retire pas l'amendement n° 106 ; adopté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire, rapporteur spécial pour le commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [13 novembre 1976] (p. 8248) : le manque d'information ; le caractère décousu du rapport ; les vingt-cinq PAP ; une innovation dans la discussion budgétaire ; un budget à peine de reconduction ; la diminution relative fâcheuse des crédits du plan ; (p. 8249) : PAP et plan ; les caractéristiques d'un plan ; les activités industrielles, élément important de la planification ; le degré de la réalisation des PAP ; la planification régionale ; plan et recherche ; le CREDOC ; le CEPEMAP ; le CORDES ; le plan, un forum de concertation ; le personnel ; le budget du plan ; le commissariat général, tributaire d'organismes extérieurs ; la nouvelle croissance ; (p. 8250) : le rôle du CERC ; sa réforme ; l'intégration des conseillers du plan dans le corps des administrateurs civils de l'Etat ; le partage des voix des commissaires ; la non-adoption des crédits du commissariat général du plan pour la commission des finances. — **V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — Examen des crédits. — Etat B - Titre III (p. 8273) :** soutient l'amendement n° 144 de réduction de M. Papon et ses amendements n°s 145 et 152 de réduction ; propose à l'Assemblée de voter ces trois amendements ; des amendements de logique ; amendement n° 144 repoussé ; (p. 8274) : amendements n°s 145 et 152 repoussés.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8111) : l'effort de recherche ; le PAP du VII° plan ; les crédits de recherche ; le CEA : la CII - Honeywell-Bull ; (p. 8112) : les personnels ; l'INSERM ; le CNRS ; l'augmentation de l'âge moyen des chercheurs du CEA ; le CNEXO ; le CNES, la médiocrité

des équipements ; la recherche universitaire ; la création d'un délégué à la technologie ; l'absence de politique nationale de la recherche ; la stagnation de la part du PIB consacrée à la recherche ; (p. 8113) : le vote hostile du PSRG.

Taxes parafiscales [20 novembre 1976] (p. 8453) : les critiques du PSRG sur les taxes parafiscales ; une première partie de réforme insatisfaisante ; (p. 8454) : une concertation pratiquement inexistante ; des décisions prises à la hâte ; ne pas condamner la parafiscalité mais en revoir le système ; l'association du Parlement au contrôle des documents relatifs à la gestion des taxes ; la commission Cabanne ; son souhait de voir instituer une période d'essai de cinq ans ; le contrôle des assujettis ; étudier de concert la parafiscalité, les cotisations volontaires et les subventions ; les centres techniques de l'horlogerie, de la mécanique et de la fonderie. **Examen des crédits [20 novembre 1976] : Article 42 - Etat E (p. 8473) :** sur l'amendement n° 282 demande au Gouvernement si l'association se limitera au CETIM, au CETIAT et au CTICM ; craint un plongeon dans l'inconnu et une diminution des ressources des trois centres existants ; (p. 8474) : nie que les décisions du Gouvernement soient prises à la demande de l'opposition ; ne pas toucher à la recherche technique ; une récente et fâcheuse expérience ; sur l'amendement n° 284 du Gouvernement, expose ses incertitudes quant aux ressources du CETEHOR après la fusion avec le CPIM ; la majoration de la taxe par rapport à 1976 ; la crise actuelle de l'industrie horlogère ; la Franche-Comté et le Doubs ; Lip ; (p. 8477) : le vote hostile du PSRG sur l'article 42. **Après l'Article 70 (p. 8477) :** soutient l'amendement n° 224 de M. Duffaut prévoyant la présentation par le Gouvernement d'un rapport annuel relatif au montant et à l'utilisation des taxes parafiscales votées par le Parlement ; améliorer l'information du Parlement ; est d'accord pour un examen exhaustif tous les trois ans ; maintient l'amendement ; adopté.

Articles et Articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. Article 26 (p. 8509) : soutient l'amendement n° 223 de M. Duffaut ; le FAC, un élément de camouflage ; rendre compatible le FAC avec la loi organique sur les lois de finances et avec la Constitution ; le problème de la répartition par article et par ministère ; (p. 8510) : les termes de la loi organique ; les transferts prévus à l'article 26 de la loi de finances ; consultation des commissions des finances et du Conseil constitutionnel ; propose une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article 26 ; (p. 8511) : FAC et crédits de paiement ; se mettre en règle avec la loi organique ; souhaite un contrôle sérieux du Parlement sur les cré-

dits ; amendement n° 223 repoussé ; soutient l'amendement n° 215 de M. Dubedout ; l'affectation d'une partie de la dotation prévue à l'état A en faveur du budget de l'équipement ; repoussé. **Article 53** (p. 8519) : soutient l'amendement n° 226 de M. Duffaut ; des mesures simples et plus justes ; réserver la franchise de l'assiette de l'impôt à un plus petit nombre de contribuables et en augmenter le montant ; ne plus mettre en recouvrement les cotisations inférieures à 400 F ; amendement n° 226 repoussé. **Article 55** (p. 8520, 8521) : la législation fiscale française appliquée aux entreprises ; contestable, désordonnée et injuste ; des faveurs fiscales regrettables ; critique du système de l'amortissement dégressif ; les mesures tendant à favoriser les investissements ; leur efficacité ; une économie fonctionnelle plutôt qu'une économie de faveur ; indique que son groupe votera contre l'article 55. **Article 56** (p. 8523) : la position de la commission des finances vis-à-vis de l'article 40 de la Constitution ; l'amendement n° 261 de M. Ribes auquel aurait pu s'appliquer l'article 40 ; l'élargissement de l'initiative parlementaire ; le vote hostile du PSRG sur l'article. **Article 60** (p. 8531) : soutient l'amendement n° 227 de M. Duffaut abrogeant le paragraphe III de l'article premier de la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ; abattement de 10 % ; rétablir l'égalité des citoyens devant l'impôt ; repoussé. **Article 62** (p. 8535) : soutient l'amendement n° 228 de M. Duffaut tendant à supprimer le paragraphe I de l'article 62 ; une mesure financière trop faible ; la disposition du Gouvernement inopérante ; adopté. **Après l'Article 72** (p. 8543) : soutient l'amendement n° 231 de M. J.-P. Cot ; le secret levé pour la commission d'enquête et de contrôle ; les pratiques américaines ; la commission sur l'entreprise Dassault ; (p. 8544) : indique que seule l'Assemblée doit décider si les renseignements fiscaux recueillis par la commission pourront figurer dans le rapport ; les travaux de la commission sur Marcel Dassault ; repoussé. **Explications de vote** [20 novembre 1976] (p. 8554) : le peu de rendement de la « machine parlementaire » ; la situation préoccupante des collectivités locales au plan financier ; (p. 8555) : l'évolution économique ; le manque de confiance dans le Gouvernement et dans le plan Giscard-Barre ; une politique retombant sur les travailleurs ; les problèmes du commerce mondial ; les problèmes du chômage, de la réforme fiscale, des mesures conjoncturelles ; une politique de classe ; l'approbation du plan Giscard-Barre par le patronat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9137) : les masses

budgétaires ; l'information du Parlement ; l'histoire du déficit ; le problème du contrôle parlementaire ; un déficit de 14 milliards de francs sans justification ; (p. 9138) : l'exécution du budget de 1977 ; le FAC non doté des crédits de paiement ; les répercussions du blocage des prix sur les entreprises nationales ; leur gestion ; le contrôle des prix ; l'influence des dépenses de l'Etat sur l'économie générale ; la hausse du PIB marchand et sa révision ; la situation de l'emploi.

1977

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi aménageant la taxe professionnelle** [3 mai 1977] (p. 2378) : l'explication de la demande par le PSRG de la constitution d'une commission spéciale ; (p. 2379) : le recoupement des attributions de plusieurs commissions en matière de fiscalité locale ; les conditions de dépôt du projet de loi ; rappelle l'accueil fait à sa proposition de réaliser l'expérience d'une année « à blanc » ; ne pas persévérer dans l'insuffisante préparation et l'examen hâtif des textes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité de coopération en matière de brevets, ensemble un règlement d'exécution, fait à Washington le 19 juin 1970** (n° 2608). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2434) : la philosophie générale de la législation internationale en matière de brevets ; la domination technologique des pays riches à l'égard des pays du Tiers-Monde ; la résolution adoptée par la CNUCED IV sur la propriété industrielle ; la non-opposition du groupe du PSRG à la ratification des traités et à l'approbation des textes d'application ; l'avantage apporté par le brevet européen et communautaire aux firmes multinationales ; les difficultés d'accès au brevet européen des PME ; l'institution d'un office européen de brevets par la Convention de Munich ; le mode de financement de la part de la France ; le financement de l'Institut national de la propriété industrielle par des petits et moyens inventeurs ; la sous-représentation de la France dans la nouvelle organisation internationale ; la sous-traitance des rapports de recherche documentaire de l'INPI à l'ex-Institut international des brevets.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion générale** [17 mai 1977] : **Motion de renvoi en commission** (p. 2815) : le dépôt d'une motion de renvoi en commission par le groupe du PSRG ; les erreurs du Gouvernement ; la mise en cause des fonctionnaires ; la succession impressionnante de mesures provisoires en matière d'impôts locaux ; la proposition d'un essai à blanc ;

(p. 2816) : le recours à une procédure de concertation ; les raisons du refus de l'opposition de proposer un plafond et un plancher ; le respect de l'orthodoxie budgétaire ; l'absence de dispositions sur le coût de la loi ; la pénalisation des industries de main-d'œuvre ; le financement des collectivités locales par le biais du budget de l'Etat ; l'absence de liberté des communes dans la fixation de leurs impôts ; le maintien des distorsions entraînées par les exonérations ; la « valse hésitation » autour de la fiscalité locale ; la constance de l'imprévision ; le placement du Gouvernement en liberté surveillée par sa propre majorité ; (p. 2818) : le caractère « normal » du dépôt d'une question préalable ; l'absence d'enjeu politico-électoral que représentent les fonctionnaires ; (p. 2819) : rejet par scrutin public de la motion de renvoi en commission. **Explications de vote** (p. 2828) : le vote négatif du PSRG. **Commission mixte paritaire** [8 juin 1977] (p. 3589) : le vote négatif du groupe socialiste et des radicaux de gauche sur le projet de loi.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° 2688). **Discussion des articles** [8 juin 1977]. **Article 15** (p. 3587) : le vote négatif du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche sur l'amendement n° 2 de M. Papon. **Explications de vote** (p. 3588) : le vote hostile du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche sur le projet de loi. **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1977] (p. 4536) : le vote négatif du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 4114) : son amendement n° 56 rectifié soutenu par M. Leenhardt ; repoussé. **Article 8** (p. 4124) : son amendement n° 57 soutenu par M. Leenhardt ; repoussé ; (p. 4127) : son amendement n° 58 de suppression du deuxième alinéa de l'article 8 devenu sans objet ; son amendement n° 59 devenu sans objet. **Article 9** (p. 4132) : son amendement n° 60 soutenu par M. Leenhardt ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 4134) : son amendement n° 61 rectifié soutenu par M. Leenhardt ; repoussé.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° 2980). **Discussion générale** [28 juin 1977]. **Question préalable** (p. 4380) : sa question préalable ; les conditions du débat de la proposition de loi ; (p. 4381) : l'origine de la proposition de loi ; son examen en commission ; la non-distribution du rapport ; la relance de la guerre scolaire ; la loi de 1959 ; la proposition Guer-

meur ; l'institutionnalisation de la coupure en deux de la jeunesse française ; un texte qui constitue une tromperie ; le désarroi du Gouvernement et de sa majorité ; un texte inaméliorable ; les positions du parti socialiste ; (p. 4382) : la volonté des socialistes de préserver les libertés dans l'enseignement ; question préalable repoussée par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Discussion générale** [13 octobre 1977] (p. 6117) : l'influence des recommandations de l'OCDE dans l'élaboration du budget pour 1978 ; un budget qui manque de sincérité et de justice ; l'hypothèse de progression du PIB ; la restauration du profit des entreprises ; le blocage général des exportations ; la faiblesse de la progression de la FBCF ; la dépréciation du franc par rapport aux monnaies fortes ; la croissance de l'endettement extérieur des entreprises ; l'ampleur prévisionnelle du déficit budgétaire ; les modalités de couverture du déficit ; l'absence de relance ; la lutte contre la hausse des prix ; le caractère de la situation économique française ; les causes de la renonciation aux réformes de structure ; le caractère injuste du budget ; l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu ; (p. 6118) : le refus de l'établissement de la déduction de 10 % pour les retraités ; les ressources budgétaires nouvelles ; les motivations du calendrier d'augmentation du prix des carburants ; l'amendement déposé par le groupe socialiste prévoyant que le prélèvement sur les ressources bancaires ne pourrait être déduit de l'impôt sur les sociétés ; la baisse des crédits d'équipement des budgets civils ; les conséquences pour les collectivités de l'insuffisante réglementation de l'application de la loi du 29 juillet 1975 ; la lutte contre le sous-emploi ; l'évaluation des chômeurs ; les artifices employés pour camoufler le sous-emploi ; la multitude des plans conjoncturels qui se sont succédé depuis 1973 ; (p. 6119) : l'insuffisance de leurs résultats ; l'échec complet du plan du 5 décembre 1973 dit « plan général de lutte contre l'inflation » ; le rôle objectif de la norme d'évolution des prix ; le blocage des salaires et le développement de la concurrence ; l'inexécution du plan ; la crise qui a frappé les équipements des collectivités en 1977 ; la réalisation d'un bilan de la législation ; la nécessité des réformes structurelles ; le vote hostile du groupe du PSRG.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Avant l'Article 2** (p. 6135) : son amendement n° 47 : institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à deux millions de francs ; réservé. **Après l'Article 5** (p. 6136) : son amendement n° 27 : suppres-

sion de la qualité de salaire aux rémunérations de certains dirigeants de sociétés ; la nature des rémunérations des dirigeants de sociétés ; les abus réalisés en cette matière ; la mise en avant des petits dirigeants en vue d'assurer la défense des gros ; repoussé. **Article 6** (p. 6137) : son amendement n° 28 de suppression ; l'élévation de la limite d'application de 20 % pour certains dirigeants de sociétés salariés ; le caractère discriminatoire de la mesure proposée ; le dépôt par le groupe républicain d'un amendement identique à celui du groupe socialiste ; amendement n° 28 ; repoussé. **Article 13** (p. 6141) : l'incitation des associations reconnues d'utilité publique à placer leurs fonds en actions ; le vote hostile du parti socialiste et des radicaux de gauche à l'article 13. **Article 15** (p. 6142) : son amendement n° 30 rectifié de suppression ; les conséquences de l'article 15 sur l'accélération des concentrations des entreprises ; repoussé. **Article 19** (p. 6147) : le détournement de la législation pétrolière établie en 1928 ; l'objet de la provision pour reconstitution de gisements ; l'abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 64 de M. Gosnat ; son amendement n° 199 : suppression de l'autorisation d'augmentation de la taxe intérieure de consommation applicable aux carburants fixée au 1^{er} juin 1978 ; (p. 6148) : le caractère électoraliste du programme de hausse du prix des carburants ; les déclarations de M. Raymond Barre sur l'augmentation inéluctable de l'impasse budgétaire ; le non-respect du principe de l'annualité budgétaire ; amendement n° 119 ; repoussé. **Après l'Article 20** (p. 6149) : son amendement n° 33 : suppression du cumul des dispositions relatives à la provision pour reconstitution de gisements et de celles relatives au bénéfice mondial ; repoussé. **Article 27** (p. 6150) : soutient l'amendement n° 35 de M. Boulay : fixation à 16,22 % du taux de prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers affecté au FSIR ; l'augmentation des recettes du FSIR ; repoussé ; [18 octobre 1977] : **Avant l'Article 2 (suite)** (p. 6201, 6202) : son amendement n° 47 : institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à deux millions de francs ; le blocage du système fiscal français ; la taxation des grandes fortunes ; l'assiette de l'impôt ; la progressivité des taux ; demande, au nom du groupe du PSRG, un scrutin public ; le maintien de la position hostile du Gouvernement ; la simplicité de la mise en œuvre d'un système déclaratif ; amendement n° 47 rejeté par scrutin public ; (p. 6203) : **Article 2 (suite)** (p. 6205) : son amendement n° 22 : modification du barème de l'impôt sur le revenu ; l'insuffisance du relèvement des tranches du barème tel qu'il est présenté dans le projet de loi ; l'article 40

de la Constitution ; l'institution de deux tranches supplémentaires ; repoussé ; (p. 6209) : son amendement n° 23 : remplacement de la déduction pour enfants à charge par un système de crédit d'impôt calculé par enfant ; repoussé ; (p. 6210) : son amendement n° 24 : modification du système du quotient familial ; la modification des effets du quotient familial ; repoussé ; (p. 6211) : le vote hostile du groupe du PSRG sur l'article 2 du projet. **Article 3** (p. 6227) : les conditions de vote des amendements n° 12 de M. Papon et n° 26 corrigé de M. Franceschi ; (p. 6230) : la recherche par les retraités ou les invalides de la parité de traitement avec les salariés ; le déséquilibre de l'amendement n° 12 de M. Papon ; la suppression par l'amendement n° 12 de l'abattement de 5.000 F applicable au revenu imposable en cas de prise de retraite après l'âge de 55 ans ; (p. 6231) : son amendement n° 25 devenu sans objet. **Article 7** (p. 6237) : le vote hostile du groupe du PSRG sur l'article 7. **Article 9** (p. 6240) : le dépôt par le groupe du PSRG d'un amendement n° 48 de suppression ; les motifs du dépôt de cet amendement ; le retrait de cet amendement. **Article 18** (p. 6245) : l'amendement n° 32 rectifié déposé par le groupe du PSRG ; l'exonération des caisses d'épargne de la contribution exceptionnelle à la charge des institutions financières ; l'éventualité de la diminution des possibilités de prêts aux collectivités locales ; (p. 6246) : le caractère injustifié d'un prélèvement supplémentaire sur l'épargne populaire ; son amendement n° 31 : assiette et taux de la contribution exceptionnelle à laquelle sont soumises les institutions financières ; l'exclusion de l'assiette de la contribution des frais de personnel ; repoussé ; (p. 6247) : son amendement n° 32 rectifié : non-déductibilité de l'impôt sur les sociétés de la contribution exceptionnelle et exonération des caisses d'épargne de cette contribution ; indique que le groupe du PSRG a déposé une demande de scrutin public sur son amendement n° 32 rectifié ; repoussé par scrutin public. **Article 21** (p. 6248) : son amendement n° 34 : de suppression ; l'inopportunité de la pénalisation préférentielle des véhicules de 5 à 7 chevaux ; repoussé par scrutin public. **Après l'Article 25** (p. 6250) : soutient l'amendement n° 142 de M. R. Fabre : majoration du tarif des droits de consommation et de fabrication sur les alcools et majoration du montant des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat en faveur du régime général de la sécurité sociale minière ; la nécessité du dépôt d'un projet de loi modifiant les recettes attribuées au régime général ; repoussé. **Après l'Article 30 (suite)** (p. 6258) : le drame national de l'alcoolisme ; la complexité du problème de l'alcoolisme ; la recherche d'une solution dans le cadre d'une politique d'ensemble ; le

refus du groupe du PSRG de participer au vote sur l'amendement n° 123 de M. Bertrand Denis.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — VI. Recherche [19 octobre 1977] (p. 6344) : la faible évolution de la situation de la recherche ; l'attribution d'un prix Nobel à un chercheur français travaillant à l'étranger ; l'accroissement du nombre des chercheurs ; l'organisation de la pénurie ; l'évolution des crédits de fonctionnement ; le nombre de créations de postes d'ITA ; le niveau des autorisations de programme ; la nécessité de déduire les crédits affectés à des programmes industriels, notamment au surcoût entraîné par le programme Superphénix ; les crédits consacrés au groupe CII-Honeywell-Bull ; le caractère satisfaisant des crédits affectés à la recherche biomédicale ; la dégradation des moyens de fonctionnement du CNRS ; (p. 6345) : les problèmes du CNRS ; la stagnation des moyens mis à la disposition du CEA et du BRGM ; la recherche agronomique ; la situation du CNES ; les résultats de l'accord passé entre le CNRS et Rhône-Poulenc ; l'affectation des dotations du fonds de la recherche scientifique et technique ; l'évolution des missions de la DGRST ; la situation des chercheurs hors statut ; redonner à la recherche les moyens d'un nouvel essor.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du Plan, rapporteur spécial [19 octobre 1977] (p. 6350) : l'insuffisance des conditions d'information dans laquelle le débat est abordé ; la connaissance du montant des crédits relatifs à l'exécution des trois cinquièmes du VII^e Plan ; l'absence de manifestation d'une véritable volonté nationale ; le montant des crédits affectés à la planification ; (p. 6351) : la crise traversée par le CREDOC ; le rôle et le nombre des fonctionnaires qui concourent à la planification ; les missions du Commissariat général du Plan ; la non-teneur de conseils de planification consacrés à l'examen de l'état de la planification ; l'état de l'étude d'un nouveau modèle de comptabilité nationale ; les difficultés rencontrées par la mise en place de projections pluriannuelles glissantes ; la politique de planification ; les résultats du VII^e Plan ; la faiblesse du taux de croissance ; la non-maîtrise de l'inflation ; la dégradation du maintien du pouvoir d'achat ; l'exécution des PAP ; la réalisation des PAPIR ; les observations formulées par la commission des finances ; (p. 6352) : l'adoption par la commission des crédits du Commissariat général du Plan.

Comptes spéciaux du Trésor. — Examen des crédits [18 novembre 1977]. **Après l'Article 43** (p. 7737) : son amendement n° 242 :

modalités de prélèvement par les conseils généraux de la partie de la tranche départementale du FSIR en vue de son affectation aux dotations allouées au titre de la tranche communale ; devenu sans objet.

Articles et Articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 61** (p. 7746) : son amendement n° 167 soutenu par M. Savary : abrogation des dispositions du CGI relatives à l'impôt fiscal, aux prélèvements libératoires sur les produits de placement à revenus fixes, au régime spécial de taxation des profits de constructions spéculatifs ; repoussé. **Après l'Article 61** (p. 7751) : son amendement n° 168 rectifié soutenu par M. Savary : modalités de financement des titres vacances, majoration des tarifs et droits de timbre et taxes assimilées ; repoussé ; (p. 7752) : son amendement n° 169 soutenu par M. Savary : taxation à l'impôt sur le revenu des produits de placements en valeurs mobilières et taxation pour la totalité des dividendes et autres produits distribués ; repoussé. **Article 63** (p. 7754) : son amendement n° 170 soutenu par M. Leenhardt : suppression des possibilités pour les entreprises de déduire de leurs bases d'imposition les sommes rapportées aux profits ; repoussé. **Article 67** (p. 7757) : son amendement n° 197 soutenu par M. Besson : institution et modalités de répartition au profit des collectivités locales d'un droit additionnel aux droits résultant des articles 978 et 987 du CGI ; repoussé ; son amendement n° 172 soutenu par M. Besson : suppression de l'agrément prévu pour l'application de l'article 1465 du CGI ; repoussé.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8783, 8784) : l'exclusion des parlementaires de l'opposition des commissions mixtes paritaires ; l'atténuation des effets du quotient familial ; l'abaissement de la limite de rémunération de certains dirigeants de sociétés donnant droit à l'abattement sur 20 % pour l'impôt sur le revenu ; les abattements sur l'impôt sur les sociétés accordés aux nouvelles entreprises ; la contribution exceptionnelle à la charge des institutions financières ; le montant des abattements sur les droits de succession ; le développement du sport grâce à des ressources extra-budgétaires ; le problème du VRTS ; la faiblesse des modifications apportées au projet de loi initial ; le plan Barre ; le blocage des rémunérations ; les mesures de relance préconisées par l'OCDE ; la proposition par le PSRG d'une politique de relance.

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1977] (p. 7223) : la réduction du temps de parole programmé du groupe du PSRG lors de la séance des questions au Gouvernement.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valo-**

riser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention (n° 3217). **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7868) : la faiblesse du budget de la recherche ; le déficit croissant de la balance des brevets ; les raisons du déficit ; le renforcement du brevet national ; l'accroissement des pouvoirs de l'Institut national de la propriété industrielle ; reconnaître l'existence de l'inventeur salarié ; la moindre prise en considération des revendications des inventeurs salariés ; les conditions du vote du groupe PSRG. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7870) : son amendement n° 24 : inclusion dans la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 de l'appartenance du droit au brevet à l'inventeur ou à son ayant cause ; amendement n° 24 transformé en sous-amendement à l'amendement n° 1 du Gouvernement ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 7871) : son amendement n° 25 : droit pour l'inventeur d'être désigné en tant que tel auprès de l'INPI ; adopté. **Article 9** (p. 7874) : son amendement n° 26 : pouvoir de rejet de l'administration en cas de non-modification des demandes de brevet en présence de la mise en évidence par le rapport de recherche d'une antériorité évidente ; adopté. **Article 11** (article 19 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968) (p. 7876) : son amendement n° 27 : insitution au sein de la procédure d'établissement de l'avis documentaire d'une notification spéciale relative aux éléments de l'état de la technique affectant la brevetabilité de l'objet ou de la demande de brevet ; repoussé ; son amendement n° 28 : explicitation de la conformité de la demande de brevet et des revendications avec les critères de brevetabilité ; retiré. **Article 12** (p. 7877) : son amendement n° 29 : restauration des droits du demandeur en cas de transformation d'avis d'office ; repoussé. **Seconde délibération. Article 2 bis nouveau** (p. 7886) : l'impossibilité pour le rapporteur de donner l'avis de la commission ; l'application de la procédure de la seconde délibération à son amendement n° 25 ; le caractère logique de la mention de l'inventeur par la demande de brevet ; (p. 7887) : le renforcement de l'INPI ; la promotion des inventeurs salariés.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147). Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7893) : les résultats de la politique gouvernementale des prix ; les objectifs du Premier ministre ; la hausse des prix constatée ; la journée de grève organisée par la CGT et la CFDT ; la nécessité d'une véritable planification ; la politique du Gouvernement à l'égard des services publics ; les mesures relatives aux hauts salaires ; (p. 7894) : la complexité de la législation s'appliquant aux loyers ; le sort des loyers dont la révision n'a pas été opérée en 1976 qui correspondent à des baux révisables annuel-

lement ; le sort des loyers dont la périodicité de révision est supérieure à un an ; la réglementation s'appliquant aux sociétés d'économie mixte construisant des logements sociaux ; la nécessité de prononcer un différé d'amortissement des emprunts de ces sociétés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7899) : l'évolution du dispositif proposé par le Gouvernement tendant à plafonner la hausse des loyers pendant l'année 1978 ; refuser de cautionner des solutions improvisées ; [8 décembre 1977] : **Article 4** (p. 8434) : son sous-amendement n° 82, soutenu par M. Josselin, à l'amendement n° 51 rectifié du Gouvernement : application des dispositions de l'article aux baux conclus en 1977 et entrés en vigueur en 1978 ; adopté ; son amendement n° 45 : application des dispositions de l'article aux baux conclus en 1977 et entrés en vigueur en 1978 ; devenu sans objet. **Après l'Article 4** : son amendement n° 46 rectifié soutenu par M. Josselin : plafonnement de la variation de l'indice de référence sur celle de l'indice INSEE des coûts à la construction ; retiré. **Article 5** : son amendement n° 47 : suppression des dispositions relatives aux exceptions d'application de l'article 5 ; réservé. **Après l'Article 5** (p. 8435) : son sous-amendement n° 83, soutenu par M. Josselin, à l'amendement n° 69 du Gouvernement : suppression de la référence à l'article 3 *sexies* de la loi de 1948 relatif à l'expiration du premier bail de six ans ; devenu sans objet ; (p. 8436) : son sous-amendement n° 84, soutenu par M. Josselin, à l'amendement n° 69 du Gouvernement : exclusion des dispositions de la loi des redevances et indemnités contractées par les organismes HLM ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 8439) : son amendement n° 48 rectifié soutenu par M. Leenhardt : caractère obligatoire de la délivrance d'une quittance de loyer ; repoussé. **Article 7** (p. 8443) : son sous-amendement n° 85, soutenu par M. Josselin, à l'amendement n° 70 du Gouvernement : application de dérogations aux dispositions de l'article en cas d'accroissement des charges supportées par les budgets des collectivités locales ; retiré ; son sous-amendement n° 86, soutenu par M. Josselin, à l'amendement n° 70 du Gouvernement : application de droit des dérogations en cas d'accroissement des charges supportées par les budgets des collectivités locales ; retiré. **Après l'Article 8** (p. 8445) : son sous-amendement n° 87, soutenu par M. Darinot, à l'amendement n° 21 du Gouvernement : conditions d'évolution au cours de l'année 1978 des revenus des capitaux mobiliers perçus par des personnes physiques domiciliées en France ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 3205). Discussion des articles** [1^{er} décembre 1977]. **Article 8** (p. 8118) : la nécessité de connaître l'endettement exté-

rieur de la France selon les grandes catégories de devises ; (p. 8119) : l'évolution différenciée des diverses devises. **Après l'Article 16** (p. 8121) : son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 12 du Gouvernement : modalités dans lesquelles il pourrait être procédé à l'organisation de concours ministériels ou interministériels réservés aux agents de l'ANIFOM ; (p. 8122) : l'absence de spécificité catégorielle en cas d'intégration par voie de concours ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques** (n° 3277). **Discussion des articles** [15 décembre 1977]. **Article 3** (p. 8779) : son amendement n° 6 soutenu par M. Leenhardt : désignation des membres de la commission par les premiers fonctionnaires des assemblées juridictionnelles auxquelles ils appartiennent ; repoussé. **Après l'Article 3** : son amendement n° 7 : attribution du bénéfice de la réfaction aux publications par arrêté du Premier ministre ; l'indépendance des décisions prises en matière de réfaction ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 8780) : son amendement n° 8 soutenu par M. Leenhardt : dépôt par la commission d'un rapport annuel sur le bureau des assemblées parlementaires ; repoussé.

BOURDELLES (Pierre)

Député des Côtes-du-Nord
(5^e circonscription)
(UC puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — *Deuxième partie* :

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5497) : la dégradation du patrimoine artistique, notamment en Bretagne ; la culture bretonne ; l'insuffisance de sa représentation à l'ORTF de Rennes ; l'inventaire supplémentaire ; la création de « trésors » ; la nécessité de refonte de l'organisation, retards dans l'octroi des subventions en ce qui concerne les monuments classés ou inscrits ; les architectes des bâtiments, l'insuffisance de leur nombre.

BOURGEOIS (Georges)

Député du Haut-Rhin
(2^e circonscription)
(UDR puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Donne sa démission de membre de cette commission [4 novembre 1974] (p. 5815).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [4 novembre 1974] (p. 5815), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 2366) tendant à affecter des appelés du contingent dans le corps des sapeurs-pompiers communaux (n° 3366) [15 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — **III. Tourisme** [31 octobre 1974] (p. 5713) : la part du budget ; le conseil supérieur du tourisme ; les comités régionaux du tourisme ; les représentants à l'étranger ; les associations ou offices départementaux ; les syndicats d'initiative ; (p. 5714) : l'aide à l'hôtellerie ; la sauvegarde de la nature ; le rôle des élus locaux ; les vacances en France.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6309) : clarifier la notion de contentieux du monde combattant ; procéder à la « toilette » du code des pensions ; lenteur inacceptable des expertises médicales.

Services du Premier ministre. — **Section V. Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité** [19 novembre 1974] (p. 6709) : l'avenir du Plan ; un nouveau commissaire général au Plan ; un conseil national de la planification ; un plan intérimaire ; (p. 6710) : les régions.

1977

— **Rappel au règlement** [6 avril 1977] (p. 1579) : déroulement de la procédure des questions au Gouvernement : demande que sa question au Gouvernement relative au licenciement d'ouvriers du groupe lainier Schlumpf soit inscrite en tête de la liste des questions de mercredi prochain.

BOURGES (Yvon)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(6^e circonscription)
(UDR).

Ministre de la défense du 31 janvier 1975 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977 et du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République (p. 744).

Est nommé ministre de la défense (Gouvernement Chirac). Décret du 31 janvier 1975 (J.O. du 1^{er} février 1975, p. 1420).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 28 février 1975, de son

mandat de député (J.O. du 2 mars 1975, p. 2432) [2 avril 1975] (p. 1198).

Est nommé ministre de la défense (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 (J.O. du 28 août 1976, p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la défense (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 (J.O. du 30 mars 1977, p. 1741).

Est nommé ministre de la défense (second Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 (J.O. du 31 mars 1977, p. 1756).

Il est mis fin à ses fonction de ministre de la défense (second Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 (J.O. du 1^{er} avril 1978, p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [29 mai 1973] (p. 1606).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

DÉPOTS

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire** (n° 1732) [10 juin 1975].

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268) [5 mai 1976].

— **Projet de loi relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de pension de retraite des militaires originaires du Territoire français des Afars et des Issas** (n° 2915) [24 mai 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de la défense :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Robert-André Vivien** : **Présence de soldats en uniforme au défilé du 1^{er} mai** [7 mai 1975] (p. 2460).

— **M. Fabre** : **Extension du camp militaire du Larzac** [14 mai 1975].

— **M. Allainmat** : **Mesures disciplinaires à l'Ecole polytechnique** [21 mai 1975] (p. 2934).

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° 19568), **Le Theule** (n° 19715), **Villon** (n° 19719), **Max Lejeune** (n° 19761), **Chevènement** (n° 19796) : **Les problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2952) : l'importance et la nécessité de la défense réaffirmées par le chef de l'Etat ; la difficulté dans la paix de comprendre l'effort militaire ; (p. 2953) : la mission des armées ; les incertitudes de la situation internationale ; l'attachement à la terre natale, fondement de la volonté d'indépendance ; le rôle que la France doit jouer dans le monde ; la mission des forces armées ; l'efficacité de l'armement nucléaire ; le pouvoir de l'arme et du feu nucléaire ; l'arme nucléaire tactique ; les préoccupations opposées de M. Villon et de M. Chevènement ; la position du CERES ; les variations du parti socialiste ; (p. 2954) : ne pas attendre la bataille à l'intérieur du territoire envahi ; faire en sorte que l'outil militaire soit adapté aux objectifs ; mettre au point des unités opérationnelles polyvalentes et mobiles ; consacrer l'efficacité et la crédibilité de notre système nucléaire de dissuasion ; l'acquis exceptionnel de notre effort d'armement ; le redressement de crédits entrepris avec le budget de 1976 ; l'armée, communauté particulière ; faire leur juste place aux cadres de l'armée ; la réforme des statuts ; les mesures récentes prises en faveur des appelés ; la refonte du règlement de discipline générale ; la notion de disponibilité permanente ; une armée qui doit rester en dehors de tout engagement idéologique ; (p. 2955) : le retrait de la France de l'OTAN en mars 1966 ; sa participation à l'Alliance atlantique ; l'allocation télévisée du Président de la République le 25 mars 1975 ; une défense indépendante ; les conditions d'une union européenne n'ignorant ni la diplomatie ni la défense ; les résultats obtenus dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale ; la solidarité des nations occidentales d'Europe ; la défense, morale du refus de l'assujettissement et de la dignité ; doter le pays des moyens de sa défense ; affermir la paix ; (p. 2972) : sa réponse à M. Dalbera relative à l'interdiction faite à un brigadier-chef du contingent de participer à une émission politique sur la chaîne de télévision FR 3 ; (p. 2980) : réponse aux autres orateurs : une politique globale de transformation de notre outil militaire ; les initiatives prises en matière d'information ; le problème de la condition militaire ; la procédure de consultation des cadres ; la promulgation des textes sur l'amélioration de la condition militaire ; le franchissement du taux de 3 % du produit national brut ; l'équilibre entre le titre III et le titre V ; rendre nos unités polyvalentes et plus opérationnelles ; la création dans les universités d'unités d'étude sur les problèmes de la défense, potentiel de

renouvellement de la pensée militaire ; (p. 2981) : les idées du commandant Brosollet ; la protection civile et la mission confiée au général Langlois relative aux stagiaires étrangers ; l'examen par la commission de la défense nationale de la proposition de M. de Bennetot ; la coopération avec les autres nations en matière d'équipement militaire ; les limites de la coopération ; le problème de l'abaissement des limites d'âge ; (p. 2982) : la diminution des exemptions médicales ; un service militaire de plus en plus universel ; l'augmentation du nombre des officiers et sous-officiers de réserve ; le problème de la gendarmerie ; les raisons de l'extension du camp du Larzac ; le maintien des activités économiques ; la sauvegarde de la protection de la nature ; le programme prévu en faveur de la région de Millau ; l'utilisation en permanence de son aérodrome ; (p. 2983) : l'exploitation politique donnée à l'affaire. Sa réponse à l'intervention de M. Chevènement, relative à l'implantation d'un régiment de fusées Pluton près de Belfort ; la longueur des études pratiquées par le parti socialiste sur le problème de défense ; (p. 2984) : l'arme nucléaire, moyen de la politique de détente menée par la France ; l'accident d'un matelot à Nouméa ; les inexactitudes des propos de M. Dalbera ; l'armée française, armée de la nation et de la République.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Dalbera** : **mesures disciplinaires à l'Ecole polytechnique** [28 mai 1975] (p. 3290).

— **M. Hamel** : **Constitution d'un syndicat de soldats dans une unité militaire** [5 novembre 1975] (p. 7885) ; maintien de la neutralité politique et syndicale des armées.

— **M. Darinot** : **Condamnation pour insoumission** [19 novembre 1975] (p. 8644) ; statut de l'objecteur de conscience ; cas de M. Thévenet.

— **M. Schnebelen** : **Incitation à la création de comités de soldats** [26 novembre 1975] (p. 8958) : détermination du Gouvernement pour s'opposer à ces menées illégales.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont** (n° 24387) : **Bâtiments de la direction de l'artillerie** [28 novembre 1975] (p. 9145, 9646) : la diminution du domaine militaire à l'intérieur de Paris ; l'aménagement des bâtiments de la place Saint-Thomas-d'Aquin et de l'hôtel des Invalides.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Defferre** : **Défense nationale** [3 décembre 1975] (p. 9262) : les deux récents débats sur la politique de défense ; la possi-

bilité d'organiser un troisième débat si le calendrier parlementaire le permet.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Chevènement** (n° 24583) : **Service national** [5 décembre 1975] (p. 9444, 9445) : le malaise de l'armée ; les côtés positifs du service militaire ; les efforts effectués en matière d'affectation, de casernement et de solde ; (p. 9446) : l'amélioration du régime de l'allocation militaire ; les droits civiques des appelés ; le problème de la participation à la vie collective ; la mise en place de commissions ; le rôle du Gouvernement dans l'adaptation du service militaire ; les contraintes particulières propres à toute défense ; (p. 9447) : l'information ouverte devant la cour de sûreté de l'Etat ; les entreprises visant à détruire notre armée ; l'ouverture d'une information demandée au garde des sceaux ; (p. 9448) : sur le rappel au règlement de M. Mexandeau : organisation d'un débat sur la défense ; (p. 9449) : la publication périodique de la convention des appelés pour l'armée nouvelle et la distribution de tracts à la gare de l'Est.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Bolo** : **Décès d'un appelé du contingent** [7 avril 1976] (p. 1443) : l'enquête ouverte dès 1973 à la suite du décès de Patrick Morvan, soldat du 129^e régiment d'infanterie à Constance.

— **M. Lemoine** : **Fermeture d'usines de la SNIAS** [7 avril 1976] (p. 1445) : les propositions de réemploi faites au personnel de la SNIAS.

— **M. Simon-Lorière** : **Menaces de chômage pour 700 travailleurs toulonnais** [14 avril 1976] (p. 1716) : la volonté du Gouvernement d'assurer le plan de charge des arsenaux.

— **M. Weber** : **Situation des retraités militaires** [14 avril 1976] (p. 1718, 1719) : la réforme indiciaire apportée par la loi de décembre 1975 ; la recherche de solutions aux problèmes sectoriels dans le cadre de tables rondes créées pour les étudier.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Barbet** (n° 27753) : **Fermeture du bureau d'études de la SNIAS à Suresnes** [7 mai 1976] (p. 2820, 2821, 2822) : nécessité d'adapter les structures de la SNIAS aux exigences de l'avenir ; réunion à Toulouse de tous les éléments du bureau d'études avions ; la construction de « Concorde » supplémentaires ne donnerait pas de travail supplémentaire au bureau d'études ; l'application de l'article 136 du règlement pour les questions orales sans débat (temps de parole) ; l'artifice de procédure dont a usé M. Barbet qui a traité un sujet différent de sa question.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Berthouin** : **Déclaration du chef d'état-major des armées** [2 juin 1976] (p. 3637) : les déclarations du chef d'état-major des armées ne mettent nullement en cause la politique de défense de la France ; la constance de notre position à l'égard du dispositif militaire de l'OTAN.

— **M. Paul Rivière** : **Politique de défense** [9 juin 1976] (p. 3906) : les problèmes relatifs à la production d'armement par les industries européennes ne sont pas liés à des choix stratégiques ; la recherche d'une coopération strictement européenne sans remise en cause de la définition des armements nationaux.

— **M. Max Lejeune** : **Officiers du cadre spécial et des services** [9 juin 1976] (p. 3906) : prochaine transmission de leurs statuts au Conseil d'Etat.

— **M. Chevènement** : **Déclaration du vice-amiral Sanguinetti** [30 juin 1976] (p. 4955) : le conseil des ministres ne s'est pas occupé de la situation personnelle d'officiers généraux.

— **M. Houteer** : **Situation de l'industrie aéronautique** [30 juin 1976] (p. 4955) : fermeture de l'usine aéronautique de Châteauroux dans le cadre de la restructuration de la SNIAS.

— **M. Dronne** : **Légion étrangère** [13 octobre 1976] (p. 6545) : les titres de la légion à la reconnaissance du pays.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Honnet** (n° 32406) : **Participation des militaires au transport des pailles** [15 octobre 1976] (p. 6705) : bilan positif de cette participation ; possibilité de conclure des arrangements locaux avec les autorités militaires.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Gilbert Faure** : **Situation de l'emploi à l'usine Ratier-Figeac** (sous-traitance de l'industrie aéronautique) [27 octobre 1976] (p. 7102) : renvoi au communiqué publié par l'agence France-Presse.

— **M. Wagner** : **Fabrication des appareils Transall** [17 novembre 1976] (p. 8161).

— **M. Honnet** : **Propagande antimilitariste à Chambéry** [13 avril 1977] (p. 1759) : la délibération du conseil municipal de Chambéry a été déclarée nulle par le préfet de la Savoie ; la gendarmerie a dressé procès-verbal pour la distribution de tracts.

— **M. F. Billoux** : **Conditions de sécurité à l'usine Ruggieri-Bellerive de Monteux** [4 mai 1977] (p. 2424) : contrôle des installations par le service de l'inspection des poudres et explosifs ; enquête en cours au sujet de l'explosion du 12 avril.

— **M. Poutissou : Permissions agricoles** [15 juin 1977] (p. 3800) : suppression des permissions spéciales depuis la réduction de la durée du service militaire ; possibilité pour les agriculteurs d'obtenir une permission de longue durée.

— **M. Piot : Suppression de la brigade de gendarmerie de Villeneuve-la-Guyard** [5 octobre 1977] (p. 5845) : création de nouveaux groupements d'intervention mobile dans l'Yonne.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4189) : rappelle que le suffrage universel a repoussé la coalition de la gauche ; la dénonciation par la majorité des causes de l'inflation ; les facteurs extérieurs de hausse ; la nécessité de ne pas briser l'expansion et de maintenir une économie compétitive ; le prix des matières premières et des services internationaux ; la duplicité qui consiste à entretenir des revendications d'une main et de l'autre protester contre les hausses des prix de fabrication et des services ; les victimes de l'inflation ; les mesures spécifiques à prendre pour maintenir le niveau des investissements ; la solidité du franc ; la conférence de Copenhague ; les devoirs des peuples nantis à l'égard des plus démunis et la nécessité d'une politique internationale des prix justes et rémunérateurs pour les produits de ces peuples ; le dérèglement des cours mondiaux ; les solutions proposées par le Gouvernement français à Bruxelles et à Nairobi ; (p. 4190) : l'harmonisation des politiques monétaires des neuf pays de la Communauté ; les projets importants et généreux de la majorité en ce qui concerne le travail et l'emploi ; l'association des travailleurs à la marche des entreprises, leur intérêt à leurs résultats ; la pré-retraite pour les travailleurs âgés ; la concertation ; la mensualisation ; l'élévation du niveau de vie ; actes déjà traduits dans la réalité ; le dépôt prochain du projet de loi destiné à protéger les intérêts des salariés et à sanctionner l'incompétence ; suppression des bidonvilles ; la condamnation du racisme ; l'attitude de la France vis-à-vis du Chili ; la politique de défense ; (p. 4191) : la maîtrise de l'atome ; la sécurité de l'Europe ; le silence des détracteurs de la France après les expériences atomiques.

En qualité de ministre de la défense :

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires (n° 1907). Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7075) : déclare qu'il ne prendra la parole qu'à la fin de la discussion générale ; (p. 7077) : sa question à M. Allainmat relative aux mesures prises en faveur du corps des sous-officiers ; (p. 7088) : conteste les propos de M. Aumont relatifs aux jeunes bénéficiant d'un contrat dans un centre de formation et effectuant un supplément de service ; (p. 7089) : présente ses excuses pour les conditions dans lesquelles le débat est engagé ; pense que les textes d'application pourront être publiés dans des délais très brefs ; estime que le projet est le fruit d'une mûre réflexion ; évoque la question des retraités et le sort favorable que le projet leur réserve ; est déterminé à trouver une solution au problème des échelles de soldes ; ne pas supprimer les dispositions relatives à la création d'un corps de majors ; (p. 7090) : fait valoir que le nouveau corps se substitue à celui des officiers techniciens ; le coût de la réforme ; ne pas renvoyer à plus tard le règlement du problème des officiers spécialisés ; ses réponses aux orateurs ; (p. 7091) : s'attache à démontrer que le projet n'institue pas de sélection, notamment en ce qui concerne le passage au grade de colonel ; affirme que les militaires sont des citoyens à part entière ; se refuse à les voir exercer une activité politique dans l'armée ; fait état d'un sondage récent ; une armée qui doit rester l'armée de la nation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7093) : sa réponse à l'intervention de M. Allainmat ; sur l'amendement n° 34 de M. Allainmat, fait valoir que les appels relèvent de l'état militaire et non de la fonction militaire ; (p. 7094) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Mourot ; ne pas confier au conseil supérieur de la fonction militaire des tâches qui ne sont pas de sa compétence ; s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Villon qui reviendrait à mettre les militaires sous tutelle ; demande une seconde délibération sur l'amendement n° 56 de M. Villon ; (p. 7094, et 7095) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Mourot ; estime qu'aucune mesure relative aux retraités ne pourrait plus être prise sans l'avis du conseil supérieur de la fonction militaire ; rappelle que ce conseil compte des représentants des retraités ; sur les amendements n° 35 de M. Allainmat et n° 54 de M. de Bonnetot, accepte de réduire le nombre des grades des sous-officiers en renonçant au grade de major principal ; s'engage à maintenir les indices prévus ; (p. 7096) : sa réponse à M. Mourot relative à l'existence éven-

tuelle d'un créneau d'avancement en ce qui concerne les grades d'adjudant-chef et de major ; sur les amendements n°s 48 et 49 de M. Bignon, estime que le fait de renoncer à la création du corps des majors n'apporterait aucun avantage aux sous-officiers ; (p. 7097) : ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Mourot ; s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Allainmat ; maintenir l'obligation de réserve imposée aux militaires ; (p. 7098) : estime que l'amendement n° 4 de M. Mourot est de nature à compliquer les classements ; (p. 7099) : dénonce la méfiance vis-à-vis de l'armée que dénote l'amendement n° 57 de M. Villon ; (p. 7100) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Dronne ; ne pas donner la qualité de militaire de carrière à des engagés qui n'ont fait qu'une carrière courte ; (p. 7100, 7101) : sa réponse à la question de M. Mourot ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 7 de M. Mourot ; sa réponse à M. de Bennetot ; propose d'atteindre une proportion de majors de 20 à 25 % par rapport au nombre de postes d'adjudants-chefs ; accepte que l'amendement n° 7 de M. Mourot soit mis aux voix ; (p. 7102) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Mourot ; ne pas aboutir au refus systématique des demandes. **Article 2** (p. 7102) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Mauger relatif aux officiers du service du matériel ; ne pas nuire à la carrière des plus anciens dans le grade ; (p. 7106) : accepte l'amendement n° 15 de M. Mourot ; sous réserve que l'âge limite des majors de l'armée de l'air (personnel non navigant) soit fixé à cinquante-deux ans. **Article 3** (p. 7107) : ses observations sur l'amendement n° 42 de M. Allainmat. **Article 4** (p. 7107) : son amendement : possibilité de proroger les dispositions du présent article jusqu'au 31 décembre 1985 ; adopté. **Après l'Article 4** (p. 7108) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Dronne. **Article 5** (p. 7108) : accepte l'amendement n° 19 de M. Mourot sous réserve d'y substituer la date de 1985 à celle de 1980. **Après l'Article 5** (p. 7108) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Dronne ; les dispositions de l'amendement concernant le code du travail et non le statut des militaires. **Article 7** (p. 7109) : demande le retrait de l'amendement n° 21 de M. Mourot ; (p. 7109, 7110) : s'oppose aux amendements n° 22 de M. de Bennetot et n° 50 de M. Aumont ; ne pas bouleverser la hiérarchie ; (p. 7110) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Allainmat. **Après l'Article 9** (p. 7111) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Allainmat. **Seconde délibération du projet de loi. Article premier** (p. 7113) : son amendement n° 1 ; supprimer le paragraphe I-A de l'article premier ; adopté ; (p. 7114) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Allainmat ; lui demande s'il est partisan de l'introduction dans

les casernes de publications antimilitaristes ; son amendement n° 4 : renvoyer à un simple arrêté la classification des statuts ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7636) : l'augmentation du budget de la défense ; l'assurance donnée par le Président de la République sur la poursuite de l'effort ; le maintien de la dissuasion nucléaire comme garantie de l'indépendance du pays ; le nombre et les types de matériels qui seront livrés en 1976 aux forces conventionnelles ; (p. 7637) : la fabrication du nouveau fusil français ; la situation actuelle dans l'aéronautique ; les études confiées à la SNIAS ; la diminution des crédits de recherche ; l'avion de combat futur ; l'accroissement des crédits du titre III ; la forte augmentation des crédits en faveur des infrastructures ; l'adaptation de l'outil militaire aux missions des armées ; (p. 7638) : ne pas aboutir à une planification trop rigide ; la volonté du Gouvernement d'établir une programmation ; l'aménagement des structures et la valorisation des unités stationnées sur le territoire national ; l'emploi des armes nucléaires ; l'industrie nationale de l'armement ; la coopération européenne en matière de politique industrielle ; (p. 7639) : son souhait d'un consensus national en matière de défense. **Discussion des articles. Après l'Article 64** (p. 7640) : comprend les préoccupations des rapporteurs manifestées par les amendements n°s 138 de M. d'Aillières et 75 de M. Le Theule ; son amendement n° 174 : s'engage au dépôt avant la session de printemps d'un document définissant la programmation à moyen terme et les objectifs des programmes majeurs des différentes armées ; (p. 7641) : précise que ce document constituera un engagement de la part du Gouvernement ; adopté. **Article 30** (p. 7642) : sur l'amendement n° 154 de M. Le Theule relatif à la modification du statut de la SNIAS, demande le retrait de l'amendement ; sur l'amendement n° 155 de M. Le Theule, précise les raisons pour lesquelles le Gouvernement étale dans le temps la réduction des effectifs du centre d'expérimentation du Pacifique ; (p. 7643) : précise à l'intention de M. Savary les raisons pour lesquelles le Gouvernement français a l'intention d'acheter un DC 8 ; (p. 7643) : s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Chevènement. **Article 42** (p. 7644) : sa réponse à M. Le Theule.

1976

— **Proposition de loi relative à la prolongation pour certains volontaires de la durée du service militaire dans la marine** (n° 1344).

Deuxième lecture. Discussion générale [29 avril 1976] (p. 2373) : en réponse à M. de Benne- tot, s'engage à accepter les dépenses que la proposition de loi implique.

— **Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux personnes versées dans la réserve du service de défense qui ont reçu une affectation individuelle de défense et qui sont victimes d'accidents lors de leur participation à des périodes d'exercice ou séances d'instruction** (n° 1381). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2372) : rappelle que le projet de loi est limité aux cadres de réserve ; répond que l'organisation du service de défense fait l'objet d'une étude interministérielle.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3273) : analyse la situation et les principes sur lesquels se fonde la politique de défense de la France ; son attachement à la notion d'indépendance nationale ; l'absence d'ennemis sur ses frontières ; la fragilité de la détente ; la sécurité et la liberté que doivent assurer nos forces armées ; le rôle que la France doit jouer dans le monde ; (p. 3274) : sa contribution à la sécurité générale de l'Europe occidentale et à la vie internationale pour le service de la paix ; les missions imparties aux forces armées ; garantir le territoire national contre toute tentative d'agression ; avoir une capacité d'intervention extérieure dans le cadre d'une concertation internationale ; la nécessité d'une programmation pour définir les moyens exigés par les missions ; la fixation par le « projet de loi d'objectifs » de notre effort d'armement et de la composition des forces ; l'affectation à la défense d'une part déterminée du budget, moyen pour se prémunir contre l'érosion monétaire ; (p. 3275) : l'engagement pris par le Gouvernement quant au niveau des dépenses militaires ; le caractère global de l'engagement ; la part qui doit revenir au personnel et l'application de la réforme de la condition militaire ; la nécessité de rechercher un maximum d'économie et de poursuivre l'effort au-delà de la période couverte par le projet de loi ; la valorisation de notre potentiel militaire par l'augmentation de la puissance de feu et de l'aptitude opérationnelle ; la dissuasion, fondement essentiel de notre défense ; le caractère aléatoire d'une protection étrangère ; la priorité absolue qui reste conférée au « nucléaire » tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif ; (p. 3276) : donner à nos armes nucléaires la possibilité de pénétrer les défenses adverses avec l'efficacité de frappe voulue ; l'augmentation du potentiel de la force océanique stratégique et la mise en service du M 20 ; l'équipement de têtes thermo-nucléaires mégatonniques des missiles S 3 dont seront dotées les fusées du plateau d'Albion ;

le quadruplement de notre capacité stratégique nucléaire d'ici 1982 ; l'inégalable moyen de neutralisation à la disposition de nos forces de manœuvre que constitue l'armement nucléaire tactique ; le développement d'un missile à charges multiples MRV, dominante prioritaire de la programmation ; l'étude d'une nouvelle génération de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; la part des recherches dans le budget de la défense ; la nécessité de disposer d'armements classiques pour la couverture générale du territoire ; le renforcement sans délai de cette protection dès que s'esquisse une crise internationale ; (p. 3277) : la répartition spécialisée et trop rigide des forces de l'armée de terre ; conférer à ces forces une plus grande puissance de feu et une mobilité accrue ; la constitution de seize divisions actives ; la composition et les armements des divisions blindées et d'infanterie ; le nouveau déploiement géographique des grandes unités ; la modernisation des équipements notamment dans le domaine des armes anti-chars et des appuis d'artillerie ; la politique d'accroissement des effectifs de la gendarmerie ; la situation de la marine ; la chute du tonnage en service pour les navires classiques ; l'augmentation des crédits d'activité et l'effort dans le domaine des sous-marins d'attaque ; les caractères de polyvalence et de mobilité de l'armée de l'air ; maintenir aux environs de 450 appareils le nombre des avions de combat ; (p. 3278) : la nécessaire constitution de forces de réserve ; intégrer ces forces dans le dispositif permanent des forces d'active ; la généralisation du système des régiments dérivés ; la constitution de régiments d'infanterie à la disposition des zones de défense ; la rapidité et la progressivité de la mobilisation de la marine et de l'armée de l'air comme celle de l'armée de terre ; l'amélioration des conditions d'instruction et d'entraînement des réservistes ; le rôle irremplaçable des officiers et des sous-officiers de réserve ; l'adhésion de l'immense majorité des Français à l'idée d'indépendance nationale ; (p. 3287) : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité présentée par M. Longequeue et le groupe socialiste ; un projet de loi qui s'apparente aux lois d'approbation du Plan ; la conformité du projet avec l'article 71 de la loi de finances pour 1976 ; l'avis favorable du Conseil d'Etat ; (p. 3288) : la volonté du groupe socialiste de ne pas s'engager à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité et l'indépendance du pays ; (p. 3298) : précise à l'intention de M. Villon que la France ne fait pas partie de l'Euro-groupe et que le délégué ministériel à l'armement a participé à la conférence de Rome parce que seules, les nations européennes y assistaient ; (p. 3299) : rappelle que la participation de la France a lieu dans le cadre de l'Alliance atlantique et non de l'OTAN ;

(p. 3415) : précise à l'intention de M. Ribière que le nombre des bases de bombardiers stratégiques n'a pas été réduit ; [25 mai 1976] (p. 3431) : à l'occasion de l'intervention de M. Pranchère, dément qu'il soit envisagé que l'armée française soit dotée du char allemand Léopard ; confirme que l'armée française sera dotée du fusil automatique Mas 5,56 ; (p. 3441) : une discussion qui a été essentiellement un débat d'idées ; la valeur de l'engagement impliqué par le projet ; un projet qui est le résultat d'études approfondies ; la part du budget de la défense dans celui de l'Etat ; (p. 3442) : la ventilation programmée des crédits du titre V : l'accroissement sensible des têtes nucléaires disponibles ; la nature et la réalité de l'effort en faveur de l'armement nucléaire ; l'acquis disponible dans le domaine nucléaire ; les dépenses en capital consenties au cours de la troisième loi de programme ; (p. 3443) : le maintien de la priorité au nucléaire ; le nécessaire progrès de la force océanique stratégique ; le développement de l'armement nucléaire tactique ; les significations de l'engagement du « corps de bataille » ; faire monter les enchères ; rôle dévolu à l'armement nucléaire tactique ; la capacité de la France de produire la quasi-totalité de ses armements sans faire appel à des tiers ; l'augmentation des crédits de recherche et de développement ; la mise au point du Mirage 2000 ; (p. 3444) : l'effort de rattrapage prévu en matière d'armement classique des forces ; le problème de l'équipement de ces forces ; la question de ses missions et de l'organisation des forces ; la notion de « bataille » ; la mobilisation ; la fusion du commandement opérationnel et du commandement territorial dans l'armée de terre ; le statut des officiers des services ; (p. 3445) : la dotation des services d'une hiérarchie complète ; la création de l'arme du matériel ; l'état des casernements ; l'attachement du Gouvernement à la conception de la nation en armes ; les effectifs, le coût de la conscription ; l'universalité du service militaire ; faire en sorte que la société ne s'oriente pas vers le refus des devoirs collectifs ; (p. 3446) : assurer l'activité des établissements d'armements ; la nécessité de faire appel aux exportations pour assurer la régularité de la charge des établissements ; l'amélioration des conditions de vie des personnels employés ; l'interopérabilité des armements à l'échelle européenne ; la non-réintégration de la France dans l'OTAN ; l'incertitude de l'attitude de l'opposition sur le problème de l'armement nucléaire ; (p. 3447) : la doctrine du parti socialiste ; la recherche d'un désarmement sincère, réel et véritable ; l'absence de critiques constructives émanant de l'opposition ; (p. 3448) : l'arrêt de la décroissance constante des crédits militaires.

Discussion de l'Article unique [25 mai 1976] (p. 3456) : demande la réserve des votes sur les amendements et un vote unique sur l'ensemble du projet ; demande le rejet de l'amendement n° 8 de M. Chevènement ; (p. 3457) : accepte l'amendement n° 16 de M. Le Theule mais repousse le sous-amendement n° 18 de M. de Bennetot ; indique à M. Le Theule que l'erreur porte sur la date de la mise en service des engins M 4 ; (p. 3458) : expose que le Gouvernement ne peut retenir l'amendement n° 5 de M. Le Theule sous peine de rendre très rigide la programmation ; rappelle que quand le Gouvernement prend un engagement il le tient ; (p. 3459) : repousse l'amendement n° 9 de M. Longuequeue ; rejette l'amendement n° 7 de M. Le Theule refusant que la loi de programmation soit tronçonnée en une série d'engagements partiels ; indique qu'il existe un plan de revalorisation de la gendarmerie ; (p. 3460) : observe que le Gouvernement ne peut retenir l'amendement n° 12 de M. d'Aillières ; précise qu'il ne peut répondre actuellement à la question de M. Le Theule ; indique que des solutions sont à l'étude en collaboration avec le ministère des finances ; fait connaître la manière dont ont été réalisées les précédentes lois de programme ; (p. 3461) : son amendement n° 15 proposant une nouvelle rédaction de l'article unique incluant la saisine du Parlement sur un rapport actualisant la programmation des dépenses militaires avant le 31 octobre 1979 ; affirme que le Parlement sera informé annuellement de l'exécution de la loi à travers les documents budgétaires et qu'il aurait toujours la faculté de rectifier le budget, s'oppose au sous-amendement n° 17 de M. Le Theule ; accepte la modification rédactionnelle de M. Le Theule à l'amendement n° 15. **Après l'Article unique** (p. 3462) : rappelle que la loi de finances prévoit que le Gouvernement établira un compte rendu de réalisation ; précise que l'engagement du Gouvernement doit s'entendre toutes choses égales, c'est-à-dire dans la structure présente du budget ; s'oppose à l'amendement n° 34 de M. d'Aillières ; suggère de ne pas modifier le titre du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [8 novembre 1976] (p. 7711) : la priorité fixée par le chef de l'Etat à la défense, gage d'indépendance et de sécurité ; le rétablissement opéré depuis 1975 ; la situation de nos forces armées ; (p. 7712) : l'armement nucléaire ; la situation des cadres militaires et des appelés ; les armements conventionnels ; observation quant à la part respective des titres III et V ; la loi de programmation ; la réforme de la condition

militaire ; la ventilation des crédits entre les armées ; la part privilégiée de l'armement nucléaire ; les recherches ; les crédits d'autorisations de programme et les crédits de paiement ; la poursuite de l'effort sur une certaine période ; (p. 7713) : les autorisations nouvelles ; la réforme des statuts des corps des officiers et des sous-officiers de carrière ; les autres statuts particuliers ; l'unicité des corps des officiers ; le caractère spécifique des personnels de la gendarmerie ; les élèves-gendarmes ; la mise en place d'un nouveau régime de primes pour l'ensemble des sous-officiers ; la durée de carrière ; (p. 7714) : première année d'application complète de la réforme ; la situation des retraités et des veuves de retraités ; amélioration des conditions d'accès à la propriété de nos cadres militaires ; l'action sociale ; consentir un effort particulier au profit des activités et de l'entraînement des forces ; le maintien en condition des unités ; la formation des personnels d'active et de réserve ; l'expérimentation de matériels importants pour l'avenir et le développement de l'instruction ; l'armée de terre ; l'armée de l'air ; l'entretien programmé des matériels ; la situation des personnels civils de la défense ; l'activité des arsenaux ; les ouvriers ; les 1.875 affiliations d'ouvriers temporaires au statut d'ouvrier réglementé ; (p. 7715) : la réalisation des armements ; l'équipement ; l'installation des unités ; le secteur nucléaire ; l'« Indomptable » ; le « Terrible » ; le « Tonnant » ; le missile M 4 à ogives multiples ; le nouveau type de sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; le développement de l'engin sol-sol balistique stratégique S 3 à tête thermonucléaire ; l'armement nucléaire tactique ; « Pluton » ; les recherches et le développement ; les rayonnements électromagnétiques ; les missiles tactiques, l'hélicoptère Super-Puma, le moteur Ariel, le Mirage 2000, le moteur M 53, le radar Pulse Doppler, l'avion Super Etendard ; la gendarmerie ; la réorganisation de notre armée de terre ; (p. 7716) : un ensemble cohérent de moyens ; la défense opérationnelle du territoire ; un plan d'ensemble qui s'exécute sur quatre années ; supprimer huit états-majors ; la réduction des effectifs de l'armée de terre ; le contenu du titre V pour chaque armée ; un effort particulier pour l'équipement de la marine nationale ; l'amélioration de la force océanique stratégique ; la réalisation équilibrée de deux types d'unités ; des forces mobiles et polyvalentes ; des forces de défense maritime ; l'aéronautique navale ; la gendarmerie ; les casernements ; (p. 7717) : le patrimoine immobilier ; les acquisitions d'immeubles militaires ; les lois de programme ; un effort reposant sur une politique indépendante

et nationale et devant répondre aux exigences de notre sécurité ; sur le plan moral, amélioration de la condition militaire des appelés et développement des actions sociales ; la hiérarchie et la discipline ; une défense tous azimuts ; un appareil militaire répondant aux exigences de notre temps ; (p. 7734) : les deux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins à la mer ; (p. 7743) : la progression des crédits pour les activités ; les crédits d'études et de recherches ; (p. 7744) : la structure des titres III et V ; (p. 7745) : la même répartition entre les deux titres en 1977 qu'en 1976 ; la réforme de la condition militaire ; la statistique des jeunes n'accomplissant pas de service national ; (p. 7751) : la réforme indicielle pour les personnels officiers et sous-officiers ; (p. 7758) : les crédits de paiement couvrant le déficit de l'exercice 1976 ; le programme Alphajet ; la réorganisation de l'armée de terre ; les charges de personnel ; les sous-officiers retraités ; le prêt du soldat ; (p. 7759) : le service national ; le prêt porté de sept à huit francs ; les retraités ; les veuves civiles et militaires ; les retraités ; l'exécution de la programmation ; les affabulations de M. Darinot ; l'armée allégée de M. Chevènement ; le dégageant des cadres et leur reclassement proposé par M. Darinot ; le parti socialiste et le fait nucléaire ; des forces polyvalentes et mobiles ; la suppression de la brigade ; (p. 7760) : M. Alain Vivien et l'armement nucléaire ; le maintien du centre d'expérimentation du Pacifique ; les crédits d'entretien de programme ; l'informatique ; la conscription ; pas d'inégalité des Français devant le service national ; de nouvelles formes de service national ; la marine ; l'irréelle armée de métier et d'engagés ; la politique d'équipement ; la conscription dans divers pays ; les stages qu'accomplissent en métropole les originaires du TFAI ; le ralentissement du recrutement au TFAI. **Examen des crédits. Crédits militaires. Article 27** (p. 7761) : n'est pas sûr de la recevabilité de l'amendement n° 243 de M. Planeix ; l'appréciation inexacte de la situation par l'amendement n° 243 ; un hôtel classé. **Article 28** (p. 7763) : la différence entre une autorisation de programme et un crédit de paiement ; les autorisations de programme et leur utilisation chapitre par chapitre ; l'échéancier de la loi de programmation ; les Alphajet ; le sixième SNLE ; les armes M 4 ; (p. 7764) : les types d'armement et les besoins des armées ; les autorisations de programme ; l'échéancier ; la loi de programmation très précise.

— **Fait personnel** [8 novembre 1976] (p. 7765) : donne acte à M. Duroure qu'il n'a pas parlé d'un « dégageant » mais d'une « réduction des cadres ».

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978**
(n° 3120). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7225) : la nature de l'échéancier des crédits proposés par le Gouvernement ; le développement du moteur M 53 ; le Mirage 2000 ; (p. 7226) : le refus du Gouvernement de réaliser le moteur M 53-7 ; (p. 7228) : le refus du Gouvernement de s'associer aux déclarations du rapporteur pour avis ; l'absence de fixation de date quant à la construction du sixième SNLE ; (p. 7229) : le désaccord du Gouvernement sur les délais de construction cités par le rapporteur pour avis ; la diminution de la durée hebdomadaire du travail dans les arsenaux ; (p. 7238) : les réflexions du président de la commission de la défense nationale sur l'état-major des armées ; (p. 7239) : l'évolution des dépenses pour l'armement nucléaire ; la priorité conférée au nucléaire ; (p. 7240) : l'enlèvement des otages par le Polisario ; la coopération franco-mauritane ; (p. 7246) : la conformité du budget à la loi de programmation militaire ; le montant du projet de budget ; l'évolution des autorisations de programme et des crédits de paiement ; l'arrêt de l'augmentation des dépenses de fonctionnement ; l'amélioration du niveau d'activité des forces ; l'évolution des crédits réservés à l'entraînement ; l'activité opérationnelle de l'armée de terre, de la marine, de l'armée de l'air et de la gendarmerie ; les équilibres du titre V ; l'effort en matière d'études et de recherche ; (p. 7247) : la réforme des structures de la recherche au sein des ministères ; la création du CRED ; la nomination d'un conseiller scientifique auprès du ministre ; la transformation de la DRME en Direction des recherches, études et techniques ; la réalisation de perfectionnements des armements nucléaires ; la priorité accordée au nucléaire ; la dissuasion ; l'arme nucléaire tactique ; les économies réalisées en matière d'expérimentations souterraines ; le lancement du missile air-sol moyenne portée ; la transformation du système sol-sol balistique stratégique du plateau d'Albion ; l'amélioration des autres composantes de la force nucléaire ; (p. 7248) : la priorité donnée au développement du missile M 4 ; le déroulement du programme SNLE ; le problème posé par le sixième SNLE ; (p. 7249) : la dissuasion ; la stratégie anticités ; le nombre de SNLE maintenus en mer ; l'intérêt de la construction immédiate du sixième SNLE ; la priorité donnée à l'arme M 4 ; le déblocage des crédits affectés aux études ; le dispositif de la loi de programmation ; l'information de la commission de la défense nationale de l'état d'avancement des études ; les crédibilités des forces de dissua-

sion ; l'exemple du Crotale ; (p. 7250) : l'attitude du parti socialiste sur le problème de la dissuasion nucléaire ; la proposition de M. Mitterrand d'un référendum sur le nucléaire ; le ralliement du parti communiste à la dissuasion ; le budget prévu par l'armée de terre ; les étapes de la réorganisation de l'armée de terre ; (p. 7251) : les programmes d'armement et d'équipement de l'armée de terre ; l'évolution du budget infrastructure ; le budget de la marine ; sa progression par rapport au budget total de la défense ; la capacité de combat de la marine nationale ; les déclarations du Président de la République à Brest ; l'accroissement des crédits d'entretien programmé ; les crédits affectés aux constructions neuves ; l'évolution des autorisations de programme ; le programme de mise en chantier et de mise en service de l'armement maritime ; (p. 7252) : la surveillance de la zone d'intérêt économique des deux cents milles ; la mission du GICAMA ; le rôle du Premier ministre ; le caractère interministériel de la protection de la zone des deux cents milles ; le budget de l'armée de l'air ; l'augmentation de l'activité aérienne ; les étapes de l'équipement des forces aériennes ; (p. 7253) : l'équipement en matière de moyens de défense ; les infrastructures ; la construction de l'école technique de Rochefort ; le budget de la gendarmerie ; les conditions de repos de la gendarmerie ; les problèmes de personnel ; l'application de la réforme des statuts des cadres de carrière ; la réforme indiciaire des militaires d'active et des retraités ; la situation des ingénieurs des études et techniques de l'armement ; le conseil supérieur de la fonction militaire ; l'assouplissement du régime des engagements ; la refonte des carrières des sous-officiers ; la définition d'un nouveau type de carrière pour les officiers ; le renforcement du caractère sélectif de l'avancement ; le développement des compensations pécuniaires ; (p. 7254) : le « repyramidage » ; la création de nouveaux emplois dans le corps des majors ; l'accession à la propriété des cadres de la défense ; la mobilité des personnels ; la majoration des taux initiaux des prêts complémentaires familiaux ou des suppléments familiaux ; l'obligation de loger les gendarmes ; l'augmentation du prêt des appelés ; l'amélioration des conditions du service militaire ; la rénovation des casernes ; (p. 7255) : le redéploiement des forces ; la diminution des effectifs en sixième région militaire et en RFA ; l'amélioration des programmes d'instruction ; les problèmes spécifiques des militaires retraités ; le droit au travail des retraités militaires ; la situation des personnels civils de la défense nationale ; l'intégration des techniciens d'études et de fabrication dans le corps de catégorie A ; la réforme du statut des agents sur contrat ; l'évolution du salaire des ouvriers ; l'esprit des person-

nels ; la participation des personnels à la sécurité de la nation ; le nouveau style de vie des armées ; (p. 7256) : la circulation de l'information ; le lien nation-armée ; la rénovation de l'emploi et de la gestion des réserves ; la multiplication des contrats de « réserve-active » ; l'étude de nouveaux plans de mobilisation ; la diversification des affectations ; les rapports entre l'armée et la nation ; le redressement obtenu en la matière ; (p. 7257) : le projet de budget ; (p. 7260) : la nature de la zone économique des deux cents milles ; (p. 7265) : l'exécution de la loi de programmation ; (p. 7266) : la part des crédits affectés à l'arme nucléaire ; (p. 7271) : la remise aux rapporteurs des réponses du ministère de la défense ; (p. 7272) : l'intégration des personnels féminins dans l'armée ; la réforme des statuts ; les conditions d'avancement des personnels militaires ; le « repyramidage » ; (p. 7273) : la progression du budget pour 1978 ; l'indemnisation des militaires blessés en service ; la progression des sommes versées à la SNCF au titre du transport des personnels militaires ; la mise en place de trains supplémentaires pour les permissionnaires ; les dépenses d'infrastructure ; la construction de l'école technique de l'armée de l'air à Rochefort ; le problème des dépenses supplémentaires supportées par les armées ; le problème des relations entre la SNIAS et la société AMD ; la création d'un holding. **Examen des crédits. Article 37** (p. 7274) : l'irresponsabilité de l'amendement n° 218 de M. Aumont ; l'entretien de l'hôtel du ministre ; le montant réel des dépenses exceptionnelles de représentation ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 219 de M. Aumont ; (p. 7275) : le véritable problème posé par les militaires retraités et les veuves de militaires ; le rôle capital des missions militaires à l'étranger ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 204 de M. Dronne ; la nécessité des crédits de déplacement ; l'octroi de l'échelle 4 aux adjudants-chefs, adjudants et assimilés retraités avant 1951. **Après l'Article 38** (p. 7276) : la mise en chantier des quatre corvettes ; l'actualisation du nombre de mises en chantier avec les objectifs de la loi de programmation ; demande la réserve du vote de l'amendement n° 209 de M. Honnet ; (p. 7277) : demande la réserve du vote des amendements n° 222 de M. Honnet et n° 190 de M. Le Theule ; (p. 7278) : le rôle de la loi ; demande la réserve du vote des amendements n° 222 et 190 ; la présentation de la loi de programmation en crédits de paiement ; la loi du 19 juin 1976 ; la ventilation des crédits de paiement ; l'information du Parlement ; demande la réserve du vote des amendements n° 191 de M. Le Theule et n° 208 de M. Honnet ; (p. 7279) : l'élaboration de la loi de programmation en crédits

de paiement ; les problèmes posés en cas de mise en place d'une loi de programme en termes d'autorisations de programmes ; l'information du Parlement ; le mode de calcul des autorisations de programme ; les travaux effectués par les états-majors ; (p. 7280) : la précision de la loi de programmation militaire ; les objectifs définis ; les questionnaires envoyés par les commissions compétentes ; (p. 7281) : la non-conformité de l'amendement n° 211 de M. Honnet avec la loi de programmation ; l'inopportunité de consacrer un effort prioritaire au sixième SNLE ; la mise en service des M 4 ; la priorité donnée à la transformation des SNLE existants ; demande la réserve des amendements n° 192 de M. Le Theule et n° 211 de M. Honnet ; (p. 7282) : les conceptions techniques novatrices qui présideront à l'élaboration du sixième SNLE ; le respect de la loi de programmation en cas de mise en chantier du sixième SNLE en 1982 ; la capacité nucléaire ; (p. 7283) : le transfert des charges relatives aux pensions du budget de la section commune du ministère de l'économie et des finances à celui du ministère de la défense. **Après l'Article 46** : le compte de commerce « Construction de casernements » ; l'éventualité de l'autorisation d'un découvert. **Après l'Article 66** (p. 7284) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 221 de M. Allainmat. **Crédits et articles réservés** [18 novembre 1977]. **Article 38 et après l'Article 38** (p. 7766) : les conséquences d'une éventuelle réduction des crédits affectés aux « Etudes spéciales-Atome » ; son engagement relatif à la mise en service de quatre Corvette avant 1982 ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 206 de M. Honnet ; (p. 7769) : l'information de la commission de la défense relative à la décomposition de l'échéancier des crédits de paiement pour les sections du budget de la défense.

BOURSON (Pierre)

*Député des Yvelines
(1^{re} circonscription)
(RI puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administra-

tion générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à l'institution d'un **contrôle technique des véhicules de tourisme** (n° 1045) [6 juin 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1482) étendant aux **détenus libérés** le bénéfice de l'**allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emplois**, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 1500) [2 avril 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines **autorisations** de démolir et de **construire** dans les **secteurs sauvegardés de la ville de Paris** (n° 1566) [24 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1867) portant création et organisation de la région Ile-de-France ; les propositions de lois : 1° (n° 1310) sur l'organisation de la **région parisienne** ; 2° (n° 1360) portant réforme des institutions de la région parisienne (n° 2074) [16 décembre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2091), étendant aux **détenus libérés** le bénéfice de l'**allocation d'aide publique aux**

travailleurs privés d'emploi et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 2102) [19 décembre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2176), portant création et organisation de la **région Île-de-France** (n° 2189) [15 avril 1976].

— **Proposition de loi organique** tendant à la modification du **code électoral** en vue d'accroître la **participation des citoyennes et citoyens à la vie publique** et à favoriser l'accès aux responsabilités électives (n° 3057) [29 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à la modification du **code électoral** en vue d'accroître la **participation des citoyennes et citoyens à la vie publique** et à favoriser l'accès aux responsabilités électives (n° 3073) [30 juin 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Office de radiodiffusion-télévision française [26 octobre 1973] (p. 4910) : décentralisation, libéralisation et bonne gestion de l'ORTF ; établissements publics autonomes ; information et libéralisme, concurrence et monopole ; vidéo-cassettes ; définition d'un véritable code de déontologie de la publicité ; informatique à l'ORTF, problème des ressources ; proposition consistant à libérer l'ORTF du recouvrement de la redevance.

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5374) : crise du pétrole et rapports entre la politique et la technique ; attitude des scientifiques à l'égard des parlementaires ; compréhension réciproque des problèmes entre scientifiques et parlementaires ; république des savants ; ses suggestions relatives à la création de postes d'attachés scientifiques auprès des parlementaires, à des tables rondes annuelles ou biannuelles, à la création d'un groupe de parlementaires et de scientifiques, à la nomination d'un ministre de la science.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455) [14 décembre 1973] (p. 7024) : évoque les principes antagonistes de l'avortement-liberté et du respect de la vie ; estime que l'avortement est la preuve d'un échec ; montre quelques flacons de laboratoire contenant des fœtus de trois,

cinq, neuf semaines ; demande de tenir compte des avortements clandestins ; rappelle que la « Chambre bleu horizon » a été impressionnée par le million et demi de morts pour la France ; demande que les parents gardent le sens de leurs responsabilités ; félicite le docteur Pons de son intervention ; demande la répression de tous les professionnels extramédicaux de l'avortement ; propose l'avortement simplifié, « technique de l'aspiration », jusqu'à la huitième semaine ; demande de ne pas différer la décision et espère qu'à la notion « d'enfant-catastrophe », se substituera celle de « l'enfant-joie ».

1974

— **Projet de loi relatif à la qualité de combattant en Afrique du Nord** (n° 943) [28 juin 1974] (p. 3196) : ses observations relatives à l'originalité du conflit algérien.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion générale** [15 octobre 1973] (p. 5068) : reproche au journal *L'Humanité* ses critiques excessives à l'égard du projet ; le régime général doit servir de référence pour l'alignement des divers régimes sociaux ; ne pas repousser le projet pour des raisons uniquement comptables.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Culture [30 octobre 1974] (p. 5609) : la progression des crédits sur deux ans ; (p. 5610) : souhaite le dépôt prochain d'un projet de loi libéral sur l'architecture ; les craintes des artistes de l'Opéra quant au maintien de leur caisse autonome ; les cachets de certaines vedettes de cinéma ; les groupements opérationnels des villes moyennes ; la culture n'est pas uniquement une question de budget ; la démocratisation rapide de la culture ; l'élévation du niveau culturel de la nation et le pluralisme des idées ; des auteurs méconnus de nos bibliothèques de collèges et d'universités : Sauvy, Fourastié, Revel, Aron, Montherlant, Anouilh, Marcel Aymé ; pas de culture sans le doute ; nous voterons le budget en dépit de ses limites.

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6505) : demande que le recouvrement de la redevance serre de plus près la réalité ; propose qu'une commission soit chargée d'apprécier la qualité des programmes ; la troisième chaîne doit être celle d'une information réelle qui aille plus loin que l'organisation de joutes oratoires plus ou moins spectaculaires ; où en est la solution du problème posé par le droit de réponse ?

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6751) : la sécurité dans les banlieues ; le rembourse-

ment de la TVA ; les transferts de charges ; les subventions ; la décentralisation démocratique ; (p. 6752) : la charge fiscale par habitant ; le regroupement communal ; un chéquier pour les maires.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7175) : estime que le débat métaphysique n'a pas lieu d'être si l'embryon est non pas un commencement mais une suite ; le stérilet provoque des avortements périodiques ; (p. 7176) : la loi sur la contraception permet de lutter contre tout avortement légal ou clandestin ; il faut combler le vide juridique qui rend aujourd'hui l'avortement totalement libre ; souhaite limiter aux huit premières semaines le délai prévu par le texte ; la baisse de la natalité est largement due à la dégradation du climat moral exploité par les héritiers excessifs de Freud. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7210) : son amendement n° 7 n'est plus recevable ; (p. 7211) : son amendement n° 8 : fixation à huit semaines au lieu de dix de la durée de la grossesse à interrompre ; rejeté par scrutin ; (p. 7221) : son sous-amendement n° 9 fixant à deux semaines le délai entre les deux visites au médecin ; repoussé ; son amendement n° 10 réservant l'avortement aux médecins compétents ; repoussé.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750). Discussion des articles** [15 avril 1975]. **Article premier** (p. 1648) : **Article L 754 du code de la santé publique** : ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Bichat ; toute notion commerciale doit être étrangère aux laboratoires. **Article L 760 du code** (p. 1656) : ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Bichat ; **Article L 761 du code** (p. 1660) : sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 23 de M. Bichat ; adopté. **Article 2** (p. 1670) : son amendement n° 100 : continuation des activités des sociétés civiles constituées avant le 1^{er} avril 1975 ; retiré ; (p. 1672) : son amendement n° 101 : étendre en matière fiscale la faculté d'option reconnue aux sociétés commerciales de personnes ; retiré.

— **Publication d'un rapport de commission d'enquête : démolition et construction dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris** [24 avril 1975] (p. 2064) : rôle respectif des élus locaux parisiens et des services administratifs ; modifications apportées pour combler les insuffisances de la législation et de la réglementation ; qualité des rapports d'enquête publiés ; (p. 2065) : son souhait d'une diffusion plus large ; propose d'autoriser la publication du rapport.

— **Projet de loi relatif à l'éducation (n° 1736). Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4316) : rendre l'école obligatoire dès cinq ans ; prévoir le congé du samedi matin ; le caractère souhaitable d'un baccalauréat optionnel ; (p. 4317) : l'importance de l'effort dans le domaine de l'enseignement préscolaire ; défendre la liberté contre les agressions. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 2** (p. 4427) : retire ses amendements n°s 92 et 93. **Article 3** (p. 4443) : retire son amendement n° 94. **Article 5** (p. 4453) : ses critiques aux amendements n° 13 de Mme Constans et n° 87 de M. Aumont. **Article 11** (p. 4464) : son amendement n° 96 : introduire la notion de capitalisation d'unités de valeur ; observe que son amendement n° 96 est plus complet que l'amendement n° 127 du Gouvernement ; repoussé. **Article 13** (p. 4468) : son amendement n° 90 : remplacer le mot « veille » par les mots « décharger de » ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 103 de M. Gissinger.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 1482), rapporteur. Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8964) : expose les motifs de la teneur du projet ; l'amendement adopté par la commission des lois qui tend à supprimer la condition de la durée de la détention n'est pas adopté par la commission des finances ; la modification de l'article 351-4 du code du travail ; l'intérêt du projet ne doit pas faire oublier les jeunes non délinquants à la recherche d'un emploi. **Discussion de l'Article unique** [9 décembre 1975] (p. 9509) : souhaite l'adoption de l'amendement transactionnel n° 8 de M. Foyer.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France, (n° 1867), rapporteur. Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9962) : le but du projet : doter la région parisienne d'institutions analogues à celles qui existent dans les autres régions ; rend hommage à l'action menée par le district de la région parisienne ; la création pour la région Ile-de-France d'un établissement public et non d'une collectivité locale ; la coordination des investissements publics, mission essentielle du conseil régional ; (p. 9963) : les actions du nouvel établissement public : financement d'investissements, vérification de la cohérence des actions menées dans la région, gestion de certains services publics ; l'organisation de la nouvelle région ; la création d'un comité économique et social ; (p. 9964) : la définition du rôle du préfet de région ; l'attribution à la région Ile-de-France d'un certain nombre de ressources. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9984) : son amen-

dement n° 75 : substituer aux mots « et social » les mots « social et culturel » ; rapprocher ainsi le texte du droit commun ; adopté ; son amendement n° 76 : énumération des départements composant la circonscription régionale ; adopté ; (p. 9985) : s'oppose aux amendements n° 16 de M. Alain Vivien et n° 47 de M. Waldeck L'Huilier. **Article 2** (p. 9985) : s'oppose aux amendements n° 17 de M. Alain Vivien et n° 48 de M. Villa. **Article 3** (p. 9986) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Alain Vivien ; s'oppose aux amendements n° 49 et n° 50 de M. Kalinsky ; (p. 9987) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Boscher. **Après l'Article 3** (p. 9988) : indique que la commission des lois a repoussé l'amendement n° 52 de M. Jans tout en partageant les préoccupations de son auteur. **Article 4** (p. 9988) : s'oppose aux amendements n° 53 et n° 54 de M. Villa. **Article 5** (p. 9989) : se déclare favorable à l'amendement n° 55 de M. Kalinsky. **Article 6** (p. 9990) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Boscher. **Après l'Article 6** (p. 9991) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Boscher. **Article 7** (p. 9992) : son amendement n° 78 : de forme ; adopté. **Article 8** (p. 9992) : son amendement n° 79 ; possibilité pour la région Ile-de-France de conclure avec les collectivités locales des conventions établies en vue de l'étude de projets communs et de leur réalisation ; adopté. **Article 10** (p. 9993) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Boscher. **Article 11** (p. 9994) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Jans et à l'amendement n° 19 de M. Alain Vivien ; estime que le mode d'élection proposé par le Gouvernement est parfaitement démocratique. **Article 12** (p. 9995) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Franceschi. **Article 17** (p. 9997) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Frelaut ; rappelle l'originalité de la région parisienne et le dépôt par le Gouvernement d'un amendement n° 86 allégeant la tutelle sur la région ; (p. 9998) : son amendement n° 80 ; retiré. **Article 18** (p. 9998) : s'oppose aux amendements n° 26 de M. Alain Vivien et n° 64 de M. Frelaut non conformes à l'esprit des dispositions précédemment votées. **Article 21** (p. 10000) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Boscher ; son amendement n° 81 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 21 ; faire disparaître les incompatibilités entre les fonctions de président du conseil régional et celles de maire de Paris ; adopté. **Article 22** : son amendement n° 82 : supprimer le second alinéa de l'article 22 ; aligner le texte sur le futur statut de Paris ; adopté. **Article 23** (p. 10001) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Gouhier. **Article 24** : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Alain Vivien. **Article 25** (p. 10002) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Alain Vivien. **Article 27** (p. 10004) :

s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Combrisson. **Article 29** : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Combrisson. **Après l'Article 31** (p. 10005) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Alain Vivien.

1976

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France (n° 1867).** **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1906) : présente les modifications apportées au texte par le Sénat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1908) : son amendement n° 1 : de forme ; adopté ; son amendement n° 2 : rédactionnel ; adopté. **Article 4** (p. 1908) : son amendement n° 3 : supprimer pour plus de clarté une précision apportée par le Sénat ; adopté. **Article 5** (p. 1909) : son amendement n° 4 : revenir au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; son amendement n° 5 : supprimer les trois derniers alinéas de l'article 5 relatifs à la création d'une agence des espaces verts ; propose, à titre personnel, que les limites de l'agence verte soient inscrites dans la loi ; adopté. **Article 12** (p. 1911) : son amendement n° 6 : désignation des députés et sénateurs à la représentation proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne ; adopté ; son amendement n° 7 : conséquence de l'amendement n° 6 ; adopté. **Article 21** : son amendement n° 8 : revenir au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 22** : son amendement n° 9 : revenir au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 26** (p. 1912) : son amendement n° 10 : revenir au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; repoussé. **Article 27** (p. 1913) : son amendement n° 11 : insérer après l'article 31 ayant trait aux ressources de la région les dispositions nouvelles introduites par le Sénat à l'article 27 ; adopté. **Après l'Article 31** (p. 1913) : son amendement n° 12 : conséquence de l'amendement n° 11 ; adopté. **Article 34** : son amendement n° 13 : date limite à laquelle les assemblées régionales seront constituées ; application des dispositions budgétaires et fiscales lors du vote du budget de l'exercice 1977 ; substitution de la région Ile-de-France au district de la région parisienne ; adopté. **Commission mixte paritaire** [29 avril 1976] (p. 2370, 2371) : expose les conclusions de la commission mixte paritaire aux articles 5, 12 et 21.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206).** **Discussion des articles** [17 juin 1976]. **Article 10** (p. 4307) : soutient l'amendement n° 264 de M. Serge

Mathieu de même inspiration que l'amendement n° 27 de M. Rigout ; réservé puis retiré.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2257). Discussion des articles** [6 juillet 1976]. Après l'Article 2 (p. 5088) : retire son amendement n° 8.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6625) : souhaite un sous-amendement à l'amendement n° 21 de M. Papon n'accordant pas davantage aux retraités disposant de revenus suffisants ; ne dépose pas le sous-amendement mais propose une solution intermédiaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption (n° 2197). Discussion des articles** [2 décembre 1976]. Après l'Article premier (p. 8917) : souhaite que soit maintenu l'âge de quinze ans pour le consentement personnel à l'adoption plénière. **Article 4** (p. 8919) : ne pas définir chaque phrase de chaque texte soumis à l'examen ; se rapproche de l'amendement n° 17 de M. Forni. **Article 5** (p. 8922) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Forni.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relative à l'exercice des professions médicales (n° 2602). Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 2** (p. 8934) : l'autorisation plus dangereuse qu'une déclaration préalable ; est opposé à l'amendement n° 2. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9690) : est favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement qui répond à l'une de ses préoccupations.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631). Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9374) : souligne que sous la IV^e République, cent mille logements ont été construits par an contre cinq cent mille maintenant.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction (n° 2353). Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9641) : la procédure amiable moins forte qu'une décision de justice.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture (n° 2618). Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9678) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Chambaz. **Article 3** (p. 9695) : ne voit pas l'intérêt pour l'administration que l'architecte lui signale ce qui se passe après le permis de construire ; (p. 9696) : son amendement n° 142 tendant à préciser la responsabilité de l'architecte quand les modifications apportées ne

sont pas synchrones au projet présenté ; introduire et définir la notion de responsabilité ; repoussé. **Article 4** (p. 9697) : s'élève contre le terme de « monopole » des architectes ; (p. 9704) : la nécessité de faire appel à un architecte en cas de restauration et de réhabilitation d'immeuble. **Article 4 bis** (p. 9706) : fixer les modalités de participation de l'architecte. **Article 5** (p. 9707) : est gêné par le terme « usagers » dans l'amendement n° 38 de M. Bolo ; (p. 9708) : est favorable à l'amendement n° 40 de M. Bolo ; souhaite que la présidence revienne à un élu. **Article 7** (p. 9712) : son amendement n° 138 : le mode de financement des dépenses des conseils d'architecture ; retiré. **Article 9** (p. 9718) : son amendement n° 139 de forme ; repoussé. **Article 10** : son amendement n° 140 supprimant l'absence d'inscription à un tableau régional ; (p. 9719) : l'absence d'engagement réciproque ; repoussé. **Article 11** : son amendement n° 141 soutenu par M. Gantier ; (p. 9720) : l'accord des différents groupes pour supprimer la notion de responsabilité sur l'ensemble du patrimoine ; une dérogation dangereuse au droit commun ; devenu sans objet. **Article 15** (p. 9730) : l'article 15 inacceptable ; les temps de travail différents ; critique l'obligation faite aux architectes de faire la preuve de leur temps de travail. **Article 20** (p. 9735) : les problèmes liés à la coexistence des mots « minimale » et « proportionnelle ». **Article 22** (p. 9736) : ne pas adopter une attitude contradictoire par rapport aux votes précédents. **Article 34** (p. 9743) : reprend l'amendement n° 87 de M. Dupuy prévoyant que les deux conditions exigées dans l'article 34 devront être remplies ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France (n° 2550). Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 13** (p. 9693) : la législation française sur les associations ; les risques du texte du Sénat à l'article 13.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles (n° 2221). Discussion générale** [5 avril 1977] (p. 1542) : le service rendu par les assistantes et auxiliaires maternelles ; l'instauration d'un monopole d'essence collectiviste ; le problème des gardiennes non agréées ; le risque d'assister à une chasse au gardiennage « sauvage ».

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques (n° 2620). Discussion des articles** [26 mai 1977]. **Article 3** (p. 3091) : demande au Gouvernement de donner l'assurance que les effets énumérés dans l'amende-

ment n° 9 repris par M. Alain Vivien seront évalués dans le dossier technique. **Article 5** (p. 3097) : la remise en question de la conception de l'antidote ; la nécessité du transport rapide du malade dans un centre spécialement équipé ; les risques d'automédication ; le soin des intoxications aiguës. **Article 6** (p. 3099) : le caractère extensible de la notion de dossier toxicologique ; (p. 3100) : la capacité qu'exige la compréhension des informations scientifiques ; la limite de la vulgarisation.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6439) : le développement de la culture indépendamment des sommes inscrites dans les documents budgétaires ; la situation de la France à la pointe du progrès pour la défense de l'environnement ; le Président de la République, premier écologiste de France.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8462) : le problème de la qualité de la « société de consommation » ; le mythe du consommateur esclave ; les rôles respectifs du producteur et du consommateur en matière de détermination de la production ; (p. 8463) : les objectifs du projet de loi ; la loi Royer ; son article 46 relatif à la possibilité pour les associations de consommateurs de se porter partie civile ; la loi de 1975 relative à la réglementation des produits cosmétiques et à l'hygiène corporelle ; la concertation entre les organisations professionnelles et le Gouvernement ; la création des « boîtes postales 5.000 ». **Discussion des articles**, rapporteur pour avis de la commission des lois ; [9 décembre 1977] : **Article premier** (p. 8551) : son amendement n° 44 soutenu par M. Foyer : l'évolution de la position du Gouvernement sur l'article 28 ; adopté. **Article 2** (p. 8553) : son amendement n° 45 : conditions de suspension par les ministres intéressés de la fabrication, de la commercialisation ou de la distribution des produits ou objets présentant un danger grave ; la réduction de la durée du délai de suspension à six mois ; devenu sans objet. **Article 3** (p. 8554) : son amendement n° 46 de coordination ; adopté. **Article 4** (p. 8556) : son amendement n° 47 de suppression ; adopté. **Article 10** (p. 8558) : son amendement n° 48 : choix du mode de destruction des poids et instruments de mesure faux ou inexacts ; adopté ; son amendement n° 49 : attribution des objets confisqués à tout établissement d'intérêt général ; adopté. **Article 19** (p. 8562) : son amendement n° 51 : substitution de l'ex-

pression « certificat descriptif de caractéristiques » à l'expression « certificat de qualification » ; (p. 8563) : la signification par l'opinion publique du mot « qualification » ; la notion de qualité ; amendement n° 51 ; adopté ; son amendement n° 52 : l'extension de la délivrance des certificats descriptifs de caractéristiques à l'ensemble des produits industriels ou non ; repoussé ; (p. 8564) : son amendement n° 53 : modification de pure forme ; adopté ; (p. 8565) : son amendement n° 54 rectifié : qualification des organismes agréés ; adopté. **Avant l'Article 19 (suite)** (p. 8565) : son amendement n° 50 : modification du titre de la section du chapitre III ; adopté. **Article 20** (p. 8566) : son amendement n° 55 : non-application des dispositions de l'article 19 aux produits alimentaires d'origine agricole et animale ; adopté. **Après l'Article 23 ter** (p. 8568) : soutient l'amendement n° 1 de M. Charles Bignon : faculté offerte aux propriétaires de marques de commerce, de fabrique et de service de s'opposer à la diffusion sans leur autorisation des textes publicitaires concernant leurs marques ; son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 1 de M. Bignon : opposition des propriétaires de marques lorsque l'utilisation de leurs marques est de nature à leur causer un préjudice ; les différences de conception entre l'amendement n° 1 de M. Bignon et l'article 44 de la loi Royer sur la publicité mensongère ; le problème de la publicité d'appel ; réservé. [12 décembre 1977] : **Article 24** (p. 8587) : son amendement n° 57 soutenu par M. Foyer : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 26** (p. 8588) : son amendement n° 58 soutenu par M. Foyer : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la loi concernant l'habilitation d'organismes agréés ; repoussé. **Avant l'Article 27** : son amendement n° 59 soutenu par M. Foyer : modification de l'appellation des labels agricoles ; devenu sans objet. **Article 27** (art. 28-1 de la loi du 5 août 1960) : son amendement n° 60 soutenu par M. Foyer : modification du champ d'application des labels agricoles ; devenu sans objet. (Art. 28-2 de la loi du 5 août 1960) (p. 8589) : son amendement n° 70 : de coordination ; devenu sans objet. **Avant l'Article 28** : son amendement n° 61 soutenu par M. Foyer : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre IV ; retiré. **Article 28** : son amendement n° 62 ; retiré. **Article 29** (p. 8592) : son amendement n° 63 soutenu par M. Foyer : composition de la commission consultative des clauses abusives ; modifié adopté. **Article 30** (p. 8594) : son amendement n° 64 soutenu par M. Foyer : missions et conditions de saisine de la commission des clauses léonines ; modifié adopté. **Article 31** : son amendement n° 65 soutenu par M. Foyer : recommandation par la commission des clauses léonines de la suppres-

sion de la modification des clauses présentant un caractère abusif et conditions d'établissement par certaines commissions d'un rapport annuel ; modifié adopté. **Article 32** (p. 8595) : son amendement n° 66 de suppression soutenu par M. Foyer. Adopté. **Article 33** : son amendement n° 67 de suppression soutenu par M. Foyer ; adopté. **Article 34** : son amendement n° 68 de suppression soutenu par M. Foyer ; adopté. **Article 36** : son amendement n° 69 soutenu par M. Foyer : conditions de plafonnement du taux de l'amende ; repoussé. **Après l'Article 23 ter (suite)** (p. 8597) : son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 1 de M. Bignon précédemment réservé ; devenu sans objet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article 13** (p. 9084) : l'extension des pouvoirs des inspecteurs des fraudes.

BOUVARD (Loïc)

Député du Morbihan
(4^e circonscription)
(RDS puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre I du Livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi portant nationalisation des collèges d'enseignement général et d'enseignement secondaire** (n° 625) [30 juin 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Tome III : Fonction publique et réformes administratives** (crédits du Premier ministre. — I. Services généraux) : 1. Fonction publique. 2. Réformes administratives (n° 685) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, et à instituer un fonds de garantie des créances agricoles (n° 1008) [6 juin 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome III : Fonction publique** (n° 1920) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2361), portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 2436) [29 juin 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la Répu-

blique, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Tome III : Fonction publique (n° 2533) [12 octobre 1976].

— Proposition de loi sur l'animation et le développement des zones rurales (n° 2739) [20 décembre 1976].

— Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 898) tendant à modifier l'article L 17 du code de la route afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels (n° 2844) [28 avril 1977].

— Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2324) sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles : dispositions relatives à la publicité en matière immobilière (n° 2908) [18 mai 1977].

— Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2793) tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil (n° 2998) [16 juin 1977].

— Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3037), modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 (n° 61-825 du 29 juillet 1961) (n° 3051) [29 juin 1977].

— Avis, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Tome III . Fonction publique (n° 3151) [11 octobre 1977].

— Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2793) tendant à permettre l'organisation d'une consultation anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil (n° 3235) [23 novembre 1977].

— Proposition de loi tendant à abroger l'avant-dernier alinéa de l'article L 5 du code électoral qui interdit l'inscription des faillis sur les listes électorales (n° 3308) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— Situation des petites et moyennes entreprises [9 octobre 1974] (p. 4898).

— Recherche d'un premier emploi par les jeunes [23 avril 1975] (p. 1997) : problème de l'allocation de chômage.

• questions orales avec débat de :

— MM. Boudet (n° 18971), Falala (n° 19360), Ducoloné (n° 19428), Coulais (n° 19952), Gau (n° 19963) : problèmes de l'emploi [27 mai 1975] (p. 3259) : crise de l'emploi dans le monde rural ; (p. 3260) : décentralisation et régionalisation nécessaires des pouvoirs de gestion ; accélération des équipements et des investissements du secteur public dans les zones rurales ; généralisation du contrat de pays ; nécessité d'une politique vers les zones rurales.

• questions au Gouvernement :

— Agression contre les personnes âgées dans le Morbihan [4 juin 1975] (p. 3661).

— Attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance [9 juin 1976] (p. 3908) : assouplissement des conditions mises à la levée de la forclusion opposée aux demandes de reconnaissance de la qualité de combattant de la Résistance.

• questions orales sans débat :

— (n° 37591) : Pensions de vieillesse des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre [29 avril 1977] (p. 2341-2342) : le préjudice subi par les anciens combattants dont la pension a été liquidée avant le 1^{er} janvier 1974 ; nécessité d'envisager de leur accorder un droit à révision de pension (majoration forfaitaire ou nouvelle liquidation de la pension) pour aligner leur situation sur celle des anciens combattants bénéficiant de la loi du 21 novembre 1973 ; demande une étude quantitative des incidences financières des mesures proposées par lui en faveur des anciens combattants.

— (n° 38036) : Revendications des anciens combattants résistants [13 mai 1977] (p. 2764-2765) : levée des forclusions, validation des attestations de durée des services, reconnaissance de la compétence de la commission départementale.

— (n° 38399) : Statut des épouses d'artisans [27 mai 1977] (p. 3191-3192) : nécessité d'un statut fiscal, social et professionnel ; représentation au sein de la chambre des métiers ; rôle essentiel des entreprises artisanales.

— (n° 38801) : Revitalisation du milieu rural [10 juin 1977] (p. 3704-3705-3706) : conclusions des travaux du comité interministériel relatif à l'aménagement de l'espace ru-

ral ; les orientations prioritaires : développement des équipements, diversification des emplois, rénovation des services publics en milieu rural.

— (n° 39192) : **Situation des personnes âgées** [24 juin 1977] (p. 4209-4210-4211) : bilan positif des réalisations effectuées en faveur des personnes âgées ; actions tendant au maintien à domicile : aide aux collectivités locales, centre de soins à domicile, service d'aide ménagère à domicile.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [3 mai 1973] (p. 1024) : évoque la situation des agriculteurs bretons ; le problème du lait ; les conditions d'octroi de la prime d'orientation, l'application de la prime de reconversion lait-viande ; (p. 1025) : le problème du financement des crédits à l'élevage ; l'insuffisance des ressources du Crédit agricole ; le caractère restrictif de l'encadrement du crédit ; suggère un grand emprunt national pour la modernisation de l'agriculture ; évoque le problème foncier et des structures, le retard en matière de remembrement et les difficultés de réalisation des travaux connexes ; demande que soient favorisées toutes les formes associatives ; souhaite le réexamen de l'ancien projet de loi sur les SAIF, l'accroissement des moyens d'intervention des SAFER et le développement des équipements collectifs.

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation du monde combattant (n° 281)** [10 mai 1973] (p. 1159) : félicite le ministre de sa volonté de dialogue ; évoque sa déclaration ; rappelle les résultats des élections législatives ; (p. 1160) : le lien entre la politique sociale et la politique vis-à-vis des anciens combattants ; demande une modification radicale des priorités dans l'attribution de l'argent public, les difficultés de connaître l'incidence financière des mesures proposées ; évoque le problème de la levée des forclusions, de l'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord, l'octroi de la retraite à soixante ans aux anciens prisonniers de guerre.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [18 mai 1973] (p. 1416) : urbanisme en milieu rural ; intervient aussi au nom de M. Jean Briane ; interpénétration ville-campagne ; aménagement de l'espace rural ; estime que la législation conçue pour les villes ne peut valablement s'appliquer aux

zones rurales ; loi de 1967 sur les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et les plans d'occupation des sols ; se prononce pour le zonage de l'espace rural ; conflit possible d'attribution entre les ministères de l'agriculture et de l'équipement ; tutelle des technocrates sur les élus locaux ; ses propositions quant au zonage du territoire rural ; réglementation générale s'imposant à toutes les communes de France ; caractère régional des constructions en Bretagne ; décisions de zonage prises par les collectivités locales ; renforcement des pouvoirs des maires et des conseils municipaux ; assistance technique des collectivités locales ; agences départementales d'urbanisme financées par des apports des collectivités locales et par une subvention de l'Etat ; (p. 1417) : constitution de réserves foncières ; moyens des sociétés HLM ; cas de l'Aveyron ; insuffisance des crédits pour les zones rurales ; équipements collectifs ; environnement ; sa référence à la résolution du congrès des notaires de France à Ajaccio : égalité constante entre le rural et l'urbain.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de l'éducation nationale (n° 442)** [5 juin 1973] (p. 1767) : préparation du budget de 1974 ; égalité des chances ; dispositions légales ou réglementaires génératrices d'inégalités ; enseignement en milieu rural ; pénalisation des jeunes ruraux ; ses critiques concernant le système des bourses ; mesures prises par le Gouvernement ; faiblesse des barèmes ; réclamations des familles ; possibilité d'utilisation de crédits ; régime d'attribution des bourses ; injustice frappant les salariés ; bénéfice d'abattements ; gratuité des transports scolaires ; décret du 4 mars 1973 ; charges supportées par les collectivités locales ; exclusion d'élèves du bénéfice de la subvention ; disparités des coûts selon les départements ; prise en charge globale par l'Etat ; gratuité des fournitures scolaires ; (p. 1768) : charges annexes ; nationalisation des CES et CEG ; pénalisation des collectivités locales rurales ; coût de la nationalisation ; égalité entre enseignements public et privé ; loi Debré ; bénéfice de l'allocation Barangé ; situation dans le département du Morbihan ; contrats d'association ; effectifs des écoles primaires sous contrat simple ; refus de parts de bourse supplémentaire et de primes d'équipement aux élèves des établissements techniques privés ; circulaire de juillet 1972 ; demande son annulation ; coût d'établissement de la gratuité effective de l'enseignement jusqu'à seize ans ; égalité de tous les Français devant l'éducation nationale.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3980) : s'exprime en son nom et au nom de M. Paul Ihuel, éga-

lement député du Morbihan ; différences que revêtent les problèmes du commerce et de l'artisanat en milieu urbain et en milieu rural ; solidarité existant en milieu rural entre le monde agricole et le monde artisanal et commerçant ; complémentarité de ces activités ; ses réserves sur la formule de l'aide spéciale compensatrice, souhaite un système du type de l'indemnité viagère de départ avec son aspect de retraite anticipée ou de complément de retraite ; inégalités dont souffrent le commerce et l'artisanat ; conditions d'enseignement ; régime des bourses ; frais de scolarité et de transports ; gravité de la situation dans le domaine social ; fonctionnement de l'assurance maladie-maternité obligatoire et du régime des prestations familiales ; inégalités sur le plan fiscal ; souhaite le relèvement du plafond du chiffre d'affaires permettant de bénéficier du forfait ou du régime simplifié au titre de l'imposition des bénéficiaires industriels et commerciaux ; cas du travailleur indépendant marié sous le régime de la communauté ; notion de salaire fiscal ; ses réserves sur le régime fiscal des quinzaines commerciales ; vulnérabilité d'entreprises reposant sur une seule personne ; nécessité de développer la formation aux différents niveaux ; effort à accomplir dans le domaine de la formation professionnelle ; facilités d'accès au crédit ; crédit à la consommation et crédits accordés aux professions ; (p. 3981) : souhaite que l'attribution des subventions aux entreprises qui se décentralisent ou se reconvertisent soit étendue au commerce et à l'artisanat ; l'octroi de prêts bonifiés du Crédit agricole ; assurance collective ; aide aux artisans et aux commerçants dans la gestion des entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Agriculture et développement rural. — **FORMA et BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5331) : place de l'enseignement agricole privé dans le Morbihan ; crédits de fonctionnement ; taux d'augmentation de la subvention journalière ; (p. 5332) : coût de l'élève dans les secteurs public et privé ; mode de calcul des subventions aux établissements d'enseignement agricole privé ; réglementation technocratique ; maisons familiales et enseignement alterné ; forfait par élève et par an ; parité des secteurs d'enseignement public et privé.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5527) : absence d'éléments indiquant dans le budget le coût de la retraite du combattant rétablie pour toutes les générations du feu ainsi que la charge financière de la pension des veuves à l'indice 500 ; regrette le rejet du plan quadriennal proposé par les associations d'an-

ciens combattants ; souhaite l'adoption de modifications au projet de loi attribuant la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; demande que les anciens combattants et prisonniers bénéficient du droit à pension que leur accorderait la nouvelle loi ; (p. 5528) : évoque les forclusions, l'application du rapport constant ; critique l'attitude du Gouvernement devant le monde combattant.

Services du Premier ministre. — **Economie et Finances : fonction publique**, rapporteur pour avis [16 novembre 1973] (p. 5889) : maux dont souffre la fonction publique ; insuffisance des conditions matérielles d'existence et de travail ; disparité des rémunérations entre secteur public et secteur privé ; (p. 5890) : faiblesse des services sociaux ; ses préoccupations devant le nombre croissant d'agents non titulaires ; structures cloisonnées et stratifiées et responsabilité des fonctionnaires ; emprise des grands corps de l'Etat ; rémunérations parallèles des grands corps techniques ; difficulté de la mobilité des fonctionnaires ; moyens de la direction de la fonction publique ; nécessité d'améliorer les conditions sociales des agents de l'Etat ; modernisation des moyens de gestion ; nécessité de rendre les hommes plus responsables et la fonction publique plus efficace ; formation permanente ; système intégré de gestion dynamique dans la fonction publique ; volonté politique continue de réforme ; avis de la commission favorable au budget malgré les réserves ; (p. 5893, 5894) : sa réponse à M. Malaud au sujet des éléments de comparaison retenus dans son rapport (rémunérations publiques et privées).

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5943) : situation des hôpitaux en milieu rural ; crédits destinés à l'humanisation des hôpitaux ; maintien à domicile des personnes âgées ; sa référence à la réponse à sa question écrite sur la situation des hôpitaux ruraux de sa circonscription ; besoins en crédits des hôpitaux de Ploërmel et de Malestroit ; situation des personnes du troisième âge ; nécessité d'aménager les locaux existants ; sa question relative à l'affectation des crédits budgétaires en faveur des hôpitaux non régionaux ; souhaite une priorité pour les travaux d'aménagement des établissements existants sur les constructions nouvelles.

Services du Premier ministre. — **Réformes administratives.** — **Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité**, en qualité de rapporteur pour avis [20 novembre 1973] (p. 6076) : faculté d'adaptation de l'administration ; contour de la réforme administrative ; gestion des hommes et efficacité de l'administration ; importance de la

volonté politique ; autonomie excessive des administrations ; volonté de puissance des corps ; poids exorbitant du ministère des finances ; souhaite que le ministre chargé de la réforme administrative ait des pouvoirs propres ; rattachement de la fonction publique ; impulsion et contrôle des réformes ; clarté des objectifs et sensibilisation de l'opinion ; rôle trop important des hauts fonctionnaires dans la réforme administrative ; souhaite une ouverture sur l'extérieur ; pression des « associations de progrès » ; (p. 6077) : personnalités extérieures à l'administration ; spécialistes de l'organisation ; équipes mixtes spécialistes-fonctionnaires ; planification des réformes et contrôle des résultats ; rôle de la Cour des comptes ; opportunité d'un débat sur les problèmes de la fonction publique et de la réforme administrative.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise (n° 641).** Discussion générale [28 novembre 1973] (p. 6436) : réforme de l'entreprise ; ses observations sur la portée des projets sociaux du Gouvernement, sur le projet de loi en discussion ; nouveau climat dans l'entreprise et finalité de la réforme économie de partenaires ; volonté de son groupe d'aller plus loin dans la réforme de l'entreprise ; coresponsabilité ; formule de la société à direction contrôlée par un conseil de surveillance ; nécessité d'accroître le rôle du comité d'entreprise ; (p. 6437) : promotion de la gestion autonome par atelier ; capital acquis et capital d'apport ; rôle de l'Etat et renforcement de la législation sociale ; politique dynamique de crédit ; rapport Mialaret ; suggère la création d'une « Fondation pour l'entreprise » ; législation européenne unificatrice ; réforme des structures et accroissement des responsabilités.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455).** Discussion générale [13 décembre 1973] (p. 6953) : estime que le législateur ne peut ni légaliser ni pénaliser l'avortement qui est pour lui à la fois l'interruption du processus vital, un acte de nature médicale, l'expression d'une volonté individuelle, un phénomène social et un délit punissable ; (p. 6954) : estime que les devoirs du législateur sont : de promouvoir le bien commun dans le respect absolu de la vie, d'accorder le droit avec les faits et, enfin, de combattre les méfaits de l'avortement clandestin ; constate qu'il existe une loi supé-

rieure naturelle qui interdit d'interrompre la vie, que la loi écrite n'est pas une barrière à l'avortement, que la loi actuelle est ouvertement ignorée et qu'elle est absurde puisqu'elle interdit aux médecins de porter assistance aux centaines de milliers de femmes qui se font avorter ; montre le moyen de tourner la loi pour les femmes qui commencent seules l'avortement et sont admises ensuite en clinique ou à l'hôpital lorsque les choses vont mal ; estime que le projet de loi est inacceptable puisqu'il légalise 10 à 15 % des avortements et puisqu'il est impossible de délimiter avec précision les cas permis ; refuse la libéralisation immédiate de la législation actuelle, libéralisation qui ferait de l'avortement une méthode de contraception et battrait en brèche les institutions de notre société ; estime nécessaire de bâtir une législation positive et de prévoir les moyens de protéger la maternité ; (p. 6955) : demande au Gouvernement, en liaison avec le groupe de travail de l'Assemblée nationale, de préparer un nouveau texte répondant à l'attente des Français.

1974

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans (n° 1059).** Discussion générale [25 juin 1974] (p. 2921) : les réformateurs démocrates sociaux souhaitent l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans ; il s'agit d'une exigence à l'égard de la jeunesse ; les nombreuses dérogations à la majorité à vingt et un ans ; les exemples étrangers ; un corps électoral de plus en plus vieux.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles (n° 1172).** Discussion générale [3 octobre 1974] (p. 4746) : demande que soit fixé un calendrier précis pour le remboursement de la totalité du solde de TVA ; demande le déblocage des prêts pour les bâtiments d'élevage.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** Deuxième partie :

Santé publique et action sociale. Discussion générale [29 octobre 1974] (p. 5554) : assistants et assistantes du service social.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5694) : inadéquation entre les besoins prévus et les besoins à satisfaire ; se réjouit de la publication du statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports mais note les problèmes en suspens : revalorisation des rémunérations des directeurs régionaux et départementaux, accélération des carrières des corps d'inspection, actualisation des indemnités ; se réjouit des engagements pris par le ministre ; le manque d'animateurs : l'exemple du Morbihan ; le risque de sous-emploi des

équipements ; l'unification des diplômes d'animateur ; un statut attrayant des animateurs socio-culturels ; les animateurs bénévoles ; (p. 5695) : l'aide aux petits groupes de jeunes présentant un projet cohérent d'animation ; l'animation socio-culturelle vitale en milieu rural ; assurer la formation des animateurs bénévoles ; promouvoir une véritable politique de la jeunesse ; la place modeste de la jeunesse et des activités socio-éducatives dans le budget ; la concertation avec les associations de jeunes et « les inorganisées ».

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6114) : l'enseignement agricole privé ; les maisons familiales ; les bourses.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6313) : les forclusions ; application loyale de la loi sur la retraite anticipée ; la mise à parité ; les internés de la Résistance.

Services du Premier ministre. — Economie et finances : Fonction publique [15 novembre 1974] (p. 6482) : regrette que les préoccupations de réforme administrative paraissent abandonnées ; (p. 6483) : le courrier reçu par les parlementaires met en lumière la dégradation du fonctionnement des administrations ; passe en revue les raisons principales de cette dégradation ; trop large recours aux non-titulaires ; l'absence de concertation au sein des administrations provoque une hypertrophie du pouvoir hiérarchique ; souhaite qu'un effort soit fait pour concilier l'unité nécessaire de la fonction publique et la diversité inévitable des tâches administratives ; revalorisation des tâches et raccourcissement du délai de décision.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6758) : hommage à M. Guichard ; l'accolement de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ; le développement équilibré du pays ; l'association Ouest-Atlantique ; les communications vers l'Ouest ; l'exode et les créations d'emplois ; les services publics ruraux ; les crédits globalisés ; les contrats de petite ville étendus aux syndicats à vocation multiple.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7033) : ne votera pas le projet ; souligne l'impossibilité de pénaliser ou de légaliser l'avortement ; il faut légaliser la vie de l'enfant et la maternité.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3927) : l'antinomie entre les droits des contribuables et les préoccupations des responsables communaux ; le peu de consistance

des modalités financières devant assurer l'équilibre du dispositif ; le caractère illusoire des allègements consentis dans le cas des communes à faible potentiel fiscal ; (p. 3928) : le problème de la péréquation des ressources ; l'exonération demandée en faveur des centrales nucléaires ; le problème fondamental des finances locales ; l'exemple de l'étranger.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4950) : s'interroge sur la volonté commune du parti socialiste et du parti communiste dans le domaine de la politique étrangère ; unanimité du groupe réformateur dans son engagement en faveur de l'Europe ; ne pas limiter l'action européenne à l'économie mais l'étendre à la diplomatie et à la défense ; sa réponse à M. Gau sur l'attitude de la majorité présidentielle en matière de politique étrangère.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Services du Premier ministre. — Services généraux : fonction publique, rapporteur pour avis [3 novembre 1975] (p. 7758) : l'indispensable remise en ordre des traitements ; l'application de l'accord salarial ; le problème des zones de salaires en matière d'indemnité de résidence ; la dégradation du pouvoir d'achat du supplément familial ; (p. 7759) : l'incohérence du système actuel des rémunérations ; la nécessaire résorption de l'auxiliaariat ; le caractère spécifique de la fonction publique locale ; la crise de recrutement que connaît cette dernière.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7843) : l'absence de débouchés dans l'agriculture ; revivifier la province ; (p. 7844) : éviter une nouvelle accélération de l'exode rural ; le problème de la formation professionnelle ; les écarts en matière de protection sociale ; le problème de la pension vieillesse.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7919) : ses observations relatives aux difficultés des producteurs de lait ; pour rompre l'engrenage de l'endettement, il faut accorder aux exploitations familiales une garantie de revenus ; souhaite une augmentation de la prime d'installation et une application plus rigoureuse de la législation sur les cumuls ; souhaite des mesures exceptionnelles pour les agriculteurs de l'Ouest victimes de la sécheresse.

Education [12 novembre 1975] (p. 8177) : garantir le niveau de l'enseignement français ; la formation continue dont seuls bénéficient les maîtres du premier degré ; le problème de la formation des enseignants du secondaire ; le problème des langues et cultures régionales ; faire un effort pour les enfants des milieux ruraux ; (p. 8178) : nationaliser davantage de CEG ; permettre à l'enseignement privé de

survivre ; étendre à cet enseignement la loi sur la formation continue.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8291) : poursuivre la politique d'aménagement du territoire avec énergie, notamment en faveur de l'Ouest ; la fragilité de l'industrie bretonne ; la dépopulation de la Bretagne intérieure ; (p. 8292) : encourager l'installation d'entreprises en Bretagne ; accélérer la réalisation du plan routier ; le rôle de l'aménagement rural ; la politique des contrats de pays ; la faiblesse des moyens donnés aux établissements publics régionaux.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8571) : la progression du budget des PTT ; faire un effort en faveur des régions défavorisées ; la suppression de l'avance remboursable ; (p. 8572) : améliorer la desserte du courrier dans les zones rurales.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [7 avril 1976]. **Article 11** (p. 1476) : son amendement n° 335 défendu par M. Mesmin.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° 2134). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1968) : juge essentiel que l'élection du Président de la République ne puisse être contestée ; les considérations qui guident le groupe des réformateurs.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2195) : les préoccupations du Gouvernement en matière agricole (p. 2196) : l'évolution du revenu des agriculteurs ; assurer une meilleure garantie des revenus des petits et moyens exploitants agricoles pour des raisons d'équité et de justice sociale, pour éviter que le travail des exploitants familiaux ne soit sous-rémunéré et pour améliorer l'établissement des jeunes agriculteurs ; préconise l'octroi de compléments d'aides directes pour tenter de remédier aux difficultés conjoncturelles.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2868) : donne son approbation à l'ensemble des mesures préconisées pour dynamiser l'entreprise, à tout ce qui est dit pour privilégier précisément les petites et moyennes entreprises, aux dispositions tendant à renforcer les obligations matérielles à l'égard des travailleurs, ainsi qu'au souci d'améliorer la formation, l'information et l'expression des personnels par une plus grande participation à la vie de l'entreprise ; indique qu'il ne trouve pas d'idée directrice correspondant aux fina-

lités et aux comportements d'une nouvelle société ; que les mesures proposées sont insuffisantes et ne réforment pas réellement l'entreprise ; que les dispositions de réforme ayant un caractère original ne comportent pas d'obligation et sont laissées au bon vouloir du capital ; reproche que rien ne soit proposé sur l'affectation structurelle du profit (p. 2869) : la nécessité pour l'entreprise d'avoir pour finalité, non pas la rentabilisation maximale du capital, non par la rentabilisation maximale du capital, mais le service de l'intérêt général, le partage structurel du profit de l'entreprise entre les apporteurs de travail et les apporteurs de capital ; faire en sorte que la propriété du capital n'entraîne pas le pouvoir absolu de gestion ; préparer la cosurveillance ; concevoir pour les petites et moyennes entreprises des mesures d'application spécifiques ; regrette qu'il n'ait pas été retenue la proposition de créer une fondation pour l'entreprise.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753), rapporteur suppléant. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4737) : demande à l'Assemblée d'adopter le projet avec les amendements de la commission des lois. **Discussion des articles** [25 juin 1976]. **Article 5** (p. 4738) : défend l'amendement n° 1 de M. Bignon. **Article 6** (p. 4738) : défend l'amendement n° 2 de M. Bignon : supprime la première phrase du deuxième alinéa de l'article 6 ; indique que là gît la seule différence sérieuse avec le Sénat ; (p. 4739) : est favorable à l'amendement n° 6 du Gouvernement ; retire l'amendement n° 3 de M. Bignon. **Article 13** (p. 4740) : soutient l'amendement n° 5 de M. Lauriol prolongeant le délai de quatre ans. **Article 4** (p. 4740) : soutient l'amendement n° 4 de M. Bignon : amendement de forme.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° 1991), rapporteur. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4956) : les effets d'harmonisation ; les divergences subsistant entre les deux assemblées ; (p. 4957) : propose de conserver la rédaction du Sénat pour les dispositions de l'article premier relatives aux concours et aux examens d'admission à concourir ; ses amendements au texte du Sénat pour l'article 2 ; la divergence sur la possibilité donnée au jury de consulter les dossiers personnels des candidats aux concours ; demande d'accepter cette possibilité. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4959) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Fontaine ; (p. 4960) : son amendement n° 1 précisant les personnes auxquelles s'applique le texte ; accepte

la proposition de M. Péronnet sur l'amendement n° 1 ; adopté après modification. **Article 2** (p. 4961) : son amendement n° 2 supprimant le troisième alinéa de l'article 2 ; adopté ; son amendement n° 3 précisant les procédés de sélection suivant lesquels s'opérera la promotion interne ; (p. 4962) : son amendement n° 4 complétant l'article 2 ; adopté. **Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Alain Bonnet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6568) : la confiance des réformateurs ; donner à la France les moyens d'affronter la compétition internationale ; les conséquences de l'inflation ; un effort d'équité dans la répartition des charges ; l'aide aux agriculteurs ; l'adaptation des modalités de sa répartition ; (p. 6569) : deux objectifs prioritaires : la recherche d'une plus grande équité entre les citoyens, le renforcement de notre outil industriel, créateur d'emplois ; l'ignorance de la valeur des patrimoines et des revenus permettant la fraude et l'évasion fiscale ; la nécessité d'une refonte fiscale globale ; la capacité des entreprises à « générer » des profits, règle d'or de la croissance ; le FAC ; l'emprunt en faveur des PME ; souhaite que soient réduites les charges sociales pesant sur les entreprises de main-d'œuvre ; deux objectifs prioritaires : l'équité sociale, la productivité économique.

— **Discussion d'une motion de censure** : [19 octobre 1976] (p. 6746) : le langage de la raison tenu avec modération et force ; (p. 6747) : l'assainissement de la situation ; le sauvetage du franc ; un programme commun sans rapport avec la réalité actuelle ; éloge de *Démocratie française* ; le droit au travail des jeunes ; (p. 6748) : la crise d'identité traversée par la société française.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7130) : la charnière entre l'ancienne politique du logement et l'aide à la personne ; les avantages de l'aide à la personne ; la souplesse dans la répartition des aides de l'Etat en matière de logements neufs ; les actions nouvelles en matière de réhabilitation des majorations de prêts, permettant le développement de lotissements individuels groupés ; les problèmes financiers pour les jeunes particulièrement en milieu rural ; (p. 7131) : l'aide à la décohabitation pour les jeunes agriculteurs ; les locaux des clubs anciens ; les centres d'information au logement : la protection des acquéreurs de maisons individuelles.

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7279) : l'action sociale en faveur

des plus défavorisés ; les personnes âgées ; les grands vieillards ; la revalorisation substantielle des ressources des personnes âgées ; l'humanisation des hôpitaux et des hospices ; le problème médical et social posé par l'entrée des personnes âgées dans des établissements de séjour ou de soins ; les types d'actions qui s'imposent en matière de logement concernant les centres de loisirs, les centres de soins ou services de soins à domicile, l'aide ménagère à domicile ; (p. 7280) : les difficultés touchant la formation des personnels de santé et des travailleurs sociaux ; l'ouverture de quinze écoles supplémentaires.

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7383) : les anciens combattants d'Afrique du Nord ; leurs motifs d'insatisfaction ; (p. 7384) : leur attribuer le bénéfice de la campagne double ; l'irritante mention « hors guerre » ; la situation des ayants droit, des ascendants et des veuves ; la retraite des combattants de 1939-1945 ; la question du rapport constant ; l'analyse des droits des résistants.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7434) : la priorité donnée aux dépenses de fonctionnement ; le soutien aux clubs sportifs locaux ; leurs difficultés financières ; (p. 7435) : les municipalités ; l'aide financière à apporter aux clubs ; les subventions accordées par le canal des fédérations et des ligues régionales ; la décentralisation de l'animation sportive ; la formation de ses cadres ; l'animation socio-culturelle ; la politique des chartes culturelles ; la parité au niveau de l'animation socio-culturelle entre ruraux et citadins ; les postes FONJEP destinés aux maisons de jeunes et de la culture ; la taxe de 4,25 % sur les salaires que doivent acquitter les collectivités locales et les associations agréées.

Universités [10 novembre 1976] (p. 7868) : l'individualisation des problèmes propres aux enseignants universitaires ; le nombre des étudiants ; l'autonomie et la responsabilité des universités ; le nombre de diplômés ; les personnels ATOS (p. 7869) : le rôle de l'université ; les débouchés ; la recherche ; les inégalités ; le droit à l'erreur ; les bourses ; les IUT.

Services du Premier ministre. — Section I. Services généraux : fonction publique et formation professionnelle. — Services divers, rapporteur pour avis pour la fonction publique [15 novembre 1976] (p. 7955) : le poids de la fonction publique dans les dépenses de l'Etat ; le protocole Oudinot ; la politique contractuelle ; l'accord salarial de 1976 ; (p. 7956) : l'éventail hiérarchique ; la majoration des pensions ; le reclassement catégoriel ; la résorption de l'auxiliariat ; les contraintes de la lutte contre l'inflation ; la remise en ordre du système de rémunération de la fonction publi-

que ; le rapport de M. René Martin ; la mission de contrôle des dépenses publiques ; les comités d'usagers ; (p. 7957) : le climat de relations publiques de l'administration ; la déconcentration ; la décentralisation ; les commissions Peyrefitte et Guichard ; la dévitalisation des communes rurales.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8013) : la gravité du chômage des jeunes ; les moyens de lutter contre le sous-emploi des jeunes : meilleure adéquation de la formation professionnelle aux emplois locaux potentiels, allègement des charges sociales pour les entreprises de main-d'œuvre, PME et artisans, donner des pouvoirs et des moyens nouveaux aux régions.

Education [17 novembre 1976] (p. 8176) : les exigences de la politique de l'éducation et le budget ; la justice ; (p. 8177) : les effectifs des classes maternelles ; la lutte contre les inégalités de ressources ; la gratuité des manuels en sixième ; les bourses ; les comités d'usagers ; les transports en zones rurales des enfants des classes préscolaires ; les collèges en zones rurales ; la qualité de l'enseignement ; la dimension humaine ; les langues et cultures régionales ; l'option langue-régionale ; les conseillers pédagogiques pour l'enseignement de la musique et des langues et cultures régionales ; (p. 8178) : l'enseignement privé et catholique ; souligne le caractère populaire de l'enseignement catholique ; son caractère de moins en moins confessionnel ; un enseignement traditionnel ; la symbiose de l'enseignement privé avec l'Etat ; les contrats d'association ; les avantages d'un système éducatif pluraliste ; les problèmes de l'enseignement privé ; le forfait d'externat ; la gratuité des manuels ; (p. 8179) : la formation continue des maîtres de l'enseignement privé ; la création d'emplois pour l'enseignement privé.

Articles et Articles additionnels non rattachés, rapporteur pour avis [20 novembre 1976]. **Après l'Article 72** (p. 8544) : son amendement n° 286 : dépôt d'un rapport annuel du Gouvernement sur les accessoires de rémunération perçus par les fonctionnaires de l'Etat ; présente son amendement au nom de tous les groupes politiques ; s'interroge sur la réalité des traitements dans la fonction publique ; le rapport Martin sur les rémunérations correspondant à des services rendus par les ingénieurs de l'équipement aux collectivités locales, les réponses laconiques du Gouvernement ; (p. 8545) : ne retire pas son amendement n° 286 ; la réponse aux questionnaires ; l'anomalie du secret de rémunérations de la fonction publique ; amendement n° 286 repoussé.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil**

des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920).

Discussion générale [15 juin 1977] (p. 3813) : une étape indispensable et décisive dans la construction d'une Europe plus unie ; la représentation de l'Assemblée européenne ; la demande d'ajournement du débat ; les bienfaits de la politique d'unification de l'Europe ; l'assise populaire et démocratique que donnera à l'Europe l'élection au suffrage universel de l'Assemblée ; le consensus existant entre les forces démocratiques européennes sur la nature des transformations requises ; l'Assemblée européenne, instrument de l'indépendance ; le caractère confédéral de l'Europe ; (p. 3814) : la civilisation européenne ; la communauté d'intérêts de l'Europe ; le renforcement des mécanismes institutionnels.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° 2872).

Discussion générale [16 juin 1977] (p. 3881) : l'effort de solidarité nationale dont témoigne le second plan d'action gouvernemental ; le caractère prioritaire de l'amélioration du sort des personnes âgées et des veuves ; l'association nationale des veuves civiles chefs de famille ; le cumul d'un droit propre et d'un droit dérivé ; la loi du 3 janvier 1975 ; la suppression définitive de la règle du non-cumul ; le maintien à 50 % du taux de réversion ; le plafond de ressources auquel est soumis le droit de réversion ; la nécessité d'une large information ; le rapprochement de l'administration et des administrés.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° 2844), rapporteur. **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3886) : le renforcement des sanctions contre les conducteurs en état d'ivresse ; les chiffres des accidents de la route ; l'enquête réalisée par les docteurs Claude Got et Christian Thomas ; l'état d'« imprégnation alcoolique » du conducteur ; la proposition de loi de M. Boudet ; la résurrection de la peine d'annulation du permis de conduire ; l'efficacité des menaces de suspension des permis ; donner aux tribunaux une gamme de sanctions plus variée ; l'état actuel de la réglementation concernant la conduite sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé ; la loi n° 70-597 du 9 juillet 1970 ; les articles L 13 et L 16 du code de la route ; la substitution à l'annulation définitive du permis de conduire d'une annulation automatique ; la révision de l'ensemble de règles relatives à l'annulation du permis de conduire ; le maintien du délai maximum pendant lequel l'intéressé pourra solliciter l'octroi d'un nou-

veau permis de conduire ; (p. 3887) : l'autorisation des agents de la force publique d'opérer des contrôles d'alcoolémie à la sortie des établissements vendant des boissons alcoolisées et à interdire temporairement l'usage du véhicule en cas de test positif. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 3896) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; le rejet par la commission des amendements n°s 7 et 8 rectifié de M. Gerbet. **Article 3** (p. 3897) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 9 de M. Daillet. **Après l'Article 3** (p. 3901) : la non-saisine par la commission de l'amendement n° 11 du Gouvernement. **Titre** : nouvelle rédaction du titre ; adoptée.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° 2980). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4387) : l'avant-projet socialiste sur la réforme de l'éducation ; l'état de l'opinion publique ; les résultats des enquêtes réalisées ; l'image de l'enseignement privé ; sa vocation ; le financement public de l'école publique ; le financement privé de l'école privée ; le pluralisme scolaire ; la liberté de l'enseignement ; les conséquences de l'intégration et de l'étatisation ; renforcer les liens de confiance et de collaboration entre l'Etat et l'enseignement privé ; son soutien aux dispositions du texte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961** (n° 61-825 du 29 juillet 1961) (n° 3037), rapporteur. **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4425) : le régime des rémunérations dans la fonction publique ; (p. 4426) : la notion de service fait ; les modalités de retenues sur traitement pour fait de grève ; les imprécisions de la loi du 29 juillet 1961 sur la notion de service fait ; l'interprétation du Conseil d'Etat ; l'arrêt Quinteau ; la nécessité de l'exécution de la totalité des obligations de service s'attachant aux fonctions ; les réserves de la commission ; l'insuffisance des garanties des fonctionnaires ; le rejet du texte par la commission ; l'amendement du Gouvernement. **Discussion de l'article unique** (p. 4431) : son amendement n° 1 de suppression ; repoussé par scrutin public ; son avis, à titre personnel, sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Industrie, commerce et artisanat. — **II. Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6371) : la situation des femmes d'artisans et de commerçants ; la fixation du montant de la limite de déduction fiscale du salaire du conjoint ; la constitution par l'épouse de droits propres au titre de l'assurance vieillesse ou de l'assurance maladie-maternité ; la

mise à l'étude du principe du versement d'une indemnité forfaitaire ; la création d'un nouveau type de société ; l'harmonisation des régimes de couverture sociale des artisans et de commerçants avec le régime général ; la situation des retraités ; (p. 6372) : le rôle indispensable joué par les artisans et les commerçants.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6671) : l'évolution du revenu des agriculteurs ; l'aspiration à la sécurité ; maîtriser l'évolution des prix et des coûts de production dans une économie de marché ; la correction de certains handicaps sectoriels ; le problème de l'institution de la taxe de coresponsabilité ; (p. 6672) : l'institution d'une taxe communautaire sur les matières grasses d'origine végétale ; le développement d'un enseignement agricole pluraliste et diversifié ; la proposition de loi Guerneur ; la situation des femmes d'exploitants agricoles.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6816) : la mise à parité des retraites du combattant ; l'extension de la carte de combattant aux prisonniers de guerre ; la loi du 21 novembre 1973 relative à la retraite anticipée ; la publication de la liste des unités combattantes ayant servi en Algérie ; les critères d'attribution de la carte ; l'instauration d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur en faveur des anciens de la guerre de 1914-1918.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7082) : les cinquante-huit propositions du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; la croissance des mesures nouvelles ; la non-réalisation de l'horaire minimum d'éducation physique prévu par les programmes scolaires ; l'augmentation des crédits d'intervention bénéficiant aux activités socio-éducatives ; la faible croissance des subventions aux organisations du sport civil ; le rôle des clubs dans l'animation de la vie rurale ; (p. 7083) : les problèmes financiers des clubs ; le cas de clubs bretons ; l'effort de l'aide à apporter aux clubs sportifs ; la concertation avec le corps enseignant ; l'accroissement des moyens budgétaires ; s'orienter vers des équipements légers et polyvalents.

Services du Premier ministre. — **Services généraux : fonction publique**, rapporteur pour avis [18 novembre 1977] (p. 7702) : l'évolution des effectifs des personnels de l'Etat ; prépondérance des fonctions d'éducation ; hypercentralisation de l'administration française ; le problème des non-titulaires ; l'évolution de la titularisation ; le succès des instituts régionaux d'administration ; la place des femmes dans la fonction publique ; l'accès aux emplois publics ; les conditions matérielles des agents de l'Etat ; le système des rémunérations de la fonction publique ; la connaissance des

rémunérations réelles des fonctionnaires ; le rapport Martin ; (p. 7703) : les règles de répartition des honoraires ; la ventilation des crédits de personnels entre les rémunérations, les indemnités et les primes ; la situation des retraités ; le taux de la pension de réversion versée aux veuves de fonctionnaires.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil (n° 2793), rapporteur. Discussion générale [23 novembre 1977] : son rapport présenté par M. Foyer.**

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé (n° 3164). Discussion générale [15 décembre 1977] (p. 8813) : l'évolution de l'agriculture française ; le dynamisme de l'enseignement agricole public et privé ; le pluralisme scolaire ; la qualité de la formation dispensée dans les établissements privés agricoles du Morbihan ; le champ d'activité de l'enseignement agricole privé du ressort du CNEAP ; (p. 8814) : la liberté d'initiative et l'esprit d'entreprise animant les établissements agricoles privés ; l'enseignement par alternance ; le régime d'aide financière de l'Etat ; l'évolution des dotations budgétaires ; l'insuffisante corrélation entre l'évolution du traitement des maîtres et des dotations budgétaires qui y sont affectées ; l'aggravation de la situation financière des établissements ; la couverture des dépenses de fonctionnement ; la détresse des maisons familiales rurales ; évoque le cas d'une maison familiale de son département ; la nécessité d'une garantie quant à l'évolution harmonieuse des dotations budgétaires et des besoins réels ; la définition du cadre juridique dans lequel s'exercera la mission d'enseignement agricole privé ; les organisations représentatives habilitées à passer les conventions ; la définition de nouvelles modalités d'aide financière de l'Etat ; le problème de l'intégration de la rémunération des personnels d'administration et de service dans les frais de fonctionnement couverts par les contributions financières de l'Etat ; (p. 8815) : faire en sorte que la contribution financière aux investissements évolue parallèlement aux besoins ; le contrôle administratif.**

BOYER (Jean)

*Député de l'Isère
(6^e circonscription)
(RI, puis R).*

Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu questeur de l'Assemblée nationale [11 octobre 1977] (p. 6039).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [7 juin 1973] (p. 1954).

Démissionne [22 novembre 1977] (p. 7801).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 56-277 du 20 mars 1956 relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux (n° 12) [12 avril 1973].**

— **Proposition de loi tendant à la limitation et au contrôle de la production d'alcool provenant d'exploitations agricoles familiales par la création d'un statut des bouilleurs de cru (n° 13) [12 avril 1973].**

— **Proposition de loi tendant à la revalorisation automatique des rentes viagères constituées entre particuliers ainsi que des pensions alimentaires et des pensions d'invalidité attribuées par les tribunaux (n° 14) [12 avril 1973].**

— **Proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée de procéder à une étude sur la reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 3 juillet 1962 (n° 168) [12 avril 1973] ; retrait de cette proposition [2 mai 1973] (p. 974).**

— **Proposition de loi tendant à organiser la production et la commercialisation des produits laitiers par la création d'un Office national interprofessionnel du lait (n° 199) [25 avril 1973].**

— **Proposition de loi tendant à la création d'une caisse centrale des pensions alimentaires** (n° 657) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi tendant à réunir et compléter la commission constituée en vue de définir les critères donnant vocation à la qualité de combattant pour les personnels ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 956) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi tendant à la suppression de la redevance pour usage de postes de radiodiffusion et de télévision par la création de chaînes indépendantes de radio et de télévision** (n° 999) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office national interprofessionnel de la paille** (n° 1773) [19 juin 1975].

— **Proposition de loi relative à la création d'un comité chargé de proposer toutes mesures tendant à une meilleure intégration professionnelle et à une plus grande protection sociale des épouses d'artisans et de commerçants** (n° 3137) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Fixation du prix du lait** [13 avril 1977] (p. 1757) : situation difficile des petits producteurs de lait ; mesures envisagées pour protéger la production nationale contre les importations et promouvoir les exportations.

— **Plafonnement de la taxe professionnelle** [16 novembre 1977] (p. 7499, 7500) : la hausse de la taxe professionnelle dépassant la limite de 170 % fixée par le Parlement.

— **Recouvrement public des pensions alimentaires** [30 novembre 1977] (p. 8052) : création d'un fonds national de solidarité pour le recouvrement de ces pensions.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1158) : évoque le problème de la reconnaissance de la qualité d'ancien combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; se félicite de l'évolution de la question ; rappelle sa proposition de loi n° 1808 du 2 juin 1971 demandant la création d'une commission ; rend hommage au ministre pour son esprit de concertation ; indique qu'il a retiré sa proposition de loi ; souhaite que le Gouverne-

ment dépose un projet de loi avant la fin de la présente session ; demande une majoration de la retraite du combattant 1939-1945, ses relèvements à un minimum de 100 F, dans le prochain budget, la retraite anticipée à soixante ans pour les anciens prisonniers de guerre.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Aménagement du territoire. — Équipement, logement et tourisme : logement [15 novembre 1973] (p. 5789) : insuffisance des crédits affectés aux primes dites « d'entretien et d'amélioration du parc » : primes à l'amélioration de l'habitat rural ; dossiers déposés dans le département de l'Isère et dotation de la région Rhône-Alpes ; souhaite un relèvement de cette dotation ; rénovation de l'habitat en zones rurales et respect des styles régionaux ; modèles types et banalisation du style des maisons individuelles ; problème du financement et des conditions d'octroi des prêts ; taux d'intérêt ; accession à la propriété des jeunes ménages en zone rurale ; prêts immobiliers conventionnés ; programmes de construction HLM en zone rurale, qualité des logements sociaux.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 723). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6832) : sa proposition de loi n° 1808 tendant à la création d'une commission d'étude ; ses observations sur le projet ; critères d'attribution ; notion d'engagement ; souhaite le remaniement de l'article 4.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° 952). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3098) : se déclare convaincu de la nécessité de retenir ultérieurement la formule d'un office avec participation directe des pouvoirs publics.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 943). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3200) : ses observations relatives aux critères retenus pour l'attribution de la carte du combattant ; le projet permet de maintenir la valeur de la qualité d'ancien combattant.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1974] (p. 6118) :

les coûts de production ; la baisse du revenu agricole ; les mesures prises par le Gouvernement ; la conférence annuelle ; alléger les charges ; (p. 6119) : la fiscalité et les crédits à court terme ; analyse du budget ; les équipements ; la protection sociale ; les prestations vieillesse ; le financement du BAPSA ; l'enseignement agricole ; les maisons familiales ; l'enseignement privé ; les bourses ; les zones de montagne ; budgets prévisionnels ; les crédits d'équipement ; les crédits d'enseignement ; la transformation des produits agricoles ; (p. 6120) : le stockage ; émission d'un emprunt d'équipement agricole.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6316) : l'évolution favorable des différents aspects du contentieux des anciens combattants.

Justice [14 novembre 1974] (p. 6421) : ses observations relatives à la délinquance des jeunes ; envisager pour les jeunes délinquants adultes des camps où ils pourraient trouver l'occasion d'exercices physiques et de compétition.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560). **Discussion des articles** [4 juin 1975]. **Après l'Article 8** (p. 3636) : son amendement n° 257 : recouvrement par les comptes du Trésor ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7693) : l'application incorrecte du rapport constant ; la mise à parité des retraites des deux générations ; (p. 7694) : l'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; la mise à jour du code des pensions.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7904) : ses observations relatives à la situation des exploitants agricoles retraités ; les cotisations AMEXA ; les difficultés de la production laitière.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8113) : un budget donnant les moyens de réaliser une œuvre de progrès ; l'industrie textile ; (p. 8114) : les importations sauvages à des prix de dumping ; les interventions industrielles et le moment choisi pour agir ; les contradictions existant au sein de la CEE ;

la dégradation de la balance commerciale ; un secteur créateur d'emplois pénalisé ; « l'arrangement multifibres » ; la région Rhône-Alpes ; les propos de M. Claude-Alain Sarre ; laisser subsister de petits ateliers dans les zones rurales ou semi-rurales ; l'aide du GRESI.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Education [27 octobre 1977] (p. 6734, 6735) : la réforme du système éducatif ; l'apprentissage ; les constructions scolaires dans le second degré ; l'enseignement du premier cycle ; les conséquences entraînées par la fermeture des petits collèges en milieu rural ; la dévitalisation des campagnes ; le cas des communes de Sant-Etienne-de-Saint-Geoirs et de Saint-Siméon-de-Bressieux.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7353) : l'application de la réforme de l'apprentissage ; l'emploi des jeunes ; l'effort réalisé par les entreprises ; les améliorations apportées en matière de formation professionnelle continue ; l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle ; remédier à la prise en considération du critère de l'expérience professionnelle dans l'attribution d'un premier emploi ; développer les possibilités de formation en dehors du temps de travail ; élaborer le cadre législatif d'une action en matière de formation ; l'effort réalisé par les organisations professionnelles agricoles et le Gouvernement en matière de formation.

Industrie, commerce et artisanat. — **I. Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7440) : le bilan de la politique de l'énergie ; (p. 7441) : la crise économique ; l'importance des problèmes énergétiques ; le nucléaire ; les atouts de la France en matière d'énergie nucléaire ; la mise au point des énergies propres ; la surrégénération ; les arguments en faveur du nucléaire ; les déclarations de M. Bouloche relatives au plan de développement du nucléaire.

Équipement et aménagement du territoire. — **Équipement, aménagement du territoire et urbanisme.** **Examen des articles** [16 novembre 1977]. **Après l'article 70** (p. 7550) : son amendement n° 230 : non soutenu.

Équipement et aménagement du territoire. — **Logement** [17 novembre 1977] (p. 7590) : la réforme de l'APL ; l'octroi des primes à l'habitat rural ; le cas du département de l'Isère ; le financement des dossiers en instance ; la compatibilité de l'octroi des primes à l'amélioration de l'habitat rural avec les mesures prévues en faveur de la décohabitation ; le vote favorable du parti républicain.

BRAILLON (Jean)

Député de Saône-et-Loire
(4^e circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement le 29 juin 1974 de M. André Jarrot, nommé membre du Gouvernement. L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 juillet 1974] (p. 3248).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [12 novembre 1974] (p. 6230).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

BRANGER (Jean-Guy)

Député de la Charente-Maritime
(2^e circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. Albert Bignon décédé le 10 janvier 1977.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [J.O. du 12 janvier 1977] (p. 326) [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 5 février 1977] (p. 777) [2 avril 1977] (p. 1462).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi en Charente-Maritime** [11 mai 1977] (p. 2647) : les graves difficultés économiques de ce département et particulièrement de la région de Rochefort-sur-Mer.

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6809) : la mise en application du rapport constant selon le plan quadriennal de l'UFAC ; la situation des veuves et des ascendants ; la situation des personnes ayant été contraintes au travail obligatoire en pays ennemi ; la commémoration du 8 mai ; la pension d'invalidité des jeunes du contingent ; les besoins en personnel des services départementaux de l'office national des anciens combattants ; la profanation des monuments et des stèles érigés à la mémoire des anciens combattants ; (p. 6810) : le droit des anciens combattants.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7267) : le projet de budget ; l'évolution du titre V ; la situation des personnels ; les mesures à prendre en faveur des personnels de carrière et des différentes catégories de retraités militaires ; la modification du régime d'attribution des échelons ; les investissements immobiliers réalisés à Rochefort.

BRAUN (Gérard)

Député des Vosges
(3^e circonscription)
(App. UDR, puis RPR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Christian Poncelet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Cesse d'être apparenté au groupe du rassemblement pour la République [6 octobre 1977] (p. 5970).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [6 octobre 1977] (p. 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes [9 juillet 1974] (p. 3431), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2008), portant modification de l'article 95 du code de la famille et de l'aide sociale (n° 2049) [10 décembre 1975].

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Aide à l'industrie textile** [22 octobre 1975] (p. 7217) : le chômage dans l'industrie textile dans les Vosges.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'article 95 du code de rapporteur. Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9839, 9840) : son rapport tendant à l'adoption de l'article unique du projet de loi.

BRIAL (Benjamin)

*Député de Wallis-et-Futuna
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminis-

tration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [18 mai 1973] (p. 1429).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) [18 mai 1973] (p. 1429).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Cesse d'appartenir à cette commission [25 novembre 1976] (p. 8710).

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Personnels des lignes UTA** [30 juin 1976] (p. 4951) : situation des personnels originaires de la Polynésie française.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer (n° 196). Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 944) : sa question écrite du 27 juin 1967 sur la situation matérielle des membres de l'Assemblée territoriale ; action du Gouvernement pour résoudre les problèmes de ce territoire ; régime de retraite des travailleurs du territoire ; mensualisation de l'indemnité allouée aux membres de l'Assemblée territoriale ; son inquiétude concernant les règles strictes de non-cumul ; l'amendement de la commission, son amendement. **Discussion**

des articles [14 juin 1973] (p. 2158). Article unique (p. 944, 945) : son amendement sur l'indemnité des membres de l'Assemblée territoriale ; qualité des travaux préparatoires ; ses remerciements au nom de l'Assemblée territoriale.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Territoires d'outre-mer [31 octobre 1973] (p. 5150) : problèmes concernant Wallis-et-Futuna, non-actualisation des crédits prévus pour l'hôpital de Wallis ; (p. 5151) : fonds indispensable à la réalisation de l'ensemble hospitalier ; urgence des besoins en forages et en adductions d'eau ; souhaite un rapide règlement de la question de la liaison aérienne entre les deux îles ; crédits pour l'installation d'un poste émetteur local.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6285) : l'attachement des Wallisiens et des Futuniens à la France ; électrification, adduction d'eau, ensembles hospitaliers ; demande l'installation d'un émetteur à Wallis-et-Futuna.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Territoires d'outre-mer [novembre 1975] (p. 7804, 7805) : les efforts accomplis en faveur de Wallis-et-Futuna ; l'insuffisante revalorisation des crédits destinés à ce territoire ; traiter les territoires d'outre-mer sur un pied d'égalité.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8402) : un budget marqué par l'austérité financière ; le devoir d'une présence active de la France dans le Pacifique ; Wallis-et-Futuna ; la dépendance de fait vis-à-vis de Nouméa ; le gouverneur ; les transports aériens ; parfaire l'application de l'article 72 de la Constitution ; l'ouverture des ministères techniques aux préoccupations sociales et à l'information ; (p. 8403) : les hôpitaux à Wallis-et-Futuna ; la station de radio de Wallis ; la politique de l'information ; le projet de centrale hydro-électrique à Futuna ; les liaisons routières à Wallis.

BRIANE (Jean)

Député de l'Aveyron
(1^{re} circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Président de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1^{er} juillet 1976] (p. 5010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [2 juin 1977] (p. 3358).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre de la commission supérieure des sites [23 juin 1977] (p. 4155), [24 juin 1977] (p. 4202).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et la loi n° 70-1318 du 31 décem-

bre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110) (n° 1115) [5 juillet 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1652) adopté par le Sénat portant modification des articles premier à 16 du code de la famille et de l'aide sociale (n° 1735) [10 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **métayers** assurés sociaux du régime de **retraite complémentaire des salariés agricoles** (n° 2232) [28 avril 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome XVIII : Budget annexe des prestations sociales et agricoles** (n° 2530) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — **Tome XIX : Prestations sociales agricoles** (n° 3148) [11 octobre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3207) portant dispositions particulières applicables aux **salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° 3288) [8 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1259), relatif à la profession d'opticien-lunetier détaillant et à la qualification d'adaptateur de prothèse optique (titre IV du livre IV du code de la santé publique) (n° 3361) [15 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat (n° 3435) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Garantie de ressources aux travailleurs licenciés** [16 octobre 1974] (p. 5085).

— **Aide spéciale à l'élevage** [30 octobre 1974] (p. 5622, 5623).

— **Conférence annuelle des métiers et des PME** [11 décembre 1974] (p. 7673).

• question orale sans débat :

— (n° 19436) : **Emballages plastiques** [7 mai 1975] (p. 2473).

• question au Gouvernement :

— **Instruction et liquidation des dossiers de retraite** [21 mai 1975] (p. 2938).

• question orale sans débat :

— (n° 15464) : **Constructions hospitalières** [20 juin 1975] (p. 4575).

• question au Gouvernement :

— **Développement économique du Massif central** [19 novembre 1975] (p. 8646) : mesures prises pour l'application du programme de désenclavement du Massif central.

• question orale sans débat :

— (n° 24443) : **Coordination des activités gouvernementales et parlementaires** [5 décembre 1975] (p. 9442, 9443) : conditions de travail déplorables imposées aux parlementaires ; nécessité de reconsidérer les méthodes de travail de l'Assemblée nationale.

• questions au Gouvernement :

— **Action de la police dans la répression du banditisme** [17 décembre 1975] (p. 9911) : condamnation de toutes les formes de violence ; reconnaissance de la nation à la brigade antigang.

— **Mouvements de grève dans les universités** [7 avril 1976] (p. 1443).

• questions orales sans débat :

— (n° 28836) : **Construction d'un barrage sur le Lot** [14 mai 1976] (p. 3081, 3082) : les inquiétudes suscitées dans la haute vallée du Lot par la construction d'un barrage en amont de Saint-Geniez-d'Olt.

— (n° 32408) : **Crédits destinés aux adductions d'eau** [15 octobre 1976] (p. 6709, 6710) : les conséquences du blocage de ces crédits ; les plaintes des présidents de syndicats d'adduction d'eau obligés d'arrêter les chantiers ; nécessité d'augmenter les crédits accordés à la région Midi-Pyrénées pour 1977.

• questions au Gouvernement :

— **Sort des étudiants des universités de Nanterre, Poitiers et Toulouse** [20 octobre 1976] (p. 6778) : versement des bourses aux étudiants ; report d'incorporation au service militaire jusqu'à la fin de l'année universitaire 1976-1977.

— **Classement en zone de montagne de l'Aveyron** [17 novembre 1976] (p. 8162).

• question orale sans débat :

— (n° 33567) : **Crues du Lot** [3 décembre 1976] (p. 8998, 8999) : coordination des services chargés de la surveillance des crues ; participation de l'EDF à l'écrêtage des crues (barrage de Castelnau-de-Mandailles) ; reboisement systématique des pentes de la haute vallée du Lot ; aide aux collectivités et aux particuliers sinistrés.

• questions au Gouvernement :

— **Difficultés des aciéries et usines métallurgiques de Decazeville** [15 décembre 1976] (p. 9417, 9418) : mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter les licenciements et réanimer l'économie locale.

— **Renouvellement d'une partie de la flotte d'Air France** [20 avril 1977] (p. 1950) : nécessité de régler le problème du Concorde avant d'envisager l'achat d'appareils américains pour remplacer les Caravelles.

— **Crédits aux collectivités locales** [18 mai 1977] (p. 2865) : les difficultés de financement des collectivités locales ; la situation financière difficile de nombreuses entreprises du fait de l'insuffisance des crédits de paiement.

— **Conditions d'admission dans les écoles d'infirmiers et d'infirmières** [5 octobre 1977] (p. 5845) : situation des « reçus-collés ».

— **Développement des transports en commun dans les zones urbaines** [11 octobre 1977] (p. 6041) : les mesures envisagées par le Gouvernement pour dissuader les automobilistes d'utiliser leur voiture dans les grandes villes.

— **Prix des terres agricoles** [21 décembre 1977] (p. 9143, 9144) : mesures envisagées pour éviter que les terres agricoles atteignent des prix excessifs ; difficulté pour les collectivités locales de constituer des réserves foncières.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° 277) [4 mai 1973] (p. 1055) : rappelle la distorsion entre les prix des productions végétales et ceux des productions animales, l'inadaptation des structures d'exploitation, le sous-équipement des campagnes ; évoque les conditions d'octroi des prêts du Crédit agricole, l'encadrement du crédit ; demande une véritable politique des zones défavorisées, particulièrement en montagne ; (p. 1056) : production de viande ovine en Aveyron ; absence de règlement communautaire concernant cette production ; cotations de La Villette ; évoque les équipements ruraux, les adductions d'eau, l'électrification, l'habitat rural, l'insuffisance des crédits consacrés à l'enseignement agricole, le retard des équipements collectifs ; propose un emprunt national pour l'équipement des régions rurales, des plans d'équipement régionaux et locaux financés par l'emprunt, la nécessité d'aménager l'espace rural.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° 198). **Discussion des articles** [15 mai 1973]. **Article premier** (p. 1257) : retrait de son amendement.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 197). **Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1453) : retard du projet par rapport à la jurisprudence et à la législation des pays de la CEE ; procédure spécifique de licenciement indépendante des règles du code civil ; climat de la discussion ; problème des petites entreprises ; leur insuffisante information sur la législation sociale ; valeur des relations humaines dans l'entreprise ; (p. 1454) : son soutien à une politique contractuelle ; caractère précipité du débat. **Discussion des articles** [29 mai 1973] : **Article 5** (p. 1627) : **Article 24 p du code du travail** : son amendement : inclusion des mots : « le caractère réel et sérieux des motifs invoqués par l'employeur ». **Article 24 q** (p. 1631) : son amendement ; retrait ; son amendement : réintégration du salarié ou ver-

sement d'une indemnité. **Deuxième lecture** [26 juin 1973]. **Article 5** (p. 2511) : son amendement : pouvoirs d'investigation du juge dans la recherche des preuves.

— **Projet de loi modifiant et simplifiant les conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° 353). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2365) : difficultés d'application de la législation actuelle ; loi du 13 juillet 1971 ; calcul des frais d'hébergement prévus dans les semi-internats des handicapés ; moyens de défense des parents ; droit à la formation professionnelle pour les handicapés placés dans un institut médico-professionnel ; inclusion des frais de piscine dans les prix de journée ; sections spéciales de thérapeutique dans les centres d'aide par le travail ; capacité commerciale de ces ateliers ; charge des frais occasionnés par l'encadrement administratif ; déductions opérées sur le salaire des handicapés ; droit au logement, foyers d'adultes handicapés ; formation des personnels spécialisés ; nécessité d'une loi-cadre ; principe de la gratuité de l'éducation et des soins, projet de création d'un fonds national des handicapés ; revenu minimum garanti ; (p. 2366) : sa question écrite sur les handicapés rejetés dans les hôpitaux psychiatriques, nécessité de mettre en œuvre un véritable code des handicapés ; (p. 2367) : sa réponse au Gouvernement sur l'amendement n° 3 à l'article premier ; son acceptation du retrait de l'amendement sous réserve d'une promesse formelle du Gouvernement de régler le problème dans le cadre de la loi d'orientation.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article 5** (p. 4051) : son amendement précisant que le rapprochement du régime fiscal applicable aux commerçants et artisans et du régime des salariés devra être réalisé par étapes annuelles, égalité totale et permanente, à la fin du VI^e plan ; [5 octobre 1973] : **Après l'article 5** (p. 4115) : ses réserves sur le retrait de l'amendement de la commission. **Article 6** (p. 4117) : sa demande de précision au Gouvernement en ce qui concerne la patente pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 1974 au 1^{er} janvier 1975. **Article 34** (p. 4148) : son amendement visant à interdire en particulier la vente de produits de composition spéciale présentés sous le même emballage que ceux de fabrication ordinaire. **Article 36** (p. 4155) : son amendement faisant référence à une disposition du code de la famille et habitant les unions d'associations familiales à se porter partie civile ; [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4237) : son amendement, déclaré irrecevable, proposant que l'alignement des régimes d'assurance

soit terminé à la fin du VI^e plan ; sa demande de précisions au ministre de la santé publique sur le délai de rattrapage ; **Article 15** (p. 4243) : demande au ministre de la santé publique de préciser dans quelles conditions les assurés retraités seront effectivement exonérés de cotisations sociales ; [11 octobre 1973] : **Article 10** (p. 4277) : extension de l'octroi de l'aide spéciale compensatrice. **Article 17** (p. 4288) : son amendement : caractère économique des études des chambres consulaires. **Article 18** (p. 4290) : son amendement : fixation par décret de l'importance des ensembles immobiliers en fonction des agglomérations ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4353) : demande que le seuil de référence des grandes surfaces soit abaissé à 400 mètres carrés ; (p. 4354) : son sous-amendement : notion d'agglomération ; (p. 4363) : sa mise au point au sujet d'un vote (art. 21). **Article 25** (p. 4368) : ses observations sur son amendement : commissions régionales d'urbanisme commercial. **Article 28** (p. 4371) : son amendement : priorité des prêts de la CAECL pour les communes de moins de 100.000 habitants ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4535) : ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement. **Avant l'Article 41** (p. 4757) : son amendement : conditions de souscription du contrat d'apprentissage ; [19 octobre 1973] : **Article 42** (p. 4590) : son amendement. **Avant l'Article 49** (p. 4599) : ses observations sur son amendement : conférence annuelle. **Seconde délibération du projet de loi** : **Article 23** (p. 4624) : regrette que les consommateurs aient été oubliés dans l'amendement du Gouvernement ; [6 décembre 1973] : **Deuxième lecture** (p. 6713) : son amendement : suppression de la référence aux progrès constatés dans la connaissance des revenus ; (p. 6714) : son sous-amendement : simultanéité de la connaissance des revenus et de l'égalité fiscale. **Article 31** (p. 6721) : son amendement : ventes à prime, fixation d'un pourcentage de base des opérations gratuites et permises. **Article 31 bis** (p. 6723) : son amendement : modalités du crédit fournisseur, accords entre les parties ; [7 décembre 1973] : **Article 23** (p. 6769) : ses observations sur l'article ; ses arguments en faveur de l'adoption du texte du Sénat. **Article 41** (p. 6777) : son amendement : modalités d'organisation des stages d'initiation. **Article 45** (p. 6783) : son amendement : perception de la participation financière des artisans par le fonds d'assurance formation ; (p. 6784) : ses explications de vote sur l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974.**
Deuxième partie :

Services du Premier ministre. Section II. — Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4981) : aide à la jeunesse organisée et inorganisée ; recherche des causes de cette inorganisation de notre jeunesse ; insuffisance des équipements des éducateurs ; (p. 4982) : faiblesse des crédits budgétaires ; misère de nos équipements sportifs ; culturels et de loisirs ; faiblesse des moyens mis à la disposition des organismes de plein air ; goût du sport chez les jeunes ; insuffisance du nombre d'équipements et d'animateurs ; nécessité d'une politique de la jeunesse ; des sports et des loisirs, d'un effort de coordination ; plan d'équipement progressif au niveau des départements et des régions ; association à cet effort des athlètes et des sportifs chevronnés ; propose la création d'un corps d'auxiliaires des sports ; dénonce l'insuffisance des crédits ; la jeunesse première des priorités. **Etat B - Titre III** (p. 5003) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre : insuffisance des crédits affectés aux équipements sportifs et aux créations de postes d'enseignant.

Commerce et artisanat [29 octobre 1973] (p. 5019) : non-intervention de son groupe dans la discussion après le long débat sur le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; nouveau crédit accordé au ministre.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5311) : crédits pour les équipements agricoles et ruraux ; (p. 5312) : ses observations sur la présentation du budget ; présentation fonctionnelle des crédits de l'Etat avant la discussion budgétaire ; son analyse des crédits d'équipement ; recul par rapport aux prévisions du plan ; ses observations sur les virements de crédits ; insuffisance des crédits d'adduction d'eau ; situation des programmes d'adduction d'eau dans le département de l'Aveyron ; relance des plans d'aménagement rural ; équipement du monde rural dans une perspective de symbiose entre ville et campagne ; coût des équipements ; retard des équipements productifs agricoles ; insuffisance des crédits destinés aux industries agricoles et alimentaires ; comité central de rénovation rurale ; (p. 5313) : crédits de rénovation rurale et crédits ordinaires ; misère de l'enseignement agricole en France ; insuffisance de la dotation de l'INRA ; diminution du recrutement des personnels ; sa question d'actualité du 6 octobre sur le problème de la viande ; manifestation des producteurs du Centre-Midi ; souhaite connaître les mesures que le ministre compte prendre dans l'immédiat.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5669) : insuffisance du budget par rapport aux besoins ; nécessité de réformes pro-

fondes ; (p. 5670) : ouverture sur l'extérieur ; « diplômite » ; situation des auxiliaires étudiants en médecine ; bourses scolaires ; ramassage ; nationalisations des CEG ; situation de l'enseignement technique ; carte scolaire ; culture et langues régionales.

Aménagement du territoire. — Equipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5731) : son intervention au nom du groupe parlementaire pour la création d'un axe routier Paris-Centre-Sud ; nécessité d'une volonté politique de désenclavement du Massif central ; préparation du VII^e plan ; souhaite avoir des assurances quant à la réalisation de cet axe de communication.

Aménagement du territoire. — Equipement, logement et tourisme. Logement [15 novembre 1973] (p. 5794) : financement de l'habitat dans le secteur rural ; suppression des primes sans prêt ; sa demande de précision sur les prêts bonifiés du Crédit agricole ; crédits pour les HLM en accession à la propriété ; ses observations sur l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; (p. 5795) : résidences pour le « troisième âge » ; logement des handicapés ; logement des étudiants et des jeunes travailleurs ; difficultés des entreprises du bâtiment ; politique de concentration et politique de développement équilibrée des régions.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 723).** Discussion des articles [11 décembre 1973]. Article 4 (p. 6849) : son amendement tendant à la suppression de l'article ; sa demande de scrutin public au nom de son groupe.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6869) : rectification d'un vote de M. Rossi.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et aménagement du régime des cumuls (n° 275).** Deuxième lecture [12 décembre 1973] (p. 6879) : réforme de l'IVD et loi d'orientation ; (p. 6880) : fixation d'unités d'exploitation par la commission européenne, FASASA, IVD et indemnité complémentaire de restructuration, termes ayant disparu dans le texte proposé par la commission ; suppression de la référence à l'aménagement foncier et ses conséquences. **Article premier B** (p. 6883) : ses sous-amendements ; maintien de l'IVD « leur vie durant » ; référence à l'aménagement foncier.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645).** Discussion des articles

[13 juin 1974] : **Article L 608 du code de la santé publique** (p. 2647) : présente l'amendement n° 40 : ne pas donner aux aliments d'adaptation la qualification de médicaments vétérinaires en raison des incidences fiscales ; adopté. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2652) : son amendement n° 41 proposant d'inclure les groupements de défense sanitaire. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2654) : son amendement n° 43 rectifié ; commission départementale d'agrément ; sans objet. **Article L 617-13 du code de la santé publique** (p. 2671) : son amendement n° 49 : situation des hongreurs et maréchaux-ferrants ; adopté ; son amendement n° 50 : zootechniciens et assistants des vétérinaires ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 617-21 du code de la santé publique** (p. 1790) : son amendement n° 15 : création d'un corps d'auxiliaires vétérinaires ; déclaré irrecevable.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la profession d'opticien-lunetier et à la qualification d'adaptateur de prothèse optique de contact (n° 1060).** Discussion générale [28 juin 1974] (p. 3163) : insiste sur la nécessité d'une surveillance médicale approfondie de la tolérance des prothèses de contact.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 943)** [28 juin 1974] (p. 3197) : le groupe des réformateurs démocrates sociaux souhaite l'adoption rapide du texte.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110), rapporteur** [4 juillet 1974] (p. 3295) : ses observations relatives à la création d'une allocation de rentrée scolaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale (n° 1073).** Discussion générale [11 octobre 1974] (p. 5023) : ses observations sur le livre *Les Exclus* publié par le secrétaire d'Etat lorsqu'il était directeur au ministère.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale (n° 1177).** Discussion générale [15 octobre 1974] (p. 5067) : fait le point de la situation actuelle des régimes sociaux ; les conséquences des transferts des populations actives ; l'effort à faire pour appréhender le revenu des non-salariés ; le groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux voit dans le projet une étape vers un régime social uniforme pour tous les Français. **Explications**

de vote [16 octobre 1975] (p. 5122) : les réformateurs voteront le texte amendé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5866) : situation des écoles maternelles ; approuve le développement des petits collèges dans les centres ruraux ; le vote de la loi Royer impose la coordination entre les collèges d'enseignement technique et l'apprentissage ; cite plusieurs exemples d'incohérence dans le système d'attribution des bourses ; (p. 5867) : le chauvinisme administratif qui paralyse la mise en place de la formation continue ; évoque le problème des cultures et des langues régionales.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6121) : le saupoudrage des aides ; le classement des communes de montagne ; l'aide spéciale à l'élevage ; la commercialisation des productions ; les adductions d'eau.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7184) : rappelle les données démographiques qui accompagnent le débat ; s'interroge sur les causes de l'avortement ; il faut combattre l'avortement par une plus juste compensation des charges familiales ; p. 7186) : approuve la position de l'union nationale des associations familiales ; met en lumière les contradictions entre la position affirmée par M. Debré et les mesures prises alors qu'il était Premier ministre ; l'avortement ne peut être autorisé que pour des raisons médicales graves ; souhaite que le projet soit retiré par le Gouvernement ou repoussé.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° 776) [5 décembre 1974] (p. 7438) : la réforme de l'assurance vieillesse de la mère de famille ; la majoration de la durée d'assurance : deux ans par enfant ; la possibilité d'assurance volontaire ; souhaite la révision des dossiers de rente déjà liquidés ; (p. 7439) : demande le cumul intégral ; le texte omet les veufs et les veuves invalides. **Explications de vote** (p. 7453) : le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux votera ce texte ; regrette l'absence de réponse à la question sur le régime d'Alsace-Lorraine.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° 949), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7520) : les promesses de M. Poniatowski en septembre 1973 ; les dispositions déjà adoptées : l'allocation de rentrée scolaire et la réforme de l'assu-

rance vieillesse de la mère de famille ; ce projet tend à combler certaines lacunes mais ne suffit pas à promouvoir une véritable politique familiale ; l'allocation de maternité à caractère nataliste se transforme en allocation postnatale à caractère sanitaire ; l'insuffisante application de la surveillance médicale des enfants ; l'allocation pour frais de garde, son extension aux enfants placés chez des gardiennes ; la majoration de l'allocation de salaire unique : la liberté de choix de la mère face au travail professionnel ; l'allocation d'orphelin ; les prêts aux jeunes ménages ; les lacunes du projet ; les engagements gouvernementaux ; souhaite l'élaboration d'une réelle politique familiale. **Discussion des articles** [6 décembre 1974]. **Sur l'Article 2** (p. 7526) : son amendement n° 1 : versement de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer ; (p. 7527) : développer la surveillance sanitaire préventive ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion générale** [13 décembre 1974]. **Article 2** (p. 7859) : se rallie à l'amendement n° 221 du Gouvernement sur l'obligation éducative. **Article 3** (p. 7861) : défend son amendement n° 106 soulignant la vocation de l'éducation nationale ; adopté. **Article 4** (p. 7862) : défend son amendement n° 107 concernant la représentation des associations de parents de handicapés ; retiré ; (p. 7864) : défend l'amendement n° 108 de M. Ollivro sur le libre choix de l'établissement ; adopté ; (p. 7866) : défend l'amendement n° 109 concernant la participation des parents du mineur handicapé aux débats de la commission départementale ; adopté. **Rappel au règlement** [18 décembre 1974, 19 décembre 1974] (p. 8022) : la lenteur du débat. **Après l'Article 41** (p. 8103) : son sous-amendement n° 114 à l'amendement n° 103 : adaptation du logement ; adopté.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560). **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier** : **Article 229 du code civil** (p. 3357) : défend l'amendement n° 86 de M. Forens : impossibilité d'invoquer le consentement mutuel durant les deux premières années de mariage ; retiré.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e plan** (n° 1685). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3565) : sauvegarde de la cellule familiale ; ce que pourrait être une nouvelle politique familiale ; les conséquences de l'irruption massive des femmes dans la vie professionnelle ; (p. 3556) : donner à la femme le choix entre travailler à l'extérieur ou rester à la maison ; garantir à la

mère de famille un statut et une rémunération tenant compte de son rôle social ; le coût d'une telle mesure ; les économies à attendre du statut de la mère de famille ; les prestations familiales ; abandonner le principe de l'assistance pour retenir la notion de compensation des charges ; rattraper le retard des allocations familiales ; faire évoluer ces allocations dans le même sens que les salaires ; les prendre en compte dans le calcul des impôts sur le revenu ; les fonctions nouvelles qui s'imposent aujourd'hui à la famille.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux (n° 1633).** **Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3827) : le rapport de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen : tenir compte des suggestions contenues dans le rapport.

— **Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours (n° 1587).** **Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article 7** (p. 4166) : son amendement n° 13 : supprimer le second alinéa de l'article 7 ; se demande si l'article 7 n'aura pas pour effet d'asphyxier les associations en les empêchant de se faire connaître ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de certains articles du code de la famille et de l'aide sociale (n° 1652), rapporteur.** **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4169) : assurer une meilleure représentativité des mouvements familiaux ; la création des unions départementales et de l'union nationale des associations familiales par l'ordonnance du 3 mars 1945 ; le fonds spécial créé par la loi du 24 mai 1951 ; le financement de l'union ; permettre l'adaptation de l'institution familiale à la réalité d'aujourd'hui ; l'ouverture des conseils d'administration aux couples mariés sans enfants et aux personnes physiques exerçant l'autorité parentale ; créer des unions régionales ; leur rôle dans la réalisation de la politique familiale ; la baisse dangereuse de la démographie ; prendre d'autres mesures en faveur de la famille. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 4177) : son amendement n° 5 : continuer à affirmer que la famille est fondée sur le mariage et sur la filiation légitime ou adoptive ; adopté ; son amendement n° 6 : conséquence de l'amendement n° 5 ; adopté ; (p. 4177) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Besson ; (p. 4178) : son amendement n° 26 : supprimer l'exigence d'un décret en Conseil d'Etat ; repoussé. **Article premier bis** ; son amendement n° 8 : création d'unions régionales des associations familiales ; (p. 4178, 4179) : estime indispensable que les associations familiales disposent d'une structure spécifique au niveau régional ; repoussé. **Article 2** (p. 4179) : son amende-

ment n° 11 : éviter de contraindre les tribunaux à exiger un agrément préalable des unions d'associations familiales pour les actions civiles prévues par la loi du 27 décembre 1973 ; adopté ; (p. 4180) : son amendement n° 12 : permettre aux associations de pouvoir intervenir auprès des pouvoirs publics pour représenter les intérêts propres des familles dont elles assument la charge ; adopté. **Article 3** (p. 4180) : son amendement n° 13 : empêcher l'adhésion à l'UNAF d'associations qui n'auraient pas pour objet essentiel de défendre la famille ; adopté. **Article 4** (p. 4181) : son amendement n° 16 rédactionnel ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 19 : ouvrir les conseils d'administration à tous les parents qui ont un enfant mineur ; repoussé ; ses observations sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. **Article 7** (p. 4182) : son amendement n° 27 : supprimer le sixième alinéa de l'article 7 qui attribue une voix par groupe de trois enfants ayant vécu jusqu'à l'âge de la majorité ; repoussé ; son amendement n° 28 : dans le huitième alinéa de l'article 7, après les mots : « enfant mineur handicapé », insérer les mots : « à charge » ; repoussé ; (p. 4183) : son amendement n° 29 : égalité du prélèvement prévu à un pourcentage qui ne peut être inférieur à 0,03 % du montant des prestations légales servies par chacun des régimes en cause ; considère que son amendement est indispensable si l'on veut porter le prélèvement au-delà de son taux actuel ; (p. 4184) : adopté. **Article 8** : son amendement n° 30 : supprimer l'article 8 ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation (n° 1736).** **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4739) : les difficultés particulières au milieu rural ; le problème des effectifs ; faire disparaître les classes de trente-cinq élèves ; l'adaptation de l'école à la vie ; (p. 4830) : les conditions du succès de la réforme. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 4** (p. 4469) : son amendement n° 99 : association de la formation professionnelle à la formation générale ; (p. 4451) : retire son amendement n° 99. **Après l'Article 11** (p. 4465) : son amendement n° 112 : possibilité de dispenser un enseignement des langues et culture régionales tout au long de la scolarité ; adopté. **Article 13** (p. 4469) : son amendement n° 15 : rendre le directeur responsable de l'ordre du jour ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux, rapporteur suppléant de M. Delaneau (n° 1642).** **Deuxième lecture.** **Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4962) : indique que les modifications apportées par le Sénat sont justifiées aux yeux de la commission. **Discussion des articles.** **Article 4** (p. 4963) : s'oppose à l'amendement n° 4 de

M. Bichat, **Article 4 ter** (p. 4964) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de l'article L 267 du code de la sécurité sociale ; adopté ; son sous-amendement n° 3 : supprimer le régime des fractions de prix des analyses en cas de non-conventionnement ; retiré ; (p. 4966) : souhaite que le Gouvernement et les professionnels consentent aux concessions nécessaires pour que la convention aboutisse.

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750). Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] : craint la réunion des professions de santé aux sociétés anonymes et SARL. **Discussion des articles. Article premier : Article L 761-1 du code de la santé publique** (p. 4901) : souhaite que le Gouvernement retire sa demande de scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport (n° 1728). Discussion générale** [3 octobre 1975] (p. 6527) : les insuffisances du projet de loi ; son caractère de loi-cadre destinée à coordonner les diverses activités sportives ; favoriser le sport dans les entreprises, y compris dans les petites ; faire un effort supplémentaire dans le recrutement des professeurs ; (p. 6528) : la nécessité pour les clubs d'avoir des éducateurs sportifs ; la nécessité du contrôle médical ; le renforcement du rôle des fédérations ; construire les équipements sportifs en même temps que les établissements scolaires ; le plein emploi des équipements sportifs ; prévoir des moyens budgétaires suffisants. **Discussion des articles. Article 5** (p. 6551) : son observation sur l'amendement n° 25 de M. Besson.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Équipement. — Logement [18 octobre 1975] (p. 7414) : le plan de relance et le le secteur du bâtiment ; (p. 7415) : ne pas relâcher l'effort ; permettre aux PME de prendre leur part des marchés publics ; la vétusté des logements ruraux ; (p. 7416) : l'accession à la propriété pour les plus modestes, ses inquiétudes sur l'avenir du logement en France.

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7457) : nécessité d'une politique d'ensemble de la famille ; situation inquiétante de la démographie française ; (p. 7458) : répondre à l'attente des familles françaises.

Qualité de la vie. — I. - Environnement [7 novembre 1975] (p. 8093) : la pollution conséquence du gaspillage et de la société de consommation ; (p. 8094) : lier le problème de l'assainissement au problème de l'eau ; récupérer les matières premières ; réglementer les

emballages ; l'importance de l'opération relative au Lot ; la sauvegarde du littoral méditerranéen ; la faiblesse des moyens de l'environnement ; changer les mentalités et le comportement.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [7 novembre 1975] : examen du budget de la jeunesse et des sports et du budget du tourisme.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° 1449). Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9461) : l'amélioration d'un texte très attendu par de nombreux entrepreneurs ; l'importance du secteur de la sous-traitance, notamment dans le bâtiment ; la valeur de la proposition de M. Neuwirth en matière de sous-traitance dans les marchés publics et les marchés privés. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9468) : son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 56 du Gouvernement : obtenir une plus grande transparence des contrats et éviter que les sous-traitants ne soient soumis à des pressions ; réservé. **Article 6 bis** (p. 9475) : rappelle qu'on légifère sur la sous-traitance et non sur le droit au travail. **Article 9** (p. 4976) : son amendement n° 49 : dans les marchés d'un montant supérieur à 1 million de francs, remplacer l'action directe par le paiement direct obligatoire ; repoussé. **Avant l'article 11** (p. 9478) : demande des précisions sur le système de la caution personnelle. **Après l'Article 11** (p. 9481) : considère que l'amendement n° 47 de M. Mexandeau serait sans effet. **Explications de vote** (p. 9483) : la position favorable des réformateurs vis-à-vis d'un texte qui conforte la solidarité entre les différentes catégories d'entreprises.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (n° 1949). Discussion de l'Article unique** [16 décembre 1975] (p. 9833) : apporte son soutien à l'amendement n° 1 défendu par M. Gau ; n'est pas favorable à l'amendement n° 3 de Mme Chonavel ; préfère que les associations de travailleuses familiales s'occupent elles seules de ce service ; (p. 9834) : sa réponse à M. Pinte ; juge qu'il s'agit avant tout d'un problème financier.

— **Proposition de loi complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage (n° 282). Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9946) : son amendement n° 6 : après les mots : « non dépouillés », insérer les mots : « sauf en cas d'autopsie » ; retiré.

1976

— **Rappel au règlement** [6 avril 1976] (p. 1369) : discussion du rapport sur la pollution de la Méditerranée.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [13 avril 1976]. **Article 25** (p. 1647) : son amendement n° 331 : nouvelle rédaction visant à harmoniser le code de l'urbanisme et le code rural ; (p. 1648) : voit dans son amendement n° 331 un moyen d'éviter les conflits ; regrette de ne pas avoir encore connaissance du texte de l'amendement n° 388 ; adopté. **Seconde délibération** [14 avril 1976]. **Article 25** (p. 1775) : défend ses deux sous-amendements n°s 4 et 5 relatifs l'un à une meilleure protection des activités agricoles, l'autre au respect des préoccupations architecturales ; sous-amendement n° 4 adopté ; sous-amendement n° 5 repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 5 A bis** (p. 4411) : défend l'amendement n° 97 de M. Bécam tendant à remplacer l'association par la consultation ; adopté. **Article 21** (p. 4430) : défend l'amendement n° 85 de M. Mesmin tendant à ce qu'un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles les POS pourront déroger aux mesures de protection prises à l'intérieur des périmètres sensibles ; retire l'amendement n° 85 de M. Mesmin. **Article 25** (p. 4431) : défend l'amendement n° 86 de M. Mesmin préservant les ressources naturelles ; défend l'amendement n° 87 de M. Mesmin s'opposant à l'exonération prévue en faveur des travaux visant à l'amélioration des exploitations agricoles et forestières ; défend l'amendement n° 88 de M. Mesmin tendant à rétablir pour les coupes et abattages d'arbres dans les zones d'environnement protégé l'obligation de l'autorisation prévue par le code de l'urbanisme ; défend l'amendement n° 89 de M. Mesmin tendant à sauvegarder les mesures de protection prises auparavant lorsqu'un POS est prescrit sur un territoire couvert par une zone d'environnement protégé ; insiste pour l'adoption de l'amendement n° 86 de M. Mesmin ; amendement n° 86 de M. Mesmin repoussé ; amendements n°s 87, 88 et 89 de M. Mesmin repoussés. **Article 34** (p. 4437) : observe que le dernier alinéa de l'article 34 doit apaiser M. Fanton ; défend l'amendement n° 91 de M. Mesmin tendant à réduire de cinq à trois ans l'ancienneté des associations habilitées à se porter partie civile ; devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 8 de M. Dubedout. **Article 38 A** (p. 4439) : demande si les dispositions de l'amendement n° 92 de M. Mesmin, devenu sans objet, ne pourraient pas être réintroduites sous la forme d'un sous-amendement. **Article 38 bis**

(p. 4440) : défend l'amendement n° 93 de M. Mesmin introduisant une précaution utile ; repoussé ; [23 novembre 1976] : **Article 53 bis** (p. 8587) : les différentes nuisances ; ne comprend pas que le Sénat ait supprimé l'article 53 bis.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° 1502). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1985) : rappelle les travaux de la commission sur la pollution du littoral méditerranéen ; prend en considération les limites d'un texte qui va néanmoins plus loin que la convention d'Oslo ; estime nécessaire de limiter au maximum la production des déchets ; unir les compétences et doter le ministère de la qualité de la vie de pouvoirs de police ; considère le texte en discussion comme un premier pas.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2265) : la nécessité de réaliser l'aménagement et l'équipement du cadre rural ; renforcer les équipements pour enrayer l'exode rural ; appliquer le principe de la polyvalence des services et celui de la mise en place de projets globaux ; établir, sur des crédits de différents ministères, un programme national d'aménagement.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2946) : le projet, un préalable à toute action réformatrice dans l'entreprise, vu le coût matériel et humain des accidents du travail ; nécessité de faire preuve d'une politique volontariste en matière d'information et de prévention ; la notion de sécurité intégrée, approbation du rôle renforcé attribué aux inspecteurs du travail ; l'information générale dans l'entreprise ; demande une multiplication du nombre de CHS ; (p. 2947) : demande un renforcement de l'inspection du travail, la création de délégués ouvriers à la sécurité ; la responsabilité des chefs d'entreprise devant exister à tous les niveaux ; la nécessité de l'amélioration des conditions de travail. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2969) : son amendement n° 1 distinguant information et formation ; souligne que formation et information sont des activités complémentaires et non concurrentes ; repoussé ; son amendement n° 2 tombe ; son amendement n° 3 tombe. **Article 10** (p. 2987, 2988) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Caille. **Avant l'Article 13** (p. 2991) : retire l'amendement n° 35. **Article 16** (p. 3004) : estime qu'on ne peut accepter l'amendement n° 132. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article premier** (p. 4807) :

demande s'il ne serait pas préférable de laisser à un texte réglementaire le soin de régler le problème soulevé par l'amendement n° 6.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3159) : la famille, cellule de base ; son rôle économique ; les conséquences des retards pris ; de l'assistance au revenu familial garanti. **Discussion des articles** [19 mai 1976] : **Article 2** (p. 3214) : son amendement n° 107 fixant la nouvelle prestation « par référence à la base mensuelle servant au calcul des allocations familiales » ; adopté. **Article 9** (p. 3225) : intervient en faveur de l'amendement n° 29 de Mme Missoffe ; son sous-amendement qui tend dans l'amendement n° 29 de Mme Missoffe à remplacer les mots « dans son poste » par les mots « dans un poste le plus proche possible de sa résidence » ; adopté. **Avant l'Article 17** (p. 3230) : se demande si le Gouvernement a mesuré les conséquences de l'article 17, qui privilégierait les jeunes gens faisant des études supérieures ; soutient l'amendement n° 52 rectifié de Mme Missoffe et le sous-amendement n° 98 de M. Besson. **Après l'Article 22** (p. 3236) : défend l'amendement n° 57 de Mme Missoffe invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi d'orientation sur la politique de la famille ; (p. 3237) : souhaite que le budget social de la nation soit revu pour permettre de définir une véritable politique familiale globale ; ne peut retirer un amendement qui est devenu celui de la commission [20 mai 1976]. **Après l'Article 22 (suite)** (p. 3268) : amendement n° 57 de Mme Missoffe déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° 2245). **Discussion de l'article unique** [25 juin 1976] (p. 4749) : son amendement n° 4 défendu par M. Daillet.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4890) : son amendement n° 27 exposant une politique globale de la famille ; (p. 4891) : indique que la politique de la famille doit être la priorité des priorités ; note que les prestations familiales ne suivent pas l'évolution des salaires ; l'oubli de la notion de compensation de charges alors que la situation démographique est préoccupante ; le redressement de cette situation par un consensus national fondé sur une politique dynamique ; la création d'un environnement social favorable et d'un climat de confiance dont les conditions sont la prise en compte

des réalités familiales à tous les niveaux ; la réalisation d'une compensation réelle d'une charge familiale, d'amélioration du logement, de l'urbanisme et des équipements ; (p. 4891) : la création d'un revenu familial garanti, d'un revenu social de la mère de famille ; la création de centres sociaux ; (p. 4892) : la richesse de la nation dans sa jeunesse ; amendement n° 27 ; réservé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6657) : son amendement n° 69 : non-application du blocage des loyers à certains loyers à usage commercial ; taxation à un niveau plus bas du montant des coefficients de renouvellement et de révision ; l'absence de discrimination envers les propriétaires ; un amendement de nature à concilier les préoccupations nécessairement contraires des propriétaires, des commerçants et des locataires ; estime que l'exposé des motifs de son amendement n° 69 est clair ; amendement n° 69 modifié ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis pour le budget annexe des prestations sociales agricoles [4 novembre 1976] (p. 7513) : le volume du BAPSA ; l'extension et la revalorisation des prestations ; la répartition des cotisations professionnelles ; la nécessité de revaloriser le montant des prestations invalidité ; les prestations familiales ; (p. 7514) : les charges des agriculteurs ; l'exonération des retraités inactifs non titulaires du FNS ; les prestations de services.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976 (J.O. Débats du 5 novembre 1976) (p. 7637) : les zones de piémont ; l'insuffisance des crédits pour l'enseignement agricole ; recourir à l'emprunt pour promouvoir les équipements ruraux.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8414, 8415) : son intervention lue par Mme Fritsch.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1976] (p. 9484) : mauvaises conditions de travail de l'Assemblée nationale en fin de session.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° 2631). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 2** (p. 9485) : souhaite que la loi précise que même les zones diffuses pourront bénéficier de l'aide personnalisée. **Article 3** (p. 9489) : son amendement n° 118 tenant compte du nombre de personnes à charge ; éviter les excès que pourrait faire naître une

conception abusivement élargie de la famille ; (p. 9490) : son amendement précisant qu'il s'agit d'une personne à charge et non d'enfant à charge ; adopté ; s'étonne de la position du Gouvernement vis-à-vis des amendements de la commission spéciale ; (p. 9491) : demande au Gouvernement s'il entend prendre en considération la proposition d'abattement présentée par la commission ; (p. 9495) : l'efficacité de l'APL ; accepter les moyens d'assurer cette efficacité ; (p. 9496) : ne comprend pas pourquoi le Gouvernement refuse une seconde rédaction par voie de sous-amendement de la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 151 de M. Bécam. **Après l'Article 3** (p. 9504) : ne pas enterrer le problème ; ne pas opposer les uns aux autres en matière de politique du logement. **Article 9** (p. 9513) : son amendement n° 134 proposant l'application de la formule du tiers-payant non pas systématiquement mais en tant que sanction ; le respect de la dignité des familles ; ne verser l'APL à un tiers qu'avec l'autorisation de son bénéficiaire ; une société de responsabilité ; les 4,5 % de mauvais payeurs ; (p. 9515) : éviter à terme les aides affectées ; l'aide personnalisée au logement et tiers-payant ; repoussé. **Article 23** (p. 9535) : son amendement n° 119 repris par M. Barrot ; adopté ; (p. 9536) : son amendement n° 120 repris par M. Barrot ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9786) : les dangers de l'article 3 prévoyant qu'un abattement sera opéré sur le montant des ressources professionnelles du conjoint ; ne pas désavantager les mères de famille renonçant à travailler pour élever leurs enfants, ainsi que les veuves ; (p. 9788) : les disparités.

— **Projet de loi adopté par le Sénat sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9679) : le mot « urbanisme » dans le texte du Sénat. **Article 3** (p. 9694) : soutient le sous-amendement n° 129 de M. Bernard-Reymond à l'amendement n° 29 de M. Bolo tendant à préciser les compétences des personnes éventuellement associées ; soutient l'amendement n° 119 de M. Achille-Fould tendant à préciser les compétences des personnes éventuellement associées ; soutient l'amendement n° 128 de M. Bernard-Reymond ayant le même objet que l'amendement n° 119 et que le sous-amendement n° 129 ; sous-amendement n° 129 repoussé, les amendements n° 128 et n° 119 tombent ; (p. 9696) : le caractère inutile des amendements n° 91 de M. Mesmin et n° 142 de M. Bourson. **Article 4** (p. 9697) : critique l'amendement n° 92 de M. Mesmin ; le recours à l'architecte moins onéreux qu'on ne le croit ; les conseils d'architecture ; (p. 9698) : souhaite l'exigence que le maître d'ouvrage soit au moins agréé en ar-

chitecture ou qualifié ; (p. 9701) : critique la méthode de travail du Parlement ; déterminer le rôle et les pouvoirs du conseil d'architecture. **Article 5** (p. 9709) : souhaite un texte appliqué rapidement ; est favorable à l'absence de tutelle. **Article 6** (p. 9710) : soutient l'amendement n° 98 de M. Mesmin souhaitant que le conseil intervienne au stade initial du projet ; repoussé ; (p. 9711) : son amendement n° 113 : l'assistance architecturale dans les parcs régionaux ; retiré. **Article 13** (p. 9726) : son amendement n° 114 ajoutant aux organismes le pouvoir de s'attacher le concours d'un architecte salarié, les organismes ayant un but non lucratif et ayant pour objet la conception et la maîtrise d'œuvre ; introduire la possibilité d'architectes salariés dans les offices d'HLM et dans les PACT ; retiré ; (p. 9727) : l'action des sociétés d'intérêt collectif d'habitat agricole. **Article 19** (p. 9733) : soutient l'amendement n° 110 de M. Mesmin ; retiré. **Article 20** (p. 9735) : la difficulté d'une représentation proportionnelle. **Article 23** (p. 9737) : soutient l'amendement n° 111 de M. Mesmin : la concertation obligatoire avec la profession d'architecte ; adopté.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des listes de classement d'étudiants admis en deuxième année du premier cycle des études médicales et odontologiques, dans certaines universités, pour les années 1971-1972 et 1972-1973** (n° 2693). **Discussion de l'article unique** [21 avril 1977] (p. 2036) : déplore la déclaration d'irrecevabilité faite par le Gouvernement aux amendements présentés par lui-même et ses collègues.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° 2751). **Discussion des articles** [21 avril 1977]. **Avant l'article premier** (p. 2041) : soutient l'amendement n° 10 de M. Daillet : application des dispositions visées à l'ensemble des préparateurs en pharmacie ; retiré. **Article 3** (p. 2043) : soutient l'amendement n° 11 de M. Daillet : prise en compte des produits autres que ceux destinés à la médecine humaine et à la médecine vétérinaire et dont la délivrance est réglementée ; repoussé.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3219) : l'ouverture du dossier de la politique familiale ; les besoins de la famille ; la politique familiale ; la contestation, l'agression de l'institution familiale ; la perturbation de son environnement ; les méfaits d'un

urbanisme incontrôlé ; l'absence de loisirs ; la résistance de la famille aux agressions ; la nécessité de protéger et de défendre la famille ; les caractéristiques de la protection à réaliser ; le problème démographique ; les déclarations du Président de la République lors du congrès du 30^e anniversaire de l'UNAF ; le plan d'action prioritaire n° 14 du VII^e Plan ; (p. 3220) : l'impérative nécessité d'une politique familiale globale ; le bilan de l'action engagée ; les améliorations apportées par le complément familial ; l'insuffisance et les lacunes du dispositif du projet de loi ; la faiblesse du montant du complément familial ; les conséquences de l'indexation de la prestation sur les prix ; le maintien d'un critère de ressources comme condition d'ouverture ; ses conséquences sur la non-prise en compte de la multitude des situations individuelles ; réserver le bénéfice des prestations aux familles les plus défavorisées ; la nécessité d'un effort de clarification ; le fondement de la politique familiale à ses origines ; l'évolution de la politique familiale ; les difficultés rencontrées pour maintenir le pouvoir d'achat des familles ; la tentation de la sélectivité des aides ; l'intégration des prestations dans l'assiette de l'impôt ; le mérite de cette réforme ; orienter la politique familiale vers la reconnaissance d'un revenu familial garanti prenant en considération les caractéristiques propres de chaque famille ; les différentes caractéristiques susceptibles de donner lieu à l'attribution de points ; le nombre et l'âge des enfants ; le statut de la mère de famille ; (p. 3221) : la prise en compte de la présence de deux parents ou d'un seul parent, ou de la charge supplémentaire qu'entraîne la présence au foyer d'un enfant handicapé ; la nécessité d'une grande loi d'orientation pour les familles, qui soit la traduction juridique d'un plan d'ensemble échelonné dans le temps ; demande que le Gouvernement précise le fil conducteur de sa politique familiale notamment en matière de compensation des charges familiales. **Discussion des articles** [1^{er} juin 1977]. **Article 14** (p. 3281) : le rejet d'un article additionnel au projet de loi ; la limitation du texte ; le dérapage de la politique de compensation des charges sociales ; le déficit chronique de la sécurité sociale ; la confusion entre les mécanismes de compensation des charges familiales et de transfert de revenus ; la nécessité d'une réorganisation du système de protection sociale.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [8 juin 1977] (p. 3504) : la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen ; les problèmes de la pollution marine ; la prise de conscience de l'opinion publique ; sensibiliser l'opinion et développer les études et les recherches ; l'absence de changement depuis trois

ans du niveau des moyens matériels ou administratifs employés pour lutter contre la pollution marine ; la nécessité d'un effort financier ; (p. 3505) : la nécessité d'une organisation administrative différente ; demande à ce que soit fait un bilan détaillé et précis des suites données aux suggestions présentées par la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du Livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2686). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4242) : l'examen du projet de loi avant la fin de la session ; les propositions de l'inter-groupe d'études parlementaires sur le travail manuel ; le chômage des jeunes ; l'inadéquation entre la formation et l'emploi ; l'association des chefs d'entreprise à l'action de formation ; la simplification des procédures administratives ; les mesures proposées ; ne pas réduire les garanties qui s'attachent à l'exercice de la responsabilité des maîtres d'apprentissage ; exercer un contrôle *a posteriori* efficace ; l'équilibre du projet ; la situation de l'apprenti ; la nécessité d'une réforme plus générale de l'apprentissage ; le statut de l'apprenti. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4246) : la fixation du délai à trois mois ; la trop grande longueur du délai de six mois ; son sous-amendement à l'amendement n° 35 de M. Aubert portant le délai à trois mois ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° 3007). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4290) : les pouvoirs du comité que se propose d'instituer la commission de la production. **Article 2** : **Article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4296) : la possibilité d'un compromis entre la commission de la production et la commission des lois.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° 2847). **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4499) : l'utilisation courante du mot « preneur » ; (p. 4500) : l'encombrement des tribunaux.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° 2516). **Discussion des articles** [5 octobre 1977] ; **Article 22** (p. 5872) : soutient l'amendement n° 102 de M. Claudius-Petit : modification de la procédure d'autorisation dès la transmission à l'étranger des traitements automatisés ; retiré. **Avant l'Article 23** (p. 5873) : soutient l'amendement n° 151 de M. Claudius-Petit : droit des personnes physiques ou morales de s'opposer au traitement informatisé des informations nominatives ; adopté. **Explications de vote** (p. 5889) : le

vote favorable du groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — III. Tourisme [21 octobre 1977] (p. 6493) : l'augmentation importante des subventions d'équipement destinées au camping et aux villages de vacances ; la baisse des crédits des missions interministérielles d'aménagement ; le problème des conditions d'ouverture des agences de voyages ; les orientations essentielles de la politique du tourisme ; l'association du tourisme aux loisirs ; prendre en considération le besoin de qualité de la vie ressenti par les citoyens ; porter une attention particulière aux initiatives pouvant faciliter l'accès d'un plus grand nombre de citoyens au tourisme de loisir et de détente ; les mesures d'aide à la personne ; la proposition de création d'un « titre-vacances » ; (p. 6494) : le vote favorable du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [21 octobre 1977]. **Après l'Article 72** (p. 6525) : les conditions de reconversion des professionnels de la boulangerie ; l'agrégation des intérêts particuliers et l'intérêt général ; le maintien des dispositions relatives à l'instauration d'un périmètre de protection autour des boulangeries venant d'être rachetées.

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis pour le BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6625) : l'évolution du montant du BAPSA ; l'évolution des dépenses et des recettes ; l'incidence de la création du complément familial ; la croissance de la part des ressources financières provenant de l'Etat ; la nécessité d'envisager une nouvelle assiette des cotisations ; les propositions de la commission ; la revalorisation de la pension d'invalidité ; la majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; la participation de l'Etat au financement des prestations de service des personnes âgées ; l'examen de la protection sociale agricole ; la nécessité d'un effort d'information auprès des assurés agricoles et non agricoles ; l'avis favorable de la commission sur le projet de budget.

Education [27 octobre 1977] (p. 6732) : l'équipement scolaire, le développement des écoles maternelles en milieu rural ; les expériences d'institutrices d'écoles maternelles itinérantes ; l'abaissement du seuil de fermeture des écoles à classe unique de l'enseignement élémentaire ; les orientations à maintenir dans l'enseignement du second degré ; la mobilité des enseignants ; (p. 6733) : la multiplication des formules d'alternance en liaison avec les centres de formation d'apprentis ; les langues régionales ; l'effectif des enseignants ; la ré-

forme Haby ; l'épanouissement de l'enfant ; la carence de certains programmes scolaires ; l'éducation physique ; le dossier scolaire ; la primauté de la responsabilité familiale dans l'éducation des enfants ; les comités de parents ; l'imperfection du système actuel des bourses ; l'enseignement en Allemagne.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7071) : les caractéristiques du budget ; la régression du budget d'équipement ; la politique d'aide aux groupes organisés ; la situation des clubs sportifs ; (p. 7072) : la nécessité de la mise au point d'un programme gouvernemental à moyen et long termes définissant les actions entreprises en faveur de la jeunesse ; la création d'un fonds d'aide au développement du sport ; le financement hors budget des actions ayant un caractère d'intérêt général ; le financement des activités sportives par un fonds extra-budgétaire alimenté par des prélèvements sur les jeux d'argent ; le financement par l'Etat des actions du fonds d'aide au développement du sport par le maintien de la dotation budgétaire affectée aux mouvements sportifs.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7444) : l'exploitation charbonnière ; le rôle d'énergie de remplacement que pourrait jouer le charbon ; l'optique du désengagement charbonnier ; la prospection de nouveaux bassins ; définir et soutenir une politique de prospection cohérente ; (p. 7452) : le développement de la prospection charbonnière en France.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7587) : l'application de l'APL ; la capacité d'application des directions départementales de l'équipement ; la nécessité d'une expérimentation ; le fonctionnement des mécanismes de financement ; l'application du texte de l'APL dans le secteur diffus ; les modalités de financement des travaux par les bénéficiaires des primes à l'amélioration de l'habitat rural ; (p. 7588) : la situation des organismes d'HLM ; les conséquences de la limitation des hausses de loyers ; la réclamation de l'avance remboursable pour le tout-électrique ; le cas de l'office municipal de Millau.

— **Rappel au règlement** [7 décembre 1977] (p. 8344) : non-inscription de sa question au Gouvernement sur la discussion du projet de loi relatif aux réseaux d'eau chaude.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 3228). **Explications de vote** [7 décembre 1977] (p. 8355) : le vote à l'unanimité du projet de loi par le groupe du RCDS ; le caractère non obligatoire du nouveau régime ; la généralisation de la sécurité sociale.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3116).** Discussion des articles [7 décembre 1977]. Avant l'Article premier. **Rappel au règlement** (p. 8382) : l'absence de distribution des amendements relatifs au projet de loi sur les SAFER. **Rappel au règlement** (p. 8383) : les conditions dans lesquelles seront distribués ces amendements. **Sur le rappel au règlement de M. de Poulpiquet** (p. 8384) : l'excellent travail de la commission de la production. **Article 4** (p. 8399) : l'utilisation concrète des dispositions de l'amendement n° 38 de M. de Poulpiquet ; (p. 8400) : la satisfaction du sous-amendement n° 62 de M. Dousset par l'amendement n° 22 (deuxième rectification) de M. Bertrand Denis.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147).** Discussion des articles [8 décembre 1977]. Après l'Article 5 (p. 8437) : son amendement n° 44 : fixation à 2,25 du coefficient de révision des baux des locaux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou des locaux mentionnés à l'article 2 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 ; le renouvellement du loyer des baux commerciaux en relation avec leur valeur locative ; les coefficients appliqués ; l'inadaptation de ces coefficients ; son accord sur la modification rédactionnelle proposée par le Gouvernement ; adopté.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat (n° 3207), rapporteur.** Discussion générale [12 décembre 1977] (p. 8603) : l'insuffisance de la proportion des salariés du secteur privé au sein du Parlement ; l'importance relative des membres du Parlement ayant appartenu à la fonction publique ; les difficultés rencontrées par les salariés pour concilier leur activité professionnelle et leur campagne électorale ; l'exercice de leur mandat parlementaire ; le dispositif du projet de loi, les facilités accordées aux salariés pour leur participation à la campagne électorale ; faire bénéficier les salariés exerçant un mandat parlementaire d'une suspension de leur contrat de travail à leur seule initiative avec réembauchage de droit dans un emploi équivalent à l'expiration de leur mandat ; l'application de la procédure du droit commun en matière de licenciement ; l'avis favorable de la commission sur le projet de loi. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 8606) : son amendement n° 11 : intitulé de la section IV-1 du chapitre II du titre II du Livre I^{er} du code du travail, réservé. **Article L 122-24-1 du code du travail** : son amendement n° 12 : extension des dispositions

de l'article à l'ensemble des salariés ; adopté ; son amendement n° 13 : extension des dispositions de l'article aux candidats à l'Assemblée des Communautés européennes ; repoussé ; (p. 8607) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 23 de M. Laurissergues ; son avis défavorable sur l'amendement n° 1 de M. Le Meur ; la nature différente des élections législatives et des élections locales ; (p. 8608) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 24 de M. Laurissergues ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 2 de M. Berthelot ; son amendement n° 14 : mise à la disposition des salariés candidats à l'Assemblée nationale, au deuxième tour de scrutin, de trois jours ouvrables supplémentaires ; devenu sans objet ; (p. 8609) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 25 de M. Laurissergues ; indique, à titre personnel, les difficultés que risque de provoquer le choix entre un congé sans solde et l'imputation des absences sur la durée du congé annuel ; (p. 8610) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 26 de M. Laurissergues ; son amendement n° 15 ; assimilation des absences pour participation à la campagne électorale à des périodes de travail effectif chez l'employeur ; son amendement n° 21 : assimilation de la durée des absences comme temps de travail effectif chez l'employeur pour l'appréciation de certains droits ; amendement n° 21 ; adopté ; amendement n° 15 devenu sans objet ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 27 de M. Laurissergues. **Article L 122-24-2 du code du travail** (p. 8611) : son amendement n° 16 de coordination ; devenu sans objet ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 4 de Berthelot ; son amendement n° 22 : prise en considération de la situation des remplaçants ; adopté ; son amendement n° 17 : procédure de licenciement à suivre par l'employeur qui estime que l'exercice du mandat parlementaire du salarié l'empêche d'exercer en même temps ses fonctions ; (p. 8612) : le problème posé par l'oubli par un salarié d'une PME de procéder à la rupture de son contrat de travail ; repoussé ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Ducoloné ; (p. 8613) : le problème posé par le cumul des avantages du mandat et de la fonction exercée au sein de l'entreprise ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Berthelot ; son amendement n° 18 soutenu par M. Caille : prise en considération des problèmes résultant de l'acquisition d'un nouveau mandat dans une autre assemblée ; repoussé ; (p. 8614) : son amendement n° 19 soutenu par M. Caille : sollicitation du réembauchage des salariés à l'expiration du nouveau mandat ; devenu sans objet ; son amendement n° 11 précédemment réservé : intitulé de la section IV-1 du chapitre II du titre II

du Livre I^{er} du code du travail ; devenu sans objet. **Titre** : son amendement n° 20 soutenu par M. Caille : modification du titre ; devenu sans objet. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9161) : les conditions de récupération des heures d'absence pour campagne électorale ; la possibilité d'une réadaptation professionnelle pour le salarié reprenant son emploi ; les modalités de la suspension du contrat de travail ; le maintien des droits à la retraite et à la prévoyance.

— **Proposition de loi relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques** (n° 2855 rectifié). **Discussion des articles** [13 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8688) : le caractère complémentaire des professions médicales et pharmaceutiques.

BRILLOUET (André)

Député de la Charente-Maritime
(5^e circonscription)
(UDR puis RPR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. de Lipkowski, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi n° 2246 relatif à l'exercice de l'activité de **marchand en gros de vin** (n° 2379) [10 juin 1976].

— **Proposition de loi** portant abrogation de l'article 4 et modification de l'article 37 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'**architecture** (n° 3417) [20 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2267) : dit tout l'intérêt qu'il attache à l'office du vin mis en place, mais craint que pour la prochaine récolte cet office ne puisse régler les problèmes viticoles ; les conséquences catastrophiques prévisibles de l'entrée de la Grèce et de l'Espagne dans le Marché commun sur le marché agricole ; les décisions qui ont suivi et suivront la mise en place d'une politique de qualité des vins ; (p. 2268) : mettre en place une clause de protection des frontières suffisamment étalée dans le temps ; la situation dramatique des producteurs de cognac.

BROCARD (Jean)

Député de la Haute-Savoie
(1^{re} circonscription)
(RI puis R).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe des républicains indépendants [20 juin 1974] (p. 2869).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [13 octobre 1976] (p. 6544, 6584), [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391).

Cesse d'être vice-président de cette commission [8 novembre 1976] (p. 7765).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui

concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, décret du 17 février 1975 (*J.O.* du 19 février 1975, p. 2029) [3 avril 1975] (p. 1244).

Fin de cette mission [9 septembre 1975] (p. 6056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1^{er} juillet 1976] (p. 5010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux combattants, anciens prisonniers de guerre, de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une **retraite anticipée avec pension** au taux plein, en fonction du temps passé en captivité (n° 164) [12 avril 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 324) tendant à la reconnaissance de la **qualité de combattant** à certains militaires et anciens militaires ayant pris part **aux combats** qui eurent lieu en **Algérie, au Maroc ou en Tunisie** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 3 juillet 1962 (n° 512) [21 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) (n° 690) [11 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 723) donnant vocation à la qualité de **combattant** aux personnes ayant participé aux **opérations effectuées en Afrique du Nord**, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 814) [4 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 943) donnant vocation à la qualité de **combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord**, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 1092) [26 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier, dès le 1^{er} janvier 1975, les **anciens combattants et anciens prisonniers de guerre** âgés de soixante ans, d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans. (n° 1220) [9 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1258), modifié par le Sénat, donnant vocation à la **qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux **opérations effectuées en Afrique du Nord** entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 1299) [16 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les **régions d'économie montagnarde** (n° 1854) [30 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à l'abaissement de l'âge de la **retraite** pour tous les **anciens déportés et internés de la Résistance** (n° 2282) [12 mai 1976].

— **Proposition de loi** portant simplification des règles de gestion des biens indivis entre les **communes** (n° 2333) [26 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à l'attribution de la **carte du combattant** aux **anciens prisonniers de guerre** (n° 2449) [30 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2387) modifiant la **loi du 13 décembre 1926** portant **code du travail maritime** en ce qui concerne la **résiliation du contrat d'engagement** (n° 2662) [2 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2827), modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime** en ce qui concerne la **réalisation du contrat liant le marin à l'armateur** (n° 2836) [28 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi :

1° (n° 1223) tendant à autoriser les **anciens déportés ou internés résistants ou politiques** à faire liquider leur **retraite** à l'âge de cinquante-cinq ans au taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans ;

2° (n° 1863) tendant à faire bénéficier les **assurés de tous les régimes obligatoires de sécurité sociale, anciens déportés ou internés**, titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique, d'une **pension de retraite** calculée à cinquante-cinq ans au taux normalement applicable à soixante-cinq ans ;

3° (n° 2282) tendant à l'abaissement de l'âge de la **retraite** pour tous les **anciens déportés et internés de la Résistance** ;

4° (n° 2328) tendant à abaisser l'âge d'ouverture du droit à la **retraite des anciens déportés et internés** (n° 2845) [28 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2613), relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de **pension des militaires de statut civil de droit local, originaires des îles de la Grande-Comore, Anjouan et Mohéli** (n° 2918) [25 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 3101), tendant à l'abaissement de l'âge de la **retraite** pour les **anciens déportés ou internés** (n° 3102) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi** relative à la gestion des biens des sections de **commune** (n° 3126) [5 octobre 1977].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de **finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome II : Agriculture - enseignement agricole** (n° 3148) [11 octobre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi nos 2449, 2588, 2615, 2857 et 2889, tendant à l'attribution de la **carte du combattant** aux **anciens prisonniers de guerre** (n° 3171) [25 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à instituer des **services de sécurité du travail** dans les établissements et les entreprises (n° 3188) [3 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3355) relatif à la **mensualisation** et à la procédure conventionnelle (n° 3359) [15 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **mensualisation** et à la **procédure conventionnelle** (n° 3441) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— MM. Max Lejeune (n° 2), Robert Fabre (n° 3), Nilès (n° 5), Labbé (n° 31), Bernard-Reymond (n° 251), Chinaud (n° 296) : Service national [25 avril 1973] (p. 896, 897) : sa proposition de loi tendant à élargir le régime des reports d'incorporation et à instituer des commissions départementales chargées d'examiner les demandes de reports ; difficultés graves rencontrées par les élèves de l'enseignement technique ; nécessité d'amender la loi de 1970.

• *questions au Gouvernement :*

— Paiement de la TVA par certaines entreprises artisanales [12 novembre 1975] (p. 8162) : possibilité pour les artisans soustraitants d'opter pour le paiement de la TVA sur les encaissements.

— Aménagement du tourisme en montagne [12 mai 1976] (p. 2930) : les objectifs prioritaires du Gouvernement dans le domaine des activités touristiques en montagne.

— Marché de l'emmenthal [2 juin 1976] (p. 3630) : les charges et l'insécurité auxquelles sont soumises les exportations vers l'Italie ; les mesures prises par le Gouvernement pour soutenir les marchés.

— Droit de grève des enseignants [13 octobre 1976] (p. 6546, 6547) : appel à la délation lancé contre les non-grévistes du 7 octobre.

— Autoroutes alpines [15 décembre 1976] (p. 9417) : situation financière difficile de la société AREA chargée de construire l'autoroute A 41 ; précision sur le calendrier de la programmation des autoroutes alpines.

— Commission tripartite des anciens combattants [21 décembre 1977] (p. 9143) : conditions de réunion de cette commission chargée de faire des propositions pour la réévaluation des pensions des anciens combattants.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'article premier** (p. 6871) : répond au rappel au règlement de M. J.-P. Cot ; application de l'article 10, paragraphe 7, du règlement ; temps de parole ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6930) : répond au rappel au règlement de M. Schloesing ; diffusion

rapide par les services de l'Assemblée des textes adoptés. **Article 3** (p. 6934) : indique que le Gouvernement applique l'article 44, alinéa 3, de la Constitution en ce qui concerne l'article 3 modifié par l'amendement n° 111 de M. Goulet.

— **Modification de l'ordre du jour** [22 octobre 1976] (p. 6933) : organisation des débats sur la loi de finances pour 1977.

— **Suspension de séance** [3 novembre 1976] (p. 7449, 7450) : match de coupe d'Europe de football.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Limouzy** [19 novembre 1976] (p. 8346) : la présidence n'a pas à prendre parti dans un conflit concernant un établissement public régional.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Hamel** [23 novembre 1976] (p. 8591) : commémoration de la mort d'André Malraux.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° 2298). **Discussion générale** [24 novembre 1976] : **Sa réponse au rappel au règlement de M. Fillioud** (p. 8658) : indique à M. Fillioud que ce n'est pas dans la discussion générale qu'on doit défendre un amendement.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Briane** [16 décembre 1976] (p. 9484) : conditions de travail de l'Assemblée nationale en fin de session.

1977

— **Réponse au rappel au règlement de M. Bourgeois** [6 avril 1977] (p. 1579) : inscription de sa question au Gouvernement relative au licenciement d'ouvriers du groupe lainier Schlumpf mercredi prochain.

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire néo-zélandaise** [4 mai 1977] (p. 2421).

— **Souhaite la bienvenue à une délégation de la commission des affaires étrangères de la chambre du peuple de la République démocratique d'Allemagne** [4 mai 1977] (p. 2421).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Maurice Blanc** [4 mai 1977] (p. 2427) : (éboulements en Savoie) ; problème du partage des temps de parole pendant l'heure réservée aux questions au Gouvernement.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Article 33** [4 mai 1977] (p. 2430) : **réponse au rappel au règlement de M. Boulin** : application de l'article 64, paragraphe 2 ; vote par scrutin public ordinaire.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion des articles** [17 mai 1977]. **Article premier** (p. 2819) : l'alinéa 4 de l'article 63 du règlement relatif au vote d'un texte par division. **Après l'Article 4** (p. 2827) : **Rappel au règlement de M. J.-P. Cot** ; (p. 2828) : l'irrecevabilité du sous-amendement de M. Besson.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° 2376). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 juin 1977] (p. 4424) : l'adoption à l'unanimité de la proposition de loi.

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire brésilienne** [9 novembre 1977] (p. 7216).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Boulloche** [9 novembre 1977] (p. 7223) : le partage du temps réservé aux questions au Gouvernement.

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire norvégienne** [17 novembre 1977] (p. 7586).

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1137) : rend hommage à l'action du ministre des anciens combattants ; satisfaction après la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants ; la prise en charge par la sécurité sociale des veuves et des ascendants ; la création d'une commission d'étude sur l'indexation des pensions sur le rapport constant ; d'un groupe de travail sur la levée des forclusions ; les améliorations apportées à la situation des anciens d'Afrique du Nord ; l'examen des possibilités de leur accorder la carte de combattant ; félicite le ministre de son effort de concertation ; demande que des mesures soient prises dans le prochain budget : application plus libérale de l'article 195 B du code général des impôts aux parents d'enfants morts pour la France ; égalité des droits à la retraite entre les différentes générations de combattants ; le doublement de la retraite dans le budget pour 1974 ; (p. 1138) : demande la revalorisation des pensions de veuves de guerre ; la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre ; rappelle sa proposition de loi en ce sens ; le rapport de M. Bonhomme ; les conditions de la non-inscription de ce texte à l'ordre du jour de l'Assemblée ; le vote qui est in-

tervenu ; les responsabilités en cause ; déplore l'utilisation de ce vote de procédure pendant la campagne électorale ; (p. 1139) : rappelle le nouveau dépôt de sa proposition de loi ; souhaite une législation qui reconnaisse le fait spécifique « prisonnier » ; cite l'exemple de la Belgique ; estime limitée la portée financière des mesures proposées ; demande au Gouvernement de proposer un plan quadriennal tendant au règlement du contentieux des anciens combattants.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2053) : sa question orale avec débat du 25 avril ; sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 juillet 1970 ; conformité à cette proposition des dispositions du projet de loi ; octroi des reports d'incorporation aux élèves de l'enseignement technique ; (p. 2054) : attitude de ceux qui refusent la force de frappe et qui en raison de son existence demandent la suppression du service militaire ; propos de M. Max Lejeune ; nécessité de l'instruction civique, de l'enseignement de l'histoire contemporaine et de nos institutions ; caractère universel du service militaire ; fin du privilège des sursis ; propos de M. Pierre Villon sur le rétablissement des sursis ; sa réponse à l'interruption de M. Villon ; utilisation du temps consacré au service militaire ; sens du civisme à donner aux jeunes ; dispositions de l'article 6 prévoyant des aménagements en faveur de la poursuite des études ; priorité à accorder aux jeunes libérés désirant poursuivre leurs études ; (p. 2055) : son soutien à l'amendement n° 13 du rapporteur ; son souhait de voir les décrets d'application paraître rapidement et respecter l'esprit de la loi.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2549) : rang d'inscription à l'ordre du jour complémentaire de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; demande de vote de ces textes.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496) en qualité de rapporteur. **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3964) : importance toute particulière du volet social du projet de loi ; évoque les anciens textes législatifs adoptés dans ce domaine ; intérêt du Gouvernement et du Parlement pour le sort des commerçants et artisans ; difficultés d'application de la loi de 1966 sur l'assurance maladie-maternité ; reproches adressés à cette loi ; nouveau texte voté devenu la loi du 6 janvier 1970 ; (p. 3965) : caractère global des dispositions relatives à la protection sociale ; signification de l'alignement : alignement des législations ou égalité des cotisations et des prestations ;

sa conception d'un alignement au sein d'une égalisation totale dans le temps de toute la protection sociale des commerçants et artisans ; proposition de la commission d'une nouvelle application des règles qui régissent les charges sociales ; élargissement de la loi relative à l'aide spéciale compensatrice ; article concernant les aides à la reconversion et à la mutation des petites entreprises ; projet de loi de caractère spécifique devant régler le problème général des handicapés à quelque catégorie sociale ou professionnelle qu'ils appartiennent ; caractère libéral de l'octroi des prestations maladie aux commerçants et aux artisans ; droit aux prestations et paiement des cotisations ; problème des cotisations des retraités en matière d'assurance maladie-maternité ; alignement souhaité par la commission sur le régime général de la sécurité sociale ; amendement en ce sens repoussé au titre de l'article 40 de la Constitution ; sa proposition de dispenser dès le 1^{er} janvier 1974 du versement des cotisations maladie les non-actifs non imposables à l'impôt sur le revenu ; plan de rattrapage en matière d'assurance vieillesse ; insertion d'une article nouveau tendant à l'égalisation dans le domaine des prestations familiales, tendant vers l'égalisation totale et le régime unique. **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 6** (p. 4120, 4121) : son amendement tendant à ce qu'il soit tenu compte des profits immobiliers dans l'imposition du contribuable, ce qui procurera de nouvelles ressources à l'Etat, retrait de l'amendement. **Article 29** (p. 4122, 4123) : son amendement relatif à l'information de la direction du commerce intérieur et des prix sur les accords librement débattus. **Article 31** (p. 4127) : son amendement tendant à la définition du mot « vente ». **Article 33** (p. 4131) : son amendement visant les ventes par correspondance ; ses réserves sur les dispositions de l'article ; s'associe aux propos de M. Marette. **Après l'Article 33** (p. 4144) : ses observations sur le sous-amendement de M. Cot. **Article 35** (p. 4155) : son amendement tendant à faciliter l'action de la partie civile ; [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4239) : son amendement tendant à permettre l'évolution des structures des régimes de protection sociale des artisans et commerçants. **Après l'Article 7** (p. 4241) : son amendement : mécanisme des charges sociales auxquelles sont astreintes les entreprises ; principe de l'aménagement progressif de l'assiette des charges sociales ; nécessité de tenir compte de l'ensemble des éléments de la production ; (p. 4242) : accepte la suggestion de M. Boisdé tendant à retenir la notion d'éléments d'exploitation pour le calcul des charges sociales. **Avant l'Article 13** (p. 4242) : son amendement de forme. **Article 13** (p. 4242) : ouverture du droit à prestations ;

comparaison avec les divers régimes ; opportunité d'aligner le régime des commerçants et artisans sur le régime le plus favorable, c'est-à-dire le régime agricole. **Après l'Article 15** (p. 4245) : ses observations sur l'amendement de M. Houël relatif à l'exonération des cotisations d'assurance maladie et à l'institution d'une contribution de solidarité ; exonérations du versement des cotisations ; loi du 4 janvier 1970 ; article 6 d'un décret de 1968 relatif aux assurés non soumis à l'impôt sur le revenu ; réduction de leurs cotisations ; estime indispensable que le projet rapproche les dispositions législatives applicables dans les deux régimes en matière de cotisations vieillesse ; (p. 4246) : demande au Gouvernement de faire paraître une disposition concernant l'exonération des cotisations pour les retraités non actifs commerçants et artisans ; son amendement tendant à favoriser la création des régimes complémentaires d'assurances en les rendant facultatifs ; (p. 4247) : ses deux amendements de forme ; son amendement de forme ; son amendement tendant à rapprocher progressivement les prestations familiales de celles servies aux salariés du régime général. **Article 8** (p. 4247) : son amendement de suppression ; [10 octobre 1973] : **Avant l'Article 9** (p. 4258) : son amendement de forme. **Article 9** (p. 4260) : son analyse de l'article ; propositions de la commission spéciale ; (p. 4262) : ses réserves sur l'argumentation du ministre du commerce et de l'artisanat ; demande la réserve de l'article 9 ; [11 octobre 1973] (p. 4278) : avis favorable de la commission à l'amendement du Gouvernement ; inflexibilité des conditions d'âge et des conditions de ressources pour bénéficier de l'aide spéciale compensatrice ; sa demande au Gouvernement d'agir par décret ; (p. 4280) : son amendement : aide aux commerçants et artisans handicapés. **Avant l'Article 12** (p. 4281) : s'oppose à l'amendement de M. Boudon : situation des fonds en viager. **Article 12** (p. 4281) : ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth ; [19 octobre 1973] : **Article 43** (p. 4592) : ses observations sur les stages d'initiation aux métiers artisanaux, son amendement : fixation par un décret en Conseil d'Etat de la date à partir de laquelle les chambres de métiers seront tenues d'organiser des stages ; (p. 4593) : retire son amendement de suppression. **Après l'Article 44** (p. 4596) : son amendement : création de fonds d'assurance-formation par les chambres de commerce et d'industrie ; son sous-amendement tendant à étendre le bénéfice des fonds d'assurance-formation aux artisans occupant moins de dix salariés. **Avant l'Article 49** (p. 4608) : son amendement : financement des fonds d'assurance-formation concernant les entreprises du secteur des métiers occupant moins

de dix salariés ; (p. 4609) : retrait. **Après l'Article 15** (p. 4614) : se rallie à l'amendement du Gouvernement : exonération des cotisations de certains commerçants et artisans âgés. **Après l'Article 36** (p. 4618) : ses observations sur les nouvelles dispositions et sur les amendements. **Après l'Article 51** (p. 4619) : demande la réserve de l'amendement de MM. Godon et Ligot visant les demandes de permis de construire en instance. **Article 10** (p. 4620) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement : modalités de calcul de l'aide spéciale compensatrice en faveur des commerçants et artisans âgés. **Article 13** (p. 4622) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement : bénéfice du remboursement des frais engagés. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973] (p. 6697) : renonce à la présentation orale de son rapport ; ampleur des débats auxquels a donné lieu le projet de loi. **Article 7** (p. 6708) : rejet par la commission de l'amendement de MM. Masot et Aumont : inclusion des termes « travailleurs non salariés des professions non agricoles » ; son amendement (caractère progressif de l'harmonisation des régimes sociaux). **Article 7 bis** (p. 6708) : son amendement tendant à reprendre la rédaction adoptée en première lecture. **Article 15 bis** (p. 6710) : ses amendements : organisation du contrôle médical, l'inclusion de l'expression « praticiens conseils ». **Article 15 ter** (p. 6710) : son amendement : rôle de la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés ; retrait ; ses observations sur les amendements ; sa proposition de modification de l'amendement de MM. Besson et Aumont. **Article 15 quater** (p. 6711) : son amendement : modalités de fixation des cotisations des assurés. **Article 15 quater 1** (p. 6712) : son avis favorable à l'amendement de M. Neuwirth : alignement des cotisations d'assurance maladie-maternité des anciens retraités non actifs sur le régime général. **Article 15 septième** (p. 6712) : son amendement de forme. **Article 31** (p. 6722) : s'oppose à l'amendement du Gouvernement : réglementation des jeux, concours et loteries ; [7 décembre 1973]. **Article 43** (p. 6782) : propose une solution de compromis : reconnaissance des titres et diplômes.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4759) : défend le sous-amendement de M. Coulais à l'article 2 *f* proposé par l'amendement du Gouvernement, fixation à 6 % du taux de réévaluation annuel du prix de revient des immeubles acquis depuis moins de cinq ans. **Article 2** (p. 4778) : son sous-amendement à l'article 2 *i* proposé par l'amendement du Gouvernement tendant à éviter la

pénalisation des entreprises ayant fait un effort exceptionnel dans le domaine de la participation, accords de participation dérogatoires au droit commun ; (p. 4780) : retire son sous-amendement.

Deuxième partie :

Transports. — III. Aviation civile [30 octobre 1973] (p. 5063) : dépenses en personnel ; création d'emplois d'officiers contrôleurs ; priorité à un meilleur écoulement du trafic ; situation des officiers contrôleurs de la navigation aérienne ; formation de ces personnels, insuffisance des moyens matériels de formation, grève de ces personnels ; lacunes de la loi de 1964 ; caractère trop rigoureux de l'article 2 interdisant toute grève ; absence de procédure de règlement des conflits ; demande la création d'un organe de concertation ; proposition de loi déposée en ce sens ; demande au ministre de revoir les sanctions prises ; son accord avec les propos du ministre concernant le succès de Concorde ; (p. 5064) : ses réserves sur l'avion Mercure ; souhaite une concertation de façon à éviter les doubles programmes d'avions français trop concurrentiels ; rôle de coordination du ministre pour limiter la concurrence entre les constructeurs aéronautiques français ; son inquiétude quant au plan de charge de l'industrie aéronautique civile.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5519) : évoque le projet de proposition de loi élaboré par l'UFAC et les objectifs de législature présentés par le ministre des anciens combattants ; au sujet du rapport constant, il propose d'attendre les conclusions du groupe de travail ; estime anormal de vouloir régler quatre ans à l'avance tous les problèmes du monde des anciens combattants et il préfère laisser le choix des objectifs au ministre et aux parlementaires ; rappelle ce qui a été fait en faveur des déportés politiques, des veuves, des anciens prisonniers de guerre, des anciens d'Afrique du Nord ; demande la levée des forclusions, l'élévation à 500 points de la pension des veuves de plus de soixante ans ; la prise en charge à soixante-cinq ans des ascendants par la sécurité sociale ; la mise à parité des retraites de toutes les générations du feu.

Seconde délibération [20 novembre 1973]. **Article 15** (p. 6175) : sa question au ministre des finances relative aux retraités militaires et aux cotisations versées à la caisse nationale militaire de sécurité sociale.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7128) : répond à M. Ginoux au sujet de la diminution des charges pesant sur les entreprises ; sa référence à l'article 7 *bis* du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [8 novembre 1973] (p. 5437) : sa protestation contre les méthodes de travail de l'Assemblée.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 6** (p. 6254) : ses arguments contre l'amendement de suppression de l'article ; répond aux propos du rapporteur.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article 3** (p. 6370) : son amendement tendant à introduire une limite dans le crédit d'heures pour participer aux séances de la commission spéciale ; (p. 6373) : son amendement : fixation de la durée des visites de l'entreprise par convention collective.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637) [5 décembre 1973] (p. 6636) : explique le vote favorable de son groupe.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962**, rapporteur (n° 723). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6823) : problèmes de forme et de fond soulevés par le projet ; principe de la reconnaissance de la qualité de combattant ; voie législative ou voie réglementaire, composition et travaux du groupe de travail ; conditions fixées pour l'octroi de la qualité de combattant ; (p. 6824) : membres des forces supplétives, militaires faits prisonniers, titre de reconnaissance de la nation ; ses observations sur l'article 4, possibilité de retirer aux nouveaux titulaires du titre de reconnaissance le bénéfice des dispositions de la loi de 1969 sur les avantages consentis par l'Office en leur laissant la faculté d'adhérer aux sociétés mutualistes de retraite ; ses félicitations au groupe de travail, portée du projet de loi ; (p. 6830) : répond aux propos de M. Gilbert Faure concernant la présentation de son rapport. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 6843) : ses amendements de forme. **Article premier** (p. 6845) : rejet par la commission de l'amendement de M. Tourné tendant à définir les critères d'attribution de la carte du combattant ; ses observations sur l'amendement de M. Gilbert Faure accepté par la commission ; son opposition personnelle à cet amendement tendant à définir les critères d'attribution de la carte du combattant ; ses observations sur la rédaction initiale de l'amendement ; (p. 6846) : son amendement : notion d'« actions

de feu ». **Avant l'Article 3** (p. 6848) : son amendement de forme. **Article 4** (p. 6848) : son amendement tendant à la suppression de l'article ; retraites mutualistes bonifiées par l'Etat ; demande au Gouvernement, d'une part d'accepter la suppression de la fin de l'article 4, d'autre part de substituer aux mots : « postérieurement à la promulgation de la présente loi », les mots : « postérieurement à la publication après avis du Conseil d'Etat, du décret d'application de la présente loi ». **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6899) : évoque le retrait par le Gouvernement du projet de loi.

1974

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 943), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3194) : le texte du Gouvernement reconnaît la qualité de combattant aux militaires ayant servi en Afrique du Nord, assimile les supplétifs de nationalité française aux militaires et réserve l'Office national des anciens combattants aux seuls anciens combattants ; ses observations relatives à la condition de nationalité française ; (p. 3195) : le texte du Gouvernement est un texte raisonnable qui protège la valeur de la carte du combattant. **Deuxième lecture**, rapporteur [21 novembre 1974] (p. 6914) : le cas douloureux des supplétifs captifs sera réglé par un texte spécial.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1110). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3308) : son analyse des mesures proposées par le Gouvernement.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° 1172) [3 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4753) : sur l'article : remboursement de la TVA aux agriculteurs ayant cessé leur activité. **Article 2** (p. 4757) ; sur l'article : abaissement du crédit de référence.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale** (n° 1073), rapporteur suppléant [11 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5020) : ce texte s'attaque au problème de l'inadaptation sociale ; les laissés pour compte » du progrès économique représentent une part inquiétante de notre population ; la mise en place d'une politique préventive s'impose ; rôle des centres d'hébergement dans la réinsertion ; le projet augmentera le nombre des bénéficiaires de l'accueil dans les centres, augmentera la durée du séjour autorisé et étendra les possibilités d'accueil dans les établissements de travail

protégé ; (p. 5021) : la scission du prix de journée en un prix médical et un prix d'hébergement ; le sort des personnes âgées ; des mesures en leur faveur permettraient d'alléger le coût de fonctionnement des hôpitaux. **Article 2 : Article 185-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 5024) : son amendement n° 1 : retour au texte initial du Gouvernement ; centres d'aide par le travail publics et privés ; adopté. **Article 185-3 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 5025) : amendement n° 2 : conventions entre centres privés et département ; adopté. **Article 185-4 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 5025) : amendement n° 3 : prise en charge par la sécurité sociale des dépenses d'hébergement des assurés sociaux ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Explications de vote** [16 octobre 1974] (p. 5122) : les républicains indépendants voteront le texte.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6181) : la coopération européenne pour l'industrie d'armement ; l'Euronad et l'Eurotraining, l'Eurogroupe ; les conditions de vie des sous-officiers et officiers ; (p. 6182) : l'indemnité d'expatriation ; la caisse de sécurité sociale militaire ; le conseil supérieur de la fonction publique ; la parité avec la fonction publique ; les pensions ; les rémunérations ; les statuts des officiers et sous-officiers.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6877) : s'interroge sur la procédure d'agrément des centres de gestion agréés, les centres comptables agricoles, la certification, etc. ; demande le retrait provisoire de l'article 48 et sa réinsertion dans le prochain collectif budgétaire.

Articles et articles additionnels non rattachés. Seconde délibération (p. 6889 et 6890) : apprécie le budget d'effort et de rigueur présenté ; salue la sagesse, l'équilibre et la continuité de la politique choisie ; apporte au ministre des finances le soutien et la confiance des républicains indépendants.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (p. 1340) [10 décembre 1974] (p. 7585) : la loi de finances rectificative de juin 1974 ; le libéralisme économique ; le suréquilibre ; les salaires et charges sociales de la fonction publique ; les subventions aux régimes sociaux ; le soutien à l'agriculture ; l'aide spéciale de montagne ; l'aide au riz dans les départements d'outre-mer ; le rem-

boursement forfaitaire de la TVA ; une politique économique et industrielle ; les difficultés des petites et moyennes entreprises ; la répartition des crédits du fonds de développement économique et social (FDES) ; le poids des dépenses de fonctionnement ; (p. 7586) : l'absence de dotation à l'équipement collectif ; une gestion cohérente et équilibrée ; les républicains indépendants voteront le projet. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7595) : les objectifs de l'amendement n° 20 sur les centres de gestion agréés ; les conditions d'agrément ; le rôle de l'expert-comptable ou du comptable agréé ; la contradiction entre commissaires aux comptes et experts-comptables ; (p. 7597) : son sous-amendement n° 49 : centres de gestion créés à l'initiative d'experts-comptables ou de comptables agréés ; respect de l'ordonnance de 1945 ; rejeté ; (p. 7598) : son sous-amendement n° 50 : responsabilité de l'expert-comptable ou du comptable agréé en cas de certification ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° 1346). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [12 décembre 1974]. **Article premier** (p. 7766) : son amendement n° 48 : suppression du recours devant le préfet ; risques de politiser les conflits ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951) [9 décembre 1974] (p. 8111). **Explications de vote** : hommage au rapporteur, le docteur Jacques Blanc ; l'accord du Gouvernement sur un grand nombre d'amendements qui étaient tombés sous le coup de l'article 40 de la Constitution ; les principales mesures adoptées ; la concertation ; les républicains indépendants voteront le projet.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° 1488 rectifié) et **projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° 1487 rectifié). **Discussion commune** [22 avril 1975]. **Discussion des articles : modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1928) : son amendement n° 6 ; recul de la limite d'âge par enfant à charge ou ayant été à charge ; retiré.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3558) : l'absence de référence à la politique de la montagne ; faire bénéficier les zones de montagne des chances offertes aux autres Français ; avoir

une montagne vivante ; arrêter l'exode rural ; établir des schémas d'aménagement par massif ; (p. 3559) : le coût d'une politique de la montagne ; la politique de la montagne, cas particulier de la politique de l'aménagement rural ; ne pas abandonner la population montagnarde.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Première partie* :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 4** (p. 7265) : ne comprend pas le désir de la commission des finances de supprimer l'article 4 ; s'étonne que son amendement sur l'article ait été repoussé en application de l'alinéa 6 de l'article 98 du règlement ; (p. 7266) : déplore que la Fondation de France bénéficie qu'une quasi-exclusivité.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7523) : l'aide spéciale compensatrice et l'aide sur fonds spéciaux ; (p. 7524) : l'amélioration du régime vieillesse des artisans et commerçants.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion des articles [30 octobre 1975]. **Après l'article 64** (p. 7641) : est favorable à l'amendement n° 174 du Gouvernement relatif au document définissant la programmation à moyen terme et les objectifs des différentes armées.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8288) : les résultats heureux de la politique de l'aménagement du territoire ; avoir pour objectif un développement équilibré des régions ; (p. 8289) : maintenir la population sur place ; préparer une décentralisation du secteur tertiaire ; améliorer la qualité de la vie.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [7 novembre 1975] (p. 8107).

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1975] (p. 8656) : réunion du bureau de l'Assemblée à la suite des incidents dus à la réception de délégations.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° 1951). **Explications de vote** [10 décembre 1975] (p. 9628) : le vote positif du groupe des républicains indépendants.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2017). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9679) : reproche aux auteurs de la question préalable de s'être livrés à la démagogie et de n'avoir invoqué que l'appui d'organisations minoritaires ; (p. 9680) : regrette que le projet ne s'applique pas à certains ouvriers agricoles ou artisans ; estime qu'on ne peut agir que progressivement en commençant par les plus

défavorisés ; donner un véritable statut aux mères de famille ; le vote favorable des républicains indépendants.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1385, 1386) : les injustices entre propriétaires que vont susciter les transferts des COS ; faire en sorte que les agriculteurs puissent acheter en priorité le terrain nécessaire à leur exploitation au prix agricole et non à un prix surfait ; la nécessité d'un zonage-agriculture ; urbanisation ; les difficultés considérables à attendre lors de l'application du texte si celui-ci n'est pas modifié. **Discussion des articles** [7 avril 1976]. **Article 11** (p. 1477) : fait valoir que l'adoption de l'amendement n° 71 sur l'article 11 est contradictoire avec les décisions prises à l'article 9.

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° 2132). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2390) : le réalisme du Gouvernement dans le domaine de la politique relative aux travailleurs immigrés ; (p. 2391) : attribue aux travailleurs immigrés une allocation-logement s'ils acceptent d'être logés dans les foyers d'accueil.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° 2133). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2379) : un projet opportun ; la nécessité de prendre des mesures plus sévères contre l'immigration clandestine ; le nécessaire renforcement des peines contre les passeurs ; les effets positifs de l'immigration sur l'emploi ; répandre dans la population française le respect des travailleurs immigrés.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2942) : les accidents du travail, une des tares de la société industrielle ; les accidents de trajet ; la participation de la sécurité sociale à la prévention ; la responsabilité personnelle ; le renforcement des CHS ; (p. 2943) : un projet qui améliore la qualité de la vie ; un projet donnant à l'entreprise un visage décripé et porteur d'avenir. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Avant l'Article 2** (p. 2974) : observe que la commission a adopté un amendement socialiste tendant à instituer un titre 6 qui aurait le même objet que l'amendement n° 94. **Article 5** (p. 2978) : soutient l'amendement n° 16 et l'amendement n° 17 de la commission fondant le régime des sanctions pénales sur la responsabilité personnelle ; adoptés. **Article 11** (p. 2989) : défend

l'amendement n° 31 de M. Caille maintenant une procédure consultative ; (p. 2989) : soutient l'amendement n° 32 de M. Caille prévoyant que la non-communication au chef d'établissement de la décision du directeur régional dans le délai prévu vaut acceptation de la réclamation ; adopté. **Article 14** (p. 2999) : estime que si l'Assemblée supprimait l'article 14, une pièce maîtresse du projet disparaîtrait ; (p. 3001) : soutient l'amendement n° 41 de M. Caille tendant à supprimer le quatrième alinéa de l'article 14 ; est prêt à retirer l'amendement n° 41 car il a déposé un amendement n° 145 fixant la somme à ne pas dépasser ; repoussé ; (p. 3002) : son amendement n° 145 prévoyant que les dépenses mises à la charge de l'entreprise ne peuvent annuellement dépasser le montant des cotisations d'accident du travail de l'établissement en cause ; indique que son amendement ne fixe qu'un plafond ; repoussé ; (p. 3003) : soutient l'amendement n° 42 de M. Caille limitant la fermeture de l'établissement au temps strictement nécessaire pour effectuer les aménagements prescrits ; adopté. **Article 16** (p. 3004) : s'oppose aux amendements n°s 108 et 132.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion des articles [15 juin 1976] : Article 5** (p. 4128) : estime que les précisions apportées par le sous-amendement n° 334 de M. Boscher ne sont pas sérieuses ; [22 juin 1976] : **Titre** (p. 4467) : son amendement n° 246 tendant à modifier le titre du projet « Projet de loi portant imposition des revenus à caractère spéculatif » afin de marquer le véritable objectif du texte ; (p. 4468) : retiré.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail (n° 2259). Discussion des articles [30 juin 1976]. Article premier** (p. 4940) : son amendement n° 33 substituant aux mots : « à la convenance du salarié » les mots : « d'un commun accord entre l'employeur et le salarié » ; maintient son amendement ; adopté ; (p. 4941) : sur l'amendement n° 6, estime que l'avis des délégués du personnel n'est pas nécessaire ; (p. 4941, 4942) : soutient l'amendement n° 7 de M. Delhalle renvoyant au décret les modalités d'adaptation du projet aux activités saisonnières ; adopté. **Article 5** (p. 4966) : son amendement n° 60 précisant que l'accord doit être commun entre l'employeur et le salarié ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de productivité. I. Services généraux : Aménage-

ment du territoire [18 novembre 1976] (p. 8262) ; les problèmes de la montagne ; les problèmes fonciers ; les POS ; le SAFER ; les terres incultes et abandonnées ; les sections de communes ; les Pyrénées ; le zonage ; le CIAT ; la forêt ; les sociétés d'investissements forestiers ; l'agriculture de montagne ; l'indemnité spéciale de montagne ; les pluriactifs ; la DATAR ; l'amélioration du texte de la loi du 3 janvier 1972 relative aux groupements pastoraux ; (p. 8263) : le CIAT ; l'aide spéciale rurale ; le tourisme ; les remontées mécaniques ; le ski ; l'importance des services publics ; le déneigement ; les massifs montagneux.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du Territoire français des Afars et des Issas (n° 2607). Discussion des articles [1^{er} décembre 1976]. Article 3** (p. 8864) : indique qu'accepter l'amendement n° 7 de M. Alain Vivien équivaldrait à considérer que Djibouti n'est déjà plus un territoire français.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement (n° 2387), rapporteur. Discussion générale [7 avril 1977] (p. 1611) :** l'enjeu représenté par le domaine maritime ; la politique de la mer ; le rajeunissement du code du travail maritime en matière de licenciement ; la loi du 13 juillet 1973 ; l'assimilation du contrat d'engagement maritime à durée indéterminée au contrat de travail à durée indéterminée ; la définition du contrat d'engagement maritime ; les conventions collectives relatives à la stabilité de l'emploi ; les problèmes spécifiques des marins « stabilisés » ; (p. 1612) : l'application du texte à l'ensemble des marins ; la protection des marins. **Discussion des articles. Avant l'Article 2** (p. 1615) : son amendement n° 33 réservé. **Après l'Article 2 :** son amendement n° 1 d'harmonisation ; adopté. **Article 3 : Article 94 du code du travail maritime :** son amendement n° 2 : application aux entreprises d'armement des dispositions de la loi sur les licenciements pour cause économique ; adopté. **Article 100 du code du travail maritime** (p. 1616) : son amendement d'harmonisation n° 3 ; adopté. **Avant l'Article 102-1 du code du travail maritime :** son amendement n° 32 ; réservé. **Article 102-1 du code du travail maritime :** son amendement n° 4 : suppression de certaines références au code du travail pour les dispositions applicables aux licenciements des marins ; adopté ; (p. 1617) : son amendement n° 5 : définition de la notion de licenciement ; adopté ; son amendement n° 6 : impossibilité

pour le délai fixé de prolonger le contrat d'engagement ; adopté. **Après l'Article 102-1 du code du travail maritime** : son amendement n° 7 : modalités de calcul des conditions d'ancienneté de service ; adopté ; son amendement n° 8 : dotation aux marins licenciés d'une indemnité minimum de licenciement ; adopté. **Article 102-2 du code du travail maritime** (p. 1618) : son amendement d'harmonisation n° 9 ; adopté ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 36 de M. G. Schwartz ; son amendement n° 10 de coordination ; adopté. **Article 102-3 du code du travail maritime** : son amendement de coordination n° 11 : adopté ; son amendement n° 12 : condition de l'inobservation du délai-congé ; adopté. **Article 102-4 du code du travail maritime** (p. 1619) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Allainmat soutenu par M. Le Pensec ; le rejet par la commission du principe d'une période rémunérée fixée à un mois de salaire quel que soit la durée du délai-congé ; son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 40 de M. Allainmat soutenu par M. le Pensec : instauration d'une période rémunérée au moins égale au quart de la durée du délai-congé ; adopté ; son amendement n° 13 : territoires dans lesquels pourra s'exercer la période rémunérée ; devenu sans objet ; son amendement n° 14 : congés acquis à partir desquels est réalisé le calcul de la période rémunérée ; repoussé. **Article 102-5 du code du travail maritime** : son amendement n° 15 de coordination ; adopté. **Article 102-6 du code du travail maritime** (p. 1620) : son amendement de suppression n° 16 ; adopté. **Article 102-7 du code du travail maritime** : son amendement d'harmonisation n° 17 ; adopté ; son amendement de coordination n° 18 ; adopté. **Article 102-8 du code du travail maritime** : son amendement de coordination n° 19 ; adopté. **Article 102-9 du code du travail maritime** : son amendement d'harmonisation n° 20 ; adopté. **Article 102-10 du code du travail maritime** (p. 1621) : son amendement n° 21 de coordination ; adopté. **Article 102-14 du code du travail maritime** ; son amendement d'harmonisation n° 22 ; adopté ; son amendement n° 23 : possibilité pour le juge de proposer la réintégration du salarié injustement licencié ; adopté ; l'avis défavorable de la commission au sous-amendement n° 45 de M. Allainmat soutenu par M. Le Pensec ; son amendement n° 24 de coordination ; adopté. **Article 102-15 du code du travail maritime** : son amendement d'harmonisation n° 25 adopté. **Article 102-16 du code du travail maritime** : son amendement d'harmonisation n° 26 ; adopté. **Article 102-18 du code du travail maritime** (p. 1623) : son amendement de coordination n° 27 ; adopté ; son amendement n° 28 : modalités de calcul des conditions d'ancienneté de service pour les marins ayant été au service

d'une filiale étrangère ; adopté. **Article 102-19 du code du travail maritime** : son amendement de coordination n° 29 ; adopté ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 49 du Gouvernement ; son amendement n° 30 : conditions d'extension du champ d'application de l'article aux navires de pêche au large ; retiré ; (p. 1624) : l'extension du projet de loi aux petits navires de pêche côtière ou de pêche au large ; son amendement n° 31 : instauration pour les marins servant à bord des navires d'une indemnité en cas de licenciement abusif ; repoussé. **Avant l'Article 2 (suite)** (p. 1625) : son amendement n° 33 précédemment réservé : rédaction de l'intitulé du titre V du code du travail maritime ; adopté. **Article 3 : avant l'article 102-1 du code du travail maritime (suite)** ; son amendement n° 32 d'harmonisation précédemment réservé ; adopté. **Après l'article 3** : son amendement n° 34 : application aux entreprises d'armement des dispositions relatives aux délégués du personnel ; adopté. **Titre** : son amendement n° 35 : nouvelle rédaction du titre ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (n° 1854). Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2382) : les délais dans lesquels seront créées les zones de piémont ; le maintien en suspens de plusieurs textes d'application ; le projet de loi sur les sociétés d'investissement forestier ; l'amélioration de l'aide à la mécanisation agricole en montagne ; (p. 2383) : les associations foncières pastorales ; les réflexions du groupe d'étude de la montagne sur le projet de loi sur les terres incultes.

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la réalisation du contrat liant le marin à l'armateur (n° 2387). Deuxième lecture** ; rapporteur. **Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2475) : l'extension aux marins du bénéfice de la nouvelle législation sur le licenciement ; les modifications apportées par le Sénat.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise (n° 2755). Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2658) : les raisons qui militent en faveur d'une meilleure information au niveau de l'entreprise ; la création d'une nouvelle obligation pour les chefs d'entreprise ; l'esprit du texte ; les efforts en matière de concertation ; (p. 2659) : l'instauration d'un nouveau style en matière de relations dans le travail en l'absence de dispositions législatives ; la double nécessité de souplesse et de progressivité ; préférer l'incitation à la contrainte ; le relèvement du seuil d'application du projet de loi ; ne pas imposer de charges insupportables pour les PME. **Discussion des**

articles. **Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2665) : son amendement n° 30 : application des dispositions du bilan social aux entreprises dont l'effectif est supérieur à 1.000 employés ; modalités de réduction du seuil fixé ; repoussé.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° 2871). **Discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3019) : les problèmes de l'emploi en France ; ses raisons d'ordre structurel ; (p. 3020) : les premiers résultats de l'effort de redressement économique ; la reprise réelle des investissements ; l'adaptation de la situation des demandeurs d'emploi à l'offre ; la connaissance de la situation des demandeurs d'emploi ; la reprise d'un emploi par les femmes ; l'incitation faite aux femmes de se faire inscrire comme demandeur d'emploi ; la prise en compte des personnes recherchant une amélioration de leur situation ; l'extension du travail noir ; recourir aux comptes tenus par les organismes de sécurité sociale ; l'efficacité du service public de placement ; la couverture du chômage ; la nécessité de mesures en faveur de la création d'entreprises ; le vote enthousiaste du groupe républicain.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de pension, de retraite des militaires de statut civil de droit local, originaires des îles de la Grande-Comore, Anjouan et Mohéli** (n° 2613), rapporteur. **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3077) : les conséquences de l'indépendance des trois îles ; les modalités de la radiation des cadres des militaires ; l'indemnisation des services rendus ; les conditions des droits à pension ; (p. 3078) : les différentes modalités d'obtention de pension selon la durée des services : les dispositions relatives à l'indemnisation des services rendus à la France ; l'application du projet de loi aux Mahorais ayant opté pour la nationalité française.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3233) : le caractère essentiellement nataliste du projet de loi ; ses insuffisances ; la nécessité de l'améliorer pour le rendre acceptable ; (p. 3234) : le renforcement de l'institution familiale.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° 2388). **Lettre rectificative** (n° 2754). **Discussion des articles** [9 juin 1977]. **Après l'Article 10** (p. 3638) : la préfiguration par l'amendement n° 62 de M. Poperen du régime des contraintes proposées par la gauche. **Article 21 : Article 59 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945**

(p. 3646) ; son amendement n° 47 : non-soumission de l'exercice de l'action publique et de l'action civile devant la juridiction pénale et publication des décisions ministérielles prises en application des articles 53, 54 et 55 de l'ordonnance ; adopté. **Article 23** : son amendement n° 48 : harmonisation des dispositions de la loi avec les dispositions de la loi portant orientation du commerce et de l'artisanat ; retiré.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés** (n°s 2845, 1223, 1863, 2282, 2328), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4143) : les dispositions prises par les pouvoirs publics en faveur des députés déportés ou internés ; le sort des adolescents déportés ; les cinq propositions de loi ; les dispositions de l'amendement n° 1 du Gouvernement ; le taux d'invalidité retenu par le Gouvernement en vue d'accorder le bénéfice de l'abaissement de l'âge de la retraite aux titulaires d'une pension militaire ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution ; l'abaissement du taux d'invalidité à 60 %. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4147) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; la fixation du taux d'invalidité à 60 % ; (p. 4148) : l'accord de la commission sur le sous-amendement de M. Tourné à l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Article 2** : l'acceptation par la commission de l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Article 3** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement ; (p. 4149) : le souhait de la commission de voir maintenir l'article 3. **Article 4** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Article 5** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. **Titre** : son amendement tendant à modifier le titre ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4547) : les modifications apportées par le Sénat ; la suppression de l'exigence de la réduction des deux tiers de la capacité de travail ou de gains des anciens déportés ou internés ; l'attribution de la pension sur la demande des intéressés ; la fixation des conditions d'application de chaque régime.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° 2847). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4469) : son rapport sur l'aménagement du territoire en montagne ; les déclarations des personnalités ayant participé au congrès de Clermont-Ferrand de septembre 1972 ; le problème des terres incultes ; sa gravité ; les procédures prévues par la législation actuelle ; les articles 39 et 40 du code rural ; (p. 4470) : simplifier et améliorer la rapidité de la procédure ; les actions à mener ;

l'inscription à l'ordre du jour du texte ; la portée du texte ; la timidité de la réforme proposée pour l'article 39 ; les inconvénients de la procédure mise en place ; l'harmonisation des procédures des articles 39 et 40 ; abandonner la procédure judiciaire ; l'article 40 du code rural ; son amendement instituant une redevance à l'encontre du propriétaire ou du titulaire du droit d'exploitation ; la position du rapporteur sur la mise en place d'une taxe sur les terres incultes ; la récupération des terres incultes ; le caractère complémentaire du zonage agriculture-forêt et de la mise en culture des terres en friche ; l'attente des textes concernant l'amélioration de l'aide à la mécanisation agricole en zone de montagne ; (p. 4471) : la création des sociétés d'investissements forestiers. **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4497) : souhaite que les amendements n° 29 de M. Dutard, n° 38 de M. Brocard et n° 5 de M. Bizet soient soumis à discussion commune ; (p. 4498) : son amendement n° 38 : modification rédactionnelle ; devenu sans objet ; indique qu'il a présenté des amendements au texte du Gouvernement et non à celui de la commission ; son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : amélioration de la définition d'exploitant ; adopté ; (p. 4499) : son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : suppression de la possibilité de relocation d'un fonds à des non-agriculteurs ; retiré ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 6 de M. Bizet : substitution du mot « preneur » au mot « fermier » ; adopté ; son sous-amendement n° 21 rectifié à l'amendement n° 6 de M. Bizet : nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'amendement n° 6 ; adopté ; (p. 4500) : son amendement n° 23 : suppression de la phase judiciaire de la procédure prévue à l'article 39 du code rural ; l'unification des procédures des articles 39 et 40 du code rural ; (p. 4501) : la compétence des tribunaux administratifs en matière de recours ; amendement n° 23 ; adopté. **Article 2** (p. 4502) : son amendement n° 24 rectifié : détermination par le préfet de la liste des communes dans lesquelles il est d'intérêt général de remettre en valeur les fonds incultes ; l'élaboration d'un état général des terres incultes ; son sous-amendement à l'amendement n° 30 de M. Bizet : fixation à six mois du délai de recensement des terres incultes par les commissions départementales de réorganisation foncière et de remembrement ; amendement n° 24 rectifié ; retiré ; (p. 4503) : sous-amendement retiré ; son amendement n° 25 : consultation de la commission départementale des structures ; adopté ; (p. 4504) : son sous-amendement n° 26 rectifié à l'amendement n° 17 de M. Bizet : réalisation au niveau départemental et intercommunal de la coordi-

nation des actions conduites en matière d'aménagement foncier ; adopté ; (p. 4505) : demande la réserve de l'amendement n° 43 de M. Corrèze. **Après l'Article 2** : son amendement n° 27 rectifié : conditions de détermination par le préfet des obligations minimum d'entretien pour les terres incluses dans l'état des fonds incultes ; réservé. **Article 4** : son amendement n° 28 : compétence des tribunaux administratifs en cas de contestation relative à l'état des fonds incultes dressé en vertu de l'article 39 du code rural ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 41 : de suppression ; l'exclusion du champ d'application du projet de loi des terres incultes abandonnées ; (p. 4506) : la mise en valeur des terres abandonnées ; amendement n° 41 ; retiré. **Après l'Article 6** (p. 4507) : la mise aux voix de son amendement n° 27 rectifié ; (p. 4508) : l'objectif du groupe parlementaire de la montagne ; l'objet de la redevance prévue par l'amendement n° 27 rectifié ; les différences existant entre l'amendement n° 18 de M. Bizet et son amendement n° 27 rectifié. **Après l'Article 2 (suite)** (p. 4509) : le rôle du préfet ; celui de l'office national des forêts ; l'introduction de la redevance d'entretien dans le projet de loi ; maintient son amendement n° 27 rectifié précédemment réservé ; (p. 4510) : amendement n° 27 rectifié ; repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie (n° 3007). Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4534) : les conséquences du rejet de l'amendement n° 4 du Gouvernement ; la nécessité de la suppression de l'article 2 *ter*.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Première partie :**

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 10 (suite)** (p. 6242) : soutient l'amendement n° 112 de M. Bertrand Denis : application à toutes les formes d'hébergement du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée et soumission des produits de toilette à base d'alcool au taux majoré de la TVA ; adopté après adoption du sous-amendement n° 143 de M. Mario Bénard.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis pour l'enseignement agricole [26 octobre 1977] (p. 6621) : son rapport ; « l'agriculture, un métier » ; le manque de crédits pour assurer le paiement des bourses scolaires ; la spécificité de l'enseignement agricole féminin ; la formation professionnelle agricole ; la loi du 6 juillet 1971 ; (p. 6622) : le nombre des stagiaires ; la proposition de loi Guermeur ; les difficultés financières de l'enseigne-

ment agricole privé ; l'application de la loi Guerneur ; l'avis favorable de la commission sur le projet de budget.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6796) : les conditions d'attribution des pensions aux ascendants ; les problèmes relatifs aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; le bénéfice de la campagne double ; la suppression de toute mention sur la carte du combattant ; l'attribution de la croix de la valeur militaire ; la situation des rappelés ; l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers ; (p. 6797) : le rapport relatif aux cinq propositions de loi tendant à l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers ; l'actualisation des pensions militaires d'invalidité ; le rapport constant ; l'urgence de la constitution d'un groupe de travail tripartite ; les conditions du vote positif du groupe républicain.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale (n° 3228). Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8317) : le principe de la solidarité ; la situation des travailleurs français frontaliers travaillant notamment dans le canton de Genève ; leur nombre ; la situation sociale en Suisse ; leur absence de protection en cas de licenciements et de résiliations du contrat de travail ; (p. 8318) : les risques à couvrir dans le cadre de la généralisation de la sécurité sociale ; l'évolution de la législation sociale en Suisse ; élaborer un accord de compensation financière ; prévoir l'entrée des travailleurs frontaliers dans le régime général par le biais de l'assurance personnelle.

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle (n° 3355), rapporteur. Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 9012) : le mouvement de mensualisation ; la finalité de la mensualisation ; l'objet des accords de mensualisation ; l'accord interprofessionnel de mensualisation du 14 décembre 1977 ; le contenu de l'accord ; la généralisation par la loi d'un accord interprofessionnel ; la portée de la généralisation législative de l'accord ; (p. 9013) : les bénéficiaires de la généralisation de la mensualisation ; le problème posé par une éventuelle codification des dispositions ; la modification de la procédure d'extension des conventions collectives ; les garanties offertes aux représentants des salariés par la nouvelle procédure. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9018) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 3 de M. Gau. **Article premier et annexe** (p. 9020) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 4 de M. Gau ; la non-saisine de la commission de l'amendement n° 5 de M. Gau. **Article 2** : son amendement n° 1 : présentation

par le Gouvernement avant le 30 avril 1980 d'un rapport sur l'application de la loi et d'un projet de loi portant codification des dispositions résultant de l'accord interprofessionnel ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 7 de M. Gau ; se déclare à titre personnel défavorable à son adoption ; amendement n° 1 adopté. **Après l'Article 2** (p. 9021) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 8 de M. Gau. **Article 3** : le non-examen par la commission des amendements n° 9 de M. Gau et n° 10 de Mme Chonavel. **Après l'Article 3** : son amendement n° 2 soutenu par M. Caille : abaissement de la durée maximale du travail hebdomadaire à quarante-six heures ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9162) : son rapport présenté par M. Henry Berger.

BROCHARD (Albert)

*Député des Deux-Sèvres
(3^e circonscription)
(RDS puis RCDS).*

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Tome XV : Tourisme (n° 686)** [10 octobre 1973].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 2285) : **Accidents de la circulation** [22 juin 1973] (p. 2481, 2482) : mesures à prendre pour réduire le nombre des accidents de la route : port de la ceinture de sécurité, multiplication des glissières ; mauvais état du réseau routier français ; contrôle obligatoire des voitures mises en circulation.

• *questions orales avec débat de :*

— de MM. Charles Bignon (n° 11204), Joselin (n° 11311), Rigout (n° 11324), d'Harcourt (n° 11329), Bertrand Denis (n° 11466), Daillet (n° 11509) [18 juin 1974] (p. 2801) : **Prix agricoles** : problème des chèques sans provision ; mise en place d'une caisse de garantie mutuelle.

• *questions au Gouvernement :*

— **Paiement des salaires en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens** [(18 décembre 1974] (p. 8046, 8047).

— **Limitation des importations** [27 avril 1977] (p. 2215) : difficultés des industries françaises face aux importations excessives de textiles et de cuirs.

— **Allègement des procédures administratives** [11 mai 1977] (p. 2646) : la complexité des formalités administratives imposées aux petites et moyennes industries et aux entreprises artisanales.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973] **Après l'Article 6** (p. 4787, 4788) : son amendement tendant à abaisser à 7,50 % le taux de la TVA relatif aux gîtes ruraux et aux locations d'emplacement sur les terrains de camping et à imposer au taux de 17,60 % les hôtels de grand standing ; priorité du tourisme social ; répartition des aides de l'Etat ; nécessités d'incitations dans le domaine fiscal ; opposition de l'article 40 de la constitution à un premier amendement de la commission de la production et des échanges ; excédent de recettes pouvant permettre d'accroître la dotation budgétaire accordée aux organismes de tourisme social et de tourisme en milieu rural ; (p. 4790) : supplément de recettes résultant de l'augmentation du taux de la TVA de 7,5 à 17,60 % pour les hôtels « quatre étoiles » et « quatre étoiles luxe » supérieur à la perte de recettes tenant à la réduction de 17,60 à 7,50 % du taux de la

TVA applicable au camping ; affectation de cet excédent aux actions en faveur du tourisme social.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Tourisme**, rapporteur pour avis [15 novembre 1973] (p. 5808) : place du tourisme dans la vie nationale ; rétablissement d'un secrétariat d'Etat ; son analyse des crédits ; (p. 5809) : action prioritaire à conduire ; étalement des vacances ; assouplissement de la réglementation en matière de régime des prix dans l'hôtellerie non classée ; amélioration de la qualification professionnelle dans les métiers du tourisme ; nouvelle réglementation des agences et des bureaux de voyages ; développement du tourisme social et aide à l'hôtellerie de caractère familial ; villages de vacances et terrains de camping ; crédits d'aide au tourisme en milieu rural ; sa référence au rapport du centre d'études des revenus et des coûts sur le secteur hôtelier ; politique fiscale et politique des prix ; primes d'équipement et prêts du FDES ; demande une nouvelle répartition des crédits ; sa référence aux amendements de la commission (première partie de la loi de finances) ; réduction du taux de la TVA applicable aux hôtels de préfecture, aux gîtes ruraux et à la location d'emplacements sur les terrains de camping ; relèvement de la TVA pour les seuls hôtels « quatre étoiles ».

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5990) : équipement téléphonique rural et gestion des exploitations ; téléphone et transformation de la vie rurale ; création d'Agritel et mise en place d'ADT ; possibilités de concours du crédit agricole ; critique le système des avances remboursables ; situation dans les Deux-Sèvres ; manque de fluidité des communications ; équipement téléphonique et aménagement du territoire ; suggère la simplification des conditions d'intervention du Crédit agricole dans les opérations groupées d'installations téléphoniques en milieu rural ; conventions EDF - P et T ; raccordement des abonnés ruraux au réseaux automatique.

— **Projet de loi adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° 725). **Discussion des articles** [29 novembre 1973]. **Article 4** (p. 6496) : son amendement tendant à retarder d'un an l'application du projet de loi.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — **III. Tourisme** [31 octobre 1974] (p. 5711) : la TVA sur les ter-

rains de camping et gîtes ruraux ; les hôtels de préfecture ; « vendre la France aux Français » ; l'hôtellerie : la prime spéciale d'équipement ; les délégations régionales ; les comités régionaux de tourisme ; la formation professionnelle ; p. 5712 : les agences et bureaux de voyage ; les routes touristiques.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1974] (p. 6050) : la production bovine ; (p. 6051) : les cours ; le stockage et la congélation ; le centre d'abattage de Bressuire ; la cotation du bétail ; l'efficacité de l'ONIBEV ; les circuits d'exportation ; les maisons familiales ; les intermédiaires agréés ; votera le budget.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7923) : demande que l'on ne sacrifie pas au soutien des marchés l'aménagement de l'espace rural ; les progrès accomplis pour les adductions d'eau et l'électrification rurale restent insuffisants ; attire l'attention sur l'anomalie que constitue la prise en compte pour le plafond de ressources du montant de l'indemnité viagère de départ ; les difficultés des maisons familiales.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7535) : la nécessité de favoriser le développement continu de notre appareil productif agricole ; approuve la décision prise d'exclure l'indemnité viagère de départ du plafond de ressources donnant droit à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; les crédits d'équipement en zone rurale ; la priorité qui devrait être donnée à l'électricité ; les équipements hydrauliques ; la nécessité de poursuivre une politique globale de l'eau ; souhaite la mise à l'étude du lancement d'un emprunt ; les dommages causés par la sécheresse ; souhaite la mise à l'étude de la création d'un organisme professionnel de garantie protégeant mieux la profession contre les calamités ; le téléphone et son coût ; l'enseignement agricole privé ; l'amélioration de son financement ; les difficultés de fonctionnement du centre de formation professionnelle de l'élevage et des métiers de la viande de Bressuire.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6651) : l'évolution du budget ; l'austérité du budget de l'équipement ; la place occupée par les prêts bonifiés dans la modernisation de l'agriculture ; (p. 6652) : le financement des équipements agricoles ; la diminution des crédits affectés à l'électrification rurale ; le cas du département des Deux-Sèvres ; l'effort en matière d'équipement téléphonique ; les équipements collectifs ; l'aménagement de l'espace rural ; la prime de déshabitation ; la revitalisation du monde rural ; le problème des calamités agricoles ; l'enseignement agricole ; la situation des associations d'aide à domicile en milieu rural ; la demande de subvention relative à l'extension et à la modernisation de l'abattoir de Bressuire.

BROGLIE (Jean de)

Député de l'Eure
(1^{re} circonscription)
(RI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 24 décembre 1976 [J.O. du 26 décembre 1976] (p. 7483), [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

Son éloge funèbre est prononcé [12 avril 1977] (p. 1704, 1705).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Cesse d'appartenir à cette commission [27 juin 1974] (p. 3115).

Membre de la commission des affaires étrangères [27 juin 1974] (p. 3115), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569).

DÉPOTS

— **Proposition de loi portant réforme de la loi électorale** et notamment des dispositions de l'article L 123 du code électoral (n° 19) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à instituer le scrutin à un seul tour aux élections cantonales (n° 436) [30 mai 1973].**

— **Proposition de loi tendant à faire élire par les délégués sénatoriaux les représentants français au Parlement européen (n° 437) [30 mai 1973].**

— **Proposition de loi tendant à attribuer certaines fonctions au remplaçant du député (n° 438) [30 mai 1973].**

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — Annexe n° 1 : Affaires culturelles (n° 681) [10 octobre 1973].**

— **Proposition de loi tendant au triplement de l'allocation familiale accordée pour le troisième enfant (n° 2025) [3 décembre 1975].**

— **Proposition de loi tendant à organiser l'avancement de certains fonctionnaires pendant leur période de détachement (n° 2165) [7 avril 1976].**

— **Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2514) autorisant la ratification de la convention consulaire entre la République française et la République populaire de Pologne, signée à Paris le 20 février 1976, (n° 2605) [4 novembre 1976].**

QUESTIONS

• question orale avec débat :

— (n° 1242) : **Liberté d'expression et de création [23 mai 1973] (p. 1484) :** désir du groupe des républicains indépendants d'obtenir des précisions du ministre sur sa conception de la politique culturelle ; (p. 1484, 1487, 1488) : protection de la liberté du public et des créateurs ; nécessité de lutter contre le parisianisme et de favoriser les initiatives régionales.

• question orale sans débat :

— (n° 24705) : **Equilibre interne des régions [12 décembre 1975] (p. 9756, 9757) :** la dimension des régions ; la modification de leurs limites territoriales ; l'esprit de la loi du 5 juillet 1972 ; la réunion en une seule des deux régions de Haute et Basse-Normandie.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution (n° 639). Discussion des articles [16 octobre 1973]. Article premier (p. 4430) :** son amen-

dement tendant à l'institution d'un délai minimum de douze mois séparant les élections législatives de l'élection présidentielle et à la prolongation du mandat présidentiel de la durée nécessaire à cet effet ; ses arguments en faveur de sa proposition.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Affaires culturelles, rapporteur [9 novembre 1973] (p. 5476) : se félicite de la progression de 24 % des crédits affectés à l'action culturelle et de l'augmentation des crédits de modernisation et d'équipement des musées comme de la progression des crédits affectés à la diffusion musicale ; évoque la mise en place d'unités pédagogiques d'architecture, l'effort de décentralisation ; s'inquiète de la hausse des crédits consacrés à l'Opéra de Paris, expression d'art d'une autre époque ; (p. 5477) : évoque les maisons de la culture, le fonds d'intervention culturelle, le TNP, l'entretien d'édifices civils et de palais nationaux ; annonce la suppression par la commission des finances des crédits destinés aux eaux de Marly ; évoque le rôle que devrait jouer ce ministère dans les domaines du livre, de l'environnement, de l'urbanisme ; (p. 5507) : défend l'amendement de la commission des finances tendant à réduire de 6.331.800 F les crédits du titre III de l'état B pour protester contre l'extension à des travaux d'adduction d'eau de l'entretien des fontaines du château de Versailles ; retire cet amendement ; (p. 5508) : défend l'amendement de la commission des finances tendant à réduire de 18 millions les crédits du titre III afin de protester contre l'entretien des bâtiments civils par le ministère des affaires culturelles ; (p. 5510) : retire cet amendement ; défend l'amendement de la commission des finances tendant à réduire de 6 millions de francs les crédits du titre III, afin de diminuer l'augmentation des crédits demandés pour l'Opéra de Paris ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée au sujet du vote de cet amendement.

1974

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement. Explications de vote [6 juin 1974] (p. 2534) :** ce scrutin jettera les fondements d'une majorité parlementaire nouvelle ; le pays a jugé non détachables l'actif d'hier et les espérances de demain ; les deux faiblesses de l'Europe : irresponsabilité des assemblées européennes, ambiguïté de la notion même d'union européenne ; la nation nous a transmis la tâche de prendre à notre compte les engagements du Président de la République ; (p. 2535) : le groupe accordera la confiance.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution**

(n° 1179) [10 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4965) : amendement n° 3 : possibilité de déléguer missions et compétences au suppléant ; remède aux contraintes nées de la multiplicité des mandats ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Culture [30 octobre 1974] (p. 5630) : les archives de France sont sous-équipées en hommes et en matériel ; le délabrement des Archives nationales ; la baisse du rythme de construction des dépôts ; l'avenir des dépôts de province ; l'évolution alarmante des effectifs ; sauver les archives économiques et les archives audio-visuelles en collaboration avec l'ORTF ; l'archivage des documents électroniques ; mettre en œuvre un plan quinquennal ou décennal pour combler les retards ; la dégradation de la situation du personnel des archives ; (p. 5631) : risque de fuite des conservateurs d'archives ou de musées et des inspecteurs des monuments historiques vers d'autres administrations ; accroître le nombre de documentalistes, d'adjoints d'archives, de photographes, de relieurs et de commis ; une mutation profonde du problème des archives.

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5969) : se félicite de ce que la France ait refusé le système des consultations contraignantes ; approuve l'action du ministre au Proche-Orient ; porter l'Europe du Marché commun vers l'union politique ; le problème de l'emprunt communautaire ; (p. 5970) : l'attitude de la Grande-Bretagne ; (p. 5971) : l'Europe ne peut devenir confédérale que sur la base d'un régime présidentiel collégial ; le quart du monde lutte pour sa survie, l'Europe et les Etats arabes devront élaborer les modalités d'une aide coordonnée.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2688) : faire face aux bouleversements de la situation présente avec nos sources actuelles d'énergie ; participer aux recherches et exploitations de nouveaux fondements pétroliers ; (p. 2689) : la diminution des marges des groupes pétroliers ; investir dans la recherche pétrolière et diversifier nos approvisionnements ; les découvertes qui peuvent être faites dans les régions arctiques ; engager le pari nucléaire ; le problème de l'approvisionnement en uranium naturel ; utiliser la chaleur nucléaire ; le problème de la sûreté et des déchets ; le caractère provisoire du stockage dans des réservoirs d'acier ; (p. 2690) : souscrire à l'effort demandé afin de ne pas nous condamner à une politique de dépendance.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3922) : l'assimilation de la commune à un centre de services ; le développement de l'urbanisation ; la crise de la vie communale française résultant de l'inadaptation des recettes ; l'absence d'apport de ressources nouvelles par le biais de la modernisation des bases de la fiscalité ; (p. 3923) : redistribuer les ressources existantes entre l'Etat et les collectivités locales ; dégrever les communes des charges qui ne sont pas les leurs ; leur attribuer des ressources plus importantes ; la profonde réforme de structures communales que demande le maintien de l'autonomie locale ; donner plus d'importance au cadre cantonal ; la nécessaire formation d'un personnel capable et en nombre suffisant ; réformer le régime des indemnités des maires ; (p. 3924) : la restauration des équilibres financiers locaux, condition du maintien des libertés locales.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4376) : la conformité du projet de loi à notre système constitutionnel ; le problème de la transformation et de la rénovation de la société libérale ; la crise du système éducatif ; l'accentuation de l'irréalité de l'enseignement ; (p. 4377) : assurer l'égalité des chances ; faire en sorte que l'enseignement soit tourné vers une société vraie ; la nécessaire réhabilitation de l'enseignement technologique ; la dimension humaine d'un système éducatif générateur d'une société libérale ; le caractère fondamental de la notion de diversité.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4932) : craint un certain affadissement de la politique extérieure de la France ; la situation en Méditerranée et les accords franco-algériens ; (p. 4933) : la situation au Proche-Orient ; la politique israélienne ; nos relations avec la Grèce et le problème de Chypre ; (p. 4934) : la situation en Extrême-Orient ; notre position vis-à-vis du Cambodge ; l'absence de relation avec la Corée du Nord ; nos rapports avec les Etats-Unis ; la dilution atlantique à laquelle incline l'Europe ; l'absence de politique énergétique commune ; la résignation à une Europe américaine chez nos partenaires ; l'action qui devrait être menée par l'ensemble des pays européens ; (p. 4935) : les relations de la France avec la Pologne ; la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; la nécessité d'avoir une politique étrangère claire et ferme.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7553) : la réduction constante des moyens financiers du ministère des affaires étrangères ; la démission culturelle, économique et politique qu'elle traduit ; (p. 7554) : bien définir la politique de la France, notamment à l'égard du Viet-Nam ; son attitude vis-à-vis du Cambodge, du Viet-Nam et de la Corée du Nord ; les rapports franco-soviétiques ; la mécontente à l'intérieur de l'Europe des Neuf ; (p. 7555) : les événements du Liban.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2718) : le manque de fermeté de notre action extérieure ; les difficultés commerciales avec l'Algérie ; clarifier l'ensemble de notre politique africaine ; la situation au Liban et les conséquences qui sont à redouter ; les préoccupations qui résultent de la situation au Cambodge ; (p. 2719) : la bipolarisation planétaire vers laquelle s'orientent les Américains ; le ralentissement des travaux de la conférence Nord-Sud ; la réactivation des querelles sur la supra-nationalité, conséquence du rapport Tindemans ; ne pas faire l'Europe en brisant les nations ; une politique agricole et monétaire qui sombre dans l'artifice ; (p. 2720) : poser clairement les questions de fond notamment dans nos rapports avec le Tiers-Monde ; continuer à faire de la France le défenseur des souverainetés nationales et de la répartition équitable des richesses.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° 2527) [6 octobre 1976] (p. 6409) : la modification des attitudes économiques d'anticipation sur les prix ; le caractère politique de la lutte contre l'inflation ; le problème de l'adhésion au plan Barre ; l'explication des étapes techniques de l'action gouvernementale ; sa politique générale d'accompagnement concernant l'agriculture, la réforme de la société, la santé ; la situation conflictuelle créée par l'impôt en faveur de l'agriculture ; la situation difficile des agriculteurs ; (p. 6410) : traiter l'agriculture comme une grande blessée ; critique des dispositions fiscales concernant les agriculteurs ; le problème de l'adhésion de chacun à la lutte contre l'inflation ; la lutte contre les goulots d'étranglement des circuits de distribution, contre l'éparpillement des subventions publiques ; le maintien prioritaire du pouvoir d'achat ; le relèvement du SMIC ; la redéfinition du rôle et des objectifs de la sécurité sociale ; le droit au travail de ceux qui entrent dans la vie active ; la diminution du poids des charges sociales dues à l'embauche d'un travailleur supplémentaire ; les actions tendant à créer les conditions d'une croissance fondée sur la philosophie de la société libérale : la

décentralisation, la démographie, l'épargne, l'investissement ; (p. 6411) : l'encouragement de l'épargne longue ; son indexation ; la revalorisation du placement des actions ; la réévaluation des bilans ; la dégressivité des amortissements ; la reconversion permanente des secteurs en crise ; une politique volontariste de respect de l'entreprise et de soutien de ses investissements ; un programme en faveur d'une société de responsabilité, d'une croissance équilibrée, générateur d'emplois et de progrès, contre l'érosion monétaire.

BROUSSE (Pierre)

Ministre du commerce et de l'artisanat du 27 avril 1976 au 29 mars 1977.

Est nommé ministre du commerce et de l'artisanat (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [J.O. du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du commerce et de l'artisanat (premier gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [J.O. du 30 mars 1977] (p. 1741).

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7895) : félicite les rapporteurs ; un budget important ; un budget préparé avec son prédécesseur, M. Ansquer ; la possibilité d'actions nouvelles ; l'évolution récente du secteur du commerce et de l'artisanat ; la modernisation de l'appareil de distribution entreprise depuis 1960 ; la correction de certains effets imputables à la rapidité des mutations depuis 1969-1970 ; l'action gouvernementale ; les structures ; l'urbanisme commercial ; (p. 7896) : les opérations Mercure ; la fiscalité ; le crédit ; l'assurance vieillesse et maladie ; les aides spéciales ; l'apprentissage ; l'augmentation du budget ; les aides apportées par plusieurs autres ministères ; les priorités ; les investissements ; les dépenses d'intervention ; le CEPAM ; le CEFAC ; les dépenses ordinaires ; le programme d'action pour 1977 ; le projet de loi en faveur des commerçants « bloqués » ; la modernisation du commerce ; les circuits ; un esprit d'équité et des mesures humaines ; l'application intégrale de la loi d'orientation Royer ; (p. 7897) : les actions nouvelles ; un commerce et un artisanat insérés dans un aménagement équi-

libré du territoire ; répond à M. Hamel sur l'urbanisme commercial et les grandes surfaces ; fait entreprendre une étude sur les implantations de 500 à 1.000 mètres carrés ; améliorer la qualité des services et de la vie ; le rôle du commerce et de l'artisanat dans la sauvegarde et le développement des régions rurales ; des crédits réservés à des expériences pilotes ; le rôle joué par l'artisanat dans la création d'emplois ; la prise en charge des apprentis en matière d'assurances sociales ; favoriser l'implantation de nouvelles entreprises ; (p. 7898) : la modernisation de l'entreprise ; les structures ; l'assistance technique ; le CEFAC et le CAPAM ; des stages d'initiation à la gestion ; le FDES ; les banques populaires ; la dotation du FDES dès 1977 destinée au regroupement de commerçants et au développement du commerce associé ; la sauvegarde des bonnes conditions d'exercice ; la concurrence ; l'harmonisation fiscale et sociale ; les centres de gestion agréés ; un nouveau régime d'imposition propre aux PME ; le bénéfice réel des PME ; les retraites ; l'assurance maladie ; (p. 7899) : la CANAM ; l'amélioration des structures ; la commission Guldner ; les problèmes sociaux et l'apprentissage ; objets d'une discussion approfondie lors de l'étude du projet de loi sur les commerçants et artisans âgés ; les commissions départementales d'urbanisme ; le programme d'intervention en zones sensibles ; la nomenclature budgétaire ; les procédures de changement d'imputation des dépenses ; (p. 7907) : la représentation des communautés urbaines dans les commissions départementales d'urbanisme commercial ; le poids des charges sociales et fiscales ; l'harmonisation fiscale ; les crédits d'incitation et de formation ; la taxe professionnelle ; les canuts de Lyon ; l'apprentissage ; l'importance de l'artisanat dans le monde rural ; le supermarché Radar d'Alès ; (p. 7908) : la régularisation administrative de la situation d'un fonctionnaire ; la lutte contre l'inflation ; le rôle des commerçants et artisans. **Examen des articles** [10 novembre 1976]. **Après l'Article 62** (n. 7909) : comprend les raisons de l'amendement de M. Guermeur ; un taux plus élevé ne réglerait pas pour autant le problème ; souhaite attendre l'examen du Sénat pour étudier à nouveau la proposition de M. Guermeur ; propose l'adoption de l'amendement de M. Guermeur dans sa forme actuelle et s'engage à examiner les détails de son implication réelle.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2430).** **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9800) : l'hommage à Vincent Anquer ; le régime d'aide aux

commerçants et artisans âgés ; les excédents financiers ; la taxe d'entraide ; la trop grande prudence des prévisions faites par les pouvoirs publics ; le nombre de demandes insuffisant ; les élargissements proposés : proroger d'une année la durée d'existence du régime de l'aide spéciale compensatrice ; permettre à certains commerçants et artisans d'obtenir une aide dont ils n'ont pu bénéficier en raison des erreurs commises lors de la constitution de leurs dossiers ; (p. 9801) : assouplir les conditions d'âge ou de durée d'activité ; préparera les décrets d'application le plus rapidement possible ; le souci des personnes âgées ; l'adaptation du commerce et de l'artisanat de nos campagnes. **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 9803) : reprend l'amendement n° 3 de M. Darnis ; repoussé. **Article 4** (p. 9804, 9805) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 24 de M. Darnis. **Article 5** (p. 9806) : son amendement n° 23 ; les dispenses accordées par une commission dont la composition sera fixée par décret ; les conditions de parité respectées dans les commissions *ad hoc* ; adopté. **Article 7** : ne point encourager les fraudeurs. **Article 9** (p. 9807) : ne peut donner dès à présent la date des décrets d'application ; un problème social.

BRUGEROLLE (André)

Député de la Charente-Maritime
(3^e circonscription)
(UC, puis app. RI, puis app. R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

BRUGNON (Maurice)

Député de l'Aisne
(3^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [7 novembre 1973] (p. 5345).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— Proposition de loi tendant à instituer un fonds spécial, permettant l'aménagement des zones limitrophes des aéroports et l'indemnisation des riverains (n° 649) [2 octobre 1973].

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Tome XXIV : Charges communes (n° 1921) [10 octobre 1975].

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Tome XXIV : Charges communes (n° 2534) [12 octobre 1976].

— Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Tome VII : Charges communes (n° 3152) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• questions orales avec débat de :

— MM. Labbé (n° 14998), Carpentier (n° 15162), Berthelot (n° 15168), Bégault (n° 15297), Cabanel (n° 15345) : Problèmes de l'emploi [11 décembre 1974] (p. 7704) : nécessité de classer la Thiérache en zone

« primable » afin qu'elle puisse bénéficier de l'aide du FEOGA.

— MM. Robert-André Vivien (n° 17712), Fillioud (n° 18619), Mesmin (n° 18670), Chinaud (n° 18713), Leroy (n° 18885) : Problèmes de la presse [16 avril 1975] (p. 1743, 1744) : la préoccupation du Conseil de l'Europe devant le processus de concentration des entreprises de presse.

• questions au Gouvernement :

— Tanneries françaises réunies d'Annonay [7 mai 1975] (p. 2454, 2455).

— Pharmaciens mutualistes [17 décembre 1975] (p. 9907) : position du Gouvernement sur le problème des pharmaciens mutualistes ; examen des recours devant le Conseil d'Etat.

• question orale sans débat :

— (n° 37451) : Reconversion de la production laitière et avenir de l'agriculture [29 avril 1977] (p. 2347, 2348) : la reconversion préconisée par la Commission de Bruxelles ; la diminution du revenu des producteurs laitiers ; nécessité de les aider davantage.

• question au Gouvernement :

— Politique d'aménagement du territoire [4 mai 1977] (p. 2426) : la déclaration du maire de Paris le 28 avril 1977 relative à la révision de la politique de décentralisation ; la notion de « désert français ».

• question orale sans débat :

— (n° 42715) : Situation des herbages de la Thiérache [2 décembre 1977] (p. 8223) : les problèmes posés par la non-application d'une aide directe du FORMA pour le lait écrémé destiné à l'alimentation des animaux et par l'absence de réglementation communautaire pour les ovins.

INTERVENTIONS

1973

— Déclaration du Gouvernement sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277) [4 mai 1973] (p. 1066) : souligne le déficit en viande ; souhaite des aides directes au revenu ; évoque les exemples anglais et allemand ; demande une action directe sur le niveau des prix, sur les coûts directs de production, sur l'amélioration des techniques de production ; absence de présentation par le Gouvernement devant le Parlement du rapport annuel sur la situation de l'agriculture ; insuffisance de l'augmentation du prix du lait, des hausses sur le tabac, le vin ; pour la viande, différence entre prix d'intervention et prix du marché ; conséquences de l'anarchie monétaire sur

la fixation des prix agricoles européens ; (p. 1067) : rappelle les propositions du programme commun de la gauche en matière agricole ; annonce que les socialistes déposeront des propositions de loi sur la création d'offices intéressant la viande, les produits laitiers, la volaille, les fruits et légumes.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles (n° 198), rapporteur pour avis. Discussion générale [15 mai 1973] (p. 1253) :** influence directe de certaines dispositions sur la gestion des exploitations ; frein à l'exode rural ; situation des aides familiaux ; lacunes de leur statut ; suppression de la notion d'aide familiale ; renforcement des dispositions légales du statut des associés d'exploitation ; conventions types départementales ; caractère obligatoire des dispositions relatives au congé de formation et à l'intéressement ; amendement de la commission (article additionnel 2 bis), suppression des conditions d'âge. **Discussion des articles. Article premier (p. 1255) :** ses amendements, extension du statut à tous les aides familiaux, situation des associés âgés de trente-cinq ans et n'ayant pu s'installer, nécessité du maintien de la garantie de rémunération, ses observations sur la position du CNJA. **Article 2 (p. 1257, 1258, 1259) :** ses observations ; prise en charge des frais de formation professionnelle ; dispositions de l'article 46 de la loi sur la formation professionnelle ; notion d'intéressement ; prise en compte de la charge de la rémunération sur le plan fiscal ; ses amendements relatifs au congé de formation ; (p. 1260) : défend l'amendement de M. Bertrand Denis ; (p. 1261) : son amendement : dispositions d'une convention type nationale. **Après l'Article 2 (p. 1259, 1260) :** son amendement tendant à définir la rémunération de l'associé d'exploitation. **Article 3 (p. 1262) :** son amendement : garanties minimales offertes aux associés d'exploitation. **Article 4 (p. 1264) :** son amendement, retrait. **Article 5 (p. 1264) :** son amendement, retrait. **Article 6 (p. 1266) :** ses observations sur le texte de l'article, sur l'amendement de M. Bécam. **Après l'Article 6 (p. 1267) :** son amendement. **Article 8 (p. 1269) :** son amendement : suppression du délai de deux ans prévu pour l'installation des associés mariés. **Article 9 (p. 1270) :** ses observations sur le texte de l'article. **Seconde délibération. Article premier (p. 1272) :** ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Article 2 (p. 1272) :** ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Deuxième lecture [27 juin 1973] (p. 2563) :** insuffisance du projet de loi, renouvellement indispensable de la population agricole, stages de formation à partir de dix-huit ans, suppression

de la notion d'aide familiale, caractère impératif de la formation des futurs agriculteurs.

— **Rappel au règlement [24 octobre 1973] (p. 4706, 4707) :** délai de réponse aux questions écrites, application de l'article 139 du règlement ; sa question relative aux abattoirs de La Villette.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5039), rapporteur pour avis, suppléant : présente les excuses de M. Boudet, rapporteur ; nécessité d'une politique globale des transports terrestres ; d'investissements très importants dans plusieurs secteurs : réseau routier, SNCF, RATP et batellerie ; complémentarité du rail et de la route ; utilisateurs potentiels du réseau ferré ; financement souhaitable par l'Etat d'une bonne part de ces investissements ; nécessité de réviser notre politique financière vis-à-vis de la SNCF et de la RATP ; caractère incitatif des coûts des transports par rail qui devraient être inférieurs à ceux du transport par route, dépenses d'intérêt général ; (p. 5040) : son accord avec la proposition du président pour que le rapport de M. Boudet soit annexé au compte rendu intégral en vertu de l'article 91 du règlement ; (p. 5040, 5041, 5042, 5043, 5044, 5045, 5046) : texte du rapport de M. Boulet ; (p. 5049) : son intervention ; contrat de programme et normalisation des comptes entre l'Etat et la SNCF ; redressement dans l'équilibre des comptes ; souscrit à l'idée de M. Boudet qui souhaite le transfert du trafic routier au réseau ferré dans toute la mesure du possible ; futur contrat de programme SNCF ; moyens de transport et aménagement du territoire ; turbotrain sur ligne Paris-Lyon ; tunnel sous la Manche ; maintien des lignes secondaires, situation dans l'Ardèche ; (p. 5050) : problème de l'énergie ; conséquences de l'augmentation du prix des produits pétroliers sur les transports publics ; comparaison entre l'énergie consommée sur rail et sur route ; économie sur les produits pétroliers ; est favorable au transfert sur le réseau ferré d'une partie du trafic routier ; ce qui suppose l'augmentation des crédits affectés aux investissements ferroviaires ; développement des transports combinés, problèmes d'infrastructures ; aide aux familles de victimes de la catastrophe de Vierzy ; situation des voies navigables ; canalisation de la Moselle et état défectueux du réseau fluvial ; politique globale des transports terrestres ; nécessité d'améliorer la situation de ceux qui concourent à la bonne marche du service de transport ; avertissement des organisations syndicales.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973] (p. 6122) : affaire des abattoirs de La Villette et gestion de la société d'économie mixte ; financement du déficit d'exploitation de la Semvi ; sa question sur une nouvelle avance d'actionnaires à la Semvi ; dettes de la Semvi, en particulier à l'égard du FDES ; garantie de l'Etat.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973] (p. 6135) : propositions gouvernementales et phénomène inflationniste ; confusion des intérêts privés et des soucis de l'Etat actuel ; situation des pensionnés et retraités ; situation des métiers d'art et des personnels des manufactures nationales et du mobilier national ; rentes viagères ; contentieux entre les retraités et l'Etat ; charte du troisième âge ; principe de non-rétroactivité établi par la loi du 16 décembre 1964 ; mesures en faveur des pensions ; égalité fiscale des retraités et des actifs ; assimilation des retraités et des salariés ; principe « à revenu égal, impôt égal ». **Etat C - Titre V** (p. 6147) : **rappel au règlement** ; ses observations sur le refus du président de lui donner la parole pour répondre au Gouvernement.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7126) : ses questions au Gouvernement concernant la situation financière de la Semvi ; sa question concernant l'affectation des crédits demandés ; remboursement d'emprunts ou couverture du déficit d'exploitation ; sa question relative au montant des dettes contractées par la Semvi.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° 952) [27 juin 1974] (p. 3099) : indique que le projet lui paraît bien mince ; se demande si la cotisation ne constitue pas une étape vers l'établissement d'une taxe de résorption.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Transports. — I. Section commune. - II. Transports terrestres [18 novembre 1974] (p. 6634) : l'absence de politique volontariste ; les économies d'énergie ; le recrutement d'auxiliaires par la SNCF ; l'insuffisance des effectifs ; les salaires ; le nouveau statut du personnel SNCF ; le droit de grève ; les trains à grande vitesse Paris - Sud-Est et Paris-Lille-Calais ; les TEE ; les fermetures de lignes ; la combinaison rail-route ; la législation sociale dans les transports routiers ; les canaux ; les transports urbains ; un plan d'urgence en accord avec les associations d'utilisateurs et les élus ; la carte unique de transport ; ne votera pas le budget.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1974] (p. 6860) : évoque la situation des personnes âgées et l'augmentation du taux des pensions de réversion ; demande un abattement fiscal de 10 % sur les pensions ; (p. 6861) : estime insuffisante la progression des crédits du fonds national de solidarité.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion des articles** [17 décembre 1974]. **Article 7** (p. 7935) : injustice de la non-rétroactivité de la loi.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — I. Charges communes, rapporteur pour avis [19 novembre 1975] (p. 8696) : l'aspect hétéroclite du budget des charges communes qui fait obstacle à un véritable contrôle parlementaire ; les aides à l'industrie ; la situation des entreprises nationales ; les déficits dus à la politique tarifaire du Gouvernement ; la forte croissance des aides à l'exportation ; (p. 8697) : l'utilisation du compte consacré aux études et à la construction de matériels aéronautiques ; l'ignorance par le Parlement du montant des prêts bonifiés accordés à l'agriculture.

Articles et articles additionnels non rattachés, rapporteur pour avis [19 novembre 1975]. **Après l'Article 74** (p. 8738) : son amendement n° 240 : prévoir dans le rapport du Gouvernement l'indication des objectifs assignés aux aides distribuées dans le cadre de chacune des procédures et fourniture des éléments permettant d'apprécier les résultats obtenus ; adopté.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur pour avis [20 novembre 1976] (p. 8481) : le PAP n° 18 ; l'institut national de la consommation ; la volonté d'aider les groupements de consommateurs ; l'intégration des organisations de consommateurs ; l'INC ; (p. 8482) : son autonomie ; sa neutralité ; 50 millions de consommateurs ; l'AFEI ; l'AFNOR.

Economie et finances. — I. Charges communes, rapporteur pour avis [20 novembre 1976] (p. 8489) : le tri effectué au sein du budget ; les défauts de procédure ; les questionnaires et l'information du Parlement ; le Crédit national ; la

COFACE ; la fuite en avant de l'exportation ; les conventions fiscales conclues en matière de revenus de capitaux mobiliers ; (p. 8490) : le coût réel des conventions pour le Trésor ; les conditions contestables de la participation de l'Etat au service d'emprunts à caractère économique ; la diminution des apports au capital des entreprises publiques ; les causes réelles de leur déficit ; la politique tarifaire ; le désengagement financier de l'Etat ; l'utilisation des entreprises publiques au profit des intérêts privés ; le cas de la Compagnie normande de mécanique de précision ; la SNIAS ; la restructuration du secteur du matériel électro-nucléaire ; l'entreprise minière et chimique ; le fonds d'action conjoncturelle ; (p. 8491) : les aides au développement régional ; les aides aux entreprises.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Avant l'Article 53** (p. 8516) : soutient l'amendement n° 266 de M. Poperen abrogeant le régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé ; le secret fiscal ; (p. 8517) : les questions juridiques ; l'article de M. Poperen dans *Le Monde* du 6 novembre ; un problème constitutionnel ; la commission d'enquête sur les sociétés pétrolières ; la philosophie fiscale de la provision pour reconstitution de gisements ; les problèmes économiques ; le renouvellement des agréments ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — I. Charges communes, rapporteur pour avis [18 novembre 1977] (p. 7725) : le projet de budget ; le caractère hétéroclite du budget des charges communes ; les crédits d'aide à la localisation d'activités créatrices ; l'efficacité du système de la garantie du risque économique ; la participation de l'Etat au service d'emprunts à caractère économique ; les causes principales du déficit réel des entreprises nationales ; la politique tarifaire ; (p. 7726) : le désengagement financier de l'Etat ; les conditions de liquidation de la Compagnie des potasses du Congo ; les crédits relatifs à l'aménagement du territoire ; le rôle incitatif des primes d'installation ; le rapport coût-efficacité des principaux types de soutien aux exportations ; la nécessité d'études sur l'efficacité des diverses formes d'aide au développement régional ; l'avis favorable de la commission sur le projet de budget.

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poin-**

çonnage (n° 2825). Discussion générale [12 mai 1977] (p. 2708) : les vicissitudes procédurales auxquelles a été soumise la taxe ; le succès du recours engagé auprès du Conseil constitutionnel ; l'identification des bovins ; les résultats qui auraient pu être obtenus de l'amélioration de l'identification sanitaire ; la lourdeur de la procédure suivie ; (p. 2709) : la publication par le Gouvernement des textes rendant l'identification obligatoire ; le financement de l'identification ; la nécessité d'une véritable organisation du marché.

BRUN (Maurice)

Député de l'Allier
(2^e circonscription)
(NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi

qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Situation de l'entreprise Landis et Gyr de Montluçon** [4 juin 1975] (p. 3659).

— **Tracé de l'autoroute A 71** [22 juin 1977] (p. 4056) : choix fait pour l'autoroute A 71 entre Bourges et Clermont-Ferrand de l'itinéraire par le Val-de-Cher, Montluçon et Saint-Eloy-les-Mines.

— **Menaces de licenciement à l'usine Joy-France de Montluçon** [21 décembre 1977] (p. 9150) : mesures envisagées par le Gouvernement en faveur de cette société.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant et simplifiant les conditions et la procédure d'attribution de l'al-**

location des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes (n° 353). Discussion des articles [21 juin 1973]. **Article premier** (p. 2367) : son amendement tendant à une prise en charge intégrale au titre de l'assurance maladie pour le semi-internat ou l'externat.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Justice [31 octobre 1973] (p. 5139) : visage humain de la justice ; estime que la tâche de l'accueil n'incombe pas à des magistrats ; suggère de confier cette tâche à des fonctionnaires expérimentés ; ses observations sur le juge unique ; action des hommes et amélioration des méthodes ; prêts et taxes parafiscales perçues aux divers stades du procès ; votera sans hésitation le budget ; souhaite que le garde des sceaux fasse confiance aux praticiens.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail (n° 719). Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 5** (p. 6250) : ses observations sur le sous-amendement de M. Baudouin : procédure de vérification des créances non superprivilégiées. **Article 7** (p. 6255) : ses observations sur l'amendement de M. Baudouin.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Discussion des articles** [30 mai 1975]. **Article premier : Article 267 du code civil** (p. 3479) : son amendement n° 305 : réserver l'hypothèse d'un accord des époux ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires (n° 1650). Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Après l'Article 14** (p. 4104) : sur l'amendement n° 11 de M. Krieg : craint que les caisses d'allocations familiales en veillent ou ne puissent faire ce que l'amendement leur demande.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Justice [2 novembre 1976] (p. 7341) : l'oubli de la justice civile ; une justice lente et coûteuse ; une éducation des professions d'avoués et d'avocats ; un débat contradictoire à tous les niveaux ; le manque de personnel bien formé ; la nécessité de simplifier la manière dont on fait la procédure ; se défier des concentrations judiciaires trop importantes ; le concours actif des avocats ; doter la justice

d'un budget suffisant ; (p. 7342) : l'attitude des magistrats ; le problème des greffiers.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. — **Services judiciaires** [2 novembre 1976] (p. 7358) : les dépenses des tribunaux ; (p. 7359) : le personnel ; le travail à mi-temps ; l'aide judiciaire ; la concertation plus fréquente avec les organisations professionnelles d'avocats ; le régime fiscal des indemnités d'aide judiciaire ; (p. 7362) : le problème du vote par correspondance. **Services pénitentiaires et éducation surveillée** (p. 7368) : le notariat ; la possibilité de recourir à un médiateur ; l'application de la loi du 25 octobre 1972 instituant l'assurance obligatoire des salariés agricoles ; le fonctionnement du contentieux du régime général de la sécurité sociale ; l'absence de garanties contradictoires en matière d'accidents du travail.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 (*J.O. Débats* du 20 novembre 1976) (p. 8359) : les modifications intervenues dans le calcul des impôts locaux ; la taxe proportionnelle ; les pompiers professionnels ; l'étude de l'association des maires de France.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débats du 20 octobre 1977 (*J.O.*, Débats du 25 octobre 1977) (p. 6565) : les effectifs des greffes ; la simplification des redevances de greffes ; l'amélioration du statut du personnel ; l'accroissement des frais de fonctionnement des tribunaux à la charge des collectivités locales ; l'amélioration des soins médicaux et des services généraux de l'administration pénitentiaire.

Équipement et aménagement du territoire. — **Équipement, aménagement du territoire et urbanisme** [16 novembre 1977] (p. 7539) : le désenclavement du Massif central ; la construction d'axes routiers Nord-Est et Est-Ouest ; le tracé de l'autoroute A 71 ; (p. 7540) : l'avis du Conseil d'Etat sur le tracé de l'autoroute A 71 ; les problèmes posés par la circulaire du 16 mars 1977 sur l'urbanisation en zone rurale.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier (articles premier à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° 3236). **Discussion générale** [1^{er} décembre

1977] (p. 8141) : le rôle de l'entreprise ; la justification des nationalisations ; la modification de la relation capital-travail ; améliorer le système existant ; proposer une alternative ; la proposition de loi Edgar Faure ; le vote favorable des groupes de la majorité.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° 3199). **Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Article 2 : Article 1792-1 du code civil** (p. 8978) : l'institution par les dispositions de l'amendement n° 83 de M. Richomme d'une responsabilité décennale quels que soient les cas de figures. **Article 1792-4 du code civil** (p. 8980) : le problème de la responsabilité du fabricant ; la question de la préfabrication. **Article 1792-6 du code civil** (p. 8982) : l'application de la loi ; les différentes situations pouvant poser des difficultés en matière de réception des travaux ; la nature de l'acte de réception ; la nécessité d'adopter l'amendement n° 90 du Gouvernement ; (p. 8984) : les modalités de constatation de l'exécution des travaux exigée au titre de la garantie de parfait achèvement ; (p. 8985) : le caractère contradictoire de la nouvelle rédaction de l'article 1792-6 du code civil et de l'article 2. **Article 3** (p. 8987) : le développement de la procédure de référé ; l'absence d'effet d'assignation en référé sur le délai de prescription ; faire en sorte que les demandes de justice interrompent la prescription. **Article 7** (p. 8996) : la nouvelle rédaction de l'amendement n° 86 de M. Richomme. **Article 11 : Article L. 241-1 du code des assurances** (p. 8997) : soutient l'amendement n° 69 de M. Mesmin : obligation des personnes participant à la construction d'apporter la preuve que leur activité est couverte par une assurance valable pour toute la durée de cette responsabilité ; retiré ; (p. 8998) : soutient l'amendement n° 98 de M. Mesmin : extension de l'obligation d'assurance aux ouvrages de génie civil ; (p. 8999) : le mode de calcul des primes d'assurance ; la réassurance du risque décennal ; amendement n° 98 repoussé ; soutient l'amendement n° 99 de M. Mesmin : exclusion des obligations d'assurance des bâtiments industriels ; la nécessité d'inclure les bâtiments agricoles dans le champ d'application de la loi ; amendement n° 99 retiré. **Article L 243-6 du code des assurances** (p. 9005) : l'opportunité de l'adoption des amendements n° 37 de M. Richomme et n° 80 de M. Alfonsi. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1977]. **Article premier** (p. 9170) : la supériorité de la rédaction de l'article 1792 du code civil proposée par l'Assemblée. **Article 11** (p. 9173) : les difficultés d'application du texte proposé par le Sénat relatif aux conditions de versement des provisions.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises (n° 3222). Discussion des articles [20 décembre 1977]. Article 28 bis (p. 9059) : le problème de la protection des témoins ; (p. 9060) : les conséquences de la volonté d'assurer l'anonymat des jurés.**

BUFFET (Romain)

*Député de Saône-et-Loire
(1^{re} circonscription)
(RI, puis R).*

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Philippe Malaud, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

BURCKEL (Jean-Claude)

*Député du Bas-Rhin
(3^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [22 juin 1973] (p. 2466).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 juin 1975] (p. 4623), [24 juin 1975] (p. 4640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 novembre 1976] (p. 9809).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à admettre les **avocats stagiaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** à accomplir à titre personnel tous les actes de la profession d'avocat et notamment à postuler (n° 666) [2 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 802) relatif à certains corps de **fonctionnaires** (n° 838) [13 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 89) tendant à détacher la **commune de Seraincourt** du département du Val-d'Oise pour la rattacher au département des Yvelines (n° 916) [20 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 919), modifié par le Sénat, relatif à **certains corps de fonctionnaires** (n° 920) [20 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 141) relative au **statut de la fonction publique** (n° 1057) [6 juin 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 803) relatif à la création de corps de **fonctionnaires de l'Etat** pour l'administration de **Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 1088) [25 juin 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1487 *rectifié*) portant modification de **l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° 1516) [10 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1488 *rectifié*) portant modification de **l'ordonnance n°**

59-244 du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** (n° 1517) [10 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1631) portant modification de **l'ordonnance n° 59-244** du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** (n° 1647) [15 mai 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1634) supprimant la **patente** et instituant une **taxe professionnelle** (n° 1695) [4 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1791) modifié par le Sénat, en deuxième lecture, portant modification de **l'ordonnance n° 59-244** du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** (n° 1820) [27 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la **patente** et instituant une **taxe professionnelle** (n° 1830) [27 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 1780) relative à certaines **ventes de biens immeubles dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** (n° 2103) [19 décembre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1991) portant modification de **l'ordonnance n° 59-244** du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** (n° 2216) [23 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1562), modifiant certaines dispositions du **code des tribunaux administratifs** et donnant force de loi à la partie législative de ce code (n° 2251) [30 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2778) aménageant la **taxe professionnelle** (n° 2862) [5 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2869) aménageant la **taxe professionnelle** (n° 2875) [12 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2547), relatif à l'**information et à la protection des consommateurs** dans le domaine des **opérations de crédit** (n° 2950) [1^{er} juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la **taxe professionnelle** (n° 2961) [8 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article L 256 du code électoral (n° 3087) [30 juin 1977].

— **Rapport d'information**, fait en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**assemblée consultative du Conseil de l'Europe** et à l'**assemblée de l'union de l'Europe occidentale**, sur l'activité de ces deux assemblées au cours de leurs vingt-huitième et vingt-deuxième sessions ordinaires respectives (1976-1977) (n° 3103) [30 juin 1977].

— **Rapport supplémentaire**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2547), relatif à l'**information et à la protection des consommateurs** dans le domaine des **opérations de crédit** (n° 3123) [3 octobre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3014), relatif au recrutement des membres des **tribunaux administratifs** (n° 3259) [24 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 3206), relatif à l'**information et à la protection des consommateurs** dans le domaine de

certaines opérations de crédit (n° 3275) [1^{er} décembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**information et à la protection des consommateurs** dans le domaine de **certaines opérations de crédit** (n° 3363) [15 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions orales avec débat de :

— MM. R.-A. Vivien (n° 17712), Fillioud (n° 18619), Mesmin (n° 18670), Chinaud (n° 18713), Leroy (n° 18885) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1756) : nécessité d'un plan de développement de la presse d'information française ; le rôle de service public assuré par celle-ci ; les charges particulières des entreprises de sa région obligées d'avoir deux éditions française et allemande.

• question orale sans débat :

— (n° 18969) : **Orchestres régionaux de l'ex-ORTF** [30 avril 1975] (p. 2292, 2293) : non-application de l'article 7 de la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision ; situation des orchestres de Nice, Lille et Strasbourg ; transfert de compétence au secrétariat d'Etat à la culture en matière de gestion des orchestres de la société nationale.

• question au Gouvernement :

— **Situation de l'orchestre de l'ex-ORTF de Strasbourg** [15 octobre 1975] (p. 6913) : transfert éventuel de cet orchestre de Strasbourg à Metz.

• question orale sans débat :

— (n° 33531) : **Industrie de la machine-outil** [10 décembre 1976] (p. 9236, 9237) : vulnérabilité de cette industrie face à l'agressivité des industries étrangères ; difficultés de la société CIT - Alcatel de Graffenstaden près de Strasbourg ; octroi de primes de renouvellement des machines anciennes ; la restructuration nécessaire ne devant pas signifier concentration.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1412) : problème posé par le développement de l'urbanisation ; nuisances dites urbaines ; « civilisation de l'anonymat » ; croissance des villes et qualité de la vie ; nécessité de redéfinir notre cadre de

vie ; objectifs à long terme ; caractère positif et réaliste des programmes ; coût de l'urbanisme ; sauvegarde de la nature ; rapprochement des centres de décision des populations ; suggère l'institution de conseils de quartier ou d'un conseil économique et social local ; (p. 1413) : urbanisation élargie aux dépens d'une urbanisation concentrée ; villes moyennes ; communications et transports en commun ; plans d'occupation des sols et règlements d'urbanisme ; circulaire du 21 mars 1973 ; adhésion des élus locaux et des sociétés d'aménagement ; décalage entre les réalisations des équipements publics et des logements ; moyens financiers des collectivités locales ; réserves foncières.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4993) : ses réserves à l'égard du budget ; urgence d'un règlement de la situation des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; cas des titulaires du CAPASE qui entendent entrer au service des collectivités locales ; formation du personnel de qualité ; inquiétude des jeunes qui veulent faire carrière dans cette branche d'activité ; retard pris dans la réalisation du VI^e Plan ; taux de réalisation en Alsace ; demande pour l'Alsace une dotation pour 1974 plus importante que par le passé ; zones de plein air et de détente ; terrains et équipements nécessaires, problème foncier ; plein emploi des installations existantes ; augmentation de la valeur de franc-élève ; utilisation intensive des installations existantes ; (p. 4994) : accès à ces installations des organismes s'occupant de la jeunesse inorganisée.

Services du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique [16 novembre 1973] (p. 5898) : malaise de la fonction publique ; (p. 5899) : nécessité de redéfinir le rôle du fonctionnaire ; disparités des rémunérations entre secteurs public et privé ; conditions de recrutement de nouveaux agents ; corps d'attachés municipaux ; plan de revalorisation de la fonction publique ; méthode de rationalisation des choix budgétaires ; réorganisation de certains services ; cité administrative dans son département ; rapprochement de l'administration des administrés ; simplification des formalités ; bureaux d'accueil interministériels ; demande de débat général sur le problème de la fonction publique ; vote de son groupe en faveur de ce budget.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6018) : sécurité dans les villes et délinquance en milieu urbain ; difficultés financières des collectivités locales ; modernisation

des bases de la fiscalité locale ; préalable d'une remise en ordre fondamentale des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités ; (p. 6019) : répartition des charges ; souhaite la discussion en même temps des deux projets de modernisation de la fiscalité locale ; personnels des collectivités locales ; disparités des rémunérations avec le secteur privé ; agents contractuels ; suggère la création d'attachés municipaux ; indemnité annuelle représentative d'heures supplémentaires ; demande l'application du principe de la révision annuelle automatique des indemnités.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6558) : son accord avec le projet de loi ; mesures d'adaptation et d'étalement des variations de pression fiscale ; difficultés financières des collectivités locales ; taxe professionnelle et répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; réforme des finances locales ; ses suggestions relatives au VRTS ; remboursement de la TVA payée par les communes ; sa question relative au maintien des dispositions en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle après le vote de la loi ; pouvoir de décision concernant l'abattement supplémentaire à la base ; dégrèvement de la taxe d'habitation au profit des plus défavorisés. **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 11** (p. 6631) : son amendement ; fixation des taux d'abattement à la base ; retrait.

— **Projet de loi relatif à certains corps de fonctionnaires** (n° 802), rapporteur. **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7148) : son analyse des dispositions du projet ; carrière des attachés d'administration centrale et de la ville de Paris ; (p. 7149) : mesures de rattrapage du retard enregistré dans le déroulement des carrières ; position des organisations syndicales ; représentation du personnel ; ses questions relatives au mode de calcul du rappel et de l'ancienneté requise pour une promotion éventuelle au grade d'administrateur civil ; sur le sort des attachés figurant sur la liste complémentaire de 1969 et 1970 ; caractère exceptionnel et transitoire des mesures proposées ; analyse les dispositions concernant les fonctionnaires de la catégorie B ; caractère rétroactif conféré à des dispositions réglementaires.

1974

— **Projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 803), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3084) : analyse le projet du Gouverne-

ment ; expose les modalités de la prise en charge par le budget de l'Etat de la totalité des frais de rémunérations des agents intégrés dans les nouveaux corps ; (p. 3085) ; son amendement n° 1 tendant à supprimer le recrutement local prioritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5693) : se réjouit de la parution du statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; certains problèmes en suspens : le classement indiciaire des directeurs régionaux et départementaux ; le projet d'accélération de carrière des inspecteurs ; l'assujettissement des associations sportives à la TVA pour les bals, fêtes populaires, cortèges, etc. ; le dévouement des dirigeants de clubs risque d'être découragé à assurer une coordination entre ministères ; (p. 5694) : ne pas imposer le travail bénévole et exonérer les associations de la TVA ; revoir le statut des associations sportives ou socio-culturelles : adapter la loi de 1901 ; ne fixera son vote qu'après la réponse du ministre.

Services du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique [15 novembre 1974] (p. 6486) : rappelle que les fonctionnaires participent aussi au développement économique du pays ; les observations relatives au déroulement des carrières, à la promotion sociale et à la situation insuffisante faite aux retraités ; le rapprochement nécessaire entre l'administration et les administrés.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6745) : les fonctionnaires communaux ; le pouvoir d'achat ; la pension de réversion ; la carrière ; la taxe professionnelle remplace la patente ; (p. 6746) : répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° 1488 *rectifié*) et **projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° 1487 *rectifié*). **Première lecture, rapporteur. Discussion générale commune** [22 avril 1975] (p. 1914) : rôle d'entraînement de l'Etat employeur à l'égard du secteur privé ; confirmer le principe de la non-discrimination des sexes pour l'accès à la fonction publique ; mettre un terme définitif aux discriminations existantes ; garantir à tous les citoyens l'accès à tous les postes de la fonction publique ; possibilités de dérogation limitées désormais au seul recrutement ; (p. 1915) : adopter une procédure commune pour toutes

les dérogations ; les suggestions de la commission des affaires sociales ; les mesures législatives complémentaires envisagées ; le recul de la limite d'âge pour l'accès aux emplois publics ; l'élargissement des conditions d'ouverture du droit par l'extension de la notion d'enfant à charge ; la suppression de la discrimination au détriment des célibataires et des divorcés ; substituer la notion d'enfant à charge à celle d'enfant mineur à charge ; ne pas apprécier le droit au seul moment de la candidature ; accorder le bénéfice de la disponibilité spéciale aux fonctionnaires des deux sexes ; étendre aux hommes le bénéfice des autorisations exceptionnelles d'absence accordées aux mères de famille ; (p. 1916) : le champ d'application du projet aux corps non régis par les statuts généraux de la fonction publique. **Discussion des articles. Modification de l'ordonnance du 4 février 1959. Article premier** (p. 1923) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Thome-Patenôtre ; son amendement n° 1 : recrutement distinct possible des hommes ou des femmes pour les corps dont une liste est établie par décret après avis du conseil supérieur de la fonction publique et des comités techniques paritaires ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Renard ; son amendement n° 2 : supprimer le troisième alinéa de l'article 7 de l'ordonnance ; adopté ; (p. 1924) : son amendement n° 3 : disponibilité spéciale pour raison de famille ; craint un vide juridique si son amendement n'est pas adopté ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 1925) : son amendement n° 10 : application du principe aux personnels des assemblées parlementaires, des collectivités locales et des établissements publics ; adopté. **Modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale. Article unique** (p. 1926) : son amendement n° 16 : recul de la limite d'âge pour les femmes ayant élevé des enfants ; première partie de l'amendement ; adoptée ; s'oppose aux amendements n° 11 de Mme Chonavel et n° 18 de M. Richard ; leur aspect restrictif par rapport à l'amendement n° 16 ; (p. 1927) : son amendement n° 1 de forme ; adopté ; son amendement n° 2 : supprimer toute possibilité de dérogation quant aux possibilités de recul de limite d'âge ; repoussé ; (p. 1928) : son amendement n° 3 : limite d'âge reculée d'un an pour enfant à charge ou par personne à charge ouvrant droit aux allocations prévues pour les handicapés ; adopté ; (p. 1929) : son amendement n° 4 : supprimer le second alinéa du texte ; adopté ; son amendement n° 17 : un même enfant ne peut ouvrir qu'à un seul droit ; adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 4984) : expose les raisons pour lesquelles une troisième lecture de l'article 2 du projet a été rendue nécessaire.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634)**, rapporteur [10 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 3892) : les critiques formulées contre la patente ; les tentatives de réforme faites depuis 1959 ; les engagements successifs du Gouvernement ; le projet de loi, deuxième volet de la réforme des finances locales ; le problème de la situation financière des collectivités locales ; l'évolution de la fiscalité des communes ; les dépenses d'investissements ; le recours à l'emprunt ; (p. 3893) : éviter les distorsions trop flagrantes entre communes ; l'apport d'aucune ressource nouvelle par l'instauration de la taxe professionnelle ; le but de la réforme : assurer une meilleure répartition des efforts entre les différentes catégories de contribuables ; le troisième volet du triptyque de la réforme des finances locales : définir les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; le plan de cinq ans présenté par le Gouvernement ; la création, dès 1976, d'un fonds d'aide à l'équipement des collectivités locales ; l'assiette de la nouvelle taxe professionnelle : salaires et valeurs locatives des immobilisations corporelles ; (p. 3894) : le problème d'une suffisante représentativité de la capacité contributive des entreprises ; le renforcement du caractère indiciaire de la taxe par la non-prise en compte des bénéfices des entreprises ; la pénalisation possible des industries de main-d'œuvre ; le problème des exonérations, des réductions et des allègements ; les aménagements complémentaires prévus par le texte ; les exonérations totales ou partielles temporaires ; (p. 3895) : supprimer les incitations fiscales au titre de l'aménagement du territoire ; l'élargissement du champ de l'assiette ; l'effort de meilleure localisation du produit de la taxe professionnelle au profit des communes ; le cas du groupement de communes ; (p. 3896) : le « déverrouillage » des principaux fictifs à partir de 1979 ; la responsabilité plus grande conférée aux élus locaux grâce au nouveau système fiscal ; la redistribution des ressources exceptionnelles par l'institution d'un fonds départemental de la taxe professionnelle ; l'alimentation du fonds ; la discussion en commission sur le projet. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article premier** (p. 3980) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Chassagne qui remet en cause l'économie générale du texte ; (p. 3981) : son amendement n° 2 : insérer les mots « syndicats de commune » ; adopté ; son amendement n° 3 : définition des bases du nouvel impôt ; adopté ; (p. 3982) : son amendement n° 4 : recettes de chaque collectivité, fonction de l'importance des activités exercées sur son territoire ; adopté. **Article 2** (p. 3984) : son amendement n° 5 : maintenir dans le champ

d'application de la taxe professionnelle les agriculteurs et éleveurs industriels assujettis à la contribution des patentes ; (p. 3985) : expose que son amendement tend à revenir au système actuellement en vigueur ; repoussé ; (p. 3987) : son amendement n° 6 : extension du champ d'application des exonérations ; adopté ; (p. 3992) : son amendement n° 7 : retenir un seuil d'exonération fixé à 1.250 F ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution ; (p. 3993) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Papon ; souhaite néanmoins que des réductions soient envisagées afin de ne pas trop pénaliser les ports autonomes ; (p. 3994) : son amendement n° 8 : suppression du système actuel d'incitation fiscale à l'aménagement du territoire ; retiré. **Article 3** (p. 4003) : son amendement n° 9 : inclure dans les sommes prises en considération les rémunérations allouées aux dirigeants de sociétés visées aux articles 62 et 80 *ter* du code des impôts ; adopté ; (p. 4004) : son amendement n° 10 : prise en compte des salaires pour le huitième de leur montant ; ne pas pénaliser les entreprises de main-d'œuvre ; faire intervenir les valeurs locatives pour 60 % de l'assiette ; repoussé ; (p. 4005) : son amendement n° 11 : réduction de 20 à 50 % de la base pour les artisans, la variation de la réduction étant fonction du nombre des salariés employés ; déclaré irrecevable en fonction de l'article 40 de la Constitution ; (p. 4007) : son sous-amendement à l'amendement n° 150 du Gouvernement : réduction de la base de moitié pour les artisans employant moins de trois salariés ; non soumis au vote. **Article 4** (p. 4015) : son amendement n° 13 : prise en compte à raison de 50 % de leur montant des valeurs locatives des équipements destinés à l'épuration industrielle et à la lutte contre les pollutions atmosphériques ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. **Article 5** (p. 4015) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Crépeau ; (p. 4016) : indique que la commission des lois a repoussé l'amendement n° 48 de M. Papon. **Article 6** (p. 4016) : son amendement n° 15 : de clarification ; adopté. **Article 7** (p. 4018) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. J.-C. Simon. **Article 9** (p. 4021) : son amendement n° 16 : ménager la transition entre le régime de la patente et celui de la taxe professionnelle ; adopté ; [12 juin 1975] ; **Article 11** (p. 4046) : son amendement n° 17 : compléter le deuxième alinéa de l'article 11 par les mots « et des allègements fiscaux consentis au titre de l'aménagement du territoire » ; adopté ; son amendement n° 18 : prévoir que l'exonération de la fraction départementale de la taxe professionnelle entraînera ipso facto l'exonération de la fraction régionale de cette taxe ; déclaré irrece-

vable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 12** (p. 4053) : rappelle que la commission des lois n'a pas apporté son approbation à l'amendement n° 58 défendu par M. Papon ; ajoute qu'elle a repoussé l'amendement n° 98 du Gouvernement. **Article 16** (p. 4060) : son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 21 de M. Massot : faire figurer parmi les bénéficiaires du fonds départemental les communes qui peuvent être défavorisées par l'importance relative par habitant de l'impôt sur les ménages ; repoussé ; (p. 4061) : son amendement n° 69 : affectation à un fonds départemental de la taxe professionnelle de l'excédent résultant des bases d'imposition d'un établissement divisées par le nombre d'habitants de la commune lorsqu'elles sont supérieures à 5.000 F ; adopté ; (p. 4066) : son amendement n° 70 : régler de façon favorable le sort des communes fusionnées qui coexistent avec des communautés urbaines dans certains départements ; adopté ; (p. 4067) : son amendement n° 71 : retirer au conseil général son droit de veto ; repoussé. **Article 17** (p. 4068) : son amendement n° 22 : pour la détermination de la valeur locative prise en compte du prix de revient des constructions et installations pour l'intégralité de leur montant ; repoussé. **Article 18** (p. 4071) : son amendement n° 108 : adapter les différents seuils prévus à l'évolution économique ; repoussé. **Seconde délibération : Article 4** (p. 4074) : son sous-amendement n° 2 à l'amendement n° 1 du Gouvernement : joindre aux usines nucléaires et aux aéroports les ports autonomes maritimes et fluviaux ; retiré. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 4998) : commente le texte de la commission mixte paritaire ; (p. 4999) : indique notamment que la commission a retenu le texte du Sénat en ce qui concerne les modalités de la redistribution de la taxe prélevée sur les établissements exceptionnels ; recommande l'adoption du texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° 1728). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6446) : apporte son soutien à un projet indispensable, mais qui n'est pas entièrement satisfaisant ; (p. 6442) : reconnaît qu'il permettra une plus grande sensibilisation de la population et une meilleure adaptation du sport à la société moderne ; se déclare peu favorable à la constitution de sociétés d'économie mixte ; regrette que le projet ne comporte pas d'engagement financier ; souhaite la revalorisation du « franc-élève » ; préconise l'obligation pour les entreprises de réserver un terrain de sport ; intervient en faveur du cyclisme.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) :

Discussion générale [22 octobre 1975] (p. 7230) : lutter à la fois contre l'inflation et le chômage ; l'appui de l'UDR au Gouvernement ; la timidité des signes de la reprise ; chercher à limiter le taux de l'inflation ; mener une politique monétaire vigilante ; ne pas limiter la concertation internationale aux pays européens ; parer au chômage des jeunes ; (p. 7231) : tenir compte des observations recueillies sur le plan régional ; donner une marge de manœuvre aux établissements publics régionaux ; faire examiner par le Parlement le plan de nouvelle répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; diriger l'épargne vers les investissements ; les consultations menées au niveau régional dans le cadre du VII^e Plan ; l'exemple de l'Alsace ; se préoccuper des régions frontalières ; (p. 7232) : un budget de transition.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2205) : indique qu'en 1975 les résultats obtenus par les agriculteurs ont été particulièrement décevants ; souligne la trop faible réévaluation communautaire des prix agricoles ; (p. 2206) : estime indispensable d'améliorer la formation des agriculteurs, de pousser plus hardiment la politique de restructuration, d'améliorer la gestion des marchés, particulièrement celui du houblon, et de remédier aux imperfections des règlements européens ; demande s'il sera pallié aux difficultés rencontrées par les betteraviers.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° 1991), rapporteur. **Discussion générale** [30 avril 1976] (p. 2520) : un projet qui va au-delà de la validation de décisions individuelles puisqu'il propose de légaliser les dispositions réglementaires annulées par les juridictions administratives : l'unicité du jury, la participation de non-titulaires aux concours internes de la fonction publique, les modes d'accès à la fonction publique et la promotion interne ; (p. 2521) : les principales innovations du projet de loi ; la nécessité de reconsidérer les modalités d'accès à la fonction publique. **Discussion des articles** [30 avril 1976]. **Article premier** (p. 2524) : son amendement n° 1 : ajouter à la liste des candidats admis à concourir ceux qui auraient satisfait à l'examen d'admission afin d'ouvrir au maximum l'accès aux concours ;

adopté ; (p. 2525) : son amendement n° 2 : préciser que lorsque le jury se constitue en groupe d'examineurs l'égalité de notation des candidats est assurée par la péréquation des notes attribuées par chaque groupe d'examineurs et par la délibération finale du jury ; adopté. **Article 2** (p. 2526) : son amendement n° 3 : regrouper à l'article 19 du statut général des fonctionnaires les différentes dispositions relatives à la promotion interne ; (p. 2527) : est défavorable à la deuxième partie du sous-amendement n° 14 du Gouvernement à son amendement n° 3 ; adopté après adoption du sous-amendement n° 13 et adoption de la première partie du sous-amendement n° 14 du Gouvernement. **Article 2 bis** (p. 2528) : son amendement n° 4 : supprimer l'article 2 bis ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 5 : de forme ; adopté ; son amendement n° 6 : préciser que l'administration n'est pas liée par l'avis de la commission administrative paritaire ; adopté ; son amendement n° 7 : retiré ; (p. 2529) : son amendement n° 8 : conséquence de l'amendement précédent ; adopté. **Article 4** (p. 2529) : son amendement n° 9 : supprimer l'article 4 ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 10 : valider les seules décisions individuelles prises en vertu de l'arrêté annulé par les juridictions administratives et non les mesures réglementaires elles-mêmes ; adopté. **Après l'Article 5** : son amendement n° 11 : rendre conformes les statuts particuliers aux dispositions du présent projet de loi ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4958) : indique qu'il n'a pas démissionné de son poste de premier rapporteur ; maintient sa position sur le fond.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 34** (p. 4438) : son amendement n° 73 défendu par M. Fanton.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4607) : un ensemble complexe de propositions, de recommandations et de vœux pieux ; les trois parties du Plan ; (p. 4608) : un Plan différent des précédents du fait de l'évolution récente de notre société et de la crise de l'énergie, de la remise en question de la croissance, du conflit entre les impératifs du développement, du désir d'une société plus humaine, de la sauvegarde de l'environnement ; un taux de croissance courageux mais insuffisant à assurer le plein emploi ; le dynamisme économique à renforcer ; la lutte contre l'inadaptation de la demande à l'offre de l'emploi par une

politique d'éducation ; les priorités au sein des 25 programmes d'actions prioritaires ; la nécessité d'un large consensus national ; les mesures tendant à améliorer la qualité, et le cadre de vie ainsi qu'à réduire les inégalités ; le financement du Plan ; les dépenses militaires ; (p. 4609) : les difficultés de réalisation du Plan pour l'Etat et les collectivités locales ; le problème des équipements collectifs ; l'esprit de la planification française : un choix de société.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6564) : le caractère ambitieux du plan Barre ; le problème du rattrapage en 1977 ; l'étude de l'OCDE sur les prix français ; le blocage relatif du pouvoir d'achat ; l'emploi ; le FAC ; la réévaluation partielle des bilans ; les problèmes des entreprises ; la protection de l'épargne populaire ; le redémarrage de l'économie après la crise ; le langage de la vérité et de la sincérité.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). **Deuxième partie** :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services pénitentiaires et éducation surveillée [2 novembre 1976] (p. 7366) : la construction d'une nouvelle prison à Strasbourg.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8296) : la situation des personnels de la police ; les ressources des collectivités locales ; rend hommage à la police ; la situation des commandants et officiers de police en tenue ; la limitation du déroulement de carrière des personnels actuellement en poste ; la situation financière des collectivités locales ; la fiscalité locale ; le rapport Guichard ; (p. 8297) : la taxe professionnelle ; le dégrèvement des cotisations pour 1976 ; les difficultés des collectivités locales ; l'attribution d'une part localisée de la TVA ; les ressources complémentaires.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869), rapporteur. **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2790) : le remplacement de la loi du 29 juillet 1975 ; les objectifs de la législation de 1975 ; la modernisation de l'assiette de l'impôt ; la réforme des taux ; le refus opposé par le Gouvernement à la demande de la commission des lois d'une expérience à blanc durant l'année 1976 ; le bilan de la loi du 29 juillet 1975 ; la modernisation des bases d'imposition ; la

capacité contributive des redevables ; les problèmes découlant de l'étroitesse de la nouvelle assiette de la taxe ; (p. 2791) : l'allègement de la charge fiscale des contribuables ; le phénomène de dispersion des situations individuelles autour des moyennes ; les majorations brutales des charges pour un petit nombre de redevables ; passer au stade de l'impôt de répartition à celui de l'impôt de quotité ; le dépôt du projet de loi n° 2778 ; l'institution d'une cotisation nationale exceptionnelle ; l'alourdissement des charges des entreprises résultant des dispositions financières du projet de loi ; la limitation du projet de loi à l'aménagement de la taxe ; les dispositions du projet approuvées par la commission ; le plafonnement des cotisations ; le coût du plafonnement ; (p. 2792) : le financement de ce plafonnement ; le blocage du mécanisme d'étalement des bases ; le désaccord entre la commission et le Gouvernement sur la reconduction des dispositions transitoires en 1978 ; éviter la surimposition progressive des entreprises de main-d'œuvre ; les intentions du Gouvernement quant au remplacement de l'actuel impôt de répartition par un impôt de quotité ; la nécessité, pour 1978, de propositions de dispositions transitoires compatibles avec les objectifs de la loi de finances. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2821) : l'octroi de subventions consenties aux entreprises nationalisées en cas d'adoption de l'amendement n° 11 de M. Frelaut ; (p. 2822) : son amendement n° 4 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 5 : suppression des dispositions transitoires relatives au plafonnement de la taxe et à l'institution d'une cotisation nationale ; l'éventualité de la fixation d'un autre taux de la cotisation nationale pour 1978 ; la nécessité pour le Gouvernement de s'attaquer à la refonte de la loi relative à la taxe professionnelle ; (p. 2823) : l'engagement du Gouvernement de réduire éventuellement le taux de la cotisation nationale pour 1978 ; repoussé. **Article 2** : son amendement n° 6 : suppression de l'application de la réduction de 10 % de la taxe professionnelle aux entreprises ayant au moins 500 unités au nombre mensuel moyen de salariés ; l'introduction d'une discrimination particulièrement favorable aux grandes entreprises ; adopté ; son amendement n° 7 : accompagnement de la demande de justificatifs nécessaires ; adopté. **Article 3** (p. 2824) : son amendement n° 8 : de suppression ; l'injustice introduite par l'article 3 ; le rôle incitatif à l'emploi de l'article 3 ; repoussé. **Article 4** (p. 2824, 2825) : son amendement n° 9 : modification rédactionnelle ; l'application de la deuxième partie de la loi à dater du 1^{er} janvier 1979 ; l'intervention nécessaire du vote d'une nouvelle loi avant le 1^{er} janvier 1979 ; la substi-

tution dans le deuxième alinéa de l'article 12 de la loi du 29 juillet 1975 de la date du 1^{er} juillet 1978 à la date du 1^{er} juillet 1977 ; amendement n° 9, deuxième rectification, adopté. **Article 6** (p. 2828) : son amendement n° 10 de suppression ; la non-prise en compte par l'article 6 du cas des redevables recevant leurs avis d'imposition dans la première quinzaine du mois de novembre ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [8 juin 1977] (p. 3588) : les amendements adoptés par le Sénat ; la modification du plafond de la taxe ; (p. 3589) : la modification du rapport entre les divers éléments composant l'assiette de la taxe professionnelle ; le rejet des amendements par la CMP ; le caractère transitoire du texte ; le rétablissement du bénéfice de la réduction de 10 % de la taxe professionnelle due au titre de 1977 aux entreprises de plus de 10.000 salariés et ayant engagé au moins 500 personnes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit (n° 2547), rapporteur. Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5918) : les vicissitudes de nature procédurière auxquelles a été soumis le projet ; la concertation entre le Gouvernement et les partenaires de la vie économique ; les critiques de la commission ; les lacunes du projet de loi ; les dangers de la faculté de renonciation ; la technique des « rendus » ; ses conséquences pour les distributeurs ; (p. 5919) : l'élargissement du champ d'application de la loi ; l'inclusion dans le champ de la loi du crédit immobilier ; le recours du consommateur au crédit en toute connaissance de cause ; l'information de l'emprunteur ; la remise à l'emprunteur d'une offre préalable personnalisée ; le caractère exceptionnel de la faculté de rétraction ; la clarification des relations entre le contrat de crédit et le contrat de vente ; l'exonération du droit de timbre ; les contrats régis par la présente loi ; la perfectibilité de la loi ; le niveau d'endettement croissant des ménages. **Discussion des articles. Article premier A** (p. 5929) : son amendement n° 68 de suppression ; la qualification des personnes soumises à la nouvelle loi ; (p. 5930) : l'imprécision de la terminologie employée ; amendement n° 68 repoussé. **Article premier** : son amendement n° 69 : opérations de crédit auxquelles s'applique la loi ; l'opposition de la commission aux amendements n° 5 de M. Hugué et n° 50 de M. Forni ; amendement n° 69 adopté. **Article premier bis** (p. 5931) : son amendement n° 70 : modification rédactionnelle ; son amendement n° 71 : montant des contrats de durée inférieure à trois mois exclus du champ d'application de la loi ; le rejet par la commission de l'amen-

dement n° 18 de M. Kalinsky ; l'opposition de la commission aux amendements n° 6 de M. Huguet et n° 51 de M. Forni ; amendements n° 70 et n° 71 adoptés ; (p. 5932) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 134 de M. Huguet ; son amendement n° 72 : suppression des dispositions relatives à l'exclusion du champ d'application de la loi des crédits immobiliers ; la date de dépôt du projet de loi relatif aux prêts immobiliers ; amendement n° 72 retiré ; son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 108 du Gouvernement ; inclusion dans le champ d'application de la loi des opérations de crédit destinées à financer les travaux de construction ou de rénovation ; repoussé. **Article 2 A** (p. 5933) : son amendement n° 73 : introduction de précisions relatives à l'identité du prêteur, la nature, l'objet et la durée de l'opération proposée ainsi qu'au coût total et au taux effectif global du crédit ; les raisons qui militent en faveur de la mention séparée du coût total et du taux effectif global des crédits ; la directive de la CEE relative au taux effectif global ; amendement n° 73 adopté. **Article 2** (p. 5934) : son amendement n° 74 : mécanisme de protection des consommateurs achetant à crédit ; l'opposition de la commission au sous-amendement n° 122 de M. Darinot à son amendement n° 74 ; (p. 5935) : le non-examen par la commission du sous-amendement n° 130 de M. Ferretti à son amendement n° 74 ; l'opposition de la commission au sous-amendement n° 113 de M. Darinot à son amendement n° 74 ; (p. 5936) : l'avis défavorable de la commission sur les sous-amendements n° 102 de M. Villa et n° 136 de M. Ferretti à son amendement n° 74 ; l'information du consommateur sur le montant des parts sociales à souscrire en cas de crédit demandé à des organismes coopératifs ; amendement n° 74 adopté. **Après l'Article 2** (p. 5941) : la satisfaction de l'amendement n° 20 de M. Kalinsky par l'adoption de l'amendement n° 74. **Article 2 bis** : son amendement n° 75 de suppression ; adopté. **Article 2 ter** : son amendement n° 76 de suppression ; (p. 5942) : la nature de la position du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de la commission ; adopté. **Article 4 A** : son amendement n° 7 de suppression ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 78 : conditions de jeu du délai de renonciation aux prêts ; contrats ou opérations de crédit ; adopté ; (p. 5943) : son amendement n° 79 : modification rédactionnelle. **Article 4 bis** : son amendement n° 80 de suppression ; adopté. **Après l'Article 4 bis** : son amendement n° 81 : conditions dans lesquelles l'emprunteur est dégagé de ses obligations en cas de décès ou d'incapacité totale permanente et modalités de dérogation à ce prin-

cipe ; l'objet du projet de loi ; les conditions d'une exonération totale de l'emprunteur ; les conditions d'une suspension de ces obligations ; (p. 5944) : le renvoi à un décret pour la fixation des conditions de suspension des obligations de l'emprunteur ; l'avis favorable de la commission sur les sous-amendements n° 114 de M. Darinot et n° 131 de M. Bérard ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 127 de M. Charles Bignon et du sous-amendement n° 133 de M. Kalinsky ; (p. 5946) : l'obligation d'assurance en matière de crédit immobilier ; la garantie des héritiers ; l'obligation de souscription d'une assurance vie ; la connaissance effective de l'article 1244 du code civil ; (p. 5947) : « l'assistance » des emprunteurs ; la notion d'agrément de l'emprunteur ; l'objet de l'amendement n° 39 déposé par le Gouvernement ; amendement n° 81 repoussé. **Article 5** (p. 5948) : son amendement n° 82 : prise d'effet des obligations de l'emprunteur à compter de la livraison du bien ou de la fourniture de la prestation ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 110 du Gouvernement ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Maisonnat ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 26 de M. Ferretti ; son sous-amendement n° 83 ; modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 5949) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Ferretti ; son sous-amendement n° 84 à l'amendement n° 27 ; modification rédactionnelle ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 85 : conditions de soumission de l'acte de vente à l'obtention du prêt ; les conditions d'exercice de la faculté de rétractation ; (p. 5950) : la non-livraison du bien avant l'expiration du délai de réflexion ; la possibilité en cas de nécessité absolue de demander la livraison du bien ; le non-examen par la commission des sous-amendements n°s 128, 137 et 125 ; son avis défavorable sur les sous-amendements n°s 115 et 135 ; amendement n° 85 adopté. **Après l'Article 6** (p. 5952) : son amendement n° 86 : conditions d'application de l'article 114 du code du commerce ; adopté. **Article 7** : le rejet par la commission des amendements n° 13 de M. Huguet, n° 58 de M. Forni et n° 104 de Mme Constans ; le caractère superfétatoire de la référence à l'article 1152 du code civil ; son amendement n° 87 : suppression de la référence à l'application de l'article 1152 du code civil ; adopté. **Article 8** (p. 5953) : l'avis favorable de la commission sur les amendements n°s 59 et 60 de M. Forni et n° 14 de M. Huguet ; son avis défavorable sur l'amendement n° 61 de M. Forni. **Article 9** (p. 5954) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 15 de

M. Huguet ; son sous-amendement n° 88 à l'amendement n° 15 : éventualité de l'application de l'article 1152 du code civil ; repoussé ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 124 de M. Daillet. **Après l'Article 9** (p. 5955) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Villa et sur l'amendement n° 106 de M. Kalinsky. **Article 11** : son amendement n° 89 : dispositions de coordination ; l'opposition de la commission aux amendements n°s 116 et 117 de M. Darinot ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 5956) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 24 de Mme Constans. **Article 12** : son amendement n° 90 : modification de coordination ; adopté ; la satisfaction de l'amendement n° 119 de M. Darinot ; son amendement n° 91 : possibilité pour le tribunal d'ordonner la publication du jugement et la rectification de la publicité aux frais du condamné ; adopté. **Article 13** : ses amendements n°s 92, 93, 94, 95 : modifications rédactionnelles ; adoptés ; (p. 5957) : son amendement n° 96 : modification rédactionnelle ; adopté ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 33 de M. Daillet. **Article 14** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 63 de M. Furni. **Article 14 bis** : l'opposition de la commission à l'amendement n° 31 de M. Ferretti ; (p. 5958) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Huguet ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 120 de M. Darinot. **Article 16** : son amendement n° 97 : dispositions de coordination ; retiré. **Article 17** : son amendement n° 98 : fixation expresse des conditions d'application de la présente loi par décret en Conseil d'Etat quant aux modalités des preuves admissibles en matière de délai ; repoussé. **Article 19** (p. 5959) : son amendement n° 99 : fixation de la date d'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} juillet 1978 ; adopté. **Après l'Article 19** : soutient le sous-amendement n° 132 de M. Foyer à l'amendement n° 131 de M. Darinot : application de la loi à Mayotte ; adopté. **Titre** : son amendement n° 100 : nouvelle rédaction du titre ; adopté. **Explications de vote** (p. 5961) : un premier pas vers une meilleure protection des consommateurs ; l'information et la formation des consommateurs. **Deuxième lecture.** — **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8450) : l'examen du texte par le Sénat ; le problème du droit de timbre ; l'exonération du droit de timbre de certaines opérations de crédit. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 8451) : son amendement n° 2 : champ d'application de la loi ; l'opportunité d'inclure dans le champ d'application de la loi les frais professionnels ; (p. 8452) : le rejet par la commission des lois des amen-

dements n° 10 de M. Dupilet et n° 19 de M. Huguet ; à titre personnel, se déclare favorable à l'inclusion dans le champ d'application de la loi des prêts personnels ; amendement n° 2 adopté par scrutin public. **Article premier bis** (p. 8453) : le rejet par la commission de l'amendement n° 11 de M. Dupilet ; son amendement n° 3 : exclusion du champ d'application de la loi des opérations de crédits liées à la construction d'un immeuble et aux grosses réparations ; repoussé. **Après l'Article premier bis** : son amendement n° 4 : conditions d'application de la loi aux opérations de crédit portant sur des immeubles ; devenu sans objet. **Article 2 A** (p. 8454) : les modifications apportées par le Sénat à l'article 2 A ; son amendement n° 5 : publicité du taux de crédit et s'il y a lieu des perceptions forfaitaires par un dossier et par échéance ; devenu sans objet. **Article 2** (p. 8455) : son amendement n° 6 de coordination ; l'adoption par la commission de l'amendement n° 15 de M. Bignon ; le rejet par la commission de l'amendement n° 13 de M. Dupilet ; amendement n° 6 repoussé ; (p. 8456) : son amendement n° 7 de coordination ; adopté. **Article 6** (p. 8457) : son amendement n° 8 : unicité du contrat en cas d'opérations de crédit et de vente démarchées à domicile ; repoussé ; son amendement n° 9 de pure forme ; adopté. **Après l'Article 6** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 18 du Gouvernement. **Seconde délibération. Article 2 A** (p. 8458) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire**, rapporteur [20 décembre 1977] (p. 9079) : son rapport présenté par M. Charles Bignon.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 27 octobre 1977, *J.O.* Débats du 2 novembre 1977) (p. 6851) : le problème du VRTS ; la sécurité publique ; la circulaire Marcellin sur la mise à disposition des services de police de personnel recruté par les conseils généraux ; (p. 6852) : la protection des sorties d'écoles ; les brigades canines.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** (n° 3014), rapporteur. **Discussion générale** [1^{er} décembre 1977] (p. 8152) : la légalisation du décret du 12 mars 1975 portant statut particulier des membres des tribunaux administratifs relatif au recrutement des magistrats ; les modifications apportées par

le Sénat ; les règles de recrutement ; le détachement dans les tribunaux administratifs des fonctionnaires des autres corps issus de l'ENA ; (p. 8153) : les conditions de détachement dans les tribunaux administratifs ; le recrutement au tour extérieur ; les dispositions adoptées par le Sénat ; la durée du recrutement complémentaire ; demande au nom de la commission à l'Assemblée d'adopter le projet de loi adopté par le Sénat.

BURON (Pierre)

Député de la Mayenne
(1^{re} circonscription)
(App. UDR, puis App. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** étendant aux maires des communes organisateurs de **transports scolaires** les dispositions de la **loi du 5 avril 1937** modifiant les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs et le dernier alinéa de l'**article 1384 du code civil** relatif à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public (n° 103) [12 avril 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission de contrôle sur les aspects sociaux de la gestion de la Régie Renault** (n° 358) [22 mai 1973] (p. 358).

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646. — **Tome VII : Développement industriel et scientifique - Recherche scientifique** (n° 682) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur la proposition de loi (n° 209), tendant à compléter l'article 29 n du livre premier du code du travail, sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service (n° 773) [22 novembre 1973].

— Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — Tome X : Industrie et recherche - Recherche scientifique (n° 1231) [11 octobre 1974].

— Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Tome VIII : Industrie et recherche - Recherche scientifique (n° 1917) [10 octobre 1975].

— Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2019) relatif à la situation de certains personnels relevant du ministre de l'éducation (n° 2048) [10 décembre 1975].

— Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Tome VI : Industrie - Recherche scientifique (n° 2530) [12 octobre 1976].

— Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Tome XI : Services du Premier ministre - Recherche (n° 3148) [11 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de l'éducation nationale (n° 442) [6 juin 1973] (p. 1825) : adaptation de l'éducation nationale ; contentieux opposant le personnel de l'éducation nationale au Gouvernement ; attitude du ministre de l'éducation nationale ; sclérose de l'enseignement dont la majorité ne porte pas la responsabilité ; son opposition au monopole de l'Etat sur l'éducation de la nation, ouverture de l'enseignement au monde moderne ; ses observations sur les circulaires ministérielles ; politisation de certains enseignants, restauration de la laïcité dans certains établissements ; sa demande d'établissement d'un plan de liquidation du contentieux relatif au personnel ; sa suggestion de création d'une commission au sein de l'Assemblée.

— Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles [18 octobre 1973]. Avant l'Article 41 (p. 4544) : ses observations sur la formation des enfants de quatorze, seize ans ; sa proposition tendant à organiser dans son département une expérience d'enseignement à mi-temps ; école des industries alimentaires subventionnée par le conseil général et qui fonctionne selon un enseignement alterné ; ouverture de l'éducation nationale sur la vie.

— Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5365) : rapporteur pour avis : souhaite un grand débat sur toutes les formes de la recherche scientifique en France ; son exposé sur l'organisation de la recherche scientifique ; (p. 5366) : son analyse de la procédure de répartition des crédits, procédures contractuelles incitatives ; son inquiétude quant au budget pour 1974 ; blocage des crédits inscrits au FAC au titre de la recherche scientifique ; amenuisement des taux de croissance de l'effort de recherche ; vieillissement des équipes de recherche ; nécessité d'un renouvellement du personnel, demande un effort dans ce domaine ; situation critique de l'édition scientifique de langue française ; rend hommage à l'effort d'organisation et d'administration de la recherche ; enveloppe recherche et crédits d'aide à l'industrialisation ; mise à la disposition du Parlement de l'« annexe budgétaire recherche » avant la discussion budgétaire ; crédits de fonctionnement et de créations d'emplois ; (p. 5367) : mobilité des personnels, contacts scientifiques avec l'étranger.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5626) : effort d'amélioration de la présentation du budget ; crédits de la recherche, formation ; effort de la nation en faveur de l'éducation nationale ; nécessité d'un effort de coordination et de structuration de tout le système éducatif ; (p. 5627) : formation permanente des enseignants ; souhaite un grand débat sur l'éducation nationale ; réconciliation du monde de l'enseignement avec l'Etat.

— Proposition de loi tendant à compléter l'article 29 n du livre premier du code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service (n° 209). Discussion générale [28 novembre 1973] (p. 6471) : son rapport présenté par M. Berger, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

1974

— Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1167). Discussion générale.

rale [24 juillet 1974] (p. 3720) : caractère cartésien du projet ; envisager la possibilité de soumettre la réception en France des programmes étrangers à la tutelle de l'Etat. **Après l'Article 2** (p. 3749) : amendement n° 23 : possibilité d'aménager le monopole pour permettre le relais de programmes privés ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Éducation et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5852) : ses observations sur l'insuffisance de l'encadrement administratif dans de nombreux établissements ; améliorer l'information des élèves en matière sociale et économique ; les dangers de l'endoctrinement.

Industrie et recherche, rapporteur pour avis [14 novembre 1974] (p. 6357) : s'interroge sur l'utilité du débat parlementaire dans ce domaine ; (p. 6358) : balance des brevets ; les faibles résultats du plan calcul ; passer de l'administration de la recherche à une politique de la recherche.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3984) : estime que certaines coopératives sont assimilables à des entreprises industrielles.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4373) : rappeler que l'enfant appartient à la famille ; l'organisation de la communauté scolaire ; la façon sectaire dont certains défendent l'enseignement ; la nécessaire réforme des modalités de recrutement des enseignants ; (p. 4374) : la revalorisation de la condition d'enseignant ; la réforme des programmes ; renforcer les contacts entre l'école et la vie.

— **Rappel au règlement** : au sujet de l'éloge funèbre de M. Paul Stehlin par M. Edgar Faure [27 juin 1975] (p. 4922).

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 7992-7993) : la mauvaise information du Parlement ; le système français du mandarinat en matière de recherche ; donner un statut aux chercheurs ; faciliter leur passage dans l'industrie ; l'exemple de l'INSERM ; (p. 7994) : organiser un débat sur la recherche scientifique.

Éducation [12 novembre 1975] (p. 8196) : l'enseignement, question de mentalité ; l'énergie consacrée par les professeurs syndiqués en faveur de leurs revendications et non en faveur d'une amélioration de l'enseignement ; le

problème général de la pédagogie ; changer l'école en mobilisant la jeunesse et non en changeant les masses budgétaires.

1976

— **Projet de loi relatif à la situation de certains personnels relevant du ministre de l'éducation** (n° 2019), rapporteur. **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3092) : la commission a tenu à étendre le champ d'application du projet tendant à permettre la titularisation d'agents de l'éducation non titulaires exerçant en Andorre. **Discussion de l'article unique** [14 mai 1976]. **Article unique** (p. 3093) : son amendement n° 1 : de pure forme ; adopté. **Titre** : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction du titre : projet de loi modifiant l'article 4 de la loi n° 72-2 du 3 janvier 1972 relative à la situation de différents personnels relevant du ministre de l'éducation ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Industrie et recherche, rapporteur pour avis [16 novembre 1976] (p. 8095) : l'observatoire de Samarcande ; (p. 8096) : un budget relativement favorisé ; le capital intellectuel français ; l'appel lancé en juillet 1976 par les savants ; l'augmentation des crédits de recherche recommandée par le VII^e Plan ; les aides aux entreprises ; la réforme du régime fiscal ; la délégation générale à la recherche scientifique et technique ; l'académie des sciences ; la position de M. Aigrain ; l'information ; associer la nation à l'esprit de recherche ; le sondage SOFRES ; la constitution d'une commission élargie consacrée aux problèmes de la recherche.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche, débat du 12 octobre 1977 [J.O. débats du 19 octobre 1977], rapporteur pour avis ; (p. 6318) : l'information des parlementaires et du public en matière de recherche ; la sensibilisation de l'opinion aux vrais problèmes ; le recours aux nouvelles formes d'énergie ; le statut des chercheurs ; l'imposition aux membres des grands corps de l'Etat de l'accomplissement d'un stage dans un service de recherche ; l'action réalisée dans le domaine des publications et communications en langue française.

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche**, rapporteur pour avis [19 octobre

1977] : l'utilisation des crédits de la nation ; le contenu de son rapport écrit ; l'insuffisance des efforts consentis par le CEA en matière de recherche et de personnel ; la critique du CNRS ; le nombre très élevé de chercheurs dans le secteur des sciences de l'homme ; la situation de l'INSERM ; la nécessité d'une information et d'une véritable vulgarisation scientifique ; le rajeunissement des équipes de chercheurs ; l'opportunité de permettre aux grands commis de l'Etat de réaliser des stages dans le secteur de la recherche ; (p. 6330) : la lourdeur des institutions.

BUSTIN (Georges)

Député du Nord
(18^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPÔTS

— **Proposition de loi tendant à l'abolition de la peine de mort** (n° 417) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre** (n° 740) [31 octobre 1973].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° 18971), **Falala** (n° 19360), **Ducoloné** (n° 19428), **Coulais** (n° 1992) et **Gau** (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3697) : situation économique de la région de Valenciennes ; ébranlement du bastion industriel de cette région frontalière.

• *question orale sans débat de :*

— (n° 37430) : **Investissements des Charbonnages de France à l'étranger** [22 avril 1977] (p. 2106, 2107) : protestation contre l'autorisation donnée aux Charbonnages de France de prendre le contrôle d'une société minière australienne ; développer la recherche et la production de houille en France ; la gazéification du charbon, solution d'avenir ; ranimer les mines françaises.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° 347). **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1938) : protection du public ; regret de son groupe du retard apporté à la discussion de ce projet ; (p. 1939) : mesures efficaces à prendre contre les malversations ; rappelle les krachs d'études de notaires ; lettre d'une des victimes de l'étude Caumel en 1971 : congrès des notaires de Vittel ; demande des mesures pour que les victimes soient indemnisées ; défense des petits épargnants par son groupe ; vote de son groupe pour le projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6018) : situation critique des personnels des préfectures et des sous-préfectures ; mesures préconisées par les organisations syndicales ; sa référence à une motion de l'Assemblée des présidents des conseils généraux du 20 septembre 1972 ; recrutement des fonctionnaires des régions ; hostilité des conseils généraux à des créations d'emplois, insuffisance des mesures prises ; requêtes des personnels départementaux ; revendications des agents des services médico-sociaux ; vote de son groupe contre le budget.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme. — Crédits du ministère de l'équipement [16 novembre 1974]. **Article 50** : (p. 6567) : sur l'article : proteste au nom des usagers contre le transfert des routes nationales aux départements sans que les subventions promises aient été effectivement versées.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8006) : l'industrie française à la remorque des industries européennes et américaines ; les commandes publiques aux grosses entreprises ; la situation des PME qui subissent le poids de la crise ; la nécessaire relance de la consommation populaire ; (p. 8007) : la fusion CII-Honeywell Bull ; le démantèlement du CEA ; le caractère atlantiste de la politique du Gouvernement : la liquidation des houillères.

1976

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° 2257). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Avant l'Article 2** (p. 5085) : son amendement n° 3 défendu par M. Garcin.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Justice [25 octobre 1977] (p. 6583) : les caractéristiques du budget ; l'insuffisance des crédits consacrés à l'aide judiciaire ; la faiblesse du nombre et l'insuffisance des conditions de travail des magistrats ; les charges indues supportées par les collectivités locales en matière de frais de fonctionnement des tribunaux ; la faiblesse des crédits de paiement en matière d'équipement ; les inégalités devant la justice ; (p. 6584) : le rapport du comité d'études sur la violence ; le rôle du pouvoir dans la création d'un climat de violence ; l'importance du nombre des détenus en détention provisoire ; les sanctions disciplinaires prises à l'encontre des éducateurs de Fleury-Mérogis ; la remise en cause des libertés ; le travail de la commission des libertés ; le projet de loi sur la réforme de la procédure pénale ; la déclaration des libertés du parti communiste français ; le rejet d'une justice de classe.

C

CABANEL (Guy)

*Député de l'Isère
(1^{re} circonscription)
(RI, puis R).*

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Aimé Paquet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

Donne sa démission de membre de cette commission [4 octobre 1977] (p. 5811).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [4 octobre 1977] (p. 5811).

Vice-président de cette commission [6 octobre 1977] (p. 5970).

Membre du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [7 novembre 1973] (p. 5345).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une **caisse nationale des calamités publiques** (n° 896) [20 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1107), adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du **code de la sécurité sociale** relatives aux rentes attribuées aux ayants droit de la **victime d'un accident du travail suivi de mort** (n° 1182) [2 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1286), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, modifiant certaines dispositions du **code de la sécurité sociale** relatives aux rentes attribuées aux ayants droit de la **victime d'un accident du travail suivi de mort** (n° 1330) [19 novembre 1974].

— **Proposition de loi** relative aux **ressources des partis politiques** et à la propagande électorale (n° 2283) [12 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la modification de l' **article L 13-15 du code de l'expropriation** pour cause d'utilité publique (n° 3159) [19 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Développement du thermalisme** [17 décembre 1975] (p. 9911) : nécessité de définir une politique thermique globale.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 13891) : **Vaccinations** [9 octobre 1974] (p. 4902, 4903) : remboursement des actes de médecine préventive.

— (n° 32007) : **Mention du groupe sanguin sur le permis de conduire** [8 octobre 1976] (p. 6492, 6493).

• *question orale avec débat :*

— (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7682) : la progression du nombre des demandes d'emploi ; (p. 7687) : l'indemnisation du chômage ; (p. 7688, 7689) : la nécessité de prévenir les licenciements en pratiquant une politique sélective d'aide aux secteurs industriels ; accroissement des moyens de l'agence de l'emploi ; formation professionnelle des adultes.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5638) : place du budget de l'éducation nationale ; taux de progression annuelle des dépenses d'enseignement ; nécessité d'un effort exceptionnel d'enseignement ; contribution des collectivités locales et des ménages ; ses observations sur la répartition des crédits budgétaires, enseignement préscolaire ; (p. 5639) : pédagogie ; classes rurales d'éducation préscolaire ; ses observations sur l'enseignement élémentaire ; conditions de travail des maîtres ; situation des chefs d'établissement ; auxiliaariat, insuffisance des postes de professeur d'éducation physique ; enseignement technique ; enseignement supérieur ; problème de l'orientation ; (p. 5640) : universités régionales ; formation permanente et continue dans les établissements d'enseignement supérieur ; crise des bibliothèques universitaires ; enseignement aux enfants handicapés ; lycée climatique de Villard-de-Lans ; crédits de l'enseignement privé ; votera le budget.

1974

— **Proposition de loi relative à l'article L 495 du code de la sécurité sociale relatif à la rente servie au conjoint en cas de maladie professionnelle** (n° 419). **Discussion des articles** [18 juin 1974]. **Article premier** (p. 2752) : le groupe des indépendants votera la proposition de loi ; retire son sous-amendement n° 4 et le sous-amendement n° 3 de M. Brocard devenu sans objet après la modification de l'amendement n° 5 du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail**, rapporteur (n° 1107). **Discussion générale** [11 octobre 1974] (p. 5012) : texte adopté en première lecture par le Sénat le 22 juin 1974 et mis en harmonie avec le texte de la proposition de loi n° 419 votée par l'Assemblée nationale le 18 juin 1974 ; les accidents du travail constituent un fléau social ; leur fréquence et leur gravité augmentent ; la santé mentale du travailleur est maintenant menacée ; (p. 5013) : la législation actuelle est plus avantageuse qu'en matière de préjudice non professionnel ; la revalorisation des indemnités journalières ; le projet propose de faire disparaître certaines restrictions à l'octroi des rentes ; le nouvel article L 500 du code de la sécurité sociale ; revalorisation des rentes ; champ d'application très large du projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5017) : amendement n° 1 : durée minimale de mariage deux ans maximum ; adopté ; amendement n° 9 : droits acquis ; adopté ; (p. 5018) : amendement n° 6 : possibilité de rachat différé ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 5018) : amendement n° 2 : attribution de la rente à l'ayant droit « tierce personne » ; sous-amendement n° 7 : supprimer l'exigence d'une assistance ininterrompue ; adoptés. **Article 7** (p. 5019) : amendement n° 3 : permettre aux ayants droit des bénéficiaires d'une tierce personne de bénéficier du texte au 1^{er} janvier 1974 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Education et enseignement. — Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5855) : les difficultés de la neutralité en matière d'enseignement ; la nécessité de réaliser d'urgence des établissements d'enseignement technique ; la réglementation en matière de ramassage scolaire ; les normes de fermeture et d'ouverture des classes élémentaires et enfantines seront-elles révisées ? (p. 5856) : l'émotion des parents devant les fermetures de classe.

Universités [6 novembre 1974] (p. 5922) : le budget fait une place moins mauvaise à la recherche et aux bibliothèques ; l'aide indirecte aux étudiants ; situation des contrats d'assistance initiale en matière de formation continue ; (p. 5924) : statut des personnels de l'enseignement supérieur ; association pour le développement des recherches (ADR).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7190) : le rejet de ce texte ne ferait que pérenniser la situation de désordre ; (p. 7191) : le devoir du législateur est d'ignorer les pressions et de

faire abstraction de ses choix confessionnels ; rappelle son expérience de médecin ; organisation indispensable de la tolérance prévue par la loi ; (p. 7192) : souhaite que les hommes et les femmes de ce pays comprennent la signification du vote de chacun. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7213) : son amendement n° 22 de la commission : remplacer « interruption volontaire de grossesse » par « avortement » ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion générale** [13 novembre 1974] (p. 7848) : rappelle les avantages qu'apportera la loi en discussion ; rappelle le rôle des associations dans la gestion des établissements médico-éducatifs ; se déclare préoccupé par la situation des handicapés adultes ; se félicite de la notion du secteur industriel protégé ; déplore le manque de vision globale de l'intégration des handicapés dans la vie quotidienne ; (p. 7849) : s'inquiète du financement des mesures prévues ; demande une large représentation des associations dans les commissions départementales ; estime positif l'effort législatif demandé aujourd'hui et demande que l'élaboration des décrets d'application soit immédiate.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 1754). Après déclaration d'urgence, discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4594) : les préoccupations auxquelles répond le projet de loi ; souci de renforcer le rôle de gestionnaires des présidents d'universités ; mieux répartir le crédit global de fonctionnement ; (p. 4595) : permettre au conseil d'université de se substituer au conseil défilant d'une UER. **Discussion des articles. Article unique** (p. 4605) : se prononce en faveur de l'amendement n° 2 de M. Gaussin. **Explications de vote** (p. 4608) : le vote favorable des républicains indépendants ; leur attachement à la participation et à l'autonomie.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7622) : l'effort que représente le budget de 1976 ; franchir la barre de 3 % du PNB ; les mesures prises en faveur des personnels ; (p. 7623) : ne pas revenir sur le choix en faveur de la force nucléaire ; réduire le programme Pluton ; la mise au point d'une nouvelle loi-programme ; affirmer la cohésion européenne et engager un dialogue avec les Etats-Unis ; prévoir un débat sur la défense nationale.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8499) : déplore la mise en cause du Président de la

République par M. Mexandeau et regrette que M. Le Pensec ait transformé son rapport en pamphlet ; souhaite que l'on privilégie l'aide directe aux étudiants et demande une modification du système d'orientation par la mise en place de structures d'orientation entre le lycée et l'université ; dans le nouveau statut des enseignants, garantir l'indépendance et remplacer la cooptation par la compétition.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille (n° 2220). Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 5** (p. 3222) : demande à Mme Veil si les ressortissantes étrangères affiliées à la sécurité sociale pourront bénéficier, sous réserve des accords internationaux, des dispositions de la loi. **Avant l'article 17** (p. 3230) : souligne que l'article 17 a le mérite d'être clair et général ; votera l'article 17 qui s'inscrit dans une politique familiale.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution (n° 2134). Deuxième lecture. Discussion de l'Article unique** [26 mai 1976] (p. 3507) : considère que le problème de la dissolution de l'Assemblée nationale constitue un problème sérieux ; souhaite que le Gouvernement explicite l'exercice de son droit de dissolution.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4848) : le VII^e Plan, le plan du téléphone ; la continuité des intentions ; le problème de la relance de la croissance en évitant l'inflation ; le problème de l'incitation des Français à investir ; regrette que le thermalisme français ait été oublié alors qu'il devrait être rénové ; l'industrie du thermalisme ; (p. 4849) : la contribution du thermalisme à l'économie française : une création d'emplois, contribution à l'équilibre de la balance des paiements, un rôle dans la politique de la qualité de la vie.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Education [17 novembre 1976] (p. 8200) : un dialogue de sourds ; un budget satisfaisant ; (p. 8201) : le point noir : les dépenses d'équipement ; l'élévation du coût de l'éducation ; le desserrement nécessaire des effectifs ; l'amélioration de l'encadrement ; les enseignements plus élaborés ; les ateliers technologiques des collèges ; le retard des constructions scolaires du second degré dans la région Rhône-Alpes ; la trame d'enseignement du second degré dans les zones rurales par la réalisation de collèges de faible capacité d'accueil ; le

PAP n° 13 ; l'œuvre scolaire de la V^e République ; la concertation avec les représentants du personnel ; l'évolution du parc immobilier ; l'éducation dans les Etats socialistes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631). Discussion générale** [15 décembre 1976] (p. 9446) : les raisons de la loi ; l'effort consenti depuis 1945 ; les limites de la politique actuelle ; le projet, un tournant pour notre pays ; (p. 9447) : revenir à des réalisations à l'échelle humaine ; la suppression de l'injustice écologique ; le risque de réduction du rythme de la construction ; attendre des engagements précis du Gouvernement envers les familles.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829). Discussion des articles** [1^{er} juin 1977]. **Article 2** (p. 3274, 3275) : la prise en compte par le Gouvernement d'un certain nombre de propositions difficiles à présenter sous forme d'amendements ; les caractéristiques du complément familial ; la simplification qu'il réalisera ; l'extension du champ d'application des cinq prestations qu'il remplace ; la nécessité d'une réflexion plus profonde sur la politique familiale ; la définition d'un véritable contrat de famille.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Education [27 octobre 1977] (p. 6741) : la continuité de l'action budgétaire ; la rentrée scolaire ; l'entrée en application de la réforme Haby ; la réduction des dépenses d'investissement ; le cas de la région Rhône-Alpes ; le problème de l'orientation ; l'étatisation des centres de formation à la charge des départements et des communes ; l'équipement des centres d'information et d'orientation ; la démocratisation de l'enseignement.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6964) : la comparaison des systèmes de santé des pays socialistes et des pays libéraux ; (p. 6965) : la part représentée par le budget de la santé et de la sécurité sociale dans l'ensemble du budget de l'Etat ; les créations d'emplois ; les postes ouverts pour les services centraux et extérieurs des affaires sanitaires et sociales ; la sectorisation sanitaire ; les difficultés de l'hospitalisation privée ; la non-soumission au Parlement du budget social de la nation ; le développement de la campagne de prévention ; la nécessité d'une réflexion sur l'organisation des professions sanitaires ; la réduction du taux de remboursement des actes des kinésithérapeutes ; le devenir du thermalisme ; l'absence d'une véritable recherche en matière de thermalisme.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [19 novembre 1977] (p. 7257) : la nature de la situation internationale ; les conceptions de l'Union soviétique en matière de défense ; la disparition progressive de l'équilibre entre les deux blocs ; les menaces qui pèsent sur la paix mondiale ; les fondements de la stratégie française ; la crédibilité de la défense ; l'attitude de Gambetta ; la nécessité de nouveaux moyens techniques ; la force nucléaire stratégique ; la loi de programmation militaire ; la condition des officiers et sous-officiers ; (p. 7258) : rendre confiance à ceux qui ont la responsabilité de la défense ; l'amélioration de l'armement ; la création du sixième SNLE ; les missions de la marine française ; le recrutement trop limité de la gendarmerie ; le vote favorable du groupe républicain.

CAILL (Antoine)

Député du Finistère
(5^e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 26 avril 1976 [27 avril 1976] (p. 2164).

Eloge funèbre prononcé le 6 mai 1976 (p. 2693, 2694).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [2 avril 1976] (p. 1278).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5532) : évoque l'augmentation du taux des pensions de réversion, les pensions servies aux ascendants de guerre, les critères retenus, le rapport constant.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Justice [14 novembre 1974] (p. 6419) : souligne les avantages d'un recrutement de magistrats spécialisés dans les rangs des greffiers en chef.

Équipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6594) : le retentissement de la crise de la construction dans le département du Finistère.

CAILLAUD (Paul)

Député de la Vendée
(1^{re} circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une commission chargée de l'étude de la **pathologie de la déportation du travail** (n° 2331) [26 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la modification de l'article 30 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme (n° 3129) [5 octobre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi (n° 2988) modifiant le titre III du livre IV du **code de la santé publique** et relative à la création d'une profession d'auxiliaire médical, le **psychorééducateur** (n° 3396) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement* :

— **Délivrance des attestations de radiation du registre du commerce** [15 octobre 1975] (p. 6912).

— **Embauche de jeunes et contrats emploi-formation** [8 juin 1977] (p. 3498) : cumul des avantages prévus par le décret du 31 mars 1976 (contrats emploi-formation) avec ceux de la loi tendant à favoriser l'emploi des jeunes (exonération des cotisations patronales).

— **Frais généraux des entreprises** [21 décembre 1977] (p. 9145) : application libérale de la limitation de la déductibilité des frais généraux des entreprises ; cas des petites entreprises.

• *question orale sans débat* :

— (n° 6486) : **Approvisionnement en produits pétroliers** [7 décembre 1973] (p. 6797).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645). **Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article L 617-18 du code de la santé publique** (p. 2677) : ses amendements n°s 66 et 67 sont retirés.

1977

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° 2751). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2039) : l'appellation de préparateurs en

pharmacie ; (p. 2040) : la définition de la formation de préparateurs en pharmacie ; la commission Peyssard ; la situation des vendeurs. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2043) : son amendement n° 13 : substitution du mot « produit » au mot « médicaments » ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche, débat du 12 octobre 1977 (*J.O.* Débats du 19 octobre 1977) (p. 6324) : l'état de la recherche en matière alimentaire.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7077) : le sport scolaire : la majoration de la dotation allouée au « franc-élève » ; les crédits affectés à la réalisation des objectifs en matière de durée minimale d'éducation physique et sportive ; les centres aérés ; le problème du désenclavement des jeunes en milieu rural ; la recherche de sites ; l'utilisation des locaux abandonnés.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° 3164). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8809). **Question préalable de M. Mexandeau** : la consultation des organisations concernées ; la carte scolaire ; l'importance de l'enseignement agricole public et privé ; l'exode agricole.

CAILLE (René)

Député du Rhône
(1^{re} circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 755), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires du travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à élever à 66 % le **taux de la pension de reversion** accordée au conjoint survivant (n° 558) [28 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 641) portant modifications de l'**ordonnance n° 59-126** du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'**association** ou l'**intéressement des travailleurs** à l'entreprise, de l'**ordonnance n° 67-693** du 17 août 1967 modifiée relative à la **participation des salariés** aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'**ordonnance n° 67-694** du 17 août 1967 relative aux **plans d'épargne d'entreprise** (n° 680) [4 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer le statut **professionnel des voyageurs, représentants ou placiers** (n° 761) [14 novembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 719) tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le **paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 763) [14 novembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 833), tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le **paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 860) [18 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 847), modifié par le Sénat, portant modifications de l'**ordonnance n° 59-126** du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'**association** ou l'**intéressement des travailleurs** à l'entreprise, de l'**ordonnance n° 67-693** du 17 août 1967 modifiée relative à la **participation** des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'**ordonnance n° 67-694** du 17 août 1967 relative aux **plans d'épargne d'entreprise** (n° 866) [19 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

sur le projet de loi (n° 1346) relatif aux **licenciements pour cause économique** (n° 1385) [10 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **licenciements pour cause économique** (n° 1468) [20 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à fixer à dix-huit ans l'âge requis pour accéder aux fonctions de **délégué du personnel**, membre du comité d'entreprise et délégué syndical (n° 1676) [22 mai 1975].

— **Proposition de loi** sur la **réforme de l'entreprise** tendant à accorder aux salariés des droits à **retraite supplémentaires** (n° 2228) [28 avril 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2209) relatif au **développement de la prévention des accidents du travail** (titres I, II, III et IV) (n° 2266) [5 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2382), relatif au développement de la **prévention des accidents du travail** (n° 2397) [17 juin 1976].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la situation actuelle des **comités d'entreprises** et les évolutions possibles (n° 2468) [30 juin 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 2529) relatif au développement de la **prévention des accidents du travail** (n° 2549) [14 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article L 351-10 du **code du travail** afin de faire bénéficier les **employés de maison** du régime d'**assurance chômage** géré par l'UNEDIC (n° 2670) [8 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi (n° 2755) relatif au **bilan social de l'entreprise** (n° 2858) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assouplir la **condition de ressources** pour l'obtention d'une **pension de réversion** (n° 2895) [18 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2969), relatif au **bilan social de l'entreprise** (n° 3029) [23 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **bilan social de l'entreprise** (n° 3063) [30 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3203) tendant au développement de la **concertation dans les entreprises** avec le personnel d'encadrement (n° 3273) [1^{er} décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3375), tendant au développement de la **concertation dans les entreprises** avec le personnel d'encadrement (n° 3392) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** relative à l'**information du comité d'entreprise** dans les groupes de sociétés (n° 3403) [20 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (droit de licenciement)** (n° 197). **Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1449) : réactions contradictoires au projet ; travaux de la commission ; relations entre employeurs et salariés ; renforcement de la protection des salaires ; système économique et condition de l'homme ; affrontements dans les usines ; stratégie des états-majors des centrales syndicales ; caractère vieillissant de l'édifice économique ; nécessité de profondes réformes ; participation dans l'entreprise.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719), rapporteur. **Discussion générale** [21 novembre 1973] (p. 6212) : participation dans l'entreprise, rôle du comité d'entreprise ; information et formation ; (p. 6213) : objectifs du projet de loi ; paiement des créances d'un contrat de travail en cas de règlement judiciaire ; législation sur la protection des salariés en cas de déséquilibre d'une entreprise ; principe d'une solidarité des employeurs, financement par les employeurs d'un régime d'assurance nouveau par le versement de cotisations à un taux déterminé ; rôle de

l'Unedic et de l'Assedic. **Discussion des articles** [22 novembre 1973] (p. 6242) : **Article premier** : s'oppose aux amendements de MM. Berthelot et Besson tendant à élargir le champ d'application du texte ; précise l'objet du projet de loi ; (p. 6243) : son amendement : part de la réserve spéciale de participation qui revient au salarié d'une entreprise en état de règlement judiciaire ; régime de pré-retraite à échoir. **Article 2** (p. 6245) : son amendement tendant à la création d'une association pour la gestion du régime d'assurance ; s'oppose aux sous-amendements de M. Berthelot. **Article 3** (p. 6246) : son amendement de forme ; **Article 5** : s'oppose à l'amendement de M. Berthelot ; son amendement : superprivilège des marins de commerce et VRP ; (p. 6247) : son amendement relatif au relevé des créances ; accepte les amendements de M. Baudouin relatifs à la contestation et au délai de règlement des créances ; ses amendements complémentaires de son amendement à l'article premier ; (p. 6248) : son amendement : procédure de paiement des créances ; ses arguments contre le sous-amendement de M. Baudouin ; procédure de vérification pour les créances non superprivilégiées ; (p. 6250) : ses amendements complémentaires ; (p. 6251) : s'oppose à l'amendement de M. Baudouin ; règlement des créances contestées limité à une provision ; (p. 6252) : son amendement complémentaire ; son amendement : consultation du comité d'entreprise par le syndic. **Article 6** (p. 6253) : son amendement de suppression ; répond à M. Brocard. **Article 7** (p. 6254) : son amendement complémentaire. **Après l'Article 8** (p. 6256) : son amendement : plafond des ressources versées dans le cadre du superprivilège. **Commission mixte paritaire**, rapporteur [19 décembre 1973] (p. 7212, 7213) : ses arguments en faveur de l'adoption du texte de la commission mixte.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise.** (n° 641). Rapporteur. **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6432) : problème de la réforme de l'entreprise ; constats et prises de position ; attitude des travailleurs ; aspects de la crise de l'entreprise ; mesures de garantie des salariés sur le plan social ; outil syndical ; lois sur la protection des salariés ; actionnariat Renault ; textes relatifs à la participation dans l'entreprise depuis 1945 ; son analyse du projet de loi ; harmonisation des dispositions concernant l'association et l'intéressement des

travailleurs à l'entreprise avec celles qui sont relatives à la participation des salariés aux fruits de l'entreprise ; contrats d'intéressement et accords de participation ; sanction fiscale applicable aux entreprises ; obligation d'information du chef d'entreprise ; plan d'épargne ; ses observations sur la portée du projet ; (p. 6433) : déplore la décision de la commission des finances : irrecevabilité d'un de ses amendements ; (p. 6434) : suggère au Gouvernement de reprendre l'amendement tendant à étendre le champ d'application de l'ordonnance sur la participation aux entreprises comptant au moins cinquante salariés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6439) : s'oppose à l'amendement de M. Gau : suppression de la possibilité pour l'employeur de conclure un contrat d'intéressement avec le personnel dans les entreprises employant moins de cinquante salariés ; son amendement tendant à la consultation des délégués du personnel sur les contrats proposés par le chef d'entreprise. **Article 2** (p. 6440) : son amendement : exonérations fiscales et régularité de la situation de l'entreprise au regard des législations sociale et fiscale ; retrait après assurances du Gouvernement ; son amendement relatif aux possibilités d'intervention des organisations syndicales. **Article 4** (p. 6441) : s'oppose à l'amendement de M. Gau ; **Article 6** : s'oppose à l'amendement de M. Le Foll ; son amendement tendant à supprimer la condition de présence et d'ancienneté pour bénéficier de la participation ; **Article 7** : son amendement : contrôle par l'autorité administrative de la régularité de la situation de l'entreprise. **Article 8** (p. 6443) : présente l'amendement de M. Valenet : rôle du centre d'études des revenus et des coûts ; son désaccord personnel avec l'amendement. **Article 9** (p. 6443) : son amendement : participation des délégués du personnel à l'élaboration du contrat. **Deuxième lecture. Rapporteur** [19 décembre 1973] (p. 7205) : suggère à l'Assemblée d'adopter le texte voté par le Sénat.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5789) : le choix entre Lyon et la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau pour l'implantation de l'Institut national du travail.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique, après déclaration d'urgence** (n° 1346), rapporteur. **Discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7746) : les licenciements sont une préoccupation sérieuse des travailleurs ; le rôle du fonds national de l'emploi ; la nécessaire trans-

formation des structures d'entreprise ; les différents remèdes apportés par la V^e République ; les dispositifs législatifs ou contractuels adoptés depuis cinq ans ; le projet concernant les licenciements collectifs pour cause économique ; il favorise la concertation et l'information par la consultation obligatoire des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ; l'instruction du dossier par le service départemental du travail suppose des moyens suffisants donnés aux inspecteurs du travail ; (p. 7747) : la commission demande d'adopter ce projet qui constitue une étape modeste mais concrète. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7758) : contre l'amendement n° 1 : manque de réalisme. **A l'Article premier** : son amendement n° 13 ; (p. 7759) : extension aux offices publics et ministériels, professions libérales, sociétés civiles, syndicats professionnels, associations ; adopté ; son amendement n° 15 : consultation du comité d'entreprise pour toute compression d'effectifs ; adopté ; (p. 7760) : son amendement n° 16 : cas d'absence du comité d'entreprise et de procès-verbal de carence ; adopté ; amendement n° 17 : fourniture de tous renseignements utiles ; (p. 7761) : adopté ; son amendement n° 18 : propositions de reclassement ; adopté ; son amendement n° 19 : transmission du procès-verbal de la réunion ; adopté ; son amendement n° 20 : délai entre la consultation des représentants du personnel et la demande d'autorisation de licenciement au moins égal à quinze jours ; assistance d'un expert-comptable ; (p. 7762) : rejeté ; son amendement n° 21 : suppression de l'extension à l'autorisation administrative en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ; (p. 7763) : rejeté ; son amendement de forme n° 22 ; adopté ; son amendement n° 24 pour les demandes de licenciement individuel pour cause économique ; l'autorité administrative dispose d'un délai de sept jours renouvelable une fois ; adopté ; son amendement n° 25 de forme ; adopté ; son amendement n° 26 : consultation des représentants du personnel en cas de dépôt de bilan ; (p. 7766) : rejeté ; son amendement n° 28 : amende de 1.000 à 3.000 F par salarié concerné en cas d'infraction de l'employeur ; adopté ; son amendement n° 29 : sanctions pénales pour non-respect de l'obligation de fournir des informations ; (p. 7766) : rejeté ; (p. 7767) : son amendement n° 30 : nullité de licenciement ; (p. 7768) : rejeté ; son amendement n° 31 : suppression de la contribution au fonds national de l'emploi ; versement non justifié ; adopté ; (p. 7769) : son amendement n° 33 : adaptation en tant que de besoin pour les départements d'outre-mer ; rejeté. **A l'Article 4** : son amendement n° 34. **Après l'Article 4** : entretien préalable à tout licenciement individuel pour cause économique ; adopté ; son amendement n° 35 :

lettre de licenciement adressée après réception de l'accord exprès ou constatation tacite de l'autorité administrative ; adopté ; son amendement n° 56 : consultation des délégués du personnel pour les établissements de moins de cinquante salariés ; (p. 7770) : rejeté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8252) : la consultation des délégués du personnel pour tout licenciement collectif affectant moins de dix salariés par période de trente jours dans les entreprises de dix à cinquante salariés ; le délai de quinze jours entre la convocation du comité d'entreprise et la demande d'autorisation de licenciement ; l'assistance d'un expert-comptable ; invite l'Assemblée à adopter le texte de la commission mixte paritaire.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1975] (p. 7837) : les responsabilités du ministre du travail ; la transformation de la condition ouvrière ; le rôle de l'entreprise ; (p. 7838) : les effets bénéfiques des lois sociales de la V^e République ; la transformation en profondeur de la condition salariale.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2874) : l'importance de l'action sociale du général de Gaulle ; le dualisme entre dirigeants et dirigés tout aussi formel à l'Ouest comme à l'Est ; la réflexion, l'étude, la préparation d'éléments indispensables à la réforme de l'entreprise.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209), rapporteur pour les titres I^{er} à IV. **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2932) : les causes des accidents du travail : de mauvaises conditions de travail ; (p. 2933) : l'absence de respect des règles de sécurité, des négligences ; l'avance de la législation française ; plus d'un million d'accidents par an ; l'insuffisance des moyens, des inspecteurs et des médecins du travail ; la volonté du Gouvernement d'engager une action préventive d'envergure associant répression et information ; des procédures d'urgence ; les nouvelles possibilités de décision du juge ; la modification des règles de responsabilité. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2969) : son amendement n° 4 étendant l'obligation de formation pratique dont les salariés doivent bénéficier ; repousse les amendements n° 1 de M. Briane

et n° 148 de M. Vauclair car la formation implique nécessairement une information préalable ; refuse de modifier la rédaction de son amendement n° 4 selon le vœu du Gouvernement ; adopté ; (p. 2970) ; son amendement n° 5 tendant à rendre obligatoire la consultation du comité d'établissement et du CHS ; expose que le sous-amendement n° 90 de Mme Moreau tend à étendre l'obligation de consultation au comité d'entreprise ; accepte le deuxième alinéa de l'amendement n° 160 du Gouvernement ; n'accepte son premier alinéa que si l'amendement n° 165 de Mme Moreau est adopté ; (p. 2971) ; indique qu'il ne pouvait pas retirer l'amendement n° 5 adopté par la commission ; estime qu'il convient de réserver l'amendement n° 6 ; soutient les amendements n°s 6, 92 et 159 ; amendement n° 5 adopté ; (p. 2972) ; repousse l'amendement n° 117 de M. Gau ; son amendement n° 7 : de forme ; adopté ; soutient l'amendement n° 144 de M. Delhalle. **Avant l'Article 2** (p. 2973) : soutient l'amendement n° 120 rectifié de M. Fillioud ; fait remarquer à M. Berthelot que l'objectif visé à l'amendement n° 94 peut relever du domaine réglementaire ; (p. 2974) : s'oppose à la réserve de l'amendement n° 94 ; son amendement n° 8 autorisant le Gouvernement à limiter progressivement l'utilisation des modes et rythmes de travail affectant la sécurité des travailleurs ; souligne le côté novateur de l'amendement n° 8 ; objecte que l'amendement n° 161 du Gouvernement n'apporterait à ce dernier aucun pouvoir nouveau ; adopté. **Article 2** (p. 2975) : repousse l'amendement n° 121 de M. Gau ; son amendement n° 9 précisant les obligations des fabricants importateurs ou vendeurs de substances dangereuses ; s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Gau ; adopté ; (p. 2976) : repousse l'amendement n° 93 de M. Gilbert Schwartz ; son amendement n° 10 : associer les organisations professionnelles directement intéressées à l'élaboration des décrets d'application ; adopté. **Article 3** (p. 2976) : son amendement n° 12 soutenu par M. Gau ; adopté ; (p. 2977) : son amendement n° 13 : d'harmonisation ; adopté ; son amendement n° 14 tendant à soumettre les protecteurs de machines à la procédure d'homologation ; adopté. **Article 4** (p. 2977) : son amendement n° 15 : concernant la résolution de la vente ou du bail ; adopté ; son sous-amendement n° 84 : imposant un délai pour la résolution de la vente ; adopté. **Article 5** (p. 2978) : repousse les amendements n° 95 de M. Lucas et n° 149 de M. Pujol ; son amendement n° 16 soutenu par M. Brocard ; adopté ; son amendement n° 17 soutenu par M. Brocard ; indique que la commission adopte les amendements n°s 16 et 17 ; adopté ; (p. 2980) :

s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Pujol soutenu par M. Glon. **Après l'Article 5** (p. 2981) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Limouzy. **Article 6** (p. 2982) : son amendement n° 18 : tendant à rendre obligatoire le respect des normes en matière de construction des lieux de production ; adopté ; son amendement n° 19 précisant l'association des organisations professionnelles d'employeurs et de salariés à la définition des normes de sécurité concernant les nouveaux bâtiments industriels ; adopté ; son amendement n° 20 défendu par M. Gau ; adopté ; repousse l'amendement n° 97 de M. Gouhier ; (p. 2983) : repousse l'amendement n° 98 de M. Gouhier, mais adopte l'amendement n° 23 de nature à donner satisfaction aux auteurs de l'amendement n° 98 ; repousse l'amendement n° 151 de M. Glon ; son amendement n° 21 : préciser que les entreprises sous-traitantes sont comprises parmi les entreprises ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Gouhier car tous les membres des CHS peuvent saisir quand ils le veulent l'inspecteur du travail ; (p. 2984) : est favorable à l'amendement n° 78 de M. Limouzy ; son amendement n° 22 soutenu par M. Gau ; adopté ; son amendement n° 23 : accession des salariés, par l'intermédiaire des CHS, à l'action de sécurité du collège interentreprises ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 2984) : son amendement n° 24 rectifié incluant les mentions « L 235-2 et L 235-8 » à l'article L 263-3 du code du travail ; adopté. **Article 8** (p. 2984) : son amendement n° 25 soutenu par M. Gau ; repoussé ; (p. 2985) : son amendement n° 85 : de forme ; adopté ; son amendement n° 86 précisant que des organismes professionnels d'hygiène et de sécurité devront être constitués dans les branches d'activité à hauts risques ; adopté ; son amendement n° 87 personnel ; associant étroitement les partenaires sociaux et organisant leur coordination par l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; adopté. **Article premier** (p. 2985) : indique que l'amendement n° 159 du Gouvernement rend sans objet les amendements n°s 6 et 92 ; est favorable à l'amendement n° 159. **Article 9** (p. 2986) : repousse l'amendement n° 101 de M. Porelli défendu par M. Andrieux ; son amendement n° 26 précisant les notions d'hygiène et de sécurité ; adopté. **Article 10** (p. 2987) : son amendement n° 27 : prévoyant une procédure unique de réclamation ; adopté ; son amendement n° 28 tendant à faire confiance à l'inspecteur du travail ; repoussé ; (p. 2988) : son amendement n° 29 précisant les formes de la nouvelle mise en demeure ; adopté. **Article 11** (p. 2988) : repousse l'amendement n° 103 de M. Porelli soutenu par M. Andrieux ; son amendement n° 30 innovant la procédure de réclamation ; adopté ; son amendement n° 31

soutenu par M. Brocard ; repoussé ; (p. 2989) : son amendement n° 32 défendu par M. Brocard ; estime que le sous-amendement n° 73 de M. Limouzy s'impose ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 2989) : son amendement n° 33 soutenu par M. Gau ; adopté ; son amendement n° 34 défendu par M. Gau ; (p. 2990) : souligne que l'avis du médecin du travail est prévu dans l'amendement n° 34 alors qu'il ne l'est pas dans l'amendement n° 124 ; adopté. **Avant l'Article 13** (p. 2990) : repousse les amendements n° 104 de M. Lucas et n° 125 de M. Gau ; (p. 2990, 2991) : indique que la commission a adopté l'amendement n° 35 très voisin de l'amendement n° 127 de M. Gau ; retiré ; s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Gau. **Article 13** (p. 2998) : souligne la convergence d'idées pour supprimer l'article 13 malgré des raisons fort différentes ; émet un avis défavorable sur l'amendement n° 74 ; repousse les amendements n° 105 et n° 128. **Article 14** (p. 2999) : repousse les amendements n° 106 et 129 ; (p. 3000) : son amendement n° 38 faisant du plan de sécurité une obligation dans certains cas ; adopté ; repousse l'amendement n° 130 de M. Gau ; repousse l'amendement n° 152 ; son amendement n° 39 : de forme ; adopté ; son amendement n° 40 prévoyant un avis motivé donné par le CHS ou par les délégués du personnel ; adopté ; (p. 3001) : s'oppose à l'amendement n° 75 ; son amendement n° 41 soutenu par M. Brocard ; repoussé ; (p. 3002) : s'oppose aux amendements n° 145 et 154 ; approuve l'amendement n° 131 ; son amendement n° 89 levant une contradiction du texte ; adopté ; (p. 3003) : son amendement n° 42 soutenu par M. Brocard ; adopté ; son amendement n° 43 indiquant que seul le chef d'entreprise peut être condamné pour inexécution du plan de sécurité ; adopté. **Article 16** (p. 3003) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Lucas ; (p. 3004) : est favorable à l'amendement n° 76 de M. Limouzy ; s'oppose aux amendements n° 108 et 132 ; repousse l'amendement n° 155 de M. Vauclair ; (p. 3005) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Limouzy ; son amendement n° 44 précisant la nature de la violation de l'interdiction ; repoussé. **Après l'Article 34** (p. 3019) : son amendement n° 115 obligeant le Gouvernement à présenter au Parlement un rapport annuel sur les mesures prises pour la prévention des accidents du travail ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4805) : l'initiative des sénateurs qui ont renforcé l'efficacité du texte : la formation que doivent recevoir les travailleurs après un arrêt de travail, le non-détournement de la taxe de formation professionnelle de son objet initial, l'habilitation du médecin du travail à proposer des mesures individuelles, les modalités d'indemnisation des travailleurs atteints d'af-

fections causées par des produits dangereux ; les dispositions du Sénat en retrait dont il s'expliquera dans la discussion ; (p. 4807) : sa protestation contre les conditions de travail imposées à l'Assemblée. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article premier** (p. 4807) : son amendement n° 6 visant à revenir au texte voté par l'Assemblée en première lecture ; adopté ; son amendement n° 7 visant à fixer à vingt et un jours la durée d'arrêt prolongé ; adopté ; (p. 4808) : son amendement n° 8 tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article premier ; adopté. **Article 2 B** : son amendement n° 9 prévoyant expressément la consultation des organisations intéressées au niveau des branches d'activité ; adopté ; son amendement n° 10 revenant au texte adopté par l'Assemblée en première lecture ; adopté. **Article 2 C** (p. 4809) : son amendement n° 11 précisant la portée des modalités de la disposition adoptée par le Sénat à propos du rôle du médecin du travail ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 12 tendant à revenir au texte initial ; adopté ; son amendement n° 13 visant à supprimer le cinquième alinéa introduit par le Sénat ; adopté ; (p. 4810) : son amendement n° 23 : de forme ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 14 soulignant l'importance des dangers des matériels utilisés en agriculture ; adopté. **Article 5** (p. 4811) : déclare qu'il n'a fait que relever brièvement le contenu du rapport du Sénat dans son propre rapport ; (p. 4812) : son amendement n° 15 supprimant le paragraphe 2 de l'article 5 ; adopté. **Article 6** (p. 4813) : son amendement n° 16 étendant à l'ensemble des représentants du personnel la communication pour avis du plan d'hygiène et de sécurité ; adopté. **Article 9** : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Limouzy ; (p. 4814) : se prononce pour le maintien du mot « gravement » ; déclare que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 28 de M. Glon ; estime à titre personnel qu'il pourrait être adopté après suppression du mot « réglementaires » ; (p. 4815) : accepte la modification de l'amendement n° 28. **Article 10** : remarque que les prescriptions de l'amendement n° 29 de M. Vauclair sont d'ordre législatif et non réglementaire ; (p. 4816) : son amendement n° 17 visant à supprimer la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 10 ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 18 concernant la motivation du refus ; adopté. **Article 13 A** (p. 4817) : son amendement n° 19 tendant à supprimer l'article 13 A ; adopté. **Article 13** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Gau ; (p. 4818) : repousse l'amendement n° 31 de M. Limouzy. **Article 14** : repousse l'amendement n° 2 de M. Gau ; repousse l'amendement n° 3 de M. Gau ; adopte l'amendement n° 32 de M. Limouzy ; (p. 4819) : repousse l'amendement n° 4 de M. Gau car adopte l'amen-

dement n° 20 de la commission ; son amendement n° 20 se référant au double du montant annuel des cotisations ; adopté ; son amendement n° 21 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 22 : dû à l'initiative de M. Gau ; adopté. **Commission mixte paritaire**, rapporteur [27 octobre 1976] (p. 7094) : le rétablissement de l'obligation de formation à la sécurité ; la réglementation des opérations concernant les substances dangereuses ; l'agrément de l'Institut national de la recherche et de la sécurité ; suppression de son visa préalable ; l'exclusion de tout cumul entre les peines prononcées en application des articles L 263-2 et L 263-4 du code du travail et celles fondées sur les articles 319 et 320 du code pénal ; les pouvoirs de l'inspecteur du travail ; les peines de police sanctionnant le non-respect d'une mise en demeure ; la limitation du coût annuel du plan de sécurité ; (p. 7095) : l'institution de comités d'hygiène et de sécurité dans le bâtiment et les travaux publics ; le renforcement de la sécurité dans les mines ; refus d'étendre à toutes les entreprises la protection contre les licenciements dont bénéficient les membres des comités d'hygiène et de sécurité dans les entreprises de plus de 300 salariés ; (p. 7097) : n'a pu examiner l'amendement n° 1 du Gouvernement ; ne s'y oppose pas.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles (n° 2221)**. **Discussion des articles** [6 avril 1977]. **Article 2 : Avant l'Article 773-8 du code du travail** (p. 1586) : son amendement n° 41 : modalités de majoration des rémunérations des auxiliaires maternelles ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise (n° 2755)**, rapporteur. **Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2647) : le rôle de l'information dans la société moderne ; la nécessité d'une formation préalable ; les nouvelles caractéristiques de la bonne gestion ; la situation de l'information dans l'entreprise ; (p. 2648) : les comités d'entreprise ; leur consultation et information obligatoires ; le rapport Sudreau ; l'objet du projet de bilan social ; l'ouverture d'une voie d'une plus grande transparence de l'entreprise ; un instrument d'action perfectible à l'usage ; le scepticisme soulevé à l'annonce de la réforme ; (p. 2654) : **à titre personnel** : l'urgence de la réforme de l'entreprise ; les débats techniques, politiques auxquels donne naissance le projet de loi ; (p. 2655) : les diverses conceptions idéologiques de l'entreprise ; la participation ; le droit des travailleurs sur

l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement ; la nécessité de transformer les rapports entre ceux qui possèdent les outils et ceux qui en font des sources de richesse inégalement répartie ; les graves conséquences de l'attentisme. **Discussion des articles**. **Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2664) : son amendement n° 1 : établissement du bilan social aux entreprises et organismes énumérés ; adopté ; (p. 2665) : son amendement n° 16 déposé à titre personnel : application des dispositions relatives au bilan social aux entreprises dont l'effectif est supérieur à 300 salariés ; le rejet par la commission de son amendement n° 16 et de l'amendement n° 23 de M. Gau ; la fixation à 750 salariés du seuil d'application des dispositions du bilan social ; repoussé ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 31 de M. Gantier ; (p. 2668) : son amendement n° 2 : ne pas substituer la présentation du bilan social aux obligations d'information et de consultation du comité d'entreprise incombant aux chefs d'entreprise ; adopté ; le caractère complexe de l'incitation fiscale proposée par M. Zeller et le manque à gagner qui résulterait de cet amendement n° 20. **Article L 438-2 du code du travail** (p. 2669) : son amendement n° 3 : insertion dans le bilan social de données prospectives ; le rejet par la commission de l'amendement n° 32 de M. Gantier ; le rejet par la commission d'un sous-amendement analogue au sous-amendement n° 24 de M. Gau ; devenu sans objet ; (p. 2670) : son amendement n° 4 : intégration dans le bilan social de données relatives aux travailleurs habituellement occupés dans l'entreprise ; repoussé. **Article L 438-3 du code du travail** : son amendement n° 5 soutenu par M. Bolo ; adopté ; son amendement n° 6 : prise en compte des différences pouvant être apportées à la présentation du bilan social en raison du caractère d'entreprise ou d'établissement de l'organisme auquel il s'applique ; adopté ; son amendement n° 7 : adaptation du nombre et de la teneur des informations à la taille de l'entreprise ou de l'établissement ; adopté ; (p. 2671) : le caractère superfétatoire de l'amendement n° 33 de M. Gantier. **Article L 438-4 du code du travail** (p. 2672) : le rejet par la commission de l'amendement n° 25 de M. Gau ; son amendement n° 8 : établissement d'un bilan social particulier à chaque établissement dont l'effectif habituel est supérieur à 300 salariés ; repoussé. **Article L 438-5 du code du travail** : le rejet par la commission de l'amendement n° 26 de M. Gau ; (p. 2673) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 27 de M. Gau ; son amendement n° 9 soutenu par M. Gantier ; adopté ; son amendement n° 10 : mise du bilan social à la disposition de tout

salarié qui en fait la demande ; adopté. **Article L 438-6 du code du travail** (p. 2674) : son amendement n° 11 : envoi du bilan social à l'inspecteur du travail dans un délai de quinze jours ; adopté. **Article L 438-8 du code du travail** : son amendement n° 12 de suppression ; adopté. **Article L 438-9 du code du travail** : son amendement n° 13 : intégration du bilan social dans les éléments nécessaires à la discussion par le comité d'entreprise des perspectives d'évolution de l'emploi dans l'entreprise ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 14 soutenu par M. Bolo ; repoussé ; (p. 2675) : le rejet par la commission de l'amendement n° 18 de M. Bolo. **Article 3** : son amendement n° 15 soutenu par M. Gantier ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 2676) : l'acceptation par la commission de l'amendement n° 28 de M. Gau. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4324) : les critiques formulées par le Sénat à l'égard du texte ; les modifications apportées par le Sénat ; le seuil d'application du bilan social ; l'entrée en vigueur du texte pour les entreprises d'au moins 300 salariés ; les modalités de mise en œuvre du bilan social ; l'examen du texte par la commission des affaires culturelles ; la liste des indicateurs que doit consentir le bilan social ; les pénalités ; les mesures transitoires en application ; l'application du bilan social au secteur public. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4326) : son amendement n° 8 soutenu par M. Gantier ; le rejet par la commission de l'amendement n° 1 de M. Gau ; amendement n° 8 réservé ; son amendement n° 9 soutenu par M. Gantier ; retiré ; (p. 4328) : le rejet par la commission de l'amendement n° 3 de M. Gau ; son amendement n° 10 soutenu par M. Gantier ; retiré ; (p. 4228) : le rejet par la commission de l'amendement n° 4 de M. Gau et de l'amendement n° 14 de M. Gantier. **Article 2** (p. 4329) : le rejet par la commission de l'amendement n° 7 de M. Bolo ; son amendement n° 11 soutenu par M. Bolo ; retiré. **Article 3** : le rejet par la commission de l'amendement n° 5 de M. Gau ; (p. 4330) : son amendement n° 12 soutenu par M. Gantier ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Gantier ; amendement n° 12 retiré. **Article premier (suite)** (p. 4331) : amendement n° 8 précédemment réservé ; adopté. **Article 3 (suite)** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Gantier. **Article 4** : son amendement n° 13 : extension du champ d'application du projet de loi aux services de l'Etat ; adopté. **Commission mixte paritaire**, rapporteur [30 juin 1977] (p. 4539) : les dispositions adoptées par la commission mixte paritaire ; l'application du bilan social ; la procédure de

fixation de la liste des indicateurs composant le bilan social ; le problème des pénalités.

— **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° 2431). **Discussion générale** [21 juin 1977] (p. 4015) : la modification des rapports entre employeurs et employés ; les dimensions du projet ; la proposition de M. Edgar Faure tendant à instituer des sociétés à gestion participative. **Discussion des articles**, rapporteur pour avis suppléant de la commission des affaires culturelles. **Article 2 : Article 76 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4015) : soutient l'amendement n° 6 de M. Gissinger : suppression de la proportion du nombre d'actions de travail et d'actions de capital pour la répartition des voix à l'assemblée générale de la société anonyme ouvrière ; repoussé ; (p. 4016) : soutient l'amendement n° 7 de M. Gissinger : modalités de partage des voix des mandataires présents à l'assemblée générale de la société anonyme ; retiré. **Article 76-1 de la loi du 24 juillet 1967** : soutient l'amendement n° 8 de M. Gissinger : unicité de la voix dont dispose chaque participant à l'assemblée générale pour l'adoption et la modification des statuts ; repoussé.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier (articles premier à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° 3236). **Discussion générale** [1^{er} décembre 1977] (p. 8139) : la réforme de l'entreprise ; les déclarations de M. René Capitant ; l'entreprise, lieu de contestations, de conflits et d'affrontements ; les attitudes vis-à-vis de l'entreprise ; les orientations du monde syndical ; les attitudes du secteur patronal ; (p. 8140) : l'historique de la législation sur la participation des travailleurs à la gestion et aux fruits de l'entreprise ; les aspirations des travailleurs ; le rôle de l'homme dans l'entreprise ; le rapport Sudreau ; la proposition de loi de M. Edgar Faure ; les déclarations de M. Jacques Chirac.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° 3207), rapporteur suppléant. **Discussion de l'Article unique** [12 décembre 1977]. **Article L 122-24-2 du code du travail** (p. 8613) : soutient l'amendement n° 18 de M. Briane : prise en considération des problèmes résultant d'un nouveau mandat dans une autre assemblée ; repoussé ; (p. 8614) : soutient l'amendement n° 19 de M. Briane : sollicitation du réembauchage des salariés à l'expiration du nouveau mandat ; devenu sans objet. **Titre** : soutient l'amendement n° 20 de M. Briane : modification du titre ; devenu sans objet. **Seconde délibération** : l'avis favorable de la

commission sur l'amendement du Gouvernement.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° 3203), rapporteur. **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8615) : la réforme de l'entreprise ; l'objectif du projet de loi ; le développement de l'esprit de concertation ; l'absence de responsabilité des cadres en dehors de leur secteur d'activité ; la nature incitative et expérimentale du projet de loi ; la préparation par les entreprises de plus de 500 salariés d'un rapport sur les voies et moyens d'un développement de la concertation ; (p. 8616) : la situation et le rôle des cadres ; la consignation dans son rapport des avis exprimés par les organisations syndicales représentatives des cadres ; la position des syndicats ; la relance de la concertation. **Discussion des articles. Article 2** (p. 8622) : son amendement n° 1 : fixation au 30 juin 1980 de la date limite de communication par le Gouvernement au Parlement du rapport sur les conditions d'application de la loi ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9097) : le développement dans les entreprises de la concertation avec le personnel d'encadrement ; les modifications apportées au texte par le Sénat ; demande à l'Assemblée de voter le texte voté par le Sénat ; la consultation des personnels d'encadrement ; la non-exclusion de la consultation des représentants élus du personnel d'encadrement ainsi que de leurs délégués syndicaux ; la transmission du rapport rédigé par le chef d'entreprise à l'inspection du travail. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9098) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 1 de M. Hector Rolland ; le problème posé par la non-consultation des représentants élus du personnel d'encadrement et de leurs délégués syndicaux ; les données du combat syndical.

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle** (n° 3355). **Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Après l'Article 3** (p. 9021) : soutient l'amendement n° 2 de M. Brocard : abaissement de la durée maximale du travail hebdomadaire à quarante-six heures ; la réduction de la durée du travail ; (p. 9022) : l'abaissement de la durée maximale hebdomadaire du travail cal culé sur douze semaines.

CALVEZ (Corentin)

Membre du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° 2755), rapporteur du Conseil

économique et social. **Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2648) : les débats devant le Conseil économique et social ; l'utilisation du terme « bilan social » ; ses objectifs ; les difficultés de son établissement ; (p. 2649) : la position du groupe des chefs d'entreprise ; les réserves exprimées par les syndicats des travailleurs salariés ; la position de la CGT, de la CFDT, de la CGT-FO, de la CFTC, de la CGC ; la position du groupe de l'agriculture ; le débat instauré sur le seuil de l'application du projet ; éviter d'imposer aux PME un surcroît de tâches administratives ; ne pas restreindre le champ d'application de la loi ; demeurer cohérents avec la réglementation existante ; (p. 2650) : la proposition formulée par la majorité du CES de retenir le seuil de 300 salariés ; le contrôle par la représentation ouvrière de l'exactitude des indications figurant dans le bilan social ; l'extension de l'obligation de présentation du bilan social au secteur public et parapublic ; la prise en compte par le projet de loi des suggestions du CES.

CANACOS (Henry)

*Député du Val-d'Oise
(5^e circonscription)
(C).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant des élus locaux au sein de la commission nationale d'urbanisme commercial [11 juin 1974] (p. 2584).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Vice-président de cette commission [23 novembre 1976] (p. 8605).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre de la commission nationale d'urbanisme commercial [23 juin 1977] (p. 4155), [24 juin 1977] (p. 4202).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [20 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à étendre le champ d'application de l'article 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires (n° 492) [14 juin 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Tome XIV : Urbanisme** (n° 686) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les agents des offices publics d'aménagement et de construction, du statut de droit public applicable aux personnels des offices publics d'HLM (n° 991) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir une politique sociale dans le domaine du logement (n° 1201) [9 octobre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Tome XIII : Urbanisme** (n° 1235) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de l'éligibilité pour l'élection des députés, des conseillers municipaux, des conseillers généraux, des conseillers régionaux (n° 1277) [6 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer le blocage des loyers jusqu'au 31 décembre 1975 (n° 1530) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à suspendre les mesures de saisie mobilière ou l'expulsion pour dettes de loyers et charges ou de mensualités d'accession à la propriété familiale du logement (n° 1666) [20 mai 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome XIII : Urbanisme** (n° 2534) [12 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le

projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome XIII : Urbanisme** (n° 2534) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — **Tome XIV : Urbanisme** (n° 3152) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 74-1117 du 27 décembre 1974, modifiée par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976, relative aux dispositions transitoires applicables aux projets d'aménagement, aux plans d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme (n° 3191) [3 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 3298), tendant à modifier certaines dispositions du code de l'urbanisme (n° 3372) [16 décembre 1977].

QUESTIONS

• question d'actualité :

— **Catastrophe aérienne du Bourget** [8 juin 1973] (p. 1998, 1999).

• questions au Gouvernement :

— **Hausse des loyers** [25 juin 1975] (p. 4718) : discussion des propositions de loi du groupe communiste tendant à bloquer les loyers et à instituer une politique sociale du logement en France.

— **Paiement des loyers** [19 mai 1976] (p. 3192, 3193) : exemples de familles frappées d'expulsion à la suite de retard dans le paiement de leur loyer ; nécessité d'interdire les saisies, les expulsions et de bloquer les loyers.

— **Nuisances des avions** [30 juin 1976] (p. 4952) : nuisances provoquées par les avions autour de l'aéroport de Roissy-en-France ; modernisation du parc des compagnies ; réduction du bruit des appareils ; interdiction des vols de nuit.

— **Congés des bénéficiaires du fonds de solidarité** [1^{er} décembre 1976] (p. 8853) : regrette que l'aide pour les vacances aux personnes bénéficiant du FNS ne soit accordée que tous les deux ans.

— **Office public d'HLM de la région parisienne** [15 juin 1977] (p. 3798) : la gestion de l'office des HLM de la région parisienne ; nécessité de constituer une commission d'enquête ; inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi communiste sur la démocratisation des HLM.

- *question orale sans débat* :

— (n° 6454) : **Approvisionnement en produits pétroliers** [7 décembre 1973] (p. 6797, 6798), attitude des grandes sociétés pétrolières ; situation des revendeurs indépendants.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1413) : situation du logement en France ; charges de logement d'un ouvrier du Gaz de France à Sarcelles ; le droit au logement, élément essentiel de l'amélioration des conditions de vie ; rentabilité sociale et rentabilité financière ; hausse des loyers ; spéculation foncière ; construction privée favorisée au détriment de la construction sociale ; taux des prêts HLM ; plafond de ressource ; (p. 1414) : ses observations sur l'allocation logement ; propositions du programme commun de gouvernement de la gauche ; taxe foncière et droit de préemption des collectivités publiques ; hausse des charges frappant les locataires comme les propriétaires ; ses observations sur l'inscription au titre des charges de certaines dépenses qui devraient normalement figurer dans les investissements ; nécessité d'une réglementation de l'ensemble du secteur locatif ; propositions de la Confédération nationale des locataires ; propositions de loi de son groupe ; (p. 1427) : son interruption de séance ; charges de logement d'un ouvrier de Gaz de France ; précise à M. Christian Bonnet qu'il a tenu compte dans cet exemple concret de la hausse des loyers et de celle des salaires.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme, rapporteur pour avis [14 novembre 1973] (p. 5715) : ses observations sur l'urbanisme ; promoteurs immobiliers ; loi foncière ; ses observations sur l'association des maires aux travaux d'élaboration des SDAU et des POS ; moyens des communes en matière d'études et de recherches ; retard pris dans le domaine des études d'urbanisme, nécessité de la maîtrise des sols ; lutte contre la spéculation foncière ; ZAD ; difficultés budgétaires des communes ; crédits du FNAFU, taxe d'urbanisation ; ses observations sur la présentation par le ministre à la presse du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation foncière ; (p. 5716) : ses observations sur le contenu de ces propositions, urbanisme et amélioration du cadre de vie, urbanisme et politique économique, sociale et culturelle de la nation ;

estime que l'habitat doit tenir compte des besoins du secteur considéré, circulaire impérative et démocratie locale, équilibre habitat-emplois-transports.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973]. **Article 37** (p. 5805) : ses observations sur les amendements : redistribution des crédits HLM.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

— **Équipement et urbanisme. — Crédits du ministère de l'équipement**, rapporteur pour avis [15 novembre 1974] (p. 6521) : le budget de l'urbanisme ne paraît pas prioritaire ; au rythme actuel cent cinquante ans seront nécessaires pour atteindre les objectifs en matière d'espaces verts urbains ; bilan des procédures d'instruction des documents d'urbanisme ; nécessité de « zader » les terrains destinés à l'urbanisation ; l'aménagement urbain suppose un équilibre entre logement, emploi et moyens de transports ; la crise des finances locales se répercute sur l'urbanisme. **Équipement, logement** (p. 6590) : la politique de la majorité conduit depuis plusieurs années à l'augmentation de la charge du logement dans le budget des ménages et à la diminution de la construction de logements sociaux ; (p. 6591) : fixer le nombre de logements en tenant compte du taux d'inflation serait plus honnête ; revoir la question du prêt principal ; la part du logement dans l'indice officiel des prix est insuffisante ; allocation logement des personnes âgées ; (p. 6592) : les exemples étrangers montrent qu'une politique sociale du logement est possible ; le cas de l'URSS ; commentaires des mesures contenues dans la proposition de loi n° 1201 ; les avantages d'une véritable gestion démocratique des offices d'HLM ; les efforts de la municipalité de Sarcelles. **Article 51** (p. 6601) : son amendement n° 107 destiné à maintenir la bourse d'échange de logements ; repoussé.

1975

— **Propositions de loi portant droit de reprise** (n°s 71, 84, 671, 885, 1313 et 1374). **Discussion de l'article unique** [18 avril 1975] (p. 1893) : son amendement n° 1 : substituer aux mots « la somme de 24.000 F » les mots « 3.000 fois le montant horaire du SMIC » ; (p. 1894) : nécessité d'une indexation ; repoussé ; son amendement n° 2 : ajouter à l'article 22 *bis* de la loi du 1^{er} septembre 1948 les mots « le titulaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente pour accident du travail » ; adopté après adoption d'un sous-amendement du Gouvernement ; (p. 1895) :

son amendement n° 3 : cas d'abandon du domicile ou du décès de l'occupant ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [13 mai 1975] (p. 2544) : la commémoration du 8 mai 1945 par le maire communiste de Saint-Dizier.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1570). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article 9** (p. 2578) : la crise du logement ; le coût des logements sociaux ; la masse de ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer ; les saisies et expulsions inhumaines ; la diminution du nombre de logements aidés ; (p. 2579) : une politique de logements anti-sociale ; les solutions du programme commun de la gauche ; les propositions du groupe communiste.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° 1481). **Deuxième lecture** [27 juin 1975] (p. 4917) : le groupe communiste vote contre.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6190) : insuffisance du programme de rattrapage en matière de construction de logements sociaux.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Première lecture. Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6657) : l'exposé des motifs du projet de loi est à lui seul un constat d'échec pour la majorité ; (p. 6658) : au-delà de la crise de l'urbanisme, il y a la détérioration rapide et profonde des conditions du logement ; (p. 6659) : s'il y a spéculation immobilière, c'est parce qu'il n'y a pas en France de véritable politique sociale du logement ; en refusant de réviser les plafonds de ressources en matière d'attribution de logements sociaux, la politique gouvernementale permet l'organisation d'un véritable « rackets » sur les ressources que les familles consacrent à l'habitat ; il conviendrait de donner un poids décisif aux logements aidés ; frapper la spéculation en taxant le prix de vente de la construction ; (p. 6660) : invite le Gouvernement à mettre fin aux transferts de charges « scandaleux » qui se produisent dans les zones d'aménagement concerté ; les monopoles souhaitent par ce projet contourner l'obstacle que présente pour eux la petite propriété ; le projet doit exonérer les logements sociaux de la part soumise à péréquation ; les dangers de voir le prix des terrains augmenter dans les zones périphériques. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Avant l'Article premier** (p. 6714) : son amendement n° 1 : instaurer une taxe sur les logements de standing ; la hausse des prix qui sera la conséquence de la taxe de surdensification ; l'accentuation de la spéculation foncière ; la volonté du groupe

communiste de ne pas prendre part à la querelle sur le plafond légal de densité ; (p. 6715) : sa réponse au ministre de l'équipement ; repoussé. **Article premier** (p. 6726) : estime que la taxe ne sera pas un coup d'arrêt à la spéculation foncière ; la non-participation du groupe communiste au scrutin devant définir l'assiette de la taxe ; [14 octobre 1975] : **Article 6** (p. 6821) : observe que le service des domaines ne pourra répondre dans le délai d'un mois aux demandes d'avis présentées par le maire ; (p. 6821-6822) : souligne une lacune résultant de l'amendement n° 314 : supprimer la possibilité, en cas de désaccord, de déterminer le montant prévisionnel sur la valeur estimée par l'administration ; (p. 6822) : son amendement n° 4 : dans le deuxième alinéa de l'article 6, après les mots « en matière d'expropriation », insérer les mots « dans un délai de six mois à compter de la demande de permis de construire », accepte son report à l'article 7 ; (p. 6823) : son amendement n° 5 : accepte son report à l'article 7. **Article 8** (p. 6828) : se plaint du carcan imposé aux communes pour dépenser des sommes peu élevées ; (p. 6838) : son amendement n° 8 : précise la destination des sommes versées au district ; (p. 6839) : maintient son amendement ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 423 de M. Claudius-Petit. **Article 2 (suite)** (p. 6844) : ses observations sur les propos du ministre de l'équipement ; (p. 6845) : invoque les raisons du vote négatif du groupe communiste sur l'amendement n° 365 de M. Pierre Bas. **Article 7 (suite)** (p. 6850) : son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 316 de M. Montagne : faire en sorte que la juridiction statue dans un délai raisonnable ; repoussé ; (p. 6851) : ses réflexions sur les propos tenus par le ministre de l'équipement ; [15 octobre 1975] : **Article 9** (p. 6893) : ses observations sur les amendements en discussion à l'article 9 ; insiste sur l'importance des ZAC ; (p. 6893-6894) : retire son amendement n° 9 et se rallie à l'amendement n° 130 de M. Dubedout. **Article 10** (p. 6900) : ses observations sur l'amendement n° 10 du groupe communiste satisfait par l'adoption de l'amendement n° 161 de M. Fanton. **Article 20** (p. 6927) : son amendement n° 12 : institution de plein droit d'une zone d'intervention dans toutes les communes dotées d'un plan d'occupation des sols public ou approuvé ; les moyens proposés par le groupe communiste pour lutter contre la spéculation immobilière ; le risque de voir, à cause du projet, l'accélération de la spéculation ; les pratiques démagogiques qui ont enterré l'amendement Fanton relatif à l'impôt foncier ; repoussé ; (p. 6929) : son amendement n° 12 : reconnaître le droit de préemption dans le cadre des zones d'intervention foncière des communes qui ont à

l'étude un plan d'occupation des sols ; (p. 6934) : repoussé. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6939) : considère que l'amendement n° 385 de M. Mesmin risque de desservir les copropriétaires au lieu de les servir ; (p. 6940) : juge très dangereux l'amendement n° 380 de M. Ligot. **Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6954) : ses observations sur l'amendement n° 190 de M. Fanton ; [16 octobre 1975] : **Article 20 (suite) (Article L 211-7 du code de l'urbanisme)** (p. 6970) : estime que les amendements n° 17 du groupe communiste et n° 22 de la commission de la production sont préférables à l'amendement n° 194 défendu par M. Fanton ; la valeur des précisions apportées par ces amendements quant aux conditions de relogement des locataires ; juge étonnant que les communes ne relogent pas ceux-ci dans des conditions conformes à l'hygiène. **Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6973) : souligne l'intérêt du système des concessions pour la politique foncière ; met l'accent sur la difficulté à attendre de l'application de l'amendement n° 198 de M. Fanton. **Après l'Article 25** (p. 7000) : sa certitude quant à l'impossibilité de juguler la spéculation par le jeu du projet en discussion ; la nécessité d'appliquer dans le domaine foncier les dispositions du programme commun ; l'impôt foncier, seul moyen d'assurer les ressources nécessaires à l'exercice du droit de préemption ; [17 octobre 1975] : **Article 87** (p. 7049) : s'oppose au sous-amendement n° 404 de M. Gerbet qui lui paraît dangereux ; est favorable au maintien de l'expression « au droit de » ; (p. 7050) : son sous-amendement n° 529 à l'amendement n° 528 du Gouvernement : remplacer les mots « à proximité des » par les mots « au droit des » ; (p. 7051) : adopté ; (p. 7056, 7057) : juge qu'instituer un délai préalable en la matière aurait des incidences graves. **Explications de vote** (p. 7071) : la crise qui sévit dans les domaines de l'urbanisme et du logement ; la poudre aux yeux que constituent les projets de réforme du Gouvernement ; une loi qui encouragera la spéculation ; le vote négatif du groupe communiste. **Deuxième lecture** [27 novembre 1975]. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9033) : manifeste ses inquiétudes à la suite de la réponse de M. Galley relative aux observations de M. Pierre Bas portant sur les édifices du culte. **Article 7** (p. 9035) : son amendement n° 89 : supprimer le dernier alinéa de l'article 7 ; sa réponse aux observations de M. Galley ; repoussé. **Article 8 : Article L 333-3 du code de l'urbanisme** (p. 9036) : s'étonne que l'amendement n° 3 du Gouvernement ne réinsère pas dans le texte l'alinéa « e » ; (p. 9037) : est favorable à l'amendement n° 78 de M. Masson ; s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Fanton. **Ar-**

ticle L 333-4 du code de l'urbanisme (p. 9039) : explique les raisons pour lesquelles il souhaite que le texte de l'Assemblée nationale soit rétabli ; propose de sous-amender l'amendement n° 47 de M. Fanton. **Article 8 bis** (p. 9040) : son amendement n° 90 : supprimer la disposition introduite par le Sénat à l'article 8 bis ; retiré ; (p. 9041) : son amendement n° 91 : faire en sorte que les opérations prévues à l'article L 333-5 du code de l'urbanisme comprennent un pourcentage de logements sociaux d'au moins 50 % ; accepte la modification proposée par le Gouvernement ; adopté. **Article 16** (p. 9048) : son amendement n° 93 : prévoir, comme en première lecture, que les dispositions de la loi ne sont pas applicables aux demandes de permis de construire et aux déclarations préalables déposées avant la date de publication de la loi au *Journal officiel* ; (p. 9049) : retire son amendement n° 93. **Article 20 : Article L 211-8 bis du code de l'urbanisme** (p. 9057) : son amendement n° 94 : supprimer l'article L 211-8 bis ; laisser les communes libres de leurs décisions ; repoussé. **Avant l'article 24 bis** (p. 9059) : ses observations sur l'amendement n° 17 du Gouvernement et le sous-amendement n° 96 de M. Fanton ; (p. 9060) : en réponse aux observations de M. Gerbet, apporte son soutien à l'amendement n° 17 du Gouvernement. **Article 87** (p. 9064) : apporte son soutien à l'amendement n° 34 de M. Masson. **Article 95 quater** (p. 9066, 9067) : ne voit pas l'utilité de l'amendement n° 88 de M. Hamel. **Explications de vote** (p. 9068) : une loi qui sème des illusions et qui va relancer la spéculation. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10097) : s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement ; estime injustifiée l'intervention de l'autorité administrative de tutelle.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Equipement et urbanisme, rapporteur pour avis [24 octobre 1975] (p. 7362) : l'institution du plafond légal de densité et la création de réserves foncières ; la réduction des crédits consacrés aux espaces verts ; les prêts aux collectivités locales ; la faiblesse des crédits pour l'aménagement des villes nouvelles ; le retard dans l'élaboration des documents d'urbanisme ; (p. 7363) : faire en sorte que les POS tiennent mieux compte des SDAU.

Equipement. — Logement. Examen des crédits [28 octobre 1975]. **Après l'Article 52** (p. 7426) : ses observations sur les propos de M. Bécam relatifs à l'amendement n° 136 de M. Michel.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8703) : le

nombre des dossiers des rapatriés qui restent en instance ; la spéculation possible sur le décès des rapatriés âgés ; (p. 8704) : promouvoir les réformes inscrites dans le programme commun.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation (n° 1512). Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9013) : souligne l'incohérence qui conduit à protéger une petite partie des dix millions de locataires au moment même où des centaines de milliers d'entre eux sont menacés d'expulsion faute de pouvoir faire face aux charges du logement ; réclame le blocage des loyers et la diminution des charges locatives ; demande la suppression de la TVA sur le combustible destiné au chauffage des immeubles d'habitation. **Deuxième lecture** [19 décembre 1975]. **Discussion des articles. Article premier bis** (p. 10099) : juge très important que l'Assemblée en revienne à son texte initial ainsi que le demande le rapporteur en son amendement n° 2. **Article 6** (p. 10100) : juge que l'amendement n° 10 de M. Fanton assure une meilleure protection des occupants que la procédure de référé au tribunal d'instance adoptée par le Sénat ; (p. 10101) : sur les observations de M. Bertrand Denis relatives à l'amendement n° 10 de M. Fanton, rappelle que le texte a déjà été voté en première lecture par l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1174). Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975]. **Explications de vote** (p. 10124) : estime que l'article 12 n'organise pas une véritable promotion des secrétaires greffiers ; le vote hostile du groupe communiste.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme (n° 1881). Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1388) : la persistance de la crise de l'urbanisme tant que la loi du développement urbain sera soumise au profit des grandes sociétés immobilières ; (p. 1389) : l'absence de moyens pour la réalisation des POS ; les nuisances imposées par les SDO ; la nécessité de prolongation de délai en matière de POS ; la possibilité pour les communes de réaliser actuellement des réserves foncières ; l'application du programme commun, seul moyen d'aboutir à un urbanisme humain ; les dispositions dangereuses du projet, notamment celles relatives au transfert des COS. **Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Avant l'Article 5** (p. 1456) : se déclare favorable à l'amendement n° 220 de M. Mesmin. **Article 10** (p. 1472) : sur l'amendement n° 219 de M. Claudius-Petit, considère que

seules sont condamnables les dispositions qui permettent de céder par convention les ZAC au secteur privé ; [8 avril 1976] : **Article 13** (p. 1508) : sur l'amendement n° 302 de M. Ligot, insiste sur la nécessité de donner aux communes les moyens de mettre en œuvre les POS dont un certain nombre se trouve bloqué ; [13 avril 1976] : **Après l'Article 38** (p. 1663) : considère comme très important l'amendement n° 323 de M. Dubedout ; estime anormal que des nantis puissent s'attribuer le bord de mer. **Article 43** (p. 1671) : estime indispensable de faire quelque chose en attendant que les communes disposent de plus de ressources ; [14 avril 1976] : **Article 34 (suite)** (p. 1725) : est défavorable à l'amendement n° 390 de M. Fanton ; l'attitude de la majorité hostile à une véritable participation de la population à la gestion des affaires locales. **Article 45** (p. 1727) : critique l'introduction de règles restrictives et antidémocratiques dans le fonctionnement des sociétés d'économie mixte et des établissements publics ; annonce que le groupe communiste soutiendra l'amendement n° 161 ; (p. 1740) : soutient l'amendement n° 161 de M. Combrisson : composition et organisation interne du conseil d'administration des établissements publics ; adopté. **Seconde délibération** [14 avril 1976]. **Article 45** (p. 1777) : s'oppose à l'amendement n° 7 du Gouvernement qu'il juge antidémocratique. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976] : **Article 5 A bis** (p. 4409) : constate que la majorité présidentielle est plus favorable à la participation en paroles qu'en actes ; oppose à cette attitude le contrat communal que les élus communistes proposent à la population ; combat l'amendement n° 61 du Gouvernement, qui n'ajoute rien à la législation en vigueur. **Article 6 bis** (p. 4412) : son amendement n° 1 tendant à supprimer l'article 6 bis ; s'oppose au transfert du COS, qui constitue la négation du POS et donnerait des avantages à ceux qui ont la possibilité d'acheter le droit de construire ; repoussé. **Article 11** (p. 4415) : son amendement n° 2 de repli concernant l'indemnité de réemploi lorsqu'il s'agit d'une résidence principale ; adopté. **Article 12** (p. 4417) : son amendement n° 3 repoussant d'une année la date limite retenue pour le remplacement des anciens documents d'urbanisme par les plans d'occupation des sols ; repoussé. **Article 34** (p. 4434) : estime que l'opposition au texte du Sénat sur l'article 34 revient à empêcher le développement de toute vie associative ; [23 novembre 1976] : **Article 41 ter** (p. 8572) : les moyens permettant aux communes de contrôler leur sol ; les traités ; sa question sur les CAECL. **Article 58** (p. 8596) : soutient l'amendement n° 77 de M. Claudius-Petit.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346).** Explications de vote [29 juin 1976] (p. 4897) : indique que le groupe communiste ne votera pas un plan aussi anti-populaire et antidémocratique.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523).** Discussion des articles [14 octobre 1976]. Article 8 (p. 6653) : le caractère insupportable de la charge du logement ; le jeu de la loi du profit ; les procédures de saisies et d'expulsions ; les logements surpeuplés ; les logements trop chers ne trouvant pas preneurs ; l'inefficacité du blocage des loyers ; une réforme « poudre aux yeux » ; les propositions communistes : la prolongation du blocage des loyers jusqu'au 31 décembre 1977 avec compensation pour les sociétés et offices d'HLM ; 15 juin 1976, date de référence du blocage ; le refus de l'indexation dans le calcul des mensualités des accédants à la propriété ; le refus de toute mesure de saisies ou d'expulsion ; l'irrecevabilité de certains amendements communistes du fait de l'article 40 ; (p. 6658) : son amendement n° 51 : interdiction durant une certaine période de procéder à des saisies mobilières ou expulsions pour raison de dette de loyer et charges ou de mensualités d'accession à la propriété du logement principal ; les expulsions inhumaines et scandaleuses ; (p. 6659) : souligne qu'il n'y a pas d'expulsions dans les communes à municipalité communiste ; amendement n° 51 repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme, rapporteur pour avis [27 octobre 1976] (p. 7080) : le dépeuplement des campagnes ; l'aménagement du territoire et l'organisation de l'espace reflètent les contradictions d'une société en crise ; ce que doit offrir la ville ; une politique sociale avancée, inconcevable dans une société en crise ; la difficulté d'examiner la variation des crédits par rapport à l'an dernier ; insuffisance dans l'avancement des documents d'urbanisme ; la faiblesse des moyens réservés aux actions foncières ; la nécessité de dégager les moyens financiers nécessaires ; le retard dans l'élaboration des SDAU et des POS ; le FNAFU ; la CAECL ; les ZAC bailleurs de fonds suppléant les carences de l'Etat ou de ses organismes ; (p. 7081) : l'exercice de leur droit de préemption par les ZIF ; (p. 7113) : le nouveau tracé de l'A 87. **Examen des crédits.** Après l'Article 70 (p. 7114) : le péage de l'autoroute A 4 ; celui de l'autoroute A 15.

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7127) : une politique frappant de

plus en plus durement la masse des travailleurs ; des logements inoccupés parce que trop chers ; la charge insupportable du logement ; les propositions communistes ; (p. 7128) : le désastre de la politique du logement ; l'augmentation de la charge du logement ; l'enquête de la confédération nationale du logement ; la croissance du mécontentement ; le blocage des loyers, mesure insuffisante ; la minimisation de l'aide à la construction des logements ; l'effort que devront consentir les accédants à la propriété ; l'intention de réduire la construction de logements et la construction sociale ; la non-consommation des crédits HLM ; (p. 7129) : les exemples de blocage d'opérations ; la proposition de loi communiste sur la politique sociale du logement. **Examen des crédits.** Article 46 (p. 7142) : son amendement n° 108 proposant que les logements visés à l'article 46 soient maintenus sous le régime de la loi du 1^{er} septembre 1948 ; indique que le groupe communiste vote contre l'ensemble du projet de budget ; amendement n° 108 repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631).** Discussion générale [14 décembre 1976] (p. 9369) : son exception d'irrecevabilité ; les conditions de logement ; la hausse des loyers et des charges ; des logements surpeuplés ; (p. 9370) : le refus de payer les dernières hausses de loyer ; la réforme proposée, un nouveau forfait contre la liberté des Français ; un projet antisocial et démagogique ; un projet gadget et anticonstitutionnel ; critique du conventionnement ; le principe de l'égalité devant la loi ; le conventionnement laissé au choix du propriétaire ; le paiement des frais par les travailleurs ; propose la suppression du conventionnement et du tiers payant ; propose le versement de l'aide personnalisée au logement à tous ; une réforme de classe ; son exception d'irrecevabilité repoussée ; (p. 9385) : l'objectif de résorption des inégalités devant le logement ; crise de l'habitat et crise de société ; la progression du prix des logements neufs ; la réduction de l'effort de la collectivité ; le sacrifice du patrimoine ancien ; les propositions communistes ; une véritable politique sociale de l'habitat ; choisir librement son logement ; les libertés de l'habitat ; (p. 9386) : l'équilibre de l'habitat et de l'emploi progressivement rétabli ; le droit au logement ; mettre fin à la domination de la grande bourgeoisie capitaliste sur l'économie et sur l'Etat ; un important financement public ; l'abaissement du prix des loyers ; l'aide à la personne harmonisée avec le pouvoir d'achat des familles ; les mesures d'urgence se posant dans l'immédiat ; les propositions gouvernementales concernant la réduction de l'aide à la pierre au profit de l'aide à la per-

sonne ; l'absence de coût pour l'Etat ; l'augmentation relative de l'aide à la personne ; le refus de toute clause d'indexation ; le budget type établi par l'UNAF ; l'impossibilité pour une famille de quatre personnes disposant d'un revenu mensuel de 2.500 F d'accéder à la propriété ; l'augmentation générale de la charge du logement ; (p. 9387) : l'amélioration de la qualité du logement fourni ; la mise en tutelle des Français ; le faible retard dans le paiement des annuités d'accession à la propriété ; le retard dans le paiement des loyers ; le tiers-payant et le mépris des travailleurs ; propose de supprimer le conventionnement ; le blocage transitoire possible du montant des loyers ; les mesures proposées par le parti communiste de manière immédiate ; [15 décembre 1976] (p. 9453) : l'intention de M. Barrot de lutter contre le gigantisme des grands ensembles ; Sarcelles, l'action du préfet du Val-d'Oise qui bloque la zone d'aménagement concerté. **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'article premier** (p. 9462) : la spéculation ; (p. 9463) : les problèmes du petit propriétaire ; la proposition communiste de reconstitution du bien à valeur d'usage ; s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Bécam ; [16 décembre 1976] : **Article premier** (p. 9484) : son amendement n° 12 devenu sans objet. **Article 3** (p. 9490) : soutient l'amendement n° 15 de M. Ralite : l'abattement à porter sur le montant des ressources professionnelles du conjoint ; devenu sans objet ; (p. 9492) : soutient l'amendement n° 16 de M. Ralite tendant à ce que le barème prenne en compte l'intégralité des dépenses accessoires au loyer ; pourrait modifier l'amendement n° 16 de M. Ralite ; repoussé ; (p. 9494) : le refus de l'indexation par le Gouvernement ; assurer aux Français le droit au logement de qualité ; (p. 9496) : voudrait savoir si le Gouvernement veut s'engager dans la lutte à maintenir le pouvoir d'achat de l'APL ; souligne que le Gouvernement ne veut pas s'engager à maintenir le pouvoir d'achat de l'APL ; (p. 9497) : demande que l'on vote par scrutin public sur la dernière phrase de l'amendement n° 151 de la commission. **Son rappel au règlement** : demande que l'on mette aux voix la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 151 de M. Bécam ; déclare que le règlement a été tourné ; s'inscrit en faux contre les affirmations de M. Claudius-Petit selon lesquelles le but des communistes serait de détruire la société ; les manœuvres de M. Claudius-Petit ; son sous-amendement n° 152 devenu sans objet ; (p. 9498) : son amendement n° 18 devenu sans objet. **Après l'Article 3** (p. 9504) : souligne le caractère antisocial du projet. **Article 6** (p. 9507) : défend l'amendement n° 19 de M. Renard tendant à assurer la démocratie du conseil ;

retiré au profit de l'amendement n° 138 de M. Denvers. **Article 7** (p. 9508) : défend l'amendement n° 22 de M. Porelli tendant à supprimer le septième alinéa de l'article 7 afin de maintenir la péréquation et d'éviter une hausse inadmissible des loyers ; devenu sans objet ; (p. 9510) : défend l'amendement n° 23 de M. Porelli ; (p. 9511) : critique le couperet de l'article 40 ; devenu sans objet. **Article 9** (p. 9512) : défend l'amendement n° 24 de M. Ralite tendant à supprimer le système dit du tiers-payant ; les associations syndicales et familiales opposées au tiers-payant ; (p. 9515) : repoussé ; les limites de la concertation. **Article 11** (p. 9518) : défend l'amendement n° 25 de M. Renard ; retiré. **Article 17 A** (p. 9531) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Moreau tendant à supprimer l'article 17 A ; devenu sans objet. **Explications de vote** [16 décembre 1976] (p. 9546) : l'objectif réel de cette réforme : augmenter la charge de logement des familles françaises ; se prononce pour une politique sociale de l'habitat ; les solutions immédiates qui pourraient être envisagées ; l'aggravation de la situation des familles, des travailleurs ; le vote hostile du groupe communiste ; le droit au logement.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie (n° 3007).** **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4268) : la loi du 29 octobre 1974 ; faire ratifier l'austérité dans le domaine du chauffage ; l'abandon des gisements de charbon nationaux ; le retard pris dans la recherche d'énergies nouvelles ; l'isolation thermique ; le vote favorable du groupe communiste ; la renégociation des contrats de chauffe ; le champ d'application du texte ; la suppression de la TVA sur l'énergie nécessaire au chauffage des immeubles d'habitation. **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4290) : son amendement n° 29 : perception au taux zéro de la TVA sur le fuel domestique et modalités de financement de cette mesure ; repoussé. **Article 2** : **Article 2 de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4294) : le vote hostile du groupe communiste. **Article 2** : **Article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4296) : la modification de la durée des contrats et la détermination du délai après lequel ils pourront être révisés ; (p. 4298) : son amendement n° 47 soutenu par M. Jans ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 47 ; adopté par scrutin public ; (p. 4299) : le bouleversement du projet de loi par le biais des amendements ; (p. 4308) : son amendement n° 49 : participation des représentants des associations

intéressées à la renégociation des contrats et au contrôle effectif du service chauffage ; (p. 4309) : l'existence d'une commission nationale des charges ; le refus par le Gouvernement de la participation des usagers ; amendement n° 49 repoussé ; (p. 4310) : son amendement n° 31 : substitution du taux d'économies d'énergie de 5 % au taux de 10 % ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 4314) : le paiement des locataires ; la position du groupe communiste sur l'amendement n° 23 du Gouvernement. **Après l'Article 4** (p. 4316) : son amendement n° 34 : participation des représentants des sociétés intéressées à la renégociation des contrats et au contrôle effectif du service chauffage ; devenu sans objet. **Explications de vote** : l'officialisation de l'austérité dans les domaines de l'énergie et du chauffage ; la révision des contrats de chauffe ; (p. 4317) : le vote positif du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Equipement et aménagement du territoire. — **Equipement, aménagement du territoire et urbanisme**, rapporteur pour avis [16 novembre 1977 (p. 7523) : un projet du budget pour 1978 ; la diminution des autorisations de programme ; (p. 7524) : le transfert des responsabilités de l'Etat vers les communes en matière d'acquisitions foncières ; le rôle de la CAECL ; les crédits du FNAFU ; les autorisations de programme consacrées aux études et planifications urbaines ; les crédits affectés à la création et à l'aménagement d'espaces verts ; la substitution des POS aux anciens plans directeurs d'urbanisme intercommunaux et aux plans communaux d'urbanisme ; le problème des SDAU ; (p. 7524) : le contrôle du foncier ; le règlement national d'urbanisme ; l'achèvement de l'élaboration des POS par les communes ; (p. 7525) : la diversification de l'urbanisme français ; la responsabilité des élus locaux en matière d'urbanisme ; le droit des maires des villes de plus de 50 000 habitants à délivrer les permis de construire ; la diminution des crédits réservés à l'urbanisme ; l'insuffisance de la construction de logements sociaux ; l'avis favorable de la commission à l'adoption des crédits.

Logement [17 novembre 1977] (p. 7575-7576) : la difficulté de trouver des logements ; la faillite de la politique gouvernementale en matière de logement ; l'insatisfaction des demandes ; la réalité de la crise du logement en France ; la charge du logement ; la diminution du nombre de mises en chantier ; la réalité de l'APL ; le problème posé par la généralisation de la réforme ; l'amendement

du groupe communiste demandant la suppression de l'article 57 de la loi de finances ; l'expérience des « chalandonnettes » ; les scandales à la construction sous la V^e République ; (p. 7577) : la proposition de loi déposée par le groupe communiste tendant à promouvoir une politique sociale dans le domaine du logement ; l'augmentation du nombre des logements ; l'amélioration de leur qualité ; le projet de contre-budget présenté par M. Georges Marchais ; instituer un blocage temporaire des loyers ; stabiliser les loyers des nouvelles HLM ; diminuer les loyers et mensualités de certains logements vacants ; les logements inoccupés ; alléger les mensualités de remboursement des accédants à la propriété ; étendre et revaloriser l'allocation de logement ; la nécessité d'aides complémentaires pour les occupants à faibles revenus ; mettre en chantier un programme de 100 000 HLM locatives supplémentaires ; les propositions du groupe communiste pour une nouvelle politique du logement. **Rappel au règlement** (p. 7594) : le dépôt par le groupe communiste d'amendements déclarés irrecevables ; des amendements relatifs aux arrêts-saisies et aux expulsions ; la discrimination dont fait l'objet le Crédit mutuel parmi les organismes agréés pour la distribution des prêts de l'aide à l'accession à la propriété ; l'élargissement de l'exonération de la taxe départementale d'espaces verts. **Examen des crédits.** — **Etats B, C, D**, le vote hostile du groupe communiste. **Article 56** (p. 7599) : le vote hostile du groupe communiste sur l'article 56. **Article 57**, son amendement n° 229 de suppression ; l'expérimentation de la réforme de l'APL ; (p. 7600) : l'exposé des motifs de l'article 57 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205). **Discussion des articles** [1^{er} décembre 1977] (p. 8119) : l'opposition du groupe communiste à la réforme de l'aide au logement. **Etat A - Titre III : Equipement** (p. 8130-8131) : son amendement n° 17 : réduction de crédits ; le lancement d'une consultation nationale sur la qualité de l'habitat ; le problème des mal-logés ; l'affectation des crédits à l'amélioration de l'habitat ; l'affectation d'un prêt exceptionnel aux représentants du lotissement « Saint-Jacques 2 » de Carcassonne ; l'état de construction des « chalandonnettes » ; repoussé. **Etat B - Titre IV : Equipement** (p. 8134) : son amendement n° 18 : réduction de crédits ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8430) : la libération du prix des loyers ; (p. 8431) : la hausse des loyers ; la proposition de loi du groupe communiste relative au blocage des loyers et des annuités

d'accèsion à la propriété ; l'équilibrage des situations financières des organismes d'HLM ; l'irrecevabilité d'un amendement instituant le blocage des loyers ; (p. 8432) : la charge du logement des travailleurs modestes ; la gravité de la crise ; les conditions de logement des personnes modestes ; (p. 8433) : l'abstention du groupe communiste sur le vote de l'amendement n° 65 du Gouvernement. **Après l'Article 5** (p. 8436) : la non-application des dispositions de la loi aux loyers des HLM. **Article 7** (p. 8440) : réclame, au nom du groupe communiste, la suppression de l'article 7 ; l'augmentation du prix de l'eau ; la fixation du prix de l'eau ; (p. 8441) : la nécessité d'une augmentation des subventions de l'Etat ; soutient l'amendement n° 35 de suppression de M. Combrisson ; repoussé. **Article 8** (p. 8443) : l'irrecevabilité des amendements déposés par le groupe communiste ; la proposition d'une réduction de 50 % du prix des transports pour les personnes âgées non soumises à l'IRPP ; la gratuité totale des transports urbains, suburbains ou intercommunaux ; l'attribution d'un deuxième billet bénéficiant de la réduction pour congés payés. **Après l'Article 8** (p. 8446) : soutient l'amendement n° 16 de M. Combrisson : facturation aux prix de revient des fournitures d'électricité « haute tension » à la clientèle industrielle et interdiction d'augmentation du prix de l'électricité « basse tension » en 1978 ; les conditions de facturation de l'énergie « haute tension » aux gros utilisateurs d'électricité ; la charge supportée par les entreprises publiques ; la limitation du prix de l'électricité « basse tension » ; repoussé ; soutient l'amendement n° 17 de M. Gosnat : interdiction de l'augmentation du prix de l'essence et des produits pétroliers en 1978 et réintégration dans le bénéfice imposable des sociétés pétrolières de certaines provisions ; le racket auquel se livre le cartel pétrolier ; repoussé ; (p. 8447) : soutient l'amendement n° 19 de M. Dutard : interdiction de toute augmentation du prix des engrais à usage agricole durant l'année 1978 et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; repoussé. **Explications de vote** : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (n° 3199).** **Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 8969) : l'inadaptation de la politique du logement aux besoins ; les « chalandonnettes » ; la construction des établissements scolaires défectueux ; (p. 8970) : les scandales de la construction ; l'évolution du coût de la construction ; supprimer l'aspiration au profit maximal ; l'amélioration du texte par le Sénat ; les amendements de la commission de la production ; la nécessité d'une autre politique

économique et sociale. **Discussion des articles.** **Article 6** (p. 8991) : son amendement n° 3 : fixation du délai de garantie à un an ; adopté. **Seconde délibération. Article 2** (p. 9009) : les conditions de travail imposées à l'Assemblée ; le dispositif de l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Explications de vote** (p. 9010) : le vote favorable du groupe communiste.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code de l'urbanisme (n° 3298),** rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9077) : la prolongation du délai fixé par le code de l'urbanisme pour l'approbation des plans d'occupation des sols ; les raisons de la nécessité de la prolongation des délais ; le report de l'approbation des POS au 1^{er} juillet 1978 ; l'attribution de deux années supplémentaires aux villes de plus de 50.000 habitants ; la prolongation de deux ans des zones d'intervention foncière ; le report du délai d'approbation des POS pour les petites communes au 1^{er} janvier 1981 ; la désignation des représentants dans les commissions et groupes de travail chargés de l'élaboration des documents d'urbanisme ; l'arrêt du Conseil d'Etat sur le sujet ; (p. 9078) : l'insuffisance de la fixation des délais de prolongation à six mois ; la fixation du délai à un an ; demande à l'Assemblée d'adopter le texte du Sénat sans amendement ; les directives du Gouvernement relatives à l'accélération de l'élaboration par l'Etat des éléments nécessaires aux documents d'urbanisme ; le problème des courbes de bruit de Roissy et du tracé des autoroutes.

CAPDEVILLE (Robert)

Député de l'Aude
(3^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Fermeture de certaines usines par suite d'opérations de restructuration** [30 avril 1975] (p. 2276) : exemples des établissements Canat à Chalabre, de la fromagerie Lepetit et de l'usine William Saurin ; aide aux petites et moyennes entreprises.

— **Malfaçons dans certaines constructions HLM** [5 novembre 1975] (p. 7882) : développement de l'action revendicative des attributaires de constructions HLM du type « Chalandon » à la suite de malfaçons diverses.

• questions orales sans débat :

— (n° 24482) : **Détention préventive d'un viticulteur de l'Aude** [30 avril 1976] (p. 2512, 2513, 2514) : la détention de M. Teisseyre à la suite des événements dramatiques de Montredon ; demande le respect du principe qui veut qu'avant tout jugement, la liberté soit la règle et la détention, l'exception ; les raisons de l'exaspération vigneronne.

— (n° 37297) : **Conséquences des gelées** [22 avril 1977] (p. 2098, 2099) : les graves répercussions des gelées pour les agriculteurs du Midi et les viticulteurs de l'Aude ; l'indemnisation des ouvriers agricoles en cas de chômage partiel ; l'accélération de la procédure d'indemnisation ; la consolidation des prêts antérieurs ; l'élaboration d'une nouvelle loi sur les calamités agricoles.

• questions orales avec débat de :

— MM. Bayou (n° 8), Millet (n° 18986), Mayoud (n° 18988), Antoune (n° 19001), Maurice Cornette (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2021) : nécessité d'une politique d'orientation viticole ; report des dettes fiscales et des remboursements de prêts des viticulteurs.

— MM. Boudet (n° 18971), Falala (n° 19360), Ducoloné (n° 19428), Coulais (n° 19952), Gau (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3696) : son désir de voir les services de l'emploi de l'industrie et du commerce dépendre d'un seul ministère ; critique la politique de la DATAR ; la fermeture de l'usine Hutchinson-Mapa de Chalabre dans l'Aude.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la**

politique de l'éducation nationale (n° 442) [6 juin 1973] (p. 1828) : gratuité des transports scolaires ; discours de Provins ; aspect social et économique du problème ; coût ; fonctionnement défectueux de certains transports scolaires ; part de responsabilité de l'Etat ; décrets du 28 septembre 1959 et du 7 décembre 1965 ; vocation naturelle du département ; irresponsabilité des inspections académiques ; fermeture des écoles rurales ; problèmes économiques et écologiques qui en découleront ; coût des solutions à y apporter ; (p. 1829) : création de bourses ; charges des transports scolaires pour les familles et les collectivités locales, baisse du taux de la subvention de l'Etat, effort de l'Etat dans le département de l'Aude ; promesses de Provins ; financement des transports scolaires ; sa protestation contre la récupération par l'Etat de la TVA sur les transports scolaires.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 6** (p. 4120) : son amendement ayant pour objet d'exclure désormais les grandes surfaces du bénéfice du remboursement de la TVA au-delà du butoir ; [10 octobre 1973] : **Avant l'Article premier** (p. 4255) : son sous-amendement relatif aux moyens à mettre en œuvre permettant aux commerçants et artisans de s'insérer harmonieusement dans la politique d'aménagement du territoire ; (p. 4257) : son amendement tendant à l'institution d'une commission centrale du commerce et de l'artisanat ; examen régulier par une instance qualifiée de la situation du commerce et de l'artisanat et de l'application de l'orientation ; (p. 4258) : répond aux arguments du Gouvernement ; maintient son amendement ; [11 octobre 1973] : **Article 23** (p. 4309) : son amendement : représentation des coopératives de consommateurs à la commission d'urbanisme commercial ; retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Commerce et artisanat [29 octobre 1973] (p. 5012) : modestie du budget par rapport aux perspectives de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; ses réserves sur le montant des autorisations de programme et des crédits de fonctionnement ; sur la nouvelle présentation du budget ; modestie des attributions du ministre ; interventions d'autres ministères, légèreté de l'organisation administrative du commerce et de l'artisanat ; droit de regard du ministre de l'économie et des finances sur le service du commerce ; promesses de la loi d'orientation et réalités de l'organisation administrative, dotation du FDES et ressources des grandes surfaces, pouvoir du ministre de l'économie et des finances quant aux prêts du

FDES, estime que le ministre du commerce et de l'artisanat n'a pas les moyens de sa politique, demande la création d'un véritable ministère du commerce et de l'artisanat ; contrôle pédagogique du ministère de l'éducation nationale sur l'apprentissage ; crédits nécessaires aux actions de développement ; attributions que devrait avoir le ministère du commerce et de l'artisanat.

Développement industriel et scientifique : Etat C - Titre V [6 novembre 1973] (p. 5224) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre destinés aux interventions effectuées par l'Etat dans le cadre des actions de politique industrielle ; demande des crédits massifs et une autre politique.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5319) : crise des protéines ; possibilités de production de soja et de graines oléagineuses dans le Midi ; programmes d'irrigation de la région du Lauragais confiés à la compagnie du Bas-Rhône Languedoc ; refus du ministère d'accorder à la compagnie une extension de sa concession ; action du conseil général de l'Aude ; demande que soit activée la solution de ce problème ; retard de mise en œuvre d'un autre projet dans le département ; souhaite connaître la position du ministre vis-à-vis des grandes compagnies d'aménagement (Bas-Rhône Languedoc) ; chute des cours de la viande, garantie des prix sans caisse de péréquation ; absence de dotation pour l'ONIBEV.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5862) : la rigueur de ce budget dépasse les craintes ; ses observations sur le problème des auxiliaires.

Agriculture, FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6120) : l'Institut national de la recherche agronomique ; la crise des protéines ; les importations de soja ; les exportations de céréales ; la maîtrise de l'eau ; ne votera pas le budget.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7845, 7847) : aurait préféré la création d'un véritable service public plutôt que les mesures proposées ; insiste sur le rôle dévolu à l'éducation nationale ; regrette que l'article premier ne donne pas à l'Etat le rôle d'initiative et d'animation qui devrait lui revenir ; regrette la suppression de la sous-direction de l'enfance inadaptée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7854) : défend l'amende-

ment n° 119 de M. Saint-Paul tendant à substituer au mot « l'enfant », les mots « le mineur » ; adopté ; (p. 7855) : défend l'amendement n° 122 de M. Saint-Paul interdisant d'invoquer l'impossibilité matérielle ; repoussé. **Article 4** (p. 7862) : défend l'amendement n° 137 de M. Saint-Paul : composition des commissions de l'éducation spéciale ; repoussé.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 7** (p. 1501) : son amendement n° 104 : fixer à neuf ans au maximum la période d'un nouvel examen des quantités de denrées servant de base au prix du fermage — ne réviser celui-ci que lors du renouvellement du bail ; (p. 1502) : ne pas accroître l'instabilité du prix du fermage ; repoussé ; son amendement n° 105 : permettre de saisir le tribunal paritaire au cours de la troisième année de jouissance lorsque le prix est supérieur ou inférieur à la valeur maximale de la catégorie de bien ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° 1728). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 2** (p. 6542) : son amendement n° 20 : adaptation des épreuves physiques aux capacités de tous, y compris des handicapés ; adopté. **Article 7** (p. 6553) : son amendement n° 28 : garantir un débouché aux futurs étudiants en éducation physique en leur permettant de faire carrière dans tous les secteurs d'intervention ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7906) : souligne l'insuffisance des aides à l'équipement rural ; les difficultés de financement des opérations d'adduction d'eau : la charge de la TVA en ce domaine, attire l'attention sur l'exonération fiscale trentenaire accordée aux reboiseurs.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports (p. 8126) : le transfert des charges au détriment des collectivités locales ; la récupération par l'Etat des subventions au moyen de la TVA ; la politique de renoncement et d'abandon qui est celle du Gouvernement. — **III. Tourisme** [12 novembre 1975] (p. 8154) : les difficultés croissantes rencontrées par les collectivités locales pour accueillir les touristes ; les résultats de la mission interministérielle pour l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon ; revoir toute la politique touristique de la France ; prolonger la mission Racine au cours du VII^e Plan ; créer un fonds national de garantie au profit des collectivités locales.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7543) ; l'association nationale pour le développement agricole ; la crise du développement agricole ; la sécheresse ; accuser les conseillers agricoles pour masquer le vrai problème et éluder la solution ; (p. 7544) : les conseillers, souvent à l'origine de réalisations promotionnelles ; les conseillers polyvalents ; les conseillers spécialisés ; l'intérêt de l'AN-DA gaspillé au profit d'intérêts démagogiques ; les chambres d'agriculture ; la FNSEA ; la sélection plus rigoureuse des agriculteurs et leur subordination aux intérêts privés ; l'existence d'un complot ; le refus de la politique gouvernementale par les socialistes et la priorité donnée par eux à la formation des hommes.

Education [17 novembre 1976] (p. 8197) : le malaise de l'Université ; la formation des instituteurs ; la pédagogie ; une sélection trop rapide dès la cinquième ; l'enseignement secondaire ; une structure de formation nécessaire ; la création de centres de formation de maîtres dans l'enseignement obligatoire ; les maîtres auxiliaires. **Examen des crédits** [18 novembre 1976]. **Etat B. - Titre III** (p. 8245) : son amendement n° 267 de réduction soutenu par M. Mexandeau ; repoussé.

1977

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° 2847). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4466) : l'inefficacité de la législation actuelle ; la lourdeur de la procédure administrative préalable ; la priorité des exploitants voisins ; l'absence d'unité présidant à la conception des articles 39 et 40 du projet ; (p. 4467) : l'équilibre des procédures ; les pouvoirs du préfet ; le rôle des commissions de réorganisation foncière et de remembrement ; le refus du Gouvernement de trancher entre l'intérêt du capital et l'intérêt des usagers du sol ; la position des adhérents de la FNSEA ; les propositions socialistes d'instauration d'offices fonciers ; la nécessité d'une réforme d'ensemble du régime foncier ; les conséquences de l'état d'inculture des terres ; la politique agricole gouvernementale ; l'amendement du projet.

CARRIER (Edouard)

Député du Pas-de-Calais
(9^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative aux femmes qui vivent maritalement** (n° 1208) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les mines** (n° 2587) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi tendant à la dissolution de la Légion étrangère** (n° 2672) [8 décembre 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement* :

— **Calamités atmosphériques dans l'Ouest et le Nord - Pas-de-Calais** [20 novembre 1974] (p. 6789, 6790).

— **Reconnaissance des diplômes délivrés par les instituts universitaires de technologie** [21 mai 1975] (p. 2937) : reconnaissance du DUT et du BTS ; admission sur titres dans certaines écoles d'ingénieurs.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Logement** [15 novembre 1973] (p. 5789) : rénovation de l'habitat minier et droits acquis des mineurs ; (p. 5790) : droit au logement gratuit de la corporation minière ; ses remarques sur la création d'une société immobilière décidée en décembre 1972 par un comité interministériel ; proposition de loi du 9 novembre 1970 non rapportée, de son collègue M. Maurice Andrieu ; proposition de loi de son groupe du 20 juin 1973 ; décision de création d'une société immobilière prise par le conseil d'administration des houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; habitations gérées par la société immobilière de l'Artois, allocation aux personnes âgées, droit des mineurs retraités au logement gratuit dans une habitation rénovée ;

sa référence à la réponse de M. Charbonnel à une interpellation de M. Létouart, sénateur, sur le plan de rénovation des logements du bassin minier ; position de la direction des houillères.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6878) : évoque la situation des retraités et la proposition déposée par le groupe communiste en février 1974 sur le paiement mensuel des retraites.

1975

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 1480). **Discussion des articles** [29 avril 1975]. **Article premier** (p. 2215) : ses observations sur l'amendement n° 10 de M. Peyret.

1976

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° 2259). **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4932) : le nombre réduit de salariés qui profiteront de la loi ; une portée insuffisante ; le refus du Gouvernement de s'attaquer au problème de la durée du travail ; les mesures qui auraient été opportunes ; les inconvénients du texte gouvernemental ; le problème de l'application du projet dans les entreprises de transport ; (p. 4933) : réclame la limitation des heures supplémentaires et leur récupération intégrale en heures de repos compensateur. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4937) : son amendement n° 35 soutenu par M. Le Meur substituant les mots « quarante heures » aux mots « quarante-deux heures » ; repoussé ; (p. 4940) : son amendement n° 37 soutenu par M. Le Meur ; repoussé. **Article 5** (p. 4965) : son amendement n° 38 considérant que le repos compensateur doit intervenir dès que la durée normale de travail de quarante heures est dépassée ; devenu sans objet ; (p. 4966) : son amendement n° 39 indiquant que le recours aux heures supplémentaires doit être exceptionnel ; devenu sans objet ; son amendement n° 40 faisant double emploi avec l'amendement n° 37 ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Travail [15 novembre 1976] (p. 8019) : le nombre des accidents du travail ; l'augmentation sensible de celui des accidents graves ;

les mauvaises conditions de travail ; la prévention des accidents du travail ; l'inspection du travail ; (p. 8020) : le rôle des délégués du personnel ; la réparation des accidents ; les rentes d'accidents du travail ; la revalorisation des salaires ; l'instauration d'un véritable système de prévention et le respect des règles d'hygiène et de sécurité du travail ; les indemnités journalières ; la situation des victimes d'accidents du travail ou de maladies liées au travail.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 16** (p. 8799) : les revendications du personnel hospitalier ; leurs rémunérations ; les primes ; les conditions de travail.

1977

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° 2872). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3880) : la loi du 3 janvier 1975 ; l'insuffisance du projet de loi ; le maintien du taux de réversion de la pension du conjoint décédé, à 50 % ; les dispositions appliquées dans les pays du Marché commun ; les obstacles au versement de la pension de réversion ; les règles du cumul ; le rapport du comité des pensions du VII^e Plan ; la prévision d'étapes pour la mise en place du principe de l'abrogation du cumul entre pension de réversion et ressources personnelles ; (p. 3881) : la limitation du cumul de pensions pour le conjoint au niveau du minimum vieillesse ; la fixation du nouveau plafond à 70 % du montant maximum de la pension du régime général ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution aux amendements déposés ; la situation des veuves de moins de cinquante-cinq ans ; le coût financier du cumul intégral.

CARO (Jean-Marie)

Député du Bas-Rhin
(5^e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Donne sa démission de membre de cette commission [19 juin 1974] (p. 2807).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [19 juin 1974] (p. 2807), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Mission temporaire auprès du M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [26 mai 1976] (p. 3510), [1^{er} juin 1976] (p. 3566), [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre du conseil supérieur de la coopération [9 décembre 1976] (p. 9189), [10 décembre 1976] (p. 9248).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'institution d'une retraite pour les **secrétaires de mairie instituteurs** (n° 787) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **salaires social en faveur des veuves et femmes seules chargées de famille** (n° 790) [28 novembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 771) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les **double imposi-**

tions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ; signée à Paris, le 16 mars 1973 (n° 844) [14 décembre 1973].

— **Proposition de loi** relative aux **agences régionales d'investissements** (n° 2163) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la situation des **veuves de travailleurs non salariés des professions agricoles** (n° 2450) [30 juin 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Budgets civils : Industrie et recherche**. — **Annexe n° 24 : Industries agro-alimentaires** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Budgets civils**. — **Annexe n° 5 : Agriculture - Industries agro-alimentaires** (n° 3131) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le taux de la **pension de réversion** attribuée en application du code des pensions civiles et militaires de retraite (n° 3309) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Emissions politiques à la télévision** [19 mai 1976] (p. 3190) : le remplacement de l'émission du journal régional d'Antenne 2 du 6 mai par l'émission *La parole est aux partis politiques*.

— **Situation du groupe lainier Schlumpf** [13 avril 1977] (p. 1756) : conséquences pour l'Alsace de la cessation de l'activité du groupe textile Schlumpf ; acquisition du musée de l'automobile.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 24153) : **Jonction autoroutière entre la sortie Sud de Strasbourg et la voie express de la vallée de la Bruche** [21 mai 1976] (p. 3392, 3393) : la nécessité de désenclaver la région vosgienne.

— (n° 29520) : **Situation financière de certaines communes** [4 juin 1976] (p. 3826, 3827).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la **situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1148) : évoque le décret

du 18 janvier 1973 concernant les invalidités des incorporés de force alsaciens et lorrains, anciens des camps de prisonniers de l'URSS ; estime le texte insuffisant ; situation particulière des anciens internés du camp de Tambov ; souhaite une modernisation des méthodes et des structures.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (Droit de licenciement) (n° 197).** Discussion générale [22 mai 1973] (p. 1458) : son intervention sur le dépôt d'une motion de renvoi ; absence de débat au fond ; rôle des comités d'entreprise en matière de licenciement ; position de retrait par rapport aux recommandations de la commission de la CEE ; volonté de changement et de progrès social ; temps nécessaire à l'examen du projet ; dialogue entre le président de l'Assemblée et les jeunes parlementaires ; (p. 1459) : sa réponse au ministre du travail, de l'emploi et de la population ; mise en question de la méthode de travail de l'Assemblée.

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France (n° 501)** [20 juin 1973] (p. 2332) : évoque l'Europe politique ; les pionniers de l'après-guerre ; leur acceptation de l'Europe économique ; première étape avant l'Europe politique et de la défense ; l'obstacle permanent dressé face à la construction politique de l'Europe ; évoque le référendum sur l'élargissement des communautés ; l'attitude de l'opinion publique ; la conduite des affaires du pays par le Gouvernement ; les rapports entre diplomatie et politique ; l'attitude du Gouvernement à l'égard de la charte sociale européenne et de la convention européenne des droits de l'homme ; du projet de création d'un secrétariat politique européen ; de l'élection d'un parlement européen au suffrage universel ; du vote majoritaire au Conseil des Communautés ; estime que la France doit apporter la preuve de sa volonté politique ; l'image de l'Europe auprès des jeunes et de l'opinion ; la nécessité d'une base politique, d'une Europe populaire.

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion en agriculture (n° 449).** Discussion générale [27 juin 1973] (p. 2559) : maintien d'inégalités ; conditions de la femme ; difficultés des veuves mères de famille ; (p. 2560) : taux minimum de la pension de réversion ; garantie de ressources aux veuves mères de famille ; droit à pension ; augmentation du taux de liquidation ; suppression des règles de non-cumul ; remise en cause des principes de base des régimes de pensions des veuves.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646).** Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5742) : maîtrise des sols, acquisition de terrains par des étrangers en Alsace et en Lorraine, plans d'occupation des sols et insuffisance des moyens des communes, équipement routier et isolement de l'Alsace, axe Francfort-Bâle-Milan-Gênes, retard pris par le VI^e Plan en Alsace ; souligne l'urgence de l'achèvement de l'autoroute Lauterbourg-Bâle, situation de l'infrastructure routière en milieu rural, projet de voie rapide de la vallée de la Bruche, déséquilibre du développement de la vallée de la Bruche et du Val de Villé ; (p. 5743) : politique de développement régional européen et position du Gouvernement français ; (p. 5747) : concurrence que subira l'axe Nord-Sud du territoire français en raison du péage.

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [20 novembre 1973] (p. 6085) : UDR et autonomie des régions ; ses interventions au niveau départemental ; implantation d'une industrie et pouvoir de décision du ministère ; caractère excessif de la centralisation ; politique partisane et administration ; (p. 6086) : région et « participation » ; décentralisation et régionalisation.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et les Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 16 mars 1973 (n° 771), rapporteur.** Discussion générale [18 décembre 1973] (p. 7154) : opportunité de la révision des textes régissant les relations franco-néerlandaises ; travaux de l'OCDE ; (p. 7155) : convention du 30 décembre 1949 ; régime d'imposition des revenus des capitaux mobiliers ; montant des transferts de dividendes ; avoir fiscal.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de ses protocoles additionnels n°s 1, 3, 4 et 5 (n° 743).** Discussion générale [20 décembre 1973] (p. 7282) : expose les raisons de sa demande d'ajournement du projet et du retrait de cette demande ; (p. 7283) : réserve à l'article 15 de la convention en fonction de l'article 16 de la Constitution ; ses observations sur cette réserve ; souhaite que ne se développe pas l'impression que sous l'empire de l'article 16 nous puis-

sions admettre le risque de voir prendre des mesures non conformes à l'esprit de la convention.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 458) : se déclare persuadé que ce débat est en lui-même quelque peu contraire à l'efficacité des mesures prises.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1110). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3316) : examine la partie du projet de loi qui traduit les conséquences des mesures sociales arrêtées par le Gouvernement le 19 juin ; les prestations familiales sont en retard sur les prix réels ; (p. 3317) : demande une protection réelle du pouvoir d'achat de l'épargne qui constituerait un puissant facteur anti-inflationniste ; une réforme fiscale est d'une urgence absolue.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° 1245). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5162) : son amendement n° 2 tendant à faire entrer en vigueur la révision après le prochain renouvellement partiel du Sénat ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180) :

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5353) ; envisager un accroissement des dépenses publiques ; (p. 5354) : utiliser l'emprunt pour la réalisation d'équipements collectifs ; les signes de récession et de chômage sont nombreux ; il faut sauver l'emploi ; encourager une nouvelle génération d'entreprises formées spécialement pour l'exportation ; (p. 5355) : utiliser le relais régional ; la baisse de la natalité est plus angoissante que le déficit en devises étrangères.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7177) : analyse toutes les raisons qui dans l'histoire de notre société ont conduit au douloureux problème dont le projet de loi tente de régler la solution ; construire une nouvelle morale de sociétés. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7213) : son amendement n° 73, deuxième rectification : le médecin doit donner son accord à la demande de la femme ; adopté.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7983) : le contrôle parlementaire ; son adhésion à la politique du Président de la République ; renforcer la solidarité entre les Français ; la fonction législative ; la nécessité d'une union nationale ; les handicapés de la croissance ; le redéploiement de

l'économie ; une nouvelle politique de l'épargne et une nouvelle politique industrielle ; le renforcement de l'Europe ; la cohésion de la majorité.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6153) : rechercher une plus grande unité nationale ; (p. 6154) : mettre au point un système d'agences régionales d'investissements ; l'exclusion de la région rhénane des grands investissements prévus ; garantir le revenu de la mère de famille ; mettre rapidement en place les réformes de la fiscalité de l'entreprise et de la sécurité sociale. **Discussion des articles. Après l'Article 3** (p. 6182) : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 5 de M. Boulloche : doubler l'allocation exceptionnelle pour les familles qui n'ont pas été imposées sur l'IRPP en 1974 ; insiste sur l'intérêt social de son sous-amendement ; (p. 6184) : demande au Gouvernement de prendre des mesures pour que les moins favorisés soient rapidement identifiés ; retire son sous-amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) :

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7155) : un projet de budget fondé sur des hypothèses raisonnables ; l'aspect encourageant de l'évolution de la situation internationale ; mener une politique monétaire européenne plus dynamique ; l'avènement d'une nouvelle croissance ; l'insuffisance de l'effort en faveur des collectivités locales ; réaliser une démocratie sociale authentique ; la lutte contre le chômage ; assurer aux femmes un revenu social ; (p. 7156) : avancer sur la voie du régionalisme ; s'attaquer à l'inégalité des revenus — donner aux familles un revenu garanti.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7450) : la situation hospitalière de Schirmeck ; mener une véritable politique familiale ; prévoir un statut de la mère de famille.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7850, 7851) : mener une politique active de l'emploi ; le problème de la nouvelle croissance ; revoir le concept de productivité ; les actions en faveur des personnes du troisième âge ; les femmes et la politique de la famille ; le travail des jeunes.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8006) : les entreprises textiles des vallées vosgiennes ; le système de surveillance des importations ; le cas des sciages de chêne.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8282) : la politique régionale du Gouvernement ; le cas de la Bretagne, du Massif central et de la façade atlantique ; le problème des vallées vosgiennes ; le transport en commun dans les zones montagneuses ; donner un pouvoir contraignant au schéma d'aménagement régional.

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8597) : la nécessité de réduire les zones d'ombre ; ne pas limiter les ambitions régionales de FR 3 ; modifier le système de répartition de la redevance au profit de cette société ; tenter une opération complète de régionalisation.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2017). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9681) : la nécessité de clarifier le dossier ; la prise en considération des différents impératifs d'ordre démographique, économique et politique ; aboutir à une concertation entre toutes les organisations à l'occasion de la préparation du VII^e Plan ; (p. 9682) : les aménagements souhaités par le groupe des réformateurs ; l'importance de la qualité de la retraite ; atténuer la rupture avec la vie active. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9685) : son amendement n° 31 : permettre aux personnes qui liquident leur retraite de continuer à travailler à mi-temps dans l'entreprise qui les emploie ; retiré. **Explications de vote** (p. 9691, 9692) : les inégalités que le projet laisse subsister ; souhaite que le Gouvernement fasse un effort d'information ; considère que le débat a montré les inconvénients d'une approche non globale des problèmes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance** (n° 1949). **Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9831) : rend hommage au rôle joué par les travailleuses familiales ; leur rôle préventif ; l'insuffisance de leur nombre ; améliorer leurs conditions de carrière ; (p. 9832) : l'amélioration substantielle que constitue le projet ; reconsidérer en tout état de cause le rôle des travailleuses familiales ; l'attente par le groupe réformateur d'une politique familiale globale. **Explications de vote** (p. 9836) : voudrait être sûr que le conseil des ministres se penche sur la politique familiale avant la fin de l'année.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2577) : ses regrets quant à l'attribution des crédits du plan de soutien à l'économie ; la situation défavorisée de

l'Alsace ; demande que le Gouvernement en tienne compte pour les mesures d'aide à l'économie ; les difficultés pour les exportateurs français qui risquent de résulter de l'article premier du projet ; le soutien des réformateurs à la politique de croissance économique.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2883) : transférer et transposer la démocratie dans l'entreprise, une idée qui n'est pas nouvelle ; accepter la remise en cause des idées reçues jusqu'à présent ; (p. 2884) : les limites du caractère véritablement réformateur des propositions contenues dans le rapport Sudreau ; développer les secteurs d'activité sans but lucratif, facteurs de cohésion sociale, de développement régional, de participation et d'orientation de l'activité vers une nouvelle croissance ; le problème fondamental de la participation des travailleurs à la vie et à la propriété de l'entreprise ; la nécessité de réforme de structures pour réaliser des progrès sociaux.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3670) : son devoir est de ne pas contribuer à démoraliser l'opinion ; les intentions du Président de la République ont été oubliées ; il est nécessaire d'imposer les plus-values en capital qui pour l'instant ne le sont pas, à quelques exceptions près ; l'Assemblée doit jouer son rôle qui est d'informer et de former l'opinion au lieu de se diviser.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4675) : rend hommage au travail accompli par ceux qui ont élaboré le Plan ; les problèmes qui restent posés jusqu'à la mise en application des PAP ; un Plan déjà largement périmé ; un financement mal assuré ; approuve la méthode des PAP ; souhaite la création de nouveaux PAP en cours d'exécution du plan ; (p. 4676) : souhaite qu'au programme n° 14 soit ajouté un chapitre relatif au revenu familial garanti ; la nécessité d'une plus large marge d'initiatives laissées aux régions ; des efforts à réaliser pour obtenir le consensus ; souhaite l'instauration d'une véritable démocratie dans l'entreprise qui suppose l'abandon de l'idée de lutte des classes et le changement de l'attitude des syndicats.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7454) : les 0,71 % du budget ; souhaite que le sport devienne partie intégrante de la vie de chaque citoyen ; la formation sportive ; (p. 7455) : l'intégra-

tion de la politique du secrétariat d'Etat dans l'action anti-chômage et anti-inflation du Gouvernement et dans l'œuvre de développement des zones économiquement sous-développées du territoire ; le développement des sociétés locales ; les maisons de jeunes menacées d'asphyxie.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7838) : la construction de l'Europe ; le rayonnement de la France ; la prise de position de la France vis-à-vis du Liban ; le siège des institutions européennes ; (p. 7839) : retrace l'historique de Strasbourg et ses mérites ; la construction du nouveau bâtiment du Conseil de l'Europe.

Industrie et recherche, rapporteur spécial pour les industries agro-alimentaires [16 novembre 1976] (p. 8099) : les industries agro-alimentaires ; les travaux préparatoires du VII^e Plan ; la seconde branche industrielle française ; la consommation alimentaire ; (p. 8100) : l'autoconsommation ; la consommation de produits non transformés ; le financement ; les résultats d'exploitation d'entreprises françaises, allemandes et britanniques ; la régression de la capacité d'autofinancement ; le PAP du VII^e plan ; le comité national des industries alimentaires ; les programmes sectoriels ; les aides financières de l'Etat ; (p. 8101) : l'investissement français à l'étranger ; la promotion des exportations ; les aides du FORMA, de l'ONIBEV, de la SOPEXA et de l'AGREX ; les créations d'emplois ; la qualité des produits.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Après l'Article 5** (p. 8789) : son amendement n° 1 non soutenu.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3823) : l'attachement de l'Alsace à l'idée européenne ; l'application de l'article 138 du Traité de Rome ; les déclarations des hommes politiques européens ; la nécessité d'une unanimité des partenaires de l'Europe ; l'existence d'une réelle majorité en faveur de l'Europe.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° 2830). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3861) : l'effort accompli par le Gouvernement ; le caractère partiel des mesures proposées ; substituer des réformes de structures aux mesures d'assistance ; l'application du

texte à 31 % du nombre total des femmes salariées ; la non-rémunération de la période de congé ; le problème de la garantie de réembauchage ; la question de la couverture sociale du bénéficiaire du congé ; (p. 3862) : la nécessité d'une loi-cadre ; la définition de la politique française de la famille ; la globalité du problème ; la proposition de loi relative à l'institution d'une garantie sociale et d'une garantie de revenus pour les mères de famille seules. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-28-1 du code du travail** (p. 3865) : faire bénéficier les deux parents du congé parental.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2686). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4241) : les conditions de discussion du texte ; le non-emploi des jeunes ; l'apport que peut représenter l'artisanat ; la tradition artisanale dans la région Alsace ; les liens entre l'apprenti et le maître d'apprentissage ; le refus de la qualité d'artisan aux grumiers ; l'allègement des charges qui pèsent sur les maîtres ; la charge administrative ; l'introduction de la référence à l'enregistrement au registre des entreprises valable pour les départements d'Alsace et de Lorraine ; le dispositif du projet de loi ; l'augmentation du nombre des postes d'inspecteurs de l'apprentissage ; la désaffectation et la dévalorisation dont fait l'objet l'apprentissage ; la reconnaissance par le Gouvernement de la possibilité pour l'artisanat de créer très rapidement de nouveaux emplois ; l'insuffisant effort fait en matière d'enseignement de l'apprentissage ; les mesures prises par la fédération nationale du bâtiment ; (p. 4242) : la comparaison de la formation d'apprenti et de celle des CET ; la sécurité des débouchés ; les conditions du vote favorable du groupe réformateur. **Discussion des articles. Article 6** (p. 4252) : son amendement n° 58 : précision par décret en Conseil d'Etat des conditions de la formation ; la durée de la formation ; adopté. **Article 7** (p. 4253) : l'article 40 de la Constitution ; les atténuations des charges en faveur des entrepreneurs n'ayant pas de salariés ; le dispositif du projet de loi en matière d'aide financière aux entreprises ; l'absence d'obligations susceptibles de s'imposer aux pouvoirs réglementaires ; la nature et le contenu de la prime ; la procédure mise en place ; (p. 4256) : le retrait du sous-amendement n° 49 de M. Aubert.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° 2847). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4467) : le développement de l'agriculture montagnarde ; l'aspect financier du problème des terres incultes ; les faibles rendements des exploitations agricoles

montagnardes ; l'amendement de la commission étendant à toute personne physique et morale le droit de prétendre à l'exploitation des terres incultes ; (p. 4468) : la notion d'agriculture familiale ; l'orientation des activités en cours ; l'importance de la promotion de l'élevage et de l'herboriculture ; l'importance des problèmes du zonage ; la procédure du zonage ; la nécessité de simplifier le processus d'établissement des plans de zonage ; le souhait de certains maires de mesures autoritaires de la part des pouvoirs administratifs ; la nécessité d'une politique globale en faveur des zones rurales défavorisées ; le bénéfice par les communes des primes d'encouragement ; son soutien au projet de loi. **Explications de vote** [30 juin 1977] (p. 4513) : le soutien du groupe des réformateurs au Gouvernement ; les conditions de mise en œuvre d'une politique globale de l'aménagement de la montagne.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA**, rapporteur spécial pour les industries agro-alimentaires [26 octobre 1977] (p. 6623) : son remplacement par M. Schloesing.

CARPENTIER (Georges)

Député de la Loire-Atlantique
(6^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [11 juillet 1974] (p. 3502), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre

et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Démissionne de cette commission [11 juillet 1974] (p. 3502).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement* :

— **Programmes d'équipements en faveur de l'Auvergne et du Limousin** [25 juin 1975] (p. 4719) : la situation préoccupante d'autres régions (façade atlantique, Ouest de la France).

• *questions orales sans débat* :

— (n° 1791) : **Licenciements aux usines Babcock** [30 mai 1973] (p. 1693, 1694, 1695) : diminution du potentiel d'emploi de la région nazairienne.

— (n° 10241) : **Dégradation de l'emploi** [9 octobre 1974] (p. 4905).

— (n° 20148) : **Foyers de jeunes travailleurs** [20 juin 1975] (p. 4574) : les difficultés d'un certain nombre de foyers de jeunes travailleurs ; (p. 4575) : animation des foyers ; mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de la mobilité des travailleurs.

— (n° 22972) : **Emploi des jeunes** [10 octobre 1975] (p. 6788, 6789) : dégradation de la situation de l'emploi des jeunes, des femmes et des personnes qualifiées ; insuffisance des mesures prises par le Gouvernement ; nécessité d'appliquer les propositions contenues dans le programme commun.

— (n° 28091) : **Développement économique de la Basse-Loire** [30 avril 1976] (p. 2509, 2510) : le développement du port Nantes - Saint-Nazaire ; ses inquiétudes quant à d'éventuelles fermetures d'entreprises ; l'implantation d'un terminal méthanier sur la zone portuaire de Saint-Nazaire - Montoir ; la construction de liaisons routières rapides.

— (n° 28796) : **Travail temporaire** [14 mai 1976] (p. 3079, 3080) : les faibles améliorations de la situation des travailleurs intérimaires depuis le vote de la loi sur le travail temporaire ; nécessité de placer ces travailleurs sous l'égide de l'Agence nationale pour l'emploi et de les doter d'un statut complet.

— (n° 32299) : **Chômage des jeunes** [15 octobre 1976] (p. 6706, 6707, 6708) : insuffisance des remèdes adoptés par le Gouvernement ; risques de l'extension du contrat à durée déterminée et de la prime de mobilité ; insuffisance du nombre des jeunes touchés par les « contrats emploi formation » et « contrats insertion » ; nécessité de s'engager dans deux voies : formation des jeunes, maîtrise de l'économie.

— (n° 37046) : **Mobilité de la main-d'œuvre** [15 avril 1977] (p. 1871, 1872) :

la mobilité croissante de la main-d'œuvre, contraire à l'équilibre familial et au développement rationnel de l'aménagement du territoire ; une solution peu satisfaisante au problème de l'emploi.

— (n° 39186) : **Situation de l'emploi dans la Loire-Atlantique** [24 juin 1977] (p. 4206, 4207) : la dégradation de la situation de l'emploi : fermeture d'entreprises, non-installation d'industries de remplacement, crise dans la construction navale et l'aéronautique ; l'échec des plans du Gouvernement ; la nécessité de changer de politique.

• *questions orales avec débat* :

— (n° 15162) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7682, 7682) : augmentation croissante du nombre des demandeurs d'emploi ; (p. 7684) : chômage technique ; les mariages Peugeot-Citroën et Saviem-Berliet ; l'aide accordée par l'Etat sans contrôle ; la nationalisation ; (p. 7685) : le faux dilemme : inflation ou chômage ; les mesures à prendre : libéralisation du crédit, semaine de quarante heures, retraite à soixante ans, mise en œuvre d'une véritable planification.

— de MM. Boudet (n° 18971), Falala (n° 19360), Ducoloné (n° 19428), Coulais (n° 19952), Gau (n° 19963) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3960) : les avertissements de la gauche ; la situation particulièrement critique des petites et moyennes entreprises ; l'absence d'une politique d'aménagement du territoire ; la crise dans le bâtiment et les travaux publics ; la relance de la consommation par l'élévation du pouvoir d'achat ; (p. 3691) : nécessité d'une sorte de « new deal » ; (p. 3701) : recherche d'une solution nationale au problème des jeunes et des travailleurs immigrés.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° 197). **Explications de vote** [29 mai 1973] (p. 1638) : explique le vote de son groupe contre l'ensemble du projet de loi.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1765) : situation de l'enseignement technique ; nécessité de sa revalorisation ; formation des personnels qualifiés, priorité donnée par le VI^e Plan à l'industrialisation ; population scolaire issue des milieux les plus modestes ; équipements et personnel qualifié ; insuffisance du nombre des CET, maîtres auxiliaires ; conditions de la révision indiciaire ; pénalisation des jeunes enseignants ; (p. 1766) ; inadéquation de l'enseignement

technique ; scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; classes pratiques, classes de préapprentissage ; formation professionnelle, contrôle de la formation ; privatisation de l'enseignement technique ; professions de l'informatique ; cours privés ; l'enseignement technique partie intégrante de l'éducation nationale.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article premier** (p. 2080) : vote de son groupe contre l'article modifié par l'amendement du Gouvernement.

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° 273). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2135) : retards apportés dans le règlement des problèmes en cause, évolution de la civilisation, politisation tenant au fait que ce problème a été trop longtemps différé, son inquiétude quant aux retards apportés à la parution des décrets d'application de la loi de 1967, caractère indissociable de l'information, de la contraception et de l'avortement, composition du conseil supérieur de l'information sexuelle, problème de son efficacité, caractère limité de son action, nécessité de mesures dans les domaines de l'école et de la famille, dignité de la femme, nécessité de lui assurer sa place pleine et entière dans notre société.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5502) : évoque les problèmes du théâtre et les subventions accordées aux compagnies et aux maisons de la culture ; il déplore les charges qui accablent le théâtre privé ; (p. 5503) : il évoque la situation du jeune théâtre et demande une aide en faveur des tournées théâtrales.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5650) : préparation à la profession dans l'enseignement technique ; (p. 5651) : désaisissement de l'enseignement technique public, insuffisance des équipements, recrutement et formation des enseignants, problème des auxiliaires, conditions de rémunération, rénovation pédagogique, méthodes d'enseignement et objectifs, inadéquation de l'enseignement technique, formation professionnelle et enseignement privé, dégradation progressive de l'enseignement technique public, son désaccord sur le volume des crédits et sur la conception même de la politique scolaire du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs sala-**

riés (n° 642). **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6448) : répond aux propos du secrétaire d'Etat sur les votes de son groupe sur les projets sociaux du Gouvernement ; politisation du projet par la majorité ; champ d'application du projet ; discrimination parmi les salariés pouvant être concernés ; rôle attribué aux assemblées générales des sociétés ; importance attribuée au décret d'application ; analyse le sens et la portée du projet ; participation et nouvelle société ; ses observations sur le sens de l'actionnariat ; maintien de la condition ouvrière ; (p. 6449) : information et possibilités de contrôle des salariés ; responsabilités et pouvoirs de décision des travailleurs ; attitude des travailleurs à l'égard de l'actionnariat ; avantages fiscaux accordés aux entreprises ; demande la suppression de la clause d'incessibilité de l'article 8 ; dépréciation du pouvoir d'achat ; application des lois sociales ; situation économique et financière ; système capitaliste et loi du profit ; se prononce pour un socialisme démocratique. **Discussion des articles** : **Après l'Article 13** (p. 6467) : ses observations sur les amendements de MM. Lauriol et Bernard Marie ; dénaturation de l'esprit du projet de loi ; (p. 6471) : vote de son groupe contre l'ensemble du projet de loi. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7210) : explique le vote de son groupe contre le texte de la commission mixte paritaire.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5791) : la dégradation de l'emploi ; les réductions d'horaires ; le chômage technique ; les mises en pré-retraite ; les menaces sur des secteurs importants de notre économie ; (p. 5792) : l'application de l'accord du 14 octobre 1974 sur les licenciements pour causes économiques aux travailleurs du bâtiment, des PME, du commerce et de l'artisanat ; l'accord tempère les conséquences du mal mais laisse intactes ses causes ; demande au ministre de mettre fin à certaines pratiques abusives en matière de décentralisations industrielles ; fermeture d'usines après encaissement des primes, chantage au chômage ; sa question écrite relative à une fabrique de caravanes toujours sans réponse ; le gaspillage des deniers publics ; les aides de l'Etat doivent entraîner un droit de regard sur la marche de l'entreprise ; le refus d'informer les syndicats sur la situation de l'entreprise ; l'exemple de la Société nationale d'industrie aéronautique et spatiale ; le chômage conjoncturel est venu s'ajouter à un chômage structurel ; une politique sélective du crédit est préférable aux mesures globales qui

ont été prises ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche en votant contre ce budget dit non à l'ensemble de la politique économique et financière du Gouvernement.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5864) : l'enseignement technique public est-il responsable de l'insuffisance de qualification professionnelle des jeunes ? les dangers de la loi Royer ; insuffisance de la capacité d'accueil des collèges d'enseignement technique ; (p. 5865) : la formation des maîtres n'est pas encore mise en place ; l'inexistence d'un véritable enseignement supérieur technologique.

Transports. — III. Aviation civile [18 novembre 1974] (p. 6653) : le Mercure ; la commercialisation de Concorde et d'Airbus ; la Corvette ; l'emploi à la SNIAS ; les services commerciaux ; Concorde ; la SNIAS tributaire de Dassault ; l'indépendance économique ; ne votera pas le budget.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6756) : la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et la correction des déséquilibres ; la décentralisation industrielle : la société Caravelair à Trignac ; les opérations de grande envergure : Dunkerque-Calais, Le Havre, Fos, Languedoc-Roussillon ; l'aménagement de la façade Atlantique ; ne votera pas le budget.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685)**. **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3545) : la réduction de l'émigration des régions rurales vers les centres urbains ; nécessité d'une politique des revenus pour les petites exploitations agricoles ; l'exemple de l'entreprise Sotriméc ; le cas des chasseurs de primes ou d'avantages fiscaux ; le gaspillage des deniers publics sous forme d'aides ; l'absence de contrôle sur les fonds du FDES, FIAT, FAD ; ne pas fonder une politique de l'aménagement du territoire sur le coup par coup ; (p. 3546) : l'absence de toute action sérieuse pour réduire les disparités régionales ; l'avenir de l'Ouest lié au développement des voies de communication ; l'abandon du bassin de la Loire.

— **Projet de loi modifiant et complétant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes (n° 1486)**. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4248) : un texte qui se borne à légaliser la pratique courante ; admettre la notion de pénibilité du travail pour les femmes enceintes. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4248) : son amendement n° 3 : rendre obligatoire la consultation du médecin du travail en cas de désaccord

avec l'employeur ; repoussé ; (p. 4249) : son amendement n° 4 : impossibilité en cas de changement de poste à la demande de l'employeur de décider d'une diminution de rémunération ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1975] (p. 7834) : la dégradation de la situation de l'emploi ; prendre en compte le chômage partiel et la réduction des horaires ; la réduction en pratique des mesures prises en faveur des travailleurs licenciés pour cause économique ; les inconvénients du contrat de formation professionnelle ; (p. 7835) : l'insuffisance des moyens de l'AFFA ; la volonté d'habituer le pays à un volant d'un million de chômeurs ; l'impossibilité pour le plan de soutien de réduire le chômage partiel ; le plan du parti socialiste concernant l'emploi ; la nécessaire stimulation de la consommation populaire et le changement des mécanismes de l'économie.

Education [12 novembre 1975] (p. 8203, 8204) : l'insuffisance des moyens consacrés à l'enseignement technique ; les erreurs commises par les prédécesseurs du ministre actuel de l'éducation ; le rapport CES-CET ; les échecs des classes de transition et des classes pratiques ; le cas des ateliers techniques annexes ; l'abandon de la formation professionnelle au patronat ; faire de l'enseignement technique l'égal des autres enseignements ; l'hostilité du groupe socialiste au budget présenté par le ministre.

Transports. — **III. Aviation civile** [14 novembre 1975] (p. 8417) : les inquiétudes existant quant à l'avenir de l'industrie aéronautique ; exploiter la renommée de l'Airbus ; le sort de l'établissement de Suresnes ; le successeur de Concorde ; l'emploi à l'aérospatiale ; la place de notre industrie aéronautique par rapport aux Etats-Unis.

— **Projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° 1933). **Discussion générale** [28 novembre 1975] (p. 9118) : s'interroge sur la réalisation des espoirs contenus dans la loi de juillet 1971, elle-même en retrait par rapport aux accords du 9 juillet 1970 ; insiste sur la nécessité d'un agrément des organismes de formation ; l'insuffisance des mesures prévues pour le contrôle de l'utilisation des équipements de formation ; la pratique contestable des stages-récompense ; appelle l'attention du ministre sur le fait que la participation des employeurs n'atteint pas les engagements prévus dans la loi de juillet 1971 ; le contrôle qualitatif souhaitable des actions de formation ; (p. 9119) : les dix points du programme socialiste en matière

de formation continue. **Discussion des articles.**

Article premier (p. 9120) : son amendement n° 42 : prévoir l'obligation d'un agrément ; repoussé ; (p. 9121) : son amendement n° 10 relatif à l'information des comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle ; retiré ; (p. 9123) : son amendement n° 16 : préciser la nature des opérations de démarchage interdites ; adopté ; (p. 9125) : son amendement n° 26 : renforcer la responsabilité du dispensateur de formation ; retiré ; (p. 9128) : son amendement n° 18 : prévoir la publication d'un prix de revient moyen de l'heure stagiaire ; repoussé. **Article 2** (p. 9129) : son amendement n° 19 : calcul de l'amortissement des matériels consacrés à la formation ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 9130) : son amendement n° 29 : organiser une meilleure information des comités d'entreprise ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° 2005). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9643) : juge très insuffisant le projet de loi ; les amendements proposés par le groupe socialiste ; les limites du projet quant au problème des équivalences et face à la situation des salariés agricoles ; un projet qui ne correspond en rien à la situation actuelle des travailleurs ; la nécessité d'un retour aux 40 heures. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9646) : son amendement n° 11 : ramener de 48 à 45 heures la durée maximum du travail et supprimer la référence aux douze semaines ; repoussé. **Explications de vote** (p. 9652) : l'insuffisance du projet ; l'amélioration qu'il apporte à 500.000 travailleurs ; l'abstention du groupe socialiste.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Après l'Article 59** (p. 1768) : se demande si les dispositions de l'amendement n° 325 de M. Fanton permettront de faire démolir une gare à Saint-Nazaire dont l'état de délabrement présente un grand péril.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [17 juin 1976]. **Article 9** (p. 4298) : sur l'amendement n° 64 de M. Boscher, juge peu convenable de se préoccuper dans les circonstances actuelles de fourrures et de bijoux.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Travail [15 novembre 1976] (p. 8012) : le budget du ministère du travail, le reflet d'une prise de conscience et l'affirmation d'une

volonté ; les accidents du travail ; le problème du droit à réparation et celui de la prévention ; l'assurance maladie-invalidité ; l'assurance vieillesse ; l'indemnisation des ayants droit ; la revalorisation des rentes ; l'importance de la prévention des accidents du travail ; les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité dans les entreprises ; les inspecteurs du travail ; la généralisation des comités d'hygiène et de sécurité ; la durée du travail.

1977

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante (n° 2388). Lettre rectificative (n° 2754). Discussion des articles [9 juin 1977]. Après l'Article premier (p. 3630) :** la confusion qui règne au sein du débat.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes (n° 2921). Discussion générale [21 juin 1977] (p. 3990) :** les obstacles rencontrés par le projet de loi relatif à l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; le problème de la sanction populaire ; les éventuelles conséquences d'une abstention massive des électeurs ; la culpabilisation de l'Europe ; (p. 3991) : la construction européenne ; l'Europe des Etats et celle de la Communauté ; la non-application du traité de Rome ; la viticulture ; le caractère européen des solutions à trouver aux problèmes économiques et industriels ; les relations entre indépendance nationale sur le plan économique et construction européenne ; l'accord du groupe du PSRG ; l'influence des sociétés multinationales ; le programme commun de la gauche ; démocratiser l'Europe ; l'aventure de la construction européenne ; les rapports entre l'Europe et les pays en voie de développement. **Discussion des articles. Avant l'Article premier (p. 3996) :** le caractère touffu du débat ; la défense de l'Europe ; les compétences du Parlement européen ; la décision du Parlement italien ; la participation des partis politiques étrangers à la campagne électorale ; la suffisance de la référence au traité de Rome. **Explications de vote (p. 4012) :** le vote favorable du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; le projet de pacte pour une union d'Etats européens rédigé par M. Debré ; (p. 4013) : les notions d'indépendance et de souveraineté nationales ; le vote positif du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage (n° 2686). Discussion des articles**

[27 juin 1977]. **Article premier (p. 4244) :** son amendement n° 15 soutenu par M. Mexandeau ; repoussé. **Article 2 (p. 4247) :** son amendement n° 16 soutenu par M. Mexandeau ; repoussé ; (p. 4248) : son amendement n° 52 soutenu par M. Mexandeau ; repoussé. **Article 3 (p. 4249) :** son amendement n° 17 soutenu par M. Mexandeau ; repoussé. **Article 4 (p. 4250) :** son amendement n° 19 soutenu par M. Mexandeau ; repoussé. **Article 6 (p. 4251) :** son amendement n° 20 soutenu par M. Mexandeau ; repoussé. **Article 7 (p. 4254) :** son sous-amendement n° 30 soutenu par M. Gilbert à l'amendement n° 22 du Gouvernement ; devenu sans objet.

CARRIER (Michel)

*Député de l'Ain
(RI, puis R).*

En remplacement de M. Anthonioz décédé le 31 août 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J.O.* du 3 septembre 1976) (p. 5351), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6307).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [5 octobre 1976] (p. 6334).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [6 octobre 1976] (p. 6422) [2 avril 1977] (p. 1464).

CATTIN-BAZIN (Maurice)

*Député de l'Isère
(7^e circonscription)
(RI, puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Crise dans les entreprises textiles de la région lyonnaise** [5 novembre 1975] (p. 7887) : aide aux entreprises existantes ; réexamen du problème d'importation de certains produits textiles.

- *question orale avec débat :*

— (n° 1358) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2002) : importance sociale du problème ; (p. 2004, 2005) : nécessité d'instaurer entre producteurs et acheteurs une véritable politique contractuelle.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles (n° 198). Discussion générale** [15 mai 1973] (p. 1254) : proposition de loi du groupe des républicains indépendants tendant au même objet ; statut des aides familiaux ; durée des congés de formation ; participation à la prime des décisions ; suppression de la limite d'âge ; incitations nécessaires à prévoir ; prêts bonifiés du crédit agricole ; application des dispositions de l'ordonnance régissant l'intéressement au bénéfice des entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Agriculture et développement rural, FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5327) : crédits prévus pour le FEOGA et pour les bonifications d'intérêts ; ses réserves sur le taux d'augmentation globale des crédits ; ses observations sur la présentation du budget ; (p. 5328) : politique de la montagne, bourses de l'enseignement agricole, parité, crédits de la recherche agronomique ; subventions aux bâtiments d'élevage, crédits d'orientation du FORMA, remembrement, coût des travaux connexes, infrastructure rurale, industries agricoles et alimentaires ; son inquiétude quant à l'enseignement agricole, situation des producteurs de tabac, politique contractuelle avec le SEITA.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6036) : la présentation hermétique

du budget ; le BAPSA marque l'effort social en faveur des agriculteurs ; les cotisations professionnelles ; l'enseignement agricole et les établissements privés ; les bourses d'enseignement ; la recherche de l'INRA ; l'élevage ; la prime à la vache ; la sélection animale ; les crédits d'équipement ; les objectifs du VI^e Plan ; (p. 6037) : le revenu des agriculteurs.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7920) : demande de crédits plus importants pour la sélection animale, la prophylaxie contre la brucellose, l'indemnisation des calamités et l'enseignement agricole.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7547) : la modernisation de l'agriculture compromise par la faiblesse des équipements ; le risque encouru par l'économie française en raison de la pénalisation et de la baisse des revenus des agriculteurs ; la diminution sensible des crédits réservés au remembrement rural ; la nécessité de clarifier le budget et de définir la part du budget affectée aux équipements collectifs ruraux ; l'absence des crédits nécessaires à l'identification pérenne des animaux ; l'élevage, priorité des préoccupations de la dernière conférence annuelle ; la nécessité pour les chambres d'agriculture et l'ANDA de continuer leurs actions ; la situation dramatique des agriculteurs ; la sécheresse ; majorer les IVD ; l'action difficile du ministre.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6630) : l'importance des dépenses sociales agricoles ; le poids des prestations vieillesse ; l'augmentation des cotisations directes ; les progrès réalisés en matière de retraites agricoles ; le niveau moyen des retraites ; la faiblesse des retraites complémentaires ; l'accroissement du minimum vieillesse ; les IVD ; la nécessité de les réévaluer ; (p. 6631) : l'accroissement du nombre des travailleuses familiales ; l'effort du Gouvernement en faveur des agriculteurs.

CAURIER (Pierre)*Député de la Marne**(4^e circonscription)**(UC, puis NI, puis app. UDR et app. RPR).*

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Stasi Bernard, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe union centriste [9 mai 1973] (p. 1103).

N'appartient à aucun groupe [10 juillet 1974] (p. 3489).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [*J.O.* du 2 avril 1976] (p. 2027), [2 avril 1976] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 mai 1973] (p. 1429), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

INTERVENTIONS**1975**

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Discussion des articles** [14 octobre 1975]. **Article 7 (suite)** (p. 6850, 6851) : son amendement n° 374 : prévoir l'intervention de la décision définitive du juge de l'expropriation deux mois avant l'expiration de la validité du permis de construire ; retiré.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3234) : la demande par de nombreux députés d'un texte engageant une politique familiale d'ensemble ; les mesu-

res ponctuelles qui ont été prises ; le bénéfice pour les familles d'avantages différents ; la progression de l'aide aux familles ; l'excédent de la caisse des allocations familiales ; la simplification des procédures ; les insuffisances du projet de loi ; la non-prise en compte du nombre d'enfants à partir de trois ; le plafond de ressources ; l'importance du nombre de familles comptant deux enfants de plus de trois ans et bénéficiant des allocations de salaire unique ; le caractère discriminatoire de l'exclusion de ces familles de l'octroi du complément familial ; les conséquences sur l'emploi des femmes de la suppression de l'allocation de salaire unique ; la chute de la natalité.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Équipement et aménagement du territoire. — Équipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7541) : les problèmes routiers ; la charge communale de l'entretien de la voirie vicinale ; la route nationale 4 ; la création d'une association pour l'aménagement de la RN 4 ; le développement industriel du département de la Marne.

CAVAILLÉ (Marcel)*Sénateur de Haute-Garonne**(App. RI).*

Secrétaire d'Etat aux transports du 8 juin 1974 au 25 août 1976.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (transports) du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (transports) du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé secrétaire d'Etat aux transports (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux transports (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports) (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement

(Transports) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [J.O. du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1^{er} avril 1977 [J.O. du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [J.O. du 1^{er} avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

En qualité de secrétaire d'Etat aux transports :

— **Projet de loi modifiant la loi n° 67-405** du 20 mai 1967 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires (n° 1301) [19 novembre 1974].

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** et modifiant les lois n° 71-559 du 12 juillet 1971 et n° 73-640 du 11 juillet 1973 (n° 1509) [8 avril 1975].

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime** en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement (n° 2387) [15 juin 1976].

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° 2410) [22 juin 1976].

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [7 juin 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat aux transports :

• *aux questions du Gouvernement de :*

— **M. Partrat : Situation de certains officiers contrôleurs de la navigation aérienne** [12 juin 1974] (p. 2613).

— **M. Gabriel : Problèmes de la mer** [26 juin 1974] (p. 2975).

— **M. Duroméa : Désarmement du « France »** [2 octobre 1974] (p. 4668).

— **M. Darinot : Négociations à propos du « France »** [2 octobre 1974] (p. 4671).

— **M. Gabriel : Situation du « France »** [9 octobre 1974] (p. 4900).

— **M. Crépeau : Situation d'Air Inter** [16 octobre 1974] (p. 5089) : effort consenti

par les collectivités locales pour assurer une desserte aérienne correcte des villes et régions dont elles ont la charge.

— **M. Laurissegues : Rémunérations et conditions de travail à la SNCF** [6 novembre 1974] (p. 5935).

— **M. Kalinsky : Incidence des licenciements de personnels à la compagnie TWA** [20 novembre 1974] (p. 6790).

— **M. Le Pensec : Mise en œuvre du plan Polmar (pollution marine)** [4 décembre 1974] (p. 7375).

— **M. Crépeau : Marché du poisson** [16 avril 1975] (p. 1740) : suspension des importations ; aide au carburant ; constitution d'une organisation nationale interprofessionnelle des pêches.

— **M. Guerneur : Marché du thon** [30 avril 1975] (p. 2272).

— **M. Alain Vivien : Modification des couloirs aériens de Melun-Villaroche** [30 avril 1975] (p. 2277).

— **M. Rohel : Liaisons maritimes entre la Bretagne et le Royaume-Uni** [21 mai 1975] (p. 2940) : installation d'une compagnie allemande (la TT line) sur la ligne Roscoff-Plymouth.

— **M. Jalton : Augmentation des taux de fret vers les Antilles** [4 juin 1975] (p. 3654, 3655).

— **M. Alex Raymond : Développement de la construction aéronautique** [25 juin 1975] (p. 4720, 4721) : études relatives à la construction d'un nouvel avion de transport civil.

— **M. Simon-Lorière : Restructuration des chantiers navals** [8 octobre 1975] (p. 6656) : aucune fusion ne sera imposée.

— **M. Antagnac : Grève des agents du secteur public** [5 novembre 1975] (p. 7882) : maintien et développement par le Gouvernement de la politique contractuelle, seule susceptible de garantir le pouvoir d'achat des salariés (augmentation des salaires à la RATP, SNCF et Air France).

— **M. Gouhier : Conflits sociaux dans le secteur public et nationalisé** [5 novembre 1975] (p. 7884) : la politique contractuelle du Gouvernement ; évolution des salaires supérieure à l'évolution des prix.

— **M. Aumont : Grève à Air France** [12 novembre 1975] (p. 8167) : les difficultés d'Air France ; l'effort de redressement indispensable ; la politique contractuelle garantie de la sécurité de l'emploi et du progrès social.

— **M. Baudis : Regroupement des services centraux de la météorologie nationale à Toulouse** [26 novembre 1975] (p. 8957) : octroi d'une prime spécifique aux agents décen-

tralisés ; mesures prises pour faciliter l'acquisition de nouveaux logements ; situation des conjoints.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Guerneur** (n° 24994) : **Inscrits maritimes** [19 décembre 1975] (p. 10082) : édition d'un guide pratique des assurés et retraités de l'ENIM (établissement national des invalides de la marine) ; mise en place d'une procédure d'avance sur pension ; remboursement des dépenses maladies.

• à la question au Gouvernement de :

— **M. Ballanger** : **Avenir de l'Industrie aéronautique** [7 avril 1976] (p. 1446) : sa surprise de voir les communistes s'occuper de Concorde après avoir refusé de voter les crédits nécessaires ; le succès commercial de Concorde ; espère pouvoir inaugurer bientôt les lignes Paris-New York et Paris-Tokyo.

• aux questions orales sans débat de :

— **M. Piot** (n° 27752) : **Tracé de la future ligne ferroviaire Paris-Lyon** [9 avril 1976] (p. 1612) : le décret du 23 mars 1976 déclarant cette ligne d'utilité publique ; les avantages dont l'Yonne bénéficiera (liaison marchandises plus fréquente).

— **M. Raymond** (n° 27775) : **Recrutement d'élèves pilotes de ligne** [9 avril 1976] (p. 1613, 1614) : la volonté du Gouvernement de préserver les intérêts des élèves de l'école nationale d'aviation civile ; la recherche d'emplois pour eux (UTA, postes d'attente, emplois sédentaires ou navigants commerciaux) ; les raisons de la suppression du concours 1976-1977.

• à la question au Gouvernement de :

— **M. Gayraud** : **Menaces de licenciements dans certaines compagnies de transports routiers** [21 avril 1976] (p. 1962) : les difficultés de la société Exatrans ; aucune procédure de licenciements collectifs n'a été engagée ; respect du code du travail français.

• aux questions orales sans débat de :

— **M. Cermolacce** (n° 29812) : **Activités des chantiers de construction navale** [4 juin 1976] (p. 3814, 3815) : la recherche d'une solution pour la SICCN de Saint-Malo ; la volonté du Gouvernement de maintenir et développer les chantiers navals.

— **M. Bécam** (n° 29540) : **Situation dans le secteur des pêches maritimes** [4 juin 1976] (p. 3816) : la mise à la disposition des pêches maritimes d'une première tranche de crédits de 22 millions de francs, les crédits complémentaires seront mis à la disposition du secrétariat général à la marine marchande à l'occasion d'une prochaine loi de finances rectificative.

— **M. Montdargent** (n° 29429) : **Industrie aérospatiale** [4 juin 1976] (p. 3817, 3818, 3819) : la volonté du Gouvernement de maintenir en France une industrie aérospatiale solide et compétitive ; les difficultés des avions civils de la SNIAS ; la garantie de l'emploi ; l'adaptation des structures et des moyens industriels (fermeture de l'usine de Châteauroux ; transfert du bureau d'études de Suresnes à Toulouse) ; la fabrication des Concorde ; l'étude relative à l'avenir des transports supersoniques ; la mise au point d'un programme d'avion commercial construit en coopération (coopération avec Mac Donnell-Douglas ou Boeing ; association européenne) ; la sauvegarde de notre indépendance nationale.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Delelis** : **Sécurité des engins assurant les transports de personnes** [9 juin 1976] (p. 3903) : les mesures prises pour assurer la sécurité en montagne face aux dangers d'avalanches ; la multiplication des contrôles pour les petits navires transportant les passagers.

— **M. Rohel** : **Construction aéronautique civile** [9 juin 1976] (p. 3906) : les projets de coopération franco-britannique en cette matière ; l'organisation Airbus ; les discussions en cours sur d'autres programmes de coopération en matière d'aéronautique civile.

— **M. Villa** : **Augmentation du prix du ticket de métro** [23 juin 1976] (p. 4546) : le taux de cette hausse est inférieur à la hausse des salaires dans la région parisienne et à celui de l'augmentation des dépenses de la RATP.

— **M. Brial** : **Personnels des lignes UTA** [30 juin 1976] (p. 4951) : situation du personnel originaire de la Polynésie française.

— **M. Canacos** : **Nuisances des avions** [30 juin 1976] (p. 4952, 4953) : les efforts faits par la France dans la lutte contre les nuisances ; développement de moteurs très silencieux (Airbus moteur CFM 56).

— **M. Alain Vivien** : **Réduction de personnel à la RATP** [30 juin 1976] (p. 4953, 4954) : les problèmes de la sécurité dans le métro (600 agents de la force publique affectés à la RATP) ; diminution du coût d'exploitation.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports) :

• à la question au Gouvernement de :

— **M. Francheschi** : **Péage de Saint-Maurice** [6 octobre 1976] (p. 6382) : définition lors des prochains débats budgétaires de la posi-

tion du Gouvernement sur le problème général des péages sur les autoroutes urbaines.

• à la question orale sans débat de :

— **M. Bécam (n° 32171) : Pêche artisanale** [15 octobre 1976] (p. 6704) : recherche d'une action en faveur de la pêche artisanale au niveau de la Communauté européenne ; la transmission de dossiers au FEOGA ; l'aide consentie par l'Etat.

• aux questions au Gouvernement de :

— **M. Le Pensec : Pollution marine** [20 octobre 1976] (p. 6774) : évaluation du préjudice subi ; possibilité pour les marins embarqués sur les bateaux de pêche artisanale de bénéficier des allocations de chômage.

— **M. Bécam : Zone de pêche** [27 octobre 1976] (p. 7099) : défense par le Gouvernement du « principe de la mer communautaire ».

— **M. Rohel : Boycottage d'un navire français (Armorique)** [17 novembre 1976] (p. 8161) : les navires armés conformément aux règles nationales et internationales doivent avoir accès librement aux ports étrangers.

— **M. Guerneur : Boycottage d'un navire français** [17 novembre 1976] (p. 8163) : les démarches énergiques faites par le Gouvernement français.

— **M. Alex Raymond : Achat de Boeing 737** [6 avril 1977] (p. 1578) : indique qu'aucune décision n'est encore intervenue quant au remplacement des Caravelles ; les problèmes aéronautiques examinés au cours d'un prochain comité interministériel.

— **M. Briane : Renouvellement d'une partie de la flotte d'Air France** [20 avril 1977] (p. 1950, 1951) : défense des intérêts d'Air France et de l'industrie aéronautique française ; appui apporté aux ventes d'Airbus ; difficulté de lier le problème du remplacement des avions et celui de Concorde.

— **M. Grussenmeyer : Réalisation des programmes de routes et d'autoroutes en Alsace** [4 mai 1977] (p. 2423) : l'aménagement du réseau routier alsacien constitue une priorité nationale ; un programme complémentaire s'ajoutera à la dotation du fonds d'action conjoncturelle ; réalisation de l'axe nord-sud alsacien.

— **M. Montdargent : Péage sur certaines autoroutes urbaines A 15 et A 4** [4 mai 1977] (p. 2426) : le problème posé par le financement des autoroutes urbaines de dégagement des grandes agglomérations ; les autoroutes sont financées par le contribuable ou par l'utilisateur ; le financement par l'utilisateur semble plus équitable.

— **M. Gouhier : Gratuité des transports pour les chômeurs** [11 mai 1977] (p. 2643) :

l'organisation des transports collectifs en milieu urbain des collectivités locales ; les mesures prises à Toulouse.

— **M. Briane : Développement des transports en commun dans les zones urbaines** [11 octobre 1977] (p. 6041) : un problème du ressort des collectivités locales ; les moyens accrus dont elles bénéficient pour développer les transports en commun.

— **M. Bardol : Situation de l'industrie des pêches maritimes** [11 octobre 1977] (p. 6041, 6042) : l'attention portée par le Gouvernement à l'industrie des pêches ; l'impossibilité de prendre des mesures d'aide en raison des incertitudes sur la politique communautaire de gestion des ressources ; la prise en compte de la situation dans les dotations budgétaires prévues pour 1978.

— **M. Offroy : Interdiction de la pêche du hareng en mer du Nord** [19 octobre 1977] (p. 6342) : impossibilité de préjuger des décisions du conseil des ministres de la Communauté ; position française en faveur de quotas réduits mais significatifs ne pénalisant pas les pêcheurs français.

— **M. Mexandeu : Grève à la compagnie de transport « les Courriers normands »** [2 novembre 1977] (p. 6837) : mise en œuvre possible d'une procédure de conciliation dans le cadre de l'application du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

— **M. Bardol : Pêche du hareng en mer du Nord** [2 novembre 1977] (p. 6838, 6839) : réunion prochaine du 8 novembre visant à allouer des quotas limités et fondés sur des critères sociaux.

— **M. Le Pensec : Droit d'accès dans les eaux communautaires** [9 novembre 1977] (p. 7222, 7223) : réglementation applicable dans les eaux territoriales irlandaises ; défense des intérêts des pêcheurs français par le Gouvernement.

— **M. Alex Raymond : Prise de participation de l'Etat dans le capital de certaines sociétés aéronautiques et fabrication du Nord 262** [16 novembre 1977] (p. 7497) : la prise de participation de l'Etat dans le capital de la Société des avions Marcel Dassault est en cours de réalisation ; la nécessité d'une possession de tous les éléments d'appréciation pour décider la relance de fabrication du Nord 262.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat aux transports :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [18 novembre 1974] (p. 6627) : le budget de la section commune ; le poste d'attaché des transports à Tokyo ; l'institut de recherche des transports ; les nouveaux modes de transport ; les consommations d'énergie ; la priorité aux transports collectifs ; un budget de programme des transports terrestres ; la politique des transports : économie de marché dans le secteur concurrentiel, la rationalisation du secteur public ; l'analyse des crédits ; l'équilibre financier de la SNCF ; (p. 6628) : la convention de 1971 et le contrat de programme ; l'égalisation des conditions de concurrence entre la SNCF et les autres modes de transport ; les charges de retraite ; les charges d'infrastructure ; le gardiennage des passages à niveau ; le maintien des services omnibus déficitaires ; les réductions tarifaires ; la subvention d'équilibre ; la productivité ; la compensation des blocages des tarifs ; les progrès de gestion ; les transports de marchandises : égalisation des conditions de concurrence et libre choix de l'utilisateur ; la taxe à l'essieu ; les conditions de travail des conducteurs routiers ; la création d'un chantier de transbordement dans la région parisienne ; les transports combinés rail-route ; (p. 6629) : la productivité des transports routiers ; les contrôles ; la modernisation de la flotte fluviale ; les tarifs routiers ; les licences de transport à grande distance ; le transport des personnes à courte distance ; les suppressions ou transferts de lignes SNCF ; les schémas régionaux de transport collectif ; expérience de la Lorraine ; les services omnibus ; les dessertes cadencées régionales ; les transports urbains : compétence des collectivités locales ; la circulation automobile en ville ; les plans de circulation ; (p. 6630) : le stationnement ; les zones piétonnières ; les transports collectifs : qualité du service ; les couloirs réservés ; les sociétés concessionnaires d'autobus ; l'information du public ; les crédits d'études ; les subventions aux plans de circulation ; le versement de transport étendu aux villes de plus de 100.000 habitants ; les parcs d'autobus ; les crédits aux transports parisiens ; le blocage des tarifs ; la réforme tarifaire ; la carte d'abonnement mensuelle ; (p. 6631) : le financement des infrastructures ; les métros de Lyon et de Marseille ; l'innovation technologique ; le métro Val à Lille et le système Poma 2000 à Grenoble ; le tunnel sous la Manche ; (p. 6636) : les subventions ; les transports en commun ; les tarifs du métro à la carte d'abonnement mensuel ; la réalisation du VI^e Plan pour les investissements de la RATP et de la SNCF banlieue ; la qualité du service de la SNCF ; les lignes transversales ; le versement de transport ; (p. 6637) : les transports en site propre ; les nouveaux modes de transport : Poma 2000, Val ou Aranos ; l'industrie ferroviaire ;

les salaires de la SNCF ; les lignes omnibus ; les schémas régionaux des transports ; la législation sociale appliquée aux transports routiers ; les liaisons à grande vitesse Paris-Lyon et Paris-Nord ; les transports combinés rail-route ; le démantèlement de la SNCF ; la vocation de service public de la SNCF ; les fermetures de lignes ; les transports de marchandises ; les tarifs pour l'industrie ; la concertation avec les syndicats ; les schémas régionaux de transport ; (p. 6638) : les crédits d'égalisation des charges de la SNCF.

III. Aviation civile [18 novembre 1974] (p. 6640) : la situation du transport aérien dans le monde ; le coût du carburant ; le trafic ; (p. 6641) : le déficit d'exploitation d'Air France et Air inter ; répartition du trafic entre Air Inter et les compagnies régionales ; l'aéroport de Paris ; les redevances aéroportuaires ; les aéroports de Lyon, Bâle, Marseille, Clermont-Ferrand, Nice, Brest, Calvi, Toulouse ; les liaisons de l'outre-mer avec la métropole ; aéroports de Moroni-Hahaia aux Comores, de Djibouti et de Saint-Denis de la Réunion, de Pointe-à-Pitre ; l'installation d'ILS à Saint-Pierre et Miquelon ; la lutte contre le bruit ; la navigation aérienne ; les contrôleurs ; le centre de Brest ; la construction aéronautique ; (p. 6642) : la valeur du personnel, le Concorde, mise en service en janvier 1976 ; l'Airbus ; le Mercure ; la convention entre l'Etat et Dassault ; le moteur de dix tonnes ; les hélicoptères SA 365 et SA 350 ; (p. 6643) : la concertation entre compagnies européennes ; le plan de charge de la SNIAS ; la météorologie nationale : transfert à Toulouse ; (p. 6653) : la situation des contrôleurs de la navigation aérienne ; les comités des relations professionnelles ; (p. 6654) : le prix du carburant ; la certification du Concorde ; le comité de soutien de Concorde ; (p. 6655) : l'aérodrome de Saint-Pierre et Miquelon ; la concertation entre constructeurs et exploitants européens ; la commercialisation des appareils ; le service sur les lignes intérieures ; le financement de la construction aéronautique ; les licenciements à la SNIAS ; la desserte aérienne de La Rochelle, de Lille et de Belfort ; Air Inter et les compagnies de troisième niveau ; la détaxation du carburant ; (p. 6656) : les crédits d'étude de Concorde et de l'Airbus ; la prospection du marché ; le moteur CFM 56 ; le crédit-bail pour Concorde ; la version améliorée ; le transfert de la météorologie à Toulouse ; la coopération européenne ; les indemnités de nuit du personnel de la météorologie nationale ; la Corvette ; le Falcon 50 ; certification de Concorde ; (p. 6657) : l'achat de Concorde par l'Iran ; les crédits pour la version améliorée.

IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6661) : la flotte de commerce et le plan de

relance ; le déficit de la balance des frets ; la couverture des transports de pétrole et de marchandises sèches sous le pavillon national ; les conférences maritimes ; (p. 6662) : la balance des frets et des passagers ; le plan de développement de la flotte de commerce 1976-1980 ; le désarmement du France ; les licenciements ; l'acquisition par la compagnie générale maritime de navires d'occasion ; les possibilités de réarmement ; l'industrie des pêches maritimes ; le déficit de la balance commerciale des produits de la mer ; les produits congelés ; la pêche artisanale et les sociétés interprofessionnelles ; l'aide à la pêche industrielle ; les bonifications d'intérêts aux armements ; les groupements de gestion de pêcheurs artisans ; la subvention compensatrice des hausses du carburant ; les négociations de Caracas sur le droit de la mer ; (p. 6663) : la commercialisation et la transformation des produits de la pêche ; la conchyliculture ; la restructuration des chantiers de construction navale ; l'aide aux petits et moyens chantiers ; les navires de série ; la formation professionnelle et la protection sociale des marins ; les pensions de retraite ; (p. 6678) : s'engage à venir devant le groupe d'étude de la mer ; la pêche industrielle au large des côtes norvégiennes ; la conférence de Caracas et la limite des eaux territoriales ; les accords bilatéraux ; l'aide de l'Etat aux secteurs public et privé dans le plan de relance et le plan de développement ; la couverture des échanges sous pavillon national ; le dialogue avec les représentants syndicaux du France ; la concertation ; la place des petits cargos dans le plan de relance ; les navires de croisière ; l'aide aux carburants ; l'association pour la gérance des écoles d'apprentissage maritime ; le réarmement du France ; le déficit du commerce extérieur ; (p. 6679) : les crédits à la construction navale ; la situation des marins-pêcheurs artisans ; l'enquête sur l'incident de Noirmoutier ; la desserte de la Corse ; le déficit de la trans méditerranéenne ; la continuité territoriale ; l'établissement national des invalides de la marine ; la desserte des ports secondaires ; le prix du poisson ; le France ; les cars-ferries.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant suppression de la carte professionnelle d'importateur des produits de la pêche maritime (n° 1505).** **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2365) : la crise grave que traversent les pêches maritimes ; l'absence d'incidence sur le flux ou la nature des importations et sur la rigueur du contrôle sanitaire due à la suppression de la carte d'importateur ; la nécessaire discipline de la profession dans les années 1950 ; l'assouplissement des dispo-

sitions depuis 1957 ; le maintien du contrôle sur la profession de mareyeur ; la disparition des raisons économiques ayant présidé à la mise en place de la carte d'importateur ; mettre notre législation en harmonie avec le droit de la Communauté ; son intervention à Bruxelles les 4 mars 1975 et 29 avril 1975 en vue de préserver l'avenir des pêches françaises ; (p. 2367) : Répond aux orateurs : l'absence de discrimination à l'égard des mareyeurs ; les problèmes qui se posent à la pêche française ; (p. 2368) : la décision de la cour de justice relative à l'embarquement des marins étrangers ; le respect des règles de la Communauté ; « Jouer le jeu » avec nos partenaires.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun (n° 1509).** **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3165) : le projet de loi, suite logique des lois du 12 juillet 1971 et 11 juillet 1973 ; les principales opérations engagées depuis 1971 ; la contribution du versement destiné aux transports en commun dans la réalisation des objectifs ; la stabilité des tarifs et le maintien du niveau des investissements ; l'extension du versement aux autres départements de la région parisienne ; la création de la « carte orange » ; (p. 3166) : donner aux collectivités locales la libre appréciation de l'exonération des périmètres des villes nouvelles ; l'utilisation très rapide de la faculté ouverte par la loi de 1973 ; la détermination des collectivités locales de moderniser leurs réseaux de transport ; le problème majeur du financement des transports urbains. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3167) : accepte l'amendement n° 1 de M. Valleix ; se réserve le droit de retenir un taux inférieur au taux maximum : **Article 4** : (p. 3168) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Valleix ; rapidité du remboursement ; ne pas introduire de distorsion fâcheuse entre la région parisienne et la province.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).** *Deuxième partie* :

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres** [14 novembre 1975] (p. 8397) : l'augmentation des moyens budgétaires consacrés aux transports ; les crédits de la section commune ; les objectifs du budget des transports terrestres ; la forte diminution du trafic ; la politique suivie dans le domaine des transports urbains ; la priorité donnée aux transports collectifs ; la construction des métros de Lyon et de Marseille et l'amélioration des matériels ; (p. 8398) : les opérations d'infrastructure à la SNCF et à la RATP ; le succès de la carte orange ; les schémas régionaux de transports de voyageurs ; le problème des tarifs accordés aux familles nombreuses ; la diminution du trafic marchandises et les

aides accordées aux entreprises routières et à la batellerie ; le déséquilibre financier de la SNCF dû à la diminution du trafic ; (p. 8399) : l'accroissement de la contribution budgétaire en faveur de la SNCF ; la politique contractuelle et l'effort d'harmonisation des conditions sociales au sein de la CEE ; (p. 8404 et 8405) : la participation de l'Etat aux investissements des entreprises publiques ; le libre choix des usagers en matière de transport de marchandises ; les investissements en faveur des transports en commun dans la région parisienne ; l'harmonisation des aides de l'Etat aux transports publics ; la part de l'Etat dans les recettes de la RATP et la SNCF ; la valeur de la politique contractuelle pour le maintien de l'emploi et le progrès social ; les difficultés de la batellerie et l'aide à la batellerie artisanale ; (p. 8406) : les réformes en cours portant sur les structures.

III. Aviation civile (p. 8409) : la crise qui affecte le transport aérien ; le prix de revient siège/kilomètre ; la volonté du Gouvernement de lutter contre le dumping qui règne dans le domaine des tarifs ; la concurrence des charters et la volonté d'action du Gouvernement ; (p. 8410) : les succès d'Airbus ; la question de l'autorisation de l'atterrissage de Concorde aux Etats-Unis ; le moteur CFM 56 ; la construction du futur avion civil ; la coopération possible en matière de construction aéronautique avec les Etats-Unis et l'URSS ; (p. 8411) : poursuivre la politique de rigueur menée en matière d'aéroports ; la navigation aérienne ; la politique du personnel ; la coordination entre le ministère de la défense et le secrétariat d'Etat aux transports ; la reprise du travail à Air France ; (p. 8423, 8424) : ses réponses aux orateurs : la situation de Concorde ; les délais de livraison des appareils ; le problème de son atterrissage à Tokyo et aux Etats-Unis ; faire accepter l'appareil par l'opinion américaine ; l'étude d'une version améliorée ; (p. 8425) : la continuité de la fabrication au-delà du seizième appareil ; la confiance du Gouvernement dans Concorde ; la surcapacité de production qui caractérise la construction aéronautique mondiale ; les atouts de l'industrie française ; son manque de pénétration commerciale ; construire un avion prenant place dans un créneau commercial ; assurer à la SNIAS un plan de charge suffisant ; la construction d'un nouvel avion ; (p. 8426) : la valeur de la solution européenne ; la coopération possible avec les Etats-Unis et l'URSS ; retenir la meilleure solution pour l'industrie aéronautique française. **Examen des crédits : Etat C - Titre V** (p. 8427) : s'oppose à l'amendement n° 249 de M. Kalinsky qui aurait pour effet de démanteler l'opération Concorde. **Après l'Article 73** (p. 8428) : s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Raymond ; (p. 8429) : sur l'amende-

ment n° 229 de M. Raymond, fait état de la réglementation en vigueur ; juge inutile l'amendement.

IV. Marine marchande (p. 8432) : la contribution de la marine marchande française à l'amélioration des échanges extérieurs et à l'équilibre de l'emploi ; le développement des moyens de la formation professionnelle et l'organisation du marché des produits de la mer ; (p. 8433) : le plan de développement de la flotte française ; la situation des chantiers navals, le régime d'aide institué en 1975 ; la crise sans précédent que traversent les activités de la pêche ; le plan d'urgence arrêté au printemps 1975 ; le lancement d'une action à long terme d'organisation des marchés ; (p. 8434) : l'action en faveur de la police maritime, de la formation professionnelle des marins et de leur protection sociale ; (p. 8435) : les aides exceptionnelles en matière de carburant en 1974 et 1975 ; l'amendement du Gouvernement permettant de dégager un crédit d'aide au carburant pour 1976 ; (p. 8446) : ses réponses aux orateurs : le problème de la taxe et des assurances et de l'aide aux armements ; (p. 8447) : la politique communautaire des pêches ; les importations ; les problèmes sociaux : indemnités de maladie, emplois ; l'équilibre financier de la société nationale de sauvetage en mer ; les petits chantiers navals ; l'avenir de la flotte de pêche ; les transports maritimes ; l'harmonisation des charges sociales entre les pays de la Communauté ; l'organisation du marché des produits de la mer ; la lutte contre la pollution ; la construction des navires de pêche ; le cabotage ; ses amendements n°s 251 et 252 ; dégager un crédit de 23 millions de francs pour la subvention au carburant, adoptés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la constatation et à la répression des infractions en matière de transports publics et privés** (n° 1085). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9788) : la nécessité de renforcer le contrôle du respect de la réglementation en matière de circulation routière ; l'augmentation du nombre des fonctionnaires habilités à effectuer ce contrôle ; la meilleure définition de la responsabilité de l'employeur en cas d'infraction. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 9789) : son amendement n° 9 : de forme ; adopté ; (p. 9790) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Gerbet. **Article 2** (p. 9791) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Desanlis ; juge que c'est à l'employeur de faire la preuve qu'il n'a pas commis de faute. **Article 3** (p. 9792) : ses amendements n°s 10 et 11 : de forme ; adoptés. **Article 4** : sur l'amendement n° 3 de M. Desanlis, juge que les tribunaux peuvent toujours décider une peine inférieure au minimum par le jeu des circonstances atté-

nuantes ; (p. 9793) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Desanlis ; sur l'amendement n° 5 de M. Desanlis, juge qu'une infraction en matière d'étiquetage peut être grave et doit rentrer dans la catégorie des délits.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions du code de l'aviation civile relatives à la compétence des tribunaux français pour connaître des actes accomplis à bord des aéronefs ou à l'encontre de ceux-ci (n° 1998). Discussion générale [7 mai 1976] (p. 2834) :** rappelle l'action entreprise par les Etats membres de l'organisation de l'aviation civile internationale en vue de restaurer la sécurité des transports aériens ; précise que le projet de loi étend, en application de l'article 5 de la convention de Montréal du 23 septembre 1971, la compétence des tribunaux français telle qu'elle est définie par l'article L 121-8 du code de l'aviation civile.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la police des chemins de fer (n° 1995). Discussion générale [7 mai 1976] (p. 2835) :** précise que le projet de loi étend la liste des agents habilités à constater les infractions relatives au stationnement et à la circulation dans les cours des gares et qu'il assimile les poursuites à celles prévues par le code de la route.

— **Projet de loi relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires (n° 1301). Discussion générale [7 mai 1976] (p. 2836, 2837) :** précise que l'objet du projet est d'habiliter les techniciens experts du service de la sécurité de la navigation maritime et de procéder aux visites de sécurité à bord ; rappelle la nécessité d'aménager des règlements relatifs à la sécurité afin de tenir compte de l'évolution de la nature des risques.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur (n° 2201). Discussion générale [4 juin 1976] (p. 3807) :** le régime de responsabilité des transporteurs aériens en transport international fixé par la convention de Varsovie ; les amendements de La Haye ; la loi du 2 mars 1957 étendant le régime de responsabilité au transport intérieur ; insuffisance de la limite de responsabilité fixée par la convention de Varsovie ; l'accord de Montréal entre les compagnies ; le protocole de Guatémala City et de Montréal qui n'est pas entré en vigueur ; l'extension au transport aérien intérieur prévue par les pays européens du plafond d'indemnisation fixé par l'accord entre compagnies pour les transports internationaux ; absence d'entente des compagnies rendant indispensa-

ble l'intervention du législateur ; meilleure protection des passagers ; charges d'assurance supportables pour les compagnies ; (p. 3808) : invite l'Assemblée à adopter le projet dans le texte du Sénat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports (n° 2256). Première lecture. Discussion générale [4 juin 1976] (p. 3809) :** offrir aux usagers les transports dont ils ont besoin au moindre coût pour la collectivité est objectif de la réglementation des transports ; les règles principales auxquelles sont soumis les transporteurs professionnels ; les dispositions répressives de la loi du 14 avril 1952 ; le caractère logique d'un allègement des sanctions faisant suite à l'assouplissement des règles ; augmentation des contraventions, mais les infractions les plus graves resteront des délits ; retenir les véhicules peu de temps lors des contrôles ; (p. 3810) : demande à l'Assemblée d'adopter le projet ; sa réponse à M. Gouhier : le Gouvernement essaie d'aider non le patronat mais les transporteurs routiers, de petits artisans exerçant une profession utile et difficile ; rappelle à M. Bécam qu'il n'oublie pas les intérêts de la Bretagne ; les difficultés actuelles pour libéraliser le régime des licences de zones longues. **Deuxième lecture. Discussion générale [28 juin 1976] (p. 4788) :** signale que le projet n'a pas été adopté en première lecture pour des motifs conjoncturels ; demande l'adoption du projet (p. 4789) qui modifiera la qualification pénale d'une grande partie des infractions en matière de transports sans que le caractère dissuasif des sanctions en soit diminué pour autant.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 2410). Discussion générale [1^{er} juillet 1976] (p. 5000) :** la substitution du principe d'approbation à celui de liberté dans le nouveau droit de la mer ; les solutions équitables auxquelles la France s'attache ; (p. 5001) : la nécessité pour la France de se doter de moyens juridiques au lieu d'élever d'inutiles protestations contre des mesures unilatérales d'extension des eaux territoriales ; la manière dont le projet doit être interprété ; un projet mesuré dans sa portée, significatif de la volonté de la France de voir la défense de ses intérêts adaptée à l'évolution du droit de la mer ; (p. 5007) : la recherche d'un accord avec le Brésil ; le soutien de l'armement guyanais ; la défense des intérêts des DOM-TOM ; l'explication de l'absence de sanction sévère ; la préparation par la CEE d'une déclaration d'intention ; l'exercice de la surveillance par les départements ministériels intéressés. **Discussion des articles [1^{er} juil-**

let 1976]. **Article premier** (p. 5008) : est favorable à l'amendement n° 1 de M. Bécam. **Article 2** : accepte l'amendement n° 2 de M. Bécam. **Article 3** (p. 5009) : le doublement du taux des amendes ; le renforcement des moyens de contrôle.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (transports) :

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7167) : un secteur sujet aux aléas de conjoncture, appelant des décisions techniques complexes ; les recherches relatives aux transports en commun ; la situation financière dégradée de la SNCF ; l'accroissement sensible du trafic des voyageurs ; l'effort de modernisation du chemin de fer ; les compensations d'obligations de service public ; esquisse d'un redressement financier de la SNCF ; l'établissement d'un plan d'entreprise ; le PAP n° 21 « mieux vivre dans la ville » ; (p. 7168) : son aspect social : transports collectifs et pollution ; la RATP ; indique à M. Wagner que le programme de la RATP n'est pas modifié et que la ligne n° 14 sera prolongée comme prévu jusqu'à Châtillon ; les opérations nouvelles de 1977 ; une nouvelle politique contractuelle ; des contrats de développement pluriannuels ; la baisse relative des crédits de paiement de l'exercice 1977 ; le rééquilibrage en faveur de la province ; (p. 7169) : la continuité territoriale entre la Corse et le continent ; l'amélioration des dessertes régionales ; la batellerie ; le développement des contrôles des entreprises de transport routier ; des schémas régionaux de transport de voyageurs ; l'absence de transfert de charges aux régions ; favoriser l'accroissement de la clientèle rurale de la SNCF ; une série d'inflexions politiques ; (p. 7175) : l'importance de la contribution de l'Etat dans le domaine des transports ; le faux problème du ralentissement de l'extension des lignes de la RATP ; les lignes omnibus ; le mythe de la tarification préférentielle en faveur des gros chargeurs ; le prix de revient très bas des trains complets ; (p. 7176) : la création d'axes lourds destinés à favoriser les transports en commun ; les contrats de développement permettant d'aider les actions privilégiant les transports en commun dans les grandes villes ; un équilibre entre la ville et la province ; l'utilisation des réseaux de dessertes postales pour certains grands ports de marchandises ou de voyageurs ; l'expérience tentée en Indre-et-Loire pour les petits colis et à Florac en Lozère pour les transports de voyageurs ; indique qu'un nouveau texte législatif substituera la région au

département dans le syndicat des transports parisiens ; indique que le syndicat des transports parisiens a actuellement vocation pour la région des transports parisiens se situant à l'intérieur de la région Ile-de-France ; la politique salariale de la SNCF ; la non-application de la loi du 31 juillet 1976 sur l'environnement au TGV ; le décret du 27 mars 1976 conférant l'utilité publique au TGV ; les alternatives et leurs coûts ; leur rentabilité ; les liaisons transversales de la SNCF ; les régions situées à l'ouest d'une ligne Le Havre—Marseille ; le PAP n° 5 désenclavant les régions de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif central ; l'absence de transfert de charge de l'Etat sur les régions pour la mise en place des schémas régionaux de transports ; (p. 7177) : indique que la loi sur l'environnement ne peut s'appliquer de manière rétroactive ; indique que le problème du wagon-lit entre le Lot et Paris sera étudié.

III. Aviation civile [28 octobre 1976] (p. 7180) : le découpage des attributions de l'ex-secrétariat général à l'aviation civile ; le regroupement des tâches dévolues aux services de la nouvelle direction générale de l'aviation civile : la direction de la météorologie ; (p. 7181) : le secteur de l'aviation civile ; la récession apparente des crédits de paiements ; l'introduction de Concorde sur les lignes commerciales ; Concorde et New York : les promesses tenues par Concorde ; l'Airbus ; la stagnation du marché des gros avions ; le moteur CFM 56 ; la coopération avec Mac Donnell Douglas - Dassault ; la SNIAS ; la SNECMA ; l'appui au secteur des hélicoptères, à l'aviation d'affaires et à l'aviation générale ; le Mystère 50 ; (p. 7182) : le secteur du transport aérien français ; la coopération européenne, la situation de la compagnie nationale, celle des compagnies aériennes régionales ; les difficultés d'Air France ; la diminution des subventions accordées pour le défrichage des lignes ; les répercussions sur le recrutement des élèves pilotes de ligne ; le maintien de la filière publique et démocratique de formation des pilotes ; le projet de dédoublement du centre de contrôle régional d'Athis-Mons ; le ralentissement temporaire des investissements dans les aéroports ; l'extension Sud de l'aéroport de Nice ; la réalisation du nouvel aéroport de Figari-Sud-Corse ; Roissy ; la fermeture de l'aéroport du Bourget ; la météorologie : faire face aux engagements internationaux de la France, sauvegarder la qualité et le niveau des prestations assurées aux usagers ; le satellite géostationnaire européen Aérostat ; le réseau des stations météorologiques flottantes de l'Atlantique Nord ; (p. 7183) : l'accord Goleman ; l'évaluation climatologique de sites possibles pour les centrales nucléaires ; une agro-météorologie ; le transfert des services à Toulouse ; l'importance

des phénomènes atmosphériques ; la flotte d'Air France, celle d'Air-Inter, celle d'UTA ; assurer le meilleur plan de charge possible à l'ensemble de l'industrie aéronautique ; l'association de la SNIAS au projet d'origine Dassault dans le cadre du nouveau programme d'aviation civile ; (p. 7188) : signification des dépenses du Gouvernement concernant la construction aéronautique française ; le problème de la construction aéronautique ; l'utilisation par les compagnies aériennes françaises d'appareils fabriqués par des constructeurs français ; le problème des compagnies aériennes ; le succès technique du Concorde ; un succès commercial non encore atteint ; l'atterrissage à New York ; New York une étape ; Tokyo, la Sibérie ; (p. 7189) : la coopération européenne ; le Mercure 200, une volonté et une ambition ; la recherche du créneau commercial exploitable ; la concertation au niveau européen ; l'association avec un constructeur américain, condition pour vendre sur le marché américain ; la proposition Douglas-Dassault ; la proposition Boeing-SNIAS ; ne pas manquer les rendez-vous avec le marché en 1980 ; (p. 7190) : la vérification du marché ; le problème du bureau d'étude ; le bureau d'étude de la SNIAS à Toulouse ; la situation des élèves pilotes ; leur choix ; les contrôleurs de la circulation aérienne ; le monopole de fait des constructeurs de la circulation aérienne ; le monopole de fait des constructeurs américains ; le CFM 56 ; arriver à l'équilibre dans un délai de trois ans du compte d'exploitation de l'Aéroport de Paris ; la saturation de Roissy en 1980 ; les nuisances provoquées par Roissy ; les nouvelles trajectoires de nuit ; le faible nombre des mouvements d'avions restant au Bourget.

IV. Marine marchande [28 octobre 1976] (p. 7197) : la reconduction des interventions du budget précédent ; deux priorités : l'ajustement des moyens de fonctionnement aux missions du secrétariat général à la marine marchande, la mise en œuvre de la part du PAP ; défense du patrimoine naturel intéressant la sécurité des biens et des personnes dans l'espace maritime ainsi que la mise en valeur du littoral ; la situation des pêches maritimes françaises ; la création d'une zone économique communautaire exclusive ; la « communautarisation » de la ressource ; l'évolution du droit de la mer ; la conchyliculture, l'aquiculture ; la télédétection des pollutions marines ; (p. 7198) : le développement de la flotte de commerce ; les navires transporteurs de vrac sec ; l'aide à la modernisation de l'armement ; la construction navale dépendante du marché international où règne une concurrence très vive ; des dispositions permettant aux chantiers de passer

le cap difficile ; les petits chantiers ; la promotion de petits navires ; la protection sociale des marins ; les retraites ; (p. 7199) : la suggestion du médiateur quant à la rétroactivité des pensions ; l'effort pour protéger les marins contre les aléas économiques et les calamités naturelles ; une adaptation de la législation du travail dans le secteur de la marine marchande ; la formation professionnelle ; (p. 7208) : les investissements pour la pêche artisanale ; les modalités de financement complémentaires ; les moyens de sauvetage en mer ; l'aide à la construction navale ; le prélèvement sur les bénéfices prévu par la loi de 1951 ; l'abandon des aides de bases pour les chantiers ; la situation à la CGM ; les retraités ; les veuves de marins ; le régime communautaire de la pêche ; la gestion des ressources communautaires ; l'évolution de la flotille de pêche semi-industrielle ; la lutte contre la pollution ; le stock de produits dispersants ; le matériel de récupération ; la séparation des trafics (p. 7209) : le centre de surveillance du trafic maritime du cap Gris-Nez ; élargissement des voies de navigation au large d'Ouessant et du Cotentin ; les préjudices subis par les marins pêcheurs de l'île de Sein ; l'utilisation du Pélican ; l'effort sur le plan social ; la rétroactivité du décret de 1968 relatif aux pensions ; la taxe sur les gros navires ; la continuité territoriale avec la Corse ; le retrait du service de l'île de Beauté ; la SNCM ; les veuves de marins péris en mer ; la vente à la commission ; le rapport sur la commercialisation du poisson ; éviter que les grossistes ne vendent en priorité le poisson d'importation ; l'aquiculture ; un schéma national directeur de la conchyliculture et de l'aquiculture ; la lutte contre la pollution ; la flotte de pêche artisanale ; le fonctionnement du FIOM ; l'AGEAM ; (p. 7210) : le revenu des marins pêcheurs ; le principe de la mer communautaire ; la révolution des problèmes au niveau international ; la rationalisation du marché communautaire des pêches par trois moyens : par les prix de référence, par les prix de retrait et par les prix d'orientation ; la réalisation du plan ambitieux de développement de la flotte de commerce ; l'absence de licenciement dans les chantiers navals ; les problèmes d'emploi et de formation.

1977

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (transports) :

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement (n° 2387). Première lecture. Dis-**

discussion générale [7 avril 1977] (p. 1612) : la révision du code du travail maritime ; la situation actuelle ; le contrat d'engagement maritime ; la transposition dans le droit du travail maritime de dispositions du droit commun ; l'unité de la profession de marin ; la spécificité du métier ; la définition de la notion de licenciement ; l'exclusion de marins employés sur de petits navires du champ d'application des mesures protectrices ; (p. 1613) : l'extension du bénéfice des aides publiques aux salariés privés d'emploi, aux marins salariés embarqués sur des navires de pêche artisanale ; le dépôt par le Gouvernement devant la CEE d'un mémorandum tendant à l'harmonisation des conditions sociales des marins de la Communauté. **Discussion des articles. Article 3** : **Article 94 du code du travail maritime** (p. 1615) : son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 2 de M. Brocard : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 102-1 du code du travail maritime** (p. 1617) : accepte l'amendement n° 7 de M. Brocard ; s'oppose au sous-amendement n° 38 de M. Allainmat soutenu par M. Le Pensec ; se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Brocard. **Article 102-2 du code du travail maritime** (p. 1618) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Brocard ; demande le rejet de l'amendement n° 36 de M. Gilbert Schwartz ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 10 de M. Brocard. **Article 102-3 du code du travail maritime** : accepte l'amendement n° 11 de M. Brocard ; est favorable à l'amendement n° 12 de M. Brocard. **Article 102-4 du code du travail maritime** (p. 1619) : souhaite le rejet de l'amendement n° 39 de M. Allainmat soutenu par M. Le Pensec ; les conditions d'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 40 de M. Allainmat soutenu par M. Le Pensec ; la nature des congés résultant de l'article 92-A. **Article 102-5 du code du travail maritime** (p. 1620) : accepte l'amendement n° 15 de M. Brocard. **Article 102-6 du code du travail maritime** : l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 16 de M. Brocard et 41 de M. Allainmat. **Article 102-7 du code du travail maritime** : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de M. Brocard ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Brocard. **Article 102-8 du code du travail maritime** : se déclare favorable à l'amendement n° 19 de M. Brocard. **Article 102-9 du code du travail maritime** : accepte l'amendement n° 20 de M. Brocard. **Article 102-10 du code du travail maritime** (p. 1621) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Brocard. **Article 102-14 du code du travail maritime** : accepte l'amendement n° 22 de M. Brocard ; (p. 1622) : se déclare favorable à l'amendement n° 23 de M. Brocard ; l'accord du

Gouvernement sur l'amendement n° 24 de M. Brocard. **Article 102-15 du code du travail maritime** : l'accord du Gouvernement à l'amendement n° 25 de M. Brocard. **Article 102-16 du code du travail maritime** : accepte l'amendement n° 26 de M. Brocard. **Article 102-18 du code du travail maritime** (p. 1623) : est favorable à l'amendement n° 27 de M. Brocard ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Brocard ; l'élaboration de la circulaire en application d'un règlement communautaire. **Article 102-19 du code du travail maritime** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Brocard ; son amendement n° 49 : non-application des dispositions de l'article aux contrats d'engagement à durée indéterminée ; adopté ; (p. 1624) : préférerait que l'amendement n° 31 de M. Brocard ne figure pas dans le texte de la loi. **Avant l'article 2 (suite)** (p. 1625) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de M. Brocard. **Article 3. Avant l'Article 102-1 du code du travail maritime (suite)** : accepte l'amendement n° 32 de M. Brocard. **Après l'Article 3** : est favorable à l'amendement n° 34 de M. Brocard. **Titre** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Brocard modifiant le titre. **Deuxième lecture. Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2475) : le nombre très limité des modifications apportées par le Sénat.

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938 (n° 2554).** **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1708) : la justification de la protection sociale particulière des marins ; l'écart des salaires forfaitaires et des revenus réels des marins des DOM et de la Polynésie ; la mise en place d'un système de réduction du taux des cotisations et des prestations ; le caractère facultatif de l'adoption de ce système ; (p. 1713) : ses réponses aux orateurs ; indique qu'il évoquera le problème de l'amendement du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche lors de la discussion des articles ; l'intervention des décrets d'application ; la conformité à l'article 34 de la Constitution de la prise par avance d'un projet de décret d'application ; le problème des pêcheurs artisans pratiquant les pêches saisonnières ; l'intention du Gouvernement de mener à terme les réflexions qu'il a entreprises ; les problèmes actuels de la pêche ; le bénéfice des allocations publiques d'aide aux pêcheurs ; le régime européen des pêches maritimes ; indique que le Gouvernement français ne reconnaît pas la légitimité de la décision prise par le Gouvernement irlandais d'interdire la pratique du chalutage dans les

eaux irlandaises ; les conditions dans lesquelles peuvent être prises des décisions semblables par les pays de la CEE ; (p. 1714) : la détermination du Gouvernement pour assurer le libre accès des pêcheurs français dans les eaux placées sous juridiction communautaire. **Discussion des articles. Article 2** (p. 1714) : le maintien du taux de protection sociale des marins ; la remise en question de l'économie du projet de loi par l'amendement n° 4 de M. Alain Vivien ; demande le rejet de cet amendement.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [7 juin 1977] (p. 3432) : demande à M. Duroméa de lui préciser les références de sa déclaration relative à la suppression de 20.000 emplois dans la construction navale ; (p. 3449) : la souveraineté nationale sur la zone maritime ; la troisième conférence sur le droit de la mer ; la défense par la France d'une politique et de ses intérêts fondamentaux ; l'opposition des pays du tiers monde et des grandes puissances à l'exploitation des fonds marins ; (p. 3450) : la position française de compromis ; éviter l'appropriation collective intégrale par les pays en voie de développement et la création d'un monopole de fait des Etats-Unis ; l'étendue des compétences nationales en mer ; la limitation de la mer territoriale à 12 milles ; l'extension du plateau continental au-delà des 200 milles ; les risques encourus par la France en cas de non-intégration de ses pêches dans la CEE ; « l'Europe bleue » ; la création de la zone des 200 milles ; le caractère non exclusif de la zone économique ; le refus au sein de la Communauté européenne de tout partage de la mer ; la protection de l'environnement ; la recherche d'un équilibre entre la compétence de l'Etat côtier et de l'Etat du pavillon et de l'Etat du port ; l'utilité de la sixième session de la troisième conférence du droit de la mer.

— **Rappel au règlement de M. Duroméa** [7 juin 1977] (p. 3440) : garantie de l'emploi dans les constructions navales.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Equipement et aménagement du territoire.

— **Transports. — II. Section commune. —**

III. Transports terrestres [17 novembre 1977] (p. 7604) : le projet de budget ; l'évolution des crédits des transports ; la politique d'incitation aux transports en commun ; l'importance de la part des autorisations de programme affectée à la province par rapport à celle affectée à la région parisienne ; le RER ; (p. 7605) : l'exécution du PAP n° 21 ; les charges financières représentées par les métros de province pour les collectivités les ayant réalisés ; l'amélioration du cadre de vie ; l'accessibilité aux moyens de transport ; les problèmes spécifiques des personnes handica-

pées ; la décentralisation de la politique des schémas régionaux de transport ; l'accueil des voyageurs dans les gares et dans les trains ; les transports de marchandises ; les transports routiers ; la situation de la SNCF ; les modalités de calcul des dotations budgétaires et des charges de trésorerie de la SNCF ; le coût élevé de la subvention de l'Etat à la caisse de retraite ; la majoration des tarifs de la SNCF ; l'amélioration de la situation financière de la RATP ; la mise en place du fonds de régulation de la batellerie ; le contrôle de la réglementation routière ; (p. 7609) : la contribution de l'Etat à la SNCF ; le montant de ses investissements ; l'augmentation de la masse salariale à la SNCF ; les problèmes de la batellerie fluviale ; (p. 7610) : la réalisation du PAP n° 21 ; la desserte ferroviaire du Massif central ; l'amélioration de la desserte des transports en commun ; le maintien des lignes omnibus de la SNCF ; la mise en place d'un nouveau matériel omnibus ; la réalisation par la SNCF d'une étude prospective à moyen et long terme ; les conditions de tarification des gros chargeurs.

Equipement et aménagement du territoire.

— **Transports. — IV. Aviation civile et météorologie** [17 novembre 1977] (p. 7616) : la navigation aérienne ; la sécurité du trafic aérien ; la mise en construction d'un centre de contrôle du trafic aérien à Reims ; l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle ; les actions en faveur des aéroports de province ; les critères de la participation de l'Etat aux investissements aéroportuaires ; le contexte international du transport aérien ; l'évolution d'une politique européenne en matière d'aviation civile ; le redressement des entreprises nationales ; les rapports entre Air France et son actionnaire principal ; la coopération de l'activité d'Air France et de celle d'Air Inter ; le Concorde ; l'ouverture du service commercial Paris New York ; le bilan d'exploitation du Concorde ; l'étude du programme d'avion supersonique de la deuxième génération ; le programme Airbus ; les études destinées à accroître l'éventail des possibilités de l'avion ; (p. 7617) : la politique en matière commerciale ; le développement du moteur CFM 56 ; la coopération européenne en matière d'élaboration d'un nouvel avion moyen-courrier bi-CFM 56 ; l'industrie d'hélicoptères ; l'évolution des crédits consacrés aux grands programmes aéronautiques ; la météorologie ; le transfert des services centraux à Toulouse ; (p. 7626) : les conclusions de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics par les sociétés de construction aéronautique ; les études définies pour élargir la famille d'Airbus ; les difficultés de la division « Avions » de la SNIAS ; le plan de charge de la SNIAS ; les transferts provenant des autres divisions de la société ; l'étude d'un

programme de relance de la construction du Nord 262 ; le régime indemnitaire des officiers contrôleurs de la circulation aérienne ; le contentieux relatif aux sanctions prises en 1973 ; (p. 7627) ; les crédits affectés à la recherche ; le programme Concorde ; les crédits de développement du programme Airbus ; la politique du Gouvernement mise en œuvre depuis 1974 ; la construction aéronautique ; le calendrier du transfert des services de la météorologie à Toulouse ; la liaison Paris-Tokyo par Concorde ; l'élaboration d'un nouvel avion moyen-courrier ; l'Europe aéronautique ; le remboursement des avances de l'Etat affectées au programme du Mystère 50 ; (p. 7628) : le potentiel du développement de la série Concorde ; le CFM 56 ; les nuisances apportées par l'aéroport de Roissy-en-France ; l'étude des modalités d'exploitation de la piste n° 2 ; la modification de l'assiette de la taxe parafiscale des nuisances ; la situation de l'entreprise Potez d'Aire-sur-Adour ; le problème de l'atterrissage de l'Airbus à Moscou.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. Marine marchande [17 novembre 1977] (p. 7632) : le projet de budget ; ses objectifs ; le plan de soutien à la construction navale ; le taux de l'aide de base ; les actions menées au niveau international et européen ; l'armement ; la défense du pavillon ; le plan de croissance de la flotte française ; (p. 7633) : la concertation entre armateurs et chargeurs ; les actions du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la mer et de la conchyliculture ; les positions de la France lors des négociations communautaires sur le régime interne de la pêche ; la mise en œuvre du schéma national conchylicole et aquacole ; l'exécution du PAP n° 24 ; l'action des CROSS ; l'entrée en application du système de télé-détection des hydrocarbures ; la création d'un fonds d'intervention pour la lutte contre la pollution ; la protection sociale des marins ; l'adaptation au secteur maritime des dispositifs de protection relatifs au chômage partiel ; l'enseignement maritime ; la subvention de la SNSM ; les problèmes financiers de l'association de gérance de l'école d'apprentissage ; la mise à l'étude de la comparaison des niveaux respectifs des salaires forfaitaires et des salaires réels des marins ; le déficit de la balance des échanges des produits de la mer ; (p. 7634) : les charges de fonctionnement des entreprises de pêche ; (p. 7647) : le problème du pavillon français sur les navires assurant le trafic trans-Manche ; la politique des pêches communautaires ; la réception par le ministre du comité régional des pêches de Bretagne ; les crédits affectés à la lutte contre la pollution ; (p. 7648) : la question

du chômage partiel ; la situation de la SOPROMER ; la situation de la SNSM ; la surveillance de la zone des 200 milles ; le quota danois de pêche au hareng ; le développement du Naviplane ; le projet de réforme statutaire des syndicats des gens de mer ; la diminution de la flotte de pêche ; l'action du FIOM ; la mise en place d'un régime interne des pêches communautaires ; l'aide de l'Etat aux chantiers navals ; les pavillons de complaisance ; l'aide aux jeunes pêcheurs ; l'éventuelle entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; (p. 7649) : les suppressions d'emplois dans la flotte ; la desserte de la Corse ; l'aide au carburant ; l'amélioration des circuits de distribution du poisson ; les travaux de la conférence sur le droit de la mer ; l'aquiculture ; les PAP n°s 24 et 25 ; le désarmement de la flotte ; la déclaration de M. Davignon sur les restructurations de la construction navale européenne ; les commandes de navires passées à l'étranger.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France (n° 3216). Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8677) : les textes spécifiques réglant l'organisation des transports en commun de voyageurs dans la région d'Ile-de-France ; le rôle du syndicat des transports parisiens ; le financement des opérations d'extension d'infrastructures ; la collaboration entre l'Etat et la région ; le contenu du projet ; la suppression de la règle de répartition du reliquat ; (p. 8678) : la souplesse de l'utilisation du reliquat du versement de transport. **Discussion des articles. Article 3** (p. 8678) : les conditions dans lesquelles les entreprises regroupées au sein de l'APTR bénéficieront du reliquat de versement de transport.

CAZENAVE (Franck)

Député de la Gironde
(7^e circonscription)
(RI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 10 août 1974 [J.O. du 11 août 1974] (p. 8484).

Eloge funèbre prononcé le 2 octobre 1974 (p. 4660, 4661).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Démissionne de cette commission [3 mai 1973] (p. 1037).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [3 mai 1973] (p. 1037), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [4 mai 1973] (p. 1051).

Démissionne [5 juin 1973] (p. 1753).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

DÉPÔTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — **Annexe 25 : Fonction publique** (crédits des services du Premier ministre. - I. Services généraux) (crédits du ministère de l'économie et des finances. - Charges communes) (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les salariés français résidant ou ayant résidé dans certains Etats ou dans les territoires d'outre-mer du rachat des cotisations de retraites complémentaires à la sécurité sociale (n° 707) [16 octobre 1973].

QUESTIONS

- questions orales avec débat de :

— MM. Max Lejeune (n° 2), Robert Fabre (n° 3), Nilès (n° 5), Labbé (n° 31), Bernard - Reymond (n° 251), Ch in a u d (n° 296) : Le service national [25 avril 1973] (p. 883, 884) : nécessité d'une défense nationale ; étude du projet annoncé par le Gouvernement ; service militaire « à la carte » ; exemple de la Belgique.

- question d'actualité :

— **Pollution de la mer** [15 juin 1973] (p. 2217, 2218) : misère des petites communes bordant le bassin d'Arcachon.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement**, en réponse à M. Juquin [5 avril 1973] (p. 754).

— **Rappel au règlement** [6 juin 1973] (p. 1817, 1818).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux (n° 357). Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2149) : son inquiétude quant aux problèmes financiers concernant les particuliers et les collectivités locales ; (p. 2150) : coût des travaux de défense contre les eaux ; charge des dépenses nécessaires à l'échelon de la collectivité tout entière ; caractère arbitraire de la répartition par arrêté ; étude sur le devenir du bassin d'Arcachon ; ampleur des travaux nécessaires ; part de dépenses à la charge de la collectivité nationale ; part de responsabilité de l'Etat dans la défense du patrimoine national ; charges supportées par les collectivités locales riveraines. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2153) : sa réponse au Gouvernement ; promesse de participation de l'Etat ; prend acte du fait qu'une collectivité locale ne pourra participer contre son gré à une dépense même d'intérêt national.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux unions d'associations syndicales (n° 356)** [14 juin 1973] (p. 2157) : explications de vote ; protestation contre le caractère contraignant du projet ; son abstention.

— **Proposition de loi relative à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre (n° 137). Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article 4** (p. 2640) : ses arguments en faveur du texte du Gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [10 octobre 1973]. **Après l'Article 7** (p. 4242) : ses observations : estime que la disposition proposée va à l'encontre de l'unification des régimes.

— **Rappel au règlement** [19 octobre 1973] (p. 4604) : information du Parlement sur la décision prise en ce qui concerne la convocation du congrès à Versailles.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Première partie :**

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4759) : son sous-amendement à l'article 2 f proposé par l'amendement du Gouvernement : proposé que la majoration du prix d'acquisition des immeubles pour chaque année au-delà de la cinquième soit égale à la variation de l'indice national du coût de la

construction ; se rallie au taux de 5 % proposé par le ministre de l'économie et des finances ; (p. 4774) : son sous-amendement à l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement tendant à introduire la référence à la date de délivrance du permis de construire comme date certaine pour le début des constructions ; (p. 4775) : ses craintes sur la notion d'ouverture de chantier, critère du permis de construire retenu par la commission des finances ; maintient son sous-amendement.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4986) : ses réserves sur le budget ; souhaite l'octroi d'une dotation supplémentaire ; application de la loi de programme ; estime opportun d'augmenter le budget de la jeunesse et des sports afin d'essayer de diminuer les dépenses de santé ; choix à faire pour l'avenir ; attaques dirigées contre le secrétaire d'Etat ; insuffisance de postes d'enseignants ; attitude de certains enseignants à l'égard de l'éducation physique et sportive ; athlétisme et sports collectifs ; subventions versées aux clubs en proportion des jeunes inscrits ; manque d'équipement ; juge inadmissible le financement d'équipement par les municipalités ; difficultés du plan des « mille piscines » ; (p. 4987) : souhaite une révision de la politique menée ; des subventions de 100 % pour les dépenses d'équipement des piscines ; sport de compétition ; sport et commerce ; bénévolat ; ses réserves quant aux critères d'attribution des aides aux clubs ; estime qu'une aide importante et proportionnée aux résultats obtenus devrait être accordée aux clubs non professionnels ; ses réserves sur les concours de pronostics ; juge cette formule peu morale ; échanges de jeunes ; estime qu'il faut créer des pistes cyclables ; réservation hebdomadaire aux seuls cyclistes du tour de l'hippodrome de Longchamp ; problème des aires de détente ; base de Bombannes ; demande un effort plus grand pour ce budget.

Transports. — IV. Marine marchande [30 octobre 1973] (p. 5091) : rectifie le propos de M. Bécam concernant les filets de pêche ; conditions de contrôle des bateaux français par les services du ministère ; zones de cantonnement et zones de tir ; crédits affectés à l'installation de claies insubmersibles dans le bassin d'Arcachon ; huitres d'Arcachon ; son amendement concernant le décret du 7 octobre 1968 ; discrimination entraînée par la non-rétroactivité de ce décret ; situation des veuves ; problème des 80 % du salaire forfaitaire des marins ; amélioration de la situation des marins retraités ; (p. 5094) : son rappel au règlement ; tournure du débat risquant de nuire au prestige de l'Assemblée.

Légion d'honneur et Ordre de la Libération [31 octobre 1973] (p. 5109) : caractère exceptionnel de la présence du grand chancelier de la Légion d'honneur, anciens combattants de 1914-1918 ; réexamen de la notion du titre ; sa précision sur les revendications de la commission des finances à cet égard ; exemple de ces combattants pour les jeunes ; estime qu'en la matière la politique n'a pas sa place ; souhaite une plus grande générosité envers les anciens combattants.

Dépenses militaires (art. 20 et 21, budgets annexes du service des essences et du service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973] (p. 5419) : inquiétude des Français ; moyens de défense ; conditions d'utilisation et crédibilité de la force de dissuasion ; préparation psychologique au conflit ; politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants ; erreur que constitue le saupoudrage des crédits ; (p. 5420) : choix des urgences ; « pétrole dissuasion » ; sa référence à Munich ; demande l'accroissement du nombre des avions de combat ; nécessité d'un choix en fonction de nos besoins et de nos possibilités financières ; ses réflexions sur le volume des dépenses militaires.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5723) : demande au ministre de l'équipement l'aménagement de deux kilomètres de piste cyclable par kilomètre d'autoroute construit.

Équipement : Etat C - Titre VI (p. 5752) : son amendement : politique du Gouvernement à l'égard des utilisateurs des « deux roues ».

Services du Premier ministre : Economie et finances. — Fonction publique, rapporteur spécial [16 novembre 1973] (p. 5888) : ses observations sur la fonction publique ; statuts et informations statistiques ; rôle de la direction de la fonction publique ; opportunité d'un réexamen du statut de la fonction publique ; ses observations sur les sanctions et les modalités de l'avancement ; situation matérielle des fonctionnaires ; (p. 5889) : salaires des secteurs privé et public ; rémunérations annexes et calcul des pensions ; subventions à l'ENA ; crédits des instituts régionaux d'administration publique.

Seconde délibération. Après l'Article 43 [20 novembre 1973] (p. 6175) : son sous-amendement oral à l'amendement du Gouvernement : régime des pensions des veuves.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale** [19 novembre 1973] (p. 6038) : décision de l'Assemblée ; ses arguments en faveur de la constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi n° 753 relatif à la chasse.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6362) : s'oppose à l'amendement de M. Simon-Lorière : compétence du comité d'entreprise et de la commission spéciale pour l'amélioration des conditions de travail ; (p. 6363) : inopportunité de l'amendement de M. Simon-Lorière relatif au travail de nuit ; son amendement relatif aux modalités de consultation des comités d'entreprise. **Article 2** (p. 6368) : s'oppose à l'amendement de MM. Gau et Le Pensec tendant à subordonner l'octroi d'avantages aux entreprises et aux actions menées pour améliorer les conditions de travail. **Article 3** (p. 6370) : s'oppose à l'amendement de M. Simon-Lorière : indemnisation des suppléants qui siégeront à la commission spéciale en présence des titulaires ; (p. 6372) : son amendement : limite à la durée des visites de l'entreprise ; (p. 6373) ; soutient l'amendement de M. Chinaud : fixation par convention collective de la durée des visites de l'entreprise ; (p. 6374) : répond au Gouvernement. **Après l'article 3** (p. 6375) : s'oppose à l'amendement de M. Simon-Lorière : sanctions en cas de changement aux dispositions relatives à la commission spéciale. **Article 7** (p. 6377) : s'oppose à l'amendement de M. d'Harcourt tendant à définir les tâches de l'Agence nationale. **Après l'article 11** (p. 6385) : s'oppose à l'amendement de M. Gau : possibilité pour le comité d'hygiène et de sécurité de faire interrompre des travaux. **Article 13** (p. 6387) : sa demande de précision au Gouvernement : contrôle de l'hébergement des travailleurs. **Article 15** (p. 6392) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. d'Harcourt ; s'oppose à l'introduction de possibilités individuelles de travail réduit « à la carte ». **Article 19** (p. 6394) : sa demande de seconde délibération sur l'amendement de M. Simon-Lorière (après l'art. 3). **Après l'article 3** (p. 6395) : expose les raisons de sa demande de seconde délibération. **Explications de vote** (p. 6396) : progrès apporté par le texte ; votera le texte.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1973] (p. 6376) : sa demande de vérification sur le vote de l'amendement de M. Simon-Lorière : projet de loi sur l'amélioration des conditions de travail.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1973] (p. 6382) : en réponse à M. Ralite : opportunité de s'en tenir aux indications du Gouvernement quant à l'approvisionnement en pétrole.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° 781). **Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6641) : équipement du budget ; amélioration de la structure de la fis-

calité ; baisse de taux de la TVA ; meilleure répartition entre impôts directs et indirects ; hausse des prix et inflation ; caractère essentiellement technique du collectif budgétaire ; rôle du Parlement ; non-utilisation de la procédure des décrets d'avance ; s'étonne de l'absence des crédits du FAC dans le collectif budgétaire ; s'interroge sur l'efficacité des dotations affectées aux entreprises publiques ; (p. 6642) : débudgétisation des entreprises publiques ; ses réserves sur la procédure budgétaire utilisée ; amendement relatif à la réversion de la pension de la femme fonctionnaire ; vote de son groupe en faveur du projet. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6651) : son amendement : notion de titre de participation, assouplissement de la définition des titres de participation.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 723). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6837) : ses observations sur la non-participation des parlementaires aux travaux du groupe de travail ; notion de feu ou de combat ; sa référence à un fait personnel ; ses arguments en faveur de la suppression de l'article 4 ; (p. 6838) : risque de contentieux avec les autres anciens combattants.

CERMOLACCE (Paul)

Député des Bouches-du-Rhône
(7^e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Cesse d'appartenir à cette commission [3 octobre 1974] (p. 4759).

Membre de la commission des affaires étrangères [3 octobre 1974] (p. 4759), [2 avril

1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [11 mai 1973] (p. 1202), [16 décembre 1976] (p. 9551).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 novembre 1976] (p. 8557), [23 novembre 1976] (p. 8568).

Membre du comité consultatif des lignes de Corse [29 novembre 1973] (p. 6499).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à abroger les dispositions de la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 et de la loi n° 71-458 du 17 juin 1971 portant atteinte au **droit de grève des personnels de la navigation aérienne** (n° 468) [14 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 268), modifiée par le Sénat, tendant à réglementer la **location du droit de pêche** aux groupements de marins-pêcheurs professionnels dans certains **étangs salés privés du littoral** (n° 537) [27 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 724), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à réglementer la **location du droit de pêche** dans certains **étangs salés privés du littoral** (n° 819) [5 décembre 1973].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Centre de transit d'Arenc à Marseille** [30 avril 1975] (p. 2274).

— **Conserverie de Casamozza en Corse** [22 octobre 1975] (p. 7216) : indemnisation et reconversion des arboriculteurs lésés par la fermeture de la conserverie.

• *question orale sans débat :*

— (n° 29812) : **Activité des chantiers de construction navale** [4 juin 1976] (p. 3814, 3815) : les difficultés de la construction navale et en particulier celles des chantiers de Saint-Malo ; le retard mis au règlement de ce

problème ; les menaces de licenciement ; la politique du Gouvernement favorable aux monopoles ; la nécessité d'un plan pluri-annuel de renouvellement et de développement des flottes de pêche ; la révision des aides accordées à la construction navales et aux armateurs.

• *question au Gouvernement :*

— **Centre d'hébergement clandestin de Marseille** [24 novembre 1976] (p. 8637) : conditions d'incarcération des étrangers détenus à Arenc.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (Droit de licenciement)** (n° 197) [22 mai 1973] (p. 1462) : son rappel au règlement, article 62 ; vote personnel ; contrôle des délégations de vote.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° 447). **Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Après l'Article 6** (p. 2399) : son amendement tendant à l'extension de la prime mensuelle de transport à tous les salariés sur l'ensemble du territoire national ; (p. 2400) : répond au Gouvernement.

— **Proposition de loi tendant à réglementer la location du droit de pêche aux groupements de marins-pêcheurs professionnels dans certains étangs salés privés du littoral** (n° 268), rapporteur. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2626) : origines de la proposition de loi ; différences entre le texte voté par l'Assemblée et le texte adopté par le Sénat ; droit de priorité des marins-pêcheurs et réglementation de la location du droit de pêche ; étangs salés de la côte méditerranéenne ; domaine public maintenu ; appropriation privée de plusieurs étangs ; rachat du droit de pêche ; retour dans le domaine public ; droit préférentiel de location aux groupements de marins-pêcheurs professionnels ; affermage des étangs ; ses réserves sur l'extension par le Sénat aux sociétés d'aquaculture ; possibilité d'exercice de ces activités par les marins-pêcheurs ; aide des pouvoirs publics ; suppression par le Sénat du projet de priorité des marins-pêcheurs ; principe de la pluralité des offres ; moyens financiers des grandes sociétés d'aquaculture ; contradiction avec l'esprit de la proposition de loi de M. Couveinhes ; adoption en première lecture ; demande le retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée. **Discussion des articles. Article**

premier A (p. 2627) : son amendement de suppression. **Article premier** : son amendement. **Article 2** : son amendement tendant à réaffirmer la priorité des marins-pêcheurs ; (p. 2628) : ses arguments en faveur du rejet des sous-amendements de M. de Gastines, exercice du droit de pêche uniquement par des marins professionnels ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Article 2 bis** (p. 2629) : son amendement. **Article 3** : son amendement. **Article 4** : son amendement. **Article 5** : son amendement relatif à l'exercice du droit de pêche par les locataires. **Article 6** (p. 2630) : son amendement tendant à rétablir le texte voté par l'Assemblée en première lecture, retrait. **Article 8** : son amendement de suppression, retrait. **Titre** : son amendement, retrait. **Troisième lecture**, rapporteur [20 décembre 1973] (p. 7248) : expose les modifications apportées par le Sénat, remplacement des termes « anciens marins-pêcheurs professionnels » par les termes « bénéficiaires de droit à pension de marins », limitation de la protection des locataires de droit de pêche aux articles 1721, 1722 et 1723 du code civil, raliement de la commission au texte du Sénat ; sa demande de précision au Gouvernement sur la circulaire d'application concernant l'article 5 ; son opposition à ce texte.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Transports. — III. **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5066) : régression du budget, réserve de la majorité, nécessité de doter la météorologie nationale de moyens financiers, transport des installations techniques à Toulouse, éclatement de la météorologie nationale, projet contraire aux intérêts des usagers et du personnel, sécurité aérienne, loi de 1964 et suppression de l'exercice du droit de grève, dégradation de la qualité des services ; sa question sur l'affectation de contrôleurs militaires à l'aéroport de Roissy-en-France, revendications des personnels de la navigation aérienne ; demande l'abrogation des dispositions antigrève de la loi de juillet 1964 et l'annulation des sanctions prises ; statut commun à l'ensemble du personnel des entreprises de transport aérien ; ses observations sur la réorganisation de la SNIAS, hégémonie des Etats-Unis sur les marchés aéronautiques et spatiaux du monde occidental ; (p. 5067) : concurrence du Concorde pour le marché américain, motivations politiques et économiques du blocage des Etats-Unis, réalité du transport supersonique, nécessité de poursuivre le programme Concorde ; ses questions au ministre des transports sur le programme de production, la transformation d'options en commandes fermes, la promotion des ventes ; la garantie de change, l'équilibre douanier, la poursuite d'études de pointe, nationalisation

de l'ensemble de l'industrie « cellule-moteur-équipement » ; nécessité de développer le transport aérien ; questions auxquelles le ministre n'a pas répondu ; vote de son groupe contre les crédits de l'aviation civile.

IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5083) : absence de politique maritime et ses conséquences, suppression des crédits du FDES pour la pêche industrielle, prêts bonifiés, insuffisance des crédits de formation professionnelle, des moyens de l'institut scientifique et technique des pêches, pensions des marins, rattrapage Forner, refus d'améliorer le pourcentage des pensions « prévoyance » des veuves âgées de plus de soixante-cinq ans de marins victimes d'accidents professionnels, naufrage du *Cap-de-la-Hague* et d'un chalutier breton, conditions d'application du décret du 7 octobre 1968, taxe au tonnage, propos tenu par le ministre à la Ciotat lors du lancement du *Ben-Franklin* ; place de la France en matière de commerce maritime, déficit de la balance des frêts et des passages (p. 5084) ; pourcentage de transport de nos échanges extérieurs, activités de croisière, cas de la ligne d'Extrême-Orient, conditions d'exploitation du *Korrigan*, pavillons de complaisance, tonnage du *Libéria*, risque de destruction progressive des flottes nationales, situation de l'emploi, projets relatifs aux deux sociétés d'économie mixte ; demande l'information du personnel, la saisine du conseil supérieur de la marine marchande et un débat à l'Assemblée nationale, législation maritime en matière de main-d'œuvre et dispositions de l'article 84 du traité de Rome, problèmes de la marine marchande et programme commun de la gauche.

Seconde délibération [20 novembre 1973] (p. 6173) : **Article 17** : son opposition à l'amendement du Gouvernement tendant au rétablissement des crédits de la marine marchande.

Communication du Président sur les conditions d'exercice du contrôle budgétaire [7 novembre 1973] (p. 5283) : désignation de rapporteurs de l'opposition ; discussion du bureau de l'Assemblée sur la compétence des commissions ; prend acte du fait que le bureau procédera à un nouvel et prochain examen du problème ; problème juridique et politique ; droit à l'information des commissions ; rôle du rapporteur spécial de la commission des finances ; (p. 5284) : s'interroge sur les garanties que l'on peut obtenir de la part du Gouvernement ; suggestion de son groupe que référence soit faite à la Constitution et au règlement.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

d'auxiliaires ; la lutte des personnels de la navigation aérienne ; le « comité des relations professionnelles » ; le droit de grève ; le protocole d'accord de 1970 ; (p. 6644) : la situation des contractuels ; l'organisme mixte civil et militaire pour la circulation aérienne ; les contrôleurs militaires ; les programmes d'études aéronautiques ; les ententes entre compagnies ; les rackets des compagnies pétrolières ; exemple d'Air Inter ; la préservation de l'emploi ; la crise de l'industrie aéronautique ; l'entrée du groupe Suez dans la SNECMA ; la suppression d'emplois ; le plan de charge de l'usine de Marignane ; les subventions au groupe Dassault ; le moteur de dix tonnes ; la compétitivité de notre industrie ; (p. 6645) : le Concorde : pollution, bruit et rentabilité ; coût de revient ; certificat de navigabilité ; démocratisation du transport aérien ; le comité de soutien à Concorde ; (p. 6654) : les comités de relations professionnelles ; les crédits pour Concorde.

IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6680) : sa demande de scrutin public sur le titre VI ; le refus d'un débat public ; la concertation ; l'effet de la réouverture du canal de Suez sur le plan de croissance ; les silences du ministre ; votera contre le budget.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° 1413). **Discussion générale** [3 avril 1975] (p. 1251) : l'atteinte portée à l'unité de l'île ; renforcer les services locaux ; l'espoir du Gouvernement dans une reconquête des positions politiques perdues ; l'échec de la politique gouvernementale consistant à affecter d'importants capitaux à une infime partie du territoire insulaire ; la situation difficile des Corses (p. 1252) : l'absence de conformité entre la situation des populations insulaires et l'image d'un grand pays comme la France ; l'absence de toute solution au drame de la Corse.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4949) : la nécessité de nouveaux rapports avec les pays du tiers-monde ; la politique du Gouvernement envers les départements et territoires d'outre-mer et sa collaboration avec les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie ; ses rapports néocolonialistes que révèlent les accords de Lomé ; la politique de redéploiement contraire aux intérêts de la France et des pays du tiers-monde ; (p. 4950) : fonder notre politique de coopération sur d'autres bases.

— **Rappel au règlement** : ordre du jour de la session extraordinaire ; problème de la Corse [9 septembre 1975] (p. 6057).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873) [10 septembre 1975]. **Discussion générale** (p. 6125) : la situation de la Corse ; juge nécessaire la démission de M. Poniatowski ; les mesures indispensables qu'exige la situation ; (p. 6126) : l'élection d'une assemblée régionale au suffrage universel, seule solution démocratique.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Transports. — IV. Marine marchande [14 novembre 1975] (p. 8438) : le budget pour 1976 : un budget qui n'apporte aucune solution ; la menace qui plane sur l'ENIM ; (p. 8439) : les problèmes du régime des retraites ; la situation de notre flotte de commerce ; le problème de l'emploi ; arrêter le plan de croissance de la flotte conjointement avec les organisations professionnelles ; le principe de la continuité territoriale entre la France et la Corse ; (p. 8440) : confier à la CGTM la mission d'assurer les relations entre la France et ce département.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Transports. — IV. Marine marchande [28 octobre 1976] (p. 7202) : stagnation, austérité, régression ; contentieux dans le domaine social pour la retraite des gens de mer ; le chômage ; la réduction des effectifs ; un budget de routine ; les échéances repoussées pour les six grands chantiers ; la relance demandée à l'Etat par le patronat ; le plan de « développement de la marine marchande » ; les monopoles internationaux ; (p. 7203) : le principe de la continuité territoriale entre le continent et la Corse ; le coût de transport des marchandises au-dessous de cinq tonnes ; l'immobilisation du navire *Corse* ; le *Provence* ; les navires permettant de desservir la Corse ; la saison à venir ; différer la vente de l'*Île-de-Bauté* et réaffecter le *Provence* sur l'Algérie.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement** (n° 2387). **Discussion générale** [7 avril 1977] (p. 1613) : l'intégration au code du travail maritime de certaines dispositions du code du travail ; l'application des lois du 13 juillet 1973 et du 15 janvier 1975 relatives à l'emploi ; les accords contractuels déjà intervenus ; (p. 1614) : le bénéfice du délai-congé en cas de licenciement ; les

délais-congés du marin à terre ; l'exclusion du champ d'application de certaines dispositions de navires armés à la pêche ; le licenciement des marins mis par les armateurs au service d'une filiale étrangère ; le décret du 7 août 1967 relatif aux conditions d'exercice de la profession de marin ; la circulaire du 29 avril 1975 ; l'harmonisation des régimes sociaux des travailleurs de la Communauté européenne ; doter la France de tous les types de navires nécessaires ; lutter sans relâche contre l'affrètement inconsidéré de pavillons étrangers ou de complaisance. **Discussion des articles. Article 3 : Article 102-14 du code du travail maritime** (p. 1622) : l'extension à tous les marins de la possibilité de réintégration. **Article 102-18 du code du travail maritime** (p. 1623) : s'abstient dans le vote de l'article en raison de la modification du code du travail maritime intervenue à la suite d'une circulaire. **Article 102-19 du code du travail maritime** (p. 1624) : l'exclusion des navires affectés à la pêche au large.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la déclaration aux instituts d'émission des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer (n° 2253). Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1980) : le problème des dettes patronales ; le rapport de l'inspection générale des affaires sociales consacré au recouvrement des cotisations ; l'application de l'ordonnance n° 59-127 du 1^{er} janvier 1959 ; l'usage fait par les banques des informations relatives aux cotisations non recouvrées par des organismes de sécurité sociale.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. Marine marchande [17 novembre 1977] (p. 7641) : la perte d'emplois dans le secteur de la marine marchande ; l'évolution de la flotte de commerce ; (p. 7642) : la nécessité de développer une flotte polyvalente ; l'utilisation des pavillons étrangers et des pavillons de complaisance ; l'action de la CGM (Compagnie générale maritime) ; l'augmentation de potentiel maritime de la Société nationale Corse-Méditerranée ; le budget de l'établissement national des invalides de la marine ; l'écart entre les salaires et les pensions ; les problèmes posés par l'exclusion de certains marins du bénéfice du décret de 1968 sur le surclassement ; l'institution d'une taxe spéciale sur les gros porteurs ; les caractéristiques d'une politique maritime nationale.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens (n° 3179). Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 14** (p. 8087) :

son amendement n° 70 soutenu par M. Edmond Garcin : consultation des associations représentatives des salariés préalable à l'établissement du décret en Conseil d'Etat ; réservé.

CERNEAU (Marcel)

Député de la Réunion
(3^e circonscription)
(UC, puis NI, puis app. RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

N'appartient à aucun groupe [10 juillet 1974] (p. 3489).

S'apparente au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [3 juin 1977] (p. 3404).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [11 mai 1973] (p. 1202).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 1442) : **Réinvestissements outre-mer** [22 juin 1973] (p. 2479, 2480 et 2481) : article 9 de la loi de finances rectificative pour 1971 ; développement industriel indispensable des DOM.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation économique de la Réunion** [26 juin 1974] (p. 2972).

— **Conséquences de l'éruption du volcan de la Fournaise à la Réunion** [18 mai 1977] (p. 2869) : aide à apporter aux sinistrés.

— **Application des lois sociales dans les DOM** [22 juin 1977] (p. 4053, 4054) : application de l'allocation dite « complément familial » et de l'allocation de parent isolé à la Réunion et dans l'ensemble des DOM.

Transports. — III. Aviation civile [18 novembre 1974] (p. 6643) : le démantèlement de la météorologie nationale ; le recrutement

— **Aménagement des hauts de la Réunion** [19 octobre 1977] (p. 6341) : signature du décret classant cette région en zone de rénovation rurale.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4936) : ses observations sur la politique régionale ; mesures à prendre pour l'application des textes pris pour la métropole ; souhaite l'action de la DATAR pour l'industrialisation des départements d'outre-mer ; (p. 4937) : ses observations sur la création d'un poste de commissaire aux investissements ; dispositions de l'article 9 de la loi de finances rectificative du 24 décembre 1971 ; sa question orale concernant l'extension de l'exonération fiscale prévue par ce texte ; souhaite une application plus libérale de ces dispositions ; problème des liaisons maritimes et aériennes entre la métropole et les DOM ; questions sociales ; inégalités avec la métropole sur le plan des prestations sociales ; ses réserves sur l'abus du recours au domaine réglementaire ; demande la révision des dispositions du décret d'avril 1960 « départementalisation globale » et parité globale ; sa question sur les mesures d'orientation de l'économie sucrière ; groupe d'étude parlementaire sur les problèmes des DOM.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). *Deuxième lecture. Discussion générale* [6 décembre 1973] (p. 6702) : sa demande d'assurances au Gouvernement quant à l'application des dispositions du projet dans les DOM à la même date qu'en métropole.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° 1110). *Discussion générale* [4 juillet 1974] (p. 3327) : face à la poussée inflationniste montre le retard de notre appareil de production ; (p. 3328) : souhaite une redistribution des productions en fonction de la crise énergétique ; déplore l'absence d'indexation de l'épargne.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161). *Discussion des articles* [24 juillet 1974] : **Article 6** (p. 3768) : sur l'amendement n° 1 de M. Gabriel : les DOM doivent dépendre d'une société nationale ; (p. 3769) : amendement n° 66 : comités consultatifs des programmes distincts pour les DOM et les TOM, repoussé. **Commission mixte paritaire** [28 juillet 1974] (p. 3931) :

dangers des dispositions proposées pour la télévision des DOM.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer** (n° 1282). *Discussion générale* [22 novembre 1974] (p. 6967) : la loi du 10 juillet 1964 ; les lois incomplètement étendues aux DOM ; son amendement à la loi de 1964 relative à l'application de la loi dans les DOM ; l'examen du risque cyclone dans le débat sur la loi de 1964 ; (p. 6968) : les objectifs de la loi de 1964 ; l'encouragement à s'assurer auprès de l'organisme « Mutualité 1900 » ; les taxes parafiscales ; la protection du marché de la vanille et des huiles essentielles ; les comités départementaux d'expertise ; la gestion du fonds de garantie contre les calamités agricoles ; le recours au fonds de calamités publiques ; sous réserve de l'adoption de certains amendements, votera le projet. **Discussion des articles. Article 3** (p. 6971) : son amendement n° 13 : remplacement des taxes parafiscales par une taxe « ad valorem » ; (p. 6973) ; rejeté ; son amendement n° 14 : consultation préalable des conseils généraux ; adopté ; son amendement n° 15 : taxe sur les importations de vanille et d'huiles essentielles ; (p. 6974) : retiré. **Après l'Article 4 bis** (p. 6977) : son amendement n° 17 : prise en charge par l'Etat d'une fraction des cotisations d'assurances ; retiré ; à l'exception du dernier alinéa : aide complémentaire des collectivités locales, devenu sous-amendement à l'amendement n° 6 de M. Fontaine ; adopté.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1570) [13 mai 1975]. *Discussion générale* (p. 2564) : majoration des crédits destinés aux primes de développement régional ; l'intégration plus complète des départements d'outre-mer dans la CEE ; la dégradation de la situation de l'emploi dans les départements d'outre-mer et principalement à la Réunion ; les licenciements constatés dans les petites et moyennes entreprises du bâtiment ; assouplir les réglementations relatives à l'octroi des primes, des prêts et des avantages fiscaux dans le secteur de l'habitat ; (p. 2565) : les effets multiplicateurs de l'industrialisation ; assouplir les dispositions de l'article 9 de la loi de finances rectificative pour 1971 ; prévoir l'action de la DATAR dans les départements d'outre-mer.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° 1639). *Discussion générale* [23 mai 1975] (p. 3198) : le problème du financement des investissements ; le caractère limité des concours du FIDOM

et de la caisse centrale de coopération économique ; l'importance des investissements à entreprendre ; l'aménagement hydroélectrique du site de la rivière de l'Est ; la différence trop grande entre les tarifs pratiqués à la Réunion et en métropole ; (p. 3199) : les réserves que suscite le projet ; l'absence de date quant au transfert des biens à EDF ; le sort réservé aux organismes dépendant d'Énergie électrique de la Réunion ; le nouveau régime de financement ; les difficultés de la société Énergie électrique de la Réunion pour le financement des travaux de la rivière de l'Est. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3204) : son amendement n° 8 : prévoir l'alignement des tarifs sur la métropole dans un délai de trois ans ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Services du Premier ministre. — Services généraux : fonction publique [3 novembre 1975] (p. 7765) : la non-application dans les départements d'outre-mer du décret du 14 mars 1964 ; le fonctionnement de l'établissement régional de la Réunion érigé en circonscription d'action régionale.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8265) : le problème du prix du sucre et le développement économique de la Réunion ; (p. 8266) : l'application du système des « contrats de pays » à la Réunion ; le problème de l'article 9 de la loi de finances.

1976

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés** (n° 2135). **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article 15** (p. 2407) : défend l'amendement n° 5 déposé par M. Michel Debré : permettre aux collectivités locales des départements d'outre-mer où est appliquée la TVA de continuer à bénéficier dans leur budget des recettes provenant du droit de consommation du tabac sans réduction de leur montant ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Discussion générale** [19 mai 1976] (p. 3203) : faible portée du projet ; souhaite la définition de mesures d'ensemble afin de faire face à la grave crise démographique que connaît le pays ; (p. 3204) : les mesures prises en Pologne en faveur de la femme qui travaille ; la situation des veuves chefs de famille ; la politique familiale menée dans les DOM ; proteste contre les refus par la commission des finances de ses amendements tendant à étendre aux mères isolées des DOM les avantages prévus dans le projet en faveur des mères de la métropole.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [15 juin 1976]. **Article 5** (p. 4101) : le régime des actions est la partie la plus critiquable du projet ; une différence injustifiée entre actions et obligations risquant de pénaliser les entreprises les plus dynamiques ; un projet très restrictif en matière de moins-values ; il faudrait à court terme indexer l'épargne.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4667) : les orientations prioritaires retenues pour les départements d'outre-mer ; un relevé de recettes de bonheur ; des orientations complémentaires ; l'effort apporté à l'agriculture dans le sens du développement de la compétitivité, de la recherche ; la réalisation d'équipements ; la réduction des inégalités passant par leur connaissance ; l'enquête de l'INSEE ; la formation professionnelle ; (p. 4668) : une politique volontariste des transports extérieurs ; le sous-développement des DOM ; la nécessité de compensation ; critique de la politique de la France.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements** (n° 2217), rapporteur suppléant. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4956) : donne connaissance du rapport de M. Frédéric-Dupont concluant à l'approbation de l'accord.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° 2527) [6 octobre 1976] (p. 6413) : approuve les objectifs du plan Barre ; analyse la situation économique depuis 1974 ; le problème du maintien de l'inflation dans la limite du raisonnable ; les dépenses improductives ; aller plus loin sur le plan de l'équité ; la lutte contre les inégalités ; (p. 6414) : le capital de sympathie et de confiance dont dispose le Premier ministre.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7833) : le dialogue intercontinental, politiquement appelé dialogue Nord-Sud ; envisager une nouvelle croissance pour les pays en développement, un problème majeur pour les pays industrialisés ; les USA meneur de jeu de cette grande affaire ; le refus des USA d'indexer le cours des matières premières sur celui des produits manufacturés ; la position des pays en développement.

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8387) : les écarts de langage de M. Alain Vivien concernant les DOM ; le FIDOM ; l'insuffisance de l'appareil statis-

tique ; les contrats de pays ; le CIAT ; le FIAT ; la départementalisation économique ; (p. 8388) : le recensement ; l'emploi ; les informations sur les ménages.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Après l'Article 65** (p. 8541) : son sous-amendement n° 207 à l'amendement n° 117 de M. de Rocca Serra ; indique qu'il n'a pas signé l'amendement n° 117 ; la nécessité de proroger le régime actuel jusqu'au mois de décembre 1977 ; préfère une prorogation d'une année renouvelable annuellement ; accepte la proposition du Gouvernement sur son sous-amendement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 5** (p. 9172) : son amendement n° 54 visant à instituer une taxe de caractère local sur les rhums fabriqués dans le département de la Réunion, alimentant le budget départemental ; adopté.

1977

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° 2554). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1709) : la réduction des contributions et cotisations aux caisses de l'ENIM ; la compétence de l'ENIM ; l'économie du projet de loi ; la création de plusieurs classes de prestations selon les catégories de marins ; la limitation de la liberté d'action du Parlement sous l'effet des contraintes des articles 34 et 40 de la Constitution ; un projet de loi qui est loin d'être négatif ; l'application de la réduction des cotisations sur les indemnités journalières ; la charge entraînée pour le budget de l'Etat ; (p. 1710) : le retour légal dans la profession de nombreux marins.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [26 avril 1977] (p. 2155) : indique son vote au terme du débat ; les problèmes qui se posent aux départements de la Réunion ; le chômage ; (p. 2156) : le versement des différentes allocations sociales servies en métropole ; le problème de l'emploi des jeunes ; la modification de textes de circonstance ; la circulaire du 19 décembre 1976 sur la régulation des crédits ; l'arrêté portant limitation du jeu des formules de révision des prix des marchés publics en 1977 ; les choix du programme d'action prioritaire d'intérêt régional ; la mise en œuvre du programme ; l'affectation des crédits FIDOM ; la non-extension des

dispositions législatives sur les parents isolés.

— **Projet de loi relatif aux bois et forêts du département de la Réunion** (n° 2260). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1^{er} juin 1977]. **Article 20** (p. 3267) : se déclare favorable à la rédaction de l'article 20 tel qu'il est revenu du Sénat.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [7 juin 1977] (p. 3452) : la grande entreprise future que constitue l'exploitation des océans ; les actions menées par le Japon, les Etats-Unis, la Russie soviétique, la Chine, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Europe ; la tenue à l'écart de la France ; le CNEXO ; les problèmes du droit de la mer ; (p. 3453) : la nécessité d'une organisation mondiale de l'exploitation des richesses provenant de la mer ; l'affrontement entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement ; l'organisation de la pêche dans la zone maritime de la Réunion ; la croissance des activités de la pêche, l'étude de la commission du revenu régional du comité économique et social de la région Réunion ; les propositions de l'établissement public régional ; l'accès des ressources côtières ; les décrets d'application de la loi portant réduction des taxes de rôle des pêcheurs artisans côtiers ; la création d'industries locales de transformation ; l'aquiculture ; la conservation de droit de pêche réunionnais ; les problèmes de formation.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° 2847). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4471) : le plan d'action prioritaire d'intérêt régional pour le développement des hauts de l'île de la Réunion ; les problèmes des DOM ; les éventuelles difficultés de la mise en place du programme d'aménagement des hauts de la Réunion ; le problème de la définition juridique des terres incultes ; (p. 4472) : le problème de la propriété des parcelles ; la recherche d'une solution souple ; les modalités de l'intervention de l'Etat et des SAFER.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6925) : les retards constatés dans l'application des textes propres aux DOM ; l'allocation de parents isolés ; la mise en vigueur de la loi portant dérogation du code des pensions de retraite des marins ; les conséquences des retards d'application des dispositions réglementaires et législatives ; la politique sociale agricole dans les DOM ; l'augmentation de la subvention du BAPSA ; l'effort de solidarité nationale ; (p. 6926) : l'importance des transferts sociaux ; le cas de

la Réunion ; le niveau des taux de cotisation de sécurité sociale des salariés agricoles ; la dissimulation du montant réel des salaires ; la nécessité d'un allègement des charges sociales ; l'emploi à la Réunion ; le chômage des jeunes ; la migration ; les résultats des mesures d'incitation à la création d'emplois pour les jeunes ; l'aide au titre des calamités publiques ; le cas de la commune de Sainte-Rose ; (p. 6927) : le sort des dossiers d'indemnisation présentés ; le financement des programmes d'aménagement des hauts de la Réunion ; le problème du prélèvement sur le riz.

CESAIRE (Aimé)

Député de la Martinique
(2^e circonscription)
(NI, puis app. PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [9 juillet 1974].

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

- *question orale sans débat* :

— (n° 28571) : **Situation économique aux Antilles** [7 mai 1976] (p. 2825, 2826) : la gravité des mouvements sociaux se déroulant à la Martinique dus au sous-emploi et à l'absence de protection contre le chômage ; le déblocage des crédits de construction ; la répartition équitable entre les communes des crédits des chantiers de construction ; l'extension des allocations de chômage aux DOM ; le droit au travail.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4935) : constats évoqués dans les

rapports ; son vote contre l'entrée des Antilles dans le marché commun ; sa référence au rapport de M. de Gastines, problème du statut juridique des DOM ; échec de la politique du Gouvernement ; (p. 4936) : problèmes spécifiques du sous-développement, anachronisme du pacte colonial.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6259) : les Antilles sont viables mais leur situation est inquiétante ; (p. 6260) : réapprécier l'insertion des DOM dans le Marché commun ; le caractère colonial de l'économie antillaise ; la nationalisation des usines à sucre mettrait fin au démantèlement de l'industrie sucrière ; la réforme régionale ne réalisera pas la décolonisation nécessaire.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8261) : propose le terme de « stinisme » comme équivalent de fanatisme de la départementalisation ; (p. 8262) : le « stinisme » : valorisation excessive du Marché commun et minorisation excessive des notions de production et d'emploi ; l'exemple du plan pour la Guyane et le « génocide par persuasion » ; l'erreur qui consiste à ne pas respecter la personnalité des DOM.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8383) : « le culte du cargo » ; la préfiguration de ce que seront les Antilles ; la non-adaptation des méthodes et des pratiques politiques à une situation spécifique des institutions ; la débâcle économique antillaise ; son dépérissement ; une absurde politique d'intégration dans le Marché commun ; le monopole de pavillons ; le tourisme ; les accords de Lomé, mauvais coup asséné aux Antilles ; reconsidérer le statut économique des DOM à l'égard du Marché commun ; l'évolution du monopole de pavillons ; renoncer à la rhétorique de la « départementalisation » économique ; (p. 8384) : l'autonomie ; citation de Platon ; départementalisme et séparatisme ; le cours de l'histoire ; un combat contre l'économie par des méthodes discutables ; les libertés fondamentales ; une bataille d'arrière-garde qui sera perdue.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6920) : l'insuffisance du budget ; en matière d'équipement, de logement et d'enseignement ; la situation de l'UER Vizios ; le déficit des échanges des DOM ; les conséquences de l'intégration des DOM dans le Marché commun ; les propos de M. Michel Debré à l'égard de l'action du secrétaire d'Etat ; l'échec de la CEE en matière de politique régionale ; le problème du chômage ; (p. 6921) : l'exemple des fonds de chômage ; la départementalisation sociale ; l'avenir et les chances de survie des Antilles Guyanes ; l'évolution de la démographie ; l'émigration ; l'avenir du secrétariat d'Etat ; l'idéal « de l'assimilation ».

CÉSAR (Gérard)

Député de la Gironde
(9^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 28 septembre 1976, de M. Robert Boulin, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J.O.* du 29 septembre 1976) (p. 5765), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [19 octobre 1976] (p. 6758).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production sur la proposition de loi (n° 2542), relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « Coteaux champenois » (n° 2711) [16 décembre 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement* :

— **Difficultés des viticulteurs du Sud-Ouest** [20 avril 1977] (p. 1951) : augmentation de la durée des prêts « sinistrés » accordés au titre de l'article 675 du code rural ; dossier des « vins blancs Gironde ».

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7546) : la viticulture girondine ; les crédits de remembrement ; officialiser rapidement les propositions d'organisation économique déposées par le conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux ; la diminution de la production de vins blancs ; la situation dramatique des producteurs ; la région de Cognac ; le BNIC ; les excédents et les prix de dumping qui en découlent ; les efforts faits pour la qualité, la labellisation, la limitation des rendements par l'INAO, la promotion de certains vins blancs secs et liqueurs ; le financement de l'arrachage insuffisant par rapport au BNIC ; les Charentes ; la législation nationale et communautaire doit y être intégralement appliquée ; (p. 7547) : la diminution des autorisations de programme ; le remembrement, facteur du progrès social du monde rural ; l'organisation du marché des vins blancs, condition obligatoire si l'on veut assurer une vie décente aux viticulteurs girondins.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976, *J.O.* Débats du 5 novembre 1976 (p. 7636) : l'installation des jeunes agriculteurs ; les difficultés de l'ANDA ; (p. 7637) : les chambres d'agriculture.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6673) : les problèmes agricoles du Sud-Ouest et du département de la Gironde ; les sinistres ayant touché la région ; la récolte de vin en Gironde ; la durée des prêts accordés aux sinistrés ; l'insuffisance de la dotation de la section viticole du fonds national de solidarité agricole ; la situation des coopératives vinicoles de fruits et légumes d'approvisionnement.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde** (n° 1854). *Deuxième lecture*, rapporteur suppléant. **Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2382) : présente le rapport de M. Couderc ; la proposition de loi de M. Brocard ; l'assouplissement des conditions de formes imposées pour la constitution des groupements pastoraux ; l'élargissement de

la composition des groupements ; les précisions apportées par le Sénat ; l'extension aux GAEC des dispositions prévues en faveur des SICA et des coopératives agricoles en cas d'adhésion à un groupement pastoral ; l'élargissement de la notion de « région d'économie montagnarde » ; l'assimilation des zones de piémont aux zones de montagne.

— **Proposition de loi relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « coteaux champenois »** (n° 2542), rapporteur. **Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2384) : la qualité de vins auxquels correspond l'appellation « coteaux champenois » ; la mise en bouteilles obligatoire sur les lieux de production ; l'interdiction de la fabrication de vins mousseux autres que le champagne à l'intérieur de la Champagne viticole délimitée ; la généralisation de l'obligation de mise en bouteilles sur les lieux de production à l'ensemble des appellations d'origine contrôlée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2386) : accepte l'amendement du Gouvernement. **Article 2** : son amendement n° 1 : application des sanctions prévues par la loi du 20 mars 1934 ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 1 ; adopté. **Titre** : le souhait de la commission de modifier le titre de la proposition de loi ; adopté.

CEYRAC (Charles)

*Député de la Corrèze
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Jean Charbonnel, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [10 mai 1973] (p. 1173).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incluses récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi (n° 809) modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles (n° 840)** [13 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1111), modifié par le Sénat, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux **groupements fonciers agricoles (n° 1114)** [2 juillet 1974].

— **Proposition de loi tendant à interdire l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire (n° 1447)** [19 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1447) tendant à interdire l'usage des œstrogènes en **médecine vétérinaire (n° 2000)** [21 novembre 1975].

QUESTIONS

• *question orale avec débat* :

— (n° 1499) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2002, 2005, 2006) : nécessité d'une politique contractuelle entre le SEITA et les producteurs.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 809)**, rapporteur. **Discussion générale** [11 juin 1974]. Présente les observations de la commission de la production et des échanges (p. 2584) : relatif échec de la formule même des groupements fonciers agricoles ; les deux préoccupations du projet de loi : faciliter les transferts de parts des GFA existants, encourager la création ou l'extension de nouveaux GFA ; la détention par les SAFER de parts des GFA permettra aux autres membres de consentir un effort particulier sur le capital d'exploitation ; les conditions d'acquisition par les membres du GFA des parts détenues par les SAFER ; absence d'agrément ou absence d'acquéreur ; la commission propose d'adopter le projet amendé. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2591) : présente un amendement n° 2 selon lequel l'intervention des SAFER dans les GFA ne sera que transitoire ; (p. 2592) : amendement accepté par le Gouvernement et adopté ; rapporte l'avis de la commission sur l'amendement n° 5 présenté par M. Dutard qui n'est pas adopté ; défend l'amendement n° 4 de la commission incompatible avec l'amendement n° 6 présenté par M. Kedingier ; agrément de l'acquéreur ; amendement n° 5 adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6051) : la production de noix ; (p. 6052) : l'encadrement du crédit ; la protection des races à viande ; votera le budget.

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6291) : ses observations relatives à l'importance de l'archipel des Nouvelles-Hébrides.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7902) : demande le relèvement de l'indemnité d'abattage des bovins atteints par la brucellose ; souhaite l'augmentation des crédits d'investissement et d'équipement ; attire l'attention sur l'intérêt des services de remplacement pour les agriculteurs ; les dangers de l'emploi abusif des œstrogènes ; l'importance de la noix dans l'économie du Sud-Est.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8013) : l'importance de la géothermie ; augmenter nos achats de pétrole en Algérie ; remet-

tre en exploitation une mine de plomb et de zinc située dans l'Ariège.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 2223)** [28 avril 1976] (p. 2261) : le bien-fondé de l'aide gouvernementale à l'élevage et à l'agriculture de montagne ; (p. 2262) : la nécessité de poursuivre ces efforts étant donné le contexte communautaire et l'éventuelle levée de la clause de sauvegarde ; préparer d'ores et déjà les adaptations nécessaires à la concurrence britannique ; la nécessité de régler le marché de la noix.

— **Proposition de loi tendant à interdire l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire (n° 1447)**, rapporteur. **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2409) : l'emploi d'œstrogènes tend à devenir anarchique et incontrôlé ; publier dans les meilleurs délais les décrets d'application du texte sur la pharmacie vétérinaire ; les inquiétudes exprimées par certains parlementaires à l'égard de la proposition de loi ; (p. 2410) : les reproches que l'on peut faire à la réglementation actuelle ; l'absence de raison d'être de la distinction entre œstrogènes naturels ou non, de structure stéroïdiques ou non ; les améliorations proposées par M. Maurice Cornette qui sont de nature à lever les derniers doutes sur le bien-fondé de la proposition de loi ; une proposition qui concilie les impératifs d'une amélioration de la productivité et la sauvegarde de la santé publique. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2415) : est favorable à l'amendement n° 1 de M. Cornette ; rappelle les raisons pour lesquelles la commission de la production s'est déclarée défavorable à l'amendement n° 4 de M. Bizet.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976, (J.O. Débats du 5 novembre 1976) (p. 7634) : la truffe ; la noix ; l'aide du FORMA pour le stockage des petites noix.

1977

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3116).** **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8372) : le problème des structures ; (p. 8373) : la maîtrise du foncier ; l'action des SAFER ; les problèmes rencontrés

par les responsables des SAFER ; l'action bénéfique réalisée par les SAFER ; renforcer le droit de préemption ; les missions des SAFER ; les conditions de son vote. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 8404) : son amendement n° 77 : délai dans lequel devront être intentées sous peine de nullité les actions de recours contestant des décisions de préemption et de rétrocession avant la date d'entrée en vigueur de la loi ; adopté.

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Député de la Gironde
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est candidat à l'élection à la Présidence de la République, décision du Conseil constitutionnel [J.O. du 19 avril 1974] (p. 4219).

Proclamation des résultats du scrutin du 5 mai 1974 [J.O. du 8 mai 1974] (p. 4899)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Communauté urbaine de Bordeaux** [27 avril 1977] (p. 2216) : la représentation des communes au sein du conseil de la communauté urbaine ; l'application abusive de la loi de 1966 ; défense de Bordeaux qui assure le rayonnement et l'essentiel des ressources de la communauté.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685). Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3723) : l'incertitude de l'avenir ; la place du Plan dans la croissance ; remettre en cause un type de croissance reposant sur une consommation exacerbée ; les

incertitudes actuelles et les silences du Plan ; déterminer quelques objectifs peu nombreux mais impératifs ; réfléchir sur les qualités des différentes productions et sur la croissance ; (p. 3724) : la nécessité d'une politique sociale plus résolue dans l'hypothèse d'une croissance ralentie ; une préparation du Plan trop confinée aux instances gouvernementales ; associer largement la nation à l'élaboration du Plan ; les questions fondamentales de l'avenir de l'entreprise et du statut de la famille ; les dissonances entre les objectifs et les moyens ; le déclin du taux de pression fiscale de l'Etat ; ne pas sacrifier les ambitions de la France à un équilibre budgétaire trop strict ; la crise, occasion d'une réflexion essentielle ; réaliser l'égalité des chances ; (p. 3725) : maintenir la communication avec les nouvelles générations par la réflexion sur les mutations des sociétés industrielles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport (n° 1728). Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6425) : un débat qui concerne l'avenir de la France ; considère que le sport est un élément de culture et de formation au même titre que les autres disciplines ; le projet en discussion, prolongement du plan d'équipement qui avait été voté lorsque l'orateur était Premier ministre ; (p. 6426) : accentuer l'effort entrepris ; les objectifs fixés en matière de tiers-temps et des cinq heures hebdomadaires dans le secondaire ; faire mieux recevoir l'éducation physique en l'enrobant de sport ; avoir recours à des techniciens brevetés de l'Etat ; l'intérêt de l'expérience menée dans les sections sport-études ; le faible développement du sport à l'Université ; le problème du sport dans le troisième âge ; les expériences en cours notamment à Bordeaux ; (p. 6427) : l'utilisation possible de bases de loisirs ; ne pas choisir entre le sport de masse et le sport d'élite ; le caractère complémentaire de l'un et de l'autre ; le caractère louable du projet ; la nécessité d'obtenir les moyens pour son application.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [7 octobre 1976] (p. 6445) : l'atout pour la France constitué par la personne de M. Barre ; dire la vérité, un impératif d'efficacité dans des temps difficiles ; aurait souhaité une action plus précoce ; les tensions accumulées ; un plan limité dans son objet et dans le temps, qui devrait s'accompagner de mesures structurelles tant économiques que sociales ; la profondeur des désordres économiques et de la crise de la société qui les accompagne ; l'effondrement

de la natalité ; le repli sur soi des individus et des groupes ; une politique catégorielle et électoraliste ; une société qui devrait reposer sur la responsabilité et la solidarité, reconnaissant l'existence et le pouvoir des corps intermédiaires : collectivités locales, syndicats, associations ; la concertation ; (p. 6446) : l'information limitée du Parlement ; la nécessité d'un libre accès aux données détenues par l'administration ; l'excessive centralisation bureaucratique dans l'administration, dans l'entreprise ; plaider en faveur de rapports plus justes entre Français, en faveur de l'égalité des chances ; la priorité donnée par son précédent Gouvernement à l'égalité des chances et traduite par le développement de la formation permanente ; les inégalités de situations ; le gaspillage induit par notre modèle de croissance ; le choc subi du fait de la crise de l'énergie ; les possibilités d'utilisation du plan pour réduire les écarts excessifs de revenus ; augmenter plus rapidement les revenus les plus bas ; l'impôt sur la richesse ; la coexistence de cet impôt et d'une monnaie forte ; (p. 6447) : une nouvelle « nuit du 4 août » ; le grand dessein attendu par les Français.

CHABROL (Jean)

Député de l'Allier
(4^e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

En remplacement le 9 juillet 1974 de M. Gabriel Péronnet nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [9 juillet 1974] (p. 3431).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

L'Assemblée prend acte de sa démission de député [2 octobre 1976] (p. 6304, 6307).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [23 juillet 1974] (p. 3663), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

CHALANDON (Albin)

Député des Hauts-de-Seine
(2^e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre des affaires étrangères, décret du 12 février 1974 (*J.O.* du 13 février 1974) (p. 1645), [2 avril 1974] (p. 1448).

Chargé de mission auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, décret du 11 février 1976 (*J.O.* du 13 février 1976, p. 1037), [2 avril 1976] (p. 1272).

Prolongation de sa mission temporaire auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, décret du 10 août 1976 (*J.O.* du 11 août 1976) (p. 4842).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député (*J.O.* du 12 août 1976) (p. 4857), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6307).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre titulaire du conseil national de la statistique [29 juin 1973] (p. 2705).

Démissionnaire [21 avril 1976] (p. 1956).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Cesse d'appartenir à cette commission [27 juillet 1974] (p. 3909).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à organiser la profession de rééducateur de la psychomotricité (n° 302) [10 mai 1973].

— **Rapport d'information** fait, en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur l'économie brésilienne (n° 863) [18 décembre 1973].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° 19) [10 avril 1973] (p. 768) : souhaite un dialogue équilibré avec le Gouvernement ; (p. 769, 770) : évoque les inégalités dans les ressources et les conditions de vie, le malaise de la société, la crise sociale et morale ; analyse la situation économique, la hausse des prix ; aborde la crise monétaire internationale ; souhaite que la France prenne des initiatives ; fixe la justice sociale comme priorité ; souhaite avancer dans la troisième voie ouverte par le gaullisme ; lance un défi permanent aux ambitions idéologiques de la gauche ; propose aux Français le socialisme que peut offrir une société libérale ; défend le Parlement, instrument de dialogue entre les citoyens et le pouvoir ; propose au Gouvernement un contrat de collaboration ; souhaite un développement des initiatives de la majorité dans le domaine législatif, demande un exercice modéré du pouvoir, contrepoids à la prééminence présidentielle ; souhaite que le Parlement exerce son droit de proposition et de contrôle, que l'opposition ait les moyens de le remplir ; propose le « oui si » pour la majorité, le soutien conditionné ; plaide pour la troisième voie : sur le plan économique, définition originale du rôle de l'Etat, sur le plan social, combat contre les inégalités, sur le plan de l'homme, les chances de son épanouissement ; (p. 771) : évoque la concertation, demande que le Gouvernement en donne l'exemple ; souhaite l'application pratique de la participation, la multiplication des expériences au niveau de l'entreprise, de la cité, des quartiers, demande que le Gouvernement convie les Français à l'apprentissage de la liberté.

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique économique, financière et monétaire** (n° 361) [24 mai 1973] (p. 1537) : rappelle les progrès de l'expansion économique, la croissance rapide reposant sur des bases saines ; s'interroge sur les objectifs de la croissance, la diminution de la qualité de la vie des Français, la correspondance entre ce développement et les besoins fondamentaux des individus, les disparités et les inégalités que recouvre la croissance, le paradoxe du malaise des Français dans une économie en développement, la nécessité de définir la politique économique en fonction de finalités sociales, d'infléchir les orientations actuelles et chaque type d'action, la conciliation de ces objectifs avec la lutte contre l'inflation, le caractère chronique de l'inflation dans les économies libérales, ses conséquences sur les catégories les plus défavorisées ; (p. 1538) :

le problème des pensions et des retraites ; l'existence d'une marge disponible permettant d'accroître davantage la distribution, la politique économique et financière menée depuis 1969 ; s'interroge sur l'opportunité de son maintien, sur le freinage de la consommation, sur les conséquences de cette politique pour les plus défavorisés ; estime que s'impose un certain renversement dans le choix des moyens ; constate le demi-échec du contrôle des prix ; souhaite l'exercice modéré de cette politique dans la pratique, le caractère illusoire d'une réglementation permanente des salaires ; estime que la seule voie est la concertation ; l'arme monétaire seul recours du Gouvernement contre l'inflation ; évoque l'évolution de la masse monétaire, du volume des crédits ; demande une évaluation plus juste de la monnaie ; (p. 1539) : cite l'exemple de l'Allemagne et du Japon.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4759) : son sous-amendement à l'article 2 F proposé par l'amendement du Gouvernement : propose que la majoration du prix d'acquisition des immeubles pour chaque année au-delà de la cinquième soit égale à la variation de l'indice national du coût de la construction.

Avant l'Article 12 [26 octobre 1973] (p. 4876) : son sous-amendement déclaré irrecevable souhaite l'instauration, parallèlement à la compensation, d'un système de fiscalisation de la sécurité sociale ; souhaite connaître l'avis du Gouvernement.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° 1110). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3323) : examine les conditions auxquelles la France peut bénéficier de débouchés importants à l'exportation qui s'ouvre ; il ne paraît pas sain d'essayer de résoudre nos difficultés en ne frappant que les entreprises et en laissant les Français vivre pratiquement comme auparavant. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3339) : son amendement n° 3 prévoyant une contribution exceptionnelle différenciée selon la part du chiffre d'affaires réalisé sur le marché intérieur ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3716) : les trois problèmes dont la solution commande le succès de la réforme : celui du commandement, celui du centralisme, celui du personnel ; nécessité de la coordination ; les dangers du recours à la concurrence ; les excès de la

publicité conduiraient à la privatisation ; éviter que l'Etat ne puisse vendre les actions des sociétés nationales.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7027) : souhaite témoigner d'une certaine sensibilité politique devant les choses de la vie ; prendre position c'est procéder à une ascèse ; (p. 7028) : marque sa préférence pour ce projet plutôt que pour une suppression pure et simple de la loi de 1920 ; invite le ministre à défendre son texte avec fermeté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, instituant un prélèvement conjoncturel (n° 1274). Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7387) : la stagnation ; les responsabilités des entreprises ; la police des salaires ; la productivité ; (p. 7388) : la valeur ajoutée ; obstacle à la croissance et au progrès ; une taxe injuste ; technique et philosophie du projet ; opportunité face à la crise économique ; refuse le texte du Gouvernement mais se rallie au système proposé par la commission des finances ; des actions sectorielles ; un plan ; (p. 7416) : la nécessité de soutenir l'exportation. **Discussion des articles** [5 décembre 1974] (p. 7471) : son amendement n° 38 ; valeur brute des immobilisations amortissables ; adopté.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6142) : la nécessité d'avoir un comportement modeste face à la crise ; l'inflation, grand mal des sociétés modernes ; le refus par l'UDR de la fatalité du chômage ; inutilité et danger d'une relance par la consommation ; (p. 6143) : l'effort porté par le Gouvernement en faveur du niveau de production ; les risques d'enlisement dans « le boursier administratif » ; les incertitudes qui entourent le Plan ; (p. 6144) : les objectifs à atteindre : développement de l'emploi, recherche de l'autonomie nationale, mise en place d'une économie contractuelle ; (p. 6145) : la division de la gauche et son impossibilité de gouverner le pays.

CHAMANT (Jean)

*Député de l'Yonne
(2^e circonscription)
(RI, puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelle, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1^{er} janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1324), autorisant la ratification du traité entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** concernant la construction et l'exploitation d'un tunnel ferroviaire sous la **Manche** signé à Chequers le 17 novembre 1973 et donnant les autorisations nécessaires à son exécution (n° 1376) [6 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1700), autorisant la ratification de la convention entre la **République française et la République socialiste de Roumanie**, relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Paris le 5 novembre 1974 (n° 1786) [19 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1701), autorisant la ratification de la convention entre la **République française et la République socialiste de la Roumanie** relative à l'entraide judiciaire en

matière pénale et à l'extradition signée à Paris le 5 novembre 1974 (n° 1787) [19 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2568), autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le **Gouvernement français** et le **Gouvernement monégasque**, relatif au rattachement des **médecins monégasques** aux régimes de retraites des médecins français, signé à Monaco le 26 juin 1975 (n° 2664) [2 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2752) autorisant la ratification du **Traité** portant modification de certaines dispositions du protocole sur les **statuts de la banque européenne d'investissement**, signé à Bruxelles le 10 juillet 1975 (n° 2956) [2 juin 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Agriculture et développement rural, FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5298) : crédits d'orientation du FORMA, diminution des crédits affectés au plan de relance de la viande bovine, actions dans le cadre de la rationalisation de la race bovine, dessein concernant la race charolaise ; (p. 5299) : équilibre lait-viande ; demande un programme de développement de la race charolaise basé sur un contrat de progrès.

CHAMBAZ (Jacques)

Député de Paris
(10^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant du haut conseil de l'audio-visuel [15 juin 1973] (p. 2212).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à déterminer le statut d'une société nationale de radiodiffusion et de télévision française (n° 587) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à rétablir le bénéfice du « régime insalubre » au personnel du service municipal de la désinfection de la ville de Paris (n° 739) [31 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 29 du livre premier du code du travail en vue de renforcer la protection contre les licenciements abusifs des femmes salariées en état de grossesse (n° 759) [14 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à suspendre les mesures répressives concernant l'interruption de la grossesse (n° 849) [14 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à proroger les dispositions de l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 relatives aux baux commerciaux (n° 1314) [20 novembre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions d'implantation et de construction de centrales nucléaires en France (n° 1491) [2 avril 1975].

— **Proposition de loi** relative à la langue et à la culture bretonnes (n° 1776) [19 juin 1975].

QUESTIONS

• *question orale avec débat* :

— (n° 11716) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2976) : politique imposée à l'ORTF ; financement par l'Office de groupes industriels privés (Vidéogrammes de France, rapports ORTF-Thomson-CSF) ; (p. 2977, 2978) : projet de loi déposé depuis 1968 par le groupe communiste et portant création d'une société nationale de la radiodiffusion et de la télévision française.

• *questions orales sans débat* :

— (n° 20706) : **Politique des sociétés de radio et télévision** [20 juin 1975] (p. 4578, 4579) : atteinte à la liberté de création et d'information ; la revendication des partis signataires du programme commun de la gauche sur la diffusion de la « Tribune libre » ; (p. 4580, 4581) : droit à l'information et à la liberté d'expression ; problème de la création

à la télévision ; le comité pour les respect du droit à l'information radiotélévisée ; la discussion de la loi du 8 août 1974.

— (n° 24526) : **Atteintes aux libertés individuelles** [5 décembre 1975] (p. 9434, 9435) : nature antidémocratique du « libéralisme giscardien » ; les perquisitions au siège d'organisations de la CFDT ; les arrestations de militants syndicaux ; la décision de traduire des jeunes devant la cour de sûreté de l'Etat ; la lutte des travailleurs pour la justice sociale et la liberté.

— (n° 29908) : **Création artistique et littéraire** [18 juin 1976] (p. 4377).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1766) : mouvements étudiants et lycéens et des personnels enseignants, crise de l'éducation nationale, lutte des enseignants, leurs revendications majeures, tiers-temps pédagogique, travail indépendant, refus de discussion avec les organisations représentatives des personnels, campagnes réactionnaires visant les enseignants, inadaptation du système d'enseignement, insuffisance des moyens ; (p. 1767) : conditions de vie et de travail des personnels, sélection sociale, auxiliaariat, carences de l'enseignement supérieur, allocations d'études, garantie d'emploi, soumission au marché de l'emploi, ségrégation sociale, résorption de l'auxiliaariat, crise d'un système.

— **Projet de loi de finances pour 1974.**
Deuxième partie :

Office de radiodiffusion télévision française [26 octobre 1973] (p. 4913) : gravité des événements concernant l'ORTF, accentuation de l'autoritarisme et de la concentration des pouvoirs, efforts de la majorité pour désamorcer la crise et la réduire à des aspects financiers ; (p. 4914) : campagne contre le service public de la radio et de la télévision ; l'ORTF instrument privilégié de la propagande gouvernementale ; ses observations sur certaines accusations portées contre l'office ; incapacité du système actuel à supporter toute confrontation démocratique ; statut de 1972 et orientations de l'office ; office et sociétés privées ; subvention de l'Etat aux recherches du groupe Thomson, crise de l'ORTF et crise de l'ensemble de la société française ; ses observations sur le rôle des chaînes privées de télévision dans la préparation de la subversion contre le gouvernement légal du Chili et sur la situation française ; politique d'en-

semble visant au conditionnement de l'opinion, sa référence à une déclaration de l'union nationale des syndicats de journalistes, statut démocratique de la radio et de la télévision ; proposition de loi de son groupe et programme commun de la gauche ; (p. 4915) : mesures de démocratisation de l'ORTF.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5495) : déplore que la progression du budget soit réduite à peu de chose par l'inflation et parle des profits des grandes sociétés qui contrôlent le cinéma, le disque et les secteurs très nombreux de l'activité culturelle ; l'insuffisance des enseignements artistiques ; l'inquiétude des conservateurs de musées et des travailleurs du spectacle, celles des écrivains et des artistes, « fronde parisienne » ; les difficultés des troupes de théâtre ; les censures à la télévision ; (p. 5496) : le pouvoir et la culture ; le projet Beaubourg, la situation critique du cinéma français, l'architecture, l'urbanisme et la spéculation immobilière ; l'ordre moral, la conception du parti communiste français.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7035) : estime impossible de maintenir une législation insupportable pour des millions de femmes et de couples ; estime le projet inacceptable dans sa forme actuelle, injuste, hypocrite et inefficace ; (p. 7036) : estime que les choses ne peuvent rester dans l'état actuel ; (p. 7043) : évoque les responsabilités du Gouvernement et de la majorité ; (p. 7044) : estime que ne pas s'opposer à la motion de renvoi, c'est l'accepter ; rappelle la proposition de loi communiste suspendant l'application de l'article 317 du code pénal jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi et demande que cette proposition soit examinée et adoptée avant la fin de la session.

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1973] (p. 7047) : demande l'inscription à l'ordre du jour prioritaire de sa proposition de loi tendant à suspendre l'application de l'article 317 du code pénal : interruption volontaire de la grossesse.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3702) : souhaite intervenir en présence du rapporteur de la commission ; l'ORTF est malade de la politique du pouvoir à son égard ; le projet proposé marque la continuité avec les errements antérieurs ; (p. 3703) : projet élaboré sans consultation des intéressés ; les mots clés qui

reviennent avec insistance : liberté, autonomie, compétition, qualité sont vidés de leur sens ou révèlent des arrière-pensées dangereuses ; (p. 3704) : le projet tend à renforcer la tutelle du pouvoir et la tutelle de l'argent ; il ne garantit rien quant à l'activité des créateurs ; le critère de qualité se révélera un moyen supplémentaire de pression sur la liberté d'expression ; (p. 3705) : le Gouvernement préfère subventionner Thomson que financer le service public de la radiotélévision. **Rappel au règlement** (p. 3724) : s'élève contre les propos de M. Voisin mettant en cause M. Lorenzi, réalisateur à l'ORTF. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3740) : amendement n° 112 : maintien d'un établissement public unique de radiotélévision ; ses émissions ; repoussé ; (p. 3742) : le groupe communiste demande un scrutin public sur la suppression de l'ORTF. **Article 2** (p. 3744) : contre l'amendement n° 154 du Gouvernement ; conséquences en matière de TVA ; (p. 3748) : amendement n° 116 : représentants du personnel au conseil d'administration ; repoussé. **Article 4** (p. 3759) : amendement n° 117 : missions de la société de radiodiffusion ; repoussé. **Article 5** (p. 3762) : amendement n° 118 : production minimum de chaque société nationale ; adopté. **Article 7** (p. 3770) : son amendement n° 119 : désignation des parlementaires à la proportionnelle des groupes et représentation des télé-spectateurs ; repoussé. **Article 9** (p. 3772) : son amendement n° 120, présenté par M. Ralite ; repoussé ; (p. 3774) : son amendement n° 122 : les sociétés d'économie mixte ne doivent pas détenir d'actions de la société de production ; repoussé ; son amendement n° 153 : capitaux publics majoritaires ; adopté. **Article 11** (p. 3782) : son amendement n° 127 : temps d'antenne des partis politiques et centrales syndicales ; retiré du fait de l'adoption de l'amendement n° 125 de M. Ralite. **Commission mixte paritaire** (p. 3935) : caractère faussement rassurant des déclarations du Premier ministre ; sort des orchestres.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Culture [30 octobre 1974] (p. 5615) : des chiffres maquillés cachant un budget de pénurie ; situation précaire de l'école des arts décoratifs, de l'institut de l'environnement, de l'IDHEC et de l'école de la rue de Vaugirard ; la formation artistique de la jeunesse sacrifiée ; la misère des bibliothèques, des maisons de jeunes et de la culture, des musées, des associations culturelles ; la maison de la culture d'Angers est toujours fermée ; des licenciements à Bourges ; l'incertitude sur les projets d'Orléans et de La Rochelle ; des moyens de

fonctionnement misérables ; cas du TNP ; coordonner la pénurie conduit nécessairement à la régression et à l'autoritarisme ; les « chartes culturelles » peuvent aboutir à de nouveaux transferts de charges aux dépens des collectivités locales et à une aggravation de la tutelle gouvernementale ; l'opération des cent villes et des deux cents monuments est dérisoire face à l'urbanisme sauvage ; les réserves de la fédération nationale des centres culturels communaux ; un coup porté à la création théâtrale et télévisuelle ; (p. 5616) : l'Opéra-Studio menacé ; la mainmise des grandes affaires sur la vie culturelle ; les risques d'un art officiel ; la journée du 14 octobre 1974, réplique des professionnels à cette politique ; le pouvoir accentue sa mainmise sur la radio et la télévision ; censure de fait : les *Amants d'Avignon* et l'émission de Claude Osterberger sur l'énergie atomique non programmés ; le silence du secrétaire d'Etat sur les licenciements de cinq cents journalistes et les mutations arbitraires ; un budget de démission ; rejeter toute conception démagogique ou élitaire de la culture ; (p. 5617) : pour une culture moderne et démocratique dessinée par le programme commun.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7007) : le groupe communiste souhaite en finir avec une législation qui n'envisage le problème que sous l'angle de la répression pénale ; la législation de 1920 est manifestement si anachronique que le Gouvernement n'a aucun mérite à proposer de la réformer ; (p. 7008) : s'indigne de la présentation de l'adoption comme alternative à l'avortement ; le refus du remboursement maintient une discrimination par l'argent ; l'échec de la loi de 1920 sur le plan de la natalité ; l'organisation d'une véritable éducation sexuelle ; la volonté du Gouvernement de créer les conditions d'un libre choix de la maternité est en cause ; (p. 7009) : l'avortement clandestin est l'un des méfaits les plus tragiques du capitalisme ; la crise de la natalité est aussi idéologique et morale. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7218) : son amendement n° 48 : exigence d'un entretien particulier (devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 81 de M. Neuwirth). **Article premier** (p. 7227) : sur l'article : marque sa préférence pour une suppression de l'article 317 du code pénal plutôt que pour une suspension provisoire de ses effets.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° 950). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7302) : l'exposition 1972 ; l'utilité du centre ; la commission d'enquête ; la concertation ; la politique culturelle : autorita-

risme, arbitraire et pénurie ; les ressources financières ; le statut d'établissement public ; l'avenir du musée d'art moderne ; les donations ; rapports entre activités intégrées et associées ; statut du personnel ; décentralisation ; les créateurs ; (p. 7303) : le centre de création industrielle ; les arts plastiques ; l'IRCAM et la politique musicale ; les initiatives menacées : maison de la culture, Chaillot, TNP, Opéra-Studio ; le groupe communiste ne prendra pas part à un vote dépourvu de signification.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685). Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3730) : le règne des inégalités ; le VII^e Plan : plan d'austérité aggravée ; la tentative de faire accepter le côté parcellaire du travail ; la gravité du chômage des jeunes ; la volonté d'adapter un système scolaire aux nécessités du grand capital ; la volonté de faire de l'école une école de conditionnement au service d'un régime qui se meurt ; la déclaration des libertés du parti communiste.

— **Projet de loi relatif à l'éducation (n° 1736). Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4294) : défend sa question préalable ; la dimension nouvelle que revêt l'éducation nationale ; la volonté de fournir au grand capital les ouvriers qualifiés dont il a besoin ; un projet conçu sur la base de la sélection sociale ; l'existence d'un véritable tronc commun en URSS et en RDA ; le principe de la parcellisation retenue par le projet ; la mise en cause du développement des individus par le régime ; (p. 4295) : la volonté de développer l'examen critique, l'esprit d'analyse, le goût de l'effort et de la liberté que comprendrait une réforme démocratique de l'enseignement ; la volonté du ministre de faire de l'école un instrument de propagande et d'endoctrinement ; les propositions du groupe communiste relatives au projet éducatif ; une jeunesse qui ressent la contradiction entre ses aspirations et la société dans laquelle elle vit ; les difficultés accrues des travailleurs ; un enseignement de plus en plus coûteux pour les familles ; l'insécurité morale dans laquelle travaillent les enseignants ; (p. 4296) : la mise en condition sans précédent de l'opinion ; l'école malade de la crise de la société ; les difficultés dues à la mainmise du grand capital sur le pays ; la lutte, seul moyen d'imposer la satisfaction des revendications les plus urgentes ; (p. 4298) : son intervention relative à un fait personnel ; s'élève contre les propos du ministre de l'éducation le concernant.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1975] (p. 4582) : décision de la gauche de constituer un dossier des violations au droit d'information et à la liberté d'expression à la radio et à la télévision.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Culture [3 novembre 1975] (p. 7741) : l'importance dérisoire du budget ; soumission de la création au contrôle de l'argent ; la défense obstinée du vieil ordre social ; (p. 7742) : le refus de donner à l'art la liberté indispensable ; le mépris du Gouvernement pour les créateurs et les masses populaires ; l'institutionnalisation de l'assistance ; le refus de la démocratisation des institutions régionales ; la nécessaire application du programme commun.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8489) : cite des propos de M. Soisson qui, selon lui, montrent son mépris du Parlement ; (p. 8501) : les universités françaises, qui n'ont pas à faire leurs preuves, sont loin de recevoir les moyens qui correspondent à leur mission ; la recherche et la science françaises sont en danger ; le Gouvernement utilise un budget de régression comme un instrument de chantage à l'égard des universités dont l'autonomie n'est qu'illusoire ; les nouvelles procédures d'attribution des crédits alourdissent la tutelle de l'Etat et obscurcissent l'indépendance des universités à l'égard des intérêts publics et privés ; (p. 8503) : le récent accord CNRS-Rhône-Poulenc est révélateur de la subordination de l'enseignement supérieur aux besoins du profit capitaliste.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Culture [5 novembre 1976] (p. 7656) : la modification des propos de Mme Giroux à la suite des réactions ; (p. 7657) : un budget dérisoire conduisant à des aberrations et à des gaspillages insupportables ; l'Opéra, la Comédie-Française, le centre Beaubourg ; les problèmes des maisons de la culture de province, notamment de Bourges et de Créteil ; le cinéma ; la lecture publique négligée ; la politique d'austérité ; les artistes ; les créateurs ; les professionnels ; le « Jockey Club de la culture » ; les livres ; les bibliothèques ; la télévision ; l'enquête de l'OCDE sur les masses populaires ; les pressions sur la création et la diffusion ; changement de politique culturelle et changement de politique ; (p. 7658) : le programme commun ; le régen-

rement de la culture par la pénurie des moyens ; les décisions arbitraires ; une liberté nouvelle qui est favorisée par le programme commun.

Industrie et recherche [17 novembre 1976] (p. 8139) : un budget de pénurie ; une politique sans ambition ; la diminution des crédits de recherche ; des objectifs de recherche de plus en plus dépendants de la stratégie des grandes firmes ; l'accord CNRS-Rhône-Poulenc ; le CERN ; l'INSERM ; l'INRA ; l'université ; l'institut Pasteur ; le CEA ; les secteurs prioritaires définis en fonction du redéploiement industriel ; les conditions de travail ; (p. 8140) : le caractère tout à fait formel de la concertation pratiquée par le Gouvernement à l'égard des milieux scientifiques ; définit les objectifs de la recherche scientifique ; le programme commun.

Education [17 novembre 1976] (p. 8181) : l'absence de gratuité des manuels scolaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9676) : son amendement n° 67 devenu sans objet ; (p. 9677) : son amendement n° 68 défendu par M. Ralite ; repoussé. **Article 12** (p. 9720) : son amendement n° 75 soutenu par M. Baillot ; repoussé. **Article 17** (p. 9732) : son amendement n° 79 soutenu par M. Vizet ; repoussé. **Article 20** (p. 9734) : son amendement n° 82 soutenu par M. Ralite ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). **Lettre rectificative** (n° 2859). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2939) : l'absence de mesure corrigeant l'éducation et l'enseignement supérieur ; la limitation de l'objet des mesures de soutien en matière d'éducation ; l'éducation sportive ; le problème de l'auxiliariat ; l'enseignement supérieur ; la politique scolaire du Gouvernement ; les dispositions de l'appel émanant de chercheurs et d'universitaires ; les récentes déclarations gouvernementales contre les enseignants et les universitaires ; les axes de la politique du groupe communiste ; (p. 2940) : les dispositions du programme commun en faveur de l'université, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Culture et environnement. — **I. Culture** [20 octobre 1977] (p. 6408) : l'exactitude après vérification des citations énoncées lors du débat budgétaire de l'année dernière ;

la volonté du ministre de mettre en état de « veille scientifique » des secteurs entiers de la recherche.

Education [27 octobre 1977] (p. 6723) : l'égalité des chances ; la parcellisation de la formation des jeunes ; l'autoritarisme de l'administration de l'éducation nationale ; les statistiques relatives au sort des jeunes à l'issue du système scolaire ; (p. 6724) : les échecs scolaires ; la nécessité de luttes immédiates ; les revendications des travailleurs, des enseignants et de la jeunesse ; la domination du grand capital ; les propositions du parti communiste français ; la proposition du budget de M. Marchais ; l'évolution de la prime de rentrée scolaire ; les conditions de rémunération des enseignants ; les propositions de titularisation et de création d'emplois ; la formation des enseignants ; (p. 6725) : l'effort de construction nécessaire ; donner la priorité à l'école élémentaire et aux enseignements techniques ; l'étatisme et la bureaucratie des services de l'éducation nationale ; l'aggravation de la centralisation ; la finalité du système éducatif ; le pluralisme à l'école ; le réalisme des propositions avancées ; leur chiffrage.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7156) : la réalité de la politique extérieure du Gouvernement ; l'intervention française au Zaïre ; la libération des ressortissants français détenus par le Front Polisario ; la nécessité d'arrêter le processus engagé dans le Sahara ; la politique européenne du Gouvernement ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; (p. 7157) : la nature de l'alliance avec la RFA ; la multiplication des atteintes aux libertés en Allemagne ; le glissement vers l'Atlantisme ; l'absence d'initiatives en faveur de la paix et du désarmement ; la doctrine de la bataille de l'avant ; la politique d'alignement ; la possibilité d'une autre politique ; l'indépendance nationale : la politique française à l'égard de la CEE ; l'élargissement de la CEE ; la politique de paix ; la position du PCF en faveur de la maintenance de l'armement nucléaire ; (p. 7158) : la « désescalade » des armements ; l'application de l'acte final de la conférence d'Helsinki ; associer la France aux accords existants en matière de limitation de la course aux armements ; les conférences de Vienne et de Genève ; le rejet du condominium des superpuissances ; l'importance de l'assemblée générale ordinaire de l'ONU consacrée au désarmement ; le conflit du Proche-Orient ; la politique de coopération internationale ; mettre en œuvre un nouveau type de relations avec les pays en voie de développement ; la démocratisation des organismes financiers internationaux.

CHAMBON (Jean)

*Député du Pas-de-Calais
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du FORMA [29 mai 1973] (p. 1642).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Vice-président de cette commission [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la **proposition de loi** (n° 282) complétant et modifiant le **code rural** en ce qui concerne l'**industrie de l'équarrissage** (n° 505) [20 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **jeunes agriculteurs et artisans ruraux** de **permissions exceptionnelles** pour les grands travaux agricoles (n° 574) [28 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 952) relatif à l'**organisation professionnelle laitière** (n° 1084) [25 juin 1974].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges à la suite d'une mission effectuée en **Corse** du 2 au 4 juillet 1975 (n° 1912) [9 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1925), complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'**industrie de l'équarrissage** (n° 2010) [27 novembre 1975].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges à la suite d'une **mission effectuée en Algérie** du 20 février au 5 mars 1975 (n° 2016) [27 novembre 1975].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges à la suite d'une **mission effectuée au Brésil** du 28 janvier au 11 février 1976 (n° 2948) [1^{er} juin 1977].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur l'**économie de la Grèce** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 4 au 15 septembre 1977 (n° 3264) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° 2330) : **Les abattoirs dans le Pas-de-Calais** [29 juin 1973] (p. 2724).

— (n° 28765) : **Décision d'une société de secours minière** [14 mai 1976] (p. 3078) : décision mettant en cause le libre choix de leur médecin et de leur pharmacien par les mineurs intéressés ; l'attachement des Français au maintien de la médecine libérale.

• *question au Gouvernement :*

— **Prix agricoles à la production et montants compensatoires monétaires** [16 novembre 1977] (p. 7500) : les spéculations auxquelles donne lieu le franc vert.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3985) : institution éventuelle de régimes complémentaires destinée à améliorer la retraite de base ; réunion de l'assemblée plénière des délégués des caisses d'assurance vieillesse des travailleurs indépendants ; avantages particuliers des conjoints coexistants ou survivants ; maintien de ces avantages grâce à un régime complémentaire ; charges sociales imposées aux travailleurs indépendants de l'industrie et du commerce ; estime que seul un régime facultatif serait susceptible de répondre aux besoins d'une partie des commerçants désireux d'améliorer leur retraite de base ; possibilité non prévue par la loi du 3 juillet 1972 ; déductibilité des cotisations des régimes d'assurance vieillesse des non-salariés ; nécessité de préciser que les cotisations de ces régimes complémentaires seraient également déductibles du revenu imposable ; (p. 3986) : souhaite que la pension soit calculée par référence au salaire des dix meilleures années ; souhaite de nouvelles mesures complétant la loi du 3 juillet 1972.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7026) : distingue l'avortement thérapeutique, l'avortement eugénique et l'avortement social ; rappelle l'importance des motifs psychiatriques ; indique le rôle de l'informatique dans l'évaluation des facteurs de risques ; rappelle le chiffre des avortements sociaux dans le monde, soit un pour quatre naissances ; l'avortement social, substitut de la contraception qui a pour but de protéger le confort économique de la vie ; nécessité de prévenir les grossesses considérées comme indésirables ; nécessité de mener une action d'éducation contraceptive et de présence sociale.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° 952), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3088) : ce projet de loi limité dans son objet risque de l'être dans ses résultats ; le contrat type ; le statut du centre national interprofessionnel de l'économie laitière ; le refus de créer une nouvelle taxe parafiscale conduit à unifier et

à retenir une cotisation à la fois volontaire et obligatoire.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture, FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6123) : le remembrement ; la conservation de la viande ; les industries agro-alimentaires ; l'enseignement agricole ; les maisons familiales ; les auxiliaires vétérinaires ; les cours du blé, du lait et de la betterave ; la discipline communautaire.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7034) : rappelle le serment d'Hippocrate ; (p. 7035) : un acte médical doit demeurer une action libre du médecin ; les avortements clandestins ne disparaîtront pas ; le statut de l'avortement comme moyen de contraception se trouvera renforcé ; le Gouvernement doit attaquer le mal à sa racine et mettre un frein à la luxure et à la pornographie.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2692) : l'insuffisance des ressources classiques d'origine nationale ; la dépendance que signifie le recours au pétrole ; le caractère épuisable des réserves d'uranium ; les centrales à uranium enrichi, à eau légère ; l'utilisation ultérieure des filières à neutrons rapides ; les retombées des études poursuivies dans le domaine du nucléaire ; la sécurité remarquable de nos installations ; informer les populations concernées par l'installation des centrales.

— **Proposition de loi complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage** (n° 282), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3098) : une industrie qui constitue un véritable service public ; les difficultés résultant de la baisse du prix des produits vendus ; la nécessité de maintenir des capacités de travail excédentaires ; la valeur économique très réduite des enlèvements ; l'accroissement rapide du volume des produits à enlever ; la lourdeur des dépenses d'investissement ; permettre une modernisation de ce secteur d'activité ; (p. 3099) : la détermination par le texte des périmètres d'action des établissements d'équarrissage ; prévoir des concours spécifiques du Crédit agricole ; associer le ministère de la qualité de la vie ; le problème de la contribution des collectivités locales ; obtenir la tarification des opérations non rentables. **Discussion des articles : Article premier** (p. 3901) : est favorable à l'amén-

dement n° 18 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 12 : prévoir l'enlèvement par un équarisseur ; adopté. **Article 2** : est favorable à l'amendement n° 3 du Gouvernement. **Après l'Article 6** (p. 3102) : son sous-amendement n° 13 : maintenir une incompatibilité absolue entre les fonctions d'équarisseur et d'inspecteur ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 14 : fixation du prix de chaque catégorie de cadavres par le préfet après avis d'une commission ; adopté ; (p. 3103) : est favorable à l'amendement n° 10 du Gouvernement. **Article 10** (p. 3104) : son amendement n° 15 : abroger les articles 219 (troisième alinéa), 241 et 269 du code rural ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9944) : souhaite l'adoption de la proposition et des amendements qui ont été déposés. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9945) : son amendement n° 1 : supprimer la dérogation permanente à l'obligation de livrer des cadavres d'animaux pesant entre quarante et soixante-quinze kilogrammes, adopté. **Article 3** (p. 9945) : son amendement n° 2 : couverture de la totalité du territoire de chaque département par un ou plusieurs équarisseurs ; adopté ; (p. 9946) : son sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 7 du Gouvernement : après les mots : « à l'équarisseur », insérer les mots : « toutes les parties de l'animal qui n'ont pas été prélevées à des fins d'analyse » ; adopté ; son amendement n° 4 : supprimer les mots : « par un professionnel autre qu'un équarisseur » ; adopté. **Article 6** (p. 9947) : son amendement n° 5 : substituer aux mots : « postes sanitaires vétérinaires », les mots : « lieux précités » ; adopté.

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171). **Deuxième lecture** [17 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 19** (p. 4278) : son amendement n° 52 : préciser que la part du bailleur ne peut être inférieure au tiers de la part communale ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7937) : appelle l'attention sur les difficultés des producteurs de lait de sa région ; suggère l'utilisation de la poudre de lait pour nourrir les enfants du Tiers-Monde ; dénonce les opérations d'import-export de sucre et demande une juste solution du problème de la pomme de terre.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimi-**

lables à un revenu (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3710) : la nécessité d'aménager la fiscalité afin de réduire les inégalités en tenant compte de l'érosion monétaire ; il faut s'attaquer par des mesures économiques générales aux causes des plus-values ; le projet actuel fera payer ceux qui paient déjà ; il faut organiser une politique des revenus cohérente et une protection de l'épargne.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4869) : soutient l'amendement n° 3 de M. Fouchier.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis suppléant [3 novembre 1977] (p. 6912) : la répartition ministérielle des crédits affectés aux DOM ; la diminution de la dotation du secrétariat d'Etat aux universités ; l'examen parlementaire des crédits affectés aux DOM ; le dépôt par la commission de la production d'un amendement faisant obligation au Gouvernement de présenter le détail des opérations engagées par chacun des ministères dans les DOM ; l'avis favorable sous cette réserve du projet de budget par la commission ; la situation économique des DOM ; (p. 6913) : les problèmes de l'emploi ; la formation professionnelle ; les importations de produits alimentaires ; la faiblesse du taux de couverture des échanges ; la part du budget des DOM dans celui du budget général ; les observations de la commission ; la formation professionnelle ; la production locale de produits alimentaires ; la rationalisation du secteur du commerce ; la vulgarisation de cultures diversifiées d'exportation ; la suite donnée à la demande d'étude de petites centrales nucléaires. **Examen des crédits. Après l'Article 78** (p. 6939) : soutient l'amendement n° 160 de M. de Gastines : présentation annuelle par le Gouvernement d'un état prévisionnel ventilé par ministère de l'effort budgétaire et financier consacré aux DOM-TOM ; retiré.

Commerce extérieur [4 novembre 1977] (p. 7038) : l'interview du Premier ministre dans le *Journal de Genève* ; les négociations du GATT ; l'offensive américaine en vue d'accroître sa part des exportations ; la nature du « Tokyo Round » ; (p. 7039) : l'attitude de la CEE ; l'arsenal juridique protectionniste des Etats-Unis.

CHANDERNAGOR (André)

Député de la Creuse
(2^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune ; (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues ; (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale en ce qui concerne la durée d'établissement de l'ordre du jour (n° 278) [9 mai 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale par la création au sein des commissions d'un groupe de travail chargé de suivre l'application des lois votées (n° 279) [9 mai 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale en ce qui concerne l'inscription à l'ordre du jour, à l'initiative des parlementaires, de propositions de loi et de propositions de résolution tendant à créer des commissions d'enquête ou de contrôle (n° 345) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à habiliter les fédérations départementales de chasseurs à engager l'action civile et à exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de chasse (n° 673) [2 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi,

adopté par le Sénat (n° 743), autorisant la ratification de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de ses protocoles additionnels n°s 1, 3, 4 et 5 (n° 829) [12 décembre 1973].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier la loi organique n° 62-1292 du 6 novembre 1962 et à préciser la date à laquelle le Président de la République est investi de ses pouvoirs (n° 1152) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à raccourcir les délais pour la proclamation de l'élection du Président de la République (n° 1153) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** relative à la réforme du divorce (n° 1321) [20 novembre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome II : Relations culturelles et coopération technique** (crédits du ministère des affaires étrangères) (n° 2531) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — **Tome II : Relations culturelles et coopération technique** (crédits du ministère des affaires étrangères) (n° 3149) [11 octobre 1977].

QUESTIONS• *questions au Gouvernement :*

— **Désignation du nouveau médiateur** [26 juin 1974] (p. 2967) : indépendance politique du médiateur ; démission de M. Pinay ; nomination de M. Paquet.

— **Dette du Chili envers la France** [20 novembre 1974] (p. 6788).

— **Incidents à l'occasion d'une émission télévisée** [12 novembre 1975] (p. 8166) : condamnation de l'occupation des locaux d'Antenne 2 par un commando d'extrême-droite pour empêcher la participation de M. Krivine à l'émission des « Dossiers de l'écran » sur les problèmes de l'armée.

— **Interview accordée par le Président de la République à une revue américaine** [12 mai 1976] (p. 2924) : les récentes déclarations du Président de la République au *Time* sur les conséquences d'une victoire de la gauche.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 29385) : **Coopération avec le Viet-Nam** [4 juin 1976] (p. 3822, 3823) : la nécessité de régler rapidement le contentieux avec le Sud-Viet-Nam ; l'aide de la France au Viet-Nam réunifié doit s'amplifier.

— (n° 29612) : **Inondations à Aubusson** [18 juin 1976] (p. 4374), 4375) : ravages causés par l'orage de la nuit du 9 au 10 mai ; indemnisation des sinistrés ; travaux envisagés pour empêcher le renouvellement de tels sinistrés.

• *question au Gouvernement :*

— **Engagement des dépenses de l'Etat en matière de développement économique** [8 juin 1977] (p. 3496) : les conséquences des circulaires sur l'engagement des dépenses de l'Etat ; blocage des dossiers de demandes d'aides au développement régional.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 501)** [20 juin 1973] (p. 2333) : souligne la détérioration de notre politique étrangère, la faculté d'innovation qui a marqué les années passées ; (p. 2334) : la volonté de révision de la coopération avec les Etats francophones ; la remise en cause par Madagascar de ses accords de coopération avec la France ; la survivance du secrétariat général de la communauté ; le silence du Gouvernement français sur sa politique à l'égard du Cambodge ; la fin du caractère original de nos relations avec la Chine et l'Est européen ; le problème de l'indépendance des nations moyennes d'Europe dans le contexte du dialogue entre les deux Super-Grands ; estime que notre politique étrangère a perdu sa dimension et sa vocation universelle ; les objections du Gouvernement à la ratification de la convention européenne des droits de l'homme ; les ventes d'armes à l'Union sud-africaine ; le soutien apporté à la Grèce ; le développement des relations avec l'Espagne ; le caractère contestable des intérêts défendus ; l'imbrication entre les impératifs nationaux et les profits privés ; les protestations de l'opinion contre la politique de ventes d'armes ; (p. 2335) : la contradiction du Gouvernement entre les principes déclarés et la réalité des faits ; la dégradation des objectifs de notre politique ; sa crainte devant le défi lancé par les Etats-Unis à la communauté européenne ; la position du Gouvernement sur le problème de la défense de l'Europe ; le développement des entreprises capitalistes multinationales ; leur besoin d'une vaste zone de libre échange ; les risques de dissolution pour la communauté économique européenne ; la position soviétique à cet égard ; la menace dirigée contre l'indépendance de l'Europe ;

l'appui des socialistes au Gouvernement s'il fait preuve de la fermeté nécessaire ; ses doutes sur le soutien des grands intérêts capitalistes ; la conception actuelle de l'Europe qui va dans le sens de ceux-ci ; les avantages que les grandes entreprises en retirent ; la tentation d'élargir les limites du marché aux dimensions du monde capitaliste ; la nécessité de changer de politique et de méthodes pour faire face à ce défi ; les rencontres au sommet et la réalité des rapports de force ; la nécessité d'associer plus étroitement les opinions publiques à la construction de l'Europe, de démocratiser les institutions européennes ; se félicite de la nouvelle représentation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire européenne ; l'objectif démocratique de l'élection au suffrage universel direct ; (p. 2336) : la nécessité d'associer à la construction européenne les forces organisées, de faciliter la prise de conscience des travailleurs ; salue la constitution de conseils permanents mondiaux de coordination des luttes syndicales, la création de la Confédération européenne des syndicats.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4196) : son intervention à propos de l'attitude de la majorité vis-à-vis de l'Amérique latine au moment du voyage en 1964 du général de Gaulle dans les pays d'Amérique du Sud.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution (n° 639). Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4405) : défend la question préalable opposée par son groupe ; rappelle que la guerre fait rage au Proche-Orient, que l'inflation se développe en France, débat de diversion, extrême concision des raisons officiellement invoquées, contradiction avec les déclarations faites à plusieurs reprises par le précédent président de la République, propos de ce dernier le 9 septembre 1968 au sujet du septennat, contradiction du projet avec les propos récemment tenus par les porte-parole de l'UDR sur la fréquence des élections, contradiction avec la pensée exprimée par le candidat Georges Pompidou à l'élection présidentielle, sa référence à l'interview de M. Pompidou par Serge Groussard dans le journal *l'Aurore* le 9 juin 1969 ; s'interroge sur les arrière-pensées relatives à ce projet, ses observations sur la pratique référendaire, sur le choix de la procédure de révision et sa rapidité ; évoque les arrière-pensées politiques, le recul important de l'audience de la majorité dans le pays, estime qu'il est tentant pour le Président de la République d'essayer de normaliser tout à la fois la situation institutionnelle de notre pays et sa situation politique ; (p. 4406) : réforme de 1962 faite

contre la volonté du Parlement, tentation de faire avaliser par le Congrès cette mutation constitutionnelle, réforme constitutionnelle proposée dans le programme commun, non-caution par la gauche de l'évolution institutionnelle survenue depuis 1962, distinction entre les options du Président de la République et le programme de gouvernement, programme de Provins présenté sous la pression des circonstances, violations successives du droit commises, provoquées ou tolérées par la majorité, ses observations sur la pratique constitutionnelle, sa référence à une étude publiée par le centre d'information civique et intitulée « Qui est le Président de la République ? » totalitarisme, « Führerprinzip » ; (p. 4407) : évolution constitutionnelle des nations évoluées au cours des trois derniers siècles, équilibre des pouvoirs dans l'Etat caractéristique de la démocratie, double déséquilibre interne et externe dont souffrent nos institutions, effacement du Parlement, accroissement des pouvoirs du Président de la République, thèse soutenue par la majorité sur le transfert progressif de la fonction d'arbitrage initialement confiée au Président de la République entre le Parlement et le Gouvernement au suffrage universel lui-même, égalité des droits et clarté des questions posées, responsabilité du Parlement devant le peuple ; souligne que s'agissant du référendum le Président en décide seul et souverainement ; ses observations sur le Conseil constitutionnel, sur l'article 16, la Haute Cour de justice ; estime que le Président de la République est à la fois juge et partie, que cela fait justice de la théorie du prétendu transfert du pouvoir d'arbitrage au peuple souverain, moyens d'expression des différentes catégories sociales ; (p. 4408) : proposition de réforme du programme commun, ses deux idées fondamentales, conception de l'Etat socialiste au service des citoyens, meilleur équilibre des pouvoirs, suppression des dispositions ayant servi aux abus du pouvoir personnel, rééquilibrage sans bouleversement de notre système institutionnel, conséquences à tirer de la réforme de 1962, nécessité d'un grand débat national qui ne peut se dérouler qu'au Parlement. **Discussion des articles.** Après l'Article 2 (p. 4435) : son amendement tendant à l'abrogation de l'article 16 de la Constitution : amendement déclaré irrecevable par l'Assemblée ; (p. 4436) : son amendement tendant à instituer une Cour suprême constitutionnelle : déclaré irrecevable par l'Assemblée ; (p. 4437) : son amendement complémentaire du précédent : remplacement des mots « Conseil constitutionnel » dans les différents articles de la Constitution : irrecevabilité déclarée par l'Assemblée ; son amendement : modifications apportées à des articles de la

Constitution : irrecevabilité déclarée par l'Assemblée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme (n° 743), rapporteur.** **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7257) : ses observations sur sa nomination en qualité de rapporteur par la commission des affaires étrangères ; répond aux propos de M. Bertrand Denis ; (p. 7258) : sources de la convention, déclaration universelle des droits de l'homme et statut du Conseil de l'Europe, définition des droits garantis, droits privés et droits publics, exercice de ces droits et souveraineté des Etats, omission des droits économiques et sociaux et du droit à la nationalité, procédures internationales de garantie et de contrôle, saisine de la commission européenne des droits de l'homme, comité des ministres du Conseil de l'Europe et Cour européenne des droits de l'homme ; ses observations sur la portée de la convention ; (p. 7259) : rappelle les raisons du retard apporté par la France à la ratification, arguments successivement avancés, laïcité de l'école publique, guerre d'Algérie, monopole de l'ORTF, article 16 de la Constitution, appel de personnalités dont six prix Nobel du 6 novembre 1972 ; ses observations sur les réserves du Gouvernement, refus d'accepter le droit de requête individuelle, réserve relative aux articles 5 et 6 de la convention, indépendante du régime disciplinaire des armées par rapport à la loi pénale du droit commun ; réserve portant sur l'article 15 et tenant à l'existence de l'article 16 de la Constitution ; (p. 7260) : dépôt des réserves et portée de l'autorisation parlementaire, problème de la conformité des réserves envisagées avec l'article 64 de la convention ; sa référence à une lettre que lui a adressé le ministre des affaires étrangères sur le « projet actuel » des réserves ; ses observations sur ces termes ; son examen des réserves sur les articles 5 et 6 ; son examen de la réserve sur l'article 15 ; (p. 7261) : s'interroge sur le caractère général ou non de la réserve sur l'article 15, texte écrit des réserves et déclaration du ministre des affaires étrangères devant le Sénat, déclaration interprétative sur l'article 10 et statut de l'ORTF ; (p. 7262) : liberté d'exploitation, problème de la liberté d'utilisation des stations d'émission et de diffusion des programmes, affaire de Becker et conditions dans lesquelles la liberté de diffusion est assurée équitablement à toutes les tendances de l'opinion, droit de réponse, contexte dans lequel se situe la ratification de la convention ; opportunité d'une mise à jour de la convention ; ses observations sur l'attitude gouvernementale à l'égard de la convention, ratification et amélioration de la défense des droits de l'homme en France.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1161). Discussion des articles.** Après l'Article 2 (p. 3749) : crainte que des dérogations au monopole puissent être accordées par décret même dans le domaine des communications hertziennes. **Explications de vote** (p. 3816) : déplore les conditions de travail imposées à l'Assemblée ; rappelle que la centralisation excessive de l'ORTF avait été voulue pour assurer la mainmise du pouvoir.

— **Rappel au règlement** [24 juillet 1974] (p. 3758) : interroge le président sur le fondement réglementaire de la décision de réunir ensemble la commission des finances et la commission de la production et des échanges pour entendre le Premier ministre sur les problèmes agricoles.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1974] (p. 7431) : séance réservée aux questions orales ; question de M. Godin concernant les événements de Draguignan.

1975

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale (n° 1479). Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Article 7** (p. 2165) : son amendement n° 62 : supprimer l'article 7 ; ne pas étendre aux prévenus la compétence des tribunaux dans le ressort desquels ils sont détenus ; repoussé. **Article 9** (p. 2166) : son amendement n° 55 : supprimer l'article 9 ; ne pas ouvrir la porte à la création d'autres juridictions spécialisées ; ne pas donner des armes au Gouvernement contre l'indépendance de la magistrature ; repoussé. **Article 704 du code de procédure pénale** : son amendement n° 56 : compétence de l'assemblée générale du tribunal pour l'affectation des magistrats dans les formations spécialisées ; repoussé. **Article 13 : Article 16-2 du code de procédure pénale** (p. 2172) : son amendement n° 57 : prévoir le recours de l'officier de police judiciaire devant la chambre d'accusation ; repoussé. **Après l'Article 15** (p. 2177) : reprend le sous-amendement n° 64 de M. Claudius-Petit ; (p. 2178) : adopter le sous-amendement afin de créer les instituts d'éducation spécialisée qui se révèlent nécessaires ; devenu sans objet par retrait de l'amendement n° 29 de M. Gerbet. **Explications de vote** (p. 2180) : l'amélioration de la justice : problème de moyens matériels ; le vote négatif du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3314) : tirer les conséquences de la désa-

crualisation du mariage ; (p. 3315) : « la bonne santé » de l'institution du mariage ; l'hypocrisie résultant de l'absence de divorce par consentement mutuel ; le projet : reflet affaibli de l'évolution des mœurs ; ses insuffisances attenantes à la notion de divorce-sanction ; l'absence de dédramatisation de la procédure du divorce ; l'avantage que présente en la matière la procédure du divorce-constat ; (p. 3316) : le renvoi de la simplification de procédure à un décret d'application ; l'institution d'un juge délégué aux questions matrimoniales ; le danger que constitue le pouvoir d'action d'office qui lui est reconnu ; un projet qui considère les citoyens comme des mineurs qu'il faut assister ; la longueur de la procédure prévue par le projet ; l'inutilité de la tentative de conciliation ; l'absence de solution en ce qui concerne le non-paiement des pensions alimentaires et des droits à pension résultant du mariage dissous ; (p. 3317) : l'institution d'un fonds de garantie se substituant au débiteur défaillant ; faire profiter la première épouse de la pension de réversion au prorata des années de mariage ; le statut social de la femme ; l'avenir des familles et le problème de la baisse de natalité ; l'absence de lien entre la libéralisation du divorce et l'affaiblissement démographique ; améliorer la qualité de la vie des couples et leur assurer la sécurité matérielle. **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 252-1 du code civil** (p. 3389) : son amendement n° 214 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 252-3 du code civil** (p. 3390) : son amendement n° 216 ; retiré. **Article 253 du code civil** (p. 3390) : son amendement 217 : prescription de mesures provisoires dès la requête initiale ; retiré. **Article 254 du code civil** (p. 3391) : son amendement n° 219 : provision sur parts de communauté ; adopté. **Après l'Article 254 du code civil** : son amendement n° 220 : notaire chargé de liquider les droits des parties ; repoussé. **Article 258 du code civil** (p. 3393) : son amendement n° 221 : supprimer l'article ; adopté. **Article 287 du code civil** (p. 3397) : son amendement n° 228 : possibilité de placement des enfants mineurs dans un établissement d'éducation ; adopté ; [30 mai 1975] : **Article premier (suite) : Article 251 du code civil** (p. 3475) : son amendement n° 213 : obliger le juge à une présence personnelle ; repoussé. **Article 264 du code civil** (p. 3477) : son amendement n° 223 : la femme ne conserve pas automatiquement le nom du mari ; repoussé [3 juin 1975 ; **Article premier (suite) : Article 238 du code civil** (p. 3506) : son amendement n° 209 ; retiré : [4 juin 1975] **Après l'Article 8** (p. 3635) : son amendement n° 230 : fonds de garantie ; retiré.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1975] (p. 4408) : s'élève contre le fait que M. Pignion.

mis en cause par le Gouvernement, n'ait pu répondre à la fin de la séance précédente.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère (n° 2269) [6 mai 1976]** (p. 2703) : le recul de la démocratie dans le monde ; les actions que doit mener la France ; appliquer les conclusions de la conférence de sécurité et de coopération européenne ; le silence de la France suite à l'exposé de la doctrine Kissinger ; faire aboutir le dialogue Nord-Sud ; la puissance du dollar ; (p. 2704) : les origines de ce mal : le système capitaliste ; les échecs accumulés par le Gouvernement sur le plan européen ; une Europe qui ne peut reprendre vie que dans le projet socialiste ; se déclare favorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; rappelle que l'Alliance atlantique est fondée sur la libre détermination des peuples et que le programme commun prévoit le maintien de la France dans l'Alliance atlantique ; l'attitude différente du Gouvernement français à l'égard du Portugal et de l'Espagne ; (p. 2705) : ses réserves relatives à l'accueil du général Geisel, chef de l'Etat brésilien ; une politique étrangère qui n'est pas cohérente au niveau des intentions et dont la seule constante est le mercantilisme ; les exportations d'armes françaises ; une politique étrangère qui est menée par tous les ministres ; le recul de la langue française ; demande si la France a encore une politique étrangère.

— **Rappel au règlement [12 mai 1976]** (p. 2932) : s'élève contre la déclaration du ministre de l'intérieur accusant l'opposition d'apporter « son soutien à la criminalité ».

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion des articles [8 juin 1976]. Avant l'Article premier** (p. 3868) : sur la réserve de l'article premier déclare que la commission des finances n'a pas délibéré de la réserve et que le président de la commission ne saurait se substituer à elle ; (p. 3869) : demande au président de la commission des finances si cette commission a délibéré.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [9 novembre 1976] (p. 7809) : l'accroissement des crédits ; l'augmentation du volume des dépenses ordinaires ; l'effondrement des dépenses en capital ; les mesures concernant le personnel ; l'augmentation des effectifs de la direction à Paris ; la réorganisation des services centraux ; l'effort accompli pour la sco-

larisation des enfants français à l'étranger ; (p. 7810) : le rattachement de cet enseignement au ministère de l'éducation ; la répartition géographique de nos actions ; la politique française de relations culturelles et de coopération.

— **Rappel au règlement [23 novembre 1976]** (p. 8569) : rectification de vote sur le budget.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur (n° 1892). Explications de vote [2 décembre 1976]** (p. 8908, 8909) : ses conceptions du médiateur ; la pratique de l'institution ; son insuffisance ; des réformes fort modestes ; la nomination du médiateur ; les conditions de la démission de M. Pinay le 14 mai 1974 ; le rapport particulier au Parlement du médiateur ; le mauvais vouloir de l'administration ; la menace de sanctions pénales seules efficaces ; la voie de recours pour les expulsions ; le problème du refus d'accéder à la demande d'indemnité.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes (n° 2571). Discussion générale [7 décembre 1976]** (p. 9024) : la réalité du contexte européen actuel ; l'impuissance du Conseil européen ; le désordre monétaire international ; l'absence d'un minimum d'intégration européenne ; le chômage ; souhaite un nouveau dynamisme de la construction européenne ; le choix européen fondamental pour le parti socialiste ; (p. 9025) : ses trois considérations : ne pas accepter une dégradation des conditions de vie des travailleurs au profit du capital ; ne pas limiter la liberté d'action des peuples, favoriser l'indépendance et la démocratisation des institutions européennes ; l'absence de modification des compétences de la Communauté ; un vide comblé ; améliorer le contrôle démocratique ; la Cour des comptes ; l'approbation par les socialistes de la ratification du traité ; l'importance des problèmes de fond.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des décisions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920). Discussion générale [14 juin 1977]** (p. 3736) : l'absence de sérénité du débat ; l'enjeu du dé-

bat ; la position du parti socialiste, sa lucidité et sa constance ; la crise de l'Europe ; l'Europe libérale ; l'aggravation des disparités entre les Etats membres ; l'intérêt même de ces Etats ; la nécessité de l'interdépendance ; l'attraction que constitue pour beaucoup d'Etats européens la Communauté européenne ; la création de l'Europe des travailleurs ; l'indépendance de la France ; les objectifs de la stratégie européenne du parti socialiste ; l'attachement des socialistes au principe du suffrage universel direct ; les ressources de la Communauté ; (p. 3737) : les conséquences de l'élection au suffrage universel ; la diffusion de l'idée européenne ; les conséquences de la dynamique du suffrage universel sur les pouvoirs de l'Assemblée ; la décision du Conseil constitutionnel ; le manque d'importance des déclarations d'hommes politiques européens ; l'irrecevabilité des amendements déposés à l'article 2 du projet de loi ; la valeur exclusivement nationale de l'amendement qui aurait pu être apporté au projet ; le rôle du Conseil constitutionnel ; les conditions de ratification par le PSRG de l'accord instituant l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ; le principe établi par le comité directeur du parti socialiste ; l'adoption du scrutin à la proportionnelle pour l'élection des membres français à l'Assemblée européenne et l'absence de manœuvre tendant à transformer la ratification de l'accord en une opération de politique intérieure ; (p. 3738) : la justification de l'ajournement du texte ; la désapprobation par le président du RPR des accords qu'il a négociés ; la motivation profonde de la motion d'ajournement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 320). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [8 novembre 1977] ; (p. 7148) : la réalité de l'augmentation du budget de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; l'absence d'actions nouvelles et de création d'emplois ; la répartition de l'accroissement global des dépenses ; l'évolution des interventions publiques ; les crédits affectés à la coopération technique ; les relations scientifiques ; l'évolution des chapitres relatifs à l'action culturelle et artistique ; les dépenses en capital ; les bourses d'étude ; (p. 7149) : l'information du Parlement sur le plan de redressement du ministère des affaires étrangères ; l'avis défavorable de la commission sur le projet de budget ; (p. 7171) : la nature des déclarations de M. Mitterrand auxquelles se réfère M. Chirac. **Rappel au règlement** (p. 7172) : le communiqué publié par le parti socialiste à la suite de l'enlèvement de citoyens français par le Polisario. **Examen des crédits.** —

Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI (p. 7183) : le vote hostile du groupe du PSRG.

CHARBONNEL (Jean)

Député de la Corrèze
(2^e circonscription)
(UDR).

Ministre du développement industriel et scientifique.

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre du développement industriel et scientifique (deuxième Gouvernement Messmer). — Décret du 5 avril 1973 (J.O. du 6 avril 1973, p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre du développement industriel et scientifique (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [J.O. du 28 février 1974] (p. 2316).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** (n° 647) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi sur l'aménagement du monopole des scories Thomas** (n° 782) [27 novembre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre du développement industriel et scientifique :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Gissinger, relative aux mines de potasse d'Alsace** [11 mai 1973] (p. 1213) : l'aménagement du monopole de vente des mines de potasse d'Alsace rendu nécessaire à la suite des exigences du traité de Rome.

— **M. Rivierez, relative au personnel du centre spatial de la Guyane** [11 mai 1973] (p. 1213, 1214) : les études en cours pour modifier l'organisation de ce centre ; la possibilité d'appeler le centre à participer à la mise en valeur de la Guyane.

— **M. Cousté, relative à la politique spatiale** [16 mai 1973] (p. 1299, 1300) : coopération avec les autres Etats européens, notamment au sein de l'Esro ; causes des échecs de la fusée Europa ; recherche de lanceurs étrangers pour le lancement des satellites Symphonie ; reclassement du personnel de l'Eldo ; participation de l'Europe au programme post-Apollo.

— **M. Cousté, relative au procédé Sécam** [30 mai 1973] (p. 1678, 1679) : intérêts économique, politique et culturel de l'extension de la zone d'emploi du Sécam.

• *aux questions orales sans débat :*

— (n° 1490) de **M. Julien Schwartz** et (n° 1500) de **M. Maujouiian du Gasset, relatives à la politique énergétique** [30 mai 1973] (p. 1684, 1687) : intensification et diversification de la recherche pétrolière, développement des liens de coopération et d'amitié avec les pays producteurs de pétrole, développement de la production d'énergie nucléaire, situation dans les houillères ; (p. 1686, 1687) : l'incertitude pesant sur l'approvisionnement en pétrole, les bonnes relations de la France avec l'Arabie saoudite.

• *aux questions d'actualité de :*

— **MM. Bertrand Denis et Krieg, relatives au ravitaillement en produits pétroliers** [26 octobre 1973] (p. 4879, 4880).

— **M. Depietri, relative aux négociations avec les syndicats de Lip** [26 octobre 1973] (p. 4880, 4881).

— **MM. Barrot, Charles Bignon, Pierre Joxe, Destremau, relatives au problème de l'énergie** [9 novembre 1973] (p. 5484, 5485) : la définition d'une politique européenne d'ensemble, nécessité pour les partenaires européens de construire très rapidement une usine d'enrichissement de l'uranium, l'approvisionnement de la France en pétrole brut ; les mesures nécessaires pour éviter des distorsions choquantes ; (p. 5487) : et la création des districts pétroliers par M. Guy Mollet.

— **M. Fiszbin, relative à la fermeture des usines Citroën pendant cinq jours** [7 décembre 1973] (p. 6794).

— **M. Simon, relative aux difficultés des industries du plastique** [7 décembre 1973] (p. 6795).

— **M. Hamel, relative aux difficultés d'approvisionnement en pétrole** [7 décembre 1973] (p. 6795, 6796).

• *aux questions orales sans débat :*

— (n° 5934) de **M. Neuwirth**, (n° 6454) de **M. Canacos**, (n° 5390) de **Mme Fritsch**, (n° 6265) de **M. Pierre Lelong**, (n° 6486) de **M. Caillaud**, (n° 6664) de **M. Claude Michel**, suppléé par **M. Pierre Joxe**, relatives à l'approvisionnement en produits pétroliers [7 décembre 1973] (p. 6798, 6799, 6800, 6801) : accord national intervenu pour organiser la distribution ; refus de vente évoqués par M. Neuwirth ; fixation des prix du fuel.

— (n° 5262) de **M. Naveau**, relative à la situation de l'emploi dans la région d'Avesnes [7 décembre 1973] (p. 6801, 6802) : fermeture des Etablissements Bouly à Fourmies ; paiement des indemnités de préavis ; reclassement et recyclage des travailleurs ; octroi de la prime de développement régional.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Développement industriel et scientifique : Développement industriel [6 novembre 1973] (p. 5197) : présentation du budget, effort de clarification ; (p. 5198) : politique d'industrialisation et VI° Plan ; dresse le bilan de l'action entreprise, doublement de l'indice de la production industrielle en onze ans ; fait industriel et opinion publique ; décision du comité de politique industrielle du 8 janvier 1971 ; insuffisante progression annuelle moyenne des investissements ; pénurie de main-d'œuvre qualifiée ; amélioration de la situation des industries de pointe ; évolution dans le domaine des composants et de l'informatique ; évolution de l'industrie chimique ; échanges extérieurs ; (p. 5199) : amélioration des résultats bruts de la sidérurgie française ; perspectives favorables du marché de l'acier ; stratégie de la sidérurgie française ; convention de 1966 entre l'Etat et la profession ; situation de l'industrie du textile et de l'habillement ; accord multilatéral dans le cadre du GATT concernant l'ensemble des produits textiles ; renouvellement profond du tissu industriel français ; degré de concentration élevé dans la plupart des grands secteurs ; problèmes de restructuration ; évolution des investissements industriels ; perspectives de l'industrie chimique et de la construction mécanique ; (p. 5200) : financement de l'usine sidérurgique de Fos ; aides aux entreprises moyennes et petites ; élimination des obstacles à la sous-traitance, moyens de l'IDI, réorientation de certaines procédures d'intervention de l'Etat, groupe de travail auprès du commissariat au Plan ;

soutien financier à la promotion de la moyenne et petite industrie ; part de nos exportations dans le produit intérieur brut ; expansion extérieure dans les secteurs de la sidérurgie, des textiles et des industries mécaniques ; concentration sur certains secteurs géographiques ; relations avec les pays à économie socialiste, avec les pays en voie de développement ; négociations de Tokyo ; (p. 5201) : problèmes énergétiques ; insuffisance de nos ressources naturelles ; problème de l'exploitation plus active de nos gisements de charbon ; gisements en voie d'équipement et conséquences de cette situation ; besoins des foyers domestiques et ceux de la production d'énergie secondaire en particulier l'électricité, approvisionnements internationaux en provenance des Etats-Unis et de la Pologne ; problèmes posés par l'évolution des prix des produits pétroliers ; coût de la thermie-fuel et de la thermie-charbon ; évolution des prix de revient de l'extraction, remise en exploitation des mines et charges financières pour l'Etat, événements du Proche-Orient et approvisionnement pétrolier, politique de diversification des approvisionnements ; développement de l'effort d'exploration des sociétés françaises ; moyens de la sécurité en cas de crise ; nouveau style de vie et réduction du taux d'augmentation des besoins d'énergie, perspectives à l'horizon 2000 ; fait majeur que constitue la mise à disposition des pays producteurs d'une part croissante du pétrole extrait de leur sol ; (p. 5202) : politique pétrolière fondée sur le maintien des marchés, rencontres communautaires de l'Europe des Neuf ; concertation menée au sein de l'OCDE ; ressources des groupes français, mesures permettant d'accroître l'effort de recherche des groupes français ; dispositif de surveillance des mouvements de pétrole à destination de notre pays ; dispositif de dépannage, difficultés des négociations, problème des distributeurs libres, évolution de la consommation dans notre pays ; volume des stocks ; risques découlant des achats excessifs ; mesures de lutte contre le gaspillage en matière d'énergie ; gaz naturel ; accords de Gaz de France avec l'URSS et l'Algérie ; accélération du recours à l'énergie atomique ; programme du VI^e Plan ; usine de séparation isotopique européenne : technique française de diffusion gazeuse ; (p. 5203) : développement des surgénérateurs ; expose sa conception d'ensemble de l'action du ministère ; action des pouvoirs publics pour accélérer les évolutions nécessaires ; conceptions du VI^e Plan ; rapport entre l'Etat et les industriels ; rôles du ministère du développement industriel et scientifique ; apport au Gouvernement des éléments d'une connaissance précise de l'ensemble des secteurs industriels ;

opération ENEIDE ; animation de la politique proprement industrielle des pouvoirs publics ; position du Gouvernement à l'égard des investissements étrangers en France ; conditions de l'industrialisation en milieu rural ; semaine mondiale de l'innovation ; aide au développement rationnel des divers secteurs de l'industrie ; industries de pointe ; plan électronique civil et plan calcul ; convention entre pouvoirs publics et entreprises privées ; formule du marché d'études et action de longue durée ; (p. 5204) : industries lourdes ; mission de l'institut de développement industriel ; crédits relatifs au nouveau service central de sûreté des installations nucléaires, programme accéléré de construction des centrales nucléaires ; action d'animation régionale ; crédits d'action de politique industrielle ; assistants de gestion auprès des chambres de commerce ; opérations de restructuration ; perspectives de matières premières ; le ministère du développement industriel et scientifique : instrument privilégié de la politique industrielle et de la politique énergétique ; action industrielle dans le cadre de la planification souple et de l'économie concertée ; (p. 5219) : progrès brillant de l'industrie française, opinion des experts étrangers, contradictions dans les critiques ; ses réponses à M. Schloesing, rapporteur spécial : retards apportés par ses services dans les réponses à ses questions, réponses censurées : les juge inexcusables, précise qu'elles ne sont pas le fait de son administration, développement du contrôle sur place (rejets du centre atomique de la Hague) ; (p. 5220) : mission et avenir de l'institut de développement industriel ; sa réponse aux rapporteurs sur les bénéfices appliqués en matière de crédits d'action industrielle ; sa réponse à M. Schwartz sur l'information relative aux actions de politique industrielle ; politique du Gouvernement à l'égard de l'entreprise minière et chimique, situation dans le secteur de la chimie, compagnie des potasses du Congo et coopération entre la France et le Congo ; sa réponse à M. Schloesing sur l'usine d'enrichissement de l'uranium ; sa réponse à M. Lecanuet sur l'information des Français pour ce qui est des approvisionnements énergétiques, sur la politique de la France à l'égard des pays du Proche-Orient ; (p. 5221) : sa réfutation des termes Munich économique et colonialisme à rebours ; conception française du contrôle du marché pétrolier par la puissance publique ; exemple pour nos partenaires, sa réfutation du reproche fait par M. Lecanuet de ne pas avoir inscrit en 1962 la filière graphite-gaz dans un programme européen, maîtrise de son avenir par notre industrie, succès obtenu avec « Phénix » dans la technique des neutrons rapides, uranium enrichi et solution euro-

péenne, technique de centrifugation et technique de diffusion gazeuse, Eurodif, solidarité européenne ; prend acte de la mise au point de M. Lecanuet sur la vérité à dire aux Français en matière d'approvisionnements pétroliers, engagements du Gouvernement pour le court terme ; caractère essentiellement mouvant de la situation, impossibilité de prendre aucun engagement définitif ; (p. 5222) : sa réponse à M. Depietri sur les importations de charbon ; sa référence à la partie du programme commun de la gauche relatif à l'énergie ; sa réponse à MM. Depietri, Darras et Roucaute sur les gisements de charbon ; mesures prises en faveur de la conversion ; amélioration du régime des aides, projet de loi relatif au maintien du régime de la sécurité sociale minière ; sa réponse à M. Ligot sur la situation de son ministère, en précise le rôle, approvisionnements français en matières premières, situation du secteur de la mécanique et de la machine-outil ; (p. 5223) : voiture électrique ; sa réponse à M. Coulais sur les méthodes de la politique industrielle, sur l'adaptation aux réalités régionales ; sa réponse à MM. Le Foll et Chevènement sur l'affaire Lip ; sa réponse à M. Ducoloné sur le freinage de l'accroissement des entreprises et des créations d'emploi dans la région parisienne, sur l'intervention de l'IDI en faveur de la société Ratier, sur la filiale Renault-machines-outils ; sa réponse à M. Michel sur EDF et le commissariat à l'énergie atomique ; sa réponse à M. Roucaute sur l'éventualité d'un grand débat sur l'ensemble des problèmes de l'énergie ; sa réponse à M. Beck sur l'industrialisation en milieu rural ; (p. 5224) : **Etat B - Titre IV** : ses arguments en faveur du rejet de l'amendement de M. Schwartz tendant à diminuer la dotation de la fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises.

Développement scientifique [8 novembre 1973] (p. 5370) : système original de la France en matière de recherche scientifique ; ses observations l'« enveloppe-recherche » ; expose les grandes lignes du projet de budget de la recherche, souhaite un classement plus fonctionnel des crédits de recherche, délais de communication de l'« annexe-recherche » ; hypothèse basse du VI^e Plan, difficultés monétaires internationales et tension sur les prix, taux de réalisation du VI^e Plan, orientation de la politique scientifique, progrès général des connaissances, recherches tendant à améliorer les conditions et le cadre de vie, aides incitatives à la recherche industrielle, grands programmes publics de recherche, financement de l'industrie électronique, contrats et opérations d'équipement ; dotations des principaux organismes, CNRS, agence nationale de valorisation de la recherche, INRA, institut

national de la santé et de la recherche médicale, nature des dépenses de fonctionnement dans le secteur de la recherche, sauvegarde dans les effectifs existants d'un rapport chercheur-technicien satisfaisant, études concernant les chercheurs ; (p. 5371) : centre de Brest, régionalisation de la recherche, consultation des régions, associations des régions à la préparation du VII^e Plan, politique en matière de recherche énergétique, enveloppe-recherche du CEA, protection et sûreté nucléaire, enrichissement de l'uranium, secteur électronucléaire, programme et surrégénérateurs à neutrons rapides ; association entre le CEA, l'industrie française et la société américaine Gulf, politique spatiale, dotation de l'Europe d'un programme spatial complet cohérent et équilibré ; (p. 5372) : ses observations sur l'Europe spatiale, son caractère d'Europe européenne, analyse le financement de la contribution de la France aux activités spatiales européennes ; expose le rôle du CNES, coopération bilatérale, programme franco-allemand de satellite de télécommunication Symphonie ; (p. 5373) : centre spatial guyanais, politique en matière d'océanologie, mission du CNEXO, centre de Bretagne, centre du Pacifique, moyens marins, navires océanologiques, engins sous-marins, bouée laboratoire Bohra III, travaux du « programme océan », opération Famous menée en coopération avec les Etats-Unis, aquaculture, gisements sous-marins, liens entre le CNEXO et les autres organismes, effort en matière d'information scientifique, actions de coopération internationale, fondation européenne de la science, maintien à un haut niveau de l'effort de recherche ; (p. 5383) : sa réponse aux rapporteurs sur l'amélioration des conditions d'information des commissions ; sa réponse à M. Buron sur le sort des éditions scientifiques de langue française, sur l'âge des chercheurs ; (p. 5384) : sa réponse à M. Barthe : recherches visant à alléger la peine de l'homme au travail ; conditions de remboursement des aides au développement ; contrôle de l'utilisation des fonds publics mis à la disposition des entreprises ; secteurs de production du CEA, contrôle du CEA sur les activités nucléaires ; sa réponse à M. Bourson sur la nécessité d'une politique d'information de la recherche, à M. Rolland sur l'avenir énergétique de la France, le coût de l'usine d'enrichissement de l'uranium ; sa réponse à MM. Bouloche et Roland Leroy sur les propos tenus par M. Pierre Aigrain, ancien délégué général à la recherche scientifique et technique ; (p. 5385) : prend acte de la mise au point de M. Bouloche ; répond aux jugements portés par M. Bouloche sur la politique de recherche ; ses réponses à M. Roland Leroy : recherche en matière de logement ;

sciences de l'homme ; problèmes de personnel et de recrutement ; institut de recherche sur le logement de Limoges, problèmes de l'informatique, ordinateurs du siège central du PCF ; politique d'indépendance nationale du général de Gaulle ; sa réponse à M. Weber sur l'approvisionnement pétrolier et la solidarité européenne ; (p. 5386) ; ses conclusions à la suite du débat ; (p. 5387) : **Etat C - Titre VI** : ses arguments contre l'adoption de l'amendement de MM. Papon et Mesmin tendant à supprimer les crédits affectés au plan d'électronique civile.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie (n° 778)** [23 novembre 1973] (p. 6328) : décisions des pays arabes producteurs de pétrole et garantie de notre approvisionnement en sources d'énergie à court et à long terme ; rappelle les données fondamentales de la politique énergétique, politique conçue sur une longue période ; souci de continuité ; sources d'énergie sur notre territoire ; situation des gisements charbonniers ; politique pétrolière ; gisements de Lacq et de Parentis ; (p. 6329) : groupes pétroliers nationaux ; stockage ; politique nucléaire ; filière graphite-gaz ; politique d'indépendance et diversification des sources d'énergie ; capacités de transport maritime des sociétés pétrolières ; politique de stockage ; industrie de raffinage ; profession et réglementation pétrolières ; concertation entre les différents partenaires ; politique européenne dans le domaine des hydrocarbures et attitude de nos partenaires ; (p. 6330) : Euratom ; surrégénérateurs nucléaires ; coopération avec les pays exportateurs de sources d'énergie et de matières premières ; fait le point sur la situation conjoncturelle dans les domaines du pétrole et de l'énergie nucléaire ; approvisionnement en pétrole brut ; inopportunité de prendre des mesures de restrictions autoritaires ; marché du fuel domestique ; problème de l'enrichissement de l'uranium ; Eurodif et Urenco ; position de la commission de la CEE ; projet Eurodif ; décision prise par le Gouvernement français ; (p. 6331) : ultracentrifugation ; réfute l'accusation relative à un « Munich énergétique » ; politique de la France au Proche-Orient ; ses observations sur la solidarité européenne ; mesures de restriction ; vigilance du Gouvernement ; (p. 6338) : sa réponse à M. Krieg ; travaux du groupe de travail sur l'isolation thermique ; (p. 6345) : répond aux orateurs ; son accord avec les analyses faites par MM. Krieg, Lelong et Destremau ; contradictions des oppositions ; ses réponses à M. Servan-Schreiber sur l'attitude du Gouvernement face à la crise, à M. Savary sur l'approvisionnement pétrolier.

— **Projet de loi sur l'aménagement du monopole des scories Thomas (n° 782). Discus-**

sion générale [12 décembre 1973] (p. 6901) : monopole des scories Thomas et article 37 du traité de Rome ; mesures d'aménagement du monopole ; maintien des avantages apportés à l'agriculture par la péréquation des charges de transport ; coordination des livraisons (réactions d'un comité des scories Thomas). **Discussion des articles. Article premier, Article 3** (p. 6902) : accepte les amendements de M. Poperen.

CHARIE (Pierre)

Député du Loiret
(3^e circonscription)

Elu le 11 mars 1973.

Décédé le 12 mars 1973 [J.O. du 14 mars 1973] (p. 2784).

Son éloge funèbre est prononcé [2 avril 1973] (p. 730).

Remplacé par M. Gaston Girard.

CHARLES (Pierre)

Député de la Côte-d'Or
(3^e circonscription)
(NI, puis PSRG).

En remplacement, le 6 octobre 1974, de M. Henri Moine, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [8 octobre 1974] (p. 4857, 4871).

N'appartient à aucun groupe [8 octobre 1974] (p. 4871).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [22 octobre 1974] (p. 5326).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [9 octobre 1974] (p. 4920), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Crise dans les carrières de la région de Comblanchien (Côte-d'Or)** [12 novembre 1975] (p. 8167).

• *question orale sans débat* :

— (n° 38951) : **Emploi des défoliants** [17 juin 1977] (p. 3973, 3974) : les dangers de l'usage des défoliants pour les forêts françaises ; la nécessité d'interdire l'épandage par hélicoptère.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6035) : la colère des agriculteurs en Côte-d'Or ; l'effondrement des cours à la production ; les promesses électorales de M. Giscard d'Estaing ; la dégradation du revenu ; l'indexation des prix agricoles décidée par Félix Gaillard ; propose un « SMIC vert » indexé ; prix plancher pour chaque production ; (p. 6036) : le Gouvernement organise le désordre dans nos campagnes ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le projet.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Équipement. — Logement [28 octobre 1975] (p. 7414) : l'aménagement des HLM anciens ; les prêts des HLM des zones rurales.

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7914) : critique le système d'indemnisation des calamités agricoles ; la crise de la viticulture bourguignonne qui souffre de mévente notamment à l'exportation et d'une forte baisse des prix de vente ; réclame l'indemnisation rapide des calamités qui ont frappé la Bourgogne.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2198) : reproche au Gouvernement de n'avoir pas de plan d'ensemble en matière agricole ; (p. 2199) : la situation de la viticulture bourguignonne ; souhaite l'allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur à chaque viticulteur ; le problème posé par la dotation d'installation accordée aux jeunes agriculteurs ; le renforcement et l'extension d'accords interprofessionnels prévus par la loi du 10 juillet 1975 ; faire en sorte que le Gouvernement garantisse aux agriculteurs des prix minimum convenables.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6529) : le mécontentement des agriculteurs devant les mesures du plan Barre ; un plan sécheresse ; l'esprit de sacrifice des agriculteurs permettant à la France d'être le deuxième exportateur mondial de produits alimentaires ; la pénalisation du revenu agricole ; les manifestations agricoles de février 1976 ; la situation catastrophique du revenu agricole bien avant la sécheresse ; les décisions du précédent Gouvernement ; la supercherie des mesures prévues ; l'exemple de la Côte-d'Or ; l'absence de précision sur le rétablissement de la parité des prix agricoles à la production et des prix industriels ; regrette l'absence d'un grand emprunt national ; le désespoir du monde rural devant les mesures partielles et injustes prises par le Gouvernement ; approuve la motion de censure.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture, FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6660) : la situation des revenus des agriculteurs ; le calcul des prix des produits agricoles ; le budget d'équipement agricole ; la régression des crédits à la restructuration foncière ; l'action des SAFER ; le sous-équipement des zones rurales ; le budget du BAPSA ; les conditions des retraites des épouses d'exploitants bénéficiant de l'IVD ; l'organisation des marchés ; la taxe de coresponsabilité sur le lait ; (p. 6661) : le non-respect de la préférence communautaire et les montants compensatoires monétaires ; assurer la rentabilité des prix à la production.

CHASSAGNE (Jean)

Député de l'Indre-et-Loire
(1^{re} circonscription)
(NI).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Jean Royer, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

N'appartient à aucun groupe [9 mai 1973] (p. 1103).

L'Assemblée prend acte de sa démission de député [2 avril 1976] (p. 1272).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [9 mai 1973] (p. 1103), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Représentant des élus locaux au sein de la commission nationale d'urbanisme commercial [11 juin 1974] (p. 2584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1362) tendant à réserver l'emploi du mot « Crémant » aux vins mousseux et vins pétillants d'appellation d'origine (n° 1551) [16 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à créer et à protéger les jardins familiaux (n° 1714) [5 juin 1975].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° 447). **Seconde délibération** [21 juin 1973] : **Article 5** (p. 2401) : conséquences de l'adjonction du mot « département » dans certains articles.

— **Proposition de loi tendant à réglementer la location du droit de pêche aux groupements de marins-pêcheurs professionnels dans certains étangs salés privés du littoral** (n° 268). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1973] (p. 2628) : ses arguments en faveur des sous-amendements de M. de Gastines ; disposition du droit de pêche par les sociétés propriétaires des étangs.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article 5** (p. 4051) : son amendement relatif au rapprochement avec le régime fiscal des salariés ; [5 octobre 1973] : **Article 6** (p. 4119) : son amendement relatif à l'allègement des charges supportées par les petites entreprises artisanales et commerciales ; [10 octobre 1973] : **Après l'article 7** (p. 4241) : son amendement tendant à une réforme de l'assiette des charges sociales pesant sur les salaires ; cas de l'hôtellerie et de la restauration ; blocage des prix par arrêtés

préfectoraux ; [11 octobre 1973] : **Article 18** (p. 4290) : son amendement défendu par M. Dousset : seuil de deux cents logements pour les ensembles immobiliers ; [12 octobre 1973] ; **Article 22** (p. 4358) : sa proposition de modification à l'amendement de M. Bignon souhaite que l'autorisation préalable ne soit « ni cessible ni transmissible ni transformable » ; [19 octobre 1973] : **Après l'article 43** (p. 4595) : son amendement : niveau requis pour s'installer en qualité de chef d'entreprise dans le secteur des métiers ; [19 octobre 1973] : **Avant l'article 49** (p. 4598) : son amendement : rencontre annuelle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Après l'article 6** (p. 4794) : intervient dans la discussion de l'amendement de M. Mario Bénard : création d'une taxe forfaitaire sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices ; ses réserves sur les arguments du secrétaire d'Etat au budget concernant les entreprises déficitaires ; votera l'amendement.

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5530) : rappelle que les anciens combattants demandent l'application stricte des lois qui leur ont donné satisfaction pendant de nombreuses années ; (p. 5531) : souhaite le réajustement plus étroit des prévisions de diminution du nombre des pensionnés ; demande d'utiliser les recettes procurées au Trésor par l'imposition forfaitaire des sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices ; souhaite une planification progressive des revendications des anciens combattants.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973] (p. 6154) : son rappel au règlement ; souhaite la présence dans le débat du ministre de l'économie et des finances.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Equipement et urbanisme. — Crédits du ministère de l'équipement [15 novembre 1974]. **Avant l'Article 50** (p. 6567) : sur l'amendement n° 172 du Gouvernement : proteste contre la généralisation des péages. — **Equipement, logement** (p. 6588) : une refonte du financement public de la construction est indispensable ; (p. 6589) : modifier la répartition des crédits entre les différentes catégories d'immeubles sociaux ; transférer les crédits destinés aux ILN sur les HLM ordinaires et les PLR.

— **Projet de loi sur la régulation des naissances** (n° 1284). **Deuxième lecture** [21 novembre 1974] (p. 6910) : annonce qu'il votera contre tous les articles du projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° 1274). **Discussion des articles** [5 décembre 1974]. **Article 11** (p. 7474) : son amendement n° 94 : audition de l'entreprise devant la commission du prélèvement ; décentralisation de cette commission ; retiré ; (p. 7475) : son amendement n° 95 : suppression des acomptes ; rejeté.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2679) : la précarité de nos approvisionnements ; les possibilités dans le domaine de l'hydraulique ; les sites de barrages possibles sur la Loire ; la technique de l'usine marémotrice de la Rance ; les énergies nouvelles ; accorder aux chercheurs français les crédits nécessaires ; (p. 2680) : la non-maturité de l'énergie nucléaire ; les sécurités dont s'entourent les Français dans l'utilisation de l'énergie atomique ; prospecter d'autres filières ; le sur-générateur ; utiliser les fluides de refroidissement ; le problème des déchets nucléaires.

— **Proposition de loi tendant à réserver l'emploi du mot « crémant » aux vins mousseux et vins pétillants d'appellation d'origine** (n° 1362), rapporteur. **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3092) : l'augmentation très sensible de la production des vins effervescents ; (p. 3093) : les méthodes utilisées ; protéger les vins de qualité supérieure produits par la méthode champenoise, mais n'ayant pas droit à l'appellation « champagne » ; réserver à des vins de grande qualité le terme « crémant ».

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion de l'article unique** [5 juin 1975] (p. 3749) : son amendement n° 14 : mettre en place des organismes régionaux permettant d'utiliser directement dans les régions les ressources collectées ; réservé ; (p. 3752) : son amendement n° 15 : mener des études sur la mise à grand gabarit de la liaison fluviale mer du Nord - mer Méditerranée ; l'inquiétude des élus alsaciens qui ont déposé l'amendement ; réservé.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° 1633). **Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Article 8** (p. 3832) : sur l'amendement n° 27 de M. Wagner : insiste sur le caractère très général de l'amendement. **Article 12** (p. 3837) : ses observations sur l'amendement

n° 28 du Gouvernement : le coût élevé de l'enlèvement des ordures ménagères pour les municipalités ; les bases de la redevance spéciale en voie de création. **Article 13** (p. 3838) : manifeste son opposition à l'amendement n° 6 de M. Weisenhorn : cas des collectes hermétiques. **Article 20** : (p. 3844) : maintenir la possibilité pour les communes de reprendre quand bon leur semble toute concession. **Après l'Article 21** (p. 3848) : sur l'amendement n° 41 du Gouvernement : juge utopique le caractère d'une réutilisation systématique des rejets d'eau chaude ; l'absence de recherches de la part d'EDF ; les progrès importants à attendre dans ce domaine. **Article 22** (p. 3851) : sur l'amendement n° 42 du Gouvernement : manifeste sa préférence pour une mise en fourrière du véhicule.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article premier** (p. 3980) : son amendement n° 115 : créer un impôt dynamique et moderne lié à la TVA procurant aux collectivités locales des ressources vraiment nouvelles ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 3** (p. 4443) : son amendement n° 111 : introduire la musique parmi les disciplines de base de l'enseignement primaire ; (p. 4444) : adopté. **Article 5** (p. 4456) : estime que la capitalisation des unités de valeur doit avoir des limites. **Article 13** (p. 4468) : est favorable à l'article 13 ; redoute l'absentéisme des élus locaux. **Article 15** (p. 4472) : sa question au Gouvernement relative au règlement élaboré par le conseil d'établissement. **Après l'Article 18** (p. 4480) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Mexandeau ; fait observer que les enfants auxquels la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat s'applique sont toujours soumis à l'obligation scolaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° 1747). **Discussion des articles** [25 juin 1975]. **Article 2** (p. 4737) : son amendement n° 16 : possibilité de n'étendre les accords que pour une durée limitée ; adopté. **Article 3** (p. 4739) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 3 ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° 1728). **Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6437) : le caractère inquiétant de certains aspects du projet de loi ; le renvoi de nombreux points à des décrets d'application ; (p. 6438) : juge trop brutale l'abrogation de la loi de 1961 relative

aux activités sportives et parasportives ; regrette que le secrétaire d'Etat n'ait pas suffisamment rappelé l'effort d'équipement accompli par les municipalités ; juge insuffisante la place faite par le projet aux problèmes des équipements.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Discussion des articles** [16 octobre 1975] : **Après l'Article 25** (p. 7004) : sur l'amendement n° 514 de M. Foyer, souhaite que les représentants du Parlement au sein du comité d'études prévu par l'amendement soient choisis parmi les élus locaux. [17 octobre 1975] : **Article 87** (p. 7050) : sur l'amendement n° 528 du Gouvernement, estime que la rédaction initiale du projet était préférable. **Après l'Article 94** (p. 7062) : demande que dans l'amendement n° 30 de M. Masson soient supprimés les mots « sur leur demande ».

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° 1733). **Discussion des articles** [25 novembre 1975] : **Article premier** (p. 8907) : interroge le rapporteur sur l'application de la loi aux plasticiens, peintres et sculpteurs.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion des articles** [3 décembre 1975] : **Après l'Article 31** (p. 9280) : sur l'amendement n° 141 de M. Fanton estime incompatibles les fonctions de préfet de région et de préfet de la région parisienne. **Article 22** (*suite*) (p. 9306) : ses observations sur l'amendement n° 183 du Gouvernement.

CHASSEGUET (Gérard)

Député de la Sarthe
(1^{re} circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6317) : accorder sans plus attendre une retraite égale à tous les anciens combattants quelle que soit la génération du feu à laquelle ils appartiennent ; nécessité de disposer d'un service de statistiques.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6675) : le budget de l'agriculture ; le recul sensible des autorisations de programme ; l'évolution des crédits de remembrement ; le cas du département de la Sarthe ; (p. 6676) : la nécessité d'un fonds spécial ; l'importance de l'exécution des travaux d'hydraulique agricole ; le problème des revenus des agriculteurs ; la situation des éleveurs et des producteurs de lait ; le marché commun agricole ; la situation des producteurs de pommes de terre.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6810) : les mesures prises en faveur des anciens combattants ; la mise à parité de la retraite du combattant ; le problème du rapport constant ; l'attribution de la carte du combattant à tous les anciens prisonniers de guerre ; le cas des invalides de guerre ayant repris une activité professionnelle.

CHAUMONT (Jacques)

Député de la Sarthe
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Elu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 842) autorisant l'**accord de coopération entre la République française et les Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine**, conclu le 4 décembre 1973 (n° 1063) [13 juin 1974] (p. 2682).

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1636) autorisant l'approbation de la **convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Égypte sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements**, signée au Caire le 22 décembre 1974, complétée par deux échanges de lettres (n° 1742) [12 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2500) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération technique** en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), ensemble cinq protocoles annexes, signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2592) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2501) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération culturelle** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2593) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2498) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière d'enseignement supérieur** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la

République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), ensemble deux échanges de lettres, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2594) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2502) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière de recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2595) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2499) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), ensemble un échange de lettres, signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2596) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2503) autorisant l'approbation de la **convention en matière de pêche maritime** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2597) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2504) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière de marine marchande** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2598) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2497) autorisant l'approbation de la **convention sur la circulation des personnes** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2599) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2496) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière de justice** entre la République française et la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2600) [3 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2505) autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2601) [3 novembre 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'industrie automobile** [12 juin 1974] (p. 2614).

• *question orale sans débat :*

— (n° 20483) : **Revalorisation des rentes viagères** [20 juin 1975] (p. 4576).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Office de radiodiffusion télévision française [26 octobre 1973] (p. 4908) : sa question au ministre de l'information sur la construction de tours en milieu urbain.

1974

— **Projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales** (n° 749), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2727) : donne lecture du rapport de M. Nessler : le projet de loi a pour objet de modifier la convention internationale pour la protection des obtentions végétales ; la nécessité d'aménager le système des contributions des Etats.

— **Projet de loi relatif à l'accord de coopération avec l'Union monétaire ouest-africaine** (n° 842), rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2728) : l'analyse du précédent accord du 12 mai 1962 ; (p. 2729) : le nouvel accord du 4 décembre 1973 : maintien des six Etats concernés dans la zone franc ; centralisation des avoirs en devises ; modification de la parité sur décision unanime des six Etats africains ; 65 % des avoirs en devises des Etats d'Afrique de l'Ouest devront être déposés auprès du Trésor français ; rapports plus égalitaires entre les parties ; avoir garanti par référence à une unité de compte internationale ; banque centrale dirigée par un Africain et siège transféré au Sénégal ; création d'une banque ouest-africaine de développement.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture, FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6120) : les crédits d'équipement ; les plans d'aménagement rural ; création d'un

plan d'aménagement du Val-de-Loire ; les bâtiments d'élevage ; (p. 6121) : les carences de l'administration ; les revenus ; les coûts de production ; les prêts de consolidation et les prêts hors quota ; aide aux produits et non aux producteurs.

Équipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6585) : analyse les difficultés concrètes de ceux qui cherchent à se loger et souhaite la consolidation des prêts, la fixation des prix plafonds en tenant compte des coûts réels et la diminution du montant des charges.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7138) : les raisons essentielles de son approbation du texte tiennent dans le drame des avortements clandestins ; un statut de la femme seule est nécessaire.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560). **Discussion des articles** [4 juin 1975]. **Après l'Article 8** (p. 3636) : son amendement n° 1 : caisse nationale de recouvrement des pensions ; retiré.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° 1650). **Discussion générale** [12 juin 1975] (p. 4091) : l'importance du nombre des pensions alimentaires impayées ; la substitution des contribuables aux débiteurs défaillants par le biais de l'aide sociale ; créer une caisse nationale de versement des pensions afin de faire payer les débiteurs véritables et non les contribuables ; abandonner la conception du caractère privé du recouvrement des pensions alimentaires. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4095) : son amendement n° 18 ; institution d'une caisse nationale ; adopté. **Article premier** (p. 4096) : son amendement n° 19 : supprimer l'article premier ; repoussé. **Article 2** (p. 4096) : son amendement n° 20 : règlement du problème de la saisine ; repoussé. **Article 3** (p. 4099) : juge que son amendement n° 21 n'a plus d'objet.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-égyptienne sur les investissements** (n° 1636), rapporteur. **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4237) : les nouvelles relations économiques établies entre la France et l'Égypte ; l'ampleur considérable des projets de l'Égypte ; les dispositions très favorables de la loi égyptienne du 19 juin 1974 ; les obstacles rencontrés par les investisseurs français à l'étranger ; la complexité des systèmes de garantie des investissements ; (p. 4238) : la place des investissements directs dans le cadre des nouvelles relations économiques ; la demande très forte de l'Égypte en investissements de type classique ; l'absence

de politique européenne commune ; hausser notre système national de garantie au niveau de nos partenaires européens.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et la Thaïlande** (n° 1637), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4239) : l'accroissement du nombre des conventions fiscales conclues par la France ; leur concentration sur le plan géographique ; les particularités de la convention franco-thaïlandaise ; la modestie des échanges entre les deux pays ; la nécessité d'un effort supplémentaire vers la Thaïlande.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et la Roumanie** (n° 1635), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4240) : le développement des rapports franco-roumains ; le déséquilibre des échanges commerciaux au détriment de la Roumanie ; le caractère satisfaisant des échanges culturels et scientifiques.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3661) : le tumulte provoqué par le texte est excessif, mais la taxation du plus grand nombre plutôt que la taxation des spéculateurs l'a rendu détestable ; le texte atteindra les petits épargnants, les patrimoines familiaux, plus que les possédants et aura un effet inflationniste et injuste ; il ne votera pas le texte dans son état actuel.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6526) : les difficultés actuelles ; les critiques de l'opposition ; les causes de l'inflation ; l'augmentation du prix des matières premières, des salaires et des revenus ; les salaires plus élevés dans les pays de faible inflation ; inflation et sociétés multinationales ; trois mesures indispensables : l'imposition des grosses fortunes ; l'indexation de l'épargne populaire, le blocage sur une longue période des salaires et des revenus les plus élevés ; les dangers à frapper encore plus l'industrie automobile dans un contexte de concurrence internationale ; la moto ; la nécessité de maintenir le pouvoir d'achat.

CHAUVEL (Christian)

*Député de la Loire-Atlantique
(2^e circonscription)
(PSRG, puis NI).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'appartenir au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [21 mai 1975] (p. 2985).

N'appartient à aucun groupe [21 mai 1975] (p. 2985).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [22 mai 1975] (p. 3114).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [17 octobre 1975] (p. 7115).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **IX : Commerce extérieur** (n° 686) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **VII : Commerce extérieur** (n° 1235) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1169) relatif à la prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins

du domaine public métropolitain (n° 1552) [16 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1505), portant suppression de la carte professionnelle d'importateur des produits de la **pêche maritime** (n° 1620) [6 mai 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1802), relatif à la **prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins du domaine public métropolitain** (n° 2186) [14 avril 1976].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée** (n° 448). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2620) : insuffisance des crédits relatifs à la constitution de réserves foncières ; souhaite que des mesures financières accompagnent les dispositions du projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2623) : se prononce pour le renvoi ; rappelle au nom du groupe socialiste la proposition de loi de M. Denvers ; obstacles à la discussion des propositions de loi déposées par les groupes de l'opposition.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur pour avis [20 novembre 1973] (p. 6152) : sa question au ministre des finances restée sans réponse sur les exportations de matériels militaires ; réponse fournie au sujet de la gestion de la société pour l'expansion des produits agricoles ; ses remarques sur la SOPEXA ; sa question au sujet de la création de restaurants français à l'étranger avec l'aide de la SOPEXA ; application de l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966 ; (p. 6153) : sa référence aux rapports du commissaire aux comptes ; difficultés de contrôle de la SOPEXA ; crédits du FORMA et transfert à des filiales ; conditions d'utilisation de l'argent public ; demande au rapporteur de la commission des finances sur le budget du FORMA de mener une enquête sur la gestion de la SOPEXA ; déclaration de M. Marcihacy sur les conditions de contrôle de l'exécutif ; problèmes de l'équilibre du commerce extérieur ; taux de couverture ; part de l'automobile dans nos exportations ;

exportations et inflation, investissements français à l'étranger, « Nixon round » et dévaluation du dollar ; (p. 6154) : conférence de Nairobi ; sa référence à M. Couve de Murville, droit des rapporteurs d'avoir une opinion personnelle tout en présentant l'avis de la commission.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Transports. — IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6675) : le statut social du marin ; (p. 6676) : la formation professionnelle ; la subvention à l'établissement national des invalides de la marine ; le plan de croissance ; le régime spécifique de protection sociale et de retraite ; les pensions liquidées avant le décret du 7 octobre 1968 ; le système du tiers payant.

Commerce extérieur, rapporteur pour avis [20 novembre 1974] (p. 6822) : se félicite de la création d'un secrétariat d'Etat au commerce extérieur ; la SOPEXA et le volume des exportations d'armements ; le déficit du commerce extérieur ; le recours à des emprunts extérieurs autorisé par l'article 20 de la loi de finances ; la limitation pour 1975 de nos importations de pétrole ; (p. 6823) : le désencadrement du crédit pour les entreprises s'engageant à augmenter les exportations ; la garantie dite du « risque économique » ; l'aide aux actions groupées à l'exportation des petites et moyennes entreprises ; les recommandations de la commission en vue de favoriser les exportations ; l'accélération de la formation professionnelle, la multiplication des missions accompagnées et préparées ; le souhait que la commission rejette le budget afin d'obtenir des crédits supplémentaires.

1975

— **Projet de loi adopté par le Sénat, portant suppression de la carte professionnelle d'importateur des produits de la pêche maritime** (n° 1505), rapporteur. **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2364) : la demande faite par la commission des Communautés européennes visant à la suppression de la carte professionnelle d'importateur des produits de la pêche maritime ; la loi du 7 septembre 1948 instituant le contrôle de l'exercice de la profession de mareyeur ; la loi du 11 mai 1951 étendant ce contrôle à l'exercice de la profession d'importateur de la pêche maritime ; les lettres des 9 novembre 1972 et 13 mars 1973 de la commission des Communautés européennes ; la situation dramatique des pêcheurs ; la nécessaire organisation du marché ; les insuffisances de l'organisation

communautaire ; le caractère prématuré du texte ; son rejet à l'unanimité par la commission de la production et des échanges. **Discussion de l'article unique** (p. 2368) : son amendement n° 1 : supprimer l'article unique ; l'opposition des deux fédérations de marins pêcheurs ; les importations à des prix de dumping ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Equipement, logement [28 octobre 1975] (p. 7421) : le cas des HLM locatives ; celui des grands ensembles ; l'accession à la propriété des HLM ; rénover des HLM anciennes.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6556) : un discours courageux ; l'assujettissement de 70 % des foyers fiscaux à l'impôt sur le revenu ; l'inégalité dans l'effort de solidarité ; nécessité d'une réforme des circuits de distribution ; l'inventaire clinique des problèmes de la sécurité sociale ; l'importance du budget de la sécurité sociale ; les charges indues ; l'extension de la sécurité sociale à tous les Français et ses conséquences ; les subventions en capital pour la construction de CHU ; les cas de prise en charge inconsiderés ; le prix de journée des hôpitaux publics ; la budgétisation des charges sociales que l'Etat fait indûment peser sur la sécurité sociale ; le désir profond de solidarité face aux calamités ; le FAC ; le financement des équipements collectifs pour les collectivités locales.

CHAUVET (Augustin)

Député du Cantal
(1^{re} circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner, en deuxième lecture, le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

DÉPÔTS

— **Proposition de loi** tendant à introduire les sociétés anonymes coopératives d'HLM de location-attribution dans la liste des organismes d'habitations à loyer modéré (n° 202) [25 avril 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 636). — **Annexe n° 16 : Charges communes** (crédits du ministère de l'économie et des finances - I. Charges communes) (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — **Annexe n° 11 : Charges communes** (crédits du ministère de l'économie et des finances) (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Budgets civils : Economie et finances. — **Annexe n° 11 : Charges communes** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Budgets civils : Economie et finances. — **Annexe n° 12 : Charges communes** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2148) et la lettre rectificative (n° 2634) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2636) [24 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2808), portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2826) [27 avril 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2925) [26 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 12 : Economie et finances - Charges communes** (n° 3131) [5 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4762) : son sous-amendement à l'article 2-h proposé par l'amendement du Gouvernement, visant le cas des constructeurs individuels qui avaient entrepris des opérations de construction avant le 20 septembre 1973 (achat des terrains, permis de construire, commencement de la construction) ;

exprime sa satisfaction à l'égard du texte proposé par le Gouvernement ; (p. 4777) : son sous-amendement à l'article 2-h proposé par l'amendement du Gouvernement. **Article 6** (p. 4786) : son amendement tendant à reporter au 1^{er} avril 1974 l'application de l'augmentation des droits sur les alcools ; (p. 4787) : se rallie à la date du 1^{er} février 1974 proposée par le Gouvernement à condition que l'on s'en tienne à la majoration de 15 % ; modifie en ce sens son amendement.

Deuxième partie :

Economie et finances. — I. Charges communes, rapporteur spécial [20 novembre 1973] (p. 6130) : analyse les crédits du budget des charges communes ; (p. 6131) : remarques de la commission des finances sur l'évolution de la dette publique ; évolution des garanties de l'Etat, poids des garanties au commerce extérieur ; garanties pour risques économiques, assurance-prospection ; ses observations sur les dépenses en atténuation de recettes ; crédit des taxes déductibles des entreprises ; personnes âgées ; régime des pensions ; projet de loi instituant la réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint survivant ; taux de la pension de réversion servie aux veuves fonctionnaires ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base ; abattement pour les contribuables âgés ; sa demande de précisions sur le fonds national de solidarité ; subventions au régime général de la sécurité sociale ; relèvement du minimum vieillesse en 1974 ; aspects budgétaires de la compensation démographique ; (p. 6132) : indemnisation des rapatriés, crédits d'action économique, dotations de l'entreprise minière et chimique, dépenses d'action internationale.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion des articles** [4 décembre 1973] : **Article premier** (p. 6572) : incidences de la révision foncière des propriétés non bâties sur la situation des éleveurs dans les zones de montagne ; [5 décembre 1973] : **Article 9** (p. 6627) : son amendement tendant au maintien du bénéfice des impositions supplémentaires des communes ; (p. 6633) : **Après l'Article 11** : son amendement tendant à subordonner l'application de la loi à la communication des documents fiscaux correspondants aux conseils municipaux ; son amendement tendant à la communication aux conseils municipaux, sur leur demande, des documents fiscaux leur permettant d'apprécier les conséquences de la réforme ; (p. 6635) : explique le vote favorable de son groupe. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7220) : sa question sur la portée de

l'amendement du Gouvernement en ce qui concerne les petits patentés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° 781). **Discussion des articles** [5 décembre 1973] : **Article 3** (p. 6652) : interroge le Gouvernement sur la portée de l'article.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° 1110). **Discussion des articles** [4 juillet 1974] : **Article premier** (p. 3341) : son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 6 de M. Bardol prévoyant un sort particulier pour les SARL ; adopté ; mais l'amendement n° 6 est repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180) :

Discussion générale [24 octobre 1974]. **Article 7** (p. 5409) : se félicite de l'exonération de la taxe d'habitation pour les personnes de plus de soixante-quinze ans.

Deuxième partie :

Economie et finances. — Charges communes, rapporteur spécial [20 novembre 1974] (p. 6856) : évoque l'évolution des charges de la dette publique ; se félicite des mesures prises dans le domaine des pensions de retraite ; demande : le règlement des anciennes pensions proportionnelles, l'augmentation de la pension de réversion des veuves de fonctionnaires, un abattement spécial en matière fiscale pour les pensionnés ; (p. 6857) : un assouplissement du plafond fixé en matière de réversion de pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint ; évoque l'aide aux personnes âgées, les rentes viagères, l'augmentation du minimum vieillesse et le relèvement du plafond des ressources ; signale les intentions du Gouvernement concernant l'indemnisation des rapatriés ; évoque le financement des entreprises publiques et demande le développement des services sociaux de la fonction publique ; (p. 6864) : donne un avis favorable à l'amendement n° 190 du Gouvernement consécutif à la majoration des rentes viagères. — **II. Services financiers. Discussion générale** [20 novembre 1974] (p. 6877) : parlant sur l'article 53, demande l'extension du paiement mensuel aux pensions et allocations de la sécurité sociale, de la mutualité sociale agricole et de la Caisse des dépôts.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° 1274). **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7406) : l'application du prélèvement aux entreprises publiques ; (p. 7411) : son amendement n° 23 : option entre exercices de référence ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1340). Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 7596) : les centres créés à l'initiative des organisations agricoles incluses dans l'amendement n° 20 relatif aux centres de gestion agréés ; l'intérêt économique et fiscal de ces centres ; (p. 7597) : l'amélioration de la gestion des petites et moyennes entreprises ; l'abattement de 10 % : une étape vers l'uniformisation du régime fiscal ; les commerçants artisans et agriculteurs au forfait ; la taxation des plus-values à court terme ; la taxe sur la valeur ajoutée ; votera le projet.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au permis de chasser (n° 1555). Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Article 2** (p. 2073) : son amendement n° 21 : faire répondre les auteurs d'accident sur leurs biens personnels ; retiré.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3988) : son intervention relative à l'exonération des abattoirs et des campings. **Article 3** (p. 3999) : regrette que le bénéfice de l'entreprise ne soit pas retenu comme une des bases de l'imposition ; le risque d'une atteinte au principe de l'égalité devant l'impôt et de conséquences défavorables en matière d'emploi. **Article 4** (p. 4009) : sur l'amendement n° 12 de M. Massot et l'amendement n° 50 de M. Papon, se prononce en faveur du texte du projet ; ne pas imposer des canalisations souterraines qui seraient trop coûteuses ; sur l'amendement n° 50 de M. Papon, fait valoir que ce sont les particuliers qui paieront ; (p. 4011) : son amendement n° 113 : maintenir l'exonération des valeurs locatives des biens destinés à l'irrigation ; retiré. **Article 7** (p. 4018) : trouve choquant que des règles différentes soient adoptées pour les différents impôts locaux. **Article 9** (p. 4020, 4021) : sur l'amendement n° 56 de M. Papon, craint que le Gouvernement ne soit tenté de généraliser le versement de l'acompte ; [12 juin 1975] : **Article 12** (p. 4054) : se rallie à l'amendement n° 58 de M. Papon ; considère néanmoins que l'unification des taux n'est pas la solution du problème ; (p. 4055) : doute de l'efficacité de l'amendement n° 153 de M. Papon. **Article 18** (p. 4071) : fait valoir qu'il convient d'apporter une modification à l'amendement n° 108 de M. Burckel.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881). Discussion des articles** [16 octobre 1975]. **Après l'Article 25** (p. 6998) : la

sensibilité de l'orateur aux inconvénients de l'impôt foncier ; la gêne que constitueraient pour les petits propriétaires les déclarations portant sur la valeur de leurs biens ; l'obstacle que ferait l'impôt foncier au développement des espaces verts ; (p. 6999) : sur l'amendement de M. Fanton, se demande si la substitution de l'impôt foncier aux anciens impôts ne va pas priver de toute ressource les départements ; sur l'amendement de M. Dubedout, pense qu'il entraînerait un renchérissement des terrains et une surcharge pour les petits propriétaires.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Economie et finances. — I. Charges communes, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8694, 8695) : les charges de la dette publique ; l'accroissement des dépenses de pension ; les problèmes des pensions de retraite ; la revalorisation des rentes viagères et le relèvement du minimum vieillesse ; l'aide trop tardive accordée aux rapatriés ; (p. 8696) : la dégradation de l'autofinancement des entreprises publiques. **Discussion des articles. Article 68** (p. 8714) : son amendement n° 80 de forme ; adopté.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2147). Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2580) : le problème irritant du remboursement de la TVA correspondant aux travaux menés par les collectivités locales ; les espoirs mis en la création du fonds d'équipement des collectivités locales ; les différences des propos tenus par le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie et des finances ; accorder aux communes des crédits nouveaux et en améliorer la répartition. **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Après l'Article 2** (p. 2644) : sur l'amendement n° 21 défendu par M. Le Theule, estime qu'il ne faut pas reporter la réforme mais en hâter l'application ; juge raisonnable l'amendement n° 21.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3717) : quelle est la valeur moralisatrice d'un texte qui ne vise pas les profits spéculatifs mais crée un nouvel impôt sur les revenus ; (p. 3718) : anti-social, antiéconomique, le projet privilégie les fortunes acquises et pénalise les patrimoines en train de se constituer ; il s'en prend aux résidences secondaires de façon injustifiée ; il privera les entreprises de ressources financières précieuses ; de telles dispositions sont proposées au plus mauvais moment ;

(p. 3719) : l'orateur émettra un vote positif si le Gouvernement accepte les amendements de la commission. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3932) : appuie l'argumentation de M. Fourcade sur l'amendement n° 16 de M. Rigout. **Article 3** (p. 3936) : soutient l'amendement n° 243 de M. Bénard car il n'est pas logique de prévoir trois modes d'imposition selon la durée pour un même profit ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4106) : son sous-amendement n° 324 à l'amendement n° 130 de M. Papon tendant à substituer aux mots « changement d'activité » les mots « changements de résidence » ; (p. 4120) : adopté ; (p. 4124) : indique que son amendement n° 318 a été repris par la commission ; signale un cas où la rédaction gouvernementale exclurait l'exemption ; adopté ; [16 juin 1976] : **Article 5 (suite)** (p. 4188) : critique la soumission au droit commun des plus-values actuellement visées par l'article 160 du code général des impôts et soumettant ces plus-values à deux régimes successifs ; son amendement n° 319 corrigé à l'article 10 tendant à maintenir l'ancien régime ; (p. 4189) : souhaite, par souci de logique et d'équité, que l'ancien article 160 soit maintenu car la plus-value en cause constitue des revenus professionnels. **Article 6** (p. 4202) : renonce à son amendement tendant à fusionner moins-values et plus-values et n'ayant plus d'objet depuis le vote sur les obligations ; (p. 4213) : s'oppose aux trois amendements n° 144 rectifié de M. Papon, n° 51 rectifié de M. Marie et n° 95 deuxième rectification de M. Duffaut mais remarque que le texte du Gouvernement devrait être corrigé pour tenir compte de la décision de l'Assemblée sur les obligations ; (p. 4218) : son sous-amendement n° 337 étendant le champ d'application de l'article 6 aux enfants représentés ; adoption du sous-amendement n° 337 à l'amendement n° 146 de M. Papon ; (p. 4222) : regrette que la procédure de déclaration d'utilité publique doive nécessairement être engagée pour que l'abattement joue ; (p. 4226) : présente l'amendement n° 149 de la commission tendant à maintenir les avantages existants pour le paiement de l'impôt en cas d'expropriation ; adopté ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4272) : son amendement n° 153 : concernant le prix d'acquisition des actions et parts de sociétés ; (p. 4273) : pense que le projet du Gouvernement sur l'article 8 aboutirait à une injustice du fait de la taxation de personnes ayant perdu la moitié de leur capital ; adopté ; (p. 4281) : estime que le dernier alinéa de l'amendement n° 156 permet aux intéressés d'avoir deux comptes spéciaux ; (p. 4283) : est effrayé par la multiplicité des comptes. **Article 10** (p. 4302) : renonce à prendre la parole sur l'article 10 ; son amendement

n° 319 corrigé tendant à exonérer les plus-values visées à l'article 160 du code général des impôts ; (p. 4303) : maintient son amendement n° 319 corrigé ; soutient qu'il est favorable aux entreprises ; repoussé ; (p. 4308) : son amendement n° 168 visant à supprimer le second alinéa du paragraphe 2 de l'article 10 ; souligne que le texte du second alinéa de l'article 10 manque de clarté, puis admet que les dispositions de M. Fourcade sont compréhensibles ; (p. 4309) : retire son amendement n° 168. **Article 11** (p. 4313) : se demande s'il n'y a pas une erreur dans la rédaction de l'amendement n° 349 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6621) : soutient l'amendement n° 18 rectifié de M. Papon : nouvelles dispositions pour le calcul des majorations visées au premier alinéa de l'article premier ; repoussé ; (p. 6624) : soutient l'amendement n° 20 de M. Papon : application de la majoration dans un délai d'un mois après la date de mise en recouvrement du rôle ; indique qu'il faut tenir compte de la date de réception du rôle ; amendement n° 20 adopté. **Après l'Article 10** (p. 6665) : son sous-amendement n° 35 : modification du système de plafonnement ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie* :

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Après l'Article 18** (p. 7031) : sur l'amendement n° 106 ; son amendement retenu pour les communautés urbaines ; la réforme de la fiscalité locale au-delà d'un étalement des modifications dues à la mise en application de la réforme ; la disparité entre les taux d'imposition de chacune des taxes locales ; le cas de la Lozère ; des bases d'imposition différentes pour les propriétés bâties et les propriétés non bâties ; les différences entre les taux moyens de la taxe foncière des propriétés bâties et celui de la taxe d'habitation ; le cas du Puy-de-Dôme ; la taxe professionnelle.

Deuxième partie :

Economie et finances. — I. Charges communes rapporteur spécial [20 novembre 1976] (p. 8487) : un budget allégé ; la dette publique ; les dépenses sociales ; les dépenses d'action économique ; les entreprises publiques ; l'endettement extérieur ; (p. 8488) : l'emprunt de 1974 ; les risques de change ; les pensions de retraite ; l'aide aux personnes âgées ; le fonds national de solidarité ; le minimum vieillesse ; l'indemnisation des rapatriés ; l'ANIFOM ;

les bonifications d'intérêt; le rapport du FDES; (p. 8489) : les principes qui régissent le financement des entreprises publiques; l'indemnisation des rapatriés; l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Etats B - Titre IV** (p. 8499) : indique que la commission n'a pas été saisie des amendements n° 291 de M. Mario Bénard et n° 270 de M. Bayou; (p. 8501) : indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 280 du Gouvernement. **Après l'Article 72** : indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 278 rectifié du Gouvernement; indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 279 rectifié du Gouvernement; (p. 8501, 8502) : à titre personnel, fait observer la portée de l'amendement n° 279 rectifié; est prêt à accepter l'amendement n° 279 rectifié si le Gouvernement donne l'assurance que l'intégralité du produit de l'ajustement de la taxe différentielle sera versée à la sécurité sociale.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 58** (p. 8528) : un progrès; des avantages insuffisants au plan incitatif; l'option pour le mini-réel; la portée limitée du texte; la taxe professionnelle et l'aggravation considérable des charges fiscales qu'elle entraîne; le cas des transporteurs routiers de la région Auvergne; les problèmes des professions libérales et les travaux publics; la fixation de règles précises pour l'octroi des dégrèvements; les impositions des années ultérieures; (p. 8529) : l'acompte de 50 % qui devra être versé au 15 juin 1977; les difficultés possibles à verser cet acompte pour les particuliers ou les entreprises. **Article 60** (p. 8531) : soutient l'amendement n° 274 de M. Bonhomme précisant que le texte du Gouvernement propose aux professions libérales d'adhérer à des centres agréés qui ont été créés pour les commerçants et les artisans; (p. 8532) : indique que l'auteur de l'amendement n° 274 souhaite tenir compte de la spécificité des professions libérales; repoussé.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148), rapporteur. **Discussion générale** [30 novembre 1976] (p. 8785) : le cinquième DDOF; l'absence de continuité envers des propositions disparates mais importantes; sa suggestion de limitation des DDOF au domaine économique et financier. **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article premier** (p. 8787) : la détermination du revenu foncier des bailleurs d'immeubles assujettis à la TVA; souhaite que l'administration s'inspire des nou-

velles règles pour résoudre les difficultés en cours. **Article 2** (p. 8788) : son amendement n° 4 modifiant la date; devenu sans objet. **Article 8** (p. 8791) : son amendement n° 7 tendant à supprimer l'article 8; adopté. **Article 10** : son amendement n° 8. **Après l'Article 11** (p. 8794) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Rieubon qui est discriminatoire et incompatible avec le régime des acomptes sur salaires. **Article 12** (p. 8795) : son amendement n° 9 : les signes monétaires à Mayotte; adopté. **Article 15** (p. 8798) : son amendement n° 10 : rédactionnel; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 49 du Gouvernement. **Après l'Article 21** (p. 8804) : indique que la commission des lois avait défini un certain nombre de principes et élaboré une jurisprudence sur les validations. **Article 22** (p. 8805) : son amendement n° 11 précisant que la validation n'aura d'effet que pour l'avenir; adopté. **Article 22 bis** (p. 8806) : son amendement n° 12 tendant à supprimer l'article 22 bis; repoussé. **Article 23** (p. 8810) : son amendement n° 13 tendant à supprimer l'article 23; la crainte que l'adoption de cet article n'entraîne les autorités publiques à ne plus refuser les expulsions; l'inopportunité de la mesure; adopté. **Article 30 ter** (p. 8817) : son amendement n° 14 tendant à supprimer l'article 30 ter; indique que la commission des finances avait adopté son amendement n° 16 mais qu'ensuite elle a adopté un amendement de suppression de l'article 30 ter; amendement n° 14 repoussé; son amendement n° 16 limitant à 50 F le montant maximum du droit d'examen; (p. 8818) : assurer le respect de l'article 34 de la Constitution; adopté. **Deuxième lecture, rapporteur de la commission des finances. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2363) : l'hétérogénéité du texte rassemblant les dispositions présentées à l'Assemblée; la décision du Conseil constitutionnel annulant cinq dispositions rattachées à la loi de finances pour 1977; (p. 2364) : distinguer à l'avenir les dispositions d'ordre économique et financier de celles d'ordre juridique. **Discussion des articles. Article 10 bis** (p. 2365) : son amendement n° 1; inapplication des dispositions de l'article aux avocats pour les activités professionnelles accomplies sans attribution d'honoraires au profit des communes qu'ils administrent; adopté. **Article 11 bis** : son amendement n° 2 de suppression; les conséquences de l'interdiction d'une discrimination en faveur des forains; (p. 2366) : le rattachement des forains à une inspection et à une recette en vue du paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu; l'existence de forains à hauts revenus; amendement n° 2 repoussé. **Article 13** : son

amendement n° 3 : nécessité d'un arrêté du ministre de l'économie et des finances en cas d'émission d'emprunt des PTT ; adopté. **Article 14 bis** (p. 2367) : son amendement n° 4 : compétences des ingénieurs des mines exercées par les chefs des services interdépartementaux de l'industrie et des mines ou par les fonctionnaires habilités à cet effet ; adopté ; son amendement n° 5 : nouvelle rédaction des paragraphes II et III de l'article 14 bis ; (p. 2368) : indique qu'il se déclare favorable au sous-amendement n° 17 de M. Foyer à son amendement n° 5 ; son opposition au sous-amendement n° 18 de M. Foyer à son amendement n° 5 ; précise que son amendement ne concerne que les ingénieurs et techniciens des corps de l'Etat ; amendement n° 5 adopté après adoption des sous-amendements n° 17 et n° 18 de M. Foyer. **Article 23 A** (p. 2371) : l'éventuelle sévérité du boycott de certains Etats arabes. **Article 23** (p. 2373) : la proposition de la commission des finances d'adopter le texte du Sénat ; la limitation de la subrogation à concurrence des sommes versées. **Article 25** (p. 2374) : son amendement n° 6 : application des références du code des communes ; adopté ; son amendement n° 7 : modification de la date d'attribution de certaines taxes et impositions perçues par voie de rôle ; devenu sans objet ; (p. 2375) : son amendement n° 8 : modification de la date d'attribution de certaines taxes et impositions perçues par voie de rôle ; devenu sans objet. **Article 30 bis** : son amendement n° 9 : conditions d'extension de la compétence du fonds de garantie en matière d'accidents pour tous les accidents de la circulation ; (p. 2376) : la portée du texte proposé par la commission des finances ; amendement n° 9 adopté ; son amendement n° 10 de pure forme ; adopté. **Article 33** (p. 2377) : son amendement n° 11 : suppression des dispositions relatives à l'ouverture automatique du droit aux prestations ; son amendement n° 12 : suppression des dispositions relatives aux modalités de calcul des taux de cotisation ; les abus que risque d'entraîner la suppression d'un minimum de revenus ; l'anomalie créée par le décret d'application de la loi du 31 décembre 1975 ; amendements n° 11, n° 12 et n° 13 réservés ; [4 mai 1977] : **Article 23 A (suite)** (p. 2428) : le non-examen par la commission des finances du sous-amendement n° 27 de M. Dhinnin à l'amendement n° 19 de M. Foyer. **Article 33** (p. 2430) : amendement n° 11 adopté ; amendement n° 12 adopté ; son amendement n° 13 : modalités de calcul de la contribution ouvrant droit aux prestations du régime de sécurité sociale des artistes ; adopté. **Commission mixte paritaire** [2 juin 1977] (p. 3314) : les décisions de la commission sur les quatre ar-

ticles en suspens ; la possibilité pour les avocats d'accomplir des actes professionnels au profit des communes qu'ils administrent ; le pouvoir de constatation des infractions des fonctionnaires du service des mines ; (p. 3315) : les sanctions pénales contre la discrimination raciale en matière économique ; les discussions à l'Assemblée et au Sénat ; l'étendue des compétences du fonds de garantie automobile ; (p. 3316) : son accord sur l'interprétation qu'entend donner le Gouvernement à l'article 30 bis.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630). Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 9153) : son amendement n° 19 : institution d'un régime simplifié d'imposition d'après les bénéfices réels pour les petits et moyens exploitants agricoles relevant d'un impôt sur le revenu ; la déclaration des résultats en application de l'article 53 du CGI ; le régime simplifié d'imposition ; adopté ; (p. 9154) : accepte les sous-amendements n° 45 de M. Icart, n°s 47, 48 et 49 du Gouvernement. **Après l'Article 3** (p. 9156) : son sous-amendement n° 57 à l'amendement n° 42 du Gouvernement prévoyant que la comparaison ne s'accomplira pas brutalement entre les cotisations de 1975 et celles de 1976 ; (p. 9157) : félicite le Gouvernement d'accepter que le dégrèvement présente un caractère automatique lorsque la substitution de la taxe professionnelle à la patente entraîne une augmentation de la charge fiscale de plus de 70 % ; le problème de l'acompte sur la taxe professionnelle ; (p. 9159) : son sous-amendement basé sur un souci d'équité ; les conditions dans lesquelles il le retirerait ; (p. 9160) : insiste sur le cas des contribuables dont les bases d'imposition ont diminué en 1976 par rapport à 1975 ; retire son amendement n° 57 ; (p. 9167) : ses réserves sur la création d'une magistrature des impôts ; les fonctionnaires des finances ; la simplification des règles de procédures. **Après l'Article 5** (p. 9170) : son amendement n° 20 visant à atténuer les conséquences de la réduction des crédits des travaux d'électrification rurale ; repoussé.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle (n° 2869). Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2802) : les conséquences de l'application de la loi du 29 juillet 1975 ; la remise en question de la politique suivie par le Gouvernement en matière d'emploi et d'investissements ; le plafonnement du taux de l'augmentation de la taxe professionnelle dans la loi de finances rectificative de novembre 1976 ; l'économie du projet de loi

déposé le 9 avril 1977 ; les caractéristiques du second projet de loi déposé par le Gouvernement ; le report à une date indéterminée de la mise en application d'une réforme de la fiscalité locale ; (p. 2803) : l'absence de traitement différent des entreprises en expansion et de celles qui sont en récession ; la mise à la charge du budget de sommes normalement dues par les redevables de la taxe professionnelle ; la nécessité pour l'administration des finances de réfléchir à un nouveau texte ; imaginer d'autres bases d'assiette ; la prise en compte des bénéfiques ; la taxe allemande sur les exploitations commerciales et industrielles ; le problème de la localisation ; le refus par l'administration des finances de donner la possibilité aux collectivités locales de taxer des biens ou des revenus déjà soumis à des impôts d'Etat ; la tenue à jour des bases d'imposition de la taxe professionnelle ; l'usage du pouvoir de remise gracieuse des services fiscaux en faveur des entreprises restant soumises au plafonnement malgré d'importantes réductions de leurs moyens en matériel ; les modalités du bénéfice du plafonnement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Economie et finances. — I. Charges communes, rapporteur spécial [18 novembre 1977] (p. 7724) : le budget des charges communes ; la dette publique ; l'endettement des entreprises françaises à l'extérieur ; les risques de change afférents aux emprunts contractés par les personnes autres que l'Etat ; l'intégration de l'indemnité de résidence dans le calcul des pensions ; l'évolution du minimum garanti des pensions dans la fonction publique ; la généralisation du paiement mensuel des pensions ; la revalorisation des rentes viagères ; l'évolution des taux d'intérêt des primes versées ; la question du minimum vieillesse ; la charge de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; la suppression des récupérations sur les successions des allocations de base du minimum vieillesse ; les crédits d'indemnisation des rapatriés ; (p. 7725) : les bonifications d'intérêt financées par l'Etat ; les établissements spécialisés qui les servent ; le coût de la garantie de l'Etat aux opérations de consolidation des crédits bancaires à long terme aux exportateurs effectuées par la BFCE ; la garantie pour risque économique ; le financement des dotations en capital à des entreprises publiques ; l'inscription du financement des entreprises publiques dans le cadre de contrats de programme ; les observations de la commission ; l'adoption par la commission des finances du projet de budget. **Examen des crédits.** —

Etat B - Titre IV (p. 7732) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 228 du Gouvernement.

Articles et Articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 63** (p. 7753) : soutient l'amendement n° 93 de M. Papon : modalités de plafonnement des valeurs nettes réévaluées des immobilisations ; l'utilisation de la méthode de réévaluation retenue pour la réévaluation de 1958 ; la possibilité offerte aux entreprises en difficulté de reconstituer en totalité ou en partie un capital absorbé par les pertes ; l'intérêt de la méthode de réévaluation proposée par l'amendement n° 93 ; adopté ; (p. 7754) : le système fondé sur la valeur nette comptable. **Après l'Article 72** (p. 7763) : son amendement n° 179 : fixation à trois mois après la publication de la loi de finances du délai de notification des crédits affectés à l'électrification rurale ; les conditions de réalisation des programmes d'électrification rurale ; (p. 7764) : les déclarations du Gouvernement en la matière ; l'élévation des crédits affectés à l'électrification rurale ; l'augmentation du produit de la taxe perçue au profit du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale ; retiré.

CHAZALON (André)

Député de la Loire
(3^e circonscription)
(NI, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux (*J.O.* du 23 décembre 1975, p. 13233) [2 avril 1976] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1^{er} juillet 1976] (p. 5010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre)

Député du Territoire de Belfort
(1^{re} circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

DÉPOTS

— Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la coopération entre les entreprises françaises et les groupes multinationaux dans les secteurs de l'informatique, du nucléaire et de l'aéronautique (n° 1927) [21 octobre 1975].

— Proposition de loi concernant la prise en charge des services de travailleuses familiales (n° 2027) [3 décembre 1975].

— Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parle-

mentaire sur le traitement des problèmes de sécurité dans l'industrie du combustible nucléaire (n° 2046) [5 décembre 1975].

— Proposition de loi relative au statut des personnels de la fondation pour l'école supérieure de chimie de Mulhouse (n° 2358) [13 octobre 1976].

— Proposition de loi tendant à favoriser la réinsertion des veuves et à leur assurer une meilleure protection sociale (n° 2743) [20 décembre 1976].

QUESTIONS

• question orale sans débat :

— (n° 440) : Liberté d'expression des élèves de l'école polytechnique [11 mai 1973] (p. 1228).

• questions orales avec débat de :

— MM. Fillioud (n° 900), Leroy (n° 1188), de Broglie (n° 1242), Flornoy (n° 1243), Michel Durafour (n° 1262), Claudius-Petit (n° 1265) : Liberté d'expression et de création : culture populaire [23 mai 1973] (p. 1502, 1503).

• questions au Gouvernement :

— Manœuvres militaires franco-espagnoles [19 juin 1974] (p. 2787).

— Construction d'une « marina » à Bormes-Mimosas [2 octobre 1974] (p. 4670).

— Industrie de l'informatique [16 avril 1975] (p. 1738) : absence des quatre cinquièmes des membres du Gouvernement ; (p. 1739) : incohérence de la politique suivie en matière d'informatique depuis 1964 ; rachat par General Electric de la compagnie française des machines Bull ; convention passée entre l'Etat et la CII (compagnie internationale pour l'informatique).

• questions orales avec débat de :

— MM. d'Aillières (n° 19568), Le Theule (n° 19715), Villon (n° 19718), Max Lejeune (n° 19761), Chevènement (n° 19796) : Problèmes de défense [21 mai 1975] (p. 2950) : crise de la défense et le malaise de l'armée ; le vrai problème : celui des rapports entre l'armée et le peuple ; la contradiction entre une défense nationale et une société qui se dissout dans le capitalisme multinational ; l'intégration de la société française dans le monde atlantique — solution repoussée par la moitié des Français ; le détournement de l'armée de sa fonction ; l'absence de vocation des officiers français pour être « harkis » de l'armée américaine ; le fossé qui se creuse entre la nation et l'armée ; l'irréalité d'un discours officiel sur les vertus de l'indépendance nationale ; le rôle de nos « allumettes

nucléaires » ; un système de défense dominé par le choix nucléaire, mais dépourvu d'assises populaires ; l'absence des moyens de la défense opérationnelle du territoire ; la DOT simple gendarmerie supplétive destinée à lutter contre l'ennemi intérieur ; le sous-développement des forces de manœuvre ; la faible proportion des combattants dans l'armée française ; (p. 2951) ; la mission assignée aux régiments nucléaires tactiques ; la confusion entre le rôle militaire de cette arme et son rôle politique ; l'inadaptation de la fusée Pluton ; la démobilisation des esprits due à la priorité donnée à la dissuasion nucléaire ; l'anachronisme de la condition militaire, l'isolement de l'armée dans la nation ; le cas du capitaine Delas et de l'amiral Sanguinetti ; la perte de temps éprouvée par les soldats du contingent ; le rôle du service militaire actuel dans la propagation de l'anti-militarisme ; le programme commun, seul programme d'indépendance nationale ; la liaison nécessaire entre la politique de défense nationale et l'organisation de la sécurité collective de l'Europe ; obtenir la dissolution simultanée des blocs ; (p. 2952) : le rôle des différentes forces composant notre système de défense ; construire une défense populaire ; prévoir une organisation des réserves permettant une mobilisation immédiate ; briser les murs de la caserne ; créer des écoles de recrues ; l'abandon de l'idée traditionnelle de la bataille ; identifier étroitement le peuple et l'armée ; la nécessaire libéralisation du statut des militaires de carrière ; les associer à la revalorisation de la condition militaire ; rajeunir le commandement ; ne plus traiter les appelés en citoyens de deuxième zone ; améliorer leurs conditions de vie ; tenir l'armée à l'écart des conflits sociaux ; ne pas opposer soldats du contingent et cadres de métier ; (p. 2957) : l'absence de contradiction au sein du parti socialiste ; l'attachement à la terre natale et l'exemple de la résistance ; les dispositions du programme commun relatives à la défense ; amorcer une dynamique de la paix ; l'éventualité d'une guerre nucléaire ; l'initiative que prendra la gauche en faveur d'une conférence internationale sur le désarmement ; (p. 2958) : la volonté de transformer la société française inscrite dans le programme commun ; le silence du Gouvernement sur les accords passés avec la République fédérale d'Allemagne ; le problème fondamental des rapports entre l'armée et le peuple ; (p. 2983) : son intervention relative à l'implantation d'un régiment de fusées Pluton près de l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard.

• *question au Gouvernement :*

— **Action en justice à la suite d'accidents du travail** [5 novembre 1975] (p. 7882-7883) : affaire Charette — exemple d'accidents du travail, dans le territoire de Belfort, dont

le procès-verbal a été classé sans suite ; la carence de la justice encourageant les négligences en matière de sécurité.

• *question orale sans débat :*

— (n° 24583) : **Service national** [5 décembre 1975] (p. 9444) : le malaise de l'armée accru par l'attitude du Gouvernement ; provocation montée par le Gouvernement contre les militants socialistes avec recours à la Cour de sûreté de l'Etat ; la dégradation de la situation militaire ; (p. 9448, 9449, 9450) : demande un débat sur les orientations de la politique militaire et sur les problèmes de la défense ; les structures antidémocratiques et inadaptées de l'armée ; la transformation du service militaire souhaitée par le parti socialiste.

• *question au Gouvernement :*

— **Expulsion de travailleurs immigrés** [21 avril 1976] (p. 1962, 1963) : expulsion sans procédure judiciaire de travailleurs, locataires de la Sonacotra, délégués des résidents ; la « présentation calomnieuse et raciste » des faits donnée par le ministre de l'intérieur.

• *question orale sans débat :*

— (n° 28224) : **Internement dans les établissements psychiatriques** [7 mai 1976] (p. 2814, 2816, 2817) : les conditions dans lesquelles M. Caralp a pu être interné d'office pendant un mois ; la réforme nécessaire de la législation applicable en la matière ; les dangers de la législation sur les internements d'office pour les libertés individuelles ; la nécessité d'un contrôle effectif de l'autorité judiciaire sur les internements dans les établissements psychiatriques.

• *question au Gouvernement :*

— **Déclarations du vice-amiral Sanguinetti** [30 juin 1976] (p. 4955) : son désir de savoir si le Gouvernement envisage des sanctions contre le vice-amiral Sanguinetti ; le télégramme d'appui envoyé à l'organisation « Défense Nouvelle » par M. le ministre de la défense ; sa crainte d'un retour à l'esprit de Vichy.

• *question orale sans débat :*

— (n° 32142) : **Organisation du secteur électronucléaire** [8 octobre 1976] (p. 6482, 6483) : la cession par la Compagnie électromécanique de son département de turbo-alternateurs au groupe Alsthom-Atlantique.

• *questions au Gouvernement :*

— **Meeting organisé par des syndicats de police** [20 octobre 1976] (p. 6775) : le malaise de la police ; nécessité de faire assurer le libre exercice des droits syndicaux.

— **Entreprise Schlumpf à Mulhouse** [20 avril 1977] (p. 1956) : assurer la survie

de cette entreprise en situation de liquidation judiciaire ; sort du musée de l'automobile.

• *question orale sans débat* :

— (n° 37760) : **Accord entre la société Alstom et la compagnie Brown Boveri** [6 mai 1977] (p. 2552, 2553, 2554) : la construction des turbo-alternateurs en France ; les conséquences de cet accord de redevance qui risque d'entraîner un démantèlement de ce secteur industriel.

• *question au Gouvernement* :

— **Respect du droit d'asile** [7 décembre 1977] (p. 8342) : la proposition inquiétante pour la démocratie faite par le Président de la République relative à la création d'un espace juridique européen rendant automatique l'extradition dans les cas graves.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances, sur la politique économique, financière et monétaire** (n° 361) [24 mai 1973] (p. 1565) : la hausse des prix, élément de dérèglement pour le calcul économique ; estime que le ministre de l'économie et des finances ne maîtrise pas l'évolution de la société ; évoque le paramètre que constitue l'inflation, le caractère superficiel de l'analyse du ministre de l'économie et des finances selon laquelle c'est la croissance des rémunérations qui est à l'origine de l'inflation ; rappelle que le mot rémunération recouvre les profits comme les salaires, que les profits augmentent plus vite que les salaires ; estime que le ministre s'accommode de cette inflation ; évoque la programmation contrôlée des prix, le fait que l'indicateur central des prix ne s'applique pas aux grands groupes industriels, la complexité de ce système et les difficultés de son application ; évoque la politique des tarifs publics ; (p. 1566) : la hausse de ces tarifs supérieure à celle des prix industriels ; évoque les prix agricoles ; estime que le Gouvernement ne veut pas voir les causes de l'inflation, que ces causes sont au cœur du système économique ; les contradictions entre le salaire et le profit, entre la croissance et la nuisance, entre les politiques nationales de régulation et les sociétés multinationales ; la différence existant entre pays capitalistes développés et pays sous-développés ; l'inflation ; réponse du capitalisme à ses contradictions ; les velléités de M. Giscard d'Estaing ; attend le Gouvernement à ses actes en matière de fiscalité ; estime que le malaise des cadres tient à la nature même de la société capitaliste qui les prive de leurs responsabi-

lités ; l'intérêt des Etats-Unis a maintenu le *statu quo* en matière monétaire ; les craintes d'un retour des pays européens au protectionnisme ; le renoncement du Gouvernement à utiliser nos réserves de dollars comme moyen de pression ; estime indispensable de mettre en cause la distribution des revenus ; le refus du Gouvernement de transformer les mécanismes de financement par une réforme de l'impôt sur les sociétés, par un contrôle effectif des prix des grandes entreprises, par un crédit sélectif ; souhaite savoir où en est l'intervention de l'Etat à propos de Lip ; (p. 1567) : souhaite un contrôle des sociétés multinationales ; demande que l'ouverture du « Nixon Round » soit subordonnée à des progrès décisifs sur le plan monétaire international, que les réserves de dollars soient utilisées à titre dissuasif.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5215) : sensibilité de la France à la crise ; problème de la distribution posé dans de mauvaises conditions : ses réserves sur l'indépendance nationale et la relance européenne ; souhaite qu'un débat politique s'engage devant l'Assemblée nationale ; sa référence au rapport de M. Schloesing ; s'interroge sur les « actions de politique industrielle » (chap. 54-92) : conditions d'octroi des subventions échappant au contrôle du Parlement, absence de crédits en faveur de l'institut de développement industriel, politique d'abandon en matière industrielle ; affaire Lip ; difficultés de l'IDI et contradictions de la politique du Gouvernement ; intérêts des grandes firmes privées ; dossiers soumis à l'IDI ; distorsion croissante au détriment des petites et moyennes entreprises ; attitude des grandes banques à l'égard de l'IDI ; effacement de l'IDI ; sa référence aux déclarations du ministre du développement industriel et scientifique à l'hebdomadaire « Entreprise » (18 mai 1973) sur les moyens de l'IDI ; querelles existant au sein du Gouvernement ; propositions du programme commun de gouvernement de la gauche sur la Banque nationale d'investissements ; rôle de l'Etat dans l'affaire Lip ; politique horlogère de la France depuis 1945 ; sa question écrite et sa question orale restées sans réponse sur la politique horlogère ; affirme que la firme Lip a été utilisée pour des opérations de rachat échappant à la réglementation des investissements étrangers ; erreur commise en 1968 en autorisant le rachat de Lip par Ebauches SA, IDI et dossier Lip ; études auxquelles ont fait procéder les syndicats sur la viabilité de Lip ; refus du Gouvernement empêchant le redémarrage de Lip, condamnation de Lip

et défense des droits sacro-saints du capital ; ses observations sur les propos du ministre devant le centre français des patrons chrétiens ; estime que le ministre du développement industriel et scientifique devrait engager sa présence au Gouvernement.

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5840) : détérioration de l'emploi ; jeunes à la recherche d'un premier emploi, problème des femmes sous-payées et sous-formées, conditions de travail, retard des rémunérations des fonctionnaires ; (p. 5841) : sa crainte que le nombre de chômeurs n'avoisine le million en 1974 ; travaux d'élaboration du VII^e Plan et hypothèse du maintien d'un volant de chômage très important ; estime qu'il n'y a pas de véritable ministère du travail ; critique les projets sociaux du Gouvernement ; absence de moyens pour les appliquer ; crédits du centre de recherches et d'études sur les qualifications ; centre d'études de l'emploi ; incohérence du dispositif d'études ; absence de moyens de contrôle ; insuffisance des effectifs de l'inspection du travail ; situation dans la Haute-Saône et dans le territoire de Belfort ; conditions de contrôle du groupe Peugeot, à Montbéliard ; tâches administratives des inspecteurs du travail ; souhaite la création d'un véritable centre de formation continue pour les personnels de l'inspection du travail ; pressions politiques et patronales sur l'inspection du travail ; (p. 5842) : insuffisances des moyens de l'agence nationale pour l'emploi ; conseillers professionnels, agences de travail temporaire, diminution des dotations de l'AFPA, privatisation de la formation, situation des stagiaires, carence de l'AFPA dans la formation de la main-d'œuvre féminine, urgence et nécessité d'un changement politique fondamental.

Seconde délibération [20 novembre 1973] (p. 6176) : explique le vote de son groupe contre le budget ; budget de classe ; dépenses budgétaires et inflation ; pénalisation des équipements collectifs ; finances publiques et capitalisme ; sous-estimation des recettes ; impôt et inflation ; ses observations sur l'amendement dit « de justice fiscale ». **Article 11** : critique les conditions de travail des députés ; estime dépassées les hypothèses économiques sur lesquelles est fondé ce budget ; hausse de vie et inflation ; ses arguments sur le caractère dépassé des prévisions de hausse des prix en 1973 ; sous-estimation des recettes et accélération de l'inflation ; (p. 6177) : crise énergétique ; lettre rectificative prenant en compte des hypothèses économiques plus réalistes ; mesures préconisées sur le programme commun de la gauche pour lutter contre l'inflation ; inflation et inégalités sociales ; division de la majorité ; ses observations sur la capacité du

Gouvernement à gouverner ; sa demande de scrutin public au nom de son groupe.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise (n° 641).** **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6434) : ses observations sur la portée du projet de loi, sur le bilan de la participation dressé par M. Gorse ; son opposition à l'ensemble du système concernant l'intéressement ; note le rejet de l'amendement étendant la participation obligatoire aux entreprises de 50 à 100 salariés ; opposition au projet ; (p. 6435) ; attitude du ministre de l'économie et des finances et contradictions de la majorité ; pseudo-participation ; sa critique du mécanisme de l'ordonnance de 1967 ; intérêt de la participation pour les entreprises et pour le marché financier ; son coût pour les finances publiques ; échec de la participation ; conception socialiste de la participation et conception actuelle tendant à l'intégration des travailleurs au système capitaliste (p. 6436) ; sa conception d'une véritable démocratie économique ; logique du profit et logique des besoins démocratiquement exprimés ; capitalisme des monopoles et participation ; propositions du programme commun de la gauche ; réponse à la crise de la société ; vote de son groupe contre le projet et contre l'amendement étendant le champ d'application de la participation ; socialisme démocratique.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative (n° 1110).** **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3321) : indique que ce plan est trop dur pour ce qu'il y a de mou et trop mou pour ce qu'il y a de dur ; le pari du Gouvernement est un pari sur l'Amérique ; (p. 3322) : ces mesures qui ne reposent sur aucun grand dessein ne bénéficieront d'aucun réel appui populaire ; pour échapper à la loi des sociétés multinationales la nationalisation des pôles dominants de l'économie est la méthode la plus efficace.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1161).** **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3708) : la réforme de l'ORTF c'est la prise du pouvoir ; (p. 3709) : le projet repose sur un diagnostic faux et prévoit des remèdes inefficaces ; le prétexte financier : les incohérences de gestion sont la conséquence des décisions du pouvoir ;

les cahiers des charges ne seront que des vœux pieux ; (p. 3710) : la réforme que l'on prépare est une menace pour le secteur public tout entier ; la société lourde de production échappera au contrôle du Parlement ; (p. 3711) : le projet soustrait la publicité au domaine législatif ; dès les prochains mois des dizaines de problèmes apparaîtront comme insolubles ; en contrepartie le risque d'une télévision à l'américaine ; analyse des dispositions proposées aux personnels ; (p. 3712) : le rapport Paye avait condamné à l'avance ce qui nous est proposé ; le refus de l'élément fédérateur ; des conseils d'administration désignés d'office. **Discussion des articles.** **Article premier** (p. 3740) : amendement n° 30 rectifié de M. Fillioud : création d'établissements publics dans la ligne du statut de 1972 ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 3743) : amendement n° 31 rectifié : création d'un conseil national de la RTF élément fédérateur indispensable ; repoussé. **Article 3** (p. 3750) : contre l'amendement n° 166 du Gouvernement ; refus des transferts de charges aux collectivités locales ; (p. 3751) : retrait de l'amendement n° 69 adopté par la commission des finances ; maintien de l'amendement n° 37 : subventions d'Etat à l'établissement public de diffusion ; adopté. **Article 4** (p. 3759) : amendement n° 38 ; missions de la société nationale de radiodiffusion ; les orchestres ; repoussé ; (p. 3760) : son amendement n° 71 : rattachement des orchestres ; repoussé. **Article 5** (p. 3761) : son amendement n° 39 : réunir dans une seule société la première et deuxième chaîne ; repoussé. **Article 7** (p. 3771) : son amendement n° 41 rectifié : meilleure représentation des parlementaires ; repoussé. **Article 9** (p. 3774) : son amendement n° 45 : la société de production doit percevoir une partie de la redevance ; repoussé. **Article 11** (p. 3781) : son amendement n° 145 : meilleure répartition des temps d'écoute et fixation de quotas pour les productions privées ou étrangères ; repoussé. **Article 16** (p. 3789) : sur l'amendement n° 52 de M. Josselin : le Parlement par la fixation d'un clé de répartition des recettes publicitaires évitera l'abaissement de la qualité. **Article 17** (p. 3790) : amendement n° 53 : exonérations de la redevance déterminées par la loi de finances ; repoussé. **Article 18** (p. 3791) : amendement n° 146 : exclusion de toute publicité sur la troisième chaîne ; repoussé. **Article 22** (p. 3803) : amendement n° 59 : droits acquis des personnels temporaires ; repoussé. **Après l'Article 21** (p. 3804) : reprend l'amendement n° 93 de M. Marete ; adopté. **Article 23** (p. 3805) : amendement n° 61 : possibilité du congé spécial ; repoussé. **Après l'Article 27** (p. 3812) : amendement n° 64 : suppression de la délégation à l'information ; repoussé. **Commission**

mixte paritaire (p. 3936) [28 juillet 1974] : la représentation de l'opposition n'est pas garantie ; fixer à 25 % des ressources globales le montant de la publicité revient à augmenter le volume des émissions publicitaires.

— **Rappel au règlement** [26 juillet 1974] (p. 3853) : joint sa protestation à celle de M. Baillet sur la convocation, puis l'annulation de la réunion commune de la commission des finances et de la commission de la production et des échanges.

— **Rappel au règlement** [27 juillet 1974] (p. 3908) : demande une reprise rapide du débat sur la radio-télévision.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5801) : les liens de la CFT avec l'UDR ; le cap du million de chômeurs ; (p. 5802) : l'accroissement du chômage résulte de la politique de refroidissement de l'économie ; l'entreprise Manu-Est ; les femmes et les jeunes, principales victimes du chômage ; les mises à la retraite anticipée ; l'accord médecins-patrons instituant des supercontrôles médicaux dans la métallurgie ; autres victimes : les travailleurs immigrés et les travailleurs temporaires ; davantage de moyens consacrés à la protection et à l'indemnisation qu'aux placements et à la formation ; l'insuffisance des emplois créés à l'agence nationale pour l'emploi ; moyens insuffisants dans l'agence pour remplir son rôle d'orientation professionnelle, d'information des jeunes et de placement des handicapés et des cadres ; donner aux inspecteurs du travail les moyens de faire appliquer la législation du travail ; les entraves mises par l'autorité hiérarchique à l'application de la loi par les inspecteurs de l'AFPA ; le peu d'efforts pour les femmes ; une politique inefficace, incohérente et dangereuse qui fait du chômage un instrument de régulation ; la réaction inévitable des travailleurs ; (p. 5804) : un ministère du chômage et de la dénatalité ; le gaspillage que représente un million de chômeurs ; le programme commun propose une autre politique : action sur les structures industrielles, reconversion de l'économie et du commerce extérieur, transformation du droit du travail, priorité aux créations d'emplois, au placement et à la formation ; (p. 5813) : renvoie à sa déclaration de l'année dernière et à la revue *Economie et Statistiques* de mars 1974 pour l'évaluation du nombre des chômeurs.

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6829) : le commerce extérieur français et la situation de l'emploi ; le rétablissement de notre commerce extérieur envisagé par M. Fourcade en 1975 ; déficit du commerce

extérieur avec les Etats-Unis : (p. 6830) : la croissance de nos exportations vers les pays producteurs de pétrole moins rapide que celle des pays de l'OCDE ; s'inquiète : des industries pilotes souhaitées par le Gouvernement pour accroître nos ventes, de la valorisation de l'ingénierie, de l'agriculture et des industries de pointe, des problèmes de reconversion posés par l'industrie automobile, des moyens en œuvre pour orienter les prêts du FDES ou de l'IDI vers les secteurs prioritaires, de l'utilisation du crédit de quatre milliards de francs ouverts aux industries exportatrices.

Economies et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974]. **Discussion générale. Articles et articles additionnels non rattachés. Seconde délibération** (p. 6887) : déclare que le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le projet de budget pour des raisons de procédure, d'honnêteté et de fond ; souhaite un débat au cours de la session de printemps sur les grandes orientations budgétaires ; souhaite la suppression de la règle de l'annualité ; évoque la décentralisation ; estime que l'inflation a plus de pouvoir que le Parlement pour modifier les équilibres budgétaires ; exprime ses craintes sur l'emploi ; estime que la crise actuelle est une crise de concentration au profit des sociétés multinationales ; (p. 6888) : évoque l'obstruction commerciale américaine et associe la politique suivie à celle de Tardieu et de Laval ; chiffre à 630.000 ou même 900.000 les demandes d'emploi non satisfaites.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7970) : justifie l'évaluation de 900.000 chômeurs d'après la revue *Economie et Statistiques* de mars 1974.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560). **Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3323) : résoudre les problèmes de la famille dans le cadre d'une transformation générale de la société ; l'entente véritable des conjoints, seul fondement de la famille ; donner aux époux la possibilité de rompre le mariage trois ans après la séparation ; (p. 3324) : l'intérêt des enfants et le problème des pensions alimentaires ; les troubles mentaux observés chez les enfants à la suite de désaccords familiaux ; l'anachronisme du régime des pensions alimentaires ; l'insuffisance du projet du Gouvernement ; la création d'un fonds de garantie proposé par le groupe socialiste ; l'indignité que constitue, dans la société de 1975, l'abandon des enfants sans ressources.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3555) : un chômage qui atteint un million de personnes ; se donner les moyens de maîtriser l'évolution ; la crise actuelle : aboutissement d'une période de croissance du capitalisme et profond déséquilibre des relations monétaires internationales ; (p. 3556) : la situation de dépendance de notre pays ; l'accroissement du chiffre d'affaires des sociétés multinationales ; les contradictions et les ambiguïtés du rapport d'orientation ; (p. 3557) : la résignation à une dépendance extérieure plus poussée, au sous-emploi, à une croissance subie ; la restriction de la consommation intérieure ; le refus d'une généralisation de l'abaissement de la durée du travail et de l'âge de la retraite ; l'absence de toute garantie quant à la réalisation du plein emploi ; l'acceptation de l'intégration au monde atlantique ; (p. 3558) : les solutions contenues dans le programme commun : faire passer l'emploi avant la logique du profit, rendre à notre pays les principaux leviers de son développement ; le caractère global de la crise actuelle.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 880). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7620) : un budget qui refuse d'opérer les choix indispensables ; l'objectif du Gouvernement tendant à la constitution d'une armée de métier et à la réintégration de l'armée dans la défense atlantique ; la situation des appelés ; (p. 7621) : la perte de l'intérêt de la force nucléaire stratégique ; le problème du Pluton ; la volonté du Gouvernement d'un retour au sein de l'OTAN ; le passage à une pseudo-défense européenne sous la coupe américaine ; (p. 7622) : la possibilité d'une défense nationale et populaire ; la force que représente la mobilisation populaire. **Examen des crédits. Article 30** (p. 7642) : son amendement n° 158 : réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement ; le danger que constitue le missile Pluton ; supprimer les crédits qui le concernent ; repoussé ; (p. 7643) : son amendement n° 153 : supprimer les crédits inscrits au chapitre 54-80 destinés au SDECE ; repoussé.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7847, 7848) : le chômage, instrument de la politique gouvernementale ; l'impact du chômage sur les jeunes et sur les femmes ; l'exaspération de la répression patronale ; l'insuffisance des moyens de l'agence nationale pour l'emploi ; (p. 7849) : le caractère répressif pris par l'action du ministère du travail ; les affaires du *Parisien libéré* et de Rupt-sur-Moselle ; l'échec des efforts de l'inspection du travail

face aux licenciements abusifs ; les accidents du travail ; l'opposition du groupe socialiste à la politique du Gouvernement.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8016) : la confusion par le Gouvernement entre politique nationale et plan de marketing ; les choix en matière nucléaire et d'informatique ; le démantèlement du secteur public et la mise à la disposition des sociétés américaines du potentiel national ; l'absence de sécurité dans le domaine nucléaire ; l'exemple de l'usine de La Hague ; (p. 8017) : le sacrifice de l'indépendance nationale dans le domaine nucléaire et dans celui de l'informatique ; une politique marquée du sceau de l'irresponsabilité ; la possibilité d'une autre politique sauvegardant l'indépendance nationale ; (p. 8018) : le bradage auquel procède le Gouvernement ; (p. 8029) : sa question relative au comité de produits dans la nouvelle société CII-Honeywell Bul.

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8595) : la confirmation des craintes formulées par l'orateur lors de l'élaboration de la loi de 1974 ; l'absurdité du système de concurrence choisi ; la complexité de l'équation de répartition ; la stérilisation de la création par l'utilisation du critère des indices d'écoute ; (p. 8596) : la volonté d'abêtir le téléspectateur pour le détourner des problèmes essentiels ; le « viol » des esprits ; la censure exercée par le Gouvernement ; (p. 8597) : la logique du démantèlement du service public de la radio et de la télévision.

Services du Premier ministre. — Information [19 novembre 1975] (p. 8691) : la mainmise de l'argent sur la presse ; les difficultés inextricables de certaines publications ; les conditions de rachat des actions de l'*Est républicain* ; (p. 8692) : les propos tenus par le secrétaire d'Etat au budget lors d'une remise de décoration ; déclare ne pas tolérer que dans sa région la presse soit à sens unique ; (p. 8694) : la solution socialiste au problème de la catégorisation ; maintient ses propos relatifs à l'*Est républicain*.

1976

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1525) : souligne qu'en matière de secteurs de pointe la politique gouvernementale conduit à rapprocher des entreprises françaises, généralement publiques, de sociétés multinationales, généralement américaines ; (p. 1526) : indique qu'en ces domaines le Parlement est très largement sous-informé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai

1976] (p. 2875) : les raisons économiques et politiques qui ont poussé le Gouvernement à proposer sa réforme (p. 2876) : le manque de sérieux des propositions gouvernementales ; l'impossibilité de réformer l'entreprise sans réformer la société ; le conflit entre la réforme de l'entreprise et les logiques économiques et politiques ; l'hostilité du Gouvernement aux syndicats ; l'interdiction d'une conférence organisée par le comité d'établissement de l'Union des assurances de Paris ; la proposition de la gauche de changer à la fois l'entreprise et la société ; (p. 2877) : l'inscription de l'autogestion vers la perspective d'une société où tous les hommes seront responsables.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3306) : la recherche de la coopération et de la détente internationales, élément essentiel pour la sécurité d'un pays ; (p. 3307) : mettre la politique de défense au service d'une politique étrangère de paix et de coopération ; le maintien en service par la gauche des sous-marins nucléaires ; le refus de choisir, caractéristique du document gouvernemental ; l'hypothèse retenue d'une grande bataille en Europe ; la faible marge qui existe entre coopération étroite avec nos alliés et engagement automatique à leurs côtés ; le développement de nos liens avec la structure militaire intégrée de l'OTAN et l'hypothèse de la seule menace venant de l'Est ; le choix de stratégie qu'implique la standardisation des matériels européens ; le refus d'un choix au niveau des moyens ; la faiblesse de notre effort militaire par rapport au produit national brut ; l'impossibilité d'augmenter sensiblement ces dépenses ; (p. 3308) : la diminution de la crédibilité de la force nucléaire compte tenu du faible montant de crédits qui lui est réservé et du relâchement de l'effort de recherche ; le maintien du sous-équipement de l'armée de terre ; l'impossibilité, compte tenu d'un refus d'une réforme des structures d'avoir « autre chose qu'une Bundeswehr au rabais » ; la nécessité d'un encadrement amélioré ; le caractère opérationnel moindre de nos forces du fait de leur nouvelle répartition sur le territoire national ; l'absence de prévision d'augmentation du prêt du soldat ; malaise du contingent ; la nécessaire transformation du service militaire ; (p. 3309) : l'attachement du groupe socialiste au principe du service militaire universel ; la baisse du tonnage de la marine face à la dépendance à l'égard de l'extérieur ; la satisfaction donnée au groupe de pression que constitue l'armée de terre ; l'irrésolution de ces problèmes compte tenu du refus de changer les struc-

tures existantes ; la notion de bataille retenue par le Président de la République et l'absence de réaffirmation de la notion d'ultime avertissement en vue de la dissuasion ; les préoccupations résultant de l'imbrication de l'arme nucléaire tactique qui doit rester un moyen politique au sein des forces classiques ; (p. 3310) : l'erreur d'appréciation commise par le Président de la République en matière d'utilisation des armes classiques ; la réponse aux préoccupations des superpuissances que constitue l'idée d'une grande bataille classique en Europe ; l'intérêt pour ces grandes puissances de multiplier les échelons de l'escalade, multiplication rendue possible par les perfectionnements intervenus dans le domaine des armements ; la priorité donnée à l'armée de terre, réponse à la stratégie définie par les Etats-Unis ; la bataille en Europe, hypothèse du Pentagone ; (p. 3311) : ne pas méconnaître l'intérêt fondamental de la France qui consiste à disposer d'une dissuasion indépendante en engageant notre pays dans la stratégie américaine ; le caractère essentiellement défensif que doit avoir la dissuasion ; la volonté des classes dirigeantes de ne pas défendre la France mais le système capitaliste d'où le retour à la défense classique conforme aux vœux de l'OTAN ; la nécessité de réaffirmer le besoin d'une défense ayant pour but exclusif de garantir l'indépendance de notre pays contre tout agresseur quel qu'il soit ; réduire la durée du service militaire avec comme corollaire la transformation des structures de l'armée de terre ; mettre l'ensemble des moyens nucléaires sous l'autorité directe du Président de la République. [25 mai 1976] (p. 3447) : précise à l'intention de M. Bourges que le désarmement est un objectif important du parti socialiste mais que celui-ci ne jettera pas les sous-marins nucléaires « au fond de la mer » ; considère que les orientations du projet de loi vont dans le sens d'une remise en cause des principes de la politique de défense du général de Gaulle. **Discussion de l'article unique** [25 mai 1976] (p. 3456) : son amendement n° 8 relatif au placement des systèmes d'armes nucléaires tactiques ou stratégiques sous tutelle d'un conseil supérieur de la dissuasion nucléaire sous l'autorité du Président de la République ; réservé ; s'inquiète d'une utilisation à contretemps du système d'armes Pluton. **Explications de vote** [25 mai 1976] (p. 3463) : le vote négatif du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; une fausse programmation au service d'une idée fautive : celle d'une bataille classique en Europe centrale ; l'impasse dans laquelle le Gouvernement engage les armées.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables**

à un revenu (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3711) : ironise sur les dissensions de la majorité ; (p. 3712) : il doute que le texte réponde à la justice fiscale ; ce texte permet au Gouvernement de prendre le beau rôle ; les gros possédants auront toutes les facilités pour se soustraire au nouvel impôt à la différence des petits ; le véritable objectif du Gouvernement était la publicité mais il n'a pas été atteint ; il n'y a pas de contradiction entre le Président de la République et le ministre ; la réforme est en trompe-l'œil ; notre fiscalité pénalise lourdement les salariés ; le capital n'est pas taxé ; les cadres feront encore les frais de ce nouveau projet ; personne ne sait en quoi consiste la réforme ; (p. 3713) : on ne sait pas ce que représentent les plus-values dans les revenus des ménages ; on veut donner un air de justice à l'inégalité en taxant pareillement bicoques et châteaux ; pourquoi défavoriser autant les propriétaires de résidences secondaires par rapport aux détenteurs d'actions ; le parti socialiste souhaite que l'on déduise les moins-values ; il envisage une exonération unique de la revente de toutes les résidences en deçà de 150.000 F par part de revenus ; la réforme actuelle ne changera pas grand-chose car jamais les taxations sur les plus-values n'ont été appliquées.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7733) : l'art du camouflage ; des crédits de paiement servant essentiellement à apurer les autorisations de programme ; critique les déclarations du Président de la République et celles du chef d'état-major général des armées ; logique de l'intégration, logique américaine ; doute sur la stratégie de la dissuasion ; participer à la bataille de l'avant ; le renforcement du potentiel classique de ses armées au détriment des autres systèmes d'armes ; une loi de programmation mal partie ; nos craintes ; (p. 7734) : le poids trop lourd des dépenses de fonctionnement par rapport aux dépenses d'équipement ; l'indépendance de notre potentiel de défense en matière d'études et de recherches ; la recherche militaire ; la dépendance des fournitures étrangères ; le maintien de la valeur du potentiel de dissuasion ; l'arrêt du sixième sous-marin nucléaire lance-engins ; le M 4 ; la capacité de destruction de la force nucléaire stratégique insuffisante ; l'avenir du service militaire ; l'inadaptation des structures actuelles ; les carburants ; le nombre de grenades offensives par homme ; les comités de soldats représentatifs ; le service militaire inégal ; l'incertitude quant aux nouvelles autorisations de programme ; (p. 7735) : le mépris pour le Parlement ; le problème des crédits

d'équipement ; le poids du passé écrasant ; la réorganisation de l'armée de terre ; une nouvelle étape vers l'armée de métier ; un budget d'inertie qui recule les choix, ne prépare pas l'avenir, n'assure pas la sécurité à long terme de notre pays ; le missile air-sol à moyenne portée ; la transformation du service militaire.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8016) : le plan Barre ; le VII^e Plan ; les caractéristiques du projet de budget du ministère du travail ; les dépenses de fonctionnement ; (p. 8017) : l'inspection du travail ; la prévention des accidents du travail ; les allocations de chômage ; l'agence nationale pour l'emploi ; la situation des chômeurs et leur protection ; Jacques Rueff ; une offensive idéologique ; la retraite à soixante ans ; le plan Barre ; les emplois industriels ; le développement des services collectifs ; l'aide publique ; (p. 8018) : l'indemnisation de tous ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi ; le chômage, un problème grave.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8080) : TF 1 ; la SOFRES ; Antenne 2 ; (p. 8081) : la loi de 1974 ; l'augmentation du coût de gestion ; les sociétés de programme ; la diminution des créations ; la faillite du principe de la concurrence entre les chaînes ; les versements obligatoires ; la publicité ; la qualité ; les émissions de fiction ; FR 3 ; l'objet antisindical de la réforme ; la répartition des recettes ; (p. 8082) : le projet Marceau Long ; le rapport Paye ; les problèmes de personnel.

Industrie et recherche [17 novembre 1976] (p. 8140) : Lip ; l'industrie horlogère ; la France, troisième exportateur de montres ; la concurrence américaine et japonaise ; le rôle de sous-traitant dans lequel voudrait nous confiner la Suisse ; (p. 8141) : la commission spéciale créée par le conseil régional ; l'absence du Gouvernement dans les discussions ; l'absence de plan de l'horlogerie ; les études des experts sur le potentiel Lip ; le chômage.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2248) : caractéristiques du programme d'action gouvernemental ; le retard historique dans la course à l'industrialisation ; les structures industrielles ; la méconnaissance de la politique industrielle de la V^e République des nouvelles règles du jeu de la division internationale du travail ; la concurrence des pays à bas salaires du tiers monde ; l'envahissement du marché intérieur ; le taux de couverture des importations dans le secteur des biens de consommation ; (p. 2249) : l'évolution du capitalisme français vers des structures parasitaires ; le démantèlement de secteurs industriels

importants ; l'affaire Lip ; l'affaire Schlumpf ; la crise de Manufrance ; l'absence de politique industrielle vigoureuse ; la nature du pacte national pour l'emploi ; la pénétration étrangère dans les secteurs industriels ; le cas de l'informatique, du téléphone, de l'aéronautique, de l'industrie du turbo-alternateur ; l'acheminement dans les secteurs de pointe vers un nouveau pacte colonial ; l'amenuisement de la place de la France dans l'économie mondiale ; (p. 2250) : l'impuissance des médecines libérales ; l'identification du libéralisme au démantèlement de l'industrie française ; la reconquête par les industries de biens de consommation du marché intérieur ; la sensibilité du programme commun aux nouveaux besoins sociaux ; le caractère non apolitique des choix des créneaux de développement ; les moyens du soutien de la politique industrielle ; le financement public.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [9 novembre 1977] (p. 7238) : les objectifs de la loi de programmation ; l'attitude de la majorité ; l'absence de réelles priorités à l'intérieur du budget pour 1978 ; l'abandon du sixième SNLE ; l'introduction du concept de bataille de l'avant dans la stratégie française ; les déclarations du ministre relatives au poids des armées classiques telle la *Bundeswehr* ; (p. 7239) : le caractère non prioritaire de la dissuasion nucléaire ; l'évolution des crédits de paiement affectés aux forces nucléaires et aux SNLE ; l'utilisation de l'enveloppe financière ; la baisse des crédits du nucléaire ; la construction du sixième SNLE ; l'indépendance nationale ; les conséquences de l'hypothèse d'un conflit entre les deux blocs ; le désarmement ; l'importance de la dissuasion ; (p. 7240) : la priorité accordée aux forces conventionnelles ; le sous-équipement des effectifs ; les carences des forces conventionnelles ; l'affectation des appelés ; l'insuffisance de leur solde ; la position de la France dans le débat algéro-marocain ; le lien entre la politique étrangère et la politique de défense ; la libération des Français séquestrés ; le confortement des régimes réactionnaires ; le vote hostile du groupe du PSRG sur ce budget ; (p. 7241) : la nécessité d'une autre politique de défense ; (p. 7250) : le caractère démocratique de la délibération du parti socialiste sur le problème de la dissuasion ; les modalités de création de la force de frappe en 1960. **Examen des crédits. Article 37** (p. 7274) : soutient l'amendement n° 219 de M. Aumont ; réduction des mesures nouvelles du titre III ; le problème de la condition des retraités militaires et des veuves de militaires ; l'évolution des crédits affectés à l'hôtel du ministre et des frais de représentation ; repoussé.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7435) : l'affirmation par le Gouvernement de sa volonté de reconstituer les marges des entreprises ; la priorité allouée au secteur énergétique et informatique ; la sûreté nucléaire ; l'installation du conseil national de la sûreté nucléaire ; (p. 7436) : les crédits consacrés aux économies d'énergie ; la stagnation des effectifs employés dans l'industrie ; l'évolution des investissements des entreprises ; l'effort réalisé par les entreprises nationales en matière d'investissements ; l'affaiblissement de la position concurrentielle des produits industriels français ; l'association aux firmes américaines d'un certain nombre d'industries françaises ; l'échec des solutions préconisées et mises en œuvre par M. d'Ornano ; la politique française du téléphone ; la mise au point par Honeywell des ordinateurs de la série 66-85 ; la situation du secteur des composants électroniques ; (p. 7437) : les incohérences de la politique gouvernementale en matière d'informatique et dans le secteur des composants ; la division internationale du travail ; les propositions du parti socialiste relatives à une politique de relance ; les nationalisations ; (p. 7450) : l'effort d'investissement des entreprises publiques ; le programme du conseil national de la Résistance ; le programme commun de 1972 ; les propositions du parti socialiste en matière de politique industrielle. **Examen des crédits. — Etat C. - Titre VI** (p. 7454) : le caractère contradictoire de la réponse du ministre sur l'amendement n° 223 de M. Julien Schwartz.

CHINAUD (Roger)

Député de Paris
(25^e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe des républicains indépendants [2 avril 1975] (p. 201), [2 avril 1976] (p. 1277), [2 avril 1977] (p. 1464).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [3 mai 1977] (p. 2388), [4 mai 1977] (p. 2421).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées : 1° sur le projet de loi (n° 360) **modifiant certaines dispositions du code du service national** ; 2° sur les propositions de loi (n° 80) tendant au rétablissement et à l'extension des sursis d'incorporation ; 3° (n° 126) tendant à l'aménagement des conditions d'accomplissement du service national ; 4° (n° 138) tendant à modifier la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 relative au service national ; 5° (n° 172) tendant à instaurer le sursis-contrat (n° 451) [7 juin 1973] ;

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi **modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 608) [29 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à éviter les risques d'incendie dans les établissements publics et commerciaux par le respect de certaines mesures de sécurité (n° 908) [20 décembre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission de gestion financière de l'Office de radiodiffusion et télévision française (n° 1072) [20 juin 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1544) tendant à compléter la loi n° 71-424 du 10 juin 1971 portant code du service national et à permettre à cer-

tains volontaires de prolonger dans la marine la durée de leur service militaire (n° 1686) [29 mai 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2214), tendant à compléter la loi n° 71-424 du 10 juin 1971 portant code du service national et à permettre à certains volontaires de prolonger dans la marine la durée de leur service militaire (n° 2236) [29 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à éviter l'enlaidissement de l'environnement urbain et rural par une stricte réglementation de l'affichage (n° 2582) [3 novembre 1976].

QUESTIONS

• question orale sans débat :

— (n° 296) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 870) : aménagement nécessaire de la loi votée en 1970 pour éviter l'interruption des études ; nécessité d'un débat de fond sur l'organisation de la défense nationale ; (p. 877, 878) : utilisation partielle du contingent à des missions autres que de défense nationale.

• questions orales avec débat de :

— **MM. Péronnet** (n° 5168), **Baillot** (n° 5263), **Roux** (n° 5271), **Destremau** (n° 5273), **Seitlinger** (n° 5282), **Poperen** (n° 5283), **Soustelle** (n° 5314) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4499, 4500) : nécessité de supprimer toute livraison d'armes à tous les pays mêlés au conflit ; risque de génocide pour l'Etat d'Israël.

— (n° 11785) : **L'ORTF** [26 juin 1974] (p. 2976) : notion de service public n'entraînant pas forcément celle de monopole ; graves inconvénients entraînés par l'agrandissement trop rapide de l'Office ; (p. 2980, 2981) : création d'une véritable direction du personnel.

— (n° 18713) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1740, 1745, 1746) : son attachement à la liberté d'expression et à la pluralité des opinions ; les difficultés des quotidiens parisiens ; le syndicat du livre ; l'aide au papier ; les mesures fiscales conjoncturelles exonération de la TVA ; nécessité pour les entreprises de presse de se sauver elles-mêmes en se réformant et en améliorant leur gestion.

• questions au Gouvernement :

— **Majoration des loyers de certains immeubles** [7 avril 1976] (p. 1443) : situation des locataires de la catégorie II A.

— **Gestion des sociétés de télévision** [12 mai 1976] (p. 2929) : demande la liste des émissions commandées par les sociétés et non programmées ainsi que leur coût ; la publicité faite par une marque de disques au cours d'émissions de télévision ; mesures envisagées pour assurer une meilleure répartition du temps d'antenne entre un plus grand nombre de producteurs.

• question orale sans débat :

— (n° 33937) : **Forfait fiscal des médecins** [10 décembre 1976] (p. 9244, 9245) : relèvement du plafond de 175.000 F au-delà duquel les médecins conventionnés ne peuvent plus bénéficier du forfait fiscal.

• question au Gouvernement :

— **Suppression éventuelle de la publicité de marque à la télévision** [4 mai 1977] (p. 2422) : la proposition de M. Defferre demandant à supprimer la publicité à la télévision ; difficulté de combler le déficit important qui en résulterait.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national (n° 360). Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2032) : rapporteur : auditions et travaux de la commission de la défense nationale et des forces armées ; climat des discussions, conciliation du choix en matière de sursis avec les exigences de l'organisation des armées ; esprit positif de la loi de 1970 ; suppression d'injustices ; devancement d'appel ; incitation à effectuer le service national jeune ; méconnaissance des dispositions de la loi ; étroitesse de la fourchette d'âge ; (p. 2033) : consultations du secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées ; affirmation de principe de la conscription ; réserves à l'égard de l'armée de métier ; ses observations sur les propositions Brocard ; opposition de la commission au service de six mois ; ses observations sur la vice de six mois, ses observations sur la proposition de M. Dronne tendant à créer un « sursis contrat » ; dispositions du projet de loi ; extension de la fourchette d'incorporation ; maintien des avantages liés au devancement d'appel ; amendements de la commission ; report d'incorporation systématique pour achever des études ; représentation des départements dans les commissions ; réforme du report d'incorporation en fonction de la modification de la durée des cycles ; incorporation avant l'entrée dans une école ; report supplémentaire pour des raisons so-

ciales ; maintien des bourses préalablement accordées, inconvénients de la suppression du versement des allocations familiales pour le jeune incorporé ; nécessité d'un débat de fond sur le service national. **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Avant l'Article premier** (p. 2076) : s'oppose à l'amendement de M. Mitterrand : service actif légal de six mois. **Article premier** (p. 2077) : s'oppose à l'amendement de M. Mitterrand : choix de la date de l'incorporation jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans ; (p. 2078) : s'oppose à l'amendement de M. Villon : incompatibilité du libre choix avec l'amendement tendant à l'incorporation à dix-neuf ans de tous les jeunes gens qui ne font aucune demande ; (p. 2079) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Villon : fixation de l'âge d'appel à dix-huit ans, suppression de la possibilité d'opposition des père et mère ; ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Fontaine : conditions d'exercice de l'autorité parentale ; répond aux arguments de M. Fontaine ; (p. 2080) : s'oppose à l'amendement de M. Villon tendant au rétablissement du droit au sursis d'études ; **Article 2** (p. 2081) : son amendement : principe de la non-interruption d'un cycle d'études ; retrait ; (p. 2082) ; son accord avec l'amendement de M. Aumont : cas particuliers examinés par une commission nationale ; son amendement : automaticité dans l'octroi du report d'incorporation ; (p. 2083) : propose de modifier l'amendement de M. Aumont : établissement par décret de la liste des cycles ouvrant droit au report d'incorporation ; (p. 2085) : son amendement devenu sans objet ; **Après l'Article 2** (p. 2096) : son amendement ayant pour objet d'éviter que les recrues ne voient leurs études interrompues en cas de changement de durée des cycles ; répond aux arguments du Gouvernement ; retrait ; (p. 2097) : son amendement tendant à faire bénéficier d'un report supplémentaire pour des raisons familiales ou sociales graves ; report de droit si l'intéressé a déjà un frère sous les drapeaux ; (p. 2098) : s'oppose à l'amendement de M. Dronne : sursis contrat ; (p. 2099) : son amendement : accomplissement du service national avant la scolarité pour les jeunes gens admis par concours dans une école ; retrait. **Article 4** (p. 2102) : son amendement tendant à la suppression de l'article L 12 du code du service national ; **Après l'Article 5** (p. 2102) : s'oppose à l'amendement de M. Lemoine : suppression de l'article L 14 du code du service national ; **Article 6** (p. 2104) : son amendement : avantages des étudiants au retour du service ; retrait. **Commission mixte paritaire, rapporteur**

[30 juin 1973] (p. 2744) : expose le texte adopté par la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 499). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1973] (p. 2510) : **Article 5** : son amendement tendant à rétablir l'article 24 P du code du travail voté en première lecture : répartition équitable de la charge de la preuve entre salariés et employeurs ; (p. 2512) : s'aligne sur l'amendement du Gouvernement.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4201) : ses explications de vote ; son rappel de la critique faite par M. Vincent Auriol à M. Ramadier d'avoir demandé trop souvent des votes de confiance ; son approbation des paroles de M. Mitterrand disant que le crime ne peut excuser le crime et sa demande de ne pas s'associer à ceux qui ont supprimé la liberté dans une bonne partie du monde ; (p. 4202) ; le souhait de la majorité unie de voir mener une politique d'initiative en matière sociale, en matière monétaire, en matière de défense ; son hommage à l'armée, en matière budgétaire ; le refus des républicains indépendants de voter la censure.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [11 octobre 1973]. **Article 23** (p. 4308) : son désaccord avec le texte proposé par le Gouvernement ; (p. 4309) : s'oppose à l'amendement de M. Bignon : non-participation du maire de la commune d'implantation à la commission d'urbanisme commercial. **Article 21** (p. 4312) : explique le vote de son groupe en faveur de l'article. [12 octobre 1973] **Article 22** (p. 4312) : ses observations sur l'expression « modifications substantielles » amendement de M. Bignon sur les modalités de délivrance du permis de construire (p. 4356) ;

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6263) : utilité du projet ; support juridique et incitation à l'amélioration des conditions de travail ; transformation des rapports sociaux ; statuts de l'entreprise ; (p. 6264) : autorité dans l'entreprise ; participation et efficacité ; précise la position de son groupe sur ce point ; sa référence à l'ouvrage *Un sens à la vie* édité par son mouvement ; sa référence à l'ouvrage d'un syndicaliste de la CFDT *Le Syndicat dans l'entreprise* ; participation ascendante ; vie de l'entreprise et intérêt des

salariés ; réconciliation des entreprises avec leur personnel. **Discussion des articles** [27 novembre 1973] ; **Article 3** (p. 6370) : son amendement tendant à introduire une limite dans le crédit d'heures pour participer aux séances de la commission spéciale ; (p. 6373) : son amendement : fixation de la durée des visites de l'entreprise par convention collective ; (p. 6374) : se rallie à l'amendement du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° 642). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6458) : son souci de généralisation de la politique d'actionnariat ; actionnariat et intéressement ; son amendement tendant à étendre à toutes les sociétés cotées en bourse ou non la possibilité de mettre en œuvre une politique de participation et d'actionnariat ; rôle de la commission des opérations de bourse ; implications financières de l'amendement ; demande au Gouvernement de le reprendre ou de prendre les engagements nécessaires.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6955) : distingue la morale individuelle et le rôle de l'Etat, créateur de la meilleure justice possible ; dénie le droit d'imposer aux autres l'injustice et la souffrance ; estime nécessaire de respecter le choix philosophique et éthique de chacune ; cite M. Valéry Giscard d'Estaing se déclarant favorable à une libéralisation très large de la législation des personnes et notamment de la législation de la femme ; estime intolérables les « avortoirs » de luxe et l'enrichissement qui s'y fait ; regrette les attermolements qui ont empêché une politique de contraception et remercie le Gouvernement de son effort pour s'engager dans une politique de développement des centres de planning familial ; évoque les problèmes de l'avortement, de la stérilité, de la date à laquelle une grossesse peut être interrompue ; (p. 6956) : estime que le Parlement n'est pas compétent pour dresser la liste des cas dans lesquels un avortement est permis, alors qu'il s'agit d'affaires individuelles à examiner cas par cas ; pour lui, le rôle des élus de la nation est d'entériner la liste des avortements thérapeutiques, de limiter dans le temps la période où l'avortement reste possible et de préparer les conditions de choix du couple ou de la femme ; estime nécessaire de développer une politique familiale, de créer les conditions de la santé de la nation et de faire pratiquer l'avortement en milieu hospitalier ; insiste sur la nécessité de trouver rapi-

dement une solution qui doit être celle du moindre mal ; estime que l'honneur du corps médical n'est pas d'envoyer une clientèle argente vers les « avortoirs » dorés des grandes villes ; l'homme doit savoir dire « non », mais pour lui, non pour les autres et participer à la détresse des « pauvres en esprit ».

1974

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° 986) [6 juin 1974] (p. 2517) : soit de changement des Français ; fonction présidentielle forte et Parlement assurant parfaitement ses missions ; représentation des salariés dans les conseils d'administration des entreprises ; ouverture sociale en direction des femmes, de la jeunesse et de la famille ; clarté et simplification de l'action administrative ; faire travailler le Parlement (p. 2518) ; accorder le pardon aux Français victimes des vicissitudes politiques (p. 2520).

— **En qualité de rapporteur de la commission de contrôle de l'ORTF** [20 juin 1974] (p. 2816) : demande la publication du rapport de la commission.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161). **Discussion générale** [23 juillet 1974] (p. 3657) : contre la question préalable déposée par le groupe socialiste ; le Parlement est depuis longtemps informé des problèmes qui se posent à l'ORTF ; l'opposition elle-même a pu constater le désordre ; (p. 3658) ; le projet constitue une loi-cadre ; des structures claires sont proposées ; la création de la société de production permettra de connaître la vérité des coûts ; son échec serait grave ; la situation des personnels ; (p. 3659) : ses observations sur les ressources ; la vocation de la troisième chaîne.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° 1178). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4807) : contre la question préalable déposée par le groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7018) : le débat moral, prélude à la discussion du texte, aurait dû se dérouler dans le silence des consciences ; (p. 7019) ; les parlementaires ne peuvent considérer comme honorable d'accepter que les pays voisins règlent un problème qu'ils refuseraient d'aborder ; le texte peut être rendu plus dissuasif ; il appartient à chacun en fonction de ses choix personnels de montrer aux femmes et aux couples qu'il existe d'autres voies vers l'équilibre.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1467) : le Premier ministre responsable et animateur de la majorité présidentielle parlementaire ; souhaite le dépôt d'une motion de censure traitant de politique étrangère et de liberté ; les responsabilités des républicains indépendants au sein de la majorité ; les moyens de surmonter la crise ; le défaitisme et le négativisme de l'opposition.

— **Demande de suspension de séance** [13 mai 1975] (p. 2543) : le détournement de l'ordre du jour par l'utilisation abusive d'un article du règlement ; l'action de Maurice Thorez ; l'essai du parti communiste de confisquer une guerre à laquelle il n'a participé que trop tard : la décision du maire de Saint-Dizier de ne pas commémorer le 8 mai ; l'appel par le parti communiste à la désertion au début du second conflit mondial ; la décision des groupes de la majorité de ne pas participer au scrutin.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560) [30 mai 1975]. **Discussion des articles** [4 juin 1975] : **Après l'Article 7** (p. 3472) : pose une question au garde des sceaux sur le respect de l'article 2 de la Constitution. **Explications de vote** (p. 3650) ; la majorité du groupe des républicains indépendants votera le texte.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6149) : l'importance et la nécessité du Plan ; la nécessité de relancer la consommation sociale ; la création d'emplois par les entreprises ; veiller à la rapidité des décisions notamment en ce qui concerne les collectivités locales ; la publication d'un rapport d'exécution du Plan ; (p. 6150) : la lutte menée contre l'inflation ; un plan qui n'obère pas les finances publiques ; continuer à combattre pour assainir le système monétaire international ; le « léger effort fiscal » qui sera nécessaire l'an prochain ; recourir à des moyens efficaces pour combattre le chômage notamment celui des jeunes ; l'action du Gouvernement en faveur d'une atténuation des inégalités sociales ; (p. 6151) : l'unité nationale évoquée par le Président de la République ; la « naïveté » des électeurs abusés par M. Mitterrand ; la confiance des Français dans la majorité ; (p. 6152) : la nécessaire décentralisation et le dialogue avec les élus responsables ; les excès régionalistes ; ne pas recourir au jacobinisme.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1975] (p. 6413) : pense que M. Defferre se livre à une opération de politique intérieure à l'occa-

sion de son rappel au règlement relatif aux condamnations prononcées en Espagne ; estime qu'une représentation nationale ne doit pas se laisser entraîner dans une telle manœuvre.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Discussion des articles** [16 octobre 1975]. **Après l'Article 25** (p. 7004) : sur le sous-amendement n° 521 de M. Fanton à l'amendement n° 514 de M. Foyer : ne comprend pas pourquoi on ne respecte pas la parité entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8599) : sur l'intervention de M. Fillioud, estime que les instructions sont relatives à la gestion et non aux programmes ; (p. 8600) : la gestion des nouvelles sociétés par rapport à celle de l'ex-ORTF ; (p. 8601) : la responsabilité du Parlement dans l'utilisation des fonds publics ; l'existence de clignotants inquiétants en ce qui concerne cette utilisation ; le vote négatif de la majorité des républicains indépendants sur l'autorisation de percevoir la redevance.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Articles 22, 23, 24** (p. 9275) : sur la réserve de l'article 22 demandée par le Gouvernement, souhaite que l'on évite un débat de procédure. **Article 6 (suite)** (p. 9305) : s'oppose à l'amendement n° 54 repris par M. Claudius-Petit.

— **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 71-424 du 10 juin 1971 portant code du service national et à permettre à certains volontaires de prolonger dans la marine la durée de leur service militaire** (n° 1544), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9949) : une proposition qui ne touche en rien à la durée du service national ; les raisons d'être et les dispositions de cette proposition ; l'extension possible aux autres armes ; (p. 9950) : l'approbation unanime de la commission de la défense nationale.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 3** (p. 3937) : demande des précisions techniques à M. Fourcade ; souhaite que l'Assemblée n'adopte pas une législation plus souple que l'actuelle ; [17 juin 1976] : **Article 7** (p. 4271) : son sous-amendement n° 277 visant les non-résidents français qui essaient de frauder la loi fiscale ; retiré.

Article 9 (p. 4297) : souhaite que l'amendement n° 350 soit examiné avant que l'amendement n° 220 ne soit mis aux voix ; (p. 4300) : son sous-amendement n° 278 limitant la portée de l'amendement n° 166 de M. Papon aux propriétaires ne possédant pas la nationalité française ; retiré. **Explications de vote** [23 juin 1976] (p. 4540) : laisse M. Defferre à ses souvenirs de la IV^e République ; lui reproche son manque de courtoisie vis-à-vis de M. Labbé ; (p. 4541) : souligne la difficulté du projet et le rôle important du Parlement ; regrette que la concertation soit venue après la rédaction et non avant le dépôt du projet ; indique que le sens du débat parlementaire s'est trouvé restauré ; souligne que l'œuvre de réforme est une nécessité et non une fin, qu'elle exige une adaptation des fins et des moyens, que le Parlement est particulièrement à même de réaliser ; souligne que le projet tout en visant à élargir l'assiette de l'impôt n'atteint pas le patrimoine familial ; ses lacunes quant à la lutte contre la spéculation ; un texte de justice ; (p. 4542) : un texte d'équilibre économique, de combat pour la réforme ; souligne que le débat aura permis de le faire comprendre à l'opinion.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° 2149). **Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4083) : déplore les conditions de travail de l'Assemblée. **Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 6** (p. 4086) : son amendement n° 24 défendu par M. Tissandier ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 2** (p. 4792) : retire son amendement n° 5. **Après l'Article 2** (p. 4794) : demande que les décrets relatifs aux DOM soient pris à la même date que ceux concernant la métropole.

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° 2527) [6 octobre 1976] (p. 6387) : le refus du persiflage ; l'évolution vers une société consensuelle ; une identité des contraintes pour tous ; le caractère passager de la prospérité ; la collectivisation, forme la plus trompeuse de la liberté ; (p. 6388) : souhaite que le Premier ministre associe davantage à ses projets le Parlement, meilleur garant du respect des libertés ; la grève au sein des services publics ; la modification des rapports entre l'exécutif et le Parlement ; la désinvolture de fonctionnaires d'autorité fermés à toutes discussions ; la solidarité envers les agriculteurs ; les trois types d'agriculteurs ; les aides spécifiques y correspondant ; le danger d'un surinvestissement dans des bâtiments d'exploitation ; la sécurité, la défense ; (p. 6389) : la continuité ; ne pas remettre en doute l'auto-

rité de l'Etat et de son gouvernement ; la nécessité de la concertation ; les trois objectifs essentiels ; la fermeté dans la défense des institutions, l'unité dans la lutte contre l'inflation, la volonté dans la recherche de l'équité et de la justice.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie* :

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6952) : indique que tout député peut demander la réserve au titre de l'alinéa 4 de l'article 95 du règlement ; demande la réserve si le Gouvernement ou la commission saisie au fond ne le font pas.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° 2353). **Explications de vote** [25 novembre 1976] (p. 8690) : la possibilité d'obtenir l'unanimité de l'Assemblée sur ce texte.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2218) : l'exercice de la volonté gouvernementale dans la continuité ; la politique à mettre en œuvre ; le plan d'action gouvernemental ; le respect de la nécessité de la lutte contre l'inflation et du redressement économique ; la stabilisation du franc ; les résultats en matière de production industrielle et de commerce extérieur ; la reprise de l'investissement ; l'explication du déficit du commerce extérieur ; (p. 2219) : l'amélioration de l'emploi eu égard aux dispositions du plan ; le problème de l'emploi des jeunes ; la dégradation du service public de l'agence nationale pour l'emploi ; l'aménagement des aides en faveur de la mobilité de l'emploi ; mettre en place des règlements d'application simple ; la volonté d'évolution de la société dont témoigne le plan ; la société libérale ; l'attachement des républicains indépendants à la famille ; le traitement global de la politique familiale ; les modalités de la politique de redistribution et de rééquilibrage des revenus ; l'effort en faveur des personnes âgées ; le cumul de la pension propre et de la pension de réversion servie aux veuves ; l'abattement forfaitaire sur les revenus de la première année de retraite ; son extension aux actions des rentiers-viagers ; l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions soumises à impôt ; (p. 2220) : l'imposition des retraités et des pensionnés ; l'adoption de textes relatifs à l'aide compensatrice ; l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés ; la proposition de loi relative au développement de la fonction d'entrepreneur ; l'aide à apporter aux PME, aux familles et aux artisans ; l'impact des opérations relatives aux communes moyennes sur la réussite de la poli-

tique d'aménagement du territoire ; les relations entre les commerçants et l'administration ; la finalité de l'action gouvernementale ; les organes les plus aptes à la mise au point des programmes politiques ; la confiance ; (p. 2221) : indique que le groupe des républicains indépendants votera la confiance ; la nécessité pour le Gouvernement de devenir convaincant.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3811) : les caractéristiques du débat ; la déviation de son objet ; (p. 3812) : la division de la France en deux blocs ; la nécessité de l'Europe ; les rendez-vous de l'histoire ; la garantie de l'indépendance nationale ; l'interprétation des textes ; l'opportunité d'un vote ; le recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; l'objet de l'article 49 de la Constitution ; l'importance du projet de loi ; (p. 3813) : le caractère économique des efforts réalisés par les Européens ; les conséquences d'un arrêt de ces efforts ; la nécessité pour l'Europe de retrouver un grand souffle de nature politique ; le rêve de l'Europe.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° 2980). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 4** (p. 4389) : demande au nom du groupe républicain un scrutin public sur l'ensemble de la proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles : [13 octobre 1977] : **Article 6** (p. 6137) : son amendement n° 5 non soutenu ; [18 octobre 1977] : **Article 3** (p. 6228) : la complication du système fiscal français en cas d'adoption du sous-amendement n° 143 du Gouvernement à l'amendement n° 12 de M. Papon. **Article 8** (p. 6238) : soutient l'amendement de suppression n° 41 de M. Mayoud ; retiré. **Article 21** (p. 6249) : son amendement n° 6 : suppression des dispositions législatives relatives à l'imposition aux sociétés et collectivités publiques d'une vignette spéciale pour leurs véhicules ; le climat d'agressivité de la part de l'administration dont sont entourés les créateurs d'entreprises ; devenu sans objet. **Article 32** (p. 6262) : son amendement n° 7 : de suppression ; l'augmentation du taux de revalorisation des rentes viagères ; retiré.

Deuxième partie :

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7170) : l'affaire de la prise d'otages du

Polisario ; le principe de l'autodétermination des peuples ; (p. 7171) : la faiblesse du nombre des pays ayant reconnu la république sahraouie ; la nature d'une négociation internationale avec le Polisario ; les relations franco-mauritaniennes ; la nature humanitaire du problème ; les positions de M. Mitterrand sur la prise d'otages du Polisario ; (p. 7172) : la thèse défendue par M. Mitterrand lors d'une émission de radiodiffusion ; le respect des droits de l'homme ; la protection des coopérants ; (p. 7173) : **sur le rappel au règlement de M. Chandernagor** : le respect de la procédure du rappel au règlement.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Explications de vote** [30 novembre 1977] (p. 8090) : l'application des dispositions financières d'une loi votée ; aller vers la justice et l'apaisement ; les lacunes du projet de loi ; le franchissement d'un pas supplémentaire.

CHIRAC (Jacques)

Député de la Corrèze
(3^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Ministre de l'agriculture et du développement rural du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Ministre de l'intérieur du 1^{er} mars 1974 au 27 mai 1974.

Premier ministre du 27 mai 1974 au 25 août 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre de l'agriculture et du développement rural (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [J.O. du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'agriculture et du développement rural (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [J.O. du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre de l'intérieur (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1^{er} mars 1974 [J.O. du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'intérieur (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [J.O. du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé Premier ministre. Décret du 27 mai 1974 [J.O. du 28 mai 1974] (p. 5796).

Il est mis fin à ses fonctions de Premier ministre. Décret du 25 août 1976 [J.O. du 26 août 1976] (p. 5116).

Elu le 14 novembre 1976 en remplacement de M. Belcour, démissionnaire.

L'Assemblée prend acte de son élection [16 novembre 1976] (p. 8078, 8123).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [16 novembre 1976] (p. 8123).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} décembre 1976] (p. 8887), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° 193) [25 avril 1973].

— **Projet de loi relatif à l'extension des accords de retraite et de prévoyance concernant les salariés des professions agricoles** (n° 444) [5 juin 1973].

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion prévue à l'article 1122 du code rural** (n° 449) [7 juin 1973].

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles** (n° 809) [29 novembre 1973].

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° 986) [5 juin 1974].

— **Projet de loi portant amnistie** (n° 1058) [13 juin 1974].

— **Projet de loi tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité électorale** (n° 1059) [13 juin 1974].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1110) [28 juin 1974].

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161) [23 juillet 1974].

— **Projet de loi relatif au remboursement d'une nouvelle fraction des crédits de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des exploitants agricoles** (n° 1172) [28 juillet 1974].

— **Projet de loi relatif à la prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins du domaine public métropolitain** (n° 1169) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre VIII du livre premier du code rural** (n° 1170) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° 1174) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° 1175) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi relatif à la protection sociale commune à tous les Français et instituant une compensation entre régimes de base de sécurité sociale obligatoire** (n° 1177) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° 1178) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° 1179) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° 1181) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi organisant une consultation de la population des Comores** (n° 1187) [3 octobre 1974].

— **Rapport sur l'exécution de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat en application de l'article 62 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973** [22 octobre 1974] (p. 5325).

— **Rapport sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles** et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés (année 1974), en application de l'article 59 de la loi de finances pour 1966 n° 65-997 du 29 novembre 1965 [22 octobre 1974] (p. 5326).

— **Rapport de gestion de l'office national des forêts pour 1973**, en application de l'article premier de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964 [22 octobre 1974] (p. 5326).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297) (15 novembre 1974).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 67-405 du 20 mai 1967 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires** (n° 1301) [19 novembre 1974].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340) [26 novembre 1974].

— **Compte rendu sur le programme d'équipement militaire** (année 1974), en application de l'article 3 de la loi de programme n° 70-1058 du 19 novembre 1970 relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 [26 novembre 1974] (p. 7037).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur les revenus** signée à Paris le 9 septembre 1974 (n° 1345) [3 décembre 1974].

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° 1346) [3 décembre 1974].

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal**, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais (n° 1350) [4 décembre 1974].

— **Projet de loi relatif à la validation des diplômes d'architecte diplômé par le Gouvernement et de certaines dispositions réglementaires relatives à l'enseignement de l'architecture** (n° 1378) [6 décembre 1974].

— **Projet de loi étendant certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux internés résistants, aux internés politiques et aux patriotes résistants à l'occupation des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle** (n° 1379) [6 décembre 1974].

— **Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux personnes versées dans la réserve du service de défense qui ont reçu une affectation individuelle de défense et qui sont victimes d'accidents lors de leur participation à des périodes d'exercices ou séances d'instruction** (n° 1381) [10 décembre 1974].

— **Projet de loi relatif à la validation des résultats du concours de l'agrégation des lettres de 1968** (n° 1403) [13 décembre 1974].

— **Projet de loi abrogeant les articles 68 et 155 du code pénal et modifiant l'article 18 du code de procédure pénale** (n° 1404) [13 décembre 1974].

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1973** (n° 1405) [16 décembre 1974].

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° 1413) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi organique modifiant les dispositions du code électoral relatives à la composition de l'Assemblée nationale** (n° 1414) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi portant modification des dispositions du code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale** (n° 1415) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi portant modification des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs** (n° 1416) [17 décembre 1974].

— **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, relatif à la mise en œuvre dans le domaine fiscal et douanier de l'accord culturel du 23 octobre 1954, signé à Bonn le 2 février 1973** (n° 1476) [2 avril 1975].

— **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles portant prorogation de la convention sur le commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971, signés à Londres le 22 février 1974** (n° 1477) [2 avril 1975].

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de procédure pénale** (n° 1479) [2 avril 1975].

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 1480) [2 avril 1975].

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de droit pénal** (n° 1481) [2 avril 1975].

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emplois et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 1482) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et concernant la fabrication, l'importation et la mise sur le marché des produits cosmétiques et des produits d'hygiène corporelle (n° 1484) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi relatif à la situation des détenus et de leur famille au regard des assurances maladie et maternité (n° 1485) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi modifiant et complétant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes (n° 1486) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale (n° 1487) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1488) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (n° 1502) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions d'ordre pénal en vigueur dans les territoires d'outre-mer, à la suite de l'abaissement de l'âge de la majorité (n° 1503) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France (n° 1504) [2 avril 1975].**

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun et modifiant les lois n° 71-559 du 12 juillet 1971 et n° 73-640 du 11 juillet 1973 (n° 1509) [8 avril 1975].**

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961 (n° 1510) [8 avril 1975].**

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560) [17 avril 1975].**

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature (n° 1565) [23 avril 1975].**

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1570) [24 avril 1975].**

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588) [25 avril 1975].**

— **Projet de loi autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la convention entre les Etats-Unis et le Costa Rica pour l'établissement d'une commission inter-américaine du thon tropical, signée à Washington le 31 mai 1949 (n° 1599) [29 avril 1975].**

— **Projet de loi portant extension de l'allocation de logement aux départements d'outre-mer (n° 1600) [29 avril 1975].**

— **Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt groupé émis par les établissements de crédit (n° 1617) [6 mai 1975].**

— **Projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle (n° 1634) [13 mai 1975].**

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bucarest le 27 septembre 1974 (n° 1635) [13 mai 1975].**

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, signée au Caire le 22 décembre 1974, complétée par deux échanges de lettres (n° 1636) [13 mai 1975].**

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bangkok le 27 décembre 1974 (n° 1637) [13 mai 1975].**

— **Projet de loi relatif à la représentation et à la diffusion des films cinématographiques (n° 1638) [13 mai 1975].**

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de l'électricité dans les départements d'outre-mer (n° 1639) [13 mai 1975].**

— **Rapports sur l'exécution au cours de l'année 1974 de la troisième loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif dans le cadre du VI^e Plan [13 mai 1975] (p. 2581).**

— **Projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie et les**

praticiens et auxiliaires médicaux (n° 1642) [14 mai 1975].

— **Projet de loi** relatif au recouvrement public des **pensions alimentaires** (n° 1650) [16 mai 1975].

— **Projet de loi** portant approbation d'un rapport sur l'**orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° 1685) [29 mai 1975].

— Lettre de M. le Premier ministre à M. le Président de l'Assemblée nationale apportant des rectifications à la rédaction du rapport sur l'**orientation préliminaire du VII^e Plan**, annexé au projet de loi (n° 1685) (n° 1723) [5 juin 1975].

— **Projet de loi** relatif aux **contrôleurs généraux des armées** en mission extraordinaire (n° 1732) [10 juin 1975].

— **Projet de loi** relatif à la **sécurité sociale** des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, sculpteurs, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° 1733) [10 juin 1975].

— **Projet de loi** relatif à l'indépendance du territoire des Comores (n° 1734) [10 juin 1975].

— **Projet de loi** relatif à l'**éducation** (n° 1736) [10 juin 1975].

— **Projet de loi** de finances rectificative pour 1975 (n° 1740) [11 juin 1975].

— **Projet de loi** portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'**enseignement supérieur** (n° 1754) [16 juin 1975].

— Etude sur l'évolution des **pensions de retraite des militaires de carrière** (en application de l'article 67 de la loi de finances pour 1975 n° 74-1129 du 30 décembre 1974) [24 juin 1975] (p. 4697).

— **Projet de loi** portant création et organisation de la région **Ile-de-France** (n° 1867) [30 juin 1975].

— **Projet de loi** modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1868) [30 juin 1975].

— **Projet de loi** portant réforme du régime administratif de la ville de Paris (n° 1869) [30 juin 1975].

— **Projet de loi** modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 1872) [9 septembre 1975].

— **Rapport** sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des

exploitations agricoles et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés (année 1974), fait en application de l'article 59 de la loi de finances pour 1966 (n° 65-997 du 29 novembre 1965) [9 septembre 1975] (p. 6073).

— **Projet de loi** de finances rectificative pour 1975 (n° 1873) [9 septembre 1975].

— **Projet de loi** de finances pour 1976 (n° 1880) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** portant réforme de l'**urbanisme** (n° 1881) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° 1882) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal en matière de sécurité sociale signée à Paris le 29 mars 1974 et complétée par cinq protocoles (n° 1883) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord en matière d'enseignement supérieur entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble ses annexes, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° 1884) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Sénégal, ensemble ses annexes et un protocole d'application, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° 1885) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la circulation des personnes (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1886) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1887) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention de coopération en matière judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République

du Sénégal, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1888) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention consulaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal**, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1889) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal** (ensemble deux annexes) signé à Paris le 29 mars 1974 ; de la convention sur l'évolution de la direction des constructions et armes navales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble une annexe) signée à Paris le 29 mars 1974 ; du protocole sur les missions et les modalités d'intervention des formations de la gendarmerie nationale française au Sénégal, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble une annexe) signée à Paris le 29 mars 1974 ; du protocole de financement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble une annexe) signée à Paris le 29 mars 1974 (n° 1890) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi ratifiant le décret n° 75-846 du 11 septembre 1975, relatif à l'institution d'une taxe sur certains vins importés** (n° 1891) [2 octobre 1975].

— **Rapport sur l'exécution de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (application de l'article 62 de loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 [2 octobre 1975] (p. 6443).

— **Rapport sur l'activité de l'office national des forêts en 1974, en application de l'article premier de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964** [7 octobre 1975] (p. 6616).

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opérations d'incinération** (n° 1923) [10 octobre 1975].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création d'un fonds de soutien financier de l'organisation de coopération et de développement économiques**, signé à Paris le 9 avril 1975 (n° 1924) [15 octobre 1975].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes** (n° 1931) [24 octobre 1975].

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder en 1976, par ordonnance, à certains aménagements portant sur les acomptes d'impôts directs** (n° 1932) [24 octobre 1975].

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 1950) [31 octobre 1975].

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° 1951) [31 octobre 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980) [14 novembre 1975].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° 1981) [17 novembre 1975].

— **Projet de loi modifiant le code électoral en ce qui concerne les départements d'outre-mer** (n° 1982) [17 novembre 1975].

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral** (n° 1983) [17 novembre 1975].

— **Projet de loi portant dérogation, en ce qui concerne la cour d'appel de Versailles, aux règles d'organisation judiciaire** (n° 2002) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture au sujet de la création et du fonctionnement d'un centre international d'enregistrement des publications en séries, ensemble deux annexes, signé à Paris le 14 novembre 1975** (n° 2003) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la déclaration faite à Mexico le 27 septembre 1970 par laquelle le représentant de la France à l'assemblée générale de l'union internationale des organismes officiels du tourisme (UIOOT) a adopté les statuts de l'organisation mondiale du tourisme** (ensemble les règles de financement jointes) adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 (n° 2004) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi relatif à la durée maximale du travail** (n° 2005) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2017) [27 novembre 1975].

— **Projet de loi relatif à la situation de certains personnels relevant du ministre de l'éducation** (n° 2019) [2 décembre 1975].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du **code du travail** relatives au paiement des **créances résultant du contrat de travail** en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens (n° 2047) [5 décembre 1975].

— **Projet de loi** portant règlement définitif du budget de 1974 (n° 2063) [12 décembre 1975].

— **Projet de loi** complétant la loi n° 73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif (n° 2132) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère (n° 2133) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution (n° 2134) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés (n° 2135) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant ratification de l'ordonnance n° 76-217 du 5 mars 1976 relative à la réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976, et autorisant le report de paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables (n° 2138) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** de finances rectificative pour 1976 (n° 2147) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2148) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif à la lutte contre le tabagisme (n° 2149) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant ratification du décret n° 76-287 du 31 mars 1976 abrogeant le décret n° 75-846 du 11 septembre 1975 relatif à l'institution d'une taxe sur certains vins importés (n° 2150) [2 avril 1976].

— **Rapport** sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (en application de l'article 15 de la loi n° 73-1229 du 31 décembre 1973) [2 avril 1976] (p. 1274).

— **Compte rendu** sur le programme d'équipement militaire (année 1975) (en application de l'article 3 de la loi n° 70-1058 du 19 novembre 1970 relative aux équipements militaires de la période 1971-1975) [2 avril 1976] (p. 1274).

— **Projet de loi** relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française (n° 2179) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents (n° 2180) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant et complétant les dispositions du **code pénal** relatives à l'association de malfaiteurs (n° 2181) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du **code de procédure pénale** relatives à l'application des peines (n° 2182) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales (n° 2183) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206) [20 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif au développement de la prévention des accidents du travail (n° 2209) [22 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements, ensemble trois échanges de lettres, signés à Paris le 8 septembre 1975 (n° 2217) [27 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'avenant du **Traité des limites** du 28 mars 1820, signé le 14 janvier 1974 entre le Gouvernement français et le Gouvernement belge (n° 2218) [27 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'avenant du **Traité des limites** du 28 mars 1820, signé le 11 mai 1973 entre le Gouvernement français et le Gouvernement luxembourgeois (n° 2219) [27 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume du Maroc sur la protection, l'encouragement et la garantie réciproque des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signé à Rabat le 15 juillet 1975 (n° 2234) [28 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant l'article L 119-3 du **code du travail** relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'apprentissage (n° 2244) [29 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant l'article L 950-2 du **code du travail** relatif à la participation des employeurs au financement de la forma-

tion professionnelle continue (n° 2245) [29 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'exercice de l'activité de marchand en gros de vin (n° 2246) [29 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du code électoral (n° 2257) [30 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant le livre IX du code du travail en ce qui concerne la participation des salariés à la formation professionnelle et aux activités qui s'y rattachent (n° 2258) [30 avril 1976].

— **Projet de loi** portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail (n° 2259) [30 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif aux bois et forêts du département de la Réunion (n° 2260) [30 avril 1976].

— **Projet de loi** portant modification des dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 2261) [4 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2262) [4 mai 1976].

— **Projet de loi** portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268) [5 mai 1976].

— **Déclaration** sur la réforme de l'entreprise (n° 2275) [11 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'organisation de Mayotte (n° 2286) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** organique relatif à l'élection d'un député dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2287) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** organique relatif à l'élection d'un sénateur dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2288) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à la représentation à l'Assemblée nationale des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2289) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif à la représentation au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2290) [12 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif au régime fiscal de la presse (n° 2298) [13 mai 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise, signée à Paris le 12 février 1974 (n° 2299) [13 mai 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, ensemble trois annexes, ouverte à la signature à Londres, Mexico, Moscou et Washington du 29 décembre 1972 au 31 décembre 1973 (n° 2300) [13 mai 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique, ensemble deux annexes et un acte final, ouverte à la signature à Paris du 4 juin 1974 au 30 juin 1975 (n° 2301) [13 mai 1976].

— **Lettre** apportant des rectifications au rapport annexé au projet de loi (n° 2268) portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2321) [25 mai 1976].

— **Projet de loi** portant approbation du VII^e plan de développement économique et social (n° 2346) [1^{er} juin 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur les droits fondamentaux des nationaux, signé à Brazzaville le 1^{er} janvier 1974 (n° 2386) [15 juin 1976].

— **Projet de loi** modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement (n° 2387) [15 juin 1976].

— **Projet de loi** relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante (n° 2388) [15 juin 1976].

— **Projet de loi** relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas (n° 2405) [17 juin 1976].

— **Projet de loi** relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 2410) [22 juin 1976].

— **Projet de loi** modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française (n° 2417) [23 juin 1976].

— **Projet de loi** modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2418) [23 juin 1976].

— **Projet de loi** modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des **mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° 2430) [29 juin 1976].

— **Projet de loi** relatif aux **sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° 2431) [29 juin 1976].

— **Projet de loi** relatif au **contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° 2432) [29 juin 1976].

— **Lettre à M. le président de l'Assemblée nationale** apportant des rectifications au rapport annexé au projet de loi (n° 2346) portant approbation du **VII^e plan de développement économique et social** (n° 2434) [29 juin 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de justice entre la **République française** et la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey) signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2496) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention sur la circulation des personnes** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2497) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière d'**enseignement supérieur** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble deux échanges de lettres, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2498) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble un échange de lettres, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2499) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération technique** en matière de personnel entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble cinq protocoles annexes, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2500) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération culturelle** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire**

du **Bénin** (alors République du Dahomey), signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2501) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2502) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** en matière de **pêche maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2503) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **marine marchande** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2504) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° 2505) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** tendant à améliorer le fonctionnement des **sociétés commerciales**, à protéger les actionnaires et à défendre l'épargne (n° 2510) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** permettant aux **magistrats** participant aux sessions de formation d'assister aux délibérés des juridictions (n° 2512) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des **maladies des animaux** (n° 2513) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la **convention consulaire** entre la **République française** et la **République populaire de Pologne**, signée à Paris le 20 février 1976 (n° 2514) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de navigation maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire de Chine**, ensemble un échange de lettres, signé à Pékin le 28 septembre 1975 (n° 2515) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'**informatique** et aux **libertés** (n° 2516) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie moléculaire relatif aux privilèges et immunités dudit laboratoire en France, signé à Paris le 3 mars 1976 (n° 2517) [2 octobre 1976].**

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention de la conférence de La Haye de droit international privé sur la loi applicable aux obligations alimentaires, signée par la France le 18 décembre 1973 (n° 2518) [2 octobre 1976].**

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention de La Haye de droit international privé concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires, signée par la France le 18 décembre 1973 (n° 2519) [2 octobre 1976].**

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention du 27 octobre 1956 entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le grand-duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, signé à Trèves le 28 novembre 1974 (n° 2520) [2 octobre 1976].**

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits, faite à La Haye le 2 octobre 1973 (n° 2521) [2 octobre 1976].**

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'agriculture et du développement rural :

• *à la question d'actualité :*

— **de M. Guerneur relative aux prix des jeunes bovins [8 juin 1973] (p. 1996, 1997).**

Réponses en qualité de Premier ministre :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Lavielle : Répartition des crédits exceptionnels d'aide aux collectivités locales [12 juin 1974] (p. 2609).**

— **M. Hage : Situation de l'éducation physique et sportive [12 juin 1974] (p. 2611) : rattachement des maîtres d'éducation physique et sportive au ministère de la qualité de la vie.**

— **M. Josselin : Campagne de tirs nucléaires [12 juin 1974] (p. 2612) : essais nucléaires souterrains lors de la prochaine campagne.**

— **M. Cointat : Eventualité d'une session extraordinaire [12 juin 1974] (p. 2612).**

— **M. Bernard Marie : Conditions de la révision de certaines pensions [12 juin 1974] (p. 2615).**

— **M. Pierre Weber : Grèves de l'ORTF [12 juin 1974] (p. 2615).**

— **M. Audinot : Situation à l'ORTF [19 juin 1974] (p. 2782, 2783).**

— **M. Goulet : Suppression de certaines administrations locales (postes et télécommunications, recettes buralistes, perceptions [19 juin 1974] (p. 2784).**

— **M. Jean-Pierre Cot : Composition du Gouvernement et création de secrétariats d'Etat autonomes [19 juin 1974] (p. 2786).**

— **M. Fillioud : Atteintes au monopole de l'ORTF [19 juin 1974] (p. 2786).**

— **M. Odru : Participation de la France au sommet atlantique [19 juin 1974] (p. 2786, 2787).**

— **M. Bardol : Ressources des personnes âgées [19 juin 1974] (p. 2788).**

— **Mme Chonavel : Augmentation des allocations familiales [19 juin 1974] (p. 2788).**

— **MM. Frédéric-Dupont, Max Lejeune et Lucien Neuwirth : Anciens harkis [16 octobre 1974] (p. 5084, 5085).**

— **M. Briane : Garantie de ressources aux travailleurs licenciés [16 octobre 1974] (p. 5085) : création d'un fonds de garantie de l'emploi.**

— **M. Stehlin : Politique de la France au Proche-Orient [23 octobre 1974] (p. 5350).**

— **M. Ginoux : Grèves dans les PTT [30 octobre 1974] (p. 5621).**

— **Procédure des questions au Gouvernement [30 octobre 1974] (p. 5622).**

— **M. Lucas : Revendications du personnel des PTT [30 octobre 1974] (p. 5623).**

— **M. Ralite : Licenciements et mutations pour délit d'opinion [30 octobre 1974] (p. 5624).**

— **Procédure des questions au Gouvernement [6 novembre 1974] (p. 5934).**

— **M. Ballanger : Opportunité d'un débat sur la situation économique et sociale du pays [6 novembre 1974] (p. 5937, 5938) : importantes négociations engagées par le Gouvernement avec toutes les organisations syndicales afin de protéger les intérêts des salariés en cas de licenciements collectifs ; augmentation récente du salaire minimum interprofessionnel de croissance ; augmentation de 21 % du minimum vieillesse.**

— M. Claudius-Petit : Grève des détaillants en fuel [6 novembre 1974] (p. 5940).

— M. Julia : Remboursement aux hôpitaux de sommes dues par la sécurité sociale [6 novembre 1974] (p. 5940).

— M. Omar Farah Iltireh : Situation des militaires du territoire français des Afars et des Issas [6 novembre 1974] (p. 5941).

— M. Ducoloné : Solution des conflits en cours (PTT) [20 novembre 1974] (p. 6789).

— M. Maurice Andrieu : Situation des personnels de l'ORTF : respect du programme minimum ; évacuation des locaux occupés de l'ORTF [27 novembre 1974] (p. 7101).

— M. Odru : Relations entre les services de police français et étrangers [4 décembre 1974] (p. 7376).

— M. Simon-Lorière : Incidents de Draguignan dus au transfert de la préfecture à Toulon [11 décembre 1974] (p. 7670, 7671).

— M. Jean-Claude Simon : Politique d'aménagement rural [11 décembre 1974] (p. 7673).

— M. Rigout : Majorité requise au sein de la Communauté [18 décembre 1974] (p. 8042).

— M. Bécam : Pollution du littoral méditerranéen [18 décembre 1974] (p. 8044).

— M. Hamel : Place de la politique familiale dans le VII^e Plan [18 décembre 1974] (p. 8048).

— M. Defferre : Centre de transit d'Arenc à Marseille [30 avril 1975] (p. 2275) : défense des libertés.

— M. Baudis : traitement télé-informatique des chèques postaux à Toulouse [14 mai 1975] (p. 2642).

— M. Paul Duraffour : Compétence du Premier ministre en matière économique [14 mai 1975] (p. 2647) : hommage à la compétence du ministre de l'économie et des finances.

• aux questions orales avec débat de :

— MM. d'Aillières (n° 19568), Le Theule (n° 19715), Villon (n° 19718), Max Lejeune (n° 19761), Chevènement (n° 19796) : Problèmes de défense [21 mai 1975] (p. 2942) : la France, pays pacifique ; décourager l'agression ; la valeur de l'arsenal nucléaire ; une défense indépendante ; l'absence de changement dans la politique de défense de la France ; un monde dangereux ; poursuivre notre politique dans le domaine nucléaire et dans celui des armements conventionnels ; une politique à la mesure de nos possibilités ;

la complexité des armements et la formation des cadres et spécialistes ; améliorer la condition militaire ; l'aspect psychologique et moral du problème ; l'absence d'identification de l'adversaire et de localisation du théâtre d'opération ; les incidents regrettables et scandaleux dont les armées sont l'objet ; les tentatives faites pour détruire l'institution militaire ; prendre en compte l'évolution de la société militaire ; l'intérêt porté par l'opinion publique aux problèmes de défense ; le coût des soldats de métier ; associer les enfants de la nation à son effort de défense ; (p. 2943) : les vertus du service militaire obligatoire ; concilier le défi lancé à notre économie et l'obtention des moyens nécessaires à notre défense.

• aux questions au Gouvernement de :

— M. Alain Vivien : Incidents dans le territoire français des Afars et des Issas [28 mai 1975] (p. 3291) : demande à M. Alain Vivien de retirer ses propos relatifs à l'élection de M. Ali-Aref.

— M. Legendre : Annulation d'un concours d'entrée à l'école normale en Eure-et-Loir [4 juin 1975] (p. 3655, 3656) : réception des délégations d'élus dans les ministères.

— M. Valleix : Avenir de l'aviation européenne [11 juin 1975] (p. 3973, 3974) : décision prise par certains de nos partenaires dans le « marché du siècle » en contradiction avec leurs déclarations d'intention ; développement de l'industrie aéronautique européenne ; études pour la réalisation d'un véritable avion de transport européen.

— M. Alain Bonnet : Mise en œuvre des réformes [18 juin 1975] (p. 4362) : la transformation progressive de notre société ; les textes fondamentaux adoptés par le Parlement en faveur de la femme et des personnes âgées.

— M. Ballanger : Provocations patronales [25 juin 1975] (p. 4716) : relevé des interventions des leaders politiques et syndicaux fait le 23 juin à la radio-télévision.

— M. Schnebelen : Incitations à la création de comités de soldats [26 novembre 1975] (p. 8959) : gravité de l'action menée par le parti socialiste ; impossibilité de vouloir une défense nationale indépendante et d'organiser le désordre et la subversion dans les armées ; intention du Gouvernement de prendre une initiative importante pour décourager les entreprises de subversion.

— M. Ginoux : Difficultés financières de la sécurité sociale [26 novembre 1975] (p. 8959) : examen de l'ensemble du problème par le Gouvernement ; recherche d'une solution tenant compte de la conjoncture

budgétaire économique et sociale ; organisation d'un débat sur cette question à la session de printemps.

— **M. Joseph Legrand : Difficultés financières de la sécurité sociale** [26 novembre 1975] (p. 8960).

— **M. Gau : Difficultés financières de la sécurité sociale** [26 novembre 1975] (p. 8963) : les décisions du Gouvernement seront prises dans le cadre des procédures constitutionnelles.

— **M. Defferre : Défense nationale** [3 décembre 1975] (p. 9262) : le tract du parti socialiste relatif à la création de comités de soldats reconnus comme seuls organismes représentatifs dans les unités.

— **M. Ballanger : Opportunité d'un débat de politique générale** [14 avril 1976] (p. 1716) : le Parlement, lieu par excellence du débat politique ; l'organisation de six grands débats de caractère politique : question agricole ; politique étrangère, problèmes industriels à travers la réforme de l'entreprise ; politique de défense, sécurité sociale ; ensemble des problèmes économiques et sociaux, vote du VII^e Plan ; la possibilité pour M. Ballanger de déposer une motion de censure.

— **M. Lavielle : Gemmage dans le massif forestier d'Aquitaine** [28 avril 1976] (p. 2251).

— **M. Billotte : Déclaration du chancelier fédéral allemand** [5 mai 1976] (p. 2625) : l'« étonnement » des autorités françaises devant les déclarations de M. Schmidt ; le rôle joué par le général de Gaulle dans les accords franco-allemands de 1963 ; les démarches faites par l'ambassadeur de France auprès du Gouvernement allemand.

— **M. Debré : Obligations de la Commission économique européenne** [16 juin 1976] (p. 4181) : la réaction du Gouvernement au cas où l'opération de cartellisation se poursuivrait.

— **M. Baillot : Présence de l'ambassadeur de France dans un meeting électoral italien** [16 juin 1976] (p. 4184) : les diplomates assistent, en tant qu'observateurs, aux réunions politiques auxquelles ils sont invités ; présence des ambassadeurs des pays de l'Est au dernier congrès de l'UDR.

— **M. Fillioud : Indemnisation des travailleurs privés d'emploi** [23 juin 1976] (p. 4544) : respect des engagements mais contrôles pour éviter tout abus.

— **M. J.-C. Simon : L'allocation de chômage** [23 juin 1976] (p. 4549) : l'appel à la solidarité nationale fait par le Gouvernement pour venir en aide aux travailleurs frappés de chômage ; le système d'indemnisation très per-

fectionné dont dispose la France ; l'application des dispositions propres à éviter les abus.

— **M. Soustelle : Otages de l'Airbus** [30 juin 1976] (p. 4950) : l'indignation du Gouvernement devant cet acte de piraterie.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de l'agriculture et du développement rural :

1973

— **Déclaration sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [3 mai 1973] (p. 998) : l'importance exceptionnelle de ces négociations, leur complexité, leur premier objectif : alignement des positions en matière de prix agricoles, raisons de l'importance de l'enjeu ; fait l'historique de la négociation ; rappelle les propositions de la commission, concernant le rattrapage monétaire, leurs conséquences financières économiques et sociales (p.999) : l'aide à l'agriculture défavorisée, la directive sur l'aide à apporter aux agriculteurs dans les zones de montagne, l'attitude de la Grande-Bretagne et de l'Italie sur ce problème ; précise les réactions de la France, face aux propositions de la commission ; son approbation des objectifs définis par le rattrapage monétaire ; la nécessité du retour à l'unité des prix ; le désaccord de la France sur les propositions concernant les prix agricoles ; leur insuffisance ; le vœu de la France d'obtenir une meilleure hiérarchie des prix ; le désaccord avec la directive concernant les zones défavorisées ; souligne le caractère d'assistance de ce texte ; l'influence des idées de M. Mansholt dans sa rédaction ; la nécessité d'une incitation nécessaire à une augmentation des productions agricoles ; le caractère coûteux de la directive ; son inadaptation à nos besoins ; contradiction entre ce texte et les exigences de notre agriculture ; absence de tout régime d'aide aux troupeaux de vaches laitières ; caractère trop contraignant des conditions d'octroi de la dotation d'installation prévue en faveur des jeunes agriculteurs ; caractère plus libéral du régime français ; (p. 1000) : rappelle la position de nos partenaires sur les propositions de la commission : l'hostilité de la République fédérale allemande au rattrapage monétaire, à une forte augmentation du prix du lait ; les positions anglaise et italienne en faveur de la reconduction pure et simple des prix agricoles ; le ralliement de l'ensemble de nos partenaires, à l'exception de la Grande-Bretagne et de l'Italie, aux réserves exprimées par la France à l'égard de la directive sur l'aide aux zones défavorisées ;

les difficultés de la négociation ; l'initiative du ministre belge de l'agriculture de proposer un compromis ; la décision du Conseil des communautés d'ajourner ses travaux ; les visites effectuées à ses collègues ; la suggestion de la France de demander à la commission d'élaborer un compromis ; rend hommage au travail de la commission ; l'opposition de la RFA et des Pays-Bas à ce compromis ; l'initiative conjointe de la France et de la commission auprès de l'Allemagne fédérale ; l'acceptation finale d'un compromis global ; (p. 1001) : analyse ce compromis ; la révision du système des montants compensatoires ; les décisions concernant les prix ; la résolution sur la montagne et les zones défavorisées ; l'indemnité compensatoire à l'unité de gros bétail ; les dispositions annexes ; les primes en faveur de l'élevage ; les mesures visant l'importation de maïs par l'Italie ; les conséquences qu'aurait eues le refus de ce compromis ; les observations qu'il appelle de la part de la France ; (p. 1002) : les problèmes du lait ; estime qu'un important effort de réflexion est nécessaire, qu'il ne faut pas recourir exclusivement à la hausse des prix ; s'interroge sur les intentions réelles de nos partenaires quant à l'avenir du Marché commun ; précise qu'un marathon et un compromis de cette nature ne peuvent se renouveler, que tout est lié aux progrès de l'union économique et monétaire ; rappelle les éléments de satisfaction qu'il retire de ce compromis en ce qui concerne le rattrapage monétaire, la hiérarchie des prix, la confirmation de la politique agricole commune ; dément les informations de la presse étrangère annonçant un débat à l'automne entre le conseil et la commission sur les connaissances et les principes mêmes du Marché commun ; confirme qu'une réunion aura lieu avec le ministre des finances pour examiner les modalités techniques du retour à l'unité des prix ; estime que l'Europe est sortie grandie de cette épreuve ; se déclare satisfait par les résultats obtenus ; estime indispensable d'insérer notre agriculture dans un cadre européen [4 mai 1973] (p. 1003) : aide à l'élevage (p. 1054) : plan concernant la viticulture (p. 1066) : indemnisation des dégâts causés par le gibier (p. 1069) : agriculture de la Réunion et des Antilles françaises ; (p. 1070) : devenir de la politique agricole commune ; intérêts pour la France de cette politique (financier, économique, politique) ; attaques contre la CEE de l'extérieur (Etats-Unis), mais aussi de l'intérieur ; impossibilité de modifier les mécanismes communautaires.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées**

agricoles (n° 198). **Première lecture. Discussion générale** [15 mai 1973] (p. 1251) : initiative du CNJA ; politique sociale et politique de structure ; absence de statut des aides familiaux ; insuffisance de leur rémunération ; conséquence économique de cette situation ; décisions de la conférence annuelle du 29 septembre 1972 ; application du régime prévu par la loi du 16 juillet 1971 sur l'apprentissage ; problème des aides familiaux âgés de plus de dix-huit ans ; importance de l'aspect psychologique ; (p. 1252) : caractère incitatif de l'action à mener ; mise en place d'un cadre par l'Etat ; concertation préalable avec les organisations professionnelles ; dispositions du statut ; son caractère contractuel ; situation des associés d'exploitation mariés ; facilités accordées pour leur installation ; incidence directe du statut sur les structures. **Discussion des articles : Article premier** (p. 1256) : ses observations sur les amendements : maintien de la notion d'aide familiale ; caractère transitoire de l'assujettissement au statut d'associé d'exploitation ; maintien de la limite d'âge à trente-cinq ans ; philosophie incitatrice du projet ; application du statut de l'apprenti aux jeunes de seize à dix-huit ans ; objectif différent du statut d'associé d'exploitation. **Article 2** (p. 1257) : sa réponse à M. Brugnon ; partie du texte modifiée par les amendements ; questions relevant des décrets d'application ; son désir de rouvrir la concertation avec les organisations professionnelles ; son opposition à l'amendement de M. Dutard ; critère de représentativité des organisations professionnelles agricoles ; (p. 1258) : ses observations sur les amendements relatifs au congé de formation, son engagement en ce qui concerne les dispositions réglementaires ; (p. 1260) : ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis. **Après l'article 2** (p. 1260) : son opposition à l'amendement de M. Brugnon tendant à définir la rémunération des associés d'exploitation. **Article 3** (p. 1261, 1262) : son opposition aux amendements de MM. Cointat et Brugnon ; **Article 5** : (p. 1265) : ses observations sur l'amendement de M. Gissinger, son opposition ; **Article 6** (p. 1266) : ses précisions sur le texte de l'article ; observations sur l'amendement de M. Bécam. **Après l'article 6** (p. 1267) : ses observations sur l'amendement de M. Cointat ; **Article 7** (p. 1268) : son amendement ; **Article 8** (p. 1269) : ses observations sur l'amendement de M. Cointat : suppression du délai de deux ans prévu pour l'installation des associés mariés ; (p. 1270) : son opposition à l'amendement de M. Dutard ; **Article 9** : sa réponse à M. Brugnon. **Seconde délibération : Article premier** (p. 1271) : son amendement tendant à rétablir le texte initial en ce qui con-

cerne les limites d'âge. **Article 2** (p. 1272) : son amendement ; lien entre le congé de formation et la prise en compte des frais de formation : sa conclusion au débat. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2561) : ses observations sur les modifications apportées par le Sénat ; principe de la limite d'âge à trente-cinq ans ; exception apportée par le Sénat ; incidence de cette limite sur le plan économique et les structures agricoles ; incompatibilité d'une exception à la règle avec l'esprit du texte ; son opposition à l'amendement du Sénat ; caractère limitatif des dispositions relatives au congé de formation ; non-limitation du champ d'application des conventions ; son opposition à l'amendement du Sénat ; amendements du Gouvernement. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2562) : son amendement rétablissant à trente-cinq ans la limite d'âge de l'associé d'exploitation. **Article 4** (p. 2563) : son amendement tendant à replacer le congé de formation dans un cadre conventionnel. **Article 5** (p. 2564) : ses deux amendements ; ses remerciements à la suite du vote du projet ; importance du texte ; son respect de la structure libérale de notre agriculture.

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion en agriculture** (n° 449). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2559) : insuffisance des dispositions légales en matière d'assurance vieillesse ; fixation à cinquante-cinq ans de l'âge ouvrant droit à pension de réversion au bénéfice des veuves d'exploitants ; application des dispositions de l'article 1122 du code rural ; suppression de la condition mise à l'âge du chef de l'exploitation au moment de son décès ; (p. 2560) : sa réponse à M. de Gastines : étude par le Gouvernement de sa suggestion tendant à assurer l'égalité entre les mères de famille sur le plan du régime social ; sa réponse à Mme Stéphan : caractère général des problèmes des veuves, études entreprises par le Gouvernement sur cette question.

— **Projet de loi relatif à l'extension des accords de retraite et de prévoyance concernant les salariés des professions agricoles** (n° 444). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2565) : sauvegarde des droits acquis, définition de la procédure.

— **Proposition de loi tendant à rendre applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 12 avril 1941 relative à la production, au commerce, à l'utilisation des chevaux et des mulets.** (n° 92). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2568) : son accord sur le texte de la proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [6 novembre 1973] (p. 5244) : souscrit à l'analyse des phénomènes communautaires faite par M. de Gastines ; sa précision quant au fait que le prix du lait est payé aux producteurs hollandais à un niveau sensiblement inférieur à celui dont bénéficient les producteurs français ; absence de manœuvre du gouvernement hollandais ; indique que cela résulte d'une organisation professionnelle de la production laitière en vertu de laquelle la capacité commerciale doit passer avant le niveau même du prix payé aux producteurs ; [7 novembre 1973] (p. 5272) : sa mise au point au sujet de la clause de pénurie ; précise à M. Pierre Villon que c'est en raison de l'action systématique du Gouvernement que cette clause a été supprimée avant terme ; (p. 5273) : précise à M. Pierre Villon que le Gouvernement n'a jamais demandé ni envisagé de demander l'application de la clause de pénurie pour le porc ; s'inscrit en faux contre l'affirmation selon laquelle le prix d'intervention sur le marché de la viande bovine serait supérieur en RFA au prix d'intervention en France ; intervention limitée en Allemagne aux catégories les plus élevées ; intervention en France sur l'ensemble des catégories de viande bovine ; (p. 5274) : confirme à M. Lucien Richard son intention de réaliser la quatrième école vétérinaire en 1975 ; crédits d'études nécessaires figurant au projet de loi de finances pour 1974 ; (p. 5277) : précise à M. Daillet que l'ensemble des mesures sociales annoncées par le ministre de la santé publique seront étendues à l'agriculture et financées par le BAPSA sans majoration de la cotisation ; (p. 5285) : expose les grandes lignes de la politique du Gouvernement : budget marquant la priorité donnée aux problèmes agricoles ; agriculture puissante, rentable et libérale ; évolution des marchés mondiaux et perspectives de pénurie en matière de produits agricoles et alimentaires ; nécessité pour la France de développer sa puissance agricole dans un cadre libéral et un contexte européen ; raisons économiques ; évolution démographique mondiale ; accroissement de la demande, besoins des pays en voie de développement ; inquiétude de la FAO quant à la pénurie ; (p. 5286) : remise en exploitation de superficies agricoles aux Etats-Unis ; excédent de notre balance agricole, intérêt financier d'un maintien d'un potentiel humain à la campagne, raisons sociales, équilibre de notre société ; modernisation et développement de l'exploitation à responsabilité personnelle ; échec de l'exploitation industrielle capitaliste ou socialiste ; politique

agricole commune ; niveau de vie des agriculteurs ; son intention d'obtenir de la communauté l'augmentation des prix agricoles à la production et une meilleure hiérarchisation des prix en faveur des productions animales ; son argumentation à l'encontre de l'idée selon laquelle l'agriculture est l'un des principaux moteurs des tensions inflationnistes ; (p. 5287) : ne pense pas que l'agriculture soit actuellement responsable des tensions inflationnistes ; sécurité de la vie agricole ; inorganisation du marché de l'élevage ; organisation communautaire ou nationale des marchés ; intervention permanente en matière d'élevage ; sa réponse à M. Bayou sur le prix de référence du vin ; mode de vie des agriculteurs ; équipements agricoles ; bonifications d'intérêt du crédit agricole ; taux d'accroissement des crédits d'équipement collectif ; sa référence au rapport d'exécution du VI^e plan ; confirme que les engagements pris à Provins seront tenus en ce qui concerne les adductions d'eau et l'électrification rurale ; déconcentration de la décision avec la participation des représentants des agriculteurs à son élaboration ; conférences agricoles annuelles ; (p. 5288) : priorités de ce budget ; développement de la production, effort soutenu en faveur de l'élevage, amélioration des mécanismes de concertation et d'élaboration de la décision ; mission de la commission nationale d'orientation de l'élevage ; commissions régionales d'orientation ; conseil de direction de l'ONIBEV ; soutien et garantie du niveau des agriculteurs ; intervention permanente ; sa demande d'un nouveau relèvement du prix d'intervention de la viande bovine ; sa réponse à M. Baudoin sur le prix du lait ; excédents de beurre, amélioration de la productivité ; fait le point en ce qui concerne l'ONIBEV ; (p. 5289) : organisation du marché du lait : prochaine mise en place d'une organisation interprofessionnelle du marché fondée sur le principe contractuel ; prix minimum garanti du lait ; compétitivité de nos exploitations d'élevage ; crédits de financement de la modernisation de l'élevage ; prêts spéciaux d'élevage ; raisons de la stabilité du niveau des subventions aux bâtiments d'élevage ; programme de lutte contre la brucellose ; effort en matière d'amélioration génétique, contrats régionaux d'équilibre lait-viande par le FORMA ; (p. 5290) : problèmes du vin ; politique de rénovation du vignoble méridional ; sa proposition en accord complet avec la profession à la commission de Bruxelles de modifier le règlement viti-vinicole ; contrats de stockage à long terme ; sensibilité du marché du vin ; sa demande d'une nouvelle amélioration de la préférence communautaire en ce qui concerne les fruits et légumes, conventions entre le FORMA et l'AFCOCEL ; modernisation des structures et contrainte fon-

cière ; (p. 5291) : résultats de l'IVD, projet de réforme de l'I.V.D., commission *ad hoc* présidée par M. Bertrand Denis, maître du foncier et action des SAFER, prochain projet de loi tendant à donner aux SAFER les moyens de s'introduire dans les groupements fonciers agricoles pour faciliter leur mission de restructuration ; plans de développement prévus par la directive communautaire du 17 avril 1972 ; prêts pour la modernisation des exploitations, réforme du statut du fermage, accroissement du capital d'exploitation ; groupements fonciers agricoles ; annonce la publication incessamment du décret concernant l'acquisition par les agriculteurs de parts de groupements fonciers agricoles et le nantissement des parts de GFA ; politique d'aide à la montagne, dotations d'installation aux jeunes agriculteurs, prime à la vache ; sa réponse à M. Simon sur l'opportunité qu'il y aurait eu à affecter les crédits de prime à la vache à l'équipement agricole des collectivités ; aide devant s'adresser aussi bien aux vaches de race à viande qu'aux vaches laitières, aide au ramassage du lait, aide accrue aux investissements ; (p. 5292) : crédits du fonds d'action rurale ; crédits de rénovation rurale ; formation professionnelle ; fait le point en matière d'enseignement agricole ; sa réponse à M. Bayou sur l'établissement de la carte scolaire ; estime qu'un effort de réflexion important doit être entrepris, enseignement privé, étude des possibilités de réforme, réunion d'un groupe de travail ; établissement de la carte scolaire conforme aux conclusions retenues ; réfute les observations relatives au démantèlement de notre enseignement agricole ; rend hommage aux maisons familiales ; augmentation du « taux journalier de subvention » ; (p. 5293) : mesures prises en faveur de l'enseignement privé : déblocage du système des prêts à caractéristiques spéciales, substitution d'un système de subventions au système des prêts bonifiés ; sa réponse à M. Voisin sur le déblocage des prêts à caractéristiques spéciales, priorité à l'enseignement vétérinaire ; rappelle à M. Richard que la construction de la quatrième école vétérinaire à Nantes sera entreprise en 1975 ; protection sociale, augmentation des cotisations comparables à l'évolution du revenu agricole, application aux agriculteurs des mesures sociales arrêtées par le Gouvernement ; régime de base unique et absence d'incidence sur les structures des régimes sociaux ; rend hommage à la mutualité sociale agricole ; (p. 5294) : réfute les critiques adressées à la politique agricole commune ; coût de la politique agricole commune ; ses observations sur la balance positive pour la France du FEOGA ; fluctuations monétaires et politique agricole commune ; montants compensatoires ; s'inscrit en faux contre l'assertion se-

lon laquelle la politique agricole commune est, sur le plan mondial, un élément de perturbation et de protectionnisme, principe de la politique agricole commune : éléments non négociables pour la France ni à l'extérieur ni à l'intérieur de la Communauté ; ses observations sur le mémorandum de la commission de Bruxelles ; (p. 5299) : sa réponse à M. Chamant ; caractère prioritaire de l'encouragement à la production de races à viande ; son accord pour l'établissement d'un plan concernant la race charolaise ; (p. 5302) : précise à M. Zeller qu'il n'a pas l'intention de changer ses positions pour ce qui est des textes concernant l'IVD et les plans de développement, mis au point avec la profession et avec le Parlement, de fonctionnement de l'INRA ; dotation budgétaire de l'INRA ; travaux d'équipement prévus pour 1974 ; crédits ; (p. 5315) : sa réponse aux orateurs sur l'insuffisance des crédits mobilisés par les ouvriers de l'INRA à statut particulier ; s'engage à pallier l'insuffisance des crédits si elle lui était sérieusement démontrée ; (p. 5326) : sa mise au point sur les importations de vins d'Italie ; rappelle à M. Balmigère la libre circulation des vins dans la Communauté, l'absence actuelle d'importation de vins d'Italie, l'exportation vers l'Italie de vins produits dans le Midi ; position de la France à l'égard des importations de vins en provenance d'Afrique du Nord, contrats de stockage à long terme, abaissement du tarif douanier pour les vins algériens, importance du prix de référence ; sa précision quant au niveau des stocks ; (p. 5330) : sa réponse à M. Bonhomme : report de la date d'application de la directive communautaire sur l'effilé et l'évisceré ; ses observations sur l'organisation du secteur de l'aviculture ; (p. 5333) : sa réponse à M. Pierre Joxe ; contenu du programme commun de la gauche en matière agricole ; représentativité des dirigeants des organisations agricoles ; (p. 5336) : sa réponse à M. Xavier Deniau sur les dotations du FEOGA ; souscrit à ses vues sur les cumuls, renforcement de la réglementation des cumuls prévu par le projet de réforme de l'IVD ; (p. 5337) : ses réponses aux orateurs : situation du marché de la viande bovine ; (p. 5338) : moyens de l'ONIBEV, lutte contre la brucellose, problème des protéines, marché du lait, fromage de garde ; (p. 5339) : productions des DOM, mémorandum de la commission de la CEE concernant certains aménagements à apporter à la politique agricole commune, aménagement rural, crédits d'adductions d'eau et programme de Provins, r e m e m b r e m e n t , bâtiments d'élevage ; (p. 5340) : prêts, enseignement agricole, INRA, enseignement public et enseignement privé, maisons familiales, réforme de l'enseignement ; ses observations sur le budget.

Etat B - Titre III (p. 5341) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Bonhomme tendant à supprimer la dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; sa réponse à M. Pranchère sur le rapport Vedel, modalités de mise en œuvre de la dotation d'installation ; (p. 5342) : motifs de sa création, période d'expérimentation ; (p. 5343) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Montagne : réduction des crédits du tiers aux effectifs des personnels de l'enseignement agricole, enquête systématique sur les situations dénoncées par l'orateur ; reconnaît l'insuffisance de l'encadrement et les erreurs de mandatement des traitements, instructions données pour examiner les raisons de cette situation. **Etat B - Titre IV** (p. 5343) : s'oppose à l'amendement de M. Daillet : réduction des crédits de l'enseignement agricole privé ; (p. 5344) : sa réponse à l'intervention de M. Villon pour un fait personnel, démenti du ministre de l'agriculture à une information du bulletin *Agra-France* : demande par la France de l'application de la clause de pénurie à la viande de porc.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole (n° 725). Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6486) : sa référence à une analyse de la loi du 6 mai 1919 relative aux appellations d'origine ; évolution de la législation ; confiance mise par les acheteurs dans les appellations d'origine ; dangers de la confusion entre appellation d'origine contrôlée et appellation d'origine ; volume des AOS ; qualité et personnalisation des vins de table ; position des professionnels ; (p. 6491) : ses arguments en faveur du rejet de la motion de renvoi. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 6493) : ses arguments en faveur du retrait des amendements de MM. de Montesquiou et Duroure : préservation de l'appellation des vins AOS ; (p. 6495) : s'oppose à l'amendement de M. Bayou : classement des vins par une commission paritaire ; s'oppose à l'amendement de M. Spénale ; s'oppose à l'amendement de M. Bayou ; (p. 6497) : sa réponse à M. de Rocca Serra sur les problèmes de la viticulture corse ; (p. 6497, 6498) : s'oppose à l'amendement de M. Spénale : mesures transitoires pour les vins AOS de teneur en stock ; ses assurances quant à la solution qui sera apportée au problème.

— **Projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 275). Deuxième lecture. Discussion générale.**

rale [12 décembre 1973] (p. 6872) : simplification de la législation et de la réglementation, insuffisance des terres disponibles ; (p. 6873) : réforme du régime de l'IVD portant sur la cessation d'activité et la succession des chefs d'exploitation âgés, suppression de l'indemnité complémentaire de restructuration « IVD père-fils » ; rétroactivité du texte au 1^{er} janvier 1971 ; régime de l'IVD non complément de retraite ; suppression des discriminations catégorielles ou géographiques ; conditions d'âge ; (p. 6874) : aménagement du régime des cumuls ; aspect réglementaire de la réforme ; données financières et statistiques concernant l'IVD : « IVD soixante-soixante-cinq ans » et effort d'accélération de la libération des terres ; (p. 6875) : accord des organisations professionnelles et syndicales les plus représentatives sur le projet ; position de la commission de Bruxelles à l'égard du projet ; (p. 6878) : répond à M. Lassère sur le maintien du bénéfice d'une IVD déjà accordée. **Discussion des articles** (p. 6881). **Article 1 A** : accepte l'amendement de suppression de M. Piot. **Article 1 B** (p. 6882) : sa réponse à M. Glon : ventes par adjudication volontaire sous menace de vente judiciaire ; IVD et limite des superficies ; (p. 6883) : son amendement : régime de l'IVD ; s'oppose aux sous-amendements de M. Briane ; accepte le sous-amendement de M. Piot ; (p. 6884) : demande le retrait du sous-amendement de M. Bernard : caractère réglementaire des modalités de réversion de la prime d'apport structurel ; sa réponse à M. Hamel : agriculteurs ayant un taux d'invalidité de 100 % ; (p. 6885) : demande le retrait du sous-amendement de M. Bernard : conditions demandées aux cessionnaires ; domaine réglementaire ; (p. 6887) : oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement de M. Bernard : pouvoirs de la commission départementale en cas d'impossibilité d'affecter les terres ; ses arguments en faveur du retrait du sous-amendement de M. Bizet : maintien d'une exploitation de subsistance ; son sous-amendement : détermination de la réglementation applicable pour l'octroi de l'IVD ; (p. 6888) : accepte le sous-amendement de M. Piot : conditions d'application de la rétroactivité ; ses arguments en faveur du retrait du sous-amendement de M. de Gastines : modalités d'établissement de la prime d'apport structurel ; dispositions contraires à la politique agricole menée ; domaine réglementaire ; (p. 6889) : répond aux arguments de M. de Gastines ; (p. 6890) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; ses arguments en faveur du retrait du sous-amendement de M. Bernard : fourchette impartie aux commissions départementales des structures ; son sous-amendement tendant à prolonger de huit ans l'existence

du FASASA ; (p. 6891) : demande le retrait du sous-amendement de M. Méhaignerie : sanctions administratives afférentes à la réglementation des cumuls. **Troisième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1973] (p. 7214) : accepte le texte voté par le Sénat ; répond aux questions du rapporteur : période transitoire de six mois ; respect des engagements pris, renouvellement des baux ; (p. 7215) : situation des preneurs bénéficiaires de l'indemnité d'attente ; (p. 7216) : ses remerciements après le vote du texte.

— **Proposition de loi tendant à conférer l'appellation « Saint-Emilion » à des crus ayant actuellement l'appellation « Sables Saint-Emilion »** (n° 796). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6893) : ses arguments en faveur de l'adoption de la proposition de loi ; son amendement : droit d'intervention de l'INAO.

En qualité de Premier ministre :

1974

— **Associe le Gouvernement à l'hommage à la mémoire de Léon Feix** [5 juin 1974] (p. 2490).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° 986) [5 juin 1974] (p. 2490) : l'exemple admirable de Georges Pompidou ; action définie par le Président de la République : ambition pour la France, ambition pour les Français ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; amélioration de la condition militaire ; coopération active et amicale sur un pied de stricte égalité avec les Etats-Unis ; les pays de l'Europe de l'Est font partie de l'Europe ; la paix nécessite que les richesses soient également réparties ; l'organisation nécessaire des marchés des produits de base ; construction de l'Europe, condition d'une prospérité française ; demande britannique inconciliable avec les objectifs fondamentaux de la Communauté ; (p. 2492) : réaliser d'ici à la fin de la décennie l'union européenne ; la note à payer du pétrole s'élève à 30 milliards de francs par an ; la hausse des autres matières premières accélère aussi l'inflation ; comportement des agents économiques dérégulé ; les travailleurs ont accru leur pouvoir d'achat ; (p. 2493) : nécessité de réagir ; deux objectifs prioritaires : rétablissement de l'équilibre extérieur, ralentissement du rythme d'augmentation des prix ; adaptation des méthodes et des objectifs du VII^e Plan ; (p. 2494) : réduction des insécurités ; un secrétariat d'Etat à la condition féminine ; problème de l'interruption de grossesse réglé avant la fin de l'année ; meilleure insertion des travailleurs immigrés dans la société française, création

d'un secrétariat d'Etat ; les plus-values devront être traitées comme des revenus ; cinq actions essentielles pour rendre la vie plus agréable dans un monde plus humain ; protection de la nature, humanisation de la vie urbaine, amélioration des conditions de travail, aménagement des loisirs, allègement du formalisme administratif ; (p. 2495) : création de comités d'usagers présidés par des parlementaires en mission ; réforme de l'entreprise pour introduire la démocratie dans les relations du travail ; (p. 2496) : en réponse à M. Jean-Pierre Cot ; (p. 2499) : déficit de notre balance extérieure ; estimation 15 à 20 milliards par an. **Répond aux orateurs** [6 juin 1974] (p. 2527) : des mesures plus précises seront arrêtées par le Gouvernement qui n'a pas encore eu le temps d'en délibérer ; le dialogue proposé à l'opposition n'est en rien une aumône ; les « énarques de l'opposition » ; assure que les grands objectifs de l'UDR sont ceux du Gouvernement ; les réserves de participation dépassent 9 milliards ; (p. 2528) : donner aux collectivités territoriales les moyens de maîtriser les marchés fonciers ; pas de faiblesse devant les exigences américaines en ce qui concerne le tarif extérieur commun ; (p. 2529) pas de plan de limitation de la consommation populaire.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Vals** prononcé par M. Edgar Faure président de l'Assemblée nationale [2 juillet 1974] (p. 3233).

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 116). **Discussion générale** [23 juillet 1974] (p. 3647) : en réponse aux rappels au règlement de MM. Laudrin, Joxe et Rigout, précise qu'il est prêt à venir devant les commissions compétentes pour exposer la situation de l'agriculture ; présente ensuite les grandes lignes du projet de loi relatif à la radio-télévision ; objectifs fondamentaux ; radio-télévision libre et démocratique, mission de formation et d'apport culturel, permanence du service public, rigueur de la gestion ; (p. 3649) : les principes retenus : maintien du monopole, concurrence entre les unités, responsabilité des animateurs ; répartition de la redevance selon le critère de la qualité ; mesures de reclassement du personnel. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3746) : contre l'amendement n° 148 de MM. Marrette et Le Tac ; pas de rattachement des archives à l'établissement public de diffusion. **Commission mixte paritaire** [28 juillet 1974] (p. 3935) : amendement n° 4 du Gouvernement : regroupement des orchestres au sein de la société de radiodiffusion ; amendements n°s 1 et 2 du Gouvernement : représentation du Parlement limitée à un parlementaire dans chaque société ; amendement

n° 3 : limitation de la publicité à 25 % des ressources globales ; demande un vote unique.

— **Associe le Gouvernement aux éloges funèbres de M. Christian Fouchet** [2 octobre 1974] (p. 4660), de M. Franck Cazenave [2 octobre 1974] (p. 4661) et de M. Pierre Lepage [2 octobre 1974] (p. 4661).

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° 1178). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4798) : caractère durable de la crise actuelle ; deux grandes orientations à la politique décidée ; obtenir une moindre dépendance énergétique et modifier les comportements des consommateurs ; l'appel à des sources nouvelles d'énergie ; (p. 4799) ; fixation à 51 milliards de francs du plafond d'importation d'énergie ; pour le fuel lourd, mise au point de contrats avec les 1.200 plus grandes entreprises ; priorité absolue à donner aux transports collectifs ; réexamen des structures tarifaires du gaz et de l'électricité.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° 1179). **Discussion générale** [10 octobre 1974] : le projet du Gouvernement a un objectif précis et volontairement limité ; les idées de 1958 sur la nécessaire séparation des fonctions ministérielles et parlementaires conservent toute leur valeur ; (p. 4961) : les articles 23 et 25 de la Constitution apparaissent comme étrangers à l'évolution du régime marqué essentiellement par l'affirmation de l'autorité présidentielle ; la règle posée par l'article 25 peut être modifiée sans risque ; la perte définitive du mandat parlementaire peut dans certains cas influencer sur le comportement des ministres ; la réforme doit prendre effet à partir du début de la prochaine législature de l'Assemblée nationale ou du prochain renouvellement partiel du Sénat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4966) : hostilité à l'amendement n° 3 de M. de Broglie qui trouverait sa place dans la loi organique. **Après l'Article unique** (p. 4966) : amendement n° 2 du Gouvernement : mise en vigueur de la révision lors du prochain renouvellement de l'Assemblée nationale et après le prochain renouvellement partiel du Sénat ; adopté ; (p. 4967) : en réponse à M. Fanton : le cas des suppléants de sénateurs élus à la proportionnelle sera réglé par la loi organique.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177) [16 octobre 1974]. **Discussion des articles. Article 6** (p. 5112) : dénonce les présentations caricaturales du projet ; souligne les graves conséquences financières de

l'amendement voté à l'article premier ; demande une seconde délibération.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180) :

Services du Premier ministre. — Section V : Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité [19 novembre 1974] (p. 6711) : un outil de développement à moyen terme ; la procédure d'élaboration ; la crise ; des objectifs quantitatifs et qualitatifs ; la concertation ; (p. 6712) : le Conseil économique et social ; rapports au Parlement sur l'orientation préliminaire du VII^e Plan et sur les résultats de la concertation ; régionalisation ; le conseil de planification ; les moyens du commissariat général ; la préparation du VII^e Plan ; un débat au Parlement au printemps prochain ; (p. 6713) : maîtriser le futur.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Lasserre** [20 novembre 1974] (p. 6788).

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° 950). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7295) : hommage à Georges Pompidou ; l'art contemporain ; Beaubourg : recherche et confrontation créatrice ; la bibliothèque ; musique et cinéma ; (p. 7296) : le centre de création industrielle ; accès à la culture ; monument moderne ; concours international ; nouvelle renaissance.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7966) : l'utilité de cette motion de censure ; une affaire interne à l'opposition ; (p. 7967) : les promesses tenues du Président de la République ; le SMIC ; le minimum vieillesse ; la généralisation de la sécurité sociale ; l'élévation des prestations familiales ; la progression du pouvoir d'achat dans la fonction publique et le secteur nationalisé ; la solution du problème de l'auxiliariat ; les salaires dans les entreprises privées ; la protection contre les risques de perte d'emploi ; le droit des licenciements collectifs ; l'amélioration de la condition féminine ; la politique de l'immigration ; (p. 7968) : l'information ; la réforme de l'ORTF ; le reclassement des licenciés ; une crise mondiale ; le coût du pétrole ; ses conséquences sur la balance commerciale ; les causes de l'inflation ; le rétablissement des équilibres de l'économie française ; les prix ; la balance commerciale ; le chômage ; (p. 7970) : l'évolution récente des demandes d'emploi ; le retournement conjoncturel ; l'avenir de la production ; comparaison avec l'étranger ; (p. 7971) : l'inadaptation du programme commun à la situation d'aujourd'hui ; les contradictions chez les économistes de l'opposition ;

l'affaire Peugeot-Citroën ; l'indemnisation du chômage partiel ; l'indemnité de formation pour les jeunes demandeurs d'emploi ; le maintien du pouvoir d'achat et la progression des bas salaires ; les négociations dans la fonction publique et le secteur nationalisé ; (p. 7972) : l'amélioration des conditions de travail ; des mesures prématurées de relance ; le plan ; la dépendance énergétique ; la restructuration industrielle ; les silences de la motion de censure sur l'agriculture et la politique étrangère ; (p. 7973) : les divergences à l'intérieur de l'opposition ; l'inquiétude des Français ; la France à un carrefour ; la nécessité d'un effort commun ; une conception destructive de l'opposition ; le soutien de la majorité ; (p. 7989) : le temps de parole accordé à l'opposition et à la majorité à l'ORTF ; (p. 7990) : gagner les élections ou gagner les sondages.

— **Allocution de fin de session** [20 décembre 1974] (p. 8250) : assure l'Assemblée que le Gouvernement a apprécié l'effort exceptionnel fourni pendant les derniers mois ; impossibilité de séparer les mesures proprement économiques prises et les mesures à caractère plus directement social ; (p. 8251) : la procédure des questions « spontanées » ; remerciements à la presse et au personnel de l'Assemblée.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1436) : sa réponse à M. Mauroy : l'accord signé par les organisations professionnelles et syndicales concerne les licenciés et non les chômeurs ; (p. 1445) : conception que se fait du dialogue l'opposition qui refuse de rencontrer le Président de la République ; deux seules innovations dans la motion de censure : références à l'agriculture et à la politique de défense ; pas d'innovation dans les propositions : référence rituelle au programme commun, « bible vieillissante mais immuable » ; la motion de censure, moyen de se donner l'illusion de la cohésion ; (p. 1446) : première préoccupation du Gouvernement : faire face à la crise économique internationale ; rythme de hausse des prix ramené en un an de 17 à 10 % ; équilibre du commerce extérieur ; importance des contrats conclus avec les pays de l'Est et du Moyen-Orient ; stabilité et solidité du franc ; (p. 1447) : ralentissement de l'économie moindre en France qu'ailleurs ; absurdité du chiffre de un million de chômeurs ; 770.000 demandeurs d'emploi en février 1975 ; augmentation du nombre des demandeurs d'emploi inférieure à 2 % de la population active ; deux problèmes préoccupants ; aucune amélioration quant aux offres d'em-

ploi, niveau trop élevé du nombre des jeunes sans emploi ; (p. 1448) : en réponse à M. Ballanger, indication du coefficient permettant de passer du nombre des demandeurs d'emploi à la population disponible à la recherche d'un emploi ; actions du Gouvernement face aux licenciements : accord du 2 décembre 1974 appliqué par l'UNEDIC relatif aux licenciements pour cause économique, accords salariaux ; (p. 1449) : problème du chômage partiel : recherche d'une refonte du système d'indemnisation ; relance de l'économie par des mesures sélectives ; mesures en faveur des agriculteurs, des personnes âgées, des familles, soutien au secteur du bâtiment, aux investissements productifs ; problème de la défense ; absence de M. Mitterrand au cours du débat ; allocution télévisée du Président de la République du 25 mars 1975 : disposer nous-mêmes des moyens de notre défense en toutes circonstances ; (p. 1450) : refus déterminé de la France de réintégrer l'OTAN ; mensonge de ceux qui réclament une défense indépendante et qui en refusent les moyens ; possibilité de la France de doter ses forces des armes les plus perfectionnées ; nécessité d'une volonté nationale de se défendre ; tâche du Gouvernement : conduire le changement de la société ; (p. 1458) : sa réponse à M. Andrieu : le chiffre de 1,004 utilisé en matière de chômage ; (p. 1460) : les allocations versées aux chômeurs ; son souhait d'une réforme plus profonde de l'indemnisation du chômage partiel ; la somme de 0,84 F accordée pour le premier enfant ; (p. 1464) : sa réponse à M. Baillot : l'Euro-groupe ; l'absence de la France de cet organisme ; sa participation au système Nadge ; la délégation permanente de la France au conseil de l'Alliance atlantique ; la mission militaire française auprès des forces de commandement suprême des forces atlantiques ; le rôle des forces navales en Méditerranée ; la surveillance des bâtiments soviétiques ; les manœuvres de l'OTAN au large du Portugal ; (p. 1465) : sa réponse à M. Boulloche relative aux marchés iraniens.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Renouard** [23 avril 1975] (p. 1993).

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n^o 1685). Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3529) : la planification, outil essentiel de notre développement économique à moyen terme et instrument du progrès social ; donner une plus grande efficacité à la planification en concentrant la réflexion sur les grands problèmes ; la constitution de quatre commissions de synthèse ; la poursuite de la consultation des

régions ; la prise en compte de l'avis du Conseil économique et social ; le caractère contraignant du Plan ; les programmes prioritaires qui y seront contenus ; un choix qui devra porter sur les changements et sur les moyens nécessaires ; (p. 3530) : conduire le changement de la société française ; la réduction des inégalités, première priorité poursuivie par le Gouvernement ; aller au-delà de l'assistance aux plus défavorisés ; ne pas verser dans un égalitarisme utopique ; le rôle éminent des cadres ; poursuivre la lutte contre la pauvreté ; mieux répartir les revenus ; assurer une plus grande égalité des chances par l'éducation et la formation ; assurer le mieux vivre des Français ; la place nouvelle donnée aux aspects qualitatifs ; améliorer les conditions du travail ; adopter la politique suivie en matière d'habitat et pour les transports en commun ; stimuler l'essor des villes moyennes et freiner le dépeuplement des zones rurales ; (p. 3531) : accroître le rôle des collectivités locales ; clarifier les compétences respectives de l'Etat et de ces collectivités ; la modernisation des impôts locaux ; alléger les procédures de l'administration ; faire une plus grande place à l'initiative et à la responsabilité des travailleurs au sein des entreprises ; l'attachement du Gouvernement aux procédures contractuelles ; faire reposer l'économie sur des bases solides ; définir les moyens permettant le plein emploi ; maintenir une croissance soutenue de l'économie ; éviter le gaspillage ; le caractère peu sérieux des analyses concluant à un « capitalisme monopoliste d'Etat » ; (p. 3532) : les importantes mesures d'incitation à l'investissement prises par le Gouvernement ; les efforts importants qu'exige l'équilibre de nos échanges extérieurs ; la possibilité d'un équilibre durable de notre commerce extérieur ; maîtriser l'inflation ; assurer le redéploiement de nos secteurs productifs ; la nécessaire adaptation de nos entreprises ; les atouts que constituent notre agriculture, notre technologie et la puissance de notre industrie ; la définition d'une stratégie que constitue le rapport sur l'orientation préliminaire du VII^e Plan ; (p. 3533) : la croissance qui pourra ne plus être aussi forte et moins régulière que par le passé ; le renforcement de la protection des travailleurs privés d'emploi ; mener une politique reposant sur le souci de la croissance et le redéploiement industriel ; la concertation en vue d'abaisser l'âge de la retraite ; le dépôt d'une loi relative à la réduction de la durée maximale du travail ; atteindre à la fin du plan une durée moyenne de quarante heures ; l'insuffisante proportion des travailleurs nationaux dans les emplois manuels et la nécessité de revaloriser le travail manuel ; les difficul-

tés de l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi ; la nécessité d'un système de formation différente préparant au premier emploi ; (p. 3534) : la responsabilité du Gouvernement quant à un programme d'application immédiate tourné vers l'emploi des jeunes ; la formation professionnelle dispensée aux jeunes sans emploi ; l'incitation donnée aux entreprises en vue de la création d'emplois nouveaux ; la mise en place d'un nouveau régime de contrat « d'emploi-formation » ; les recrutements supplémentaires dans la fonction publique ; l'importante extension de l'aide publique aux jeunes travailleurs privés d'emploi ; assurer la progression économique et sociale dans le respect de la liberté ; (p. 3540) : l'absence de dispositions juridiques contraignantes dans le projet de loi ; la volonté du Gouvernement de voir l'Assemblée se prononcer par un vote unique ; (p. 3739) : sur l'intervention de M. Josselin ; sa remarque relative aux efforts de M. Ségard pour les produits agricoles ; (p. 3745) : sa réponse aux orateurs ; le reproche du caractère insuffisamment volontariste du rapport d'orientation ; la nécessité de concertation soulignée par M. Chaban-Delmas ; le caractère extrêmement préoccupant de notre démographie ; la mise en œuvre d'une politique plus affirmée de la famille ; déterminer un véritable statut de la famille ; élaborer une politique encourageante de l'augmentation du nombre des enfants ; la volonté du Gouvernement d'assurer un meilleur équilibre de notre société. **Discussion de l'article unique** (p. 3747) : sur l'amendement n° 2 de M. Hamel ; l'insuffisance de notre effort de défense nationale ; le progrès du budget de la défense dans le budget de 1976 ; l'amélioration de la condition militaire ; ne pas intégrer la programmation des dépenses militaires dans le Plan ; (p. 3748) : sur l'amendement n° 16 de M. Cressard : le plein emploi, conséquence de l'activité économique ; sur l'amendement n° 17 de M. Hamel : la politique menée par le Gouvernement en faveur des veuves ; (p. 3749) : sur l'amendement n° 18 de M. Hamel : la volonté du Gouvernement de développer sa politique familiale ; sur l'amendement n° 12 de M. Bérard : la réponse dans le rapport d'orientation au souci exprimé par M. Bérard en matière d'environnement ; sur l'amendement n° 14 de M. Chassagne : la nécessité d'établir une néréquation entre les régions riches et pauvres ; (p. 3750) : ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Bérard et l'amendement n° 5 de M. Icart ; (p. 3751) : accepte de retenir l'idée contenue dans l'amendement n° 6 de M. Papon ; ses observations sur les amendements n°s 10 et 19 de M. Simon ;

(p. 3752) : sur l'amendement n° 11 de M. Hamel : compétence exclusive du Gouvernement dans l'élaboration des schémas nationaux d'infrastructure.

— **Allocution de fin de session** [30 juin 1975] (p. 5066) : les remerciements du Gouvernement pour le travail législatif accompli ; annonce les projets qui seront examinés au cours de la session d'automne ; les pouvoirs de contrôle que l'Assemblée nationale a utilisés très largement ; ses instructions tendant à un dépôt plus rapide des projets ; la nécessité de rénover les méthodes de travail de l'Assemblée nationale ; les remerciements du Premier ministre au personnel de l'Assemblée ; (p. 5067) : ses remerciements à la presse et aux parlementaires.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion générale** [9 septembre 1975] (p. 6058) : l'interruption de la période d'expansion des années 1960 à 1972 ; le dialogue démocratique proposé par le Président de la République ; le refus de l'opposition de discuter avec le chef de l'Etat ; (p. 6059) : les causes réelles de la crise économique ; les objectifs rigoureux fixés le 12 juin 1974 ; la volonté du Gouvernement de ne pas relâcher sa lutte contre l'inflation ; les résultats spectaculaires en matière de commerce extérieur ; (p. 6060) : la situation de notre monnaie sur le marché des changes ; la situation de l'emploi et le niveau réel du sous-emploi ; les mesures de soutien prises depuis la fin de l'année 1974 ; la possibilité de la reprise (p. 6061) : les traits essentiels du programme de soutien de l'économie : son importance, la priorité donnée aux investissements, l'aide exceptionnelle donnée aux Français dont les charges sont les plus lourdes, la volonté d'appliquer le programme dans des délais très brefs ; la volonté d'aboutir à une société plus juste et plus humaine ; l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction de la durée du travail ; (p. 6062) : le dialogue avec les organisations syndicales et professionnelles ; le problème du système monétaire international et l'urgence de la réforme ; notre aptitude à réduire les disparités entre pays riches et pays en voie de développement ; notre astreinte à économiser l'énergie ; veiller à ce que le rétablissement des activités se fasse sans créer de difficultés ; (p. 6063) : l'appel lancé par le Président de la République le 4 septembre 1975 ; le danger que constitue toujours l'inflation ; les déclarations de M. Marchais ; l'existence d'une majorité unie derrière le Président de la République.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588**

et n° 1881). **Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6590) : le Gouvernement entend s'attaquer à quatre problèmes essentiels : la réforme foncière, la taxation des plus-values, la réforme de l'entreprise et la revalorisation du travail manuel ; le projet soumis à l'Assemblée permettra de faire le partage entre ceux qui sont décidés à accomplir les changements nécessaires et ceux qui se borneraient à les réclamer sans pour autant contribuer à leur réalisation.

— **Allocution de fin de session** [19 décembre 1975] (p. 10111) : ampleur de l'œuvre législative accomplie par le Parlement pendant la session ; utilité d'alléger la séance publique sans lui retirer son caractère et son rôle propres ; approuve la façon dont le Parlement s'est saisi du problème de la liberté.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2846) : la politique de réforme : objectif essentiel de l'action du Gouvernement ; l'entreprise, ressort même de notre développement ; la réforme de l'entreprise ne se décrète pas ; le succès d'une réforme est lié à l'intérêt, à la volonté et au désir de dialogue des hommes chargés de l'appliquer ; l'efficacité économique passe et passera de plus en plus par l'équilibre social ; prendre en compte des nouvelles aspirations auxquelles ont donné naissance la croissance et le succès économique de l'entreprise ; le niveau d'éducation de plus en plus élevé dont bénéficient aujourd'hui les jeunes ; (p. 2847) : le contraste saisissant entre les conditions concrètes offertes sur les lieux de travail et le niveau de vie général ; la difficulté de plus en plus grande de l'individu à s'identifier avec l'intérêt de l'entreprise ; la réforme de l'entreprise, non pas un terme abstrait de l'action gouvernementale, mais au contraire un ensemble de projets concrets et réalistes ; l'absence de progrès économique et social sans entreprises responsables et dynamiques ; la nécessité d'assurer la liberté et surtout la liberté d'entreprendre, en vue de permettre le développement d'entreprises responsables et dynamiques ; le danger de voir disparaître l'esprit d'initiative ; maintenir des activités économiques libres et non pas créer une bureaucratie d'Etat ; l'absence d'une définition de l'autogestion ; (p. 2848) : le bien commun, justification du dynamisme des entreprises et du renforcement d'esprit d'initiative ; l'absence d'un modèle unique d'entreprise ; préférer l'incitation à la contrainte ; le recours au dialogue à la règle juridique ; favoriser le

dynamisme des entreprises pour encourager la création et le développement des petites et moyennes entreprises ; l'institution d'un dispositif d'alerte et d'un véritable droit d'information ouvert notamment aux comités d'entreprise ; l'amélioration et la généralisation de la procédure de suspension provisoire des poursuites ; la révision du statut des dirigeants d'entreprises ; faire des entreprises des communautés plus humaines et plus vivantes ; améliorer en leur sein des relations sociales ; instituer un véritable droit d'expression des travailleurs ; l'organisation au niveau de l'équipe de travail de réunions périodiques de travailleurs ; (p. 2849) : l'intention du Gouvernement de ne pas bouleverser les institutions de l'entreprise mais de les améliorer ; l'insuffisance des progrès en matière de sécurité et de conditions concrètes de travail ; conduire le changement sans risque.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3283) : la reconnaissance générale de la nécessité de la défense nationale ; la division du monde en deux camps ; les menaces de conflits ; la complémentarité de la défense et de la détente ; l'impossibilité d'une initiative unilatérale en matière de désarmement ; l'appartenance de la France à une alliance qui, seule, peut équilibrer les forces du Pacte de Varsovie ; la non-réintégration, sous quelque forme que ce soit, de l'organisation militaire du Pacte atlantique ; le choix fondamental de l'indépendance nationale ; (p. 3284) : les choix précis portant sur les modalités opérationnelles que constitue la programmation des dépenses militaires ; assurer l'intégrité du territoire et la sécurité et la liberté des citoyens ; la capacité atteinte par l'arme nucléaire française qui permet d'infliger des dommages majeurs à l'adversaire ; la poursuite de l'effort en matière nucléaire ; l'emploi de l'arme atomique tactique qui fait partie intégrante de la dissuasion ; la souplesse de la programmation 1977-1982 qui permettra de procéder aux adaptations nécessaires ; la nécessité d'améliorer certaines composantes de nos forces classiques dès lors que l'arme nucléaire existe ; échapper au dilemme irréaliste du « tout ou rien » ; l'éventualité d'une attaque indirecte ou limitée ; disposer de forces classiques prêtes à livrer des combats et à la limite à s'engager en totalité dans la bataille ; ne pas se replier passivement dans le sanctuaire de frontières inviolables ; la nécessité d'une force d'intervention souple et efficace ; la poursuite de l'effort d'équipement ; l'accroissement de l'activité opérationnelle des armées ; (p. 3285) : le rôle de la force nucléaire stratégique ; le nécessaire maintien de la conscription et l'implication de la nation

au sein de l'effort de défense ; la dissuasion, technologie mais aussi volonté ; le rôle de forces classiques qui est de protéger et de valoriser les forces nucléaires ; s'élever au-dessus des querelles partisans et donner à la France les moyens de se défendre.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206).** Discussion générale [1^{er} juin 1976] (p. 3584) : caractère touchant du plaidoyer de M. Ballanger sur la petite propriété familiale ; manque de crédibilité de ce discours ; rappel de l'article 91 du règlement de l'Assemblée ; (p. 3585) : le refus d'examiner le projet mettrait en cause la vocation de l'Assemblée ; contestation du rôle du Parlement par l'opposition ; souhaite que la majorité s'oppose à la question préalable. **Seconde délibération. Discussion des articles** [22 juin 1976]. **Article 10** (p. 4480) : considère que l'amendement n° 5 répond à une préoccupation de justice et de cohérence du texte ; soutient l'amendement n° 5 ; (p. 4481) : préférerait que l'on termine le débat dans la soirée de la deuxième séance du 22 juin, suggère que les présidents se consultent ; s'en remet à la sagesse des présidents de groupe.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346).** Discussion générale [24 juin 1976] (p. 4628) : les menaces pesant sur la liberté en France malgré quinze ans de paix et de prospérité ; la défense de la liberté grâce au progrès et à une croissance ambitieuse et maîtrisée ; refus d'une conception autoritaire de la planification ; l'importance du Plan pour des raisons d'ordre technique et politique ; (p. 4629) : la nécessité de l'indépendance à l'égard du monde extérieur impliquant l'équilibre des paiements extérieurs ; la lutte contre l'inflation ; appel à l'autodiscipline des Français pour que les revenus n'augmentent pas plus que la production ; les deux priorités majeures du Plan ; réduction des inégalités et restauration du plein emploi ; l'amélioration du système éducatif, la lutte contre la fraude fiscale, l'évolution différenciée des salaires au profit des plus bas ; (p. 4630) : la création d'emplois, critère majeur dans le choix des investissements ; la liberté devant permettre à chacun de choisir sa vie ; les libertés en France, résultat d'un long combat ; la nécessité de garantir la sécurité des citoyens, de desserrer les contraintes secrétées par la société industrielle ; le refus de la bureaucratie, de la société collectiviste proposée par les socialistes et les communistes ; le respect de la démocratie locale ; (p. 4631) : la participation de chacun aux décisions affectant la vie quotidienne ; le projet de réforme des collectivités territoriales ; les

divers programmes tendant à améliorer l'existence en ville, à valoriser les zones rurales, à renforcer la vie associative, à favoriser les entreprises à la dimension de l'homme ; le droit à la différence, de changer et de s'élever à son gré ; les choix pour les personnes âgées ; le Plan permettant d'atteindre ces objectifs ; (p. 4632) : permettant à chacun de trouver des raisons de vivre à commencer par les jeunes.

— **Allocution de fin de session extraordinaire 1975-1976** [8 juillet 1976] (p. 5170) : l'intensité du travail législatif accompli au printemps 1976 ; la soixantaine de textes adoptés ; la dizaine de textes d'initiative parlementaire ; le respect par le Gouvernement de l'engagement de déposer les projets inscrits à l'ordre du jour avant la fin du premier mois de la session ordinaire ; un bilan positif ; le souci du Gouvernement que l'Assemblée dispose du temps dont elle a besoin pour délibérer ; salue le personnel de l'Assemblée ; la presse écrite et parlée ; les textes que soumettra le Gouvernement lors de la prochaine session ordinaire.

En qualité de député :

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920).** Discussion générale [15 juin 1977] (p. 3806) : le dépôt par le groupe du RPR d'une motion d'ajournement ; la souveraineté nationale ; les divergences entre le point de vue de la France et de la grande majorité de ses partenaires européens ; la dénaturation de la position du groupe du RPR ; la nécessité de la participation de la France à l'élaboration et à la construction de l'Europe ; le respect des libertés dans les pays d'Europe occidentale ; la constitution de grands ensembles puissants et organisés ; (p. 3807) : le choix d'une Europe confédérale et indépendante ; la thèse du général de Gaulle ; le refus de reconnaître l'hégémonie de toute superpuissance ; l'Europe confédérale ; l'absence de progression de l'Europe ; les obligations du traité de Rome ; les difficultés de la construction de l'Europe ; le rôle des Etats-Unis ; la politique de l'énergie ; l'absence de volonté au sein de la Communauté de faire progresser l'unité européenne ; l'interrogation de l'opinion publique française sur les objectifs de l'Europe ; (p. 3808) : le caractère illusionniste du projet de loi ; mettre en œuvre la réforme relative à l'Assemblée dans un contexte totalement différent ; l'évolution de la position du parti communiste sur

l'Europe ; le caractère illusoire et dangereux de la réforme ; l'introduction d'un mécanisme purement fédéral ; les déclarations de M. Willy Brandt et de M. Colombo ; l'ambiguïté de l'évolution de l'Europe ; la souveraineté nationale ; (p. 3809) : l'objet de la demande d'ajournement ; l'utilisation de la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; l'absence de dépôt d'une motion de censure ; adjure le Premier ministre de ne pas engager la responsabilité du Gouvernement ; son désaccord sur le texte comme Premier ministre ; le conseil des ministres du 15 juillet 1976 ; sa démission.

CHONAVEL (Mme Jacqueline)

Députée de la Seine-Saint-Denis
(6^e circonscription)
(C).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élue vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi pour la majoration des allocations familiales (n° 76)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à améliorer les conditions d'ouverture du droit des femmes seules assurées sociales aux prestations de l'assurance maladie (n° 325)** [10 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à assurer un minimum de ressources aux veuves (n° 326)** [10 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à accorder un congé de huit semaines aux femmes salariées qui accueillent un enfant en vue d'adoption (n° 434)** [30 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à l'octroi des indemnités journalières à l'assurée sociale lorsqu'elle est contrainte de suspendre son tra-**

vail pour soigner son enfant mineur (n° 578) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi tendant à assurer la promotion de la femme et de la famille (n° 1007)** [6 juin 1974].

— **Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 434) tendant à accorder un congé de huit semaines aux femmes salariées qui accueillent un enfant en vue d'adoption (n° 1078)** [20 juin 1974].

— **Proposition de loi tendant à assurer un minimum de ressources aux veuves (n° 1210)** [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi tendant à assurer la prise en charge, par la sécurité sociale, des frais de soins et d'hospitalisation afférents à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1661)** [20 mai 1975].

— **Proposition de loi tendant à augmenter le nombre des travailleuses familiales et à assurer une meilleure organisation de cette profession (n° 2329)** [26 mai 1976].

— **Proposition de loi tendant à instaurer pour la femme, la promotion, l'égalité, la liberté dans le travail, la famille, la société (n° 2982)** [15 juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 1055) : **Prestations familiales** [22 juin 1973] (p. 2472, 2473) : revalorisation nécessaire de 25 % des allocations familiales ; fixation du SMIC ; réduction des taux de TVA sur les produits de première nécessité ; fiscalité plus juste pour les familles modestes.

• *question au Gouvernement :*

— **Augmentation des allocations familiales** [19 juin 1974] (p. 2788).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé (n° 14998), Carpentier (n° 15162), Berthelot (n° 15168), Bégault (n° 15297), Cabanel (n° 15345) : Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7697) : le droit au travail des femmes ; la nécessité d'une politique d'augmentation des salaires et des allocations familiales ; la construction de crèches ; l'abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes.

• *questions au Gouvernement :*

— **Amélioration de la condition féminine et de la vie des familles** [14 mai 1975] (p. 2646).

— **Abaissement de l'âge de la retraite des femmes** [5 novembre 1975] (p. 7884) : la proposition de loi déposée par le groupe com-

muniste dès 1955 tendant à accorder aux femmes le désirant le droit à la retraite à cinquante-cinq ans.

— **Situation des usines Triton** [10 décembre 1975] (p. 9616) : fermeture des usines de Bagnolet et de Tonnerre ; installation près de Montpellier d'une société espagnole exploitant des brevets Triton.

— **Pénurie de pommes de terre** [5 mai 1976] (p. 2628) : les prix fixés à Bruxelles responsables de cette pénurie ; nécessité d'assurer l'approvisionnement du marché à des prix raisonnables.

• *question orale sans débat* :

— (n° 31778) : **Difficultés des familles à l'occasion de la rentrée scolaire** [8 octobre 1976] (p. 6487).

• *questions au Gouvernement* :

— **Expulsions et saisies à domicile** [3 novembre 1976] (p. 7418) : nécessité de supprimer de l'arsenal répressif cette pratique inhumaine.

— **Primes de fin d'année aux familles** [15 décembre 1976] (p. 9415) : allocation de 300 F par enfant ; suppression de la TVA sur les jouets et les produits de première nécessité ; allocation spéciale de fin d'année de 900 F aux chômeurs.

• *question orale sans débat* :

— (n° 38378) : **Composition des conseils d'administration des offices HLM** [27 mai 1977] (p. 3186, 3187) : représentation des locataires et des élus des collectivités locales.

• *question au Gouvernement* :

— **Etat du CES Politzer à Bagnolet** [7 décembre 1977] (p. 8341) : l'insécurité de ce CES du type Pailleron ; la nécessité de dégager des crédits pour la reconstruction des établissements de ce genre.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1975

— **Accuse réception du rapport annuel d'activité du Médiateur pour 1974** [25 avril 1975] (p. 2156).

— Prend acte du dépôt par M. le président de la commission de surveillance de la **caisse des dépôts et consignations**, en application de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, d'un **rapport sur les opérations de l'année 1974** [10 juin 1975] (p. 3942).

— **Rappels au règlement de MM. Sourdille et Mexandeau** [17 novembre 1975] (p. 8508).

— **Rappels au règlement de M. Hamel** [28 novembre 1975] (p. 9135 et 9138) : appli-

cation des articles 136 et 137 du règlement ; régularité de la séance ; définition du terme « ministre compétent ».

— **Question orale sans débat de M. Xavier Deniau** : application de l'article 137 du règlement [28 novembre 1975] (p. 9144).

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif (n° 241). Discussion des articles [9 mai 1973]. Après l'Article 8** (p. 1098) : son amendement : situation discriminatoire des travailleurs immigrés, microbidonvilles, situation des travailleurs africains dans sa commune.

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale (n° 273). Deuxième lecture. Discussion des articles [14 juin 1973]. Article 2** (p. 2137, 2138) : son amendement concernant la composition du conseil supérieur de l'information sexuelle. **Article 3** (p. 2138) : son amendement tendant à l'information des jeunes par le conseil supérieur d'information sexuelle. **Quatrième lecture [30 juin 1973]** (p. 2756) : abstention de son groupe sur l'ensemble de la proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5938) : vie chère et préoccupations des familles, hausse des prix alimentaires ; coût de la rentrée scolaire ; politique familiale ; prestations familiales et diminution de la cotisation patronale ; demande une augmentation de 25 % des allocations familiales ; rôle important des familles ; retards dans l'équipement social ; financement des constructions de crèches ; (p. 5939) : proposition de son groupe tendant à faire verser par le patron 0,50 % de la masse salariale pour la construction et le fonctionnement des crèches ; profits des trusts ; coût du fonctionnement des crèches ; critique le prélèvement de fonds sur les caisses d'allocations familiales ; coût de la gestion des crèches dans la Seine-Saint-Denis ; insuffisance des crédits du personnel social ; avortement et politique sociale et familiale ; conditions de création des centres de contraception, dépenses de contraception et budgets communaux de PMI ; prise en charge des moyens contraceptifs par la sécurité sociale ; (p. 5940) : politique de régression.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455)** [13 décem-

bre 1973] (p. 6952). **Discussion générale** : évoque les retards pris par cette discussion et les drames qui éclatent chaque jour ; critique le projet de loi qui se contente d'élargir les indications médicales, qui maintient les dispositions répressives ; raisons qui empêchent les familles d'accueillir les enfants ; insuffisance des ressources, coût de l'éducation ; propositions du groupe communiste ; revendications des organisations syndicales féminines ; politique sociale et culturelle du Gouvernement ; transferts de charges au détriment de la masse des travailleurs ; situation insupportable de millions de familles ; nécessité de donner aux femmes et aux couples la liberté d'avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent ; (p. 6953) : nécessité d'inscrire dans le budget les crédits nécessaires pour l'ouverture de mille centres publics de contraception ; suspension de toutes mesures répressives refusée par le Gouvernement au nom d'une morale qui est celle du profit capitaliste ; nécessité d'une nouvelle législation de l'avortement fondée sur le respect de la liberté de la femme et du couple ; frontière entre les Français qui passe entre la minorité qui exploite et la majorité de ceux qui sont les victimes de la politique actuelle ; nécessité d'apporter aux femmes en détresse des solutions ; responsabilité du Gouvernement et de la majorité en ce qui concerne des dizaines de milliers de femmes de condition modeste.

1974

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° 937). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3173) : faute de crédits, d'équipements sociaux et de personnel qualifié, les centres de planification et d'éducation familiale prévus par la loi du 28 décembre 1967 sont encore très rares ; les moyens contraceptifs doivent être remboursés par la sécurité sociale ; la contradiction est très forte entre une prétendue politique de la famille et l'insuffisance de l'aide au couple ; le groupe communiste exigera la parution rapide des décrets d'application.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5556) : extrême faiblesse du budget ; insuffisances de la protection maternelle et infantile ; (p. 5557) : médecine scolaire ; régulation des naissances ; situation dramatique des crèches ; responsabilité du patronat ; quand sera inscrite à l'ordre du jour la proposition de loi communiste adoptée par la commission des affaires culturelles qui prévoit une contribution des employeurs ; régression en matière de politique de prévention ; les députés communistes voteront contre le budget.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7109) : l'avortement ne peut être isolé des autres problèmes sociaux ; (p. 7110) : les raisons qui font avorter les femmes constituent un acte d'accusation terrible contre notre société ; la majorité feint de découvrir les problèmes sociaux des familles ; les projets du Gouvernement sont insuffisants ; (p. 7111) : le groupe communiste dénonce la monstruosité qui présente l'adoption comme une alternative à l'avortement ; (p. 7112) : le statut de la femme et l'union de la gauche ; [28 novembre 1974] (p. 7216). **Discussion des articles. Article 3** : son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 23 de M. Neuwirth : ne pas faire de l'adoption une alternative à l'avortement ; repoussé ; (p. 7228) : **Article premier** : son amendement n° 45 supprimant l'article 317 du code pénal ; repoussé par scrutin public ; (p. 7230) : **Article 4** : son amendement n° 52 relatif à la santé mentale de la mère. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8135) : explique le vote favorable du groupe communiste ; annonce une lutte pour obtenir le remboursement.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° 949). **Discussion générale**. [6 décembre 1974] (p. 7523) : un mince projet après le flot de paroles entendues dans le débat sur l'avortement ; la publicité à répétition ; le taux inchangé des allocations postnatales ; le droit des travailleurs immigrés ; les prêts aux jeunes ménages ; l'allocation pour frais de garde ; l'allocation d'orphelin ; le montant très bas des diverses allocations ; l'absence d'une réelle politique de la famille ; (p. 7524) : le financement de ces mesures est assuré par les caisses d'allocations familiales et non par le budget ; la proposition de loi communiste tendant à assurer la promotion de la femme et de la famille ; allocations familiales, allocation pour frais de garde, fonds de pensions alimentaires pour les femmes divorcées, allocation minimale des veuves de moins de cinquante-cinq ans, gratuité scolaire ; l'aide aux grandes sociétés comme Citroën et Michelin marque le caractère de classe de la politique gouvernementale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340) [10 décembre 1974] (p. 7579) : question préalable du groupe communiste tendant à consacrer le solde budgétaire de 1974 à une véritable politique familiale ; allocations familiales, congé maternité, retraite à cinquante-cinq ans ; crèches ; maisons maternelles ; centres de contraception ; formation et recrutement du personnel médical et social ; statut des travailleuses médicales ; écoles maternelles ; gratuité scolaire ;

bourses ; scolarité des handicapés ; maisons de l'enfance ; centres aérés ; colonies de vacances et centres de loisirs ; ressources des veuves ; création d'un fonds de pensions alimentaires ; formation professionnelle des travailleuses ; aide aux mères au foyer ; logement social ; suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ; remboursement de la TVA aux collectivités locales ; déduction des frais de garde pour le calcul de l'impôt sur les revenus ; les carences d'une politique anti-sociale.

1975

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1488 rectifié) et projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale (n° 1487 rectifié).** Discussion commune [22 avril 1975]. Discussion des articles : modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale (p. 1926) : Article unique : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 6 de M. Burckel : avoir élevé des enfants légitimes, naturels ou adoptifs ; repoussé ; son amendement n° 11 : prévoir l'application du texte aux personnes ayant élevé des enfants durant leur minorité ; devenu sans objet ; (p. 1928) : son amendement n° 12 : substituer aux mots « enfant mineur à charge » les mots « enfant ayant été élevé au foyer » ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes (n° 1486).** Discussion des articles [22 avril 1975]. Article 3 (p. 1938) : son amendement n° 13 : affectation à un travail moins pénible de toute femme en état de grossesse ; repoussé ; (p. 1939) : son amendement n° 14 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 2 du Gouvernement. Après l'Article 5 (p. 1941) : son amendement n° 10 : sanctions en cas d'inapplication de la loi ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560).** Discussion générale [29 mai 1975] (p. 3342) : le refus du Gouvernement d'intégrer dans le projet de réforme du divorce le problème des pensions alimentaires ; les propositions et positions du groupe communiste ; les promesses du Président de la République quant à l'institution d'une garantie de ressources minima ; (p. 3343) : le refus de la société capitaliste d'apporter son aide aux enfants dans le besoin ; les subventions accordées aux grandes sociétés ; l'assistance, seule conception de la dignité humaine du Gouvernement ; les autres problèmes qui se posent aux femmes divorcées ; ne pas licencier une femme divorcée sans reclassement préalable ; faciliter aux femmes divorcées l'accès aux centres de forma-

tion professionnelle ; le problème des ressources qui se pose aux femmes divorcées âgées ; les perspectives que le programme commun offre aux femmes. Discussion des articles [30 mai 1975]. Article 2 : Article 108-2 du code civil (p. 3464) : son amendement n° 57 : résidence non confondue avec la garde ; adopté. Après l'Article 4 (p. 3465) : son amendement n° 58 : les charges du mariage incombent au mari et à la femme ; adopté ; [4 juin 1975] : Après l'Article 8 (p. 3635) : son amendement n° 60 : création d'un fonds des pensions alimentaires ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires (n° 1650)** [12 juin 1975]. Discussion des articles. Avant l'Article premier (p. 4095) : son amendement n° 1 : création d'un fonds des pensions alimentaires ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (n° 1949).** Discussion générale [16 décembre 1975] (p. 9829) : les déclarations du Président de la République sur la politique de la famille ; un texte positif mais qui n'intéressera qu'une infime partie des familles ; demande que les propositions de loi du groupe communiste soient examinées ; (p. 9830) : le nombre insuffisant des travailleuses familiales ; la mauvaise définition de leur rôle ; réorganiser le service des travailleuses familiales. Discussion de l'Article unique (p. 9833) : son amendement n° 3 : permettre à chaque direction de l'action sanitaire et sociale de créer son propre service de travailleuses familiales ; (p. 9834) : souligne le besoin énorme en travailleuses familiales ; repoussé.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille (n° 2220).** Discussion générale [18 mai 1976] (p. 3160) : absence d'allocations familiales pour le premier enfant ; insuffisance de l'allocation des mères isolées ; (p. 3161) : congé d'adoption trop court ; accueil favorable à la dispense du service national des jeunes pères de famille, mais opposition à l'armée de métier. Discussion des articles [19 mai 1976]. Article 2 (p. 3215) : son amendement n° 59 augmentant les ressources accordées aux personnes isolées en cumulant la nouvelle allocation avec les allocations versées actuellement ; estime que Mme Veil a dénaturé sa proposition ; amendement n° 59 repoussé. Article 4 (p. 3219) : son amendement n° 65 défendu par M. Garcin (p. 3221) : défend l'amendement n° 70 de M. Legrand accordant aux mères de famille

qui adoptent un enfant un congé de même durée que le congé normal de maternité ; repoussé ; défend l'amendement n° 71 de M. Legrand permettant à une mère qui a interrompu son travail en raison d'une maternité ou d'une adoption de le retrouver ensuite ; repoussé. **Article 9** (p. 3224) : s'élève contre la rigueur et même l'inconséquence manifestée par la commission des finances en ce qui concerne l'application de l'article 40 de la Constitution ; (p. 3225) : estime que les dispositions de l'article 9 pénalisent la maternité chez les femmes fonctionnaires. **Seconde délibération** [20 mai 1976]. **Article 2** (p. 3270) : estime que l'Assemblée ne doit pas se déjuger.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6738) : le caractère insupportable pour les familles du nouveau plan d'austérité ; (p. 6739) : les exigences légitimes des familles pour leurs enfants ; 16 millions de personnes vivant dans la pauvreté en France en 1976 ; l'aggravation de l'austérité, facteur de démolition de l'économie ; les gâchis ; chronique de familles ne vivant guère au-dessus de leurs moyens ; les charges pesant sur les familles modestes sous prétexte de solidarité nationale ; Dassault ; les P-DG ; les casinos ; la faillite du système scolaire ; les jeunes chômeurs ; (p. 6740) : l'importance de l'union, de la fin de l'exploitation ; les propositions communistes en ce qui concerne la famille ; les subventions aux grandes sociétés ; les excédents des caisses d'allocations familiales ; la misère des familles ; le régime inhumain du froid profit.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption (n° 2197). Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 8916) : son amendement n° 7 abaissant le seuil d'adoption par une personne seule à trente ans ; l'abaissement de l'âge de la majorité ; les causes économiques d'abandon temporaire ; adopté.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles (n° 2221). Discussion des articles** [6 avril 1977]. **Article 2 : Article L 772-1 du code du travail** (p. 1583) : son amendement n° 2 de coordination ; devenu sans objet. **Article L 773-6 du code du travail** (p. 1585) : son amendement n° 4 défendu par Mme Moreau ; retiré.

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829). Discussion des articles** [1^{er} juin 1977]. **Article 2** (p. 3277) : le

mécanisme de substitution de la majoration de l'allocation d'orphelin à celle du complément familial. **Explications de vote** (p. 3282, 3283) : la gravité des problèmes de la famille ; les conditions d'une véritable politique en faveur de la famille ; l'augmentation des salaires ; la revalorisation des prestations familiales ; le montant du complément familial ; la pénalisation des femmes exerçant une activité professionnelle ; la venue d'un troisième enfant ; les conséquences du plafond de ressources ; le nombre réel des bénéficiaires du projet de loi ; la nécessité d'élever considérablement le plafond du complément familial ; l'abstention du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans (n° 3276).**

Discussion générale [1^{er} juin 1977] (p. 3288) : la non-soumission à discussion commune des autres propositions de loi concernant l'abaissement de l'âge de la retraite ; les propositions du parti communiste en matière d'avancement de l'âge de la retraite pour les femmes ; la nécessité d'une revalorisation du montant de la retraite ; l'évolution économique et sociale justifiant l'avancement de l'âge de la retraite ; l'évolution de la main-d'œuvre féminine ; les problèmes posés par la participation croissante à l'activité salariée des mères de famille ; les conséquences de la double journée de travail ; la fixation par la proposition de loi communiste de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes ; la cessation volontaire du travail par un grand nombre de travailleuses ; le choix de la cessation du travail à partir de cinquante-cinq ans ; la diminution des ressources procurées par la pension en cas de départ anticipé à la retraite ; (p. 3289) : déduire du coût global des pensions un certain nombre de dépenses supprimées par le départ à la retraite ; la fixation de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans dans plusieurs régimes spéciaux ; l'irrecevabilité de l'amendement proposé par le groupe communiste ; accorder une réduction de l'âge d'ouverture du droit à la retraite à raison d'un an par enfant.

— **Projet de loi instituant un congé de mère (n° 2830). Discussion des articles** [16 juin 1977]. **Article premier : Article L 122-28-1 du code du travail** (p. 3865) : soutient l'amendement n° 33, deuxième rectification, de Mme Moreau : conditions et modalités d'obtention d'un congé de mère non rémunéré d'une durée de six mois renouvelable ; la portée limitée de la loi ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6967) : la misère ; la réalité quotidienne de la vie de millions de familles françaises ; la diminution du pouvoir d'achat des prestations familiales ; le petit nombre de familles bénéficiaires des nouvelles prestations familiales ; la conception communiste de l'aide à la famille en matière de prestations familiales ; (p. 6968) : les propositions communistes en faveur des allocations familiales ; les moyens financiers de ces mesures ; le détournement des cotisations d'allocations

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle (n° 3355). Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Article 3** (p. 9021) : son amendement n° 10 : de suppression ; repoussé.

CLAUDIUS-PETIT (Eugène)

Député de Paris
(15^e circonscription)
(UC, puis RCDS).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être président du groupe d'union centriste [26 avril 1973] (p. 946).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1^{er} janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à habiliter les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme à exercer les droits reconnus à la partie civile devant les juridictions répressives** (n° 231) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France** (n° 486) [14 juin 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1974**

(n° 646). — **V. Territoires d'outre-mer** (n° 685) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code de procédure pénale relatives au casier judiciaire** (n° 969) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi sur les voies et moyens d'une politique de construction et d'urbanisme** (n° 1909) [9 octobre 1975].

— **Proposition de loi tendant à interdire la circulation des navires pétroliers géants dans les eaux territoriales françaises** (n° 2447) [30 juin 1976].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Protection des œuvres d'art** [11 mai 1973] (p. 1215, 1216) : la protection insuffisante assurée aux œuvres d'art ; les nombreuses pièces intéressantes retrouvées chez des antiquaires ; la nécessité de dresser un inventaire complet de ce qui forme le vrai trésor de la France.

• *question orale sans débat :*

— (n° 522) : **Prix de la viande de bœuf** [16 mai 1973] (p. 1307, 1308).

• *question orale avec débat :*

— (n° 1265) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1484) : propos du ministre ; défilé des artistes protestataires à Paris ; importance de la culture manuelle ; sculpture contemporaine ; rôle du ministre des affaires culturelles ; aide à la création (p. 1491, 1492).

• *questions d'actualité :*

— **Budget des organismes d'HLM** : hausse des loyers nécessaire à l'équilibre de la gestion des organismes d'HLM [7 décembre 1973] (p. 6792).

— **Desserte de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle** : aménagement d'une liaison par voie ferrée [7 décembre 1973] (p. 6793, 6794).

• *question au Gouvernement :*

— **Grève des détaillants en fuel** [6 novembre 1974] (p. 5940).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° 8), **Millet** (n° 18986), **Mayoud** (n° 18988), **Antoune** (n° 19001), **Maurice Cornette** (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2011, 2016) : les décrets relatifs à l'arrachage des vignes ; (p. 2016) : la colère des vignerons du Midi ; (p. 2017) : l'utilisation de la procédure du flagrant délit à l'encontre de parlementaires

photographiés parmi les manifestants ; l'arrêt des importations de vins italiens.

• *questions au Gouvernement :*

— **Rapports d'Israël et de l'UNESCO** [27 octobre 1976] (p. 7100) : position prise par l'UNESCO au sujet d'Israël en 1974 ; souhaite que les représentants de la France à la conférence de Nairobi votent pour l'admission d'Israël dans le groupe européen.

— **Respect de la liberté du travail** [4 mai 1977] (p. 2421-2422) : l'inquiétude des démocrates devant les démonstrations de force mettant en cause la liberté de jugement du Parlement ; les mouvements de grève (EDF) par la manière dont ils se déroulent constituent un abus de droit.

— **Rencontre de Jérusalem** [23 novembre 1977] (p. 7833) : la rencontre Sadate-Begin, sa gêne devant le silence de la France et de l'Europe ; s'engager en faveur de la paix.

• *question orale sans débat :*

— (n° 42473) : **Protection de la propriété artistique** [2 décembre 1977] (p. 8216-8217) : l'inquiétude des milieux artistiques quant à l'application de la loi du 11 mars 1957 sur la protection de la propriété littéraire et artistique, particulièrement pour les sculpteurs.

• *question au Gouvernement :*

— **Droit de grève et liberté du travail** [7 décembre 1977] (p. 8337) : le droit de grève doit être respecté, mais ne pas perturber la vie de toute la population.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1976

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Michel Debré sur l'ordre du jour [20 avril 1976] (p. 1916).

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [19 mai 1976] (p. 3237) : irrecevabilité opposée par le Gouvernement à l'amendement n° 57 du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 9** (p. 3225) : fait observer à M. Besson que la formule qu'il propose pour l'amendement n° 29 de Mme Missoffe ne convient pas parfaitement.

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Cot [2 juin 1976] (p. 3638) : relatif à l'Ecole nationale d'administration.

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Lamps [15 juin 1976] (p. 4118) : débat sur les problèmes de la sécheresse.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4120) : refuse la discussion sur l'amendement n° 130 qui a déjà eu lieu ; (p. 4122) : répond à M. Schloesing que les sous-amendements sont toujours recevables ; (p. 4127) : estime que l'amendement n° 139 de M. Partrat doit être discuté après l'amendement n° 211 de M. Bas ; [16 juin 1976] : **Article 5 (suite)** (p. 4192) : appelle l'amendement n° 22 de M. Pranchère après les amendements n° 138 de M. Papon et n° 114 rectifié de M. Voisin ; (p. 4195) : s'élève contre l'interprétation de M. Joxe concernant les amendements n°s 22 et 92 ; dénie que la présidence ait voulu escamoter le scrutin sur l'amendement n° 92 de M. Joxe ; (p. 4200) : indique que le vote sur l'article 5 doit être réservé par suite de la réserve de l'amendement n° 91 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot ; (p. 4201) : demande à M. Jean-Pierre Cot s'il accepterait de reporter l'amendement n° 91 sur l'article 6 du fait de la méprise de M. Papon.

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire canadienne** [16 juin 1976] (p. 4180).

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Alain Vivien [25 juin 1976] (p. 4737) : ordre du jour prioritaire.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° 2245). **Discussion de l'Article unique** [25 juin 1976]. **Après l'Article unique** (p. 4751) : indique que le président de la commission des finances a estimé que la deuxième partie de l'amendement n° 2 de M. Delong est irrecevable ; déclare que l'amendement n° 2 de M. Delong est irrecevable.

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Waldeck L'Huillier [7 juillet 1976] (p. 5126) : aménagement de l'ordre du jour.

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Alfonsi [7 juillet 1976] (p. 5131) : raisons de la suspension de séance avant la discussion du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral.

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Plantier [7 juillet 1976] (p. 5133) : tenue vestimentaire dans les tribunes du public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Commission mixte paritaire** [26 octobre 1976] (p. 7019) : fait observer à M. Jean-Pierre Cot que la discussion d'un amendement tendant à instituer un article additionnel est contraire à la procédure d'examen du texte d'une CMP.

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Gau [29 octobre 1976] (p. 7296) : présentation des documents parlementaires relatifs au projet de loi de finances pour 1977.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Articles et Articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Avant l'Article 53** (p. 8516) : fait observer que l'amendement n° 82 de M. Frelaut aurait pu à la limite être considéré comme irrecevable puisqu'il équivaut à une proposition de résolution.

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° 9) [12 avril 1973] (p. 839) : demande que le Parlement agisse, que les textes votés soient appliqués ; demande au Premier ministre d'exercer à ce sujet un contrôle sur l'administration ; évoque le problème des OS ; (p. 840) : le problème de la reconnaissance des diplômes techniques ; évoque la politique de l'urbanisme, les transports en commun, l'aérotrain, la ségrégation sociale, la politique du logement ; demande une refonte de la fiscalité nationale ; évoque la situation des immigrés, le problème de leur intégration ; estime indispensable que le service des immigrés soit distinct de la police ; (p. 841) : évoque la construction de l'Europe, la mémoire de M. Marc Sangnier, les problèmes scolaires ; estime que la laïcité doit être défendue, qu'il faut écouter les jeunes ; évoque le problème de l'avortement ; rappelle qu'il s'agit d'un problème de conscience individuelle ; estime indispensable que le Parlement puisse en débattre.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° 241). **Discussion générale** [9 mai 1973] (p. 1088) : intérêt porté aux travailleurs immigrés ; actions de police à l'encontre des marchands de sommeil ; réalisations en matière de construction et de logement ; aspect humain du problème des travailleurs immigrés ; désorgani-

sation de leurs familles ; discrimination raciale ; conditions d'accueil des immigrés par les municipalités ; situation dans la région parisienne ; responsabilité des maires ; moyens dont disposent les pouvoirs publics contre les marchands de sommeil ; débat complet sur l'immigration ; carence de certains organismes ; offices d'HLM. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1091) : ses observations sur la notion du cadre familial. **Article 4** (p. 1092) : ses observations : constatation des infractions. **Après l'Article 6** (p. 1094) : ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement : charges financières du relogement des travailleurs immigrés ; ses observations sur l'amendement de M. Gau. **Après l'Article 7** (p. 1097) : son opposition à l'amendement de M. Fillioud. **Après l'Article 8** (p. 1098) : ses observations sur l'amendement de Mme Chonavel : caractère inapplicable des dispositions qu'il contient ; inopportunité de la création de nouveaux organismes de contrôle ou d'entraide ; pression des habitants empêchant l'achat de terrains bien situés.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [17 mai 1973] (p. 1331) : redressement de la politique urbaine ; exigence d'une politique globale ; divorce entre notre société et la ville ; moyens de lutte contre la ségrégation dans les villes ; dégradation des centres des villes ; opération privée de rénovation porte d'Italie et coefficient d'occupation des sols ; quartier de La Défense ; augmentation des valeurs foncières et ses conséquences ; situation dans les années 1950 ; rappelle que la ville de Paris n'était pas sous l'autorité du ministre de la construction ; désordre parisien ; ensemble Maine-Montparnasse, opération privée du quai de Bercy ; (p. 1332) : boucle de Bagnole ; interview du ministre de l'équipement au journal *Le Point* ; vocation de Paris ; politique de Paris ; utilisation des berges de la Seine ; projet de transformation en autoroute de l'avenue René-Coty ; projet d'assèchement du canal Saint-Martin ; croissance de la capitale ; qualité des conditions de transport ; regrette que le ministre n'ait pas fait allusion au téléphone, équipement urbain essentiel ; villes moyennes et villes nouvelles Cergy-Pontoise et charte d'Athènes ; priorité des transports en commun ; (p. 1333) : ségrégation et réglementation de la construction ; législation des HLM favorisant la ségrégation au niveau de la gestion ; banalisation de la gestion de tous les patrimoines HLM ; ségrégation démographique séparant les familles nombreuses, les familles sans enfant et les isolés ; taux de construction des petits logements ; composition humaine des vieux quartiers ; maîtrise des sols ; sa proposition de créer un impôt dé-

claratif annuel sur les propriétés bâties et non bâties ; nécessité d'une réforme radicale des impôts fonciers ; opérations de concession des sols ; architecture ; conséquences de la politique des modèles et de l'application constante des prix-plafonds pour la construction ; dissociation de l'architecture et du site : palais et tour de la porte Maillot, rond-point des Champs-Élysées ; (p. 1334) : immeuble du journal *Le Figaro* ; insuffisance des seules mesures de contrainte ; propos de Paul Valéry ; espère que la création architecturale figurera au programme gouvernemental ; (p. 1363) : répond à M. Josselin ; caractère mondial de la concentration urbaine ; efforts accomplis en Russie soviétique et leurs limites ; réalités humaines et réalités idéologiques ; impôt déclaratif annuel ; [18 mai 1973] (p. 1423) : châteaux d'eau défigurant la silhouette et le site des villages ; possibilité technique d'enterrer des cloches à surpression ; sa référence à la Suisse ; (p. 1427) : contraintes ayant freiné la construction en milieu rural ; seuil minimal de deux cents logements pour le lancement des marchés ; politique des modèles (p. 1428) : souhaite la destruction de toute ségrégation sociale dans l'habitat ; dénonce ceux qui ont proposé le plafond de ressources.

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote.** [5 juin 1973] (p. 1755) : non inscription de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant aux anciens d'AFN : nécessité d'attendre les conclusions du groupe de travail ; (p. 1756) : respect dû aux anciens combattants, critères de reconnaissance de la qualité de combattant ; vote de la majorité de son groupe pour l'ordre du jour complémentaire ; nécessité d'écarter les manœuvres ; sa confiance en la conférence des présidents.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971 (n° 189). Explications de vote** [7 juin 1973] (p. 1937) : information du Parlement.

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale (n° 273). Deuxième lecture. Discussion générale.** [14 juin 1973] (p. 2133) : paradoxe de la période actuelle ; exacerbation de la sexualité et vote de lois tranquillissantes, par exemple sur l'avortement ; politisation du débat ; nécessité de séparer la conscience de la politique ; son appréciation des propos tenus par M. Millet ; centralisme préconisé par ce dernier dans l'action des pouvoirs publics ; formation des éducateurs par des organismes privés traduisant les divers courants philosophiques ou religieux de notre pays ; contrats passés avec l'Etat ; son souhait de

laisser aux associations familiales reconnues ou aux groupements qui passeront une convention avec l'Etat la responsabilité de la formation des éducateurs ; inopportunité d'une formation uniforme des éducateurs ; respect des divergences quant à la conception de la vie nécessaire à la démocratie ; (p. 2134) : liberté réelle d'expression des minorités. **Troisième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1973] (p. 2614) : **Article premier** : demande l'opinion du ministre sur les modifications apportées par le Sénat.

— **Ordre du jour complémentaire** : rappelle l'acceptation par le président du groupe communiste des propositions de la conférence des présidents. **Explications de vote.** [19 juin 1973] (p. 2276).

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** [19 juin 1973] (p. 2276) : son opposition au nom du groupe de l'union centriste à la constitution d'une commission spéciale ; caractère redoutable du vote à émettre ; impossibilité de confier à des spécialistes le soin de préparer une législation qui engagera totalement les députés ; sa demande de renvoi du texte aux commissions normalement compétentes ; affirme que ce vote ne saurait préjuger sa décision finale, problème de conscience ; souhaite que ce débat se déroule sans aucune limitation de temps de parole ; estime que ce problème doit être traité au cours de la prochaine session.

— **Projet de loi concernant le versement destiné aux transports en commun (n° 447)** [21 juin 1973 (p. 2402) : explique le vote de son groupe en faveur du projet de loi.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée (n° 448). Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2619) : débat sur les problèmes fonciers ; conséquences du projet de loi ; opportunité du report de la discussion à la session d'octobre ; utilité d'une motion de renvoi ; projets intéressant les abords de la forêt de Rambouillet. **Discussion des articles. Article premier** : (p. 2622) : ses observations sur l'amendement de M. Fanton ; sa demande de renvoi du débat au fond ; spéculation foncière, quartier de la porte de Choisy.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre (n°s 137, 164, 381, 410)** [28 juin 1973] (p. 2643) : répond à M. Gilbert Faure et au Gouvernement ; votera le texte proposé.

— **Proposition de loi relative aux baux commerciaux (n° 615). Troisième lecture. Dis-**

cussion générale [30 juin 1973] (p. 2754) : ses arguments en faveur du dépôt le 2 octobre par le Gouvernement d'un texte nouveau. **Commission mixte paritaire** [6 décembre 1973] (p. 6695) : répond aux propos de MM. Krieg et Frédéric-Dupont ; (p. 6696) : sa conception de la loi et du rôle du parlementaire.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Article 29** (p. 4125) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; critères retenus pour déterminer le prix de revient de l'objet soustraité ; voit mal comment, pratiquement, pourront s'opérer les transactions, par exemple auprès des artisans du bâtiment ; carcan paralysant toute application. **Article 30** (p. 4127) : son rappel au règlement : conditions de discussion des amendements. **Article 31** (p. 4129) : ses réflexions sur les us et coutumes dans les professions ; liberté et possibilité d'innovation même dans ce domaine. **Après l'Article 33** (p. 4134) : ses observations sur l'argumentation de M. Guillermin ; s'interroge sur l'évolution des prix des matières premières en provenance de l'étranger ; estime qu'aucun barème ne pourrait tenir puisque entre le moment de son impression et celui du réapprovisionnement des stocks tous les prix se trouvent modifiés ; complexité du problème ; cas du commerce des dragées ; fluctuation des cours ; ses doutes sur la possibilité d'application de l'amendement proposé ; (p. 4136) : ses observations sur le commerce des gadgets ; impossibilité de revendre ces objets à leur prix de revient. **Article 34** (p. 4148) : ses réserves sur la réglementation proposée ; estime étrange que l'on veuille tout conditionner ; [10 octobre 1973] : **Après l'Article 3** (p. 4254) : ses réserves sur l'amendement du Gouvernement ; risque d'entrer dans un régime de contrôle et d'enfermer les commerçants dans un carcan administratif. **Avant l'Article premier** (p. 4256) : ses observations sur l'expression « commerçants individuels » ; s'interroge sur le caractère légal de cette observation. **Article 9** (p. 4261) : ses craintes sur la possibilité de financer les dispositions contenues dans l'article 9 ; [11 octobre 1973] : **Article 21** (p. 4301) : sa question au ministre sur la notion exacte de « zone limitrophe » ; explique son vote contre l'article 21. **Article 23** (p. 4310) : représentants des consommateurs ; ses observations sur l'expression « libres de toute attache idéologique ». **Article 21** (p. 4312) : explique les raisons pour lesquelles il ne peut pas voter l'article ; [12 octobre 1973] **Article 26** (p. 4370) : ses observations sur le régime des droits de place pour les commerces non sédentaires. **Article 28** (p. 4371) : sa question relative à la priorité des prêts de la CAECL pour les

communes de 25.000 habitants constituant le noyau d'une agglomération ; [18 octobre 1973] **Rappel au règlement** : (p. 4525) : pressions exercées sur les parlementaires : déprédations à son domicile de Firminy, son refus de céder à de telles pressions. **Après l'Article 36** (p. 4532) : ses observations sur la portée du vote ; loi-cadre ; vote sur une proposition d'action. **Avant l'Article 41** (p. 4544) : ses observations sur l'apprentissage et sur la réhabilitation des métiers manuels. **Article 41** (p. 4551) : ses arguments contre le sous-amendement de M. de Poulpiquet ; répond à M. Bardol ; raisons de son vote en faveur du texte proposé par le ministre. **Avant l'Article 49** (p. 4621) : son amendement tendant à habiliter la caisse de prêts aux organismes HLM à accorder des prêts aux artisans pour la reconversion à la suite d'opérations de rénovation que la commission fasse état d'un amendement qui ne doit être appelé qu'en seconde délibération. **Seconde délibération. Article 23** (p. 4627) : ses observations sur les amendements ; (p. 4628) : sur les dispositions de l'article 23, ses réserves sur l'analyse par le ministre des conséquences de la loi ; son abstention dans le vote sur l'ensemble. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973]. **Article 31** (p. 6722) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement : réglementation des jeux, concours et loteries. **Article 31 bis** (p. 6723) : soutient l'amendement de M. Briane : crédit fournisseur, conventions entre les parties. **Article 21** (p. 6728) : son accord avec les amendements de M. Besson : droit de préemption des commerçants et artisans dans les zones de rénovation urbaine.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4188) : souligne l'absence d'alternative de Gouvernement dans la motion de censure qu'il juge anachronique et hors de propos et qui passe sous silence les événements du Chili et du Proche-Orient ; évoque les droits des Juifs et des Palestiniens ; souligne les dangers du socialisme quand celui-ci quitte la démocratie ; oppose les discours de M. Mitterrand et de M. Marchais et s'étonne de voir M. Marchais défendre les libertés, notamment les libertés religieuses.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Première partie :**

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 6** (p. 4787) : son accord avec la majoration des droits sur l'alcool proposée par le Gouvernement.

Deuxième partie :

Justice [31 octobre 1973] (p. 5134) : estime que la justice, dans notre pays, est mal aimée ; insuffisance des crédits et attitude de l'opinion à l'égard de la justice ; esprit dans lequel sont utilisés les crédits ; souhaite une plus grande prévention qui permettrait une meilleure réinsertion de la jeunesse dans la société ; « désocialisation » du condamné ; (p. 5135) : ses observations sur l'interdiction de séjour et ses conséquences pour le condamné ; respect des droits de la défense et du prévenu ; pourcentage du budget de la justice par rapport au budget général ; situation du budget de la jeunesse et des affaires culturelles ; impôts supplémentaires que nécessite l'amélioration de ces budgets. **Etat B. - Titre III** (p. 5141) : attitude des orateurs quant à l'école nationale des secrétaires-greffiers ; souhaite la suppression du volet n° 3 du casier judiciaire ; ses arguments à l'encontre de la création de magistrats d'accueil.

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [31 octobre 1973] (p. 5143) : moyens permettant à la justice d'être mieux rendue dans certains territoires d'outre-mer ; souci de la commission des lois de voir appliquer les lois de la République dans les TOM avec plus de facilité et de rapidité ; projet de loi relatif à l'application dans les TOM de la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels du citoyen ; application de lois dans les TOM ; évolution des institutions des Comores ; déclaration commune du 15 juin 1973 ; problème de l'île Mayotte cédée à la France en 1841 ; mode de consultation des populations ; situation du territoire des Afars et des Issas ; recensement d'état civil ; problème de la protection d'une minorité ; (p. 5144) : problèmes d'enseignement ; situation du lycée Gauguin à Tahiti ; conception du Gouvernement sur l'évolution du statut des Comores ; estime que les crédits budgétaires sont intrinsèquement insuffisants comparés aux besoins.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme. — Equipement. Etat C. - Titre VI [14 novembre 1973] (p. 5751) : son intervention dans la discussion de l'amendement de M. Gosnat (transfert de l'Institut géographique national) ; opposition du groupe communiste à une décentralisation et protection de la capitale et de la région parisienne ; se considère comme un parlementaire représentant la France tout entière ; décentralisation des administrations ; intérêt de son groupe à la politique d'aménagement du territoire.

Logement. Etat C. - Titre VI [15 novembre 1973] (p. 5802) : regrette qu'un véritable dialogue n'ait pu s'instaurer ; transfert de crédits en faveur d'une catégorie sociale défa-

vorisée et accroissement de la ségrégation sociale ; souhaite une politique globale de l'habitat qui permette de lutter efficacement contre la ségrégation ; sa référence au rapport de M. Maurice Andrieu : liste des organismes pratiquant l'information des candidats au logement. **Article 37** (p. 5805) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Ligot : redistribution des crédits HLM.

Intérieur et rapatriés. Etat B. - Titre III [19 novembre 1973] (p. 6036) : ses observations ; entente interministérielle et notion de Gouvernement, comités interministériels. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1973]. **Après l'article 2 m** (p. 7135) : son rappel au règlement : caractère de proposition de résolution que revêt l'amendement du Gouvernement. **Article 13 bis** (p. 7139) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement s'opposant au blocage de 1 % du montant des salaires de la taxe due par les employeurs au titre de la formation professionnelle. **Après l'Article 39** (p. 7143) : ses observations en faveur du retrait de l'amendement du Gouvernement ; son opposition au blocage des loyers ; pénalisation du secteur socialisé du logement ; répond aux arguments de M. Frelaut en faveur du blocage des charges ; répond aux arguments du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail (n° 636). Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6382) : ses observations sur l'application de la loi relative aux comités d'entreprise.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6900) : raisons de la suppression des questions d'actualité de l'ordre du jour.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455). Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6968) : déclare que le vote qu'il sera appelé à émettre sur ce sujet sera sans doute le plus difficile qu'il aura eu à exprimer au cours de sa vie de parlementaire ; rappelle son désir d'obtenir un débat sur la peine de mort ; (p. 6969) : rappelle que personne ne défend le futur enfant, coupable d'être l'agresseur ; se met à l'écoute des plus désemparées des femmes ; rend hommage à l'amour maternel et refuse de distinguer entre les catégories sociales, les régimes politiques ou les religions ; rend hommage au travail du docteur Peyret ; évoque les jeux mondiaux des handicapés physiques ; estime que la tolérance est la règle de notre République, que le projet ne résout pas le problème, que les critères qu'il énonce pour l'interruption de la grossesse ne sont pas objectifs puisque les risques de malformations ne sont jamais certains ; juge étrange

d'associer la notion de dignité à la notion d'interruption de la grossesse ; (p. 6970) : estime que l'éducation sexuelle est l'apprentissage de la responsabilité, l'alliance du cœur et de la raison et non un dévouement des instincts ; s'oppose à la notion de consensus d'une population pour créer la loi ; rappelle l'opinion du professeur Minkowski selon laquelle toutes les femmes attendent du médecin du secours et de la compréhension et pour lequel la libéralisation de l'avortement augmente pour les femmes les risques de donner naissance à des handicapés ; demande que la contraception empêche toujours la récurrence ; estime nécessaire de mettre en place un véritable arsenal de mesures dissuasives, soit un centre par quartier ; [14 décembre 1973] (p. 7030) : évoque l'échec de la société qui serait la cause de l'avortement et le nombre des avortements dans les pays de l'Est ; (p. 7043) : justifie le renvoi en commission et demande au Gouvernement de proposer au vote de l'Assemblée les impôts assurant les ressources nécessaires aux mesures relatives à l'information, à la contraception et à la dissuasion ; estime que ceux qui sont favorables à une libéralisation voteront le renvoi de la discussion. Répond aux propos de M. Defferre sur le renvoi du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse et sur ses conséquences [20 décembre 1973] (p. 7272) : rappelle que si le projet n'avait pas été renvoyé, cela n'aurait rien changé sur le plan de la légalité ; valeur législative d'un projet lorsqu'il a été définitivement adopté par les deux assemblées.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 465) : rappelle que l'idée de la construction européenne repose sur la claire conscience d'une communauté de destin.

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale (n° 986)** [6 juin 1974] (p. 2523) : dignité exemplaire du peuple de France pendant la campagne électorale ; sort des réformes de l'éducation nationale préparées par le précédent ministre ; réhabilitation du travail manuel ; l'austérité ne doit pas freiner le développement des équipements publics ; satisfaction à l'égard des propos tenus par le Premier ministre sur l'Europe dont le développement exige maintenant la création d'un véritable pouvoir de régulation ; (p. 2524) : travailleurs immigrés ; souhaite que le grand souffle d'air frais apporté par Bernard Stasi continue de souffler sur les DOM.

— **Propositions de loi relatives à la lutte contre le proxénétisme (n°s 93, 231)**. **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2745) : moralité publique et défense des victimes du proxénétisme ; l'intervention des associations permettant de briser le cercle des complicités. **Discussion des articles**. **Article unique** (p. 2746) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; insiste sur le préjudice porté à la personne ; (p. 2747) : ses observations sur l'intérêt collectif et l'intérêt personnel ; retire son sous-amendement n° 4 ; (p. 2748) : son sous-amendement n° 6 définissant les bénéficiaires du texte par leur participation à la lutte contre le proxénétisme ; adopté.

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058)**. **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 22** (p. 2861) : sur l'amendement n° 14 de M. Donnez : les multiples infractions au code de l'urbanisme.

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives (n° 935)**. **Discussion générale** [2 juillet 1974] (p. 3238) : suggère l'établissement d'un impôt foncier déclaratif annuel sur le bâti et le non bâti.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1161)**. **Discussion des articles** [24 juillet 1974] (p. 3787) : amendement d'harmonisation ; adopté. **Article 16** (p. 3790) : sur l'amendement n° 52 de M. Josselin : répartition des recettes publiques. **Article 23** (p. 3806) : amendement n° 170 : position spéciale pour les agents de plus de soixante ans ; adopté. **Commission mixte paritaire** (p. 3937) : limitation de la publicité et liberté d'expression.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores (n° 1187)**. **Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5195) : sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Max Lejeune : reproche au secrétaire d'Etat de dramatiser le débat et de vouloir faire pression sur l'Assemblée. **Après l'Article 3** (p. 5199) : sur l'amendement n° 12 de M. Magaud : caractère réglementaire de l'amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180)**. *Première partie* :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 3406) : sur l'amendement n° 19 de M. Grussenmeyer : ne pas renforcer le privilège des bouilleurs de cru.

Deuxième partie :

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6586) : s'interroge sur le bien-fondé d'une politique qui admet le principe d'une aide de

l'Etat pour la satisfaction d'un besoin élémentaire ; les conséquences du blocage des loyers de la catégorie III et IV ; s'élève contre une ségrégation à la fois sociale, familiale et raciale ; (p. 6587) : débusquer la ségrégation jusque dans la réglementation des HLM ; faire correspondre le loyer à un certain pourcentage du salaire ; la puissance publique doit-elle faire elle-même concurrence aux organismes d'HLM.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297).** **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7192) : notre société pluraliste ne doit pas pour autant être une société permissive ; (p. 7193) : rappelle que les formations de gauche ont été longtemps hostiles à la politique de natalité ; regrette que le débat n'ait pas plus souvent mis en lumière le rôle de l'enfant ; la multiplication des entretiens et des consultations serait un obstacle au recours trop fréquent à l'avortement ; (p. 7194) : en raison même de ses convictions spirituelles, en votant la loi il prendra sa part du fardeau. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974]. **Article 3** (p. 8927) : contre la confirmation écrite de la demande ; la responsabilité de l'homme ; (p. 8133) : **Article 7** : sur le non-remboursement par la sécurité sociale ; la vertu des pauvres.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (n° 950).** **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7306) : la liberté de création ; l'architecture du centre ; (p. 7307) : le centre de création industrielle. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974]. **Discussion des articles** (p. 8150). **Article 4** : le risque d'une emprise politique sur la culture ; l'exemple du projet de monument aux morts de Bourdelle. **Article 6** : les inconvénients d'appliquer les règles de la comptabilité publique.

— **Projet de loi portant validation de certains diplômes d'architectes (n° 1378).** **Discussion générale** [16 décembre 1974] (p. 7909) : l'enseignement de l'architecture défie aujourd'hui la raison ; veut-on écarter l'architecte de son métier ; le décret relatif à l'ingénierie.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7991) : son désaccord avec les solutions prônées par la motion de censure ; le rejet de la motion par les réformateurs, centristes et démocrates sociaux ; les libertés en France et dans les pays communistes ; (p. 7992) : la crise et l'inflation dans les pays de l'Est ; la règle de l'unanimité en politique européenne ; l'internationalisme.

1975

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale (n° 1479).** **Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Article premier** (p. 2094) : apporte son soutien à l'amendement n° 2 de M. Gerbet ; souhaite la quasi-suppression de la détention provisoire à condition que le Gouvernement donne les moyens nécessaires aux juges d'instruction ; [25 avril 1975] : **Article 9** : **Article 704 du code de procédure pénale** (p. 2168) : sur les amendements en discussion ; incompétence des tribunaux actuels ; laisser impérativement au tribunal la charge de la preuve ; (p. 2169) : culpabilité de l'administration dans les grandes infractions en matière d'urbanisme ; exemples de cette culpabilité ; (p. 2175) : ses sous-amendements n°s 64 et 66 à l'amendement n° 29 de M. Gerbet ; dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 29 : supprimer les mots « de plus de seize ans » ; conduire tout mineur dans un centre d'accueil du service de l'éducation surveillée ; les récidives dues aux incarcérations ; les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 ; le nombre des mineurs dirigés vers le juge d'instruction et non vers le juge pour enfants ; (p. 2176) : sa réponse à M. Gerbet ; l'existence de places vides dans les établissements spécialisés ; (p. 2177) : sa réponse au Gouvernement ; l'exemple du juge pour enfants à Denver dans le Colorado ; sous-amendements devenus sans objet par retrait de l'amendement n° 29.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560).** **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3349) : le drame que constituera toujours le divorce ; la tendance à vouloir créer une société sans culpabilisation ; l'impossible compensation par l'argent au manque d'affection et d'amour ; les chances données aux plus forts en matière de divorce pour rupture de vie commune ; l'impossible libération de toutes les contraintes ; (p. 3350) : la place qui sera faite à la violence et à la drogue si la loi doit suivre l'évolution des mœurs ; la suppression par le projet de loi de l'hypocrisie contenue dans la procédure actuelle ; le rejet des plus faibles : le cas des aliénés mentaux ; celui des handicapés physiques ; (p. 3352) : sa question au Gouvernement sur la façon dont ont été menées les enquêtes d'opinion publique. **Discussion des articles** [4 juin 1975]. **Article premier (suite)** : **Article 283 du code civil** (p. 3628) : son amendement n° 259 : suppression de la pension alimentaire en cas de concubinage notoire ; adopté ; (p. 3651) : **Explication de vote** : vote favorable mais sans allégresse.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores (n° 1734). Discussion des articles** [26 juin 1975]. **Article 2** (p. 4796, 4797) : fait ressortir qu'il ne s'agit pas de provoquer une partition mais de rechercher un statut permettant aux minorités de se sentir à l'aise dans la nouvelle indépendance donnée à l'archipel.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° 1449). Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5020) : dénonce les conditions dans lesquelles le texte est examiné alors même que chacun sait bien qu'il ne sera pas voté définitivement avant la fin de la session.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux (n° 1633). Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1975]. **Article 21 bis** (p. 4992) : craint que le projet de loi ne reste lettre morte en l'absence des dispositions financières ; considère qu'il sera bon de préciser que le bilan prévu à l'article devra tenir compte des considérations écologiques.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881). Première lecture. Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6661) : il sera plus difficile aujourd'hui qu'il y a huit ans de remettre de l'ordre dans la cité ; une loi ne peut être que l'outil d'une politique ; c'est celle-ci qu'il convient de définir en s'interrogeant sur le problème de la ville ; (p. 6662) : propose une redéfinition du droit de propriété : « La propriété est un droit dont l'usage doit contribuer au bien-être de la collectivité » ; souhaite que l'impôt foncier permette de récupérer au moins la rente de toutes les plus-values qu'apporte la collectivité grâce aux équipements qu'elle réalise ; toutes les lois instituées pour tenter de récupérer l'argent des plus-values en capital ont échoué ; les conséquences de la loi de 1948 sur la ségrégation dans le centre des villes ; (p. 6663) : doute que, par une disposition de nature essentiellement fiscale, il soit possible de lutter contre la « dédensification » du centre des villes ; l'opération de la tour Maine-Montparnasse ; s'étonne qu'un sort particulier soit réservé à la capitale en matière de plafond légal de densité ; indique au ministre qu'il n'a pas toujours trouvé de correspondance entre les grandes lignes de son intervention et les données du texte ; l'incohérence de certaines décisions relatives à l'urbanisme ; (p. 6664) : en ce qui concerne l'impôt foncier, marque sa préférence pour un impôt déclaratif annuel, chacun fixant lui-même la valeur de son bien ; rappelle qu'en 1967 sa proposition d'acquisition à terme avait

retenu l'attention de certains ; les avantages d'un impôt déclaratif annuel en matière d'expropriation ; pour sauver la propriété, il lui paraît indispensable de la rendre solidaire du devenir des villes ; les véritables réformateurs voteront l'impôt sur le capital, autrement dit l'impôt foncier déclaratif annuel ; [9 octobre 1975] (p. 6708) : soutient sa motion de renvoi en commission ; (p. 6709) : rappelle un propos de M. Debré assignant pour but à toute réforme foncière de rendre plus fluides les transactions immobilières ; l'exemple de la ville de Stockholm et de sa politique des réserves foncières ; souligne le grand nombre de mécanismes déjà mis en place et qui empruntent à la fois à la notion d'impôt foncier et à celle de municipalisation ; (p. 6710) : interroge le ministre des finances, maire de Saint-Cloud, sur la capacité de sa ville à accueillir les travailleurs immigrés ; l'impôt foncier est la clé de voûte de la réforme foncière ; le rendement possible des impôts locaux ne permettra jamais le fonctionnement des équipements ; propose d'exonérer de l'impôt foncier la propriété familiale modeste ; (p. 6711) : exprime sa conviction que la réforme n'apportera pas les solutions aux problèmes de la ville ; (p. 6713) : cite un extrait de « L'Enjeu », dans lequel l'impôt foncier est présenté comme devant aboutir à une normalisation des prix ; retire sa motion de renvoi en commission. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Avant l'Article premier** (p. 6713) : son amendement n° 415 : compléter l'article 544 du code civil par les mots : « la propriété est un droit dont l'usage doit contribuer au bien-être de la collectivité » ; repoussé. **Article premier** (p. 6720) : son amendement n° 416 : affirmer explicitement qu'au-delà du plafond légal de densité le droit de construire appartient à la commune ; repoussé ; (p. 6724) : proteste contre l'uniformité résultant de l'application du coefficient 1 ; (p. 6726, 6727) : souligne le caractère trop abstrait du débat. **Article 2** (p. 6733) : ses observations sur les positions de M. Galley ; la réduction par la loi de la marge de manœuvre des villes en matière de subventions aux offices de HLM ; [14 octobre 1975] (p. 6814) : son amendement n° 418 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 4 ; estime que l'alinéa 2 incitera à démolir des immeubles en bon état. **Après l'Article 4** (p. 6816) : propose une nouvelle rédaction du sous-amendement n° 492 du Gouvernement à l'amendement n° 490 de M. Fanton. **Article 5** (p. 6817) : son amendement n° 420 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 5 ; incitation donnée par cet alinéa à augmenter la densité des quartiers dont les bâtiments sont en bon état et à ne pas construire dans ceux dont les immeubles sont insalubres ; (p. 6818) : insiste pour que son amendement soit adopté. **Article 6** (p. 6820) : souhaite qu'on ne confonde pas conservation

du patrimoine ancien et conservation des quartiers insalubres ; encourager les promoteurs à construire dans ces quartiers. **Article 8** (p. 6827) : son amendement n° 422 : nouvelle rédaction du cinquième alinéa de l'article (réhabilitation d'immeubles anciens) ; adopté ; (p. 6828) : ses observations sur l'amendement n° 326 du Gouvernement ; (p. 6838) : son amendement n° 423 : nouvelle rédaction du sixième alinéa : affecter la moitié des sommes versées au district à la constitution d'espaces verts et à des actions permettant aux populations modestes de rester dans le centre des villes ; (p. 6839) : insiste sur l'importance de la disposition de son amendement relatif à la population du centre des villes ; adopté. **Article 2 (suite)** (p. 6844) : ses observations sur l'application du plafond légal de densité aux églises déjà construites ; insiste pour que soient exonérées les constructions des offices d'H.I.M. **Après l'Article 8** (p. 6846) : manifeste son hostilité à l'amendement n° 513 du Gouvernement. **Article 2 (suite)** (p. 6846) : son amendement n° 417 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 513 du Gouvernement ; (p. 6847) : ses propos sur le permis de construire tacite ; [15 octobre 1975] : **Article 9** (p. 6893) : son amendement n° 424 : supprimer une partie de l'article 9 ; estime que les amendements proposés par le Gouvernement sont discutables ; ses observations sur l'intervention de M. Canacos ; (p. 6895) : ses observations suite à l'adoption de l'amendement n° 360 du Gouvernement. **Après l'Article 9** (p. 6895) : son amendement n° 425 : insérer un nouvel article après l'article 9 ; (p. 6896) : accepte de reporter son amendement n° 425 à l'article 17. **Article 15** (p. 6907, 6908) : ses observations relatives aux bidonvilles et aux zones d'habitat insalubre ; (p. 6908) : son amendement n° 487 : insérer un nouvel alinéa après le premier alinéa de l'article 15 ; adopté. **Article 16** (p. 6919) : son amendement n° 428 ; (p. 6920) : appliquer immédiatement le PLD ; adopté. **Article 17** (p. 6921) : son amendement n° 425 : prise en compte du cadre du parti d'aménagement choisi pour l'ensemble de la zone d'aménagement pour déterminer si les constructions dépassent le PLD ; appelle l'attention sur l'importance des termes « telle que définie » ; adopté. **Article 20** (p. 6927) : son amendement n° 461 : institution d'un droit de préemption de plein droit dans les communes de plus de 30.000 habitants ; décision d'employer le droit de préemption dans les communes de moins de 30.000 habitants sur décision de l'autorité administrative ; ses observations sur l'impôt foncier ; l'exercice d'un réel contrôle sur le marché immobilier grâce au droit de préemption ; (p. 6931) : sa réponse au Gouvernement ; (p. 6932) : retire son amendement n° 461 ;

(p. 6933) : précise qu'il n'y a que quatre-vingt-dix plans d'occupation des sols approuvés ; demande si un plan publié, mais non approuvé, est opposable aux tiers ; (p. 6934) : son amendement n° 504 ; retiré. **Article 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6936) : son amendement n° 462 : nouvelle rédaction de l'article ; signaler l'usage auquel est destiné le droit de préemption ; retiré ; (p. 6939) : sur l'amendement n° 385 de M. Mesmin, fait valoir l'exemple de Grenoble où l'application de l'amendement rendrait toute rénovation impossible. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6946) : son amendement n° 464 : à défaut d'accord amiable, le prix est fixé selon les règles applicables en matière d'expropriation ; estime qu'il aurait fallu demander la réserve des amendements en discussion jusqu'à ce que l'Assemblée se prononce sur l'impôt foncier annuel ; (p. 6947) : insiste sur l'intérêt du second alinéa de son amendement : la production, par l'exercice du droit de préemption, des mêmes effets que l'accord amiable en matière d'expropriation ; retiré ; (p. 6950) : demande ce qu'est le prix du marché ; (p. 6952) : ses observations sur l'amendement n° 189 de M. Fanton. **Article 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6953, 6954) : ses observations sur l'amendement n° 190 de M. Fanton ; (p. 6956) : son sous-amendement n° 507 à l'amendement n° 332 du Gouvernement : ajouter les mots : « à l'égard du même propriétaire » ; adopté ; [16 octobre 1975] : **Article 20 (suite)** : **Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6972) : son amendement n° 465 : impossibilité de céder en pleine propriété les immeubles acquis par exercice du droit de préemption ; limitation des cessions temporaires à une durée maximum de soixante-dix ans ; souligne l'inapplication de la loi de 1964 sur les concessions immobilières ; regrette que l'impôt foncier déclaratif annuel n'ait pas encore été adopté ; (p. 6973) : s'étonne que le ministre de l'équipement n'ait pas retenu le délai de soixante-dix ans qui figure pourtant dans la loi relative au bail à construction ; repoussé. **Après l'Article L 211-9 du code de l'urbanisme** (p. 6975) : son amendement n° 466 : permettre à l'Etat de se substituer à une collectivité en matière d'usage du droit de préemption afin de faciliter la transformation de bâtiments ou la constitution de réserves foncières ; en réponse au ministre, fait observer que dans certains cas l'Etat s'est substitué à des collectivités locales ; sa réponse relative à l'application de la loi Vivien du 10 juillet 1970 ; repoussé. **Article 24** (p. 6979) ; demande la réserve de son amendement n° 470. **Après l'Article 25** (p. 6989) : l'importance du débat (p. 6990) : le lien entre fiscalité et urbanisme ; la maîtrise de l'espace ; l'urbanisation galopante et anarchique de la France ; la taxa-

tion des plus-values, moteur de l'inflation ; asseoir l'impôt foncier sur la valeur vénale du bien ; (p. 6991) : l'amélioration des déclarations par l'administration des finances ; l'apport de ressources aux communes par le jeu de l'impôt foncier ; le rétablissement par cet impôt de la solidarité entre les propriétaires et la collectivité ; la possibilité d'accompagner l'impôt de la constitution de réserves foncières ; la clarté d'un tel impôt ; (p. 7001) : dit à M. Galley qu'il n'a pas oublié les nombreux petits propriétaires, mais qu'il pense aux nombreux Français qui vivent dans des conditions très précaires faute d'un urbanisme convenable ; (p. 7003) : son sous-amendement n° 526 à l'amendement n° 514 de M. Foyer : prévoir que le comité institué par l'amendement est chargé de définir les voies et moyens permettant aux collectivités locales d'assumer leurs responsabilités foncières et non d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales ; repoussé ; (p. 7005) : sur l'amendement n° 514 de M. Foyer, souhaite que soit examinée l'assiette de l'imposition des terrains bâtis comme des terrains non bâtis ; pense que le débat n'aura pas été inutile et que l'on s'apercevra bientôt de la nécessité de l'impôt foncier ; ne votera pas l'amendement n° 514 ; [17 octobre 1975] : **Article 87** (p. 7046) : critique la rédaction de l'amendement n° 305 de M. Fanton ; (p. 7047) : insiste sur le caractère indispensable du réseau d'assainissement ; (p. 7050) : sur l'amendement n° 528 du Gouvernement, estime que les mots « au droit de » n'ont guère de sens dans une région vallonnée ; pense que l'important est que les réseaux d'assainissement aient une capacité correspondant au COS des terrains ; (p. 7501) : son sous-amendement de séance à l'amendement n° 528 du Gouvernement : capacité du réseau d'assainissement correspondant à la constructibilité des terrains en cause ; repoussé. **Article 24 (suite)** (p. 7063) : son amendement n° 470 : introduire dans le code de l'urbanisme un chapitre sur les zones de réserve foncière ; estime que le problème des servitudes pourrait être résolu dans ce cadre ; est conscient qu'il n'est pas possible d'étudier à fond au moment du débat le problème évoqué par son amendement ; retire celui-ci. **Avant l'Article 95** (p. 7065) : s'étonne de voir le groupe communiste défendre les dispositions relatives aux SAFER qu'ils n'ont pas votées ; juge que l'amendement n° 395 de M. de Poulpiquet ne porte pas atteinte à ces organismes. **Article 95** (p. 7067) : rappelle qu'en 1967 il avait déclaré inapplicable la réforme proposée par le Gouvernement ; demande en conséquence qu'on l'entende quant à ses propositions actuelles sur l'impôt foncier ; (p. 7068) : son amendement n° 508 : dans l'article 3 de la loi sur le bail à construction, supprimer la disposition qui

engage la garantie des cessionnaires ; retiré au profit de l'amendement n° 533 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 2** (p. 9033) : apporte son soutien à l'amendement n° 39 de M. Fanton. **Article 8 : Article L 333-3 du code de l'urbanisme** (p. 9037) : s'étonne que le Gouvernement s'oppose à l'amendement n° 44 défendu par M. Fanton ; (p. 9037, 9038) : juge préférable l'amendement n° 45 de M. Fanton qui permettrait la construction d'HLM au centre des villes. **Article 9** (p. 9042) : sur l'amendement n° 5 du Gouvernement, propose de prévoir que la loi n'est pas applicable aux zones d'aménagement concerté. **Article 15** (p. 9046) : insiste pour que soient adoptés les sous-amendements n°s 81 et 82 à l'amendement n° 36 du Gouvernement précédemment défendus par M. Fanton. **Article 16** (p. 9050) : apporte son soutien à l'amendement n° 55 de M. Fanton. **Article 85 B** (p. 9062) : insiste pour que soit adopté l'amendement n° 74 défendu par M. Fanton ; juge inutile d'imposer la consignation de l'acompte prévu. **Article 95 quater** (p. 9067) : sur l'amendement n° 88 de M. Hamel, considère que la question des acquisitions à terme ne peut être séparée du problème foncier dans son ensemble.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Première partie* :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 4** (p. 7267) : sur l'amendement n° 107 de M. Lamps conteste l'existence d'une tutelle exercée par la Fondation de France. **Article 10** (p. 7283, 7284) : fait observer l'absence de films pornographiques dans les pays socialistes du fait de l'absence de la liberté ; met en garde contre le péril que constitue la pornographie ; n'approuve pas la solution trop matérialiste du Gouvernement ; demande que celui-ci ait le courage d'interdire certains films particulièrement scandaleux ; demande la réserve de l'article ; (p. 7287) : craint que les salles visées par les dispositions en discussion ne récupèrent la TVA. **Article 19** (p. 7303) : met le Gouvernement en garde contre des paris organisés sur des hommes ; (p. 7304) : pense que le rôle du Gouvernement n'est pas d'organiser des jeux. **Après l'article 19** (p. 7306) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Neuwirth. **Après l'Article 16 (suite)** (p. 7312) : évoque le nombre des revues touchées par le refus du Gouvernement de maintenir le *statu quo* en ce qui concerne l'article 39 bis du code des impôts ; le cas des revues se consacrant à la vie régionale.

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7379) : la trop tardive distribution des documents budgétaires ; leur obscurité ; l'aide

au logement en faveur de toutes les catégories sociales ; l'insuffisance de la lutte contre l'alcoolisme sur route ; le sacrifice de la voie d'eau ; (p. 7380) : rééquilibrer la région parisienne vers l'Est ; mettre sur pied un réseau de transports en commun suffisant dans les villes nouvelles.

Equipement. — Logement [28 octobre 1975] (p. 7419-7420) : les pratiques conduisant à une ségrégation dans le logement ; la ségrégation instituée au détriment des personnes âgées ; le trop grand nombre de Français aidés pour leur logement ; (p. 7421) : aider les plus démunis. **Examen des crédits. Après l'Article 52** (p. 7426) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Michel ; ne pas encourager le Gouvernement à construire des logements de qualité médiocre.

Culture [3 novembre 1975] (p. 7748) : ne pas dégrader la moralité publique par le pouvoir de l'argent ; le laxisme actuel en matière d'enseignement de l'architecture ; (p. 7749) : éviter la dégradation des bâtiments anciens ; l'apprentissage d'un métier, partie intégrante de la culture ; condamne l'expression « revalorisation du travail manuel » ; ne pas réserver la sollicitude du Gouvernement à l'élite dite cultivée.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7843) : le problème du logement des immigrés ; lutter contre la ségrégation ; le problème des foyers-hôtels.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [7 novembre 1975] (p. 8127) : s'élève contre les déclarations de M. Riquin relatives à l'organisation de concours de pronostics.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [J.O. Débats du 13 novembre 1975] (p. 8329) : les CEG des zones montagnardes non inscrits sur la carte scolaire ; l'installation de relais de télévision ; l'organisation des dépenses relatives à l'aménagement du territoire ; l'incohérence des décisions concernant l'eau ; les opérations de blocage de routes ou d'autoroutes ; le changement de procédure de distribution des lettres en milieu rural ; (p. 8330) : ses observations sur les crédits d'adduction d'eau et les programmes d'assainissement.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 12 novembre 1975 [J.O. Débats du

17 novembre 1975]. **Rappel au règlement** (p. 8514) : déplore que la réunion élargie de la commission des lois vienne encore surcharger un ordre du jour déjà très lourd ; (p. 8524) : ses observations relatives à la détention provisoire ; (p. 8525) : rappelle avec force que la justice doit être sans épithète, qu'elle doit être seulement juste.

— **Rappel au règlement** [3 novembre 1975] (p. 7731) : intervention de M. Ralite, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le cinéma.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 1175). Première lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8801) : demande que son amendement n° 22 relatif aux membres de l'inspection générale de l'instruction publique soit examiné ; (p. 8802) : son amendement n° 21 : possibilité pour certains professeurs d'être maintenus en activité jusqu'à soixante-dix ans après avis d'un comité consultatif et sur décision ministérielle. **Deuxième délibération** [21 novembre 1975] (p. 8878) : attire l'attention du Gouvernement qui a demandé le report du vote final sur le caractère « indécent » des procédures auxquelles il contraint l'Assemblée ; (p. 8975) : suggère que le secrétaire d'Etat aux universités puisse accorder exceptionnellement des prolongations de carrière ; (p. 8977) : ses observations relatives aux inspecteurs généraux de l'instruction publique. **Article premier** (p. 8871) : son amendement n° 21 : permettre par décision individuelle aux chercheurs de l'enseignement supérieur de rester en activité ; adopté ; son amendement n° 22 relatif à la limite d'âge des inspecteurs généraux de l'instruction publique ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 décembre 1975]. **Article premier** (p. 10181) : ses observations sur les précisions apportées par M. Gerbet, rapporteur.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [21 novembre 1975] (p. 8878) : report de la suite de la discussion et du vote sur le projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 1482)** ; [26 novembre 1975] : **Sur l'Article unique** (p. 8972) : estime qu'il ne faut pas limiter la durée de la détention si l'on veut que le projet évite effectivement des récidives ; [9 décembre 1975] (p. 9508) : regrette que le Gouvernement n'ait pas créé une allocation spécifique d'aide à la réinsertion sociale des détenus.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° 1512). **Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9014) : rappelle qu'un tel texte n'est rendu nécessaire que parce que l'Etat a ruiné les propriétaires en se déchargeant sur eux du logement des plus pauvres ; demande une réforme de la loi de 1948 ; réclame la généralisation de l'aide personnalisée. **Discussion des articles. Article 8** (p. 9022) : son amendement n° 11 interdisant sous peine de nullité toute vente d'appartement insalubre ou classé dans la catégorie IV de la loi du 1^{er} septembre 1948 ; retiré.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° 1869). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9203) : position de la province face à Paris ; l'incidence de la réforme sur la vie quotidienne des Parisiens ; le changement qui devra se faire dans la mentalité des fonctionnaires ; la représentation des quartiers qui sont désertés la nuit ; la durée du mandat de maire de Paris ; aboutir à des responsabilités mieux définies ; (p. 9204) : savoir prendre les risques inhérents à la démocratie. **Discussion des articles** [3 décembre 1975] : **Article 6 (suite)** (p. 9304, 9305) : reprend l'amendement n° 54 : substituer au chiffre « 100 » élu au conseil de Paris, le chiffre « 124 » ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9540) : estime peu sérieux d'engager une réforme de la profession d'architecte au moyen d'une loi de finances rectificative ; mettre un terme à la politique des « modèles », négation de l'architecture ; le laxisme de l'enseignement de l'architecture ; rendre obligatoire le recours à un architecte.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion générale** (6 avril 1976 (p. 1386) : la nécessaire lutte contre la ségrégation ; remettre de l'ordre dans les textes concernant l'urbanisme ; le problème du transfert des COS et de l'indemnisation des servitudes publiques ; donner les moyens financiers nécessaires aux collectivités locales ; (p. 1387) : les mesures heureuses prévues en matière de ZAC ; les dérogations qu'implique la rénovation des vieux quartiers ; le rétablissement du permis de construire ; les souhaits de l'orateur en matière de définitions des obligations de sécurité et de la mise en place de moyens pour l'application du rapport Barton ; (p. 1388) : s'étonne des préventions du ministre à l'encontre du béton armé qui peut être un moyen pour créer des chefs-d'œuvre ;

(p. 1449) : souligne les difficultés du travail des députés compte tenu du très grand nombre d'amendements distribués. **Discussion des articles** (7 avril 1976) : **Article 5** (p. 1459) : se demande si l'amendement n° 280 du Gouvernement n'est pas en contradiction avec la loi foncière en mettant en cause les droits acquis ; conteste l'argumentation présentée par M. Galley ; (p. 1461) : craint que l'amendement n° 330 de M. Masson n'aille à l'encontre du but poursuivi. **Article 6** (p. 1465) : demande au Gouvernement de préciser la portée de l'article 6. **Article 9** (p. 1469, 1470) : conteste les analyses de M. Galley en matière de « modification » et de « révision » des POS ; note l'importance des dérogations contenues dans le texte gouvernemental ; insiste pour que celui-ci garde sa clarté. **Article 10** (p. 1471) : son amendement n° 219 : abrogation des articles L 123-6 du code de l'urbanisme et du chapitre premier du titre premier du livre III de la première partie du code de l'urbanisme ; signale que la constitution des ZAC a entraîné un sentiment de frustration chez les anciens propriétaires expropriés ; propose de supprimer les ZAC dont l'intérêt est illusoire ; (p. 1472) : conteste l'argumentation de M. Galley ; insiste sur le rôle néfaste des ZAC qui ont porté atteinte à la qualité de la vie ; repoussé ; (p. 1473) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Fanton. **Article 11** (p. 1476) : appuie l'amendement n° 71 de M. Dubedout ; demande si le Gouvernement est décidé à mettre en place un système de financement à long terme au profit des collectivités locales ; (p. 1477) : estime que les amendements n°s 335 défendu par M. Mesmin et 353 de M. de Poulpique ne sont pas indispensables ; [8 avril 1976] : **Article 11** (p. 1489) : estime indispensable l'amendement n° 314 de M. Lauriol dès lors que l'article 11 précise que le prix est fixé et payé comme en matière d'expropriation ; (p. 1492) : son amendement n° 235 : permettre au propriétaire de rentrer dans son bien quand le POS n'a pas été approuvé dans les délais ; repoussé. **Après l'article 6 (suite)** (p. 1497) : sur l'amendement n° 178 du Gouvernement, observe que le transfert de COS aura pour effet de densifier les terrains sans que la commune reçoive ce qu'elle pouvait attendre du PLD ; (p. 1498) : cite l'exemple de Carnac ; considère que le Gouvernement a étudié les problèmes un par un ; (p. 1502) : son rappel au règlement : proteste contre la façon dont le travail parlementaire est organisé. **Article 13** (p. 1508) : sur l'amendement n° 302 de M. Ligot, propose que le délai soit prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1979. **Article 14** (p. 1509) : son amendement n° 236 : abrogation des articles L 318-5, 318-6 et 318-7 du code de l'urbanisme ; abroger les articles relatifs à la mise en demeure de construire qui ne sont jamais

appliqués ; adopté. **Après l'Article 17** (p. 1511) : sur l'amendement n° 263 du Gouvernement, s'inquiète des modifications que les conseils municipaux pourront apporter à des lotissements de qualité ; (p. 1512) : cite le cas du lotissement du Vésinet ; (p. 1513) : sur les amendements n°s 275 de M. Mario Bénard et 355 défendu par M. Bertrand-Denis, craint que les sommes allouées ne suffisent pas pour la construction de parkings souterrains ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1639) : son amendement n° 237 : entrée en vigueur immédiate de l'article ; repoussé. **Article 19** (p. 1641) : considère que son amendement n° 238 est devenu sans objet. **Article 20** (p. 1643) : son amendement n° 255 : réduire de moitié le taux de la taxe départementale d'espaces verts ; ses observations sur les propos tenus par le Gouvernement relatifs à son amendement n° 255 ; amendement n° 255 repoussé. **Article 21** (p. 1644) : son amendement n° 239 : possibilité offerte au préfet d'interdire la démolition de certaines constructions ; adopté. **Article 22** (p. 1645) : son amendement n° 256 : éviter que ne se crée une situation trop complexe au cas où le conseil général tarderait trop à délibérer ; adopté après adoption du sous-amendement n° 362 de M. Masson. **Après l'Article 29** (p. 1651) : souhaite connaître la signification de l'expression « unité d'urbanisme et d'architecture de la zone » qui figure dans l'amendement n° 294 du Gouvernement. **Article 32** (p. 1659) : demande à M. Galley des précisions sur la portée du certificat de conformité ; juge que l'administration n'a pas à se substituer à l'acheteur ou à l'occupant pour s'assurer de la qualité de la construction d'un immeuble. **Après l'Article 38** (p. 1664) : se félicite de l'engagement du ministre relatif au droit de libre passage le long de la mer et de libre accès aux rivages. **Avant l'Article 39** (p. 1664) : son amendement n° 343 : élargissement de la liste des organismes bénéficiaires du droit de préemption dans les zones d'aménagement différé ; adopté. **Article 41** (p. 1667) : son amendement n° 241 : élargissement de la liste des établissements publics ; repoussé. **Après l'Article 41** (p. 1668) : son amendement n° 242 : extension du régime des concessions des sols ; adopté. **Article 42** (p. 1669) : son amendement de suppression n° 243 ; adopté. **Article 43** : son amendement de suppression n° 244 ; repoussé ; [14 avril 1976] : **Article 45** (p. 1727, 1728) : son amendement n° 356 relatif au capital des sociétés d'économie mixte foncières ; adopté ; (p. 1729) : son amendement n° 245 rectifié : liste des opérations d'urbanisme pouvant être entreprises et extension du nombre des organismes habilités à les réaliser ; (p. 1730) : souligne que son amendement marque un progrès sur la voie d'une codification nécessaire ;

adopté. **Article 45** (*suite*) (p. 1740) : annonce qu'il retire son amendement n° 246. **Article 46** (p. 1741) : estime qu'il faudrait être très courageux pour construire dans le cadre de telles dispositions. **Après l'Article 54** (p. 1744) : défend l'amendement n° 158 de M. Peretti et critique la complexité des dispositions évoquées par M. Masson. **Article 51** (*suite*) (p. 1750) : juge que l'amendement n° 139 de M. Fanton pose un difficile problème d'interprétation. **Article 52** (*suite*) (p. 1754) : expose à M. Galley qu'il n'a qu'à déposer un projet réglementant l'exercice du droit de grève dans les services publics. **Après l'Article 52** (p. 1754) : estime qu'il faut tenir compte des modifications des nuisances qui pourraient intervenir. **Article 53** (*suite*) (p. 1755) : son amendement n° 247 : possibilité de refuser de construire en cas de création d'une zone d'aménagement différé ; repoussé. **Article 57** (p. 1758) : son amendement n° 248 : non-application des dispositions de l'article en cas de suspension du délai de validité du permis de construire ; devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 167 de M. Masson. **Article 58** (p. 1760) : soutient l'amendement n° 148 de M. Fanton et le sien n° 249 qui vont dans le même sens ; (p. 1761) : souligne qu'il lui paraît très important de ne pas laisser démolir les vestiges de notre histoire ; amendement n° 249 retiré ; (p. 1762) : sur son amendement n° 250 et sur l'amendement n° 151 présenté par M. Fanton : dispenser de la procédure de démolir des bâtiments faisant l'objet d'une rénovation urbaine ou entrant dans le cadre de la résorption de l'habitat insalubre ; amendement n° 250 retiré ; (p. 1764) : trouve la formulation de l'amendement n° 260 rectifié du Gouvernement mauvaise car elle aboutirait à faire reloger dans des locaux insalubres des gens habitant dans de tels locaux ; propose un amendement n° 251 qui prévoit les conditions de relogement des locataires ; (p. 1765) : son amendement n° 251 qui supprime le caractère tacite de la délivrance par le ministre du permis de démolir en matière de monuments historiques ; adopté. **Après l'Article 59** (p. 1771) : nécessité de prévoir des dispositions transitoires. **Après l'Article 17** (*suite*) : défend l'amendement n° 159 de M. Debré : mesures de relogement consécutif à la destruction des bidonvilles ; retiré. **Seconde délibération** [14 avril 1970]. **Article 11** (p. 1773) : regrette de ne pas avoir été informé du dépôt de ces amendements. **Article 45** (p. 1777) : présente son sous-amendement n° 8 qui reprend les dispositions adoptées par l'Assemblée lors de la première délibération ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 38 bis** (p. 4442) : sur l'amendement n° 68 du Gouvernement, observe que les servitudes seront instituées pour permettre aux

touristes de longer la mer ; s'oppose au paiement de l'indemnité par les habitants de la commune d'accueil ; s'insurge contre l'obligation faite au propriétaire d'assumer les responsabilités évoquées par M. Masson ; (p. 4445) : critique le mode de travail de l'Assemblée et l'absence de députés ; souhaite renvoyer à une autre séance la poursuite du débat [23 novembre 1976]. **Article 41 ter** (p. 8572) : défend l'amendement n° 9 de M. Dubedout ; le problème des demi-mesures. **Article 42** (p. 8574) : la longueur d'établissement des POS ; (p. 8575) : éviter « les bavures » dans l'urbanisme ; la complexité des règles d'urbanisme. **Après l'Article 45** (p. 8577) : son sous-amendement n° 99 ; accès des sociétés anonymes d'HLM agréées aux prêts bonifiés ; les réalisations de sociétés d'HLM qu'il a créées ; ne pas écarter les sociétés d'HLM agréées des financements à taux réduit ; sous-amendement n° 99 adopté. **Article 53** (p. 8585) : demande pourquoi fixer forfaitairement la participation du pétitionnaire par place de stationnement. **Article 53 bis** (p. 8587) : les nuisances qui ne sont pas d'origine agricole dans les villages ; prendre en considération toutes les nuisances ; (p. 8588) : sa modification à l'amendement n° 53 de M. Fanton : adjoindre les mots « résultant des activités » ; amendement oral adopté. **Article 54 bis** (p. 8591) : la complexité de l'amendement n° 39 de M. Masson ; (p. 8592) : s'y oppose. **Article 58** : rapporteur pour avis suppléant de la commission des lois ; (p. 8594) : défend l'amendement n° 54 de M. Fanton : caractère obligatoire de l'avis du ministère chargé des monuments historiques ; le silence de l'administration moyen délibéré de ne pas prendre de décisions ; (p. 8595) : la différence entre la construction, la démolition normales d'un immeuble ordinaire et la protection des monuments historiques ; la nécessité d'une décision spéciale du ministre des affaires culturelles ; (p. 8596) : amendement n° 54 adopté ; son amendement n° 77 : soumission des expulsions des délinquants des permis de détruire à des conditions de loyer et de ressources ; la confortabilité des logements sociaux ; les conditions d'habitabilité normales ; les PACT ; (p. 8597) : redonner l'habitabilité normale à des logements occupés par de vieilles personnes incapables d'intervenir dans la consistance de leur logement ; amendement n° 77 adopté. **Article 62** (p. 8598) : défend l'amendement n° 55 de M. Fanton : non-soumission de l'obligation de ravalement à l'autorisation du président du tribunal de grande instance ; le réalisme de l'exécution d'office par la commune ; la question écrite du 21 octobre 1976 sur la place de l'Odéon ; amendement n° 55 repoussé. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9682) : revenir à la charge sur l'article

53 bis relatif aux nuisances à l'environnement ; la fin des améliorations techniques apportées à l'exploitation d'une ferme.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes (n° 1753). Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 12** (p. 1842) : son amendement n° 62 : extension du domaine d'investigation de l'inspection ; retiré. **Article 23** (p. 1850) : son amendement n° 63 retiré. **Article 25** (p. 1852) : déclare comprendre la générosité de la disposition prévue par l'article 25 et l'amendement n° 39 de M. Charles Bignon ; craint que ces dispositions ne soient pas réalistes. **Article 27** (p. 1853) : sur l'amendement n° 97 présenté par M. Granet, secrétaire d'Etat, juge curieux qu'un texte de loi enlève des pouvoirs au préfet pour les attribuer à son chef hiérarchique. **Titre** (p. 1855) : son amendement n° 64 : nouvel intitulé du titre ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles. Article 6** (p. 4739) : indique que si plusieurs ministres étaient chargés des établissements classés ce serait la même chose ; demande à M. Gau de ne pas incriminer la commission.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution (n° 2134). Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1968) : rappelle le caractère des débats qui se sont déroulés en commission ; le problème de l'instruction dans la constitution de concepts indéfinissables ; la situation différente qui est celle du premier tour par rapport au second ; (p. 1969) : sa participation à la rédaction de l'amendement de la commission des lois. **Deuxième lecture. Discussion de l'Article unique** [26 mai 1976]. **Article unique** (p. 3506) : demande si l'hypothèse envisagée par l'amendement n° 3 de M. Forni est plausible ; propose qu'il soit interdit au Président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale pendant un certain laps de temps précédant le renouvellement de son mandat ; (p. 3507) : regrette la légèreté avec laquelle M. Foyer traite le problème de la dissolution de l'Assemblée ; il se souvient de la manière dont la République allemande a disparu ; ne met pas en doute l'argumentation sur l'irrecevabilité apportée à l'amendement n° 3 de M. Forni.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature (n° 1565). Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 6** (p. 2082) : son amendement n° 63 : prise en considération de la conservation des jardins botaniques ; adopté.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise (n° 1717). Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3104) : s'étonne du rap-

port présenté par M. Charles Bignon du fait du rejet par la commission de la proposition de loi ; ne s'oppose cependant pas à la poursuite de la discussion ; (p. 3107) : déclare avoir posé la question préalable car il estime que la matière relève du domaine réglementaire ; estime qu'il n'y a pas lieu de soumettre la France rurale à certains carcans peut-être indispensables dans les grandes villes ; la nécessité de limiter le plus possible les systèmes d'autorisation qui sont autant d'entraves à la liberté d'entreprendre ; s'attache à démontrer que la matière est d'ordre réglementaire ; le décret de 1955 ne faisant pas référence à la loi de 1937 ; estime que l'argument de M. Charles Bignon faisant référence à la Constitution de 1946 n'est pas convaincant ; (p. 3108) : indique que si la matière est déclarée législative, il faudra élaborer un texte de portée générale et préservant pour les artisans ruraux le droit d'utiliser leur voiture en petite remise moyennant simple déclaration en se soumettant à un contrôle ; estime que le problème aurait pu être résolu par un usage approprié des pouvoirs des maires ; (p. 3109) : persiste à penser que la matière n'est pas législative ; retire sa question préalable puis la maintient.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (n° 71). Deuxième lecture. Discussion des articles [29 juin 1976]. Article premier (p. 4901) :** signale au Gouvernement que la loi du 31 décembre 1975 comporte un oubli dont sont victimes les sociétés d'HLM les plus modestes ; admet que sa remarque se rapporte à la loi portant réforme de la politique foncière.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1991). Deuxième lecture. Discussion des articles [30 juin 1976]. Article premier (p. 4959) :** s'étonne de la position de M. Péronnet contre l'amendement n° 7 de M. Fontaine qui va contre l'objectif de revalorisation du travail manuel ; souligne le mépris avec lequel on traite les personnes sans diplôme ; souhaite l'adoption de l'amendement n° 7 ; (p. 4960) : ne voit pas pourquoi la promotion des travailleurs manuels ne se ferait que par l'intérieur.

— **Projet de loi de finances rectificatives pour 1976 (n° 2523). Discussion des articles [14 octobre 1976]. Article 8 (p. 6653) :** l'article 8 : un accident et une anomalie ; l'incapacité du Gouvernement à persévérer dans une politique du logement ; les méfaits

du blocage des loyers ; les conséquences de leur manipulation ; les difficultés des organismes d'HLM ; le danger d'une grève des loyers ; le problème de la résistance à la demande du blocage des montants des charges ; le rapport Barre ; souhaite une persévérance des efforts du Gouvernement en matière de logement ; (p. 6656) : sur l'amendement n° 28 de la commission, ne voit pas pourquoi on excluerait les baux commerciaux du blocage des marges bénéficiaires.

— **Discussion d'une motion de censure [19 octobre 1976] (p. 6731) :** la motion de censure, une habileté subalterne ; recherche au-delà des mots, des intentions des deux groupes ayant signé la motion de censure ; l'Assemblée nationale aux ordres de la rue, attitude inacceptable ; critique des nationalisations ; les aides à l'agriculture ; le faible pourcentage de personnes assujetties aux mesures de majoration de l'impôt sur le revenu ; (p. 6732) : le coût des mesures communistes ; l'attitude critique de l'opposition française ; la perversion du droit de grève et du droit de manifestation ; le rituel de la « manif » ; le pouvoir de la CGT ; les pressions communistes sur la création de sections du PS dans les entreprises ; l'intoxication permanente fondée sur la dramatisation des événements ; l'acceptation de l'impopularité.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7108) : regrette la manière dont M. Leenhardt conduit le débat ; l'incohérence totale des décisions dont dépend la qualité de la vie, l'urbanisme et l'établissement des réseaux de transports en commun ; Cergy-Pontoise ; Marne-la-Vallée ; les métros régionaux ; critique de la RATP.

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7135) : le cas de l'Allemagne ; la politique du logement depuis la Libération ; le décret néfaste de 1914 sur le moratoire des loyers ; (p. 7136) : la qualité de l'habitat ; logement, territoire et espace ; le logement social ; l'importance du nombre de résidences secondaires ; une famille sur deux aidée pour son logement ; la perte des organismes d'HLM ; le misérabilisme dans la construction ; la politique absurde menée au cours des dix dernières années ; le bon marché conduisant à la ruine ; l'impossibilité de réclamer des logements de qualité et le blocage des loyers ; rapporter la circulaire relative aux prêts consentis à l'occasion de la réduction des prix à la fin des travaux ; circulaire « Poupinel » ; le maître d'ouvrage non responsable de l'allongement des délais ; sa surprise au sujet de l'engouement pour la réhabilitation

des immeubles anciens et des centres de villes; des illusions; le risque de conserver des ghettos dans des immeubles réhabilités. **Examen des crédits. Article 46** (p. 7143) : la ville: diversité des classes et des familles; l'ennui des nouveaux quartiers; ne votera pas le texte proposé à l'article 46.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7356) : ne comprend pas que l'on rediscute de la question de Versailles; le respect de la loi par la chancellerie; (p. 7364) : le problème des internements administratifs lors de la venue en France d'un souverain étranger; l'exil à Beaujon ou en Corse; les listes des personnes à éloigner données par les ambassades; les internements psychiatriques; la question des sectes religieuses; un groupe de travail sur les sectes religieuses. **Services pénitentiaires et éducation surveillée** (p. 7367) : la possibilité de créer en un lieu unique une prison pour trois départements; la philosophie présidant à l'établissement des programmes de constructions de nouvelles prisons; l'expérience abusive de Fleury-Mérogis; la concentration des gardiens et de leur famille; une étude psychologique; l'importance des problèmes humains.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 [J.O. Débats du 20 novembre 1976] (p. 8362) : le rapport Guichard; le but de l'action.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur (n° 1892). Discussion des articles** [2 décembre 1976] : **Article premier** (p. 8904) : souligne que le texte laisse à l'appréciation du parlementaire le soin de transmettre ou non la réclamation. **Après l'Article premier** (p. 8906) : médiateur et ombudsman; son manque de pouvoir; la nature des gens faisant appel au médiateur; soutient l'amendement n° 4 de M. Gerbet. **Article 5** (p. 8908) : souhaiterait remplacer « autoriser » par « ordonner » dans l'amendement n° 10 du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631). Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9387) : un projet qui doit faire renaître l'espoir; survol du passé; (p. 9388) : les lois sur les loyers de 1948; les différents déblocages des loyers; la loi sur les allocations de logement de 1949; un logement social, pauvre et médiocre; l'invention du COS; un urbanisme d'ingénieur; la ségrégation obligatoire; le débridement de l'urbanisme, parallèle à l'institution d'un carcan

de réglementation; ZUP et ZAC; (p. 9389) : le désordre de la banlieue; son discours de 1947; des logements médiocres; Le Corbusier; est furieux que le projet de loi sur l'architecture soit discuté à la sauvette; remettre l'architecte à sa place; le projet de loi, annonce d'une politique globale; préfère parler de secteurs privés et de secteurs socialisés; les organismes d'HLM et leur patrimoine socialisé; (p. 9390) : les rêves des ministres; le meilleur marché jamais le moins cher; desserrer les plafonds des prix; le rapport Barre; le taux d'apport de l'APL; [15 décembre 1976] (p. 9456) : la définition d'une politique globale du logement comprenant le logement, l'urbanisme, l'architecture, l'aménagement du territoire; la volonté de faire des villes humaines; les problèmes mal posés; l'expérience des « 4.000 »; la responsabilité des ingénieurs. **Discussion des articles** [15 décembre 1976]. **Avant l'article premier** (p. 9459) : le démembrement dans la conception de l'aménagement du territoire; s'oppose à l'existence de deux conseils consultatifs; la séparation des formes de ségrégation; regrette la suppression du terme « mobilité résidentielle »; l'étude des modes de financement et les exonérations ou facilités fiscales; (p. 9464) : cite des cas de spéculation; souhaite une enquête sur l'ensemble du patrimoine construit avec l'aide de l'Etat; accepte le sous-amendement n° 111 du Gouvernement à l'amendement n° 50 de M. Bécam; la fixation du montant des expropriations; (p. 9467) : l'utilité pour les parlementaires du rapport prévu par l'amendement n° 51 de M. Bécam; propose que, dans les attributions du conseil mis en place, figure la fourniture du rapport précisant le coût de chacune des dispositions fiscales; [16 décembre 1976] : **Article 2** (p. 9487) : remercie le Gouvernement d'avoir repris un amendement précédemment présenté par la commission. **Article 3** (p. 9494) : le refus de toute indexation automatique; la difficulté de réduire les coûts de la construction; (p. 9495) : critique le mot « compte tenu »; (p. 9496) : son sous-amendement proposant une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 151 de M. Bécam; (p. 9497) : le but de destruction de la société actuelle de M. Canacos; débat en séance publique et débat en commission; la modulation de l'aide personnalisée au logement en faveur des plus pauvres; le caractère de sous-amendement du texte qu'il propose; indique que ce sous-amendement a la rédaction qui s'éloigne le plus du texte en discussion; sous-amendement adopté. **Après l'Article 3** (p. 9503) : l'intérêt de la pluridisciplinarité; (p. 9504) : la vie devenue inhumaine du fait de l'absence d'une vision globale; l'intérêt

du conseil unique ; concevoir globalement la ville ; ne pas privilégier un mode quelconque de financement ou d'habitat ; le problème du corporatisme ; souhaiterait la réunion des deux conseils dans un délai de trois ou quatre ans. **Article 7** (p. 9509) : la difficulté de déterminer des critères objectifs ; critique la façon de travailler en circuit fermé ; la difficulté de loger les familles étrangères pauvres. **Article 9** (p. 9513) : les allocations familiales forfaitaires ; l'allocation logement, une aide affectée ; prévoir la répartition de l'aide par un chèque libérateur auprès de l'organisme payeur. **Article 11** (p. 9518) : la mensualisation de l'impôt ; la possibilité de mensualiser l'APL ; demande au Gouvernement des assurances sur la mensualisation de l'APL qui correspondra à la mensualisation du loyer. **Après l'Article 16** (p. 9522) : défend l'amendement n° 107 de M. Bécam visant les travaux de mise aux normes normales d'habitabilité définies par la loi du 12 juillet 1967 ; une société participative ; la possibilité pour le préfet d'enjoindre aux propriétaires de réaliser les travaux face à une majorité des deux tiers ; les locataires ; les pouvoirs de la collectivité locale en cas de refus ; faire du locataire un élément actif de la vie et du renouveau de certains vieux quartiers ; (p. 9524) : l'amendement n° 114 du Gouvernement superfétatoire ; rêver d'une politique globale du logement et de l'habitat ; demande l'application de la disposition de l'amendement n° 107 de M. Bécam à une centaine de logements ; (p. 9525) : l'amendement n° 114 du Gouvernement inutile car le préfet peut agir même si le locataire ne le demande pas ; (p. 9526) : immeuble insalubre et immeuble sans confort ; amendement n° 107 adopté. **Article 17** (p. 9531) : son amendement n° 140 palliant l'obstacle du relogement provisoire des personnes devant être déplacées afin de faciliter l'exécution correcte des travaux ; adopté. **Article 19 A** (p. 9533) : son amendement n° 142 tendant à supprimer l'article 19 pour permettre la vente par appartement des immeubles ou parties d'immeubles ayant fait l'objet d'une convention et qui sont complètement remis en état de confort et d'habitabilité ; une disposition permettant la vente d'un seul lot ; la possibilité d'empêcher la spéculation ; (p. 9544) : ne pas contraindre quelqu'un à posséder s'il ne veut pas posséder ; l'amendement n° 142 adopté. **Article 28 A** (p. 9540) : le problème de l'équilibre de gestion des ILM et ILN. **Après l'Article 28** (p. 9541) : défend l'amendement n° 123 de M. Denvers demandant que l'assemblée soit saisie chaque année d'un rapport sur l'application de la présente loi dans l'exercice du contrôle parlementaire normal ; adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement. **Explications de vote** [16 décembre

1976] (p. 9545) : des intentions excellentes ; la porte ouverte vers un habitat plus humain ; l'étendue de la notion d'habitat ; chasser la ségrégation ; la difficulté de gérer le conventionnement ; le risque d'un amenuisement de l'APL ; l'adaptation de l'APL à la qualité de l'habitat ; rechercher des moyens de financement de l'APL ; aucun élément modérateur permettant de conduire l'élévation des valeurs foncières et immobilières ; souhaite un impôt déclaratif annuel ; (p. 9546) : l'application de l'APL dans les milieux ruraux ; les difficultés des organismes d'HLM ; le problème des péréquations ; les divergences sur le tiers-payant. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9791, 9792) : le décalage dans le choix des immeubles ; le problème de la quantité ; une loi d'application générale, mais progressive ; la restriction de l'application ; les propositions de la CMP ; souhaite une expérience bien choisie ; préfère le texte de la CMP.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion générale** [18 décembre 1976] (p. 9669) : de mauvaises conditions de discussion ; la pauvreté de l'architecture dans les pays de l'Est ; l'architecture vivante et vibrante en Finlande ; le rôle du maire en matière de garde de l'environnement ; le dialogue du maire et de l'urbaniste ; le rôle de l'architecte ; la qualité de la vie ; organiser le cheminement des hommes et des choses ; organiser l'espace ; lettre de Le Corbusier ; les responsables de l'urbanisme ; (p. 9670) : la place de l'architecture en Egypte ; Taillibert ; le manque de confiance accordée aux architectes ; le cas de la maison de la culture de Firminy ; les œuvres de Le Corbusier ; le manque de respect de l'architecture ; les tours ; les confusions ; la qualité architecturale ; exemples de décors et d'architecture ; intérêt de l'unité, de la symphonie ; le pisé ; l'insertion harmonieuse de l'environnement ; le cas de la Hollande ; (p. 9671) : le respect du paysage naturel ; le respect de la dignité de l'architecte ; la cathédrale de Rouen ; la préfecture de Nanterre ; le laxisme dans l'enseignement de l'architecture ; la Finlande ; les 7.000 architectes et les 19.000 étudiants ; un mauvais projet de loi ; votera le projet car les architectes sont pressés après un arrêt selon lequel seul le titre est protégé mais non le métier et la profession ; l'étreinte de l'administration sur l'ensemble de l'architecture ; (p. 9672) : le cas d'Aubervilliers ; les élus communistes et l'urbanisme ; le cas de Firminy ; souhaite une vraie loi de l'architecture ; le projet de loi, un texte à propos d'architecture ; les maîtres d'œuvres ; reconnaître les erreurs passées. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9674) : son amendement n° 144 définis-

sant l'architecture de manière plus concise et avec plus de force ; le patrimoine en constitution et existant ; sa formule plus ramassée ; (p. 9675) : l'évidence de la fonction sociale de l'architecture ; expliquer que la création architecturale est d'intérêt public ; (p. 9676) : milieu, environnement et patrimoine architectural ; adopté ; (p. 9678) : son amendement n° 145 : rédactionnel ; adopté ; (p. 9679) : les différentes significations des mots « urbanisme » et « environnement ». **Article 5** (p. 9708) : son amendement n° 146 devenu sans objet. **Article 8** (p. 9716) : son amendement n° 147 : les deux catégories d'architectes ; l'intérêt du tableau annexe ; (p. 9717) : ne pas faire figurer au tableau normal de l'ordre les architectes qui n'exercent plus dans le cadre libéral de la profession ; la fin d'une ambiguïté ; amendement n° 147 repoussé ; son amendement n° 148 qui tombe. **Article 9** : son amendement n° 149 anticipant sur la publication d'une directive à prendre dans le cadre du traité de Rome ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 9719) : son amendement n° 150 devenu sans objet. **Article 12** (p. 9721) : la pratique du mandarinat ; la lutte contre les mandarins ; sa défense de l'architecture et des architectes. **Article 13** (p. 9723) : l'ébénisterie du béton ; le parallélisme avec la profession d'avocat ; (p. 9725) : s'étonne d'entendre M. Bolo parler des salariés sur un ton péjoratif ; (p. 9726) : les architectes en milieu rural ; (p. 9727) : les agréés en architecture ; est favorable à l'amendement n° 104 de M. Mesmin. **Après l'Article 13** (p. 9728) : le problème du partage de la responsabilité ; l'importance des références ; demande s'il est normal qu'il y ait partage de la propriété artistique. **Article 15** (p. 9730) : demande à Mme Giroud comment elle pourra faire appliquer les vérifications du travail de l'architecte. **Article 20** (p. 9734) : son amendement n° 151 tendant à rétablir le deuxième alinéa de l'article 20 dans sa forme initiale ; souligne qu'il n'est pas nécessaire de préciser que l'élection et l'éligibilité dépendent de l'inscription au tableau de l'ordre ; repoussé. **Article 22** (p. 9736) : son amendement n° 152 retenant la rédaction initiale ; retiré. **Article 24** (p. 9737) : son amendement n° 153 indiquant que chacun en ce qui le concerne concourt à la représentation ; adopté. **Article 34** (p. 9744) : son amendement n° 154 retenant comme date le 1^{er} janvier 1971 ; l'élimination des inscriptions « suspects » ; repoussé ; son amendement n° 155 rédactionnel ; adopté. **Article 37** (p. 9745) : les diplômes d'architectes d'intérieur, un titre connu au niveau européen ; (p. 9746) : ne pas esquiver le problème. **Après l'Article 42** : souligne que les amendements n° 65 de M. Bolo et n° 23 de M. Valleix ne sont que des propositions de résolution n'engageant

personne. **Titre** (p. 9747) : son amendement n° 156 modifiant le titre ; un titre modeste ; la place que devrait occuper l'architecture dans notre pays ; les bons architectes ; souhaite un projet de loi sur l'enseignement de l'architecture ; amendement n° 156 repoussé. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9785) : trouve étonnant que l'on définisse ce qu'est l'architecture dans un texte de loi.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1976] (p. 9757) : article 111 relatif aux commissions mixtes paritaires ; conditions du travail parlementaire ; critique l'utilisation de la procédure d'urgence en fin de session.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales (n° 2183). Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [20 décembre 1976] (p. 9768) : ses attaques contre Jules Moch ; la différence entre les textes de loi et la pratique qui en est faite ; le cas de la Russie soviétique ; Boukowski.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction (n° 2353). Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9769) : regrette que n'ait pas été traitée l'indemnisation des personnes qui se sont portées au secours des victimes.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 2772). Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1982) : un projet qui répond au souhait des élus polynésiens ; les conséquences d'un éventuel accroissement du délai de la période électorale.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2418). Question préalable** [20 avril 1977] (p. 1986) : les retards que pourrait entraîner l'adoption de la question préalable.

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [26 avril 1977] (p. 2139) : son droit à n'avoir pas lu le programme commun.

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises (n° 2432). Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2453) : ne pas jeter l'anathème sur les grosses entreprises. L'impossibilité de légiférer pour une

catégorie déterminée d'entreprises. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2455) : la non-réalisation de l'objectif du projet de loi ; l'impossibilité pour le mandataire commun d'être responsable envers le maître de l'ouvrage ; le caractère contractuel des GME. **Après l'Article 3** (p. 2456) : l'impossibilité pour le rapporteur de se porter garant d'une position différente de celle de la commission ; la répartition des frais communs ; (p. 2457) : l'irréalité d'un système forfaitaire de répartition des frais communs.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3239) : les caractères d'une véritable égalité et solidarité ; le rôle des enfants ; le caractère hermétique du langage employé ; la priorité donnée aux familles nombreuses en matière de politique du logement ; (p. 3240) : engager le pays dans une politique familiale où le mot solidarité prendrait vraiment tout son sens.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° 2844). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3888) : l'audition de M. Gérondeau par le haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; le dispositif de la proposition de loi ; l'absence de sévérité à l'égard de ceux qui conduisent en état d'ivresse ; l'interview du Dr Escoffier-Lambiotte ; l'étude réalisée par le SAMU de Créteil ; la responsabilité de l'alcool dans les accidents de la route ; les difficultés de reclassement d'une handicapée ; l'efficacité de la répression ; les exemples étrangers ; (p. 3889) : prévoir l'obligation pour les conducteurs de ne repartir qu'au moment où l'alcool absorbé aura été oxydé ; tenir compte du sort des condamnés au même titre que celui des victimes ; l'attitude des Français devant le bien-manger et le bien-boire ; le caractère anti-constitutionnel de la soumission des conducteurs à l'alcootest à la sortie des lieux de vente de boissons ; démystifier le problème ; (p. 3890) : la lenteur d'une éventuelle transformation des mœurs des Français. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3896) : le taux d'alcoolémie à partir duquel les sanctions sont applicables ; l'attitude des Français vis-à-vis de l'alcool ; la suppression du retrait obligatoire du permis de conduire en cas de l'adoption de l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Article 3** (p. 3897) : le caractère non obligatoire de la mesure du taux d'alcoolémie de toute personne sortant d'un établissement où l'on vend des boissons alcoolisées ; le caractère préventif de la mesure ; l'inefficacité du texte en cas d'adoption de l'amendement n° 9 de M. Daillet ; la procé-

sure proposée par l'amendement n° 9 de M. Daillet ; la souplesse de l'article 3 ; (p. 3898) : ne pas supprimer la possibilité de contrôle ; l'inapplication de la procédure faisant intervenir le procureur de la République ; le ralliement du Gouvernement à son amendement ; l'attitude du Conseil constitutionnel ; (p. 3899) : l'application de la loi sur les débits de boissons ; l'opportunité de la référence à l'arrêt du Conseil constitutionnel concernant la visite des véhicules ; l'inapplication de l'article L 76 du code des débits de boissons.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4112) : son amendement n° 54 : communication par les contribuables des informations qu'ils jugent nécessaires à la commission ; adopté. **Article 4** (p. 4119) : son amendement n° 55 soutenu par M. Bignon ; la mansuétude dont feront preuve les juges à l'égard des trafiquants d'alcool ; l'attitude contraire prise par le Gouvernement devant le haut comité d'études sur l'alcool ; amendement n° 55 devenu sans objet. **Article 6** (p. 4122) : le rejet par le Gouvernement de la prise en compte de la situation familiale des personnes condamnées ; la fraude sur l'or ; la réinsertion sociale des délinquants ; (p. 4123) : l'abstention du parti socialiste lors du vote relatif à la fraude sur l'alcool et l'absinthe ; l'ignorance des exigences familiales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° 2877). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4140) : offrir aux cadres en chômage la possibilité de se présenter d'une manière permanente aux concours de l'Etat ; la valeur des diplômes ; demande au Gouvernement d'accepter l'amendement n° 1 de M. Gerbet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° 3007), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4265) : l'élaboration d'une politique d'économies d'énergie ; (p. 4266) : la domination de l'arsenal de production de la société industrielle ; la modestie du projet de loi ; les dispositions du projet de loi relatif au chauffage ; la protection des usagers ; la durée des contrats ; leur adaptation ; l'installation de chauffage d'ilot ; la position des syndicats sur ce type de chauffage ; le chauffage urbain ; la défense du consommateur ; la sensibilisation des familles modestes au coût du chauffage de leur logement ; la part du coût du fuel dans la composition du prix du chauffage des logements ; l'emploi par les

chauffagistes de techniciens de haute qualité ; le blocage depuis 1972 du salaire de ces techniciens ; le paiement de ces techniciens sur les économies de combustibles ; (p. 4267) : la remise en cause à la demande de l'un des partenaires des contrats de chauffage ; les conditions d'établissement de la transparence des contrats ; la protection des contrats ; la possibilité d'ajouter aux contrats des avenants d'adaptation. **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4288) : l'irrecevabilité et l'inapplication de l'amendement n° 7 de M. Guermeur ; (p. 4289) : l'existence du comité consultatif des installations d'énergie ; les conséquences de la multiplicité des comités ; (p. 4292) : l'ambiguïté du débat ; l'engagement du débat sur les économies d'énergie ; la remise en cause des contrats de chauffe entre les fournisseurs et les consommateurs de chaleur. **Article 2 : Article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4294) : son amendement n° 39 : limitation de la durée des contrats d'exploitation de chauffage à seize ans s'ils comportent une clause de garantie totale de tout ou partie du matériel ; l'objet des amendements n°s 39 à 44 de la commission des lois ; l'unification de la durée des contrats de garantie totale ; la fixation de la durée à seize ans ; l'extension des dispositions aux contrats en cours ; (p. 4295) : la révision quadriennale : la possibilité de la remise en cause des contrats ; le titre du projet de loi ; (p. 4296) : la remise en cause des contrats demandée par le rapport de la commission de la production ; les économies d'énergie réalisées par les contrats contestables et contestés ; la nécessité d'une réadaptation périodique des contrats ; amendement n° 39 adopté ; (p. 4297) : son amendement n° 40 : fixation à seize ans de la durée des contrats lorsque l'exploitant met en œuvre ou finance des travaux ayant pour effet de faire appel aux énergies et techniques nouvelles ; adopté ; (p. 4299) : son amendement n° 41 précédemment réservé : suppression des sixième et septième alinéas du paragraphe I du texte proposé pour l'article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974 ; (p. 4306) : les modifications rédactionnelles à apporter à l'amendement n° 59 du Gouvernement ; ses sous-amendements n° 60 et n° 61 à l'amendement n° 59 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; (p. 4307) : les parties des contrats ; l'évolution des techniques de chauffage ; la défense des consommateurs ; leur information ; (p. 4308) : sous-amendements n° 60 et n° 61 adoptés ; amendement n° 41 devenu sans objet ; (p. 4309) : l'information des personnes qui paient les charges de chauffage ; (p. 4310) : l'avis défavorable de la commission des lois sur les amendements n° 13 et n° 15 de M. Guermeur ; son avis favorable sur l'amendement n° 14 de M. Guermeur ;

son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 16 de M. Guermeur ; modification rédactionnelle ; adopté ; (p. 4311) : son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 27 de M. Guermeur ; modification rédactionnelle ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 4315) : l'avis très défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 23 de M. Guermeur ; (p. 4316) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 28 de M. Guermeur. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4529) : la disparition des dispositions permettant une renégociation de contrats à venir ; (p. 4531) : demande à l'Assemblée d'adopter l'amendement n° 2 du Gouvernement ; (p. 4533) : l'absence de dispositions contraignantes pour la mise en place de l'article premier A ; le réchauffement des eaux de l'étang de Berre ; (p. 4534) : l'objet de l'amendement n° 4 du Gouvernement.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n° 267, n° 2790, n° 2791, n° 2854, n° 2896). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4359) : la crédibilité des sondages ; les conséquences de l'interdiction des sondages ; indique qu'il n'a pas été cosignataire de la proposition de loi. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4361) : le pouvoir de l'écrit ; (p. 4362) : les conséquences de l'adoption des amendements déposés avant l'article premier ; la protection du citoyen par l'Etat en période électorale ; (p. 4363) : son vote hostile sur l'amendement n° 2 de M. Lauriol ; (p. 4364) : la mise en place de procédés inquisitoriaux ; la méthode à employer pour assurer l'objectivité des résultats des sondages ; (p. 4365) : les méthodes de préparation des sondages. **Article premier** (p. 4370) : la nocivité des sondages interdits ; la force de la calomnie ; (p. 4371) : la dénaturation des campagnes électorales ; l'information des citoyens. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4549) : les déclarations du président de l'Assemblée nationale sur la réglementation des sondages ; le rejet par l'Assemblée de l'interdiction des sondages ; les « samizdat » ; les conséquences d'une éventuelle circulation clandestine des sondages. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4551) : son amendement n° 1 de suppression ; repoussé par scrutin public ; les conditions du scrutin public.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [29 juin 1977] (p. 4425) : discussion du projet de loi relatif aux amendes forfaitaires.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à**

la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2888). Deuxième lecture. Discussion générale [29 juin 1977]. Sa question préalable (p. 4436) : la connaissance du problème par les élus du territoire ; le respect de l'esprit de Brazzaville ; l'équilibre fragile des deux communautés calédoniennes ; la relativité de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ; le fonctionnement de l'Assemblée territoriale ; les modifications de majorité ; la majorité « d'idées » ; le découpage de nouvelles circonscriptions ; le changement de mode de scrutin moins de trois mois avant les élections ; (p. 4437) : le rôle des missions confessionnelles en Nouvelle-Calédonie ; la responsabilité du législateur métropolitain ; question préalable repoussée par scrutin public. Discussion générale (p. 4439) : la réalité du système actuel.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés (n° 2516).** Discussion des articles [4 octobre 1977] : **Article 6** (p. 5802) : les conditions du bon fonctionnement de la commission nationale de l'informatique ; le compromis réalisé par le texte de la commission ; l'indépendance de la commission nationale ; la représentation du Parlement ; (p. 5803) : l'amendement commun de la majorité ; [5 octobre 1977] : **Article 22** (p. 5872) : son amendement n° 102 soutenu par M. Briane : modification de la procédure d'autorisation dès la transmission à l'étranger des traitements automatisés ; retiré. **Avant l'Article 23** (p. 5873) : son amendement n° 151 soutenu par M. Briane : droit des personnes physiques ou morales de s'opposer au traitement informatisé des informations nominatives ; adopté. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9154) : le texte élaboré par la commission mixte paritaire sur la composition de la commission « informatique et libertés » ; éviter que ne se crée une nouvelle technostucture ; la demande par le Gouvernement d'un scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).** Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 10 (suite)** (p. 6243) : l'inéquité criante des différences d'application de la TVA aux différentes formes d'hébergement ; le problème posé par le gage financier de la mesure. **Après l'article 30 (suite)** (p. 6258) : la continuité de la lutte entreprise par les hommes politiques de la IV^e et V^e République ; l'action du président Joseph Laniel ; celle de M. Michel Debré ; l'action de M. Mendès-France ; la puissance politique de l'alcool ; la nécessité de rejeter l'amendement n° 123 de M. Bertrand Denis ; (p. 6260) : ne se déclare pas

prêt à proposer l'interdiction totale de la consommation d'alcool ; la remise en question de la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débat du 20 octobre 1977 (*J.O.*, Débats du 25 octobre 1977) (p. 6567) : l'encombrement des prisons ; (p. 6568) : la faiblesse du nombre des éducateurs à la prison de Fleury-Mérogis ; la discrétion du Parlement sur les conclusions du rapport sur la violence ; l'insertion des jeunes en danger de délinquance dans la vie sociale.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7087) : le retard apporté dans la définition des objectifs de la politique de la jeunesse ; les cinquante-huit directions de recherche du secrétariat d'Etat ; la situation du golf et du tennis ; promouvoir les jeux sportifs des handicapés physiques ; (p. 7088) : aider au développement du scoutisme et de la « route » ; la création des diplômes d'animateurs ; l'argent, le jeu et le sport ; la conception qu'a du sport le comité d'action pour le développement de la pratique sportive ; les sommes engagées par les Français dans les différents jeux d'argent ; la nature des ressources extra-budgétaires proposées au Parlement. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 7096) : le changement de dénomination des CAS. **Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7099) : le renvoi éventuel de la discussion au 1^{er} mai 1978 ; (p. 7100) : le vote de l'Assemblée sur un texte et non sur une promesse.

Equipement et aménagement du territoire. — **Logement. Examen des crédits** [17 novembre 1977]. **Article 56** (p. 7596) : la politique du logement ; les logements HLM ; le dilemme entre qualité et quantité ; la mise en péril des organismes d'HLM par le blocage des loyers ; ne pas construire de logements spécifiques pour des catégories déterminées de personnes ; le « compartimentage » des Français selon leur niveau de ressources ; l'aide personnalisée au logement. **Après l'Article 57** (p. 7601) : son hostilité à la création d'une caisse de financement du logement ; les difficultés rencontrées par certains organismes d'HLM consécutives à l'application de l'APL.

Articles et Articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 70** (p. 7763) : l'appel à l'effort fiscal des régions.

Articles de récapitulation. Seconde délibération [18 novembre 1977]. **Après l'Article 21** (p. 7773) : l'extension du bénéfice du tarif antérieur aux alcools non prise en compte dans

le texte voté en première délibération ; la perte de recettes entraînée pour le Trésor public.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8785) : les propositions du comité national olympique et sportif français relatives à la création d'un fonds national d'aide au sport de haut niveau ; l'action du comité français Pierre-de-Coubertin ; (p. 8786) : le problème posé par l'affectation de ressources extra-budgétaires au sport ; l'alcoolisme ; le contrôle de l'activité des bouilleurs de cru ; la fabrication du cidre.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux astreintes prononcées en matière administrative** (n° 2936). **Discussion des articles** [22 novembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 7810) : la supériorité de la loi sur le décret ; la mise en place de crédits budgétaires adéquats ; l'éventualité de la saisine du Conseil constitutionnel.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8431) : la situation de l'industrie automobile ; le marasme de l'industrie du bâtiment ; les manipulations dont font l'objet les organismes d'HLM ; la présentation de l'indice des prix ; le danger du blocage des loyers ; le prix des logements ; (p. 8432) : son expérience personnelle en matière de logement ; la mise en avant des personnes modestes. **Après l'Article 5** (p. 8436) : la clarté de la loi de 1948 ; la complexité des modifications qui y ont été apportées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154). **Discussion des articles** [9 décembre 1977]. **Article 13** (p. 8560) : les conséquences éventuelles des saisies d'objets, de produits ou d'appareils permettant d'effectuer des falsifications ; les conditions de falsification du vin. **Après l'article 23 ter** (p. 8569) : la nature réelle des dispositions des amendements n° 1 de M. Charles Bignon et n° 36 de Mme Crépin ; les interprétations données par le Gouvernement aux dispositions en discussion ; (p. 8570) : demande un vote personnel sur l'amendement n° 1 de M. Bignon et le sous-amendement n° 56 de M. Bourson ; [12 décembre 1977]. **Titre** (p. 8598) : propose une modification rédactionnelle du titre ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité** (n° 3224). **Discussion de l'Article unique** [9 décembre 1977] (p. 8544) : le dénot tardif des amendements de M. Bolard ; la nature de « l'avis » de la commission des lois.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° 3207). **Discussion de l'Article unique** [12 décembre 1977]. **Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8608) : autoriser les salariés à prendre l'autorisation d'absence sur leur congé annuel. **Article L 122-24-2 du code du travail** (p. 8612) : les conditions dans lesquelles se poseront les problèmes de la réintégration d'un élu dans les PME.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° 2934). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article 8** (p. 8632) : la nécessité de démissionner en cas de non-partage de l'esprit coopératif ; la responsabilité des coopérateurs. **Article 20** (p. 8636) : les modalités de participation des SCOP aux unions de SCOP ; (p. 8637) : l'impératif de l'esprit coopératif. **Après l'Article 43** (p. 8644) : les relations entre les coopératives ouvrières de production et « l'argent ».

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc** (nos 3323, 3324, 3325). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8945) : l'enlèvement de Français par le Front Polisario en Mauritanie ; le sort des personnes enlevées précédemment ; le temps de la paix ; la conception trop matérialiste des relations internationales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction, ensemble quatre annexes, ouverte à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973, et après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974** (n° 3201). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8953) : l'existence des législations de protection de la nature ; les autorisations préfectorales relatives à la chasse au filet des palombes et des petits oiseaux ; (p. 8954) : les conditions d'une réelle protection de la flore et de la faune ; les « crocodiles ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° 3199). **Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8975) : les conditions de réforme des assurances dans le domaine de la construction ; le principe des « chalandonnettes » ; (p. 8976) : la critique de l'expérience des « chalandonnettes » ; (p. 8978) : la limitation de la portée du texte en cas d'adoption de l'amendement n° 43 de M. Gilbert Mathieu ; l'engagement de la responsabilité

lors de la réalisation des travaux de faible envergure. **Article 2 : Article 1792-6 du code civil** (p. 8982) : faire en sorte qu'aucun juge ne se prononce sans une expertise préalable ; le rôle des architectes. **Article 6** (p. 8989) : l'alimentation de la psychose du bruit ; la difficulté de définir des prescriptions précises en matière d'isolation phonique ; l'augmentation des prix des constructions consécutive à leur isolation ; la tolérance au bruit. **Article 6** (p. 8991) : les relations entre l'appréciation d'isolation phonique et les mœurs des habitants des immeubles ; le rejet par le Gouvernement de la prise en considération de l'isolation thermique. **Article 11 : Article L 241-1 du code des assurances** (p. 8999) : l'inopportunité de prolonger la durée de couverture du bâtiment par les assurances ; (p. 9000) : l'éventuelle obligation pour l'entreprise de verser une assurance pendant dix ans ; l'absence de garanties d'assurances en cas de faillite de l'entreprise. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1977]. **Article premier** (p. 9170) : la jurisprudence de la Cour de cassation ; la présomption de responsabilité.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° 3222). **Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article 22** (p. 9054) : l'influence de la composition des jurys sur les jugements ; l'influence de l'origine des magistrats ; le problème de l'objectivité totale des jurés. **Article 28 bis** (p. 9059) : les conditions permettant aux jurés de conserver l'anonymat le plus complet ; les leçons du procès de Troyes ; la justice française ; (p. 9060) : la possibilité de poursuivre les personnes à l'origine des menaces des jurés.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1977] (p. 9089) : les conditions de travail de la commission des lois sur le projet de loi portant diverses mesures d'améliorations des relations entre l'administration et le public ; la désinvolture avec laquelle l'Assemblée est traitée par le Gouvernement.

CLÉRAMBEAUX (Léonce)

Député du Nord
(8^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Cesse d'appartenir à cette commission (*J.O.* du 21 septembre 1976) (p. 5636) [2 octobre 1976] (p. 6308).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

QUESTIONS

- *question au Gouvernement :*

— **Subventions aux communautés urbaines** [10 novembre 1976] (p. 7883) : majoration du taux de ces subventions pour équipements ; cas des communautés créées antérieurement au décret du 24 décembre 1971.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la Ville de Paris** (n° 1869). **Discussion des articles** [2 décembre 1975] : **Avant l'Article premier** (p. 9208) : son amendement n° 138 : prévoir une administration de la capitale à trois niveaux : arrondissement, ville, agglomération parisienne ; le précédent des communautés urbaines ; la nécessité d'animer la vie des arrondissements ; insiste sur la compétence à reconnaître aux conseils d'arrondissement ; repoussé ; [3 décembre 1975] : **Article 7** (p. 9270) : à propos des amendements en discussion sur l'article 7, estime qu'il est nécessaire d'appliquer le droit commun. **Article 14** (p. 9272) : son amendement n° 29 : application, en cas de dissolution du conseil de Paris, des articles 35 et 36 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux ; adopté après adoption du sous-amendement n° 96 de M. Fanton. **Article 32** (p. 9280) : son amendement n° 36 : préciser que le conseil de Paris votera un budget de la préfecture de police, un budget communal et un budget départemental ; adopté après adoption du sous-amendement n° 119 de M. Fanton. **Après l'Article 32** (p. 9281) : son amendement n° 37 :

préparation conjointe par le maire et le préfet de police du budget spécial de la préfecture de police ; retiré ; son amendement n° 38 : introduire un article additionnel précisant que le droit commun budgétaire est applicable à Paris ; retiré ; (p. 9282) : son amendement n° 39 : prévoir que l'assistance publique de Paris sera un établissement public municipal dont le conseil d'administration sera présidé par le maire ; reporté après l'article 43. **Article 33** (p. 9282) : son amendement n° 41 : préciser que les collectivités parisiennes peuvent financer leurs dépenses d'équipement par l'emprunt dans les conditions de droit commun ; estime, après les propos de M. de la Malène, que la « globalisation » devrait concerner aussi bien les subventions que les emprunts ; retiré. **Article 34** (p. 9283) : son amendement n° 42 : soumettre Paris au droit commun de la tutelle financière ; retiré. **Article 36** (p. 9284) : son amendement n° 44 : vote du compte administratif de la Ville de Paris ; retiré. **Article 37** (p. 9285) : son amendement n° 45 : supprimer le contrôle financier prévu par l'article ; repoussé ; (p. 9286) : se fondant sur les déclarations de M. Poniatowski pense que l'institution d'un contrôleur financier propre à la Ville de Paris ne se justifie pas. **Article 41** (p. 9292) : son amendement n° 48 ; retiré. **Article 43** (p. 9298) : précise que la consultation du conseil de Paris, prévue par l'amendement n° 51 de M. Boulay, ne serait demandée que pour les cas litigieux ; (p. 9299) : son amendement n° 53 : les personnels de la Ville de Paris se verront soumis à l'ensemble des dispositions statutaires en vigueur ; retiré. **Après l'Article 43** (p. 9300) : son amendement n° 39 : préciser que l'assistance publique de Paris sera un établissement public municipal et hospitalier dont le conseil d'administration sera présidé par le futur maire de Paris ; (p. 9301) : s'interroge de nouveau sur le futur statut de l'assistance publique ; retiré. **Après l'Article 46** (p. 9303) : son amendement n° 137 : liste des textes abrogés ; retiré. **Article 6** (*suite*) (p. 9304) : son amendement n° 26 : substituer au chiffre de « cent » élus au conseil de Paris le chiffre de « cent vingt » élus ; (p. 9305) : rappelle que dans les communautés urbaines comptant un million d'habitants il y a 90 conseillers ; repoussé. **Article 23** (*suite*) (p. 9307) : son amendement n° 32 : prévoir que le maire de Paris puisse déléguer sa signature aux conseillers de Paris ; retiré. [4 décembre 1975] : **Article 26** (*suite*) (p. 9354) : son sous-amendement n° 111 à l'amendement n° 74 de M. Fanton : publicité des déclarations de la commission d'arrondissement ; accepte une nouvelle rédaction de son sous-amendement proposée par M. Fanton ; adopté ; (p. 9355) : son amendement n° 34 : publicité des réunions de la commission d'arrondissement ; prend acte que les commissions

pourront avoir des séances publiques ; amendement devenu sans objet par l'adoption du sous-amendement n° 111. **Explications de vote** (p. 9358) : un projet qui a été considérablement amélioré au cours de la discussion ; le maintien du contrôle financier sur le budget d'investissement, mesure incompatible avec les libertés locales ; les pouvoirs excessifs reconnus au préfet de police ; les mesures insuffisantes en ce qui concerne les arrondissements ; (p. 9359) : la situation du personnel de l'assistance publique ; l'insuffisance du nombre des conseillers de Paris ; l'abstention des députés socialistes.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8282) : l'aide de l'Etat aux collectivités locales ; le VRTS ; substitution de l'ancienne taxe locale. **Examen des crédits** [19 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8351) : le fonds d'équipement des collectivités locales ; ses ressources ; les engagements du Gouvernement ; la dotation de 1976 ; les dispositions de l'article 13 de la loi du 13 septembre 1975 sur les ressources du FECL ; les départements et le FECL. **Après l'Article 51** (p. 8352) : soutient l'amendement n° 258 de M. Boulay ; souhaite un état annexe faisant ressortir l'aide de l'Etat aux collectivités locales dans différents domaines ; adopté.

1977

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale** (n° 2928). **Discussion générale** [2 juin 1977]. **Question préalable** (p. 3320) : soutient la question préalable de M. Forni ; la proposition de loi de M. Foyer ; l'intervention de M. Chabandemas relative à la désignation des délégués des communes au conseil de communauté de Bordeaux ; la décision du conseil de Gironde ; le recours du député-maire de Bordeaux devant la juridiction administrative ; le rapport Guichard ; l'inscription du texte de la proposition de loi à l'ordre du jour ; la dissolution de la communauté urbaine ; la disposition de la loi du 31 décembre 1966 prévoyant la création obligatoire de quatre communautés urbaines ; (p. 3321) : la répartition des sièges dans les communautés de Lille, Roubaix, Tourcoing et Dunkerque ; la détermination par décret des conditions de liquidation et de transfert des biens, droits et obligations et personnels employés par la communauté urbaine de Bordeaux ; l'ingérence de l'Etat dans les affaires des communes ; l'absence d'études sérieuses sur les conséquences de la proposition de loi

pour les populations concernées. **Discussion des articles.** Après l'Article premier (p. 3328) : le vote négatif du groupe du PSRG sur le sous-amendement n° 11 du Gouvernement et l'amendement n° 4 rectifié de M. Foyer. **Article 3** (p. 3329) : le vote négatif du PSRG sur l'article 3. Après l'Article 5 (p. 3332) : l'effet rétroactif donné à la loi.

COINTAT (Michel)

*Député de l'Ille-et-Vilaine
(5^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 avril 1974] (p. 1454).

Donne sa démission de cette commission [4 juillet 1974] (p. 1454).

Membre de la commission de la production et des échanges [27 juillet 1974] (p. 3909), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Représentant de la France à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [28 juin 1974] (p. 3212), [2 juillet 1974] (p. 3233), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative au statut de la fonction publique** (n° 141) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à la création de sociétés d'investissement forestier** (n° 142) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à une régionalisation des interventions et à une répartition sélective des aides publiques dans le secteur agricole** (n° 143) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à définir les fonctions de « responsable d'entreprise »** (n° 710) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi relative aux boissons uvaies** (n° 2229) [28 avril 1976].

— **Rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi** (n° 2260) relatif aux bois et forêts du département de la Réunion (n° 2423) [24 juin 1976].

— **Proposition de loi relative aux donneurs de sang** (n° 2446) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi relative aux industries de main-d'œuvre** (n° 2574) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi relative à la police des eaux** (n° 2584) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi tendant à modifier les mesures contre l'alcoolisme relatives aux zones protégées** (n° 2738) [20 décembre 1976].

— **Rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi** (n° 2866), modifié par le Sénat, relatif aux bois et forêts du département de la Réunion (n° 2922) [25 mai 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Eventualité d'une session extraordinaire** [12 juin 1974] (p. 2612).

— **Exportations italiennes de chaussures** [9 juin 1976] (p. 3907) : la concurrence anormale faite par les importations en provenance d'Italie en raison de la dépréciation de la lire ; les mesures de sauvegarde demandées à la commission des communautés européennes.

— **Exploitation des océans** [30 juin 1976] (p. 4949) : nécessité de doter la France d'une véritable politique dans ce domaine.

— **Publication des décrets d'application de la loi relative à la pharmacie vétérinaire** [10 novembre 1976] (p. 7879).

— **Application de la loi sur la pharmacie vétérinaire** [13 avril 1977] (p. 1758) : non-publication des textes d'application sur la loi du 29 mai 1975.

— **Taxation des prix de certains vins** [23 novembre 1977] (p. 7835) : taxation des vins d'appellation d'origine contrôlée dans les débits de boissons ; disparition de la carte de certains restaurateurs des côtes du Rhône et des rosés de Provence.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° 198). **Discussion générale** [15 mai 1973] (p. 1253) : champ d'application de la loi ; disparition de la motion d'aide familiale ; suppression des conditions d'âge ; situation des associés d'exploitation âgés de trente-cinq ans et n'ayant pu s'installer ; caractère facultatif du projet ; risque de non-application du texte ; cas de la loi sur les baux à long terme ; litiges et sanctions éventuels ; (p. 1254) : absence de dispositions permettant de régler les litiges ; caractère original de la notion d'associé d'exploitation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1256) : ses amendements ; complexité du texte en ce qui concerne les âges ; fixation à seize ans de l'âge ouvrant droit au bénéfice du statut d'associé d'exploitation ; non-couverture juridique des aides familiaux par le texte ; caractère arbitraire de la limite d'âge de trente-cinq ans ; conséquences pour les jeunes célibataires et les handicapés. **Article 2** (p. 1258) : ses observations sur la périodicité des congés de formation ; (p. 1261) : son amendement : dispositions d'une convention-type nationale. **Article 3** (p. 1261) : son amendement tendant à rendre obligatoire un minimum de dispositions ; (p. 1262) : son amendement sur le congé de formation. **Après l'Article 6** (p. 1267) : son amendement relatif au règlement des litiges ; **Article 8** (p. 1268, 1269) : son amendement tendant à supprimer le délai de deux ans prévu pour l'installation des associés mariés ; (p. 1270) : ses observations sur les autres amendements.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° 194). **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2143) : sa réponse aux propos de M. Labarrère ; attitude communautaire de la délégation française à Bruxelles ; mérite des compromis qui interviennent dans la construction de l'Europe ; leur utilité pour faire progresser le Marché commun ; (p. 2144) : votera le projet de loi de ratification pour des raisons politiques tenant à la nécessité de l'Europe ; caractère contestable du projet ; impré-

cisions quant à la nature de l'institut ; son caractère de première étape de coopération dans le domaine de l'enseignement et de la recherche ; ses réserves sur la création d'un organisme nouveau ; écartèlement de l'Europe entre plusieurs villes ; nécessité d'une réflexion sur l'expérience de l'Euratom ; caractère progressif de la formation de l'idée européenne ; nécessité d'y associer tous les habitants de l'Europe ; ses réserves sur la création de l'institut ; sa préférence pour la voie concrète de l'équivalence des diplômés ; question à trancher par le pouvoir politique ; infléchissement dans un sens européen du contenu de l'enseignement dans les Etats membres de la communauté ; coopération entre toutes les universités européennes.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la TVA sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° 510). **Discussion des articles** [27 juin 1973]. **Article unique** (p. 2556) : demande à M. Lelong de retirer son amendement ; inopportunité du rétablissement dès maintenant de la TVA ; produit de la redevance destiné à l'association nationale pour le développement agricole ; crédits du développement rural.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée** (n° 448). **Discussion des articles** [28 juin 1973] (p. 2624) : **Article premier** : ses arguments en faveur de l'adoption de l'amendement de M. Fanton.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [19 octobre 1973]. **Avant l'Article 49** (p. 4599) : résultats de la loi d'orientation agricole ; conférence annuelle dans le secteur agricole ; souhaite une conférence semblable pour le secteur du commerce et de l'artisanat ; (p. 4610) : ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth (conférence annuelle), rappelle les réunions de la conférence agricole annuelle ; possibilité d'extension de cette méthode à d'autres secteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie* :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4775) : intervient dans la discussion de l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement ; ses réserves sur les conditions d'application et de contrôle de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit. **Après l'Article 6** (p. 4792) : ses arguments contre l'adoption de l'amendement de M. Vizet : création d'une taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux ; analyse des conditions de taxation de la betterave et des céréales et oléagineux ; caractère temporaire de la taxe de solidarité qui avait pour objet

de contribuer au rétablissement d'un équilibre entre les prix des productions végétales et ceux des productions animales ; son désaccord avec le caractère permanent que l'amendement tend à conférer à cette taxe ; modulation déjà comprise dans l'ensemble des cotisations du BAPSA ; sa réponse à M. Vizet : financement du BAPSA, raisons ayant conduit à la création d'une taxe parafiscale ; (p. 4793) : ses arguments contre l'adoption de l'amendement de M. Vizet : financement de l'INAO par une taxe parafiscale ou par une subvention de l'Etat.

Deuxième partie :

Taxes parafiscales [20 novembre 1973]. **Article 33 - Etat E** (p. 6612) : souhaite une politique globale des taxes parafiscales en faveur des comités interprofessionnels viticoles. **Après l'Article 46** (p. 6116) : s'oppose à l'amendement de M. Vizet : conditions de financement des centres techniques industriels.

— **Projet de loi complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 275). Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article premier B** (p. 6885) : ses observations sur les sous-amendements ; (p. 6889) : ses arguments contre le sous-amendement de M. de Gastines : modalités d'établissement de la prime d'apport structurel ; problème de la proportionnalité.

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 809)** [11 juin 1974]. **Discussion générale** (p. 2586) : mécanismes des prix insuffisants à eux seuls pour mener une politique agricole ; nécessité d'améliorer les structures ; les SAFER peuvent jouer un rôle d'incitation ; réserves sur leur rôle de relais ; elles ne pourront remplacer de véritables crédits bancaires ; tentation de donner aux SAFER un pouvoir permanent en matière de préemption ; que devient le projet relatif aux SAIF. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2591) : défend l'amendement n° 3 tendant à limiter l'intervention des SAFER à la création ou à l'extension des GFA ; amendement retiré. **Article 2** (p. 2593) : présente son amendement n° 7 qui tend à supprimer l'obligation pour les GFA de donner à bail les terres dont ils sont propriétaires lorsqu'une SAFER est membre du groupement ; amendement adopté malgré l'opposition du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645). Discussion générale** [13 juin 1974] (p. 2628) : rappelle sa participation à l'élaboration du texte ; sort du laboratoire national de contrôle des médicaments ; arsenal législatif dispersé qui risque d'être un obstacle au contrôle prévu ; nécessité de contrôler l'alimentation humaine. **Contre la motion de renvoi en commission** (p. 2643) : le projet peut être amendé ; le groupe de travail de la commission s'est beaucoup informé ; les associations de consommateurs soutiennent le texte. **Discussion des articles. Article L 608 du code de la santé publique** (p. 2648) : ses observations sur les amendements n°s 40, 51, 84 : importance du régime fiscal des aliments d'adaptation. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2652) : ses observations sur divers amendements ; critères et extension de la notion de groupements de producteurs, leur participation à l'organisation technique de la production ; (p. 2653) : propose une nouvelle rédaction à l'amendement n° 53 de M. Méhaignerie. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2654) : amendement n° 55 : création d'une commission régionale pour proposer l'agrément au ministre ; (p. 2655) : composition paritaire des commissions, pas de commission nationale ; adopté après modification ; (p. 2657) : sous-amendement n° 52 : vétérinaires exerçant « dans la région ». **Article L 613 du code de la santé publique** (p. 2659) : amendement n° 56 de pure forme ; adopté. **Article L 617-6 du code de la santé publique** (p. 2669) : contre l'amendement n° 18 de M. Schwartz. **Article L 617-11 du code de la santé publique** (p. 2672) : sur l'amendement n° 20 de M. Schwartz : les incidences financières ; sur l'amendement n° 50 de M. Briane : situation des auxiliaires des vétérinaires. **Article L 617-16 du code de la santé publique** (p. 2676) : en faveur de l'amendement n° 23 de M. Schwartz. **Article L 617-21 du code de la santé publique** (p. 2679) : ses réserves sur les amendements n°s 101 de M. Morellon et 92 de M. Darinot. **Après l'Article 617-22 du code de la santé publique** (p. 2680) : ses observations en faveur de l'amendement n° 30 de M. Schwartz.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans (n° 1059). Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2923) : la France s'était laissée distancer ; l'exercice du droit de vote à dix-huit ans, possible du fait de l'ampleur de l'information ; ne craint pas le changement dans l'équilibre politique ; aider les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales ; sanctionner les non-inscriptions et l'abstention. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 2929) : amendement n° 2 sanction de l'article L 113 du code électoral en cas de non-inscription sur les listes ; retiré ; demande au Gouvernement

de simplifier la procédure d'inscription ; (p. 2930) : amendement n° 1 relatif au vote obligatoire ; repoussé après rectification ; (p. 2932) : amendement n° 7 : suppression de l'émancipation expresse ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière (n° 952). Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3103) : le projet met fin à l'instabilité qui marquait l'organisation professionnelle laitière.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Première partie :**

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 11** (p. 5421) : sur l'article : TVA au taux réduit sur les campings.

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6878) : déplore que son amendement n° 9 sur l'exonération de la patente ait été déclaré irrecevable et défend son amendement n° 8 rectifié demandant un report de la date de déclaration de TVA des agriculteurs.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7141) : constate combien la loi de 1920 est inadaptée ; (p. 7142) : ne pas transgresser la loi naturelle ; la nature elle-même interrompt parfois le cycle de la reproduction pour préserver l'évolution de l'espèce ; la loi doit éviter les avortements répétés ; dans certains cas la loi devrait contraindre à la contraception ou à la stérilisation ; [28 novembre 1974] : **Article 3** (p. 7213) : son amendement n° 2 : un seul avortement dans la vie d'une femme ; retiré ; (p. 7223) : son amendement n° 3 rectifié : engagement de la femme d'utiliser après l'avortement un contraceptif ; possibilité de se faire stériliser après plusieurs avortements ; repoussé. **Avant l'Article premier** (p. 7225) : son amendement n° 1 : la loi garantit le respect de la vie ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8132) : tient à éviter la commercialisation des avortements.

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 1337). Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975] (p. 1784) : **Article 2. Article L 614 du code de la santé publique** : ses observations sur les amendements déposés.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimi-**

lables à un revenu (n° 2206). Discussion des articles [10 juin 1976]. **Article 3** (p. 3967) : n'accepte pas le sous-amendement n° 325 du Gouvernement dont il souhaite le retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 [J.O. Débats du 5 novembre 1976] (p. 7626) : la politique agricole commune ; le FEOGA ; l'insuffisance des crédits d'équipement ; l'hydraulique ; les montants compensatoires.

1977

— **Projet de loi relatif aux bois et forêts du département de la Réunion (n° 2260), rapporteur. Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1801) : les rôles fondamentaux de la forêt réunionnaise ; les formations végétatives de la forêt ; ses structures ; la situation juridique de sa gestion ; l'objet du projet de loi ; l'extension au département de la Réunion des dispositions du code forestier ; l'adaptation de ce code ; la prise en compte de ses problèmes spécifiques ; le problème posé par les racines de fougère arborescente ; la protection de la pêche et la mise en valeur des cours d'eau ; (p. 1802) : la législation sur le défrichement ; la mise en valeur de la forêt réunionnaise. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1802, 1803) : son amendement n° 1 : extension non limitative des dispositions du code forestier à la Réunion ; la couverture de tous les aspects du problème par l'extension à la Réunion de toutes les dispositions du code forestier ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 2 : suppression de l'application à la Réunion de la loi du 24 décembre 1969 instituant une taxe sur les défrichements ; (p. 1804) : le renforcement de la législation sur les défrichements ; repoussé ; son amendement n° 3 : application de plusieurs lois forestières au département de la Réunion ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 4 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 4** (p. 1805) : son amendement n° 5 : rédactionnel ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 6 : de suppression ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 7 : modification rédactionnelle ; adopté ; propose que la substitution au mot « préfet » du mot « autorité administrative » soit réalisée pour l'ensemble du projet de loi ; son amendement n° 8 : caractère immédiat de l'expulsion ; (p. 1806) : l'efficacité des actions de contrôle et de surveillance ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 9 : rédactionnel ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 10 rectifié : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 11 : suspension de toute

exploitation en cas de non-délimitation des propriétés forestières ; adopté. **Après l'Article 8** : son amendement n° 12 : exercice du droit de défrichement ; (p. 1807) : la différence de traitement des propriétaires en regard du défrichement ; les problèmes d'érosion spécifiques à la Réunion ; adopté ; (p. 1808) : son amendement n° 13 : bois ne pouvant faire l'objet d'application des dispositions relatives au défrichement ; adopté. **Article 9** : son amendement n° 14 : subordination de l'autorisation de défrichement ; adopté. **Article 10** (p. 1809) : son amendement n° 15 : sanctions applicables en cas d'infractions aux dispositions relatives au défrichement ; adopté. **Après l'Article 10** : son amendement n° 16 : caractère obligatoire d'une autorisation de défrichement en cas de demande de lotissement dans un terrain boisé ; adopté ; son amendement n° 17 : conditions de prescription des actions ayant pour objet les défrichements ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 18 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 19 : de coordination ; adopté. **Article 12** : son amendement n° 20 : de coordination ; adopté. **Article 13** (p. 1810) : son amendement n° 21 : de suppression ; adopté. **Article 15** : son amendement n° 22 : de coordination ; adopté ; amendement n° 23 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 24 : modification de pure forme ; adopté. **Article 16** (p. 1811) : son amendement n° 25 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 26 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 27 : de coordination ; adopté. **Avant l'Article 17** : son amendement n° 28 : interdiction de toute concession de droits d'usage dans les bois et forêts soumis ou non au régime forestier ; adopté. **Article 17** : son amendement n° 29 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 18** : son amendement n° 30 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 31 : de coordination ; adopté. **Article 19** (p. 1812) : son amendement n° 32 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 20** : ses amendements n°s 33 et 34 : contrôle de l'exploitation des choux-palmistes par l'office national des forêts ; son amendement n° 35 : sanctions applicables à l'usage de faux laissez-passer ou de laissez-passer falsifiés et à l'usage frauduleux de laissez-passer réguliers ; (p. 1813) : l'existence actuelle d'une réglementation de l'exploitation des choux-palmistes ; son amendement n° 33 ; repoussé ; amendements n°s 34 et 35 deviennent sans objet. **Après l'Article 20** : son amendement n° 42 déposé à titre personnel : application des dispositions de l'article 20 aux « fanjans » ; adopté. **Article 21** : son amendement n° 36 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 37 : rédactionnel ; adopté. **Article 22** :

son amendement n° 38 : de coordination et de modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 39 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 23** (p. 1814) : son amendement n° 40 : extension des dispositions de l'article 23 aux bois particuliers ; adopté. **Après l'Article 25** : son amendement n° 41 : mise à la charge de l'ONF de la protection de la pêche et de la mise en valeur des eaux douces ; l'absence dans l'amendement n° 51 du Gouvernement de précisions relatives à la constatation et à la poursuite des infractions conformément aux dispositions du code forestier ; indique les conditions qui lui permettraient de se rallier à l'amendement n° 51 du Gouvernement ; amendement n° 41 ; retiré. **Article 27** (p. 1815) : son amendement n° 43 : application des dispositions de la loi à Mayotte ; la rapidité de la dégradation de la forêt mahoraise ; retiré. **Après l'Article 28** : les conditions d'élaboration de la nouvelle loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1^{er} juin 1977] (p. 3265) : les nombreuses modifications apportées par le Sénat ; les points qui ont retenu l'attention de la commission ; l'exploitation des choux-palmistes ; l'extension des dispositions de la loi à l'île de Mayotte ; les conséquences de l'abrogation de la loi du 5 septembre 1941 en matière de protection de la pêche et de mise en valeur des eaux douces de la Réunion ; (p. 3266) : demande à l'Assemblée d'adopter le présent projet de loi dans le texte du Sénat ; l'extension à la Réunion des dispositions du projet de loi sur la pêche ; le délai nécessaire au dépôt de ce projet de loi.

COMBRISSON (Roger)

Député de l'Essonne
(1^{re} circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— Proposition de loi tendant à modifier l'article 194 du code général des impôts en

vue de faire bénéficier pour le calcul de l'impôt sur le revenu, les célibataires du même nombre de part que les veufs ayant le même nombre d'enfants à charge (n° 321) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à promouvoir une urbanisation équilibrée et à abroger la loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 relative à la création d'agglomérations nouvelles** (n° 565) [28 juin 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 39 : Monnaies et médailles** (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 43 : Monnaies et médailles** (n° 1230) [11 octobre 1974].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Budgets annexes. — Annexe 43 : Monnaies et médailles** (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi tendant à promouvoir une urbanisation équilibrée et à abroger la loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 relative à la création d'agglomérations nouvelles** (n° 2164) [7 avril 1976].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Budgets civils. — Annexe n° 44 : Monnaies et médailles** (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Budgets civils. — Annexe n° 44 : Monnaies et médailles** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Construction d'une unité d'imprimerie et d'un parking dans le parc de Grand-Bourg à Evry** [29 octobre 1975] (p. 7535) : projet de M. Amaury ; respect du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.

— **Difficultés dans le secteur de l'héliogravure lourde** [29 octobre 1975] (p. 7535) : plan de restructuration et de concentration envisagé par les entreprises d'imprimerie Néogravure, Lang et Victor-Michel ; réalisation du permis de construire obtenu par la Néogravure à Corbeil-Essonnes ; perspectives du Gouvernement concernant l'imprimerie française.

— **VII^e Plan** [5 mai 1976] (p. 2628) : retard dans le dépôt du rapport concernant le VII^e Plan ; nécessité de parfaire l'information du Parlement ; IV^e Plan militaire.

— **Situation au lycée de Corbeil-Essonnes** [1^{er} décembre 1976] (p. 8852) : la dégradation des conditions de fonctionnement de ce lycée ; sa fermeture après intervention de la police à l'intérieur de l'établissement ; l'attitude répressive de la direction.

— **Conséquences du plan de restructuration du groupe La Chapelle-Darblay** [27 avril 1977] (p. 2213, 2214) : la crise de l'industrie du papier-carton ; les licenciements.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° 461). **Discussion générale** [26 juin 1973] (p. 2508) : pertes en devises enregistrées par la Banque de France et le fonds de stabilisation des changes ; ses observations sur la politique française à l'égard du dollar ; politique ouvertement inflationniste contraire à l'intérêt national ; solution retenue visant à faire supporter le déficit par l'inflation de la monnaie et des prix ; sa question sur le coût pour l'économie de la flottation du franc ; réponse négative du Gouvernement aux revendications ; difficultés financières des collectivités locales ; sa question sur le prix de la dépendance croissante de notre économie à l'économie américaine ; propositions de programme commun de gouvernement de la gauche ; (p. 2509) : vote de son groupe contre le projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion générale** [24 octobre 1973] (p. 4720) : ses observations sur l'existence d'un « modèle français » ; (p. 4721) : actionnariat et participation ; réalité du système capitaliste ; scandales fiscaux ; processus inflationniste extérieur et intérieur ; poids excessif des impôts indirects et faiblesse de l'impôt sur les sociétés ; régime de taxation des plus-values à long terme ; revenus fixes de capitaux mobiliers ; emprunt Pinay et évasion fiscale ; privilèges attachés au nouvel emprunt ; sa question écrite sur la perte de recettes pour le Trésor ; absence de mesure concernant l'avois fiscal ; sa question écrite sur les avois fiscaux ; (p. 4722) : privilèges fiscaux du profit et du capital ; sa référence au livre *L'inégalité par l'impôt* de MM. de Brie et Charpentier, hausse record des prix ; s'oppose à la retenue à la source ; fiscalité locale, TVA, VRTS, réforme

des finances locales ; demande au nom de son groupe la discussion jointe des projets de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale et sur le remplacement de la patente ; (p. 4723) : dépenses militaires et crédits de la force de frappe ; propose des mesures immédiates : blocage des prix des denrées essentielles, contrôle de l'utilisation des fonds publics ; critique l'article 11 (compensation démographique des régimes de sécurité sociale) débudgétisation.

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4756) : son sous-amendement à l'article 2 d proposé par l'amendement du Gouvernement ; taxation des plus-values nettes réalisées par la vente des valeurs mobilières ; régime d'imposition prévu à l'article 160 du code général des impôts ; estime nécessaire l'extension de l'assiette de l'imposition proposée par le Gouvernement ; ses remarques sur le taux ; taxation de la plus-value au taux de 8 % ; estime que ce taux est trop faible ; s'interroge sur la mise en sommeil de l'application de l'article 160 du code général des impôts entre le 1^{er} janvier 1968 et le 31 décembre 1970 ; portée limitée de ce texte ; (p. 4757) : son sous-amendement à l'article 2 e proposé par l'amendement du Gouvernement ; loi du 12 juillet 1965 ; conditions de taxation des plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'éléments d'actif des entreprises ; propose d'élever de 10 à 50 % le taux d'imposition des plus-values à long terme ; son sous-amendement au même article (étalement suivant les règles normales d'amortissement).

Deuxième partie :

Budget annexe des monnaies et médailles, rapporteur spécial [26 octobre 1973] (p. 4924) : son analyse des crédits ; effectif du personnel ; programme de frappe ; nouvelle usine de Pessac ; accentuation du caractère industriel ; affirmation du caractère artistique ; locaux du quai Conti ; augmentation de la productivité ; fonctionnarisation des personnels ouvriers ; statut particulier pour les fonctionnaires ; conditions du contrat de cinq ans passé avec la firme italienne Numismatica.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion des articles** [4 décembre 1973] : **Avant l'Article Premier** (p. 6570) : ses sous-amendements aux amendements de MM. Bignon, Papon et Foyer tendant à garantir les communes contre les pertes de recettes fiscales (date d'entrée en vigueur de la réforme de la patente, transferts éventuels de la taxe professionnelle sur les autres taxes) ; position de l'association des maires de France contre la départementalisation de la patente ; sa réfé-

rence à une étude de la revue *Statistiques et études financières* (n° 297 de septembre 1973) sur les conséquences de la départementalisation pour les ressources des communes. **Article premier** (p. 6571) : son amendement tendant à lier l'application du projet de loi à la mise en vigueur de la réforme de la patente ; sa demande de scrutin public ; **Article 4** : son amendement ; retrait ; **Article 7** : son amendement ; retrait ; **Avant l'Article 8** : son amendement ; maintien de la taxe foncière sur les outillages ; [5 décembre 1973]. **Article 8** (p. 6624) : son amendement ; retrait ; **Article 9** (p. 6627) : son amendement : garantie de recettes supplémentaires des collectivités locales pour l'année transitoire de 1974 ; (p. 6628) : ses observations sur l'amendement de M. Chauvet. **Article 10** (p. 6629) : ses amendements devenus sans objet. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7218, 7219) : amendement voté par le Sénat subordonnant l'application de la loi à la réforme de la patente ; ses observations ; ses inquiétudes quant aux conséquences des transferts fiscaux.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 11** (p. 5421) : réclame le remboursement de la TVA aux collectivités locales. **Après l'article 15** (p. 5426) : interroge le Gouvernement sur les possibilités offertes aux communes d'anticiper sur les subventions.

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. Services financiers. Articles et articles additionnels non rattachés. Seconde délibération [20 novembre 1974] (p. 6888) : se demande si les hypothèses économiques sur lesquelles repose la loi de finances sont réalistes et incontestables ; évoque la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs et la brutale accélération du chômage ; (p. 6889) : demande un débat économique sincère sur des hypothèses réalistes d'évolution ; signale le caractère injuste de la fiscalité ; rappelle la présentation par le Président de la République du projet de loi de finances pour 1974 et l'intention exprimée de ne pas « provoquer un ralentissement délibéré de l'activité économique pour contenir l'inflation » ; évoque le problème de la Néogravure et l'absence de politique française de l'imprimerie ; déclare que le groupe communiste ne votera pas le projet de budget pour 1975.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat instituant un prélèvement conjoncturel** (n° 1274). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7317) : question

préalable du groupe communiste ; la prétendue responsabilité des salaires dans l'inflation ; (p. 7318) : police des salaires indirecte ; les sociétés multinationales ; les causes de l'inflation ; les investissements privilégiés ; les hypothèses du budget 1975 ; les cadeaux aux entreprises ; (p. 7319) : les solutions du programme commun : lutte contre l'inflation, équilibre de la balance des paiements, sauvegarde du niveau de vie et de l'emploi ; demande le rejet du projet de loi ; (p. 7322) ; rejeté par scrutin public. **Examen des articles** [4 décembre 1974] (p. 7414) : son amendement n° 59 : déduction des salaires et charges sociales ; (p. 7415) : rejeté ; (p. 7472) : son amendement n° 63 : amortissements et bénéfices ; (p. 7473) : rejeté.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1570). Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2554) : l'incertitude et l'hésitation de la politique de l'ancien ministre de l'économie et des finances ; le plafonnement des exportations ; la doctrine officielle considérant en 1974 l'investissement productif comme générateur d'inflation ; le pilotage à vue ; la réduction de la consommation ; l'apport du travail capté par la suraccumulation du capital ; la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs ; le déficit de la balance extérieure ; l'augmentation des prix ; la détérioration de l'emploi ; la part belle faite aux banques et aux grandes entreprises ; (p. 2555) : l'emprunt de 5 milliards de francs ; les licenciements de Citroën ; l'abandon du premier acompte du prélèvement conjoncturel ; le cadeau de TVA fait aux entreprises ; le financement de l'équipement téléphonique ; la détérioration du service public des PTT ; la chute importante des ventes dans plusieurs secteurs ; la diminution de la production industrielle ; la relance de l'inflation au moyen des milliards distribués aux grandes sociétés ; les véritables mesures anti-inflationnistes ; la part importante de la production non créatrice de richesses ; l'oubli des hommes ; la révolution scientifique et technique et les exigences d'un développement des capacités créatrices ; relancer la consommation et la production des moyens matériels ; le gâchis des forces productives par l'accumulation des capitaux ; les mesures immédiates pour relancer l'économie : impôts exceptionnels, nationalisations, mesures sociales favorisant la consommation ; (p. 2556) : le « serpent communautaire » et le caractère illusoire du redressement du franc ; l'alignement du franc sur le deutsche Mark ; multiplication des gages à l'égard de l'Allemagne fédérale ; la collaboration des classes dominantes. **Discussion des articles** (p. 2574). **Après l'Article 3** : son amendement

n° 3 : instituer un nouveau régime fiscal pour les sociétés pétrolières et un nouveau régime de prix pour le fuel domestique ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, insti-**
du budget de 1973 (n° 405). Discussion générale [22 mai 1975] (p. 3016) : le caractère formel du débat sur la loi de règlement ; les dangers pour le plein emploi d'une politique budgétaire orientée vers les échanges extérieurs ; la hausse des prix ; l'augmentation des crédits d'armement et la diversification du financement public au profit des grandes sociétés ; les affaires scandaleuses des derniers mois, sociétés pétrolières, Citroën, etc. ; la masse des fonds publics imputés au soutien du secteur monopolisé ; le sacrifice des équipements collectifs ; l'accroissement du chômage et la spéculation sur la monnaie ; l'approfondissement de la crise économique et de la crise de la société ; l'aggravation du sous-emploi, de l'inflation ; l'actualité des solutions du programme commun de la gauche.

— **Projet de loi portant suppression de la**
patente et institution d'une taxe profession-
nelle (n° 1634). Discussion générale [10 juin 1975] (p. 3939) : défend la motion de renvoi en commission présentée par le groupe communiste ; un projet dominé par l'incertitude ; la faible augmentation du potentiel contributif des entreprises industrielles ; la fraude dans l'appréciation des bases de la patente ; (p. 3940) : un projet qui fait sauter le verrou des principaux fictifs ; le transfert des charges des entreprises sur les consommateurs et les ménages ; réexaminer la répartition des ressources et des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; l'aggravation de la fiscalité locale. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3988) : demande au nom de son groupe une suspension de séance ; [12 juin 1975] : **Article 10** (p. 4045) : son amendement n° 79 : supprimer l'article 10 qui va à l'encontre des intentions de l'exposé des motifs du projet de loi ; repoussé. **Article 17** (p. 4069) : son amendement n° 149 : empêcher un transfert de la charge de la taxe au détriment des industriels et commerçants louant leurs locaux ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 4998) : rappelle les critiques qu'il a adressées au projet de loi ; considère que le texte favorise les grandes entreprises.

— **Projet de loi de finances rectificative**
pour 1975 (n° 1873). Discussion des articles
[10 septembre 1975]. **Article 2** (p. 6172) : réduire la TVA sur les produits de première nécessité ; (p. 6174) son amendement n° 15 : relancer la consommation freinée par la hausse continue des prix ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976**
(n° 1880). *Première partie* :

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7158) : l'application d'une politique d'austérité au détriment des travailleurs ; (p. 7159) : la réduction du pouvoir d'achat ; le maintien d'un système fiscal favorable aux sociétés ; l'importance de la hausse des prix ; l'aide apportée par le parti communiste aux travailleurs. **Article 15** (p. 7296) : son amendement n° 35 : supprimer le prélèvement conjoncturel ; le poids que fait peser ce prélèvement sur les salaires ; repoussé.

Deuxième partie :

Budget annexe de l'Imprimerie nationale, rapporteur suppléant [31 octobre 1975] (p. 7704) : présente le rapport de M. Lamps ; précise le montant des recettes et des dépenses ; évoque le malaise des cadres techniques et du personnel de l'usine de Paris ; rappelle les activités de l'usine de Douai ; interroge le Gouvernement sur ses intentions en matière de recrutement.

Budget annexe des monnaies et médailles, rapporteur spécial [31 octobre 1975] (p. 7705) : l'augmentation des recettes et des dépenses ; l'augmentation de la frappe des monnaies ; les programmes d'investissement pour les prochaines années ; (p. 7706) : la multiplication de la frappe des monnaies métalliques ; les problèmes du personnel ; la mise en place par la monnaie d'un réseau commercial.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder en 1976, par ordonnances, à certains aménagements portant sur les acomptes d'impôts directs** (n° 1932). **Discussion générale** [20 novembre 1975] (p. 8790) : la volonté de faire supporter à la nation le poids de la crise ; un Gouvernement qui favorise par ses mesures fiscales les sociétés au détriment des travailleurs ; l'exonération des placements financiers étrangers en France ; (p. 8791) : le cadeau que constitue le projet aux grosses entreprises ; l'exemple d'IBM ; le sacrifice des salariés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9527) : la démagogie gouvernementale à l'égard des collectivités locales ; l'insuffisante progression du VRTS ; le refus du Gouvernement d'asseoir pour partie la taxe d'habitation sur les revenus familiaux ; (p. 9528) : les réserves portées par les maires communistes sur les procès-verbaux de classification des immeubles ; demande que le fonds d'équipement des collectivités locales soit alimenté d'une somme égale au versement de la T.V.A.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° 1867).

Discussion des articles [18 décembre 1975].

Article 27 (p. 10004) : son amendement n° 72 : constitution des ressources de la région Ile-de-France par les impôts directs et indirects mis à sa disposition par la loi ; repoussé. **Article 29** (p. 10004) : son amendement n° 74 : supprimer l'article 29 ; caractère injuste des taxes additionnelles sur les véhicules et la publicité foncière ; repoussé.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° 2138 rectifié). **Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1373) : la décision du Gouvernement de n'utiliser des possibilités offertes par la loi qu'en faveur des entreprises ; écarter au moins de cette mesure les entreprises qui jouissent déjà de privilèges fiscaux ; un projet qui conduit à l'accélération de l'inflation et aggrave l'injustice fiscale ; la spéculation liée à la sortie du franc du serpent communautaire ; nationaliser le système financier ; (p. 1374) : un projet qui est une insulte aux Français qui souffrent de la situation économique.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Article 45 (suite)** (p. 1740) : son amendement n° 161 défendu par M. Canacos.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3862) : regrette que son amendement n° 13 ne soit pas venu en discussion avant l'amendement n° 7 rectifié de M. Bonhomme ; (p. 3863) : son amendement n° 13 : établissement d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés et sur le revenu des personnes physiques à un taux très faible ; repoussé ; [9 juin 1976] (p. 3913) : son amendement n° 14 : les moyens de réaliser en France la justice fiscale ; déclare que la taxation des plus-values est destinée à éviter l'institution d'un impôt sur le capital ; expose les vrais problèmes fiscaux ; demande un projet de réforme fiscale accroissant les prélèvements sur les grandes sociétés et allégeant l'impôt pour les travailleurs ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4670) : le peu de crédibilité de la lutte du Gouvernement contre l'inflation ; la pression des salaires, un faux argument ; fausseté de la vieille théorie du cycle infer-

nal des salaires et des prix ; l'inflation, une condition nécessaire de la rémunération du capital ; la consommation réduite demandée par le Gouvernement ; une politique de régression sociale au lieu d'une politique de la qualité de la vie ; (p. 4671) : la réduction de la liberté particulièrement pour les jeunes.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6522) : l'augmentation de la fiscalité directe et indirecte ; le pétrole et la sécheresse, explication des appels à la solidarité nationale ; le refus du recours à l'impôt sur le revenu ; son amendement tendant à mieux indemniser petits et moyens agriculteurs victimes de la sécheresse et à équilibrer la dépense par un appel de fonds aux organismes de la CEE par une contribution exceptionnelle des sociétés et entreprises ayant bénéficié de la sécheresse, par l'institution d'un impôt sur le capital et les grandes fortunes, par une majoration progressive de l'impôt sur les sociétés, par un prélèvement de 10 % sur les capitaux exportés en 1976 ; l'évolution de l'économie française d'ici 1980 selon le VII^e Plan ; (p. 6523) : la limitation de la progression des revenus salariaux prévue par une recommandation de la CEE ; le coût du plan Barre ; le problème de l'indice officiel des prix ; la perte de pouvoir d'achat selon les indices de la CGT ; les allocations familiales ; l'aggravation de l'injustice ; critique de l'amortissement dégressif ; la faiblesse de l'impôt payé par les cinq cents plus grandes sociétés françaises ; plaidoyer pour la suppression de l'amortissement dégressif, du régime fiscal des fusions, du bénéfice mondial, de l'avoir fiscal, des provisions de toute nature, y compris pour impôts, incluses dans les bilans ; l'amendement communiste instituant un impôt sur le capital ; les moyens de réduire le chômage : la relance de la consommation ; l'occultation des véritables causes de l'inflation (p. 6524) : l'accumulation à tendance improductive ; la protestation populaire contre l'attaque la plus brutale déclenchée depuis 1958 pour faire payer aux Français les effets de l'aggravation de la crise ; dénonciation de ce plan d'austérité. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6615) : son amendement n° 38 rectifié : instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des grandes entreprises et sur les grosses fortunes des personnes physiques ; la diminution de la part de l'impôt sur les sociétés dans notre fiscalité ; le transfert fiscal sur l'impôt sur le revenu, facteur d'injustice ; l'accumulation du capital, cause d'une augmentation de la rémunération du capital au détriment de la juste rémunération du travail ; le dispositif du nou-

vel impôt ; la connaissance des fortunes existantes ; repoussé. **Article premier** (p. 6620) : son amendement n° 60 : exonération de la contribution exceptionnelle pour les contribuables dont la cotisation est inférieure à 30.000 francs ; (p. 6622) : repoussé ; son amendement n° 62 : non-application du supplément d'imposition aux personnes ayant subi, au cours de 1976, une diminution de leurs revenus par rapport à 1975, aux chômeurs et aux retraités ; (p. 6625) : repoussé ; son amendement n° 63 : exclusion des revenus excédant 30.000 francs du bénéfice de l'emprunt libératoire ; repoussé. **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 6661) : indique que M. Paul Laurent a voulu voter pour l'amendement n° 60.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Première partie :**

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6856) : son amendement n° 52 rectifié : impôt annuel sur le capital des grandes sociétés et sur les fortunes personnelles ; l'impôt sur le capital, une nécessité dans l'économie moderne du fait de la nouvelle structure du capital et de son accumulation ; l'importance du produit ; le manque de fondement de l'argutie gouvernementale ; une contribution à la stimulation et à la réorientation des investissements ; un élément de justice et de moralisation ; (p. 6857) : son amendement n° 53 rectifié : dépôt par le Gouvernement avant le 20 décembre 1976 d'un projet de loi créant un impôt annuel sur le capital des grandes sociétés et sur les fortunes personnelles ; l'amorce d'un véritable processus de justice et d'une moralisation fiscale ; amendement n° 53 rectifié repoussé ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2 (p. 6926)** : son amendement n° 9 étendant à toutes les mères de famille exerçant une activité professionnelle permanente le bénéfice de la déduction des frais de garde des enfants à charge âgés de moins de six ans ; repoussé. **Avant l'Article 6** (p. 6947) : son amendement n° 12 rectifié défendu par M. Frelaut ; repoussé. **Article 8** (p. 6951) : son amendement n° 15 défendu par M. Vizet ; réservé ; (p. 6957) : à la demande du Gouvernement, application de l'article 44 de la Constitution en ce qui concerne le vote de l'article 8 modifié par l'amendement n° 197 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 62** (p. 8534) : son amendement n° 67 soutenu par M. Lamps ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630). Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3**

(p. 9162) : son amendement n° 39 rectifié soutenu par M. Porelli ; repoussé.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823) [27 avril 1977]** (p. 2252) : les résultats du premier plan Barre ; la limitation de l'évolution des salaires ; les causes de l'inflation ; les avantages fiscaux attachés à l'initiative privée ; (p. 2253) : la spoliation de l'épargne populaire ; la spéculation ; la non-maîtrise des facteurs inflationnistes fondamentaux ; l'exportation des capitaux ; la détérioration de la structure des échanges ; la nécessité de profondes réformes de structures ; les dispositions du programme commun.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant d'avantages fiscaux (n° 2828). Discussion générale [10 mai 1977]** (p. 2579) : proteste au nom du groupe communiste contre le rôle mineur dévolu au Parlement du fait de la ratification de l'emprunt par l'Assemblée nationale ; le non-examen du contenu de la loi de finances rectificative pour 1977 ; la couverture de la moitié des dépenses sociales du plan gouvernemental ; la spoliation de l'épargne populaire ; les avantages fiscaux de l'emprunt ; les modalités de financement du solde du déficit budgétaire ; (p. 2580) : les conséquences de la garantie de l'emprunt par rapport à l'unité de compte européenne ; la spéculation contre le franc ; l'indexation de l'emprunt, nouveau pas vers une politique monétaire d'abandon de l'indépendance nationale ; l'offre de sources nouvelles de profits aux sociétés internationales.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Discussion générale [12 octobre 1977]** (p. 6095) : l'accroissement des profits des entreprises ; les objectifs du Gouvernement ; les résultats de la politique économique menée ; la régression de la production ; la dégradation de la situation de l'emploi ; la non-régression de l'inflation ; l'accentuation des inégalités sociales ; la précarité de la situation de la monnaie ; la situation de l'équilibre extérieur ; la perte de compétitivité des produits français ; l'évasion des capitaux ; le cycle infernal du profit ; (p. 6096) : la nécessité de développer la consommation intérieure et d'organiser de façon adéquate la production ; l'aggravation de l'injustice fiscale ; la croissance des taux d'imposition des salariés ; le rendement de l'IRPP ; la part représentée dans les recettes fiscales par l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; la contribution fiscale des automobilistes ; la contribution fiscale des sociétés ; le rapport du conseil des impôts réellement

payés par les grandes entreprises ; l'évasion et la fraude fiscales ; la dotation du FECL ; (p. 6097) : la suppression des tarifs dégressifs d'EDF ; la gestion par le Gouvernement de la crise du système.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1977] :
Avant l'Article 2 (p. 6135) : son amendement n° 49 : instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; réservé ; [18 octobre 1977] : **Avant l'Article 2 (suite)** (p. 6203) : son amendement n° 49 : instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; la prise en considération de l'évolution du capital ; l'impôt sur le capital, élément de régulation économique ; la portée de l'impôt et son mécanisme ; (p. 6204) : le produit de l'impôt ; repoussé par scrutin public. **Article 2 (suite)** (p. 6205) : l'abondance des déclarations sur la justice fiscale ; le rendement de l'impôt sur le revenu ; l'augmentation de la part de l'impôt sur le revenu dans l'ensemble du produit fiscal ; l'injustice croissante de la fiscalité directe ; la réforme fiscale préconisée par le groupe communiste ; (p. 6206) : son amendement n° 110 rectifié : modification du barème de l'impôt sur le revenu ; demande d'un scrutin public au nom du groupe communiste sur son amendement ; repoussé par un scrutin public ; (p. 6207) : son amendement n° 51 : fixation du plafond d'exonération des contribuables au niveau du SMIC fixé à 2 200 F par mois ; abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; repoussé par scrutin public ; (p. 6210) : son amendement n° 54 : ouverture aux titulaires d'une carte d'invalidité ou de cécité du bénéfice d'une demi-part supplémentaire dans le calcul du quotient familial et abrogation des dispositions du CGI sur l'avoir fiscal ; repoussé ; (p. 6211) : le vote hostile du groupe communiste sur l'article 2 du projet de loi.

Deuxième partie :

Budget annexe des monnaies et médailles, rapporteur spécial [21 octobre 1977] (p. 6499) : le niveau des recettes d'exploitation du budget annexe des monnaies et médailles ; (p. 6500) : le niveau des frais de personnel ; les dépenses de matériel et des investissements ; la sous-information de la commission des finances ; les raisons de l'augmentation du programme de frappe à Pessac ; le développement des productions de monnaies métalliques ; le problème des prix de cession des pièces de monnaie au Trésor : les variations comparées des prix de cession ; l'utilisation du surplus d'exploitation. **Exa-**

men des crédits. **Article 40** (p. 501) : soutient l'amendement n° 88 de M. Papon ; suppression de la ligne budgétaire relative aux monnaies et médailles ; repoussé. **Article 41** : soutient l'amendement n° 89 de M. Papon ; suppression des dispositions relatives au budget annexe des monnaies et médailles ; le refus de la commission des finances d'accepter le budget ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Discussion des articles** [24 novembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 7897) : son amendement n° 12 : composition de la commission chargée d'élaborer un nouvel indice des prix ; les différences existant entre les indices de prix de l'INSEE et de la CGT ; les calculs de pondération ; (p. 7898) : les différences de prise en considération de l'évolution de la qualité ; l'indice officiel de l'INSEE ; repoussé ; [8 décembre 1977] : **Article 7** (p. 8441) : son amendement n° 35 de suppression soutenu par M. Canacos ; repoussé. **Après l'Article 8** (p. 8446) : son amendement n° 16 soutenu par M. Canacos : facturation au prix de revient des fournitures d'électricité « haute tension » à la clientèle industrielle et interdiction de l'augmentation du prix de l'électricité « basse tension » en 1978 ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° 3117). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8602) : la reprise par le groupe communiste de l'amendement n° 3 de M. Gantier ; repoussé.

COMITI (Joseph)

*Député des Bouches-du-Rhône
(1^{re} circonscription)
(UDR).*

Ministre chargé des relations avec le Parlement du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer du 1^{er} mars 1974 au 27 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre chargé des relations avec le Parlement (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [J.O. du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre chargé des relations avec le Parlement (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [J.O. du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1^{er} mars 1974 [J.O. du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [J.O. du 28 mai 1974] (p. 5796).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre chargé des relations avec le Parlement :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Julia** (n° 548) : **Retraite progressive** [29 juin 1973] (p. 2721).

— **M. Chambon** (n° 2330) : **Abattoirs dans le Pas-de-Calais** [29 juin 1973] (p. 2724).

— **M. Paul Laurent** (n° 2555) : **Abattoirs de La Villette** [29 juin 1973] (p. 2725) : plan de sauvetage en cours.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Julia** : **Exportations vers l'Italie par voie ferrée** [26 octobre 1973] (p. 4879) : difficultés d'acheminement dues à l'augmentation des échanges avec l'Italie et aux insuffisances du réseau transalpin.

— **M. Stehlin** : **Fermeture des abattoirs de La Villette** [26 octobre 1973] (p. 4881, 4882) : possibilité de maintenir une activité suffisante à La Villette.

— **M. Laurisergues** : **Conditions de travail à la SNCF** [26 octobre 1973] (p. 4883).

— **M. Mexandeu** : **Interruption volontaire de la grossesse** [16 novembre 1973] (p. 5906) : inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse au cours de la prochaine session.

— **M. Fiszbin : Statut de Paris** [16 novembre 1973 (p. 5906, 5907) : la loi du 10 juillet 1964 sur la réorganisation de la région parisienne ; les imperfections du système actuel (complexité, poids des structures, centralisation excessive, la déconcentration et la décentralisation nécessaires ; les décrets du 10 et du 30 novembre 1970 ; l'intention du Gouvernement de saisir le Parlement d'un projet de loi sur la réforme du statut de la capitale ; la proposition de loi déposée par M. Fiszbin.

— **M. Aubert : Minimum vieillesse des personnes âgées** [28 novembre 1973] (p. 6424, 6425) : augmentation du minimum vieillesse en 1973 ; mesures prises en faveur des personnes âgées, et notamment des veuves ; discussion d'un projet de loi cadre sur les personnes âgées au cours de la prochaine session du Parlement.

— **M. Bertrand Denis : Cours de la viande bovine** [28 novembre 1973] (p. 6426, 6427) : mesures prises en faveur des éleveurs.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre chargé des relations avec le Parlement :

1973

— **Ordre du jour complémentaire** [5 juin 1973] (p. 1756) : attitude de l'opposition ; engagement solennel du Gouvernement d'attribuer la carte du combattant à ceux qui ont combattu en AFN dans des unités combattantes ; création d'une commission ; participation des associations d'anciens combattants ; achèvement des travaux de la commission ; prochain dépôt des conclusions ; conditions d'attribution de la carte ; prochain dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement ; (p. 1757) : attitude du parti communiste pendant la guerre d'Algérie ; demande l'adoption de l'ordre du jour complémentaire.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** [19 juin 1973] (p. 2276) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; confiance du Gouvernement au Parlement quant à l'opportunité de créer une commission spéciale et quant à la longueur du délai qu'exigera l'examen en commission.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2548) : inscription à l'ordre du jour de la prochaine session du projet de loi sur l'attribution de la carte du combattant aux anciens d'AFN, de la proposition de loi tendant à abaisser à dix-neuf ans l'âge de la majorité civile ; inscription à l'ordre du jour complémentaire de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; accord du Gouvernement pour l'extension de cette mesure à tous les anciens combattants.

— **Allocution à la fin de la session** [30 juin 1973] (p. 2758) : ses remerciements ; bilan des travaux de la session ; difficultés d'établissement de l'ordre du jour législatif ; (p. 2759) : ses indications sur les travaux de la session d'automne.

— **Projet de loi sur le statut des associés d'exploitation (n° 198). Quatrième et dernière lecture** [30 juin 1973] (p. 2760) : demande l'adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en troisième lecture.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4678) : répond à M. Fillioud ; ses arguments contre l'adoption de la question préalable.

Deuxième partie :

Economie et finances. — I. Charges communes. Etat B - Titre IV [20 novembre 1973] (p. 6145) : s'oppose à l'interruption du débat budgétaire en raison de l'article 47 de la Constitution ; sa demande de scrutin public sur la consultation relative à la poursuite du débat.

— **S'associe à l'hommage rendu par le président à M. Robert Sans, employé décédé en cours de séance** [25 octobre 1973] (p. 4806) : condoléances du Gouvernement à sa famille.

— **Aménagement de l'ordre du jour de l'Assemblée** [8 novembre 1973] (p. 5437).

— **Rappel au règlement de M. Labarrère** [27 novembre 1973] (p. 6361) : réponses des ministres aux questions écrites ; non-respect de l'article 139 du règlement.

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion prévue à l'article 1122 du code rural, et à la retraite de réversion des conjoints survivants des membres de la famille des chefs d'exploitations agricoles (n° 449). Deuxième lecture. Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6482) : bénéfice de la retraite de réversion aux conjoints des membres de la famille des exploitants ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'application de la loi au 1^{er} janvier 1973 ; confirme à M. Richard l'extension au régime agricole des dispositions sociales actuellement à l'étude. **Discussion des articles. Article 4** : son amendement fixant au 1^{er} juillet 1973 la rétroactivité de la retraite de réversion des conjoints survivants des aides familiaux.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole (n° 725). Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6483) : raisons de l'absence du ministre de l'agriculture, discussion du budget du BAPSA au Sénat.

— **Communication** sur les mesures financières arrêtées par le Gouvernement. Information de l'Assemblée [5 décembre 1973] (p. 6620) :

— **Rappel au règlement de M. Durafour** [12 décembre 1973] (p. 6868) : situation créée par le retrait d'un projet de loi par le ministre des anciens combattants.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle de la gestion financière de l'office de radiodiffusion télévision française (n° 764)** [14 décembre 1973] (p. 7048) : accord du Gouvernement à la création d'une commission de contrôle.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques (n° 721)** [14 décembre 1973] (p. 7050) : demande à l'Assemblée de repousser la proposition de loi ; rappelle la position du Gouvernement à l'égard des écoutes téléphoniques ; sa référence à une déclaration de M. Mitterrand (séance du 28 mai 1970) ; répond à M. Mitterrand : critères d'utilisation des écoutes téléphoniques ; (p. 7051) : modalités de fonctionnement des écoutes téléphoniques ; ses observations sur la mission de la commission de contrôle dont la création est proposée ; (p. 7053) : commission d'enquête du Sénat et responsabilités du Gouvernement ; évoque l'action passée et la formation de M. Frêche ; campagne contre l'autorité de l'Etat ; demande le rejet de la proposition de résolution ; (p. 7054) : répond aux propos de M. Frêche ; (p. 7057) : répond à M. Péronnet sur l'affaire du « Canard enchaîné » : non-inscription par la conférence des présidents d'une question d'actualité de M. Frêche relative à cette affaire ; répond à M. Defferre : conditions dans lesquelles la question d'actualité de M. Frêche sur l'affaire du « Canard enchaîné » n'a pas été retenue par la conférence des présidents ; (p. 7058) : ses arguments en réponse à M. Defferre sur l'affaire du « Canard enchaîné », impossibilité de discussion d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête si elle vise une affaire qui fait l'objet de poursuites judiciaires ; répond à M. Defferre sur sa proposition de demander au ministre de l'intérieur de venir devant l'Assemblée ; (p. 7059) : répond à M. Ralite sur le concours apporté par l'Etat aux établissements Coder de Marseille ; (p. 7061) : répond à M. Ralite sur l'inquisition policière, et à M. Frêche sur les libertés dans les régimes communistes ; dissocie l'affaire du « Canard enchaîné » de la demande de constitution d'une commission d'enquête ; présence de M. Marcellin.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973 (n° 781). Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7145) : demande à

l'Assemblée d'adopter le projet de loi dans le texte du Sénat. **Discussion des articles.** **Article 10 bis** (p. 7146) : s'oppose à l'amendement de M. Lamps : suppression des dispositions relatives à la suppression de jouissance de la pension de réversion du veuf d'une femme fonctionnaire. **Article 14 bis** (p. 7147) : ses observations sur l'amendement de M. Foyer : modalités particulières de délivrance du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute au bénéficiaire des titulaires de la carte d'invalidité ; suggère l'inclusion de ces dispositions dans le projet de loi cadre sur les handicapés ; accord du Gouvernement sur le fond.

COMMENAY (Jean-Marie)

Député des Landes
(3^e circonscription)
(UC, puis apparenté RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe Union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 316 du code civil** et relative à une harmonisation nécessaire en matière de **désaveu de paternité (n° 1713)** [5 juin 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — **Tome VII : Section gendarmerie (n° 3150)** [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— MM. Boudet (n° 18971), Falala (n° 19360), Ducoloné (n° 19428), Coulais

(n° 19952), Gau (n° 19963) : problèmes de l'emploi [4 juin 1975] (p. 3692) : les mesures prises par le Gouvernement en faveur des jeunes ; le divorce entre la formation, le diplôme et l'emploi ; revalorisation du travail manuel ; mise en place d'une politique régionale du droit au travail.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation des sinistrés du Sud-Ouest** [15 décembre 1976] (p. 9418) : indemnisation des sinistrés ; réparation des équipements publics ; renforcement des équipes des P et T et de l'EDF ; limitation des importations de bois pour permettre l'écoulement des arbres abattus à la suite de l'orage.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Explications de vote** [19 octobre 1973] (p. 4631, 4632) : vote favorable de son groupe dans le scrutin sur l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Transports. — III. Aviation civile [30 octobre 1973] (p. 5067) : vulnérabilité de notre industrie aéronautique ; réussites techniques et difficultés de commercialisation ; cas de Concorde ; incertitudes quant à la rentabilité des programmes Airbus et Mercure ; répercussions dans le Grand Sud-Ouest et la région sous-pyrénéenne de l'Adour ; outil de production qu'est notre industrie aéronautique ; prend acte de la volonté du ministre de tout mettre en œuvre pour rétablir la situation ; information de l'Assemblée ; (p. 5068) : moteur dix tonnes et Super-Mercure, suprématie américaine dans le domaine de l'aéronautique ; se prononce en faveur des ententes avec les pays européens ; carte de la coopération européenne aéronautique, Marché commun européen de l'aéronautique ; desserte du territoire ; extension du système des compagnies régionales ; consultation des instances régionales pour l'établissement des horaires ; aviation d'affaires ; exigence d'un trafic régulier ; grève des contrôleurs de la navigation aérienne ; proposition de loi de MM. Partrat, Barrot et Bernard-Reymond relative à l'amélioration de la situation des agents de la navigation aérienne.

Justice [31 octobre 1973] (p. 5129) : effort en faveur du budget de la justice et appui de l'opinion publique ; priorité à la justice par le moyen d'une loi de programme budgétaire ; situation défavorable des tribunaux de province ; situation des prisons ; cas

de la prison de Mont-de-Marsan ; insuffisance des personnels de l'éducation surveillée ; des effectifs des magistrats ; questions spécifiques des juges des tribunaux d'instance ; (p. 5130) : répression de la délinquance dans les campagnes ; obligation de réserve du juge ; place de l'avocat dans la justice d'aujourd'hui ; régression des classes moyennes ; sauvegarde d'un barreau indépendant et ouvert aux plus humbles ; attribution des juges chargés des relations publiques ; honoraires et protection sociale des avocats ; les barreaux en tant qu'élément du maintien de la vie provinciale ; insuffisance du nouveau régime de l'aide judiciaire ; notion d'assurance-procès ; son inquiétude quant au projet d'échelon judiciaire régional ; cour d'appel de Pau, capitale du bassin de l'Adour.

Dépenses militaires (Art. 20 et 21). Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973] (p. 5417) : enseignements à tirer des événements du Proche-Orient ; place de la France dans un éventuel système de défense européenne ; politique en matière d'armement ; harmonisation européenne des armements ; accords Nixon-Brejnev et force militaire soviétique et des démocraties populaires ; élément régional de dissuasion que pourraient constituer les forces nucléaires française et britannique ; coopération européenne dans le domaine des matériels militaires ; conséquences de la non-participation de la France à l'Euro-groupe ; rôle dévolu à nos forces terrestres de manœuvre ; sa question au ministre sur la responsabilité du déclenchement de la force atomique tactique ; sa question au ministre sur les suites du drame algérien (restauration dans leurs droits acquis de certains militaires) ; problèmes de carrière des militaires ; revalorisation de soldes ; sous-officiers ; (p. 5418) : situation des personnels de la gendarmerie ; remboursement aux retraités des cotisations complémentaires de sécurité sociale ; indemnité d'expropriation en Allemagne ; agitation au sujet du service national ; non-remise en cause du principe du service national ; défense nationale indépendante et indépendance économique ; relance de la commission armée-jeunesse ; cohésion morale et idée de défense ; ses observations sur les appréciations portées par certaines autorités spirituelles sur l'arme nucléaire en général.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme (n° 743). Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7268) : souligne que cette ratification avait été solennellement promise en 1969 par M. Pompidou, alors candidat à la présidence de la République, au président de son groupe, Jacques Duhamel ; ses observations sur le

refus opposé par le Gouvernement à la clause de requête individuelle ; suggère une réforme de notre procédure quant à la connaissance même du droit de recours à la juridiction administrative, article 15 de la convention et application de l'article 16 de la constitution ; (p. 7269) : principes de la charte des Nations unies et situation des libertés dans des pays et des régimes différents ; sa référence au président René Cassin ne peut envisager de retarder une ratification déjà approuvée par le Sénat.

1974

— **Projet de loi portant amnistie (n° 1058).** **Discussion générale** [20 juin 1974] (p. 2829) : l'amnistie contribue à édifier une nouvelle légalité ; l'approbation des mesures relatives aux événements d'Algérie ; prudence en matière de droit commun ; les exclus de l'amnistie : nécessité de revoir la politique pénitentiaire. **Discussion des articles. Article 14** (p. 2851) : en faveur de l'amendement n° 39 de M. Voisin : les retraits de permis de conduire ont un caractère pénal.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans (n° 1058).** **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2923) : le précédent du vote des femmes ; les préoccupations en faveur de la jeunesse ne doivent pas rejeter les personnes âgées ; la formation civique doit faire accéder les jeunes à la conscience d'un idéal.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la mise en cause pénale des maires (n° 1112).** **Discussion générale** [9 juillet 1974] (p. 3423) : attire l'attention sur la nécessité de doter les maires d'un cadre de collaborateurs permanents et compétents ; amélioration souhaitable de la situation matérielle des maires et des adjoints.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie (n° 1178).** **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4812) : informer l'opinion publique ; (p. 4813) : le Gouvernement doit informer le Parlement sur le rôle exact des compagnies pétrolières ; le plafond fixé pour l'importation des produits pétroliers peut faire craindre le chômage ; l'année de référence choisie conduira à des injustices.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).** *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6188) : l'appel du Président de la République ; la défense nationale ; les forces du pacte de Varsovie ; la force nucléaire ; la défense aérienne ; l'harmonisation des armements ; (p. 6189) : la condition des militaires ; la gendarmerie ; les forces de ma-

nœuvre ; la défense opérationnelle du territoire ; votera le budget.

Justice [14 novembre 1974] (p. 6416) : la montée des petites violences ; ses observations relatives au secret de l'instruction ; (p. 6417) : protéger les avocats pour permettre le maintien d'une classe moyenne ; le nouveau régime de l'aide judiciaire risque d'entraîner la prolétarisation des plus jeunes et des plus démunis parmi les avocats ; l'assurance procès ; ne pas se laisser abuser par la dénonciation de l'indépendance de la magistrature.

Transports. — III. Aviation civile [18 novembre 1974] (p. 6645) : la construction aéronautique ; le Concorde ; Mercure ; Airbus ; (p. 6646) : le moteur de dix tonnes ; l'emploi dans le Sud-Ouest ; le plan de charge des usines aéronautiques ; la sous-traitance de la production américaine ; l'indépendance industrielle ; la politique de concertation européenne ; la commercialisation de nos productions ; les études sur les appareils civils futurs ; la détaxe du carburant pour Air Inter ; l'aéroport de Biarritz ; la situation des contrôleurs de la navigation aérienne ; le comité de liaisons professionnelles ; la coopération européenne.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6757) : le code des libertés ; le rôle de la police nationale ; la délinquance ; la situation matérielle des maires ; le personnel communal ; les fusions ; la protection civile ; les sapeurs-pompier professionnels et volontaires ; les charges et ressources des communes ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; le remplacement de la patente ; les pays de l'Adour ; (p. 6758) : Bordeaux et Toulouse.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1974] (p. 6861) : pose le problème de l'indemnisation des rapatriés d'Algérie ; évoque la situation des personnes âgées, de l'évolution des rentes viagères ; demande le relèvement du plafond des biens pour l'octroi du fonds national de solidarité ; demande que les personnes hospitalisées disposent d'un peu plus d'argent de poche.

1975

— **Rappel au règlement** [4 avril 1975] (p. 1322) : son étonnement sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire.

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171).** **Première lecture. Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 20** (p. 1533) : le système adopté en 1970 et abrogé par l'article 20 ; le choix laissé par ce système entre le statut du fermage

et le statut des baux à long terme ; (p. 1534) : l'harmonisation des prix de fermage réalisée par l'article 20 ; le risque d'un processus de hausse ; la coexistence des deux statuts ; l'équilibre économique des prestations ; des dispositions qui peuvent être imprudentes. **Deuxième lecture** [17 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 13** (p. 4273) : son amendement n° 49 : modifier le deuxième alinéa de l'article 13 afin de privilégier les preneurs âgés de cinquante-cinq à soixante ans ; adopté ; son amendement n° 50 : de régularisation ; adopté. **Article 21** (p. 4279) : son amendement n° 51 : faire en sorte que l'ensemble des mesures prévues s'applique immédiatement et notamment la suppression de la clause de reprise triennale ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560). **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3345) : son approbation à certaines dispositions tendant à la modernisation et à l'humanisation de la procédure du divorce ; sa réserve sur le divorce par consentement mutuel ; redoute grâce au divorce par rupture de la vie commune l'organisation systématique de l'état de séparation par l'époux décidé à divorcer ; le problème de la constatation de la gravité de l'altération des facultés mentales en cas de divorce pour cause d'aliénation ; (p. 3346) : le tempérament qu'opère la clause de dureté ; les écrasantes responsabilités que le projet transfère aux magistrats ; la difficile conciliation de la morale du bonheur et de la morale du devoir ; la difficulté d'insérer les faits dans le droit ; le caractère laïc de l'institution du mariage ; l'attachement des milieux populaires au mariage et à la famille ; définir une politique familiale maintes fois promise.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 8** (p. 4461) : sa question sur l'autonomie prévue par l'article et sur l'articulation de celle-ci avec la carte scolaire. **Article 15** (p. 4471) : se demande s'il n'y a pas danger à introduire dans les établissements primaires et secondaires la participation des élèves.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4947) : l'angoisse qui s'est réinstallée dans le monde ; la vulnérabilité de l'Europe et son risque de finlandisation ; la nécessaire adoption par la Communauté européenne d'une stratégie Nord-Sud ; (p. 4948) : le rôle de la France à l'ONU ; invite le Gouvernement à expliquer sa politique en faveur de la paix vis-à-vis de l'opinion publique.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7627) : les tentatives de désagrégation de l'armée ; (p. 7628) : l'importance des forces des pays de l'Est ; le risque de finlandisation ; la force nucléaire de dissuasion ; l'Europe ; l'avion de combat futur ; la gendarmerie ; la nécessité d'une nouvelle loi de programme ; le redéploiement des forces vers le sud du pays.

Transports. — III. Aviation civile [14 novembre 1975] (p. 8418) : la crise de l'industrie aéronautique ; le coût pour le contribuable des aléas de cette industrie ; (p. 8419) : le Mercure ; les dérivés de l'Airbus ; les risques encourus par la construction aéronautique militaire ; tenir compte de la pression des Etats-Unis et préserver notre indépendance industrielle ; la constitution d'une industrie européenne indépendante ; améliorer la desserte aérienne du département des Landes ; prévoir un plan volontariste de relance de l'industrie aéronautique.

Justice [17 novembre 1975] (p. 8478) : s'inquiète de la montée de la violence et s'indigne de la justification politique ou philosophique que certains milieux apportent à des agissements criminels ; restaurer dans les consciences les disciplines intérieures minima sans lesquelles il n'existe plus de pacte social ; souligne, à la suite du garde des sceaux, que le rapport du juge à la loi n'est pas un rapport de convenance mais de fidélité. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice.** **Débat** du 12 novembre 1975 [J.O. du 17 novembre 1975] (p. 8525) : demande au garde des sceaux jusqu'où iront les possibilités de récitation offertes aux justiciables appelés à être jugés par un magistrat qui se sera déclaré favorable à un système de valeurs différent de celui qui résulte du fonctionnement démocratique ; (p. 8529) : attire l'attention du garde des sceaux sur la revalorisation de la retraite des avocats.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2734) : regrette que les suites de la conférence d'Helsinki aient été décevantes ; énumère les motifs d'insécurité qui se multiplient dans le monde ; indique que le développement de l'environnement classique de la force nucléaire stratégique ne contredit pas l'esprit de détente et de coopération qu'il convient de préserver ; se demande si les échecs subis par l'Europe en différents domaines ne risquent pas de compromettre la portée de l'élec-

tion au suffrage universel du Parlement européen ; (p. 2735) : souhaite que la voix de la France se fasse entendre clairement à l'ONU.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268).** **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3433) : le problème moral que constitue la stratégie anti-cités ; l'impossibilité de se préserver de la guerre par des condamnations « du type plaintif ou incantatoire » ; le déploiement des forces du Pacte de Varsovie ; le consensus réalisé autour de l'arme nucléaire, d'une non-réintégration de l'OTAN, du caractère absolument indépendant de notre défense ; le problème de l'équilibre entre l'armement nucléaire et l'armement conventionnel ; la disparition de la protection nucléaire américaine en Europe du fait des accords Salt qui ont neutralisé les forces américaines et soviétiques ; le délaissement de la défense opérationnelle du territoire et de la défense civile compte tenu de l'effort principal axé sur le nucléaire ; ne pas négliger pour autant les nombreuses découvertes sur le plan nucléaire et faire un effort de défense aux dépens de la composante stratégique ; le caractère irréaliste de la notion de défense européenne dans le concept actuel ; la croyance de beaucoup d'Européens dans la valeur d'un parapluie atomique américain qui s'est pourtant notablement dégradée ; la possibilité d'un débordement de l'Europe par le Sud du fait de l'influence soviétique en Afrique et de la naissance d'une éventuelle menace chinoise ; (p. 3434) : le risque d'une finlandisation de l'Europe ; l'autonomie que confère à notre pays l'outil nucléaire ; faire face à l'esprit de pessimisme culturel et de défaitisme qui se répand en Europe alors que toute défense est fondée sur la volonté populaire et le courage des citoyens.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206).** **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3716) : adhère à la philosophie du projet, mais la discrimination dans le temps n'aboutira-t-elle pas à favoriser outrageusement les fortunes acquises au détriment des patrimoines récemment constitués ; l'opinion s'en est émue ; mieux vaudrait rassurer l'opinion en luttant efficacement contre l'inflation plutôt qu'en lui laissant croire qu'on va spolier la petite épargne ; on est incapable de savoir qui sera touché par le texte ; (p. 3717) : pour rationaliser la fiscalité française, l'orateur tentera d'améliorer le texte qu'il n'accepte que sous bénéfice d'inventaire ; il faut se préoccuper des moins-values et notamment de l'indexation de l'épargne.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** *Première partie* :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6883) : est inquiet des nouvelles responsabilités imposées aux maires ; son sous-amendement n° 181 proposant que les listes des contribuables soient consultées dans les préfectures ou les sous-préfectures plutôt que dans les services municipaux ; (p. 6884) : est d'accord pour que les maires assument la publicité légale de l'impôt local ; refuse qu'ils assument la publicité des impôts d'Etat ; un sous-amendement cohérent ; réservé ; (p. 6887) : tient à l'intervention d'un agent du pouvoir central ; est prêt à se rallier au sous-amendement n° 195 ; s'oppose au sous-amendement n° 179 ; sous-amendement n° 181 retiré ; [26 octobre 1976] : **Article 11** (p. 6988) : son amendement tendant à moduler les nouvelles augmentations des droits indirects pour tenir compte des difficultés des régions viticoles ; demande une différence de traitement entre les alcools industriels et les eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée au bénéfice de celles-ci ; la protection du calvados, du cognac, de l'armagnac, des vins de liqueur ; les réponses de M. Fourcade l'an dernier ; l'escalade de la fiscalité ; soutenir les viticulteurs pour qu'ils puissent subsister ; des produits prestigieux, mais des efforts financiers considérables ; citation de Pierre de Montesquiou.

Deuxième partie :

Justice [2 novembre 1976] (p. 7343) : la situation des magistrats ; l'avenir du barreau ; la composition sociologique de la magistrature ; leur familiarisation avec le droit social, le droit du travail et le droit rural ; l'indépendance des juges vis-à-vis des syndicats et des partis politiques ; le pouvoir des juges ; la crise de janvier 1976 ; la contre-rentée judiciaire de Lyon ; les dispensaires juridiques ; la défiance entretenue à l'égard des avocats ; les pressions des grands clients collectifs ; le reflux inexorable des classes moyennes et des avocats.

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7607) : la politique agricole commune ; les contradictions monétaires et concurrentielles dans la Communauté ; la concurrence des Etats-Unis sur le soja et le maïs ; la crainte des viticulteurs et arboriculteurs du Midi devant l'entrée possible d'Etats méditerranéens dans le Marché commun ; les revenus agricoles ; les mérites de l'exploitation à responsabilité personnelle ; les industries agro-alimentaires ; les calamités agricoles ; la sécheresse ; l'Adour ; les Landes, les Pyrénées-Atlantiques, le Gers et les Hautes-Pyrénées ; l'indemnisation de ces régions ; (p. 7603) : l'aménagement hydraulique.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976]

(p. 7754) : la dissuasion proportionnelle ; l'équilibre harmonieux entre forces nucléaires et conventionnelles ; la perfection des systèmes ; (p. 7755) : la Bundeswehr ; l'OTAN ; la notion de « gros bataillons » ; la défense civile ; la défense populaire généralisée ; la gendarmerie nationale ; l'affaire Portal et celle d'Aléria ; lier le fait nucléaire et la défense civile ; approuvera le projet de budget ; « Esprit » ; la gauche et la défense ; le programme commun.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7837) : la détente ; les accords d'Helsinki ; l'URSS ; le duopole américano-soviétique ; le programme nucléaire autonome ; l'élection de l'assemblée de Strasbourg au suffrage universel direct ; le rapport Tindemans ; à l'ONU, effort de la Communauté européenne de parvenir à l'unité d'expression.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [27 avril 1977] (p. 2247) : mener avec une très grande vigueur la lutte contre l'inflation ; les causes structurelles du chômage ; les jeunes ; les débouchés du système éducatif ; la réhabilitation du travail manuel ; la situation économique du Midi de la France ; le droit au travail ; les conséquences de la lutte contre la fraude fiscale ; la situation des artisans et des commerçants et des professions libérales ; le remplacement des élus des professions indépendantes par les personnes venant de la fonction publique ; les dispositions favorables aux familles ; la nécessité d'une politique globale de la famille ; la chute de la démographie ; les conséquences de l'augmentation du prix de l'essence ; la préservation de l'exploitation agricole familiale ; la confiance ; (p. 2248) : la propagande de l'opposition ; engager le combat démocratique ; la formation civique ; le besoin d'une information politique claire.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6971) : la politique familiale ; les causes de la baisse de la fécondité ; la sensibilisation de l'opinion publique ; le recul des transferts de ressources en faveur des familles ; l'entreprise d'un effort de redressement ; le coût des enfants pour les familles ; les mesures prises en faveur des femmes mères de famille ; la politique hospitalière ; les objectifs d'humanisation ; la charge financière impliquée par les séjours hospitaliers de longue durée ; le problème posé pour les débiteurs d'aliments ; (p. 6972) : l'argent de poche des personnes hospitalisées.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7167) : la construction de l'Europe ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct ; l'Europe agricole ; l'élargissement de l'Europe ; l'Europe monétaire ; la participation de la Grande-Bretagne à la construction de l'Europe ; les nécessités d'une défense européenne ; la politique de détente ; les accords d'Helsinki ; (p. 7168) : la politique de l'URSS en Afrique orientale ; le terrorisme ; le rôle de l'ONU en la matière.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [9 novembre 1977] (p. 7235) : l'avis de la commission de la défense nationale sur le budget de la gendarmerie ; la revalorisation des rémunérations ; les effectifs actifs de la gendarmerie ; la situation des personnels ; l'absence de mesures nouvelles pour les personnels retraités ; les mesures en faveur des veuves ; l'accession à la propriété ; les revendications propres aux personnels de gendarmerie ; l'évolution des dépenses de fonctionnement ; le montant des autorisations de programme ; les infrastructures ; la multiplication et la complication des missions de l'arme ; les conditions de plus en plus périlleuses de certaines missions (p. 7236) : les repos hebdomadaires des gendarmes ; le développement de l'informatique ; l'insuffisance des créations de postes ; la création de postes militaires féminins ; la progression des moyens d'équipement ; la justice militaire ; conserver à la gendarmerie son caractère militaire ; les missions de surveillance de la gendarmerie ; sa présence sur toute l'étendue du territoire ; l'avis favorable de la commission de la défense nationale sur l'adoption du budget concernant la gendarmerie.

Équipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie [17 novembre 1977] (p. 7625) : la construction aéronautique ; le rapport annuel du GIFAS (groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales) ; la dépendance internationale des industries de construction aéronautique ; le développement de la compétitivité étrangère ; le programme du Boeing 747 SP ; le lancement d'un moyen-courrier de 100 à 200 places utilisant le moteur CFM 56 ; la politique gouvernementale en matière aéronautique définie par le Premier ministre ; les effectifs travaillant pour la construction aéronautique ; le sort de la société Potez d'Aire-sur-Adour.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés**

d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3116). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Avant l'Article premier : Rappel au règlement de M. Briane** (p. 8383) : les conditions de distribution des amendements relatifs au projet de loi sur les SAFER. **Après l'Article 4** (p. 8404) : le caractère discriminatoire de l'amendement n° 77 de M. Ceyrac.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9093) : la position du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux ; la reconnaissance du droit à l'indemnisation ; les initiatives des parlementaires ; l'introduction d'une clause de sauvegarde ; les insuffisances du projet initial ; les problèmes de la modification des barèmes et de l'actualisation des évaluations ; l'incensibilité des certificats d'indemnisation ; la procédure du vote bloqué ; les améliorations apportées par le Gouvernement ; la charge financière de l'indemnisation ; la déception inspirée par l'attitude du Gouvernement ; (p. 9094) : son opposition au projet de loi s'il devait demeurer en l'état. **Explications de vote** (p. 9096) : son vote hostile sur l'ensemble du projet de loi.

COMMELIN (Michel)

Député de l'Oise
(5^e circonscription)
(NI)

En remplacement de M. François Bénard, décédé le 2 mars 1978 [J.O. du 3 mars 1978] (p. 891).

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 3 mars 1978] (p. 891).

CONSTANS (Hélène)

Députée de la Haute-Vienne
(1^{re} circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.
Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élue secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

Est élue vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du Livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [7 juin 1973] (p. 1954), [25 novembre 1976] (p. 8710).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à abroger les lois réprimant l'avortement et à instaurer une nouvelle réglementation de l'interruption de grossesse** (n° 207) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à accorder au conjoint du chef d'exploitation le bénéfice des prestations d'invalidité et à améliorer les conditions d'obtention de celles-ci** (n° 416) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à assurer l'égalité des époux dans la direction de la famille et la gestion de la communauté** (n° 426) [30 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1173) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles sont organisés les circuits de distribution de la viande et des fruits et légumes du stade de la production à celui de la vente au détail (n° 1253) [17 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier de certaines mesures sociales les femmes paysannes participant à la mise en valeur d'une exploitation agricole (n° 1771) [19 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir des mesures urgentes en faveur des femmes et des familles (n° 2323) [26 mai 1976].

QUESTIONS

• questions au Gouvernement :

— **Condition féminine** [13 novembre 1974] (p. 6281).

— **Enseignement préscolaire** [4 décembre 1974] (p. 7376).

• questions orales avec débat de :

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault** (n° 15297), **Cabanel** (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7691, 7716) : dégradation de la situation de l'emploi dans la Haute-Vienne ; (p. 7692) : le chômage féminin dans le Limousin.

— **MM. Bayou** (n° 8), **Millet** (n° 18986), **Mayoud** (n° 18988), **Antoune** (n° 19001), **Maurice Cornette** (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2014) : diminution du revenu des éleveurs de la Haute-Vienne ; insuffisance de la prime à la vache ; (p. 2015) : organisation du marché ; réforme des circuits de distribution ; développement des industries de conservation.

— (n° 18050) : **Promotion des femmes** [30 avril 1975] (p. 2288, 2289) : discussion de la proposition de loi-cadre n° 1007 déposée par le groupe communiste, tendant à assurer la promotion de la femme et de la famille ; les difficultés rencontrées par les femmes dans leur vie quotidienne et particulièrement dans leur activité professionnelle ; (p. 2290) : les salaires féminins ; la formation professionnelle des jeunes filles ; les centres de consultation prénatale ; insuffisance du nombre des crèches ; retard des allocations familiales sur la hausse du coût de la vie ; rôle d'un secrétariat d'Etat à la condition féminine ; formation continue.

• questions au Gouvernement :

— **Célébration du 8 mai** [14 mai 1975] (p. 2645).

— **Situation du marché de la pomme** [15 octobre 1975] (p. 6916) : destruction d'une partie des récoltes ; distribution gratuite aux économiquement faibles.

— **Revendications des élèves éducateurs spécialisés** [3 décembre 1975] (p. 9264) : statut de travailleur social en formation ; salaire équivalent au SMIC ; reconnaissance du droit syndical.

— **Réforme de l'enseignement supérieur** [21 avril 1976] (p. 1960) : l'opposition manifestée par la conférence des présidents d'universités ; la nécessité d'ouvrir de véritables négociations avec les organisations représentatives des étudiants et des enseignants.

— **Conséquences de la sécheresse** [9 juin 1976] (p. 3904) : sur les productions agricoles, le revenu des exploitants, les prix à la consommation ; nécessité de déclarer sinistrés les départements atteints par la sécheresse et de promouvoir une véritable politique de l'eau.

— **Circulaire adressée aux enseignants de la Corrèze** [3 novembre 1976] (p. 7417) : circulaire prohibant la participation officielle aux réunions publiques de la campagne électorale.

— **Fixation des prix agricoles européens** [13 avril 1977] (p. 1755) : mesures nécessaires pour pallier la situation difficile de l'agriculture ; ajustement convenable des prix agricoles par le biais d'une décote du franc vert et une baisse de la TVA sur les produits alimentaires.

— **Nomination à l'IUT de l'université de Toulouse** [25 mai 1977] (p. 3000, 3001) : proteste contre la nomination autoritaire du directeur de l'IUT de Toulouse malgré l'avis défavorable du conseil d'administration.

— **Campagne préélectorale** [7 décembre 1977] (p. 8340) : violation de l'égalité des partis et des candidats dans la campagne électorale.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1763) : situation du corps enseignant, féminisation des personnels ; rajeunissement des personnels féminins ; importance du pourcentage chez les suppléants et auxiliaires ; motivations des femmes enseignantes ; causes de la féminisation ; situation matérielle

et morale des enseignants ; désaffection des hommes ; effectifs des écoles normales de garçons ; salaire d'appoint ; dévalorisation du métier d'enseignant ; responsabilité du régime actuel ; crise de la société française ; conditions de vie de la femme enseignante ; double journée ; garde d'enfants en bas âge ; difficultés matérielles des auxiliaires ; heures supplémentaires ; durée de la semaine de travail ; (p. 1764) : difficultés de promotion ; pénalisation des femmes ; nécessité d'un changement de politique ; programme commun de la gauche.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5654) : crise de l'université et de la société ; situation matérielle et intellectuelle des personnels ; (p. 5655) : pénurie des postes ; cas de l'UER lettres de Limoges ; officialisation du *numerus clausus* en médecine ; mise en place des DEUG ; ses questions relatives aux intentions réelles du pouvoir à l'égard des petites universités et aux crédits des bibliothèques universitaires, insuffisance des investissements prévus pour les constructions ; situation des étudiants ; taux élevé d'échecs universitaires ; rapport Delion ; nécessité d'une autre politique ; programme commun de la gauche. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1973] (p. 7124) : situation des étudiants de première année de médecine refusés en deuxième année du fait d'un *numerus clausus* ; (p. 7125) : caractère scandaleux de cette situation ; absence de solution concernant ces étudiants et ses conséquences.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 427) : ses observations relatives aux difficultés que connaissent les agriculteurs français quelles que soient les productions.

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058). Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 11** (p. 2342) : amendement n° 85 : réintégration de plein droit des étudiants ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5873) : ses observations relatives à la gratuité de l'enseignement ; l'augmentation du prix des manuels scolaires ; (p. 5874) : les transports scolaires des enfants de l'enseignement préélémentaire ; longueur et incohérence de certains circuits de ramassage ; nécessité d'assurer la sécurité matérielle des enfants transportés.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7139) : la libéralisation de l'avortement n'entraînera aucune obligation pour qui que ce soit ; la politique sociale du Gouvernement tourne le dos à un véritable respect de la vie ; ne pas confondre libéralisation de l'avortement et liberté de l'avortement ; (p. 7140) : l'éducation sexuelle ; l'insuffisance d'informations en matière de contraception est une véritable incitation à l'avortement ; en raison des conditions économiques et sociales le recours à l'avortement n'exprime que rarement le libre choix de la femme et du couple. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7699) : demande que la femme reçoive toutes les informations nécessaires ; s'oppose au dépôt d'une demande écrite.

1975

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes (n° 1486). Discussion des articles** [22 avril 1975]. **Article premier** (p. 1935) : son amendement n° 12 : impossibilité de résilier le contrat de travail d'une salariée en état de grossesse et pendant une période de vingt semaines suivant l'accouchement ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3305) : l'impression de mauvaise conscience qui se détache du texte du Gouvernement ; l'incapacité du régime à s'attaquer à la racine du mal ; la recherche d'une sauvegarde de la valeur de la société bourgeoise ; le prétendu libéralisme du texte ; son refus de s'interroger sur la conception du mariage ; l'absence de toute considération sur la liberté, la responsabilité et le bonheur ; l'abondante invocation de la faute et de la culpabilité ; le mariage engagement libre entre partenaires égaux et responsables ; (p. 3306) : la crise de la famille partie constitutive de la crise de la société capitaliste ; la signification qu'a l'augmentation des divorces dans les pays socialistes ; l'indépendance de la femme qui existe dans ces pays ; les difficultés quotidiennes qui sont celles de millions de couples ; « la misère moderne » et la dégradation des relations de communication ; le caractère injuste et irrationnel du régime capitaliste ; le refus de mettre en discussion la loi cadre du groupe communiste en faveur de la promotion de la femme et de la famille ; l'hypocrisie de la morale bourgeoise ; (p. 3307) : le maintien par le Gouvernement du divorce pour faute ; l'intérêt des enfants qui résulte de la dédramatisation du divorce ; la conception des élus communistes sur le mariage : libre consentement

entre individus comportant l'engagement de la responsabilité de chaque partenaire ; le but de la société : s'efforcer de créer toutes les conditions accroissant les possibilités de bonheur ; les lacunes du projet de loi : le versement régulier des pensions alimentaires et la réinsertion professionnelle de la femme divorcée ; réaliser au plus vite l'accession des femmes à l'égalité et à l'autonomie individuelle ; la valeur des propositions du programme commun en faveur d'une vie meilleure ; la déclaration des libertés du parti communiste ; [29 mai 1975] (p. 3353) : en réponse au garde des sceaux : le changement de signification de nature du divorce et de ses causes dans les pays socialistes. **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : Article 252 du code civil** (p. 3388) : son amendement n° 20 : ne pas prévoir d'entretien séparé avec les conjoints ; repoussé ; (p. 3389) : son amendement n° 21 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 268 du Gouvernement. **Article 262-1 du code civil** (p. 3395) : son amendement n° 29 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 262-2 du code civil** : son amendement n° 30 : supprimer l'article ; devenu sans objet. **Article 287 du code civil** (p. 3397) : son amendement n° 46 : retiré au profit de l'amendement n° 228 de M. Chandernagor. **Après l'Article 287 du code civil** (p. 3398) : son sous-amendement n° 310 : seule une assistante sociale peut faire l'enquête prévue ; repoussé. **Article 294 du code civil** (p. 3399) : son amendement n° 51 : supprimer l'article ; adopté.

— **Proposition de loi relative à la défense de la langue française** (n° 517). **Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3857) : l'impossibilité d'une défense fragmentaire de la langue française ; prendre conscience des origines des dangers qui la menacent ; (p. 3858) : le « franglais » dénoncé par le professeur Etiemble ; les dégâts causés par la dépendance politique militaire ; la défense de la langue et les relations économiques et politiques entre les nations ; « la tartufferie linguistique » qui caractérise la proposition de loi ; l'impossible défense de la langue française par les partisans d'une politique contraire à l'intérêt national ; le lien entre la vie de la langue et le niveau de l'éducation donnée aux enfants et aux adultes ; « la portion culturelle congrue » accordée à une majorité des Français.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4308) : une réforme sans grandeur et sans gloire ; (p. 4309) : le projet, un devoir d'examen bâclé ; la volonté du pouvoir de servir les intérêts du grand capital ; un projet qui ne coûte rien, mais qui cristallise les inégalités

sociales ; l'aggravation des distorsions découlant du projet ; l'opposition entre un savoir fondamental élargi et la conception malthusienne qui existe dans le projet de loi ; (p. 4310) : la culture considérée comme une compensation aux difficultés de la vie ; assurer la gratuité véritable de l'éducation ; donner à chaque enfant un haut niveau de culture ; faire de la laïcité autre chose qu'une neutralité conformiste et mutilante. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 3** (p. 4441) : son amendement n° 9 : définition d'un tronc commun de promotion éducative ; repoussé. **Article 4** (p. 4447) : son amendement n° 12 : supprimer l'article 4 ; repoussé. **Article 5** (p. 4452, 4453) : son amendement n° 13 : définition du contenu des sections générales et des sections professionnelles ; repoussé. **Article 11** (p. 4463) : son amendement n° 18 : collation des titres et délivrance des diplômes ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6187) : la très nette insuffisance des crédits relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche ; (p. 6188) : les mesures qu'il conviendrait de prendre immédiatement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Première partie :*

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7148) : la mystification que constitue la politique familiale annoncée par M. Giscard d'Estaing : le nombre important de chômeurs ; les cadeaux faits par le Gouvernement aux grandes entreprises ; l'absence de réalisation des mesures à caractère social ; l'application incorrecte de la loi sur l'interruption de grossesse ; le très faible impact de la règle de la déduction des frais de garde des enfants ; l'inefficacité de la lutte contre la pornographie ; (p. 7149) : les exercices d'illusionniste pratiqués à l'intention des femmes.

Deuxième partie :

Justice [17 novembre 1975] (p. 8477) : déplore l'insuffisance des crédits pour l'éducation surveillée ; les jeunes délinquants ne sont qu'une minorité ; ce que veulent tous les jeunes, c'est une formation professionnelle et du travail. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice.** Débat du 12 novembre 1975 [J.O. Débats du 17 novembre 1975]. **Rappel au règlement** (p. 8514) : déplore que la réunion élargie de la commission ait lieu en même temps que la séance publique ; confirme l'opposition du groupe communiste à la formule des réunions élargies de commis-

sions, il s'agit moins d'une véritable discussion budgétaire que d'une deuxième audition devant la commission.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 1175). Discussion générale** [20 novembre 1975] (p. 8797) : la hâte du Gouvernement pour un projet de portée limitée ; (p. 8798) : la volonté de détourner le mécontentement de fonctionnaires bloqués dans leur carrière ; le cas des maîtres-assistants à l'université : créer des postes, seule solution valable.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975 (n° 1992). Discussion des articles** [16 décembre 1975]. **Article premier** (p. 9849) : son amendement n° 8 : substituer au pourcentage de 10 % celui de 20 % ; repoussé.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, sur le vote des Français établis hors de France (n° 1922)** [17 décembre 1975]. **Discussion générale** (p. 9919) : l'attention intéressée du Gouvernement envers le suffrage universel ; le « charcutage » des circonscriptions électorales dans la région parisienne ; les possibilités résultant des dispositions du projet.

1976

— **Rappel au règlement** [11 mai 1976] (p. 2867, 2868) : regrette que le Gouvernement oppose l'article 40 aux propositions de loi n°s 325, 555 et 416 relatives au problème de la famille, empêchant ainsi leur inscription à l'ordre du jour.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille (n° 2220). Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3155) : des promesses demeurées sans suite ; des mesures fragmentaires ; (p. 3156) : la proposition de loi communiste ; (p. 3157) : le budget actuel de l'Etat au service non des familles mais des grosses sociétés capitalistes. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 4** (p. 3220) : son amendement n° 69 défendu par M. Gilbert Schwartz. **Article 6** (p. 3223) : son amendement n° 75 devenu sans objet en raison du vote intervenu sur l'amendement n° 20 de Mme Missoffe.

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale (n° 2527)** [6 octobre 1976] (p. 6404) : les différentes inégalités ; l'absence d'efficacité des actions menées contre ces inégalités ; le mode de production capitaliste, source fondamentale de l'inégalité plus que jamais ressentie ; le gâchis entraîné par le

mode de production actuel ; la faiblesse des revenus de nombreux salariés ; l'étude de l'OCDE sur l'inégalité des revenus en France ; la nécessité d'une refonte de l'assiette des impôts, de l'impôt sur les bénéfices réels des sociétés, d'un impôt sur le capital ; le problème de la spéculation ; aucune lutte significative et efficace contre les inégalités ; (p. 6405) : le scandale des bas revenus, des prestations fournies aux personnes âgées, aux handicapés ; l'inégalité des salaires féminins ; l'aggravation de la situation des travailleurs les plus défavorisés par le plan Barre ; le refus d'augmenter les allocations familiales ; la démagogie giscardienne visant à diviser les Français, à cacher l'inégalité fondamentale sur laquelle repose la société capitaliste ; une nouvelle politique fondée sur les nationalisations, sur la démocratisation de la vie économique, sociale et politique, sur la lutte pour l'égalité réelle dans la différence et la pluralité ; refus des communistes de soutenir le plan Barre.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Education [17 novembre 1976] (p. 8179) : Renée Boudouresque, Annick Menu ; l'enseignement en crise dans un système en crise ; les exclus de l'enseignement dans les classes pratiques ; les maîtres auxiliaires ; inégalités devant l'éducation ; ségrégation ; un budget d'austérité ; le mécontentement ; le tour de « passe-passe » du redéploiement ; création et régularisation ; PEGC ; CET ; nationalisation ; (p. 8180) : un budget maquillé ; la stagnation du niveau de recrutement pour l'enseignement maternel et primaire ; l'austérité des traitements des maîtres ; les transferts de charges ; l'éloignement de la gratuité ; les CES ; la limitation de la consommation populaire ; la grande politique de l'enseignement réclamée par le parti communiste ; les illusions de « Démocratie française » ; les inégalités de scolarité ; le seuil des trente-cinq élèves ; les écoles maternelles ; (p. 8181) : le centre médico-pédagogique de Limoges ; les handicapés ; les discriminations contre les enfants des milieux ruraux ; l'inégalité des chances ; la gratuité de l'enseignement ; les problèmes de la gratuité ; les bourses ; le mauvais « rendement » du système éducatif ; (p. 8182) : les maîtres auxiliaires ; le gaspillage d'intelligence ; l'application de la réforme Haby ; la loi Royer ; une école rénovée, démocratique ; [18 novembre 1976] (p. 8243) : le « pourri » dans l'enseignement de la V^e République ; une paraphrase de Shakespeare.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas (n° 2607). Discussion des articles** [1^{er} décembre 1976]. **Avant l'Article 3** (p. 8863) : son amendement n° 4 défendu par M. Villa ; repoussé.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnances les circonscriptions pour l'élection des membres de la chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas (n° 2559). Discussion générale** [1^{er} décembre 1976] (p. 8872) : l'autodétermination des peuples ; la remise en cause de ce droit à l'indépendance par le projet n° 2559 ; la procédure par ordonnances, une procédure non démocratique ; indique que le PC refuse de voter le texte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption (n° 2197). Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8912) : un texte technique ; le progrès de la loi du 11 juillet 1966 ; la situation des familles françaises ; les familles des 600.000 enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance ; adoption et avortement ; une politique contre les aspirations de la grande majorité des familles françaises ; les maux de la société actuelle ; l'éclatement et la désagrégation des familles ; l'aggravation de la crise ; les propositions du groupe communiste en faveur de la création d'emplois, de la relance de la consommation populaire, pour le logement social, la santé et l'éducation, pour une politique de la famille ; prévenir les placements temporaires et les abandons définitifs ; les différents placements d'enfants ; les mères célibataires ; (p. 8913) : la proposition communiste de loi-cadre sur les femmes et la famille ; les 15.000 personnes souhaitant adopter un enfant en France ; les limitations apportées à la législation de l'adoption actuelle ; le désintérêt des parents naturels à l'égard de l'enfant en instance d'abandon ; clarifier la procédure de l'article 350 du code civil ; indique que le parti communiste votera le texte. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 8917) : soutient l'amendement n° 8 de M. Villa fixant à treize ans l'âge auquel l'adopté doit consentir personnellement à son adoption plénière ; adopté. **Article 4** (p. 8918) : son amendement n° 10 indiquant que la décision d'abandon ne sera pas prononcée si au cours de la procédure d'abandon les parents manifestent de façon positive et suivie leur intérêt pour l'enfant ; susciter l'intérêt des parents ; repoussé ; son amendement n° 12 soutenu par M. Ducoloné ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture (n° 2618). Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 11** (p. 9719) : son amendement n° 74 soutenu par M. Ralite ; adopté ; (p. 9720) : son amendement n° 88 soutenu par M. Ralite ; repoussé. **Article 18** (p. 9732) : son amendement n° 80 soutenu par M. Ralite ; devenu sans objet. **Article 25** (p. 9737) : son amendement n° 85 soutenu par M. Ralite ; repoussé.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [26 avril 1977] (p. 2154) : le gâchis suscité par la politique du pouvoir ; le chômage des jeunes ; l'accueil des jeunes par les agences nationales pour l'emploi ; l'opération contrat-formation dite « opération 50.000 jeunes » ; l'action relative aux primes de mobilité ; l'expatriation des chômeurs ; les mesures gouvernementales de lutte contre le chômage ; les problèmes de formation ; (p. 2155) : l'inégalité devant le savoir ; la réforme Haby ; *Démocratie française* ; les orientations du VII^e Plan ; le développement des campagnes anti jeunes ; l'association du parti communiste et de son groupe parlementaire à la lutte contre la politique gouvernementale de la jeunesse.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes (n° 2921). Discussion générale** [21 juin 1977] (p. 3991) : le droit d'amendement des parlementaires ; les propos démagogiques de M. Chirac ; les manœuvres gouvernementales ; (p. 3992) : le dépôt d'une question préalable ; l'opposition de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; la lutte du parti communiste français pour la souveraineté et l'indépendance nationales ; la mise en lumière des questions au cœur du débat ; l'étroitesse de la liaison des deux projets proposés ; la représentation proportionnelle ; les mérites de ce mode de scrutin ; la représentation du peuple français dans sa diversité et dans son unité ; le concept historique de nation ; l'action passée du parti communiste ; le droit du Parlement de décider du mode d'élection des délégués du peuple de France ; le maintien du scrutin proportionnel ; la participation de la France à la construction d'une Communauté européenne démocratique ; (p. 3993) : la lutte du parti communiste français.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 (n° 61-825 du 29 juillet 1961) (n° 3037). Discussion de l'article unique** [29 juin 1977] (p. 4431) : le dépôt par le groupe communiste d'une demande de scrutin public.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés (n° 2516). Discussion des articles** [4 octobre 1977] : **Article 3** (p. 5791) : soutient l'amendement n° 2 de M. L'Huillier : garanties offertes aux citoyens en matière d'accès aux données ; repoussé. **Après l'Article 3** : soutient l'amendement n° 3 de M. Maisonnat : modalités de création des fichiers publics informatisés ; repoussé. **Après l'Article 6** (p. 5807) : soutient l'amendement n° 6 de M. Villa : institution et modalités de

création de commissions régionales de l'informatique, repoussé ; [5 octobre 1977] : **Article 23** (p. 5874) : soutient l'amendement n° 23 de M. Villa : information des personnes auprès desquelles sont recueillis les renseignements de l'utilisation à laquelle l'information collectée est destinée et des conditions de vérification des réponses ; devenu sans objet. **Article 26** (p. 5878) : soutient l'amendement n° 25 de M. Maisonnat : suppression de la dérogation établie en cas d'accord exprès de l'intéressé ; rejeté par le scrutin public ; (p. 5879) : soutient l'amendement n° 27 de M. Villa : interdiction des contrôles de la gestion des fichiers automatisés par les collectivités qui y sont autorisées ; la liberté des partis et formations politiques ; adopté ; soutient l'amendement n° 28 de M. Maisonnat : suppression des possibilités d'exception aux dispositions de l'article pour des motifs d'intérêt public ; l'absence de précision de la notion d'intérêt public ; (p. 5880) : repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° 2547). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article premier bis** (p. 5932) : son amendement n° 19 soutenu par M. Maisonnat : suppression des dispositions relatives à l'exclusion du domaine de la loi des prêts ou crédits immobiliers ; repoussé. **Article 7** (p. 5952) : son amendement n° 104 soutenu par M. L'Huillier : nullité des clauses obligeant l'emprunteur à verser une indemnité au titre des intérêts non encore échus en cas de remboursement ; repoussé. **Après l'Article 11** (p. 5956) : son amendement n° 24 soutenu par M. Maisonnat : précision et limites relatives aux garanties pouvant être exigées des emprunteurs ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Services du Premier ministre. — VI. Recherche [19 octobre 1977] (p. 6345) : l'austérité et la récession qui frappent la recherche ; l'évolution de l'enveloppe recherche ; la sélectivité et la désignation des priorités ; l'évolution des crédits de la recherche biomédicale ; l'amélioration des taux de profits des sociétés industrielles ; l'affectation de la plus grande partie des crédits au fonctionnement ; la faible progression des autorisations de programme ; (p. 6346) : la soumission de la recherche au service des intérêts publics ; le rôle du CEA ; la liquidation de la CII ; la prise de conscience par l'opinion publique de l'intérêt de l'effort de recherche ; les revendications des personnels de la recherche pour une augmentation des crédits ; l'appel du mois

de juillet 1976 ; le blocage de l'essor de la révolution scientifique et technique par les rapports de production capitalistes ; la recherche, une grande ambition pour une France démocratique et indépendante ; la nécessité de l'élaboration pour un gouvernement démocratique d'un plan de renouveau et de développement ; les objectifs de la recherche ; les secteurs prioritaires ; l'impératif du développement de la démocratie ; la nécessité d'établir de nouveaux statuts pour les établissements et les personnels ; la création de structures de recherche en liaison avec l'industrie ; les apports de la recherche aux PME et à l'agriculture ; le rôle de coordination dévolu à un comité national de la recherche scientifique et technique ; (p. 6347) : fixer l'augmentation des effectifs à 3 % par an.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6661) : le montant des cotisations versées pour le financement du BAPSA ; les différences existant entre le régime des retraites agricoles et le régime général ; la nécessité de la revalorisation de la pension d'invalidité ; le problème des agricultrices ; l'exode rural féminin ; la non-reconnaissance aux agricultrices de leur qualité de femmes travailleuses ; la proposition de loi communiste sur l'amélioration de la situation et le statut des paysannes ; la retraite à cinquante-cinq ans ; le développement de la formation professionnelle ; (p. 6662) : l'effort financier des mesures en faveur des femmes agricultrices.

CORNET (Pierre)

Député de l'Ardèche
(1^{re} circonscription)

(UC, puis apparenté RI, puis apparenté R)

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Est nommé membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Vice-président de cette commission [19 décembre 1973] (p. 7232).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussions du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre suppléant du conseil national de la statistique [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

DÉPOTS

— **Proposition de loi d'orientation relative au développement régional accéléré** (n° 388) [24 mai 1973].

— **Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974** (n° 646), Annexe n° 31. Transports (crédits du ministère des transports. — I. Section commune et II. Transports terrestres) (n° 681) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi relative à la radiation d'office des listes électorales des abstentionnistes d'habitude** (n° 696) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi visant à donner aux jugements rendus par les tribunaux pour enfants une publicité anonyme permettant de faire connaître aux mineurs les peines qu'ils encourent en cas d'infractions et de rappeler aux parents qu'ils sont civilement responsables de leurs enfants mineurs** (n° 697) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du code pénal relatif au cumul des peines** (n° 698) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi relative à la promotion rurale et régionale** (n° 902) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 257 du code pénal relatif à la dégradation de monuments** (n° 958) [30 mai 1974].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour**

1975 (n° 1180). — **Annexe n° 36 : Transports.** — I. Section commune. — II. Transports terrestres (n° 1230) [11 octobre 1974].

— Avis, présenté au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1324), adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation d'un tunnel ferroviaire sous la Manche, signé à Chequers le 17 novembre 1973 et donnant les autorisations nécessaires à son exécution (n° 1386) [11 décembre 1974]

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Budgets civils. — **Transports.** — **Annexe n° 37.** — I. — **Section commune.** — II. — **Transports terrestres (n° 1916)** [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Budgets civils. — **Equipement.** — **Annexe n° 19 : Transports terrestres et section commune (n° 2525)** [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 20 : Equipement et aménagement du territoire.** — **Transports terrestres et section commune (n° 3131)** [5 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646).** *Deuxième partie :*

Transports. — **Section commune.** — II. **Transports terrestres**, rapporteur spécial [30 octobre 1973] (p. 5038) : crédits de la section commune ; subventions de fonctionnement de l'Institut de recherche des transports ; réorientation du programme des études ; morcellement budgétaire marqué par son financement ; personnels des comités techniques départementaux des transports ; politique actuelle des transports routiers ; libéralisation et respect des règles de sécurité ; construction d'aires bétonnées ; crédits de la section des transports terrestres ; dotations à la SNCF et à la RATP ; contrat de programme SNCF ; subvention à la caisse des retraites ; majoration sensible des crédits budgétaires ; limitation des transports publics par le versement

des employeurs ; évolution satisfaisante du trafic ; freinage très marqué des recettes par suite des retards dans les majorations de tarifs ; déficit du compte d'exploitation ; inscription complémentaire au projet de loi de finances rectificative pour 1973 ; notion de service public en milieu rural ; conséquence du refus des rajustements tarifaires sur les investissements ; diminution du montant de la subvention à la RATP par le jeu du versement des employeurs ; report des majorations de tarifs ; précarité de l'équilibre, évolution du tarif, situation préoccupante du réseau d'autobus ; (p. 5039) : tendance vers un moindre appel aux ressources budgétaires en valeur relative par la SNCF en valeur absolue pour la RATP ; budget de programme ; effort d'investissement sur les infrastructures de transports en milieu urbain ; application de la rationalisation des choix budgétaires ; interconnexion des réseaux RATP-SNCF ; RER ; aérotrain ; opérations de province ; politique de modernisation des liaisons en milieu urbain ; situation dans le monde rural ; construction de lignes de métro à Paris ; ouverture vers l'avenir et réorientation des liaisons à longue distance ; tunnel sous la Manche ; liaison Paris-Sud-Est par turbo-train ; se prononce pour l'adoption du budget sous réserve d'un amendement mettant de l'ordre dans les concours de l'Etat à la SNCF.

Etat C. - Titre IV (p. 5056) : son amendement tendant à améliorer la présentation des versements d'égalisation des charges de la SNCF.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Aménagement du territoire, équipement et urbanisme** [14 novembre 1973] (p. 5735) : contentieux des ouvrages détruits par faits de guerre ; sa crainte que l'aménagement du territoire ne soit que localisé ; classements en zone A ; communications entre les organismes chargés de la détection des entreprises qui cherchent un point d'impact ; programmes d'ensemble et situation de la bordure orientale du Massif central ; problème de coordination et mise au point d'un mécanisme approprié de déblocage des projets ; aménagement rural intégré ; affectation de moyens permettant aux collectivités locales de constituer des réserves foncières ; redéfinition des villes moyennes ; assouplissement des conditions d'octroi de la prime spéciale d'équipement hôtelier.

Santé publique et Sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5941) : attachement de son groupe au principe d'une organisation libérale de la médecine ; médecin de famille ; régions sous-médicalisées ; médecine de groupe ; principe du libéralisme individualiste et contraintes

imposées par les mutations sociologiques et économiques ; indépendance du médecin ; dialogue entre les médecins et les pouvoirs publics ; charges de la sécurité sociale ; place réservée à l'hôpital dans la distribution des soins ; secteur public et secteur privé de l'hospitalisation ; besoins en maisons de santé et de cure médicale ; politique de réduction des fléaux sociaux ; établissements liés au milieu rural ; hôpitaux ruraux ; prêts aux hôpitaux ; (p. 5942) : commissions médicales consultatives ; procédure de classement des centres de cures médicales ; amortissement des constructions hospitalières nouvelles ; modalité du personnel de direction et statut des responsables hospitaliers ; zones d'abattement des traitements ; différences de statut des personnels ; disparités dans les prix de journée.

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5984) : budget en progrès ; ses réserves sur la répartition géographique des crédits ; suppression des recettes postales et exode rural ; concurrence du Crédit agricole, méthode Cidex ; effort dans le secteur des télécommunications et situation en milieu rural ; liaisons à grande distance ; zones de montagne ; demandes en instance ; postes d'abonnement public ; lignes groupées ; utilisation conjointe par l'EDF et les PTT des lignes électriques, Agritel ; desserte téléphonique et aménagement du territoire ; inégalités dans l'accès au téléphone ; mesures à prendre en vue du rétablissement de l'équilibre rompu au détriment des secteurs ruraux.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5803) : approuve les choix de ce budget ; faiblesse de la politique de formation professionnelle ; les délais d'attente de l'AFPA ; la récession des ouvertures de sections ; le retard dans les investissements de formation professionnelle ; (p. 5804) : le centre de formation professionnelle du Teil dans la vallée du Rhône.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6393) : ses observations relatives aux effets de la création du complexe nucléaire du Tricastin ; s'interroge sur l'utilité de cet investissement pour les populations voisines ; dresser un plan d'aménagement.

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres, rapporteur spécial** [18 novembre 1974] (p. 6623) : l'analyse des crédits ; la subvention à l'institut de recherche des transports ; le conseil supérieur des transports ; les subventions à la SNCF et à la RATP ; la priorité aux transports collec-

tifs ; les reports de hausses de tarif ; l'encaissement du marché routier ; la fermeture des lignes de la SNCF ; la voie rapide Paris - Sud-Est ; les charges des retraites des cheminots ; les transports routiers ; (p. 6624) : la coordination rail-route ; les transports combinés ; la RATP ; le blocage des tarifs ; la réduction du taux de la TVA ; la prime de transport versée par les employeurs ; la participation des collectivités locales ; la voirie pour les autobus ; la desserte de Cergy-Pontoise ; répartition des crédits entre Paris et la province ; les métros de Marseille et de Lyon ; la voirie urbaine en province ; les plans de transports urbains ; le tunnel sous la Manche ; la commission des finances recommande l'adoption de ce budget de transition ; (p. 6638) : son amendement n° 69 relatif à la présentation des crédits d'égalisation des charges de la SNCF ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant un prélèvement conjoncturel (n° 1274).** **Discussion des articles** [5 décembre 1974] (p. 7468) : son sous-amendement n° 93 : déduction des prévisions pour hausses de prix ; retiré.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie (n° 1641)** [14 mai 1975] (p. 2695) : l'association de l'énergie atomique à l'image d'une arme de terreur ; la construction de Pierrelate ; le seul recours possible que constitue l'énergie nucléaire ; (p. 2696) : la possible diminution des dangers radioactifs et la qualité des déchets ; rassurer les populations.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685).** **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3743) : la concentration des efforts sur l'Ouest ; l'oubli du sillon rhodanien et du Massif central ; la gigantesque coulée que trace le Rhône ; le traitement au coup par coup de la voie rhodanienne ; (p. 3744) : le déclin irréversible du tissu rural intersticiel ; réduire les déséquilibres entre les grandes agglomérations et les régions en voie de dislocation ; la difficulté d'application de la recette des pôles secondaires d'industrialisation ; le déséquilibre fondamental qui met en jeu les structures nationales ; assurer à la « colonne vertébrale » qu'est la vallée du Rhône une activité économique suffisante.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634).** **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3931) : l'accroissement des difficultés financières des communes à faible potentiel fiscal ; le cas des départements exclusivement ruraux ; le problème des entreprises de transport ; l'institution d'un fonds dépar-

temental ; le cas des centrales nucléaires ; (p. 3932) : élargir sensiblement les ressources du fonds départemental ; faire un pas important dans la réforme des collectivités locales. **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 4** (p. 4010) : son amendement n° 97 : fixation par un décret en Conseil d'Etat des règles portant détermination de la valeur locative des matériels de transport et de manutention ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) :

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7159) : doute d'une politique fondée sur l'augmentation des recettes dites « de poche » ; l'importance des stocks en alcool ; (p. 7160) : le développement de la consommation clandestine d'alcool et le frein apporté aux exportations ; s'orienter vers une harmonisation à l'échelle européenne ; la fiscalité trop lourde qui pèse sur les apéritifs à base de vin.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7448) : les zones rurales défavorisées par la carte hospitalière ; (p. 7449) : ne pas retenir l'importance de la population comme critère d'implantation des hôpitaux.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7854) : l'amélioration des méthodes de placement ; le problème de l'emploi des jeunes ; les caractéristiques particulières du milieu rural ; la création d'un centre de formation professionnelle dans la vallée du Rhône.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8021) : les difficultés de l'industrie textile ; (p. 8022) : la nécessité de mesures de sauvegarde face à la concurrence étrangère ; les mesures nécessaires en faveur des entreprises viables ; la négociation de l'arrangement textile conclu à Genève en 1973.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres, rapporteur spécial [14 novembre 1975] (p. 8394) : le montant des crédits de la section commune ; la forte augmentation que connaît le budget des transports terrestres ; les efforts concernant la SNCF, les infrastructures des transports, la RATP ; (p. 8395) : le concours apporté aux transports de province et à la batellerie artisanale ; l'effondrement du trafic des marchandises effectué par la SNCF et le déficit d'exploitation de cette société ; la croissance très rapide des aides publiques ; les observations de la commission des finances.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 19** (p. 9548) : son amendement n° 14 : dépôt

d'un rapport gouvernemental sur la tarification de l'utilisation des infrastructures routières et ferroviaires et des voies navigables ; retiré. **Article 20** (p. 9553) : attire l'attention sur la situation inquiétante de la SNCF ; irrespect par l'Etat de l'esprit du contrat de programme souscrit avec la SNCF.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4581) : le manque d'une grande ambition capable de mobiliser les Français ; la modestie des programmes d'actions prioritaires ; le peu d'éléments pour la politique industrielle ; les mutations technologiques inévitables menaçant des branches entières de l'industrie auxquelles aucun programme d'actions prioritaires n'est consacré ; le cas du textile ; souhaite l'élaboration sur le plan régional de programmes industriels établis en consultation avec tous les intéressés, et en particulier les élus régionaux ; (p. 4582) : les solutions possibles : la reconversion au sein du même secteur industriel ; une opération de conversion ; les possibilités de développement de l'industrie agro-alimentaire ; une orientation possible pour la région Rhône-Alpes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres, rapporteur spécial [28 octobre 1976] (p. 7164) : l'augmentation de la section transports terrestres inférieure à l'accroissement moyen des charges budgétaires en 1977 ; la SNCF, la RATP ; la réduction des investissements ; les entreprises privées de transport routier ; la batellerie ; (p. 7165) : les versements de fonctionnement à la SNCF ; son déficit d'exploitation ; la politique tarifaire des entreprises publiques ; (p. 7173) : indique qu'il n'existe pas de liaison voyageurs par chemin de fer en Ardèche ; souligne l'importance des liaisons marchandises ; assure l'Assemblée que l'Ardèche n'est pas désertique.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8264) : l'austérité budgétaire ; aménagement du territoire et équilibrage économique ; amélioration de la qualité de la vie ; les interventions du FIAT ; le Massif central ; les régions rurales ; les zones de piémont ; la DATAR ; un commissaire à l'industrialisation ; les contrats de pays.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion générale**

[9 décembre 1976] (p. 9138) : la sage affectation à l'établissement public de diffusion ; le droit supplémentaire de redevance ; un perfectionnement de l'aménagement du territoire ; (p. 9139) : les transports terrestres ; la participation de l'Etat aux charges du régime spécial des retraites ; les tarifs ; les recettes de la SNCF.

1977

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes (n° 2847). Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4471) : l'espace montagnard ; les caractéristiques du projet de loi : les procédures des articles 39 et 40 du code rural ; le dégagement des crédits budgétaires pour une première mise en valeur des terres incultes ; la création de corps de jardiniers et de cantonniers de la nature ; l'extension du champ d'application des indemnités spéciales de montagne et de piémont ; l'application des contrats d'entretien conclus dans certains parcs nationaux.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Deuxième partie :**

Culture et environnement. — **III. Tourisme** [21 octobre 1977] (p. 6492) : l'importance du tourisme et de son intégration dans le tissu rural ; l'augmentation des crédits de paiement pour l'espace rural ; la nécessité de développer le tourisme vert ; l'aide au développement du camping et du caravanning ; (p. 6493) : le caractère privilégié des mesures d'aide spéciale rurale ; l'étude par le secrétariat d'Etat d'une formule d'aide modulée permettant des créations d'unités d'accueil demeurées à l'échelle humaine ; la différence de taux de TVA entre les diverses catégories d'hébergement ; l'accès aux loisirs pour tous ; le droit aux vacances.

Budget annexe des postes et télécommunications [15 novembre 1977] (p. 7411) : le projet de budget ; les orientations du secrétariat d'Etat ; les créations d'emplois dans le secteur postal ; la rentabilisation de la gestion des PTT ; l'implantation des PTT dans le milieu rural ; l'expérience des bureaux de poste polyvalents ; la modernisation du tri postal ; les services rendus par les chèques postaux ; l'insuffisante rémunération des recettes des chèques postaux ; les créations d'emplois en matière de télécommunications ; les titularisations ; l'équipement téléphonique ; l'insuffisante publicité donnée aux priorités du secrétariat d'Etat ; l'action en faveur des personnes âgées ; le poids économique du secteur des télécommunications ; le vote favorable de la majorité.

Equipement et aménagement du territoire. — **I. Transports.** — **II. Section commune.** — **III. Transports terrestres, rapporteur spécial** [17 novembre 1977] (p. 7601) : la part de la section commune dans la masse totale du budget des transports ; les crédits de la section des transports terrestres ; la situation des entreprises nationales ; les résultats de la SNCF ; l'allègement des charges d'exploitation ; les investissements ; la ligne rapide Paris-Sud-Est ; (p. 7602) : l'électrification de la rive droite du Rhône ; les concours financiers courants à la SNCF ; les compensations pour retard de majoration des tarifs ; l'entretien de l'infrastructure et des passages à niveau ; le maintien en service des lignes omnibus déficitaires ; la participation de l'Etat aux charges de retraite ; la desserte maritime de la Corse ; la situation de la RATP ; l'équilibre du compte d'exploitation ; le volume des investissements ; l'évolution tarifaire des transports routiers ; les crédits budgétaires affectés à la battellerie ; les subventions d'investissements ; les métros de Marseille et de Lyon ; les crédits relatifs aux contrats de développement des transports en commun ; (p. 7603) : le projet de budget pour 1978.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 70** (p. 7762) : son amendement n° 161 ; non soutenu.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3147).** — **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article 8** (p. 8444) : l'application des dispositions de l'amendement n° 43 du Gouvernement aux transports intérieurs ; les risques pour l'emploi et les investissements d'une sous-tarifification des prestations des transports.

CORNETTE (Arthur)

Député du Nord
(4^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 octobre 1973] (p. 4206).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [9 octobre 1973] (p. 4206), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

CORNETTE (Maurice)

Député du Nord
(12^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Mission temporaire auprès de M. le ministre de l'agriculture [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le ministre de l'agriculture [20 juin 1975] (p. 4568).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992), [17 avril 1975] (p. 1832), [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre titulaire du conseil supérieur de l'aménagement rural [14 avril 1977] (p. 1817), [15 avril 1977] (p. 1876).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [2 juin 1977] (p. 3358), [3 juin 1977] (p. 3404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPÔTS

— **Proposition de loi tendant à l'institution d'un fonds national d'accession à la propriété agricole** (n° 224) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi relative au statut du fermage** (n° 590) [28 juin 1973].

— **Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur les problèmes de l'eau** (n° 2923) [25 mai 1977].

— **Rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat** (n° 2879), portant validation de divers décrets instituant des **organismes professionnels ou interprofessionnels** (n° 3003) [16 juin 1977].

— **Rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat** (n° 3212), concernant les **comités professionnels de développement économique** (n° 3282) [7 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° 11204), **Josselin** (n° 11311), **Rigout** (n° 11324), **d'Harcourt** (n° 11329), **Bertrand Denis** (n° 11466), **Daillet** (n° 11509) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2799 et 2800), situation des éleveurs ; problème des importations ; rôle de l'ONIBEV ; augmentation du taux de remboursement de la TVA aux éleveurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Mesures en faveur de la viticulture** [16 avril 1975] (p. 1734) : la production du vin de consommation courante ; les décisions arrêtées par le conseil des ministres des Neuf, le 15 avril, à Luxembourg.

• *question orale avec débat :*

— (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2000, 2006) : amélioration du système d'indemnisation des calamités agricoles ; (p. 2007) : difficultés de la politique communautaire ; renaissance des tendances protectionnistes ; nécessité d'une meilleure gestion des marchés et d'une orientation de la production ; l'agriculture française doit être exportatrice.

• *questions au Gouvernement :*

— **Grève des dockers du port de Dunkerque** [23 avril 1977] (p. 1758) : les conditions d'exploitation du nouveau terminal aux aciers d'Usinor : origine du conflit actuel.

— **Non-implantation à Dunkerque d'une usine chimique britannique** [25 mai 1977] (p. 3008) : implantation d'une usine de l'Imperial Chemical Industries à Dunkerque ou à Wilhelmshaven (Allemagne).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° 277) [3 mai 1973] (p. 1002) : rappelle le climat et les conditions de cette négociation ; (p. 1003) : l'enjeu de la négociation ; les objectifs de la politique agricole commune ; conséquences de la crise monétaire ; difficultés de cette négociation ; problème de la hausse des prix agricoles ; caractère hétérogène des agricultures ; disparité des revenus agricoles par rapport aux revenus des autres catégories d'actifs ; nécessité du relèvement des prix, en particulier pour les productions animales ; aides spécifiques ; problème des zones de montagne ; opportunité d'associer aux critères géographiques des critères socio-économiques ; problèmes posés par le prix du lait ; nécessité d'accorder aux producteurs les aides à l'élevage (décret du 4 janvier 1973) ; problème des excédents laitiers ; nécessité de poursuivre les aides à la conversion lait-viande ; actions techniques pour réduire les coûts de production ; exploration de nouveaux marchés ; caractères que doit prendre la politique agricole de l'Europe ; (p. 1004) : importance des mesures spécifiquement monétaires ; problèmes posés par les tendances conjoncturelles inflationnistes ; agriculture et inflation ; l'organisation agricole communautaire, facteur de régulation des prix alimentaires ; nécessité de renforcer la cohésion européenne.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1418) : complémentarité entre espace urbain et espace rural ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ; risque de réaction de défense du monde rural contre le débordement du monde industriel et urbain ; nécessité de mettre en place une structure de concertation ; groupe de travail des représentants élus et professionnels de l'espace rural ; fixation de limites à la prolifération péri-urbaine continue ; développement des bourgs et villages ; (p. 1419) : procédure des autorisations de lotissement dans le périmètre des SDAU approuvés ; situation des propriétaires et des exploitants agricoles dont les biens sont inclus dans le périmètre d'une ZAD ; sa conception de la ville et de son environnement rural.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 29** (p. 4126) : son amendement visant les ventes d'usine ; nécessité de réglementer la vente directe au consommateur ; commercialisation par les industriels des produits déclassés pour défec-tuosité ; demande une réglementation de telles pratiques.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5336) : croissance globale des crédits ; actions en faveur des zones de montagne ; aides spécifiques aux productions animales ; ONIBEV ; crédits du remembrement ; BAPSA ; moyens du FORMA ; moyens de l'institut national de la recherche agronomique ; industries agricoles et alimentaires ; enseignement agricole ; carte scolaire ; suggère que le Parlement soit associé au groupe de travail sur l'enseignement agricole ; ses observations sur le budget dans son ensemble et sur la politique agricole de la V^e République ; politique sucrière.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6028) : dotation au titre de la subvention globale d'équipement ; situation financière des communes de moins de 2.000 habitants ; coût des équipements par habitant ; régime du VRTS ; suggère l'attribution annuelle aux communes du millième du budget total de la nation au titre de l'aide globale à l'équipement : critères de répartition SIVOM. ; (p. 6029) : collaboration entre les ministres de l'intérieur et de l'agriculture.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] (p. 6092) : taxes parafiscales sur la chicorée à café et problème posé par les organismes bénéficiaires ; demande au Gouvernement de préciser que les organismes bénéficiaires de ces taxes sont la confédération française des planteurs et le syndicat national des secteurs.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6274) : régime de travail dit des feux continus et ses répercussions sur la vie et la santé des travailleurs ; durée du travail et gains de productivité ; concertation des partenaires sociaux sur le problème et optique européenne ; ses suggestions concrètes visant ce type d'entreprises ; (p. 6275) : contribution du projet de loi à un réel progrès social ; finalités humaines et finalités économiques.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° 642). **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6454) : nouvelle étape de la participation ; capitalisme et collectivisme ;

éléments de l'entreprise dans ce contexte libéral ; (p. 6455) : revendications de la fonction « travail » et attitude de résistance de la fonction « capital » ; profit et capacité d'auto-financement ; processus inflationniste ; actionnariat et conciliation des intérêts des partenaires sociaux ; autogestion et programme commun ; participation et progrès.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et aménagement du régime des cumuls** (n° 275). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6879) : son analyse du système de l'IVD en vigueur ; ses résultats ; restructuration et IVD ; complexité des textes ; indemnité complémentaire de restructuration ; inégalités et injustices du régime IVD ; solutions apportées par le projet ; problèmes de la prime d'apport structurel : souhaite un réexamen de ce dossier ; revalorisation du minimum vieillesse agricole ; assouplissement des conditions d'octroi de l'allocation supplémentaire du FNS ; nécessité de renforcer les aides à l'installation des jeunes exploitants ; accès aux prêts bonifiés ; (p. 6892) : explique le vote de son groupe en faveur du projet.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Universités [6 novembre 1974] (p. 5642) : suggère au secrétaire d'Etat la mise en place d'un système de prêt aux étudiants.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [8 novembre 1974] (p. 6127) : les mesures sociales ; les échanges fonciers amiables ; la production chevaline ; les industries alimentaires ; (p. 6126) : le prix de la betterave sucrière.

Taxes parafiscales [20 novembre 1974] (p. 6850) : évoque les taxes parafiscales sur la chicorée à café et signale qu'un nouvel organisme représentatif des planteurs a été créé par arrêté du 12 février 1973 et ne figure pas sur le document budgétaire ; il s'oppose aux amendements n° 76 et n° 77 demandant la suppression de cette taxe parafiscale.

1975

— **Projet de loi portant modification du fermage** (n° 1171). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Avant l'Article 8** (p. 1530) : son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 144 de M. Masson ; prévoir la consignation de l'indemnité ; aligner le code rural sur le droit à l'expropriation ; adopté.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Discussion des articles** [17 octobre 1975]. **Article 85** (p. 7041) : ses questions

portant sur la situation des salariés agricoles lorsqu'une expropriation aura entraîné leur licenciement, sur celle des propriétaires ou exploitants expropriés partiellement ou non ; (p. 7042) : son amendement n° 483 : définition de la notion de déséquilibre grave en cas d'emprise sur une exploitation agricole ; repoussé ; (p. 7043) : attire à nouveau l'attention du ministre sur la situation dans certains cas d'un propriétaire exproprié pour une partie de ses terres. **Article 90** (p. 7059) : ses questions sur la situation des terres agricoles ou maraîchères.

— **Projet de loi de finances pour 1976.**
Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7941) : énumère les nombreux sujets de satisfaction qu'il trouve dans ce budget parfaitement cohérent ; regrette néanmoins l'insuffisance des crédits d'équipement ; demande que le Parlement soit davantage associé à la conférence annuelle ; se réjouit de l'accueil favorable accordé aux vingt-six propositions du comité des usagers.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° 1449).** **Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9461 et 9462) : l'amélioration du texte au cours de l'intersession ; l'importance de la sous-traitance ; aller plus loin que le texte proposé et créer un fonds de garantie.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme (n° 1881).** **Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Article 53 (suite)** (p. 1756) : son sous-amendement n° 389 à l'amendement n° 382 de M. Masson : exclusion des installations artisanales et agricoles du domaine d'application de l'amendement ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes (n° 1753).** **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1822) : un projet volontariste et cohérent ; appliquer avec prudence les dispositions nouvelles aux installations existantes ; l'appréciation des nuisances qui ne sont ni dangereuses ni insalubres ; ne pas imposer aux entreprises des charges qu'elles ne pourraient supporter ; (p. 1823) : le problème de l'indemnisation suite à des décisions prises par les autorités administratives.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature (n° 1565).** **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article 5** (p. 2079) : son sous-amendement n° 114 à l'amendement

n° 29 de M. Nungesser : régime des interventions et expériences justifiées ; adopté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 2223)** [27 avril 1976] (p. 2186) : répondre aux questions des agriculteurs relatives à l'indexation, à la parité et à la sécurité de leurs revenus ; les résultats d'ensemble de l'agriculture française au cours de ces dernières années ; la diversité des situations sectorielles ; l'agriculture, victime plutôt que responsable de l'inflation ; poursuivre la promotion de l'exploitation familiale et la correction des disparités ; (p. 2187) : mener de concert une politique des revenus, des structures et de promotion sociale ; renforcer les dispositifs existants ; les mesures propres à assurer la sécurité et l'avenir des agriculteurs ; préserver l'acquis communautaire et renforcer la politique agricole commune.

— **Proposition de loi tendant à interdire l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire (n° 1447).** **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2412) : souligne le contraste entre le naturel et l'artificiel ; (p. 2413) : rappelle ce que sont les substances œstrogènes et leur utilisation pour l'accroissement de la productivité de l'élevage ; l'apparition d'une pollution de la chair animale ; les raisons qui militent en faveur de la proposition de loi ; une proposition qui n'ira pas à l'encontre des intérêts des éleveurs ; les possibilités de contrôler l'application du texte en discussion. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2414) : son amendement n° 1 : autorisation d'administrer des substances œstrogènes aux femelles adultes ; adopté. **Article 2** (p. 2415) : son amendement n° 2 : de forme. **Article 3** (p. 2416) : son amendement n° 3 : de forme ; adopté.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206).** **Discussion des articles** [16 juin 1976] : **Article 5 (suite)** (p. 4196) : retire son amendement n° 48 ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4284) : son amendement n° 69 concernant les plus-values réalisées à l'occasion de la vente de biens forestiers ou de terrains portant des cultures pérennes ; appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'une révision prochaine des seuils en vigueur ; retiré. **Article 10** (p. 4306) : retire son amendement n° 66 ; (p. 4307) : son amendement n° 67 tendant à étendre le bénéfice de l'exonération à l'agriculteur à temps partiel ; réservé ; (p. 4309) : retire l'amendement n° 67.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346).** **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4847) : le secteur agro-alimentaire ; la

transformation industrielle ; la France, deuxième exportateur mondial ; les difficultés venant d'une concurrence faussée ; les moyens d'améliorer la compétitivité : la poursuite de l'effort de restructuration, le renforcement de nos implantations commerciales à l'étranger, la promotion d'une politique de qualité, la modernisation de l'appareil de production ; le développement de la recherche en faveur des industries alimentaires ; (p. 4848) : se demande quelle part sera faite au secteur agro-alimentaire ; souhaite que le Gouvernement agisse au niveau de la communauté des pays tiers pour assurer une bonne gestion des marchés ; met en garde contre une nouvelle déception du secteur agro-alimentaire qui est un de nos meilleurs atouts.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6631) : son amendement n° 15 défendu par M. de Poulpique.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). Deuxième partie :**

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976, [J.O. Débats du 5 novembre 1976] (p. 7626) : les PAP d'intérêt national ; l'élevage ; les prophylaxies ; l'indemnité d'abattage ; l'identification pérenne ; l'agriculture de montagne ; les prêts calamités.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8424) : les PAP ; la politique industrielle des PTT ; AXE, Métaconta et E 10 ; la commutation électronique ; le Nord-Pas-de-Calais ; la relève des dérangements ; (p. 8425) : le système « eurosignal » ; la téléconférence ; la déconcentration des services au niveau national ; le centre régional d'enseignement technique de Lille-Est ; l'institut national des cadres techniques.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630). Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 9154) : sa question sur les exploitants fermiers assujettis au régime d'imposition d'après les bénéficiaires réels ; le problème des indemnités perçues par eux lors d'une expropriation.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française (n° 2809)** [20 avril 1977] (p. 1967) : les questions des Français relatives à la crise de la sidérurgie ; les problèmes de la sidérurgie du Nord ; l'activité sidérurgique dans le Valenciennois ; (p. 1968) : les suppressions d'emplois dans le bassin de la Sambre ; les aides au développement de ce bassin ; la situation du

littoral dunkerquois ; l'unité portuaire d'Usinor-Dunkerque ; l'usine Creusot-Loire ; les éléments auxquels tous les élus responsables attachent la plus grande importance en matière d'aide régionale ; la gravité de la situation à Dunkerque ; la réalité du gaspillage économique et humain ; la détermination du Gouvernement.

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage (n° 2825). Discussion générale** [12 mai 1977] (p. 2708) : l'affectation de la nouvelle taxe ; les expériences départementales d'identification pérenne ; le classement et le marquage des carcasses d'animaux abattus ; l'affectation effective du complément de recettes ; les organismes et les chapitres budgétaires par lesquels transiteront les recettes de la taxe ; le budget de l'ONIBEV ; les caractéristiques du nouveau corps d'agents de contrôle de l'ONIBEV.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer (n° 2960)** [8 juin 1977] (p. 3503) : l'alliance de la France et de la mer ; les négociations engagées par les Nations-Unies en vue d'élaborer un nouveau droit de la mer ; la « piraterie moderne » ; le visage de l'exploitation contemporaine des rivages de la mer ; les propositions en matière de politique maritime des représentants de la gauche ; le programme du parti socialiste « changer la vie » ; les dispositions du programme commun relatives au problème de la mer ; la persistance d'un déficit extérieur en produits de la mer ; ses causes ; les caractéristiques de la conjoncture mondiale en matière de commerce maritime ; l'affectation de la construction navale ; l'éventualité d'une surcapacité de production ; la modernisation de l'outil portuaire ; assurer aux ports la rapidité, la disponibilité et la fiabilité ; la nécessité des liaisons fluviales puissantes et modernes ; constituer une structure interrégionale ; l'agriculture et la conchyliculture ; (p. 3504) : le rang occupé par la France en matière de techniques nouvelles et d'exploitation des océans ; éviter la globalisation de l'action politique et une dispersion excessive des responsabilités et des compétences ; le décret du 25 avril 1977 fixant l'organisation gouvernementale en matière océanique ; la nécessité d'une action d'ensemble.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation de divers décrets instituant des organismes professionnels ou interprofessionnels (n° 2879), rapporteur. Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4260) : la validation de seize décrets créant des organismes professionnels ou interprofessionnels ; les conséquences de l'interprétation ré-

cente du Conseil d'Etat de l'article 34 de la Constitution ; l'importance du montant des taxes parafiscales ; l'action des organismes professionnels ou interprofessionnels ; l'examen par la commission de la validation de la taxe parafiscale destinée à favoriser la rénovation de l'imprimerie de labeur ; le produit de cette taxe ; l'amendement du Sénat limitant la validation du comité interprofessionnel à la seule gestion du produit de la taxe collectée en 1976 ; les problèmes posés par la parafiscalité et l'organisation économique du secteur agro-alimentaire ; la coordination des actions des différents comités compétents en matière de vins d'appellation contrôlée ; demande à l'Assemblée d'adopter sans modification le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Après l'Article 28** (p. 6150) : son amendement n° 44 : augmentation du prélèvement prévu à l'article 1618 *quinquies* du CGI ; réservé ; [18 octobre 1977] : **Article 7** (p. 6234) : l'application des dispositions de l'article 7 aux entreprises agricoles dont les exploitants adhèrent à un centre de gestion. **Après l'Article 28** (p. 6254) : son amendement n° 44 : relèvement de la taxe sur les huiles et corps gras d'origine végétale au profit du BAPSA ; l'assujettissement des producteurs de lait à un prélèvement dit de coresponsabilité ; les conditions d'élaboration de la taxe dans les instances communautaires ; les répercussions du relèvement de la taxe sur les huiles et corps gras d'origine végétale ; (p. 6256) : l'inscription dans le programme laitier de la CEE de l'institution de la taxe sur les matières grasses d'origine végétale ; les conséquences du report de l'application de la mesure au 1^{er} avril 1978 ; amendement n° 44 adopté.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6681) : l'amélioration de la présentation du projet de budget en raison de la fourniture de programmes fonctionnels ; la prise en considération de l'évolution temporelle des problèmes agricoles ; l'évolution des catégories de dépenses de l'Etat en faveur de l'agriculture au cours de la période 1964-1978 ; les dispositions contenues dans le BAPSA ; les exigences de la conjoncture ; le jeu de l'offre et de la demande ; l'évolution des marchés agricoles ; la promotion de la qualité ; le problème des investissements ; l'évolution de l'enveloppe de la bonification d'intérêt ; (p. 6682) : les ressources du crédit agricole mutuel ; les prêts « calamités » ; le décret du 5 août 1976 ; les priorités en matière de prêts fonciers ; l'accès des collectivités locales rurales aux prêts bonifiés ; développer les formes d'agriculture

de groupe ; la responsabilité de l'inflation ; les orientations politiques du monde paysan.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8370) : les caractéristiques de la législation foncière ; les lois d'orientation de 1960 et de 1962 ; le droit de préemption des SAFER ; les préoccupations des législateurs de 1962 ; les déclarations du professeur de Laubarede ; le caractère exceptionnel du droit de préemption ; le contentieux dont les actions des SAFER sont à l'origine ; (p. 8371) : préciser les exemptions au droit de préemption ; les déclarations de M. Alexis Méhaignerie. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8392) : son amendement n° 76 : obligation faite aux SAFER de motiver et d'assurer la publicité des décisions de préemption et de rétrocession ; le renforcement du droit de préemption des SAFER ; la transparence des actions des SAFER ; les précisions à apporter à la législation relative au droit de préemption ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les comités professionnels de développement économique** (n° 3212), rapporteur. **Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8678) : son rapport écrit n° 3282 évoqué par M. Valleix, rapporteur suppléant. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8679) : son amendement n° 1 soutenu par M. Valleix : définition de la nature juridique des comités professionnels ; réservé. **Article 2** (p. 8680) : son amendement n° 3 soutenu par M. Valleix : attributions des comités professionnels de développement économique ; adopté. **Article 3** (p. 8681) : son amendement n° 4 soutenu par M. Valleix : représentation pour moitié au sein des conseils des comités professionnels des représentants des professions intéressées ; adopté. **Article premier (suite)** : son amendement n° 1 précédemment réservé ; adopté ; son amendement n° 2 soutenu par M. Valleix : instruction de la demande motivée des organisations professionnelles par le ministère de tutelle de l'activité intéressée ; devenu sans objet.

CORNIC (Yves)

Député des Hauts-de-Seine
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 12 août 1976, de M. Chalandon démissionnaire. L'Assemblée

prend acte de ce remplacement [J.O. du 12 août 1976] (p. 4857), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6307).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [J.O. du 10 septembre 1976] (p. 5459), [2 octobre 1976] (p. 6307).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [3 novembre 1976] (p. 7485), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

QUESTIONS

- *question orale sans débat* :

— (n° 41211) : **Application de la loi en faveur des handicapés** [7 octobre 1977] (p. 6022, 6023) : l'insuffisance des moyens éducatifs et des possibilités de réinsertion offerts aux handicapés adultes particulièrement dans le département des Hauts-de-Seine.

CORNUT-GENTILLE (Bernard)

Député des Alpes-Maritimes
(5^e circonscription)
(NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant au paiement mensuel des pensions** (n° 990) [6 juin 1974].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). Déroulement des travaux [12 octobre 1973] (p. 4361).

CORRÈZE (Roger)

Député du Loir-et-Cher
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

Est élu questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1976] (p. 1273), [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié** (n° 104) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 1585 du code général des impôts afin de créer, au bénéfice des communes, une taxe facultative sur les propriétés permettant l'exercice du droit de chasse** (n° 105) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à instituer une taxe au bénéfice des communes à verser par les propriétaires de zones boisées qui entourent leur propriété d'une clôture permanente** (n° 591) [28 juin 1973].

— **Rapport fait au nom de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone** (n° 1071) [20 juin 1974].

— **Proposition de loi tendant à rétablir en le modifiant l'article 1585 du code général des impôts afin de créer, au bénéfice des com-**

munes, une taxe facultative sur les propriétés permettant l'exercice du **droit de chasse** (n° 1898) [8 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à rétablir le **Mérite social** (n° 2856) [4 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à l'attribution de la **carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre** (n° 2857) [4 mai 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Contrôles fiscaux** [19 mai 1976] (p. 3190) : suicide d'un commerçant ; nécessité de créer une commission composée de membres de la direction générale des impôts et de représentants des petites et moyennes entreprises pour étudier ce problème.

• *question orale sans débat :*

— (n° 30220) : **Gravité de la sécheresse persistante** [25 juin 1976] (p. 4730, 4731 et 4732) : les difficultés des agriculteurs des départements solognots ; nécessité de prendre des mesures immédiates en faveur des éleveurs ; une loi de finances rectificative sera sans doute nécessaire.

• *question au Gouvernement :*

— **Rôle des sociétés de développement régional** [18 mai 1977] (p. 2864) : possibilité d'intervention des élus auprès des sociétés de développement régional.

• *question orale sans débat :*

— (n° 38260) : **Taux de TVA applicable aux hôtels « de préfecture »** [10 juin 1977] (p. 3713 et 3714) : nécessité d'appliquer à ces hôtels le taux réduit de TVA ; pénalisation injuste des hôtels les plus modestes sous prétexte de les inciter à la modernisation.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion générale** [4 octobre 1973] (p. 4037) : sa réponse à des propos tenus par des parlementaires de l'opposition ; situation des commerçants et artisans sous la IV^e République ; attitude de certains gouvernements ; concertation actuelle ; souhaite voir disparaître les contrôles ; demande que l'administration des finances trouve un autre moyen que l'inquisition ; lacunes de la couverture sociale des artisans et des commerçants ; solidarité nationale ; aspirations dans le domaine fiscal ; nécessité de mettre en place une formule suffisamment

souple et simple ; non-sens juridique du système du type « société unipersonnelle » ; sa préférence pour une société de type « familial » ; connaissance des revenus ; égalité de l'impôt ; formation professionnelle ; publicité mensongère ; concurrence déloyale ; indemnité spéciale compensatrice ; moyens accordés au ministre pour l'application de cette loi. **Discussion des articles** [19 octobre 1973]. **Article 42** (p. 4591) : problème de l'apprentissage dans la profession de restaurateur. **Après l'Article 51** (p. 4612) : son amendement : amnistie pour les délits et contraventions ; retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646) :

Services du premier ministre. — II. - Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4989) : politique menée à l'égard des associations sportives ; large augmentation des subventions ; formation professionnelle permanente et formation sportive permanente ; rend hommage aux dirigeants des clubs sportifs ; souhaite une formule permettant aux associations sportives d'utiliser les installations incluses dans les CEG et les CES ; ses réserves sur le libre accès aux pelouses des stades, à celle du Parc des Princes en particulier ; non-respect des objectifs de la troisième loi de programme ; retard important pris en matière d'équipements industrialisés ; COSEC préconise l'utilisation à plein temps des équipements existants et l'abaissement des frais de fonctionnement de ces équipements ; déblocage des sommes inscrites au FAC ; (p. 4990) : aménagements à apporter à la réglementation relative aux implantations d'installations industrialisées dans les villes de moyenne importance ; insuffisance des créations de postes de professeur d'éducation physique ; état des installations de l'UERIPS à Paris ; mesures à prendre pour revaloriser la situation des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; pénalisations des instituteurs affectés à la jeunesse et aux sports ; leur exclusion du bénéfice de l'arrêté interministériel du 26 novembre 1971 ; ne pourra voter le budget tel qu'il est présenté. **Etat B - Titre III** (p. 5004) : son amendement tendant à réduire les crédits de titre : réduction des crédits d'achat et d'entretien du matériel automobile ; affectation à la revalorisation indiciaire des traitements des inspecteurs de la jeunesse et des sports. **Etat B - Titre III** [20 novembre 1973] (p. 6169) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; sa question relative à la date de parution du décret d'application relatif à la situation des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; retrait après assurances du ministre des finances.

— **Projet de loi sur la responsabilité des hôteliers (n° 244). Cinquième lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1973] **Article 2** (p. 6821) : son amendement tendant à supprimer la discrimination introduite par le Sénat dans le régime juridique du stationnement des véhicules selon que le lieu de stationnement est un hôtel ou un garage-parking. (p. 6822) : son amendement, devenu sans objet.

1974

— **En qualité de rapporteur de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone** [20 juin 1974] (p. 2815) : demande la publication du rapport de la commission.

— **Projet de loi d'amnistie (n° 1058). Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 22** (p. 2857) : infractions à caractère fiscal consécutives à des consignes syndicales.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Qualité de la vie. — Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5703) : rareté des motifs de satisfaction ; des équipements moins importants ; repenser le programme industrialisé ; financer davantage d'équipements polyvalents ; solliciter la collaboration de l'armée et de son matériel ; l'insuffisance des créations de postes d'enseignements ; pour un statut des maîtres d'éducation physique et sportive ; les charges supportées par les communes ; développement du sport de loisir et de détente ; les coupes corporatives organisées dans le Loir-et-Cher ; l'amélioration de la situation des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; (p. 5704) : toujours pas de statut pour les directeurs départementaux ; la situation des instituteurs occupant des postes dans le secteur extra-scolaire ; hommage aux dirigeants bénévoles de clubs ; votera le budget.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6043) : la crise de l'agriculture ; nécessité d'une révision du Marché commun agricole concertée avec les parties intéressées ; les avantages de l'aide aux produits sur l'aide aux producteurs ; le prix minimum garanti ; la réforme des cotisations ; la mission des organismes interprofessionnels ; votera le budget.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6786) : souhaite que le débat soit télévisé ; (p. 6794) : le rapport de juin 1974 de la commission de contrôle de l'Assemblée sur les télécommunications ; l'objectif visé par la commission de contrôle : rattraper à la fin de 1985 le niveau des partenaires du Marché commun ; (p. 6795) : le problème des télécommunications ;

le renchérissement des matières premières et de l'énergie ruine les hypothèses avancées ; la pénurie du budget de 1975 ; la faiblesse du nombre de créations proposées ; le maintien d'une structure anachronique réunissant artificiellement la poste et les télécommunications ; le déficit chronique de la poste et des services financiers ; les amendements qu'il a déposés avec M. Wagner et qui ont été déclarés irrecevables ; demande de contracter un emprunt de 5 milliards de francs.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage (n° 1171). Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1396) : l'importance capitale du projet, la large concertation qui s'est instaurée lors de son élaboration ; la stabilité, condition de la modernisation ; la meilleure rémunération du bailleur, contrepartie de la stabilité ; élaborer un nouveau droit rural ; neuf ans : durée insuffisante pour un bail ; laisser, dans les régions d'agriculture marginale, toute latitude aux commissions départementales des baux ruraux ; les problèmes de la Sologne : dépeuplement, rôle des agriculteurs dans la protection des équilibres écologiques ; volonté de l'UDR de précéder le ministre dans la voie du progrès. **Discussion des articles : Après l'Article 5** (p. 1410) : son amendement n° 123 : établir l'état des lieux prévu à l'article 809 du code rural dès l'entrée en jouissance, adopté. **Article 6** : son amendement n° 129 : porter la durée minimale du bail à douze ans ; retiré ; [10 avril 1975] : **Après l'Article 19** (p. 1532) : son amendement n° 124 : adaptation du statut du fermage dans les régions d'agriculture marginale : établissement d'un code départemental du fermage ; l'exemple de la Sologne ; inciter les propriétaires intéressés par la forêt et la chasse à louer les terres ; repoussé. **Après l'Article 30** (p. 1534) : modifier le premier alinéa de l'article 39 du code rural ; possibilité de demander au tribunal d'instance le droit d'exploiter des fonds incultes depuis plus de deux ans ; retiré. **Explication de vote** (p. 1542) : le vote positif de l'UDR.

— **Discussion d'un projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport (n° 1728). Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6434, 6435) : approuve l'inspiration d'un projet qui tend à faire au sport une juste place au sein de l'éducation ; se félicite des mesures prises en faveur des athlètes de haut niveau ; l'intention prioritaire accordée au sport à l'école ; apporter une aide efficace aux associations ; approuve les dispositions relatives aux équipements ; attire l'attention sur les besoins des communes ru-

rales ; insiste sur l'importance de la formation des cadres et regrette le trop faible nombre des postes d'enseignants ; prend acte de la création de l'Institut national des sports et de l'éducation physique ; signale la modestie des moyens financiers alloués au sport en 1976 ; (p. 6436) : critique l'attitude des professeurs d'éducation physique qui se refusent au dialogue et n'acceptent que des horaires de travail insuffisants.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7913) : dénonce l'insécurité de la condition actuelle des agriculteurs dont les revenus, qui ont baissé de 10 %, sont souvent inférieurs au SMIC ; les insuffisances de l'indemnisation des calamités ; faire en sorte que l'ensemble des agriculteurs obtienne la parité de rémunérations et de conditions de vie avec les autres Français ; demande le classement de la Sologne parmi les zones défavorisées.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975]. Après les **Articles 28 et 61** (p. 8106) : son amendement n° 216 : frapper d'une taxe les bois et forêts entourés d'une clôture permanente ; les nuisances que créent à l'environnement ces clôtures ; maintient son amendement ; repoussé.

II. Jeunesse et sports [7 novembre 1975] (p. 8121) : la place réduite qu'occupe le budget de la jeunesse et des sports ; (p. 8122) : le faible nombre de créations de postes de professeurs d'éducation physique ; le nombre des professeurs détachés au syndicat national de l'éducation physique ; la faiblesse de l'horaire de travail dû par les professeurs d'éducation physique ; classer les élèves professeurs adjoints parmi les fonctionnaires stagiaires ; le faux antagonisme que constitue l'opposition entre sport de masse et sport d'élite ; (p. 8123) : ne pas décevoir ceux qui donnent le meilleur d'eux-mêmes au sport français ; le record de Guy Drut ; le succès de l'équipe de Saint-Etienne ; (p. 8127) : rappelle à M. Madrelle quelle est sa profession ; fait état de ses références sportives.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1980). Discussion des articles** [9 décembre 1975]. Après l'**Article 9** (p. 9541) : son amendement n° 2 : inclure la valeur du droit de chasse dans les valeurs locatives à partir du 1^{er} janvier 1977 ; adopté.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature (n° 1565). Discussion des articles** [22 avril 1976]. Après l'**Article premier** (p. 2065) : son amendement n° 111 : insti-

tution d'une taxe sur les clôtures entourant les terrains boisés ; retiré. Avant l'**Article 3** (p. 2074) : son amendement n° 112 : supprimer l'article 366 du code rural qui autorise les chasseurs à tirer en toute saison dans les propriétés entourées de clôtures continues ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 22 A** (p. 4071) : son amendement n° 21 soutenu par M. Bécam.

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés (n° 2135). Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2403) : un projet qui concilie l'ouverture européenne avec le maintien de règles internes justifiées ; ne pas laisser disparaître la production de tabac noir ; la précarité de la situation des petits producteurs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2147). Discussion des articles** [5 mai 1976]. Après l'**Article 7** (p. 2669) : son amendement n° 24 : augmenter le potentiel fiscal des communes dans les régions cynégétiques ; adopté.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268). Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3421) : la réaffirmation des principes établis par le général de Gaulle ; le rôle primordial de la force de dissuasion ; la globalité du document présenté par le Gouvernement ; les limites que présentent néanmoins ce document ; l'absence de fermeté dans les engagements financiers ; (p. 3422) : le rattrapage du sous-développement des crédits militaires que constitue le taux de 20 % des dépenses publiques concacrées à la défense ; régler d'urgence le déficit de trésorerie du ministère de la défense ; la baisse relative des crédits consacrés à la force de dissuasion ; l'abandon ou la révision de certains projets ; sixième sous-marin nucléaire, bombes AN 52, rupture entre les programmes M 20 et M 4, missile air-sol moyenne portée ; faire bénéficier la force de dissuasion d'un soutien constant ; le problème du plan de charge des établissements industriels à vocation militaire ; maintenir celui-ci à un niveau élevé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6566) : la lutte contre l'inflation ; l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse ; un budget particulier soutenu par les gaullistes ; critique de l'opposition ; le respect de la politique de défense nationale ; de graves mesures d'économie ; le ralentissement des projets de commandes d'AMX 30, d'AMX 10, d'avions F 1, Alphajet et Jaguar, du plan de charge des constructions navales ; le report d'engagement de dépenses ; les crédits en faveur des agri-

culteurs victimes de la sécheresse ; l'appel à la solidarité nationale ; regrette que les mesures d'indemnisation des agriculteurs soient présentées en même temps que le plan anti-inflation ; une sous-estimation des pertes réelles en agriculture ; approuve l'indemnisation en priorité des éleveurs ; la répartition par département de l'enveloppe globale destinée aux aides directes aux revenus ; les différents critères ; le cas du Loir-et-Cher et du Perche ; la production animale ; le calcul du montant indemnisable de l'UGB ; (p. 6567) : les problèmes spécifiques posés à certaines régions naturelles par la sécheresse, particulièrement en Sologne, dans le Cher et le Loiret ; les prêts du crédit agricole ; l'équité fiscale ; la moralisation fiscale par l'affichage des déclarations de revenus et du montant de l'impôt payé par tous les contribuables.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7437) : regrette que les crédits affectés au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ne soient pas plus importants ; les crédits consacrés au sport par les autres ministères ; les déclarations du secrétaire d'Etat sur le sport en France et le sport d'Etat ; la création de 5.000 emplois sur cinq ans ; (p. 7438) : des sections sport-étude ; les difficultés de recrutement de ces classes expérimentales ; les centres d'animation sportive ; les associations, les clubs et les fédérations canalisant le volontariat sportif, le bénévolat ; les résultats français aux jeux Olympiques ; l'élitisme ; les instituteurs affectés à l'éducation physique et sportive dans le secteur extra-scolaire ; les assistants départementaux de jeunesse ; les maîtres municipaux d'éducation physique ; la loi Mazeaud ; les dépenses d'équipement ; les buts fixés par la troisième loi de programme ; équipement léger et équipement lourd.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7604) : les trois orientations du budget ; mettre fin à la campagne d'intoxication discréditant les agriculteurs ; l'indemnisation ; le statut du fermage ; le droit d'exploiter la terre ; le droit de préemption du fermier ; les travaux d'hydraulique ; la production bovine ; l'enseignement technique agricole privé ; les prestations sociales ; (p. 7605) : le rôle révélateur de la sécheresse ; le prix minimum garanti ; la politique agricole ; le FEOGA ; le FORMA ; la consommation intermédiaire. **Examen des crédits** [5 novembre 1976] : **Etat C - Titre VI** (p. 7618) : soutient l'amendement n° 237 de réduction de M. Voisin ; apporter des simplifications au régime financier de l'électrification rurale ; éviter des retards administratifs ; retiré.

1977

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et proposition de loi, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** (nos 261, 1532). **Discussion de l'article unique** [2 juin 1977]. **Article unique** (p. 3349) : l'application de la loi et non du règlement de l'Assemblée en cas d'adoption de l'amendement n° 13 de M. Julien Schvartz ; le caractère inconstitutionnel de cet amendement ; (p. 3350) : la couverture des dépenses occasionnées par les commissions d'enquête.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° 2847). **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article 2** (p. 4504) : son amendement n° 43 : institution d'une taxe sur les fonds dont l'inculture a été reconnu en application de l'article 40 du code rural ; l'efficacité du texte ; réservé. **Après l'Article 6** (p. 4507) : l'objet de son amendement n° 43. **Après l'Article 2** (p. 4509) : permettre au préfet de déterminer si les terres sont cultivables ou non ; la nécessité de prendre des mesures incitatives. **Article 2 (suite)** (p. 4510) : amendement n° 43 précédemment réservé retiré. **Après l'Article 7** (p. 4511) : son amendement n° 45 : modalités d'application du statut du fermage par la commission départementale des baux ruraux afin de rendre compatibles les utilisations forestières cynégétiques et agricoles des sols ; le cas de la Sologne ; l'adaptation du code départemental du fermage ; (p. 4512) : le rôle éventuel de l'office des forêts ; la séparation des forêts des terres exploitées ; la possibilité de reboiser après autorisation du préfet ; l'établissement d'une liste limitative des régions où s'appliquera la modification du statut du fermage ; maintient son amendement n° 45 ; amendement n° 45 repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 10 (suite)** (p. 6242) : son amendement n° 144 rectifié : application du taux réduit de la TVA à toutes les formes d'hébergement et soumission des produits de toilette à base d'alcool au taux majoré de la TVA ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6657) : l'évolution du budget de l'agriculture ; les dépenses d'investissement ; le volume des transferts sociaux ; le problème de la solidarité nationale ; le montant des crédits destinés à l'hydraulique agricole ; les problèmes hydrauliques de la Sologne ; l'indemnisation des agriculteurs victimes de calamités d'origine climatique ; le gel des vignobles de la vallée du Cher et de la Loire ; la survie des coopératives viticoles et des groupements de producteurs ; les plans de développement ; l'aide à la modernisation ; les conséquences de l'élargissement de la CEE sur l'élevage ovin ; le problème de la comptabilité de l'agriculture et de la chasse ; le problème de la forêt ; (p. 6658) : indique qu'il votera le budget.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6807) : la progression des crédits ; le bilan des mesures en faveur des anciens combattants ; la commémoration du 8 mai 1945 ; la pension des veuves ; le rapport constant ; l'extension aux victimes de la déportation du travail des avantages accordés aux anciens combattants en matière d'avancement de la retraite ; la proposition de loi du groupe RPR ; sa proposition de loi relative à l'attribution de la carte de combattant à tous les anciens prisonniers de guerre.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7089) : la croissance du budget du secrétariat d'Etat ; la part des dépenses de fonctionnement ; l'aide à la jeunesse ; l'enquête sur les desiderata des jeunes Français ; le développement du sport à l'école ; les créations d'emplois ; la situation des instituteurs affectés à l'éducation physique et sportive dans le secteur extra-scolaire et celle des assistants départementaux de la jeunesse ; le sort des maîtres municipaux d'éducation physique ; (p. 7090) : le sport extra-scolaire ; l'avis du mouvement sportif ; les prélèvements sur les concours de pronostics ; le rôle des bénévoles ; les conditions de son vote. **Examen des crédits. Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7099) : son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 158 de M. Neuwirth : financement des fédérations, d'associations et de groupements sportifs dans le cadre d'un fonds national de développement de la pratique sportive ; (p. 7100) : la nécessité de formuler un texte plus précis que l'amendement n° 158 de M. Neuwirth ; sous-amendement n° 203 retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 3205). **Discussion des articles** [1^{er} décembre 1977]. **Après l'Article 16** (p. 8123) : son amendement n° 20 : attribution au président de l'assemblée intéressée de

la déclaration et de la décision en cas d'exercice du droit de préemption de l'Etat pour le compte de l'Assemblée nationale ou du Sénat ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés**, (n° 3293). **Explications de vote** [15 décembre 1977] (p. 8806) : le vote favorable du groupe du RPR.

COT (Jean-Pierre)

Député de la Savoie
(3^e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 728), adopté par le Sénat, **autorisant l'approbation de la convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs**, signée à Oslo le 15 février 1972 (n° 846) [14 décembre 1973].

— **Proposition de loi relative aux délais pendant lesquels peut être engagée l'action aux fins de subsides prévues par l'article 342 du code civil** (n° 1263) [23 octobre 1974].

— **Proposition de loi constitutionnelle portant modification de l'article 53 de la Constitution** (n° 2139) [2 avril 1976].

— **Proposition de loi établissant la liberté d'accès des citoyens aux documents et informations détenus par l'administration** (n° 2455) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi portant création du statut de la pluriactivité dans les zones de montagne** (n° 3335) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— Ses observations à l'occasion de la **question orale de M. Chevènement** (n° 440) : **Liberté d'expression des élèves de l'école polytechnique**, en qualité de suppléant [11 mai 1973] (p. 1228) : conceptions du ministre des armées sur le rôle et les moyens d'action d'un délégué des élèves de l'école polytechnique ; (p. 1229, 1230) : la libre impression d'un journal des élèves ; la crise de polytechnique et celle de l'ENA.

— (n° 140) : **Situation de la faculté de la rue d'Assas** [16 mai 1973] (p. 1303, 1304, 1305).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Fillioud** (n° 900), **Leroy** (n° 1188), **de Broglie** (n° 1242), **Flornoy** (n° 1243), **Michel Durafour** (n° 1262), **Claudius-Petit** (n° 1265) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1497, 1498) : déclaration de M. Druon à l'agence France-Presse ; devoirs de l'Etat envers la création artistique ; politique de prestige des précédents ministres des affaires culturelles.

— **MM. Dutard** (n° 790), **Maurice Faure** (n° 1355), **Cattin-Bazin** (n° 1358), **Bégault** (n° 1359), **Ceyrac** (n° 1499), **Fouchier** (n° 1552) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2007, 2008) : importance de la culture du tabac pour la Savoie.

• *questions au Gouvernement :*

— **Composition du Gouvernement** et création de secrétariats d'Etat autonomes [19 juin 1974] (p. 2786).

— **Application de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse** [23 avril 1975] (p. 1993, 1994).

— **Licenciements d'assistants d'universités** [7 mai 1975] (p. 2457).

• *question orale sans débat :*

— (n° 22919) : **Droits syndicaux dans l'entreprise** [10 octobre 1975] (p. 6790, 6791) : cas d'une filiale des Comptoirs pharmaceutiques de Savoie où un sabotage économique a été utilisé comme forme de répression syndicale ; complicité objective du Gouvernement avec l'entreprise de restructuration du capitalisme.

• *question au Gouvernement :*

— **Représentation de la France aux obsèques du général Franco et à l'intronisation**

du roi d'Espagne [26 novembre 1975] (p. 8962).

• *question orale sans débat :*

— (n° 24196) : **Remise des peines** [19 décembre 1975] (p. 10075, 10076) : condamnation de la pratique de remises de peines d'emprisonnement moyennant le paiement d'une amende, comparaison de cette pratique à la vente des indulgences.

• *question au Gouvernement :*

— **Violation des droits de l'homme au Chili** [8 décembre 1976] (p. 9074, 7095) : abstention de la France dans la condamnation en 1976 du régime chilien par une résolution des Nations unies.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 37450) : **Dépose des skieurs en montagne par hélicoptère** [29 avril 1977] (p. 2348, 2349) : nécessité d'une réglementation plus rigoureuse pour éviter la pollution et la dégradation du domaine montagnard.

— (n° 42961) : **Subventions pour les bâtiments d'élevage en montagne** [16 décembre 1977] (p. 8883, 8884) : niveau trop bas du plafond de subvention ; la spéculation foncière en montagne ; statut de la double activité.

• *question au Gouvernement :*

— **Atteintes aux droits de l'homme en Argentine** [21 décembre 1977] (p. 9149) : le sinistre ouvrage des tortionnaires en Argentine ; citation du dernier rapport d'Amnesty International ; déclarations de M. Michel Poniatowski en Argentine.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République tunisienne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition, avec un protocole additionnel, signée à Paris le 28 juin 1972** (n° 193). **Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 940) : sa demande de précisions sur la notion de juridiction de droit commun suivant la convention.

— **Projet de loi, après déclaration d'urgence, modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Avant l'Article premier** (p. 2077) : sa demande d'explication sur la conception du Gouvernement des missions de l'armée ; son inquiétude quant à la formule « fractions » relevant de la sécurité intérieure.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Article 33** (p. 4132) : expose les raisons de son opposition à l'article 33 tel qu'il a été modifié. **Après l'Article 33** (p. 4144) : son sous-amendement à l'amendement de M. Bardol : jours de fermeture hebdomadaire des entreprises commerciales et artisanales, tendant à accorder des dérogations pour les communes touristiques en saison ; (p. 4146) : répond à M. Brocard sur la durée de la saison touristique en Savoie ; **Article 34** (p. 4146) : son désaccord avec M. Foyer sur le problème de la mauvaise foi ; loi du 2 juillet 1963 ; sa crainte qu'une interdiction non assortie de sanction n'en soit pas une ; estime qu'il faut se rallier aux arguments du Gouvernement ; (p. 4147) : sa réponse aux arguments de M. Foyer ; rappelle que les tribunaux répressifs tiennent compte de la bonne foi de celui qui est en infraction ; n'estime pas nécessaire d'ajouter les mots « de mauvaise foi » dont l'effet serait de renverser complètement la charge de la preuve ; (p. 4152) : répression de la publicité mensongère ; ses arguments en faveur du rejet de l'amendement de M. Foyer ; (p. 4154) : son amendement : fixation d'un pourcentage du chiffre d'affaires de l'annonceur afin que le pénalité soit proportionnelle à l'importance de la publicité en cause. **Article 36** (p. 4156) : souhaite qu'un décret fixe les conditions dans lesquelles les associations de défense des consommateurs pourront être créées et leur agrément accordé. **Après l'Article 36** (p. 4157) : son amendement ; souhaite voir apparaître en France un début de magistrature économique ; exemples de la Suède et des Etats-Unis ; amendement accordant à ces magistrats des fonctions assez larges de caractère presque extra-judiciaire. **Après l'Article 17** (p. 4188) : son amendement tendant à l'institution d'un conseil supérieur d'urbanisme commercial ; [11 octobre 1973] : **Article 21** (p. 4304) : demande la réserve de l'article 21 jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'article 23. **Article 23** : (p. 4308) : ses observations sur l'amendement de M. Poperen ; répond au Gouvernement ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4358) : ses réserves sur l'amendement de M. Bignon, non-cessibilité et non-transmissibilité de l'autorisation préalable délivrée par la commission départementale ; [19 octobre 1973] : **Après l'Article 41** (p. 4389) : son rappel au règlement : juge « inadmissible » que son groupe ne puisse s'expliquer avant le scrutin sur l'amendement du Gouvernement. **Article 42** (p. 4591, 4592) : explique l'abstention de son groupe dans le scrutin sur l'article. **Seconde délibération** : **Article 23** (p. 4628) : répond aux arguments de M. Claudius-Petit ;

(p. 4630) : explique l'abstention de son groupe dans le vote sur l'ensemble du projet ; objectifs du programme commun de la gauche ; ses observations sur la loi d'orientation ; son volet fiscal ; (p. 4631) : son volet social ; aide à la modernisation ; enseignement ; commissions départementales d'urbanisme commercial. **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1973] (p. 6701) : image du ministre du commerce et attitude du Gouvernement au cours des dernières semaines ; (p. 6702) : dispositions proposées en faveur du commerce et de l'artisanat et ralentissement probable de l'activité économique ; égoïsme catégoriel ; intérêts des consommateurs et problèmes que pose la composition de la commission d'urbanisme commercial ; répond à M. Charles Bignon (sa position à l'égard du projet de loi et de la représentation des consommateurs au sein de la commission départementale d'urbanisme commercial) ; dispositions concernant la répression de la publicité mensongère ; sa position sur le pré-apprentissage et la garantie des droits de l'enfant ; intérêts des petits commerçants ; conception des socialistes à l'égard des problèmes de l'artisanat et du commerce ; solidarité nationale et exercice de leurs responsabilités par les élus locaux ; ses observations sur la désignation des élus dans les commissions départementales d'urbanisme, sur la commission nationale et le pouvoir de décision en dernière instance. **Discussion des articles** : **Article premier** (p. 6707) : son amendement : principes de portée générale concernant les artisans et les commerçants ; (p. 6707) : son amendement tendant au dépôt par le Gouvernement avant le 1^{er} janvier 1975, d'un projet de loi portant statut de l'entreprise individuelle ; retrait après explications du Gouvernement. **Article 5 quater** (p. 6718) : proteste contre les « conditions proprement scandaleuses » dans lesquelles est appliquée la procédure du vote bloqué ; son refus de cautionner un tel procédé. **Article 31** (p. 6722) : son sous-amendement : notion de « menus services sans valeur marchande ». **Article 34** (p. 6725) : son amendement : répression de la publicité mensongère ; caractère obligatoire de la publication des jugements. **Article 22** (p. 6729) : son amendement tendant à simplifier l'instruction des dossiers ; [7 décembre 1973] : **Article 23** (p. 6770) : son sous-amendement : non-représentation des grandes surfaces au sein des commissions d'urbanisme commercial. **Article 25** (p. 6773) : son sous-amendement : non-représentation des grandes surfaces au sein de la commission nationale d'urbanisme commercial ; (p. 6774) : son amendement : motivation et publication de l'avis de la commission nationale ; répond au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4937) : ses observations sur le projet de budget ; (p. 4938) : évoque les critiques contenues dans les rapports des commissions ; déséquilibre entre les secteurs primaire et secondaire ; volume du secteur tertiaire ; effets du pacte colonial ; situation de l'emploi ; émigration ; utilisation des crédits du FIDOM ; crédits utilisés pour couvrir des déficits d'exploitation ; ses observations sur le prêt à la société de gérance des sucreries réunies de la Martinique ; exonération des bénéficiaires des entreprises métropolitaines réinvesties dans les DOM ; fraude électorale ; droit de réponse du sénateur-maire de Cayenne ; présence de la Légion étrangère en Guyane ; bilan d'échec pour une politique conservatrice ; nécessité d'un changement de politique.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Tourisme** [15 novembre 1973] (p. 5818) : objectifs du secrétaire d'Etat au tourisme et au programme commun de la gauche ; contradiction entre les espoirs et la réalité des moyens ; politique d'apparat et apparence de politique ; aspect social du tourisme ; sa question sur la mise en œuvre de la politique formulée ; exemple des gîtes ruraux ; situation dans le département de la Savoie ; disproportion entre le tourisme social et le tourisme de profit, concentration capitaliste dans le secteur touristique ; maintien de la politique touristique et problème foncier ; taux de réalisation du VI^e plan pour le tourisme social.

— **Rappel au règlement** [12 novembre 1973] (p. 5556) : sort réservé aux questions écrites ; délais de réponse ; transfert d'une question écrite d'un ministre à un autre.

— **Projet de loi relatif aux combattants d'Afrique du Nord** (n° 723). **Discussion des articles** [11 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6843) : ses observations sur les domaines respectifs de la loi et du règlement ; ses arguments juridiques concluant au caractère législatif de la définition des critères d'attribution de la carte du combattant.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, signée à Oslo le 15 février 1972** (n° 728), rapporteur. **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7151) : approbation et ratification ; (p. 7152) : lutte contre la pollution des mers ; accident du *Torrey Canyon* ; pollution accidentelle et pollution volontaire ; convention de Londres de 1954 relative aux rejets d'hydrocarbures ; convention

d'Oslo et convention de Londres du 29 décembre 1972 ; dispositions spéciales de la convention d'Oslo ; régime des rejets ; compétence pour l'application de la convention ; contrôle international ; ses observations sur la portée de la convention ; (p. 7153) : problème de la prévention de la pollution, mesures prises par le Canada.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de ses protocoles additionnels n°s 1, 3, 4 et 5** (n° 743). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7281) : intervient sur la motion de renvoi en commission déposée par son groupe ; regrette les propos du ministre au sujet de la commission européenne des droits de l'homme ; expose les raisons du dépôt de la motion de renvoi du texte en commission ; réserves formulées et problème plus général des prérogatives respectives du Gouvernement et du Parlement en matière de conclusion d'engagements internationaux ; politique agricole commune et dessaisissement du Parlement ; pose la question de savoir si le Gouvernement doit ou non soumettre les réserves au Parlement ; évoque la position de Briand à propos du remboursement des dettes américaines ; (p. 7282) : ses observations sur l'article 53 de la Constitution, propose de considérer que les réserves font partie intégrante du traité international et qu'elles doivent être communiquées au Parlement ; sa démonstration sur le plan du contrôle de la constitutionnalité ; sur le plan de la nature juridique de l'autorisation législative et sur le plan du contrôle parlementaire et politique, réserves soumises au Parlement avec des réticences, retrait de la motion de renvoi.

1974

— **Déclaration de politique gouvernementale** [5 juin 1974] (p. 2497) : interrogation sur la nature du changement proposé ; le vieux « fossile » qu'est le gaullisme ; l'énarchie investit les places fortes ; (p. 2497) : M. Michel Debré ; absence d'imagination et de personnalité des énarques ; pouvoir concentré à l'Elysée ; le rôle réel de M. Chirac ; les techniciens aux postes clés ; ministère des réformes ou « ministère de la mouche du coche » ; (p. 2498) : entreprise d'asservissement des postes périphériques ; l'opposition ne demande pas l'aumône d'un statut ; les voix des Comores ; héritage d'une gestion dont le coût social est exorbitant ; (p. 2499) : déficit de notre commerce extérieur estimé à 30 milliards par les experts de l'OCDE ; une autre politique à faire : M. Chirac se trompe de siècle.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution**

(n° 1181). **Première lecture. Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4862) : le rite d'octobre des révisions constitutionnelles ; une nouvelle révision mal engagée ; la fausse fenêtre de la révision ; critique à l'égard de la composition du conseil qui est de nature essentiellement politique ; (p. 4863) : « l'interprétation présidentiale » de la Constitution aurait exigé que le Président de la République propose une réforme de plus grande ampleur ; les propositions socialistes : abrogation de l'article 16, réforme du conseil supérieur de la magistrature, modifications de la composition du Conseil constitutionnel. **Discussion des articles. Après l'Article 3** (p. 4956) : amendement n° 17 rectifié : fait dépendre l'entrée en vigueur de la révision d'une modification de la composition du Conseil constitutionnel et de l'élection de son président par les membres eux-mêmes ; repoussé après scrutin public. **Sur l'ensemble** (p. 4957) : ce qui touche aux libertés c'est la composition du Conseil constitutionnel ; il est tendancieux de vouloir, comme M. Gerbet, se prémunir contre les menaces que la gauche ferait peser sur les libertés ; le ministre de l'intérieur ne devrait pas être le maître d'œuvre du code des libertés ; les socialistes ne voteront pas le projet de révision. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974] (p. 5160) : son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 1 présenté par M. Krieg : possibilité de saisir le Conseil constitutionnel par un dixième au moins des membres de chaque assemblée ; devenu sans objet à la suite de l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Charles Bignon. **Troisième lecture. Discussion des articles. Article 2** (p. 5193) : s'étonne de l'insistance mise par le Gouvernement à faire adopter une révision constitutionnelle qui, au total, s'analyse en une simple mesure personnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Qualité de la vie. — III. Tourisme [31 octobre 1974] (p. 5715) : analyse des crédits ; les investissements ; les inégalités sociales ; le tourisme social ; la TVA sur les terrains de camping et hôtels de préfecture ; l'aide à l'effort privé et spéculatif ; (p. 5716) : le « plan neige » ; l'aide à la pierre ; la prime spéciale d'équipement hôtelier ; les chambres d'hôte ; le chèque vacances ; les échanges touristiques ; la promotion à l'étranger ; la préservation de la nature ; l'étalement des vacances ; le tourisme en milieu rural ; les organismes de loisirs populaires ; une autre politique de loisirs.

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5966) : craint que les moyens trop minces du ministère aient été ajustés à sa politique ; le veto de la France à l'expulsion de la Répu-

blique sud-africaine de l'ONU ; la politique au Proche-Orient ; la crise actuelle est une crise du capitalisme international ; (p. 5967) : les dangers d'un retour à la politique « du gros bâton » ; la position commerciale de la France est affaiblie ; situation de l'Europe monétaire rendue difficile par la nature capitaliste des régimes politiques ; la politique étrangère du programme commun. **Titre III - Titres IV, V, VI** (p. 5986, 5987) : le groupe socialiste vote contre.

Commission mixte paritaire [19 décembre 1974] (p. 8138) : ses observations relatives aux travaux de démoustication ; regrette que le taux de TVA applicable aux salons de coiffure n'est pas été réduit.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'ordre judiciaire entre la France et Madagascar** (n° 953). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6924) : interroge le secrétaire d'Etat sur les critères en vertu desquels un traité est ou non soumis à l'approbation du Parlement ; rappelle que l'article 53 de la Constitution repose sur un critère matériel ; la jurisprudence des tribunaux administratifs et judiciaires revient à ne pas contrôler la régularité de la ratification ou de l'approbation d'un accord dès lors qu'il est publié au *Journal officiel* ; présente une analyse en trois points du système juridique acceptable ; (p. 6925) : principe de la compétence réglementée du Gouvernement ; informer la commission des affaires étrangères des traités et accords internationaux que le Gouvernement se propose d'approuver ; déplore l'intervention de nombreux autres services que le Quai d'Orsay dans la conclusion des accords internationaux.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7108) : le texte porte la marque à la fois d'une inspiration libérale et d'une discrimination sociale ; (p. 7109) : le refus de remboursement par la sécurité sociale ; la tarification ne suffit pas à éviter la discrimination par l'argent.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° 776) [5 décembre 1974] (p. 7444) : demande un vote par division sur l'article premier.

1975

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° 946). **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1975] (p. 1596) : rapidité de l'évolution du monde agricole ; une législation dépassée ; les difficultés du remembrement : commission peu représentative, autoritarisme de sa procédure,

spéculation foncière ; (p. 1597) : les insuffisances du projet de loi ; impossibilité de réformer le remembrement en ignorant la législation sur les plans d'occupation des sols ; les amendements du groupe socialiste. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1600) : son amendement n° 9 : doter les communes concernées par le remembrement d'un plan d'occupation des sols ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 1604) : son amendement n° 14 : composition de la commission communale de réorganisation foncière et de remembrement ; repoussé ; (p. 1609) : son amendement n° 15 : réanimation des accès dans les travaux connexes aux opérations de remembrement ; adopté ; son amendement n° 16 : échanges amiables ; repoussé. **Après l'Article 9** (p. 1615) : son amendement n° 34 : dépôt d'un projet de loi de programme définissant le volume et les conditions de financement des remembrements pour la période du VII^e plan ; repoussé. **Deuxième lecture Discussion des articles** [18 juin 1975]. **Article premier** (p. 4355) : son amendement n° 1 : doter les pouvoirs publics des moyens de lutter contre la spéculation foncière ; limiter l'opération de remembrement aux terres à vocation agricole ou simplement rurale ; retiré. **Article premier bis** (p. 4356) : regrette que le Sénat ait renoncé à l'élection des nouveaux propriétaires qui seront appelés à siéger au sein de la commission communale de réorganisation foncière ; (p. 4359, 4360) : est favorable à l'article 11. **Explications de vote** (p. 4360) : note que le texte est en retrait par rapport au texte voté en première lecture ; l'abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° 1479). **Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Article 5** (p. 2099) : son amendement n° 61 : supprimer le texte proposé ; garantie que constitue la collégialité ; repoussé ; (p. 2100) : son amendement n° 3 : renvoi à une formation collégiale de droit sur demande des magistrats, du ministère public ou du prévenu ; repoussé ; (p. 2101) : son amendement n° 54 : aux mots « près du tribunal de grande instance » substituer les mots « assemblée générale du tribunal » ; repoussé.

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, autorisant l'approbation d'accord de coopération et d'une convention consulaire entre la France et le Cameroun** (nos 1578, 1579, 1580, 1581). **Accord de coopération franco-camerounais en matière de justice. Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2399) : demande au Gouvernement qu'il présente un tableau de sa pratique en matière d'application de l'article 53 de la Constitution.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° 1481). **Première**

lecture. Discussion générale [15 mai 1975] (p. 2750) : la nécessité de vider les prisons avant l'été ; (p. 2751) : l'expédient fort contestable que représente le projet de loi ; le caractère de contrainte du contrôle social substitué à l'incarcération ; placer le système du contrôle sous l'autorité de la magistrature du siège ; la discrimination sociale qui imprègne notre justice ; l'état de pénurie qui caractérise l'organisation judiciaire et pénitentiaire ; le précédent de la loi de 1970 ; (p. 2752) : le caractère dérisoire du projet face à la montée des périls ; un système qui craque ; l'insuffisance des « bonnes œuvres » de Mme Dorlhac ; la mise en place d'un système policier, faute d'une justice apte à dominer la situation. **Discussion des articles : Après l'Article 7** (p. 2760) : sur l'amendement n° 85 de M. Kalinsky s'élève contre la position du Gouvernement. **Après l'Article 8** (p. 2763) : s'élève contre les amendements nos 14 et 15 de M. Gerbet ; la contradiction existant entre ces amendements et les traditions du droit français ainsi qu'avec les règles du partage international des compétences ; (p. 2764) : souligne le caractère exceptionnel de la mesure proposée par M. Gerbet ; suggère une extension moins grande de la compétence des tribunaux français ; [16 mai 1975] : **Article 15** (p. 2828) : son amendement n° 54 : moduler l'amende infligée par le tribunal ; retiré ; son sous-amendement n° 82 : vocation donnée au juge de fractionner le paiement de l'amende ; devenu sans objet. **Après l'Article 17** (p. 1829) : son amendement n° 55 : abroger l'article 314 du code pénal qui introduit la solidarité pénale par le biais de la loi anti-casseurs ; repoussé ; (p. 2830) : pense que la loi anti-casseurs est une loi scélérate. **Article 19 : Article 43-3 du code pénal** (p. 2832) : sur l'amendement n° 21 de M. Gerbet, estime très grave la possibilité de priver un coupable de son gagne-pain ; (p. 2835) : appelle l'attention sur le cas où le véhicule est indispensable pour se rendre sur les lieux de travail ; son amendement n° 57 : le retrait du permis de conduire ne pourra être infligé s'il entrave l'activité professionnelle ; repoussé. **Article 20 : Article 469-3 du code de procédure pénale** (p. 2837) : son amendement n° 58 : favoriser la réinsertion sociale du délinquant ; adopté ; (p. 2838) : son amendement n° 59 et son sous-amendement n° 83 : prévoir dès le jour de la première audience ce que sera le maximum de la peine envisagée par le tribunal ; retiré. **Article 24** (p. 2839) : son amendement n° 60 : revenir, en matière de sursis, au système actuel qui est plus libéral ; adopté. **Article 32** (p. 2841) : ses sous-amendements nos 61 et 62 à l'amendement n° 32 de M. Gerbet : réserver la décision en la matière au juge et non au parquet ; repoussés. **Article 33** (p. 2842) : son amendement n° 63 :

nouvelle rédaction de l'article 720-1 du code de procédure pénale ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 33 de M. Gerbet. **Après l'Article 40** (p. 2845) : son amendement n° 64 : devenu sans objet. **Article 46** (p. 2848) : son amendement n° 66 : abroger l'article 775 du code de procédure pénale ; se prononce pour une réforme radicale du casier judiciaire ; regrette que l'idée de l'institution d'un certificat de non-incapacité n'ait pas été retenue par le Gouvernement ; retiré. **Avant l'Article 56** (p. 2850) : son amendement n° 72 : créer un fonds de garantie et d'indemnisation des victimes se substituant au condamné défaillant ; prend acte de l'engagement du garde des sceaux ; retiré. **Après l'Article 58** (p. 2854) : regrette que le projet de loi auquel a fait allusion le garde des sceaux émane du ministère de l'intérieur et non du ministère de la justice. **Article 59** (p. 2854, 2855) : son amendement n° 73 : rendre intégralement applicables aux territoires d'outre-mer le code de procédure pénale et l'ordonnance du 2 février 1945 ; repoussé. **Explications de vote** (p. 2856) : sa déception à la suite du débat qui vient d'intervenir ; redoute le caractère d'expédient des dispositions votées ; l'abstention du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 19 : Article 43-2 du code pénal** (p. 4909) : sur l'amendement n° 23 du Gouvernement, juge préférable de préciser en fonction des cas les interdictions professionnelles ; considère dangereux les effets de l'amendement ; (p. 4910) : n'est pas convaincu par les arguments du Gouvernement. **Article 33** (p. 4912) : est défavorable à l'amendement n° 15 de M. Gerbet. **Article 46** (p. 4913) : son amendement n° 24 : retirer du casier judiciaire toute condamnation avant fait l'objet d'un sursis et prononcée depuis cinq ans ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4917) : le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche s'abstient.

— **Proposition de loi portant statut de la magistrature** (n° 1511). **Discussion générale** [16 mai 1975] (p. 2857, 2858) : l'expédient condamnable que constitue la proposition de loi ; les promesses faites par le garde des sceaux en 1970 ; le recrutement possible de magistrats dociles par la voie du recrutement latéral ; les amendements qu'il a déposés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2859) : son amendement n° 1 : limiter le nombre des magistrats recrutés par la voie latérale ; repoussé ; (p. 2860) : son amendement n° 2 : remplacer les mots « des premier et second grades », par les mots « du premier groupe du second grade » ; reconnaît qu'il y a d'excellents magistrats recrutés par la voie latérale ; pense néanmoins que ce procédé de recrutement permet de faire

accéder des juges plus dociles dans le corps de la magistrature ; repoussé.

— **Proposition de loi relative à la défense de la langue française** (n° 517). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 3859) : son amendement n° 3 : préciser que les langues régionales ne sont pas considérées comme étrangères ; repoussé. **Deuxième lecture** [19 décembre 1975] (p. 10126) : sa question au rapporteur sur l'application de la loi dans le domaine des propos tenus à la télévision par les journalistes.

— **Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours** (n° 1587). **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4159) : l'apparition d'agences de voyages véreuses et de fausses associations ; l'asphyxie des grandes associations du tourisme populaire par application de l'article 7 du projet ; une disposition absurde ; atteindre les fausses associations par le recours au contrôle d'activités d'associations ; le projet de construction d'un bureau de tourisme populaire dans la baie de Villefranche-sur-Mer. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4164) : son amendement n° 11 : supprimer l'exigence de la réciprocité pour que joue le mécanisme de garantie prévu par l'article ; adopté. **Article 6** (p. 4165) : demande de quel ordre de grandeur sera la garantie financière exigée des associations sans but lucratif. **Article 7** (p. 4166) : son amendement n° 8 : supprimer le second alinéa de l'article 7 ; fait valoir que le secrétaire d'Etat n'a jamais dit clairement que le second alinéa de l'article 7 ne s'appliquerait pas aux associations de tourisme populaire ; (p. 4166, 4167) : maintient que pour développer le tourisme social, il faut permettre aux associations de se faire connaître à l'ensemble du public ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4292) : défend sa demande d'exception d'irrecevabilité ; l'absence de toute disposition normative dans le projet de loi ; la jurisprudence du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat en la matière ; un projet de loi de pleins pouvoirs qui est un détournement de procédure ; l'illusion des réformes truquées.

— **Rappel au règlement de M. Roland Leroy** [26 juin 1975] (p. 4777) : ses observations.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4940) : doute que la France ait une politique étrangère ; la politique ambiguë et hésitante du ministre ; les ambiguïtés en ce qui concerne le Tiers Monde ; (p. 4941) : le caractère trop commercial de la politique française ; la politique commerciale d'armement

de la France ; le cas des Français détenus au Chili ; l'échec de la conférence tripartite.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, concernant le développement de l'éducation physique et du sport (n° 1728). Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 6** (p. 6552) : son amendement n° 27 : compléter la création du DEUG sportif par un cursus complet des études supérieures ; repoussé. **Article 7** (p. 6554, 6555) : demande que l'on n'assimile pas l'alpinisme aux autres sports ; affirme que le problème de la formation des guides doit être traité en même temps que celui des autres professions de la montagne. **Article 9** (p. 6557) : son amendement n° 50 : supprimer le troisième alinéa de l'article 9 ; se déclare satisfait par l'amendement n° 69 du Gouvernement ; retiré. **Article 11** (p. 6561) : son amendement n° 52 : compléter le cinquième alinéa de l'article 11 par les mots « avec la collaboration des enseignants de la discipline intéressée » ; repoussé. **Article 14** (p. 6564, 6565) : juge que le législateur doit intervenir pour protéger les emblèmes de l'idéal olympique français ; souhaite que l'amendement n° 63 de M. Jacques Blanc soit adopté. **Après l'Article 14** (p. 6567) : demande un vote par division des amendements n° 11 de M. Rickert et n° 54 de M. Wagner ; l'inégalité devant le service militaire qui paraît être instituée à la lecture des seconds paragraphes de ces deux amendements ; renonce à sa demande de vote par division. **Après l'Article 16** (p. 6570) : son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 59 de M. Rickert : garantir la non-politisation du sport d'élite afin d'assurer sa complète indépendance. **Article 20** (p. 6571) : son amendement n° 14 : garantir par la loi aux établissements de tous ordres d'enseignement la possibilité de disposer des moyens de base nécessaires à l'éducation physique et sportive ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). Deuxième partie :**

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7551, 7552) : la dégradation des moyens budgétaires du ministère des affaires étrangères ; la stagnation des contributions internationales ; les restrictions dans le domaine des relations culturelles et scientifiques ; les relations avec les Etats-Unis ; l'emprise des sociétés multinationales ; l'attitude du Gouvernement face à l'Europe du Sud, notamment le Portugal et l'Espagne ; le dialogue Nord-Sud ; les positions prises par le Gouvernement sur la charte économique des nations ; l'aide publique aux pays en voie de développement ; (p. 7553) : le problème des armes à destination de l'Afrique du Sud ; (p. 7574, 7575) : sa ques-

tion relative à l'aide française aux pays en voie de développement. **Explication de vote** (p. 7575) : le groupe socialiste et des radicaux de gauche votera contre les crédits.

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7691) : l'émotion de la population de Chambéry à la suite du jugement relatif au criminel Touvier.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8309) : la lutte contre les moustiques en Languedoc-Roussillon. **Examen des crédits. Article 73** (p. 8317) : s'oppose au sous-amendement n° 248 du Gouvernement qui irait contre les intentions de l'amendement n° 83 de M. Fossé et de l'article 73 du projet de loi.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1174). Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Après l'Article 4** (p. 8990) : son amendement n° 6 repoussant l'entrée en vigueur du texte après la promulgation des mesures nécessaires à la remise en ordre des carrières des personnels intéressés ; repoussé. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [19 décembre 1975] (p. 10124, 10125) : estime que l'article 12 n'organise pas une véritable promotion pour les secrétaires greffiers ; le vote négatif du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 1175). Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8978) : son amendement n° 7 subordonnant l'entrée en vigueur de l'article premier à la remise en ordre des carrières des personnels intéressés ; repoussé ; (p. 8979) : proteste contre les propos du secrétaire d'Etat à la fonction publique qui pourraient laisser croire à une rémunération très élevée de l'ensemble des hauts fonctionnaires.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, sur le vote des Français établis hors de France (n° 1922). Discussion des articles** [17 décembre 1975]. **Après l'Article 3** (p. 9920) : son amendement n° 11 : radiation automatique des électeurs inscrits sur une liste électorale en France métropolitaine ou dans les départements et territoires d'outre-mer, inscrits sur une liste de centre ; (p. 9921) : insiste sur l'avantage de son amendement qui règle les problèmes de la qualification ou de l'immatriculation des intéressés ; repoussé. **Article 5** (p. 9922) : son amendement n° 10 : placer les Français établis à l'étranger sous le même régime que ceux qui votent en France, notamment à propos de l'établissement des listes électorales ; retiré. **Après l'Article 10** (p. 9922, 9923) : son amendement n° 12 : interdire l'ouverture d'un centre de vote si les documents de propagande ne sont pas parvenus aux électeurs ; repoussé. **Article 13** (p. 9923) : son amendement n° 13 : vérifier avant l'établissement des procurations que les

électeurs intéressés n'ont pas demandé leur inscription sur une liste de centre ; repoussé. **Après l'Article 15** (p. 9924) : son amendement n° 14 : faire présider les bureaux de vote ouverts dans un centre par des magistrats ; regrette que le Gouvernement persiste à vouloir faire présider les bureaux de vote par les fonctionnaires ; repoussé ; son amendement n° 15 : choix par le Conseil constitutionnel dans chaque centre de vote d'un représentant choisi parmi les membres du corps diplomatique ou consulaire ; repoussé ; (p. 9925) : son amendement n° 16 : alignement des droits des électeurs inscrits sur des listes à l'étranger sur ceux des électeurs inscrits en métropole à l'égard du dépouillement, des votes et de la proclamation des résultats ; (p. 9925, 9926) : accepte le sous-amendement de M. Krieg à son amendement n° 16 ; son désaccord avec le sous-amendement de M. Poniatowski ; (p. 9926) ; juge indispensable un délai de vingt-quatre heures au moins pour la consultation des procès-verbaux ; son amendement n° 16 : adopté après adoption du sous-amendement de M. Krieg, rapporteur, et d'un sous-amendement du Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1975] (p. 10167) : les atteintes portées au fonctionnement parlementaire : conditions de désignation des membres du comité chargé d'étudier les améliorations à apporter aux interventions foncières des collectivités locales, raisons du refus de M. Dubedout d'y siéger.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° 2138 rectifié). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Article 2** (p. 1379) : son amendement n° 4 : inapplication de l'article aux contribuables dont le total des bases d'imposition excède 300.000 F ; ne pas détourner le bénéfice de l'article au profit des grandes sociétés ; (p. 1380) : estime que les avantages fiscaux sans discrimination ne sont pas les plus aptes à favoriser l'emploi ; repoussé.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974** (n° 2063). **Discussion des articles** [28 avril 1976]. **Après l'Article 17** (p. 2353) : son amendement n° 5 : liste des entreprises publiques et privées ayant reçu une aide du fonds de développement économique et social ; repoussé ; (p. 2354) : défend l'amendement n° 6 de M. Duffaut : permettre au Parlement de connaître avec précision le montant des recouvrements et des recettes fiscales ayant donné lieu à émission des rôles au profit du budget général ; retiré ; (p. 2355) :

son amendement n° 7 présenté par M. Duffaut : soumettre les fonds de concours qui ont de plus en plus d'importance à un minimum de réglementation budgétaire ; repoussé ; défend l'amendement n° 8 de M. Duffaut : ne sont pas approuvées les opérations intervenues en application du décret n° 75-139 du 10 mars 1975 ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 3** (p. 2659) : défend l'amendement n° 17 de M. Duffaut : déposer avant le 1^{er} juin 1976 un projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles l'Etat accordera sa garantie dans le cadre des accords visant à restructurer l'industrie de l'informatique ; insiste sur les sommes qui seront engagées par le Gouvernement ; considère que le comité technique de la nouvelle compagnie est le reflet de l'inégalité technologique entre les partenaires ; évoque les accords Unidata ; juge que l'ampleur du débat dépasse celui d'un collectif budgétaire ; repoussé. **Article 6** (p. 2664) : insiste sur l'importance du transfert des attributions de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques à la Cour des comptes ; souhaite vivement l'adoption de l'amendement n° 26 de M. Duffaut ; (p. 2666) : relève que le projet de loi de finances rectificative annule certains crédits de la Cour des comptes.

— **Rappel au règlement** [2 juin 1976] (p. 3638) : nécessité d'un débat relatif à l'école nationale d'administration.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3720) : ne sait pas si la réforme est essentielle ou secondaire, mais le texte est symbolique des contradictions de la majorité présidentielle ; il faut taxer les plus-values, mais comment les taxer lorsqu'on s'appuie sur des Gobseck et des Nucingen ; la commission des finances a pris toutes les précautions nécessaires pour aboutir à une exonération de fait des plus-values réalisées sur les valeurs mobilières alors que le projet tendait à les soumettre au droit commun ; (p. 3721) : nie l'affirmation de M. Coulais sur les exonérations qu'aurait votées l'opposition ; analyse les différents amendements propres à aboutir à l'exonération des valeurs mobilières ; les dispositions relatives à la taxation des ventes d'objet d'art dues à la commission aboutissent à de multiples exonérations ; (p. 3722) : l'erreur du Gouvernement qui croit qu'il peut renier les bases sociales sur lesquelles il repose. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3920) : demande la réserve de l'amendement n° 86 de M. Duffaut car il est la conséquence de

deux amendements précédents ; (p. 3929) : s'étonne de la mise en discussion de l'amendement n° 292 de M. Schloesing car il n'avait pas le sentiment que l'article 2 ait été adopté ; (p. 3931) : estime que l'amendement de suppression n° 86 de M. Duffaut doit être transformé en sous-amendement et qu'il faut le maintenir réservé en tant que tel ; (p. 3932) : pense que le vote sur l'ensemble de l'article 2 devrait être réservé. **Article 3** (p. 3935) : demande la réserve de l'amendement n° 87 de M. Duffaut qui est lié à l'article premier ; [10 juin 1976] (p. 3960) : invite le Gouvernement à accepter la discussion de l'article premier à propos de l'amendement n° 186 de M. Ginoux. **Article 4** (p. 3974) : **Rappels au règlement** : estime incohérent le vote sur des amendements de suppression qui poursuivent des buts opposés ; demande la réserve de l'amendement n° 88 ; (p. 3975) : voit mal comment la suppression de l'article 4 pour des raisons opposées rendra les choses plus claires ; (p. 3978) : regrette que M. Fourcade fasse des pas importants dans le sens des exonérations ; (p. 3979) : demande que l'amendement n° 280 soit voté avant l'amendement n° 129 ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4121) : soutient le sous-amendement n° 336 de M. Duffaut établissant un plafond d'exonération à 200.000 F par part d'impôt sur le revenu ; (p. 4122) : estime que refusant l'amendement n° 336, le Gouvernement avantage les résidences secondaires de luxe ; le sous-amendement n° 338 de M. Sourdille reviendrait à exonérer de l'impôt des plus-values très importantes ; sous-amendement n° 336 repoussé ; (p. 4130) : est favorable à l'inclusion des obligations dans le champ d'application de la loi, mais indique que cette inclusion permet de tourner la loi par le biais de l'emprunt 4,5 % de 1973 ; ce mécanisme serait aggravé si l'Assemblée votait l'amendement de M. Marette repris par la commission et tendant à créer un compte spécial d'investissements ; votera en fonction des décisions qui seront prises à propos de l'emprunt 4,5 % 1973 et à propos de l'amendement n° 135 ; demande la réserve de l'amendement n° 135 ; [16 juin 1976] (p. 4189) : aimerait savoir combien l'application du projet de loi rapportera ou coûtera au Trésor ; se demande si l'article 40 ne devrait pas être appliqué dès maintenant à certains amendements ; (p. 4198) : défend l'amendement de coordination n° 91 de M. Duffaut ; souhaite que cet amendement n° 91 soit réservé ; amendement n° 91 réservé ; (p. 4201) : déclare que la réserve de l'article 5 serait moins fâcheuse que celle de l'article premier ; accepte de retirer son amendement n° 91. **Article 6** (p. 4205) : demande à M. Fourcade des précisions sur les effets de l'amendement de M. Mario Bénard

relatif à l'article 35 A ; (p. 4216) : déclare que l'amendement n° 96 de M. Duffaut est devenu sans objet ; retiré ; (p. 4220) : s'abstiendra dans le vote du sous-amendement n° 340 de M. Sourdille ; (p. 4222) : retire l'amendement n° 97 de M. Duffaut ; (p. 4225) : sur les amendements n° 288 de M. Gerbet et n° 304 de M. Marie, considère que les arguments développés ne sont pas des arguments sociaux ; (p. 4227) : soutient l'amendement n° 98 de M. Duffaut tendant à supprimer le paragraphe IV de l'article 6 ; demande la réserve de cet amendement n° 98 ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4277) : se demande qui la loi va privilégier ; écarte les arguments économiques relatifs au financement du VII^e plan ; déclare que favoriser de manière exorbitante les valeurs boursières serait s'attaquer aux symptômes et non aux causes du mal qui tient à la structure du capitalisme français ; souligne que les exemples étrangers sont difficilement applicables en France ; le groupe socialiste votera comme un moindre mal le sous-amendement n° 345. **Article 9** (p. 4295) : souligne le caractère spéculatif du marché des objets d'art et des métaux précieux ; indique que tant les risques que la possibilité d'y réaliser une plus-value importante sont considérables ; soutient le taux de 4 % qu'il n'estime pas excessif ; (p. 4300) : trouve contestable d'encourager l'exportation d'objets d'art comme le fait l'amendement n° 166 de M. Papon. **Article 10** (p. 4307) : retire son amendement n° 251 dont la motivation était la même que celle des amendements n°s 27, 67, 225 et 264 mais qui différerait légèrement par sa rédaction ; (p. 4308) : estime qu'il faudra voter les amendements n°s 27, 67, 225 et 264. **Article 11** (p. 4312) : soutient l'amendement n° 100 de M. Duffaut ; repoussé ; [22 juin 1976] : **Article premier (suite)** (p. 4463) : demande à M. Fourcade de préciser combien rapportera le nouvel impôt. **Seconde délibération** [22 juin 1976]. **Article 5** (p. 4476) : son amendement n° 9 de clarification ; estime que des privilèges extravagants sont accordés aux plus-values réalisées en Bourse et qu'il convient de ne pas maintenir les emprunts d'Etat en dehors du champ d'application de la loi ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la validation des brevets d'Etat de moniteur et de professeur de ski nordique de fond (n° 2254).** **Discussion générale** [4 juin 1976] (p. 3812) : l'importance du ski de fond répondant à deux besoins : la démocratisation du ski, la sauvegarde des petites communes montagnardes qui doivent être aidées ; un plan de neige nordique ; le complément de formation des moniteurs de ski de fond ; regrette que le secrétaire d'Etat demande la validation, mais nécessité de cette validation.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4876) : défend l'amendement n° 23 de M. Le Pensec érigeant les régions en collectivités territoriales, ayant des activités particulièrement importantes dans le domaine du développement économique, social et culturel ; objecte à M. Durafour que le Gouvernement prévoit un renforcement de l'autonomie des collectivités locales ; vote sur l'amendement n° 23 réservé ; (p. 4894) : sollicite de M. Icart une mesure exceptionnelle en faveur du VII^e plan afin d'examiner les amendements discutés au début de la séance du 29 juin à propos des autorisations de programme et des crédits de paiement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6623) : défend l'amendement n° 73 de M. Besson : conditions d'exonération des revenus provenant de pensions de retraite versées en 1975 au titre de la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1974 ; les problèmes posés par le passage du système de versement trimestriel à celui de versement mensuel ; (p. 6624) : maintient l'amendement n° 73 ; repoussé ; (p. 6627) : votera l'amendement n° 74 de M. Defferre défendu par M. Houteer en faveur des rapatriés. **Article 6** (p. 6649) : défend l'amendement n° 56 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article 6 ; réservé. **Article 10** (p. 6663) : le peu d'efficacité des mesures envisagées en matière de fret vers les DOM ; les dangers pour l'armement public français ; la mise en cause d'une compagnie générale maritime ; l'exclusion de la disposition d'aide aux transports internationaux ; s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Rocca-Serra. **Après l'Article 11** (p. 6668) : défend l'amendement n° 79 de M. Duffaut : conditions dans lesquelles peut intervenir un dégrèvement automatique de la majoration de la taxe d'habitation ; la brutalité des effets de la loi du 29 juillet 1975 ; étalement sur cinq ans de l'application de la réforme ; l'intervention de M. Dubedout en faveur de cette réforme de justice fiscale ; la brutalité de ses effets ; souhaite tirer la leçon de la loi du 29 juillet 1975 ; amendement n° 79 repoussé. **Commission mixte paritaire** [26 octobre 1976] (p. 7017) : la commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault ; la difficulté de surmonter le secret fiscal ; une interpénétration des problèmes fiscaux et des problèmes d'utilisation des fonds publics ; pose le problème de la levée du secret fiscal dès l'abord ; son amendement proposant que le secret fiscal ne sera pas opposé aux investigations de la commission d'enquête ; (p. 7018) :

les responsabilités de l'Assemblée ; demande au Gouvernement s'il entend montrer qu'il est prêt à donner au Parlement les moyens de mener son enquête ; un test de sincérité et de volonté ; (p. 7019) : souhaite connaître l'emploi des fonds publics ; ne se place pas du point de vue de l'irrégularité pénale mais d'un point de vue politique ; pose autant le problème de l'évasion fiscale que celui de la fraude fiscale ; s'inquiète sur la souveraineté du Parlement dont les commissions d'enquête n'ont pas les moyens d'exercer leur mission.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6791) : le décalage entre l'importance théorique du débat budgétaire et la réalité des propos ; le caractère factice du budget : de faux équilibres camouflant de réels déficits ; manque de crédibilité du budget : l'application d'une politique de récession plaquée sur les structures inflationnistes ; les mesures classiques de refroidissement dans une conjoncture maussade ; le commerce extérieur en déclin ; inquiétude devant l'environnement international ; études sectorielles des BTP ; l'attitude passive du Gouvernement devant les chômeurs ; les femmes chômeurs ; l'objectif du Gouvernement : non pas réduire l'inflation mais modifier la répartition du produit national entre les salaires et les profits ; (p. 6792) : la difficulté de relancer l'investissement ; critique de la politique monétaire ; incohérence du budget en matière d'entreprises publiques ; le blocage des tarifs ; la réduction de la dotation en capital permettant de combler le déficit ; la lutte inflationniste de l'équilibre budgétaire ; les causes financières et structurelles de l'inflation ; les fausses économies en matière de santé, de collectivités locales ; l'absence de priorité en dehors de la défense nationale ; les prêts bonifiés ; la réduction du budget des charges communes ; critique de la manière dont le Parlement sera associé à l'étude de la réforme fiscale ; (p. 6793) : la nécessité de s'attaquer au délabrement des structures financières et budgétaires.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6868) : son amendement n° 183 défendu par M. Lamps ; (p. 6869) : un amendement commun des problèmes d'actualité ; accepte d'aller à contre-courant en défendant les collectivités locales qui réclament l'exonération de la TVA, en souhaitant mettre fin aux abus causés par le quotient familial, en modifiant le régime de l'amortissement ; les possibilités d'assurer le financement des entreprises différemment ;

le problème de l'autofinancement. **Rappel au règlement** (p. 6871) : application de l'article 100, paragraphe 7, du règlement ; temps de parole. **Article 2** (p. 6874) : soutient l'amendement n° 131 de M. Duffaut : la modification du barème de l'impôt sur le revenu ; la remontée du seuil de l'abattement à la base ; la prolongation de ce barème vers les tranches supérieures ; l'équilibre du barème ; l'injustice de l'impôt sur le revenu ; un rapprochement de l'impôt allemand ; la progressivité au-delà d'une certaine somme ; (p. 6875) : le caractère non redistributif de la fiscalité française ; l'équilibre de l'amendement n° 131 ; repoussé ; (p. 6878) : soutient l'amendement n° 100 de M. Duffaut tendant à supprimer le paragraphe 5 de l'article 2 concernant le barème de l'impôt sur le revenu pour l'exercice 1978 ; un paragraphe relevant de la politique fiction ; adopté ; (p. 6883) : indique que le sous-amendement n° 190 de M. Bizet n'apporte pas grand-chose à la législation existante ; (p. 6885) : soutient le sous-amendement n° 138 de M. Duffaut clarifiant les renseignements mis à la disposition des contribuables ; adopté ; (p. 6886) : son sous-amendement n° 195 prévoyant que les listes seraient affichées dans les perceptions ; les difficultés des petites communes ; la création d'une charge supplémentaire aux collectivités locales sans prévoir le financement ; les difficultés de déplacement ; adopté ; (p. 6887) : soutient le sous-amendement n° 139 de M. Duffaut prévoyant que les séances de jugement sont publiques ; un amendement de caractère technique tendant à mettre en cohérence la procédure devant les tribunaux administratifs et la procédure instituée par le Gouvernement ; un souci de cohérence interne dans le cadre du CGI ; rendre sa cohérence à l'ordonnance du 31 juillet 1945 ; fait référence à l'Assemblée constituante ayant établi en 1791 le principe de la publicité de l'impôt ; retiré [22 octobre 1976]. **Article 3** (p. 6932) : défend l'amendement n° 101 de M. Duffaut : assimilant le régime des déficits fonciers au régime retenu en 1965 pour l'imputation des déficits agricoles ; (p. 6934) : regrette le recours à la procédure de vote bloqué sur l'article 3 ; le débat ouvert qui avait été promis ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution en ce qui concerne l'article 3 modifié par l'amendement n° 111 de M. Goulet ; indique que le PSRG s'abstient sur l'article 3. **Article 5** (p. 6945) : les raisons pour lesquelles l'article 5 est mauvais ; la transaction proposée par MM. Icart et Papon ; demande la mise aux voix de l'amendement de suppression. **Article 6** (p. 6949) : les collectivités locales ramenées au droit commun en matière de TVA. **Article 8** (p. 6950) : le prélèvement conjoncturel ; la « serisette » ; un plan de refroidissement dans

une conjoncture maussade ; n'admet pas les critiques de M. Durafour concernant les chiffres qu'il a avancés sur la production industrielle ; ses trois remarques sur la conjoncture : les anticipations mauvaises des entrepreneurs, l'accroissement du PNB des Etats-Unis de 4 % depuis le mois de septembre, l'évolution de la production industrielle ; la surveillance des documents officiels ; les indices de production industrielle, en particulier dans les BTP ; (p. 6951) : les comptes de la nation indisponibles pour le simple député ; la signification de l'aggravation de la « serisette » ; [26 octobre 1976] : **Article 9** (p. 6982) : le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche vote contre. **Article 13** (p. 7002) : reprend à son compte l'amendement n° 45 de M. Papon ; le scandale de la pratique des pavillons de complaisance ; l'action insuffisante des services du ministère de l'économie et des finances, l'amendement n° 204 ne répond pas à l'intention de la commission des finances ; les insuffisances du droit maritime ; (p. 7008) : ses sous-amendements n°s 207 et 208 ; la parité des navires battant pavillon de complaisance avec les navires battant pavillon français ; la pénalisation des pavillons de complaisance ; critique de la référence à la résidence principale et de la rédaction de l'article 168 du CGI ; (p. 7009) : l'amendement n° 204 rectifié, plus sévère que le sien ; souhaite substituer le critère de nationalité à celui de résidence ; amendement n° 45 retiré ; sous-amendements n°s 207 et 208 retirés. **Article 17** (p. 7028) : soutient l'amendement n° 104 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article 17 ; une disposition inutile, préjudiciable à la Corse, et incohérente ; le produit de la vignette ; la privation de ressources pour la Corse ; une décision fâcheuse de désaffectation ; adopté. **Article 20** (p. 7036) : défend l'amendement n° 107 de M. Duffaut ; refuse de le retirer ; un texte initial tellement choquant ; l'amendement n° 202 très insuffisant ; amendement n° 107 adopté.

Deuxième partie :

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Après l'Article 72** (p. 8544) : son amendement n° 231 soutenu par M. Bouilloche ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [15 décembre 1976] (p. 9424) : un mauvais texte ; la majoration du taux de TVA appliquée au caviar ; la suppression de la forme de publicité de l'impôt envisagée par l'Assemblée ; (p. 9425) : le prélèvement conjoncturel ; le plateau Beaubourg ; le centre Georges-Pompidou ; les ressources du fonds d'équipement des collectivités locales ; les mesures en faveur de l'épargne ; les ressources des régions ; les crédits en faveur des mouvements de jeunes amputés.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault (n° 2522).** **Discussion de l'article unique** [3 novembre 1976] (p. 7428) : son amendement n° 2 : tendant à préciser que l'enquête portera sur le seul groupe Dassault ; les soutiens dont bénéficie Marcel Dassault ; la trahison de la pensée des socialistes et radicaux de gauche — un problème masqué ; le problème des comparaisons ; les difficultés d'assumer des fonctions trop larges ; examiner le seul problème des avances remboursables dans toute l'industrie aéronautique plutôt que toute l'affaire Marcel Dassault ; l'imbrication subtile de l'argent public et de l'argent privé ; un problème politique ; une vaste opération de protection de Marcel Dassault ; le rétablissement de l'objet de l'enquête par son amendement ; (p. 7429) : la chicane et la procédure empêchant la lumière sur l'affaire Marcel Dassault ; indique que le dernier paragraphe de son amendement ne prévoit nullement de régler à l'avance une loi non encore votée ; donner aux commissions d'enquête la possibilité d'effectuer réellement leur travail ; la couverture de Marcel Dassault dans cette affaire de secret fiscal ; le maquis de procédure de M. Foyer ; amendement n° 2 repoussé ; (p. 7431) : son amendement n° 3 indiquant que l'enquête portera par priorité sur le groupe Dassault concernant le secret fiscal ; repoussé. **Explications de vote** [3 novembre 1976] (p. 7433) : la proposition du parti socialiste et des radicaux de gauche dénaturée ; ce qui ne sera pas dit ; (p. 7434) : le refus de s'associer à une opération de protection ; l'abstention du PSRG à cette commission.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2148).** **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 13** (p. 8797) : la grave question des emprunts des PTT ; une curieuse simplification des conditions d'émission. **Avant l'Article 23** (p. 8807) : son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 28 de M. Foyer supprimant les mots « une nation » ; se laisser les possibilités de mesures de boycott économique ou de prohiber toute politique de discrimination raciale ; (p. 8808) : analyse de l'amendement n° 28 et de son sous-amendement n° 46 ; adopté. **Article 30** (p. 8814) : l'avantage de l'énumération. **Article 30 ter** (p. 8817) : l'amendement n° 16 de M. Chauvet, un amendement de repli.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630).** **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9155) : soutient l'amendement n° 21 de M. Duffaut supprimant l'article 3 ; ses réserves sur la

constitutionnalité de l'article 3 ; le niveau de l'endettement des entreprises publiques ; l'article 3 contestable et dangereux dans son principe même ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 9162) : demande un vote par division sur l'amendement n° 52 de M. Duffaut permettant de ne pas retenir une disposition relative à l'avoir fiscal ; souligne que le paragraphe premier de l'amendement n° 52 est équilibré ; les instructions données par le Gouvernement pour retarder le recouvrement de la taxe professionnelle ; le report de délai possible pour les redevables de la taxe d'habitation ; (p. 9166) : s'oppose à ce que l'on invoque l'article 41 de la Constitution sur l'amendement n° 32 de M. Neuwirth ; la nécessité d'une codification de la procédure administrative et non contentieuse ; rétablir les vraies responsabilités ; le soutien des fonctionnaires des finances. **Article 4** (p. 9167) : s'oppose à l'article 4 ; la protestation de toutes les organisations syndicales et patronales ; la diminution de l'aide au logement des travailleurs immigrés ; (p. 9168) : l'extension de l'effort à l'ensemble des entreprises. **Article 7** (p. 9177) : une affectation de recettes à l'intérieur du projet général contrairement à l'ordonnance de 1959 ; (p. 9178) : la nécessité d'une affectation budgétaire sous la forme d'un projet d'annexes ou d'un compte spécial du Trésor. **Après l'Article 11** (p. 9181) : soutient l'amendement n° 18 de M. Duffaut : la communication des documents statistiques relatifs au recouvrement des recettes fiscales et non fiscales aux présidents, rapporteurs généraux et rapporteurs spéciaux « voies et moyens » des commissions des finances des deux assemblées ; (p. 9182) : la sous-évaluation des recettes initiales ; la quasi-impossibilité de contrôle parlementaire en matière de recettes ; retire l'amendement n° 18. **Explications de vote** [9 décembre 1976] (p. 9182) : indique que le groupe du PSRG votera contre le projet.

1977

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2148).** **Deuxième lecture. Discussion des articles** [3 mai 1977] : **Article 13** (p. 2366) : le maintien de la procédure de décrets en cas d'émission d'emprunts des PTT. **Article 23 A** (p. 2371) : la transposition du texte de la Convention de 1971 et de celui de la loi de 1972 dans la disposition proposée par M. Krieg ; les arguments avancés par la commission des finances du Sénat et par le Gouvernement pour rejeter le texte résultant de l'adoption par l'Assemblée de l'amendement de M. Krieg ; l'équilibre du commerce extérieur ; l'action de la COFACE ; le renvoi à un accord européen ; son amendement n° 26 : peines applicables en cas d'entrave à l'activité économique des personnes

physiques ou morales en raison de leur origine, de leur appartenance à une ethnie, à une nation, à une race ou à une religion déterminées ; (p. 2372) : le maintien par le groupe socialiste de la demande d'un scrutin public ; amendement n° 26. **Article 23** (p. 2373) ; son amendement n° 24 de suppression ; l'inutilité ou les dangers représentés par l'article 23 ; adopté : [4 mai 1977] : **Article 23 A (suite)** (p. 2429) : la réintégration du terme « nation » ; le manque de précision de l'amendement n° 19 ; retire son amendement n° 26 ; la demande par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche d'un scrutin public.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant d'avantages fiscaux (n° 2828). Discussion générale** [10 mai 1977] (p. 2578) : l'austérité imposée aux travailleurs ; le laxisme qui préside à la gestion des finances publiques ; (p. 2579) : la finalité de l'emprunt ; le choix gouvernemental ; le caractère contestable des modalités de l'emprunt ; les conséquences financières de l'indexation sur l'unité de compte européenne ; la générosité des privilèges fiscaux accordés ; l'importance de la ponction sur le marché financier. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2581) : demande à M. Boulin s'il récuse la France et le franc.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle (n° 2869). Discussion des articles** [17 mai 1977]. **Article premier** (p. 2820) : la renonciation par le groupe du PSRG à déposer des amendements ; l'alourdissement des charges des communes corrélative à l'allègement de celles du contribuable ; la taxation d'un établissement d'EDF situé dans sa circonscription ; le caractère communal des compensations prévues ; le cas de la commune de Juvisy-sur-Orge. **Après l'Article 4** (p. 2827) : **Rappel au règlement** : la recevabilité du sous-amendement présenté par M. Besson.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 2768). Lettre rectificative (n° 2859). Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2932) : l'écho des mouvements populaires ; (p. 2933) : l'ampleur du mouvement de grève ; le coût de la grève ; les indicateurs du chômage ; le taux d'augmentation annuelle des chômeurs ; l'assimilation des chômeurs véritables aux personnes licenciées pour cause économique ; l'indicateur des prix ; la reprise de la hausse des prix ; l'indicateur de la production industrielle ; sa stagnation ; ses conséquences sur l'équilibre du commerce extérieur ; le double freinage de l'importation et de l'exportation ; le « dérapage » budgétaire ; la logique du plan Barre ; (p. 2934) : le caractère exceptionnel des profits des sociétés ; la réparation par le collectif de quelques « omis-

sions » ; l'imprévision des dépenses budgétaires ; le blocage des tarifs des entreprises publiques ; la création de vingt mille emplois de vacataires ; l'encouragement des créations d'emplois dans le secteur privé ; les contrats de formation ; les stages ; le retard de la mise en place des réformes de structure.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et proposition de loi, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (nos 261, 1532). Discussion de l'article unique** [2 juin 1977]. **Article unique** (p. 3348) : l'opposition de la commission et du Gouvernement à la levée du secret professionnel et en particulier du secret fiscal ; l'exemple de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique ; la nécessité pour les commissions d'enquête de disposer de l'ensemble des pouvoirs judiciaires d'enquête ; l'accès des documents à la disposition de n'importe quelle autorité judiciaire ou administrative ; (p. 3349) : l'opposition du secret fiscal au juge en matière d'affaires de fraude fiscale ; les rapports entre l'administration et la commission d'enquête ; la non-appréciation du régime fiscal auquel a été soumise la société AMD-BA ; l'entrave des travaux du Parlement ; (p. 3350) : l'accompagnement des fonctionnaires appelés à comparaître devant les commissions d'enquête ; les agents de l'Etat pouvant accompagner les fonctionnaires ; son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 19 rectifié du Gouvernement : accompagnement des agents de l'Etat par un supérieur hiérarchique ; devenu sans objet. **Après l'Article unique** (p. 3352) : soutient l'amendement n° 15 de M. Forni : inopposabilité du secret professionnel ou administratif à une commission d'enquête ou de contrôle hormis le secret de défense nationale ; retiré.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920). Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3809) : la responsabilité de M. Chirac comme Premier ministre ; la conférence d'Ottawa ; l'accord de la Jamaïque ; la cession de l'informatique à Honeywell ; (p. 3810) ; l'attitude du RPR sur le projet de loi ; le dépôt d'une motion d'ajournement ; la position du parti socialiste ; la non-atteinte de la souve-

raineté nationale ; l'avis du Conseil constitutionnel ; l'influence de la France au sein de l'Assemblée parlementaire ; la crise de l'Europe ; le prêt européen au Portugal ; (p. 3811) : la réalité des garanties offertes par le texte ; la décision du Conseil constitutionnel ; l'article 177 du traité de Rome ; la valeur de l'article 2 du projet de loi ; l'institution d'une tribune politique européenne ; les conceptions offertes à la défense des intérêts de la France ; la conception de défensive ; la conception du programme commun ; l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen ; la défense des droits des travailleurs par une politique européenne hardie ; les caractéristiques du débat.

COUDERC (Pierre)

*Député de la Lozère
(1^{re} circonscription)
(RI, puis R).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495).

Donne sa démission de membre de cette commission [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre de la commission de la production et des échanges [29 avril 1975] (p. 2228), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — **Tome XXIII : Territoires d'outre-mer** (n° 1921) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — **Tome XXIII : Territoires d'outre-mer** (n° 2534) [12 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 1854) tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (n° 2677) [8 décembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2810), tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (n° 2841) [28 avril 1977].

— **Proposition** de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles est envisagée la création du barrage-réservoir de Naussac-Langogne (n° 2917) [24 mai 1977].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — **Tome XIX : Territoire d'outre-mer** (n° 3152) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Construction du barrage de Naussac** [15 octobre 1975] (p. 6914) : étude nécessaire du problème par une délégation ministérielle.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7123) : son appréciation des propos tenus par M. Pierre Bas.

1975

— **Projet de loi, adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° 1555). **Discussion générale** [24 avril 1975] (p. 2067) : la chasse élément de la qualité de la vie ; la création du permis de chasser par l'article 22 du projet de loi de finances rectificative pour 1974 ; la fréquence

des accidents de chasse ; la protection des espèces rares ; la modification du financement du permis de chasser ; la prise en charge des gardes et du personnel administratif par l'Office national de la chasse ; le financement des associations communales de chasse agréées ; (p. 2068) : inscription à l'ordre du jour du projet 753.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis, [4 novembre 1975] (p. 7798) : les lacunes des documents budgétaires ; l'augmentation des dépenses ordinaires ; les problèmes économiques des TOM ; l'évolution du territoire des Afars et des Issas ; la situation du port de Djibouti ; (p. 7799) : la situation économique des Comores ; celle de Nouvelle-Calédonie ; la réforme administrative des Nouvelles-Hébrides ; les problèmes de la Polynésie ; le développement du tourisme à Saint-Pierre et Miquelon.

1976

— **Observations** sur le déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature [27 avril 1976] (p. 2167).

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4845) : le désenclavement de la Lozère ; une route à quatre voies dans le Massif central sur une plate-forme autoroutière ; l'aménagement de différentes routes nationales ; l'accélération de la vitesse de la ligne Paris-Béziers ; augmentation du nombre de wagons ; le sous-développement de la Lozère en matière de télévision.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis pour les territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8398) : les raisons politiques de la départementalisation des TOM ; la répartition des crédits ; les terres australes et antarctiques françaises ; l'enveloppe recherche ; Wallis-et-Futuna ; la Nouvelle-Calédonie ; la Polynésie ; les Comores ; le FIDES ; la situation économique des différents territoires ; les Afars et les Issas ; Djibouti ; la Nouvelle-Calédonie et le nickel ; l'aide immédiate pour les Nouvelles-Hébrides ; les difficultés des commandes de coprah ; Wallis-et-Futuna ; (p. 8399) : le centre d'essais du Pacifique en Polynésie.

1977

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde** (n° 1854), rapporteur. **Deuxième lecture** [3 mai 1977] (p. 2382) : son rapport présenté par M. Gérard César.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [3 novembre 1977] (p. 6942) : la réduction du nombre des TOM ; le projet de budget des TOM ; l'insuffisance des investissements privés ; (p. 6943) : les problèmes économiques de certains territoires ; l'avenir agricole de la Nouvelle-Calédonie ; l'extraction du nickel ; la nécessité d'une réforme foncière ; les espoirs maritimes de la Polynésie ; le tourisme ; le développement de la pêche ; l'avis favorable de la commission sur les crédits des TOM.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° 3210). **Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Article 6** (p. 8722) : son avis défavorable sur la création de centres de gérontologie psychiatrique.

COULAIS (Claude)

Député de Meurthe-et-Moselle
(2^e circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche du 20 décembre 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche (premier Gouvernement Barre). Décret du 20 décembre 1976 [J.O. du 21 décembre 1976] (p. 7332).

L'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 20 janvier 1977, de son mandat de député [J.O. du 22 janvier 1977] (p. 543) [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [J.O. du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1^{er} avril 1977 [J.O. du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [J.O. du 1^{er} avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Démissionne de cette commission [27 juin 1974] (p. 3115).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [27 juin 1974] (p. 3115), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [9 juillet 1974] (p. 3405).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 448) **modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée (n° 515)** [21 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975 (n° 1180)**. — **Annexe n° 27 : Jeunesse et sports (crédits du ministère de la qualité de la vie) (n° 1230)** [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission d'enquête parlementaire sur la **situation de l'énergie en France (n° 1275)** [5 novembre 1974].

— **Proposition de loi relative à l'organisation des jardins familiaux (n° 1546)** [11 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976 (n° 1880)**. — **Budgets civils : Qualité de la vie. — Annexe 27 : Jeunesse et sports (n° 1916)** [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977 (n° 2524)**. — **Budgets civils : Qualité de la vie. — Annexe n° 31 : Jeunesse et sports (n° 2525)** [5 octobre 1976].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— (n° 1234) : **Les communautés urbaines** [30 mai 1973] (p. 1691 et 1692).

• *questions au Gouvernement :*

— **L'aménagement de la semaine scolaire** [23 octobre 1974] (p. 5351) : application de la circulaire du 26 septembre 1974 ; recherche des économies d'énergie.

— **Difficultés dans l'industrie automobile** [27 novembre 1974] (p. 7096).

• *questions orales avec débat :*

— (n° 15504) : **L'activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8048) : l'exploitation politique du rapport de la commission d'enquête ; (p. 8062) : la place de la politique pétrolière dans l'ensemble de notre politique énergétique ; son orientation, sa conduite par l'Etat ; (p. 8063 et 8064) : l'effort de diversification des sources d'énergie (nucléaire, charbonnière, hydraulique et géothermique) ; la poursuite d'une large politique de recherche et d'exploitation des gisements de pétrole ; (p. 8064) : l'organisation du marché pétrolier ; la sécurité de l'approvisionnement et la surveillance des prix ; (p. 8065) : les avantages fiscaux des sociétés pétrolières ; (p. 8072) : le bilan de l'action des sociétés pétrolières ; la diversification de notre approvisionnement ; (p. 8080) : la procédure des commissions d'enquête parlementaires.

— (n° 19952) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3241) : la création d'emplois supplémentaires, priorité nationale ; rôle des agences régionales de l'emploi ; la stagflation ; nécessité de privilégier les investissements créateurs d'emplois ; réforme de l'assiette des cotisations de sécurité sociale pénalisant les industries de main-d'œuvre ; (p. 3242) : nécessité de favoriser spécialement l'emploi des jeunes (formation, orientation, contrats d'emploi-formation).

• *questions au Gouvernement :*

— **Maintien de l'ordre public** [10 décembre 1975] (p. 9612 et 9613) : agitation semée en Lorraine par des syndicats et des groupes politiques.

— **Politisation de l'administration** [19 mai 1976] (p. 3189) : la politisation croissante de l'administration par une petite minorité de fonctionnaires liés aux partis d'opposition.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Depietri (n° 34271) : Crise de la sidérurgie** [8 avril 1977] (p. 1683, 1684, 1685) : confirme le prochain débat au Parlement sur ce sujet ; conteste les chiffres de l'auteur de la question quant au chômage ; décrit les causes de la crise et met l'accent sur les efforts du Gouvernement pour l'endiguer.

— **M. Madrelle (n° 37012) : Raffinerie Elf à Ambès** [8 avril 1977] (p. 1685, 1686) : des installations vétustes non accessibles aux gros pétroliers ; la demande des pouvoirs publics à Elf-Erap pour qu'un nombre d'emplois nouveaux égal au nombre supprimé soit créé dans le Sud-Ouest.

— **M. Frédéric-Dupont (n° 37045) : Utilisation du gaz liquéfié par les taxis parisiens** [8 avril 1977] (p. 1686, 1687) : l'importance du problème tant au niveau des économies d'énergie que de la pollution ; l'attention portée aux premiers essais ; une adaptation de la fiscalité indispensable ; une application éventuelle progressive.

— **M. Bustin (n° 37430) : Investissements des Charbonnages de France à l'étranger** [22 avril 1977] (p. 2106, 2107) : le double intérêt du contrôle par les Charbonnages de France d'une société minière australienne : démontrer les qualités des techniques françaises et mieux connaître le marché international du charbon ; le respect de l'intérêt national.

— **M. Barbet (n° 37510) : Plan de restructuration de l'usine de Suresnes de la Saviem** [6 mai 1977] (p. 2551, 2552) : le développement des activités de la Saviem grâce à la réorganisation de cette société ; l'augmentation progressive des effectifs qui en découlera.

— **M. Chevènement (n° 37760) : Accord entre la Société Alstom et la Compagnie Brown Boveri** [6 mai 1977] (p. 2553, 2554) : les clauses sur les relations techniques entre ces sociétés prévoyaient la conclusion d'un nouvel accord de licence ; l'intérêt économique et financier de cet accord ; la poursuite par Alstom de la politique de « francisation » des procédés et des licences.

— **M. Kiffer (n° 38394) : Situation économique et sociale de la Moselle** [27 mai 1977] (p. 3189, 3190) : les dispositions prises par le Gouvernement pour résoudre les difficultés de la sidérurgie et de la Lorraine ; la mise en jeu de la solidarité professionnelle ; volonté du Gouvernement de provoquer des investissements (usine de la Saviem, projet Renault).

— **M. Bouvard (n° 38399) : Statut des épouses d'artisans** [27 mai 1977] (p. 3191, 3192) : les études menées par les services du commerce et de l'artisanat ; la qualité de collaboratrice reconnue à la femme d'artisan et lui permettant d'être associée au sein d'une

entreprise constituée en une nouvelle société ; relèvement du montant du salaire du conjoint déductible du bénéfice imposable.

— **M. Julia (n° 41110) : Appui aux industries françaises de moteurs électriques** [7 octobre 1977] (p. 6018, 6019) : les mesures prises par le Gouvernement pour limiter les importations : contingentement des moteurs importés de RDA, institution d'un visa technique, ouverture d'une procédure anti-dumping auprès des autorités communautaires.

— **M. Benoist (n° 41107) : Situation de la Société Sogcean de Nevers** [7 octobre 1977] (p. 6019) : la situation de cette société, bien qu'affectée par la conjoncture, n'inspire pas d'inquiétude immédiate pour l'emploi.

— **M. André Billoux (n° 41109) : Suppression d'emplois dans le Tarn** [7 octobre 1977] (p. 6020, 6021) : les efforts du ministre pour trouver à la Société du Saut-du-Tarn de nouveaux marchés ; la création de soixante emplois de mineurs dans les houillères du bassin de Carmaux.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. La Combe : Avance remboursable relative au chauffage à l'électricité** [26 octobre 1977] (p. 6639) : volonté du Gouvernement de mener une politique énergétique cohérente ; prise en charge par le maître de l'ouvrage et non par la collectivité des investissements dus au chauffage électrique intégré.

— **M. Gilbert Schwartz : Fermeture de la mine marchande de Saint-Pierremont** [26 octobre 1977] (p. 6642) : les mesures prises par le Gouvernement pour la sidérurgie et les mines de fer.

— **M. Maurice Blanc : Rapports d'EDF avec une société privée** [26 octobre 1977] (p. 6644) : enquête sur le cas de la société Sofinel ; indépendance de l'EDF ; impossibilité pour EDF de mettre en œuvre ses programmes nucléaires en autarcie complète.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont (n° 42674) : Utilisation du gaz liquéfié pour les autobus et les taxis** [2 décembre 1977] (p. 8222) ; le stade expérimental de l'utilisation du gaz liquéfié ; le surcroît d'investissements nécessaire ; les problèmes fiscaux soulevés par l'utilisation de ce combustible.

— **M. Gantier (n° 42675) : Contrats avec l'Afrique du Sud** [2 décembre 1977] (p. 8223) : la non-remise en question d'un contrat portant sur un matériel civil et préparé entre l'Afrique du Sud et une importante société de matériel téléphonique.

— **M. Donnez (n° 43006) : Versement d'une indemnité due à la commune d'Hasnon** [16 décembre 1977] (p. 8879) : le principe

d'une indemnité pour la reconstruction d'un pont détruit en 1940 est acquis ; versement d'une subvention exceptionnelle début 1978.

— **M. Marcus (n° 43016) : Moyens de la police nationale** [16 décembre 1977] (p. 8880) : réforme des structures et des corps de la police en cours ; rénovation de l'équipement de la police ; reprise ultérieure de la politique de création d'emplois.

— **M. Ralite (n° 42943) : Situation de l'emploi à Aubervilliers, Stains et La Courneuve** [16 décembre 1977] (p. 8881) : l'action de la DATAR évitant la désertification de la France ; le niveau élevé des impôts locaux, cause de la faiblesse du nombre d'installations.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine (n° 354)** [17 mai 1973] (p. 1336) : conditions de l'amélioration de la politique urbaine ; son caractère sélectif et très hiérarchisé ; priorité aux métropoles d'équilibre dans le VI^e plan ; contrepoids à Paris et contraintes financières ; élargissement du champ d'action de notre politique urbaine ; action en faveur des villes moyennes ; réponse à un besoin d'équilibre dans nos régions ; approuve cette inflexion de la politique urbaine ; action de M. d'Ornano au conseil national des économies régionales ; s'interroge sur les moyens de cette politique urbaine ; (p. 1337) : efforts pour modérer la croissance de la région parisienne ; part croissante du budget de l'Etat pour l'équipement des villes ; progrès à réaliser dans l'organisation régionale ; évolution de la province ; sa volonté de changement ; souhait de son groupe que le ministre apporte des précisions quant aux moyens d'exécution ; nécessité de moyens plus importants et de nouvelles méthodes ; évolution d'un urbanisme réglementaire et protecteur à un urbanisme plus prospectif ; schémas d'aménagement et d'urbanisme ; plan d'occupation des sols ; charte d'Athènes ; manque d'audace à traduire nos conceptions dans la réalité ; conditions de l'urbanisme au niveau des agglomérations ; faiblesse dans les institutions locales ; nécessité d'améliorer le statut des communautés urbaines ; insuffisance des moyens financiers et de la politique foncière ; conditions d'application du VI^e Plan ; préconise un déblocage sélectif du fonds d'action conjoncturelle pour permettre d'atteindre les objectifs prioritaires ; extension des contrats de plan aux districts urbains ; (p. 1338) : solution permettant une meilleure appropriation des sols aux collectivités locales ; freins et blocages réglementaires ; financement des

constructions scolaires par l'Etat dans le cadre des ZAC ; problème d'une meilleure planification interministérielle ; grands ensembles et urbanisme de nécessité ; conséquences des contraintes financières ; « modélisation » du territoire ; réexamen de la politique des modèles ; moyens financiers des communes ; contraintes financières et fonctionnelles ; construction de logements et équipements utiles ; révision des prix plafonds de certains logements sociaux ; inconvénients des règlements trop mathématiques ; nécessité d'un « plan urbanisme » pour le pays ; urbanisme de responsabilité ; volet urbain du nouveau contrat social ; (p. 1359) ; liaison fluviale Mer du Nord-Méditerranée ; demande au ministre ce qu'il en est de la branche Moselle-Saône.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée (n° 448). Discussion générale [28 juin 1973] (p. 2618), rapporteur :** protection et utilisation des espaces boisés ; politique des espaces verts ; circulaire interministérielle du 8 juin 1973 ; équilibre naturel et biologique ; conditions et limites de l'urbanisation partielle des espaces boisés ; insuffisance de la législation, articles 157 et 158 du code forestier ; décret n° 58-1468 du 31 décembre 1958 ; acquisition de bois privés par les communes ; ZAC classement des espaces boisés par les communes ; conditions de changement d'affectation des espaces classés ; conséquences relatives au défrichement ; procédure d'acquisition des espaces boisés par les communes ; indemnité compensatrice ; amendements adoptés par la commission ; cession gratuite de terrains boisés en échange d'un droit partiel de construction ; obstacle à la spéculation ; protection des espaces boisés dans les ZAC plans d'occupation des sols ; protection de l'environnement. **Discussion des articles. Article premier (p. 2622) :** son amendement ; ses observations sur l'amendement de M. Fanton ; décision de rejet de la commission ; nécessité de permettre l'application de l'article 19 du code de l'urbanisme ; opportunité de prévoir le versement d'une indemnité compensatrice ; ses arguments en faveur de l'autorisation de versement d'une soultte ; (p. 2623) ; risque de spéculation, amendement de la commission tendant à neutraliser pendant dix ans le terrain acquis.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Première partie :**

Discussion des articles [25 octobre 1973]. Article 2 (p. 4759) : son sous-amendement à l'article 2 f, proposé par l'amendement du Gouvernement, fixation à 6 % du taux de réévaluation annuel du prix de revient des immeubles acquis depuis moins de cinq ans.

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5212) : politique industrielle de l'Etat, caractère positif des résultats globaux, trajectoire de progrès depuis dix ans ; caractère diffus de nombreuses actions industrielles de l'Etat ; (p. 5212) : dispersion des crédits d'action ministérielle, position dans certains secteurs industriels classés prioritaires par le VI^e Plan ; absence de synthèse concrète de la politique industrielle de l'Etat ; multiplicité des grands objectifs ; s'interroge sur les moyens de cette politique ; problème des priorités et des révisions de choix ; insuffisante adaptation de notre politique industrielle aux réalités régionales ; souhaite une politique industrielle plus claire ; nécessité politique et devoir social ; souhaite que l'Assemblée nationale soit mieux informée ; note de synthèse accompagnant chaque année la présentation du budget ; demande une politique plus réaliste ; intensité et efficacité de l'action interne ; priorité de l'action européenne ; (p. 5213) : souhaite que la politique industrielle soit plus efficace dans les régions ; opérations de reconversion d'entreprises ; nécessité d'améliorer le dispositif régional de provision et d'action des pouvoirs publics et de la profession ; solidarité sociale dans une société économique libérale ; opportunité de la nomination d'un parlementaire chargé de mission.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5725) : aménagement du territoire ; décentralisation industrielle et développement industriel régional ; décentralisation administrative ; diffusion des responsabilités ; crédibilité de la politique d'aménagement engagée il y a dix ans ; recherche de méthodes et de moyens nouveaux ; valorisation de l'action régionale par les conseils généraux ; mission des conseils régionaux ; articulation de leurs budgets avec les budgets ou les fonds nationaux ; (p. 5726) : suggère le regroupement par région de l'ensemble des dotations les concernant ; rapport entre les divers ministères intéressés ; décentralisation du secteur tertiaire et volonté politique ; renforcement des mesures dissuasives et d'incitation ; suggère de revoir les taux et les conditions d'octroi des primes pour les rendre plus incitatives et d'accroître l'aide aux collectivités locales pour créer des centres administratifs et d'affaires ; politique régionale et disciplines communautaires ; non-déduction des nouveaux crédits du budget national ; suggère d'entreprendre des travaux d'équipement communs.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 no-

vembre 1973] (p. 5777) : effort de l'Etat dans le domaine du logement, problème du financement des HLM locatives ; expose les raisons qui nécessitent une nouvelle progression des HLM locatives ; garantie de lancement de 323.000 logements économiques et sociaux ; qualité des constructions, nécessité de mesures permettant une meilleure qualité des logements économiques et sociaux ; relèvement des prix-plafonds ; système d'annuités progressives, ILM, prêts complémentaires pour la qualité ; (p. 5778) : contraintes pesant sur la préparation et le lancement des programmes de construction ; décalage entre la programmation et l'utilisation des crédits ; pré-programmation.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455). Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7033) : rappelle la réprobation qu'il a rencontrée chez les femmes et leur souhait d'une législation plus humaine ; aspect moral et aspect social de l'avortement ; solution intermédiaire à trouver ; avortement ; problème empoisonné par l'argent et problème difficile pour une conscience catholique ; (p. 7034) : nécessité de rappeler la valeur de la maternité dans un texte sur l'avortement ; dégradation constatée dans le domaine sexuel ; nécessité d'atténuer le caractère répressif de la loi et de maintenir la vigueur morale du pays.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974 (n° 1110). Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3363) : approuve le projet de loi de finances rectificative tout en n'ignorant pas certaines situations sociales ; déclare que le groupe des républicains indépendants votera le projet, étape sur la voie du redressement de l'économie et vers des changements sociaux.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie (n° 1178). Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4813) : le projet implique des investissements qui devront être aidés soit par l'octroi de prêts bonifiés soit par un abaissement du taux de crédit ; l'appel aux crédits d'innovation.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). Deuxième partie :**

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et Sports rapporteur spécial [31 octobre 1974] (p. 5684) : un budget de reconduction donc de déception ; la politique sportive n'a pas la place qu'elle devrait avoir ; l'organisation peut suppléer parfois à l'absence de moyens ; souhaite la discussion l'an prochain de la loi-cadre sur le développement du sport ; le sport et l'animation des loisirs constituent un choix de société et un choix politique, exprimés par le rattachement du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports au minis-

tère de la qualité de la vie ; le choix politique exige d'augmenter progressivement les moyens ; une part faible dans le budget de l'Etat ; souhaite qu'elle atteigne progressivement 1 %, au besoin par appel aux ressources extra-budgétaires ; part plus importante des ressources du PMU ou création d'un concours de pronostics ; les observations de la commission des finances : demande la création de 700 postes de professeur ou de maître d'éducation physique et un crédit d'équipement complémentaire ; (p. 5685) : demande d'assurer le plein emploi des équipements sportifs par une meilleure coordination ministérielle et l'amplification de la politique contractuelle ; souhaite l'an prochain un budget présenté avec une structure de programme ; demande la régionalisation de l'action du secrétariat ; coopération avec les conseils régionaux, passation des marchés d'équipement plus décentralisée ; la commission propose d'adopter le budget.

Travail [4 novembre 1974] (p. 5783) : la situation de l'emploi est sérieuse mais il faut éviter de dramatiser ; réagir vigoureusement devant l'agitation permanente ; des statistiques par région, par âge, par sexe, sur le temps d'attente et le délai de placement devraient permettre une meilleure analyse de la situation ; analyse de l'évolution de l'emploi dans les départements par zones homogènes ; nécessité de créer auprès de chaque préfet des comités de conjoncture ; les travailleurs doivent s'adapter aux évolutions de l'économie ; les compressions possibles d'effectifs résultant d'une réorganisation des entreprises ; des offres d'emploi non satisfaites faute de main-d'œuvre qualifiée ; le tassement de l'emploi dans le secteur tertiaire ; remédier aux déséquilibres structurels et sectoriels par la formation professionnelle ; progression des crédits de la formation professionnelle des adultes et du fonds national de l'emploi ; la création de sections homogènes au sein des entreprises ; les crédits de formation professionnelle inscrits au budget du Premier ministre ; le dépassement des objectifs du VI^e plan ; la progression lente des nouvelles actions de formation professionnelle accélérée ; souhaite associer les conseils régionaux à la surveillance de l'emploi : exemple de la Lorraine ; l'aide aux crédits du budget est affectée au fonds national du chômage ; travailleurs privés d'emploi ; (p. 5784) : plus de 40 % ; en raison de l'ampleur de l'effort accompli le groupe des républicains indépendants soutiendra l'action du ministre ; dix années de combat en faveur du plein emploi dans la région lorraine ; ce projet de budget doit servir la paix sociale.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6373) : la politique industrielle de l'Etat doit être articulée sur les réalités régionales ;

(p. 6374) : les réussites de la politique industrielle ; nécessité d'une coopération européenne concrète dans le domaine du calcul et de l'espace ; compléter le réseau des délégués régionaux à la recherche ; aider les petites et les moyennes entreprises régionales et industrielles.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6743) : la coopération entre les communes ; les communautés urbaines ; le rapport de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection des finances ; les compétences communales ; la coopération des petites communes ; les districts urbains ; la réforme des finances locales.

— **Publication du rapport de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France**, rapporteur [5 novembre 1974] (p. 5849) : présente à l'Assemblée les questions abordées par la commission et demande la publication du rapport.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, concernant l'institution d'un prélèvement conjoncturel (n° 1274)** [3 décembre 1974] (p. 7319) : contre la question préalable qui est le pire moyen de procédure ; les déclarations contradictoires de l'opposition ; (p. 7320) : les causes internes de l'inflation ; la vraie planification ; (p. 7321) : les progrès de la science économique ; une conception pessimiste de l'action parlementaire ; [4 décembre 1974] (p. 7381) : stratégie économique du Gouvernement et mesure audacieuse ; les comportements inflationnistes des entreprises ; un mécanisme auto-régulateur ; effet psychologique ; menaces pour la croissance et l'emploi ; capacité d'autofinancement ; (p. 7382) : la conjoncture ; la productivité par entreprise ; le remboursement ; le dirigisme ; reconduction par décision annuelle du Parlement ; nombre d'assujettis ; application par l'administration des circulaires ; son amendement n° 80 à l'article 2 : option entre marge et chiffre d'affaires pour les entreprises saisonnières ; rejeté (p. 7405) ; [5 décembre 1974] : son amendement n° 81 : délai de recours ; adopté ; son amendement n° 82 : délai de paiement ; retiré (p. 7475).

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1440) : réquisitoire de l'opposition établi sur des données fausses ; une opposition procédurielle ; rite de la critique excessive ; oubli des déclarations du Président de la République du 24 octobre 1974, du Premier ministre du 17 décembre, du ministre de l'économie et des finances du 20 mars 1975 sur la gravité et la durée de la crise ; ignorance de l'opposition quant aux mesures prises et des facteurs positifs de l'évolution ; affaiblissement de l'inflation et diminution du chômage, rétablissement du

commerce extérieur ; (p. 1441) : remontée du franc, maintien de la consommation des ménages ; langage de fatalité et de démission de l'opposition ; une opposition prisonnière de ses slogans ; son manque d'unité profonde ; le discours du Président Pompidou du 2 mars 1970 sur les investissements étrangers : attitude ouverte mais sélective ; mesures imposées aux entreprises : prélèvement conjoncturel, crédits préférentiels, appel à la négociation ; (p. 1442) : réforme du divorce, réforme foncière, de la patente, amélioration de la condition féminine ; initiatives hardies du Président de la République ; essai de consolidation de l'Europe, d'organisation du marché de matières premières, du système monétaire international ; emprunt européen de 14 milliards, rôle du fonds régional européen, décision du 8 mars 1975 sur l'unité de compte européenne ; réduction des inégalités sociales ; changement réel et profond ; rite des propositions démagogiques ; perspectives d'une relance inconsidérée, dangereuse et inopportune conduisant à la faillite économique ; nécessité d'être réaliste et rigoureux ; politique du Président de la République vers un soutien des revenus des plus défavorisés.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2659) : le choix important que constitue la décision de développer l'énergie nucléaire ; les arguments en faveur d'un moratoire ; le problème du caractère raisonnable du développement nucléaire ; (p. 2660) : la voie de la « prudence réfléchie » préconisée par M. Leprince-Ringuet ; l'absence d'accident dans les 170 centrales existantes ; le dispositif de sécurité prévu à toutes les phases de l'activité ; la façon progressive dont le Gouvernement engage la réalisation des centrales nucléaires ; le très haut souci de sécurité manifesté par les responsables de l'énergie nucléaire ; la valeur des chercheurs ; le recours à l'énergie nucléaire, acte de prévoyance à long terme ; (p. 2661) : l'intérêt national que constitue le développement de l'énergie nucléaire ; abaisser le coût de nos approvisionnements énergétiques ; assurer la maîtrise de la fabrication de l'énergie nucléaire avec la meilleure autonomie possible ; être vigilant dans la sécurité ; se soumettre à des obligations de qualité en matière de site d'implantation ; continuer d'informer la population.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e plan (n° 1685). Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3718) : préserver notre liberté de décision et notre mission grâce au VII^e plan ; le VII^e plan : victoire de la politique de changement engagée par le Président de la République ; (p. 3719) : mener des actions prioritaires peu nombreuses ; se réserver d'ajuster le plan à mi-parcours ; associer l'épargne de la population à celle

des entreprises ; le risque social d'un sous-emploi de la population ; faire figurer dans le plan la priorité absolue de la politique de l'emploi ; (p. 3720) : mieux adapter les demandes aux offres d'emplois ; revaloriser la situation des travailleurs manuels ; la réduction des inégalités facteur déterminant de la transformation de la société ; réduire certains handicaps naturels séparant les individus ; mieux intégrer les exclus de la société ; donner un contenu concret à la qualité de la vie ; parvenir à une meilleure justice fiscale ; le VII^e plan : plan de combat pour gagner la bataille de la croissance et de l'emploi ; réaliser l'unité de la nation.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) :

Discussion générale [22 octobre 1975] (p. 7225) : une reprise économique inégale et aléatoire ; l'absence de reprise dans l'industrie lourde ; (p. 7226) : le budget, important élément de soutien de l'économie ; la recherche du développement des exportations ; le caractère simpliste et dangereux des propositions de l'opposition ; l'impossibilité de relever les charges fiscales et sociales ; procéder à un redéploiement de la politique de l'Etat ; la justice fiscale, premier domaine d'action ; (p. 7227) : concentrer l'intervention de l'Etat là où elle est le plus utile ; développer la décentralisation et la régionalisation ; favoriser l'investissement industriel ; l'appauvrissement des entreprises ; suivre le Président de la République dans sa recherche du renouveau de la France.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports, rapporteur spécial [7 novembre 1975] (p. 8107, 8108) : la progression du budget de la jeunesse et des sports, conséquence du vote de la loi sur le développement de l'éducation physique et sportive ; recenser l'ensemble des moyens mis en œuvre en matière sportive ; les caractéristiques de l'effort budgétaire ; l'intégration des activités physiques et sportives à l'éducation ; l'insuffisance des moyens en personnel ; (p. 8109) : mieux adapter les équipements sportifs aux besoins locaux et veiller à leur plein emploi ; coordonner les aides financières accordées aux associations de jeunesse. **Examen des crédits. Article 35** (p. 8132) : son amendement n° 69 : mettre le texte de l'article 35 en conformité avec celui de l'article 19 de la loi de finances ; adopté ; son amendement n° 70 : précise la destination des crédits du Fonds national sportif ; (p. 8133) : pense que son amendement n'a pas de caractère restrictif ; adopté après adoption du sous-amendement n° 230 du Gouvernement. **Après l'Article 74** (p. 8134) : est favorable à l'amendement n° 157 de M. Rickert.

Articles et articles additionnels non rattachés [19 novembre 1975]. **Article 60** (p.

8733) : estime dangereux les amendements n°s 94 et 95 de M. Bouloche ; demande cependant comment il serait possible de contre-carrer le gigantisme de certaines sociétés. **Explications de vote** (p. 8744) : les qualités que présente le budget ; mieux associer le Parlement à la préparation des choix ; la remise en cause de la croissance par le jeu des revendications des travailleurs ; le vote positif du groupe des républicains indépendants.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9538) : reconnaît la nécessité de renforcer le contrôle de l'administration sur la qualité architecturale des constructions ; ne juge pas convenable d'adopter une mesure sans débat au fond ; s'oppose à l'institution d'une taxe d'Etat additionnelle à une taxe locale.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3721) : l'opposition a voté tous les amendements uniquement dans le but de vider le texte de sa substance. **Discussion des articles** [16 juin 1976] : **Article 5** (p. 4200) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Ginoux mais souligne le cas des entreprises en difficulté ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4282) : son sous-amendement n° 342 tendant à pallier les inconvénients du fonctionnement du compte spécial d'investissements mobiliers ; retiré. **Article 10** (p. 4303) : considère que l'amendement n° 319 corrigé de M. Chauvet aurait sur le plan général des conséquences fâcheuses pour la plupart des entreprises ; (p. 4305) : soutient l'amendement n° 279 rectifié de M. Tissandier tendant à maintenir l'application de l'article 200 du code général des impôts lorsque les professions non commerciales qui en bénéficiaient disposent de revenus intégralement déclarés par des tiers ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 309 de M. Marie.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4636) : les oublis et les erreurs du discours de M. Mitterrand ; la crise mondiale ; une situation conjoncturelle meilleure qu'on ne pouvait l'espérer ; (p. 4637) : le VII^e plan, un projet cohérent dans le contexte actuel ; un projet audacieux et courageux par ses objectifs, novateur dans ses méthodes, généreux par les choix de société qu'il implique ; ses lacunes ; la volonté d'attirer la France vers le progrès précis et chiffré ; la difficulté de savoir si le plan est réaliste ; la ligne de crête suivie par le Gouvernement, seul choix mobilisateur ; (p. 4638) : le caractère fragile du redresse-

ment ; les efforts et les disciplines qu'il faut proposer aux Français ; les difficultés liées à la réalisation du plan ; interrogation sur les moyens de la politique du Gouvernement et sur ses ambitions ; la nécessité de procéder par étapes significatives, de commencer par les questions prioritaires, de ne pas hésiter à engager des réformes ; les deux progrès du plan : les PAP, la recherche d'une action plus globale et plus cohérente ; (p. 4639) : ses faiblesses : le financement des investissements, l'imprécision des mesures prévues pour réduire le déficit des finances publiques et de la sécurité sociale ; le manque d'ampleur des dispositions de l'emploi ; la nécessité de l'adhésion et de l'effort des citoyens ; la nécessité d'arracher au doute l'avenir de la société française.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524) : Première partie :

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6793) : des contraintes plus importantes ; le coût fiscal des progrès accomplis ; la crédibilité de la démarche ; les disciplines ; l'accueil réservé aux mesures du Gouvernement ; les attitudes collectives ; l'augmentation des salaires ; la croissance décrite par le rapport sur les comptes de la nation ; la politique de justice sociale ; l'application des réformes ayant un coût budgétaire ; les résultats positifs mais relatifs ; s'interroge sur le caractère suffisant des mesures prises ; le caractère aléatoire des prévisions ; le déficit des finances publiques et le soutien des investissements productifs ; (p. 6794) : inquiétude devant la faible croissance des recettes fiscales ; la limite de ses moyens ; ne plus mesurer la qualité d'un budget par la croissance de la masse budgétaire ; le soutien des investissements productifs : partie vulnérable du programme gouvernemental ; le doute de l'épargnant pénalisé depuis dix ans ; gager ces mesures par des économies sur les dépenses de fonctionnement ; les constats émanant de la comptabilité nationale ; la croissance de l'endettement des entreprises ; la diminution du taux d'autofinancement ; la contradiction de l'opposition en matière des capacités de l'entreprise ; les PAP ; l'équilibre financier des collectivités, parfois un problème de gestion ; les transferts sociaux financés par un effort fiscal ; la sous-estimation de la redistribution des revenus opérée par le biais de la fiscalité ; comparaison des taux de pression fiscale suivant les revenus ; (p. 6795) : éléments de contrôle et éléments d'assiette ; la publicité des feuilles d'imposition dans les mairies ; la crédibilité de l'action entreprise ; le devoir d'explication, d'entraînement et de concentration sur l'essentiel ; refus de la fatalité.

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6874) : l'absence de l'union de

la gauche ; les différences de conception et d'application des amendements socialistes et communistes ; l'importante redistribution des revenus due à la fiscalité ; les prestations familiales, les bourses, l'allocation-logement ; un effort fiscal supplémentaire léger.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports, rapporteur spécial [3 novembre 1976] (p. 7404) : un budget de réel progrès ; la contestation systématique de la réalité ; sa faible progression ; donner la priorité aux secteurs qui en ont besoin ; l'action sportive et socio-éducative ; l'accroissement des moyens de formation en milieu scolaire ; la création de postes ; les centres d'animation sportive ; les 130 sections de sport-étude ; les dépenses d'investissement ; (p. 7405) : un programme d'investissement sportif ; l'équipement sportif ; le soutien de l'action socio-éducative ; donner un nouveau contenu contractuel aux rapports de l'Etat avec le mouvement socio-éducatif ; la valeur sportive de la France. **Examen des crédits** [3 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7459) : indique que la commission aurait repoussé l'amendement n° 236. **Après l'Article 72** (p. 7461) : indique que la commission ne peut se prononcer sur des mesures nouvelles au sujet de l'amendement n° 235.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche :

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° 2631). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9382) : une réforme exemplaire de portée sociale réelle ; un débat placé sous le signe de la contradiction ; l'importance sociale du projet ; ses conséquences d'ordre social et économique ; l'absence d'accroissement de l'effort financier de l'Etat en faveur du logement ; les propos des experts du VII^e plan ; (p. 9383) : une réforme critique quant au financement de ses objectifs ; l'étude d'un impôt foncier déclaratif ; la modulation des avantages fiscaux à la construction ; l'allègement des difficultés économiques du bâtiment ; des réformes excessives et progressives ; sa suggestion financière ; élargissement des mécanismes des aides à la pierre ; la question sur le caractère réaliste de la réforme et de son dispositif technique : la diminution des fonds propres des organismes d'HLM ; un mécanisme de conventionnement délicat peu attractif ; l'évolution des besoins ; l'action des organismes ; les risques économiques, politiques et sociaux ; (p. 9384) : le problème du mécanisme de conventionnement pour les organismes d'HLM ; l'utilité du droit

de reprise ; citation de « Démocratie française ». **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 9463) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Bécam ; les dangers de sécurisme et de garantisme ; l'hypothèse sur la demande d'aide ; s'oppose au sous-amendement n° 111 du Gouvernement à l'amendement n° 50 de M. Bécam ; [16 décembre 1976] (p. 9491) : la difficulté de se prononcer sur l'amendement n° 58 de M. Bécam sous-amendé par le Gouvernement ; souhaite une nouvelle rédaction de cet amendement n° 58. **Article 7** (p. 9509) : l'intérêt d'une contribution des bailleurs au financement du fonds national de l'habitation ; la difficulté d'appliquer la moralisation du système. **Article 9** (p. 9516) : défend l'amendement n° 109 de M. Durieux : versement de l'APL à tout organisme social dûment mandaté par le bénéficiaire de l'aide personnalisée au logement ; retiré. **Après l'Article 28** (p. 9541) : souhaite que M. Fourcade accepte l'amendement n° 123 de M. Denvers. **Explications de vote** [16 décembre 1976] (p. 9546) : une loi débloquent un système grippé dans sa nature, dans ses objectifs, dans sa portée sociale ; les contraintes auxquelles est soumis le Gouvernement ; souhaite une étude rapide des mécanismes financiers de cette loi ; le problème des écarts maximaux ; nécessité d'une recherche globale.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat :

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° 1688).** **Discussion des articles** [13 avril 1977]. **Article 24 : Article 132 du code minier** (p. 1760) : indique que le Gouvernement ne s'oppose pas à l'amendement n° 31 de M. Mesmin ; (p. 1761) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant aux amendements n° 13 de M. de Poulpiquet et n° 19 de M. Frédéric-Dupont. **Article 134 du code minier** (p. 1762) : son amendement n° 24 : nouvelle rédaction des dispositions relatives à l'allongement des délais de « confidentialité », communication de certains documents relatifs à la météorologie et à la sûreté de la navigation aux services nationaux spécialisés, dispositions transitaires relatives aux travaux en mer ; l'exercice du pouvoir de contrôle du Parlement ; amendement n° 24 adopté après adoption des sous-amendements n° 28, n° 29 et n° 30 de M. Billoux. **Article 33** (p. 1763) : son amendement n° 37 : extension aux départements d'outre-mer du régime des carrières prévu pour la métropole ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles (n° 2385).** **Discussion générale** [13 avril 1977] (p. 1764) : la modification de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 ; l'harmonisation des dispositions du code minier avec celles de la loi de 1968 ; l'adaptation de la loi aux obligations découlant du Traité de Rome ; le régime des redevances ; (p. 1765) : la mise en place d'un régime de redevances aussi proche que celui qui est en vigueur à terre ; la conduite de l'exploration du plateau continental et de l'exploitation de ses ressources naturelles. **Discussion des articles.** **Article 3 bis** (p. 1769) : demande que les amendements n°s 2, 3, 4 et 6 de M. Billoux soient soumis à discussion commune ; l'accord du Gouvernement sur les amendements n°s 2, 3, 4 et 6 de M. Billoux ; (p. 1770) : l'assimilation des territoires d'outre-mer aux départements métropolitains ; la création d'une nouvelle taxe parafiscale ; l'application de la taxe à la totalité des responsables de la pollution marine ; (p. 1771) : le cumul de deux redevances de nature différente ; le traitement fiscal différent des hydrocarbures liquides et gazeux ; le rendement comparé des gisements en mer du Nord et du golfe Persique ; le régime progressif, différencié, profitable aux collectivités locales appliqué en France. **Article 4** (p. 1773) : la limitation de l'obligation de dresser un état biologique du milieu marin aux opérations d'exploitation ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Billoux ; (p. 1774) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Billoux ; indique à M. Gouhier qu'il ne lui semble pas utile d'accroître les sanctions actuellement prévues ; (p. 1775) : le pouvoir des communes relatif à la mise en cause des responsabilités des pollueurs. **Après l'Article 4** (p. 1776) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Billoux et sur le sous-amendement n° 19 de M. Gabriel. **Après l'Article 6** (p. 1777) : son amendement n° 1 : application des dispositions de la loi aux fonds de la mer et à son sous-sol dans la zone économique définies par la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 ; adopté. **Article 7** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Billoux. **Explications de vote** : prend l'engagement de répondre par écrit à M. Barel sur ses questions relatives aux recherches en Méditerranée.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2430).** **Deuxième lecture.** **Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2471) : les amendements déposés en pre-

mière lecture par la commission ; (p. 2472) : l'objet des propositions du Gouvernement ; leurs conséquences ; les améliorations apportées par le Sénat au texte adopté par l'Assemblée nationale ; la consultation d'une trentaine de commissions locales d'attribution des aides ; la nécessité de réaliser rapidement l'élaboration législative du texte. **Discussion des articles. Article 9** (p. 2473) : la nécessité de tenir compte dans l'instruction des demandes, des améliorations apportées à la loi ; ne pas faire bénéficier les demandes nouvelles des possibilités de dérogation nouvellement admises ; la prise en compte dans l'instruction des demandes, des ressources dont disposaient les demandeurs au moment de leur cessation d'activité ; (p. 2474) : la nécessité de faire paraître les décrets d'application avant la fin du mois de juillet ; la présentation d'une loi de règlement ; les garanties données sur le calcul des aides ; l'urgence de l'application du texte ; l'engagement d'études et de concertations sur l'égalité fiscale et sociale des professions salariées et indépendantes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation de divers décrets instituant des organismes professionnels ou interprofessionnels (n° 2879).** **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4260) : la validation de divers décrets instituant des organismes professionnels ou interprofessionnels ; (p. 4261) : l'étroitesse du champ d'application du projet ; l'effort mené par les organismes interprofessionnels dans le secteur de l'industrie ; le montant des taxes parafiscales perçues par les seize organismes en cause ; les conséquences de la validation des décrets par un texte législatif sur le dépôt d'un projet de loi pour toutes les modifications ultérieures ; la préparation d'un projet de loi pour toutes les modifications ultérieures ; la préparation d'un projet de loi permettant de créer ou de modifier les organismes interprofessionnels ou professionnels ; la validation de l'organisme gérant la taxe sur les activités de l'imprimerie de labeur ; le rétablissement de la taxe pour 1978. **Discussion de l'Article unique** (p. 4262) : le rétablissement de la taxe parafiscale pour l'imprimerie de labeur par la nouvelle loi ; le rétablissement de cette taxe après conclusion d'un accord avec les représentants des professions ; la survie du comité de gestion de la taxe parafiscale destinée à la rénovation de l'imprimerie de labeur ; la capacité des entreprises françaises à faire face à la concurrence étrangère ; (p. 4263) : le non-financement, par la taxe parafiscale sur l'imprimerie de labeur, des investissements de presse.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie**

(n° 3007). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4264) : le caractère impératif des économies d'énergie ; (p. 4265) : les mesures gouvernementales en faveur des économies d'énergie ; les mesures de caractère législatif ; la création de l'agence pour les économies d'énergie ; son activité ; la stabilisation de la consommation pétrolière ; l'objectif d'économie fixé par le Gouvernement ; l'élimination des obstacles aux investissements favorisant l'économie d'énergie ; l'augmentation des coefficients utilisés pour le calcul des amortissements dégressifs ; l'étude d'un nouveau système de financement des investissements ; la modestie des économies d'énergie réalisées dans le secteur industriel ; le nombre élevé de mesures prises en faveur d'économies dans le secteur du logement ; l'effort dans le secteur résidentiel ; l'objet du projet de loi ; sa portée ; ses dispositions ; la réforme des contrats d'exploitation du chauffage ; les mesures proposées par le Gouvernement. **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4288) : la mise en préparation de deux projets de loi élargissant le champ d'application de celui en discussion ; la substitution du régime d'autorisation préalable au régime de consultation préalable en matière d'utilisation de l'énergie ; (p. 4289) : le déblocage de la production de chaleur à partir d'eau chaude ou géothermique ; l'irrecevabilité de l'amendement n° 7 de M. Guermeur ; le dépôt du projet de loi modifiant la loi de 1948 sur le régime d'autorisation au début de la prochaine session ; l'association des établissements publics régionaux à la mise au point des dispositions développant la production de chaleur ; le caractère réglementaire de la création d'un comité national interprofessionnel de l'énergie ; le nombre élevé de conseils ou de comités relatifs à l'utilisation de l'énergie ; (p. 4290) : la consultation du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie sur un certain nombre de textes réglementaires ; l'harmonisation nécessaire des objets des différents comités ; l'irrecevabilité de l'amendement n° 8 de M. Guermeur ; l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 29 de M. Canacos ; (p. 4291) : les raisons de la création de l'agence pour les économies d'énergie sous forme d'établissement public sans caractère industriel et commercial ; l'autonomie administrative et financière de l'agence ; son coût de fonctionnement ; l'action de l'agence pour les économies d'énergie ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 53 de M. Guermeur ; la rentabilité différente des opérations d'économies d'énergie ; l'engagement d'opérations dans le secteur industriel ; le financement de ces aides ; (p. 4292) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 54 de M. Guermeur ; l'exis-

tence d'une taxe parafiscale affectée à l'agence pour les économies d'énergie ; l'opposition de l'article 41 de la Constitution ; le produit de la taxe parafiscale affectée à l'agence pour les économies d'énergie ; l'adaptation de la mobilisation des moyens financiers nécessaires ; l'extension de la taxe par le Gouvernement ; l'ensemble des moyens mis à la disposition des efforts d'économies d'énergie ; le montant des disponibilités correspondant à l'extension de la taxe ; la demande de l'urgence pour le projet de loi ; (p. 4293) : l'étude d'un système de détaxation des sociétés d'HLM ; l'augmentation de 30 % du taux de subvention ; l'extension du champ d'application de la taxe parafiscale. **Article premier A** : son amendement n° 38 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article premier** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Guerneur. **Article 2** : **Article 3 bis de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4297) : l'examen des amendements n° 39 et n° 40 de M. Claudius-Petit ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de M. Claudius-Petit ; (p. 4298) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 47 de M. Canacos ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Raymond ; (p. 4299) : se déclare défavorable à l'amendement n° 55 de M. Julien Schvartz ; demande la réserve de l'amendement n° 12 de M. Guerneur ; (p. 4305) : son amendement n° 59 : conditions de révision des contrats et modalités d'application des dispositions aux contrats en cours, faculté de renégociation des contrats ; la présentation par le Gouvernement d'un amendement de synthèse ; (p. 4306) : l'accord du Gouvernement sur les deux sous-amendements n° 60 et n° 61 de M. Claudius-Petit à l'amendement n° 59 du Gouvernement ; (p. 4307) : la durée suffisante des contrats d'exploitation de chauffage ; les conditions de révision des contrats ; l'adaptation des contrats aux conditions nouvelles ; les modifications rédactionnelles à apporter à l'amendement n° 59 du Gouvernement ; (p. 4308) : les contrats de fourniture de longue durée ; amendement n° 59 adopté après adoption des sous-amendements n° 60 et n° 61 de M. Claudius-Petit ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 49 de M. Canacos ; les moyens légaux d'association des représentants des usagers ; (p. 4309) : la prévision par le Gouvernement de l'obligation de communication des calculs ; (p. 4310) : l'augmentation du coût du chauffage ; la mise en vigueur de systèmes de répartition des charges de chauffage ; le problème de la périodicité de la communication ; retenir la période annuelle ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 31 de M. Canacos ; préfère la rédaction de l'amendement n° 16 de M. Guerneur à celle de l'amendement n° 2

de M. Raymond ; (p. 4311) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Guerneur et sur les sous-amendements n° 36 et n° 37 de M. Wagner ; son avis défavorable sur le sous-amendement n° 46 de M. Claudius-Petit et sur l'amendement n° 3 de M. Raymond ; (p. 4312) : l'acceptation par le Gouvernement des amendements n° 18 et n° 19 de M. Guerneur ; son avis défavorable sur l'amendement n° 35 de M. Wagner. **Article 3 ter de la loi du 29 octobre 1974** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Guerneur. **Après l'Article 2** (p. 4313) : la commission Leroy ; les problèmes de la distribution de l'économie récupérée ; l'action engagée par le Gouvernement ; les études d'EDF sur l'intérêt des récupérations des rejets ; les moyens législatifs dont dispose le Gouvernement ; la demande d'assistance à une filiale de la société centrale d'aménagement du territoire pour la réalisation d'études et de montages juridiques et financiers ; souhaite que la commission retire l'amendement n° 21 ; les conséquences de l'adoption du sous-amendement n° 51 de M. Weisenhorn sur l'ensemble de la politique d'investissements ; (p. 4314) : demande un vote par division sur l'amendement n° 22 de M. Guerneur ; l'acceptation par le Gouvernement du premier paragraphe de l'amendement n° 22 ; son opposition au deuxième paragraphe ; la commission Pintat ; les projets de barrages en cours de réalisation sur le Haut-Rhône ; son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 22 de M. Guerneur ; fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de l'article aux projets qui font l'objet d'une demande de concession en cours d'instruction ; adopté ; (p. 4315) : la confusion qu'engendrerait l'amendement n° 23 de M. Guerneur ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 23 de M. Guerneur ; les dispositions de la loi du 10 mars 1948 ; demande à M. Guerneur de retirer son amendement n° 28. **Article 3** (p. 4316) : les dispositions contenues dans les articles 92 et 94 du code de l'urbanisme. **Article 4** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Guerneur. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4531) : son amendement n° 1 de suppression de l'article A ; retiré ; son amendement n° 2 : suppression de la distinction de la durée des contrats lors de leur révision au cours de l'exécution ; (p. 4532) : la nature de la révision des contrats ; amendement n° 2 adopté ; son amendement n° 3 de suppression de l'article 2 bis ; les risques et l'insuffisance de l'article 2 bis nouveau ; l'anticipation d'un projet de loi complémentaire ; l'opportunité de la récupération des rejets d'eau chaude des centrales ; la demande par le Gouvernement

d'études sur la rentabilité des installations ; (p. 4533) : l'action du Gouvernement ; la commission Leroy ; la prise par EDF de mesures conservatoires ; l'étude du problème ; le dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement au cours de la prochaine session ; amendement n° 3 adopté ; son amendement n° 4 de suppression de l'article 2 *ter* ; la simplification des procédures préalables à la réalisation des aménagements hydro-électriques ; le rétablissement du régime de la plus large enquête publique pour les ouvrages entrant dans le champ d'application de l'article 2 *ter* ; (p. 4534) : l'objet de l'amendement n° 4 ; amendement n° 4 adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les comités professionnels de développement économique (n° 3212). Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8678) : l'avis du Conseil d'Etat fixant le caractère de droit privé du statut des comités professionnels de développement économique ; l'activité des comités ; l'intervention de l'Etat dans les comités ; (p. 8679) : les missions des centres techniques ; les missions des comités professionnels appelés à exercer des fonctions d'ordre économique et financier ; la composition des conseils d'administration des centres techniques ; la perception des taxes parafiscales par les comités professionnels ; le contrôle de l'activité des comités ; le nombre des comités existants. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8679) : son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 1 de M. Cornette : octroi de la personnalité civile aux comités professionnels ; son sous-amendement n° 5 à l'amendement n° 1 de M. Cornette : obligation de la consultation des organisations professionnelles intéressées les plus représentatives ; (p. 8680) : les conditions de création et d'administration des comités professionnels ; indique qu'il recommande l'adoption de l'amendement n° 4 relatif à la représentation paritaire au sein du conseil du comité professionnel ; sous-amendements n° 5 et 6 réservés. **Article 2** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Cornette. **Article 3** (p. 8681) : recommande à l'Assemblée d'adopter l'amendement n° 4 de M. Cornette ; demande à l'Assemblée d'adopter son sous-amendement n° 5 à l'amendement n° 1 de M. Cornette. **Article premier (suite)** : ses sous-amendements n° 5 et 6 à l'amendement n° 1 de M. Cornette précédemment réservés ; adoptés.

COUSTÉ (Pierre-Bernard)

Député du Rhône
(5^e circonscription)
(App. UDR, puis app. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569) [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

DÉPOTS

— **Proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser les articles 39, 40, 44, 45 et 69 de la Constitution pour accorder aux membres du Conseil économique et social l'initiative des lois et le droit d'amendement (n° 4)** [3 avril 1973].

— **Proposition de loi relative à l'obligation de munir les véhicules de tourisme d'un dispositif antivol (n° 50)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à permettre aux femmes assurées sociales de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de soixante ans (n° 51)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi sur les groupes de sociétés et la protection des actionnaires et du personnel (n° 52)** [12 avril 1973]. Retrait de cette proposition [9 octobre 1974] (p. 4916).

— **Proposition de loi tendant à limiter l'émission de chèques sans provision et à rendre plus efficaces les sanctions prises contre leurs auteurs (n° 53)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi relative à l'emploi des handicapés physiques par les entreprises (n° 54)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à compléter et à modifier les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (n° 55)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi tendant à encourager le développement d'activités d'intérêt général (n° 56)** [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 relative aux contrats d'assurances (n° 57) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 416, paragraphe 2, du code de la sécurité sociale relatif aux bénéficiaires de la législation concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles (n° 63) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépistage de la phénylcétonurie (n° 66) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à modifier la rédaction de l'article 54 g du livre II du code du travail afin de préciser les modalités de calcul des congés payés (n° 68) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à accorder un congé aux femmes salariées qui accueillent un enfant en vue d'adoption (n° 69) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à compléter l'article 1109 du code rural, afin de permettre la création de régimes complémentaires de prévoyance pour les travailleurs non salariés (n° 169) [12 avril 1973].

— Proposition de loi relative aux sociétés anonymes coopératives d'H.L.M. et modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation (n° 170) [12 avril 1973].

— Proposition de loi tendant à la création de sociétés unipersonnelles (n° 287) [10 mai 1973].

— Rapport d'information, au nom des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes sur l'activité de cette assemblée en 1972, fait en application de l'article 29 du règlement et présenté à la commission des affaires étrangères (n° 494) [14 juin 1973].

— Proposition de loi tendant à préciser les conditions de fixation de l'indemnité permanente partielle en matière d'accident de travail commun, d'accident de trajet et d'accident ordinaire (n° 734) [31 octobre 1973].

— Proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale afin que les cotisations patronales destinées aux régimes de sécurité sociale soient en partie proportionnelles à la valeur ajoutée par les entreprises (n° 738) [31 octobre 1973].

— Proposition de loi sur l'enseignement de l'architecture (n° 792) [28 novembre 1973].

— Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 822) autorisant l'approbation de l'arrangement entre certains gouvernements européens et l'organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane, fait à Neuilly-sur-Seine le 21 septembre 1973 (n° 857) [18 décembre 1973].

— Proposition de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 65, 75 et 77 du code de procédure pénale (n° 886) [20 décembre 1973].

— Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 70-600 du 9 juillet 1970 afin d'interdire toute clause d'une convention portant sur un local d'habitation prévoyant une indexation fondée sur l'indice du coût de la construction publié par la fédération nationale du bâtiment, l'académie d'architecture, ou tout autre organisme privé (n° 959) [30 mai 1974].

— Proposition de loi tendant à préciser les modalités d'expertise en vue de l'estimation des conséquences d'un accident corporel (n° 970) [30 mai 1974].

— Proposition de loi tendant à créer une commission de contrôle des moyens d'information afin d'assurer la protection de la vie privée et des libertés individuelles des citoyens (n° 1004) [6 juin 1974].

— Proposition de loi sur les groupes de sociétés et la protection des actionnaires, du personnel et des tiers (n° 1211) [9 octobre 1974].

— Rapport d'information au nom des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes sur l'activité de cette assemblée en 1973, fait en application de l'article 29 du règlement et présenté à la commission des affaires étrangères (n° 1267) [25 octobre 1974].

— Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique (n° 1279) [6 novembre 1974].

— Proposition de loi tendant à instituer une carte d'identité européenne (n° 1593) [29 avril 1975].

— Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et vente à domicile (n° 1716) [5 juin 1975].

— **Rapport d'information**, fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des affaires étrangères, sur la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies (n° 1719) [5 juin 1975].

— **Rapport d'information**, fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes sur l'activité de cette assemblée en 1974 (n° 1722) [5 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° 1858) [30 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi d'orientation de l'enseignement supérieur n° 68-978 du 12 novembre 1968 afin de prévoir le dépôt annuel d'un rapport au Parlement sur l'application de ladite loi (n° 1903) [8 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à majorer les pensions de vieillesse des assurés sociaux ayant cotisé pendant plus de trente ans à la sécurité sociale et dont la retraite a été liquidée avant le 1^{er} janvier 1975 (n° 2026) [3 décembre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1990), autorisant la ratification de la convention entre la Communauté économique européenne et les Etats africains, des Caraïbes et du Pacifique (et documents connexes), signée à Lomé le 28 février 1975 et l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la convention de Lomé entre les Etats africains des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté économique européenne et de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, faits à Bruxelles le 11 juillet 1975 (n° 2043) [4 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le délai prévu à l'article 1761 du code général des impôts (n° 2226) [28 avril 1976].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères sur la trentième session de l'Assemblée générale des Nations unies (n° 2263) [4 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de

loi n° 2234 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume du Maroc sur la protection, l'encouragement et la garantie réciproques des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signé à Rabat le 15 juillet 1975 (n° 2380) [10 juin 1976].

— **Rapport d'information** fait en application de l'article 29 du règlement au nom des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes sur l'activité de cette assemblée en 1975 (n° 2409) [21 juin 1976].

— **Proposition de loi** sur l'adaptation de la comptabilité des entreprises à l'inflation (n° 2482) [9 juillet 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2515) autorisant l'approbation de l'accord de navigation maritime entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, ensemble un échange de lettres, signé à Pékin le 28 septembre 1975 (n° 2604) [4 novembre 1976].

— **Proposition de loi** concernant le repos hebdomadaire des salariés (n° 2782) [13 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2766) autorisant la ratification de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire), ensemble un règlement d'exécution faite à Luxembourg le 15 décembre 1975 (n° 2832) [28 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2608) autorisant la ratification du traité de coopération en matière de brevets, ensemble un règlement d'exécution, fait à Washington le 19 juin 1970 (n° 2837) [28 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2610) autorisant la ratification de la convention sur la délivrance des brevets européens, ensemble un règlement d'exécution et quatre protocoles, faite à Munich le 5 octobre 1973 (n° 2838) [28 avril 1977].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères sur la trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations unies (n° 2839) [28 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à l'institution d'un contrôle technique des véhicules de tourisme (n° 2850) [4 mai 1977].

— **Rapport d'information**, fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes sur l'activité de cette assemblée en 1976 (n° 3121) [3 octobre 1977].

— **Proposition de loi** relative à la promotion des petites et moyennes entreprises (n° 3404) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions d'actualité :

— **La politique spatiale** [16 mai 1973] (p. 1299, 1300) : participation de l'Europe au programme post-Apollo.

— **Le procédé SECAM** [30 mai 1973] (p. 1678, 1679) : développement de la prospection pour le procédé SECAM dans le bassin méditerranéen.

• question orale sans débat :

— (n° 1958) : **Revalorisation des rentes viagères** [22 juin 1973] (p. 2477).

• question au Gouvernement :

— **La grève des détaillants en fuel** [6 novembre 1974] (p. 5940, 5941).

• questions orales avec débat de :

— **MM. d'Aillières** (n° 19568), **Le Theule** (n° 19715), **Villon** (n° 19718), **Max Lejeune** (n° 19761), **Chevènement** (n° 19796) : **Sur les problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2973) : adapter l'outil militaire aux objectifs assignés aux forces armées ; la bataille de la première génération de l'armement nucléaire ; l'ouvrage de M. Raymond Bousquet ; (p. 2974) : la triade française : les sous-marins nucléaires lance-engins ; les missiles sol-sol, les Mirages IV ; le problème des moyens financiers ; l'insuffisance de l'augmentation des crédits militaires ; l'impulsion donnée par le général de Gaulle ; majorer les crédits militaires ; l'exemple de la Grande-Bretagne ; poursuivre notre politique de coopération avec d'autres pays européens.

• questions au Gouvernement :

— **Reprise des livraisons de tabac** [28 mai 1975] (p. 3286).

— **Application du plan de soutien à l'économie** [19 novembre 1975] (p. 8647) : jugement porté par le dernier conseil des ministres sur le résultat du plan de soutien à l'économie ; les difficultés dans le domaine des investissements et des exportations.

— **Arrestation de Français en Algérie** [3 décembre 1975] (p. 9267) : démarches entreprises pour obtenir la libération de deux ingénieurs français d'une société stéphanoise de constructions métalliques.

— **Zone d'aménagement concerté de Lyon** [28 avril 1976] (p. 2256) : zone de rénovation dite « ZAC Paul-Bert ».

• question orale sans débat :

— (n° 9616) : **Aéroport de Genève-Cointrin** [14 mai 1976] (p. 3083, 3084) : la nécessité de rapprocher le statut de l'aéroport de Genève-Cointrin et celui de l'aéroport de Mulhouse-Bâle ; l'établissement d'une liaison aérienne entre Lyon-Satolas et Genève-Cointrin.

• questions au Gouvernement :

— **Acomptes de la taxe professionnelle** [26 mai 1976] (p. 3502) : la situation difficile faite aux entreprises par l'application de la loi du 29 juillet 1975 ; la diminution du taux du premier acompte ou le report de l'échéance après le 31 mai.

— **Instituts universitaires de technologie** [23 juin 1976] (p. 4550) : les résultats obtenus par les IUT ; la politique du secrétariat d'Etat aux universités à leur égard.

• questions orales sans débat :

— (n° 28964) : **Comités départementaux de promotion de l'emploi** [8 octobre 1976] (p. 6485) : l'action de ces comités : reclassement des chômeurs, formation, meilleure adaptation des offres aux demandes ; la création d'emplois liée à la reprise de l'activité économique.

— (n° 34990) : **Avenir de l'industrie textile** [15 avril 1977] (p. 1864, 1865) : importations massives dans le secteur de l'industrie du textile et de l'habillement ; menace grandissante pour travailleurs et entreprises de cette branche ; les effets inapparents de l'accord « multifibre » ; l'insuffisante protection de la Communauté envers les importations en provenance des pays tiers.

• question au Gouvernement :

— **Grève du 24 mai** [18 mai 1977] (p. 2863) : nécessité d'assurer la liberté du travail face aux ordres de grève (EDF, transports publics).

• questions orales sans débat :

— (n° 34991) : **Industries de la machine-outil** [10 juin 1977] (p. 3700, 3701) : la crise grave touchant cette industrie ; la pénétration importante des machines-outils étrangères sur le marché intérieur ; la fermeture d'entreprises pourtant de réputation internationale dans la région Rhône-Alpes.

— (n° 41213) : **Publication d'un décret d'application de la loi sur les prélèvements d'organes** [7 octobre 1977] (p. 6023) : la nécessité de publier le décret d'application de la loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique économique, financière et monétaire (n° 361) [24 mai 1973] (p. 1562) :** invoque les problèmes monétaires ; (p. 1563) : l'état de crise permanente du système monétaire international ; l'insuffisance des accords de Smithsonian de 1971 ; pose la question de la possibilité de maîtriser la crise profonde du système monétaire international ; souhaite une action d'ensemble de tous les pays concernés face au problème du dollar ; la fixité du taux de change ; la libre convertibilité des monnaies en instruments de réserves neutres ; la nécessité de consolider les balances dollar et de restaurer la convertibilité pour les « nouveaux dollars » que les banques centrales accepteraient tant que la balance américaine des paiements ne sera pas redressée ; la nécessité de modifier le prix officiel de l'or ; évoque une initiative soviétique visant à faire jouer au rouble le rôle de monnaie convertible par rapport à l'or ; estime nécessaire la régulation internationale des mouvements de capitaux à court terme ; souhaite que la France prenne des initiatives, estime indispensable que la CEE adopte une position claire spécialement vis-à-vis des Etats-Unis ; (p. 1564) : le caractère exorbitant de la thèse américaine selon laquelle le rétablissement de la balance des paiements des Etats-Unis dépend d'un excédent commercial substantiel ; le rétablissement de l'ordre monétaire international préalable à des négociations commerciales ; le problème de la solidarité vis-à-vis de la Grande-Bretagne ; les problèmes monétaires internationaux ; échéance décisive de cette législature.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France (n° 501) [20 juin 1973] (p. 2323) :** évoque l'évolution de la politique agricole commune ; le cas du marché des jeunes bovins ; le ralentissement de nos exportations avec l'Italie en raison des importations italiennes en provenance des pays tiers et des difficultés d'ordre monétaire ; souhaite que le Gouvernement prenne des mesures ; évoque la politique de coopération de la France ; l'accroissement de l'interdépendance des nations ; l'impératif de la coopération avec le Tiers-Monde ; (p. 2324) : la nécessité d'une intervention très diversifiée ; l'attitude de l'opinion publique à l'égard de la politique de coopération ; souhaite que le rajeunissement de notre politique de coopération soit accéléré, que l'on passe de l'ère de la subvention à l'auto-développement ; l'importance de la formation des cadres ; la nécessité d'une action de masse dans le domaine culturel par les moyens

audio-visuels ; évoque le complexe de télévision scolaire de Bouaké, en Côte-d'Ivoire ; souhaite que les programmes d'équipements audio-visuels soient prioritaires dans les prochains budgets ; la nécessité de favoriser un enseignement technique adapté aux besoins africains, d'engager des actions de formation rapide dans le domaine du développement rural et de traiter nos partenaires comme des Etats indépendants ; les conditions d'octroi des subventions d'équilibre ; (p. 2325) : la nécessité de tenir compte des réalités nationales et internationales ; les pays africains, pays adultes ; l'action de la France non exclusive de celle des autres pays européens ; l'attitude pragmatique du Gouvernement ; la nécessité de mettre un terme à l'assistance dite de substitution, d'assurer la formation de cadres militaires ; accroître nos efforts pour la diffusion de la langue française ; participer aux opérations multinationales ; les intérêts français en matière monétaire ; souhaite le succès du plan Deniau visant à faire assurer par la CEE aux pays africains et malgache l'écoulement de leurs produits à des prix sûrs ; demande au Gouvernement de soutenir ce plan communautaire ; les difficultés tenant à des coalitions d'intérêts ; la nécessité de privilégier les Etats les plus défavorisés et la prise en charge des Africains par eux-mêmes ; la nécessité de promouvoir une politique de coopération régionale ; (p. 2326) : souhaite que l'octroi des prêts par le FAC soit facilité au bénéfice des pays les plus défavorisés comme ceux du Sahel ; estime que l'efficacité de notre politique ne dépend plus que de sa générosité morale.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement entre certains gouvernements européens et l'organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane, fait à Neuilly-sur-Seine le 21 septembre 1973 (n° 822). Discussion générale [18 décembre 1973] (p. 7155) :** en qualité de rapporteur : accord portant sur l'étude, le développement et les essais du lanceur, ses observations sur le programme, participation considérable de la France (62,50 % du financement), programme Ariane et ses répercussions sur l'industrie française.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1161). Discussion générale [24 juillet 1974] (p. 3731) :** le problème de l'office est un problème d'entreprise ; l'appel à la concurrence doit aller jusqu'à l'autorisation d'une télévision indépendante ; (p. 3732) : l'existence du monopole n'explique-t-elle pas les difficultés du procédé Sécam ? **Discussion**

des articles. **Article premier** (p. 3740) : amendement n° 10 : création d'une chaîne de télévision indépendante ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180) :

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5318) : se félicite de la majoration des rentes viagères mais demande un effort supplémentaire ; estime que le moment est venu de penser à la réévaluation des bilans ; (p. 5319) : la politique d'emprunt sur le marché international ; l'union économique et monétaire au sein de la Communauté européenne.

Deuxième partie :

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5974) : s'étonne qu'un débat aussi important ait lieu à une heure aussi tardive ; la vision commune des Neuf face à la situation au Proche-Orient ; régularité de la concertation au plus haut niveau politique en Europe ; les différents aspects de la solidarité européenne face aux nouvelles sources d'énergie ; les inquiétudes devant certaines attitudes de l'Allemagne.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° 1274) [5 décembre 1974] (p. 7479) ; les améliorations apportées au texte ; (p. 7480) : la coopération entre l'Assemblée et le Gouvernement ; convaincre les pays de la Communauté économique européenne d'adopter le même prélèvement ; le groupe de l'UDR adoptera le projet.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6123) : le délai de paiement dans le cadre des marchés publics ; (p. 6124) : les difficultés de trésorerie des entreprises et des collectivités locales ; la large information de l'opinion publique que suppose la réussite du plan de soutien ; alléger les charges sociales des entreprises ; (p. 6125) : assurer la vérité des bilans ; la concertation au sein de l'Europe des Neuf.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7370) : l'effort du Gouvernement en matière d'autoroutes ; la liaison Lyon-Genève ; l'accès au tunnel du Fréjus ; (p. 7371) : les difficultés des sociétés concessionnaires ; la liaison mer du Nord-Méditerranée ; la concurrence entre firmes françaises sur les marchés étrangers ; réduire les délais de paiement pour les marchés publics.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté** (Bruxelles 11 juillet 1975) (n° 1990), rapporteur. **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9794) : la réunion de la conférence Nord-Sud ; le caractère exemplaire de la convention de Lomé ; son ampleur géographique ; (p. 9795) : la longueur et la complexité des négociations ; le système de garantie de recettes d'exportation ; le bénéfice du libre accès sur le marché européen de la quasi-totalité des produits exportés par les États ACP ; le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée pour les produits exportés par les Neuf du Marché commun ; (p. 9796) : la correction des déséquilibres structurels par le jeu de la réglementation financière et technique ; l'aide du FED au développement rural et à la formation des hommes ; le caractère courageux de la reconnaissance d'une garantie de recettes d'exportations pour vingt-huit produits des pays ACP ; la place que prend la coopération industrielle ; (p. 9797) : les changements introduits dans les institutions ; l'événement que constitue la convention de Lomé.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2722) : l'idéal de la concertation qui guide le Président de la République ; la conférence Nord-Sud ; le manque de cohésion de la Communauté européenne ; l'attitude des pays de l'Est vis-à-vis de cette conférence ; (p. 2723) : le règlement satisfaisant entre cette conférence et l'ONU ; les débats de la CNUCED ; conclure des accords internationaux produit par produit ; le problème de l'endettement des pays en voie de développement ; la situation nouvelle en Afrique ; le problème de l'évolution de l'Afrique australe ; (p. 2724) : la représentation des intérêts français en Corée du Nord.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements** (n° 2217). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4743) : analyse l'accord du 15 juillet 1975 entre la France et le Maroc sur la protection, l'encouragement et la garantie réciproque des investissements ; le Maroc, premier partenaire commercial de la France dans la région ; la tranquillité et la réciprocité complète des investissements franco-marocains ; des procédures classiques ; un accord conclu pour dix ans ; aucun statut en faveur des investissements antérieurs ; des garanties traditionnelles ; (p. 4744) : une formule plus restrictive en fonction des activités

et droits professionnels qui nécessite des précisions de la part du Gouvernement ; approuve le projet autorisant l'approbation de l'accord.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° 2527) [6 octobre 1976] (p. 6414) : le caractère inadmissible d'une grève politique ; la responsabilité de l'entreprise ; adapter les entreprises à l'inflation ; les faiblesses du secteur de la machine-outil ; une politique de la consommation ; (p. 6415) : la détérioration du système monétaire international ; les montants compensatoires ; l'aménagement du système de flottement des monnaies ; le maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE ; assurer le renouveau et le redressement de la France.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité de coopération en matière de brevets, ensemble un règlement d'exécution, fait à Washington le 19 juin 1970** (n° 2608), rapporteur. **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2431) : les trois projets de loi de ratification de conventions en matière de brevets et les trois projets de loi d'application de ces conventions ; les raisons qui ont milité en faveur de la conclusion des accords internationaux en matière de brevets ; le caractère national de la protection des inventions ; le développement divergent des législations nationales sur les brevets ; l'historique de la coopération internationale en matière de brevets ; le Traité de Washington ; l'uniformisation de la procédure de dépôt de la demande de brevets et de la recherche de nouveautés portant l'état de la technique ; les avantages du Traité de Washington ; la Convention de Munich sur le brevet européen ; (p. 2432) : le rassemblement par le brevet européen d'un faisceau de brevets nationaux ; les avantages du système ; l'organisation de l'office européen des brevets ; la candidature de la France lors du choix du siège de l'office européen des marques ; la Convention de Luxembourg sur le brevet communautaire ; son objectif ; le caractère unitaire et autonome du brevet communautaire ; le problème des langues ; les dispositions prévues en la matière par la Convention de Luxembourg ; la limitation apportée par l'article 88 à l'article 14 de la convention ; la restriction apportée au caractère obligatoire du brevet communautaire ; (p. 2433) : la mise en place par la Convention de Luxembourg du cadre d'une communauté de la propriété industrielle ; les conditions du choix des industriels entre les différentes procédures proposées.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Universités [8 novembre 1977] (p. 7133) : son approbation au projet de budget pour 1978 ; la faible croissance du budget ; l'ouverture de l'université sur la région ; la mise en place de filières spécifiques orientées vers l'économie régionale ; l'adaptation des formations aux besoins de l'emploi ; la formation continue ; les instituts universitaires de technologie ; l'ouverture au monde international ; l'équivalence des diplômes ; (p. 7134) : le refus de l'Etat d'instaurer un système de prêts bancaires aux étudiants.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7175) : l'accroissement des crédits du ministère des affaires étrangères (p. 7176) : l'ouverture de la conférence de Paris ; l'insuffisance des crédits consacrés aux relations culturelles ; la conférence Nord-Sud ; ses résultats ; la concertation sur l'énergie ; les problèmes commerciaux ; l'équilibrage des échanges internationaux ; l'action du GATT ; l'Europe communautaire ; la relance de l'union économique et monétaire.

COUVE de MURVILLE (Maurice)

Député de Paris
(6^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° 5168), **Baillet** (n° 5263), **Roux** (n° 5271), **Destremau** (n° 5273), **Seitlinger** (n° 5282), **Poperen** (n° 5283), **Soustelle** (n° 5314) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4494, 4495) : rôle de la France dans le règlement de ce conflit ; différence entre la situation de 1967

et celle de 1973 ; armes étrangères alimentant les combattants ; nécessité pour la communauté internationale d'œuvrer pour l'application de la résolution 242 de l'ONU ; établissement de frontières définies, sûres et reconnues.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France (n° 501)** [19 juin 1973] (p. 2268) : évoque la construction européenne ; le souhait de la France de la voir s'étendre de l'économique au politique, position différente de nos partenaires ; place de la France dans le monde ; nécessité pour la France de redevenir le champion de l'aide au Tiers-Monde ; nos relations privilégiées avec l'Afrique ; nécessité de revoir la forme et les moyens de notre aide ; rapports avec la Chine ; participation de la France à la reconstruction du Viet-Nam ; position française vis-à-vis du Laos et du Cambodge ; évoque les problèmes de l'Europe ; estime que s'ouvre une ère entièrement différente de la période de guerre froide ; les rapports entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ; (p. 2269) : l'entente nucléaire et le développement des échanges entre les Etats-Unis et l'URSS, fait majeur qui domine la scène internationale ; volonté des Américains de redéfinir maintenant leur place dans le monde occidental ; nécessité pour la France et pour l'Europe d'éviter que les Deux ne prétendent régler leurs problèmes et imposer leurs solutions ; rôle précurseur de la France dans le développement de la coopération avec l'URSS ; nécessité d'éviter que Français et Allemands apparaissent à cet égard comme des rivaux et de renforcer la coopération entre la France et l'Allemagne ; l'Alliance atlantique, facteur d'équilibre ; les conséquences pour la Communauté européenne et les nations de la création d'une communauté atlantique structurée ; les problèmes militaires et le stationnement des forces américaines en Allemagne ; la contradiction entre le souhait américain de voir les Européens assumer leurs responsabilités en matière de défense et la suprématie du commandement américain ; position américaine sur la question des troupes en Allemagne de l'Ouest ; la conférence sur la réduction équilibrée des forces en Europe, négociation directe entre les deux superpuissances ; le refus de nos partenaires d'aborder le problème de la défense européenne ; évoque les affaires monétaires et commerciales ; le rôle international du dollar ; (p. 2270) : la responsabilité déterminante de l'Amérique ; la nécessité d'agir sur les causes du mal non pas sur ses conséquences ; la solidarité manifestée par six des pays du

Marché commun ; la position particulière de la Grande-Bretagne ; se prononce pour la non-intervention de la France vis-à-vis du dollar en cas de nouvelle crise à condition que puissent être mises en place les taxes anti-dumping ; évoque la prochaine négociation commerciale, les raisons de l'initiative américaine ; déficit de la balance commerciale, élargissement de la Communauté, le Nixon-Round, suite du Partnership de Kennedy, les risques de dissolution de la Communauté dans une vaste zone de libre-échange ; les dangers que court la politique agricole commune ; les réactions européennes face à la position américaine ; l'accord général réalisé en France sur quelques principes ; la nécessité de subordonner tout aboutissement effectif de la négociation au retour à l'ordre monétaire ; la difficulté des négociations à venir ; les intérêts de la France indissociables de ceux de l'Europe ; (p. 2271) : l'appui de l'opinion publique à l'action du Gouvernement.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution (n° 639). Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4423) : son non-conformisme, son refus de considérer le texte autrement qu'en lui-même, problème qui est celui du régime lui-même, rappelle que le projet figure dans le programme des oppositions, estime qu'il ne s'agit pas d'une réforme mineure, rappelle que l'objectif premier de la réforme constitutionnelle de 1958 était de mettre un terme à l'instabilité et à l'impuissance gouvernementale ; (p. 4424) : rôle du Président de la République ; nécessité d'un mandat de longue durée ; moyens d'assurer le renouvellement de la confiance du pays ; rôle des élections législatives pour exprimer la confiance au Président de la République ; rappelle le sigle de la majorité « union pour le soutien au Président de la République » ; estime que le texte en discussion changerait le caractère du régime, ses observations sur le régime présidentiel ; risque de blocage entre l'exécutif et le législatif ; coïncidence entre l'élection présidentielle et l'élection législative ; désuétude du droit de dissolution, fréquence des élections, ne pourra voter le texte.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5572) : estime que les positions françaises n'apparaissent pas toujours clairement ; domination de la scène internationale par l'action conjointe des Etats-Unis et de l'Union soviétique ; conséquence de la paix signée en mai 1972 à Moscou entre Nixon et Brejnev ; attitude des nostalgiques de la guerre froide ;

paix nucléaire ; conditions d'adaptation de la France à ce nouvel état de choses ; guerre israélo-arabe ; rôle joué par les superpuissances ; possibilités d'un accord ; leçons à tirer par les Français et par les Européens ; paix des Grands et leur rivalité ; (p. 5573) : possibilités d'action de la France ; événements du Chili ; présence française en Indochine ; ambiguïté de notre position vis-à-vis du Cambodge ; mise à jour de nos rapports avec l'Afrique ; négociations conclues et en cours ; relations avec le Maghreb ; politique française à l'égard du Tiers-Monde ; rôle que peut jouer la France compte tenu de son audience ; impuissance présente de l'Europe ; fonctionnement du Marché commun agricole ; absence de volonté, à l'exclusion de la France, à affirmer des positions qui seraient européennes ; affaires économiques et monétaires ; « Nixon Round » ; pouvoirs de négociation du Gouvernement américain ; système monétaire international ; conférence de Nairobi ; sa demande d'explications sur l'attitude européenne et celle de la France ; rapport de l'Europe et de la France avec les Etats-Unis, conférence d'Helsinki ; (p. 5575) : sens des déclarations du ministre des affaires étrangères à cette conférence, volonté et capacité des Neuf à s'entendre pour définir et pratiquer une politique commune ; propos de M. Kissinger sur les intérêts régionaux gérés par les Européens ; effet de révélateur de la guerre au Moyen-Orient ; choc ressenti en France, initiative du président de la République de demander la réunion rapide d'une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, déclaration des Neuf sur le Proche-Orient, attitude des partisans de la construction européenne, problème d'une concertation organisée et permanente, plan Fouchet, perspectives de la conférence de Copenhague, approvisionnement du monde occidental en pétrole et boycott de certains Etats, début des difficultés pour notre société industrielle, son appui à une position impartiale et équilibrée entre Arabes et Israéliens, solidarité européenne, son rappel de l'expédition de 1956, politique étrangère inséparable de la défense, OTAN, stationnement des forces américaines en Allemagne, défense de l'Europe et conférence de Copenhague.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5959) : l'austérité de ce budget ne doit être que passagère ; les émissions radiophoniques vers l'extérieur suscitent de grandes inquiétudes ; le Marché commun est aujourd'hui bien malade ; la concertation politique en Europe ronronne ; les dangers de la fuite

en avant institutionnelle ; (p. 5960) : les problèmes posés par l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; les critiques à l'égard de la politique agricole commune ; les difficultés d'une politique commune de l'énergie ; la renégociation de la participation de la Grande-Bretagne doit connaître des limites précises ; (p. 5961) : se ruer vers le renoncement ou avoir la volonté d'être nous-mêmes ; les rapports de l'Europe et des Etats-Unis ; Israël et les Palestiniens ; les pays de l'ancienne Indochine.

1975

— **Rappel au règlement** [26 juin 1975] (p. 4776) : sur le rappel au règlement de M. Mitterrand, insiste sur l'absence de tout débat sur la politique étrangère de la France depuis le début de la session.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4928) : regrette le moment où s'engage le débat ; le dénouement du drame indochinois ; l'absence de modification de l'équilibre mondial des forces ; (p. 4929) : la décision des Etats-Unis de ne pas revenir sur leurs engagements ; se félicite que la politique française n'ait pas changé par rapport à l'alliance atlantique ; la nécessité pour la France de conserver sa liberté de décision ; le cas du système d'armes Pluton ; la définition par la France d'une véritable politique européenne ; la tâche difficile qui consiste à la sauvegarde du Marché commun ; la position qui doit être celle de la France au Moyen-Orient ; l'Europe de l'Est ; (p. 4930) : la concertation avec les pays en voie de développement et de la conférence de l'énergie.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7549, 7550) : son cri d'alarme à l'égard de la dégradation du budget du ministère des affaires étrangères ; les ponctions opérées sur l'action culturelle et technique de la France dans le monde et sur les émissions radiophoniques vers l'étranger ; le transfert de compétences s'opérant au détriment du ministère des affaires étrangères ; l'exemple du fonds culturel du livre et des décisions prises au niveau européen ; la mauvaise solution qui consisterait à désigner un ministre de l'Europe ; la position en cette matière de l'Angleterre et de l'Allemagne ; ne pas renoncer à mener une politique étrangère propre ; (p. 7551) : la position de la France par rapport au Tiers-Monde et au problème de l'énergie ; les problèmes du Liban, du Moyen-Orient et de l'ancienne Indochine ; les rapports avec l'Europe de l'Est ; la non-réintégration dans

l'OTAN ; le problème des armements ; le maintien des Pluton sur le territoire national ; le rôle de la France dans la conférence de l'énergie.

Coopération [30 octobre 1975] (p. 7597) : l'intérêt porté par la commission des affaires étrangères à la coopération ; l'affaire Claustre et l'assassinat du commandant Galopin ; l'insuffisance de la dotation du ministère de la coopération ; la réduction progressive de l'aide française.

Culture [3 novembre 1975]. **Etat B - Titre III** (p. 7754) : rappelle que la commission des affaires étrangères s'est opposée au rattachement du fonds culturel au secrétariat d'Etat ; souhaite l'adoption de l'amendement n° 117 de M. Julia.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, sur le vote des Français établis hors de France** (n° 1922). **Discussion des articles** [17 décembre 1975]. **Après l'Article 15** (p. 9926) : ses observations sur l'envoi des listes d'émargement par la valise diplomatique.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2700) : félicite le ministre pour la manière dont le débat est organisé, souhaite que celui-ci reprenne la direction générale de la politique étrangère ; (p. 2701) : le développement de la force militaire de l'Union soviétique ; l'atteinte portée à la crédibilité des Etats-Unis suite au Vietnam et à l'affaire du Watergate ; le maintien de l'équilibre mondial des forces ; la continuité de la politique soviétique ; le retour en force des Etats-Unis sur le plan monétaire ; désapprouve les déclarations de M. Kissinger relatives à la politique intérieure des Etats européens ; une Europe muette depuis la conférence de La Haye ; (p. 2702) : le problème de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; l'équivoque née à propos de ces élections entre les pays européens ; les résultats de la conférence Nord-Sud ; les inquiétudes soulevées par le Cambodge ; nos relations avec le Maghreb ; l'achèvement de la décolonisation aux Comores et à Djibouti ; le drame atroce de la guerre civile libanaise ; le destin de la France qui n'est ni de se confondre, ni de s'aligner.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° 2410). **Discussion générale** [1^{er} juillet 1976] (p. 5001) : indique que la commission des affaires étrangères est favorable au projet ; la conséquence des négociations en cours ; l'évolution du droit de la mer pour des raisons politiques et techniques ; la conception nouvelle du plateau continental ;

la dernière session de la Conférence des Nations unies ; le renforcement par une nouvelle situation de fait de la position française à l'égard de ses DOM et TOM.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7815) : un budget non seulement détestable, mais indigne pour la France ; (p. 7816) : l'attitude de l'Etat vis-à-vis de ses attributs essentiels ; les déficits des entreprises nationales ; le redressement des armées ; la justice ; la loi de programme promise ; la réorganisation du ministère des affaires étrangères ; l'Europe dans la crise ; les montants compensatoires ; la décision des Neuf de s'orienter vers un élargissement de leur communauté ; le Conseil européen ; (p. 7817) : les pouvoirs budgétaires de l'assemblée européenne ; la place de la France dans le monde ; les deux géants ; le Tiers-Monde : le Liban.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7154) : les critiques apportées au budget du ministère des affaires étrangères ; (p. 7155) : l'évolution du budget pour 1978 ; le rétablissement de l'appareil diplomatique de la France ; le plan de redressement du ministère des affaires étrangères ; l'action culturelle et la coopération ; la politique de défense ; la position de retrait de la diplomatie française ; la situation au Liban ; la politique en matière africaine ; l'enlèvement de Français par le Polisario ; l'Europe ; (p. 7156) : la crise économique européenne ; la liberté des échanges ; la participation de la Grande-Bretagne à la construction de l'Europe ; l'Europe politique ; l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct ; la coopération politique européenne ; la politique des superpuissances en matière de désarmement ; la nature des discussions sur le désarmement ; les échéances de mars 1978.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ensemble quatre annexes ouvertes à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973, et après cette date, à Berne, jusqu'au 31 décembre 1974** (n° 3201). **Discussion des articles** [17 décembre 1977] (p. 8954) : indique qu'il n'est pas possible de réunir la commission des affaires étrangères qui, seule, pourrait décider du retrait de la demande d'ajournement présentée par M. Marcus, rapporteur.

CRENN (Jean)

*Député du Finistère
(6^e circonscription)
(UDR, puis RPR).*

En remplacement, le 13 mai 1973, de Mme Ploux, nommée membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

CRÉPEAU (Michel)

*Député de la Charente-Maritime
(1^{re} circonscription)
(PSRG).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 753).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [15 avril 1976] (p. 1857).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 33 : Santé** (n° 2525) [5 novembre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 32 : Santé et sécurité sociale - Santé** (n° 3131) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Fillioud** (n° 900), **Leroy** (n° 1188), **de Broglie** (n° 1242), **Flornoy** (n° 1243), **Michel Durafour** (n° 1262), **Claudius-Petit** (n° 1265) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1506, 1507) : interview donnée à l'AFP par le ministre des affaires culturelles ; les craintes qu'elle a fait naître ; intentions du ministre en matière de décentralisation culturelle.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation d'Air Inter** [16 octobre 1974] (p. 5089) : effort consenti par les collectivités locales pour assurer une desserte aérienne correcte des villes et régions dont elles ont la charge.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault** (n° 15297), **Cabanel** (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7701) : importance du chômage ; les solutions à la crise de l'emploi proposées par la gauche ; les restrictions de crédit asphyxiant les petites et moyennes entreprises ; le choix du Gouvernement : inflation et chômage.

• *question au Gouvernement :*

— **Marché du poisson** [16 avril 1975] (p. 1739) : limitation des importations ; organisation des marchés à l'intérieur de la Communauté.

• *question orale sans débat :*

— (n° 12134) : **Pollution des plages** [7 mai 1975] (p. 2471, 2472) : rapport de la commission d'enquête sur le littoral méditerranéen ; insuffisance des aides financières aux communes côtières ; problème de la pollution par le pétrole (rejets pétroliers en mer, forages sur le littoral).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° 18971), **Falala** (n° 19360), **Ducloné** (n° 19428), **Coulais** (n° 19952), **Gau** (n° 19963) : **Problèmes de**

l'emploi [4 juin 1975] (p. 3694) : progression du chômage chez les jeunes et les diplômés ; risques d'explosion sociale ; critique du système de formation et d'orientation ainsi que de la politique économique du Gouvernement ; nécessité d'une relance économique par une relance de la consommation.

• *question au Gouvernement* :

— **Importations d'alcools en Amérique** [1^{er} décembre 1976] (p. 8851).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° 277) [4 mai 1973] (p. 1056) : souligne le caractère politique du débat ; estime nécessaire de faire l'Europe, d'améliorer par ce moyen le sort des agriculteurs ; estime que rien ne sera réglé tant que le problème monétaire n'aura pas été résolu ; (p. 1057) : caractère de prélude au Nixon-Round du débat de Luxembourg ; avenir de la préférence communautaire et de l'Europe verte après les négociations avec les Etats-Unis, l'inquiétude des agriculteurs ; nécessité d'examiner globalement les problèmes ; absence de grand dessein dans la politique du Gouvernement, intervention à posteriori du ministre de l'agriculture devant le Parlement ; lenteur de la construction de l'Europe, son caractère technocratique ; évoque les ventes de beurre à l'URSS à prix réduit ; caractère nationaliste de la politique du Gouvernement, faillite de l'Europe des nations, condamnation des exploitations familiales.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 659). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4423) : nécessité de corriger le déséquilibre fondamental de nos institutions, refus du droit d'amender, de discuter, référendum parlementaire ainsi proposé, distinction fondamentale qui existe entre la durée d'un contrat et son objet, entre la durée et la nature et surtout l'étendue du pouvoir, transformation du rôle du Président de la République, estime que ce dernier est devenu le chef de la majorité, domaine réservé au général de Gaulle, extension à l'ensemble des problèmes, nécessité d'équilibrer ce pouvoir sans limite, ses réserves sur le régime présidentiel, proposition du programme commun des partis de gauche, contrat de législature et rôle d'arbitre du Président de la République, pratique du général de Gaulle et monarchie du type légitimiste, monarchie du type orléaniste proposée par M. Pompidou.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Transports. — IV. Marine marchande [30 octobre 1973] (p. 5088) : sa déception après le discours du ministre, caractère fondamental de ce budget pour l'avenir du pays, ses observations sur le refus du Gouvernement de communiquer au Parlement un document officiel ; (p. 5089) : situation géographique de la France et importance de la marine marchande, nécessité pour le ministre d'agir en homme d'Etat ; souhaite une loi d'orientation intéressant la marine et la mer, débat sur la politique maritime, situation inquiétante des chantiers français, pétroliers japonais, insuffisance de l'aide de l'Etat aux petits et moyens chantiers ; ses observations sur le plan de relance de l'armement, situation de la pêche au regard des prévisions du VI^e Plan, exemple de La Rochelle, difficultés de la pêche artisanale, diminution des emplois dans la marine de commerce, mesures à prendre pour attirer les jeunes, faible niveau des salaires, rétroactivité du décret de 1968, pension de réversion des veuves, statut de la mer et politique de la France dans ce domaine, absence de la France sur le plan international ; (p. 5090) : estime que le budget présenté est dérisoire ; exprime son refus de le voter ; (p. 5094) : son rappel au règlement, trouve « déplorable » pour le Parlement qu'un ministre ne juge pas utile de répondre à l'opposition, question restée sans réponse sur une loi d'orientation relative aux problèmes de la marine.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5743) : directives ministérielles en matière d'urbanisme et problème des moyens permettant de financer les améliorations résultant de leur application, aménagement du territoire, rattrapage du retard que connaît la façade atlantique par rapport au reste de la France et de l'Europe, problème du désenclavement et bretelles de raccordement à l'autoroute A 10 ; (p. 5744) : route nationale n° 137 entre Rochefort et La Rochelle, crédits d'aménagement du littoral et équité au niveau des régions, ports de la façade atlantique, port en eau profonde de La Pallice, caractère contradictoire de la politique du Gouvernement, villes nouvelles et créations d'emplois, insuffisante incitation des primes à la décentralisation, conditions de crédit et différés d'amortissement ; son inquiétude quant à l'inflation et à ses conséquences.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3724) : pulvérisation de l'ORTF ; que peut signifier l'ex-

pression « dernière chance du service public » ? ; (p. 3725) : le déséquilibre financier est la conséquence des agissements de l'Etat ; le recours accru à la publicité menace la presse écrite ; (p. 3726) : que devient le monopole en matière de télédistribution ?

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Transports. — III. **Aviation civile** [18 novembre 1974] (p. 6651) : les difficultés du transport aérien intérieur et d'Air Inter ; (p. 6652) : rôle dans l'aménagement du territoire ; la fermeture de lignes ; les charges indues ; le démantèlement ; ne votera pas le budget. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6677) : le débat sur les affaires maritimes ; la conférence de Caracas sur le droit de la mer ; le prix du poisson et l'organisation des marchés ; le prix du carburant ; les importations massives ; la fixation d'un prix plancher.

1975

— **Discussion sur une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1451) : l'opinion du Gouvernement par rapport aux préoccupations des Français ; la hausse des prix ; l'inquiétude du pays ; relancer son économie ; la question fondamentale du choix de société ; le rite de l'anticommunisme ; la croissance rapide depuis 1945 ; organiser une société donnant à tous une grande part des fruits de cette croissance ; les difficultés des petites entreprises, des collectivités locales et des artisans ; l'impôt indirect sur le capital qui frappe les « petites gens » ; l'armée des chômeurs ; le problème de l'énergie ; l'implantation des centrales nucléaires ; (p. 1452) : un problème qui devra être soumis au Parlement ; le désengagement américain à l'échelle mondiale ; le sens de la politique étrangère française.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° 1633). **Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3823) : le caractère vague de certaines dispositions ; l'absence de volonté politique ; l'insuffisance de l'effort financier ; l'absence de vote sur la politique énergétique de la France ; le rejet systématique dans l'Atlantique de déchets provenant de centrales nucléaires ; (p. 3824) : l'absence de moyens relatifs à l'application du projet de loi ; le vague principe de taxe parafiscale ; l'exemple de la récupération du papier par la ville de La Rochelle ; les liens de la pollution avec le développement d'une économie fondée sur le profit ; le problème du plastique ; la société de consommation et de gaspillage ; l'exemple des carcasses de voitures et du papier ; (p. 3825) : les fraudes dans le monde

de la ferraille ; le procès de Lyon. **Discussion des articles.** **Articles 2** (p. 3828) : s'assurer du caractère biodégradable des pesticides utilisés par les agriculteurs ; apporte son soutien à l'amendement n° 1 de M. Weisenhorn. **Article 9** (p. 3835) : insiste en faveur de l'adoption de l'amendement n° 19 de M. Darinot ; toxicité des produits médicamenteux ; exemple d'une souche microbienne en Méditerranée. **Article 13** (p. 3838) : l'absence de sanction en cas d'infraction aux dispositions contenues dans l'article ; ne pas faire profiter les chiffonniers des collectes organisées par les municipalités. **Article 14** (p. 3841) : son amendement n° 21 : prévoir à partir du 1^{er} janvier 1978 et pour toute nouvelle installation de traitement des ordures ménagères soit la récupération des matières, soit le compostage ; repoussé. **Article 21** (p. 3844) : son amendement n° 22 : rendre responsable l'agence nationale des déchets de l'application de la loi ; repoussé. **Article 22** (p. 3850) : son amendement n° 44 : prévoir des peines en cas d'infraction à l'article 13 ; repoussé. **Article 24** (p. 3851) : son amendement n° 25 : accorder pouvoir de réquisition à l'agence nationale des déchets pour constater les infractions ; application de l'article 40 du code pénal en cas de refus de constat ; reconnaître qualité de partie civile à l'agence et aux associations reconnues d'utilité publique ; (p. 3852) : retiré au profit de l'amendement n° 43 du Gouvernement. **Explications de vote** : abstention du groupe du parti socialiste.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 5** (p. 4015) : son amendement n° 86 : perception de la taxe sur les entreprises de transport maritime dans le port d'attache du navire avec un taux égal à la moyenne des taux applicables à l'ensemble des ports ; adopté ; (p. 4016) : demande si les ports dont les communes sont concessionnaires seront imposés.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° 1175). **Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4652) : soutient sa motion de renvoi en commission.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880) :

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7156) : une navigation du Gouvernement à l'aveuglette ; le repliement des pays européens sur eux-mêmes ; les fluctuations du dollar ; la hausse du prix du pétrole ; l'action des sociétés multinationales ; la condamnation de l'ordre international capitaliste ; la situation des marchés passés avec les pays du Moyen-Orient ; (p. 7157) : les exportations d'armes françaises ; apporter de profondes modifications en matière

de politique des revenus et de justice fiscale ; l'irrespect de la justice sociale, cause de l'inflation.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7935) : ses observations relatives à l'insuffisance des créations de postes d'enseignants ; demande à la commission des finances de saisir la Cour des comptes des conditions dans lesquelles un collaborateur du ministre distribue les crédits à des fins électorales.

Transports. — **IV. Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8441) : les retards accumulés dans le domaine de la marine marchande et les pêches ; le problème d'organisation du marché du poisson ; (p. 8442) : la situation de la construction navale ; prendre l'avis des syndicats en matière de restructuration des chantiers ; le cas du paquebot *France* ; en faire une maison de retraite pour les anciens marins.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (n° 1502).** **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1983) : la dimension écologique du problème ; le milieu fragile que constitue la mer ; sa dimension économique ; la multiplication des sources de pollution due au développement du grand capitalisme industriel ; un projet qui s'insère dans un système économique et social dont le profit immédiat est la règle ; (p. 1984) : la dimension politique du problème : la volonté de tous les Etats de prendre l'affaire au sérieux ; demande quel sort sera réservé à la demande d'une commission d'enquête sur l'affaire de l'*Olympic Bravery* ; dénonce l'inefficacité de la législation en matière de sanction et la multiplicité des ministères qui doivent intervenir ; (p. 1985) : la dimension morale du problème ; l'inquiétude de l'orateur sur la façon dont la loi sera appliquée ; changer la société pour la mettre au service de l'homme. **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article premier** (p. 1989) : son amendement n° 25 : extension des peines prévues aux industriels, véritables responsables des opérations d'immersion ; retiré. **Article 3** (p. 1992) : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 27 de M. Le Pensac : exercice de l'action civile ; repoussé. **Article 5** (p. 1994) : son amendement n° 30 : retiré.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206).** **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3672) : le projet n'est pas clair car la notion de plus-value est difficile à cerner ; il n'est pas juste, qu'il s'agisse des rési-

dences secondaires, du lingot, du napoléon, de l'incidence de l'impôt sur les fortunes en voie de création ; le système prévu n'est pas très efficace car il procurera peu de ressources à l'Etat, mais le projet n'est peut-être qu'un rideau de fumée destiné à masquer l'inflation et la difficulté de la reprise ; il n'est pas cohérent car il fait obstacle à la circulation des richesses, car il ne remédie pas à la dépréciation de la monnaie ; c'est un projet maladroit et malvenu.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523).** **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 4** (p. 6644) : défend les deux-roues ; l'anomalie consistant à augmenter la taxe différentielle des automobiles d'occasion sans taxer les motos ; souhaite que le plancher d'imposition soit fixé à 500 centimètres cubes ; déplore la campagne politique menée à partir de son amendement technique ; les moyens de s'occuper de la jeunesse ; son opposition au plan Barre ; (p. 6646) : défend l'amendement n° 25 de M. Papon : application de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, aux motocyclettes de cylindrée supérieure à 125 centimètres cubes ; (p. 6647) : son sous-amendement n° 89 tendant à ne taxer que les grosses motos d'une cylindrée égale ou supérieure à 500 centimètres cubes ; critique le ton passionnel de l'intervention du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur son amendement ; les insuffisances du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; sous-amendement n° 89 repoussé ; amendement n° 25 repoussé. **Article 9** (p. 6659) : les raisons pour lesquelles les communes augmentent le prix de l'eau ; (p. 6660) : les contradictions de l'article 9 ; l'inopportunité de pénaliser les communes ayant effectué des travaux causés par la sécheresse ; indique que le PSRG ne votera pas l'article 9.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6737) : une motion de censure qui se substitue à une question de confiance qui aurait dû être posée sur la déclaration de politique générale ; le Premier ministre, le conspirateur et le roi ; (p. 6738) : chronique des fins de siècle ; la préoccupation négative de la majorité ; des arguments vieillissants concernant les réformes, l'impossibilité de l'alternance ; l'amalgame entre la gauche et le collectivisme ; faire passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers ; le soutien du peuple refusé au Gouvernement ; Dassault.

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524).** *Deuxième partie :*

Transports. — **IV. Marine marchande** [28 octobre 1976] (p. 7206) : le triste débat sur le budget de la marine marchande ; un recul très net ; une conjoncture inquiétante pour la marine marchande ; la situation grave

et dangereuse pour les milieux maritimes ; (p. 7207) : la pêche maritime, exploitation de richesses naturelles ; le fret ; le caractère productif des investissements de la marine marchande ; le chômage causé par le désarmement d'un navire ; les grandes mutations sur le plan technique et sur le plan juridique ; la pollution ; le cas du Verdon ; un budget inacceptable ; la nécessité d'un grand débat sur les problèmes de la mer.

Santé publique et action sociale, rapporteur spécial [29 octobre 1976] (p. 7268) : son rapport concluant au rejet du projet de budget de la santé pour 1977 ; la difficulté d'avoir une vision globale des problèmes de la santé au travers de l'analyse des crédits du ministère ; le déficit du régime de l'assurance maladie pour 1977, égal au montant du budget du ministère de la santé ; la nécessité d'accomplir un effort de clarification et de remise en ordre ; la structure compliquée du projet de budget ; le domaine particulier de l'action sociale, accord sur les objectifs ; le problème de l'adéquation des objectifs annoncés avec les moyens financiers dégagés par le budget ; l'accroissement de l'effort en faveur de la santé inférieur à l'accroissement de l'ensemble des moyens budgétaires ; la réintégration dans le budget de la santé de crédits figurant à la section des charges communes ; le doublement des crédits de la santé en cinq ans ; administration de la pénurie ; sa préoccupation concernant la formation du personnel ; (p. 7269) : l'humanisation des hôpitaux ; les diplômés d'infirmerie ; l'Etat remboursé par le jeu de la TVA ; l'intensification de l'action sociale en faveur des groupes sociaux les plus défavorisés ; l'innovation dans le domaine social ; le redéploiement de l'effort de l'Etat vers des actions de prévention et de recherche ; la propagande en faveur du tabac ; aucun moyen d'exercer un contrôle sur les médicaments nouveaux ; les dangers d'utilisation d'antibiotiques. **Examen des crédits** (p. 7301) : défend l'amendement n° 146 de M. Papon tendant à réduire les crédits de 1.166.947.990 F ; repoussé.

Culture [5 novembre 1976] (p. 7652) : un budget mauvais contre lequel voteront le parti socialiste et les radicaux de gauche ; la faiblesse du volume du budget ; l'absence d'orientations de la politique culturelle du Gouvernement ; critique de la structure interne du budget ; (p. 7653) : Malraux ; culture et démocratie ; 0,50 % du budget de la nation ; culture et instruction publique ; la nécessité de la culture pour les individus et pour la nation ; le progrès des techniques ; la globalisation du monde ; le futur de la culture européenne et de la culture française ; l'ajustement relatif et difficile des crédits de fonc-

tionnement ; la chute verticale des crédits d'équipement et d'entretien ; Paris-province ; (p. 7654) : les pressions du ministre des affaires culturelles sur Paris pour qu'il augmente sa contribution à la culture ; la priorité accordée aux dépenses de prestige au détriment de l'action culturelle en profondeur ; Beaubourg ; les difficultés de fonctionnement ; une Villette culturelle ; le sacrifice des musées et bibliothèques de province ; la diffusion du livre français à l'étranger notamment au Canada et en Afrique francophone.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8297) : l'assemblée d'information des syndicats policiers du 18 octobre 1976 ; leur opposition au ministre de l'intérieur ; (p. 8298) : le malaise des services de la police ; les problèmes de rémunérations ; l'insécurité ; les effectifs ; l'évolution du taux de la criminalité ; l'opération « coup de poing ».

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme (n° 2823)** [27 avril 1977] (p. 2221) : la situation difficile que traverse le pays ; la limitation de l'action gouvernementale aux problèmes conjoncturels ; l'absence de modification des structures ; la secousse de 1968 ; le règne du capitalisme sauvage ; la France qui a élu M. Valéry Giscard d'Estaing ; les problèmes de structure ; le rapport introductif du VII^e plan ; la reconnaissance par le Premier ministre de l'existence de facteurs structurels de l'inflation ; (p. 2222) : le sort des réformes de structures annoncées le 22 septembre 1976 ; le manque d'imagination des différents plans Barre ; la promesse gouvernementale de redistribution des revenus ; la fraude fiscale ; l'absence de mesures prises pour développer la créativité ; la situation du secteur des transports ; l'absence de politique maritime ; les problèmes du secteur informatique ; « l'Etat spectacle ».

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer (n° 2960)** [7 juin 1977] (p. 3450) : la perte par la France des trois grandes batailles de l'informatique, de l'espace et de l'aéronautique ; la nécessité d'une politique ; des objectifs clairs ; la survie des entreprises de pêche et des chantiers navals ; (p. 3451) : la nécessité d'objectifs à long et moyen terme ; l'inadaptation des moyens à l'évolution des techniques ; les dotations budgétaires de la recherche océanologique ; l'inadaptation des moyens à la naissance d'une mer européenne communautaire ; les zones de 200 milles ; la définition d'une politique de la pêche ; la transformation des structures ; l'adaptation des marchés et des circuits de commercialisation de la pêche ; la fixation d'un prix européen du mazout ; les structures de

l'Etat pour la pêche et la marine ; leur dépassement ; la création d'un grand ministère de la mer ; la modification des structures de recherche et d'innovation ; le CNEXO et l'ISTPM ; (p. 3452) : la monopolisation par les Etats-Unis d'Amérique des recherches en matière d'exploitation des richesses ; la création de nouvelles structures de commercialisation ; la formation des techniciens.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Discussion générale** [13 octobre 1977] (p. 6127) : l'insistance du Gouvernement sur l'honnêteté de la présentation du projet de loi de finances pour 1978 ; la réalité des résultats de fin d'exercice ; les idées contenues dans le rapport général de la commission des finances ; la construction de l'Europe ; la politique de coopération avec le tiers monde ; l'existence d'une « guerre économique » ; la hausse du prix de l'énergie et des matières premières ; l'absence de réponse aux interrogations fondamentales de l'avenir économique de la France ; (p. 6128) : la crise des coûts de la main-d'œuvre ; la concurrence des pays du Sud-Est asiatique ; la nécessité de produire une planification plus stricte sur le plan international comme sur le plan national ; une crise politique ; une crise morale ; une crise de civilisation.

Deuxième partie :

Santé publique et sécurité sociale, rapporteur spécial de la commission des finances, pour la santé [3 novembre 1977] (p. 6950) : les modifications subies par le document budgétaire ; le temps de parole des rapporteurs ; la dotation pour la santé ; les objectifs visés par le Gouvernement ; les crédits regroupés dans la section commune ; les créations d'emplois ; l'insuffisance des personnels dans les directions départementales ; les crédits affectés à la section « Santé » ; la part croissante de l'aide sociale ; (p. 6951) : l'éducation sanitaire ; la lutte contre le tabagisme ; la prévention des grossesses à risque ; la lutte contre l'alcoolisme ; l'équipement hospitalier ; le suréquipement de certains services ; l'humanisation des hôpitaux ; la subvention de l'Etat pour les constructions neuves ; le problème des prix de journée ; l'attribution du téléphone aux personnes âgées ; l'aide sociale ; le remboursement avec retard de la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale ; les modalités de répartition des charges d'aide sociale entre les communes, les départements et l'Etat ; l'effort en faveur de la recherche. **Examen des crédits. Article 80** (p. 6987) : le rejet par la commission de l'amendement n° 165 de M. Legrand.

Equiperment et aménagement du territoire. — **Transports.** — **V. Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7645) : le projet de

budget ; l'évolution du droit international maritime ; l'évolution des crédits ; les crédits affectés aux pêches maritimes ; l'équipement naval ; les protections de l'environnement ; la régularisation d'autorisations de programme antérieures ; le déficit de la balance des paiements des produits de la mer ; la construction navale ; le désarmement de pétroliers ; (p. 7646) : les déclarations de M. Davignon, membre de la commission de Bruxelles sur la réorganisation du secteur de la construction navale ; l'éventualité de disparition d'emplois ; la reconversion des chantiers ; la structure particulière des chantiers ; le financement par les aides publiques de commandes de navires passées à l'étranger ; le niveau des commandes passées par les pays étrangers.

CRÉPIN (Mme Aliette)

Député de l'Aisne
(5^e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

En remplacement le 9 juillet 1974 de M. André Rossi, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [9 juillet 1974] (p. 3431).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est élue secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [23 juillet 1974] (p. 3663), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Vice-président de cette commission [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [27 octobre 1977] (p. 6755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1587), fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours (n° 1691) [30 mai 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 1731 rect.)

relative à la création d'une carte d'auto-stoppeur (n° 1811) [26 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1801), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours (n° 1819) [27 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1718), tendant à compléter les mesures de lutte contre la rage en instituant l'obligation d'identification des chiens (n° 1824) [27 juin 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3154) sur la protection et l'information des consommateurs (n° 3278) [6 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 3377), sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services (n° 3382) [19 décembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services (n° 3436) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• question au Gouvernement :

— **Catastrophe ferroviaire de Vierzy** [18 juin 1975] (p. 4367) : lenteur des délais d'instruction.

• questions orales sans débat :

— **Ses observations lors de la question orale de M. Caro (n° 29520) : Situation financière de certaines communes**, en qualité de suppléant [4 juin 1976] (p. 3826, 3827) : l'application de l'article 2 de la loi n° 75-678 ; les conséquences de l'exemption des éleveurs « industriels » de la taxe professionnelle pour certaines communes.

— (n° 32407) : **Utilisation de l'amiante dans les constructions scolaires** [15 octobre 1976] (p. 6713, 6714) : cas du CES de Vic-sur-Aisne ; son désir d'obtenir un rapport écrit sur les dangers que l'utilisation de l'amiante peut présenter.

— (n° 37592) : **Restrictions de crédits dans la gendarmerie** ; en qualité de suppléant [29 avril 1977] (p. 2338) : conséquences fâcheuses de la réduction de 20 % des attributions d'essence de la gendarmerie.

— Ses observations lors de la question orale de M. Bégault (n° 38954) : Application de la loi du 9 juillet 1976 sur la protection de la famille aux femmes fonctionnaires ; en qualité de suppléant [17 juin 1977] (p. 3971) : congé postnatal prévu à l'article 14 ; limite d'âge applicable au recrutement par concours des fonctionnaires de la catégorie A prévue à l'article 21.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi sur la régulation des naissances (n° 1284). Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6909) : demande que la loi soit applicable dans les délais les plus brefs ; approuve l'amendement du Sénat à l'article 3 relatif aux centres de protection maternelle et infantile ; les décrets d'application devront prévoir la liste des contraceptifs à prescrire aux mineures selon leur état de santé.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7172) : rappelle que sept des neuf femmes députés se sont déclarées favorables au projet ; l'importance de la consultation préalable à l'avortement lui-même.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales (n° 1285) [17 avril 1975]. Explication de vote** (p. 1831) : améliorations qu'apporte le projet ; vote positif du groupe des réformateurs.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560) [28 mai 1975]. Discussion générale** (p. 3323) : dédramatiser les relations entre époux afin de préserver les enfants ; l'état de dépendance économique dans lequel se trouvent de nombreuses femmes divorcées ; leur accorder les droits à l'assurance maladie et une part de la pension de vieillesse ; revoir le calcul de la pension alimentaire. **Discussion des articles** [30 mai 1975]. **Article premier (suite)** : Article 251 du code civil : son amendement n° 88 : conciliation obligatoire ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires (n° 1650). Discussion générale** [12 juin 1975] (p. 4094) : restaurer le sens des responsabilités individuelles par des procédures de coercition ; l'amélioration continue des voies d'exécution du droit privé ; assurer la couverture sociale des époux divorcés et notamment des femmes chefs de famille.

— **Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours (n° 1587). Première**

lecture [13 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4156) : l'évolution de la condition du tourisme ; les abus constatés dans le domaine des agences de voyage ; la codification et la clarification des textes existants ; la protection de la clientèle ; éviter les abus résultant d'associations dissimulant des activités commerciales ; (p. 4157) : l'aggravation des sanctions existantes ; assurer la protection et la sécurité des clients ; trouver un équilibre entre la nécessité d'une réglementation plus stricte pour les associations et le désir de préserver cette forme de tourisme social ; le difficile problème de la publicité des associations ; limiter la publicité à l'égard des non-adhérents ; la possibilité donnée aux municipalités de faciliter l'accueil des touristes. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 4162, 4163) : juge l'amendement n° 6 de M. Claude Weber inutile. **Article 2** (p. 4163) : son amendement n° 1 : possibilité de délivrer des titres de transport pour le compte d'autres transporteurs ; adopté ; son amendement n° 9 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 2 : après les mots : « locaux de tourisme », insérer les mots : « à but non lucratif » ; adopté. **Article 3** (p. 4164) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Cot ; son amendement n° 3 : définition par décret des garanties exigées des prestataires de services ; retiré. **Article 4** (p. 4164) : son amendement n° 10 : faire en sorte que tout lieu où une prestation touristique est délivrée satisfasse à un minimum d'exigences matérielles ; adopté. **Article 7** (p. 4166) : s'oppose aux amendements identiques nos 7 de M. Claude Weber, 8 de M. Cot et 13 de M. Briane ; son amendement n° 4 : interdire aux associations de faire une publicité de caractère commercial ; adopté. **Article 11 bis** (p. 4168) : son amendement n° 5 : préciser sur les documents délivrés aux voyageurs les obligations réciproques des cocontractants ; repoussé. **Deuxième lecture** [28 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4993) : informe l'Assemblée que seul l'article 2 reste en discussion ; demande que cet article soit voté dans le texte adopté par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM (n° 1639), rapporteur suppléant. Deuxième lecture** [27 juin 1975] (p. 4959) : demande à l'Assemblée de voter le texte adopté par le Sénat.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588 et n° 1881). Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6615) : ses observations relatives à la procédure d'expropriation ; estime que la valeur des terrains dans les zones d'intervention foncière doit s'apprécier en tenant compte de la durée de la possession et du

montant de la taxe foncière versée par le propriétaire actuel.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565), rapporteur suppléant. **Troisième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4737) : demande à l'Assemblée d'adopter sans modification le texte du Sénat.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4854) : rappelle les projets tendant à améliorer les voies navigables ; regrette que la politique d'aménagement des vallées paraisse abandonnée ; souligne les avantages des voies navigables ; l'effet d'entraînement de ces réalisations sur le développement régional notamment en Picardie ; la liaison entre les grands ports français, le réseau fluvial à grand gabarit ; souhaite une politique fluviale cohérente.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7905) : intervient au nom de M. Jacques Soustelle ; la situation des tisseurs à main traditionnels, les canuts de Lyon ; le rapport de M. Dehaye ; la nécessité de prendre des mesures de sauvegarde de cette catégorie.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° 2221). **Discussion des articles** [5 avril 1977] : **Article premier** : **Article 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1552) : son amendement n° 28 : sanctions applicables aux personnes prenant des enfants en garde sans satisfaire à l'obligation d'agrément ; [6 avril 1977] : **Article 123-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1582) : son amendement n° 29 : conditions d'assurance des personnes morales de droit privé ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° 1688). **Discussion des articles** [13 avril 1977]. **Article 30** (p. 1763) : soutient l'amendement n° 34 de M. Boudet : modalités de mise en conformité des cahiers des charges ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° 2376). **Discussion générale** [1^{er} juin 1977] (p. 3289) : l'importance des progrès introduits dans la politique sociale ; (p. 3290) : la loi du 30 décembre 1975 ; les justifications sociales de la solution proposée ; la double activité des femmes ; l'effet de la proposition de loi sur la

préparation active de la retraite ; permettre aux femmes de prendre une part plus active dans la vie sociale ; les risques comportés par la réforme ; la réintroduction d'une discrimination entre hommes et femmes ; le problème des mères de famille n'ayant exercé aucune activité professionnelle ; doter la mère de famille d'un véritable statut.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan [19 octobre 1977] (p. 6354) : le déclin de l'idée de la planification à la française ; la baisse de la dotation budgétaire du commissariat général du plan ; la réalisation des programmes d'action prioritaires ; l'état de réalisation du programme d'amélioration de l'équipement téléphonique ; le programme de désenclavement de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif central ; la nécessité d'une renaissance du plan.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154), rapporteur. **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8458) : la novation apportée par les dispositions relatives aux clauses abusives ; (p. 8459) : l'importance des modifications apportées aux dispositions législatives relatives à la protection des consommateurs ; l'inapplication des dispositions relatives à la qualification des produits industriels ; les dispositions relatives au crédit à la consommation ; la dispersion des services appelés à appliquer les textes protecteurs du consommateur ; la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs ; le contrôle des nouveaux produits ; le principe d'interdiction absolue pour les objets pouvant mettre en danger la santé et la sécurité des consommateurs ; la nécessité d'une consultation d'organismes scientifiques et techniques et des professionnels concernés et des organisations de consommateurs ; la mise à jour de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes ; la qualification des produits ; la définition précise de l'assiette des certificats de qualification et des labels agricoles ; (p. 8460) : la généralisation des contrats d'adhésion ; les dispositions réputant abusives les clauses traduisant un déséquilibre entre les forces contractantes en présence ; le rôle de la commission chargée de prévenir l'existence des clauses abusives ; la réglementation des contrats par voie de décret ; l'amélioration de la loi de 1973 sur la publicité mensongère ; l'adoption des dispositifs du projet gouvernemental par la commission de la production. **Discussion des articles** [9 décembre 1977] : **Avant l'Article premier** (p. 8550) : la portée considérable de l'amendement n° 3 de Mme Moreau ; demande à l'Assemblée de

rejeter l'amendement n° 3 de Mme Moreau ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 4 de Mme Moreau. **Article premier** (p. 8551) : son amendement n° 19 : réglementation par décret pris en Conseil d'Etat des interdictions d'importation et de fabrication d'objets pouvant présenter un danger pour la sécurité des consommateurs ; (p. 8552) : le non-examen par la commission du sous-amendement n° 101 de Mme Moreau à l'amendement n° 44 de M. Bourson ; l'absence de consultation des organisations de consommateurs dans le dispositif de l'amendement n° 44 ; amendement n° 19 devenu sans objet ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 6 de Mme Moreau ; le caractère superfétatoire du sous-amendement n° 97 du Gouvernement à l'amendement n° 6 de Mme Moreau. **Article 2** (p. 8553) : son amendement n° 20 ; conditions d'exercice par les ministres intéressés de la faculté de suspendre la fabrication, l'importation et la mise sur le marché des objets présentant un danger grave ; la réduction de la durée du délai de suspension à quatre mois ; (p. 8554) : le non-examen par la commission du sous-amendement n° 98 du Gouvernement à son amendement n° 20 ; se déclare défavorable à l'amendement n° 45 de M. Bourson ; amendement n° 20 adopté après adoption du sous-amendement n° 98 du Gouvernement. **Article 3** : son amendement n° 21 de coordination ; adopté. **Article 3 bis** : son amendement n° 22 : service d'appartenance des agents de la direction de la qualité du ministère de l'agriculture ; adopté ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 100 de M. Huguet. **Après l'Article 3 bis** (p. 8555) : l'existence d'un conseil national de la consommation : le caractère superfétatoire de l'amendement n° 7 rectifié de Mme Moreau ; l'avis défavorable de la commission sur la forme de l'amendement n° 8 rectifié de Mme Moreau ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 9 de Mme Moreau. **Article 4** (p. 8556) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 10 de Mme Moreau ; le caractère superfétatoire des amendements n° 4 et n° 47 de M. Bourson. **Après l'Article 4** : son amendement n° 23 : publication obligatoire des avis du conseil supérieur d'hygiène publique ; adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement. **Article 9** (p. 8558) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 71 de M. Daillet ; son amendement n° 24 de coordination ; devenu sans objet. **Article 10** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 48 de M. Bourson ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 49 de M. Bourson. **Article 12** (p. 8559) : le non-examen par la commission des amendements n° 88 de M. Gantier et n° 94 de M. Boudet ; la notion d'usage commercial. **Article 13**

(p. 8560) : son amendement n° 25 : pouvoir du personnel de contrôle de saisir les produits reconnus falsifiés ; adopté ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 89 de M. Gantier ; (p. 8561) : son amendement n° 26 : prise en considération du cas des entreprises passibles mais non soumises à la patente ; adopté. **Après l'Article 18** : son amendement n° 27 : annexion du texte de la loi du 1^{er} août 1905 à la loi et publication en même temps qu'elle ; adopté. **Avant l'Article 19** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 79 de M. Claude Michel. **Article 19** (p. 8562) : le non-examen par la commission des amendements n° 51 de M. Bourson et n° 74 de M. Daillet ; le ralliement de la commission à l'expression « certificat de qualification » ; (p. 8563) : son amendement n° 28 : définition des produits industriels comme des produits agricoles non alimentaires transformés ; les conséquences d'une éventuelle adoption de l'amendement n° 52 de M. Bourson ; (p. 8564) : faire en sorte que les labels agricoles favorisent la promotion d'une agriculture de qualité ; amendement n° 28 adopté ; son amendement n° 29 rectifié : application des certificats descriptifs de caractéristiques sur les caractéristiques significatives des produits pour lesquels ils ont été délivrés ; repoussé ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 53 de M. Bourson ; (p. 8565) : son amendement n° 30 : caractère impartial de l'organisme certificateur ; la similitude de l'objet des amendements n° 54 rectifié de M. Bourson et n° 11 de Mme Moreau avec l'amendement n° 30 de la commission ; amendement n° 30 devenu sans objet. **Avant l'Article 19 (suite)** (p. 8565) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 50 de M. Bourson. **Article 20** (p. 8566) : son amendement n° 31 : non-application des dispositions de l'article 19 aux produits alimentaires d'origine agricole et animale ; adopté ; son amendement n° 32 : non-application des dispositions de l'article 19 aux médicaments à usage humain ou vétérinaire ; adopté. **Après l'Article 22** : son amendement n° 33 : application des dispositions des articles 19 à 22 aux prestations de services ; adopté. **Article 23** (p. 8567) : son amendement n° 34 : de coordination ; adopté. **Article 23 ter** : son amendement n° 35 : de coordination ; adopté. **Après l'Article 23 ter** : son amendement n° 36 : conditions dans lesquelles il est possible aux propriétaires de marques de commerce, de fabrique et de service de s'opposer à la diffusion des textes publicitaires utilisant leurs marques sans autorisation ; réservé ; [12 décembre 1977] : **Article 24** (p. 8586) : l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 12 rectifié de Mme Moreau ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Bourson ; (p. 8587) : l'avis favorable de la commission

sur l'amendement n° 2 de M. Gouhier ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 58 de M. Bourson. **Article 27 : Article 28-1 de la loi du 5 août 1960** : son amendement n° 37 : champ d'application des labels agricoles ; adopté. **Article 28-2 de la loi du 5 août 1960** (p. 8589) : son amendement n° 38 : de coordination ; adopté. **Article 28** (p. 8592) : l'avis favorable de la commission sur les sous-amendements 114, 115 et 116 de M. Foyer. **Article 29** : l'acceptation de l'amendement n° 63 de M. Bourson sous réserve de l'adoption des sous-amendements n° 111 et n° 112 de la commission ; son sous-amendement n° 111 à l'amendement n° 63 de M. Bourson : suppression de la possibilité pour les anciens magistrats de l'ordre judiciaire d'assurer la fonction de président de la commission ; son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 63 de M. Bourson : suppression de la possibilité pour les anciens magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif de siéger au sein de la commission ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 107 du Gouvernement à l'amendement n° 63 de M. Bourson ; (p. 8593) : l'avis défavorable de la commission sur les amendements nos 83 de M. Claude Michel et 115 de M. Gouhier ; sous-amendements nos 111 et 112 repoussés. **Article 30** (p. 8594) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 64 de M. Bourson. **Article 31** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 65 de M. Bourson. **Article 32** (p. 8595) : son amendement n° 43 : de suppression ; adopté. **Article 33** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 67 de M. Bourson. **Article 36** (p. 8586) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 75 de M. Daillet ; la suppression éventuelle de toute publicité en cas d'adoption de l'amendement n° 75 ; maintenir le caractère dissuasif de l'éventualité de l'amende ; la vérification du BVP. **Après l'Article 37** (p. 8597) : l'absence d'avis de la commission sur l'amendement n° 76 de M. Daillet par manque d'information des intentions de l'auteur. **Après l'Article 23 ter (suite)** : son amendement n° 36 précédemment réservé ; l'absence d'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 105 du Gouvernement ; indique qu'elle votera ce texte ; devenu sans objet. **Seconde délibération. Article 4** (p. 8599) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Article 20** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9081) : les modifications apportées par le Sénat ; le pouvoir d'appréciation du juge ; (p. 9082) : les conditions d'examen du texte. **Discussion des articles. Article 9** (p. 9083) : son amendement n° 1 de forme ; adopté. **Arti-**

cle 13 : son amendement n° 2 de forme ; adopté ; (p. 9084) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Maurice Legendre. **Article 24** (p. 9085) : son amendement n° 16 de coordination ; adopté ; son amendement n° 3 : délivrance sans restriction des certificats de qualification par le laboratoire d'essais ; éviter la constitution de tout monopole ; adopté. **Avant l'Article 28** (p. 9086) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre IV ; réservé. **Article 28** : son amendement n° 5 : modalités d'élimination des clauses abusives ; adopté. **Avant l'Article 28 (suite)** : amendement n° 4 précédemment réservé ; adopté. **Article 29** (p. 9087) : son amendement n° 6 : nouvelle composition de la commission des clauses léonines ; adopté. **Article 30** : son amendement n° 7 de coordination ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Maurice Legendre. **Article 31** : son amendement n° 8 de coordination ; adopté ; (p. 9088) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Maurice Legendre. **Article 32** : son amendement n° 9 de suppression ; adopté. **Article 33** : son amendement n° 10 de suppression ; adopté. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9158) : adoption par la CMP du texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture ; demande à l'Assemblée d'adopter le texte de la CMP.

CRESPIN (Roger)

*Député de la Marne
(1^{re} circonscription)
(UDR, puis RPR).*

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Jean Taittinger, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

DÉPÔTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — VI. Section marine (n° 684) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 810) autorisant des nominations dans le corps des secrétaires administratifs en chef des services extérieurs du ministère des armées au titre des années 1969, 1970, 1971 et 1972 (n° 1047) [6 juin 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — VI. Section Marine (n° 1233) [11 octobre 1974].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Tome VI : Section Marine (n° 1919) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Tome VI : Section Marine (n° 2532) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée Coteaux champenois (n° 2542) [13 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Tome VI : Section Marine (n° 3150) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— MM. d'Aillières (n° 19568), Le Theule (n° 19715), Villon (n° 19718), Max Lejeune (n° 19761), Chevènement (n° 19796) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2976) : l'importance majeure des problèmes de défense ; les missions de services publics assignés à la marine ; l'acuité des problèmes d'équipement et de personnel ; le plan à long terme ; la programmation à moyen terme ; l'import-

tance des sous-marins nucléaires d'attaque ; les autres programmes d'équipement ; la nécessaire augmentation du budget d'équipement de la marine ; l'insuffisance des dépenses ordinaires ; ne pas transformer les bateaux en casernes flottantes ; (p. 2977) ; le rythme imposé aux personnels ; augmenter considérablement le budget de la marine ; la nécessaire modification des grades ; une discipline juste et souple ; faire la démonstration de l'utilité du service militaire ; la préservation de l'indépendance nationale.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 30636) : **Réglementation de la fermeture des magasins** [8 octobre 1976] (p. 6488, 6489) : l'imprécision de cette réglementation ; le pouvoir discrétionnaire des préfets ; l'ouverture le dimanche et la nuit risque de nuire aux petits commerçants.

— (n° 33301) : **Création de parcs de stationnement dans le centre des villes** [3 décembre 1976] (p. 9000, 9001) : modification nécessaire des dispositions de la loi foncière du 31 décembre 1975 et du décret du 29 mars 1976 rendant impossible toute politique de stationnement dans le centre des villes ; exemples des coûts de construction des parkings de Marseille, Nantes et Reims.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national (n° 360). Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2058) : conditions d'adoption de la loi du 9 juillet 1970 ; exploitation de l'inquiétude des jeunes ; remise en cause de l'armée tout entière ; attitude des ministres de l'éducation nationale et des armées ; campagne de démoralisation ; condamnation de ces manœuvres par les chefs d'état-major ; (p. 2059) : adaptation du service militaire aux exigences de la vie moderne ; souci de cohérence du Gouvernement ; absence de remise en cause de l'existence de l'armée ; évolution des techniques et nécessité des contacts humains que permet le service militaire ; opportunité d'un débat sur le service national ; son caractère universel ; fourchette de dix-huit à vingt-deux ans ; règlement des cas d'espèces par une commission départementale plutôt que régionale ; utilité de la concertation entre les ministres intéressés ; âge minimal de dix-huit ans ; avantages sociaux accordés aux jeunes de condition modeste ; opportunité d'une application rapide de la loi ; conditions dans lesquelles le service militaire est effectué ; rôle formateur de l'armée.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Deuxième partie :**

Dépenses militaires (Articles 20 et 21). — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5395) : rapporteur pour avis : situation actuelle et perspectives de la marine ; insuffisance de ce budget ; faiblesse de son pourcentage par rapport au PNB ; diminution de la part de la marine dans le budget global de défense ; traité franco-malgache du 15 mai 1973 et moyens nécessaires au maintien de notre position dans cette partie du globe ; mission prioritaire de dissuasion et autres missions de la marine ; protection des communications maritimes ; programmation des constructions neuves ; sous-marins nucléaires d'attaque ; déflation des personnels dans la marine ; problème crucial des effectifs ; (p. 5396) : conditions de vie du personnel ; insuffisance des crédits d'entretien de la flotte ; prime d'embarquement, plan naval ; demande le rejet du titre III dans sa forme actuelle.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5663) : efforts de la V^e République en faveur de l'éducation nationale ; (p. 5664) : enseignement court industriel des IUT, IUT de Reims, enseignements préscolaires, enseignements élémentaires, rôle des classes de transition, classes professionnelles de niveau, enseignement technologique court industriel, stagnation des effectifs à l'université de Reims, blocage des carrières des maîtres de conférence et assistants, projet de réforme du second cycle.

1974

— **Projet de loi relatif aux secrétaires administratifs des armées** (n° 810), rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2720) : publication de son rapport : historique des difficultés contentieuses ; objet des dispositions proposées ; nécessité d'une intervention législative.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Éducation et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5857) : ses observations sur la situation des établissements scolaires dans la région Champagne-Ardenne ; les constructions industrialisées de CES et de CET supportent mal l'épreuve du temps ; les expériences de préscolarisation en milieu rural ; (p. 5858) : les mesures prises pour réaliser des économies d'énergie dans les établissements ; l'allocation scolaire aux enfants des classes sous contrat simple.

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur pour avis [12 novembre 1974] (p. 6175) : la prime d'embarquement ; la carence de personnel ; les missions de service public ; les primes de technicité ; les crédits

d'entretien ; les constructions navales ; les sous-marins nucléaires ; la coopération aéronautique européenne ; (p. 6176) : la commission de la défense nationale approuve le budget ; la force océanique stratégique ; la condition matérielle des marins.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [30 octobre 1975] (p. 7612) : l'importance des missions des forces navales ; l'effort fait en faveur du personnel ; la réduction de la part du budget des armées consacrée à la marine ; la date de réalisation des divers programmes ; (p. 7613) : souhaite la mise en place d'une programmation à long terme ; le remplacement des appareils de l'aviation de patrouille maritime ; (p. 7635) : son intervention à titre personnel ; l'amélioration de la condition militaire, la réduction des crédits du titre V ; la nécessaire réorganisation des forces armées aboutit à une plus grande sélectivité du service militaire ; (p. 7636) : augmenter la dotation en essence de l'armée de l'air ; son hommage à la gendarmerie.

1976

— **Proposition de loi relative à la prolongation pour certains volontaires de la durée du service militaire dans la marine** (n° 1544). **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2373) : souligne, en sa qualité de rapporteur du budget de la marine, l'importance de la proposition de loi.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3423) : la difficulté pour l'opinion publique d'identifier une menace précise ; un monde dangereux et incertain ; la contribution de la France au maintien de la sécurité et de l'équilibre en Europe ; (p. 3424) : les tensions qui apparaissent dans diverses parties du globe ; l'impérieuse nécessité technique que constitue la programmation ; les difficultés que présente une planification rigide ; le caractère global de la nouvelle programmation ; la permanence des problèmes de personnel ; la question du service national et le risque d'une rupture de l'égalité ; aller dans le sens d'une diversification du service ; le problème de la capacité anti-chars et de la faiblesse de l'artillerie de l'armée de terre ; la réorganisation des structures de commandement du corps de bataille ; le maintien de 450 avions à la disposition de l'armée de l'air ; le problème de la capacité d'aérotransport ; l'absence de pro-

grammation du Crotale ; la chute temporaire du tonnage de la marine ; le report de la construction de *l'Inflexible* ; (p. 3425) : la non-remise en cause de la supériorité des porte-avions ; le porte-hélicoptères ; ne pas perdre de temps dans la mise en chantier du porte-hélicoptères PA 75 ; l'urgence de la livraison des sous-marins nucléaires d'attaque ; la construction d'un avion de patrouille maritime ; le missile AM 39 ; le problème de l'exportation des matériels ; accorder les mêmes facilités de trésorerie aux entreprises d'Etat qu'aux entreprises privées ; donner aux forces nucléaires les moyens suffisants pour que la dissuasion reste l'élément essentiel de notre politique de défense.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° 2410). **Discussion générale** [1^{er} juillet 1976] (p. 5002) : les problèmes que pose le texte du point de vue de la défense ; un rappel historique ; des précisions relatives à la zone économique où la France se réserve d'exercer certains droits ; la préoccupation gouvernementale de ne prévoir que des mesures conformes au droit positif le plus actuel afin d'éviter les protestations ; les moyens de faire respecter le droit ; la capacité d'intervention de la marine nationale ; (p. 5003) : l'impossibilité matérielle de la marine de faire face à court terme à ses responsabilités ; son espoir : le renforcement des moyens de la marine.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour la section marine [8 novembre 1976] (p. 7728) : la situation maritime mondiale ; les exportations ; la dissuasion nucléaire stratégique ; la construction d'un sixième SNLE ; les opérations de surveillance ; *le Fringant* ; une liberté d'action s'étendant à nos possessions d'outre-mer, à nos zones de pêche et à la zone économique de 200 milles créée en juillet dernier ; le problème des personnels ; des défauts d'entretien et un manque de moyens financiers ; l'avenir de l'aviation ; l'aviation de patrouille maritime ; la flotte de surface de combat ; définir une politique navale ; (p. 7729) : la construction du troisième pétrolier ravitailleur d'escadre ; (p. 7748) : la programmation militaire ; l'idée d'indépendance ; assumer et continuer l'héritage gaulliste en matière de défense ; les déclarations de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre ; le sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; (p. 7749) : la capacité de « deuxième frappe » ; l'emploi de l'armement nucléaire tactique, motif d'inquiétude ; son indépendance ; la France et

l'Europe ; la réorganisation de l'armée de terre ; la gendarmerie nationale, le renseignement de l'armée de l'air, les missions de la marine nationale ; le droit de la mer et l'exploitation des richesses sous-marines ; l'évolution du tonnage de la flotte ; le problème des effectifs ; la question du service national ; rejette l'armée exclusivement de métier ; les inégalités du service national ; le service civil préconisé par M. Michel Debré ; la diversification.

1977

— **Proposition de loi relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « Coteaux champenois »** (n° 2542). **Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2385) : un texte qui répond au vœu unanime des membres de l'organisation interprofessionnelle des vins de Champagne ; la qualité des vins de Champagne ; les qualités du vin d'appellation « Coteaux champenois » ; le risque de restriction de concurrence ; l'extension aux autres régions viticoles de l'interdiction de mise en bouteilles hors du lieu de production.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour la section Marine [9 novembre 1977] (p. 7234) : la politique navale de la France ; le rôle des SNLE ; le report de la construction d'un sixième SNLE ; la zone économique des 200 milles ; les nouveaux types de bâtiments en construction ; la lutte contre la pollution en mer ; la présence maritime ; l'étalement des programmes de construction ; le renforcement du soutien logistique ; les prélèvements sur les stocks de combustibles ; la question des personnels ; (p. 7235) : la compensation financière des décisions du Gouvernement relatives à l'opération « Saphir Deux » et à l'affaire du « Boehlen » ; la réévaluation en cours d'année du prix du combustible ; l'étalement des constructions neuves ; le respect de la souveraineté de la zone économique ; la construction du sixième SNLE ; son intervention à titre personnel ; (p. 7262) : la croissance des crédits d'investissement ; la force océanique stratégique ; le rythme des constructions neuves de la flotte de surface ; les conséquences locales de la réorganisation des structures de l'armée de terre ; (p. 7263) : la situation de l'armée de l'air ; la faiblesse des crédits d'équipement de la marine ; la loi de programmation ; la nécessité d'une réflexion du Parlement sur le service national ; les déclarations du Président de la République à Brest ; indique qu'il votera le budget.

CRESSARD (Jacques)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(1^{re} circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [2 mai 1973] (p. 978).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 mai 1973] (p. 978), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de

l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à compléter le livre premier du code du travail par un article 29 u en vue de faire bénéficier les journalistes « pigistes » des dispositions prévues par la loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes (n° 182)** [12 avril 1973].

— **Proposition de loi relative à la structure et à la mission des enseignements fondamentaux (n° 309)** [10 mai 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). — Annexe n° 45 : Défense nationale (titre III). — Effectifs et gestion. — Services communs (n° 681)** [10 octobre 1973].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). — Annexe n° 50 : Défense. Titre III. — Effectifs et gestion. — Services communs. — Annexe n° 52 : Défense, budgets annexes du service des essences et du service des poudres (n° 1230)** [11 octobre 1974].

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880). — Budgets militaires. — Annexe n° 50 : Titre III. — Annexe n° 51 : Budget**

annexe des essences (n° 1916) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524). — Dépenses militaires. — Annexe n° 51 : Titre III. — Annexe n° 52 : Service des essences (n° 2525) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). — Budgets militaires. — Annexe n° 51 : Titre III. — Annexe n° 52 : Service des essences (n° 3131) [5 octobre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 3147) relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3215) [16 novembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix (n° 3389) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• questions orales avec débat de :

— M. Fillioud (n° 900), Leroy (n° 1188), de Broglie (n° 1242), Flornoy (n° 1243), Michel Durafour (n° 1262), Claudius-Petit (n° 1265) : Liberté d'expression et de création [23 mai 1973] (p. 1505, 1506) : citation d'Adam Schaff, philosophe marxiste, sur la limitation de la liberté d'expression des créateurs ; liberté de la culture.

• questions au Gouvernement :

— Situation de l'imprimerie [9 octobre 1974] (p. 4900) : groupe Néogravure.

— Attitude d'un officier général de la deuxième section [6 novembre 1974] (p. 5938) : déclaration de M. Stehlin sur les qualités techniques de l'aviation française se trouvant en compétition avec les appareils américains pour remplacer les avions de combat de plusieurs États européens.

• questions orales avec débat de :

— MM. Robert-André Vivien (n° 17712), Fillioud (n° 18619), Mesmin (n° 18670), Chinaud (n° 18713), Leroy (n° 18885) : Problèmes de la presse [16 avril 1975] (p. 1754) : les mesures fiscales nécessaires en faveur de la presse d'opinion ; (p. 1755) : la non-application de la loi du 4 juillet 1974 assimilant les pigistes à des journalistes professionnels (loi Cressard) ; le respect de la vie privée ; la nécessité d'assurer la liberté de

la presse d'opinion et de taxer la presse à scandale ; création d'un conseil supérieur de la presse ; amélioration de la convention collective des journalistes.

— MM. d'Aillières (n° 19568), Le Theule (n° 19715), Villon (n° 19718), Max Lejeune (n° 19761), Chevènement (n° 19796) : Problèmes de défense [21 mai 1975] (p. 2962) : les insuffisances graves qui affectent la situation des personnels ; la vie et les missions des armées ; le sous-effectif de toutes les catégories de personnels ; la saturation des emplois du temps ; les insuffisances de toutes les catégories de moyens ; la diminution de la part du budget de la défense par rapport au produit national brut ; la remise en cause de l'utilité du service militaire ; (p. 2963) : le bon état d'esprit des jeunes lorsqu'ils sont en manœuvre ; redresser la situation générale des armées ; accroître leur budget ; dégager les ressources en ramenant les missions à la mesure des possibilités financières.

• questions au Gouvernement :

— Situation des étudiants vietnamiens, cambodgiens ou laotiens [4 juin 1975] (p. 3660).

— Statut des préparateurs en pharmacie [7 avril 1976] (p. 1443) : discussion du projet de loi modifiant l'article L. 584 du code de la santé publique.

— Grève de certains personnels des œuvres universitaires [13 octobre 1976] (p. 6545, 6546) : difficultés des centres régionaux d'œuvres universitaires et scolaires ; restaurants universitaires de Rennes, Brest, Nantes.

INTERVENTIONS

1973

— Rappel au règlement [25 avril 1973] (p. 890) : proteste contre certains termes utilisés par M. Josselin ; politique dans les lycées.

— Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1748) : signification du calme dans les lycées ; réalité du malaise ; charge financière et mission de l'éducation nationale ; idéologie totalitaire ; service public mis à la disposition de la jeunesse ; indifférence des jeunes ; concurrence de l'audiovisuel ; évolution des connaissances ; rapports de l'enseignement et des mass media ; redéfinition des programmes ; distorsion entre la vie et l'école ; formation des maîtres, préscolarité, programme de Provins relatif à l'accroissement des crèches ; classes maternelles en milieu rural et urbain ; enseignement élé-

mentaire ; apprentissage du langage télévisuel ; application du tiers temps pédagogique ; CES ; égalité des chances ; (p. 1749) : gratuité, bourses ; transports ; revalorisation des allocations familiales ; programme de Provins ; orientation ; formation professionnelle ; pédagogie valorisante ; pré-apprentissage ; critères d'attribution des bourses ; abaissement à dix-neuf ans de la majorité électorale ; autorité et responsabilité ; participation, association des lycéens à la gestion de la communauté ; relation enseignants-enseignés, transmission de la culture ; sa conception de l'enseignement scientifique ; chômage des jeunes ; application de la loi d'orientation dans l'enseignement supérieur ; vie des UER et des universités ; choix pluridisciplinaire ; sélection ; revalorisation des bourses ; conséquences des erreurs d'orientation ; responsabilité et autonomie des universités ; (p. 1750) : formation continue ; revalorisation de la fonction professorale ; endoctrinement marxiste ; laïcité et libre choix des parents ; rénovation de l'enseignement privé sous contrat ; loi Debré ; œuvre scolaire de la V^e République.

— **Rappel au règlement** [16 octobre 1973] (p. 4403) : conditions dans lesquelles le débat est télévisé.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4431) : ses arguments contre l'amendement de M. Donnez (limitation à deux du nombre des mandats consécutifs du Président de la République) ; sa référence à l'histoire constitutionnelle des Etats-Unis.

— **Rappel au règlement** [23 octobre 1973] (p. 4660) : pressions inadmissibles exercées sur le président-directeur général de l'ORTF sortant, pressions exercées par le secrétaire général d'un parti politique siégeant à l'extrême gauche, accompagné du secrétaire général d'un syndicat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie* :

Office de radiodiffusion-télévision française [26 octobre 1973] (p. 4916) : son accord pour l'augmentation de la redevance couleur, souhaite en compensation la suppression de la taxe radiophonique ; rôle de la troisième chaîne et programmes régionaux ; (p. 4917) : culture traditionnelle et impact des mass media ; ses observations sur le manque d'objectivité de l'ORTF, sur l'émission de Pierre Bouteiller sur France Inter ; ses observations sur la liberté d'expression ; culture et conflit idéologique ; souhaite un consensus entre les divers courants d'opinion ; réconcilier les Français et l'ORTF.

Agriculture et développement rural. FOR MA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5293) : promesse de construction d'une école vétérinaire à Rennes.

Dépenses militaires (art. 20 et 21), budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5390) : rapporteur spécial ; part du budget de la nation consacrée au fonctionnement des armées ; difficultés de personnel ; désintérêt de la nation vis-à-vis des problèmes de son armée ; problèmes posés par la crise de recrutement ; écoles militaires ; insuffisance du nombre des scientifiques ; attitude des jeunes à l'égard de la carrière militaire ; problème du service national ; situation matérielle des jeunes du contingent ; problèmes de la gendarmerie ; (p. 5391) : conditions de vie et de travail des gendarmes ; remboursement du trop-perçu de cotisation de sécurité sociale ; nécessité d'un accroissement de l'effort budgétaire ; (p. 5398) : présente le rapport de M. Hoffer ; situation du service des essences ; son analyse des crédits budgétaires, service des poudres, société nationale des poudres et explosifs ; caractère transitoire du projet de budget annexe pour 1974. **Article 46** (p. 5436) : remboursement aux retraités du trop-perçu de cotisation ; acceptation par la commission des finances de l'amendement de M. Dronne tendant à supprimer l'article 46.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5623) : réponse du ministre à une question écrite du sénateur Cogniot ; (p. 5624) : remise en cause de la conception de l'enseignement, enseignements de masse et formation de l'esprit collectif, enseignement et idéologie ; laïcité et liberté de choix pour les familles ; répond à M. Mexandeu sur l'aide à l'enseignement privé ; ses questions relatives au rétablissement de l'allocation scolaire pour les établissements sous contrat simple, sur la revalorisation du forfait d'externat, sur la situation des maîtres de l'enseignement privé, sur la gratuité pour les élèves des écoles sous contrat quel que soit le contrat, ses remarques au sujet de la future loi d'orientation du second degré. **Etat B - Titre IV** [14 novembre 1973] (p. 5700) : répond à M. Juquin sur le libre choix de l'école.

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5983) : ses questions au nom de M. Corrèze, rapporteur de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone ; efforts accomplis par le ministre des P et T ; règles de rémunération des fonds déposés ; accroissement du nombre des lignes téléphoniques et augmentation du nombre des agents ; lignes longues en milieu rural ; (p. 5984) : avances sur communica-

tions ; participation du Crédit agricole ; délai de récupération pour les entreprises et pour les agriculteurs ; vote de son groupe pour le budget.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6056) : déclarations du Président de la République sur l'environnement ; enseignement et problèmes de l'environnement ; déclarations du ministre de l'environnement ; pédagogie de l'environnement, formation des maîtres, expérience de l'école normale de Quimper, tiers temps pédagogique, formule de la « journée nature », parc régional d'Armorique, moyens d'aide à l'éducation nationale, écologie et enseignement supérieur, écoles d'ingénieurs et environnement, environnement et formation continue.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1973] (p. 6840) : affaire du *Canard enchaîné*.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6869) : application de l'article 58 du règlement (attaques personnelles).

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° 1058) [20 juin 1974]. **Discussion générale** (p. 2823) : historique du droit d'amnistie depuis la démocratie athénienne ; l'importance des dispositions relatives aux événements d'Algérie.

— **Proposition de loi relative au statut des journalistes pigistes** (n° 182). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3112) : précise les raisons qui l'ont amené à déposer cette proposition de loi.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 1161). **Discussion générale** [23 juillet 1974] (p. 3662) : les stations régionales et la troisième chaîne ; le sort du centre national des redevances ; le statut des journalistes ; pas de mise à la retraite d'office. **Discussion des articles. Article 22** (p. 3802) : sur l'article : sort des personnels du service de la redevance. **Article 23** (p. 3804) : sur l'article : dangers des mises à la retraite d'office ; (p. 3007) : amendement n° 16 : sort particulier des journalistes ; adopté. **Deuxième délibération : Article 23** (p. 3815) : danger d'exclure les journalistes de la position spéciale.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie* :

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur spécial [8 novembre 1974] (p. 6152) : le budget annexe des essences et des poudres ; la condition militaire ; l'amiral

Sanguinetti ; la liberté d'expression ; les rémunérations ; les sous-officiers ; le service national ; les équipements sportifs ; le taux du prêt ; les transports ; la formation civique ; le service de santé ; les hôpitaux militaires ; la gendarmerie ; (p. 6153) : le logement de la garde républicaine de Paris ; la commission des finances subordonne son acceptation du titre III au vote d'un article additionnel relatif au niveau du budget par rapport aux missions fixées. **Article 24** (p. 6209) : soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 134 ; adopté à l'unanimité. **Avant l'Article 50** (p. 6212) : défend l'amendement n° 83 de M. Papon ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion des articles** [19 décembre 1974] (p. 8102) : **Après l'Article 41** : l'appareillage des handicapés sportifs.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médicosociales** (n° 1285). **Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Après l'Article 22** (p. 1827) : sur l'amendement n° 97 de M. Jacques Blanc ; apporte son soutien à l'amendement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° 1479). **Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Après l'Article 15** (p. 2178) : demande à la commission des lois de retirer ses amendements à partir du numéro 29. **Explications de vote** : l'amélioration du texte intervenue au cours du débat ; renforcer les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 pour prévenir la délinquance des jeunes ; le vote positif du groupe UDR.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2675) : ses observations relatives à l'intervention de M. Fillioud.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° 1481) [15 mai 1975]. **Discussion générale** (p. 2754) : s'associe aux déclarations de MM. Fanton et Hamel sur le caractère peu raisonnable de l'organisation des débats. **Discussion des articles : Après l'Article 8** (p. 2764) : sur l'intervention de M. J.-P. Cot relative aux amendements n°s 14 et 15 de M. Gerbet ; interroge M. Cot sur l'affaire de La Haye.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° 1560) [29 mai 1975]. **Discussion générale** (p. 3348) : le problème du législateur devant les choix qu'il doit manifester ; la dif-

ficulté d'admettre une rupture unilatérale du contrat de mariage ; le cas des femmes rejetées malgré les sacrifices partagés en commun ; le possible rejet par le juge de la demande de divorce pour cause de dureté ; (p. 3349) : la révolte de l'orateur devant le divorce pour altération grave des facultés mentales ; faire de la loi une « exigence » et non un « tableau des mœurs ».

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan (n° 1685)** [5 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 3740) : son intervention relative aux propos de M. Josselin en ce qui concerne la situation de la Bretagne. **Discussion de l'article unique** (p. 3747) : son amendement n° 16 : assurer le plein emploi et notre liberté de décision ; réservé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation (n° 1736)** [17 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4306) : une réforme faite pour les jeunes ; sa volonté de maintenir l'équilibre entre l'école et la famille ; (p. 4307) : la neutralité, base de la laïcité ; la nécessité de garantir le pluralisme scolaire ; encourager la mère à rester au foyer ou créer de nouvelles classes maternelles ; l'école primaire, creuset de notre éducation ; donner une égalité de chances à chacun ; veiller à une bonne formation des instituteurs ; assurer une véritable gratuité de la scolarité ; le choix essentiel entre le lycée et l'établissement de formation professionnelle ; l'importance primordiale prise par l'enseignement technique ; (p. 4308) : aboutir à une revalorisation du baccalauréat ; redonner le goût de l'effort aux élèves ; former moralement et civiquement le futur citoyen ; le nécessaire respect par les maîtres de la liberté et de la diversité de pensée des élèves et des familles ; la place prépondérante que doit avoir l'éducation physique ; enraciner l'élève dans sa communauté historique ; la philosophie, matrice de la liberté individuelle ; former une jeunesse, moteur du progrès économique et social. **Discussion des articles** [19 juin 1975] : **Article premier** (p. 4421) : juge opportun de définir le terme de laïcité qui ne semble pas avoir le même sens pour les « marxistes » et pour les « démocrates ». **Article 3** (p. 4442) : s'oppose à l'amendement n° 85 qui pénaliserait les enfants de milieu rural ; (p. 4444) : appuie l'amendement n° 111 de M. Chassagne ; souhaite la mise à la disposition des maîtres des moyens audiovisuels nécessaires pour l'initiation à la musique. **Article 5** (p. 4451) : considère qu'il faut éviter d'encombrer les lycées de jeunes qui n'ont pas l'aptitude suffisante pour y poursuivre des études : (p. 4455) : s'élève contre le procès d'intentions fait par M. Mexandeau à l'égard du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 1754)**. **Discussion des articles** [23 juin 1975]. **Article unique** (p. 4602) : son rappel au règlement ; regrette que le groupe socialiste n'ait pas présenté ses amendements au cours des travaux de la commission.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873)**. **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Après l'Article 3** (p. 6182) : son intervention sur l'amendement n° 5 de M. Boulloche : la justice sociale implique la modulation des allocations familiales. **Article 4 - Etat B** (p. 6194) : son amendement n° 24 : permettre la réalisation des projets relatifs à l'environnement ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880)**. *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences**, rapporteur spécial [30 octobre 1975] (p. 7604) : l'accroissement du titre III ; la part croissante prise par les dépenses de fonctionnement ; la réforme de carrière des sous-officiers ; (p. 7605) : intégrer les primes dans le calcul de la retraite ; la réduction des entraînements due à l'insuffisance des dépenses de fonctionnement ; accélérer la modernisation des casernements ; intégrer plus rapidement les ouvriers temporaires ; sa satisfaction quant aux crédits des services communs ; la brochure destinée aux jeunes du contingent ; (p. 7606) : l'insuffisance des effectifs de la gendarmerie ; le dévouement de cette arme. **Examen des crédits. Article 30** (p. 7643) : s'oppose à l'amendement n° 153 de M. Chevènement.

Culture [3 novembre 1975] (p. 7750) : les mérites du festival d'Hédé ; le succès de l'entreprise.

Transports. — **III. Aviation civile** [14 novembre 1975] (p. 8416, 8417) : la situation prédominante des Etats-Unis dans le domaine du transport aérien et de la construction aéronautique ; le nécessaire rétablissement de l'équilibre par l'industrie européenne ; utiliser l'atout que constitue l'Airbus ; mener les négociations permettant d'ouvrir le marché américain au supersonique.

Services du Premier ministre. — **Services généraux.** — **Formation professionnelle et promotion sociale.** — **Services divers.** — **Journaux officiels.** — **Secrétariat général de la défense nationale.** — **Conseil économique et social** [19 novembre 1975] (p. 8639) : sa question relative au centre de formation professionnelle de Rennes.

Articles et articles additionnels non rattachés [19 novembre 1975]. **Après l'Article 61** (p. 8734) : son amendement n° 3 : proroger les délais en matière de déclaration des bénéfices ; retiré. **Après l'Article 72** (p. 8737) : son amendement n° 241 : ajouter le produit de la redevance pour enlèvement des ordures ménagères à celui des impôts sur les ménages pour le calcul des allocations du VRTS ; adopté. **Explications de vote** (p. 8746) : la valeur de la discussion budgétaire ; un budget qui est de nature à sortir le pays de la crise ; le vote positif du groupe de l'UDR.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6628) : indique que l'amendement n° 75 de M. Jalton est démagogue.

— **Rappel au règlement** [22 octobre 1976] (p. 6926) : protection des travailleurs contre les attentats revendiqués par le front de libération de la Bretagne.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie* :

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976]. **Examen des crédits. Après l'Article 70** (p. 7115) : l'amendement dangereux n° 213 rectifié de M. Plantier.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur spécial pour le titre III et pour le budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7721) : le titre III ; les rémunérations ; l'application de la réforme de la condition militaire ; la situation des retraités ; les reclassements indiciers pour les sous-officiers retraités ; le cumul d'une retraite et d'un salaire ; les cadres d'active ; les indemnités à taux fixe non indexées ; le droit à l'accession à la propriété des personnels en activité ; rend hommage au général Bigeard ; l'égalité des jeunes devant le service national ; la véracité des chiffres du rapporteur ; le pourcentage des soutiens de famille dispensés des obligations militaires ; les exemptions de caractère social accordées davantage aux étudiants et aux agriculteurs ; le nombre des exemptés pour inaptitude ; l'état sanitaire de la jeunesse ; l'éducation sportive à l'école ou dans l'entreprise ; (p. 7722) : une dégradation du système auditif ; la condition de vie des appelés ; maintenir le prêt ; l'état des casernements ; les moyens d'instruction ; le sous-équipement en terrains de manœuvre ; la récente expérience « Vendémiaire » ; l'insuffisance en munitions d'instruction, particuliè-

rement pour le tir à la grenade ; l'allocation annuelle kilométrique pour les engins blindés AMX 30 et AMX 10 ; les carburants ; le prix de journée dans les hôpitaux militaires ; le prix de journée inférieur au prix de revient ; les services communs concernent la gendarmerie ; nécessité de poursuivre et de renforcer l'effort d'infrastructure immobilière en faveur de la gendarmerie ; le SIRPA ; la qualité de la revue *Armées d'aujourd'hui*. **Examen des crédits. — Crédits militaires. Article 27** (p. 7761) : indique que la commission des finances n'a pas été saisie de l'amendement n° 243 de M. Planeix.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8010) : le cumul des pensions de retraite et d'un salaire ; (p. 8011) : les pensions militaires ; la loi portant réforme de la condition militaire ; la classe militaire ; la création de passerelles entre l'armée et la fonction publique ; l'embauche des retraités de l'armée ; le droit au travail ; le travail noir.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8292) : les attentats en Bretagne ; restaurer l'autorité de l'Etat ; le FLB ; (p. 8293) ; ses chefs ; les idées fascistes des leaders du FLB malgré leurs proclamations de socialisme révolutionnaire ; la culpabilité ; dénonciation des Brassillach ; les leviers de sympathies : la langue et la culture ; le levier économique ; la lutte contre l'Etat.

1977

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° 2751). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2040) : souhaite que les décrets d'application de la loi paraissent rapidement ; la revalorisation de la situation de préparateur ; le problème des vendeurs.

— **Demande de suspension de séance** [28 juin 1977] (p. 4334) : l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Guermeur ; l'obstruction réalisée par les groupes de l'opposition. **Rappel au règlement** (p. 4335) : alinéa 1 de l'article 94 du règlement ; demande la discussion immédiate de la proposition de loi.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n° 267, n° 2790, n° 2791, n° 2854, n° 2896). **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1977] (p. 4551) : son abstention lors du vote de l'ensemble de la proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie* :

Discussion des articles [18 octobre 1977].
Article 3 (p. 6277) : la situation des personnels militaires ; la constitution d'un groupe de travail au sein du ministère de la défense ; le cas des personnels civils dont la retraite est accordée à cinquante-cinq ans en cas d'exercice de métier pénible ; l'encouragement du travail noir qui résulterait de l'adoption du sous-amendement n° 143 du Gouvernement ; (p. 6230) : son amendement n° 4 : suppression des dispositions de l'article relatives à l'abattement applicable au revenu imposable en cas de départ à la retraite à cinquante-cinq ans ; l'objet de l'amendement n° 12 de la commission des finances ; amendement n° 4 retiré.

Deuxième partie :

Education [27 octobre 1977] (p. 6721) : l'attitude des municipalités socialistes vis-à-vis du secteur de l'enseignement privé.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6815) : la connaissance de l'histoire par les élèves des écoles ; l'attitude des anciens combattants ; leur exemplarité ; rend hommage à l'action de M. Bord ; la célébration du 8 mai 1945 ; les travaux d'actualisation du code des pensions.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6872) : les conditions d'exercice de la fonction d' élu local ; les modalités de calcul des indemnités ; (p. 6873) : mettre à l'étude un système de péréquation des indemnités ; les facilités d'absence des élus ; l'utilisation de cette facilité par les élus du secteur privé ; le vieillissement artificiel du monde des élus locaux ; la moyenne d'âge et la représentation socio-professionnelle des maires élus du département du Morbihan.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur spécial pour le titre III et pour le service des essences [9 novembre 1977] (p. 7226) : la situation de l'armée en 1973 ; le malaise des cadres ; l'amélioration de la situation des personnels du contingent ou de carrière ; l'augmentation du prêt ; la rénovation des casernements ; le problème de l'égalité du citoyen devant le service national ; (p. 7227) : la situation des personnels de carrière ; la création d'un corps des majors ; le problème des retraités militaires ; l'octroi de l'échelle 4 aux adjudants-chefs, adjudants et assimilés retraités avant 1951 ; la protection du droit des militaires à une seconde carrière ; la situation des personnels civils ; le cas des corps des techniciens d'étude et de gestion administrative et des secrétaires administra-

tifs ; les crédits affectés à l'entretien programmé des matériels ; les crédits affectés à l'ins-truction et à l'entraînement des hommes et des cadres ; les crédits affectés à l'achat de carburant nécessaire aux missions d'entraînement ; l'entretien des pilotes de l'air ; le problème des camps de manœuvres ; l'activité du service de santé ; l'activité des hôpitaux militaires ; l'évolution du coût de l'indemnité compensatrice versée à la SNCF pour le transport des militaires ; (p. 7228) : l'évolution des effectifs de la gendarmerie ; rend un hommage solennel aux gendarmes morts en service ; l'adoption par la commission des crédits du titre III des services communs du budget de la défense et des crédits du budget annexe du service des essences. **Examen des crédits. Article 37** (p. 7274) : le non-examen par la commission des finances de l'amendement n° 218 de M. Aumont ; le non-examen par la commission des amendements n° 219 de M. Aumont et n° 204 de M. Dronne ; (p. 7275) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 205 de M. Dronne ; le problème de l'octroi de l'échelle 4 aux adjudants-chefs, adjudants et assimilés retraités avant 1951. **Après l'Article 38** (p. 7283) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 210 de M. de Bennetot.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147), rapporteur. **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7887) : le contrôle de l'évolution des prix durant l'année 1978 ; la politique gouvernementale en matière de prix ; l'inflation ; les mesures envisagées en 1978 ; les mesures relatives aux loyers ; (p. 7888) : la limitation de la hausse des loyers pour les logements dont les loyers sont fixés par des baux comportant une clause d'indexation ; la complexité des articles du projet relatif aux loyers ; les mesures concernant le prix de l'eau ; la situation de la Compagnie fermière des eaux de Rennes ; l'inclusion du secteur des transports dans le champ de l'application de l'ordonnance de 1945 ; les mesures relatives au contrôle de l'évolution des rémunérations ; le système de limitation des rémunérations mis en place pour l'année 1978 ; le vote positif de la commission des finances. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7898) : le caractère réglementaire de la création d'une commission de révision de l'indice des prix ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Combrisson. **Article premier** (p. 7899) : le jeu d'amendements déposés par le Gouvernement modifiant profondément le dispositif de l'article premier du projet de loi ; demande un délai d'examen des nouveaux amendements ; [8 décembre 1977] (p. 8430) : le

dépôt par le Gouvernement d'amendements apparemment en contradiction avec le texte initial du projet de loi ; les nouveaux amendements déposés par le Gouvernement ; le maintien de la position du Gouvernement sur les problèmes relatifs à la fixation des prix de l'eau et des transports (p. 8432) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 65 du Gouvernement ; le dispositif de l'amendement n° 69 du Gouvernement excluant les HLM du champ d'application du texte ; le retard pris par la construction en France ; (p. 8433) : le non-examen par la commission des sous-amendements n°s 71, 72 et 73 de M. Charles Bignon à l'amendement n° 65 du Gouvernement. **Article 2** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 66 du Gouvernement. **Article 3** : son amendement n° 7 : de suppression, adopté. **Article 4** (p. 8434) : le retrait éventuel de l'amendement n° 28 de M. Charles Bignon ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 82 de M. Bouloche à l'amendement n° 51 rectifié du Gouvernement. **Après l'Article 4** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 46 rectifié de M. Bouloche. **Article 5** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 67 du Gouvernement. **Après l'Article 5** (p. 8435) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 68 du Gouvernement ; l'exclusion des HLM du champ d'application de la loi ; l'avis favorable de la commission sur les sous-amendements n° 76 de M. Charles Bignon et n° 83 de M. Bouloche à l'amendement n° 69 du Gouvernement ; (p. 8436) : l'obligation de connaissance de la loi ; l'exclusion de tous les loyers HLM du champ d'application de la loi ; (p. 8437) : le non-examen par la commission du sous-amendement n° 84 de M. Bouloche à l'amendement n° 69 du Gouvernement ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Briane. **Après l'Article 6** (p. 8438) : son amendement n° 9 soutenu par M. Gantier : possibilité d'une révision amiable ou judiciaire des baux à construction en cas d'augmentation de la redevance supérieure au quart du prix précédemment fixé ; (p. 8439) : le maintien de l'amendement n° 9 de la commission des finances ; repoussé ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 33 de M. Charles Bignon ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 48 rectifié de M. Bouloche. **Article 7** (p. 8441) : son amendement n° 10 : de suppression ; repoussé ; (p. 8442) : le non-examen par la commission des sous-amendements n°s 77 et 78 rectifié de M. Ribes à l'amendement n° 70 du Gouvernement ; son sous-amendement

n° 80 à l'amendement n° 70 du Gouvernement : fixation du plafonnement des hausses à 9,5 % par rapport aux prix licites en vigueur le 31 décembre 1977 ; devenu sans objet ; (p. 8443) : le non-examen par la commission des sous-amendements n°s 85 et 86 de M. Bouloche à l'amendement n° 70 du Gouvernement. **Article 8** : son amendement n° 11 : de suppression ; l'efficacité du dépôt d'amendements de suppression ; (p. 8444) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 43 du Gouvernement ; repoussé. **Après l'Article 8** (p. 8445) : son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 21 du Gouvernement : conditions de suspension des dispositions applicables à l'évolution des hautes rémunérations ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 60 du Gouvernement à l'amendement n° 21 ; adopté. Le non-examen par la commission du sous-amendement n° 87 de M. Bouloche à l'amendement n° 21 du Gouvernement ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 79 de M. Gantier à l'amendement n° 21 du Gouvernement ; (p. 8446) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Combrisson ; le nombre de mois de salaire touchés par les agents d'EDF-GDF ; la part relative des hautes rémunérations parmi les personnels d'EDF-GDF ; les conséquences des grèves d'EDF-GDF ; le rejet par la commission des finances de l'amendement n° 17 de M. Gosnat ; (p. 8447) : le rejet par la commission de l'amendement n° 18 de M. Dutard ; l'hostilité de la commission à l'amendement n° 19 de M. Dutard. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9103) : les modifications apportées par la CMP ; la détermination du loyer servant de base pour calculer l'augmentation en 1978 ; la non-réalisation des hausses non demandées avant la promulgation de la loi et prévues par la loi d'octobre 1976 ; (p. 9104) : l'application du plafonnement des nouveaux loyers ; la suppression de l'article 6 ; la possibilité pour tout locataire d'exiger la remise d'une quittance ou d'un reçu ; l'attribution des dérogations au plafonnement des hausses par délibération des collectivités locales soumise à l'approbation préfectorale ; le rétablissement de l'article 8 relatif au tarif des transports ; la définition des rémunérations.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 3205). Discussion générale** [1^{er} décembre 1977]. **Sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe** (p. 8108) : le vote des socialistes européens sur les problèmes agricoles ; (p. 8109) : l'autorité supérieure des traités régulièrement ratifiés par rapport à celle de la loi ; la soumission au

Parlement de la ratification des modalités de recouvrement de la taxe sur l'isoglucose ; les conditions de ratification du prélèvement de coresponsabilité concernant le marché du lait ; le double jeu des socialistes français. **Rappel au règlement** (p. 8109) : s'élève contre l'intervention des groupes de l'opposition lors du déroulement du vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe ; (p. 8110) : demande la rectification des votes.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales**

et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge (n° 3210). Discussion des articles [14 décembre 1977].
Après l'Article premier. Rappel au règlement (p. 8717) : le respect par la présidence du délai de cinq minutes s'écoulant entre l'annonce du scrutin et son ouverture.